ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

établie par le Service des Archives de l'Assemblée Nationale

SESSIONS DE 1983

7e Législature.

Seconde session ordinaire de 1982-1983	Du 2 avril au 30 juin 1983
Seconde session extraordinaire de 1982-1983	Du 1er au 7 juillet 1983
Première session ordinaire de 1983-1984	Du 3 octobre au 21 décembre 1983
Première session extraordinaire de 1983-1984	22 décembre 1983

ABRÉVIATIONS

S. ..... Groupe socialiste.

R.P.R. ..... Groupe du rassemblement pour la République.

U.D.F. ..... Groupe union pour la démocratie française.

C. ..... Groupe communiste.

N.I. ..... Députés n'appartenant à aucun groupe.

EXPLICATION DES SIGLES

A.C.O.S.S.	Agence centrale des organismes de sécurité sociale
A.D.O.S.O.M.	Association pour l'administration d'œuvres sociales d'outre-mer
A.F.E.C.	Association française des établissements de crédit
A.F.P.A.	Association pour la formation professionnelle des adultes
A.M.A.	Assurances mutuelles agricoles
A.N.A.H.	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat
A.N.P.E.	Agence nationale pour l'emploi
A.N.V.A.R.	Agence nationale pour la valorisation de la recherche
A.P.L.	Aide personnalisée au logement
A.S.F.O.	Association pour la formation
A.S.S.E.D.I.C.	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
A.T.O.S.	Administratif, technique, ouvrier et de service
A.T.R.	Avion de transport régional
B.A.P.S.A.	Budget annexe des prestations sociales agricoles
B.I.C.	Bénéfices industriels et commerciaux
B.N.C.	Bénéfices non commerciaux
B.R.G.M.	Bureau de recherches géologiques et minières
B.T.P.	Bâtiments et travaux publics
C.A.C.O.M.	Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme
C.A.C.T.	Commission d'amélioration des conditions de travail
C.A.E.C.L.	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales
C.A.P.	Certificat d'aptitude professionnelle
C.A.T.	Centre d'aide par le travail
C.A.U.E.	Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement
C.E.S.	Certificat d'études spécialisées
C.F.A.	Centre de formation d'apprentis
C.G.C.	Confédération générale des cadres
C.G.T.	Confédération générale du travail
C.H.S.C.T.	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
C.I.R.I.	Comité interministériel de restructuration industrielle
C.M.P.	Commission mixte paritaire
C.N.C.	Conseil national du crédit
C.N.C.A.	Conseil national de la communication audiovisuelle
C.N.E.S.E.R.	Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche
C.N.R.S.	Centre national de la recherche scientifique
C.O.B.	Commission des opérations de bourse
C.O.D.E.F.I.	Comités départementaux d'examen des problèmes financiers des entreprises
C.O.D.E.V.I.	Compte de développement industriel
C.O.R.R.I.	Comités régionaux de restructuration industrielle
D.E.U.G.	Diplôme d'études universitaires générales
D.G.E.	Dotation globale d'équipement
D.G.F.	Dotation globale de fonctionnement
D.O.M.-T.O.M.	Départements et territoires d'outre-mer
E.N.A.	Ecole nationale d'administration
E.P.S.T.	Etablissement public à caractère scientifique et technologique
E.R.A.P.	Entreprise de recherche et d'activités pétrolières
E.S.S.E.C.	Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales
F.A.C.E.	Fonds d'amortissement des charges d'électrification
F.A.R.	Force d'action rapide
F.D.E.S.	Fonds de développement économique et social
F.E.C.O.M.	Fonds européen de coopération monétaire
F.E.N.	Fédération de l'éducation nationale
F.E.O.G.A.	Fonds européen d'orientation et de garanties agricoles
F.I.D.O.M.	Fonds d'investissement des départements d'outre mer
F.I.P.	Fonds intercommunal de péréquation
F.I.R.	Fonds d'investissement routier
F.N.D.S.	Fonds national de développement du sport
F.N.E.	Fonds national de l'emploi
F.N.S.	Fonds national de solidarité
G.A.E.C.	Groupement agricole d'exploitation en commun
G.A.R.A.C.E.S.	Groupe d'analyses et de recherches sur les activités et les coûts des enseignements supérieurs.
G.E.R.D.A.T.	Groupements d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale
G.F.A.	Groupements fonciers agricoles
G.I.E.	Groupements d'intérêts économiques
G.I.P.	Groupement d'intérêt public
H.L.M.	Habitation à loyer modéré
I.E.P.P.	Institut d'études politiques de Paris
I.F.P.	Institut français du pétrole
I.G.F.	Impôt sur les grandes fortunes
I.N.C.A.	Institut national de la communication audiovisuelle
I.N.E.D.	Institut national d'études démographiques
I.N.S.E.R.M.	Institut national de la santé et de la recherche médicale
I.R.P.P.	Impôt sur le revenu des personnes physiques
I.T.E.F.	Ingénieur technicien d'études et de fabrications
I.U.T.	Institut universitaire de technologie
I.V.G.	Interruption volontaire de grossesse
L.B.U.	Ligne budgétaire unique
L.E.P.	Lycée d'enseignement professionnel
M.D.P.A.	Mines des potasses d'Alsace
M.I.N.	Marché d'intérêt national
O.L.P.	Organisation de libération de la Palestine
O.P.P.B.T.P.	Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics
O.R.S.T.O.M.	Office de la recherche scientifique et technique d'outre mer
P.A.L.U.L.O.S.	Primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale
P.A.Z.	Plan d'aménagement de zones
P.E.G.C.	Professeur d'enseignement général de collège
P.M.E.	Petites et moyennes entreprises
P.O.S.	Plan d'occupation des sols
P.R.E.	Prime régionale à l'emploi
R.F.O.	Radio-France outre-mer
S.A.C.	Service d'action civique
S.A.F.E.R.	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural
S.A.M.U.	Service d'aide médicale urgente
S.D.R.	Société de développement régional
S.F.P.	Société française de production
S.N.E.A.	Société nationale Elf-Aquitaine
S.N.I.	Syndicat national des instituteurs
S.O.P.	Service d'observation des programmes
T.D.F.	Télédiffusion de France
T.I.P.P.	Taxe intérieure sur les produits pétroliers
T.P.F.A.	Tribunaux permanents des forces armées
T.V.A.	Taxe à la valeur ajoutée
U.E.O.	Union de l'Europe occidentale
U.E.R.	Unité d'enseignement et de recherche
U.F.R.	Unité de formation et de recherche
U.N.E.D.I.C.	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
U.R.S.S.A.F.	Union pour le recouvrement des cotisations de la sécurité sociale et d'allocations familiales
Z.A.C.	Zone d'aménagement concerté

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la date des Séances avec la date de la Publication,

la pagination, les numéros des Débats et les numéros des Microfiches.

(Compte rendu)

ANNÉE 1983

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMEROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMEROS des microfiches.
2 avril	3 avril	1 à 10	1	001	24 mai	25 mai	1339 à 1402	32	032
5 avril	6 avril	11 à 42	2	002	25 mai	26 mai	1403 à 1474	33	033
6 avril	7 avril	43 à 90	3	003	26 mai	27 mai	1475 à 1536	34	034
7 avril	8 avril	91 à 146	4	004	27 mai	28 mai	1537 à 1608	35	035
8 avril	9 avril	147 à 162	5	005	28 mai	29 mai	1609 à 1688	36	036
11 avril	12 avril	163 à 210	6	006	29 mai	30 mai	1689 à 1750	37	037
12 avril	13 avril	211 à 238	7	007	30 mai	31 mai	1751 à 1818	38	038
13 avril	14 avril	239 à 270	8	008	31 mai	1er juin	1819 à 1882	39	039
14 avril	15 avril	271 à 326	9	009	1er juin	2 juin	1883 à 1938	40	040
15 avril	16 avril	327 à 342	10	010	2 juin	3 juin	1939 à 1986	41	041
19 avril	20 avril	343 à 398	11	011	3 juin	4 juin	1987 à 2058	42	042
20 avril	21 avril	399 à 460	12	012	4 juin	5 juin	2059 à 2130	43	043
21 avril	22 avril	461 à 516	13	013	6 juin	7 juin	2131 à 2194	44	044
22 avril	23 avril	517 à 530	14	014	7 juin	8 juin	2195 à 2258	45	045
25 avril	26 avril	531 à 562	15	015	8 juin	9 juin	2259 à 2328	46	046
26 avril	27 avril	563 à 624	16	016	9 juin	10 juin	2329 à 2376	47	047
27 avril	28 avril	625 à 688	17	017	10 juin	11 juin	2377 à 2432	48	048
28 avril	29 avril	689 à 752	18	018	13 juin	14 juin	2433 à 2480	49	049
29 avril	30 avril	753 à 768	19	019	14 juin	15 juin	2481 à 2542	50	050
3 mai	4 mai	769 à 830	20	020	15 juin	16 juin	2543 à 2604	51	051
4 mai	5 mai	831 à 894	21	021	16 juin	17 juin	2605 à 2684	52	052
5 mai	6 mai	895 à 926	22	022	17 juin	18 juin	2685 à 2812	53	053-054
6 mai	7 mai	927 à 948	23	023	20 juin	21 juin	2813 à 2868	54	055
9 mai	10 mai	949 à 996	24	024	21 juin	22 juin	2869 à 2946	55	056
10 mai	11 mai	997 à 1008	25	025	22 juin	23 juin	2947 à 3040	56	057
11 mai	12 mai	1009 à 1072	26	026	23 juin	24 juin	3041 à 3098	57	058
16 mai	17 mai	1073 à 1128	27	027	24 juin	25 juin	3099 à 3140	58	059
17 mai	18 mai	1129 à 1150	28	028	25 juin	26 juin	3140 à 3244	59	060-061
18 mai	19 mai	1151 à 1214	29	029	27 juin	28 juin	3245 à 3292	60	062
19 mai	20 mai	1215 à 1300	30	030	28 juin	29 juin	3293 à 3340	61	063
20 mai	21 mai	1301 à 1338	31	031	29 juin	30 juin	3341 à 3388	62	064

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMEROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMEROS des microfiches.
30 juin	1er juillet	3389 à 3466	63	065	14 nov.	15 nov.	5155 à 5242	94	096
4 juillet	5 juillet	3467 à 3506	64	066	15 nov.	16 nov.	5243 à 5312	95	097
5 juillet	6 juillet	3507 à 3576	65	067	16 nov.	17 nov.	5313 à 5384	96	098
6 juillet	7 juillet	3577 à 3622	66	068	17 nov.	18 nov.	5385 à 5472	97	099
7 juillet	8 juillet	3623 à 3644	67	069	18 nov.	19 nov.	5473 à 5544	98	100
3 oct.	4 oct.	3645 à 3692	68	070	22 nov.	23 nov.	5545 à 5606	99	101
4 oct.	5 oct.	3693 à 3780	69	071	23 nov.	24 nov.	5607 à 5652	100	102
5 oct.	6 oct.	3781 à 3818	70	072	24 nov.	25 nov.	5653 à 5684	101	103
6 oct.	7 oct.	3819 à 3666	71	073	25 nov.	26 nov.	5685 à 5700	102	104
7 oct.	8 oct.	3667 à 3920	72	074	28 nov.	29 nov.	5701 à 5730	103	105
10 oct.	11 oct.	3921 à 3990	73	075	29 nov.	30 nov.	5731 à 5802	104	106
11 oct.	12 oct.	3991 à 4044	74	076	30 nov.	1er déc.	5803 à 5880	105	107
12 oct.	13 oct.	4045 à 4100	75	077	1er déc.	2 déc.	5881 à 5944	106	108
13 oct.	14 oct.	4101 à 4154	76	078	2 déc.	3 déc.	5945 à 5992	107	109
14 oct.	15 oct.	4155 à 4174	77	079	5 déc.	6 déc.	5993 à 6032	108	110
18 oct.	19 oct.	4175 à 4236	78	080	6 déc.	7 déc.	6033 à 6104	109	111
19 oct.	20 oct.	4237 à 4292	79	081	7 déc.	8 déc.	6105 à 6168	110	112
20 oct.	21 oct.	4293 à 4362	80	082	8 déc.	9 déc.	6169 à 6230	111	113
21 oct.	22 oct.	4363 à 4442	81	083	9 déc.	10 déc.	6231 à 6294	112	114
22 oct.	23 oct.	4443 à 4496	82	084	10 déc.	11 déc.	6295 à 6372	113	115
25 oct.	26 oct.	4497 à 4552	83	085	12 déc.	13 déc.	6373 à 6404	114	116
26 oct.	27 oct.	4553 à 4614	84	086	13 déc.	14 déc.	6405 à 6476	115	117
27 oct.	28 oct.	4615 à 4676	85	087	14 déc.	15 déc.	6477 à 6516	116	118
28 oct.	29 oct.	4677 à 4706	86	088	15 déc.	16 déc.	6517 à 6562	117	119
2 nov.	3 nov.	4707 à 4760	87	089	16 déc.	17 déc.	6563 à 6624	118	120
3 nov.	4 nov.	4761 à 4824	88	090	17 déc.	18 déc.	6625 à 6712	119	121
4 nov.	5 nov.	4825 à 4902	89	091	19 déc.	20 déc.	6713 à 6792	120	122
7 nov.	8 nov.	4903 à 4974	90	092	20 déc.	21 déc.	6793 à 6880	121	123
8 nov.	9 nov.	4975 à 5044	91	093	21 déc.	22 déc.	6881 à 6952	122	124
9 nov.	10 nov.	5045 à 5108	92	094	22 déc.	23 déc.	6953 à 6976	123	125
10 nov.	11 nov.	5109 à 5154	93	095					

INDICATIONS PRÉLIMINAIRES

Pages.

I. — **Composition de l'Assemblée nationale :**

1. Liste par ordre alphabétique des députés, à la date du 1er janvier 1983 11
2. Liste par circonscription des députés, à la date du 1er janvier 1983 15

II. — **Modifications de la composition de l'Assemblée nationale :**

A. — Elections :

1. Elections partielles 22
2. Elections au Sénat 22
3. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par ordre alphabétique 22
4. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par circonscription 22

B. — Députés nommés membres du Gouvernement 23

C. — Cessation de fonctions par suite de renouvellement d'une mission temporaire 23

D. — Démission de député 23

E. — Députés décédés 23

III. — **Groupes politiques** 24

IV. — **Bureau de l'Assemblée nationale** 26

V. — **Commissions permanentes** 27

VI. — **Commissions spéciales** 29

Pages.

VII. — **Commissions mixtes paritaires** 30

VIII. — **Désignation des représentants de l'Assemblée nationale à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe** 31

IX. — **Délégations de l'Assemblée nationale à des organismes extraparlementaires** 32

X. — **Autres délégations de l'Assemblée nationale** 33

XI. — **Délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes** 34

XII. — **Députés chargés d'une mission temporaire** 35

XIII. — **Sessions** 36

XIV. — **Composition du deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy :**

1. Par ordre alphabétique 37
2. Par ministère 37
3. Démission 38

XV. — **Composition du troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy :**

1. Par ordre alphabétique 39
2. Par ministère 40
3. Modifications 40

I. — COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. — LISTE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

des députés, à la date du 1er janvier 1983.

MM. Maurice ADEVAH-POEUF . Puy-de-Dôme (4e).
Jean-Marie ALAIZE ..... Ardèche (3e).
Nicolas ALFONSI ..... Corse-du-Sud (1re).
Edmond ALPHANDÉRY... Maine-et-Loire (3e).
Jean ANCIANT ..... Oise (4e).
Gustave ANSART ..... Nord (20e).
Vincent ANSQUER ..... Vendée (4e).
François ASENSI ..... Seine-Saint-Denis (8e).
Emmanuel AUBERT ..... Alpes-Maritimes (4e).
François d'AUBERT ..... Mayenne (1re).
André AUDINOT ..... Somme (5e).
Robert AUMONT ..... Aisne (1re).
Jacques BADET ..... Loire (3e).
Jean-Pierre BALLIGAND .. Aisne (3e).
Georges BALLY ..... Isère (7e).
Paul BALMIGÈRE ..... Hérault (4e).
Gérard BAPT ..... Haute-Garonne (2e).
Bernard BARDIN ..... Nièvre (3e).
Michel BARNIER ..... Savoie (2e).
Raymond BARRE ..... Rhône (4e).
Jacques BARROT ..... Haute-Loire (1re).
Jean-Jacques BARTHE..... Pas-de-Calais (7e).
Claude BARTOLONÉ..... Seine-Saint-Denis (6e).
Pierre BAS..... Paris (4e).
Philippe BASSINET ..... Hauts-de-Seine (13e).
Jean-Claude BATEUX ..... Seine-Maritime (4e).
Umberto BATTIST ..... Nord (22e).
Henri BAUDOUIN ..... Manche (3e).
Jacques BAUMEL ..... Hauts-de-Seine (8e).
Henri BAYARD ..... Loire (7e).
Jean-Michel BAYLET ..... Tarn-et-Garonne (2e).
Raoul BAYOU ..... Hérault (5e).
Jean BEAUFILS..... Seine-Maritime (9e).
Jean BEAUFORT ..... Finistère (6e).
Guy BÈCHE ..... Doubs (2e).
Jacques BECQ ..... Somme (4e).
Jean BEGAULT ..... Maine-et-Loire (4e).
Roland BEIX ..... Charente-Maritime (3e).
André BELLON ..... Alpes-de-Haute-Provence (2e).
Jean-Michel BELORGEY ... Allier (4e).
Serge BELTRAME..... Vosges (4e).
Georges BENEDETTI ..... Gard (2e).
Jean-Jacques BENETIÈRE.. Loire (5e).
Daniel BENOIST ..... Nièvre (1re).
Pierre de BENOUVILLE.... Paris (12e).
Michel BÉRÉGOVOY ..... Seine-Maritime (1re).
Christian BERGELIN ..... Haute-Saône (1re).
Jean BERNARD..... Meuse (1re).
Pierre BERNARD ..... Tarn (1re).
Roland BERNARD ..... Rhône (12e).
Michel BERSON..... Essonne (1re).
Wilfrid BERTILE..... La Réunion (3e).

MM. Louis BESSON ..... Savoie (1re).
Marcel BIGEARD ..... Meurthe-et-Moselle (5e).
André BILLARDON ..... Saône-et-Loire (3e).
Alain BILLON ..... Paris (29e).
Claude BIRRAUX ..... Haute-Savoie (3e).
Emile BIZET..... Manche (2e).
Paul BLADT..... Moselle (6e).
Jacques BLANC..... Lozère (2e).
Jean-Marie BOCKEL..... Haut-Rhin (4e).
Alain BOCQUET ..... Nord (19e).
Jean-Claude BOIS ..... Pas-de-Calais (13e).
Gilbert BONNEMAISON ... Seine-Saint-Denis (1re).
Alain BONNET ..... Dordogne (3e).
Christian BONNET ..... Morbihan (2e).
Augustin BONREPAUX.... Ariège (1re).
André BOREL ..... Vaucluse (2e).
Jean-Michel BOUCHERON . Charente (1re).
Jean-Michel BOUCHERON . Ille-et-Vilaine (2e).
Bruno BOURG-BROU ..... Marne (3e).
René BOURGET ..... Isère (6e).
Pierre BOURGUIGNON.... Seine-Maritime (3e).
Loïc BOUVARD ..... Morbihan (4e).
Jean-Pierre BRAINE..... Oise (3e).
Jean-Guy BRANGER ..... Charente-Maritime (2e).
Benjamin BRIAL ..... Wallis-et-Futuna.
Maurice BRIAND ..... Côtes-du-Nord (4e).
Jean BRIANE..... Aveyron (1re).
Jean BROCARD ..... Haute-Savoie (1re).
Albert BROCHARD ..... Deux-Sèvres (3e).
Alain BRUNE..... Jura (1re).
André BRUNET..... Drôme (3e).
Jacques BRUNHES ..... Hauts-de-Seine (1re).
Georges BUSTIN ..... Nord (18e).
Robert CABE ..... Landes (3e).
Mme Denise CACHEUX ..... Nord (16e).
MM. Jacques CAMBOLIVE ..... Aude (3e).
Jean-Marie CARO ..... Bas-Rhin (5e).
Roland CARRAZ..... Côte-d'Or (1re).
Michel CARTELET..... Aube (3e).
Raoul CARTRAUD..... Vienne (3e).
Jean-Claude CASSAING ... Corrèze (2e).
Elie CASTOR ..... Guyane.
Laurent CATHALA ..... Val-de-Marne (5e).
Robert de CAUMONT ..... Hautes-Alpes (2e).
Jean-Charles CAVAILLÉ... Morbihan (3e).
Aimé CESAIRE ..... Martinique (2e).
Jacques CHABAN-DELMAS ..... Gironde (3e).
Mme Colette CHAIGNEAU..... Charente-Maritime (1re).
MM. Guy CHANFRAULT ..... Haute-Marne (2e).
Robert CHAPUIS ..... Ardèche (1re).
Jean-Paul CHARIÉ ..... Loiret (3e).

MM. Serge CHARLES ..... Nord (9e).
Gilles CHARPENTIER..... Ardennes (3e).
Michel CHARZAT..... Paris (30e).
Gérard CHASSEGUET..... Sarthe (1re).
Albert CHAUBARD ..... Allier (2e).
Guy-Michel CHAUVEAU .. Sarthe (3e).
Alain CHENARD ..... Loire-Atlantique (2e).
Daniel CHEVALLIER ..... Hautes-Alpes (1re).
Jacques CHIRAC..... Corrèze (3e).
Paul CHOMAT ..... Loire (1re).
Didier CHOUAT ..... Côtes-du-Nord (3e).
Pascal CLÉMENT ..... Loire (6e).
Michel COFFINEAU..... Val-d'Oise (5e).
Michel COINTAT ..... Ille-et-Vilaine (5e).
Georges COLIN ..... Marne (1re).
Gérard COLLOMB ..... Rhône (2e).
Jean-Hugues COLONNA ... Alpes-Maritimes (3e).
Jean COMBASTEIL ..... Corrèze (1re).
Mme Nelly COMMERGNAT..... Creuse (2e).
MM. Maurice CORNETTE ..... Nord (12e).
Roger CORRÈZE..... Loir-et-Cher (2e).
Michel COUILLET ..... Somme (3e).
Lucien COUQUEBERG .... Territoire de Belfort (1re).
Pierre-Bernard COUSTÉ.... Rhône (5e).
Maurice COUVE DE MURVILLE..... Paris (6e).
Jean-Marie DAILLET..... Manche (1re).
Louis DARINOT..... Manche (5e).
Marcel DASSAULT..... Oise (1re).
Pierre DASSONVILLE..... Nord (2e).
Michel DEBRÉ..... La Réunion (1re).
Jean-Pierre DEFONTAINE . Pas-de-Calais (2e).
Marcel DEHOUX..... Nord (21e).
Bertrand DELANOE..... Paris (26e).
Georges DELATRE..... Seine-Maritime (10e).
André DELEHEDDE ..... Pas-de-Calais (1re).
Georges DELFOSSE ..... Nord (1re).
Henry DELISLE..... Calvados (2e).
Xavier DENIAU..... Loiret (4e).
Albert DENVERS ..... Nord (11e).
Charles DEPREZ ..... Hauts-de-Seine (5e).
Bernard DEROSIER ..... Nord (4e).
Jean DESANLIS ..... Loir-et-Cher (3e).
Freddy DESCHAUX BEAUME ..... Eure (4e).
Jean-Paul DESGRANGES .. Allier (1re).
Jean-Claude DESSEIN ..... Somme (1re).
Jean-Pierre DESTRADE.... Pyrénées-Atlantiques (4e).
Paul DHAILLE ..... Seine-Maritime (5e).
Yves DOLLO ..... Côtes-du-Nord (1re).
Jacques DOMINATI ..... Paris (2e).
Maurice DOUSSET ..... Eure-et-Loir (3e).
Raymond DOUYÈRE ..... Sarthe (2e).
René DROUIN ..... Moselle (3e).
Hubert DUBEDOUT..... Isère (2e).
Guy DUCOLONÉ ..... Hauts-de-Seine (11e).
Roland DUMAS..... Dordogne (1re).
Jean-Louis DUMONT..... Meuse (2e).
Dominique DUPILET ..... Pas-de-Calais (6e).
Jean DUPRAT ..... Hautes-Pyrénées (2e).
Mme Lydie DUPUY ..... Gers (2e).
MM. Paul DURAFFOUR..... Saône-et-Loire (2e).
Adrien DURAND..... Lozère (1re).
Guy DURBEC ..... Var (3e).
Jean-Paul DURIEUX ..... Meurthe-et-Moselle (7e).
André DUROMÉA ..... Seine-Maritime (7e).
Roger DUROURE ..... Landes (1re).
André DURR ..... Bas-Rhin (3e).
Job DURUPT..... Meurthe-et-Moselle (2e).
Lucien DUTARD ..... Dordogne (4e).
Manuel ESCUTIA ..... Paris (28e).
Marcel ESDRAS..... Guadeloupe (3e).
Claude ESTIER ..... Paris (25e).
Claude EVIN..... Loire-Atlantique (6e).
Jean FALALA ..... Marne (2e).

MM. Alain FAUGARET ..... Nord (8e).
Maurice FAURE..... Lot (1re).
Charles FÈVRE ..... Haute-Marne (1re).
Mme Berthe FIEVET..... Cher (3e).
MM. François FILLON..... Sarthe (4e).
Jacques FLEURY..... Somme (2e).
Jacques FLOCH..... Loire-Atlantique (3e).
Roland FLORIAN ..... Oise (2e).
Jean FONTAINE ..... La Réunion (2e).
Pierre FORGUES ..... Hautes-Pyrénées (1re).
Raymond FORNI..... Territoire de Belfort (2e).
Roger FOSSE ..... Seine-Maritime (8e).
Jacques FOUCHIER ..... Deux-Sèvres (2e).
Jean-Pierre FOURRE ..... Seine-et-Marne (2e).
Jean FOYER..... Maine-et-Loire (2e).
Mme Martine FRACHON ..... Yvelines (3e).
Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS ..... Hauts-de-Seine (7e).
MM. Georges FRÈCHE ..... Hérault (1re).
Edouard FRÉDERIC-DUPONT ..... Paris (5e).
Dominique FRELAUT ..... Hauts-de-Seine (3e).
Jean-Paul FUCHS ..... Haut-Rhin (1re).
MM. Jean-Pierre GABARROU ... Tarn (2e).
René GAILLARD ..... Deux-Sèvres (1re).
Jean GALLET ..... Eure-et-Loir (1re).
Robert GALLEY ..... Aube (2e).
Max GALLO..... Alpes-Maritimes (1re).
Gilbert GANTIER ..... Paris (21e).
Edmond GARCIN ..... Bouches-du-Rhône (6e).
Pierre GARMENDIA ..... Gironde (4e).
Marcel GARROUSTE ..... Lot-et-Garonne (3e).
Pierre GASCHER ..... Sarthe (5e).
Mme Françoise GASPARD ..... Eure-et-Loir (2e).
MM. Henri de GASTINES ..... Mayenne (2e).
Jean GATEL..... Vaucluse (3e).
Jean-Claude GAUDIN ..... Bouches-du-Rhône (2e).
Francis GENG ..... Orne (2e).
Germain GENGENWIN .... Bas-Rhin (4e).
Claude GERMON ..... Essonne (3e).
Jean GIOVANELLI..... Morbihan (6e).
Antoine GISSINGER..... Haut-Rhin (5e).
Jean-Louis GOASDUFF .... Finistère (3e).
Pierre GODEFROY ..... Manche (4e).
Jacques GODFRAIN..... Aveyron (3e).
Mme Colette GOEURIOT ..... Meurthe-et-Moselle (6e).
MM. Georges GORSE ..... Hauts-de-Seine (10e).
Daniel GOULET ..... Orne (1re).
Joseph GOURMELON ..... Finistère (2e).
Christian GOUX..... Var (4e).
Hubert GOUZE ..... Tarn-et-Garonne (1re).
Gérard GOUZES ..... Lot-et-Garonne (2e).
Léo GREZARD ..... Yonne (2e).
François GRUSSENMEYER Bas-Rhin (7e).
Olivier GUICHARD ..... Loire-Atlantique (7e).
Pierre GUIDONI ..... Aude (2e).
Jacques GUYARD ..... Essonne (2e).
Charles HABY ..... Haut-Rhin (2e).
René HABY ..... Meurthe-et-Moselle (4e).
Gérard HAESEBROECK ... Nord (10e).
Georges HAGE..... Nord (15e).
Mme Gisèle HALIMI..... Isère (4e).
MM. Emmanuel HAMEL..... Rhône (8e).
Jean HAMELIN..... Ille-et-Vilaine (6e).
Mme Florence d'HARCOURT.... Hauts-de-Seine (6e).
MM. François d'HARCOURT.... Calvados (4e).
Mme Nicole de HAUTECLOCQUE..... Paris (18e).
MM. Alain HAUTECOEUR ..... Var (1re).
Kléber HAYE ..... Gironde (7e).
Guy HERMIER ..... Bouches-du-Rhône (4e).
Mme Adrienne HORVATH ..... Gard (3e).
MM. Jean-François HORY..... Mayotte.
Gérard HOUTEER ..... Haute-Garonne (5e).
Roland HUGUET ..... Pas-de-Calais (8e).

MM. Xavier HUNAULT ..... Loire-Atlantique (5e).
Jacques HUYGHUES DES ETAGES ..... Nièvre (2e).
Jean IBANES ..... Ariège (2e).
Michel INCHAUSPÉ..... Pyrénées-Atlantiques (3e).
Gérard ISTACE ..... Ardennes (2e).
Mmes Marie JACQ ..... Finistère (4e).
Muguette JACQUAINT .... Seine-Saint-Denis (3e).
MM. Pierre JAGORET ..... Côtes-du-Nord (5e).
Frédéric JALTON ..... Guadeloupe (2e).
Parfait JANS ..... Hauts-de-Seine (4e).
Jean JAROSZ ..... Nord (23e).
Marcel JOIN ..... Gironde (3e).
Noël JOSEPHE ..... Pas-de-Calais (11e).
Lionel JOSPIN ..... Paris (27e).
Charles JOSSELIN ..... Côtes-du-Nord (2e).
Emile JOURDAN..... Gard (1re).
Alain JOURNET ..... Gard (4e).
Pierre JOXE ..... Saône-et-Loire (5e).
Didier JULIA ..... Seine-et-Marne (5e).
Raymond JULIEN..... Gironde (5e).
Jean JUVENTIN ..... Polynésie française (1re).
Gabriel KASPEREIT..... Paris (7e).
Emile KOEHL ..... Bas-Rhin (1re).
Pierre-Charles KRIEG ..... Paris (1re).
MM. Jean-Pierre KUCHEIDA.... Pas de Calais (12e).
Georges LABAZÉE ..... Pyrénées-Atlantiques (1re).
Claude LABBÉ..... Hauts-de-Seine (9e).
Jean LABORDE..... Gers (1re).
Jean LACOMBE ..... Hérault (3e).
René LA COMBE..... Maine-et-Loire (6e).
Jacques LAFLEUR ..... Nouvelle-Calédonie et dépendances (2e).
Pierre LAGORCE ..... Gironde (8e).
André LAIGNEL ..... Indre (2e).
André LAJOINIE ..... Allier (3e).
Michel LAMBERT..... Orne (3e).
Yves LANCIEN ..... Paris (15e).
Louis LARENG ..... Haute-Garonne (3e).
Roger LASSALE ..... Yonne (3e).
André LAURENT ..... Nord (6e).
Marc LAURIOL..... Yvelines (4e).
Christian LAURISSERGUES Lot-et-Garonne (1re).
Jacques LAVÉDRINE..... Puy-de-Dôme (3e).
Georges LE BAILL ..... Hauts-de-Seine (12e).
Gilbert LE BRIS ..... Finistère (8e).
Jean-Pierre LE COADIC ... Val-d'Oise (2e).
Mme Marie-France LECUIR ..... Val-d'Oise (4e).
MM. Jean-Yves LE DRIAN ..... Morbihan (5e).
Robert LE FOLL ..... Seine-et-Marne (3e).
Bernard LEFRANC ..... Aisne (5e).
Jean LE GARS ..... Yvelines (1re).
Joseph LEGRAND ..... Pas-de-Calais (14e).
André LEJEUNE ..... Creuse (1re).
Daniel LE MEUR ..... Aisne (2e).
Guy LENGAGNE ..... Pas-de-Calais (5e).
Jean-Jacques LÉONETTI ... Bouches-du-Rhône (7e).
François LÉOTARD ..... Var (2e).
Roger LESTAS ..... Mayenne (3e).
Maurice LIGOT ..... Maine-et-Loire (5e).
Jean de LIPKOWSKI..... Charente-Maritime (5e).
François LONCLE ..... Eure (3e).
André LOTTE ..... Saône-et-Loire (4e).
Jean-Paul LUISI..... Haute-Corse (2e).
Alain MADELIN ..... Ille-et-Vilaine (4e).
Bernard MADRELLE ..... Gironde (10e).
Jacques MAHÉAS ..... Seine-Saint-Denis (9e).
Louis MAISONNAT ..... Isère (3e).
Guy MALANDAIN ..... Yvelines (8e).
Robert MALGRAS ..... Moselle (4e).
Martin MALVY ..... Lot (2e).
Raymond MARCELLIN .... Morbihan (1re).
Georges MARCHAIS ..... Val-de-Marne (1re).
Philippe MARCHAND ..... Charente-Maritime (4e).
Claude-Gérard MARCUS ... Paris (8e).
MM. Jacques MARETTE ..... Paris (17e).
Roger MAS ..... Ardennes (1re).
Marius MASSE..... Bouches-du-Rhône (8e).
Marc MASSION..... Seine-Maritime (2e).
Jean-Louis MASSON ..... Moselle (2e).
François MASSOT..... Alpes-de-Haute-Provence (1re).
Gilbert MATHIEU..... Côte-d'Or (4e).
Pierre MAUGER ..... Vendée (3e).
Joseph-Henri MAUJOÜAN du GASSET ..... Loire-Atlantique (4e).
Alain MAYOUD ..... Rhône (9e).
Roland MAZOIN ..... Haute-Vienne (2e).
Jacques MÉDECIN ..... Alpes-Maritimes (2e).
Pierre MÉHAIGNERIE .... Ille-et-Vilaine (3e).
Jacques MELLICK ..... Pas-de-Calais (9e).
Joseph MENGA ..... Seine-Maritime (6e).
Paul MERCIECA..... Val-de-Marne (3e).
Louis MERMAZ ..... Isère (5e).
Georges MESMIN ..... Paris (20e).
Pierre MESSMER ..... Moselle (8e).
Philippe MESTRE..... Vendée (1re).
Pierre MÉTAIS..... Vendée (2e).
Charles METZINGER..... Moselle (5e).
Pierre MICAUX..... Aube (1re).
Claude MICHEL ..... Eure (2e).
Henri MICHEL ..... Drôme (2e).
Jean-Pierre MICHEL ..... Haute-Saône (2e).
Charles MILLON..... Ain (2e).
Charles MIOSSEC ..... Finistère (5e).
Mme Hélène MISSOFFE..... Paris (24e).
MM. Gilbert MITTERRAND .... Gironde (9e).
Marcel MOCOEUR ..... Haute-Vienne (3e).
Robert MONTDARGENT .. Val-d'Oise (3e).
Mmes Christiane MORA ..... Indre-et-Loire (3e).
Louise MOREAU..... Alpes-Maritimes (5e).
MM. Paul MOREAU ..... Nord (17e).
François MORTELETTE ... Loir-et-Cher (1re).
Louis MOULINET..... Paris (13e).
Ernest MOUTOUSSAMY... Guadeloupe (1re).
Jean NARQUIN..... Maine-et-Loire (1re).
Jean NATIEZ ..... Loire-Atlantique (1re).
Mmes Véronique NEIERTZ..... Seine-Saint-Denis (5e).
Paulette NEVOUX..... Val-de-Marne (8e).
MM. Maurice NILÈS..... Seine-Saint-Denis (4e).
Michel NOIR..... Rhône (3e).
Arthur NOTEBART ..... Nord (5e).
Roland NUNGESSER ..... Val-de-Marne (6e).
Louis ODRU ..... Seine-Saint-Denis (7e).
Jean-André OEHLER ..... Bas-Rhin (2e).
René OLMETA ..... Bouches-du-Rhône (5e).
Michel d'ORNANO ..... Calvados (3e).
Pierre ORTET..... Haute-Garonne (6e).
Mmes Jacqueline OSSELIN ..... Nord (3e).
Marie-Thérèse PATRAT .... Rhône (1re).
MM. François PATRIAT ..... Côte-d'Or (3e).
Albert PEN ..... Saint-Pierre-et-Miquelon.
Jean-Pierre PÉNICAUT .... Landes (2e).
Régis PERBET ..... Ardèche (2e).
Michel PÉRICARD ..... Yvelines (2e).
Paul PERNIN..... Paris (11e).
Paul PERRIER..... Savoie (3e).
Francisque PERRUT ..... Rhône (10e).
Rodolphe PESCE ..... Drôme (1re).
Camille PETIT ..... Martinique (1re).
Jean PEUZIAT..... Finistère (7e).
Alain PEYREFITTE ..... Seine-et-Marne (4e).
Louis PHILIBERT..... Bouches-du-Rhône (9e).
Roch PIDJOT..... Nouvelle-Calédonie et dépendances (1re).
Christian PIERRET ..... Vosges (2e).
Lucien PIGNION ..... Pas-de-Calais (3e).
Joseph PINARD..... Doubs (1re).
Etienne PINTE ..... Yvelines (5e).
Charles PISTRE ..... Tarn (3e).
Jean-Paul PLANCHOU .... Paris (31e).

MM. Bernard POIGNANT ..... Finistère (1re).
Bernard PONS ..... Paris (22e).
Jean POPEREN ..... Rhône (13e).
Vincent PORELLI ..... Bouches-du-Rhône (11e).
Jean-Claude PORTHEAULT Loiret (2e).
Maurice POURCHON ..... Puy-de-Dôme (1re).
Henri PRAT ..... Pyrénées-Atlantiques (2e).
Jean de PRÉAUMONT ..... Paris (23e).
Jean PRORIOL ..... Haute-Loire (2e).
Pierre PROUVOST ..... Nord (7e).
Jean PROVEUX ..... Indre-et-Loire (4e).
Mme Eliane PROVOST ..... Calvados (1re).
MM. Jean-Jack QUEYRANNE ... Rhône (6e).
Paul QUILÈS ..... Paris (14e).
Noël RAVASSARD ..... Ain (3e).
Alex RAYMOND ..... Haute-Garonne (4e).
Pierre RAYNAL ..... Cantal (2e).
Roland RENARD ..... Aisne (4e).
Amédée RENAULT ..... Indre (3e).
Alain RICHARD ..... Val-d'Oise (1re).
Lucien RICHARD ..... Loire-Atlantique (8e).
René RIEUBON ..... Bouches-du-Rhône (10e).
Jean RIGAL ..... Aveyron (2e).
Jean RIGAUD ..... Rhône (7e).
MM. Jacques RIMBAULT ..... Cher (1re).
Louis ROBIN ..... Ain (1re).
Jean-Paul de ROCCA SERRA ..... Corse-du-Sud (2e).
Alain RODET ..... Haute-Vienne (1re).
Emile ROGER ..... Nord (14e).
Jacques ROGER-MACHART ..... Haute-Garonne (1re).
André ROSSINOT ..... Meurthe-et-Moselle (3e).
René ROUQUET ..... Val-de-Marne (4e).
Roger ROUQUETTE ..... Paris (16e).
Jean ROUSSEAU ..... Cher (2e).
Jean ROYER ..... Indre-et-Loire (1re).
Victor SABLÉ ..... Martinique (3e).
Michel SAINTE-MARIE ... Gironde (6e).
Tutaha SALMON ..... Polynésie-française (2e).
Philippe SANMARCO ..... Bouches-du-Rhône (3e).
Jean-Pierre SANTA CRUZ .. Jura (2e).
Hyacinthe SANTONI ..... Bouches-du-Rhône (1re).
Jacques SANTROT ..... Vienne (1re).
Michel SAPIN ..... Indre (1re).
Georges SARRE ..... Paris (9e).
Yves SAUTIER ..... Haute-Savoie (2e).
Pierre SAUVAIGO ..... Alpes-Maritimes (6e).
Nicolas SCHIFFLER ..... Moselle (1re).
Bernard SCHREINER ..... Yvelines (7e).

MM. Philippe SÉGUIN ..... Vosges (1re).
Jean SEITLINGER ..... Moselle (7e).
Gilbert SENÈS ..... Hérault (2e).
Maurice SERGHERAERT .. Nord (13e).
Mme Odile SICARD ..... Isère (1re).
MM. Jean-Pierre SOISSON ..... Yonne (1re).
René SOUCHON ..... Cantal (1re).
Mme Renée SOUM ..... Pyrénées-Orientales (1re).
MM. André SOURY ..... Charente (3e).
Germain SPRAUER ..... Bas-Rhin (8e).
Bernard STASI ..... Marne (4e).
Olivier STIRN ..... Calvados (5e).
Mme Marie-Josèphe SUBLET .... Rhône (11e).
MM. Michel SUCHOD ..... Dordogne (2e).
Jean-Pierre SUEUR ..... Loiret (1re).
Pierre TABANOU ..... Val-de-Marne (2e).
Dominique TADDEI ..... Vaucluse (1re).
Yves TAVERNIER ..... Essonne (4e).
Jean-Michel TESTU ..... Indre-et-Loire (2e).
Clément THEAUDIN ..... Ille-et-Vilaine (1re).
Jean TIBERI ..... Paris (3e).
Luc TINSEAU ..... Eure (1re).
Yvon TONDON ..... Meurthe-et-Moselle (1re).
Jacques TOUBON ..... Paris (19e).
André TOURNÉ ..... Pyrénées-Orientales (2e).
Mme Ghislaine TOUTAIN ..... Paris (10e).
MM. Georges TRANCHANT .... Hauts-de-Seine (2e).
Edmond VACANT ..... Puy-de-Dôme (5e).
Guy VADEPIED ..... Oise (5e).
Jean VALLEIX ..... Gironde (1re).
Jean VALROFF ..... Vosges (3e).
Bruno VENNIN ..... Loire (2e).
Marc VERDON ..... Vienne (2e).
Théo VIAL-MASSAT ..... Loire (4e).
Joseph VIDAL ..... Aude (1re).
Bernard VILLETTE ..... Charente (2e).
Alain VIVIEN ..... Seine-et-Marne (1re).
Robert-André VIVIEN ..... Val-de-Marne (7e).
Hervé VOUILLOT ..... Côte-d'Or (2e).
Roland VUILLAUME ..... Doubs (3e).
Marcel WACHEUX ..... Pas-de-Calais (10e).
Robert WAGNER ..... Yvelines (6e).
Pierre WEISENHORN ..... Haut-Rhin (3e).
Claude WILQUIN ..... Pas-de-Calais (4e).
Claude WOLFF ..... Puy-de-Dôme (2e).
Jean-Pierre WORMS ..... Saône-et-Loire (1re).
Pierre ZARKA ..... Seine-Saint-Denis (2e).
Adrien ZELLER ..... Bas-Rhin (6e).
Jean ZUCCARELLI ..... Haute-Corse (1re).

2. — LISTE PAR CIRCONSCRIPTION
des députés à la date du 1er janvier 1983

I. — DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

01 - Ain.

1re circonscription ..... MM. Robin (Louis).
2e — ..... Millon (Charles).
3e — ..... Ravassard (Noël).

02 - Aisne.

1re circonscription ..... MM. Aumont (Robert).
2e — ..... Le Meur (Daniel).
3e — ..... Balligand (Jean-Pierre).
4e — ..... Renard (Rolland).
5e — ..... Lefranc (Bernard).

03 - Allier.

1re circonscription ..... MM. Desgranges (Jean-Paul).
2e — ..... Chaubard (Albert).
3e — ..... Lajoinie (André).
4e — ..... Belorgey (Jean-Michel).

04 - Alpes-de-Haute-Provence.

1re circonscription ..... MM. Massot (François).
2e — ..... Bellon (André).

05 - Alpes (Hautes-).

1re circonscription ..... MM. Chevallier (Daniel).
2e — ..... de Caumont (Robert).

06 - Alpes-Maritimes.

1re circonscription ..... MM. Gallo (Max).
2e — ..... Médecin (Jacques).
3e — ..... Colonna (Jean-Hugues).
4e — ..... Aubert (Emmanuel).
5e — ..... Mme Moreau (Louise).
6e — ..... M. Sauvaigo (Pierre).

07 - Ardèche.

1re circonscription ..... MM. Chapuis (Robert).
2e — ..... Perbet (Régis).
3e — ..... Alaize (Jean-Marie).

08 - Ardennes.

1re circonscription ..... MM. Mas (Roger).
2e — ..... Istace (Gérard).
3e — ..... Charpentier (Gilles).

09 - Ariège.

1re circonscription ..... MM. Bonrepaux (Augustin).
2e — ..... Ibanes (Jean).

10 - Aube.

1re circonscription ..... MM. Micaux (Pierre).
2e — ..... Galley (Robert).
3e — ..... Cartelet (Michel).

11 - Aude.

1re circonscription ..... MM. Vidal (Joseph).
2e — ..... Guidoni (Pierre).
3e — ..... Cambolive (Jacques).

12 - Aveyron.

1re circonscription ..... MM. Briane (Jean).
2e — ..... Rigal (Jean).
3e — ..... Godfrain (Jacques).

13 - Bouches-du-Rhône.

1re circonscription ..... MM. Santoni (Hyacinthe).
2e — ..... Gaudin (Jean-Claude).
3e — ..... Sanmarco (Philippe).
4e — ..... Hermier (Guy).
5e — ..... Olmeta (René).
6e — ..... Garcia (Edmond).
7e — ..... Leonetti (Jean-Jacques).
8e — ..... Masse (Marius).
9e — ..... Philibert (Louis).
10e — ..... Rieubon (René).
11e — ..... Porelli (Vincent).

14 - Calvados.

1re circonscription ..... Mme Provost (Eliane)
2e — ..... MM. Delisle (Henry).
3e — ..... d'Ornano (Michel).
4e — ..... d'Harcourt (François).
5e — ..... Stirn (Olivier).

15 - Cantal.

1re circonscription ..... MM. Souchon (René).
2e — ..... Raynal (Pierre).

16 - Charente.

1re circonscription ..... MM. Boucheron (Jean-Michel).
2e — ..... Villette (Bernard).
3e — ..... Soury (André).

17 - Charente-Maritime.

1re circonstription ..... Mme Chaigneau (Colette).
2e — ..... MM. Branger (Jean-Guy).
3e — ..... Beix (Roland).
4e — ..... Marchand (Philippe).
5e — ..... de Lipkowski (Jean).

18 - Cher.

1re circonscription ..... MM. Rimbault (Jacques).
2e — ..... Rousseau (Jean).
3e — ..... Mme Fiévet (Berthe).

19 - Corrèze.

1re circonscription ..... MM. Combasteil (Jean).
2e — ..... Cassaing (Jean-Claude).
3e — ..... Chirac (Jacques).

20 A - Corse-du-Sud.

1re circonscription ..... MM. Alfonsi (Nicolas).
2e — ..... de Rocca Serra (Jean-Paul).

20 B - Haute-Corse.

1re circonscription ..... MM. Zuccarelli (Jean).
2e — ..... Luisi (Jean-Paul).

21 - Côte-d'Or.

1re circonscription ..... MM. Carraz (Rolland).
2e — ..... Vouillot (Hervé).
3e — ..... Patriat (François).
4e — ..... Mathieu (Gilbert).

22 - Côte-du-Nord.

1re circonscription ..... MM. Dollo (Yves).
2e — ..... Josselin (Charles).
3e — ..... Chouat (Didier).
4e — ..... Briand (Maurice).
5e — ..... Jagoret (Pierre).

23 - Creuse.

1re circonscription ..... M. Lejeune (André).
2e — ..... Mme Commergnat (Nelly).

24 - Dordogne.

1re circonscription ..... MM. Dumas (Roland).
2e — ..... Suchod (Michel).
3e — ..... Bonnet (Alain).
4e — ..... Dutard (Lucien).

25 - Doubs.

1re circonscription ..... MM. Pinard (Joseph).
2e — ..... Bêche (Guy).
3e — ..... Vuillaume (Roland).

26 - Drôme.

1re circonscription ..... MM. Pesce (Rodolphe).
2e — ..... Michel (Henri).
3e — ..... Brunet (André).

27 - Eure.

1re circonscription ..... MM. Tinseau (Luc).
2e — ..... Michel (Claude).
3e — ..... Loncle (François).
4e — ..... Deschaux-Beaume (Freddy).

28 - Eure-et-Loir.

1re circonscription ..... M. Gallet (Jean).
2e — ..... Mme Gaspard (Françoise).
3e — ..... M. Dousset (Maurice).

29 - Finistère.

1re circonscription ..... MM. Poigant (Bernard).
2e — ..... Gourmelon (Joseph).
3e — ..... Goasduff (Jean-Louis).
4e — ..... Mme Jacq (Marie).
5e — ..... MM. Miossec (Charles).
6e — ..... Beaufort (Jean).
7e — ..... Peuziat (Jean).
8e — ..... Le Bris (Gilbert).

30 - Gard.

1re circonscription ..... MM. Jourdan (Emile).
2e — ..... Benedetti (Georges).
3e ..... Mme Horvath (Adrienne).
4e — ..... M. Journet (Alain).

31 - Garonne (Haute-).

1re circonscription ..... MM. Roger-Machard (Jacques).
2e — ..... Bapt (Gérard).
3e — ..... Lareng (Louis).
4e — ..... Raymond (Alex).
5e — ..... Houteer (Gérard).
6e — ..... Ortet (Pierre).

32 - Gers.

1re circonscription ..... M. Laborde (Jean).
2e — ..... Mme Dupuy (Lydie).

33 - Gironde.

1re circonscription ..... MM. Valleix (Jean).
2e — ..... Chaban-Delmas (Jacques).
3e — ..... Join (Marcel).
4e — ..... Garmendia (Pierre).
5e — ..... Julien (Raymond).
6e — ..... Sainte-Marie (Michel).
7e — ..... Haye (Kléber).
8e — ..... Lagorce (Pierre).
9e — ..... Mitterrand (Gilbert).
10e — ..... Madrelle (Bernard).

34 - Hérault.

1e circonscription ..... MM. Frêche (Georges).
2e — ..... Sénès (Gilbert).
3e — ..... Lacombe (Jean).
4e — ..... Balmigère (Paul).
5e — ..... Bayou (Raoul).

35 - Ille-et-Vilaine.

1re circonscription ..... MM. Théaudin (Clément).
2e — ..... Boucheron (Jean-Michel).
3e — ..... Méhaignerie (Pierre).
4e — ..... Madelin (Alain).
5e — ..... Cointat (Michel).
6e — ..... Hamelin (Jean).

36 - Indre.

1re circonscription ..... MM. Sapin (Michel).
2e — ..... Laignel (André).
3e — ..... Renault (Amédée).

37 - Indre-et-Loire.

1re circonscription ..... MM. Royer (Jean).
2e — ..... Testu (Jean-Michel).
3e — ..... Mme Mora (Christiane).
4e — ..... M. Proveux (Jean).

38 - Isère.

1re circonscription ..... Mme Sicard (Odile).
2e — ..... MM. Dudebout (Hubert).
3e — ..... Maisonnat (Louis).
4e — ..... Mme Halimi (Gisèle).
5e — ..... MM. Mermaz (Louis).
6e — ..... Bourget (René).
7e — ..... Bally (Georges).

39 - Jura.

1re circonscription ..... MM. Brune (Alain).
2e — ..... Santa Cruz (Jean-Pierre).

40 - Landes.

1re circonscription ..... MM. Duroure (Roger).
2e — ..... Pénicaut (Jean-Pierre).
3e — ..... Cabé (Robert).

41 - Loir-et-Cher.

1re circonscription ..... MM. Mortelette (François).
2e — ..... Corrèze (Roger).
3e — ..... Desanlis (Jean).

42 - Loire.

1re circonscription ..... MM. Chomat (Paul).
2e — ..... Vennin (Bruno).
3e — ..... Badet (Jacques).
4e — ..... Vial-Massat (Théo).
5e — ..... Benetière (Jean-Jacques).
6e — ..... Clément (Pascal).
7e — ..... Bayard (Henri).

43 - Loire (Haute-).

1re circonscription ..... MM. Barrot (Jacques).
2e — ..... Proriol (Jean).

44 - Loire-Atlantique.

1re circonscription ..... MM. Natiez (Jean).
2e — ..... Chénard (Alain).
3e — ..... Floch (Jacques).
4e — ..... Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri).
5e — ..... Hunault (Xavier).
6e — ..... Evin (Claude).
7e — ..... Guichard (Olivier).
8e — ..... Richard (Lucien).

45 - Loiret.

1re circonscription ..... MM. Sueur (Jean-Pierre).
2e — ..... Portheault (Jean-Claude).
3e — ..... Charié (Jean-Paul).
4e — ..... Deniau (Xavier).

46 - Lot.

1re circonscription ..... MM. Faure (Maurice).
2e — ..... Malvy (Martin).

47 - Lot-et-Garonne.

1re circonscription ..... MM. Laurissergues (Christian)
2e — ..... Gouzes (Gérard).
3e — ..... Garrouste (Marcel).

48 - Lozère.

1re circonscription ..... MM. Durand (Adrien).
2e — ..... Blanc (Jacques).

49 - Maine-et-Loire.

1re circonscription ..... MM. Narquin (Jean).
2e — ..... Foyer (Jean).
3e — ..... Alphandery (Edmond).
4e — ..... Bégault (Jean).
5e — ..... Ligot (Maurice).
6e — ..... La Combe (René).

50 - Manche.

1re circonscription ..... MM. Daillet (Jean-Marie).
2e — ..... Bizet (Emile).
3e — ..... Baudouin (Henri).
4e — ..... Gaudefroy (Pierre).
5e — ..... Darinot (Louis).

51 - Marne.

1re circonscription ..... MM. Colin (Georges).
2e — ..... Falala (Jean).
3e — ..... Bourg-Broc (Bruno).
4e — ..... Stasi (Bernard).

52 - Marne (Haute-).

1re circonscription ..... MM. Fèvre (Charles).
2e — ..... Chanfrault (Guy).

53 - Mayenne.

1re circonscription	MM.	d'Aubert (François).
2e —		de Gastines (Henri).
3e —		Lestas (Roger).

54 - Meurthe-et-Moselle.

1re circonscription	MM.	Tondon (Yvon).
2e —		Durupt (Job).
3e —		Rossinot (André).
4e —		Haby (René).
5e —		Bigeard (Marcel).
6e —	Mme	Goeuriot (Colette).
7e —	M.	Durieux (Jean-Paul).

55 - Meuse.

1re circonscription	MM.	Bernard (Jean).
2e —		Dumont (Jean-Louis).

56 - Morbihan.

1re circonscription	MM.	Marcellin (Raymond).
2e —		Bonnet (Christian).
3e —		Cavaillé (Jean-Charles).
4e —		Bouvard (Loïc).
5e —		Le Drian (Jean-Yves).
6e —		Giovannelli (Jean).

57 - Moselle.

1re circonscription	MM.	Schiffler (Nicolas).
2e —		Masson (Jean-Louis).
3e —		Drouin (René).
4e —		Malgras (Robert).
5e —		Metzinger (Charles).
6e —		Bladt (Paul).
7e —		Seitlinger (Jean).
8e —		Messmer (Pierre).

58 - Nièvre.

1re circonscription	MM.	Benoist (Daniel).
2e —		Huygues des Etages (Jacques).
3e —		Bardin (Bernard).

59 - Nord.

1re circonscription	MM.	Delfosse (Georges).
2e —		Dassonville (Pierre).
3e —	Mme	Osselin (Jacqueline).
4e —	MM.	Derosier (Bernard).
5e —		Notebart (Arthur).
6e —		Laurent (André).
7e —		Prouvost (Pierre).
8e —		Faugaret (Alain).
9e —		Charles (Serge).
10e —		Haesebroeck (Gérard).
11e —		Denvers (Albert).
12e —		Cornette (Maurice).
13e —		Sergheraert (Maurice).
14e —		Roger (Emile).
15e —		Hage (Georges).
16e —	Mme	Cacheux (Denise).
17e —	MM.	Moreau (Paul).
18e —		Bustin (Georges).
19e —		Bocquet (Alain).
20e —		Ansart (Gustave).
21e —		Dehoux (Marcel).
22e —		Battist (Umberto).
23e —		Jarosz (Jean).

60 - Oise.

1re circonscription	MM.	Dassault (Marcel).
2e —		Florian (Roland).
3e —		Braine (Jean-Pierre).
4e —		Anciant (Jean).
5e —		Vadepied (Guy).

61 - Orne.

1re circonscription	MM.	Goulet (Daniel).
2e —		Geng (Francis).
3e —		Lambert (Michel).

62 - Pas-de-Calais.

1re circonscription	MM.	Delehedde (André).
2e —		Defontaine (Jean-Pierre).
3e —		Pignion (Lucien).
4e —		Wilquin (Claude).
5e —		Lengagne (Guy).
6e —		Dupilet (Dominique).
7e —		Barthe (Jean-Jacques).
8e —		Huguet (Roland).
9e —		Mellick (Jacques).
10e —		Wacheux (Marcel).
11e —		Josephe (Noël).
12e —		Kucheida (Jean-Pierre).
13e —		Bois (Jean-Claude).
14e —		Legrand (Joseph).

63 - Puy-de-Dôme.

1re circonscription	MM.	Pourchon (Maurice).
2e —		Wolff (Claude).
3e —		Lavédrine (Jacques).
4e —		Adevah-Pœuf (Maurice).
5e —		Vacant (Edmond).

64 - Pyrénées-Atlantiques.

1re circonscription	MM.	Labazée (Georges).
2e —		Prat (Henri).
3e —		Inchauspé (Michel).
4e —		Destrade (Jean-Pierre).

65 - Pyrénéees (Hautes-).

1re circonscription	MM.	Forgues (Pierre).
2e —		Duprat (Jean).

66 - Pyrénées-Orientales.

1re circonscription	Mme	Soum (Renée).
2e —	M.	Tourné (André).

67 - Rhin (Bas-).

1re circonscription	MM.	Koehl (Emile).
2e —		Oehler (Jean-André).
3e —		Durr (André).
4e —		Gengenwin (Germain).
5e —		Caro (Jean-Marie).
6e —		Zeller (Adrien).
7e —		Grussenmeyer (François).
8e —		Sprauer (Germain).

68 - Rhin (Haut-).

1re circonscription	MM.	Fuchs (Jean-Paul).
2e —		Haby (Charles).
3e —		Weisenhorn (Pierre).
4e —		Bockel (Jean-Marie).
5e —		Gissinger (Antoine).

69 - Rhône.

1re circonscription	Mme	Patrat (Marie-Thérèse).
2e	MM.	Collomb (Gérard).
3e —		Noir (Michel).
4e —		Barre (Raymond).
5e —		Cousté (Pierre-Bernard).
6e —		Queyranne (Jean-Jacques).
7e —		Rigaud (Jean).
8e —		Hamel (Emmanuel).
9e —		Mayoud (Alain).
10e —		Perrut (Francisque).
11e —	Mme	Sublet (Marie-Josèphe).
12e —	MM.	Bernard (Roland).
13e —		Poperen (Jean).

70 - Saône (Haute-)

1re circonscription	MM.	Bergelin (Christian).
2e —		Michel (Jean-Pierre).

71 - Saône-et-Loire.

1re circonscription	MM.	Worms (Jean-Pierre).
2e —		Durafour (Paul).
3e —		Billardon (André).
4e —		Lotte (André).
5e —		Joxe (Pierre).

72 - Sarthe.

1re circonscription	MM.	Chasseguet (Gérard).
2e —		Douyère (Raymond).
3e —		Chauveau (Guy-Michel).
4e —		Fillon (François).
5e —		Gascher (Pierre).

73 - Savoie.

1re circonscription	MM.	Besson (Louis).
2e —		Barnier (Michel).
3e —		Perrier (Paul).

74 - Savoie (Haute-).

1re circonscription	MM.	Brocard (Jean).
2e —		Sautier (Yves).
3e —		Birraux (Claude).

75 - Paris.

1re circonscription	MM.	MM. Krieg (Pierre-Charles).
2e —		Dominati (Jacques).
3e —		Tiberi (Jean).
4e —		Bas (Pierre).
5e —		Frédéric-Dupont (Edouard).
6e —		Couve de Murville (Maurice).
7e —		Kaspereit (Gabriel).
8e —		Marcus (Claude-Gérard).
9e —	M.	Sarre (Georges).
10e —	Mme	Toutain (Ghislaine).
11e —	MM.	Pernin (Paul).
12e —		de Benouville (Pierre).
13e —		Moulinet (Louis).
14e —		Quilès (Paul).
15e —		Lancien (Yves).
16e —		Rouquette (Roger).
17e —		Marette (Jacques).
18e —	Mme	de Hauteclocque (Nicole).
19e —	MM.	Toubon (Jacques).
20e —		Mesmin (Georges).
21e —		Gantier (Gilbert).
22e —		Pons (Bernard).
23e —		de Préaumont (Jean).
24e —	Mme	Missoffe (Hélène).
25e —	MM.	Estier (Claude).
26e —		Delanoë (Bertrand).
27e —		Jospin (Lionel).
28e —		Escutia (Manuel).
29e —		Billon (Alain).
30e —		Charzat (Michel).
31e —		Planchou (Jean-Paul).

76 - Seine-Maritime.

1re circonscription	MM.	Beregovoy (Michel).
2e —		Massioni (Marc).
3e —		Bourguignon (Pierre).
4e —		Bateux (Jean-Claude).
5e —		Dhaille (Paul).
6e —		Menga (Joseph).
7e —		Duroméa (André).
8e —		Fossé (Roger).
9e —		Beaufils (Jean).
10e —		Delatre (Georges).

77 - Seine-et-Marne.

1re circonscription	MM.	Vivien (Alain).
2e —		Fourré (Jean-Pierre).
3e —		Le Foll (Robert).
4e —		Peyrefitte (Alain).
5e —		Julia (Didier).

78 - Yvelines.

1re circonscription	MM.	Le Gars (Jean).
2e —		Péricard (Michel).
3e —	Mme	Frachon (Martine).
4e —	MM.	Lauriol (Marc).
5e —		Pinte (Etienne).
6e —		Wagner (Robert).
7e —		Schreiner (Bernard).
8e —		Malandain (Guy).

79 - Sèvres (Deux-).

1re circonscription	MM.	Gaillard (René).
2e —		Fouchier (Jacques).
3e —		Brochard (Albert).

80 - Somme.

1re circonscription	MM.	Dessein (Jean-Claude).
2e —		Fleury (Jacques).
3e —		Couillet (Michel).
4e —		Becq (Jacques).
5e —		Audinot (André).

81 - Tarn.

1re circonscription	MM.	Bernard (Pierre).
2e —		Gabarrou (Jean-Pierre).
3e —		Pistre (Charles).

82 - Tarn-et-Garonne.

1re circonscription	MM.	Gouze (Hubert).
2e —		Baylet (Jean-Michel).

83 - Var.

1re circonscription	MM.	Hautecœur (Alain).
2e —		Léotard (François).
3e —		Durbec (Guy).
4e —		Goux (Christian).

84 - Vaucluse.

1re circonscription	MM.	Taddei (Dominique).
2e —		Borel (André).
3e —		Gatel (Jean).

85 - Vendée.

1re circonscription	MM.	Mestre (Philippe).
2e —		Métais (Pierre).
3e —		Mauger (Pierre).
4e —		Ansquer (Vincent).

86 - Vienne.

1re circonscription	MM.	Santrot (Jacques).
2e —		Verdon (Marc).
3e —		Cartraud (Raoul).

87 - Vienne (Haute-).

1re circonscription	MM.	Rodet (Alain).
2e —		Mazoin (Roland).
3e —		Mocœur (Marcel).

88 - Vosges.

1re circonscription	MM.	Séguin (Philippe).
2e —		Pierret (Christian).
3e —		Valroff (Jean).
4e —		Beltrame (Serge).

89 - Yonne.

1re circonscription	MM.	Soisson (Jean-Pierre).
2e —		Grézard (Léo).
3e —		Lassale (Roger).

90 - Territoire de Belfort.

1re circonscription	MM.	Couqueberg (Lucien).
2e —		Forni (Raymond).

91 - Essonne.

1re circonscription	MM.	Berson (Michel).
2e —		Guyard (Jacques).
3e —		Germon (Claude).
4e —		Tavernier (Yves).

92 - Hauts-de-Seine.

1re circonscription	MM.	Brunhes (Jacques).
2e —		Tranchant (Georges).
3e —		Frelaut (Dominique).
4e —		Jans (Parfait).
5e —		Deprez (Charles).
6e —	Mmes	d'Harcourt (Florence).
7e —		Fraysse Cazalis (Jacqueline).
8e —	MM.	Baumel (Jacques).
9e —		Labbé (Claude).
10e —		Gorse (Georges).
11e —		Ducoloné (Guy).
12e —		Le Baill (Georges).
13e —		Bassinet (Philippe).

93 - Seine-Saint-Denis.

1re circonscription	MM.	Bonnemaison (Gilbert).
2e —		Zarka (Pierre).
3e —	Mme	Jacquaint (Muguette).
4e —	M.	Nilès (Maurice).
5e —	Mme	Neiertz (Véronique).
6e —	MM.	Bartoloné (Claude).
7e —		Odru (Louis).
8e —		Asensi (François).
9e —		Mahéas (Jacques).

94 - Val-de-Marne.

1re circonscription	MM.	Marchais (Georges).
2e —		Tabanou (Pierre).
3e —		Merciéca (Paul).
4e —		Rouquet (René).
5e —		Cathala (Laurent).
6e —		Nungesser (Roland).
7e —		Vivien (Robert-André).
8e —	Mme	Nevoux (Paulette).

95 - Val-d'Oise.

1re circonscription	MM.	Richard (Alain).
2e —		Le Coadic (Jean-Pierre).
3e —		Montdargent (Robert).
4e —	Mme	Lecuir (Marie-France).
5e —	M.	Coffineau (Michel).

II. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe.

1re circonscription	MM.	Moutoussamy (Ernest).
2e —		Jalton (Frédéric).
3e —		Esdras (Marcel).

Guyane.

Circonscription unique	M.	Castor (Elie).

Martinique.

1re circonscription	MM.	Petit (Camille).
2e —		Césaire (Aimé).
3e —		Sablé (Victor).

Réunion.

1re circonscription ..... MM. Debré (Michel).
2e — ..... Fontaine (Jean).
3e — ..... Bertile (Wilfrid).

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Circonscription unique ..... M. Pen (Albert).

III. — COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MAYOTTE

Mayotte.

Circonscription unique ..... M. Hory (Jean-François).

IV. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie et dépendances.

1re circonscription ..... MM. Pidjot (Roch).
2e — ..... Lafleur (Jacques).

Polynésie française.

1re circonscription ..... MM. Juventin (Jean).
2e — ..... Salmon (Tutaha).

Wallis-et-Futuna.

Circonscription unique ..... M. Brial (Benjamin).

II. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE intervenues du 1er janvier au 31 décembre 1983

A. — ÉLECTIONS

1. — ÉLECTIONS PARTIELLES

— 8 mai 1983 : élection de M. Louis LE PENSEC, Finistère (8e circonscription) [*J.O.* du 10 mai 1983] (p. 1447) ;

— 18 décembre 1983 : élection de M. Bernard CHARLES, Lot (1re circonscription) et de M. Aimé KERGUERIS, Morbihan (2e circonscription) [*J.O.* du 20 décembre 1983] (p. 3659).

2. — ÉLECTIONS AU SÉNAT

MM. Christian BONNET et Maurice FAURE, élus sénateurs le 25 septembre 1983 [*J.O.* du 27 septembre 1983] (p. 2880).

3. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR ORDRE ALPHABETIQUE

M. René ANDRE, devenu député le 9 février 1983, en remplacement de M. Emile BIZET, décédé.

M. Pierre BACHELET, devenu député le 1er mars 1983, en remplacement de M. Pierre SAUVAIGO, décédé.

M. Régis BARAILLA, devenu député le 28 juillet 1983, en remplacement de M. Pierre GUIDONI, maintenu en mission temporaire au-delà de six mois.

M. Firmin BEDOUSSAC, devenu député le 25 avril 1983, en remplacement de M. René SOUCHON, nommé membre du Gouvernement.

M. Daniel BENOIST, nommé membre du Gouvernement le 8 décembre 1982. Cessation de son mandat le 8 janvier 1983 à minuit. Remplacé par M. Eugène TEISSEIRE.

M. Bernard CHARLES, élu le 18 décembre 1983, en remplacement de M. Maurice FAURE, élu sénateur.

M. Emile BIZET, décédé le 8 février 1983, remplacé par M. René ANDRE.

M. Serge BLISKO, devenu député le 5 novembre 1983, en remplacement de M. Paul QUILES, nommé membre du Gouvernement.

M. Christian BONNET, élu sénateur le 25 septembre 1983.

M. Roland CARRAZ, nommé membre du Gouvernement le 24 mars 1983. Cessation de son mandat le 24 avril 1983 à minuit. Remplacé par M. Jean ESMONIN.

M. Maurice CORNETTE, décédé le 15 novembre 1983. Remplacé par M. Charles PACCOU.

M. Hubert DUBEDOUT, maintenu en mission temporaire au-delà de six mois. Cessation de son mandat le 3 décembre 1983. Remplacé par M. Bernard MONTERGNOLE.

M. Jean ESMONIN, devenu député le 25 avril 1983, en remplacement de M. Roland CARRAZ, nommé membre du Gouvernement.

M. Maurice FAURE, élu sénateur le 25 septembre 1983.

M. Max GALLO, nommé membre du Gouvernement le 22 mars 1983. Cessation de son mandat le 22 avril 1983 à minuit. Remplacé par M. Francis GIOLITTI.

M. Jean GATEL, nommé membre du Gouvernement le 4 octobre 1983. Cessation de son mandat le 4 novembre 1983 à minuit. Remplacé par M. Jean-Pierre LAMBERTIN.

M. Francis GIOLITTI, devenu député le 23 avril 1983, en remplacement de M. Max Gallo, nommé membre du Gouvernement.

M. Pierre GUIDONI, maintenu en mission temporaire au-delà de six mois. Cessation de son mandat le 27 juillet 1983. Remplacé par M. Régis BARAILLA.

M. Aimé KERGUERIS, élu le 18 décembre 1983, en remplacement de M. Christian BONNET, élu sénateur.

M. Jean-Pierre LAMBERTIN, devenu député le 5 novembre 1983, en remplacement de M. Jean GATEL, nommé membre du Gouvernement.

M. Gilbert LE BRIS, démissionnaire le 2 avril 1983.

M. Guy LENGAGNE, nommé membre du Gouvernement le 24 mars 1983. Cessation de son mandat le 24 avril 1983 à minuit. Remplacé par M. Michel SERGENT.

M. Louis LE PENSEC, élu le 8 mai 1983, en remplacement de M. Gilbert LE BRIS, démissionnaire.

M. Bernard MONTERGNOLE, devenu député du 4 décembre 1983, en remplacement de M. Hubert DUBEDOUT, maintenu en mission temporaire au-delà de six mois.

M. Charles PACCOU, devenu député le 16 novembre 1983, en remplacement de M. Maurice CORNETTE, décédé.

M. Paul QUILES, nommé membre du Gouvernement le 4 octobre 1983. Cessation de son mandat le 4 novembre 1983 à minuit. Remplacé par M. Serge BLISKO.

M. Pierre SAUVAIGO, décédé le 28 février 1983, remplacé par M. Pierre BACHELET.

M. Michel SERGENT, devenu député le 25 avril 1983, en remplacement de M. Guy LENGAGNE, nommé membre du Gouvernement.

M. René SOUCHON, nommé membre du Gouvernement le 24 mars 1983. Cessation de son mandat le 24 avril 1983 à minuit. Remplacé par M. Firmin BEDOUSSAC.

M. Eugène TEISSEIRE, devenu député le 9 janvier 1983, en remplacement de M. Daniel BENOIST, nommé membre du Gouvernement.

4. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE PAR CIRCONSCRIPTION

Alpes-Maritimes (1re circonscription) : M. GALLO (Max), jusqu'au 22 avril 1983 (nommé membre du Gouvernement) ; M. GIOLITTI (Francis) à partir du 23 avril 1983.

Alpes-Maritimes (6e circonscription) : M. SAUVAIGO (Pierre), décédé le 28 février 1983 ; M. BACHELET (Pierre), à partir du 1er mars 1983.

Aude (2e circonscription) : M. GUIDONI (Pierre), jusqu'au 27 juillet 1983 (maintenu en mission temporaire au-delà de six mois) ; M. BARAILLA (Régis), à partir du 28 juillet 1983.

Cantal (1re circonscription) : M. SOUCHON (René), jusqu'au 24 avril 1983 (nommé membre du Gouvernement) ; M. BEDOUSSAC (Firmin), à partir du 25 avril 1983.

Côte-d'Or (1re circonscription) : M. CARRAZ (Roland), jusqu'au 24 avril 1983 (nommé membre du Gouvernement) ; M. ESMONIN (Jean), à partir du 25 avril 1983.

Finistère (8e circonscription) : M. LE BRIS (Gilbert), démissionnaire le 2 avril 1983 ; M. LE PENSEC (Louis), élu le 8 mai 1983.

Isère (2e circonscription) : M. DUBEDOUT (Hubert), jusqu'au 3 décembre 1983 (maintenu en mission temporaire au-delà de six mois) ; M. MONTERGNOLE (Bernard), à partir du 4 décembre 1983.

Lot (1re circonscription) : M. FAURE (Maurice), jusqu'au 25 septembre 1983 (élu sénateur) ; M. CHARLES (Bernard), élu le 18 décembre 1983.

Manche (2e circonscription) : M. BIZET (Émile), décédé le 8 février 1983 ; M. ANDRÉ (René), à partir du 9 février 1983.

Morbihan (2e circonscription) : M. BONNET (Christian), jusqu'au 25 septembre 1983 (élu sénateur) ; M. KERGUERIS (Aimé), élu le 18 décembre 1983.

Nièvre (1re circonscription) : M. BENOIST (Daniel), jusqu'au 8 janvier 1983 (nommé membre du Gouvernement) ; M. TEISSEIRE (Eugène), à partir du 9 janvier 1983.

Nord (12e circonscription) : M. CORNETTE (Maurice), décédé le 15 novembre 1983 ; M. PACCOU (Charles), à partir du 16 novembre 1983.

Paris (14e circonscription) : M. QUILÈS (Paul), jusqu'au 4 novembre 1983 (nommé membre du Gouvernement) ; M. BLISKO (Serge), à partir du 5 novembre 1983.

Pas-de-Calais (5e circonscription) : M. LENGAGNE (Guy), jusqu'au 24 avril 1983 (nommé membre du Gouvernement) ; M. SERGENT (Michel), à partir du 25 avril 1983.

Vaucluse (3e circonscription) : M. GATEL (Jean), jusqu'au 4 novembre 1983 (nommé membre du Gouvernement) ; M. LAMBERTIN (Jean-Pierre), à partir du 5 novembre 1983.

B. — DÉPUTÉS NOMMÉS MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Deuxième gouvernement de M. Pierre MAUROY

Nommé secrétaire d'État : M. Daniel BENOIST. Cessation de son mandat de député le 8 janvier 1983 [*J.O.* du 11 janvier 1983] (p. 258).

Troisième gouvernement de M. Pierre MAUROY

Nommés secrétaire d'État : M. Max GALLO [*J.O.* du 23 mars 1983] (p. 883). Cessation de son mandat de député le 22 avril 1983 [*J.O.* du 24 avril 1983] (p. 1281) ; MM. Roland CARRAZ, Guy LENGAGNE, René SOUCHON [*J.O.* du 25 mars 1983] (p. 907). Cessation de leur mandat de député le 24 avril 1983 [*J.O.* du 26 avril 1983] (p. 1288) ; M. Jean GATEL [*J.O.* du 5 octobre 1983] (p. 2970). Cessation de son mandat de député le 4 novembre 1983 [*J.O.* du 6 novembre 1983] (p. 3267).

Nommés ministres : M. Paul QUILÈS [*J.O.* du 5 octobre 1983] (p. 2970). Cessation de son mandat de député le 4 novembre 1983 [*J.O.* du 6 novembre 1983] (p. 3267) ; M. Roland DUMAS [*J.O.* du 18 décembre 1983] (p. 3651).

C. — CESSATION DE MANDAT PAR SUITE DU RENOUVELLEMENT D'UNE MISSION TEMPORAIRE

M. Pierre GUIDONI (Aude, 2e circonscription). Cessation de son mandat de député le 27 juillet 1983 [*J.O.* du 28 juillet 1983] (p. 2371).

M. Hubert DUBEDOUT (Isère, 2e circonscription). Cessation de son mandat de député le 3 décembre 1983 [*J.O.* du 6 décembre 1983] (p. 3526).

D. — DÉMISSION DE DÉPUTÉ

M. Gilbert LE BRIS (Finistère, 8e circonscription) [2 avril 1983] (p. 3).

E. — DÉPUTÉS DÉCÉDÉS

M. Emile BIZET (Manche, 2e circonscription), décédé le 8 février 1983 [*J.O.* du 11 février 1983] (p. 525)

M. Pierre SAUVAIGO (Alpes-Maritimes, 6e circonscription), décédé le 28 février 1983 [*J.O.* du 2 mars 1983] (p. 659)

M. Maurice CORNETTE (Nord, 12e circonscription), décédé le 15 novembre 1983 [*J.O.* du 17 novembre 1983] (p. 3353).

III. — GROUPES POLITIQUES

1. — **Groupe socialiste.**

a) *Modification entre le 1er janvier et le 2 avril 1983. Cesse d'appartenir à ce groupe [J.O.* du 11 janvier 1983] (p. 258) : M. Benoist (Daniel).

s'inscrit à ce groupe : [*J.O.* du 19 janvier 1983] (p. 371) : M. Teisseire (Eugène).

b) *Font partie de ce groupe* (267 membres [*J.O.* du 2 avril 1983] (p. 1044) . — Président : M. Joxe (Pierre) . — MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Alaize (Jean-Marie), Anciant (Jean), Aumont (Robert), Badet (Jacques), Balligand (Jean-Pierre), Bally (Georges), Bapt (Gérard), Bardin (Bernard), Bartoloné (Claude), Bassinet (Philippe), Bateux (Jean-Claude), Battist (Umberto), Bayou (Raoul), Beaufils (Jean), Beaufort (Jean), Bêche (Guy), Becq (Jacques), Beix (Roland), Bellon (André), Belorgey (Jean-Michel), Beltrame (Serge), Benedetti (Georges), Benetière (Jean-Jacques), Berogovoy (Michel), Bernard (Jean), Bernard (Pierre), Bernard (Roland), Berson (Michel), Bertile (Wilfrid), Besson (Louis), Billardon (André), Billon (Alain), Bladt (Paul), Bockel (Jean-Marie), Bois (Jean-Claude), Bonnemaison (Gilbert), Bonrepaux (Augustin), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Boucheron (Jean-Michel) (Ille et Vilaine), Bourget (René), Bourguignon (Pierre), Braine (Jean-Pierre), Briand (Maurice), Brune (Alain), Brunet (André), Cabé (Robert), Mme Cacheux (Denise), MM. Cambolive (Jacques), Carraz (Roland), Cartelet (Michel), Cartraud (Raoul), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Caumont (Robert de), Chanfrault (Guy), Chapuis (Robert), Charpentier (Gilles), Charzat (Michel), Chaubard (Albert), Chauveau (Guy-Michel), Chénard (Alain), Chevallier (Daniel), Chouat (Didier), Coffineau (Michel), Colin (Georges), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Mme Commergnat (Nelly), MM. Couqueberg (Lucien), Darinot (Louis), Dassonville (Pierre), Dehoux (Marcel), Delanoe (Bertrand), Delehedde (André), Delisle (Henry), Denvers (Albert), Derosier (Bernard), Deschaux-Beaume (Freddy), Desgranges (Jean-Paul), Dessein (Jean-Claude), Destrade (Jean-Pierre), Dhaille (Paul), Dollo (Yves), Douyère (Raymond), Drouin (René), Dubedout (Hubert), Dumas (Roland), Dumont (Jean-Louis), Dupilet (Dominique), Mme Dupuy (Lydie), MM. Durbec (Guy), Durieux (Jean-Paul), Duroure (Roger), Durupt (Job), Escutia (Manuel), Estier (Claude), Evin (Claude), Faugaret (Alain), Mme Fièvet (Berthe), MM. Fleury (Jacques), Floch (Jacques), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Forni (Raymond), Fourré (Jean-Pierre), Mme Frachon (Martine), MM. Frêche (Georges), Gabarrou (Jean-Pierre), Gaillard (René), Gallet (Jean), Gallo (Max), Garmendia (Pierre), Garrouste (Marcel), Mme Gaspard (Françoise), MM. Gatel (Jean), Germon (Claude), Gourmelon (Joseph), Goux (Christian), Gouze (Hubert), Gouzes (Gérard), Grézard (Léo), Guidoni (Pierre), Guyard (Jacques), Haesebroeck (Gérard), Hautecœur (Alain), Haye (Kléber), Houteer (Gérard), Huguet (Roland), Huyghues des Étages (Jacques), Ibanès (Jean), Istace (Gérard), Mme Jacq (Marie), MM. Jagoret (Pierre), Jalton (Frédéric), Join (Marcel), Josèphe (Noël), Jospin (Lionel), Josselin (Charles), Journet (Alain), Joxe (Pierre), Kucheida (Jean-Pierre), Labazée (Georges), Laborde (Jean), Lacombe (Jean), Lagorce (Pierre), Laignel (André), Lambert (Michel), Lareng (Louis), Lassale (Roger), Laurent (André), Laurissergues (Christian), Lavédrine (Jacques), Le Baill (Georges), Le Bris (Gilbert), Le Coadic (Jean-Pierre), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Drian (Jean-Yves), Le Foll (Robert), Lefranc (Bernard), Le Gars (Jean), Lejeune (André), Lengagne (Guy), Leonetti (Jean-Jacques), Loncle (François), Lotte (André), Madrelle (Bernard), Mahéas (Jacques), Malandain (Guy), Malgras (Robert), Malvy (Martin), Marchand (Philippe), Mas (Roger), Masse (Marius), Massion (Marc), Massot (François), Mellick (Jacques), Menga (Joseph), Mermaz (Louis), Métais (Pierre), Metzinger (Charles), Michel (Claude), Michel (Henri), Michel (Jean-Pierre), Mitterrand (Gilbert), Moccœur (Marcel), Mme Mora (Christiane), MM. Moreau (Paul), Mortelette (François), Moulinet (Louis), Natiez (Jean), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Notebart (Arthur), Oehler (Jean-André), Olmeta (René), Ortet (Pierre), Mmes Osselin (Jacqueline), Patrat (Marie-Thérèse), MM. Patriat (François), Pénicaut (Jean-Pierre), Perrier (Paul), Pesce (Rodolphe), Peuziat (Jean), Philibert (Louis), Pierret (Christian), Pignion (Lucien), Pinard (Joseph), Pistre (Charles), Planchou (Jean-Paul), Poignant (Bernard), Poperen (Jean), Portheault (Jean-Claude), Pourchon (Maurice), Prat (Henri), Prouvost (Pierre), Proveux (Jean), Mme Provost (Eliane), MM. Queyranne (Jean-Jack), Quilès (Paul), Ravassard (Noël), Raymond (Alex), Renault (Amédée), Richard (Alain), Robin (Louis), Rodet (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Rousseau (Jean), Sainte-Marie (Michel), Sanmarco (Philippe), Santa Cruz (Jean-Pierre), Santrot (Jacques), Sapin (Michel), Sarre (Georges), Schiffler (Nicolas), Schreiner (Bernard), Sénès (Gilbert), Mme Sicard (Odile), M. Souchon (René), Mmes Soum (Renée), Sublet (Marie-Josèphe), MM. Suchod (Michel), Sueur (Jean-Pierre), Tabanou (Pierre), Taddei (Dominique), Tavernier (Yves), Teisseire (Eugène), Testu (Jean-Michel), Théaudin (Clément), Tinseau (Luc), Tondon (Yvon), Mme Toutain (Ghislaine), MM. Vacant (Edmond), Vadepied (Guy), Valroff (Jean), Vennin (Bruno), Verdon (Marc), Vidal (Joseph), Villette (Bernard), Vivien (Alain), Vouillot (Hervé), Wacheux (Marcel), Wilquin (Claude), Worms (Jean-Pierre).

c) *S'inscrivent à ce groupe : [J.O.* du 30 avril 1983] (p. 1330) : MM. Bedoussac (Firmin), Esmonin (Jean), Giolitti (Francis), Sergent (Michel) ; [*J.O.* du 19 mai 1983] (p. 1516) : M. Le Pensec (Louis) ; [*J.O.* du 9 septembre 1983] (p. 2745) : M. Barailla (Régis) [*J.O.* du 16 novembre 1983] (p. 3345) : MM. Blisko (Serge), Giovanelli (Jean), Lambertin (Jean-Pierre) ; [*J.O.* du 21 décembre 1983] (p. 3673) : M. Montergnole (Bernard) ; [*J.O.* du 22 décembre 1983] (p. 3691) : M. Charles (Bernard)

d) *Cessent d'appartenir à ce groupe : [J.O.* du 3 avril 1983] (p. 1066) : M. Le Bris (Gilbert) ; [*J.O.* du 24 avril 1983] (p. 1281) : M. Gallo (Max) ; [*J.O.* du 26 avril 1983] (p. 1288) : MM. Carraz (Roland), Lengague (Guy), Souchon (René) ; [*J.O.* du 28 juillet 1983] (p. 2371) : M. Guidoni (Pierre) ; [*J.O.* du 6 novembre 1983] (p. 3267) : MM. Gatel (Jean), Quilès (Paul) ; [*J.O.* du 6 décembre 1983] (p. 3526) : M. Dubedout (Hubert).

e) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement : s'apparentent à ce groupe* (19 membres) :

1. — [*J.O.* du 2 avril 1983] (p. 1044) : MM. Alfonsi (Nicolas), Baylet (Jean-Michel), Bonnet (Alain), Castor (Elie), Césaire (Aimé), Mme Chaigneau (Colette), MM. Defontaine (Jean-Pierre), Duprat (Jean), Duraffour (Paul), Faure (Maurice), Giovannelli (Jean), Hory (Jean-François), Mme Halimi (Gisèle), MM. Julien (Raymond), Luisi (Jean-Paul), Pen (Albert), Pidjot (Roch), Rigal (Jean), Zuccarelli (Jean).

2. — *Cessent d'être apparentés : [J.O.* du 27 septembre 1983] (p. 2880) : M. Faure (Maurice) ; [*J.O.* du 16 novembre 1983] (p. 3345) : M. Giovannelli (Jean).

II. — **Groupe du Rassemblement pour la République**

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1983 : Cesse d'appartenir à ce groupe [J.O.* du 2 mars 1983] (p. 659) : M. Sauvaigo (Pierre).

S'inscrit à ce groupe [*J.O.* du 11 mars 1983] (p. 749) : M. Bachelet (Pierre).

b) *Font partie de ce groupe* (79 membres) [*J.O.* du 2 avril 1983] (p. 1044) : Président : M. Labbé (Claude) . — MM. Ansquer (Vincent), Aubert (Emmanuel), Bachelet (Pierre), Barnier (Michel), Bas (Pierre), Baumel (Jacques), Bergelin (Christian), Bourg-Broc (Bruno), Brial (Benjamin), Cavaillé (Jean-Charles), Chaban-Delmas (Jacques), Charié (Jean-Paul), Charles (Serge), Chasseguet (Gérard), Chirac (Jacques), Cointat (Michel), Cornette (Maurice), Corrèze (Roger), Couve de Murville (Maurice), Debré (Michel), Delatre (Georges), Durr (André), Falala (Jean), Fillon (François), Fossé (Roger), Foyer (Jean), Galley (Robert), Gascher (Pierre), Gastines (Henri de), Gissinger (Antoine), Goasduff (Jean-Louis), Godfrain (Jacques), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Grussenmeyer (François), Guichard (Olivier), Haby (Charles), Hamelin (Jean), Mme Hauteclocque (Nicole de), MM. Inchauspé (Michel), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Krieg (Pierre-Charles), Labbé (Claude), La Combe (René), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Lauriol (Marc), de Lipkowski (Jean), Marcus (Claude-Gérard), Marette (Jacques), Masson (Jean-Louis), Mauger (Pierre), Messmer (Pierre), Miossec (Charles), Narquin (Jean), Noir (Michel), Nungesser (Roland), Perbet (Régis), Péricard (Michel), Petit (Camille), Peyrefitte (Alain), Pinte (Étienne), Pons (Bernard), Préaumont (Jean de), Raynal (Pierre), Rocca Serra (Jean-Paul de), Salmon (Tutaha), Santoni (Hyacinthe), Séguin (Philippe), Sprauer (Germain), Tiberi (Jean), Toubon (Jacques), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Vivien (Robert-André), Vuillaume (Roland), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

c) *S'inscrivent à ce groupe [J.O.* du 24 juin 1983] (p. 1903) : M. Médecin (Jacques) ; [*J.O.* du 3 novembre 1983] (p. 3233) : M. Godefroy (Pierre) ; [*J.O.* du 24 novembre 1983] (p. 3408) : M. Paccou (Charles).

d) *Cesse d'appartenir à ce groupe : [J.O.* du 17 novembre 1983] (p. 3353) : M. Cornette (Maurice)

e) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :*

1. — *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1983 :*

Cessent d'être apparentés à ce groupe : [*J.O.* du 11 février 1983] (p. 525) M. Bizet (Émile) ; [*J.O. du 1er avril 1983] (p. 1033) : Mme d'Harcourt (Florence)*

2. — *S'apparentent à ce groupe : (9 membres) J.O.* du 2 avril 1983 (p. 1044) : MM. Bénouville (Pierre de), Cousté (Pierre-Bernard), Dassault (Marcel), Deniau (Xavier), Frédéric-Dupont (Edouard), Godefroy (Pierre), Médecin (Jacques), Mme Missoffe (Hélène), M. Richard (Lucien) ; [*J.O.* du 7 octobre 1983] (p. 3002) : M. André (René).

3. — *Cessent d'être apparentés : [J.O.* du 24 juin 1983] (p. 1903) : M. Médecin (Jacques) ; [*J.O.* du 3 novembre 1983] (p. 3233) : M. Godefroy (Pierre).

III. — **Groupe union pour la démocratie française**

a) *Font partie de ce groupe* (52 membres) [*J.O.* du 2 avril 1983] (p. 1044). — Président : M. Gaudin (Jean-Claude) . — MM. Alphandéry (Edmond), Aubert (François d'), Barrot (Jacques), Baudoin (Henri), Bayard (Henri), Bégault (Jean), Birraux (Claude), Blanc (Jacques), Bonnet (Christian), Bouvard (Loïc), Briane (Jean), Brocard (Jean), Caro (Jean-Marie), Clément (Pascal), Daillet (Jean-Marie), Delfosse (Georges), Deprez (Charles), Desanlis (Jean), Dominati (Jacques), Dousset (Maurice), Durand (Adrien), Fèvre (Charles), Fuchs (Jean-Paul), Gantier (Gilbert), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Haby (René), Hamel (Emmanuel), Koehl (Émile), Léotard (François), Lestas (Roger), Madelin (Alain), Marcellin (Raymond), Maujouan du Gasset (Joseph-Henri), Mayoud (Alain), Méhaignerie (Pierre), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Micaux (Pierre), Millon (Charles), Mme Moreau (Louise), MM. Ornano (Michel d'), Perrut (Francisque), Proriol (Jean), Rossinot (André), Sautier (Yves), Seiltinger (Jean), Soisson (Jean-Pierre), Stasi (Bernard), Stirn (Olivier), Wolff (Claude).

b) *Cesse d'appartenir à ce groupe :* [*J.O.* du 27 septembre 1983] (p. 2880) ; M. Bonnet (Christian).

c) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement.*

1. — *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1983 :*

S'apparente à ce groupe [*J.O.* du 31 mars 1983] (p. 1017) : M. Zeller (Adrien).

2. — *S'apparentent à ce groupe* (12 membres) [*J.O.* du 2 avril 1983] (p. 1044) : MM. Barre (Raymond), Bigeard (Marcel), Brochard (Albert), Esdras (Marcel), Fouchier (Jacques), Harcourt (François d'), Ligot (Maurice), Mathieu (Gilbert), Pernin (Paul), Rigaud (Jean), Sablé (Victor), Zeller (Adrien) ; [*J.O.* du 28 décembre 1983] (p. 3782) : M. Kergueris (Aimé).

IV. — **Groupe communiste**

a) *Font partie de ce groupe* (43 membres) [*J.O.* du 2 avril 1983] (p. 1044). — Président : M. Lajoinie (André). — MM. Ansart (Gustave), Asensi (François), Balmigère (Paul), Barthe (Jean-Jacques), Bocquet (Alain), Brunhes (Jacques), Bustin (Georges), Chomat (Paul), Combasteil (Jean), Couillet (Michel), Ducoloné (Guy), Duroméa (André), Dutard (Lucien), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Frelaut (Dominique), Garcin (Edmond), Mme Goeuriot (Colette), MM. Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Horvath (Adrienne), Jacquaint (Muguette), MM. Jans (Parfait), Jarosz (Jean), Jourdan (Emile), Lajoinie (André), Legrand (Joseph), Le Meur (Daniel), Maisonnat (Louis), Marchais (Georges), Mazoin (Roland), Mercieca (Paul), Montdargent (Robert), Nilès (Maurice), Odru (Louis), Porelli (Vincent), Renard (Roland), Rieubon (René), Rimbault (Jacques), Roger (Emile), Soury (André), Tourné (André), Vial-Massat (Théo), Zarka (Pierre).

b) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement ; s'apparente :* (1 membre) — [*J.O.* du 2 avril 1983] (p. 1045) : M. Moutoussamy (Ernest).

V. — **Liste des députés n'appartenant à aucun groupe.**

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1983 :*

1. — Deviennent députés non inscrits [*J.O.* du 11 janvier 1983] (p. 258) : M. Teisseire (Eugène) ; [*J.O.* du 11 février 1983] (p. 525) : M. André (René) ; [*J.O.* du 2 mars 1983] (p. 659) : M. Bachelet (Pierre) ; [*J.O.* du 1er avril 1983] (p. 1033) : Mme d'Harcourt (Florence)

2. — Cessent d'être députés non inscrits : [*J.O.* du 19 janvier 1983] (p. 371) : M. Teisseire (Eugène) ; [*J.O.* du 11 mars 1983] (p. 749) : M. Bachelet (Pierre) ; [*J.O.* du 31 mars 1983] (p. 1017) : M. Zeller (Adrien).

b) *Deviennent députés non inscrits* (9 membres) [*J.O.* du 2 avril 1983] (p. 1045) : MM. André (René), Audinot (André), Branger (Jean-Guy), Fontaine (Jean), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Hunault (Xavier), Juventin (Jean), Royer (Jean), Sergheraert (Maurice). [*J.O.* du 24 avril 1983] (p. 1281) : M. Giolitti (Francis) ; [*J.O.* du 26 avril 1983] (p. 1288) : MM. Bedoussac (Firmin), Esmonin (Jean), Sergent (Michel) ; [*J.O.* du 10 mai 1983] (p. 1447) : M. Le Pensec (Louis) ; [*J.O.* du 28 juillet 1983] (p. 2371) : M. Barailla (Régis) ; [*J.O.* du 6 novembre 1983] (p. 3267) : MM. Blisko (Serge), Lambertin (Jean-Pierre) ; [*J.O.* du 17 novembre 1983] (p. 3353) : M. Paccou (Charles) ; [*J.O.* du 6 décembre 1983] (p. 3526) : M. Montergnole (Bernard) ; [*J.O.* du 20 décembre 1983] (p. 3659) : MM. Charles (Bernard), Kergueris (Aimé).

c) *Cessent d'être non inscrits : [J.O.* du 30 avril 1983] (p. 1330) : MM. Bedoussac (Firmin), Esmonin (Jean), Giolitti (Francis), Sergent (Michel) ; [*J.O.* du 19 mai 1983] (p. 1516) : M. Le Pensec (Louis) ; [*J.O.* du 9 septembre 1983] (p. 2745) : M. Barailla (Régis) ; [*J.O.* du 7 octobre 1983] (p. 3002) : M. André (René) ; [*J.O.* du 16 novembre 1983] (p. 3345) : MM. Blisko (Serge), Lambertin (Jean-Pierre) ; [*J.O.* du 24 novembre 1983] (p. 3408) : M. Paccou (Charles) ; [*J.O.* du 21 décembre 1983] (p. 3673) : M. Montergnole (Bernard) ; [*J.O.* du 22 décembre 1983] (p. 3691) : M. Charles (Bernard) ; [*J.O.* du 28 décembre 1983] (p. 3782) : M. Kergueris (Aimé).

IV. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Nominations du 2 avril 1983 :

Nomination des six-vice-présidents [2 avril 1983] (p. 2) : MM. Massot (François), Séguin (Philippe), Brocard (Jean), Ducoloné (Guy), Chénard (Alain), Suchod (Michel).

Nomination des trois questeurs [2 avril 1983] (p. 2) : MM. Bayou (Raoul), Laurissergues (Christian), Corrèze (Roger).

Nomination des douze secrétaires [2 avril 1983] (p. 2) : MM. Baylet (Jean-Michel), Bellon (André), Birraux (Claude), Brunhes (Jacques), Gengenwin (Germain), Gissinger (Antoine), Goulet (Daniel), Hage (Georges), Hautecœur (Alain), Mahéas (Jacques), Malvy (Martin), Sapin (Michel).

V. — COMMISSIONS PERMANENTES

1. — Commission des affaires culturelles, familiales et sociales

a) *Membres [J.O.* du 3 avril 1983] (p. 1067) : MM. Alaize (Jean-Marie), Ansquer (Vincent), Bachelet (Pierre), Badet (Jacques), Bardin (Bernard), Barrot (Jacques), Bartolone (Claude) ; Bas (Pierre), Bateux (Jean-Claude), Bayard (Henri), Baylet (Jean-Michel), Beaufort (Jean), Becq (Jacques), Belorgey (Jean-Michel), Benedetti (Georges), Bernard (Pierre), Besson (Louis), Billon (Alain), Blanc (Jacques), Bocquet (Alain), Bonrepaux (Augustin), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Bourg-Broc (Bruno), Brial (Benjamin), Briane (Jean), Brunhes (Jacques), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent) ; Césaire (Aimé), Chaban-Delmas (Jacques), Mme Chaigneau (Colette), MM. Chanfrault (Guy), Chevallier (Daniel), Chirac (Jacques), Chouat (Didier), Coffineau (Michel), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Couqueberg (Lucien), Dehoux (Marcel), Delfosse (Georges), Derosier (Bernard), Dechaux-Beaume (Freddy), Dollo (Yves), Dumas (Roland), Durr (André), Durupt (Job), Evin (Claude), Falala (Jean), Mmes Frachon (Martine), Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Fuchs (Jean-Paul), Garrouste (Marcel), Gascher (Pierre), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengewin (Germain), Giovannelli (Jean), Gissinger (Antoine), Godefroy (Pierre), Guyard (Jacques), Haby (Charles), Haby (René), Haesebroeck (Gérard), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Jacq (Marie), Jacquaint (Muguette), MM. Koehl (Emile), Laborde (Jean), Lareng (Louis), Laurent (André), Le Coadic (Jean-Pierre), Mme Lecuir (Marie-France) ; MM. Le Foll (Robert), Gars (Jean), Legrand (Joseph), Loncle (François), Marchais (Georges), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Metzinger (Charles), Miossec (Charles), Mme Missoffe (Hélène), MM. Moulinet (Louis), Narquin (Jean), Nungesser (Roland), Oehler (Jean-André), Olmeta (René), Ortet (Pierre), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Pénicaut (Jean-Pierre), Péricard (Michel), Perrut (Francisque), Pesce (Rodolphe), Petit (Camille), Pignion (Lucien), Pinard (Joseph), Pinte (Etienne), Pons (Bernard), Proriol (Jean), Proveux (Jean), Mme Provost (Éliane), MM. Queyranne (Jean-Jack), Renard (Roland), Rossinot (André), Sainte-Marie (Michel), Santoni (Hyacinthe), Santrot (Jacques), Sautier (Yves), Schiffler (Nicolas), Schreiner (Bernard), Mme Sublet (Marie-Josèphe), MM. Sueur (Jean-Pierre), Teisseire (Eugène), Testu (Jean-Michel), Théaudin (Clément), Touné (André), Mme Toutain (Ghislaine), MM. Villette (Bernard), Zarka (Pierre).

b) *Bureau [J.O.* du 6 avril 1983] (p. 1078) : président : M. Evin (Claude) ; vice-présidents : MM. Brunhes (Jacques), Derosier (Bernard), Mme Lecuir (Marie-France), M. Metzinger (Charles) ; secrétaires : MM. Hage (Georges), Pesce (Rodolphe), Renard (Roland), Mme Toutain (Ghislaine)

c) *Deviennent membres de cette commission : [J.O.* du 25 mai 1983] (p. 1562) : M. Le Pensec (Louis) ; [*J.O.* du 19 octobre 1983] (p. 3132) : M. Barailla (Régis) ; [*J.O.* du 2 décembre 1983] (p. 3485) : MM. Madelin (Alain), Toubon (Jacques), Vivien (Robert-André) ; [*J.O.* du 7 décembre 1983] (p. 3538) : MM d'Aubert (François), Baumel (Jacques) ; [*J.O.* du 10 décembre 1983] (p. 3569) : MM. Blisko (Serge), Bernard (Pierre) ; [*J.O.* du 22 décembre 1983] (p. 3692) : M. Montergnole (Bernard).

d) *Cessent d'appartenir à cette commission [J.O.* du 5 mai 1983] (p. 1408) : M. Pignion (Lucien) ; [*J.O.* du 13 octobre 1983] (p. 3090) : M. Blanc (Jacques) ; [*J.O.* du 19 octobre 1983] (p. 3132) : M. Dumas (Roland) ; [*J.O.* du 2 décembre 1983] (p. 3485) : MM. Brial (Benjamin), Pons (Bernard) ; [*J.O.* du 7 décembre 1983] (p. 3538) : MM. Gaudin (Jean-Claude), Narquin (Jean) ; [*J.O.* du 9 décembre 1983] (p. 3556) : M. Bernard (Pierre) ; [*J.O.* du 21 décembre 1983] (p. 3674) : M. Teisseire (Eugène).

2. — Commission des affaires étrangères

a) *Membres [J.O.* du 3 avril 1983] (p. 1067) : MM. Adevah-Peauf (Maurice) ; Asensi (François), Audinot (André), Barre (Raymond), Baumel (Jacques), Bellon (André), Bérégovoy (Michel), Bernard (Roland), Bertile (Wilfrid), Bonnet (Christian), Bustin (Georges), Castor (Elie), Couve de Murville (Maurice), Delehedde (André), Deniau (Xavier), Dhaille (Paul), Dudebout (Hubert), Mme Dupuy (Lydie), MM. Duraffour (Paul), Escutia (Manuel), Estier (Claude), Faugaret (Alain), Faure (Maurice), Fourré (Jean-Pierre), Frédéric-Dupont (Edouard), Gallo (Max), Gorse (Georges), Guidoni (Pierre), d'Harcourt (François), Jagoret (Pierre), Josèphe (Noël), Jospin (Lionel), Joxe (Pierre), Julia (Didier), Julien (Raymond), Juventin (Jean), Kaspereit (Gabriel), Lagorce (Pierre), Lengagne (Guy), Léotard (François), de Lipkowski (Jean), Madelin (Alain), Maheas (Jacques), Marcus (Claude-Gérard), Mellick (Jacques), Mermaz (Louis), Montdargent (Robert), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Notebart (Arthur), Odru (Louis), Pernin (Paul), Peyrefitte (Alain), Poignant (Bernard), Raynal (Pierre), Rigal (Jean), Rousseau (Jean), Sanmarco (Philippe), Seitlinger (Jean), Stirn (Olivier), Vadepied (Guy), Vial-Massat (Théo).

b) *Bureau* [*J.O.* du 6 avril 1983] (p. 1078) : président : M. Faure (Maurice) ; vice-présidents : MM. Bellon (André), Estier (Claude), Montdargent (Robert) ; secrétaires : M. Julien (Raymond), Mme Neiertz (Véronique) ; M. Poignant (Bernard). Modifications : [*J.O.* du 5 octobre 1983] (p. 2978) : président : M. Estier (Claude) ; [*J.O.* du 14 octobre 1983] (p. 3100) : vice-président : M. Julien (Raymond) ; [*J.O.* du 28 octobre 1983] (p. 3200) : secrétaire : M. Vadepied (Guy)

c) *Deviennent membres de cette commission [J.O.* du 19 mai 1983] (p. 1516) : MM. Giolitti (Francis), Sergent (Michel) ; [*J.O.* du 13 octobre 1983] (p. 3090) : M. Blanc (Jacques) ; [*J.O.* du 19 octobre 1983] (p. 3132) : M. Dumas (Roland) ; [*J.O.* du 7 décembre 1983] (p. 3538) : M. Narquin (Jean) ; [*J.O.* du 22 décembre 1983] (p. 3692) : M. Teisseire (Eugène).

d) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 2 décembre 1983] (p. 3485) : M. Madelin (Alain) ; [*J.O.* du 7 décembre 1983] (p. 3583) : M. Baumel (Jacques).

3. — Commission de la défense nationale et des forces armées

a) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1983] (p. 1067) : MM. Aumont (Robert), Baudouin (Henri), Beaufils (Jean), Beix (Roland), de Benouville (Pierre), Bigeard (Marcel), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bouvard (Loïc), Branger (Jean-Guy), Brocard (Jean), Carraz (Roland), Chauveau (Guy-Michel), Combasteil (Jean), Corrèze (Roger), Daillet (Jean-Marie), Darinot (Louis), Dassonville (Pierre), Delatre (Georges), Deprez (Charles), Dessein (Jean-Claude), Dominati (Jacques), Duprat (Jean), Durbec (Guy), Dutard (Lucien), Fillon (François), Frêche (Georges), Garmendia (Pierre), de Gastines

(Henri), Gatel (Jean), Goulet (Daniel), Gourlemon (Joseph), Gouze (Hubert), Mmes d'Harcourt (Florence), de Hautecloque (Nicole), MM Hunault (Xavier), Huyghues des Etages (Jacques), Istace (Gérard), Join (Marcel), Jourdan (Emile), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Lévédrine (Jacques), Lefranc (Bernard), Lejeune (André), Léonetti (Jean-Jacques), Luisi (Jean-Paul), Madrelle (Bernard), Masse (Marius), Mauger (Pierre), Mesmin (Georges), Nilès (Maurice), Mme Patrat (Marie-Thérèse), MM Philibert (Louis), Raymond (Alex), Richard (Lucien), Rimbault (Jacques), Robin (Louis), Souchon (René), Tinseau (Luc), Vacant (Edmond), Verdon (Marc).

b) *Bureau* [*J.O.* du 6 avril 1983] (p. 1078) : président : M. Darinot (Louis) ; vice-présidents : MM. Aumont (Robert), Combasteil (Jean), Huygues des Etages (Jacques) ; secrétaires : M. Gatel (Jean), Mme Patrat (Marie-Thérèse), M. Robin (Louis).

Modifications : [*J.O.* du 10 novembre 1983] (p. 3295) : secrétaire : M. Tinseau (Luc).

c) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 7 mai 1983] (p. 1433) : MM. Pignion (Lucien), Moreau (Paul) ; [*J.O.* du 19 mai 1983] (p. 1516) : M. Esmonin (Jean) ; [*J.O.* du 17 novembre 1983] (p. 3353) : M. Lambertin (Jean-Pierre).

4. — Commission des finances, de l'économie générale et du Plan

a) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1983] (p. 1067, 1068) : MM. Alphandéry (Edmond), Anciant (Jean), d'Aubert (François), Balligand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barnier (Michel), Bêche (Guy), Beltrame (Serge), Benetière (Jean-Jacques), Bergelin (Christian), Berson (Michel), Bonnet (Alain), Charzat (Michel), Chenard (Alain), Chomat (Paul), Couillet (Michel), Denvers (Albert), Douyère (Raymond), Dumont (Jean-Louis), Forgues (Pierre), Fossé (Roger), Frelaut (Dominique), Gantier (Gilbert), Germon (Claude), Goux (Christian), Hamel (Emmanuel), Inchauspé (Michel), Jans (Parfait), Josselin (Charles), Journet (Alain), Laignel (André), Le Drian (Jean-Yves), Ligot (Maurice), Malvy (Martin), Marette (Jacques), Massion (Marc), Merciéca (Paul), Mestre (Philippe), Mortelette (François), Natiez (Jean), Pen (Albert), Noir (Michel), Pierret (Christian), Planchou (Jean-Paul), Pourchon (Maurice), de Préaumont (Jean), Prouvost (Pierre), Rieubon (René), de Rocca Serra (Jean-Paul), Rodet (Alain), Royer (Jean), Soisson (Jean-Pierre), Mme Soum (Renée), MM. Sprauer (Germain), Taddei (Dominique), Tavernier (Yves), Tranchant (Georges), Vivien (Alain), Vivien (Robert-André), Vouillot (Hervé), Wilquin (Claude), Zeller (Adrien)

b) *Bureau* [*J.O.* du 6 avril 1983] (p. 1078) : président : M. Goux (Christian) ; rapporteur général : M. Pierret (Christian) ; vice-présidents : MM. Laignel (André), Rieubon (René), Taddei (Dominique) ; secrétaires : MM. Bonnet (Alain), Chomat (Paul), Douyère (Raymond).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 2 décembre 1983] (p. 3485) : M. Vivien (Robert-André) ; [*J.O.* du 7 décembre 1983] (p. 3538) : M. d'Aubert (François).

5. — Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

a) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1983] (p. 1068) : MM. Alfonsi (Nicolas), Aubert (Emmanuel), Barthe (Jean-Jacques), Bockel (Jean-Marie), Bonnemaison (Gilbert), Bourguignon (Pierre), Briand (Maurice), Mme Cacheux (Denise), MM Caro (Jean-Marie), Charie (Jean-Paul), Charles (Serge), Charpentier (Gilles), Clément (Pascal), Delanoé (Bertrand), Ducoloné (Guy), Esdras (Marcel), Fleury (Jacques), Floch (Jacques), Fontaine (Jean), Forni (Raymond), Foyer (Jean), Garcin (Edmond), Mme Gaspard (Françoise), MM Gouzes (Gérard), Guichard (Olivier), Mme Halimi (Gisèle), MM Hautecœur (Alain), Hory (Jean-François), Houteer (Gérard), Krieg (Pierre-Charles), Labazée (Georges), Lauriol (Marc), Le Meur (Daniel), Lotte (André), Maisonnat (Louis), Marcellin (Raymond), Marchand (Philippe), Massot (François), Menga (Joseph), Messmer (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Millon (Charles), Moutoussamy (Ernest), d'Ornano (Michel), Pidjot (Roch), Poperen (Jean), Renault (Amédée), Richard (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Sapin (Michel), Séguin (Philippe), Sergheraert (Maurice), Stasi (Bernard), Suchod (Michel), Tabanou (Pierre), Tibéri (Jean), Toubon (Jacques), Wolff (Claude), Worms (Jean-Pierre), Zuccarelli (Jean)

b) *Bureau* [*J.O.* du 6 avril 1983] (p. 1078) : président : M. Forni (Raymond), Vice-présidents : MM. Garcin (Edmond), Michel (Jean-Pierre), Richard (Alain) ; secrétaires : Mme Cacheux (Denise), MM. Moutoussamy (Ernest), Sapin (Michel).

c) *Cesse d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 2 décembre 1983] (p. 3485) : M. Toubon (Jacques)

6. — Commission de la production et des échanges

a) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1983] (p. 1068) : MM. André (René) Ansart (Gustave), Bally (Georges), Balmigère (Paul), Bassinet (Philippe), Battist (Umberto), Bayou (Raoul), Bégault (Jean), Bernard (Jean), Billardon (André), Birraux (Claude), Bladt (Paul), Bois (Jean-Claude), Bourget (René), Braine (Jean-Pierre), Brochard (Albert), Brune (Alain), Brunet (André), Cabé (Robert), Cambolive (Jacques), Cartelet (Michel), Cartraud (Raoul), de Caumont (Robert), Cavaillé (Jean-Charles), Chapuis (Robert), Chasseguet (Gérard), Chaubard (Albert), Cointat (Michel), Colin (Georges), Mme Commergnat (Nelly), MM. Cornette (Maurice), Couste (Pierre-Bernard), Dassault (Marcel), Defontaine (Jean-Pierre), Delisle (Henry), Desanlis (Jean), Desgranges (Jean-Paul), Destrade (Jean-Pierre), Dousset (Maurice), Drouin (René), Dupilet (Dominique), Durand (Adrien), Durieux (Jean-Paul), Duroméa (André), Duroure (Roger), Fèvre (Charles), Mme Fievet (Berthe), MM. Florian (Roland), Fouchier (Jacques), Gabarrou (Jean-Pierre), Gaillard (René), Gallet (Jean), Galley (Robert), Goasduff (Jean-Louis), Godfrain (Jacques), Mme Goeuriot (Colette), MM. Grézard (Léo), Grussenmeyer (François), Hamelin (Jean), Haye (Kléber), Mme Horvath (Adrienne), MM. Huguet (Roland), Ibanès (Jean), Jalton (Frédéric), Jarosz (Jean), Kucheida (Jean-Pierre), Labbé (Claude), Lacombe (Jean), La Combe (René), Lajoinie (André), Lambert (Michel), Lassale (Roger), Laurissergues (Christian), Le Baill (Georges), Lestas (Roger), Malandain (Guy), Malgras (Robert), Mas (Roger), Masson (Jean-Louis), Mathieu (Gilbert), Mayoud (Alain), Mazoin (Roland), Médecin (Jacques), Méhaignerie (Pierre), Metais (Pierre), Micaux (Pierre), Michel (Claude), Michel (Henri), Mitterand (Gilbert), Mocoeur (Marcel), Mmes Mora (Christiane), Moreau (Louise), MM. Moreau (Paul), Patriat (François), Perbet (Régis), Perrier (Paul), Peuziat (Jean), Pistre (Charles), Porelli (Vincent), Portheault (Jean-Claude), Prat (Henri), Quilès (Paul), Ravassard (Noël), Rigaud (Jean), Roger (Emile), Sablé (Victor), Salmon (Tutaha), Santa Cruz (Jean-Pierre), Sarre (Georges), Sénès (Gilbert), Mme Sicard (Odile), MM. Soury (André), Tondon (Yvon), Valleix (Jean), Valroff (Jean), Vennin (Bruno), Vidal (Joseph), Vuillaume (Roland), Wacheux (Marcel), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

b) *Bureau* [*J.O.* du 6 avril 1983] (p. 1078) : président : M. Ansart (Gustave) ; vice-Présidents : MM Billardon (André), Huguet (Roland), Michel (Claude), Soury (André) ; secrétaires : MM. Chapuis (Robert), Delisle (Henry), Mmes Horvath (Adrienne), Sicard (Odile).

c) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 7 mai 1983] (p. 1433) : M. Bedoussac (Firmin) ; [*J.O.* du 17 novembre 1983] (p. 3353) : M. Blisko (Serge) ; [*J.O.* du 24 novembre 1983] (p. 3408) : M. Paccou (Charles).

d) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 7 mai 1983] (p. 1433) : M. Moreau (Paul) ; [*J.O.* du 30 novembre 1983] (p. 3454) : M. Blisko (Serge).

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes

a) *Membres* [*J.O.* du 6 avril 1983] (p. 1078) : MM. Anciant (Jean), Aumont (Robert), Bas (Pierre), Bonnemaison (Gilbert), Deniau (Xavier), Deprez (Charles), Fuchs (Jean-Paul), Gaillard (René), Inchauspé (Michel), Lagorce (Pierre), Mortelette (François), Nilès (Maurice), Sénès (Gilbert), Tabanou (Pierre), Testu (Jean-Michel).

b) *Bureau* [*J.O.* du 6 avril 1983] (p. 1078) : président : M. Gaillard (René) ; vice-présidents : MM. Aumont (Robert), Nilès (Maurice) ; secrétaires : MM. Mortelette (François) ; Sénès (Gilbert).

VI. — COMMISSIONS SPÉCIALES

Demandée et rejetée pour l'examen :

— du projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse (n° 1832) [30 novembre 1983] (p. 5842) ; [1er décembre 1983] (p. 5911).

VII. — COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

Constituées pour l'examen :

— du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre par application de l'article 38 de la Constitution diverses mesures financières (n° 1401) [*J.O.* du 21 avril 1983] (p. 1248)

— du projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal (n° 922) [*J.O.* du 6 mai 1983] (p. 1422)

— du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'État et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (n° 1081) [*J.O.* du 26 mai 1983] (p. 1580)

— de la proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002) [*J.O.* du 28 mai 1983] (p. 1602)

— du projet de loi modifiant le code du service national (n° 1417) [*J.O.* du 11 juin 1983] (p. 1771)

— du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086) [*J.O.* du 18 juin 1983] (p. 1846)

— du projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 (n° 1452) [*J.O.* du 22 juin 1983] (p. 1884)

— du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202) [*J.O.* du 23 juin 1983] (p. 1895)

— du projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement (n° 1381) [*J.O.* du 23 juin 1983] (p. 1895)

— du projet de loi relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (n° 918) [*J.O.* du 23 juin 1983] (p. 1896)

— de la proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transports de fonds (n° 809) [*J.O.* du 26 juin 1983] (p. 1924)

— du projet de loi interdisant certains appareils de jeux (n° 1454) [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1951)

— du projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989 (n° 1458) [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1951)

— du projet de loi relatif aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires (n° 1539) [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1952)

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981 (n° 1344) [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1952)

— du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et à l'épargne industrielle (n° 1534) [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1952)

— du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires (n° 1386) [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1953)

— du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (n° 1375) [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1953)

— du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (n° 1411) [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1954) ;

— de la proposition de loi tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État (n° 1480) [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1954)

— du projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le IXe Plan (première loi de Plan) (n° 1523) [*J.O.* du 30 juin 1983] (p. 1990)

— du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (n° 1154) [*J.O.* du 7 juillet 1983] (p. 2095)

— du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 (n° 1377) [*J.O.* du 7 juillet 1983] (p. 2096)

— du projet de loi sur l'enseignement supérieur (n° 1400) [*J.O.* du 18 novembre 1983] (p. 3371)

— du projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (n° 1781) [*J.O.* du 13 décembre 1983] (p. 3586)

— du projet de loi de finances pour 1984 (n° 1726) [*J.O.* du 13 décembre 1983] (p. 3586)

— du projet de loi portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (n° 1784) [*J.O.* du 16 décembre 1983] (p. 3627)

— du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique (n° 1718) [*J.O.* du 16 décembre 1983] (p. 3627)

— du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1984 et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 1840) [*J.O.* du 17 décembre 1983] (p. 3637)

— du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État (n° 1387) [*J.O.* du 17 décembre 1983] (p. 3638) ;

— du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1388) [*J.O.* du 17 décembre 1983] (p. 3638)

— du projet de loi complétant les dispositions de l'article 4 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (n° 1731) [*J.O.* du 18 décembre 1983] (p. 3648) ;

— du projet de loi relatif au prix de l'eau (n° 1782) [*J.O.* du 18 décembre 1983] (p. 3648) ;

— du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier (n° 1722) [*J.O.* du 18 décembre 1983] (p. 3648) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1983 (n° 1836) [*J.O.* du 20 décembre 1983] (p. 3662) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole (n° 1759) [*J.O.* du 20 décembre 1983] (p. 3662) ;

— du projet de loi ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (n° 1883) [*J.O.* du 20 décembre 1983] (p. 3663) ;

— du projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales (n° 1807) [*J.O.* du 21 décembre 1983] (p. 3679) ;

— du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 1825) [*J.O.* du 22 décembre 1983] (p. 3694) ;

— du projet de loi définissant les moyens d'exécution du IXe Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (n° 1769) [*J.O.* du 23 décembre 1983] (p. 3706)

VIII. — DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE A L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Représentants titulaires : [*J.O.* du 11 novembre 1983] (p. 3306) : MM. Bassinet (Philippe) et Beix (Roland), en remplacement de MM. Duraffour (Paul) et Oehler (Jean).

Représentants suppléants [*J.O.* du 22 avril 1983] (p. 1256) : M. Galley (Robert) en remplacement de M. Bizet (Emile) ; [*J.O.* du 11 novembre 1983] (p. 3306) : MM. Huyghes des Etages (Jacques), Natiez (Jean), Oehler (Jean), en remplacement de MM. Bassinet (Philippe), Beix (Roland) et Joxe (Pierre).

[*J.O.* du 23 novembre 1983] (p. 3399) : M. Verdon (Marc), en remplacement de M. Bertile (Wilfrid).

IX. — DÉLÉGATIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE A DES ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé

Membre [*J.O.* du 26 mars 1983] (p. 942) : M. Grézard (Léo)

Comité consultatif pour la gestion du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales

Membre [*J.O.* du 12 mai 1983] (p. 1465) : M. Douyère (Raymond) en remplacement de M. Souchon (René).

Comité des prix de revient des fabrications d'armement

Membre : [*J.O.* du 14 octobre 1983] (p. 3100) : M. Tranchant (Georges), en remplacement de M. de Gastines (Henri), démissionnaire ; *J.O.* du 22 décembre 1983 (p. 3692) : M. Boucheron (Jean-Michel) (Ille et Vilaine), en remplacement de M. Darinot (Louis), démissionnaire ;

Commission centrale de classement des débits de tabac

Membres : [*J.O.* du 16 décembre 1983] (p. 3622) : MM. Natiez (Jean), Fosse (Roger).

Commission consultative pour la production de carburants de substitution

Membres [*J.O.* du 14 octobre 1983] (p. 3100) : MM. Cartelet (Michel), Mocoeur (Marcel).

Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence

Membres titulaires : [*J.O.* du 4 novembre 1983] (p. 4242) : M. Brunhes (Jacques), Mme Halimi (Gisèle).

Membres suppléants : [*J.O.* du 4 novembre 1983] (p. 4242) : MM. Le Coadic (Jean-Pierre), Floch (Jacques).

Commission nationale d'urbanisme commercial

Membres titulaires [*J.O.* du 6 mai 1983] (p. 1418) : M. Masson (Jean-Louis) [*J.O.* du 24 juin 1983] (p. 1903) : MM. Michel (Claude), Destrade (Jean-Pierre), Gabarrou (Jean-Pierre), Mme Horvath (Adrienne), M. Masson (Jean-Louis).

Membres suppléants : [*J.O.* du 24 juin 1983] (p. 1903) : MM. Bassinet (Philippe), Portheault (Jean-Claude), Borel (André), Combasteil (Jean), Durand (Adrien).

Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture

Membre [*J.O.* du 10 juin 1983] (p. 1742) : M. Delehedde (André).

Conseil d'administration de l'établissement public autoroutes de France

Membre : [*J.O.* du 14 octobre 1983] (p. 3100) : M. Michel (Claude).

Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre

Membre : [*J.O.* du 20 mai 1983] (p. 1534) : M. Vouillot (Hervé).

Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

Membre : [*J.O.* du 1er juillet 1983] (p. 2001) : M. Le Pensec (Louis) en remplacement de M. Jacques Floch.

Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche

Membres titulaires : MM. Cassaing (Jean-Claude), Charzat (Michel) [*J.O.* du 27 mai 1983] (p. 1589)

Membres suppléants : MM. Hermier (Guy), Alphandéry (Edmond) [*J.O.* du 27 mai 1983] (p.1589).

Conseil national de l'habitat

Membres [*J.O.* du 8 juillet 1983] (p. 2105) M. Malandain (Guy), Mme Horvath (Adrienne).

Conseil national de prévention de la délinquance

Membres [*J.O.* du 6 juillet 1983] (p. 2077) : MM. Belorgey (Jean-Michel), Menga (Joseph), Ducoloné (Guy).

Conseil supérieur de l'électricité et du gaz

Membres [*J.O.* du 29 avril 1983] (p. 1319) : M. Rodet (Alain), Mme Gocuriot (Colette), M. Billardon (André).

Groupe de travail relatif à la situation de certains producteurs d'eaux-de-vie

Membres [*J.O.* du 21 janvier 1983] (p. 387) : M. d'Harcourt (François) en remplacement de M. d'Ornano (Michel).

X. — AUTRES DÉLÉGATIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle

Bureau : [*J.O.* du 15 avril 1983] (p. 1193) : vice-présidents : M. Estier (Claude), Mme Moreau (Louise), M. Asensi (François), [*J.O.* du 18 novembre 1983] (p. 3371) : vice-présidents : M. Estier (Claude), Mme Moreau (Louise), M. Asensi (François).

Délégation parlementaire pour la planification

Membres : [*J.O.* du 30 avril 1983] (p. 1330) : MM. Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Vouillot (Hervé), en remplacement de MM. Souchon (René) et Le Bris (Gilbert).

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques

Bureau [*J.O.* du 16 décembre 1983] (p. 3627) : vice-présidents : Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Gissinger (Antoine), Mortelette (François) ; rapporteur : M. Loncle (François).

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Membres : [*J.O.* du 21 octobre 1983] (p. 3147) : MM. Bassinet (Philippe) ; Belorgey (Jean-Michel) ; Birraux (Claude), Chapuis (Robert), Douyère (Raymond), Julia (Didier), Le Baill (Georges), Odru (Louis)

Membres suppléants : [*J.O.* du 21 octobre 1983] (p. 3147) : MM. Durieux (Jean-Paul), Bêche (Guy), Micaux (Pierre), Sueur (Jean-Pierre), Tavernier (Yves), Galley (Robert), Vennin (Bruno), Porelli (Vincent)

Bureau [*J.O.* du 9 décembre 1983] (p. 3561) : Président : M. Bassinet (Philippe).

XI. — DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Membre [*J.O.* du 9 juin 1983] (p. 1733) : M. Benetière (Jean-Jacques) en remplacement de M. Lengagne (Guy).

XII. — DÉPUTÉS CHARGÉS D'UNE MISSION TEMPORAIRE

M. Jacques BADET, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi [*J.O.* du 18 janvier 1983] (p. 366). Fin de cette mission le 17 juillet 1983 [3 octobre 1983] (p. 3646).

M. Pierre GUIDONI, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures ; nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française en Espagne [*J.O.* du 29 janvier 1983] (p. 449, 450) ; prolongation de sa mission temporaire [*J.O.* du 27 juillet 1983] (p. 2345).

M. Wilfrid BERTILE, chargé d'une mission temporaire conjointement auprès du ministre de l'urbanisme et du logement et du secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer [*J.O.* du 29 janvier 1983] (p. 451). Fin de cette mission le 27 juillet 1983 [3 octobre 1983] (p. 3646).

M. Louis BESSON, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre du plan et de l'aménagement du territoire [*J.O.* du 3 février 1983] (p. 474). Fin de cette mission le 2 août 1983 [3 octobre 1983] (p. 3646).

M. Pierre PROUVOST, chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [*J.O.* du 25 février 1983] (p. 630). Fin de cette mission le 24 août 1983 [3 octobre 1983] (p. 3646).

M. Claude GERMON. Fin, le 1er décembre 1982, de sa mission temporaire auprès du ministre de l'industrie [2 avril 1983] (p. 2).

Mme Ghislaine TOUTAIN. Fin, le 16 décembre 1982, de sa mission temporaire auprès du ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme, et auprès du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget [2 avril 1983] (p. 2).

M. Jean OEHLER. Fin, le 1er mars 1983, de sa mission temporaire auprès du ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail [2 avril 1983] (p. 2).

M. Alex RAYMOND. Fin, le 24 mars 1983, de sa mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [2 avril 1983] (p. 2).

M. Alain HAUTECOEUR. Fin, le 19 avril 1983, de sa mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures [25 avril 1983] (p. 534).

M. Jean GATEL. Fin, le 26 mai 1983, de sa mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des immigrés [28 mai 1983] (p. 1610).

M. Hubert DUBEDOUT, chargé d'une mission temporaire, conjointement auprès du ministre de l'industrie et de la recherche et du ministre du commerce extérieur et du tourisme [*J.O.* du 4 juin 1983] (p. 1686) ; prolongation de sa mission temporaire [*J.O.* du 6 décembre 1983] (p. 3523).

M. Jean-Pierre SUEUR, chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées [*J.O.* du 27 septembre 1983] (p. 2875).

M. Gérard GOUZES, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'agriculture [*J.O.* du 25 novembre 1983] (p. 3416).

XIII. — SESSIONS

Seconde session ordinaire de 1982-1983 : ouverture le 2 avril 1983 [2 avril 1983] (p. 2) ; clôture le 30 juin 1983 [30 juin 1983] (p. 2458).

Seconde session extraordinaire de 1982-1983 (décret du 28 juin 1983) : ouverture le 1er juillet 1983 [1er juillet 1983] (p. 3458) ; clôture le 7 juillet 1983 [7 juillet 1983] (p. 3641).

Première session ordinaire de 1983-1984 : ouverture le 3 octobre 1983 [3 octobre 1983] (p. 3646) ; clôture le 21 décembre 1983 [21 décembre 1983] (p. 6951).

Première session extraordinaire de 1983-1984 (décret du 20 décembre 1983) : ouverture le 22 décembre 1983 ; clôture le 22 décembre 1983.

XIV. — COMPOSITION DU DEUXIÈME GOUVERNEMENT DE M. PIERRE MAUROY

(A la date du 1er janvier 1983)

1. — Par ordre alphabétique.

M. Pierre MAUROY, Premier ministre.

M. François ABADIE, secrétaire d'État auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme.

M. Jean AUROUX, ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail.

M. François AUTAIN, secrétaire d'État auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des immigrés.

Mme Edwige AVICE, ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports.

M. Robert BADINTER, garde des sceaux, ministre de la justice.

M. André CELLARD, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture.

M. Daniel BENOIST, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées.

M. Pierre BEREGOVOY, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

M. André CHANDERNAGOR, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures chargé des affaires européennes.

M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre d'État, ministre de la recherche et de l'industrie.

M. Claude CHEYSSON, ministre des relations extérieures.

M. Raymond COURRIERE, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés.

M. Michel CREPEAU, ministre de l'environnement.

Mme Edith CRESSON, ministre de l'agriculture.

M. Gaston DEFFERRE, ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

M. André DELELIS, ministre du commerce et de l'artisanat.

M. Jacques DELORS, ministre de l'économie et des finances.

Mme Georgina DUFOIX, secrétaire d'État auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé de la famille.

M. Henri EMMANUELLI, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer.

M. Laurent FABIUS, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

M. Georges FILLIOUD, ministre de la communication.

M. Charles FITERMAN, ministre d'État, ministre des transports.

M. Joseph FRANCESCHI, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique.

M. André HENRY, ministre du temps libre.

M. Charles HERNU, ministre de la défense.

M. Edmond HERVE, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie.

M. Michel JOBERT, ministre d'État, ministre du commerce extérieur.

M. André LABARRERE, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

Mme Catherine LALUMIERE, ministre de la consommation.

M. Jack LANG, ministre de la culture.

M. Jean LAURAIN, ministre des anciens combattants.

M. Jean LE GARREC, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi.

M. Georges LEMOINE, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense.

M. Louis LE PENSEC, ministre de la mer.

M. Anicet LE PORS, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.

M. Louis MEXANDEAU, ministre des P.T.T.

M. Christian NUCCI, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.

M. Roger QUILLIOT, ministre de l'urbanisme et du logement.

M. Jack RALITE, ministre de la santé.

M. Marcel RIGOUT, ministre de la formation professionnelle.

M. Michel ROCARD, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire.

Mme Yvette ROUDY, ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme.

M. Alain SAVARY, ministre de l'éducation nationale.

2. — Par ministère.

Premier ministre	Pierre MAUROY.
Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation	Gaston DEFFERRE.
Ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur	Michel JOBERT.
Ministre d'Etat, ministre des transports	Charles FITERMAN.
Ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire	Michel ROCARD.
Ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie	Jean-Pierre CHEVENEMENT.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme	Yvette ROUDY.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement	André LABARRERE.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives	Anicet LE PORS.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi	Jean LE GARREC.

Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale	Pierre BEREGOVOY.
Ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail	Jean AUROUX.
Garde des sceaux, ministre de la justice	Robert BADINTER.
Ministre des relations extérieures	Claude CHEYSSON.
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes	André CHANDERNAGOR.
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement	Christian NUCCI.
Ministre de la défense	Charles HERNU.
Ministre de l'économie et des finances	Jacques DELORS.
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargés du budget	Laurent FABIUS.
Ministre de l'éducation nationale	Alain SAVARY.
Ministre de l'agriculture	Edith CRESSON.
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie	Edmond HERVE.
Ministre du commerce et de l'artisanat	André DELELIS.
Ministre de la culture	Jack LANG.
Ministre de la santé	Jack RALITE.
Ministre du temps libre	André HENRY.
Ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports	Edwige AVICE.
Ministre de l'urbanisme et du logement	Roger QUILLIOT.
Ministre de l'environnement	Michel CREPEAU.
Ministre de la mer	Louis LE PENSEC.
Ministre de la communication	Georges FILLIOUD.
Ministre des P.T.T.	Louis MEXANDEAU.
Ministre des anciens combattants	Jean LAURAIN.
Ministre de la consommation	Catherine LALUMIERE.
Ministre de la formation professionnelle	Marcel RIGOUT.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés	Raymond COURRIERE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer	Henri EMMANUELLI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique	Joseph FRANCESCHI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé de la famille	Georgina DUFOIX.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées	Daniel BENOIST.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des immigrés	François AUTAIN.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense	Georges LEMOINE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture	André CELLARD.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme	François ABADIE.

3. — **Démission.**

Démission du Gouvernement le 22 mars 1983 [*J.O.* du 23 mars 1983] (p. 882).

XV. — COMPOSITION DU TROISIÈME GOUVERNEMENT DE M. PIERRE MAUROY

(Décrets des 22 et 24 mars 1983) [*J.O.* des 23 et 25 mars 1983] (p. 882 et 907).

I. — Par ordre alphabétique.

M. Pierre MAUROY, Premier ministre.

M. Jean AUROUX, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie.

M. François AUTAIN, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense.

Mme Edwige AVICE, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports.

M. Robert BADINTER, Garde des sceaux, ministre de la justice.

M. Daniel BENOIST, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées.

M. Pierre BEREGOVOY, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

Mme Huguette BOUCHARDEAU, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie.

M. Roland CARRAZ, secrétaire d'État auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme.

M. André CHANDERNAGOR, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes.

M. Claude CHEYSSON, ministre des relations extérieures.

M. Raymond COURRIERE, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés.

M. Michel CREPEAU, ministre du commerce et de l'artisanat.

Mme Édith CRESSON, ministre du commerce extérieur et du tourisme.

M. Gaston DEFFERRE, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

M. Jacques DELORS, ministre de l'économie, des finances et du budget.

Mme Georgina DUFOIX, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés.

M. Henri EMMANUELLI, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget.

M. Laurent FABIUS, ministre de l'industrie et de la recherche.

M. Georges FILLIOUD, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication.

M. Charles FITERMAN, ministre des transports.

M. Joseph FRANCESCHI, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique.

M. Max GALLO, secrétaire d'État, porte-parole du Gouvernement.

M. Charles HERNU, ministre de la défense.

M. Edmond HERVE, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé.

M. André LABARRERE, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

Mme Catherine LALUMIERE, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation.

M. Jack LANG, ministre délégué à la culture.

M. Jean LAURAIN, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants.

M. Jean LE GARREC, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

M. Georges LEMOINE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer.

M. Guy LENGAGNE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer.

M. Anicet LE PORS, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.

M. Louis MEXANDEAU, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T.

M. Christian NUCCI, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.

M. Roger QUILLIOT, ministre de l'urbanisme et du logement.

M. Jack RALITE, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi.

M. Marcel RIGOUT, ministre de la formation professionnelle.

M. Michel ROCARD, ministre de l'agriculture.

Mme Yvette ROUDY, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme.

M. Alain SAVARY, ministre de l'éducation nationale.

M. Roger-Gérard SCHWARTZENBERG, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale.

M. René SOUCHON, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt.

2. — **Par ministère.**

Premier ministre	Pierre MAUROY
Ministre de l'économie, des finances et du budget	Jacques DELORS
Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale	Pierre BEREGOVOY
Ministre de l'intérieur et de la décentralisation	Gaston DEFFERRE
Ministre des transports	Charles FITERMAN
Garde des sceaux, ministre de la justice	Robert BADINTER
Ministre des relations extérieures	Claude CHEYSSON
Ministre de la défense	Charles HERNU
Ministre de l'agriculture	Michel ROCARD
Ministre de l'industrie et de la recherche	Laurent FABIUS
Ministre de l'éducation nationale	Alain SAVARY
Ministre du commerce extérieur et du tourisme	Edith CRESSON
Ministre de l'urbanisme et du logement	Roger QUILLIOT
Ministre du commerce et de l'artisanat	Michel CREPEAU
Ministre de la formation professionnelle	Marcel RIGOUT
Secrétaire d'Etat, porte-parole du Gouvernement	Max GALLO.
Ministre délégué à la culture	Jack LANG
Ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports	Edwige AVICE
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme	Yvette ROUDY
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement	André LABARRERE
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes	André CHANDERNAGOR
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement	Christian NUCCI
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T.	Louis MEXANDEAU
Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi	Jack RALITE
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre	Jean LE GARREC
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives	Anicet LE PORS
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication	Georges FILLIOUD
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget	Henri EMMANUELLI
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation	Catherine LALUMIERE
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique	Joseph FRANCESCHI
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre mer	Georges LEMOINE
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense	François AUTAIN
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants	Jean LAURAIN
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie	Jean AUROUX
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé	Edmond HERVE
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés	Georgina DUFOIX
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées	Daniel BENOIST
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés	Raymond COURRIERE
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie	Huguette BOUCHARDEAU
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale	Roger-Gérard SCHWARTZENBERG
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt	René SOUCHON
Secrétaire d'État auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme	Roland CARRAZ
Secrétaire d'État auprès du ministre des transports, chargé de la mer	Guy LENGAGNE

3. — **Modifications**

Décret du 4 octobre 1983 [J.O. du 5 octobre 1983] (p. 2970).

M. François AUTAIN, fin de ses fonctions de secrétaire d'État auprès du ministre de la défense.

M. Jean GATEL, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense.

M. Paul QUILÈS, ministre de l'urbanisme et du logement.

M. Roger QUILLIOT, fin de ses fonctions de ministre de l'urbanisme et du logement.

Décret du 7 décembre 1983 [J.O. du 7 décembre 1983] (p. 3542).

M. André CHANDERNAGOR, fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes.

Décret du 18 décembre 1983 [J.O. du 20 décembre 1983] (p. 3651).

M. Roland DUMAS, ministre des affaires européennes.

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

SESSIONS DE 1983

A

ACCESSION A LA PROPRIETE

Voir *Logement* **11.**

ACCIDENTS DOMESTIQUES

Voir *consommation* **2.**

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

6. — Proposition de loi n° 1347 tendant à compléter l'article L. 468 **du code de la sécurité sociale,** relatif à la **faute inexcusable de l'employeur.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Germain Gengenwin (17 novembre 1983).

Voir *Déclarations du gouvernement* **7.**

ACCORD MULTIFIBRES

Voir *Déclarations du gouvernement* **9.**

ACIER

Production d'acier

Voir *Questions orales sans débat* **549.**

ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

Voir *Collectivités locales* **10.**
Déclarations du gouvernement **7.**

Décentralisation en matière d' —

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Des unions des sociétés de secours minières.

Voir *Questions au Gouvernement* **725.**

Financement de l'aide sociale.

Voir *Questions orales sans débat* **479.**

Transfert de ressources aux départements.

Voir *Questions au Gouvernement* **710.**

ADMINISTRATEURS DE SOCIETES

Voir *Entreprises publiques* **3.**

ADMINISTRATION ET REGIMES PENITENTIAIRES

Condition de prolongation des détentions provisoires.

Voir *Questions orales sans débat* **336.**

Conditions de vie carcérale.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Justice.

Libération conditionnelle (affaire Cardon).

Voir *Questions au Gouvernement* **772.**

Prisons.

Voir *Procédure pénale* **3.**

Statut des personnels.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Justice.

Surpeuplement des prisons.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Justice.

ADOPTION

Voir *Sécurité sociale* **16.**

AERONAUTIQUE (industrie)

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Transports.
Questions au Gouvernement **615.**

Programme Falcon 900.

Voir *Questions orales sans débat* **514.**

Société Messier Hispano Bugatti.

Voir *Questions orales sans débat* **499.**

AEROPORTS

Voir *Collectivités locales* **10.**

Taxe de nuisance des aéroports.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), budgets annexes de l'imprimerie nationale et des médailles, comptes spéciaux du trésor, taxes parafiscales.

AFGHANISTAN

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**

AFRIQUE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

AFRIQUE DU NORD (anciens combattants d'Afrique du Nord)

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Anciens combattants. *Pensions militaires d'invalidité et de victimes de guerre 7.*

Attribution de la carte d'anciens combattants.

Voir *Questions au Gouvernement* **566.**

AFRIQUE DU SUD

Voir *Hommages.*

Condamnation à mort de militants noirs.

Voir *Questions au Gouvernement* **607.**

Intervention de l'Afrique du Sud au Mozambique.

Voir *Questions au Gouvernement* **582.**

AGENCE FRANCAISE DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Industrie et recherche. Energie.

AGENCE FRANCE PRESSE (A.F.P.)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**

AGENCE HAVAS

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**

AGENCE NATIONALE POUR LA RECUPERATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Environnement et qualité de la vie.

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (A.N.P.E.)

Rénovation de l'Agence nationale pour l'emploi.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Système G.I.D.E.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

AGENCES D'URBANISME

Voir *Questions orales sans débat* **352.**

AGGLOMERATIONS NOUVELLES

Voir *Villes nouvelles* **2.**

AGRICULTEURS

Droits des conjoints.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA. *Questions orales sans débat* **387.**

Installation des jeunes.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

Revenus des agriculteurs

Voir *Déclarations du gouvernement* **6.** *Questions orales sans débat* **333.**

Violences en Bretagne.

Voir *Questions au Gouvernement* **527.**

AGRICULTURE

11. — Proposition de loi n° 1628 tendant à étendre aux collectivités publiques la possibilité d'adhérer aux **coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA).** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 23 juin 1983 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

12. — Proposition de loi n° 1935 tendant à permettre l'adhésion des collectivités territoriales et des établissements publics à des **coopératives d'utilisation de matériel agricole.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1983 par M. Gérard Gouzes et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Lois de finances* 7, discussion générale. *Plan* **4, 5.**

Fiscalité.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), articles additionnels et articles non rattachés, articles 72 à 82.

Problèmes fonciers.

Voir *Questions orales sans débat* **412.**

Réunion de Stuttgart et agriculture

Voir *Questions au gouvernement* **632.**

AGRO-ALIMENTAIRE (industrie)

Voir *Déclarations du gouvernement* **9.** *Lois de finances* 7, discussion générale, (deuxième partie), Agriculture, BAPSA. *Plan* **4, 5.**

AIDE ALIMENTAIRE

Voir *Politique extérieure* **9.**

AIDE AU DEVELOPPEMENT

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.** *Politique extérieure* **9.**

AIDE JUDICIAIRE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Justice.

AIDE MENAGERE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Convention collective des aides ménagères

Voir *Questions orales sans débat* **452.**

AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Urbanisme et logement.

AIDE SOCIALE

Voir *Action sanitaire et sociale.*

AIDES A L'INDUSTRIE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**

AIRBUS

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Transports.

AIR FRANCE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Transports.

AIR INTER

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Transports.

ALCOOLISME

Voir *Circulation routière* 7.
Lois de finances 7 (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

ALGERIE

Voir *Commerce extérieur* 2.

Rapports franco-algériens.

Voir *Questions au Gouvernement* 723.

Visite du Président algérien en France.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

ALLIANCE FRANCAISE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), relations extérieures affaires européennes, coopération et développement.

ALLOCATIONS D'AIDE SOCIALE

Voir *questions orales sans débat* 385.

ALLOCATIONS FAMILIALES

Voir *Prestations familiales.*

ALSACE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), culture.

Soutien à l'économie alsacienne.

Voir *Questions au Gouvernement* 783.

ALSACE-LORRAINE

Voir *Associations et mouvements* 7.
Cultes 1, 2.
Famille 4.

ALSTHOM-ATLANTIQUE

Voir *Questions au Gouvernement* 732.

ALUMINIUM

Etablissements Aluminium Pechiney.

Voir *Questions au Gouvernement* 584.

Production d'aluminium par le groupe Pechiney

Voir *Questions au Gouvernement* 673, 680.

Unité d'aluminium de l'Argentière.

Voir *Questions au Gouvernement* 639.

AMBASSADES ET CONSULATS

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), relations extérieures affaires européennes, coopération et développement.

AMELIORATION DE L'HABITAT

5. — **Proposition de loi n° 1730** tendant à rendre obligatoire **l'installation de conduits de fumée** dans les logements neufs et leur restauration dans les réhabilitations d'immeubles. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Adrien Durand (7 avril 1983).

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Urbanisme et Logement.

Habitat minier dans le Nord-Pas-de Calais.

Voir *Questions au Gouvernement* 553.

Prêts à l'habitat ancien.

Voir *Questions orales sans débat* 416.

Versement des primes à l'habitat.

Voir *Questions orales sans débat* 465.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Voir *Déclarations du Gouvernement* 9.
Plan 4, 5.

AMENAGEMENT RURAL

Voir *Plan* 4.

Décret d'application de l'article 72 de la loi d'orientation agricole.

Voir *Questions au Gouvernement* 645.

AMERIQUE CENTRALE

Risque d'un conflit généralisé.

Voir *Questions au Gouvernement* 753.

AMEUBLEMENT (industrie de l'ameublement)

Voir *Questions au Gouvernement* 736, 755.
Questions orales sans débat 398.

AMIANTE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Education nationale.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

11. — **Projet de loi n° 1326** modifiant les articles L 417 et L. 418 du **code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Joseph Pinard (2 avril 1983). — Rapport n° 1395 (2 avril 1983). — Discussion le 13 avril 1983. — Adoption le 13 avril 1983. — Projet de loi n° 326.

Sénat (première lecture), n° 242 (1982-1983), dépôt le 15 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Charles Bonifay. — Rapport n° 255 (1982-1983) (20 avril 1983). — Discussion le 28 avril 1983. — Adoption le 28 avril 1983. — Projet de loi n° 86 (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° 1465, dépôt le 28 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Joseph Pinard. — Rapport n° 1470 (4 mai 1983). — Discussion le 5 mai 1983. — Adoption avec modifications le 5 mai 1983.. — Nouveau titre : « Projet de loi modifiant les articles L 393, L 394, L 401, L 417 et L 418 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. — Projet de loi n° 350.

Sénat (deuxième lecture), n° 302 (1982-1983), dépôt le 10 mai 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Charles Bonifay. — Discussion le 24 mai 1983. — Adoption définitive le 24 mai 1983. — Projet de loi n° 110 (1982-1983).

Loi n° 83-452 du 7 juin 1983 publiée au *J.O.* du 8 juin 1983 (p. 1714). — Rectificatif (*J.O.* du 9 juin 1983 (p. 1727).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [13 avril 1983] (p. 257)

Délai d'attente : *Pinard (Joseph)* (p. 257) ; *Laurain (Jean)* (p. 258) ; *Brocard (Jean)* (p. 259) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 259).

Invalides de guerre : *Pinard (Joseph)* (p. 257) ; *Laurain (Jean)* (p. 258) ; *Brocard (Jean)* (p. 259) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 259).

Législation sur les emplois réservés : *Pinard (Joseph)* (p. 257) ; *Laurain (Jean)* (p. 258).

Limite d'âge : *Pinard (Joseph)* (p. 257) ; *Laurain (Jean)* (p. 260).

Travailleurs handicapés : *Pinard (Joseph)* (p. 257) ; *Laurain (Jean)* (p. 258) ; *Brocard (Jean)* (p. 259) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 259) ; *Le Foll (Robert)* (p. 260).

Discussion des articles [13 avril 1983] (p. 260).

Article 1er *(modifiant l'article L. 417 du code des pensions militaires d'invalidité des victimes de guerre) :* amendement n° 1 de la com-

mission (précisant qu'une liste de classement par catégorie est arrêtée au moins une fois par an par le ministre des anciens combattants) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 *(modifiant l'article L. 418 du code des pensions militaires d'invalidité des victimes de guerre)* : adopté (p. 260).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 260).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [5 mai 1983] (p. 897).

Emplois réservés : *Pinard (Joseph)* (p. 897) ; *Laurain (Jean)* (p. 897).

Emplois réservés féminins : *Pinard (Joseph)* (p. 897).

Handicapés (situation propre aux handicapés) : *Pinard (Joseph)* (p. 897) ; *Laurain (Jean)* (p. 897).

Discussion des articles [5 mai 1983] (p. 898).

Article 3 : adopté.

Titre : amendement n° 1 de la commission (modification du titre pour réparer une omission) : adopté ; en conséquence, le titre du projet de loi est ainsi rédigé.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 898).

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Anciens combattants.

Mesures concernant les anciens combattants et victimes de guerre.

Voir *Questions orales sans débat* **433.**

ANGOLA

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**

ANIMAUX.. — *5.* — **Proposition de loi n° 1691** sur le **dressage des chiens.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 juin 1983 par M. Jean-Marie Bockel et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Environnement et qualité de la vie.

ANTILLES

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), départements et territoires d'outre mer.

APARTHEID

En matière sportive.

Voir *Questions au Gouvernement* **513.**

APPRENTISSAGE

2. — Proposition de loi n° 1448 visant à porter de 20 à 23 ans la **Limite d'âge supérieure de l'entrée en apprentissage.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1983 par M. Adrien Zeller. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Francisque Perrut (17 novembre 1983).

Centres de formation des apprentis.

Voir *questions au Gouvernement* **563.**

ARCHITECTES

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Urbanisme et Logement.

ARDOISE

Ardoisières de l'Anjou.

Voir *Questions orales sans débat* **393, 492.**

Industrie française de l'Ardoise.

Voir *Questions au Gouvernement* **615.**

ARGENTINE

Rapports franco-argentins.

Voir *Questions au Gouvernement* **717.**

ARIANE (fusée Ariane)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**

Lois de finances 7 (deuxième partie), Transports.

ARMEE

1. — Proposition de loi n° 1791 tendant à compléter l'article 47-1 de la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant **statut général des militaires.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 novembre 1983 par M. Pierre Bachelet. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : M. Guy-Michel Chauveau (1er décembre 1983).

ARMEE DE L'AIR

Voir *Défense nationale* **3.**

Lois de finances 7 (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

ARMEE DE TERRE

Voir *Défense nationale* **3.**

Lois de finances 7 (deuxième partie), défense et budget annexe des essences.

Questions au Gouvernement **521.**

ARMEMENT MARITIME

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Mer.

Construction navale.

Voir *Questions au Gouvernement* **588.**

ARMENIE (génocide)

Voir *Questions au Gouvernement* **509.**

ARMES (exportation d'armes)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**

Défense nationale **3.**

Lois de finances 7 (deuxième partie), commerce extérieur et tourisme, défense et budget annexe des essences.

ARMES BACTERIOLOGIES ET CHIMIQUES

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**

Défense nationale **3.**

ARMES ET MUNITIONS

Voir *Défense nationale* **3.**

Lois de finances 7 (deuxième partie), Défense et budget annexe de essences.

ARMES NUCLEAIRES

Voir *Essais atomiques.*

ARSENAUX ET ETABLISSEMENTS DE L'ETAT

Voir *Défense nationale* **3.**

Lois de finances 7 (deuxième partie), Défense et budget annexe des essences.

ARTISANAT ET ARTISANS

Voir *Assurance-vieillesse : généralités* **9.**

Lois de finances 7 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

ARTISTES

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **9.**

Lois de finances 7 (deuxième partie), Culture.

ARTS ET SPECTACLES

2. — Projet de loi n° 1376 sur **l'enseignement de la danse.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jack Lang, ministre de la culture. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Colette Chaigneau (2 avril 1983).

ASSEMBLEE NATIONALE

Absentéisme des députés.

Voir *Lois de finances* 7, discussion générale.

Amendements (dépôt des amendements)

Voir *Entreprises publiques* 3.

Amendements (discussion des amendements)

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* 5.

Applaudissements du public.

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* 5.

Bureau (décision du bureau)

Voir *Fonctionnaires et agents publics* 14.

Commissions d'enquête et de contrôle.

Voir *Automobiles et cycles* 3.
Corse 5.
Edition, imprimerie et presse 5.
Emploi et activité 4.
Enseignement 9.
Entreprises publiques 4.
Ordre public 6.
Pétrole et produits raffinés 4.
Police 3.
Pollution et nuisances 3.

Commissions (rapport des commissions)

Voir *Edition, imprimerie et presse* 8.

Déclarations gouvernementales.

Voir *Rappels au règlement* 509.

Incidents de séance.

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* 5.

Levée de séance hommage rendu aux soldats français morts au Liban : M. Seguin (Philippe), vice-président [2 novembre 1983] (p. 4757).

Ordre des orateurs.

Voir *Edition, imprimerie et presse* 8.

Personnels de l'assemblée nationale.

Voir *Fonctionnaires et agents publics* 14, 15.

Procédure des questions au Gouvernement, communication donnée par M. Louis Mermaz, président de l'assemblée nationale, de la décision de la conférence des présidents de revenir sur la faculté de reprendre la parole après les réponses des ministres [30 novembre 1983] (p. 5828-5829).

Voir *Rappels au règlement* 509.

Rappels au règlement (procédure).

Voir *Déclarations du gouvernement* 6.

Règlement de l'Assemblée nationale.

Voir *Rappels au règlement* 717, 718, 724, 729.

Répartition des temps de parole.

Voir *Consommation* 2.
Enseignement supérieur et post baccalauréat 5.

Suspensions de séance.

Voir *Déclarations du gouvernement* 6.
Enseignement supérieur et post baccalauréat 5.

ASSISTANCE A PERSONNE EN DANGER

Voir *Responsabilité civile* 6.

ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure* 2.

ASSISTANTS SOCIAUX

Ecole d'assistants sociaux de Pau.

Voir *Questions orales sans débat* 431.

ASSOCIATION POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* 2.

ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS

6. — Propositions de loi n° 1445 tendant à modifier les articles 11 et 14 de la **loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1983 par M. Jean Foyer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

7. — Proposition de loi n° 1548 tendant à codifier et moderniser le **droit local d'Alsace-Lorraine applicable aux associations.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 juin 1983 par M. Jean-Louis Masson, et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Foyer (1er juillet 1983).

8. — Proposition de loi n° 1689 tendant à introduire des personnalités élues dans la composition du **conseil national de la vie associative.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 juin 1983 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset (17 novembre 1983).

Associations sportives.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports.

Mesures en faveur de la vie associative.

Voir *Questions orales sans débat* 455.

Politique en faveur des associations et mouvements.

Voir *Question orales sans débat* 482.

ASSURANCES

3. — Projet de loi n° 1372 adaptant le **code des assurances** (partie législative) à la directive n° 79-267 du Conseil des communautés européennes. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan. — Rapporteur : M. Raymond Douyère. — Rapport **n° 1394** (2 avril 1983). — Discussion le 5 avril 1983. — Adoption le 5 avril 1983. — Projet de loi n° **311.**

Sénat (première lecture), n° **216** (1982-1983), dépôt le 7 avril 1983. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **332** (1982-1983) (19 mai 1983). — Discussion le 24 mai 1983. — Adoption le 24 mai 1983. — Projet de loi n° **113** (1982-1983).

Loi n° 83-453 du 7 juin publiée au *J.O.* du 8 juin 1983 (p. 1714).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [5 avril 1983] (p. 14).

Caisse nationale de prévoyance (dispositions concernant la caisse nationale de prévoyance) : *Lalumière (Catherine)* (p. 15).

Fonds de garantie (constitution d'un fonds de garantie) : *Douyère (Raymond)* (p. 14).

Harmonisation des conditions d'accès à la profession : *Douyère (Raymond)* (p. 14) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 15).

Liberté d'établissement des entreprises d'assurance-vie : *Douyère (Raymond)* (p. 14) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 15).

« Marché commun de l'assurance » : *Lalumière (Catherine)* (p. 15).

Marge de solvabilité des entreprises d'assurance : *Douyère (Raymond)* (p. 14).

Octroi de l'agrément administratif obligatoire : *Douyère (Raymond)* (p. 14) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 15).

Discussion des articles [5 avril 1983] (p. 15).

Article 1er *(communication à l'autorité administrative de tous les accords de réassurance)* (p. 15) ; rôle de la direction des assurances

— article 1er adopté.

Article 2 *(conditions d'octroi de l'agrément) :* adopté.

Article 3 *(procédure de l'agrément spécial) :* adopté.

Article 4 *(gestion des opérations de la caisse nationale de prévoyance) ;* amendement n° 1 de la commission (distinction entre la gestion de l'assurance sur la vie et celle de l'assurance de dommages) (p. 16) ; adopté.

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 *(harmonisation du statut et du mode de fonctionnement de la caisse nationale de prévoyance avec ceux des autres entreprises d'assurance sur la vie) :* adopté.

Article 6 *(suppression de l'agrément particulier) :* adopté.

Article 7 *(application de la présente loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte) :* adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 17).

4. — Proposition de loi n° 1788 tendant à réduire le nombre de **véhicules automobiles circulant sans être assurés.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 novembre 1983 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (14 décembre 1983).

Assurance automobile

Voir *Lois de finances* **7**, discussion générale, (première partie), article 20.

Assurance sur la garantie des salaires.

Voir *Travail* **13.**

Assurance-vie

Voir *Lois de finances* **7**, discussion générale (première partie), article 3, article 20.

Compagnie d'assurances

Voir *Justice* **15.**

ASSURANCE-VIEILLESSE : GENERALITES

9. — Projet de loi n° 1384 portant diverses mesures relatives aux **prestations de vieillesse.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1983 par M. Pierre Mauroy, premier ministre et M. Pierre Beregovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. — Urgence déclarée le 12 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Marcel Garrouste (2 avril 1983). — Rapport n° **1414** (7 avril 1983). — Discussion le 12 avril 1983. — Adoption le 12 avril 1983. — Projet de loi n° **318.**

Sénat (première lecture) n° **235** (1982-1983), dépôt le 14 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Boyer. — Rapport n° **251** (1982-1983) (20 avril 1983). — Discussion le 28 avril 1983. — Adoption le 28 avril 1983. — Projet de loi n° **87** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **1466,** dépôt le 29 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelle, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Marcel Garrouste. — Rapport n° **1472** (4 mai 1983). — Discussion le 11 mai 1983. — Adoption définitive le 11 mai 1983. — Projet de loi n° **355.**

Saisie du Conseil Constitutionnel le 11 mai 1983 (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 28 mai 1983 (*J.O.* du 1er juin 1983 (p. 1646).

Loi n° 83-430 du 31 mai 1983 publiée au *J.O.* du 1er juin 1983 (p. 1639).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 avril 1983] (p. 212).

Artisans et commerçants (cas des artisans et commerçants) : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 221).

Artistes (cas des artistes) : *Garrouste (Marcel)* (p. 213) ; *Provost (Eliane)* (p. 222) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 223).

Caractère facultatif du départ à la retraite à 60 ans : *Garrouste (Marcel)* (p. 213) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 214) ; *Moulinet (Louis)* (p. 216) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 217) ; *Provost (Eliane)* (p. 222).

Chômage (niveau du chômage) : *Garrouste (Marcel)* (p. 214).

Coût et financement de la présente réforme : *Garrouste (Marcel)* (p. 213) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 214-225) ; *Legrand (Joseph)* (p. 216) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 217) ; *Madelin (Alain)* (p. 221) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 223).

Cumuls (limitation des cumuls) : *Garrouste (Marcel)* (p. 212) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 217) ; *Madelin (Alain)* (p. 220) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 221) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 223).

Départements d'outre-mer — territoires d'outre-mer (situation propre aux travailleurs des départements d'outre-mer — territoires d'outre-mer) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 218) ; Beregovoy (Pierre) (p. 226).

Evolution démographique : *Beregovoy (Pierre)* (p. 215) ; *Laborde (Jean)* (p. 219) ; *Madelin (Alain)* (p. 221).

Femmes (retraite à 55 ans pour les femmes) : *Legrand (Joseph)* (p. 216).

Inégalité devant la mort : *Beregovoy (Pierre)* (p. 214) ; *Legrand (Joseph)* (p. 215).

Mayotte (situation propre aux travailleurs de Mayotte) : *Hory (Jean-François)* (p. 222) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 216).

Minimum de pension vieillesse (fixation d'un minimum de pension vieillesse) : *Garrouste (Marcel)* (p. 213) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 214) ; *Legrand (Joseph)* (p. 216) ; *Moulinet (Louis)* (p. 217) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 218) ; *Laborde (Jean)* (p. 219) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 221).

Minimum vieillesse : *Garrouste (Marcel)* (p. 212) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 214) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 218).

Montant de la pension de retraite (calcul du montant de la pension de retraite) : *Garrouste (Marcel)* (p. 213) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 214) ; *Moulinet (Louis)* (p. 217) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 217) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 218).

Non rétroactivité de la présente loi : *Legrand (Joseph)* (p. 216) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 218) ; *Laborde (Jean)* (p. 219) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 221) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 226).

Patronat (attitude du patronat) : *Legrand (Joseph)* (p. 215) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 218).

Politique contractuelle : *Beregovoy (Pierre)* (p. 214).

Pré-retraite et garantie de ressources : *Beregovoy (Pierre)* (p. 214-224) ; *Madelin (Alain)* (p. 219) ; *Provost (Eliane)* (p. 222) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 223).

Pré-retraités (remise en cause des avantages acquis des pré-retraités) : *Madelin (Alain)* (p. 220).

Rencontre nationale des retraités et personnes âgées : *Beregovoy (Pierre)* (p. 224).

Retraite à 60 ans : *Garrouste (Marcel)* (p. 212) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 213) ; *Legrand (Joseph)* (p. 215) ; *Moulinet (Louis)* (p. 216) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 217) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 218) ; *Laborde (Jean)* (p. 219) ; *Madelin (Alain)* (p. 219) ; *Provost (Eliane)* (p. 221) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 223).

Discussion des articles [12 avril 1983] (p. 226).

Article 1er *(ratification de l'ordonnance du 20 mars 1982 relative à l'abaissement de l'âge de la retraite) :* amendement n° 1 de M. Alain Madelin (nullité des clauses ayant pour objet de limiter la durée du contrat du travail en considération de l'âge de la retraite) ; cas des membres des professions indépendantes et des professions agricoles (p. 226) ; coût de la présente réforme ; insuffisance de la concertation ; rejeté ;

— article 1er, adopté.

Article 2 *(modification des règles relatives au minimum de pension)* (p. 227) : adopté.

Article 3 *(minimum de pension de vieillesse substituée à une pension d'invalidité)* : adopté.

Article 4 *(application au régime local d'Alsace-Moselle)* : adopté.

Article 5 *(application aux salariés agricoles)* : adopté.

Article 6 *(limitation du cumul de plusieurs pensions portées au minimum)* : adopté.

Article 7 *(ratification de l'ordonnance du 30 mars 1982 relative à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activités)* : amendement n° 4 de M. Alain Madelin (cas des activités à caractère éducatif ; inégalités entre les différentes situations de cumul) ; rejeté ;

— article 7, adopté (p. 228).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 228).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [11 mai 1983] (p. 1011).

Artistes interprètes : *Garrouste (Marcel)* (p. 1011).

Assises nationales des retraités et personnes âgées : *Benoist (Daniel)* (p. 1011).

Calcul de la retraite : *Legrand (Joseph)* (p. 1012) ; *Madelin (Alain)* (p. 1013) ; *Metzinger (Charles)* (p. 1014).

Charges de la sécurité sociale (augmentation des charges de la sécurité sociale) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1015).

Cumuls : *Garrouste (Marcel)* (p. 1011) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 1012).

Modification du texte par le Sénat : *Garrouste (Marcel)* (p. 1011).

Retraite à soixante ans : *Benoist (Daniel)* (p. 1011, 1016) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 1012) ; *Madelin (Alain)* (p. 1013) ; *Metzinger (Charles)* (p. 1014) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1014) ; *Laborde (Jean)* (p. 1015).

Rétroactivité des lois sociales : *Legrand (Joseph)* (p. 1012).

Discussion des articles [11 mai 1983] (p. 1016).

Article 2 : *adopté.*

Article 3 : adopté.

Article 6 : adopté.

Article 6 bis : adopté.

Article 7 (p. 1016) : amendement n° 1 de la commission (consultations données occasionnellement dans une entreprise différente de celle où la carrière professionnelle du consultant s'est déroulée) ; sous-amendement n° 2 de M. Alain Madelin (consultations données occasionnellement hors du cadre de l'entreprise dans laquelle la carrière du consultant s'est déroulée) ; cumul d'une pension de retraite et d'une rémunération d'activité ; amendement n° 1 retiré ; en conséquence, sous-amendement n° 2 : devenu sans objet

— article 7 adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1017).

10. — Proposition de loi n° 1855 visant à instaurer en faveur des **tierces personnes soignant à domicile un invalide** bénéficiant de la prestation correspondante, une **assurance vieillesse en invalidité obligatoire.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er décembre 1983 par M. Jean-Hugues Colonna et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Versement des pensions de retraite.

Voir *Questions orales sans débat* **453.**

ASSURANCE VIEILLESSE : REGIME DES FONCTIONNAIRES CIVILS ET MILITAIRES

11. — Projet de loi n° 1883 ratifiant et modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la **cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat** et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif.

Sénat (première lecture), n° **83** (1983-1984), dépôt le 30 novembre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Urgence déclarée. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Pierre Bastie. — Rapport n° **114** (1983-1984) (8 décembre 1983). — Discussion le 12 décembre 1983. — Adoption le 12 décembre 1983. — Projet de loi n° **30** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) n° **1883**, dépôt le 13 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiale et sociales. — Rapporteur : M. Charles Metzinger (14 décembre 1983). — Rapport n° **189** (15 décembre 1983). — Discussion le 19 décembre 1983. — Adoption le 19 décembre 1983. — Projet de loi n° **503.**

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 20 décembre 1983] (p. 3663).

Bureau [*J.O.* du 21 décembre 1983] (p. 3678).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Charles Metzinger. — Rapport n° **1909** (20 décembre 1983). — Discussion le 20 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 20 décembre 1983. — Projet de loi n° **516.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Charles Bonifay. — Rapport n° **153** (1983-1984) (20 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption définitive le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **68** (1983-1984).

Loi n° 84-7 du 3 janvier 1984, publiée au *J.O.* du 4 janvier 1984 (p. 153).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [19 décembre 1983] (p. 6747).

Bilan de l'application des ordonnances : *Metzinger (Charles)* (p. 6747, 6748) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6750).

Cessation progressive d'activité : *Metzinger (Charles)* (p. 6748).

Contrats de solidarité des collectivités locales : *Coffineau (Michel)* (p. 6749) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6750).

Délai de dépôt des demandes : *Metzinger (Charles)* (p. 6747) ; *Hage (Georges)* (p. 6748) ; *Coffineau (Michel)* (p. 6749).

Fonds de compensation : *Metzinger (Charles)* (p. 6748) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6750).

Personnels des régions : *Metzinger (Charles)* (p. 6748) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6750).

Personnels hospitaliers : *Metzinger (Charles)* (p. 6748).

Ratification des ordonnances : *Metzinger (Charles)* (p. 6747).

Retraite anticipée : *Metzinger (Charles)* (p. 6747) ; *Hage (Georges)* (p. 6749) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6749).

Travail à mi-temps : *Metzinger (Charles)* (p. 6747).

Discussion des articles [19 décembre 1983] (p. 6750).

Article 1er *(ratification de l'ordonnance du 31 mars 1982 relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et agents de l'Etat)* : adopté.

Article 2 *(modifiant cette ordonnance par la référence à la date limite du 31 décembre 1984)* : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 4 du Gouvernement (possibilité de dépôt des demandes jusqu'au 30 avril 1984) ; ouverture d'un nouveau délai ; adopté.

Article 3 *(cessation progressive d'activité)* : adopté.

Article 4 *(agents titulaires des collectivités locales)* : adopté (p. 6750).

Article 5 *(création d'un fonds de compensation)* : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 5 du Gouvernement (possibilité de déposer une demande jusqu'au 30 avril 1984 pour les personnels des collectivités territoriales) ; délai de dépôt des demandes ; adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6751).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [20 décembre 1983] (p. 6872).

Accord de la commission mixte paritaire : *Bartoloné (Claude)* (p. 6873).

Délai de dépôt des demandes : *Bartoloné (Claude)* (p. 6872).

Texte de la commission paritaire (p. 6873).

Adoption de l'ensemble du texte (p. 6873).

Mensualisation des pensions.

Voir *Questions au Gouvernement* **713, 716.**
Question orales sans débat **480.**

Pensions de reversion.

Voir *Questions au Gouvernement* **727.**
Questions orales sans débat **520.**

ASSURANCE VIEILLESSE : REGIMES AUTONOMES ET SPECIAUX.

4. — Proposition de loi n° 1183 tendant à faire bénéficier l'ensemble des **anciens agents des Houillères de bassin** ayant fait l'objet d'une mesure de conversion, des dispositions de l'article 11 de la loi de finances rectificative n° 73-1128 du 21 décembre 1973. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Antoine Gissinger (19 mai 1983).

5. — Proposition de loi n° 1608 relative à l'**âge de la retraite** des personnels de **police municipale**. — *Sénat* (première lecture), **n° 167** (1982-1983), dépôt le 21 décembre 1982 par M. Marc Becam. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marc Becam. — Rapport n° **394** (1982-1983) (15 juin 1983). — Discussion le 21 juin 1983. — Adoption le 21 juin 1983. — Proposition de loi n° **149** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1608**, dépôt le 22 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Bertrand Delanoë (7 juillet 1983).

Voir *Questions au Gouvernement* **711.**

Régime des mines.

Voir *Questions orales sans débat* **484.**

ATTENTATS

Assistance aux victimes de l'attentat d'Orly.

Voir *Questions au Gouvernement* **809.**

Attentat dont a été victime le contingent français au Liban.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Anciens combattants.

Indemnisation des victimes d'attentats à Paris.

Voir *Questions orales sans débat* **392.**

AUDIOVISUEL

2. — Projet de loi n° 1411 rendant applicables dans les **territoires d'outre-mer** les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la **communication audiovisuelle**. — *Sénat* (première lecture), n° **91** (1982-1983), dépôt le 10 novembre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires culturelles.. — Rapporteur : M. Charles Pasqua. — Rapport n° **204** (1982-1983) (5 avril 1983). — Discussion le 5 avril 1983
Adoption le 5 avril 1983. — Projet de loi n° **71** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1411**, dépôt le 6 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Laurent Cathala (14 avril 1983). — Rapport n° **1464** (28 avril 1983). — Discussion le 11 mai 1983. — Adoption le 11 mai 1983. — Projet de loi n° **356.**

Sénat (deuxième lecture), n° **315** (1982-1983), dépôt le 17 mai 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Charles Pasqua. — Rapport n° **385** (1982-1981) (14 juin 1983). — Discussion le 15 juin 1983. — Adoption avec modifications le 15 juin 1983. — Projet de loi n° **137** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1592**, dépôt le 16 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Laurent Cathala. — Rapport n° **1610** (22 juin 1983). — Discussion le 28 juin 1983. — Adoption avec modifications le 28 juin 1983. — Projet de loi n° **416.**

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1954).

Bureau [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1954).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Laurent Cathala. — Rapport n° **1660** (28 juin 1983)

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Charles Pasqua. — Rapport n° **454** (1982-1983) (28 juin 1983). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1661**, dépôt le 28 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Laurent Cathala. — Rapport n° **1665** (29 juin 1983). — Discussion le 29 juin 1983. Adoption avec modifications le 29 juin 1983. — Projet de loi n° **426.**

Sénat (troisième lecture), n° **469** (1982-1983), dépôt le 29 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Charles Pasqua. — Discussion le 29 juin 1983. — Adoption avec modifications le 29 juin 1983.. — Projet de loi n° **169** (1982-1983).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **1680**, dépôt le 30 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Laurent Cathala. — Rapport n° **1681** (30 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption définitive le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **433.**

Loi n° 83-632 du 12 juillet 1983 publiée au *J.O.* du 13 juillet 1983 (p. 2158).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 mai 1983] (p. 1017).

Application des lois métropolitaines dans les DOM-TOM : *Hory (Jean-François)* (p. 1019).

Avenir du secteur public de l'audiovisuel : *Hage (Georges)* (p. 1019) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1021).

Comité régional de la communication audiovisuelle : *Cathala (Laurent)* (p. 1017) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1018) ; *Hory (Jean-François)* (p. 1019).

Cyclones polynésiens : *Juventin (Jean)* (p. 1020) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1021).

Décision du conseil constitutionnel du 27 juillet 1982 : *Cathala (Laurent)* (p. 1017) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1018) ; *Hory (Jean-François)* (p. 1018) ; *Juventin (Jean)* (p. 1020).

Extension des dispositions de la loi sur la communication audiovisuelle : *Cathala (Laurent)* (p. 1018) ; *Fillioud (Georges)* (p. 1018) ; *Juventin (Jean)* (p. 1020) ; *Pidjot (Roch)* (p. 1021).

Répartition des compétences audiovisuelles : *Cathala (Laurent)* (p. 1018) ; *Juventin (Jean)* (p. 1020) ; *Pidjot (Roch)* (p. 1021).

Spécificité juridique des TOM : *Cathala (Laurent)* (p. 1017).

Station RFO de Polynésie française : *Juventin (Jean)* (p. 1020).

Discussion des articles [11 mai 1983] (p. 1022).

Avant l'article 1er : amendement n° 13 de M. Bernard Derosier (modifiant l'intitulé du chapitre IV du titre II de la loi 82-652 du 29 juillet 1982) : non soutenu et repris par la commission : adopté.

Article 1er *(modifiant l'article 29 de la loi 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle) ;* comités régionaux et territoriaux de la communication audiovisuelle ; amendement n° 1 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (impossibilité pour l'assemblée territoriale d'empêcher la création du comité territorial) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 1er bis *(avis rendu par le comité régional ou territorial)* amendement n° 11 de M. Jean Juventin (saisine du comité territorial par les parlementaires du territoire) (p. 1022) ; adopté ; amendement n° 14 de M. Bernard Derosier soutenu par M. Laurent Cathala, rapporteur (de coordination) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 15 de M. Bernard Derosier soutenu par M. Laurent Cathala, rapporteur (de coordination) : adopté ; amendement n° 16 de M. Bernard Derosier soutenu par M. Laurent Cathala, rapporteur (de coordination) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 1er bis, ainsi modifié, adopté.

Article 1er ter *(comités régionaux et territoriaux) :* adopté.

Article 1er quater *(avis de l'assemblée territoriale concernée) : amendement n° 5 de la commission (de suppression) : adopté ;*

— en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 1er quater : amendement n° 6 de la commission (de coordination) : adopté.

Article 1er quinquies *(inscription au budget des collectivités territoriales des crédits nécessaires au fonctionnement des comités régionaux et territoriaux) :* amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 1023) ; adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 1er quinquies : amendement n° 10 de M. Roch Pidjot (fixation du montant des crédits nécessaires au fonctionnement des comités régionaux par les assemblées territoriales) : rejeté ; amendement n° 8 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 17 de M. Bernard Derosier soutenu par M. Laurent Cathala, rapporteur (radio-diffusion ou télévision des débats des assemblées locales) : adopté.

Article 2 *(rôle des sociétés régionales ou territoriales de radiodiffusion sonore et de télévision) :* amendement n° 9 de la commission (passation de conventions entre les sociétés territoriales de radiodiffusion et les territoires) (p. 1024) ; adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 18 de M. Bernard Derosier soutenu par M. Laurent Cathala, rapporteur (de coordination) : adopté ; amendement n° 19 de M. Bernard Derosier soutenu par M. Laurent Cathala, rapporteur (de coordination) : adopté.

Article 2 bis *(redevance pour droit d'usage) :* adopté.

Après l'article 2 bis : amendement n° 12 de M. Jean Juventin (prise en compte des situations géographiques locales) ; refus de pénaliser les habitants des archipels ; retiré ; amendement n° 20 du gouvernement (prise en compte des situations géographiques particulières) : adopté.

Article 2 ter *(statut des journalistes)* (p. 1025) ; adopté.

Article 2 quater *(déclaration à l'occasion de toute vente d'un poste récepteur de télévision) :* adopté.

Article 2 quinquies *(rapport entre le cinéma, la télévision et les autres supports audiovisuels) :* adopté.

Article 3 *(article 109 de la loi du 29 juillet 1982 étendant celle-ci aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) :* adopté.

Article 4 *(sociétés prévues à l'article 42 de la loi du 29 juillet 1982) :* adopté (p. 1026).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1026).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [28 juin 1983] (p. 3296).

Application uniforme de la loi sur tout le territoire national : *Fillioud (Georges)* (p. 3297) ;

Crédits de fonctionnement du comité territorial de la communication audiovisuelle : *Cathala (Laurent)* (p. 3296) ; *Fillioud (Georges)* (p. 3296) ;

Pouvoirs de l'assemblée territoriale : *Cathala (Laurent)* (p. 3296) ;

Rappel de l'état du projet : *Cathala (Laurent)* (p. 3296).

Discussion des articles [28 juin 1983] (p. 3297).

Articles 1er et 1er quater : adoptés.

Article 1er quinquies : amendement n° 1 de la commission (de suppression) ; compétence des assemblées territoriales ; adopté ; en conséquence, l'article 1er quinquies est supprimé.

Adoption de l'ensemble du projet (p. 3297).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1983] (p. 3364).

Application de la loi sur la communication audiovisuelle sur tout le territoire national : *Labarrere (André)* (p. 3364).

Crédits de fonctionnement des comités territoriaux de la communication audiovisuelle : *Cathala (Laurent)* (p. 3364) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 3364).

Echec de la commission mixte paritaire : *Cathala (Laurent)* (p. 3364) ;

Discussion des articles [29 juin 1983] (p. 3364).

Article 1er quinquies : supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture ;

abstention du groupe communiste : *Maisonnat (Louis)* (p. 3364).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3364).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1983] (p. 3392).

Crédits de fonctionnement des comités territoriaux de la communication audiovisuelle : *Cathala (Laurent)* (p. 3392).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3392).

3. — **Rapport d'information** établi au nom de la délégation parlementaire pour la **communication audiovisuelle** instituée par l'article 10 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 (n° **1421**) par M. Claude Estier [12 avril 1983].

Voir *Radiodiffusion et télévision.*

AUGOYARD (docteur)

Voir *Questions au Gouvernement* **536.**

AUTODEFENSE

Voir *Procédure pénale* **3.**

AUTO-ECOLE

Centre de formation de Montlhéry

Voir *Questions au Gouvernement* **795.**

AUTOGESTION

Voir *Entreprises publiques* **3.**

AUTOMOBILE (industrie)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**
Questions orales sans débat **329-340.**

Aides financières à l'automobile

Voir *Questions au Gouvernement* **797.**

AUTOMOBILES ET CYCLES

3. — **Proposition de résolution n° 1392** tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'**industrie automobile française**, dépôt à l'Assemblée nationale le 2 avril 1983 par M. Claude Birraux. — Rapporteur : M. François Massot (28 avril 1983). — Rapport n° **1490** (11 mai 1983).

Voir *Assurances* **4.**

AUTRICHE

Voir *Traités et conventions* **94.**

AUXILIAIRES, CONTRACTUELS ET VACATAIRES

Voir *Collectivités locales* **8.**
Fonctionnaires et agents publics **14, 15.**
Lois de finances **7** (deuxième partie), fonction publique et réformes administratives.

AUXILIAIRES DE JUSTICE

5. — **Proposition de loi organique n° 1808** tendant à permettre aux **avocats, anciens secrétaires de la conférence du stage, d'accéder à la magistrature** sans devoir attendre le délai de huit années d'exercice professionnel. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 16 novembre 1983 par M. Edouard Frédéric-Dupont. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Foyer (1er décembre 1983).

AVIATION CIVILE

Réduction des crédits

Voir *Questions au Gouvernement* **657**.

AVICULTEURS

Production des œufs en Bretagne.

Voir *Questions au gouvernement* **579**.

AVIONS RENIFLEURS (affaire des avions renifleurs)

Voir *Pétrole et produits raffinés* **4**.
Questions au Gouvernement **810**.

AVOCATS

Voir *Auxiliaires de justice* **5**.

AVOIR FISCAL

Voir *Lois de finances* **7**, discussion générale, (première partie), article **6**.

B

BACCALAUREAT

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* **5**.

BANANE (culture de la).

Voir *Départements d'outre-mer* **6**.
Lois de finances **7** (deuxième partie), départements et territoires d'outre-mer.

Fixation des prix.

Voir *Questions orales sans débat* **505**.

BANLIEUES

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), urbanisme et logement.

BANQUE DE FRANCE

Voir *Banques et établissements financiers* **6**.

BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS

5. — Proposition de loi n° 1002 portant réforme des **caisses d'épargne et de prévoyance.**

Sénat (première lecture) n° 480 (1981-1982), dépôt le 22 juillet 1982. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Jean Cluzel. — Rapport n° 215 (1982-1983) (7 avril 1983). — Discussion le 14 avril 1983. — Adoption le 14 avril 1983. — Proposition de loi n° **74** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1426**, dépôt le 14 avril 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Dominique Taddei. — Rapport n° **1433** (19 avril 1983). — Discussion le 21 avril 1983. — Adoption avec modifications le 21 avril 1983. — Proposition de loi n° **344**.

Sénat (deuxième lecture), n° **267** (1982-1983), dépôt le 22 avril 1983. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Jean Cluzel. — Rapport n° **334** (1982-1983). — Discussion les 24 et 25 mai 1983. — Adoption avec modifications le 25 mai 1983. — Proposition de loi n° **114** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1524**, dépôt le 25 mai 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 28 mai 1983] (p. 1602).

Bureau [*J.O.* du 8 juin 1983] (p. 1724).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Dominique Taddei. — Rapport n° **1555** (7 juin 1983). — Discussion le 13 juin 1983. — Adoption avec modifications le 13 juin 1983. — Proposition de loi n° **379**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean Cluzel. — Rapport n° **370** (1982-1983) (7 juin 1983). — Discussion le 16 juin 1983. — Adoption définitive le 16 juin 1983. — Projet de loi n° **144** (1982-1983).

Loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 publiée au *J.O.* du 2 juillet 1983 (p. 2007). — Rectificatif (*J.O.* du 30 septembre 1983) (p. 2902).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [21 avril 1983] (p. 464).

Banalisation des caisses d'épargne : *Proriol (Jean)* (p. 471).

Contingent Minjoz : *Barnier (Michel)* (p. 467) ; *Mercieca (Paul)* (p. 468) ; *Proriol (Jean)* (p. 472).

Démocratisation des caisses d'épargne : *Taddei (Dominique)* (p. 464) ; *Mercieca (Paul)* (p. 468) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 470, 474) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 470) ; *Proriol (Jean)* (p. 471) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 473).

Epargne-logement : *Barnier (Michel)* (p. 466).

Epargne populaire et épargne longue : *Barnier (Michel)* (p. 466) ; *Mercieca (Paul)* (p. 468) ; *Proriol (Jean)* (p. 471).

Financement des prêts aux collectivités locales : *Barnier (Michel)* (p. 466) ; *Mercieca (Paul)* (p. 468) ; *Proriol (Jean)* (p. 472) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 474).

Livret d'épargne populaire : *Barnier (Michel)* (p. 467) ; *Mercieca (Paul)* (p. 468).

Statut des personnels des caisses d'épargne : *Taddei (Dominique)* (p. 464) ; *Mercieca (Paul)* (p. 468).

Politique de l'épargne : *Barnier (Michel)* (p. 466).

Relations entre les caisses d'épargne et la caisse des dépôts et consignations : *Taddei (Dominique)* (p. 464).

Rémunération du livret A : *Barnier (Michel)* (p. 466) ; *Mercieca (Paul)* (p. 468) ; *Proriol (Jean)* (p. 472).

Retard dans la procédure législative : *Barnier (Michel)* (p. 465) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 469) ; *Proriol (Jean)* (p. 471).

Vote ou dénaturation du présent texte par le Sénat : *Taddei (Dominique)* (p. 464) ; *Barnier (Michel)* (p. 465) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 470) ; *Proriol (Jean)* (p. 471) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 473).

Discussion des articles [21 avril 1983] (p. 474, 494).

Article 1er : amendement n° 69 de M. Gilbert Gantier (suppression de la phrase précisant que les caisses d'épargne et de prévoyance sont des établissements de crédit à but non lucratif) ; défense des épargnants ; rejeté ; amendement n° 17 de la commission (objet des caisses d'épargne) : adopté (p. 475) ; amendement n° 1 de M. Michel Barnier (précisant que les caisses d'épargne sont habilitées à consentir des prêts aux personnes physiques et aux collectivités locales) : retiré ; amendement n° 18 de la commission soutenu par M. François Mortelette (suppression de la possibilité donnée aux caisses d'épargne d'exercer toutes autres activités définies par décret) : adopté ; amendement n° 70 de M. Gilbert Gantier (précisant que les caisses d'épargne et de prévoyance sont des établissements à but non lucratif) : devenu sans objet (p. 476) ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : amendement n° 2 de M. Michel Barnier (possibilité pour deux régions de se regrouper pour créer une Sorefi) : retiré ; amendements n° 19 de la commission et n° 3 de M. Michel Barnier (nature des Sorefi) : adoptés (p. 477) ; amendement n° 4 de M. Michel Barnier (représentation des collectivités locales au sein des conseils de surveillances des Sorefi) ; amendement n° 20 de la commission (précisant que les Sorefi représentent les caisses d'épargne et de prévoyance pour les questions d'intérêt régional) ; amendement n° 4 retiré ; amendement n° 20 adopté ; amendement n° 21 de la commission (possibilité pour plusieurs Sorefi de créer entre elles des groupements de moyens) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 : rôle du Cencep (p. 478) ; amendement n° 5 de M. Michel Barnier (élection des représentants des caisses d'épargne et

de prévoyance au Cencep par et parmi les membres des conseils d'orientation et de contrôle) : retiré ; amendement n° 22 de la commission (suppression de l'alinéa relatif à la création de toute société utile au développement des activités financières du réseau) ; amendement n° 6 de M. Michel Barnier (possibilité pour le Cencep de créer toute société de services utile au développement des activités du réseau) ; amendement n° 22 adopté ; amendement n° 6 devenu sans objet ; amendement n° 23 de la commission (appellation future des actuels conseils d'administration : conseils d'orientation) (p. 479) ; adopté ; amendement n° 7 de M. Michel Barnier (dotations prélevées sur le fonds de réserve et de garantie) ; gestion des fonds du livret A ; rejeté ; amendement n° 8 de M. Michel Barnier (organisation du fonctionnement du Cencep par décret) ; amendement n° 24 de la commission (même objet) (p. 480) ; refus de la commission de prévoir une période transitoire rigide (p. 481) ; amendement n° 8 retiré ; amendement n° 24 adopté après rectification ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 : adopté.

Article 7 : désignation éventuelle d'un commissaire du gouvernement ; amendement n° 5 de la commission (précisant que les caisses d'épargne sont administrées par un directoire ou un directeur général unique) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (composition du directoire) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (conseil d'orientation et de surveillance) : adopté ; amendement n° 71 de M. Gilbert Gantier (caractère facultatif de l'existence d'un ou plusieurs conseils consultatifs) (p. 482) ; démocratisation des conseils d'administration (p. 483) ; rejeté ; amendement n° 28 de la commission (place des conseils consultatifs au sein des caisses d'épargne et de prévoyance) : adopté ; amendement n° 9 de M. Michel Barnier (modalités d'institution des conseils consultatifs) ; amendement n° 29 de la commission (institution des conseils consultatifs selon les modalités fixées par les statuts de chaque caisse) ; amendement n° 9 rejeté ; amendement n° 29 adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : supprimé par le Sénat : amendement n° 30 de la commission (électorat et éligibilité au conseil consultatif) (p. 484) ; frais de gestion des caisses d'épargne ; adopté ;

— en conséquence, l'article 8 est ainsi rétabli.

Article 9 (p. 485) ; amendement n° 31 de la commission (conseil d'orientation et de surveillance) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 10 de M. Michel Barnier (composition du conseil d'orientation et de surveillance) : retiré ; amendement n° 33 de la commission (même objet) ; sous-amendement n° 68 de M. Dominique Taddei, à titre personnel, (de précision) ; amendement n° 11 de M. Michel Barnier (composition des conseils d'orientation et de surveillance : représentation des conseils généraux) (p. 486) ; sous-amendement n° 68 adopté ; amendement n° 33 adopté après modification ; en conséquence, l'amendement n° 11 devient sans objet ; amendement n° 34 de la commission (mode de scrutin) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (représentation des déposants) ; amendement n° 72 de M. Gilbert Gantier (représentation des déposants) (p. 487) ; représentation des offices d'H.L.M. ; amendement n° 35 adopté ; en conséquence, l'amendement n° 72 devient sans objet ; amendement n° 36 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (répartition des sièges au sein du conseil) (p. 488) ; adopté ; en conséquence, l'amendement n° 12 de M. Michel Barnier devient sans objet ; amendement n° 38 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (indemnisation des fonctions de membre des conseils d'orientation et de surveillance) (p. 489) ; adopté ; amendement n° 40 de la commission (de concordance) : adopté ; amendement n° 74 de M. Dominique Taddei, à titre personnel (de coordination) : adopté ; amendement n° 41 de la commission (de concordance) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 9 bis : amendement n° 42 de la commission (de suppression) ; rôle des actuels conseils d'administration (p. 494) ; volonté du gouvernement d'éliminer les actuels administrateurs de caisses d'épargne (p. 495) ; compétence des actuels administrateurs (p. 496) ; adopté ;

— en conséquence, l'article 9 bis est supprimé et l'amendement n° 66 de M. Michel Barnier devient sans objet.

Article 10 : amendement n° 43 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 13 de M. Michel Barnier (suppression de la référence à la consultation du directoire ou du directeur général) ; gestion des caisses d'épargne ; retiré ; amendement n° 44 de la commission (contrôle de l'application des orientations générales de la caisse d'épargne et de prévoyance par le conseil d'orientation et de contrôle) (p. 497) ; sous-amendement n° 75 de M. Michel Barnier (contrôle d'une manière collective) ; sous-amendement n° 76 de M. Michel Barnier (suppression de la référence au contrôle permanent) ; sous-amendements n° 75 et 76 retirés ; amendement n° 44 adopté ; amendement n° 67 de M. Michel Barnier (notion de travail collectif) : retiré ; amendement n° 14 de M. Michel Barnier (suppression de la référence à la notion de contrôle permanent) : retiré ; amendement n° 45 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 46 de la commission (absence de contrôle sur les actes de gestion courante) : adopté ; amendement n° 47 de la commission (révocation motivée du directeur général ou des membres du directoire) (p. 498) adopté ; amendement n° 15 de M. Michel Barnier (avis conforme motivé du Cencep en cas de révocation du directeur général ou des membres du directoire) : rejeté ; amendement n° 48 de la commission (possibilité pour les membres élus par les salariés de participer aux délibérations et votes concernant le directeur général ou les membres du directoire) ; risque d'introduire un ferment de troubles dans le fonctionnement des caisses d'épargne ; soviétisation des caisses d'épargne (p. 499) ; adopté ; amendement n° 49 de la commission (suppression du dernier alinéa de cet article relatif à l'appel porté devant le Cencep) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 10 bis : amendement n° 50 de la commission (de suppression adopté ;

— en conséquence, l'article 10 bis est supprimé.

Article 11 : amendement n° 51 de la commission (de conséquence) (p. 500) ; adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 : amendement n° 52 de la commission (délai de trois mois dans lequel doivent être pris des décrets en conseil d'Etat) : adopté ; amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 54 de la commission (élaboration des futurs statuts) : adopté après rectification ; amendement n° 55 de la commission (substitution du commissaire de la République aux organes dirigeants pour assurer la mise en conformité des statuts) : amendement n° 73 de M. Gilbert Gantier (dissolution du conseil d'administration par le ministre de l'économie et des finances et administration de la caisse par une commission désignée par le commissaire de la République) (p. 501) ; absence de « coup de force étatique » ; amendement n° 55 adopté ; en conséquence, amendement n° 73 devient sans objet ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 14 : élections professionnelles (p. 502) ; élections à la commission supérieure des caisses d'épargne ; amendement n° 56 de la commission (composition de la commission paritaire nationale) ; augmentation du nombre des membres de cette commission ; adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 14.

Article 15 (p. 503) ; amendement n° 57 de la commission (majorité requise pour la conclusion d'accords par la commission) ; amendement n° 16 de M. Michel Barnier (même objet) ; amendement n° 16 retiré ; amendement n° 57 adopté ; amendement n° 58 de la commission (suppression de l'alinéa relatif à la durée des accords et à la procédure suivie en cas de désaccord persistant pendant une année) ; renégociation périodique ; adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 : dispositions statutaires et régime de retraite (p. 504) ; amendement n° 59 de la commission maintien des dispositions statutaires et des régimes de retraite en vigueur à la date de promulgation de la présente loi) ; sous-amendement n° 77 du gouvernement (rédactionnel) ; sous-amendement n° 78 du gouvernement (mise en place d'une formation arbitrale) ; sous-amendement n° 79 du gouvernement (suppression de l'alinéa relatif à l'abrogation des clauses dérogatoires) ; sous-amendement n° 80 de M. Parfait Jans (abrogation des clauses dérogatoires) (p. 505) ; procédure de conciliation ; définition de la partie des statuts devant obligatoirement faire l'objet d'une révi-

sion ; nécessité d'étendre au maximum le champ de la négociation contractuelle (p. 506) ; sous-amendements n° 77, 78 et 79 adoptés ; en conséquence, sous-amendement n° 80 devenu sans objet ; amendement n° 59, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 16.

Article 17 bis : adopté.

Article 18 B (p. 507) ; amendement n° 60 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 61 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 18 B, ainsi modifié, adopté.

Article 18 C : amendement n° 62 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 63 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 64 de la commission (communication du bilan social) : adopté ; amendement n° 65 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 18 C, ainsi modifié, adopté.

Article 19 : adopté.

Article 20 : adopté (p. 508).

Explications de vote :

Attitude de l'opposition : *Emmanuelli (Henri)* (p. 510).

Circuits d'épargne : *Barnier (Michel)* (p. 509) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 511).

Démocratisation des caisses d'épargne : *Jans (Parfait)* (p. 510).

Personnel des caisses d'épargne : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 509) ; *Jans (Parfait)* (p. 510) ; *Barnier (Michel)* (p. 551).

Vote hostile du groupe RPR : *Barnier (Michel)* (p. 509).

Vote hostile du groupe UDF : *Gantier (Gilbert)* (p. 509).

Vote positif du groupe communiste : *Jans (Parfait)* (p. 510).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 511).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [13 juin 1983] (p. 2451).

Anciens administrateurs des caisses d'épargne (situation des) : *Taddei (Dominique)* (p. 2452).

Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (C.E.E.N.C.E.P.) : *Taddei (Dominique)* (p. 2451).

Composition et rôle des conseils d'administration et de surveillance : *Taddei (Dominique)* (p. 2451) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2452).

Nouveau réseau des caisses d'épargne : *Taddei (Dominique)* (p. 2451) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2452).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 2453) et (p. 2454).

Explications de vote :

Abstention du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 2455).

Nécessaire réforme des circuits d'épargne : *Taddei (Dominique)* (p. 2455).

Vote positif du groupe communiste : *Jans (Parfait)* (p. 2455).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2455).

6. — Projet de loi n° 1781 relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit.

Sénat (première lecture), n° **486** (1982-1983), dépôt le 7 juillet 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Urgence déclarée. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Yves Durand. — Rapport n° **40** (1983-1984) (26 octobre 1983). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Etienne Dailly. — Avis n° **42** (1983-1984) (27 octobre 1983). — Discussion les 3 et 4 novembre 1983. — Adoption le 4 novembre 1983. — Projet de loi n° **16** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) n° **1781**, dépôt le 7 novembre 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan. — Rapporteur : M. Raymond Douyère (17 novembre 1983). — Rapport n° **1846** (30 novembre 1983). — Discussion les 7 et 8 décembre 1983. — Deuxième délibération (art. 19, 24, 85). — Adoption le 8 décembre 1983. — Projet de loi n° **492**.

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 13 décembre 1983] (p. 3586).

Bureau [*J.O.* du 14 décembre 1983] (p. 3598).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Yves Durand. — Rapport n° **123** (1983-1984) (13 décembre 1983). — Discussion le 20 décembre 1983.. — Adoption le 20 décembre 1983. — Projet de loi n° **58** (1983-1984).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Raymond Douyère. — Rapport n° **1878** (13 décembre 1983). — Discussion le 20 décembre 1983. — Adoption définitive le 20 décembre 1983. — Projet de loi n° **511**.—

Saisine du Conseil constitutionnel : (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 19 janvier 1984 [*J.O.* du 20 janvier 1984] (p. 351).

Loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 publiée au *J.O.* du 25 janvier 1984 (p. 390).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [7 décembre 1983] (p. 6106, p. 6135).

Banques étrangères : *Douyère (Raymond)* (p. 6107, 6108).

Banque de France (pouvoirs de la) : *Douyère (Raymond)* (p. 6106) ; *Douroux (Lucien)* (p. 6110) ; *Berson (Claude)* (p. 6118) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6121) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6137) ; *Delors (Jacques)* (p. 6141).

Banque de France (structures de la) : *Berson (Michel)* (p. 6120) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6121, 6122).

Banque de France et Trésor : *Noir (Michel)* (p. 6117) ; *Berson (Claude)* (p. 6118) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6121) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6136) ; *Delors (Jacques)* (p. 6141).

Commission bancaire : *Douyère (Raymond)* (p. 6108) ; *Douroux (Lucien)* (p. 6110) ; *Berson (Claude)* (p. 6119) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6121) ; *Jans (Parfait)* (p. 6136) ; *Delors (Jacques)* (p. 6141).

Comité de la règlementation bancaire : *Delors (Jacques)* (p. 6114) ; *Noir (Michel)* (p. 6117) ; *Berson (Claude)* (p. 6118) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6137).

Conseil National du Crédit : *Douyère (Raymond)* (p. 6156, 6108) ; *Douroux (Lucien)* (p. 6110) ; *Delors (Jacques)* (p.6114, 6141) ; *Noir (Michel)* (p. 6116) ; *Berson (Michel)* (p. 6119) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6121).

Crédit gratuit : *Douyère (Raymond)* (p. 6109) ; *Delors (Jacques)* (p. 6115).

Crédit Municipal : *Douyère (Raymond)* (p. 6107).

Crédit Mutuel : *Delors (Jacques)* (p. 6140).

Droit au compte : *Douyère (Raymond)* (p. 6108) ; *Douroux (Lucien)* (p. 6110) ; *Delors (Jacques)* (p. 6115, 6140) ; *Noir (Michel)* (p. 6116) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6136).

Entreprises (financement des) : *Douyère (Raymond)* (p. 6108) ; *Delors (Jacques)* (p. 6111, 6115, 6139) ; *Balmigère (Paul)* (p. 6138, 6139).

Epargne (instruments et réseaux d') : *Douyère (Raymond)* (p. 6107) ; *Delors (Jacques)* (p. 6112).

Epargne (politique de l') : *Delors (Jacques)* (p. 6112).

Etablissement de crédit (notion d') : *Douyère (Raymond)* (p. 6106, 6107).

Etablissements de crédit (classification) : *Douyère (Raymond)* (p. 6107) ; *Douroux (Lucien)* (p. 6110) ;

Etablissements de crédit (représentation des salariés) : *Jans (Parfait)* (p. 6135, 6136) ; *Balmigère (Paul)* (p. 6139).

Intermédiaires financiers (coût des) : *Delors (Jacques)* (p. 6113, 6115).

Modernisation du système bancaire : *Delors (Jacques)* (p. 6113).

Nationalisation des banques : *Delors (Jacques)* (p. 6111) ; *Noir (Michel)* (p. 6116) ; *Foyer (Jean)* (p. 6138).

Papier commercial : *Douyère (Raymond)* (p. 6107) ; *Delors (Jacques)* (p. 6139).

Politique monétaire (autorités compétentes) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6121, 6122).

Relations avec la clientèle : *Douyère (Raymond)* (p. 6106, 6109) ; *Delors (Jacques)* (p. 6114, 6115).

Réseau bancaire international : *Douyère (Raymond)* (p. 6106).

Réseau mutualiste et coopératif : *Douyère (Raymond)* (p. 6106) ; *Delors (Jacques)* (p. 6112) ;

Réseaux (décloisonnement des) : *Douroux (Lucien)* (p. 6109) ; *Delors (Jacques)* (p. 6113, 6139, 6140) ; *Berson (Claude)* (p. 6118).

Réseaux (spécificité des) : *Delors (Jacques)* (p. 6113).

Risque bancaire : *Douyère (Raymond)* (p. 6106) ; *Delors (Jacques)* (p. 6115) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6137).

Système bancaire et collectivités territoriales : *Berson (Claude)* (p. 6119, 6120) ; *Jans (Parfait)* (p. 6135) ; *Delors (Jacques)* (p. 6115, 6140).

Système bancaire (mainmise politique sur le) : *Noir (Michel)* (p. 6117) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 6121) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6136) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6137) ; *Foyer (Jean)* (p. 6138).

Vote favorable du groupe communiste : *Jans (Parfait)* (p. 6136).

Vote favorable du groupe socialiste : *Berson (Claude)* (p. 6120).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Noir (Michel)* (p. 6117) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6136).

Discussion des articles [7 décembre 1983] (p. 6144) ; [8 décembre 1983] (p. 6173-6201).

Titre Ier : *définition des établissements de crédit et conditions d'exercice de leur activité*

Chapitre Ier : *définition des établissements de crédit et des opérations de banque*

Article 1er *(définition des établissements de crédit)* (p. 6144) : amendement n° 88 de M. Michel Noir (définition des banques) ; conformité de la notion d'établissement de crédit avec les directives européennes ; rejeté ;

— article 1er, adopté.

Article 2 *(définition des fonds reçus du public)* : amendement n° 89 de M. Michel Noir (définition des fonds reçus du public) : rejeté ; amendement n° 75 de M. Jean Foyer (exclusion de la définition des fonds reçus du public des fonds versés en compte par les personnes détenant 10 % du capital social) ; amendement n° 48 du Gouvernement (exclusion de la définition des fonds reçus du public des versements des associés et des actionnaires ne dépassant pas 5 % du capital social) (p. 6145) ; amendement n° 75 : rejeté ; amendement n° 48 : adopté ; amendement n° 1 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article (catégorie de fonds n'appartenant pas par nature à la catégorie des fonds reçus du public) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 *(définition des opérations de crédit)* : amendement n° 90 de M. Michel Noir (définition des opérations de crédit) ; rapport de confiance entre prêteur et emprunteur ; rejeté ; amendement n° 2 de la commission (de précision) ; crédit-bail ; adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 *(définition des moyens de paiement)* : vide juridique en ce qui concerne les moyens modernes de transfert de fonds (p. 6146) ; transactions électroniques ; système de carte ; adopté.

Article 5 *(opérations connexes que peuvent effectuer les établissements de crédit)* : amendement n° 91 de M. Michel Noir (conditions dans lesquelles les établissements de crédit peuvent effectuer des opérations connexes) ; énumération de ces opérations ; rejeté ; amendement n° 3 de la commission (supprimant le 3e alinéa de cet article) ; opérations portant sur les chèques, effets, valeurs ou billets (p. 6147) ; adopté ; amendement n° 76 de M. Jean Foyer (supprimant le 4e alinéa de cet article) ; danger de mentionner parmi les opérations connexes les opérations portant sur des chèques, effets, valeurs ou billets ; retiré ; amendement n° 4 de la commission (supprimant la référence aux experts comptables) application de dispositions particulières en cas d'exercice illégal de la profession d'expert comptable : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *(prises de participation des établissements de crédit)* : adopté.

Article 7 *(activités non bancaires exercées par les établissements de crédit)* : développement de ces activités dans le respect des règles de la concurrence ; amendement n° 102 de M. Michel Noir (énoncé des conditions dans lesquelles les établissements de crédit peuvent exercer des activités non bancaires) (p. 6168) : sociétés de crédit immobilier ; « produits nouveaux » ; rejeté ;

— article 7, adopté.

Article 8 *(organismes n'entrant pas dans le champ d'application de la loi)* : statut de la banque centrale ; rôle de la caisse des dépôts et consignations (p. 6149) ; anéantissement des libertés des banques ; camouflage du déficit budgétaire sous la forme de bons du Trésor ; découragement de l'investissement et de l'expansion des entreprises ; indépendance nationale ; amendement n° 93 de M. Michel Noir (de suppression) ; exception au principe d'universalité ; champ d'application de la loi ; possibilité d'étendre au service financier de la poste, de la caisse des dépôts et des comptables du Trésor, les règlements du comité de la réglementation bancaire ; rejeté ; amendement n° 62 de M. Edmond Alphandéry (application de la loi au service financier de la poste) (p. 6150) ; unification du fonctionnement du système financier ; amendement n° 63 de M. Edmond Alphandéry (application de la loi à la caisse des dépôts et consignations) ; absence de personnalité morale des services financiers de la poste ; caisse des dépôts et consignations comme instrument privilégié au service de l'Etat ; amendements n° 62 et n° 63 : rejetés ; amendement n° 94 de M. Michel Noir (supprimant le 2e alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 64 de M. Edmond Alphandéry (extension des règlements du comité de la réglementation bancaire au Trésor, à la caisse des dépôts et à la poste) : rejeté ;

— article 8, adopté.

Article 9 *(bureau de représentation des établissements étrangers)* (p. 6151) ; exigence de réciprocité ; adopté.

Chapitre II : *interdictions*

Article 10 *(interdiction d'effectuer des opérations de banque)* : spécificité des opérations de banque ; prudence en ce qui concerne le développement des activités financières en France ; ouverture à tous les réseaux du livret d'épargne populaire et des CODEVI ; concurrence à l'intérieur du système financier français ; adopté.

Article 11 *(exceptions aux interdictions d'exercer certaines opérations de banque)* : autorisation des sociétés de réassurance et des agents de change d'effectuer des opérations de banque à titre habituel (p. 6152) ; champ d'application de cet article ; amendement n° 95 de M. Michel Noir (de coordination) ; spéficité du Trésor, des sociétés d'assurances et des agents de change ; rejeté ; amendement n° 49 du Gouvernement (inapplication des interdictions prévues à l'article 10 aux organismes collecteurs du 1 %) ; participation des employeurs à l'effort de construction ; adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 11 bis *(exceptions pour les entreprises aux interdictions d'exercer certaines opérations de banque)* : amendement n° 5 de la commission (supprimant le 4e alinéa de cet article) (p. 6153) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (référence aux sociétés mères et à leurs filiales) ; liens en capital ; adopté ; amendement n° 7 de la commission (possibilité pour une entreprise d'émettre des bons et cartes délivrés pour l'achat auprès d'elle d'un bien ou d'un service déterminé) : adopté ;

— article 11 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 12 *(interdiction applicable aux personnes frappées de certaines condamnations et aux faillis non réhabilités)* : caractère sybillin de l'expression « infraction à la législation des changes » (p. 6154) ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 96 de M. Michel Noir (supprimant la référence à la législation sur les changes) : retiré ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 *(interdiction de l'utilisation de la dénomination d'établissement de crédit)* : adopté.

Chapitre III : *agrément*

Article 14 *(délivrance de l'agrément par les comités des établissements de crédit)* : amendement n° 98 de M. Michel Noir (modalités de délivrance de cet agrément) ; dispositions de cet article relevant du domaine réglementaire (p. 6155) ; directive de la communauté économique européenne obligeant à plus de précision dans l'énoncé des con-

ditions de l'agrément ; rejeté ; amendement n° 77 de M. Jean Foyer (supprimant la référence aux apporteurs du capital social) ; parrainage des établissements étrangers ; rejeté ; amendement n° 99 de M. Michel Noir (règle de réciprocité comme condition d'établissement des banques étrangères en France) ; risque de prolifération des banques étrangères en France ; difficultés pour les banques françaises de s'implanter à l'extérieur (p. 6156) ; adopté ; amendement n° 160 de M. Edmond Alphandéry (motivation des décisions refusant l'agrément) ; possibilité pour le demandeur de faire appel ; amendement n° 161 de M. Edmond Alphandéry (possibilité pour l'entreprise de faire appel auprès du conseil national du crédit en cas de refus d'agrément) ; recours pour excès de pouvoir contre les règlements du comité de la réglementation bancaire et les décisions du comité des établissements de crédit ; amandements n° 160 et n° 161 : rejetés ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 *(capital minimum des établissements de crédits)* : installation en France d'établissements dont le siège social est à l'étranger ; exigence d'un capital minimum pour qu'un établissement de crédit puisse être agréé ; sous capitalisation des banques (p. 6157) ; position des banques du point de vue du montant des dépôts et des crédits ; profit ; amendement n° 100 de M. Michel Noir (dérogation à la règle du capital minimum) ; dotation spécifique pour l'implantation d'une banque étrangère en territoire français ; égalité entre les banques nationales et les banques étrangères ; rejeté ;

— article 15, adopté.

Article 16 *(direction des établissements de crédit)* : amendement n° 101 de M. Michel Noir (direction des établissements de crédit par deux personnes ayant exercé une activité professionnelle dans un établissement de crédit pendant au moins cinq exercices complets consécutifs) ; nomination d'un ambassadeur à la tête de la C.G.E. ; présidence de la Cour des Comptes par M. Chandernagor (p. 6158) ; cas des banques coopératives ; rejeté ;

— article 16, adopté,

Article 17 *(catégories d'établissements de crédit)* : adhésion des sociétés financières à l'association professionnelle des établissements financiers ; conséquence de cette adhésion sur le statut des salariés ; banalisation de l'activité bancaire et des instruments de collecte de l'épargne (p. 6159) ; obligation pour les banques de reverser 50 p. 100 des fonds collectés sur le C.O.D.E.V.I. pour alimenter le fonds industriel de modernisation ; régionalisation de l'épargne ; vocation des banques à prêter à l'industrie ; amendement n° 103 de M. Michel Noir (supprimant l'agrément en qualité de caisse d'épargne et de prévoyance) ; amendement n° 104 de M. Michel Noir (supprimant l'agrément en qualité de caisse de crédit municipal) ; amendement n° 105 de M. Michel Noir (supprimant l'agrément en qualité d'institution financière spécialisée) ; délivrance de l'agrément par le comité des établissements de crédit ; absence de pouvoir d'appréciation du comité ; obligation d'une procédure d'agrément par une autorité unique en vertu d'une directive européenne ; amendements n° 103, n° 104 et n° 105 : retirés ;

— article 17, adopté.

Article 18 *(retrait de l'agrément)* (p. 6160) : amendement n° 162 de M. Edmond Alphandéry (motivation du retrait d'agrément) : retiré ; amendement n° 163 de M. Edmond Alphandéry (possibilité pour l'établissement auquel l'agrément a été retiré de faire appel auprès du conseil national du crédit) ; fonction juridictionnelle de ce conseil ; procédure d'appel des décisions prises par le comité de la réglementation bancaire et les comités des établissements de crédit devant le Conseil d'État ; rejeté ;

— article 18, adopté.

Chapitre IV : *organes centraux*

Article 19 *(organisme ayant la qualité d'organe central)* : caisses de crédit municipal ; coexistence de la Caisse nationale de crédit agricole et de la Fédération nationale du crédit agricole ; amendement n° 156 de M. Michel Noir (considérant comme organe central l'organisme prévu en ce qui concerne les caisses de crédit municipal) (p. 6161) ; caisses libres ; adopté après rectification ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 *(fonctions des organes centraux)* : non affiliation des caisses régionales de crédit agricole à la caisse nationale de crédit agricole ; amendement n° 106 de M. Michel Noir (de suppression) ; diversité des réseaux mutualistes (p. 6162) ; contrôle de la commission bancaire ; maintien des prérogatives et des spécificités propres à chaques réseau ; rejeté ; amendement n° 65 de M. Edmond Alphandéry (supprimant les 3e et 4e alinéas de cet article) ; rôle de représentation des organes centraux des établissements de crédit auprès des pouvoirs publics ; tutelle des organes centraux sur les établissements de crédit ; spéficité des réseaux ; rejeté ;

— article 20, adopté.

Article 21 *(concours apporté par l'organe central à la commission bancaire)* (p. 6163) : amendement n° 66 de M. Edmond Alphandéry (de suppression) ; nécessité pour les organes centraux de participer à l'application des dispositions législatives et réglementaires régissant les établissements de crédit ; rejeté ;

— article 21, adopté

Chapitre V : *organisation de la profession*

Article 22 *(organisation de la profession)* : amendement n° 107 de M. Michel Noir (obligation pour tout établissement de crédit d'adhérer à l'association française des établissements de crédit) ; construction à deux étages ; adhésion à l'association française des banques ; statut de l'A.F.E.C. ; respect des structures mutualistes ou coopératives (p. 6164) ; rejeté ; amendement n° 39 de M. Parfait Jans (respect par l'A.F.E.C. des spécificités des établissements de crédit) ; conditions de travail dans l'hémicycle ; caisses d'épargne comme interlocuteur privilégié des collectivités locales ; coopération entre les différents réseaux ; retiré ; amendement n° 40 de M. Parfait Jans (coopération entre les réseaux) ; compétence de l'association française des établissements de crédit pour émettre des recommandations ; sous-amendement du Gouvernement (recommandations de l'association française des établissements de crédit en vue notamment de favoriser la coopération entre réseaux) ; sous-amendement : adopté ; amendement n° 40, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 108 de M. Michel Noir (rôle de l'association française des établissements de crédit) ; mobilité des personnels à l'intérieur du secteur bancaire (p. 6165) ; notion de liberté du travail ; augmentation de salaires dans une grande banque parisienne en mai 1981 ; sabotage des nationalisations ; rejeté (p. 6166) ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 23 : amendement n° 67 de M. Edmond Alphandéry (fixation par la deuxième loi de Plan des orientations quantitatives de la politique monétaire) ; programmation dans la deuxième loi de Plan des orientations en matière de prélèvements obligatoires ; contrôle monétaire commme moyen de lutte contre l'inflation (p. 6173) ; fixation de la progression de la masse monétaire ; débat politique monétaire dans le cadre des lois de finances ; aléas de la conjoncture internationale ; rejeté ; amendement n° 68 de M. Edmond Alphandéry (vote par le Parlement de la norme d'augmentation de la masse monétaire) ; critique de la fixation par le Parlement du volume des prêts et avances de l'institut d'émission à l'État ; souscription des bons du Trésor en compte courant ; refinancement des effet privés (p. 6174) ; recours à la procédure de loi organique pour fixer une norme monétaire dans la loi de finances ; nature de l'économie mixte ; avances de la Banque de France au Trésor ; assainissement à court terme de l'économie ; contrôle et régulation de la masse monétaire ; rejeté (p. 6175).

Titre II : *élaboration et mise en œuvre des règles applicables aux établissements de crédit*

Chapitre Ier : *conseil national du crédit*

Article 23 *(compétences du conseil national du crédit)* : amendement n° 9 de la commission (missions du conseil national du crédit) ; possibilité pour ce conseil de demander à la Banque de France de lui fournir les informations utiles à ses travaux ; adopté ; amendement n° 41 de M. Parfait Jans (étude par le conseil national du crédit des crédits destinés à l'investissement et à la modernisation des entreprises) ; détermination des obligations du conseil national du crédit en fonction des orientations du IXe Plan ; priorités nationales ; socialisation de l'économie ; délaissement de l'industrie jusqu'en 1981 (p. 6176) ; retiré ; amendement n° 10 de la commission (possibilité pour le ministre chargé de l'économie de saisir pour avis le conseil national du crédit sur les projets de loi ou de décret entrant dans son champ de compétences) ; conseil national du crédit comme organisme

de consultation ; adopté ; amendement n° 109 de M. Michel Noir (établissement par le conseil national du crédit d'un rapport annuel au Président de la République et au Parlement) ; endettement de l'État et des entreprises publiques ; possibilité pour le Parlement de connaître la situation financière de l'État et des entreprises publiques par le canal des commissions des finances ; rejeté ; amendement n° 11 de la commission (établissement par le conseil national du crédit d'un rapport public au Président de la République et au Parlement) (p. 6177) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 *(composition du conseil national du crédit)* : amendement n° 69 de M. Edmond Alphandéry (présence dans ce conseil de quatre députés et quatre sénateurs) ; représentation de l'opposition ; problème de la présence dans ce conseil du président et du rapporteur général des commissions des finances des deux assemblées ; conseil national du crédit comme organisme de concertation (p. 6178) ; rejeté ; amendement n° 164 de M. Edmond Alphandéry (nomination sur proposition de l'assemblée permanente des présidents de conseils généraux, d'un des représentants des régions et des départements et territoires d'outre-mer) ; rôle de la région en matière de développement économique et social ; rejeté ; amendement n° 110 de M. Michel Noir (désignation par les chambres consulaires des représentants des activités économiques) ; amendement n° 165 de M. Edmond Alphandéry (nomination sur proposition de l'assemblée des chambres de commerce et d'industrie et de l'assemblée des chambres d'agriculture des représentants des activités économiques) ; domaine de la loi et du règlement ; amendement n° 110 : retiré ; amendement n° 165 : retiré ; amendement n° 111 de M. Michel Noir (présence au sein du conseil national du crédit des représentants des organisations syndicales des banques et établissements de crédit) (p. 6179) ; ouverture du conseil national du crédit à des représentants d'organisations syndicales autres que bancaires ; refus de la dimension corporative du conseil national du crédit ; rejeté ; amendement n° 112 de M. Michel Noir (présence dans ce conseil de deux représentants de l'A.F.E.C.) ; assurance de voir représenter les chefs d'entreprise bancaire ; représentation de l'A.F.E.C. au comité de la réglementation bancaire ; retiré ;

— article 24, adopté.

Article 25 *(modalités de fonctionnement du conseil national du crédit)* : amendement n° 12 de la commission (fonctionnement du conseil national du crédit) ; sous-amendement n° 70 de M. Edmond Alphandéry (réunions du conseil national du crédit) (p. 6180) ; renforcement de ses pouvoirs ; instance de concertation ; domaine de la loi et du règlement ; question de la représentation au C.N.C. du président et des rapporteurs généraux de la commission des finances des deux assemblées ; auto-saisine du conseil national du crédit ; avis du C.N.C. avant l'ouverture de la discussion budgétaire (p. 6181) ; absence d'études sur les perspectives de la politique monétaire ; concertation entre le Gouvernement, le conseil national du crédit et le Parlement ; réunions du C.N.C. et de la commission des comptes de la nation avant le dépôt du projet de loi de finances sur le bureau de l'Assemblée nationale ; demande d'annexer au rapport économique et financier l'avis du C.N.C. sur la politique monétaire ; connaissance par les parlementaires des travaux du C.N.C. avant l'examen du projet de loi du finances ; sous-amendement n° 70 : retiré ; amendement n° 12 : adopté.

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 25 : amendement n° 13 de la commission (mise à la charge de la Banque de France des frais de fonctionnement du conseil national du crédit) ; sous-amendement n° 50 du Gouvernement (attribution de ressources financières propres au conseil national du crédit) ; sous-amendement n° 71 de M. Edmond Alphandéry (nomination par la Banque de France du secrétaire général du conseil national du crédit) (p. 6182) ; participation de l'institut d'émission aux dépenses de fonctionnement du conseil national du crédit ; qualité du travail législatif ; suppression des contre-pouvoirs au profit du ministre de l'économie, des finances et du budget ; domestication du gouverneur de la Banque de France ; impossibilité pour la Banque de France de procéder à des nominations ; équilibre des pouvoirs entre le secrétaire général du C.N.C., le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France ; sous-amendement n° 50 : adopté ; sous-amendement n° 71 : rejeté ; amendement n° 13, ainsi modifié, adopté (p. 6183) ; amendement n° 14 de la commission (possibilité pour le C.N.C. de constituer en son sein des groupes de travail ou d'études) ; possibilité pour ce conseil de demander à la Banque de France de lui fournir les informations nécessaires à ses travaux ; introduction dans le corps de la loi de dispositions d'ordre réglementaire ; reconnaissance au conseil national du crédit d'une certaine capacité d'initiative ; adopté.

Chapitre II : *comité de la réglementation bancaire et comité des établissements de crédit*

Article 26 *(création du comité de la réglementation bancaire et du comité des établissements de crédit)* : amendement n° 114 de M. Michel Noir (nomination des membres du comité de la règlementation bancaire et du comité des établissements financiers au sein du conseil national du crédit) ; pouvoir réglementaire du comité de la réglementation bancaire ; conseil national du crédit comme organe de concertation (p. 6184) ; choix par le ministre des finances des membres de ces comités ; rejeté ; amendement n° 42 de M. Parfait Jans (transmission aux parlementaires du rapport établi par ces comités) : retiré ;

— article 26, adopté.

Après l'article 26 : amendement n° 72 de M. Edmond Alphandéry (nomination par le Président de la République du gouverneur de la Banque de France pour une durée de cinq ans) ; indépendance de l'autorité monétaire ; dévaluations ; loi du 3 janvier 1973 ; interprétation par le ministre des finances des propos de M. Edmond Alphandéry sur le gouverneur de la Banque de France (p. 6185) ; systèmes en vigueur à l'étranger ; responsabilité du gouvernement en matière de politique économique : rejeté.

Article 27 *(composition du comité de la réglementation bancaire)* : délégation au comité de la réglementation bancaire d'un véritable pouvoir réglementaire ; suppléance des membres de ce comité ; équilibre des pouvoirs entre le ministère des finances et le gouverneur de la Banque de France (p. 6186) ; confusion des pouvoirs dans les mains du directeur du Trésor ; amendement n° 116 de M. Michel Noir (supprimant la référence aux orientations définies par le gouvernement) : retiré ; amendement n° 73 de M. Edmond Alphandéry (composition du comité de la réglementation bancaire) ; amendement n° 78 de M. Jean Foyer (même objet) ; amendement n° 51 du Gouvernement (même objet) ; présidence du comité de la réglementation bancaire par le gouverneur de la Banque de France ; détention par ce comité de l'essentiel des pouvoirs dévolus jusqu'alors au conseil national du crédit ; proposition de nommer automatiquement le directeur du Trésor vice-président du comité de la réglementation bancaire (p. 6187) ; critique de la position du ministre au sein de ce comité ; présidence de la commission bancaire par le gouverneur de la Banque de France ; amendements n° 73 ; et n° 78 : rejetés ; amendement n° 51 : adopté ; amendement n° 83 de M. Gilbert Gantier (doublement de la durée du mandat des membres du comité de la réglementation bancaire) ; nécessité de soustraire cette réglementation aux aléas de la conjoncture économique ou politique ; alternance dans la représentation des différentes fédérations syndicales au sein du comité de la réglementation bancaire ; rejeté ; amendement n° 117 de M. Michel Noir (présence d'un représentant des organisations représentatives du personnel des établissements de crédit au sein de ce comité) ; amendement n° 170 du Gouvernemen (même objet) ; (p. 6188) ; amendement n° 117 : rejeté ; amendement n° 170 : adopté ; amendement n° 74 de M. Edmond Alphandéry (choix par le ministre de l'économie et des finances des personnes compétentes pour siéger au comité de la réglementation bancaire) : retiré ; amendement n° 52 du Gouvernement (suppléance au sein de ce comité) ; amendement n° 118 de M. Michel Noir (présidence de ce comité) : retiré ; amendement n° 52 : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 28 *(composition du comité des établissements de crédit)* : amendement n° 171 du Gouvernement (présence dans ce comité d'un représentant des organisations syndicales les plus représentatives) : adopté ; amendement n° 166 de M. Edmond Alphandéry (choix par le ministre de l'économie et des finances sur proposition du gouverneur de la Banque de France, de deux personnes choisies en raison de leur compétence) (p. 6189) ; rapports entre le gouverneur de la Banque de France et le ministre de l'économie et des finances ; rejeté ; amendement n° 119 de M. Michel Noir (modalités d'ajournement des décisions de ce comité) ; dualité de pouvoir au sein du comité des établissements de crédit ; rejeté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Article 29 *(désignation des suppléants des membres du comité de la réglementation bancaire et du comité des établissements de crédit)* : supprimé par le Sénat.

Article 30 *(recours contre les règlements du comité de la réglementation bancaire et les décisions du comité des établissements de crédit)* : amendement n° 16 de la commission (recours devant la juridiction administrative) ; nécessité de ne pas exclure les établissements de crédit de toute forme d'indemnisation ; adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Chapitre III : *réglementation des établissements de crédit*

Article 31 *(Compétences du comité de la réglementation bancaire)* (p. 6190) : amendement n° 120 de M. Michel Noir (supprimant le 4e alinéa de cet article) ; caractère général de la réglementation ; « surbancarisation » ; soumission à autorisation des nouvelles ouvertures de guichet ; rejeté ; amendement n° 121 de M. Michel Noir (supprimant le 6e alinéa de cet article) ; gestion du fichier central des impayés ; nécessité de la concurrence dans le domaine bancaire ; centralisation des incidents de paiement ; rejeté ; amendement n° 79 de M. Jean Foyer (conditions financières et durée des opérations effectuées par les établissements de crédit) (p. 6191) ; difficulté de réglementer les conditions de la concurrence dans le domaine bancaire ; rejeté ; amendement n° 53 du Gouvernement (réglementation, par le comité des établissements de crédit, de l'organisation de services communs) : adopté ; amendement n° 43 de M. Parfait Jans (spécificité des réseaux) : retiré ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Article 32 *(limitation des compétences du comité de la réglementation bancaire)* (p. 6192) : amendement n° 122 de M. Michel Noir (de suppression) ; soumission de l'ouverture d'un guichet a autorisation ; spécificité des réseaux ; rejeté ; amendement n° 54 du Gouvernement (exclusion de la compétence du comité de la réglementation bancaire des caisses d'épargne et de prévoyance et des caisses de crédit municipal) : adopté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 *(adaptation des règlements du comité de la réglementation bancaire)* : amendement n° 123 de M. Michel Noir (de suppression) ; principe de l'égalité devant la loi ; décision du Conseil Constitutionnel conférant valeur constitutionnelle au principe de la liberté d'entreprendre ; prise en compte de la spécificité des réseaux s'agissant des règlements du comité de la réglementation bancaire (p. 6193) ; critère de différenciation entre les établissements de crédit ; rejeté ; amendement n° 124 de M. Michel Noir (possibilité d'assouplissement des règlements du comité de la réglementation bancaire en fonction de l'étendue et des caractéristiques des réseaux) : rejeté ; amendement n° 17 de la commission (substituant au mot « et » le mot « ou » à la fin du 1e alinéa) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (supprimant le second alinéa de cet article) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Article 34 *(mise en œuvre de la réglementation du comité de la réglementation bancaire)* : adopté.

Titre III : *contrôle des établissements de crédit.*

Chapitre 1er : *commission bancaire.*

Article 35 *(institution d'une commission bancaire)* : amendement n° 44 de M. Parfait Jans (respect de la diversité des établissements) : retiré ; amendement n° 125 de M. Michel Noir (supprimant la référence aux règles de bonne conduite) ; commission bancaire en tant que haute autorité (p. 6194) : rejeté ;

— article 35, adopté.

Article 36 *(composition de la commission bancaire)* : amendement n° 126 de M. Michel Noir (exclusion du directeur du Trésor de cette commission) ; demande de représentation de la Cour des comptes dans cette commission ; attribution juridictionnelle de la commission bancaire ; consultation du directeur du Trésor ; rejeté ; amendement n° 19 de la commission (représentant du directeur du Trésor) ; sous-amendement n° 84 de M. Gilbert Gantier (prolongation à 7 ans du mandat des membres de la commission bancaire) ; mécanisme de suppléance ; critique de la suspicion systématique à l'encontre des fonctionnaires du Trésor ; indépendance des membres de cette commission (p. 6195) ; sous-amendement n° 84 rejeté ; amendement n° 19 : adopté ; amendement n° 85 de M. Gilbert Gantier (présence dans cette commission d'un conseiller à la Cour des comptes proposé par le premier président de la Cour des Comptes) ; missions de la Cour des Comptes ; rejeté ; amendement n° 45 de M. Parfait Jans (présence dans cette commission d'un membre choisi en raison de sa compétence en matière bancaire et financière) ; proposition de faire siéger dans cette commission un représentant des fédérations syndicales des cadres, gradés et employés des établissements de crédit ; attitude de la droite et du patronat face au changement ; possibilité de faire appel à un ancien dirigeant de banque ou un ex-responsable syndical ; rejeté ; amendement n° 167 de M. Edmond Alphandéry (nomination par le ministre de l'économie et des finances sur proposition du gouverneur de la Banque de France, des membres choisis pour siéger dans cette commission en raison de leurs compétences) ; proposition d'établissement par le gouverneur de la Banque de France d'une liste de candidats (p. 6196) ; rejeté ; amendement n° 46 de M. Parfait Jans (présence au sein de cette commission d'un représentant des fédérations syndicales des cadres et employés des établissements de crédit) ; rejeté ; amendement n° 20 de la commission (fixation du quorum aux délibérations de la commission bancaire) : adopté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Article 37 *(organisation de la commission bancaire)* : amendement n° 21 de la commission (délibérations périodiques du programme des contrôles sur place) ; contrôles inopinés ; adopté ;

— article 37, ainsi modifié, adopté.

Article 38 *(communication des documents et informations à la commission bancaire)* : adopté.

Article 39 *(droit de suite accordé à la commission bancaire)* : amendement n° 128 de M. Michel Noir (possibilité d'étendre les contrôles sur place aux succursales ou filiales bancaires implantées à l'étranger) : rejeté (p. 6197) ;

— article 39, adopté.

Article 40 *(mise en garde)* : amendement n° 129 de M. Michel Noir (suppression de la référence aux règles de bonne conduite) ; sanction spécifique au secteur des établissements de crédit ; commission bancaire en tant que haute autorité ; solidarité entre les établissements de crédit ; rejeté ;

— article 40, adopté.

Article 41 *(injonctions)* : adopté (p. 6198) ;

Article 42 *(nomination d'un administrateur provisoire)* : amendement n° 131 de M. Michel Noir (possibilité pour l'administrateur provisoire de demander au tribunal de commerce de déclarer la cessation des paiements) ; application du régime général des règlements des difficultés aux banques nationalisées ; rejeté ;

— article 42, adopté.

Article 43 *(sanctions disciplinaires prononcées par la commission bancaire)* : amendement n° 132 de M. Michel Noir (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; possibilité pour la commission bancaire de prononcer une sanction pécuniaire ; omniprésence du directeur du Trésor (p. 6201) ; banques nationalisées ; politique de dissuasion sur les établissements ne respectant les règles du jeu ; rejeté ;

— article 43, adopté.

Article 44 *(nomination d'un liquidateur)* : amendement n° 133 de M. Michel Noir (possibilité pour la commission bancaire de demander au président du tribunal de commerce de nommer un liquidateur) ; droit applicable aux établissements de crédit ; nécessité d'une procédure plus rigoureuse afin d'éviter le dépôt de bilan et la faillite ; rejeté ;

— article 44, adopté.

Article 44 bis *(information des organes centraux)* : adopté.

Article 45 *(nature juridique des décisions de la commission bancaire)* : amendement n° 22 de la commission (supprimant la fin de cet article après la première phrase du premier alinéa) ; possibilité d'un seul recours en cassation à l'encontre des décisions juridictionnelles de la commission bancaire ; adopté ;

— article 45, ainsi modifié, adopté.

Article 46 *(secret professionnel applicable aux personnes participant au contrôle des établissements de crédit)* : adopté ;

Chapitre II : *commissaires du gouvernement*

Article 47 *(nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès des organes centraux et de certains établissements de crédit)*(p. 6602) ; amendement n° 23 de la commission (référence à la mission de l'organe central et des établissements qui lui sont affiliés) ; contrôle d'opportunité effectué par les commissaires du gouvernement ; adopté ; amendement n° 24 de la commission (possibilité pour le ministre de l'économie et des finances de nommer un commissaire du gouvernement auprès des établissements de crédit ayant reçu une mission d'intérêt public) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (définition par décret des modalités d'application du présent article) ; rôle extensif du commissaire du gouvernement ; adopté ;

— article 47, ainsi modifié, adopté.

Titre IV : *protection des déposants et des emprunteurs.*

Chapitre I : *liquidité et solvabilité des établissements de crédit.*

Article 48 *(respect des normes de gestion par les établissements de crédit)* : adopté.

Article 49 *(rôle du gouverneur de la Banque de France en matière de bon fonctionnement du système bancaire)* : rôle de magistère moral de la Banque de France (p. 6203) ; amendement n° 135 de M. Michel Noir : retiré ;

— article 49, adopté.

Chapitre II : *obligations comptables des établissements de crédit — conventions intervenant entre un établissement de crédit et ses dirigeants.*

Article 50 *(publicité des documents comptables)* : amendement n° 26 de la commission (régime applicable aux documents comptables établis par les établissements de crédit) ; introduction par le Sénat de l'obligation d'un double commissariat aux comptes ; adopté ;

— article 50, ainsi modifié, adopté.

Article 50 bis *(présentation consolidée des comptes des établissements de crédit)* : adopté.

Article 51 *(publication des comptes annuels de certains établissements de crédit)* : amendement n° 136 de M. Michel Noir (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; réputation bancaire de la place ; rôle de haute autorité attribué à la commission bancaire (p. 6204) : rejeté ;

— article 51, adopté.

Article 52 *(convention entre un établissement de crédit et certaines personnes qui lui sont liées)* : amendement n° 55 du Gouvernement (établissement d'un rapport spécial dans les établissements dispensés de l'obligation de disposer d'un commissaire aux comptes) : adopté ;

— article 52, ainsi modifié, adopté.

Chapitre II bis : *secret professionnel.*

Article 53 *(secret professionnel applicable aux dirigeants et aux personnels des établissements de crédit)* : amendement n° 137 de M. Michel Noir (supprimant la référence à l'article 378 du code pénal) ; rapport spécial établi par les commissaires aux comptes sur les conventions passées avec les dirigeants et avec les tiers ; critique des propos relatifs « aux malversations du comité d'entreprise » ; propos de M. Jean Deflassieux sur l'absence de justification économique à la nationalisation des banques (p. 6205) ; A.O.P. de la banque ; rejeté ;

— article 53, adopté.

Chapitre III : *relations entre les établissements de crédit et leur clientèle*

Article 54 *(droit à l'ouverture d'un compte de dépôt)* : critères retenus par la Banque de France pour désigner un établissement obligé d'accepter l'ouverture d'un compte bancaire ; politique de la concurrence ; amendement n° 27 de la commission (possibilité pour toute personne qui s'est vu refuser l'ouverture d'un compte de dépôt de demander à la Banque de France de lui désigner un établissement de crédit) ; sous-amendement n° 138 de M. Michel Noir (obligation d'apporter la preuve écrite du refus d'ouverture d'un compte de dépôt) (p. 6206) ; distinction entre le droit au compte et le droit au carnet de chèques ; refus de marginaliser le service financier de la poste ; absence d'autorité hiérarchique de la Banque de France sur la poste ; situation des Français privés de compte bancaire ; contrôle par la Banque de France de la réalité du refus opposé à l'ouverture d'un compte à un particulier (p. 6207) ; sous-amendement n° 138 : rejeté ; amendement n° 27 : adopté ;

— article 54, ainsi modifié, adopté.

Article 55 supprimé par le Sénat *(création d'un comité consultatif chargé d'étudier les problèmes liés entre les établissements de crédit et leur clientèle)* : amendement n° 28 de la commission (mission et composition du comité consultatif chargé d'étudier les problèmes liés aux relations entre les établissements de crédit et leur clientèle) ; distinction entre cette institution et le comité de la réglementation bancaire ou le comité des établissements de crédit (p. 6208) ; adopté ;

— l'article 55, est ainsi rétabli.

Chapitre IV : *crédit d'exploitation aux entreprises*

Article 56 *(réduction ou interruption d'un crédit à durée indéterminée) ;* crédit d'exploitation ; application dans le temps du projet de loi ; amendement n° 139 de M. Michel Noir (de suppression) ; classification des crédits à court terme ; crédits courants ; problème de la qualification de la faute du bénéficiaire du crédit ; situation des P.M.E. (p. 6209) ; rejeté ; amendement n° 140 de M.Michel Noir (référence aux concours nouveaux) ; cas des concours exceptionnels ; rejeté ; amendement n° 29 de la commission (référence au comportement gravement répréhensible du bénéficiaire du crédit) ; critère retenu par la jurisprudence (p. 6210) ; adopté ; amendement n° 80 de M. Jean Foyer : devenu sans objet ; amendement n° 168 de M. Edmond Alphandéry : devenu sans objet ; amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) ; liberté d'appréciation du juge dans la mise en cause de la responsabilité d'établissement du crédit ; adopté ;

— article 56, ainsi modifié, adopté.

Article 57 *(modification de la loi du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises)* : amendement n° 81 de M. Jean Foyer (cas de cessions de créances nées d'un marché public) ; loi Dailly (p. 6211) ; intérêt pour les entreprises de déléguer des créances qu'elles ont sur l'Etat ; rejeté ; amendement n° 59 du Gouvernement (supprimant l'application rétroactive des dispositions de la loi) : adopté ;

— article 57, ainsi modifié, adopté.

Article 57 bis *(caractère interprétatif de certaines dispositions relatives au crédit aux entreprises)* : amendement n° 31 de la commission (caractère interprétatif des dispositions de la loi du 2 janvier 1981) : adopté ;

— article 57 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 58 *(cession ou nantissement de créances relatives au marché de sous-traitance)* : dépôt par le groupe socialiste d'une proposition de loi ayant pour objectif de rectifier la jurisprudence défavorable aux sous-traitants (p. 6212) ; possibilité pour l'entrepreneur principal de nantir des créances correspondant à la totalité du marché ; risque de suppression de la possibilité d'action directe dont bénéficie le sous-traitant auprès du maître d'ouvrage ; possibilité pour l'entrepreneur principal de céder la totalité de sa créance sur le maître d'ouvrage à condition de mettre en place une garantie bancaire au profit du sous-traitant ;

— article 58, adopté.

Article 58 bis *(dispositions relatives au crédit aux entreprises)* : adopté.

Chapitre V : *intermédiaires en opérations de banque*

Article 59 *(définition des intermédiaires en opérations de banque)* : amendement n° 82 de M. Jean Foyer (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 141 de M. Michel Noir (supprimant le second alinéa de cet article) (p. 6213) ; interdiction des officines montant des opérations de face à face : rejeté ;

— article 59, adopté.

Article 60 *(délimitation du champ d'application)* : adopté.

Article 61 *(garanties financières des intermédiaires en opérations de banque)* : amendement n° 142 de M. Michel Noir (supprimant la référence aux entreprises d'assurance ou de capitalisation régies par les codes des assurances) ; pouvoir accordé aux compagnies d'assurance de délivrer des cautions financières ; diversification des activités des compagnies d'assurance : adopté ;

— article 61, ainsi modifié, adopté.

Article 62 *(mandat des intermédiaires en opérations de banque)* : amendement n° 143 de M. Michel Noir (supprimant la seconde phrase de cet article) ; contenu du mandat délivré par l'établissement de crédit : rejeté ;

— article 62, adopté.

Article 63 *(agents des marchés interbancaires)* : amendement n° 155 de M. Gilbert Gantier (agrément de ces agents par le comité des établissements de crédit) ; rôle de ces agents (p. 6214) ; amendement n° 61 du Gouvernement : retiré ; amendement n° 155 : adopté ;

— article 63, ainsi modifié, adopté.

Article 64 *(soumission des intermédiaires en opérations de banque aux dispositions de la loi du 28 décembre 1966 relative à certaines opérations du démarchage et de publicité)* : adopté.

Article 65 *(interdictions)* : adopté.

Titre V : *compagnies financières.*

Article 66 *(définition des compagnies financières)* : contrôle de la commission bancaire sur ces compagnies définies comme sociétés commerciales ; nationalisation rampante ; opérations de banque réalisées par les compagnies financières : adopté.

Article 67 *(régime des compagnies financières)* : adopté.

Article 68 *(contrôle de la commission bancaire)* : adopté.

Après l'article 68 : amendement n° 157 de M. Parfait Jans (insérant un titre V bis conférence bancaire régionale) (p. 6215) ; amendement n° 158 de M. Parfait Jans (composition de la conférence financière régionale) ; amendement n° 159 de M. Parfait Jans (fonctionnement de la conférence financière régionale) ; décentralisation du système financier ; amendements n° 157, n° 158 et n° 159 : rejetés.

Titre VI : *sanctions pénales.*

Article 69 *(peines applicables aux infractions et aux interdictions prescriptes par les articles 10, 12 et 13)* : adopté.

Après l'article 69 : amendement n° 147 de M. Michel Noir (responsabilité d'une banque lorsque l'un de ses employés participe au comité de direction d'une entreprise déclarée par la suite en cessation de paiement) (p. 6216) : retiré.

Article 70 *(fonctions interdites aux personnes condamnées pour infraction aux interdictions prescrites par l'article 12)* : adopté.

Article 71 *(peines applicables aux infractions aux articles 59 et 65 relatifs à l'activité et à la profession d'intermédiaires en opérations de banque)* : adopté.

Article 72 *(peines applicables aux infractions à l'article 61 relatif à la garantie financière des intermédiaires en opérations de banque)* : adopté.

Article 73 *(peines applicables pour entrave à la mission de la commission bancaire)* : amendement n° 148 de M. Michel Noir (application de sanctions à toute personne mettant sciemment obstacle à l'exercice des missions de cette commission) ; cumul des peines ; mise en demeure préalable par la commission bancaire : rejeté ;

— article 73, adopté.

Article 73 bis *(peines applicables aux infractions à l'article 50 relatif à la publicité des documents comptables)* : adopté.

Article 73 ter *(peines applicables aux infractions aux articles 455 et 458 de la loi du 24 juillet 1966)* : adopté.

Article 73 quater *(peines applicables aux infractions à l'article 51 relatif à la publication des comptes annuels des établissements de crédit)* : adopté.

Article 73 quinquies *(peines applicables aux infractions à l'article 50 bis relatif à la publication des comptes sous une forme consolidée)* : adopté.

Article 73 sexies *(peines applicables aux infractions à l'article 67 relatif à la publication des comptes de certaines compagnies financières sous une forme consolidée)* :adopté (p. 6217).

Article 74 *(participation de la commission bancaire à la procédure judiciaire)* : amendement n° 149 de M. Michel Noir (substituant aux mots « la commission bancaire » les mots « l'association française des établissements de crédit ») : retiré ;

— article 74, adopté.

Titre VII : *dispositions diverses et transitoires.*

Chapitre Ier : *dispositions diverses.*

Article 75 *(réglementation du crédit gratuit)* : amendement n° 32 de la commission (interdiction de toute publicité sur le crédit gratuit) ; effet inflationniste de ce crédit ; possibilité d'inclure les frais financiers et le coût de financement des stocks dans le prix d'une marchandise ; liberté des marges : adopté ;

— article 75, ainsi modifié, adopté (p. 6218).

Article 76 *(harmonisation des dispositions de la loi du 13 juillet 1979)* : amendement n° 150 de M. Michel Noir : retiré ;

— article 76, adopté.

Article 77 *(réglementation des bons de caisse)* : adopté.

Article 78 *(non applicabilité aux établissements de crédit de l'ordonnance n° 45-14-83 du 30 juin 1945 relative aux prix)* : ententes entre entreprises industrielles ou commerciales ; Sherman Act aux Etats-Unis ; commission de la concurrence ; amendement n° 86 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; amendement n° 33 de la commission (application de l'ordonnance de 1945 aux activités connexes des établissements de crédit) ; compétence du comité de la réglementation bancaire pour rétablir la réglementation concernant les conditions de la concurrence (p. 6219) ; sanctions par la commission bancaire du non respect des dispositions de l'ordonnance de 1945 concernant les ententes illicites ou les abus de position dominante ; commission des ententes de la concurrence ; caractère protégé du secteur bancaire ; amendement n° 86 : rejeté ; amendement n° 33 : adopté ;

— article 78, ainsi modifié, adopté.

Article 79 *(sanction de dépassement des rémunérations des dépôts)* : adopté.

Article 80 *(nantissement des titres d'indemnisation des rapatriés)* : adopté.

Article 81 *(applicabilité de la loi 66-10-10 du 8 décembre 1966 aux territoires d'outre-mer et à Mayotte)* : adopté.

Article 82 *(application de la loi 75 619 du 11 juillet 1975 relative au taux d'intérêt légal aux territoires d'outre-mer et à Mayotte)* : adopté.

Chapitre II : *mise en conformité des textes législatifs en vigueur.*

Article 83 *(mise en conformité des textes législatifs en vigueur)* (p. 6220-6221) : amendement n° 47 de M. Parfait Jans (non abrogation de l'article 3 de la loi du 17 mai 1946 relative à l'organisation du crédit en France) ; interdiction de cumuler les fonctions de direction dans une banque et dans une entreprise dans laquelle cette banque détient une part du capital (p. 6222) : rejeté ; amendement n° 34 de la commission (supprimant la fin du paragraphe I de cet article) ; sociétés coopératives de banque : adopté ;

— article 83, ainsi modifié, adopté.

Chapitre III : *dispositions transitoires.*

Article 84 *(mise en conformité des statuts des établissements de crédit et organes centraux)* : obligation pour les banques de crédit à long et à moyen terme de prendre le statut de société financière ; statut des personnels ; régime de retraite des banques ; amendement n° 35 de la commission (réduisant à trois mois le délai d'unification des statuts des établissements de crédit et organes centraux avec la présente loi) : adopté (p. 6223) ; amendement n° 153 de M. Michel Noir (possibilité pour les banques de crédit à long et à moyen terme de conserver le statut de banque) ; droits acquis pour les employés de banque bénéficiant d'une convention collective plus favorable que celle des établissements financiers : rejeté ;

— article 84, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 84 : amendement n° 56 du Gouvernement (dotation des caisses du crédit municipal d'un organe central) ; sous-amendement n° 169 de la commission (application des dispositions de la présente loi à l'organe central des caisses du crédit municipal) ; sous-amendement n° 159 : adopté ; amendement n° 56, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 154 de M. Michel Noir (obligation pour les banques de crédit à long et à moyen terme de mettre leur statut en conformité avec la présente loi dans un délai de cinq ans à compter de son entrée en vigueur) (p. 6224) ; amendement n° 154 : adopté après rectification.

Article 85 *(liste des établissements de crédit)* : amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 57 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 87 de M. Gilbert Gantier (présentation au Parlement d'un projet de loi sur l'organisation et le fonctionnement du marché financier) ; amendement n° 37 de la commission (contrôle de la commission bancaire sur les maisons de titres) ; amendement n° 87 : retiré ; amendement n° 37 : adopté ;

— article 85, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 85 : amendement n° 58 du Gouvernement (application de la présente loi aux établissements qui ont pour activité principale de gérer pour le compte de leur clientèle des portefeuilles de valeurs mobilières) ; définition des maisons de titres (p. 6225) : adopté.

Article 86 *(autorisation d'opérations non bancaires)* : adopté.

Article 87 *(applicabilité de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)* : adopté.

Article 88 *(codification)* : adopté.

Article 89 *(décret d'application)* : adopté.

Article 89 bis *(application des règles comptables dans le temps)* : adopté.

Article 90 *(entrée en vigueur de la loi)* : amendement n° 38 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 90, ainsi modifié, adopté.

Seconde délibération du projet de loi.

Article 19 : amendement n° 2 de M. Raymond Douyère (ne considérant pas comme organe central pour l'application de la présente loi l'organisme prévu en ce qui concerne les caisses de crédit municipal) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 24 : amendement n° 1 du Gouvernement (présence au sein du conseil national du crédit des représentants des organisations syndicales les plus représentatives) (p. 6226) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 85 : amendement n° 3 de M. Raymond Douyère (de coordination) : adopté (p. 6227).

Explications de vote (p. 6227).

Concurrence dans le secteur bancaire : *(Gantier (Gilbert)* (p. 6228) Conseil national du crédit : *Berson (Michel)* (p. 6227) ;

Equilibre des pouvoirs dans le domaine monétaire et financier : *Berson (Michel)* (p. 6227) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6228) ; *Noir (Michel)* (p. 6228).

Etatisation : *Berson (Michel)* (p. 6227) ; *Noir (Michel)* (p. 6228).

Politique financière : *Noir (Michel)* (p. 6228).

Vote favorable du groupe communiste : *Jans (Parfait)* (p. 6228).

Vote favorable du groupe socialiste : *Berson (Michel)* (p. 6227).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Noir (Michel)* (p. 6228).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 6228).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6228).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [20 décembre 1983] (p. 6842).

Accord de la commission mixte paritaire : *Douyère (Raymond)* (p. 6842) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6843).

Comité consultatif : *Douyère (Raymond)* (p. 6842).

Commission bancaire : *Noir (Michel)* (p. 6842).

Conseil national du crédit : *Douyère (Raymond)* (p. 6842).

Droit à l'ouverture d'un compte de dépôt : *Douyère (Raymond)* (p. 6842).

Principe d'égalité : *Noir (Michel)* (p. 6842).

Responsabilité spécifique des banques : *Noir (Michel)* (p. 6842) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6843).

Trésor (rôle du) : *Gantier (Gilbert)* (p. 6843).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 6843 à 6850).

Explications de vote (p. 6850).

Commission de la concurrence : *Gantier (Gilbert)* (p. 6850) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6851).

Conseil constitutionnel : *Noir (Michel)* (p. 6850).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Noir (Michel)* (p. 6850).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte-tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 6850).

Voir *Déclarations du Gouvernement* 9.
Entreprises 15.
Lois de finances 7, discussion générale ; (première partie), article 12,

Droit au compte.

Voir *Banques et établissements financiers* 6.

Rôle des banques nationalisées.

Voir *Questions orales sans débat*, 407.

BARBIE (affaire Klaus —)

Déclaration de Maître Vergès sur Jean Moulin.

Voir *Questions au Gouvernement* 740, 747.

BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Urbanisme et logement.
Plan 4.
Questions au Gouvernement 549.
Questions orales sans débat 413.

Activité du bâtiment.

Voir *Questions au Gouvernement* 802.

Plan de rigueur dans le secteur des —

Voir *Questions au Gouvernement* 507.

Situation en Alsace.

Voir *Questions orales sans débat* 351.

BAUX

12. — **Proposition de loi n° 1362** tendant à modifier les dispositions de l'article 809-1 du code rural relatif à l'**extension du statut du fermage aux ventes de récolte sur pied.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Santa Cruz (2 avril 1983).

13. — **Projet de loi n° 1840** relatif au renouvellement des **baux commerciaux** en 1984. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 29 novembre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat. — Urgence déclarée le 8 décembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roger Rouquette (1er décembre 1983). — Rapport n° **1869** (7 décembre 1983). — Discussion le 8 décembre 1983. — Adoption le 8 décembre 1983. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers en 1984 ». — Projet de loi n° 491.

Sénat (première lecture), n° **121** (1983-1984), dépôt le 9 décembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **131** (1983-1984) (14 décembre 1983). — Discussion le 15 décembre 1983. — Adoption le 15 décembre 1983. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1984 ». — Projet de loi n° **40** (1983-1984).

Commission mixte paritaire.

Nomination [*J.O.* du 17 décembre 1983] (p. 3637).

Bureau [*J.O.* du 21 décembre 1983] (p. 3676).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Roger Rouquette. — Rapport n° **1913** (20 décembre 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **161** (1983-1984) (20 décembre 1983).

— La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **1894**, dépôt le 15 décembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roger Rouquette.. — Rapport n° **1924** (20 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **520**.

Sénat (deuxième lecture), n° **172** (1983-1984), dépôt le 21 décembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean Arthuis. — Rapport n° **173** (1983-1984) (21 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 21 décembre 1983.. — Projet de loi n° **72** (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1950**, dépôt le 21 décembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roger Rouquette. — Rapport n° **1951** (21 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption définitive le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **528**.

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [8 décembre 1983] (p. 6171).

Coefficient multiplicateur : *Rouquette (Roger)* (p. 6171) ; *Crépeau (Michel)* (p. 6172).

Décret du 30 septembre 1953 : *Rouquette (Roger)* (p. 6171).

Discussion des articles [8 décembre 1983] (p. 6172).

Article unique (*fixation du coefficient multiplicateur*) ; amendement n° 1 de la commission (substituant au coefficient « 2,40 » le coefficient « 2,35 ») ; charges des entreprises ; adopté ;

— article unique, ainsi modifié, adopté.

Après l'article unique : amendement n° 2 du Gouvernement (plafonnement à 5 % de l'augmentation des loyers) ; amendement n° 3 du Gouvernement (plafonnement à 5 % de l'augmentation des locations saisonnières) ; lutte contre l'inflation (p. 6172) ; champ d'application de l'amendement ; adoptés.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6173).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1983] (p. 6892).

Charges des entreprises : *Foyer (Jean)* (p. 6893).

Coefficient de variation : *Rouquette (Roger)* (p. 6892) ; *Crépeau (Michel)* (p. 6893).

Commission Mixte Paritaire (procédure au sein de la —) : *Foyer (Jean)* (p. 6892) ; *Rouquette (Roger)* (p. 6893).

Discussion des articles [21 décembre 1983] (p. 6893).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (substituant à la fin de cet article le chiffre « 2,35 » au chiffre « 2,40 ») : adopté ;

— Article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 : supprimé par le Sénat : amendement n° 2 de la commission (limitation à 5 % de l'augmentation des loyers convenus lors du renouvellement des baux ou contrats de location) (p. 6893) : adopté ;

— L'article 2 est ainsi rétabli.

Article 3 supprimé par le Sénat : amendement n° 3 de la commission (limitation à 5 % de la hausse des prix des locations saisonnières) : adopté ;

— l'article 3 est ainsi rétabli.

Titre : amendement n° 4 de la commission (nouvel intitulé du projet de loi : « projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers ») : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6894).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1983] (p. 6949).

Echec de la commission mixte paritaire : *Rouquette (Roger)* (p. 6949).

Travaux du Sénat : *Blanc (Jacques)* (p. 6949) ; *Rouquette (Roger)* (p. 6949) ; *Labarrère (André)* (p. 6949).

Dernier texte adopté par l'Assemblée Nationale (p. 6949).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6949).

BEAUPORT (usine de —)

Voir *Questions orales sans débat* **463, 481.**

BEGUN (Yossif)

Voir *Questions orales sans débat* **529.**

BENEVOLAT

Voir *Décorations* **7.**

BERCY (complexe omnisports de —)

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), culture.

BETTERAVE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Agriculture, BAPSA.

BIAL (Société)

Voir *Questions au Gouvernement* **722.**

BIBLIOTHEQUES

Voir *collectivités locales* **10.**
Lois de finances **7** (deuxième partie), culture.

— universitaires

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), éducation nationale.

BILHARZIOSE

Voir *Questions au Gouvernement* **532.**

BIRMANIE

Enlèvement de coopérants.

Voir *Questions au Gouvernement* **731.**

BOEING SUD COREEN (destruction du —)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**
Questions au Gouvernement **660.**

BOIS ET FORETS

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Agriculture, BAPSA ; articles additionnels et articles non rattachés, article 89.

Filière bois.

Voir *Questions au Gouvernement* **654.**

Incendies de forêt.

Voir *Questions orales dans débat* **332.**

Industrie du bois.

Voir *Questions orales sans débat* **398.**

Politique de la forêt.

Voir *Questions au Gouvernement* **541.**

Taxes grevant les exploitations forestières.

Voir *Questions orales sans débat* **527.**

Utilisation du bois de taillis pour le chauffage.

Voir *Questions orales sans débat* **458.**

BOISSONS ET ALCOOLS

9. — Proposition de loi n° 1631 relative aux **vins de champagne** tendant à modifier leur taux de prise en charge au compte d'appellation d'origine « Champagne » et à fixer leur durée minimale de première fermentation.

Assemblée nationale (première lecture) dépôt le 23 juin 1983 par M. Georges Colin et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

10. — Proposition de loi n° 1752 tendant à modifier les articles 17 et 20 de la loi du 6 mai 1919 modifiée portant sur le **vin d'appellation Champagne.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 octobre 1983 par M. Pierre Micaux. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

BONS DU TRESOR

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Economie, finances et budget. Consommation.

BOURSES DE COMMERCE

1. — Projet de loi n° 918 relatif aux **marchés à terme réglementés de marchandises.** — *Assemblée nationale (première lecture).* — Rapport n° **1438** (20 avril 1983). — Discussion le 25 avril 1983. — Adoption le 25 avril 1983. — Projet de loi n° **345.**

Sénat (deuxième lecture) n° **273** (1982-1983), dépôt le 27 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Michel Chauty. — Rapport n° **307** (1982-1983) (10 mai 1983). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Rapporteur pour avis : M. Etienne Dailly. — Avis n° **313** (1982-1983) (11 mai 1983). — Discussion le 18 mai 1983. — Adoption avec modifications le 18 mai 1983. — Projet de loi n° **108** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1516.** — Dépôt le 19 mai 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Destrade. — Rapport n° **1561** (8 juin 1983). — Discussion le 22 juin 1983. — Deuxième délibération (art. 18). — Adoption avec modifications le 22 juin 1983. — Projet de loi n° **396.**

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 23 juin 1983] (p. 1896).

Bureau [*J.O.* du 23 juin 1983] (p. 1896).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Chauty. — Rapport n° **419** (22 juin 1983). — Discussion le 22 juin 1983. — Adoption le 22 juin 1983. — Projet de loi n° **151** (1982-1983).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Destrade. — Rapport n° **1613** (22 juin 1983). — Discussion le 28 juin 1983. — Adoption définitive le 28 juin 1983. — Projet de loi n° **418.** — Loi n° **83-610** du 8 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 9 juillet 1983, (p. 2125). — Rectificatif (*J.O.* du 6 octobre 1983), (p. 2987).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [25 avril 1983] (p. 534).

Commission des marchés à terme de marchandises — C.O.M.T. (création d'une) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 534) ; *Crépeau (Michel)* (p. 536) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 537).

Commissionnaires : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 535) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 537) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 539) ; *Balmigère (Paul)* (p. 540).

Différents marchés existant en France : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 534) ; *(Charié (Jean-Paul)* (p. 539).

Eventuelle création d'un marché des sucres à Londres : *Gantier (Gilbert)* (p. 538) ; *Crépeau (Michel)* (p. 540).

Financement de la C.O.M.T. : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 536) ; *Crépeau (Michel)* (p. 536-540) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 538).

Fluctuations des cours : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 534) ; *Balmigère (Paul)* (p. 539).

Fonctionnement des marchés à terme : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 534) ; *Crépeau (Michel)* (p. 536) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 538) ; *Balmigère (Paul)* (p. 539).

Liquidation des contrats sur une base forfaitaire : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 535) ; *Balmigère (Paul)* (p. 540).

Mandataires : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 535) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 537).

Publicité : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 535) ; *Crépeau (Michel)* (p. 537).

Règlement et démarchage : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 534) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 537).

Scandale du sucre (1974) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 534) ; *Crépeau (Michel)* (p. 536-540) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 537) ; *Balmigère (Paul)* (p. 540).

Tutelle sur les marchés : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 534) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 537).

Discussion des articles [25 avril 1983] (p. 541).

Titre Ier : de la commission des marchés à terme de marchandises.

Article 1er *(création de la commission des marchés à terme de marchandises)* : adopté.

Article 2 *(composition de cette commission)* : amendement n° 1 de la commission (membres choisis en fonction de leur expérience et de leur compétence en matière de marchés à terme) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (durée du mandat) : adopté (p. 541) ; amendement n° 3 de la commission (membres de la C.O.M.T. ayant voix consultative) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (membres de la C.O.M.T. ayant voix délibérative) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (de correction) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 *(désignation des membres et fonctionnement de la C.O.M.T.)* : amendement n° 6 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (nomination d'un commissaire adjoint pouvant remplacer le commissaire du gouvernement) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p.542).

Article 3 bis *(saisine de la C.O.M.T.)* : amendement n° 8 de la commission (de suppression) : adopté ; en conséquence, l'article 3 bis est supprimé.

Article 4 *(conseil consultatif des marchés réglementés)* : amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 *(règles de fonctionnement des marchés)* : amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (publication du règlement général des marchés au *Journal Officiel*) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 543) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (précisant que le règlement général de place prévoit les modalités de publication et d'approbation des règlements particuliers de chaque marché) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (fixation des taux maxima et minima par la C.O.M.T.) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *(conditions d'ouverture et de fermeture d'un marché)* : amendement n° 16 de la commission (possibilité de limiter la fluctuation des cours sur un marché) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (conditions de suspension du marché par le président de la C.O.M.T. en cas d'urgence) ; sous-amendement n° 90 de M. Gilbert Gantier (suspension du marché après avis de l'organisme chargé d'assurer le fonctionnement de ce marché) (p. 544) ; retiré ; amendement n° 17 : adopté ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 *(contrôle de la publicité relative aux marchés à terme)* : amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (retrait de tout document ou de toute publicité contenant des inexactitudes ou des omissions) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (possibilité pour la C.O.M.T. de porter à la connaissance du public les observations qu'elle estime nécessaires) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 *(pouvoirs d'investigation de la C.O.M.T.)* (p.545) : amendement n° 22 de la commission (droit de la C.O.M.T. de se faire adresser copie des documents qu'elle juge utiles) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (convocation ou audition de toute personne par la C.O.M.T.) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 *(rapport de la C.O.M.T. avec le public)* : amendement n° 24 de la commission (saisine de la C.O.M.T. par le ministre chargé de l'économie, le ministre chargé du commerce ou le conseil consultatif des marchés réglementés) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (saisine de la C.O.M.T. par tout intéressé) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (rapport annuel de la C.O.M.T. publié au *Journal Officiel.*) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 *(consultation de la C.O.M.T. par les juridictions)* : adopté.

Article 11 *(révélation, par le président de la C.O.M.T., de faits délictueux au procureur de la République)* : adopté.

Titre II : des commissionnaires agréés près la bourse de commerce de Paris.

Article 12 (monopole des commissaires agréés) : adopté (p. 546).

Article 13 *(organisation de la compagnie des commissionnaires agréés près la bourse de commerce de Paris)* : amendement n° 27 de la commission (statut de la compagnie) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (suppression de l'alinéa précisant que la compagnie peut concourir au développement des marchés internes réglementés de marchandises) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 *(responsabilité des commissionnaires agréés)* : amendement n° 30 de la commission (de clarification) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (responsabilité des commissionnaires agréés) (p. 547) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 *(obligations des commissionnaires)* : amendement n° 32 de la commission (durée pendant laquelle les commissionnaires agréés peuvent porter les ordres émanant de leurs clients) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 *(mandat de gestion des commissionnaires agréés)* : amendement n° 33 de la commission (approbation du contrat-type par la C.O.M.T.) : adopté ; amendement n° 34 de la commission (conséquence de la révocation du mandat de gestion) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (modulant la rémunération du mandataire en cas d'opération déficitaire (p. 548) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 *(enregistrement de chaque opération auprès d'un organisme financier)* : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 36 de la commission (non opposition du secret bancaire par l'organisme financier) : adopté.

Article 18 *(agrément des commissionnaires)* : amendement n° 37 de la commission (obligation pour la C.O.M.T. de se prononcer dans un délai de deux mois) : adopté (p. 549) ; amendement n° 38 de la commission (possibilité pour la C.O.M.T. de passer outre à l'avis défavorable de la compagnie) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 *(garanties exigées des commissionnaires)* : amendement n° 39 de la commission (montant minimum de capitaux propres dont doivent justifier les sociétés et garanties offertes par les personnes physiques) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 41 de la commission (possibilité pour la C.O.M.T. d'exiger la constitution de garanties nécessaires) : adopté (p. 550) ; amendement n° 42 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 43 de la commission (suppression d'une disposition relevant du règlement général des marchés) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 *(serment du commissionnaire agréé)* : amendement n° 91 de M. Gilbert Gantier (délai dans lequel doit être prononcé le serment) : adopté.

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 21 *(caisse mutuelle de garantie)* : amendement n° 92 de M. Gilbert Gantier (suppression de la référence à la garantie de la responsabilité professionnelle) : rejeté ;

— article 21, adopté.

Article 22 *(sanctions disciplinaires)* (p. 551) : amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 45 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 46 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 47 de la commission (sanctions financières) : adopté ; amendement n° 48 de la commission (suspension de l'agrément pour une durée maximum de 6 mois) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Titre III : dispositions particulières aux places autres que Paris.

Article 23 *(monopole des courtiers assermentés)* : amendement n° 50 de la commission (précisant que les courtiers assermentés ne peuvent intervenir que pour une catégorie de marchandises et sur une place précise) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 51 de la commission (organisation de la profession de courtier) (p. 552) : adopté.

Article 24 *(sociétés commerciales constituées entre courtiers assermentés)* : amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 53 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 54 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 55 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 24 bis *(conditions d'exercice du mandat de gestion par les courtiers de marchandises assermentées)* : amendement n° 56 de la commission (de codification) : adopté ;

— article 24 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 24 ter *(application des articles 14 et 15 du présent projet aux courtiers de marchandises assermentés)* : amendement n° 57 de la commission (du suppression et de conséquence) : adopté ; en conséquence, l'article 24 ter est supprimé.

Article 25 *(caisse mutuelle de garantie)* (p. 553) : amendement n° 58 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 *(organisme financier de liquidation)* : amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 26 : amendement n° 60 de la commission (non-opposition du secret bancaire par l'organisme financier) : adopté.

Article 27 *(régime disciplinaire des courtiers de marchandises assermentés agréés)* : amendement n° 61 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 62 de la commission (caractère obligatoire de la sanction disciplinaire en cas de faute) : adopté ; amendement n° 63 de la commission (nouvelle sanction financière) : adopté ; amendement n° 64 de la commission (rédactionnel) : adopté (p.554) ; amendement n° 65 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 66 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Titre IV : du démarchage et de la transmission des ordres.

Avant l'article 28 : amendement n° 67 de la commission (définissant l'activité de démarchage) : adopté.

Article 28 *(droit des commissionnaires agréés de recourir au démarchage)* : adopté.

Article 29 *(droit des courtiers assermentés de recourir au démarchage)* : amendement n° 68 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Article 30 *(droit des banques ou établissements financiers de recourir au démarchage)* : adopté.

Article 31 *(droit des intermédiaires inscrits de recourir au démarchage)* : amendement n° 69 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 70 de la commission (de conséquence) : (p. 555) : adopté ; amendement n° 71 de la commission (garantie fournie par les intermédiaires) : adopté ; amendement n° 72 de la commission (capitaux propres dont doivent justifier les sociétés commerciales demandant à être inscrites sur la liste des intermédiaires) : adopté ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Article 32 *(contrat entre les personnes mentionnées aux articles 30 et 31 de la présente loi)* : amendement n° 73 de la commission (approbation du contrat type par la C.O.M.T.) : adopté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 *(exercice du mandat de gestion par les banques ou établissements financiers inscrits)* : adopté.

Article 33 bis *(exercice du mandat de gestion par les intermédiaires inscrits)* : amendement n° 74 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 33 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 34 *(carte d'emploi des démarcheurs)* : amendement n° 75 de la commission (production de la carte d'emploi lors de tout acte de démarchage) : adopté ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Article 34 bis *(définition du démarchage)* : amendement n° 76 de la commission (de suppression) (p. 556) : adopté ; en conséquence l'article 34 bis est supprimé.

Article 35 *(conditions d'obtention et de retrait de la carte d'emploi)* : amendement n° 77 de la commission (de présentation) : adopté ; amendement n° 78 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 79 de la commission (information du procureur de la République et du Président de la COMT) ; sous-amendement n° 94 du Gouvernement (retrait de la carte d'emploi) ; adopté ; amendement n° 79, adopté après modification ;

— article 35, ainsi modifié, adopté.

Article 35 bis *(protection de l'épargne)* : amendement n° 80 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 35 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 36 (p. 557) *(sanctions disciplinaires)* : amendement n° 81 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 82 de la commission (compétence disciplinaire de la C.O.M.T. sur les démarcheurs) : adopté ; amendement n° 83 de la commission (sanction financière autonome) : adopté ; amendement n° 84 de la commission (retrait de la carte d'emploi) : adopté ; amendement n° 85 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 86 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 36 : amendement n° 87 de la commission (cas du démarchage direct) (p. 558) ; adopté.

Article 37 *(délai de réflexion)* : amendement n° 88 de la commission (lettre recommandée avec accusé de réception) : adopté ;

— article 37, ainsi modifié, adopté.

Titre V : dispositions pénales.

Article 38 *(sanctions de l'exercice illégal d'une activité de démarchage ou d'un mandat de gestion en vue d'opérations sur les marchés à terme)* : adopté.

Article 39 *(sanctions des infractions relatives aux mentions du mandat de gestion et à la note d'information remise par le démarcheur)* : adopté.

Article 39 bis *(sanction de la diffusion d'une publicité non visée préalablement par la C.O.M.T.).*

Article 40 *(infraction relative à la carte d'emploi)* : amendement n° 89 de la commission (pouvoir disciplinaire de la C.O.M.T.) : adopté ;

— article 40, ainsi modifié, adopté.

Titre VI : dispositions diverses.

Article 41 *(démarchage en vue d'opérations sur les marchés à terme)* : amendement n° 93 de la commission (rédactionnel) (p. 559) : adopté ;

— article 41, ainsi modifié, adopté.

Article 42 *(abrogation de l'interdiction du démarchage en vue d'opérations sur les bourses étrangères de commerce et de marchandises)* : adopté.

Article 42 bis *(date d'entrée en vigueur de la présente loi)* : adopté.

Article 43 *(abrogation de textes en vigueur)* : adopté.

Article 43 bis *(ressources nécessaires à l'application de la présente loi)* : adopté.

Article 44 *(décret d'application)* : adopté.

Explications de vote.

Composition de la compagnie des commissionnaires : *Charié (Jean-Paul)* (p. 560) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 560).

Refus du groupe R.P.R. de voter le présent texte : *Charié (Jean-Paul)* (p. 560).

Refus du groupe U.D.F. de voter le présent texte : *Gantier (Gilbert)* (p. 560).

Rémunération du mandataire : *Charié (Jean-Paul)* (p. 560) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 560).

Vote positif du groupe socialiste : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 560).

Adoption de l'ensemble

du projet de loi (p. 560).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [22 juin 1983] (p. 2949).

Bourses de commerce : *Charié (Jean-Paul)* (p. 2949).

Mandat de gestion : *Charié (Jean-Paul)* (p. 2950) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2950).

Position de la commission : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 2949).

Président de la commission des marchés à terme : *Gantier (Gilbert)* (p. 2950).

Sucres (scandale des) : *Crépeau (Michel)* (p. 2949).

Discussion des articles [22 juin 1983] (p. 2950).

Article 4 : amendement n° 1 de la commission (présidence du conseil consultatif) ; composition de ce conseil : adopté ;

— Article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 : adopté (p. 2950).

Article 6 : amendement n° 2 de la commission (pouvoirs du président de la commission lorsqu'un événement perturbe le fonctionnement normal d'un marché) ; abandon de la référence à l'urgence ; avis des professionnels des marchés : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 : adopté (p. 2951).

Article 8 : amendement n° 3 de la commission (possibilité pour le président de la commission de se faire communiquer des documents) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (impossibilité d'opposer le secret professionnel aux agents de la commission) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 : adopté.

Article 13 : amendement n° 5 de la commission (affiliation obligatoire des commissionnaires agréés à une compagnie) (p. 2952) ; nature de cette compagnie ; nécessité d'avoir une seule compagnie regroupant tous les commissionnaires ; adopté ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 16 : amendement n° 7 de la commission (substituant au mot « homologué » le mot « approuvé ») ; contrat type (p. 2953) ; adopté ; amendement n° 8 de la commission (complétant l'avant-dernier alinéa de cet article par les mots « qui doit tenir compte du

résultat des opérations ») ; rôle et rémunération du mandataire ; surplus de rémunération en cas d'opérations bénéficiaires : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté (p. 2954).

Article 17 bis : supprimé par le Sénat.

Article 18 : amendement n° 9 de la commission (agrément des commissionnaires) ; rôles de la compagnie et de la commission dans cet agrément ; délai d'agrément ; possibilité de passer outre à l'avis défavorable de la compagnie : rejeté ;

— article 18 adopté (p. 2955).

Article 19 : commissionnaires agréés ; solvabilité des commissionnaires ;

— article 19 adopté.

Article 22 : amendement n° 10 de la commission (insérant les mots « à l'avertissement », après les mots « peut s'ajouter » dans la première phrase du huitième alinéa de cet article) ; possibilité d'imposer une amende en complément de l'avertissement : adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Article 23 : amendement n° 11 de la commission (agrément des commissionnaires par la commission) (p. 2956) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 23 bis : amendement n° 12 de la commission (suppression du dernier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 23 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 23 ter : amendement n° 13 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 23 ter est supprimé.

Articles 24 et 25 : adoptés (p. 2957).

Article 26 bis : supprimé par le Sénat.

Article 27 : amendement n° 14 de la commission (insérant les mots « à l'avertissement » après les mots « peut s'ajouter » dans la première phrase du huitième alinéa de cet article) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 28 A : démarchage ; transmission des ordres ;

— article 28 A : adopté.

Article 31 : adopté.

Article 32 : amendement n° 15 de la commission (substituant au mot « homologué » le mot « approuvé » dans la première phrase de cet article) (p. 2958) : adopté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 36 : amendement n° 16 de la commission (insérant les mots « à l'avertissement » après les mots « peut s'ajouter » dans la première phrase du neuvième alinéa de cet article) : adopté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Article 36 bis : supprimé par le Sénat.

Seconde délibération du projet de loi (p. 2959).

Article 18 : amendement n° 1 de la commission (agrément des commissionnaires par la commission des marchés à terme) : adopté ;

— ce texte devient l'article 18 (p. 2959).

Explications de vote (p. 2959).

Abstention du groupe R.P.R. : *Charié (Jean-Paul)* (p. 2960).

Abstention du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 2960).

Commissaires : *Charié (Jean-Paul)* (p. 2960).

Vote positif du groupe socialiste : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 2960).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2960).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [28 juin 1983] (p. 3299).

Agrément des commissionnaires : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3299) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3300).

Cotation en dollars pour les non résidents : *Crépeau (Michel)* (p. 3300).

Moralisation des marchés à terme : *Crépeau (Michel)* (p. 3300).

Nature des contrats de commission : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3299) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3300).

Syndicat des commissionnaires : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3299) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3300).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3302).

BOURSES ET ALLOCATIONS D'ETUDES

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* **5.**

BOUSSAC SAINT-FRERES (BSF)

Voir *Questions au Gouvernement* **574.**

Emploi dans les usines cyclone.

Voir *Questions au Gouvernement* **578.**

Situation dans la Somme.

Voir *Questions au Gouvernement* **598.**

Situation de l'emploi.

voir *Questions au Gouvernement* **543.**

BOVINS

Marché de la viande bovine.

Voir *Questions au Gouvernement* **709, 719.**

BRAUD (ENTREPRISE)

voir *Questions au Gouvernement* **625.**

BRESIL

Sécheresse dans le Nord-Est.

Voir *Questions au Gouvernement* **693.**

BRETAGNE

Agriculture.

Voir *Questions orales sans débat* **545.**

BREVETS ET LICENCES

Voir *Lois de finances* **7** (première partie), article 11 ; articles additionnels et articles non rattachés, article 69.

BRUIT

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Environnement et qualité de la vie.

BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), budgets annexes de l'imprimerie nationale et des monnaies et médailles, comptes spéciaux du trésor, taxes parafiscales.

BUDGET ANNEXE DES MEDAILLES

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), budgets annexes de l'imprimerie nationale et des monnaies et médailles, comptes spéciaux du trésor, taxes parafiscales.

BUDGET DE L'ETAT

Déficit.

Voir *Lois de finances* **7**, discussion générale.

Equilibre budgétaire 1983-1984.

Voir *Questions au Gouvernement* **640.**

BUDGET SOCIAL DE LA NATION

Voir *Déclarations du gouvernement* **6, 7.**

C

CABLES (communication par)

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Communication ; culture.

CADOUX (entreprise)

Voir *Entreprises publiques* 3.

CADRES ET AGENTS DE MAITRISE

Voir *Entreprises publiques* 3.
Lois de finances 7, discussion générale.

Situation des cadres.

Voir *Questions au Gouvernement* 685.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE (C.N.A.M.)

Subvention de cabinets dentaires mutualistes par la —

Voir *Questions orales sans débat* 409.

Suppression des prêts de la — aux établissements à caractère sanitaire et social.

Voir *Questions au Gouvernement* 652.

CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE

Voir *Assurances* 1.

CAISSES D'EPARGNE

Voir *Banques et établissements financiers* 5.

CAISSES DE SECURITE SOCIALE

Conseils d'administrations des —

Voir *Questions au Gouvernement* 807.

— de Nord-Picardie.

Voir *Questions au Gouvernement* 644.

Procédure contentieuse.

Voir *Questions au Gouvernement* 752.

CALAIS-BAYONNE (axe)

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Transports.

CALAMITES ET CATASTROPHES

Crues de la Seine et de la Marne.

Voir *Questions au Gouvernement* 510.

Crue de la Sèvre Nantaise.

Voir *Questions orales sans débat* 367.

Cyclone en Polynésie.

Voir *Questions au Gouvernement* 500.

Déchets de Seveso.

Voir *Questions au Gouvernement* 497, 508.

— en Moselle.

Voir *Questions orales sans débat* 478.

Indemnisation des calamités agricoles.

Voir *Questions au Gouvernement* 647.

Inondations.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Environnement et qualité de la vie.
Questions au Gouvernement 510, 517.

Inondations dans l'Est de la France.

Voir *Questions au Gouvernement* 601.

Inondations en Bourgogne.

Voir *Questions au Gouvernement* 581.

Inondations en Saône-et-Loire.

Voir *Questions au Gouvernement* 593.

Intempéries dans l'Ariège.

Voir *Questions orales sans débat* 334.

Sinistres de la Côte d'Or.

Voir *Questions orales sans début* 346.

Sinistres de l'Ouest lyonnais.

Voir *Questions orales sans débat* 399.

CALIFORNIE

Voir *Déclarations du Gouvernement* 9.

CAMBODGE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), relations extérieures affaires européennes, coopération et développement.

CAPITAUX

Evasion des —

Voir *Questions au Gouvernement* 516, 661.

CARDON (affaire)

Voir *Questions au Gouvernement* 772.

CARNAUD (établissements)

Voir *Questions orales sans débat* 372.

CARNET DE CHANGE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Commerce extérieur et tourisme.

CARTE GRISE

Voir *Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules.*

CASINOS

Voir *Jeux et paris* 4.

CATASTROPHES NATURELLES

Voir *Calamités et catastrophes.*

CELLULOSE DE STRASBOURG

Voir *Déclarations du Gouvernement* 9.

CENTRALES NUCLEAIRES

Voir *Environnement* 4.

Production d'électricité nucléaire dans l'Ouest.

Voir *Questions orales sans débat* 508.

CENTRE DE FORMATION DU PERSONNEL COMMUNAL (C.F.P.C.)

Voir *Fonctionnaires et agents publics* 16.

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (C.N.R.S.)

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* 5.

CENTRES CULTURELS

— français à l'étranger.

Voir *Questions orales sans débat* 379.

CENTRES D'AIDE PAR LE TRAVAIL (C.A.T.)

Voir *Questions au Gouvernement* **653.**

CENTRES DE GESTION

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **16.**

CENTRES DE VACANCES ET DE LOISIRS

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports.

CENTRES D'INFORMATION JEUNESSE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports.

CENTRES LOCAUX D'INFORMATION SUR LES PRIX

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Economie, finances et budget. Consommation.

CENTRES MEDICO-PSYCHOPEDAGOGIQUES (C.M.P.P.)

Centre Louis Grenaudier.

Voir *Questions orales sans débat* **486.**

C.G.E. (groupe)

Voir *Questions orales sans débat* **437.**

CHAMBRES CONSULAIRES

6. — Proposition de loi n° 1350 tendant à la **création de chambres régionales de métiers et de chambres régionales des professions libérales.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Pierre Weisenhorn (2 avril 1983).

Voir *Entreprises* **17.**

CHAMBRES REGIONALES DES COMPTES

Voir *Collectivités locales* **9.**

CHANTIERS NAVALS

— de la Seyne.

Voir *Questions au Gouvernement* **767.**

CHAPELLE DARBLAY

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Industrie et recherche. Energie.

Questions au Gouvernement **708.**

CHARBON

1. — Proposition de loi n° 1688 portant création d'un **droitd'entrée sur les charbons importés des pays tiers.** — *Assembléenationale* (première lecture), dépôt le 30 juin 1983 par Mme AdrienneHorvath et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commissionde la production et des échanges

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**

Lois de finances **7** (deuxième partie), Industrie et recherche. Energie.

Plan **5.**

Production de —

Voir *Questions au Gouvernement* **587.**

Relance de la production.

Voir *Questions au Gouvernement* **528.**

CHARBONNAGES DE FRANCE

Voir *Questions au Gouvernement* **712, 781.**

Questions orales sans débat **538.**

Démission de M. Georges Valbon.

Voir *Questions au Gouvernement* **746.**

CHAUSSON (usines)

Délégués C.G.T. des —

Voir *Questions orales sans débat* **513.**

CHEQUES

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), articles additionnels et articles non rattachés, article 84.

CHEQUES-VACANCES

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**

Lois de finances **7** (deuxième partie), Commerce extérieur et tourisme.

CHERCHEURS

Voir *Recherche scientifique et technique.*

CHEVAUX

Commercialisation des — de boucherie.

Voir *Questions orales sans débat* **546.**

CHIERS-CHATILLON-GORCY (entreprise)

Voir *Questions au Gouvernement* **777.**

CHILI

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**

Questions au Gouvernement **570, 801.**

CHIMIE (industrie de la —)

Voir *Questions orales sans débat* **345, 382.**

Quotas européens.

Voir *Questions au Gouvernement* **552.**

Restructuration de l'industrie chimique.

Voir *Questions orales sans débat* **403.**

CHINE (République populaire de —)

Indemnisation des français spoliés lors de la révolution chinoise.

Voir *Questions au Gouvernement* **631.**

CHOMAGE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**

Lois de finances **7**, discussion générale.

Motions de censure **10.**

Plan **4.**

— de longue durée.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Niveau du —

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* **5.**

Lois de finances **7** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Questions au Gouvernement **816.**

CHOMAGE : INDEMNISATION

3. — Proposition de loi n° 1353 tendant à créer une **allocation d'attente en faveur des chômeurs âgés.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Antoine Gissinger (17 novembre 1983).

4. — Projet de loi n° 1428 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives aux **garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 15 avril

1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Robert Le Foll (21 avril 1983). — Rapport n° **1486** (11 mai 1983). — Discussion le 1er juin 1983. — Adoption le 1er juin 1983. — Projet de loi n° **369**.

Sénat (première lecture), n° **356** (1982-1983). — Dépôt le 2 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Roger Lise. — Rapport n° **397** (1982-1983) (15 juin 1983). — Discussion le 21 juin 1983. — Adoption le 21 juin 1983. — Projet de loi n° **146** (1982-1983).

Loi n° 83-580 du 5 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 26 juillet 1983 (p. 2063).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale (1er juin 1983) (p. 1884)

Question préalable de M. Jean-Paul Fuchs : *Fuchs (Jean-Paul)*(p. 1886, 1887, 1888) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1888, 1889) ;rejetée (p. 1889)

Allocation du fonds national de l'emploi (FNE) : *Le Foll (Robert)* (p. 1884) ; *Ralite (Jack)* (p. 1885) ;*Jans (Parfait)* (p. 1890) ; *Madelin (Alain)* (p. 1891) ;*Malgras (Robert)* (p. 1892)

Allocation de remplacement :*Ralite (Jack)* (p. 1886) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1887)

Bénéficiaires d'accords « maison » : *Le Foll (Robert)* (p. 1884) ;*Ralite (Jack)* (p. 1886) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1889)

Bénéficiaires de contrats de solidarité : *Le Foll (Robert)*(p. 1884) ; *Ralite (Jack)* (p. 1885) ; *Fuchs (Jean-Paul)*(p. 1887) ;

Chômeurs de plus de cinquante-cinq ans : *Le Foll (Robert)* (p. 1885) ; *Ralite (Jack)* p. 1886 ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1887) ; *Jans (Parfait)* (p. 1890) ; *Madelin (Alain)* (p. 1891) ; *Malgras (Robert)* (p.1892)

Femmes (situation propre aux —) : *Le Foll (Robert)* (p. 1884) ; *Ralite (Jack)* (p. 1886) ; *Natiez (Jean)* (p. 1894)

Frontaliers : *Le Foll (Robert)* (p. 1885).

Inquiétude des pré-retraités et détérioration de leurs conditions matérielles : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1886) ; *Madelin (Alain)* (p. 1891) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 1893) ; *Natiez (Jean)* (p. 1893).

Lorraine : *Malgras (Robert)* (p. 1892) ; *Ralite (Jack)* (p. 1895).

Maintien des droits acquis : *Le Foll (Robert)* (p. 1884) ; *Ralite (Jack)* (p. 1885) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1886) ; *Jans (Parfait)* (p. 1890) ; *Natiez (Jean)* (p. 1893).

Mise en place de la garantie de ressources : *Le Foll (Robert)* (p. 1884) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 1893).

Retraite à soixante ans : *Le Foll (Robert)* (p. 1884) ; *Ralite (Jack)* (p. 1885, 1895) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1886) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1888) ; *Jans (Parfait)* (p. 1889) ; *Madelin (Alain)* (p. 1891) ; *Malgras (Robert)* (p. 1892) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 1893) ; *Natiez (Jean)* (p. 1893).

Suppression, dans le code du travail, de la référence à la garantie de ressources : *Le Foll (Robert)* (p. 1884, 1894) ; *Ralite (Jack)* (p. 1885) ; *Jans (Parfait)* (p. 1889) ; *Madelin (Alain)* (p. 1891) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 1893).

Discussion des articles [1er juin 1983] (p. 1896).

Article 1er *(suppression de la référence à la garantie de ressources dans l'article L. 351-5 du code du travail)* ; problème des chômeurs âgés ; indemnité spéciale destinée à des travailleurs ayant épuisé leur droit à l'allocation de base ou à l'allocation spéciale ; impossibilité pour l'U.N.E.D.I.C. d'assurer de continuer à assurer les prestations actuelles (p. 1896) ; absence d'augmentation significative du chômage depuis le 10 mai 1981 ;

— article 1er adopté après rectification.

Article 2 *(principe du maintien des droits acquis)* : amendement n° 1 de la commission (modalités d'application de cet article fixées par un décret en Conseil d'Etat) (p. 1897) : rejeté ;

— article 2 adopté.

Article 3 *(harmonisation)* : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 2 de la commission (insérant un article additionnel de coordination) : devenu sans objet (p. 1898).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1898).

5. — **Projet de loi n° 1845** autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures relatives au revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi et à la garantie des créances des salariés. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 novembre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi. — Urgence déclarée le 30 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Marie-France Lecuir (8 décembre 1983). — Rapport n° **1870** (7 décembre 1983). — Discussion le 12 décembre 1983. — Adoption le 12 décembre 1983. — Projet de loi n° **495**.

Sénat (première lecture), n° **128** (1983-1984). — Dépôt le 13 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Charles Bonifay. — Rapport n° **142** (1983-1984). — Discussion le 19 décembre 1983. — Adoption le 19 décembre 1983. — Projet de loi n° **56** (1983-1984).

Loi n° 83-1097 du 20 décembre 1983, publiée au *J.O.* du 21 décembre 1983 (p. 3667).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1983] (p. 6389).

Assurance (idée d') : *Lecuir (Marie-France)* (p. 6391) ; *Frachon (Martine)* (p. 6392, 6393).

Avantages acquis (maintien par le Gouvernement des —) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 6390, 6391) ; *Frachon (Martine)* (p. 6393).

Décret du 24 novembre 1982 : *Lecuir (Marie-France)* (p. 6390).

Formation professionnelle : *Ralite (Jack)* (p. 6397).

Loi du 19 janvier 1979 : *Lecuir (Marie-France)* (p. 6390) ; *Frachon (Martine)* (p. 6392) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6394) ; *Ralite (Jack)* (p. 6395, 6396).

« Peugeot-Talbot » (dossier —) : *Ralite (Jack)* (p. 6397, 6398).

Service public de l'emploi et IXe Plan : *Coffineau (Michel)* (p. 6395).

U.N.E.D.I.C. (déficit) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 6390) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6391) ; *Frachon (Martine)* (p. 6392) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6394) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6395).

U.N.E.D.I.C. (historique) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 6390) ; *Ralite (Jack)* (p. 6395, 6396).

U.N.E.D.I.C. (négociations sur) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 6391).

U.N.E.D.I.C. (rupture de la convention) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 6390) ; *Frachon (Martine)* (p. 6392) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6394) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6394) ; *Ralite (Jack)* (p. 6396).

Discussion des articles [12 décembre 1983] (p. 6398).

Article 1er *(définition du champ de l'habilitation)* : amendement n° 4 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (maintien du service des prestations en cours et ouverture des droits à l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi) ; irresponsabilité du patronat ; compétence réglementaire pour fixer les taux d'indemnisation ; maintien du niveau des prestations : retiré ;

— article 1er adopté (p. 6398).

Après l'article 1er : amendement n° 3 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (application à compter du 1er janvier 1984 des mesures prises par le Gouvernement) ; problème de l'intervention successive de mesures transitoires ou de modifications définitives à la loi du 16 janvier 1979 ; possibilité pour le Gouvernement de prendre des mesures susceptibles de s'étaler dans le temps dans la limite du 31 mars 1984 : retiré.

Article 2 *(dépôt du projet de loi de ratification)* : amendement n° 1 de la commission (dépôt du projet de loi de ratification avant le 30 avril 1984) ; mesures d'urgence ; difficulté de rédiger de nouveaux textes en tenant compte des modifications intervenues dans les accords contractuels ; délai de dépôt du projet de loi de ratification : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté (p. 6399).

Explications de vote (p. 6400).

Groupe P.S.A. : *Tranchant (Georges)* (p. 6400) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 6400).

Nombre des chômeurs : *Tranchant (Georges)* (p. 6400) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6400) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6400) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 6400).

Vote favorable du groupe communiste : *Frelaut (Dominique)* (p. 6400).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 6400).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6400).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6401).

Voir *Déclarations du Gouvernement* **7.**

Lois de finances 7 (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Questions au Gouvernement **765, 778.**

Allocations de fin de droits pour chômeurs âgés.

Voir *Questions au Gouvernement* **591.**

Chômeurs en fin de droits.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **7.**

Questions au Gouvernement **533.**

CHOMAGE PARTIEL

Voir *Questions au Gouvernement* **813.**

CHOMEURS

— âgés.

Voir *Questions au Gouvernement* **630.**

CHYPRE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

CINEMA

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), culture.

Rapports — télévision.

Voir *Questions orales sans débat* **380.**

CIRCULATION ROUTIERE

6. — Proposition de loi n° 1792 modifiant certaines dispositions du code pénal, du code de procédure pénale et du code de la route, en vue de prévenir les **accidents de la circulation routière.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 novembre 1983 par M. Jean-Paul Fuchs. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (14 décembre 1983).

7. — Projet de loi n° 1799 relatif au contrôle de **l'état alcoolique.** — *Sénat* (première lecture), n° **6** (1983-1984). — Dépôt le 6 octobre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Louis Virapoulle. — Rapport n° **43** (1983-1984) (27 octobre 1983). — Discussion le 10 novembre 1983. — Adoption le 10 novembre 1983. — Projet de loi n° **21** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1799**, dépôt le 14 novembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roger Rouquette (17 novembre 1983). — Rapport n° **1826** (24 novembre 1983). — Discussion le 28 novembre 1983. — Adoption le 28 novembre 1983. — Projet de loi n° **476.**

Loi n° 83-1045 du 8 décembre 1983, publiée au *J.O.* du 9 décembre 1983 (p. 3550).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [28 novembre 1983] (p. 5717).

Accidents de la route : *Rouquette (Roger)* (p. 5717) ; *Fiterman (Charles)* (p. 5720) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5724).

Alcool (facteur d'accident) : *Rouquette (Roger)* (p. 5718) ; *Fiterman (Charles)* (p. 5721) ; *Provost (Eliane)* (p. 5723) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5724) ; *Montdargent (Robert)* (p. 5725).

Alcool (définition d'un taux légal dans l'air expiré) : *Rouquette (Roger)* (p. 5719) ; *Fiterman (Charles)* (p. 5721).

Campagne d'information : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5724, 5725).

Consommation d'alcool : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5724).

Contrôle (fiabilité du) : *Rouquette (Roger)* (p. 5719) ; *Fiterman (Charles)* (p. 5721, 5726) ; *Foyer (Jean)* (p. 5723).

Correctionnalisation du contentieux : *Rouquette (Roger)* (p. 5719) ; *Foyer (Jean)* (p. 5723).

Ethylomètre : *Rouquette (Roger)* (p. 5719) ; *Fiterman (Charles)* (p. 5721) ; *Foyer (Jean)* (p. 5722, 5723) ; *Montdargent (Robert)* (p. 5725).

Ethylotest : *Rouquette (Roger)* (p. 5719) ; *Fiterman (Charles)* (p. 5721).

Historique de la législation sur l'alcoolisme : *Rouquette (Roger)* (p. 5718) ; *Foyer (Jean)* (p. 5722).

« Permis à points » : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5725) ; *Fiterman (Charles)* (p. 5726).

Permis de conduire (retrait du) : *Foyer (Jean)* (p. 5723) ; *Fiterman (Charles)* (p. 5726).

Prévention des risques : *Provost (Eliane)* (p. 5723, 5724).

Programmes « Réagir » et Objectif « moins 10 p. 100 : *Fiterman (Charles)* (p. 5720).

Sécurité routière (politique de) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5725).

Taux d'alcoolémie (unification du) : *Rouquette (Roger)* (p. 5718, 5719) ; *Fiterman (Charles)* (p. 5721) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5724) ; *Montdargent (Robert)* (p. 5725).

Tranquillisants (conduite sous) : *Foyer (Jean)* (p. 5722) ; *Fiterman (Charles)* (p. 5726).

Discussion des articles [28 novembre 1983] (p. 5726).

Article 1er *(abaissement du seuil délictuel d'alcoolémie à 0,8 gramme d'alcool par litre de sang et amélioration du dispositif de contrôle)* : adopté.

Article 2 *(modification de l'article L3 du code de la route)* : adopté (p. 5726).

Après l'article 2 : amendement n° 1 de la commission (possibilité dans tous les cas pour le tribunal de décider que le condamné conservera l'usage de son permis dans l'exercice de son activité professionnelle) ; personnalisation des peines ; répression des fautes de conduite : rejeté.

Article 3 *(modification du 2° du II de l'article L 15 du code de la route)* : amendement n° 5 de M. Jean-Paul Fuchs (insérant la référence « ou R 40 4° » à la fin du second alinéa de cet article après les mots « ou 320 ») ; retrait dans tous les cas du permis de conduire en cas d'accident (p. 5727) ; retiré.

— Article 3, adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 2 de la commission (possibilité d'assortir la suspension du permis de conduire, du maintien du droit de conduire pour l'exercice d'une activité professionnelle) rejeté ; amendement n° 4 de Mme Eliane Provost (prix des boissons non alcoolisées dans les débits de boissons) : retiré.

Article 4 *(modification de l'article L 88 du code du débit de boisson et des mesures contre l'alcoolisme)* : adopté.

Adoption du projet de loi (p. 5728).

Accident de car.

Voir *Questions au Gouvernement* **637.**

CITROEN (entreprise)

Politique industrielle de — hors du territoire.

Voir *Question au Gouvernement* **643.**

CODE CIVIL

Voir *Contrats* **1.**

CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION

Voir *Logement* **10.**

CODE DE LA ROUTE

Voir *Nouvelle-Calédonie* **5.**

CODE DES COMMUNES

Voir *Marchés publics* **2.**

CODE DU TRAVAIL

Voir *Polynésie française* **3.**

CODE RURAL

Voir *Mutualité sociale agricole* **3.**

CODEVI

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**
Questions au Gouvernement **798.**

CODE PENAL

Voir *Justice* **10.**

COFAZ-EAUX BLANCHES (usine)

Voir *Questions orales sans débat* **403.**

COLLECTIVITES LOCALES

7. — Promulgation : Rectificatif [*J.O.* du 6 mars 1983] (p. 706).

8. — Projet de loi n° 1385 portant ratification de l'ordonnance n° 82-108 du 30 janvier 1982 relative aux **contrats de solidarité des collectivités locales.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Muguette Jacquaint (2 avril 1983). — Rapport n° **1397** (6 avril 1983). — Discussion le 12 avril 1983. — Adoption le 12 avril 1983. — Projet de loi n° **319**.

Sénat (première lecture), n° **236** (1982-1983). — Dépôt le 14 avril 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Schiélé. — Rapport n° **293** (1982-1983). — Discussion le 17 mai 1983. — Adoption le 17 mai 1983. — Projet de loi n° **106** (1982-1983).

Loi n° 83-431 du 31 mai 1983, publiée au *J.O.* du 1er juin 1983 (p. 1640).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 avril 1983] (p. 230).

Bonifications pour enfants : *Metzinger (Charles)* (p. 231) ; *Hage (Georges)* (p. 231).

Cessation anticipée d'activités : *Jacquaint (Muguette)* (p. 230).

Diminution des annuités obligatoires : *Jacquaint (Muguette)* (p. 230) ; *Metzinger (Charles)* (p. 230) ; *Hage (Georges)* (p. 231) ; *Laborde (Jean)* (p. 232) ; *Defferre (Gaston)* (p. 232).

Fonction publique locale dans la lutte contre le chômage (rôle de la) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 230) ; *Metzinger (Charles)* (p. 231) ; *Hage (Georges)*(p. 231) ; *Laborde (Jean)* (p. 232).

Lutte contre le chômage (poursuite de la politique du Gouvernement en faveur de la) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 230) ; *Metzinger (Charles)* (p. 230) ; *Hage (Georges)* (p. 231) ; *Malgras (Robert)* (p. 232) ; *Defferre (Gaston)* (p. 232).

Personnels non titulaires : *Jacquaint (Muguette)* (p. 230) ; *Defferre (Gaston)* (p. 232).

Travail à temps partiel : *Malgras (Robert)* (p. 232).

Discussion des articles [12 avril 1983] (p. 233).

Article 1er *(ratification de l'ordonnance n° 82-108 du 30 janvier 1982)* : adopté.

Article 2 *(modification de l'article 13 de cette ordonnance)* : cas des agents titulaires comptant trente-sept années et demie de services validables dont vingt années au titre du régime de retraite d'agent des collectivités locales) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 233).

9. — Projet de loi n° 1420 modifiant la loi n° 82-595 du 10 juillet 1982 relative aux **présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 12 avril 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel (21 avril 1983). — Rapport n° **1462** (28 avril 1983). — Discussion le 11 mai 1983. — Adoption le 11 mai 1983. — Projet de loi n° **358**.

Sénat (première lecture), n° **316** (1982-1983). — Dépôt le 17 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Pillet. — Rapport n° **343** (1982-1983) (25 mai 1983). — Discussion le 1er juin 1983. — Adoption le 1er juin 1983. — Projet de loi n° **121** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1551**. — Dépôt le 2 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel. — Rapport n° **1563** (9 juin 1983). — Discussion le 13 juin 1983. — Adoption définitive le 13 juin 1983. — Projet de loi n° **378**.

Loi n° 83-498 du 17 juin 1983, publiée au *J.O.* du 18 juin 1983 (p. 1842).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 mai 1983] (p. 1043).

Caractère géographique de l'incompatibilté pesant sur les comptables publics : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1044).

Incompatibilités : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1043) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1044).

Sélection des candidats : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1043) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 1044).

Discussion des articles [11 mai 1983] (p. 1044).

Article 1er *(régime des incompatibilités)* ; cas des personnes ayant exercé dans le ressort de la chambre régionale des comptes depuis moins de cinq ans des fonctions de comptable public principal ; amendement n° 1 de la commission (cas dans lequel le comptable public principal a reçu quitus) (p. 1044) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 *(comptable public principal constitué en débet)* : amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté ; en conséquence, cet article est supprimé ; difficultés matérielles d'installation auxquelles font face certains présidents des chambres régionales des comptes (p. 1045).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1045).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [13 juin 1983] (p. 2449).

Confusion entre le débet et la faute : *Massot (François)* (p. 2450).

Pertinence des arguments employés par M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2451).

Problème posé par l'article 2 du présent projet : *Massot (François)* (p. 2450) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2450).

Quitus : *Massot (François)* (p. 2450).

Discussion des articles :

Article 2 : amendement n° 1 de la commission soutenu par M. François Massot, rapporteur suppléant, (de suppression) : rejeté ;

— article 2, adopté, (p. 2451).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2451).

10. — Proposition de loi n° 1480 tendant à compléter la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la **répartition de compétences** entre les

communes, les départements, les régions et l'Etat. — *Sénat* (première lecture), n° **53** (1982-1983), dépôt le 19 octobre 1982 par M. Paul Girod et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport n° **269** (1982-1983) (26 avril 1983). — Renvoi pour avis

— à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation ; rapporteur pour avis : M. Jean-Pierre Fourcade ; avis n° **274** (1982-1983) (27 avril 1983) ;

— à la commission des affaires économiques et du Plan ; rapporteur pour avis : M. Jacques Valade ; avis n° **275** (1982-1983) (27 avril 1983) ;

— à la commission des affaires sociales ; rapporteur pour avis : M. Jean Madelain ; avis n° **276** (1982-1983) (27 avril 1983) ;

— à la commission des affaires culturelles ; rapporteur pour avis : M. Paul Seramy ; avis n° **277** (1982-1983) (28 avril 1983).

Discussion les 4, 5, 6 mai 1983.

Adoption le 6 mai 1983.

Proposition de loi n° **90** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1480**, dépôt le 9 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Worms (11 mai 1983). — Rapport n° **1532** (26 mai 1983). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteurs pour avis : Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Rodolphe Pesce, Augustin Bonrepaux (19 mai 1983). — Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Discussion les 24 et 25 juin 1983. — Adoption le 25 juin 1983. — Proposition de loi n° **407**.

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1954).

Bureau [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1954).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Worms. — Rapport n° **1662** (29 juin 1983)

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport n° **457** (1982-1983) (28 juin 1982). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1673**, dépôt le 29 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Worms. — Rapport n° **1685** (30 juin 1983). — Discussion les 30 juin et 1er juillet 1983. — Seconde délibération (art. 7, 16, 18, 23, 24, 33, 47, 53, 54, 56, 57, 57 bis, 58 ter, 61 bis, 69 bis, 69 quater, 71 nonies). — Adoption avec modifications le 1er juillet 1983. — Proposition de loi n° **445**.

Sénat (deuxième lecture), n° **480** (1982-1983), dépôt le 5 juillet 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jacques Larche. — Rapport n° **482** (1982-1983) (5 juillet 1983). — Discussion le 6 juillet 1983. — Rejet le 6 juillet 1983. — Projet de loi n° **183** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1710**, dépôt le 7 juillet 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Worms. — Rapport n° **1711** (7 juillet 1983). — Discussion le 7 juillet 1983. — Adoption définitive le 7 juillet 1983. — Projet de loi n° **449**.

Loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 23 juillet 1983 (p. 2286). — Rectificatif (*J.O.* du 25 septembre 1983) (p. 2863).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [24 juin 1983] (p. 3096-3114).

Action sociale et aide sociale : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3099) ; *Laignel (André)* (p. 3100) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3102) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3106) ; *Guichard (Olivier)* (p. 3109) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3110) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3117) ; *Raynal (Pierre)* (p. 3118) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 3119) ; *Millon (Charles)* (p. 3121) ; *Josselin (Charles)* (p. 3122) ; *Richard (Alain)* (p. 3126).

Aérodromes : *Guichard (Olivier)* (p. 3108).

Attitude de l'opposition : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3197).

Bibliothèques centrales de prêts : *Laignel (André)* (p. 3100) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3112) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3118) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3130).

Carte grise : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3115).

Conseils municipaux : *Maisonnat (Louis)* (p. 3117).

Culturelle (décentralisation) : *Laignel (André)* (p. 3100) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 3104) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3129).

Dotation générale de décentralisation : *Defferre (Gaston)* (p. 3105).

Dotation globale d'équipement : *Laignel (André)* (p. 3101) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3105-3114) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3114) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3117) ; *Millon (Charles)* (p. 3120) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3125).

Ecoles : *Laignel (André)* (p. 3100) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 3102) ; *Guichard (Olivier)* (p. 3108) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3110) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3111) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3118) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 3119) ; *Millon (Charles)* (p. 3121) ; *Richard (Alain)* (p. 3126) ; Bourg-Broc (Bruno) (p. 3128).

Emploi : *Josselin (Charles)* (p. 3123) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3124).

Etat (pouvoirs de l'—) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3099) ; *Guichard (Olivier)* (p. 3109) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3114) ; *Millon (Charles)* (p. 3120).

Fonction publique locale : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3098) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3103) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3105) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3110) ; *Raynal (Pierre)* (p. 3119) ; *Millon (Charles)* (p. 3120) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3128).

Formation professionnelle : *Defferre (Gaston)* (p. 3112) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3112).

Itinéraires de promenades et de randonnées : *Pesce (Rodolphe)* (p. 3103).

Logement des instituteurs : *Laignel (André)* (p. 3100) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3102) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3106) ; *Raynal (Pierre)* (p. 3118) ; *Raynal (Pierre)* (p. 3125).

Minjoz (contingents) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3116).

Organisation du travail parlementaire : *Guichard (Olivier)* (p. 3108) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3111).

Péréquation entre collectivités locales : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3098) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3110) ; *Josselin (Charles)* (p. 3123).

Petites communes (dispositions en faveur des —) : *Maisonnat (Louis)* (p. 3117).

Réforme des finances locales et de la fiscalité locale : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3098) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3108) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3115) ; *Raynal (Pierre)* (p. 3118) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3125) ; *Richard (Alain)* (p. 3127) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3128).

Santé scolaire : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 3103).

Service public de l'emploi : *Jacquaint (Muguette)* (p. 3124).

Statut des élus : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3098).

Transferts de charges : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3099) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3114) ; *Raynal (Pierre)* (p. 3119) ; *Millon (Charles)* (p. 3120) ; *Josselin (Charles)* (p. 3122) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3130).

Transports scolaires : *Laignel (André)* (p. 3100) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 3102) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3106) ; *Raynal (Pierre)* (p. 3118) ; *Lassale (Roger)* (p. 3129).

Discussion des articles [24 juin 1983] (p. 3131) ; [25 juin 1983] (p. 3143, 3176, 3220).

Titre 1er : *des principes fondamentaux et des modalités des transferts de compétences.*

Section première : *des principes fondamentaux.*

Article 1er *(respect des principes fondamentaux posés par les textes antérieurs et des préalables prévus à la section II du présent titre)* : conditions de travail de l'Assemblée nationale ; application du présent texte aux départements d'outre-mer (p. 3131) ; garanties financières nécessaires à la poursuite de la décentralisation ; hommage rendu au Sénat par le Gouvernement ; nécessité d'adopter le texte élaboré par

les sénateurs ; amendements identiques n° 1 de la commission et n° 105 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (supprimant le caractère du préalable des dispositions de la section II) (p. 3132) : rejetés au scrutin public ;

— article er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 *(entrée en vigueur des transferts de compétences)* : amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 3 *(respect des conventions de mise à disposition des personnels)* (p. 3133) ; nécessité de signer rapidement les conventions de mise à disposition de personnels ; amendement n° 3 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Section II : *de l'adaptation de la participation de l'Etat à certaines dépenses.*

Article 4 *(transports scolaires)* (p. 3134) : nécessité d'aménager la dotation globale d'équipement ; mise à niveau de la participation de l'Etat au service des transports scolaires ; amendements identiques n° 4 de la commission et n° 106 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (de suppression) (p. 3135) ; diminution de la participation de l'Etat au financement des transports scolaires depuis deux ans (p. 3136) : adoptés ;

— en conséquence cet article est supprimé (p. 3137).

Article 5 *(logement des instituteurs)* : amendements identiques n° 5 de la commission et n° 107 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (de suppression) ; refus des préalables imposés par le Sénat (p. 3143) : adoptés ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 6 *(révision des barèmes d'aide sociale)* : amendement n° 223 de M. Adrien Zeller (révision des barèmes sur une période de cinq ans au plus) ; amendement n° 145 de M. Robert Galley (révision des barèmes sur une période de deux ans au plus) (p. 3144) ; inégalités entre départements du fait de l'application des barèmes actuels ; coût de la révision des barèmes pour l'Etat et le département (p. 3145) ; rejetés ; amendements identiques n° 6 de la commission et n° 108 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (financement des transferts financiers pour moitié par une augmentation de la participation de l'Etat aux dépenses d'aide sociale et de santé des départements) (p. 3146) : adoptés au scrutin public ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 *(remboursement par l'Etat des contingents d'aide sociale)* : amendements identiques n° 7 de la commission et n° 109 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (étalement du remboursement sur 12 ans) ; sous-amendement n° 278 de M. Jacques Médecin soutenu par M. Pierre Raynal à l'amendement n° 7 de la commission (précisant que les versements seront effectués au cours du premier semestre) ; sous-amendement n° 224 de M. Adrien Zeller à l'amendement n° 7 de la commission (fixant la première échéance au 1er janvier 1984) (p. 3147) ; accélération du développement des dépenses d'aide sociale (p. 3148) ; importance des dépenses d'aide sociale dans le budget des départements ; sous-amendement n° 278 : adopté ; sous-amendement n° 224, ainsi modifié, adopté au scrutin public ; amendement n° 147 de M. Jacques Médecin : devenu sans objet ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 *(exclusion du bilan des transferts des charges induites pour l'Etat par l'adaptation de sa participation à certaines dépenses)* : amendement n° 8 de la commission et n° 110 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (de suppression) (p. 3149) : adoptés ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Section III : *de la compensation des transferts de compétences.*

Avant l'article 9 : amendements identiques n° 9 de la commission et n° 111 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (suppression de la section III) : adoptés ; amendement n° 197 de M. Robert Galley soutenu par M. Jacques Toubon (compensation intégrale des transferts de compétences) : devenu sans objet.

Article 9 *(principes applicables à la compensation des transferts)* : amendements identiques n° 10 de la commission et n° 112 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (de suppression) ; suppression des garanties offertes aux collectivités locales (p. 3150) ; adoptés au scrutin public ; en conséquence, cet article est supprimé ;

Article 10 *(compensation des charges nouvelles dans les domaines de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage)* : amendements identiques n° 11 de la commission et n° 113 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (de suppression) (p. 3151) : adoptés ; en conséquence, cet article est supprimé ;

Article 11 *(bilan financier)* : amendements identiques n° 12 de la commission et n° 114 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (de suppression) : (p. 3152) : adoptés ; en conséquence, cet article est supprimé ;

Titre II : *des compétences nouvelles*

Section 1 : *des transferts*

Avant l'article 12 : amendement n° 13 de la commission (intitulant ainsi l'intitulé de cette section : des ports et voies d'eau) : adopté.

Article 12 *(responsabilités des départements en matière de transports scolaires)* (p. 3153) ; amendements identiques n° 14 de la commission, n° 115 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan et n° 148 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : adoptés ;

— en conséquence, cet article est supprimé ;

réserve de l'amendement n° 230 du Gouvernement.

Article 13 *(conventions passées pour l'organisation des transports scolaires)* **supprimé par le Sénat** :

amendement n° 231 du Gouvernement : réservé ;

Article 13 bis *(adaptation des dispositions applicables aux transports scolaires en Ile de France)* : amendements identiques n° 15 de la commission et n° 149 de M. Olivier Guichard (de suppression) : adoptés ;

— en conséquence, cet article est supprimé ;

amendements n° 232 et n° 233 du Gouvernement : réservés (p. 3154).

Article 13 ter *(création des aérodromes)* : amendement n° 16 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 13 quater *(gestion des aérodromes)* : amendement n° 17 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 14 *(compétence de la région en matière de ports fluviaux)* : amendement n° 18 de la commission (compétence de la région en matière de ports fluviaux) : adopté (p. 3155) ; amendement n° 155 de M. Olivier Guichard (suppression de la référence à la collectivité territoriale délégataire) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 217 de M. Louis Maisonnat (révision des concessions accordées à d'autres personnes publiques) ; principe de la stabilité des contrats : rejeté ;

Article 15 *(police des ports)* : amendement n° 156 de M. Olivier Guichard (de suppression) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé ; amendement n° 20 de la commission : devient sans objet ;

Article 16 *(ports demeurant de la compétence de l'Etat)* : amendement n° 157 de M. Olivier Guichard (compétence du département) ; sous-amendement n° 234 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 157, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 158 de M. Olivier Guichard (de coordination) (p. 3157) ; sous-amendement n° 235 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 158, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 218 de M. Louis Maisonnat (révision des concessions dans lesquelles le département est partie prenante) : rejeté ; amendement n° 21 de la commission (définition des procédures de consultation et d'enquête par décret en Conseil d'Etat) : adopté.

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 *(police des ports maritimes)* : amendement n° 279 de la commission (dispositions relatives à la police fluviale) : adopté.

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 17 bis *(droits de port)* : adopté.

Article 18 *(gestion du domaine public nécessaire au fonctionnement des ports maritimes et fluviaux)* (p. 3158) ; amendement n° 22 de la commission (obligation faite aux collectivités territoriales de gérer les dépendances du domaine public dans le respect de leur vocation) : adopté ; amendement n° 215 de M. Olivier Guichard (insérant l'article 19 du présent projet à la fin de l'article 18) ; sous-amendement n° 280 de la commission (nature de la convention) ; adopté ; amendement n° 215, ainsi modifié : adopté.

— article 18, ainsi rédigé, adopté.

Article 19 *(maintien des droits des concessionnaires actuels du domaine public)* : amendement n° 216 de M. Olivier Guichard (de suppression) : adopté ; en conséquence, cet article est supprimé ; amendement n° 23 de la commission : devient sans objet.

Article 20 *(réglementation sociale applicable aux transports)* : amendement n° 166 de M. Olivier Guichard (de suppression) (p. 3159) : rejeté ;

— article 20, adopté.

Article 21 *(aides à la flotte de pêche côtière et aux cultures marines)* : amendements identiques n° 24 de la commission et n° 116 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (suppression du mot « collectifs ») : adoptés ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 22 *(modalités d'application des dispositions relatives aux transports pour la région Ile de France)* **supprimé par le Sénat.**

Après l'article 22 : amendement n° 102 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jacques Toubon (délimitation des paroisses dans les départements concordataires de l'Est de la France) (p. 3160) : retiré.

Avant l'article 23 : amendement n° 219 de M. Louis Maisonnat (caractère national et unité du service public de l'enseignement) : rejeté.

Section II : *de l'enseignement public.*

Article 23 *(création de conseils de l'éducation)* (p. 3161) ; problème des établissements d'enseignement privé associés à l'Etat par contrat ; amendement n° 25 de la commission (création d'un conseil de l'éducation dans chaque département) ; sous-amendement n° 170 de M. Olivier Guichard (précisant que le conseil de l'éducation est installé auprès de chaque conseil général) (p. 3162) ; sous-amendement n° 172 de M. Olivier Guichard (suppression de l'avant dernier alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 171 de M. Olivier Guichard (exercice des attributions contentieuses et disciplinaires du conseil) ; amendement n° 236 du Gouvernement (institution d'un conseil dans chaque département et chaque académie) ; amendement n° 220 de M. Edmond Garcin soutenu par M. Dominique Frelaut (rôle des conseils créés par cet article) ; sous-amendement n° 301 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 25 de la commission (création d'un conseil auprès de chaque conseil général) (p. 3163) ; gestion du personnel de l'éducation nationale (p. 3164) ; sous-amendement n° 303 de la commission à l'amendement n° 236 du Gouvernement (présidence du conseil de l'éducation) (p. 3165) ; rôle des conseils de l'éducation (p. 3166) ; amendement n° 25 : retiré ; sous-amendements n° 170, n° 301, n° 172 et n° 171 : devenus sans objet ; amendement n° 220 : retiré ; sous-amendement n° 303 : adopté ; amendement n° 236, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 23 ; amendements n° 167, n° 168 et n° 169 de M. Olivier Guichard : deviennent sans objet ; (p. 3167).

Article 24 *(carte des écoles, des collèges et des lycées)* amendement n° 26 de la commission (avis du représentant de l'Etat recueilli pour l'implantation des écoles et des classes élémentaires et rôle de celui-ci en matière de fixation de la liste des opérations de construction ou d'extension des établissements du second degré) ; sous-amendement n° 159 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Jacques Toubon (établissement de la carte scolaire des collèges par le conseil général) ; sous-amendement n° 299 de M. Adrien Zeller (association des syndicats intercommunaux à la consultation prévue par cet amendement) ; sous-amendement n° 160 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Jacques Toubon (établissement de la carte scolaire des lycées par le conseil régional) ; sous-amendement n° 198 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rôle de l'Etat en matière d'implantation des établissements d'enseignement supérieur) ; sous-amendement n° 281 de M. Jean-Pierre Sueur soutenu par M. Alain Richard (mise en place de plans régionaux de développement des formations de l'enseignement supérieur) ; amendement n° 117 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (de précision) ; amendement n° 237 du Gouvernement (de précision) (p. 3177) ; détermination de la carte scolaire (p. 3178) ; impossibilité pour l'Etat de s'engager financièrement pour une durée supérieure à une année ; durée de la construction des bâtiments scolaires (p. 3179) ; création des classes élémentaires ; sous-amendement n° 159 : adopté après rectification ; en conséquence, le sous-amendement n° 299 est satisfait ; sous-amendement n° 160 rejeté ; sous-amendement n° 198 : rejeté ; sous-amendement n° 281 : adopté ; amendement n° 26, adopté après modification ; en conséquence, ce texte devient l'article 24 ; les amendements n° 117 et n° 237 deviennent sans objet.

Après l'article 24 : amendement n° 173 de M. Robert Galley soutenu par M. Jacques Toubon (précisant que l'Etat s'engage à affecter les personnels nécessaires au fonctionnement des nouveaux établissements) : retiré.

Article 25 *(prise en charge des constructions scolaires par les collectivités locales)* (p. 3180) ; distinction entre la construction de nouveaux collèges et la reconstruction de bâtiments anciens ; cas des constructions du type « Pailleron » ; amendements identiques n° 27 de la commission et n° 118 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (principe de la décentralisation de l'ensemble des dépenses afférentes à la construction des établissements scolaires) ; sous-amendement n° 161 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Jacques Toubon (représentation des collectivités locales au sein des conseils d'administration des établissements) ; sous-amendement n° 162 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Jacques Toubon (suppression des mots « en tout ou partie » dans le paragraphe VII de cet amendement) ; sous-amendement n° 163 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Jacques Toubon (durée pendant laquelle la responsabilité de la construction, de l'équipement ou du fonctionnement d'un collège ou d'un lycée peut être confiée à une commune) (p. 3181) ; sous-amendement n° 305 de M. Pierre Raynal soutenu par M. Jacques Toubon (précisant que le président du conseil d'établissement est élu parmi les membres désignés par le conseil général ou le conseil régional) (p. 3182) ; sous-amendements n° 161 et n° 305 : rejetés ; sous-amendements n° 162 et n° 163 : rejetés ; réserve des amendements n° 27 de la commission, n° 118 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan et n° 165 de M. Pierre Raynal en raison de la possible irrecevabilité du sous-amendement n° 304 de M. Jacques Toubon ; **rappels au règlement** de M. Alain Richard et M. Jacques Toubon.

Après l'article 25 : amendement n° 30 de la commission (substituant le département à l'Etat dans les droits et obligations résultant des conventions passées avec les communes pour le fonctionnement des collèges) ; sous-amendement n° 174 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Jacques Toubon (substituant le département à l'Etat et aux communes) (p. 3183) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 30 : adopté.

Article 25 précédemment réservé : sous-amendement n° 304 de M. Jacques Toubon : déclaré irrecevable ; amendements identiques n° 27 de la commission et n° 118 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan : adoptés après modification ; en conséquence, l'amendement n° 165 de M. Pierre Raynal devient sans objet.

Après l'article 25 (suite) : amendement n° 238 du Gouvernement (création d'une dotation régionale d'équipement scolaire) : adopté ; amendement n° 239 du Gouvernement (crédits destinés aux collèges) : adopté ; amendement n° 240 du Gouvernement (conséquences des dispositions relatives aux collèges sur la dotation globale d'équipement) : adopté ; amendement n° 241 du Gouvernement (rapport entre les programmes annuels et la dotation globale d'équipement) : adopté ; amendement n° 242 du Gouvernement (codification du code rural) (p. 3184) : adopté.

Article 26 *(établissements d'enseignement restant de la compétence de l'Etat)* ; charges de la ville de Paris au titre de l'enseignement supérieur ; adopté.

Après l'article 26 : amendement n° 243 du Gouvernement (collèges et autres établissements créés dans les villes nouvelles) : adopté.

Article 27 *(répartition des charges des écoles pré-élémentaires à fréquentation intercommunale)* ; problème des communes de montagne (p. 3185) ; amendement n° 282 de M. Augustin Bonrepaux (modifiant la répartition des charges entre les communes) ; amendement n° 244 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 244 : retiré ; amendement n° 282 : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 27 ; amendements n° 103 et n° 104 de M. Jean-Louis Masson, n° 226 de M. Adrien Zeller, n° 121 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, ainsi que le sous-amendement n° 229 : deviennent sans objet.

Après l'article 27 : amendement n° 175 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Jacques Toubon (dispositions relatives aux collèges à fréquentation intercommunale) : adopté (p. 3186).

Article 28 *(utilisation des locaux scolaires pour l'organisation d'activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif)* : adopté.

Article 29 *(organisation d'activités éducatives, culturelles et sportives complémentaires par les collectivités locales)* : amendement n° 176 de M. Jacques Médecin soutenu par M. Jacques Toubon (conditions de la mise à disposition d'agents de l'Etat) : rejeté.

— article 29, adopté.

Article 30 *(modification par le maire des horaires d'entrée et de sortie des établissements scolaires)* : amendement n° 177 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Jacques Toubon (avis de l'autorité scolaire responsable) ; amendement n° 32 de la commission (suppression du mot « municipal ») ; amendement n° 177 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 32 : devient sans objet ; amendements identiques n° 273 du Gouvernement et n° 283 de la commission (substituant l'expression « établissements d'enseignement » à l'expression « écoles pré-élémentaires et élémentaires ») ; amendement n° 273 : retiré ; amendement n° 283 : adopté ; amendement n° 178 de M. Robert Galley (modification des heures d'entrée et de sortie des collèges) : devenu sans objet ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 30 : amendements identiques n° 33 de la commission et n° 122 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (précisant que les transports scolaires sont des services réguliers de transport au sens de la loi d'orientation sur les transports intérieurs) (p. 3187) ; sous-amendement n° 179 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Jacques Toubon à l'amendement n° 33 de la commission (plan départemental des transports scolaires) ; sous-amendement n° 284 de M. Roger Lassalle (consultation du conseil départemental de l'éducation) ; sous-amendement n° 199 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales à l'amendement n° 33 de la commission (référence à la sécurité des élèves et à la limitation de la durée des transports) ; sous-amendement n° 302 de M. Jacques Barrot à l'amendement n° 33 de la commission (précisant que les transports doivent bénéficier aux élèves des établissements privés sous contrat) ; amendement n° 150 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Jacques Toubon (compétence du département en matière de transports scolaires et élaboration du plan départemental des transports scolaires) (p. 3188) ; sous-amendement n° 302 : retiré ; sous-amendement n° 179 : retiré ; sous-amendement n° 284 : adopté ; sous-amendement n° 199 : rejeté ; amendements n° 32 et n° 122, ainsi modifiés : adoptés ; en conséquence, l'amendement n° 150 devient sans objet (p. 3189) ; amendement n° 34 de la commission (possibilité pour les autorités organisatrices de confier par délégation le service de transports scolaires à d'autres établissements ou organismes) ; sous-amendement n° 285 de M. Roger Lassale (référence aux syndicats mixtes) ; sous-amendement n° 297 du Gouvernement (suppression de la référence à un délai de quatre ans) ; amendement n° 123 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (même objet que l'amendement n° 34 de la commission) ; sous-amendements n° 285 et n° 297 : adoptés ; amendement n° 34, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, l'amendement n° 123 devient sans objet (p. 3190) ; amendement n° 35 de la commission (dispositions relatives à la région parisienne) ; amendement n° 151 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) : retiré ; amendement n° 35 : adopté.

Section III : *de l'action sociale et de la santé.*

Chapitre Ier : *de l'action sociale et de l'aide sociale.*

Avant l'article 31 : amendement n° 36 de la commission (nouvel intitulé du chapitre Ier : « des prestations ») ; adopté.

Article 31 *(compétence du département en matière d'aide sociale)* : amendements identiques n° 37 de la commission et n° 124 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (suppression de la référence à la loi relative aux institutions sociales et médico-sociales) : adoptés ; amendements identiques n° 38 de la commission et n° 125 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (suppression de l'affirmation selon laquelle le département assume la charge financière de ses décisions) : adoptés ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Article 32 *(délégation de compétences du département aux communes)* : adopté.

Article 33 *(règlement départemental d'aide sociale et attribution des prestations)* (p. 3191) ; amendements identiques n° 39 de la commission et n° 126 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 245 du Gouvernement (possibilité pour le département de fixer des conditions plus favorables que les règles minimales) : adopté ; amendement n° 200 de la commission des affaires culturelles familiales et sociales (précisant que les prestations visées par cet article sont celles qui relèvent de la compétence du département) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Article 34 : *prestations à la charge de l'Etat en matière d'aide sociale* : amendement n° 246 du Gouvernement (frais de fonctionnement des centres d'aides par le travail) : rejeté ;

— article 34, adopté.

Article 35 *(présentation annuelle d'un état récapitulatif des dépenses de l'Etat au conseil général)* : amendements identiques n° 41 de la commission et n° 128 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (précisant que l'état récapitulatif est présenté dans l'année qui suit l'exercice budgétaire) (p. 3192) : adoptés ;

— article 35, ainsi modifié, adopté.

Chapitre II : *de la santé.*

Avant l'article 36 : amendement n° 42 de la commission (intitulant ainsi le chapitre : « des services ») : adopté.

Article 36 *(compétences du département en matière de santé)* : transfert des compétences relatives au service social et au service de santé scolaires ; amendement n° 43 de la commission (politique de lutte contre les fléaux sociaux, dépistage de la lèpre et du cancer) ; sous-amendements identiques n° 228 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Dominique Frelaut, n° 286 de M. Bernard Derosier soutenu par M. Philippe Bassinet et n° 308 de M. François Fillon soutenu par M. Jacques Toubon (suppression de la référence au problème d'action sociale et médicale en matière de santé scolaire) ; sous-amendement n° 300 du Gouvernement (précisant que les agents du service de santé scolaire font partie intégrante de l'équipe éducatrice) ; amendement n° 129 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (référence aux textes concernant les prophylaxies de la lèpre) (p. 3193) ; problème des populations marginales ; sous-amendement n° 309 de M. Jacques Toubon (statut du corps des assistantes sociales) ; sous-amendement n° 310 de M. Jacques Toubon (suppression du 7e alinéa (6°) de cet amendement) ; sous-amendement n° 311 de M. Jacques Toubon (suppression du 8e alinéa (7°) de cet amendement) (p. 3194) ; lutte contre le cancer ; sous-amendements n° 228, n° 286 et n° 308 : adoptés ; en conséquence, les sous-amendements n° 300 et n° 309 : deviennent sans objet ; sous-amendements n° 310 et n° 311 : rejetés ; amendement n° 43, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 36 ; l'amendement n° 129 est satisfait ; amendements n° 181 et n° 182 de M. François Fillon, n° 227 de M. Georges Mesmin et n° 183 de M. Jacques Toubon : deviennent sans objet (p. 3195).

Article 37 *(organisation des services départementaux de vaccination)* : adopté.

Article 38 *(protection maternelle et infantile)* : adopté.

Article 39 *(dispensaires antituberculeux)* : adopté.

Article 40 : *(bureaux municipaux d'hygiène)* : amendement n° 287 de la commission (cas des bureaux d'hygiène relevant d'un groupement de communes) adopté ;

— article 40, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 40 bis : amendement n° 44 de la commission (insérant un chapitre II bis ainsi intitulé : « des structures et des procédures ») : adopté.

Article 40 bis *(schéma départemental des établissements des services sociaux et médico-sociaux)* ; amendement n° 45 de la commission (suppression de la référence à la partie gérontologique du schéma départemental) : adopté ; amendement n° 46 de la commission (caractère obligatoire du schéma directeur) : adopté ;

— article 40 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 40 ter *(compétence du président du conseil général pour la création des établissements ou services sociaux)* : amendement n° 201 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (de précision) (p. 3196) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 40 ter.

Article 40 quater : *(prise en charge des prestations relevant du domaine de compétence du département)* : amendement n° 49 de la commission (compétence du président du conseil général) ; amendement n° 202 de la commission des affaires culturelles (même objet) ; amendement n° 49 adopté ; en conséquence, amendement n° 202 : devient sans objet ;

— article 40 quater, ainsi modifié, adopté.

Article 40 quinquies *(tarification des prestations fournies en matière d'aide sociale)* : amendement n° 203 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (cas des établissements et services ne relevant pas à titre principal du département mais recevant des bénéficiaires de l'aide sociale) ; sous-amendement n° 307 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 203, ainsi modifié, adopté.

Article 40 sexies *(autorisation de création ou d'extension d'établissements)* (p. 3197) ; amendement n° 130 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan soutenu par M. Charles Josselin, rapporteur pour avis suppléant (de clarification) ; sous-amendement n° 247 du Gouvernement (suppression des mots « d'aide sociale ») : adopté ; amendement n° 130, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, l'amendement n° 204 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : devient sans objet ; amendement n° 50 de la commission : satisfait ; amendement n° 51 de la commission (suppression de la possibilité de création d'un établissement sans section médicalisée) : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 131 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan : devient sans objet ;

— article 40 sexies, ainsi modifié, adopté.

Article 40 septies *(secret des informations nominatives à caractère sanitaire et social)* : dépistage du cancer (p. 3198) ; amendement oral de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 40 septies, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 40 septies : amendement n° 52 de la commission (caractère obligatoire des dépenses d'aide sociale et de santé) : adopté après rectification.

Chapitre III : *allègement des charges des collectivités territoriales.*

Article 41 *(prise en charge par l'Etat de certaines dépenses en matière d'hygiène publique et de santé)* : adopté.

Article 42 *(suppression des pouvoirs financiers du préfet en matière de protection maternelle et infantile)* : adopté.

Article 43 *(lutte contre la toxicomanie)* : adopté (p. 3199).

Article 44 *(prévention du cancer et lutte contre la lèpre)* : amendements identiques n° 53 de la commission et 132 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (de suppression) : adoptés ; en conséquence, cet article est supprimé.

Chapitre IV : *dispositions communes.*

Avant l'article 45 : amendement n° 54 de la commission (rédigeant ainsi l'intitulé de ce chapitre : « dispositions diverses ou transitoires ») : adopté.

Article 45 *(participation des communes aux dépenses sociales)* : augmentation des charges des communes ; amendements identiques n° 55 de la commission et n° 133 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (de suppression) (p. 3200) : adoptés ; en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 45 : amendement n° 56 de la commission (transformation d'un hospice public en centre de long séjour) : adopté.

Article 46 *(caractère obligatoire des dépenses d'aide sociale)* : amendement n° 57 de la commission (de suppression) : adopté ; en conséquence, cet article est supprimé ; l'amendement n° 184 de M. Robert Galley devient sans objet.

Article 46 bis *(substitution du département à l'Etat dans ses droits et obligations)* : amendement n° 205 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rédactionnel) : retiré.

Article 47 *(codification)* (p. 3201) ; amendement n° 274 du Gouvernement (exercice de la tutelle sur les pupilles de l'Etat par le représentant de l'Etat dans le département) : adopté ;

— article 47, ainsi modifié, adopté.

Article 47 bis *(définition du contenu de la loi adaptant la législation relative aux institutions sociales et médico-sociales)* : amendement n° 58 de la commission (de suppression) : adopté ; en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 47 bis : amendement n° 59 de la commission (application de l'article 119 de la loi du 7 janvier 1983 aux établissements et services publics sanitaires et sociaux des régions) : adopté (p. 3202).

Section IV : *de l'environnement et de l'action culturelle.*

Article 48 A *(utilisation des chemins de randonnée, respect des pouvoirs de police du maire)* : amendements identiques n° 60 de la commission et n° 206 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (de suppression) : adoptés ; en conséquence, cet article est supprimé.

Article 48 *(plan départemental des chemins de randonnée)* : amendement n° 207 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (de précision) : adopté ; amendement n° 61 de la commission (conventions entre le département et les communes pour l'utilisation des chemins ruraux) : adopté ;

— article 48, ainsi modifié, adopté.

Article 49 *(codification des dispositions relatives aux plans départementaux des chemins de randonnée)* (p. 3203) : adopté.

Article 49 bis *(prise en compte de l'environnement dans les plans d'occupation des sols)* : amendements identiques n° 62 de la commission et n° 208 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (de suppression) : adoptés ; en conséquence, cet article est supprimé.

Article 49 ter *(intervention des régions dans le domaine de la protection de l'environnement)* : amendements identiques n° 63 de la commission et n° 209 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (de suppression) : adoptés ; en conséquence, l'article 49 ter est supprimé.

Article 49 quater *(prise en compte de l'environnement à l'occasion des révisions des plans d'occupation des sols)* ; amendements identiques n° 64 de la commission et n° 210 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (de suppression) : adoptés ; en conséquence, cet article est supprimé.

Article 49 quinquies *(institution de périmètres de protection autour des réserves naturelles)* (p. 3204) : amendement n° 250 du Gouvernement (de correction) : adopté ; amendement n° 65 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 49 quinquies, ainsi modifié, adopté.

Article 50 *(insertion d'œuvres d'art dans certaines constructions)* : amendement n° 185 de M. Robert Galley soutenu par M. Jean-Pierre Soisson (liberté laissée aux collectivités de décider du montant de leurs investissements qu'elles consacrent à la réalisation d'œuvres d'art) : rejeté ;

— article 50, adopté.

Article 51 *(bibliothèques centrales de prêt)* : amendements identiques n° 66 de la commission, n° 134 de la commission des finances,

de l'économie générale et du plan, et n° 288 de M. Rodolphe Pesce (rédactionnels) (p. 3205) : adoptés ; amendements identiques n° 67 de la commission, n° 135 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan et n° 289 de M. Rodolphe Pesce (précisant que les personnels scientifiques des bibliothèques sont fonctionnaires de l'Etat) : adoptés après rectification ; amendement n° 251 du Gouvernement (personnels non scientifiques des bibliothèques centrales de prêt) : adopté ; amendement n° 186 de M. Robert Galley soutenu par M. Pierre Raynal (suppression du contrôle technique de l'Etat) : retiré ; amendements identiques n° 68 de la commission et n° 136 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (suppression de la référence à un décret dans le dernier alinéa de cet article) (p. 3206) : adoptés ; amendement n° 290 de M. Rodolphe Pesce (transfert des bibliothèques centrales de prêt avant le 31 décembre 1987) : retiré ;

— article 51, ainsi modifié, adopté.

Article 52 *(bibliothèques municipales)* : amendement n° 187 de M. Robert Galley soutenu par M. Pierre Raynal (contrôle technique de l'Etat sur l'organisation des bibliothèques) : retiré ; amendement n° 69 de la commission (règle de classement des bibliothèques) ; adopté ;

— article 52, ainsi modifié, adopté.

Article 53 *(musées des collectivités locales)* : amendement n° 252 du Gouvernement (statut des agents affectés à un musée) : adopté (p. 3207) ; amendement n° 70 de la commission (changement de catégorie d'un musée) : adopté ;

— article 53, ainsi modifié, adopté.

Article 54 *(établissements d'enseignement musical publics)* : amendement n° 253 du Gouvernement (précisant quels types d'enseignements artistiques sont transférés aux collectivités locales) : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 211 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales est satisfait ; amendement n° 254 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté.

— article 54, ainsi modifié, adopté.

Article 54 bis *(établissements publics d'enseignement des arts plastiques)* : amendements identiques n° 71 de la commission, n° 137 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan et n° 212 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (précisant que les établissements d'enseignement supérieur restent de la compétence de l'Etat) : adoptés ;

— article 54 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 55 *(contrôle de l'Etat sur les personnels scientifiques chargés du patrimoine)* : adopté.

Article 56 *(archives communales et départementales)* (p. 3208) : amendements identiques n° 72 de la commission et n° 138 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (conditions de prise en charge des fonctions d'archives par le département) : adoptés ; amendement oral de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 56, ainsi modifié, adopté.

Article 57 *(archives régionales)* : amendement n° 73 de la commission (conditions de prise en charge des archives régionales) : adopté ; amendement n° 74 de la commission (possibilité de recevoir des archives privées) : adopté ;

— article 57, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 57 : amendement n° 255 du Gouvernement (personnels affectés dans les services d'archives) (p. 3209) : adopté.

Titre III : *dispositions financières et diverses.*

Section I : *dispositions d'ordre financier.*

Article 58 A *(répartition du solde de la dotation globale d'équipement des communes)* : amendements identiques n° 75 de la commission et n° 139 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan (de suppression) : adoptés ; en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 58 A : amendement n° 256 du Gouvernement (référence aux villes nouvelles) : adopté ;

Article 58 *(utilisation de la dotation globale d'équipement des communes)* : amendement n° 257 du Gouvernement (précisant que la seconde part de la dotation globale d'équipement peut faire l'objet d'une capitalisation) ; sous-amendement n° 293 de la commission (suppression du mot « intercommunale ») (p. 3210) ; sous-amendement oral de la commission (rédactionnel) : adopté ; sous-amendement n° 293 : adopté ; amendement n° 257 : ainsi modifié, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 58 ; l'amendement n° 140 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan : devient sans objet.

Après l'article 58 : amendement n° 258 du Gouvernement (référence à l'eau et à l'assainissement) : adopté.

Article 59 *(extension aux groupements de départements du bénéfice de la première partie de la D.G.E.)* : adopté.

Article 59 bis *(extension du bénéfice de la D.G.E. aux syndicats associant des communes et des départements)* : amendement n° 275 du Gouvernement (permettant aux syndicats mixtes de bénéficier de la D.G.E.) ; amendement n° 142 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan soutenu par M. Charles Josselin, rapporteur suppléant (même objet) : retiré ; amendement n° 275, adopté après rectification.

— article 59 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 60 *(possibilité de placement de la fraction de la dotation globale d'équipement en attente d'emploi)* ; problème de l'utilisation des fonds libres des collectivités locales (p. 3211) ; amendements identiques n° 79 de la commission et n° 143 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan soutenu par M. Charles Josselin, rapporteur pour avis suppléant (de suppression) : adoptés au scrutin public ; en conséquence, cet article est supprimé.

Article 60 bis *(opérations pouvant donner lieu au versement de la dotation globale d'équipement des communes)* : adopté.

Article 61 *(extension des dispositions de la loi du 7 janvier 1983 aux communes des territoires d'outre-mer et de Mayotte)* : adopté.

Après l'article 61 : amendement n° 259 du Gouvernement (problème des villes centres) (p. 3212) : adopté.

Article 62 *(rapport financier)* : amendements identiques n° 80 de la commission et n° 144 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan soutenu par M. Charles Josselin, rapporteur pour avis suppléant (de suppression) : adoptés ; en conséquence, cet article est supprimé (p. 3213).

Article 62 bis *(statut des caisses de crédit municipal)* : adopté.

Article 62 ter *(création des caisses de crédit municipal)* : adopté.

Article 62 quater *(accès des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités locales au corps des chambres régionales des comptes)* ; suspension de séance demandée par M. Jacques Toubon (p. 3214) ; adopté.

Après l'article 62 quater : amendement n° 260 du Gouvernement (consultation du conseil d'arrondissement lorsque le périmètre du plan d'occupation des sols concerne en tout ou partie le ressort territorial de l'arrondissement) (p. 3220) ; adopté ; amendement n° 261 du Gouvernement (possibilité pour le conseil municipal de donner délégation au conseil d'arrondissement pour traiter certains achats de fournitures) : réservé ; amendement n° 262 du Gouvernement (recettes de fonctionnement des conseils d'arrondissement) : adopté ; (p. 3221) ; amendement n° 276 du Gouvernement (dépenses concernant les ports maritimes, la protection du littoral et l'urbanisme) : adopté ; sous-amendement oral du Gouvernement à son amendement n° 261 (de précision) : adopté : amendement ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 63 : amendement n° 192 de M. Pierre Raynal (transfert des compétences en matière agricole) : rejeté au scrutin public (p. 3222).

Section II : *dispositions diverses.*

Article 63 *(responsabilité de la commune ou du département du fait de mesures de police prises par une autorité relevant de l'Etat)* : adopté.

Article 64 *(mise à disposition de biens)* : amendement n° 263 du Gouvernement (suppression de la mention de « l'évaluation de la remise en état ») : rejeté ;

— article 64, adopté.

Article 65 *(création d'un parc national régional) :* adopté après correction.

Article 66 *(service public de la justice) :* amendement n° 264 du Gouvernement (affectation de certains agents dans les corps de fonctionnaires de l'Etat) : adopté (p. 3223) ; amendement n° 194 de M. Robert Galley soutenu par M. Jacques Toubon (remboursement annuel des dépenses correspondant à la mise à disposition de certains personnels) : adopté ; amendement n° 265 du Gouvernement (droit d'option des personnels) : adopté ;

— article 66, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 66 : amendement n° 306 de M. Augustin Bonrepaux (compétence de l'Etat en matière de contrôle pédagogique) : adopté ;

Article 67 *(transfert des charges afférentes au service public de la justice : dispositions transitoires) :* amendement n° 266 du Gouvernement (prorogation du système de compensation des charges créé par la loi du 2 mars 1982) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 67 (p. 3224).

Après l'article 67 : amendement n° 81 de la commission (substituant dans l'article L.121-10 du code de l'urbanisme la mention des lois d'aménagement et d'urbanisme à la référence aux prescriptions nationales) : adopté ; amendement n° 82 de la commission (délivrance du permis de construire dans les communes dotées d'un P.O.S.) ; amendement n° 83 de la commission (élaboration du schéma directeur) : adopté ; amendement n° 292 du Gouvernement (élaboration ou révision du schéma directeur ou du schéma de secteur) : adopté ; amendement n° 84 de la commission (d'harmonisation) : adopté après rectification.

Article 68 *(modification de l'article L. 122-1-3 du code de l'urbanisme relatif à l'approbation des schémas directeurs)* (p. 3225) ; amendements identiques n° 85 de la commission et n° 267 du Gouvernement (référence au schéma de secteur) : adoptés ; amendement n° 86 de la commission (conditions de retrait d'une commune dans la procédure d'élaboration d'un schéma directeur) : adopté ; amendements identiques n° 87 de la commission et n° 268 du Gouvernement (même objet que les amendements n° 85 et n° 267) : adoptés.

— article 68, ainsi modifié, adopté.

Article 69 *(modification de l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme relatif au contenu du plan d'occupation des sols) :* amendement n° 294 de la commission (rédactionnel) : adopté.

— article 69, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 69 : amendement n° 270 du Gouvernement (de codification) (p. 3226) ; amendement n° 295 de la commission (même objet) ; amendement n° 270 : retiré ; amendement n° 295 : adopté ; amendement n° 269 du Gouvernement (substituant au mot « accord » le mot « avis » dans l'article L. 123-3 du code de l'urbanisme) : rejeté ; amendement n° 88 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 213 de M. Georges Mesmin soutenu par M. Adrien Zeller (délais dans lesquels le P.O.S. est opposable aux tiers) ; sous-amendement oral de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement, ainsi modifié, adopté (p. 3227).

Article 70 *(modification de l'article L. 123-3-2 du code de l'urbanisme relatif à l'entrée en application du P.O.S.) :* approbation du P.O.S. par le commissaire de la République ou les conseils municipaux ;

— article 70, adopté.

Article 71 *(modification de l'article 123-4 du code de l'urbanisme relatif à la révision du plan d'occupation des sols) ;* amendement n° 89 de la commission (interdisant toute application anticipée du P.O.S. en cours de révision) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 71.

Après l'article 71 : amendement n° 291 du Gouvernement (organisation de la période transitoire) (p. 3228) ; adopté ; amendement n° 277 du Gouvernement (de codification) : retiré ; amendement n° 90 de la commission (conditions de délivrance du permis de construire selon que cette responsabilité incombe à l'Etat ou à la commune) : adopté ; amendement n° 91 de la commission (possibilité pour le maire de déléguer ses pouvoirs en matière d'instruction du permis de construire) : adopté ; amendement n° 92 de la commission (conditions de dépôt des demandes de permis de construire) : adopté (p. 3229) ; amendement n° 93 de la commission (harmonisation des modalités de délivrance des autorisations d'utilisation du sol avec celles prévues pour le permis de construire) : adopté ; amendement n° 94 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3230) ; amendement n° 95 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 214 de M. Georges Mesmin soutenu par M. Adrien Zeller (recours déposé en matière de permis de construire) ; amendement n° 296 de la commission (même objet) ; amendement n° 214 : retiré ; amendement n° 296 : adopté.

Article 72 *(validation des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols) ;* exemple du plan d'occupation des sols d'Auxerre ; amendements n° 96 et n° 97 de la commission (précisant que les documents sont validés lorsque les représentants des collectivités publiques qui n'avaient pas lieu d'être associés à l'élaboration des documents y ont participé en plus des représentants légalement habilités) (p. 3231) : adoptés ;

— article 72, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 72 : amendement n° 271 du Gouvernement (de précision) : retiré.

Article 73 *(modification de l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme relatif au certificat d'urbanisme) :* adopté.

Article 74 *(modification de l'article L. 123-8 du code de l'urbanisme relatif à la déclaration d'utilité publique d'une opération) :* adopté.

Après l'article 74 : amendement n° 98 de la commission (abrogeant les procédures de fusion autoritaire de communes) : adopté ; amendement n° 99 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 100 de la commission (révision de la répartition des sièges au sein des conseils de communautés urbaines) (p. 3232) : adopté ; amendement n° 272 du Gouvernement (de correction) : adopté.

Article 75 *(code de prescriptions et de procédures techniques) :* amendement n° 195 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) : rejeté ;

— article 75, adopté.

Section III : *dispositions relatives à la coordination des travaux.*

Article 76 *(coordination des travaux par le maire à l'intérieur des agglomérations)* (p. 3233) : adopté.

Article 77 *(coordination des travaux par le maire à l'extérieur des agglomérations) :* adopté.

Article 78 *(travaux de réfection des voies communales et des chemins ruraux) : adopté.*

Article 79 *(coordination des travaux par le président du conseil général à l'extérieur des agglomérations) :* adopté.

Article 80 *(travaux effectués par l'administration des P.T.T.) :* amendement n° 313 du Gouvernement (de correction) : adopté ;

— article 80, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 80 : amendement n° 196 de M. Pierre Raynal (rapport sur l'application de la présente loi) : rejeté ; (p. 3234).

Explications de vote.

Charges financières des collectivités locales : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3235) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3238).

Fiscalité locale : *Frelaut (Dominique)* (p. 3237).

Garanties prévues par le Sénat et supprimées par l'Assemblée nationale : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3235) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3236) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3238).

Succès de la décentralisation : *Richard (Alain)* (p. 3236) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3238).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 3236).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3235).

Vote positif du groupe communiste : *Frelaut (Dominique)* (p. 3237).

Vote positif du groupe socialiste : *Richard (Alain)* (p. 3236).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3238).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1983] (p. 3410).

Action sanitaire et sociale et révision des barèmes d'aide sociale : *Defferre (Gaston)* (p. 3412) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3412) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3413).

Décentralisation financière et transfert des recettes : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3413).

DGE : *Defferre (Gaston)* (p. 3412).

Enseignement public et fonctionnement des lycées : *Defferre (Gaston)* (p. 3412) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3413).

Elections régionales : *Zeller (Adrien)* (p. 3413, 3414).

Formation professionnelle : *Zeller (Adrien)* (p. 3413).

Logement des instituteurs (financement du) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3411) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3413) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3413).

Permis de construire : *Defferre (Gaston)* (p. 3412).

Préalables et garanties posés par le Sénat : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3411) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3412).

Transports (décentralisation des) : *Defferre (Gaston)* (p. 3412).

Transports scolaires (financement des) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3411) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3412) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3412) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3413).

Discussion des articles [30 juin 1983] (p. 3414, 3429, 3453) ; [1er juillet 1983] (p. 3458).

Article 1er : adopté.

Articles 2 et 3 : supprimés par l'Assemblée Nationale.

Article 4 : amendement n° 59 du Gouvernement (participation de l'Etat en matière de transports scolaires dans les départements où ces transports sont gratuits) : réservé ;

— article 4 réservé jusqu'à la fin de la discussion.

Article 5 : supprimé par l'Assemblée Nationale.

Article 6 : réservé jusqu'à la fin de la discussion.

Article 7 : adopté.

Article 8 : supprimé par l'Assemblée Nationale.

Avant l'article 9 : suppression de la division de la section 3 et de son intitulé par l'Assemblée Nationale.

Articles 9, 10 et 11 : supprimés par l'Assemblée Nationale.

Avant l'article 12 : intitulé de la section 1.

Articles 12, 13 bis, 13 ter et 13 quater : supprimés par l'Assemblée Nationale.

Article 14 : adopté.

Article 15 : supprimé par l'Assemblée Nationale (p. 3414).

Article 16 : amendements n° 16 et 17 de la commission (de forme) : adoptés ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Articles 17 et 18 : adoptés.

Article 19 : supprimé par l'Assemblée Nationale.

Article 21 : adopté.

Article 23 : amendement n° 18 de la commission (substituant au mot « territoriale » le mot « concernée » dans le troisième alinéa de cet article) (p. 3415) ; problème de l'élection du conseil régional au suffrage universel : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 : amendement n° 1 du Gouvernement (insérant les mots « et de l'implantation » après les mots « la création » dans le premier alinéa de cet article) ; élaboration du schéma prévisionnel des formations ; coordination des formations entre les collèges et les lycées ; amendement n° 2 du Gouvernement (schéma prévisionnel des formations des collèges, lycées et établissements d'éducation spéciale) ; amendement n° 3 du Gouvernement (programme prévisionnel des investissements) ; amendement n° 4 du Gouvernement (extension ou aménagement des établissements) ; amendement n° 5 du Gouvernement (substituant aux mots « territoriales intéressées » le mot « concernées ») ; types de décisions en matière de programmes prévisionnels des formations ; compétence de la région pour définir la programmation des collèges (p. 3416) ; réservés.

— article 24 réservé jusqu'à la fin de la discussion.

Rappel au règlement de M. Jacques Toubon.

Article 25 : amendement n° 19 de la commission (substituant au mot « locales » le mot « concernées ») ; régions ; adopté ; amendement n° 20 de la commission (supprimant le mot « locales » après le mot « collectivités » dans le second alinéa du paragraphe VII de cet article) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (substituant au mot « locales » le mot « concernées » dans le second alinéa du paragraphe VIII de cet article) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 25 bis : amendement n° 58 de M. Adrien Zeller (suppression du second alinéa de cet article) (p. 3417) ; charge du fonctionnement de certains lycées ; solidarité intercommunale pour les lycées : retiré ;

— article 25 bis : adopté.

Article 25 ter : amendement n° 22 de la commission (suppression de la référence aux besoins spécifiques des agglomérations nouvelles pour la répartition de la dotation régionale d'équipement scolaire) : adopté ;

— article 25 ter, ainsi modifié, adopté.

Articles 25 quater, 25 quinquies, 25 sexies et 25 septies : (p. 3418) ; adoptés.

Article 26 bis : amendement n° 23 de la commission (inclusion des crédits relatifs au financement des collèges dans la dotation spécifique pour les agglomérations nouvelles) : adopté ;

— article 26 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 27 : répartition des frais de fonctionnement et d'investissement entre les communes d'origine des élèves ; problème posé par les communes périphériques aux grandes villes ; amendement n° 24 de la commission (accord entre toutes les communes concernées en matière de répartition des dépenses d'entretien et de fonctionnement des écoles et classes visées par cet article) ; amendement n° 25 de la commission (suppression de la référence au nombre d'élèves originaires de chaque commune pour cette répartition) ; nécessité d'un accord entre les communes pour la répartition des charges (p. 3419) ; amendement n° 24 adopté ; arbitrage du représentant de l'Etat en cas de désaccord entre les communes ; amendement n° 25 adopté ; amendement n° 26 de la commission (complétant le troisième alinéa de cet article par le mot « nationale ») ; appellation « conseil de l'éducation nationale » : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 27 bis : amendement n° 27 de la commission (substituant au mot « deux » le mot « des » dans la dernière phrase de cet article) ; péréquation des charges pour les lycées ; adopté ; amendement n° 28 de la commission (substituant aux mots « du ministre de l'intérieur » les mots « des représentants de l'Etat concernés ») : adopté ;

— article 27 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 30 : adopté.

Avant l'article 30 bis : amendement n° 29 de la commission (insertion de l'intitulé d'une section II bis) : adopté (p. 3420) ; amendement n° 30 de la commission (d'harmonisation) : adopté.

Article 30 bis : amendement n° 31 de la commission (conseil de l'éducation nationale) : adopté ;

— article 30 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 30 ter : adopté.

Article 30 quater : amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— ce texte devient l'article 30 quater.

Article 31 : adopté (p. 3421).

Article 33 : amendement n° 33 de la commission (frais de fonctionnement des commissions locales et départementales) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Articles 35, 36, 40 et 40 bis : adoptés.

Article 40 ter : amendement n° 34 de la commission (autorisation de création, de transformation et d'extension des établissements et services fournissant des prestations d'aide sociale) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 40 ter.

Article 40 quater : amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) (p. 3422) : adopté ;

— article 40 quater, ainsi modifié, adopté.

Article 40 quinquies : adopté.

Article 40 sexies : amendement n° 36 de la commission (création ou extension d'un établissement par le département et un organisme fournissant des prestations remboursables aux assurés) ; mutualité sociale agricole : adopté ;

— article 40 sexies, ainsi modifié, adopté.

Articles 40 septies et 40 octies : adoptés.

Article 44 : supprimé par l'Assemblée Nationale.

Avant l'article 45 : intitulé du chapitre IV du titre II.

Article 45 : supprimé par l'Assemblée Nationale.

Article 45 bis : adopté.

Article 46 : supprimé par l'Assemblée Nationale.

Article 47 : amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 47, ainsi modifié, adopté.

Article 47 bis : supprimé par l'Assemblée Nationale (p. 3423).

Article 47 ter : adopté.

Article 48 A : supprimé par l'Assemblée Nationale.

Article 48 : adopté.

Articles 49 bis, 49 ter et 49 quater : supprimés par l'Assemblée Nationale.

Articles 49 quinquies, 51 et 52 : adoptés.

Article 53 : amendement n° 6 du Gouvernement (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article) ; personnels des musées : rejeté ;

— article 53 adopté (p. 3424).

Article 54 : amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 54, ainsi modifié, adopté.

Article 54 bis : amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 7 du Gouvernement (inclusion des établissements d'enseignement supérieur d'arts plastiques dans le champ d'application de cet article) ; charges de fonctionnement des écoles d'art : rejeté ;

— article 54 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 56 : amendement n° 40 de la commission (substituant aux mots « dans le ressort départemental » les mots « exclusivement dans le département » dans la seconde phrase du second alinéa de cet article) ; archives départementales et régionales (p. 3425) ; adopté ; amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) ; adopté ; amendement n° 42 de la commission (substituant aux mots « les archives privées » les mots « des archives privées ») : adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (maintien de la qualité de fonctionnaire de l'Etat aux personnels possédant cette qualité) ; personnels scientifiques des archives communales) ; adopté ; amendement n° 9 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa de cet article) ; recrutements de contractuels : rejeté ;

— article 56, ainsi modifié, adopté.

Article 57 : amendement n° 43 de la commission (propriété des archives régionales) : adopté ; amendement n° 44 de la commission (substituant aux mots « dans le ressort de la région » les mots « du ressort du département ») : adopté ; amendement n° 45 de la commission (substituant au mot « déposer » le mot « verser ») : adopté ;

— article 57, ainsi modifié, adopté (p. 3426).

Article 57 bis : amendement n° 10 du Gouvernement (suppression du second alinéa de cet article) : rejeté ;

— article 57 bis adopté.

Article 58 A : supprimé par l'Assemblée Nationale.

Article 58 B : amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 58 B, ainsi modifié, adopté.

Article 58 : adopté.

Article 58 bis : amendement n° 11 du Gouvernement (de suppression) ; crédits d'eau et d'assainissement ; inclusion de ces crédits dans la D.G.E. : adopté ;

— en conséquence, l'article 58 bis est supprimé (p. 3427) ; maintien du caractère spécifique des subventions du ministère de l'agriculture en matière d'adduction d'eau et d'assainissement.

Après l'article 58 bis : amendement n° 53 du Gouvernement (modalités de répartition de la D.G.E. pour les départements en 1983) : adopté.

Article 59 bis : adopté.

Article 60 : supprimé par l'Assemblée Nationale (p. 3429).

Article 61 bis : D.G.E. des départements ; amendement n° 47 de la commission (attribution aux communes visées par cet article d'une dotation égale à celle perçue en 1983) ; dotation particulière pour les villes-centres ; adopté ;

— article 61 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 62 : supprimé par l'Assemblée Nationale.

Article 62 quinquies : dotation en faveur des communes-centres — article 62 quinquies adopté (p. 3430).

Articles 62 sexies et 62 septies : adoptés.

Article 62 octies : amendement n° 57 du Gouvernement (sort des crédits ouverts pour des investissements portuaires) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) : adopté : amendement n° 60 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 62 octies, ainsi modifié, adopté.

Article 65 : adopté (p. 3431).

Article 66 : amendement n° 56 du Gouvernement (modalités de remboursement des charges des annuités d'emprunts liés à l'équipement du service public de la justice) : adopté ;

— article 66, ainsi modifié, adopté.

Articles 66 bis, 67 et 67 bis : adoptés.

Article 67 ter : amendement n° 51 de la commission (suppression des mots : « par délégation » dans le second alinéa de cet article) ; délivrance du permis de construire : adopté ;

— article 67 ter, ainsi modifié, adopté.

Articles 67 quater, 67 quinquies et 67 sexies : adoptés (p. 3432).

Articles 68 et 69 : adoptés.

Articles 68 et 69 : adoptés.

Article 69 bis : amendement n° 12 du Gouvernement (abrogation du III de l'article 49 de la loi du 7 janvier 1983) ; application anticipée des plans d'occupation des sols : rejeté ;

— article 69 bis adopté.

Article 69 ter : adopté.

Article 69 quater : amendement n° 13 du Gouvernement (de suppression) : rejeté ;

— article 69 quater adopté (p. 3433).

Articles 71, 71 bis, 71 ter, 71 quater, 71 quinquies, 71 sexies, 71 septies et 71 octies : adoptés (p. 3433, 3434).

Article 71 nonies : amendement n° 14 du Gouvernement (suppression de cet article) ; sursis à exécution en matière de permis de construire : rejeté ;

— article 71 nonies adopté.

Articles 72, 74 bis, 74 ter, 74 quater et 74 quinquies : adoptés.

Après l'article 74 quinquies : amendement n° 52 de la commission (compétence de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine pour les communes des départements de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 3435) : adopté.

Après l'article 75 : amendement n° 54 du Gouvernement (progogation du délai prévu au paragraphe II de l'article 21 et au paragraphe VIII de l'article 58 de la loi du 2 mars 1982) : adopté.

Article 80 : adopté.

Article 4 précédemment réservé : supprimé par l'Assemblée Nationale ; amendement n° 59 du Gouvernement précédemment réservé (bénéfice de la subvention au taux de 65 p. 100 en matière de transports scolaires pour les départements qui ont établi la gratuité complète de ces transports) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Soisson ; possibilité de reprendre des amendements en seconde lecture d'un texte ; opposition de l'article 40 de la Constitution par M. Gaston Defferre (p. 3436) ; article 40 déclaré non opposable par le président de la commission des finances (p. 3453) ; amendement n° 59 repris par le Gouvernement avec le sous-amendement n° 26 du Gouvernement (substituant la référence à la date de publication du texte par celle du 30 juin 1983) ; sous-amendement adopté ; amendement n° 59, ainsi modifié : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 4.

Article 6 précédemment réservé : amendement n° 61 du Gouvernement (participation de l'Etat aux dépenses d'aide sociale des départements les plus défavorisés) : adopté ; amendement n° 55 de M. Adrien Zeller (limitation du solde des transferts visés par cet article), non soutenu ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 24 précédemment réservé : amendement n° 1 du Gouvernement insérant les mots : « et de l'implantation » après les mots « la création » dans le premier alinéa de cet article) ; amendement n° 2 du Gouvernement (établissement du schéma prévisionnel des formations par le conseil (régional) (p. 3454) ; amendement n° 3 du Gouvernement (établissement des programmes prévisionnels des investissements par les conseils général et régional) ; sous-amendements n° 62 et 63 de M. Jacques Floch (suppression des mots « et propose au représentant de l'Etat ») ; rôles respectifs des conseils municipal, régional et général en matière d'implantation et de programmes d'investissement ; pouvoirs du représentant de l'Etat ; transmission à l'Etat des propositions du conseil général (p. 3455) ; compétences des régions et départements en matière de lycées et collèges ; carte scolaire ; nomination des professeurs ; gestion des personnels (p. 3456) ; amendement n° 1 adopté ; amendement n° 2 adopté ; sous-amendements n° 62 et 63 adoptés ; amendement n° 3, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 5 du Gouvernement (substituant aux mots « territoriales intéressées » le mot « concernées » dans le paragraphe V de cet article) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Problème de l'examen du texte relatif à l'interdiction de certains appareils de jeux (p. 3457).

Seconde délibération de la proposition de loi.

Article 7 : amendement n° 1 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3458) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 16 : amendement n° 2 du Gouvernement (d'harmonisation) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 18 : amendement n° 3 du Gouvernement (insérant les mots « par convention et » après les mots « régions, départements ou communes ») : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 23 : amendement n° 4 du Gouvernement (substituant aux mots « collectivités territoriales » les mots « communes, départements et régions ») (p. 3459) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 : amendement n° 19 du Gouvernement (suppression de la référence à la région au début de la seconde phrase du paragraphe IV de cet article) : adopté ; amendement n° 5 du Gouvernement (suppression du mot « locales » dans la dernière phrase du paragraphe IV de cet article) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 33 : amendement n° 6 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté (p. 3460).

Article 47 : amendement n° 7 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 47, ainsi modifié, adopté.

Article 53 : amendement n° 8 du Gouvernement (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article) ; personnels des musées : adopté ;

— article 53, ainsi modifié, adopté.

Article 54 : amendement n° 9 du Gouvernement (suppression du mot « territoriale » dans la première phrase du second alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 10 du Gouvernement (suppression du mot « classés » dans la dernière phrase du second alinéa de cet article) : adopté ;

— article 54, ainsi modifié, adopté (p. 3461).

Article 56 : amendement n° 11 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 56, ainsi modifié, adopté.

Article 57 : amendement n° 12 du Gouvernement (rédaction de la fin du second alinéa de cet article) : adopté ;

— article 57, ainsi modifié, adopté.

Article 57 bis : amendement n° 13 du Gouvernement (suppression du second alinéa de cet article) : adopté ;

— article 57 bis, ainsi modifié, adopté (p. 3462).

Article 58 ter : amendement n° 14 du Gouvernement (rédaction du dernier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 58 ter, ainsi modifié, adopté.

Article 61 bis : amendement n° 15 du Gouvernement (substituant au millésime « 1983 » le millésime « 1982 ») : adopté ;

— article 61 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 69 bis : amendement n° 16 du Gouvernement (abrogation du III de l'article 49 de la loi du 7 janvier 1983) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 69 bis.

Article 69 quater : amendement n° 17 du Gouvernement (de suppression) adopté ;

— en conséquence, l'article 69 quater est supprimé (p. 3463).

Article 71 nonies : amendement n° 18 du Gouvernement (fixant à un mois le délai dans lequel le tribunal administratif doit statuer sur les recours comportant une demande de sursis à exécution relative à un permis de construire) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 71 nonies.

Explications de vote (p. 3464).

Pression fiscale locale : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3464).

Transfert de ressources : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3464).

Vote négatif du groupe U.D.F. : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3464).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3464).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [7 juillet 1983] (p. 3624).

Aide sociale : *Labarrère (André)* (p. 3625) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3626).

Dénaturation du texte adopté par le Sénat : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3625) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3627).

Départements pauvres : *Blanc (Jacques)* (p. 3627) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3630).

Echec de la commission mixte paritaire : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3624) ; *Labarrère (André)* (p. 3624).

Fiscalité locale : *Blanc (Jacques)* (p. 3626) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3628) ; *Richard (Alain)* (p. 3629) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3630).

Transports scolaires : *Labarrère (André)* (p. 3625) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3626) ; *Worms (Jean-Pierre)* (p. 3628).

Dernier texte voté par l'Assemblée Nationale (p. 3630 à 3640).

Adoption par scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée Nationale (p. 3641).

11. — Proposition de loi n° 1632 tendant à modifier la loi du 10 août 1871 modifiée relative aux **conseils généraux.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 23 juin 1983 par M. Léo Grézard et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Marchand (6 octobre 1983).

12. — Projet de loi n° 1807 modifiant et complétant les dispositions relatives à la **dotation globale de fonctionnement.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 16 novembre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. — Urgence déclarée le 16 novembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Floch (24 novembre 1983). — Rapport n° **1843** (30 novembre 1983). — Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (24 novembre 1983). — Rapporteur pour avis : M. Dominique Frélaut (1er décembre 1983). — Discussion le 1er décembre 1983. — Deuxième délibération (art. 1 et 2). — Adoption le 1er décembre 1983. — Nouveau titre : « Projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétence entre l'Etat et les collectivités locales ». — Projet de loi n° **484.**

Sénat (première lecture), **n° 95** (1983-1984), dépôt le 3 décembre 1983. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Joseph Raybaud. — Rapport n° **132** (1983-1984) (14 décembre 1983). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Paul Girod. — Avis n° **139** (1983-1984) (14 décembre 1983). — Discussion le 20 décembre 1983. — Adoption le 20 décembre 1983. — Projet de loi n° **57** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1911,** dépôt le 20 décembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 21 décembre 1983] (p. 3679).

Bureau [*J.O.* du 21 décembre 1983] (p. 3679).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques Floch. — Rapport n° **1923** (20 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **519.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Joseph Raybaud. — Rapport **n° 164** (1983-1984) (20 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption définitive le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **73** (1983-1984).

Loi n° 83-1186 du 29 décembre 1983, publiée au *J.O.* du 31 décembre 1983 (p. 3887).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [1er décembre 1983] (p. 5899-5918).

Action sociale et santé : *Labarrère (André)* (p. 5901) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5905) ; *Lejeune (André)* (p. 5919).

Communes (petites-) : *Labarrère (André)* (p. 5900) ; *Malvy (Martin)* (p. 5904) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 5919).

Communes de banlieue : *Maisonnat (Louis)* (p. 5919).

Communes rurales : *Maisonnat (Louis)* (p. 5918).

Communes touristiques : *Labarrère (André)* (p. 5900) ; *Floch (Jacques)* (p. 5902) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5903) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 5919) ; *Besson (Louis)* (p. 5919-5920).

Départements défavorisés : *Labarrère (André)* (p. 5899) ; *Floch (Jacques)* (p. 5902) ; *Malvy (Martin)* (p. 5903) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 5918) ; *Lejeune (André)* (p. 5919).

Départements d'Ile-de-France : *Labarrère (André)* (p. 5900) ; *Floch (Jacques)* (p. 5902) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5903).

Dotation globale de fonctionnement : *Labarrère (André)* (p. 5899) ; *Floch (Jacques)* (p. 5902) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5903) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5905) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 5918) ; *Lejeune (André)* (p. 5919) ; *Besson (Louis)* (p. 5920).

Dotation globale d'équipement : *Labarrère (André)* (p. 5899-5900) ; *Floch (Jacques)* (p. 5902) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5903) ; *Malvy (Martin)* (p. 5904).

Droits d'enregistrement : *Labarrère (André)* (p. 5900).

Emprunts des collectivités locales : *Maisonnat (Louis)* (p. 5918).

Huîtres (parcs à —) : *Labarrère (André)* (p. 5901).

Logement des instituteurs : *Frelaut (Dominique)* (p. 5906).

Personnels des collectivités locales : *Labarrère (André)* (p. 5901).

Potentiel fiscal des collectivités locales : *Labarrère (André)* (p. 5900) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5903) ; *Malvy (Martin)* (p. 5904) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 5918) ; *Lejeune (André)* (p. 5919).

Rappels au règlement : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5898) ; *Forni (Raymond)* (p. 5898) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5898) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5899) ; *Labarrère (André)* (p. 5899). *Toubon (Jacques)* (p. 5920).

Rapport François : *Besson (Louis)* (p. 5920).

Remembrement : *Labarrère (André)* (p. 5900) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5906).

Taux minimal de progression de la dotation globale de fonctionnement : *Labarrère (André)* (p. 5899) ; *Floch (Jacques)* (p. 5902) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5903) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5905) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 5918).

Taxe sur la publicité foncière : *Labarrère (André)* (p. 5900).

Transferts de compétences : *Labarrère (André)* (p. 5899-5901) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 5918).

Voirie et routes : *Malvy (Martin)* (p. 5904) ; *Labarrère (André)* (p. 5904) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5906) ; *Lejeune (André)* (p. 5919) ; *Besson (Louis)* (p. 5919).

Discussion des articles [1er décembre 1983] (p. 5921).

Avant l'article 1er : amendement n° 4 du Gouvernement (insérant l'intitulé suivant : « section II : de la dotation globale de fonctionnement ») : adopté.

Article 1er *(possibilité de modifier le taux de progression de la D.G.F. par une loi) :* réservé à la demande de la commission.

Article 2 *(garantie de progression minimale de la D.G.F.) :* diminution du minimum garanti ; amendement n° 11 de la commission (réduisant la garantie de progression minimale à la moitié du taux de croissance de la D.G.F.) (p. 5921) ; rôle du comité des finances locales : adopté ;

— article 2, rejeté.

Article 1er précédemment réservé : mauvaises conditions de discussion du présent projet de loi (p. 5922) ; amendement n° 23 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 3 *(critère démographique et critère de richesse fiscale retenus pour l'attribution de la D.G.F. minimale aux départements) :* potentiel fiscal des départements ; charges routières par habitant ; amendement n° 22 de M. Pierre Raynal (critère de potentiel fiscal par hectare et de potentiel fiscal par habitant) ; difficultés des départements défavorisés ; rejeté ; amendement n° 30 du Gouvernement (seuil d'application de cet article) : adopté ; amendement n° 27 de M. Raymond Forni (suppression de la référence au potentiel fiscal par hectare) (p. 5923) : adopté ; amendement n° 28 de M. Pierre Raynal (de précision) : rejeté ; amendement n° 31 du Gouvernement (augmentant le montant des sommes affectées aux concours particuliers) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 5924).

Article 4 *(dotation forfaitaire de l'établissement public régional d'Ile-de-France) :* adopté.

Article 5 *(dotation forfaitaire de chaque département de la région d'Ile-de-France) :* adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 33 de M. Jacques Toubon (dotation revenant à la commune de Paris) ; circulation parisienne ; refus d'accorder la dotation de ville-centre à Paris (p. 5925) ; rejeté.

Article 6 *(calcul de la dotation de péréquation des groupements de communes) :* adopté.

Article 7 *(établissement public régional d'Ile-de-France) :* adopté.

Article 8 *(garantie de progression minimale concernant l'établissement public régional d'Ile-de-France) :* adopté.

Article 9 *(communes touristiques ou thermales) :* amendement n° 24 de la commission (de précision) ; sous-amendement n° 29 de M. Dominique Frelaut (date de mise en application du présent article) ; sous-amendement n° 37 de M. Louis Besson (référence à l'évolution du nombre des communes touristiques bénéficiaires des dispositions de cet article) ; sous-amendement n° 38 de M. Louis Besson (communes touristiques de moins de 2 000 habitants) (p. 5926) ; sous-amendement n° 29 : adopté ; répartition de la dotation accordée aux communes touristiques ; sous-amendement n° 37 : adopté ; sous-amendement n° 38 : adopté ; amendement n° 24, ainsi modifié : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 *(modalités d'attribution et de répartition de la dotation particulière en faveur des petites communes à forte fréquentation touristique journalière)* (p. 5927) : amendement n° 25 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 *(abrogation des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 64-707 du 10 juillet 1964) :* adopté.

Article 12 *(renvoyant à un décret en Conseil d'État le soin de déterminer les modalités d'application de la présente loi) :* amendement n° 34 du Gouvernement (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 12 : amendement n° 5 du Gouvernement (insérant l'intitulé suivant « section II : de la dotation globale d'équipement ») : adopté ; amendement n° 6 du Gouvernement (dotation globale d'équipement des communes) : adopté ; amendement n° 7 du Gouvernement (dotation globale d'équipement des départements) (p. 5928) : adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (garantie de ressources des départements) : adopté ; amendement n° 9 du Gouvernement (incompatibilité entre les subventions spécifiques et la dotation globale d'équipement) : adopté ; amendements identiques n° 13 de la commission et n° 15 du Gouvernement (insérant après cet article l'intitulé suivant : « section III : des modalités d'exercice des compétences des collectivités locales ») ; adoptés ; amendement n° 14 du Gouvernement (cas des communes dont les ressources fiscales transférées sont supérieures aux charges d'aide sociale transférées par l'État) (p. 5929) ; application de cet amendement à la Ville de Paris ; adopté ; amendement n° 16 du Gouvernement (ports de plaisance) : adopté ; amendement n° 17 du Gouvernement (procédure de mise à disposition du domaine public) : adopté ; amendement n° 18 du Gouvernement (conditions de répartition des aides aux cultures marines entre les différentes catégories de collectivités territoriales) : adopté ; amendement n° 19 du Gouvernement (droits des autorités organisatrices en matière de transport scolaire) : adopté (p. 5930) ; amendement n° 1 du Gouvernement (dépenses d'aide sociale engagées en faveur des personnes sans domicile de secours) : adopté ; amendement n° 20 du Gouvernement (conditions d'attribution des crédits aux bureaux municipaux d'hygiène) : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (répartition des personnels départementaux exerçant des compétences d'État) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (conditions de répartition des frais communs en matière d'aide sociale) (p. 5931) ; adopté ; amendement n° 21 du Gouvernement (délivrance des permis de construire par le maire au nom de l'État) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (possibilité pour une seule commune de détenir la majorité absolue des sièges au sein du conseil d'agglomération de la communauté d'agglomération nouvelle) ; sous-amendement n° 36 du Gouvernement (cas dans lequel la communauté n'est composée que de deux communes) ; sous-amendement n° 36 : adopté ; amendement n° 26, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 35 du Gouvernement (rétablissant le texte de l'article 12 du présent projet de loi) : adopté.

Titre : amendement n° 10 du Gouvernement (rédigeant ainsi l'intitulé du présent projet de loi : « projet de loi portant modification de dispositions relatives aux relations financières et au transfert de compétences entre l'État et les collectivités locales ») : adopté ; en conséquence, l'intitulé du présent projet de loi est ainsi modifié (p. 5932).

Seconde délibération du projet de loi [1er décembre 1983] (p. 5932).

Article 1er : amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissant cet article) ; précipitation dans laquelle est discuté le présent projet de loi : adopté ;

— l'article 1er est ainsi rétabli.

Article 2 : amendement n° 2 du Gouvernement (fixant le taux garanti de progression minimale de la dotation globale de fonctionnement à 4 p. 100) (p. 5933) : adopté ;

— l'article 2 est ainsi rétabli (p. 5934).

Explications de vote (p. 5934).

Aide sociale : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5935) ; *Defferre (Gaston)* (p. 5936).

Augmentation ou absence d'augmentation des charges des collectivités locales (notamment des départements) : *Toubon (Jacques)* (p. 5934) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5935-5937) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 5935) ; *Floch (Jacques)* (p. 5935) ; *Defferre (Gaston)* (p. 5936).

Fiscalité locale : *Toubon (Jacques)* (p. 5934).

Improvisation législative : *Toubon (Jacques)* (p. 5934). *Maisonnat (Louis)* (p. 5935) ; *Besson (Louis)* (p. 5935).

Vote positif du groupe socialiste : *Besson (Louis)* (p. 5936).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 5937).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [21 décembre 1983] (p. 6885).

Avances de trésorerie aux départements : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6886) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6889).

Compétences sociales (transfert aux départements) : *Toubon (Jacques)* (p. 6885).

Départements (ressources fiscales) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6887).

Dotation globale d'équipement : *Toubon (Jacques)* (p. 6886).

Dotation globale de fonctionnement : *Toubon (Jacques)* (p. 6885) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6886, 6887) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 6887) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6889).

Dotation supplémentaire de fonctionnement : *Floch (Jacques)* (p. 6885).

Fiscalité locale : *Lemoine (Georges)* (p. 6888).

Paris (dotation de ville centre) : *Toubon (Jacques)* (p. 6886) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6889).

Pression fiscale : *Floch (Jacques)* (p. 6885) ; *Toubon (Jacques)* (p. 6886).

Sans domicile de secours (cas des —) : *Lemoine (Georges)* (p. 6888).

Vote positif du parti communiste : *Maisonnat (Louis)* (p. 6887).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 6889 à 6891).

Explications de vote : (p. 6891).

Dotation globale de fonctionnement : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6892).

Ressources des collectivités locales (dégradation des) : *Toubon (Jacques)* (p. 6891).

Vote négatif du groupe U.D.F. : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6892).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public (p. 6892).

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

Emprunts.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

Fiscalité.

Voir *Déclarations du Gouvernement* 9.
Lois de finances 7 (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

Prêts aux —

Voir *Banques et établissements financiers* 5.

Ressources des —

Voir *Questions au Gouvernement* **726, 792.**

COMITÉ D'ENTREPRISE

Voir *Entreprises* **15, 19.**
Formation professionnelle et promotion sociale **2.**

Licenciement d'un membre du —

Voir *Questions orales sans débat* **395.**

COMITES D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **15, 16.**

COMITES D'INITIATIVE ET DE CONSULTATION D'ARRONDISSEMENT

Voir *Questions orales sans débat* **366.**

COMITES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

Représentation des associations dans les —

Voir *Questions orales sans débat* **337.**

COMITES REGIONAUX DE LA COMMUNICATION

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Communication.

COMITES TECHNIQUES PARITAIRES

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **16.**

COMMEMORATIONS

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Anciens combattants.
Urbanisme **6.**

COMMERCANTS

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Commerce et artisanat.

Gérants.

Voir *Questions orales sans débat* **335.**

COMMERCE

3. — Proposition de loi n° 1368 tendant à modifier les seuils à partir desquels les constructions de magasins de commerce sont soumis à l'autorisation de la **commission départementale d'urbanisme commercial.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Kléber Haye (2 avril 1983).

4. — Proposition de loi n° 1692 portant **statut des gérants non salariés** des succursales de maisons d'alimentation de détail et des coopératives de consommation. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 juin 1983 par M. Jean-Michel Belorgey et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean-Michel Belorgey (17 novembre 1983).

Grandes surfaces.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Commerce et artisanat.

Location dans les centres commerciaux.

Voir *Questions orales sans débat* **466.**

Urbanisme commercial.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Commerce et artisanat.

COMMERCE DE DETAIL

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Commerce et artisanat.

COMMERCE ET ARTISANAT

7. — Proposition de loi n° 1446 tendant à compléter la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 **d'orientation du commerce et de l'artisanat.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1983 par M. Claude Birraux. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Claude Birraux (5 mai 1983).

8. — Proposition de loi n° 1933 tendant à modifier les articles 110 et 183 du code de commerce afin de limiter à 45 jours les **échéances des effets de commerce.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1983 par M. Henri de Gastines. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Commerce et artisanat.

COMMERCE EXTÉRIEUR

1. — Proposition de loi n° 1858 tendant à modifier la réglementation du **contrôle des changes.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er décembre 1983 par M. Pierre Bas. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. — Rapport d'information déposé par M. Michel Cartelet en application de l'article 145 du Règlement par la commission de la production et des échanges sur l'**évolution des échanges économiques entre la France et l'Algérie (n° 1889)** [14 décembre 1983].

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6, 9.**
Lois de finances **7**, discussion générale ; (deuxième partie), Commerce extérieur et tourisme.
Motions de censure **10.**

Plan **4, 5.**

Conseillers du —

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Commerce extérieur et tourisme.

Déséquilibre commercial entre la France et la R.F.A.

Voir *Questions au Gouvernement* **565.**

Endettement extérieur de la France.

Voir *Questions au Gouvernement* **548, 575.**

Exportations (relance des —).

Voir *Questions au Gouvernement* **526.**

Rétablissement des comptes extérieurs.

Voir *Questions orales sans débat* **364.**

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Voir *Entreprises* **11, 15.**

COMMISSAIRES ENQUETEURS

Voir *Environnement* **4.**

COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN

Voir *Plan* **4.**

COMMISSION BANCAIRE

Voir *Banques et établissements financiers* **6.**

COMMISSION CONSULTATIVE

Voir *Entreprises publiques* **3.**

COMMISSION DE LA SECURITE DES CONSOMMATEURS

Voir *Consommation* **2.**

COMMISSION DE L'INFORMATION HISTORIQUE POUR LA PAIX

Voir *Questions orales sans débat* **401.**

COMMISSION DES MAIRES SUR LA SECURITE

Voir *Justice* **15.**

COMMISSION DES MARCHES A TERME DE MARCHANDISES

Voir *Baux de commerce* **1.**

COMMISSION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

Voir *Traités et conventions* **86.**

COMMISSION MILLIEZ

Voir *Justice* **15.**

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **15, 16.**

COMMISSION POUR LA TRANSPARENCE ET LE PLURALISME DANS LA PRESSE

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**

COMMISSIONNAIRES ET COURTIERS

Voir *Baux de commerce* **1.**
Bourses de commerce **1.**

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION NOUVELLE

Voir *Villes nouvelles* **2.**

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Assemblée des Communautés européennes.

Voir *Questions au Gouvernement* **514.**

Budget.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Création d'une marque communautaire.

Voir *Questions orales sans débat* **434.**

Elargissement de la —

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A. ; mer ; relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Questions au Gouvernement **629, 759, 764.**

Entrée de l'Espagne dans la —

Voir *Questions au Gouvernement* **648, 655.**

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.).

Voir *Questions orales sans débat* **495.**

Marquage des produits textiles.

Voir *Questions au Gouvernement* **638.**

Montants compensatoires monétaires.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.
Questions au Gouvernement **496, 501, 503, 524, 530, 539, 692.**
Questions orales sans débat **333.**

Montants compensatoires monétaires sur le vin.

Voir *Questions orales sans débat* **412.**

Pêche européenne.

Voir *Questions au Gouvernement* **648, 655.**

Politique agricole commune.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**
Lois de finances **7** (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Questions au Gouvernement **759, 764, 774, 780, 786, 791.**
Questions orales sans débat **333, 483.**

Politique industrielle commune.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**
Lois de finances **7** (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Système monétaire européen (S.M.E.).

Voir *Questions orales sans débat* **325.**

COMMUNAUTES EUROPEENNES

5. — Rapport d'information établi par M. Charles Josselin au nom de la **délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes,** instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 **(n° 1614)** [22 juin 1983].

6. — Rapport d'information établi par M. Charles Josselin au nom de la **délégation de l'Assemblée Nationale pour les Communautés européennes,** instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 **(n° 1914)** [20 décembre 1983].

COMMUNAUTES URBAINES ET DISTRICTS

Voir *Villes nouvelles* **2.**

Présidence de la — de Lille.

Voir *Questions au Gouvernement* **612.**

COMMUNES

6. — Proposition de loi n° 352 tendant à compléter l'article 175 du Code pénal afin de permettre aux **maires et adjoints des communes de moins de 2 000 habitants** de se rendre acquéreurs d'une parcelle d'un lotissement communal en vue de faire construire leur habitation personnelle. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jacques Toubon (21 avril 1983).

10. — Proposition de loi n° 1367 tendant à renforcer les **pouvoirs de police des gardes champêtres.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Philippe Séguin (21 avril 1983).

11. — Proposition de loi n° 1491 tendant à compléter l'article L. 122-11 du **code des communes.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 11 mai 1983 par M. Henri Bayard. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (16 juin 1983).

12. — Proposition de loi n° 1492 tendant à limiter les incompatibilités d'ordre familial concernant les **conseillers municipaux.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 11 mai 1983 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Foyer (16 juin 1983).

COMPAGNIES REPUBLICAINES DE SECURITE

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **15.**

« COMPLOT POLITIQUE »

Voir *Questions au Gouvernement* **546.**

COMPTABILITE PRIVEE

Voir *Entreprises* **15.**

COMPTE POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (CODEVI)

Voir *Entreprises* **17.**

COMPTES D'EPARGNE EN ACTIONS

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), budgets annexes de l'imprimerie nationale et des monnaies et médailles, comptes spéciaux du trésor, taxes parafiscales.

CONCERTS

Voir *Lois de finances* **7** (première partie), article 15.

CONCHYLICULTURE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), mer.

CONCURRENCE

Voir *Prix et concurrence.*

CONFERENCE SUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE

Voir *Déclarations du Gouvernement* 8.
Défense nationale 3.

CONGES ET VACANCES

3. — **Projet de loi n° 1718** instituant pour les salariés un **congé pour la création d'entreprise** et un **congé sabbatique.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 octobre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi. — Urgence déclarée le 17 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Martine Frachon (6 octobre 1983). — Rapport n° **1801** (16 novembre 1983). — Discussion le 23 novembre 1983. — Adoption le 23 novembre 1983. — Projet de loi n° **464**.

Sénat (première lecture), n° **74** (1983-1984), dépôt le 24 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Charles Huriet. — Rapport n° **118** (1983-1984) (8 décembre 1983). — Discussion le 14 décembre 1983. — Adoption le 14 décembre 1983. — Projet de loi n° **37** (1983-1984).

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 16 décembre 1983] (p. 3627).

Bureau [*J.O.* du 17 décembre 1983] (p. 3639).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : Mme Martine Frachon. — Rapport n° **1898** (16 décembre 1983)

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Charles Huriet. — Rapport n° **146** (1983-1984) (16 décembre 1983). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1884**, dépôt le 14 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Martine Frachon. — Rapport n° **1902** (19 décembre 1983). — Discussion le 19 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 19 décembre 1983. — Projet de loi n° **505**.

Sénat (deuxième lecture), n° **158** (1983-1984), dépôt le 20 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Claude Huriet. — Rapport n° **159** (1983-1984) (20 décembre 1983). — Discussion le 20 décembre 1983. — Rejet le 20 décembre 1983. — Projet de loi n° **64** (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1930**, dépôt le 21 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Martine Frachon. — Rapport n° **1943** (21 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption définitive le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **525**.

Loi n° 84-4 du 3 janvier 1984, publiée au *J.O.* du 4 janvier 1984 **(p. 148).**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [23 novembre 1983] (p. 5636).

Aides bancaires aux créations d'entreprises (insuffisance des —) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5643).

Caractère inopportun du présent projet de loi en raison de la situation économique : *Tranchant (Georges)* (p. 5640-5641) ; *Ralite (Jack)* (p. 5644).

Conditions permettant aux salariés de prendre un congé sabbatique ou un congé pour création d'entreprise : *Frachon (Martine)* (p. 5637) ; *Ralite (Jack)* (p. 5638) ; *Dutard (Lucien)* (p. 5639) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5642).

Congé pour création d'entreprise : *Frachon (Martine)* (p. 5636) ; *Ralite (Jack)* (p. 5638) ; *Dutard (Lucien)* (p. 5639) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 5641) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5642) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 5642) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5643).

Congé sabbatique : *Frachon (Martine)* (p. 5636) ; *Ralite (Jack)* (p. 5638) ; *Dutard (Lucien)* (p. 5639) ; *Tranchant (Georges)* (p. 5641) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 5641).

Contrat de travail (suspension du —) : *Frachon (Martine)* (p. 5637) ; *Dutard (Lucien)* (p. 5649).

Droits sociaux des salariés en congé : *Frachon (Martine)* (p. 5637) ; *Dutard (Lucien)* (p. 5639) ; *Ralite (Jack)* (p. 5644).

Impôt (paiement différé de l'—) : *Frachon (Martine)* (p. 5637) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5644).

Rémunération pendant le congé sabbatique : *Dutard (Lucien)* (p. 5639).

Retour du salarié dans l'entreprise : *Frachon (Martine)* (p. 5637) ; *Ralite (Jack)* (p. 5639-5644) ; *Dutard (Lucien)* (p. 5639) ; *Tranchant (Georges)* (p. 5640) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 5641) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5642) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 5642).

Discussion des articles [23 novembre 1983] (p. 5645).

Article 1er *(règles applicables aux salariés bénéficiant d'un congé pour la création d'entreprise ou d'un congé sabbatique). Avant l'article L. 122-32-12 du code du travail* : amendement n° 1 de la commission (modification du titre de la section V-II : règles applicables au congé pour la création d'entreprise et au congé sabbatique) (p. 5645) ; adopté ; amendement n° 2 de la commission (de conséquence) : adopté. *Article L. 122-32-12 du code du travail (principe du congé sabbatique et du congé pour création d'entreprise)* : amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 16 de Mme Florence d'Harcourt soutenu par M. Georges Tranchant (précisant que le congé pour création d'entreprise ou le congé sabbatique ne doit pas être utilisé par son bénéficiaire pour faire concurrence à son entreprise d'origine) : rejeté. *Article L. 122-32-14 du code du travail (procédure préalable à l'obtention du congé pour création d'entreprise)* : amendement n° 17 de M. Francisque Perrut (même objet que l'amendement n° 16 de Mme Florence d'Harcourt) : devenu sans objet. *Article L. 122-32-15 du code du travail (possibilité pour l'employeur de retarder le départ en congé)* : amendement n° 4 de la commission (portant à six mois le délai pendant lequel l'employeur peut retarder le départ) : adopté. *Article L. 122-32-16 du code du travail (fin du congé)* : amendement n° 18 du Gouvernement (suppression d'une virgule) (p. 5646) ; adopté ; amendement n° 21 du Gouvernement (sanction encourue par l'employeur) : retiré ; amendement n° 5 de la commission (rupture du contrat de travail à la fin du congé pour création d'entreprise) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (réadaptation du salarié lors du retour dans l'entreprise) ; adopté. *Avant l'article L. 122-32-17 du code du travail* : amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté. *Article L. 122-32-18 du code du travail (conditions d'ouverture du droit au congé sabbatique)* : amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté. *Article L. 122-32-21 du code du travail (fin du congé sabbatique)* : amendement n° 19 du Gouvernement (suppression d'une virgule) : adopté (p. 5647) ; amendement n° 22 du Gouvernement (sanction contre l'employeur ne respectant pas les dispositions du présent article) : retiré. *Article L. 122-32-22 du code du travail (fixation d'un quota de salariés simultanément absents)* : amendement n° 9 de la commission (calcul du nombre des salariés pris en compte) : adopté ; amendement n° 29 de M. Jean-Paul Fuchs (limitant les pourcentages prévus par cet article) : rejeté ; amendement n° 23 du Gouvernement (durée pendant laquelle peut être différé le départ en congé) : adopté ; amendement n° 30 du Gouvernement (de conséquence) : adopté. *Article L. 122-32-23 du code du travail (entreprise de moins de 200 salariés) : amendement n° 24 du Gouvernement (de précision) (p. 5648) ; adopté. Article L. 122-32-24 du code du travail (formes dans lesquelles l'employeur est tenu de faire connaître sa réponse à une demande de congé sabbatique ou pour création d'entreprise)* : amendement n° 10 de la commission (précisant que l'employeur ne peut pas utiliser successivement les possibilités de différer le départ et de s'y opposer en invoquant le dépassement du quota maximum dans l'intérêt de l'entreprise) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (référence à une décision motivée) : retiré. *Article L. 122-32-25 du code du travail (congés payés)* : amendement n° 20 du Gouvernement (cas de la renonciation du salarié au congé pour la création d'entreprise ou au congé sabbatique) ; amendement n° 12 de la commission (même objet) ; amendement n° 20 adopté ; en conséquence,

amendement n° 12 devenu sans objet. *Après l'article L. 122-32-25 du code du travail :* amendement n° 13 de la commission (conséquence de la violation par l'employeur de ses obligations en matière de réintégration) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (communication par le chef d'entreprise au comité d'entreprise de la liste des demandes de congé) (p. 5649) ; adopté ; amendement n° 15 de la commission (calcul de l'ancienneté du salarié) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 *(coordination)* : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 25 du Gouvernement (cas du personnel navigant des entreprises d'armement maritimes) ; amendement n° 28 du Gouvernement (cas du personnel navigant professionnel de l'aviation civile) ; amendement n° 26 du Gouvernement (cas des concierges et employés d'immeuble à usage d'habitation) ; amendement n° 27 du Gouvernement (cas des assistantes maternelles) ; amendement n° 26 retiré ; amendements n° 25, 28 et 27 : adoptés.

Explications de vote (p. 5650).

Abstention du groupe U.D.F. : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5650).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 5651).

Vote positif du groupe communiste : *Dutard (Lucien)* (p. 5651).

Vote positif du groupe socialiste : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 5651).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5651).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [19 décembre 1983] (p. 6753).

Petites entreprises : *Frachon (Martine)* (p. 6753).

Productivité : *Tranchant (Georges)* (p. 6753).

Sociétés de travail temporaire : *Tranchant (Georges)* (p. 6754).

Discussion des articles [19 décembre 1983] (p. 6754).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (droit du salarié) ; cas des entreprises de moins de 50 salariés ; adopté ; amendement n° 2 de la commission (cas où une personne n'a pas bénéficié pendant plusieurs années d'un congé sabbatique ou d'un congé pour créer une entreprise) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (possibilité pour l'employeur de différer le départ en congé) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (supprimant la deuxième phrase du premier alinéa de l'article L 122-32-16 du code du travail) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (intention d'être réemployé manifestée par le salarié) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (salariés reprenant leur activité dans l'entreprise à l'issue du congé) (p. 6755) ; adopté ; amendement n° 7 de la commission (droit du salarié) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (possibilité pour l'employeur de différer le départ en congé) ; amendement n° 17 du Gouvernement (faculté pour l'employeur de différer le départ en congé) ; amendement n° 8 : rejeté ; amendement n° 17 : adopté ; amendement n° 9 de la commission (entreprise de 200 salariés, absences simultanées) ; amendement n° 18 du Gouvernement (possibilité pour l'employeur de différer un congé pour création d'entreprise ou un congé sabbatique) ; amendement n° 9 : adopté ; amendement n° 18 devenu sans objet (p. 6756) ; amendement n° 10 de la commission (possibilité pour l'employeur de refuser un congé pour la création d'entreprise dans les entreprises de moins de 200 salariés) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (suppression de la dernière phrase du premier alinéa de l'article L 122-32-25 du code du travail) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (cas de renonciation au congé) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (report des droits à congés payés) ; adopté ; amendement n° 14 de la commission (possibilité d'attribution de dommages-intérêts aux salariés lésés) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (liste des demandes de congé pour création d'entreprise, comité d'entreprise) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (prise en compte de l'ancienneté) adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 6757).

Explications de vote (p. 6757).

Information du comité d'entreprise : *Tranchant (Georges)* (p. 6758).

Petites entreprises : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 6757).

Vote négatif du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 6758).

Vote positif du groupe socialiste : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 6758).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6758).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1983] (p. 6944).

Echec de la commission mixte paritaire : *Frachon (Martine)* (p. 6944).

Dernier texte adopté par l'Assemblée Nationale (p. 6944, 6945).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6945).

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **15.**

Lois de finances 7 (deuxième partie), Commerce extérieur et tourisme.

Congé de formation.

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **2.**

Congé parental d'éducation.

Voir *Travail* **15.**

Congé pour création d'entreprise.

Voir *Congés et vacances* **3.**

Congé sabbatique.

Voir *Congés et vacances* **3.**

Prix des locations de vacances.

Voir *Questions au Gouvernement* **506.**

CONJOINTS

— des agriculteurs.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Application des articles 46 et 61, alinéa 1 de la Constitution.

Décision du 15 juin 1983 déclarant conforme à la Constitution la loi organique relative à la représentation au Sénat des Français établis hors de France [*J.O.* du 16 juin 1983] (p. 1816).

Décision du 19 juillet 1983 déclarant conforme à la Constitution la loi organique relative aux candidats admis au premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session 1976) [*J.O.* du 21 juillet 1983] (p. 2251).

Décision du 14 décembre 1983 déclarant conforme à la Constitution la loi organique abrogeant l'article L.O. 128 du code électoral relatif aux incapacités temporaires qui frappent les personnes ayant acquis la nationalité française [*J.O.* du 15 décembre 1983] (p. 3610).

Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution :

Décision du 28 mai 1983 déclarant conforme à la Constitution la loi portant diverses mesures relatives aux prestations de vieillesse [*J.O.* du 1er juin 1983] (p. 1647).

Décision du 19 juillet 1983 déclarant conforme à la Constitution la loi portant approbation d'une convention fiscale avec le territoire d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 21 juillet 1983] (p. 2251).

Décision du 19 juillet 1983 déclarant conforme à la Constitution la loi portant règlement définitif du budget de 1981 [*J.O.* du 21 juillet 1983] (p. 2252).

Décision du 20 juillet 1983 relative à la loi sur la démocratisation du secteur public, déclarant contraires à la Constitution : la deuxième phrase de l'alinéa 2 de l'article 4 ; dans le premier alinéa de l'article 5 les mots « nommés par décret » ; dans l'alinéa 2 de l'article 16 les mots « dont le nombre de salariés est au moins égal à mille ou dont le nombre de cadres est au moins égal à vingt-cinq ». [*J.O.* du 22 juillet 1983] (p. 2267). Rectificatif [*J.O.* du 31 juillet 1983] (p. 2531).

Décision du 29 décembre 1983 relative à la loi de finances pour 1984, déclarant non conformes à la Constitution l'inscription des chapitres 31-60 et 31-62 portée à l'annexe « Services votés et mesures nouvelles » du ministère de l'éducation nationale, ainsi que l'article 89 de la loi [*J.O.* du 30 décembre 1983] (p. 3871).

Décision du 29 décembre 1983 déclarant conforme à la Constitution la loi relative au prix de l'eau en 1984 [*J.O.* du 30 décembre 1983] (p. 3875).

Décision du 19 janvier 1984 déclarant conforme à la Constitution la loi relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [*J.O.* du 20 janvier 1984] (p. 351).

Décision du 20 janvier 1984 déclarant non conformes à la Constitution le deuxième alinéa de l'article 29 ; le deuxième alinéa de l'article 39, le premier alinéa de l'article 68 ; le membre de phrase de l'avant-dernier alinéade l'article 68 ainsi conçu : « apportés par voie de décret en Conseild'Etat » et l'article 70 de la loi sur l'enseignement supérieur [*J.O.* du 21 janvier 1984] (p. 365).

Décision du 20 janvier1984 déclarant non conformes à la Constitution le troisième alinéa de l'article 13 ; la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 23, ainsi conçue : « Cette règle s'applique également aux collectivités et établissements qui ne sont pas affiliés aux centres de gestion. » ; la dernière phrase du troisième alinéa de l'article 45, ainsi conçue : « La collectivité ou l'établissement qui n'a pas procédé à la nomination proposée par le centre de gestion participe à la prise en charge dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 97. », et les deuxième et troisième alinéas de l'article 110 de la loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [*J.O.* du 21 janvier 1984] (p. 368).

Voir *Départements d'outre mer* 7.

CONSEIL DE L'EUROPE

Voir *Politique extérieure* 7.

CONSEIL D'ETAT

Personnels du —

Voir *Fonctionnaires et agents publics* 15.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

7. — **Proposition de loi organique n° 1901** relative à la **représentation** des activités économiques, sociales et culturelles des **Français établis hors de France** au Conseil économique et social. — *Sénat* (première lecture), n° **479** (1982-1983), dépôt le 30 juin 1983 par M. Charles de Cuttoli et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Charles de Cuttoli. — Rapport n° **102** (1983-1984) (7 décembre 1983). — Discussion le 15 décembre 1983. — Adoption le 15 décembre 1983. — Proposition de loi n° **42** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1901**, dépôt le 16 décembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE (C.N.C.A.)

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Communication.

CONSEIL NATIONAL DE LA CONSOMMATION

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Economie, finances et budget. Consommation.

CONSEIL NATIONAL DU CREDIT (C.N.C.)

Voir *Banques et établissements financiers* 6.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE

Voir *Fonctionnaires et agents publics* 14, 15, 16.

CONSEILLERS GENERAUX

Voir *Elections et référendums* 3.

CONSEILLERS MUNICIPAUX

Voir *Communes* 12.

CONSEILS D'ADMINISTRATION

Voir *Entreprises publiques* 3.

CONSEILS D'ATELIER

Voir *Entreprises publiques* 3.

CONSEILS MUNICIPAUX

Fonctionnement des —

Voir *Questions orales sans débat* 339.

CONSEILS GENERAUX

Voir *Départements d'outre mer* 7.

CONSEILS REGIONAUX

Voir *Départements d'outre mer* 7.

Compétences économiques des —

Voir *Questions au gouvernement* 683.

CONSOMMATION

1. — **Proposition de loi n° 1252** tendant à améliorer l'**information du consommateur**.. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Roger Lestas (14 avril 1983).

2. — **Projet de loi n° 1377** relatif à la **sécurité des consommateurs** et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget,chargé de la consommation. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Henry Delisle (2 avril 1983). — Rapport n° **1419** (12 avril 1983). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (2 avril 1983). — Rapporteur pour avis : M. Jean-Pierre Michel (7 avril 1983). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (5 avril 1983) — Rapporteur pour avis : M. René Olmeta (11 avril 1983). — Discussion le 14 avril 1983. — Adoption le 14 avril 1983. — Projet de loi n° **329**.

Sénat (première lecture) n° **247** (1982-1983), dépôt le 19 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapporteur : M. René Jager. — Rapport n° **345** (1982-1983) (25 mai 1983). — Discussion les 2 et 3 juin 1983. — Adoption le 3 juin 1983. — Projet de loi n° **125** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1553**, dépôt le 4 juin 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Henry Delisle. — Rapport n° **1582** (15 juin 1983). — Discussion le 21 juin 1983. — Adoption avec modifications le 21 juin 1983. — Projet de loi n° **392**.

Sénat (deuxième lecture), n° **410** (1982-1983), dépôt le 21 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapporteur : M. Jean Colin en remplacement de M. René Jager. — Rapport n° **483** (1982-1983) (5 juillet 1983). — Discussion le 6 juillet 1983. — Adoption avec modifications le 6 juillet 1983. — Projet de loi n° **182** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1707**, dépôt le 6 juillet 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 7 juillet 1983] (p. 2096).

Bureau [*J.O.* du 7 juillet 1983] (p. 2096).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Henry Delisle. — Rapport n° **1709** (6 juillet 1983). — Discussion le 6 juillet 1983. — Adoption avec modifications le 6 juillet 1983. — Projet de loi n° **448**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean Colin. — Rapport n° **485** (1982-1983) (6 juillet 1983). — Discussion le 7 juillet 1983. — Adoption définitive le 7 juillet 1983. — Projet de loi n° **184** (1982-1983).

Loi n° 83-660 du 21 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 22 juillet 1983 (p. 2262).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [14 avril 1983] (p. 282).

Accidents domestiques : *Delisle (Henry)* (p. 282) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 285) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 286) ; *Grézard (Léo)* (p. 287) ; *Birraux (Claude)* (p. 288) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 289) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 291) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 294).

Associations de consommateurs (rôle des —) : *Lalumière (Catherine)* (p. 284, 297) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 289) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 291) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 293) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 294) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 295).

Charte européenne de protection des consommateurs : *Bassinet (Philippe)* (p. 294).

Commission de la sécurité des consommateurs (création de la —) : *Delisle (Henry)* (p. 282) ; *Olmeta (René)* (p. 283) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 285, 297) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 287) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 290) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 292) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 294) ; *Narquin (Jean)* (p. 295).

Conciliation (procédure de —) : *Olmeta (René)* (p. 283).

Jeunes consommateurs : *Grézard (Léo)* (p. 287) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 298).

Loi de 1905 et loi de 1978 : *Delisle (Henry)* (p. 282) ; *Olmeta (René)* (p. 282) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 284) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 285, 297) ; *Grézard (Léo)* (p. 287) ; *Birraux (Claude)* (p. 288) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 290) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 296).

Obligation générale de sécurité : *Delisle (Henry)* (p. 282) ; *Olmeta (René)* (p. 283) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 283) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 285, 298) ; *Birraux (Claude)* (p. 288) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 291) ; *Clément (Pascal)* (p. 293).

Prévention (priorité donnée à la —) : *Delisle (Henry)* (p. 282) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 284) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 285) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 290) ; *Clément (Pascal)* (p. 293).

Produits dangereux (notion de —) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 296).

Produits importés : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 283) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 289).

Sécurité routière : *Grézard (Léo)* (p. 287).

Suspension de la vente d'un produit : *Olmeta (René)* (p. 283) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 284) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 285) ; *Birraux (Claude)* (p. 288) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 292).

Discussion des articles [14 avril 1983] (p. 301).

Chapitre 1er : *Mesures relatives à la sécurité des consommateurs.*

Avant l'article 1er : amendement n° 74 de Mme Hélène Missoffe (modifiant l'intitulé de ce chapitre) : rejeté ;

— adoption de l'intitulé du chapitre 1er.

Article 1er *(obligation générale de sécurité)* ; problème des accidents domestiques ; mauvaise utilisation de matériel en bon état et conforme aux normes (p. 301) ; champ d'application de l'obligation générale de sécurité ; notion d'usage anormal ; refus de M. Michel Suchod, vice-président, de donner à nouveau la parole à M. Pascal Clément ; amendement n° 75 de M. Jean-Paul Charié (produits « grand public ») : retiré ; amendement n° 76 de M. Jean-Paul Charié soutenu par Mme Hélène Missoffe (suppression des mots « dans des conditions anormales qui auraient dû être prévues par le professionnel ») (p. 302) ; amendement n° 58 de M. Claude Birraux (même objet) ; amendement n° 1 de la commission (substituant aux mots « des conditions anormales qui auraient dû être prévues » les mots « d'autres conditions prévisibles ») (p. 303) ; amendement n° 101 du Gouvernement (conditions normales ou prévisibles) ; amendement n° 76 retiré ; amendement n° 58 retiré ; amendement n° 101 adopté ; en conséquence, amendement n° 1 : devenu sans objet ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Section I : *Prévention.*

Article 2 *(interdiction ou réglementation des produits et services dangereux)* : amendement n° 77 de M. Jean-Paul Charié soutenu par M. Narquin (produits « grand public ») : retiré ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 59 de M. Claude Birraux (produits et services destinés au marché intérieur) : rejeté (p. 304) ; amendement n° 60 de M. Claude Birraux (obligation de recueillir les avis des organismes scientifiques ou techniques) : rejeté ; amendement n° 78 de M. Jean-Paul Charié soutenu par M. Jean Narquin (obligation d'entendre les professionnels directement concernés) : rejeté ; amendement n° 79 de Mme Hélène Missoffe (produits destinés au grand public) : devenu sans objet ; amendement n° 45 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (conditions de circulation des produits) : adopté ; amendement n° 96 du Gouvernement (conditions d'hygiène et de salubrité devant être respectées par les personnes ayant un contact avec le produit) : adopté ; amendement n° 80 de M. Jean-Paul Charié soutenu par M. Jean Narquin (prestataires de services reconnus coupables) : rejeté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 3 de la commission (conditions d'hygiène et de sécurité devant être respectées par les personnes ayant un contact avec le produit) ; sous-amendement n° 81 de Mme Hélène Missoffe à l'amendement n° 3 de la commission (de forme) : amendement n° 3 satisfait ; sous-amendement n° 81 devenu sans objet (p. 305).

Article 3 *(mesures temporaires d'urgence)* : suspension de la diffusion d'un produit ; amendement n° 4 de la commission (possibilité de réglementer la vente d'un produit) : adopté ; amendement n° 97 du Gouvernement (reprise d'un produit en vue d'un échange ou d'une modification) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (même objet que l'amendement n° 4 de la commission) : adopté ; amendement n° 82 de Mme Hélène Missoffe (possibilité de remettre des produits et services sur le marché lorsqu'ils ont été reconnus conformes à la réglementation) : adopté ; amendement n° 61 de M. Claude Birraux (délai dans lequel le ministre entend les professionnels ou leur représentant) ; amendement n° 47 de la commission des lois (délai dans lequel le ministre entend les professionnels ou leur représentant) ; amendement n° 61 retiré (p. 306) ; amendement n° 47 adopté ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 48 de la commission des lois (audition des comités d'entreprise et des organisations de consommateurs) ; sous-amendement n° 91 de M. Daniel Le Meur (audition des sections des syndicats représentatives de salariés) : rejeté ; amendement n° 48 adopté ; amendement n° 68 de M. Claude Wolff soutenu par M. Claude Birraux (saisine du tribunal administratif) : rejeté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 *(agents qualifiés pour procéder au contrôle des produits et services dans les conditions prévues par le présent projet de loi)* (p. 307) ; amendement n° 7 de la commission (suppression de la référence au ministère de la consommation) ; amendement n° 83 de Mme Hélène Missoffe (référence au ministre chargé de la consommation) : retiré ; amendement n° 7 adopté ; amendement n° 8 de la commission (suppression de la référence au ministre de la recherche et de l'industrie) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (suppression de la référence au ministère de l'économie et des finances) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (suppression de la référence au ministère du budget) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (suppression de la référence au ministère de l'agriculture) : adopté ; amendement n° 62 de M. Claude Birraux (rôle des inspecteurs du travail) : rejeté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 *(contrôle des produits et services)* ; problème de la prévention ; amendement n° 49 de la commission des lois (suppression de la référence à la présomption grave) : adopté ; amendement n° 84 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Jean Narquin (délégation donnée par le commissaire de la République) (p. 308) ; rejeté ; amendement n° 90 de Mme Hélène Missoffe (délivrance d'un mandat de justice ou d'une ordonnance sur requête) : devenu sans objet ; amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 85 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Jean Narquin (de conséquence) : devenu sans objet ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *(intervention du commissaire de la République)* : amendement n° 50 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 73 de M. Claude Wolff (possibilité pour tout médecin d'aviser le commissaire de la République sur un danger représenté par un produit) : non soutenu ; amendement n° 69 de M. Claude Wolff soutenu par M. Germain Gengenwi (avis confirmé du président du tribunal administratif) : rejeté ; amendement n° 51 de la commission

(obligation pour le ministre intéressé de se prononcer dans un délai d'un mois) (p. 309) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 *(surveillance préventive des produits et services)* : amendement n° 13 de la commission (référence au ministre chargé de la consommation) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 94 de M. Daniel Le Meur (information de la commission de la sécurité des consommateurs) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (cas dans lequel un produit ou un service n'a pas été soumis au contrôle prescrit) ; sous-amendement n° 102 du Gouvernement (cas dans lequel la preuve contraire a été adoptée) : adopté ; amendement n° 15, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (actualisation de la liste des organismes habilités) : adopté ; amendement n° 70 de M. Claude Wolff soutenu par M. Germain Gengenwin (possibilité pour un professionnel de proposer au ministre les solutions pour remédier au danger présenté par un produit) (p. 310) ; rejeté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 *(cas des produits et services soumis à des dispositions législatives particulières)* : amendement n° 71 de M. Claude Wolff soutenu par M. Claude Birraux (cas des produits et services répondant aux normes définies par l'association française de normalisation) : rejeté ; amendement n° 18 de la commission (suppression du second alinéa de cet article) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 19 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 38 de M. Daniel Le Meur (sécurité des personnes en cas de travaux de réhabilitation de bâtiments d'habitation existants) : retiré.

Section II : *Sanctions.*

Article 9 *(peines complémentaires facultatives)* (p. 311) ; amendement n° 52 de la commission des lois (possibilité pour le tribunal de rédiger un message informant le public de sa décision) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 *(mesures conservatoires)* : amendement n° 53 de la commission des lois (suppression de la référence au danger grave ou immédiat) : adopté ; amendement n° 54 de la commission des lois (recours contre une décision statuant sur une demande de main-levée des mesures conservatoires) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 *(autorités qualifiées pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions)* : amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Section III : *Commission de la sécurité des consommateurs.*

Article 12 *(création de cette commission)* (p. 312) ; notion de paritarisme ; rôle des compagnies consulaires ; représentation des chambres d'agriculture ; représentation des organisations de consommateurs et des organisations de fabricants ; rôle de proposition de la nouvelle commission (p. 313) ; amendement n° 98 du Gouvernement (précisant la composition de la commission) : adopté après rectification ; en conséquence, les amendements n°s 63, 64 et 65 de M. Claude Birraux, n°s 86 et 87 de Mme Hélène Missoffe, n° 72 de M. Claude Wolff, n° 44 de M. Germain Gengenwin et n° 40 de M. Daniel Le Meur deviennent sans objet ; représentation des compagnies consulaires (p. 314) ; amendement n° 46 de la commission des affaires culturelles (représentation du conseil supérieur d'hygiène publique) : rejeté ; amendement n° 21 de la commission soutenu par M. Philippe Bassinet, rapporteur suppléant (rôle de la commission de la sécurité des consommateurs) ; sous-amendement n° 88 de M. Jean-Paul Charié soutenu par Mme Hélène Missoffe (rédactionnel) ; problème des secrets de fabrication (p. 315) ; sous-amendement n° 88 rejeté ; amendement n° 21 adopté ; amendement n° 22 de la commission soutenu par M. Philippe Bassinet, rapporteur suppléant (suppression du troisième alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 41 de M. Daniel Le Meur (libre accès de la commission de la sécurité des consommateurs à tous les documents d'ordre administratif ou privé) : devenu sans objet ; amendement n° 42 de M. Daniel Le Meur (consultation des comités d'entreprise) : devenu sans objet ; amendement n° 23 de la commission soutenu par M. Philippe Bassinet, rapporteur suppléant (de conséquence) : adopté ; amendements n°s 24 et 25 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 26 de la commission soutenu par M. Philippe Bassinet, rapporteur suppléant (dispositions relatives à la saisine, à l'information et au fonctionnement de la commission de la sécurité des consommateurs) ; sous-amendement n° 99 du Gouvernement (cas d'information relevant du secret de fabrication) ; sous-amendement n° 92 de M. Daniel Le Meur (saisine de la commission de sécurité des consommateurs par les députés et les sénateurs) ; sous-amendement n° 93 de M. Daniel Le Meur (saisine par les comités d'entreprise, les délégués du personnel et les syndicats représentatifs de salariés) (p. 316) ; sous-amendement n° 92 rejeté ; sous-amendement n° 93 adopté ; sous-amendement n° 33 de M. Henry Delisle, à titre personnel à l'amendement n° 26 de la commission soutenu par M. Philippe Bassinet, rapporteur suppléant (désignation d'une personne parmi des personnalités indépendantes qualifiées) : retiré ; sous-amendement n° 99 adopté ; amendement n° 26, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 27 de la commission soutenu par M. Philippe Bassinet, rapporteur suppléant (rapport annuel de la commission de la sécurité des consommateurs) ; sous-amendement n° 89 de Mme Hélène Missoffe (objet de rapport) retiré ; amendement n° 27 adopté.

Article 13 *(obligation de secret professionnel)* : amendement n° 28 de la commission soutenu par M. Philippe Bassinet, rapporteur suppléant (précisant l'obligation de secret) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 13.

Chapitre II : *Dispositions modifiant et complétant la loi du 1er août 1905.*

Article 14 *(pouvoirs de saisie)* : amendement n° 29 de la commission soutenu par M. Philippe Bassinet, rapporteur suppléant (suppression de la référence aux conditions normales d'utilisation) (p. 317) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 *(pouvoirs de conciliation, pouvoir d'intervention des agents, suspension de la commercialisation de marchandises)* : amendement n° 30 de la commission soutenu par M. Philippe Bassinet, rapporteur suppléant (conditions normales d'utilisation) : adopté ; amendement n° 55 de la commission des lois (possibilité pour les agents de contrôle et de concertation de pénétrer dans certains locaux) ; sous-amendement n° 95 de M. Claude Birraux (autorisation du procureur de la République) : rejeté ; amendement n° 55 adopté ; amendement n° 66 de M. Claude Birraux (autorisation du procureur de la République) devenu sans objet ; amendement n° 67 de M. Claude Birraux (suppression des dispositions relatives aux garanties des producteurs) ; amendement n° 56 de la commission des lois (contrôles effectués pendant la journée) ; amendement n° 67 rejeté ; amendement n° 56 adopté ; amendement n° 100 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 57 de la commission des lois (de coordination) : adopté (p. 319) ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Chapitre III : *Dispositions diverses.*

Article 16 *(abrogation de certains articles de la loi du 10 janvier 1978)* : adopté.

Article 17 *(constatation des infractions aux dispositions des textes pris en application de la loi du 10 janvier 1978)* : amendement n° 31 de la commission soutenu par M. Philippe Bassinet, rapporteur suppléant (portée de cet article) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 *(décret d'application)* : adopté.

Article 19 *(entrée en vigueur de la présente loi)* : amendement n° 32 de la commission soutenu par M. Philippe Bassinet, rapporteur suppléant (expiration d'un délai de six mois) : adopté ;

— ce texte devient l'article 19.

Explications de vote.

Abstention du groupe RPR : *Narquin (Jean)* (p. 320).

Abstention du groupe U.D.F. : *Birraux (Claude)* (p. 321).

Commission de la sécurité des consommateurs : *Birraux (Claude)* (p. 320).

Défense du consommateur : *Narquin (Jean)* (p. 320) ; *Provost (Eliane)* (p. 320).

Vote favorable du groupe communiste : *Le Meur (Daniel)* (p. 321).

Vote favorable du groupe socialiste : *Provost (Elianel)* (p. 320).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 321).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [21 juin 1983] (p. 2870).

Commission de la sécurité des consommateurs : *Delisle (Henry)* (p. 2870) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 2871).

Produits dangereux : *Delisle (Henry)* (p. 2870).

Qualité de la production (amélioration de la —) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 2871).

Respect des engagements communautaires : *Lalumière (Catherine)* (p. 2871).

Discussion des articles [21 juin 1983] (p. 2872).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée en première lecture) ; sous-amendement n° 24 du Gouvernement (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 1 adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 1er.

Article 1er bis : amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 2 : amendement n° 3 de la commission (destruction des produits dangereux) ; sous-amendement n° 25 du Gouvernement (de précision) (p. 2872) ; adopté ; amendement n° 3, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 32 de M. Henry Delisle à titre personnel (de coordination) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (répartition des frais en fonction des responsabilités de chacun) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 21 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jean-Paul Charié (interdiction de fabrication, d'importation ou de vente de produits alimentaires ne comportant pas l'indication de leur composition en langue française) : rejeté ; amendement n° 22 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jean-Paul Charié (indication du poids et du volume en unités appartenant au système métrique) : rejeté.

Article 3 (p. 2873) : amendement n° 5 de la commission (mesures d'urgence) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (liste des produits dangereux) ; sous-amendement n° 27 du Gouvernement (remboursement éventuel de certains produits) : adopté ; amendement n° 6, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 7 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (durée du délai nécessaire à l'audition des professionnels) : adopté ; amendement n° 33 de M. Henry Delisle à titre personnel (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 26 du Gouvernement (d'harmonisation) (p. 2874) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 5 : amendement n° 29 de M. Charles Millon soutenu par M. Jean-Paul Charié (référence à un danger grave imminent) : rejeté ;

— article 5 adopté.

Article 6 : amendement n° 9 de la commission (délai dont dispose le représentant de l'Etat pour communiquer au ministre concerné le dossier sur un produit ou un service dangereux) ; amendement n° 10 de la commission (de clarification) (p. 2875) ; amendement n° 11 de la commission (durée d'un délai) : adoptés ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 : amendement n° 12 de la commission (suppression de la référence aux règles de sécurité « en vigueur ») : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : problème des produits fabriqués « librement » ; exemple du secteur automobile (p. 2876) ; amendement n° 13 de la commission (cas des produits soumis à des dispositions législatives particulières) ; application des règles communautaires ; adopté ; amendement n° 14 de la commission (de conséquence) (p. 2877) ; adopté ; amendement n° 30 de M. Charles Millon (référence aux traités internationaux) ; amendement n° 31 de M. Charles Millon (de conséquence) : devenus sans objet ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Articles 8 bis, 9 et 10 : adoptés.

Article 12 : amendement n° 15 de la commission (composition de la commission de la sécurité des consommateurs) ; sous-amendement n° 23 de M. Daniel Le Meur soutenu par Mme Adrienne Horvath (référence aux syndicats représentatifs de salariés) (p. 2878) ; sous-amendement rejeté ; amendement n° 15 adopté ; amendement n° 16 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de la commission de la sécurité des consommateurs) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Articles 12 bis A et 12 bis : adoptés.

Article 12 ter A (p. 2879) ; amendement n° 28 du Gouvernement (droit de procéder à des auditions) : adopté ;

— article 12 ter, A, ainsi modifié, adopté.

Article 12 ter : adopté.

Article 15 : amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (de forme) (p. 2880) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 : adopté.

Article 19 : adopté (p. 2881).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2881).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [6 juillet 1983] (p. 3618).

Obligation de sécurité : *Bassinet (Philippe)* (p. 3618).

Succès de la commission mixte paritaire : *Bassinet (Philippe)* (p. 3618) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 3618).

Texte de la commission mixte paritaire : (p. 3619-3620).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3620).

Contrôle sanitaire des produits alimentaires.

Voir *Questions orales sans débat* **419.**

Information et protection des consommateurs.

Voir *Consommation* **2.**

CONSTITUTION

Article 10, alinéa 2.

Voir *Expositions et salons* **1.**

Article 11.

Voir *Elections et référendum* **28.**

Article 38.

Voir *Rappels au règlement* **746.**

Article 47.

Voir *Lois de règlement* **3.**

Article 48.

Voir *Rappels au règlement* **719.**

Article 72.

Voir *Départements d'outre-mer* **7.**

Article 73.

Voir *Départements d'outre-mer* **7.**

Article 74.

Voir *Justice* **17.**

CONSTRUCTION NAVALE

Voir *Armement maritime.*

CONTADORA (groupe de —)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**

CONTRATS

1. — Proposition de loi n° 1750 tendant à modifier l'**article 1304 du code civil.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 octobre 1983 par M. Pierre Micaux. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Claude Wolff (3 novembre 1983).

CONTRATS D'ASSOCIATION

Voir *Associations et mouvements* **6.**

CONTRATS DE PLAN

Voir *Entreprises publiques* **3.**
Plan **4, 5.**

CONTRATS DE QUALITE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Economie, finances et budget. Consommation.

CONTRATS DE SOLIDARITE

Voir *Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires* **11.**
Chômage : indemnisation **4.**
Déclarations du Gouvernement **6.**

CONTRATS DE TRAVAIL

Voir *travail* **13.**

CONTRATS EMPLOI-ADAPTATION

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

CONTRATS EMPLOI-FORMATION

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale ; Formation professionnelle.

CONTRATS EMPLOI-FORMATION-PRODUCTION

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

CONTRATS EMPLOI-INVESTISSEMENT

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**

CONTRATS EMPLOI-ORIENTATION

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES

1. — Projet de loi n° 1078 modifiant certaines dispositions du code général des impôts relatives à la **garantie du titre des matières d'or, d'argent et de platine.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Dominique Frelaut. — Rapport n° **1393** (2 avril 1983). — Discussion le 5 avril 1983. — Adoption le 5 avril 1983. — Projet de loi n° **312.**

Sénat (première lecture), n° **210** (1982-1983), dépôt le 6 avril 1983. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. André Fosset. — Rapport n° **348** (1982-1983) (26 mai 1983). — Discussion le 23 juin 1983. — Adoption le 23 juin 1983. — Projet de loi n° **155** (1982-1983).

Loi n° 83-558 du 1e juillet 1983, publiée au *J.O.* du 2 juillet 1983 (p. 2010).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [5 avril 1983] (p. 17).

Conditions de remboursement du droit de garantie : *Frelaut (Dominique)* (p. 17).

Définition des appellations « plaqué » et « métal argenté » : *Frelaut (Dominique)* (p. 17) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 18).

Exonération du droit de garantie : *Frelaut (Dominique)* (p. 17) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 18).

Refus de créer un bas titre : *Frelaut (Dominique)* (p. 17) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 18).

Service de la garantie (rôle du) : *Frelaut (Dominique)* (p. 17).

Discussion des articles [5 avril 1983] (p. 18).

Avant l'article 1er : amendement n° 2 de M. Dominique Frelaut (cas des ouvrages commercialisés en France) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (cas des ouvrages composés d'éléments d'or, d'argent ou de platine) ; amendement n° 1 de la commission (même objet) (p. 18) ; amendement n° 3 adopté ; amendement n° 1 devenu sans objet.

Article 1er *(définition des fabricants soumis à la législation de la garantie)* : adopté.

Article 2 *(exonérations du droit de garantie du titre des métaux précieux)* : adopté.

Article 3 *(allongement du délai de présentation au bureau de garantie des ouvrages en métaux précieux dépourvus de marque)* : adopté.

Article 4 *(conditions du remboursement du droit de garantie pour les ouvrages en métaux précieux exportés)* : adopté.

Article 5 *(allègement des obligations des fabricants exportant des ouvrages en métaux précieux dont le titre est inférieur au minimum légal)* : adopté.

Article 6 *(définition des ouvrages bénéficiant de l'appellation « plaqué », « doublé » ou « métal argenté »)* : adopté.

Article 7 *(dispositions de coordination)* : adopté (p. 19).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 19).

CONTROLE DES CHANGES

Voir *Commerce extérieur* **1.**
Déclarations du Gouvernement **6.**
Questions au Gouvernement **516.**
Questions orales sans débat **331.**

CONTROLES D'IDENTITE

Voir *Procédure pénale* **3.**

CONVENTIONS COLLECTIVES

Personnel de l'enfance et des adultes inadaptés.

Voir *Questions orales sans débat* **506.**

COOPERATION ET DEVELOPPEMENT

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

COOPERATIVES, GROUPEMENTS ET SOCIETES

Voir *Economie sociale* **1.**

Coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA).

Voir *Agriculture* **11.**

Coopératives maritimes.

Voir *Economie sociale* **1.**

Sociétés coopératives d'HLM.

Voir *Economie sociale* **1.**

Sociétés coopératives ouvrières de production.

Voir *Economie sociale* **1.**

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE.

1. — **Projet de loi n° 1539** relatif aux conditions d'accès au corps des **ministres plénipotentiaires.** — *Sénat* (première lecture) n° **227** (1982-1983), dépot le 12 avril 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Chaumont. — Rapport n° **335** (1982-1983) (19 mai 1983). — Discussion le 31 mai 1983. — Adoption le 31 mai 1983. — Projet de loi n° **120** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), (n° **1539**), dépôt le 1er juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Véronique Neiertz (9 juin 1983). — Rapport n° **1587** (16 juin 1983). — Discussion le 22 juin 1983. — Adoption le 22 juin 1983. — Projet de loi n° **403**.

Sénat (deuxième lecture), n° **429** (1982-1983), dépôt le 23 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Chaumont. — Rapport n° **434** (1982-1983). — Discussion le 27 juin 1983. — Adoption avec modifications le 27 juin 1983. — Projet de loi n° **164** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1647**, dépôt le 28 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Véronique Neiertz. — Rapport n° **1653** (28 juin 1983). — Discussion le 28 juin 1983. — Adoption avec modifications le 28 juin 1983. — Projet de loi n° **417**.

Commission mixte paritaire.

Nomination [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1952).

Bureau [*J.O.* du 30 juin 1983] (p. 1991).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : Mme Véronique Neiertz. — Rapport n° **1666** (29 juin 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques Chaumont. — Rapport n° **458** (1982-1983) (29 juin 1983). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1670**, dépôt le 29 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Véronique Neiertz. — Rapport n° **1671** (29 juin 1983). — Discussion le 29 juin 1983. — Adoption avec modifications le 29 juin 1983.. — Projet de loi n° **428**.

Sénat (troisième lecture), n° **471** (1982-1983), dépôt le 29 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Chaumont. — Rapport n° **475** (1982-1983) (30 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption avec modifications le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **179** (1982-1983).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **1699**, dépôt le 30 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Véronique Neiertz. — Rapport n° **1700** (30 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption définitive le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **439**.

Loi n° 83-631 du 12 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 13 juillet 1983 (p. 2158).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [22 juin 1983] (p. 2999).

Administrateurs de l'I.N.S.E.E. : *Bellon (André)* (p. 3002).

Agents détachés à l'étranger : *Cheysson (Claude)* (p. 3000).

E.N.A. (troisième voie d'accès à l'—) : *Neiertz (Véronique)* (p. 2999).

Ministère des relations extérieures : *Cheysson (Claude)* (p. 3001-3002).

Nationalité des personnes recrutées : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3002) ; *Cheysson (Claude)* (p. 3002).

Nominations récentes : *Gantier (Gilbert)* (p. 3003) ; *Aubert (François d')* (p. 3003).

Politisation de la fonction publique : *Montdargent (Robert)* (p. 3001) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3001).

Tour extérieur (recrutement au) : *Neiertz (Véronique)* (p. 2999) ; *Cheysson (Claude)* (p. 3000) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 3000) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3002) ; *Bellon (André)* (p. 3002) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3003).

Discussion des articles [22 juin 1983] (p. 3003).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (suppression du second alinéa de cet article) (p. 3003) ; avis de la commission administrative paritaire compétente : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 : amendement n° 6 du Gouvernement (nationalité des personnes visées à l'article 1er) ; conditions de nationalité ; adopté ; amendement n° 2 de la commission (organisations internationales intergouvernementales) ; organisations professionnelles ou consulaires ; adopté ; amendement n° 3 de la commission (suppression du mot « intergouvernementales » dans le dernier alinéa de cet article) ; actions intergouvernementales (p. 3004) ; Croix-Rouge internationale ; adopté ; amendement n° 4 de la commission (organes permanents d'administration, de direction, d'organisations syndicales ou d'associations) ; maisons de la culture ; Croix-Rouge ; associations à caractère philantropique ; adopté ; amendement n° 5 de la commission (organes permanents d'administration, d'organisations professionnelles ou consulaires) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : amendement n° 7 du Gouvernement (suppression du second alinéa de cet article) ; personnes ne possédant pas la qualité de fonctionnaire ; âge de la retraite ; adopté (p. 3005).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3006).

DEUXIEME LECTURE.

Discussion générale [28 juin 1983] (p. 3298).

Ouverture du ministère des relations extérieures à des personnalités extérieures à la fonction publique : *Neiertz (Véronique)* (p. 3298).

Rôle de la commission administrative paritaire : *Neiertz (Véronique)* (p. 3298).

Discussion des articles [28 juin 1983] (p. 3298).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (supprimant le second alinéa de cet article) ; absence de commission administrative paritaire pour le corps des ministres plénipotentiaires : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 : amendement n° 2 de la commission (élargissement des conditions de recrutement à des personnes ayant appartenu à des organisations syndicales ou à des associations reconnues d'utilité publique) ; opposition entre l'Assemblée et le Sénat sur ce point ; amendement n° 3 de la commission (élargissement des conditions de recrutement à des personnes ayant appartenu à des organisations professionnelles ou consulaires à caractère économique ou commercial) ; nomination par le Gouvernement comme chefs de postes diplomatiques de personnes appartenant à des organisations syndicales, professionnelles ou consulaires ; amendements n° 2 et n° 3 : adoptés ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : amendement n° 4 du Gouvernement (supprimant le second alinéa de cet article) ; égalité des conditions d'âge et d'ancienneté entre non fonctionnaires recrutés au tour extérieur et fonctionnaires : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3299).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1983] (p. 3379).

Echec de la commission mixte paritaire : *Neiertz (Véronique)* (p. 3379).

Texte voté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture : *Neiertz (Véronique)* (p. 3379) ; *Labarrère (André)* (p. 3379).

Discussion des articles [29 juin 1983] (p. 3379).

Articles 1er à 3 : adoptés.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3379).

QUATRIEME LECTURE.

Discussion générale [30 juin 1983] (p. 3439).

Echec de la commission mixte paritaire : *Neiertz (Véronique)* (p. 3439) ;

— Position de la commission : *Neiertz (Véronique)* (p. 3439) ; *Labarrère (André)* (p. 3439).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3439).

CORSE

5. — **Proposition de résolution n° 1374** tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles se sont accomplis les **actes de violence en Corse** depuis le 10 mai 1981. — Dépôt à l'Assemblée nationale le 2 avril 1983 par M. Alain Madelin. — Renvoi à la commissiondes lois constitutionnelles, de la législation et de l'administrationgénérale de la République. — Rapporteur : M. Alain Hautecœur (7 avril 1983) remplacé par M. François Massot (14 avril 1983). — Rapport n° **1477** (5 mai 1983).

Voir *Départements d'outre mer* **7.**
Elections et référendums **23.**
Lois de finances **7** (première partie), article 23 ; (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.
Motions de censure **10.**

COTISATIONS SOCIALES

Voir *Déclarations du Gouvernement* **7.**
Lois de finances **7**, discussion générale.
Sécurité sociale **14.**

— agricoles.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.
Questions orales sans débat **404.**

assiette des —

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

COUR DES COMPTES

Voir *Documents déposés sur le Bureau de l'Assemblée Nationale* **26.**

COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

Voir *Traités et conventions* **86.**

COURS D'EAU

Travaux d'aménagement des rivières.

Voir *Questions orales sans débat* **510.**

CREDIT

— interentreprises.

Voir *Questions orales sans débat* **373.**

Encadrement du —

Voir *Questions au Gouvernement* **627.**

— gratuit

Voir *Banques et établissements financiers* **6.**

CREDIT MUNICIPAL

Voir *Banques et établissements financiers* **6.**

CREOLE (langue)

Voir *Départements d'outre-mer* **7.**

CREUSOT-LOIRE

Voir *Déclarations du gouvernement* **9.**
Questions au gouvernement **666.**

CRIMES, DELITS ET CONTRAVENTIONS

2. — **Proposition de loi n° 1932** tendant à supprimer toute possibilité de **réduction de peine** pour les auteurs de meurtre ou d'assassinat d'agents de la force publique et pour les grands criminels récidivistes. *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1983 par M. Claude Labbé et M. Emmanuel Aubert. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

CRIMINELS DE GUERRE

Poursuites des — en R.F.A.

Voir *Questions au Gouvernement* **597.**

CROISSANCE

Voir *Plan* **4, 5.**

CULTES

1. — **Proposition de loi n° 1690** tendant à simplifier la procédure de rectification des circonscriptions des **cultes reconnus en Alsace-Lorraine.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 juin 1983 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Messmer (6 octobre 1983). — Retrait le 2 décembre 1983.

2. — **Proposition de loi n° 1746** tendant à répartir les participations communales aux frais de fonctionnement et d'entretien des **presbytères en Alsace Lorraine.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 octobre 1983 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Marie Bockel (10 novembre 1983).

CULTURE

Voir *Collectivités locales* **10.**
Lois de finances **7** (deuxième partie), culture.
Plan **4.**

Coût des grands projets culturels à Paris.

Voir *Questions au Gouvernement* **531.**

Politique culturelle de certaines municipalités.

Voir *Questions orales sans débat* **438.**

CYCLONE (usines)

Voir *Questions au Gouvernement* **578.**

CYCLONES

Voir *Polynésie française* **2.**

D

DANSE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), culture.

DEBUDGETISATION

Voir *Lois de finances* **7**, discussion générale.

DECENTRALISATION

Voir *Plan* **4.**

Equilibre entre — et déconcentration.

Voir *Questions orales sans débat* **435.**

DECHETS ET PRODUITS DE LA RECUPERATION

Traitement des déchets toxiques.

Voir *Questions orales sans débats* **369.**

DECLARATIONS DES HOMMES POLITIQUES

Interview dans le « Monde » de M. Georges Marchais.

Voir *Questions au Gouvernement* **766.**

DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT

6. — **Politique générale** de M. Pierre Mauroy, Premier ministre (n° 1402) [6 avril 1983] et débat sur cette déclaration.

Discussion [6 avril 1983] (p. 44, 71).

Agriculteurs (revenus des —) : *Labbé (Claude)* (p. 56) ; *Lajoinie (André)* (p. 58).

Budget social de la Nation : *Mauroy (Pierre)* (p. 48).

Charges financières des entreprises : *Mauroy (Pierre)* (p. 46) ; *Royer (Jean)* (p. 68) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 73).

Chèques-vacances : *Mauroy (Pierre)* (p. 52).

Chômage (objectif de maintien du —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 49) ; *Lajoinie (André)* (p. 57) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 61) ; *Goux (Christian)* (p. 65) ; *Evin (Claude)* (p. 69).

Circuits de distribution : *Mauroy (Pierre)* (p. 51).

Collèges (réforme des —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 49).

Commerce extérieur : *Mauroy (Pierre)* (p. 50) ; *Labbé (Claude)* (p. 55) ; *Lajoinie (André)* (p. 58) ; *Goux (Christian)* (p. 65) ; *Royer (Jean)* (p. 67) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 73).

Comptes d'épargne en actions : *Mauroy (Pierre)* (p. 50).

Consommation (relance de la —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 44) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 61).

Contrats de solidarité : *Mauroy (Pierre)* (p. 47) ; *Goux (Christian)* (p. 67).

Contrats emploi-investissement : *Mauroy (Pierre)* (p. 46).

Contrôle des changes : *Mauroy (Pierre)* (p. 52) ; *Labbé (Claude)* (p. 55) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 73).

Demande interne (modération de l'évolution de la —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 51, 78) ; *Goux (Christian)* (p. 65) ; *Royer (Jean)* (p. 68) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 73).

Dévaluation : *Labbé (Claude)* (p. 56) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 61) ; *Goux (Christian)* (p. 65) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 76).

Elections municipales : *Mauroy (Pierre)* (p. 52, 75) ; *Labbé (Claude)* (p. 56) ; *Lajoinie (André)* (p. 57, 60) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 60).

Emprunt Giscard 1973 : *Lajoinie (André)* (p. 59).

Emprunt obligatoire égal à 10 p. 100 de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les grandes fortunes : *Mauroy (Pierre)* (p. 46) ; *Lajoinie (André)* (p. 59) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 64).

Endettement de la France : *Mauroy (Pierre)* (p. 50) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 62) ; *Evin (Claude)* (p. 69).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : *Mauroy (Pierre)* (p. 53) ; *Labbé (Claude)* (p. 53) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 74).

Enseignement supérieur (réforme de l'—) : *Mauroy (Pierre)* (p. 49).

Entreprises publiques (gestion des —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 46) ; *Lajoinie (André)* (p. 59).

Epargne logement (relance de l'—) : *Mauroy (Pierre)* (p. 50).

Equilibre extérieur (rétablissement de l'—) : *Mauroy (Pierre)* (p. 44) ; *Lajoinie (André)* (p. 58) ; *Goux (Christian)* (p. 65) ; *Royer (Jean)* (p. 67) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 73).

Filière électronique : *Mauroy (Pierre)* (p. 46).

Financement des prestations familiales : *Mauroy (Pierre)* (p. 48) ; *Lajoinie (André)* (p. 59).

Français d'outre-mer : *Jalton (Frédéric)* (p. 74) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 78).

Importations (niveau des —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 45) ; *Goux (Christian)* (p. 65).

Impôt sur les grandes fortunes : *Lajoinie (André)* (p. 59) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 77).

Instituts universitaires de technologie : *Mauroy (Pierre)* (p. 49).

Investissements industriels et politique industrielle : *Mauroy (Pierre)* (p. 45) ; *Lajoinie (André)* (p. 58) ; *Goux (Christian)* (p. 65) ; *Royer (Jean)* (p. 68) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 73) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 74).

Jeunes (insertion professionnelle des —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 49) ; *Lajoinie (André)* (p. 58).

Livret A : *Mauroy (Pierre)* (p. 50).

Livret rose : *Mauroy (Pierre)* (p. 51).

Lois Auroux : *Mauroy (Pierre)* (p. 47) ; *Lajoinie (André)* (p. 58) ; *Coffineau (Michel)* (p. 72).

Machine-outil (industrie de la —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 45).

Masse monétaire : *Mauroy (Pierre)* (p. 50).

Niveau d'épargne (insuffisance du —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 50).

Ordonnances : *Mauroy (Pierre)* (p. 50, 78) ; *Lajoinie (André)* (p. 60) ; *Labarrère (André)* (p. 64) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 65).

Parlement (rôle du —) : *Labbé (Claude)* (p. 54).

Politique contractuelle (poursuite de la —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 47).

Politique salariale : *Mauroy (Pierre)* (p. 47) ; *Goux (Christian)* (p. 67) ; *Royer (Jean)* (p. 68) ; *Coffineau (Michel)* (p. 72).

Prélèvement de 1 p. 100 sur le revenu imposable : *Mauroy (Pierre)* (p. 48, 76) ; *Lajoinie (André)* (p. 59) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 62) ; *Evin (Claude)* (p. 69) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 73).

Prestations sociales (augmentation des —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 44) ; *Lajoinie (André)* (p. 57) ; *Evin (Claude)* (p. 69) ; *Coffineau (Michel)* (p. 72) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 74).

Prêts bonifiés : *Mauroy (Pierre)* (p. 46).

Recherche scientifique : *Mauroy (Pierre)* (p. 48) ; *Lajoinie (André)* (p. 58) ; *Evin (Claude)* (p. 68).

Réconciliation des Français et des entreprises : *Mauroy (Pierre)* (p. 44) ; *Coffineau (Michel)* (p. 73).

Reconquête du marché intérieur : *Mauroy (Pierre)* (p. 62, 78) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 73).

Reprise internationale (absence de —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 44) ; *Labbé (Claude)* (p. 54) ; *Lajoinie (André)* (p. 57, 58) ; *Goux (Christian)* (p. 65) ; *Evin (Claude)* (p. 68).

Retraite à 60 ans : *Labbé (Claude)* (p. 54) ; *Lajoinie (André)* (p. 58) ; *Goux (Christian)* (p. 67) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 75).

Revenu des non-salariés : *Mauroy (Pierre)* (p. 51).

Rigueur et austérité : *Mauroy (Pierre)* (p. 51, 75) ; *Labbé (Claude)* (p. 53) ; *Lajoinie (André)* (p. 57) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 61) ; *Goux (Christian)* (p. 67).

Scolarisation (taux de —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 48).

Secteur public (démocratisation du —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 47) ; *Lajoinie (André)* (p. 59) ; *Coffineau (Michel)* (p. 72).

Tarifs publics (augmentation des —) : *Labbé (Claude)* (p. 56) ; *Lajoinie (André)* (p. 59) ; *Goux (Christian)* (p. 66).

Taux d'inflation à 5 p. 100 en 1984 (prévision d'un —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 47) ; *Goux (Christian)* (p. 65).

Textile (industrie) : *Mauroy (Pierre)* (p. 46).

Travail à temps partiel : *Mauroy (Pierre)* (p. 47).

Explications de vote (p. 79).

Attitude de M. Pierre Mauroy : *Vivien (Robert-André)* (p. 80).

Commerce extérieur : *Ansart (Gustave)* (p. 83).

Confiance du groupe communiste : *Ansart (Gustave)* (p. 84).

Confiance du groupe socialiste : *Joxe (Pierre)* (p. 85).

Dévaluation : *Vivien (Robert-André)* (p. 81).

Echec de la politique économique du Gouvernement : *Vivien (Robert-André)* (p. 80) ; *Rossinot (André)* (p. 84).

Rappel au règlement (procédure) : *Suchod (Michel)* (vice-président) (p. 79).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 82).

Rappel au règlement de M. Jean-Claude Gaudin : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 82).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 82).

Rappel au règlement de M. Claude Labbé : *Labbé (Claude)* (p. 82) ; *Suchod (Michel)* (vice-président) (p. 82).

Refus d'être interrompu pendant une intervention : *Vivien (Robert-André)* (p. 79).

Refus de la confiance par le groupe R.P.R. : *Vivien (Robert-André)* (p. 79).

Refus de la confiance par le groupe U.D.F. : *Rossinot (André)* (p. 85).

Secteur public : *Ansart (Gustave)* (p. 83) ; *Rossinot (André)* (p. 85) ; *Joxe (Pierre)* (p. 86).

Suspensions de séance (procédure des —) : *Labbé (Claude)* (p. 82) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 82).

Approbation de la déclaration de politique générale du Gouvernement (p. 86).

7. — **Déclaration** de M. Pierre Beregovoy sur le **budget social (n° 1621)** et débat sur cette déclaration [23 juin 1983].

Discussion [23 juin 1983] (p. 3041-3064).

Accidents du travail et maladies professionnelles : *Ducoloné (Guy)* (p. 3051).

Action sociale et aide sociale : *Belorgey (Jean-Michel) (p. 3068)* ;

Assiette des cotisations : *Joxe (Pierre)* (p. 3047) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3052) ; *Goux (Christian)* (p. 3057) ; *Evin (Claude)* (p. 3061).

Autonomie des régimes : *Beregovoy (Pierre)* (p. 3045) ; *Madelin (Alain)* (p. 3058) ; *Evin (Claude)* (p. 3059).

Budget annexe des prestations sociales (création d'un —) : *Goux (Christian)* (p. 3057).

Charges des entreprises : *Barrot (Jacques)* (p. 3048) ; *Pinte (Etienne)* (p. 3054) ; *Evin (Claude)* (p. 3061) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3062).

Chômage (indemnisation du —) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 3064) ; *Bergovoy (Pierre)* (p. 3073).

Chômeurs en fin de droits : *Barrot (Jacques)* (p. 3050) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 3471).

Contrôle du Parlement sur le budget social de la Nation : *Beregovoy (Pierre) (p. 3041)* ; *Joxe (Pierre)* (p. 3047) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3048) ; *Pinte (Etienne)* (p. 3052) ; *Evin (Claude)* (p. 3059).

Démocratisation de la sécurité sociale : *Beregovoy (Pierre)* (p. 3043) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3049) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3050).

Dotation globale des hôpitaux : *Beregovoy (Pierre)* (p. 3043-3049) ; *Pinte (Etienne)* (p. 3054) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3059) ; *Rossinot (André)* (p. 3066).

Emploi et protection sociale : *Beregovoy (Pierre)* (p. 3043-3070) ; *Goux (Christian)* (p. 3056).

Etat-Providence : *Madelin (Alain)* (p. 3058) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3064) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 3064-3072).

Fiscalisation : *Beregovoy (Pierre)* (p. 3044-3074) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3050) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3051) ; *Pinte (Etienne)* (p. 3053) ; *Goux (Christian)* (p. 3057) ; *Evin (Claude)* (p. 3059) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3062) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3067).

Historique de la sécurité sociale : *Beregovoy (Pierre)* (p. 3042) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3046).

Hôpitaux (problème des —) : *Beregovoy (Pierre)* (p. 3043-3069-3072) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3049) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3051) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3058) ; *Evin (Claude)* (p. 3059) ; *Rossinot (André)* (p. 3066) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3067).

Mutualité : *Ducoloné (Guy)* (p. 3051).

Personnes âgées et minimum vieillesse : *Beregovoy (Pierre)* (p. 3042-3069) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3048).

Prelèvement de 1 p. 100 sur le revenu imposable : *Barrot (Jacques)* (p. 3048) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3052) ; *Evin (Claude)* (p. 3061) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 3064) ; *Rossinot (André)* (p. 3066).

Pré-retraite : *Pinte (Etienne)* (p. 3053).

Prestations familiales et politique de la famille : *Beregovoy (Pierre)* (p. 3044-3470) ; *Pinte (Etienne)* (p. 3054) ; *Goux (Christian)* (p. 3056) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 3065).

Prestations sociales depuis 1981 (augmentation des —) : *Beregovoy (Pierre)* (p. 3042).

Prévention : *Beregovoy (Pierre)* (p. 3044).

Professions médicales : *Rossinot (André)* (p. 3066) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 3069).

Reconnaissance de droits sans contrepartie contributive : *Beregovoy (Pierre)* (p. 3042) ; *Goux (Christian)* (p. 3057).

Réforme du financement de la protection sociale : *Beregovoy (Pierre)* (p. 3042) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3047) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3048) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3051) ; *Pinte (Etienne)* (p. 3052-3054) ; *Madelin (Alain)* (p. 3058).

Retraite à 60 ans : *Beregovoy (Pierre)* (p. 3043) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3050).

Structure du budget de l'Etat : *Goux (Christian)* (p. 3055).

Ticket modérateur : *Beregovoy (Pierre)* (p. 3044) ; *Barrot (Jacques)* (p. 3049) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3051) ; *Pinte (Etienne)* (p. 3054) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3067).

8. — **Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère** par M. Pierre Mauroy, Premier ministre **(n° 1741)** [6 octobre 1983].

Discussion [6 octobre 1983] (p. 3819, 3847).

Afganistan (présence soviétique en —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 3820) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 3842).

Aide française au développement : *Mauroy (Pierre)* (p. 3821) ; *Bellon (André)* (p. 3825) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3829) *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 3854).

Amérique latine : *Montdargent (Robert)* (p. 3828) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 3842) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 3844) ; *Vadepied (Guy)* (p. 3850) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 3853) ; *Rouquette (Roger)* (p. 3857).

Angola : *Mauroy (Pierre)* (p. 3820).

Armes chimiques et biologiques : *Vadepied (Guy)* (p. 3850).

Boeing sud-coréen (affaire du —) : *Bellon (André)* (p. 3824) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 3839) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3840) ; *Vadepied (Guy)* (p. 3849) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 3859).

Chili : *Mauroy (Pierre)* (p. 3820).

Contadora (groupe de —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 3820) ; *Bellon (André)* (p. 3825) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3829) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 3854).

Continuité ou rupture de la politique extérieure française : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3827) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 3842).

Crise économique mondiale : *Mauroy (Pierre)* (p. 3819).

C.S.C.E. et Conférence de Madrid : *Mauroy (Pierre)* (p. 3821) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3840) ; *Vadepied (Guy)* (p. 3850) ; *Rouquette (Roger)* (p. 3856).

Dépenses agricoles : *Mauroy (Pierre)* (p. 3821).

Divergences à l'intérieur de la majorité : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3831) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3851).

Dollar : *Mauroy (Pierre)* (p. 3821) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3829).

« Domaine réservé » de la politique extérieure : *Bigeard (Marcel)* (p. 3834) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 3858).

Espagne et Portugal dans la C.E.E. (entrée de l'— et du —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 3821) ; *Dhaille (Paul)* (p. 3852).

Euromissiles : (SS 20, Pershing) *Mauroy (Pierre)* (p. 3822) ; *Bellon (André)* (p. 3824) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3829) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 3839) ; *Tinseau (Luc)* (p. 3848) ; *Vadepied (Guy)* (p. 3849) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3851).

Europe et solidarité européenne : *Mauroy (Pierre)* (p. 3820) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 3844) ; *Dhaille (Paul)* (p. 3852).

Force multinationale au Liban et action du contingent français : *Mauroy (Pierre)* (p. 3823, 3861) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3827) ; *d'Harcourt (Florence)* (p. 3832) ; *Darinot (Louis)* (p. 3837) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 3841) ; *Bapt (Gérard)* (p. 3856).

Genève (conférence de —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 3820) ; *Bellon (André)* (p. 3824) ; *Tinseau (Luc)* (p. 3849) ; *Vadepied (Guy)* (p. 3849).

Hésitations de la politique française au Tchad : *de Lipkowski (Jean)* (p. 3837) ; *Lancien (Yves)* (p. 3856) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 3859).

Intervention des U.S.A. en Amérique latine : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 3855).

Intervention zairoise au Tchad : *Darinot (Louis)* (p. 3836).

Iran-Irak (conflit) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3831) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 3835) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 3844).

Joumblatt (Walid) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3827).

Légitimité du Gouvernement de Hissène Habré : *Vivien (Alain)* (p. 3834) ; *Darinot (Louis)* (p. 3836) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 3844).

Liban : *Mauroy (Pierre)* (p. 3820, 3822) ; *Bellon (André)* (p. 3825) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3826) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3829) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3830) ; *Bigeard (Marcel)*

(p. 3835) ; *Darinot (Louis)* (p. 3837) ; *de Lipkowski (Jean)* (p. 3838) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3840) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 3841) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 3843) ; *Tinseau (Luc)* (p. 3848) ; *Vadepied (Guy)* (p. 3850) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3851) ; *Lancien (Yves)* (p. 3855) ; *Bapt (Gérard)* (p. 3856).

Libye : *Mauroy (Pierre)* (p. 3823) ; *Vivien (Alain)* (p. 3834) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 3835) ; *Darinot (Louis)* (p. 3836) ; *de Lipkowski (Jean)* (p. 3837, 3848) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3840) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 3843) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 3844) ; *Tinseau (Luc)* (p. 3848) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3851) ; *Lancien (Yves)* (p. 3855).

Manque d'information sur les évènements du Tchad : *d'Harcourt (Florence)* (p. 3832) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 3834) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 3858).

Montée des périls et relations est-ouest : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3826) ; *Vadepied (Guy)* (p. 3849) ; *Dhaille (Paul)* (p. 3852).

Namibie : *Mauroy (Pierre)* (p. 3820) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3828) ; *Dupuy (Lydie)* (p. 3840) ; *Rouquette (Roger)* (p. 3857).

Non participation de la France à la Conférence de Genève et problème de la comptabilisation des armements nucléaires français : *Mauroy (Pierre)* (p. 3822) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3830) ; *Vadepied (Guy)* (p. 3849) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3851).

Nord-sud (relations) : *Mauroy (Pierre)* (p. 3821) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3853).

Otan (place de la France dans l'—) : *Mauroy (Pierre)* (p. 3822) ; *Bellon (André)* (p. 3825) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3841) ; *Tinseau (Luc)* (p. 3848) ; *Vadepied (Guy)* (p. 3849).

Paix et désarmement : *Mauroy (Pierre)* (p. 3822) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3826) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3829) ; *Duraffour (Paul)* (p. 3858).

Palestiniens et O.L.P. : *Mauroy (Pierre)* (p. 3820) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3827) ; *de Lipkowski (Jean)* (p. 3838) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 3843).

Partition éventuelle du Tchad : *Vivien (Alain)* (p. 3833) ; *Darinot (Louis)* (p. 3835).

Place de la France dans le monde : *Mauroy (Pierre)* (p. 3819) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3828).

Politique économique du Gouvernement (bons résultats de la —) : *Bellon (André)* (p. 3826).

Pologne et attribution du prix Nobel de la paix à Lech Walesa : *Mauroy (Pierre)* (p. 3820) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 3835) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 3842).

Sahara occidental : *Mauroy (Pierre)* (p. 3820) ; *Vivien (Alain)* (p. 3833).

Syrie : *de Lipkowski (Jean)* (p. 3839) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 3843) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3851) ; *Bapt (Gérard)* (p. 3856).

Système monétaire international : *Mauroy (Pierre)* (p. 3821) ; *Dupuy (Lydie)* (p. 3839).

Tchad : *Mauroy (Pierre)* (p. 3820) ; *Bellon (André)* (p. 3825) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3826, 3828) ; *Montdargent (Robert)* (p. 3829) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3830) ; *Vivien (Alain)* (p. 3833) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 3835) ; *Darinot (Louis)* (p. 3835) ; *de Lipkowski (Jean)* (p. 3835) ; *Dupuy (Lydie)* (p. 3840) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3840) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 3844) ; *Tinseau (Luc)* (p. 3847) ; *Vadepied (Guy)* (p. 3850) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3851) ; *Lancien (Yves)* (p. 3855) ; *Mauroy (Pierre)*, (p. 3859).

Ventes d'armes : *Bigeard (Marcel)* (p. 3835).

Vittel (sommet franco-africain de —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 3823, 3860) ; *Bellon (André)* (p. 3825) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3831) ; *d'Harcourt (Florence)* (p. 3832) ; *Vivien (Alain)* (p. 3834) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 3835) ; *de Lipkowski (Jean)* (p. 3838) ; *Dupuy (Lydie)* (p. 3839) ; *Baumel (Jacques)* (p. 3851).

U.R.S.S. (attitude de l'—) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3826) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 3835) ; *Vadepied (Guy)* (p. 3850).

9. — Déclaration du Gouvernement sur sa politique industrielle, par M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche **(n° 1742)** [11 octobre 1983].

Discussion [11 octobre 1983] (p. 3992, 4008).

Administrative (simplification) : *Billardon (André)* (p. 4013).

Agro-alimentaire (industrie) : *Fabius (Laurent)* (p. 3995).

Aides à l'industrie : *Fabius (Laurent)* (p. 3999) ; *Billardon (André)* (p. 4011) ; *Sarre (Georges)* (p. 4016) ; *Chapuis (Robert)* (p. 4032).

Aménagement du territoire et D.A.T.A.R. : *Asensi (François)* (p. 4015) ; *Germon (Claude)* (p. 4029).

Ariane (fusée) : *Noir (Michel)* (p. 4009) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 4017).

Auroux (lois) : *Marchais (Georges)* (p. 4004) ; *Noir (Michel)* (p. 4009) ; *Geng (Francis)* (p. 4014) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4035).

Autofinancement des entreprises : *d'Ornano (Michel)* (p. 4001) ; *Noir (Michel)* (p. 4008).

Automobile (industrie) : *Fabius (Laurent)* (p. 4093) ; *Bocquet (Alain)* (p. 4020).

Banques (rôle des) : *Marchais (Georges)* (p. 4005) ; *Billardon (André)* (p. 4012) ; *Asensi (François)* (p. 4015) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4033) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4037).

Californie : *Fabius (Laurent)* (p. 3993).

Cellulose de Strasbourg : *d'Aubert (François)* (p. 4023).

Charbon : *Fabius (Laurent)* (p. 3995) ; *Marchais (Georges)* (p. 4004) ; *Drouin (René)* (p. 4026) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4035).

Charges des entreprises : *d'Ornano (Michel)* (p. 4000) ; *Noir (Michel)* (p. 4008) ; *Billardon (André)* (p. 4011) ; *Geng (Francis)* (p. 4014) ; *Galley (Robert)* (p. 4016) ; *Sarre (Georges)* (p. 4017) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 4017) ; *Charzat (Michel)* (p. 4022) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4025) ; *Narquin (Jean)* (p. 4031) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4035).

Codevi : *Fabius (Laurent)* (p. 3999, 4037) ; *Geng (Francis)* (p. 4014) ; *Sarre (Georges)* (p. 4016).

Commerce extérieur : *Marchais (Georges)* (p. 4004) ; *Billardon (André)* (p. 4012).

Commercial français (dynamisme) : *Fabius (Laurent)* (p. 3993, 4039) ; *Billardon (André)* (p. 4012) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4025) ; *Chapuis (Robert)* (p. 4032).

Contrat de Plan : *Billardon (André)* (p. 4012).

Coopération inter-entreprise : *Marchais (Georges)* (p. 4005).

Creusot-Loire : *Fabius (Laurent)* (p. 3995).

Crise économique internationale : *Fabius (Laurent)* (p. 3995).

Décentralisation : *Fabius (Laurent)* (p. 3999).

Economie sociale : *Fabius (Laurent)* (p. 3998).

Economies d'énergie : *Fabius (Laurent)* (p. 3997).

Electronique et informatique : *Fabius (Laurent)* (p. 3993) ; *Marchais (Georges)* (p. 4004) ; *Noir (Michel)* (p. 4008) ; *Billardon (André)* (p. 4011) ; *Sarre (Georges)* (p. 4016) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 4018) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4020) ; *d'Aubert (François)* (p. 4023) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4025) ; *Germon (Claude)* (p. 4029).

Emplois industriels et chômage : *Fabius (Laurent)* (p. 3993) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 4002) ; *Noir (Michel)* (p. 4008) ; *Sarre (Georges)* (p. 4016) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4034).

Encadrement : *Sicard (Odile)* (p. 4027).

Entreprises (aide à la création d') : *Noir (Michel)* (p. 4009).

Entreprises en difficulté : *Fabius (Laurent)* (p. 3995) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4033).

Entreprises nationales (gestion et rôle des) : *Fabius (Laurent)* (p. 3997) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 4001) ; *Marchais (Georges)* (p. 4004) ; *Noir (Michel)* (p. 4008) ; *Geng (Francis)* (p. 4013) ; *Asensi (François)* (p. 4015) ; *Galley (Robert)* (p. 4015) ; *Sarre (Georges)* (p. 4017) ; *Charzat (Michel)* (p. 4022) ; *d'Aubert (François)* (p. 4023) ; *Narquin (Jean)* (p. 4031).

Etat (rôle de l') : *Fabius (Laurent)* (p. 3996) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 4003) ; *Sarre (Georges)* (p. 416) ; *Charzat (Michel)* (p. 4022) ; *Narquin (Jean)* (p. 4031) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4035).

Europe agricole : *Branger (Jean-Guy)* (p. 4017).

Europe industrielle : *Noir (Michel)* (p. 4009) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 4018) ; *Charzat (Michel)* (p. 4022) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4025) ; *Chapuis (Michel)* (p. 4033).

Exportations : *Fabius (Laurent)* (p. 3993) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 4002) ; *Billardon (André)* (p. 4012).

Exposition de 1989 : *Fabius (Laurent)* (p. 3996).

Formation professionnelle : *Fabius (Laurent)* (p. 3993) ; *Marchais (Georges)* (p. 4004) ; *Asensi (François)* (p. 4015) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4021) ; *Sicard (Odile)* (p. 4028) ; *Germon (Claude)* (p. 4029).

Guerre économique : *Noir (Michel)* (p. 4008) ; *Billardon (André)* ; (p. 4011) ; *Vennin (Bruno)* (p. 4018).

Héritage, « casse » de l'industrie et politique des créneaux : *Marchais (Georges)* (p. 4003) ; *Asensi (François)* (p. 4014).

Idéologie à la base de la politique gouvernementale : *d'Ornano (Michel)* (p. 4001).

Importations : *Fabius (Laurent)* (p. 3993) ; *Noir (Michel)* (p. 4008) ; *Galley (Robert)* (p. 4015).

Impôts locaux et rôle des collectivités locales dans le développement industriel : *Germon (Claude)* (p. 4028).

Inflation : *Fabius (Laurent)* (p. 3998).

Investissement et épargne : *Fabius (Laurent)* (p. 3993) ; *Noir (Michel)* (p. 4009) ; *Billardon (André)* (p. 4011).

Liberté d'entreprendre : *d'Ornano (Michel)* (p. 4003).

Liberté des prix industriels : *Fabius (Laurent)* (p. 3999) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 4000) ; *Billardon (André)* (p. 4011) ; *Sarre (Georges)* (p. 4016).

Lorraine : *Rossinot (André)* (p. 4019) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4023) ; *Drouin (René)* (p. 4026) ; *Haby (René)* (p. 4028) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4037).

Lutte des travailleurs : *Marchais (Georges)* (p. 4003).

Machine-outil : *d'Ornano (Michel)* (p. 4002) ; *Marchais (Georges)* (p. 4004) ; *Billardon (André)* (p. 4012) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 4018) ; *Chapuis (Robert)* (p. 4032) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4037).

Magnétoscopes : *d'Aubert (François)* (p. 4023).

Ministère de l'industrie et de la recherche : *Vennin (Bruno)* (p. 4018).

Multifibres (accord) : *Fabius (Laurent)* (p. 3995).

Nationalisations et dénationalisations : *Fabius (Laurent)* (p. 3998) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 4002, 4003) ; *Noir (Michel)* (p. 4008) ; *Billardon (André)* (p. 4010) ; *Geng (Francis)* (p. 4013) ; *Charzat (Michel)* (p. 4022).

Neuves-Maisons (acierie de) : *Haby (René)* (p. 4028).

Neuvième Plan : *Fabius (Laurent)* (p. 3992, 4038) ; *Billardon (André)* ; (p. 4010) ; *Narquin (Jean)* (p. 4031) ; *Chapuis (Robert)* (p. 4032).

Nord-Pas-de-Calais (région) : *Bocquet (Alain)* (p. 4019) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4037).

Nucléaire : *Noir (Michel)* (p. 4009).

Patronat (attitude du) : *Marchais (Georges)* (p. 4004) ; *Asensi (François)* (p. 4014) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4023).

Pétrole : *Fabius (Laurent)* (p. 3994) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 4001).

P.M.E. et P.M.I. (problèmes spécifiques des) : *Fabius (Laurent)* (p. 3998) ; *Billardon (André)* (p. 4012) ; *Geng (Francis)* (p. 4013) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 4017) ; *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4025) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4030) ; *Narquin (Jean)* (p. 4031) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 4033).

Politique industrielle du Gouvernement : *Billardon (André)* (p. 4010) ; *Asensi (François)* (p. 4014) ; *Galley (Robert)* (p. 4016) ; *Rossinot (André)* (p. 4019) ; *Charzat (Michel)* (p. 4021) ; *d'Aubert (François)* (p. 4022) ; *Sicard (Odile)* (p. 4027) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4030) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4034) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4035).

Recherche scientifique : *Fabius (Laurent)* (p. 3993) ; *Marchais (Georges)* (p. 4003) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4021) ; *Sicard (Odile)* (p. 4027) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4030).

Reconquête du marché intérieur : *Fabius (Laurent)* (p. 3994) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 4001) ; *Billardon (André)* (p. 4012) ; *d'Aubert (François)* (p. 4022) ; *Germon (Claude)* (p. 4029).

Sidérurgie : *Fabius (Laurent)* (p. 3993, 3994, 4036) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 4001) ; *Vennin (Bruno)* (p. 4018) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 4020) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4023) ; *Haby (René)* (p. 4028) ; *Chapuis (Robert)* (p. 4032) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4035).

Sous-traitance : *Geng (Francis)* (p. 4013).

Syndicats (action des) : *Galley (Robert)* (p. 4015) ; *Rossinot (André)* (p. 4019) ; *Drouin (René)* (p. 4027) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4035).

Système monétaire international : *Fabius (Laurent)* (p. 3993).

Taux d'intérêt : *Fabius (Laurent)* (p. 3993, 4038).

Télécommunications : *Fabius (Laurent)* (p. 3996) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 4002) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4021).

Textile : *Fabius (Laurent)* (p. 3993, 4036) ; *Marchais (Georges)* (p. 4004) ; *Galley (Robert)* (p. 4015) ; *d'Aubert (François)* (p. 4023) ; *Drouin (René)* (p. 4026) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4034).

Transformation (industries de) : *Fabius (Laurent)* (p. 3995).

Transmission du pouvoir dans les entreprises : *Fabius (Laurent)* (p. 3993).

Travail (réduction de la durée du) : *Fabius (Laurent)* (p. 3997) ; *Narquin (Jean)* (p. 4032).

Troisième révolution industrielle : *Fabius (Laurent)* (p. 3993) ; *Noir (Michel)* (p. 4008) ; *Billardon (André)* (p. 4011) ; *Rossinot (André)* (p. 4019) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4021) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4035).

Usinor et Sacilor : *Masson (Jean-Louis)* (p. 4020) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4023) ; *Drouin (René)* (p. 4026) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4038).

Willot (Frères —) : *d'Aubert (François)* (p. 4023).

10. — Déclaration du Gouvernement sur le Liban par M. Pierre Mauroy, Premier ministre (n° **1770**) [26 octobre 1983] et débat sur cette déclaration.

Discussion [26 octobre 1983] (p. 4578).

Historique de la crise libanaise : *Mauroy (Pierre)* (p. 4578, 4579) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4584).

Hommage aux soldats de la paix : *Mauroy (Pierre)* (p. 4578) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4580) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4582) ; *Messmer (Pierre)* (p. 4583) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4584).

Indemnisation des familles : *Mauroy (Pierre)* (p. 4578).

Intervention du pape Jean-Paul II : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4581).

Missions de la France au Liban : *Mauroy (Pierre)* (p. 4579) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4580, 4581) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4582) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4585).

Négociations de Genève : *Mauroy (Pierre)* (p. 4580) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4585).

O.N.U. (rôle de l'—) : *Mauroy (Pierre)* (p. 4580) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4582).

Pacifisme : *Messmer (Pierre)* (p. 4584).

Présence à Beyrouth du Chef de l'Etat : *Mauroy (Pierre)* (p. 4578) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4581) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4582).

Sécurité des troupes : *Messmer (Pierre)* (p. 4583).

U.R.S.S. (rôle de l'—) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4581).

Volontariat pour le Liban : *Mauroy (Pierre)* (p. 4578) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4580).

DECONCENTRATION

Equilibre entre décentralisation et —

voir *Questions orales sans débat* **435.**

DECORATIONS

7. — Proposition de loi n° 1497 tendant à instituer une **médaille d'honneur du bénévolat.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 11 mai 1983 par M. Joseph-Henri Maujoüan-du-Gasset. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Joseph Henri Maujoüan du Gosset (17 novembre 1983).

8. — Proposition de loi n° 1790 tendant à instituer un **ordre du Mérite culturel et sportif.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 novembre 1983 par M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

DEFENSE CIVILE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Services du Premier ministre.

Questions orales sans débat **525.**

DEFENSE NATIONALE

2. — **Rapport d'information n° 1440** déposé, en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la **programmation militaire** : éléments préalables de réflexion sur la stratégie de la France. [20 avril 1983] par M. Louis Darinot.

3. — **Projet de loi n° 1452** portant approbation de la **programmation militaire pour les années 1984-1988**. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Charles Hernu, ministre de la défense. — Urgence déclarée le 21 avril 1983. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : M. Luc Tinseau (28 avril 1983). — Rapport n° **1485** (11 mai 1983). — Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (26 avril 1983). — Rapporteur pour avis : M. Jean-Yves Le Drian (28 avril 1983). — Discussion le 19 mai 1983. — Adoption le 19 mai 1983. — Projet de loi **n° 364**.

Sénat (première lecture), n° **336** (1982-1983), dépôt le 20 mai 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Genton. — Rapport n° **382** (1982-1983) (9 juin 1983). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteurs pour avis : MM. Jean Francou et Modeste Legouez. — Avis n° **375** (1982-1983) (8 juin 1983). — Discussion le 14 juin 1983. — Rejet le 14 juin 1983. — Projet de loi n° **135** (1982-1983).

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 22 juin 1983] (p. 1884).

Bureau [*J.O.* du 22 juin 1983] (p. 1884).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Luc Tinseau. — Rapport n° **1603** (21 juin 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques Genton. — Rapport n° **413** (1982-1983) (22 juin 1983). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1580**, dépôt le 15 juin 1983. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : M. Luc Tinseau. — Rapport n° **1611** (22 juin 1983). — Discussion le 22 juin 1983. — Adoption avec modifications le 22 juin 1983. — Projet de loi n° **405**.

Sénat (deuxième lecture), n° **426** (1982-1983), dépôt le 23 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Genton. — Discussion le 23 juin 1983. — Rejet le 23 juin 1983. — Projet de loi n° **152** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1633**, dépôt le 23 juin 1983. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : M. Luc Tinseau. — Rapport n° **1635** (23 juin 1983). — Discussion le 27 juin 1983. — Adoption définitive le 27 juin 1983. — Projet de loi n° **415**.

Loi n° 83-606 du 8 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 9 juillet 1983 (p. 2114).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [19 mai 1983] (p. 1216-1246).

Question préalable de M. Jean-Marie Daillet : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1231-1232-1233-1234-1235) ; *Darinot (Louis)* (p. 1235-1236-1237-1238) ; *Hernu (Charles)* (p. 1238) ; rejetée au scrutin public (p. 1239).

Activité opérationnelle des forces (maintien du niveau d'—) : *Hernu (Charles)* (p. 1220).

Annulation de crédits : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1231) ; *Léotard (François)* (p. 1248) ; *Fillon (François)* (p. 1253) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1257) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1268) ; *Hernu (Charles)* (p. 1268).

Arme à rayonnement renforcé : *Hernu (Charles)* (p. 1219) ; *Lancien (Yves)* (p. 1249) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1257) ; *Richard (Lucien)* (p. 1263) ; *Mesmin (Georges)* (p. 1272).

Arme nucléaire tactique : *Hernu (Charles)* (p. 1220) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1225) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1230) ; *Darinot (Louis)* (p. 1238) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1255) ; *Gatel (Jean)* (p. 1266).

Armée de l'air : *Hernu (Charles)* (p. 1221) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1227) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1231) ; *Lancien (Yves)* (p. 1240) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 1262) ; *Verdon (Marc)* (p. 1266) ; *Gatel (Jean)* (p. 1266) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1269).

Armement (industrie de l'—) : *Hernu (Charles)* (p. 1223-1224-1256) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1230) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1232) ; *Lancien (Yves)* (p. 1240) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1256) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille et Vilaine) (p. 1264) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 1271).

Armes chimiques : *Hernu (Charles)* (p. 1216).

Arsenaux (plan de charge des —) : *Combasteil (Jean)* (p. 1255).

Audition des chefs d'état-major par la commission de la défense (absence d'—) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1235) ; *Hernu (Charles)* (p. 1235-1254) ; *Fillon (François)* (p. 1254).

Avion de combat futur : *Hernu (Charles)* (p. 1221-1274) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1227) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1231) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1233) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1257).

Avion de transport futur : *Hernu (Charles)* (p. 1221) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1227) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1230) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1257) ; *Gatel (Jean)* (p. 1267).

Chars : *Hernu (Charles)* (p. 1221-1274) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1233) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1257).

Concept « recherche, développement, essai » : *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 1259).

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe : *Hernu (Charles)* (p. 1216).

Conscription : *Hermier (Guy)* (p. 1246).

Conséquences de l'inflation sur les crédits militaires : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1228) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1233) *Lancien (Yves)* (p. 1240) ; *Léotard (François)* (p. 1249) ; *Fillon (François)* (p. 1253) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1258) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1268).

Crise économique et défense : *Hernu (Charles)* (p. 1216) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1228) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1232) ; *Bellon (André)* (p. 1251) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1261) ; *Richard (Lucien)* (p. 1263) ; *Verdon (Marc)* (p. 1265).

Défense des DOM-TOM : *Fillon (François)* (p. 1254) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1261).

Défense opérationnelle du territoire : *Darinot (Louis)* (p. 1238).

Démission du chef d'état-major de l'armée de terre : *Léotard (François)* (p. 1248) ; *Hernu (Charles)* (p. 1273).

Déroulement des carrières des militaires : *Hernu (Charles)* (p. 1220) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1227) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 1262).

Désarmement et course aux armements : *Hernu (Charles)* (p. 1216-1274) *Tinseau (Luc)* (p. 1226) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1228) ; *Darinot (Louis)* (p. 1237) ; *Lancien (Yves)* (p. 1240) ; *Hermier (Guy)* (p. 1246) ; *Bellon (André)* (p. 1251) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1254) ; *Verdon (Marc)* (p. 1265) ; *Beregovoy (Michel)* (p. 1271).

Déséquilibre des forces en Europe : *Hernu (Charles)* (p. 1216-1274) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1224-1225) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1227) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1232) ; *Fillon (François)* (p. 1252).

Divergences entre le P.C. et le P.S. sur les problèmes de défense : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1234).

Durée de la discussion générale : *Léotard (François)* (p. 1249) ; *Darinot (Louis)* (p. 1250).

Doctrines de défense : *Tinseau (Luc)* (p. 1225) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1234) ; *Darinot (Louis)* (p. 1237).

Expansionnisme de l'U.R.S.S. : *Lancien (Yves)* (p. 1239) ; *Léotard (François)* (p. 1248) ; *Fillon (François)* (p. 1252).

Expansionnisme des Etats Unis : *Hermier (Guy)* (p. 1247).

Force d'action rapide — FAR (création de la —) : *Hernu (Charles)* (p. 1220) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1226) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1234) ; *Darinot (Louis)* (p. 1238) ; *Hermier (Guy)* (p. 1246) ; *Fillon (François)* (p. 1253) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1255) ; *Richard (Lucien)* (p. 1263) ; *Istace (Gérard)* (p. 1267) ; *Beregovoy (Michel)* (p. 1271).

Forces conventionnelles (rôle des —) : *Tinseau (Luc)* (p. 1225) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1255) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1261).

Forces françaises en Allemagne : *Hernu (Charles)* (p. 1217-1263) ; *Darinot (Louis)* (p. 1238) ; *Fillon (François)* (p. 1253) ; *Istace (Gérard)* (p. 1267) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1269).

Gendarmerie : (nouveau rôle de la —) : *Hernu (Charles)* (p. 1221) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1227) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1231) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1257) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1261) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 1261).

Guerre électronique : *Lancien (Yves)* (p. 1239).

Guerres se déroulant actuellement dans différentes régions du monde : *Hernu (Charles)* (p. 1216) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1225) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1229) ; *Lancien (Yves)* (p. 1239) ; *Hermier (Guy)* (p. 1247) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1261) ; *Richard (Lucien)* (p. 1263).

HADES (missile) : *Hernu (Charles)* (p. 1219) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1226) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1230) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1233) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 1252) ; *Fillon (François)* (p. 1253) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1257) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1261) ; *Verdon (Marc)* (p. 1266) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1272).

Hélicoptères : *Hernu (Charles)* (p. 1220) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1230) ; *Lancien (Yves)* (p. 1240-1241) ; *Istace (Gérard)* (p. 1267).

Interventions de l'armée française dans le monde : *Hernu (Charles)* (p. 1217).

M4 et M5 : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1230) ; *Lancien (Yves)* (p. 1240) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1261).

Maintien de la paix : *Hernu (Charles)* (p. 1216) ; *Hermier (Guy)* (p. 1246) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 1252) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1258).

Marine : *Hernu (Charles)* (p. 1221) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1227) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1231) ; *Darinot (Louis)* (p. 1238) ; *Lancien (Yves)* (p. 1240) ; *Léotard (François)* (p. 1249) ; *Fillon (François)* (p. 1254) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1257) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 1261) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 1269).

Mirage 2000 : *Hernu (Charles)* (p. 1219-1274) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1226) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1230) ; *Lancien (Yves)* (p. 1240) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 1252) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1257) ; *Gatel (Jean)* (p. 1267).

Missions des forces armées : *Hernu (Charles)* (p. 1217) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille et Vilaine) (p. 1264).

Modernisation des équipements : *Hernu (Charles)* (p. 1220) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1229).

Pacifisme et neutralisme : *Hermier (Guy)* (p. 1248) ; *Bellon (André)* (p. 1251) ; *Fillon (François)* (p. 1252) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1262).

Place de la France dans l'OTAN : *Hernu (Charles)* (p. 1216-1217-1219) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1224) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1232) ; *Darinot (Louis)* (p. 1237) ; *Hermier (Guy)* (p. 1248) ; *Bellon (André)* (p. 1251) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 1252) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1258) ; *Richard (Lucien)* (p. 1264) ; *Verdon (Marc)* (p. 1266).

Politique de défense de la France : *Hernu (Charles)* (p. 1216) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1224-1225) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1228) ; *Darinot (Louis)* (p. 1237) ; *Lancien (Yves)* (p. 1239) ; *Hermier (Guy)* (p. 1246) ; *Léotard (François)* (p. 1249) ; *Bellon (André)* (p. 1251) ; *Fillon (François)* (p. 1252) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1254) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1256) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1260) ; *Richard (Lucien)* (p. 1264) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille et Vilaine) (p. 1264) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1268) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1272) ; *Mesmin (Georges)* (p. 1272).

Politique étrangère et défense de la France : *Hernu (Charles)* (p. 1216) ; *Fillon (François)* (p. 1253) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1255).

Porte-avions (remplacement des —) : *Richard (Lucien)* (p. 1263).

Pourcentage des dépenses de défense de la P.I.B.M. : *Hernu (Charles)* (p. 1221-1222-1268) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1227) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1228) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1231) ; *Darinot (Louis)* (p. 1236) ; *Hermier (Guy)* (p. 1247) ; *Léotard (François)* (p. 1249) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1256) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille et Vilaine) (p. 1264) ; *Gatel (Jean)* (p. 1267) ; *Mesmin (Georges)* (p. 1272).

Priorité donnée au nucléaire : *Hernu (Charles)* (p. 1217) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1224) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1229) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1234) ; *Lancien (Yves)* (p. 1239) ; *Bellon (André)* (p. 1251) ; *Fillon (François)* (p. 1253) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1261) ; *Gatel (Jean)* (p. 1270).

Rapports Est-Ouest : *Hernu (Charles)* (p. 1216) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1225) ; *Darinot (Louis)* (p. 1237) ; *Lancien (Yves)* (p. 1239) ; *Hermier (Guy)* (p. 1247) ; *Richard (Lucien)* (p. 1263) ; *Verdon (Marc)* (p. 1266) ; *Beregovoy (Michel)* (p. 1271).

Recherche militaire : *Hernu (Charles)* (p. 1224-1274) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1230) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 1252) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1256) ; *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 1259) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 1264).

Réévaluation des prévisions contenues dans le présent projet de loi : *Hernu (Charles)* (p. 1223) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1228) ; *Hermier (Guy)* (p. 1247) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1256) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1257).

Relations franco-allemandes : *Bellon (André)* (p. 1251).

Réorganisation de l'armée de terre et diminution des effectifs : *Hernu (Charles)* (p. 1218-1220) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1226) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1230) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1234) ; *Darinot (Louis)* (p. 1238) ; *Lancien (Yves)* (p. 1242) ; *Fillon (François)* (p. 1252) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1255) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1256-1257) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1261) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 1262) ; *Istace (Gérard)* (p. 1267) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1269) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 1270).

Réserves (réorganisation des —) : *Combasteil (Jean)* (p. 1255).

Respect des engagements pris dans le présent projet de loi : *Hernu (Charles)* (p. 1222-1274) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1227) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1233).

Retards concernant la précédente loi de programmation militaire : *Darinot (Louis)* (p. 1236) ; *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 1258) ; *Gatel (Jean)* (p. 1267).

Risques de guerre et menaces pesant sur l'Europe : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1223) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1228) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1232) ; *Léotard (François)* (p. 1248) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1262) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 1269).

Satellites : *Darinot (Louis)* (p. 1238) ; *Hermier (Guy)* (p. 1247) ; *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 1260) ; *Richard (Lucien)* (p. 1264).

Sécurité de la France : *Hernu (Charles)* (p. 1216) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1228) ; *Darinot (Louis)* (p. 1235) ; *Hermier (Guy)* (p. 1246) ; *Bellon (André)* (p. 1250) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille et Vilaine) (p. 1265).

Service hydrographique : *Gourmelon (Joseph)* (p. 1271).

Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (nombre de —) : *Hernu (Charles)* (p. 1218) ; *Tinseau (Luc)* (p. 1226) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1229) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1233) ; *Darinot (Louis)* (p. 1238) ; *Lancien (Yves)* (p. 1241) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 1252) ; *Fillon (François)* (p. 1253) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1255) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1257) ; *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 1259) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1260).

S.S.20 (déploiement des —) : *Hernu (Charles)* (p. 1216) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1228) ; *Lancien (Yves)* (p. 1239) ; *Fillon (François)* (p. 1252).

S.X. : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1230) ; *Fillon (François)* (p. 1253) ; *Baumel (Jacques)* (p. 1261) ; *Gatel (Jean)* (p. 1266).

Tiers-monde (instabilité du —) : *Darinot (Louis)* (p. 1230) ; *Lancien (Yves)* (p. 1239) ; *Fillon (François)* (p. 1252) ; *Verdon (Marc)* (p. 1266) ; *Beregovoy (Michel)* (p. 1271).

Transmissions (système Astarté) : *Tinseau (Luc)* (p. 1226) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 1230) ; *Lancien (Yves)* (p. 1239) ; *Fillon (François)* (p. 1253).

Discussion des articles [19 mai 1983] (p. 1275).

Article 1er et rapport annexé *(équipement des forces armées et prévision de dépenses correspondantes pour les années 1984 à 1988)* (p. 1275-1276-1277-1278-1279-1280) ; préoccupations des peuples d'outre-mer dans le domaine de la défense nationale française ; refus d'une politique fondée sur l'installation de forces dans ces régions (prépositionnement) ; expansionnisme des Etats Unis ; abstention de M. Ernest Moutoussamy sur l'article 1er et l'ensemble du projet de loi ; rôle des appelés (p. 1281) ; vote positif de M. Emmanuel Hamel sur l'ensemble du projet de loi malgré l'insuffisance de celui-ci ; risques de guerre ; approfondissement de la réalité de l'Alliance Atlantique ; attitude du parti communiste ; refus du groupe communiste de voter l'article 1er en raison de l'analyse sommaire des réalités du monde contenues dans cet article ; absence d'inféodation du parti communiste vis-à-vis de l'Union soviétique (p. 1282) ; réserve de

l'article 1er jusqu'après l'examen des amendements portant sur le rapport annexé ; amendement n° 5 de M. Yves Lancien (rôle des forces militaires classiques) : rejeté ; amendement n° 6 de M. Yves Lancien (décision de l'autorité politique en cas d'agression majeure) ; refus d'un retour dans le commandement intégré de l'OTAN ; rejeté ; amendement n° 7 de M. Yves Lancien (suppression de la référence à la composante aéronavale) ; remplacement des porte-avions « Foch » et « Clémenceau » (p. 1283) ; construction d'un porte-avions à propulsion nucléaire ; rejetée ; amendement n° 8 de M. Yves Lancien (suppression de la phrase affirmant que la priorité donnée aux forces nucléaires sera maintenue) ; diminution de la part consacrée au nucléaire dans le budget de la défense ; rejeté ; amendement n° 9 de M. Yves Lancien (action d'assistance militaire) ; insuffisance des moyens de transport rapide ; (p. 1284) ; rejeté ; amendement n° 10 de M. Yves Lancien (niveau des moyens aériens consacrés à la force océanique stratégique) ; rejeté ; amendement n° 12 de M. Yves Lancien (nombre des divisions) ; puissance des divisions nouvelles ; rejeté ; amendement n° 2 du Gouvernement (de correction) (p. 1285) : adopté ; amendement n° 13 de M. Yves Lancien (supprimant les commandes de chars de bataille A.M.X. 30 modernisés en version B2) ; coût élevé des chars A.M.X. 40 ; rejeté ; amendement n° 3 du Gouvernement (de correction) : adopté (p. 1286) ; amendement n° 4 du Gouvernement (de correction) : adopté ; amendement n° 14 de M. Yves Lancien (supprimant trois commandes de sous-marins nucléaires d'attaque) ; retard dans la constitution de la flotte des sous-marins nucléaires d'attaque ; rejeté ; amendement n° 15 de M. Yves Lancien (référence aux avions de combat modernes) ; nécessité de moderniser les appareils de l'armée de l'air ; remplacement des Mirage 3 par les Mirage 2000 (p. 1287) : rejeté ;

— article 1er, adopté au scrutin public.

Article 2 *(fixation des crédits de paiement prévus pour l'exécution de la programmation)* : adopté.

Article 3 *(rapport réévaluant les besoins des forces armées et les crédits correspondants)* : amendement n° 1 de la commission (dépôt de ce rapport au cours de la seconde session ordinaire de 1984-1985) : rejeté ; amendement n° 18 de M. Yves Lancien (objet de ce rapport : constater la conformité des taux d'inflation avec les hypothèses économiques retenues en vue de réévaluer) (p. 1288) : rejeté ;

— article 3, adopté (p. 1289).

Explications de vote (p. 1289).

Abstention du groupe communiste sur l'article 1er : *Aubert (François d')* (p. 1289).

Arme à rayonnement renforcé : *Aubert (François d')* (p. 1290).

Insuffisance de la présente loi : *Lancien (Yves)* (p. 1290-1291).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Lancien (Yves)* (p. 1290).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Aubert (François d')* (p. 1290).

Vote positif du groupe communiste : *Combasteil (Jean)* (p. 1291).

Vote positif du groupe socialiste : *Aumont (Robert)* (p. 1291).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1292).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [22 juin 1983] (p. 3014).

Bourget (meeting du —) : *Hernu (Charles)* (p. 3014).

Crédits militaires : *Lancien (Yves)* (p. 3016) ; *Hernu (Charles)* (p. 3016) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 3017-3018) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3019-3020).

Désarmement (campagne pour le —) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3019) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3020-3021).

Dissuasion : *Tinseau (Luc)* (p. 3014) ; *Debré (Michel)* (p. 3016) ; *Lancien (Yves)* (p. 3017).

Doctrines d'emploi de la force nucléaire : *Tinseau (Luc)* (p. 3014) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 3017).

Force d'action rapide : *Hernu (Charles)* (p. 3015).

Garnisons (suppression de —) : *Hernu (Charles)* (p. 3014) ; *Lancien (Yves)* (p. 3017) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3020).

Gendarmerie : *Hernu (Charles)* (p. 3015).

Pinton (prise de position de M. Michel —) : *Tinseau (Luc)* (p. 3014) ; *Hernu (Charles)* (p. 3014) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3019).

Positions de l'opposition en matière de défense : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 3017-3019) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3019).

S.N.L.E : *Debré (Michel)* (p. 3016) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 3017).

Discussion des articles [22 juin 1983] (p. 3021).

Article 1er : amendement n° 1 de M. Yves Lancien (pouvoir dissuasif de l'armement nucléaire) ; armes chimiques ; conférence sur le désarmement en Europe (p. 3021) ; prises de position de l'opposition en matière de défense ; rejeté au scrutin public ;

— article 1er, adopté.

Article 2 : amendement n° 2 de M. Yves Lancien (fixation des crédits de paiement pour l'exécution de la programmation) ; taux d'inflation prévus ; annulations d'autorisations de programme ; sous-marins du type « Rubis » (p. 3022) ; rejeté ; amendement n° 3 de M. Yves Lancien (fixation des crédits de paiement pour l'exécution de la programmation) ; frais de fonctionnement des forces armées ; titre III ; rejeté ; amendement n° 4 de M. Yves Lancien (même objet) ; divisions de réserve ; divisions dérivées et divisions issues des écoles ; rejeté ; amendement n° 5 de M. Yves Lancien (même objet) ; capacité de défense civile (p. 3023) ; organisation de la protection en temps de paix ; rejeté ; amendement n° 6 de M. Yves Lancien (même objet) ; premier, second et troisième corps d'armée ; forces d'action rapide ; défense de la frontière nord ; réorganisation de l'armée de terre ; 12e et 15e divisions : rejeté ;

— article 2, adopté (p. 3024).

Article 3 : adopté (p. 3025).

Explications de vote (p. 3025).

Désarmement (campagne pour le —) : *Combasteil (Jean)* (p. 3025).

Doctrines d'emploi de la force nucléaire : *Combasteil (Jean)* (p. 3025).

Pinton (prise de position de M. Michel —) : *Aumont (Robert)* (p. 3025).

Vote du groupe communiste : *Combasteil (Jean)* (p. 3025).

Vote positif du groupe socialiste : *Aumont (Robert)* (p. 3025).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3025).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [27 juin 1983] (p. 3285).

Armée de l'air : *Lancien (Yves)* (p. 3286) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3287) ; *Tinseau (Luc)* (p. 3288).

Armée de mer : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3288).

Armée de terre : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3288) ; *Hernu (Charles)* (p. 3289-3290).

Attitude de M. Yves Lancien : *Tinseau (Luc)* (p. 3285) ; *Darinot (Louis)* (p. 3287).

Bombe à neutrons : *Lancien (Yves)* (p. 3286).

Casernes de Granville et Saint Lo : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3287) ; *Hernu (Charles)* (p. 3290).

Crédits (réévaluation des —) : *Hernu (Charles)* (p. 3285).

Critique de la politique de défense : *Hernu (Charles)* (p. 3286) ; *Lancien (Yves)* (p. 3286).

Doctrine de la France sur l'équilibre des forces : *Hernu (Charles)* (p. 3285).

Echec de la commission mixte paritaire : *Tinseau (Luc)* (p. 3285).

Force aéromobile (engagement de la —) : *Lancien (Yves)* (p. 3287).

Livraison d'armes à l'Irak : *Lancien (Yves)* (p. 3287).

Modernisation des forces conventionnelles : *Hernu (Charles)* (p. 3285).

Nucléaire (priorité au —) : *Hernu (Charles)* (p. 3285).

Politique de recherche et de développement : *Hernu (Charles)* (p. 3285) ; *Aumont (Robert)* (p. 3288).

Porte-avions à propulsion nucléaire : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 3288) ; *Tinseau (Luc)* (p. 3288).

Tchad (situation au —) : *Lancien (Yves)* (p. 3287).

Vote du groupe communiste : *Rieubon (René)* (p. 3291).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3291).

4. — **Proposition de loi n° 1545** portant définition des principes d'**organisation de la défense.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 juin 1983 par M. Yves Lancien et plusieurs desses collègues. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : M. Luc Tinseau (23 juin 1983).

Voir *Lois de finances* 7, discussion générale ; (deuxième partie), défense et budget annexe des essences.

Motions de censure **10.**

Position de l'U.D.F. sur la stratégie de —

Voir *Questions au Gouvernement* **635.**

DELEGATION A L'ECONOMIE SOCIALE

Voir *Economie sociale* **1.**

DELINQUANCE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

Prévention de la —

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Justice.

DEMOGRAPHIE

Voir *Motions de censure* **10.**

Chute de la natalité.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Questions orales sans débat **362.**

Déséquilibres démographiques.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

DENATIONALISATION

Voir *Lois de finances* 7, discussion générale.

DENTISTES

Voir *professions et activités médicales.*

DEPARTEMENTALISATION HOSPITALIERE

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure* **2.**

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

6. — **Projet de loi n° 1796** portant extension aux départements d'outre-mer de l'**assurance** contre les accidents de la vie privée, les accidents de travail et les maladies professionnelles des **personnes non salariées de l'agriculture.** — *Sénat* (première lecture), n° **494** (1982-1983), dépôt le 3 août 1983 (rattaché au procès-verbal pour ordre de la séance du 7 juillet 1983) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Georges Dagonia. — Rapport n° **46** (1983-1984) (3 novembre 1983). — Discussion le 9 novembre 1983. — Adoption le 9 novembre 1983. — Projet de loi n° **20** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1796**, dépôt le 10 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean Le Gars (17 novembre 1983). — Rapport n° **1839** (29 novembre 1983). — Discussion le 2 décembre 1983. — Adoption le 2 décembre 1983. — Projet de loi n° **485.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [2 décembre 1983] (p. 5960).

Avances de trésorerie : *Sablé (Victor)* (p. 5964) ; *Souchon (René)* (p. 5965).

Banane : *Petit (Camille)* (p. 5963).

Justifications de ce projet : *Le Gars (Jean)* (p. 5961).

Martinique (situation des petits exploitants) : *Petit (Camille)* (p. 5963).

Organismes assureurs : *Le Gars (Jean)* (p. 5961) ; *Petit (Camille)* (p. 5963) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5964).

Particularismes des DOM : *Le Gars (Jean)* (p. 5961).

Primes d'assurance accidents : *Le Gars (Jean)* (p. 5961) ; *Souchon (René)* (p. 5962).

Protection sociale dans les DOM (historique de la —) : *Souchon (René)* (p. 5962) ; *Petit (Camille)* (p. 5963).

Risques couverts : *Le Gars (Jean)* (p. 5961) ; *Souchon (René)* (p. 5962).

SAFER : *Sablé (Victor)* (p. 5964).

Seuil d'assujettissement : *Le Gars (Jean)* (p. 5961) ; *Souchon (René)* (p. 5962) ; *Petit (Camille)* (p. 5963) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5963, 5964) ; *Sablé (Victor)* (p. 5964).

Discussion des articles [2 décembre 1983] (p. 5966).

Article 1er *(ajoutant au titre III du livre VII du code rural un chapitre V relatif à la protection sociale des personnes non salariées de l'agriculture dans les départements d'outre-mer)* ; article 1234-27 : extension aux DOM des dispositions du chapitre III du titre III du livre VII du code rural ; article 1234-28 : contrôle de l'obligation d'assurance ; amendement n° 2 de M. Marcel Esdras (modalités de souscription de l'assurance obligatoire) ; nomenclature des organismes chargés de l'Aaexa ; création des caisses de M.S.A. dans les départements d'outre-mer : retiré ;

— article 1er adopté.

Article 2 *(ajoutant au titre III du livre VII du code rural un chapitre VI relatif à la protection sociale complémentaire des personnes non salariées de l'agriculture dans les départements d'outre-mer)* ; article 1234-29 : extension des dispositions du chapitre IV du titre III du livre VII du code rural aux personnes non salariées de l'agriculture dans les DOM : amendement n° 1 de M. Marcel Esdras (p. 5966) (modalités de souscription de l'assurance prévue au chapitre VI) : retiré ;

— article 2 adopté.

Article 2 bis *(modification de la dénomination du fonds commun des accidents du travail agricole)* : adopté.

Article 3 *(modification du régime de l'AMEXA dans les DOM)* ; article 1106-19 : risques couverts par l'assurance maladie : adopté.

Article 4 *(notion de tiers responsables)* : adopté.

Article 5 *(rapport d'application)* : adopté (p. 5967).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5967).

Loi n° 83-1071 du 14 décembre 1983, publiée au *J.O.* du 15 décembre 1983 (p. 3603).

7. — **Projet de loi n° 1798** relatif aux **compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 novembre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-François Hory (24 novembre 1983). — Rapport n° **1893** (15 décembre 1983). — Discussion les 19 et 20 décembre 1983. — Adoption le 20 décembre 1983. — Projet de loi n° **510.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [19 décembre 1983] (p. 6713, 6730, 6780) ; [20 décembre 1983] (p. 6794, 6818).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Michel Debré : *Debré (Michel)* (p. 6718, 6719, 6720, 6725, 6726) ; *Césaire (Aimé)* (p. 6721, 6722, 6723) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6723, 6724) ; *Hory (Jean-François)* (p. 6724, 6725) ; rejetée au scrutin public (p. 6726).

Article 72 de la Constitution : *Debré (Michel)* (p. 6720) ; *Césaire (Aimé)* (p. 6723) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6723) ; *Hory (Jean-François)* (p. 6725).

Article 73 de la Constitution (interprétation de l'—) : *Debré (Michel)* (p. 6719) ; *Césaire (Aimé)* (p. 6723) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6723) ; *Hory (Jean-François)* (p. 6725) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6734).

Blocs de compétences (transfert de —) : *Hory (Jean-François)* (p. 6715) ; *Debré (Michel)* (p. 6719).

Conseil général (modification des compétences du —) : *Hory (Jean-François)* (p. 6714) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6716, 6744) ; *Debré (Michel)* (p. 6719) ; *Césaire (Aimé)* (p. 6722) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6731) ; *Petit (Camille)* (p. 6734) ; *Fontaine (Jean)* (p. 6738) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6739) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 6741).

Conseil régional (nouvelle compétence du —) : *Hory (Jean-François)* (p. 6714) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6716, 6719, 6724) ; *Debré (Michel)* (p. 6719) ; *Césaire (Aimé)* (p. 6721) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6731) ; *Petit (Camille)* (p. 6734) ; *Fontaine (Jean)* (p. 6738) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6739) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 6741) ; *Menga (Joseph)* (p. 6743).

Corse (assemblée régionale de la —) : *Debré (Michel)* (p. 6718, 6725) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6724) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6733) ; *Petit (Camille)* (p. 6735).

Créole (enseignement du —) : *Debré (Michel)* (p. 6725) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 6737).

Décentralisation outre-mer : *Hory (Jean-François)* (p. 6714) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6716) ; *Debré (Michel)* (p. 6719) ; *Césaire (Aimé)* (p. 6723) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6730) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 6735) ; *Castor (Elie)* (p. 6739) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 6742) ; *Menga (Joseph)* (p. 6743).

Décision du Conseil constitutionnel relative à l'assemblée unique : *Hory (Jean-François)* (p. 6714) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6716) ; *Debré (Michel)* (p. 6718) ; *Césaire (Aimé)* (p. 6721) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6730) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6733) ; *Petit (Camille)* (p. 6734) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6739) ; *Castor (Elie)* (p. 6739) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 6741).

Développement économique des départements d'outre-mer : *Hory (Jean-François)* (p. 6715) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6716, 6724) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 6735) ; *Menga (Joseph)* (p. 6743).

FIDOM et FIR : *Esdras (Marcel)* (p. 6732) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6733) ; *Castor (Elie)* (p. 6740).

Forêt guyannaise (mise en valeur de la —) : *Lemoine (Georges)* (p. 6716) ; *Castor (Elie)* (p. 6740).

Fraude électorale : *Menga (Joseph)* (p. 6743).

Jeunes des DOM (insuffisance de la formation des —) : *Jalton (Frédéric)* (p. 6742) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6744).

Octroi de mer : *Lemoine (Georges)* (p. 6717) ; *Esdras (Marcel)* (p. 6731, 6732) ; *Petit (Camille)* (p. 6734).

Pillage des richesses marines guyannaises : *Castor (Elie)* (p. 6740) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 6742).

Radio-France outre-mer : *Debré (Michel)* (p. 6721).

Rappel au règlement de M. Michel Debré : *Debré (Michel)* (p. 6714).

Tourisme et loisirs outre-mer : *Lemoine (Georges)* (p. 6717) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 6736).

Transports : *Lemoine (Georges)* (p. 6717) ; *Debré (Michel)* (p. 6719) ; *Césaire (Aimé)* (p. 6722) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 6736).

Discussion des articles [19 décembre 1983] (p. 6745) ; [20 décembre 1983] (p. 6794).

Article 1er *(principes applicables à la répartition des compétences entre les collectivités territoriales de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion)* : principe selon lequel les collectivités territoriales concernées par la présente loi exercent les compétences prévues par le droit commun ; statut particulier de la région Corse ; création d'agences par le conseil régional ; rappels au règlement de M. Jean Fontaine et M. Michel Debré (p. 6745) ; amendement n° 29 de M. Michel Debré (suppression des mots « dans leurs dispositions non contraires à celles de la présente loi ») : rejeté ; amendement n° 30 de M. Michel Debré (référence à des mesures d'adaptation rendues nécessaires par la situation particulière des DOM) : adopté ; amendement n° 14 de M. Marcel Esdras (respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des départements et des communes) (p. 6746) : rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 6747).

Titre Ier *: du développement économique et de l'aménagement du territoire.*

Chapitre Ier *: de la planification régionale et de l'aménagement du territoire.*

Article 2 *(procédure d'élaboration du plan de la région)* (p. 6780) : amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 31 de M. Michel Debré soutenu par M. Camille Petit : (consultation de toutes les communes du département) : rejeté ; amendement n° 60 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 61 de la commission (plan de la région) ; amendement n° 105 de M. Ernest Moutoussamy (même objet) : retiré ; amendement n° 61 : adopté ; amendement n° 32 de M. Michel Debré soutenu par M. Camille Petit (consultation de toutes les communes des départements d'outre-mer dans le cadre de l'élaboration du plan régional) (p. 6781) : devenu sans objet ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 *(définition et objectifs du schéma d'aménagement régional)* : développement économique et aménagement du territoire ; schéma d'aménagement régional ; caractère exigu des territoires des départements d'outre-mer à l'exception de la Guyane (p. 6782) ; amendement n° 15 de M. Marcel Esdras (suppression de l'obligation faite aux régions d'adopter le schéma d'aménagement) : rejeté ; amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 33 de M. Michel Debré (extensions urbaines) : rejeté ; amendement n° 63 de la commission (problème des extensions urbaines) (p. 6783) ; amendement n° 34 de M. Michel Debré (de conséquence) ; amendement n° 63 adopté ; en conséquence, amendement n° 34 devient sans objet ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 *(place du schéma dans la hiérarchie des documents d'urbanisme)* : amendement n° 16 de M. Marcel Esdras (zone d'activité complémentaire) : rejeté ; amendement n° 64 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 35 de M. Michel Debré soutenu par M. Camille Petit (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 36 de M. Michel Debré soutenu par M. Camille Petit (liberté des communes en matière d'urbanisme) ; amendement n° 35 : rejeté ; (p. 6784) : amendement n° 36 : rejeté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 *(procédure d'élaboration du schéma d'aménagement régional)* : amendement n° 106 de M. Ernest Moutoussamy soutenu par M. Jacques Brunhes (référence aux organisations professionnelles représentatives au plan local) : retiré ; amendement n° 17 de M. Marcel Esdras (suppression du dernier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 65 de la commission (mise en place d'un délai de dix huit mois) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté (p. 6786).

Article 6 *(modification du schéma d'aménagement régional)* : adopté.

Article 7 *(participation de la région à la définition du périmètre des schémas directeurs)* : amendement n° 37 de M. Michel Debré soutenu par M. Camille Petit (de suppression) ; rappel au règlement de M. Jean Fontaine ; rejeté ; amendement n° 1 de M. Camille Petit (consultation du conseil général) : adopté ; amendement n° 38 de M. Michel Debré (de précision) (p. 6786) : retiré ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Chapitre II *: du développement de l'agriculture et de la forêt.*

Article 8 *(compétence de la région en matière agricole)* : problème des gros propriétaires accaparant les terres ; amendement n° 133 du Gouvernement (mission de l'office de développement agricole et rural) (p. 6787) ; amendement n° 39 de M. Michel Debré (attributions des collectivités locales en matière de développement de l'agriculture et de la forêt) : rejeté ; amendement n° 18 de M. Marcel Esdras (pouvoirs des départements en matière agricole) : retiré (p. 6788) ; budget des offices ; amendement n° 133 adopté ; amendement n° 19 de M. Marcel Esdras (suppression du dernier alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 107 de M. Ernest Moutoussamy (confiant l'ensemble des compétences relatives à l'agriculture au conseil régional) : rejeté ; amendement n° 68 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 *(participation des représentants du conseil régional dans le conseil d'administration des SAFER)* (p. 6789) ; réforme des SAFER ; amendement n° 40 de M. Michel Debré soutenu par M. Camille Petit (de suppression) : retiré ; amendement n° 69 de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 70 de la commission (non application du présent projet de loi à Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté ; amendement n° 108 de M. Ernest Moutoussamy (conseil d'administration des SAFER) : retiré ; amendement n° 41 de M. Michel Debré soutenu par M. Camille Petit (représentation du département auprès de la SAFER) : retiré ;

— article 9, ainsi modifié, adopté (p. 6790).

Article 10 *(création par la région d'une agence chargée du développement agricole)* : amendements identiques n° 71 de la commission et 20 de M. Marcel Esdras (de suppression) (p. 6794) : adoptés ;

— en conséquence, cet article est supprimé et l'amendement n° 42 de M. Michel Debré devient sans objet.

Article 11 *(participation de la région de Guyane à la mise en valeur de sa forêt)* : amendement n° 134 du Gouvernement (transfert aux collectivités territoriales de surfaces appartenant au domaine de l'Etat) ; constitution de réserves foncières par les communes : adopté après rectification ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Chapitre III : *de la mise en valeur des ressources de la mer.*

Article 12 *(schéma de mise en valeur de la mer)* (p. 6795) ; zones affectées au développement industriel et portuaire, aux cultures marines et aux activités de culture marine ; amendement n° 43 de M. Michel Debré soutenu par M. Camille Petit (valeur juridique de la procédure d'élaboration du schéma de mise en valeur de la mer) : rejeté ; amendement n° 109 de M. Ernest Moutoussamy (zone économique) : retiré ; amendement n° 21 de M. Marcel Esdras (schéma d'aménagement du littoral) (p. 6796) ; rejeté ; amendement n° 73 de la commission (saisine du conseil régional sur tout projet d'accord international) : adopté ; amendement n° 110 de M. Ernest Moutoussamy soutenu par M. Jacques Brunhes (situation particulière à la Réunion) ; amendement n° 74 de la commission (même objet) (p. 6797) ; amendement n° 110 : retiré ; amendement n° 74 : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 *(aides aux cultures marines)* : amendement n° 2 de M. Camille Petit (aides au renouvellement et à la modernisation des navires armés en petite pêche) : retiré ; amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Chapitre IV : *des transports.*

Article 14 *(compétence de la région en matière de transports)* : amendement n° 129 de M. Marcel Esdras (de suppression) : non soutenu ; amendement n° 3 de M. Camille Petit (transports routiers) (p. 6798) ; rejeté ; amendement n° 44 de M. Michel Debré (transports routiers non urbains de personnes) : retiré ;

— article 14 adopté.

Article 15 *(liaison aérienne avec la métropole)* : transports scolaires ; désserte aérienne des départements d'outre-mer (p. 6799) ; consultation des régions sur la mise au point des programmes d'exploitation et les modifications des tarifs des liaisons aériennes ; amendement n° 23 de M. Marcel Esdras (création d'un office des transports de la région) (p. 6800) ; absence de mansuétude de la part des services de l'Assemblée nationale chargés de vérifier la recevabilité des amendements vis-à-vis de l'amendement n° 23 de M. Marcel Esdras ; amélioration des transports aériens depuis plusieurs années ; problème de la compagnie Air-France (p. 6801) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 135 de M. Aimé Césaire (importance des liaisons maritimes) : adopté ; amendement n° 136 du Gouvernement (précisant que le représentant de l'Etat présente chaque année au conseil régional un rapport sur les conditions de la desserte aérienne et maritime de la région) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 104 de la commission (création d'une société d'économie mixte ayant pour objet le transport aérien ou maritime régional) (p. 6802) : adopté.

Avant l'article 16 : amendements portant sur l'intitulé du chapitre V : réservés.

Article 16 *(compétence de la région en matière de ressources minières)* : participation des régions à l'élaboration et à la mise en œuvre de l'inventaire minier ; rôle du B.R.G.M. (bureau de recherche géologique et minière) : adopté.

Article 17 *(plan énergétique régional)* : dépendance énergétique des départements d'outre-mer : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 78 de la commission (compétence des régions en matière de développement industriel) ; amendement n° 115 de M. Ernest Moutoussamy soutenu par M. Jacques Brunhes (même objet) ; rôle des sociétés nationalisées dans l'industrialisation des départements d'outre-mer (p. 6803) ; éventuelle loi de décentralisation pour l'outre-mer ; importance des mesures prises depuis deux ans en faveur de l'outre-mer ; (p. 6804) ; première phrase de l'amendement n° 78 adoptée ; seconde phrase de l'amendement n° 78 adoptée ; amendement n° 78 : adopté ; amendement n° 115 : retiré.

Avant l'article 16 (amendements précédemment réservés) : amendements identiques n° 77 de la commission et 114 de M. Ernest Moutoussamy (modifiant l'intitulé du chapitre V : de l'énergie, des ressources minières et du développement industriel) : adoptés.

Titre II : *de l'éducation, de la recherche, de la culture et de la communication.*

Chapitre Ier : *de l'éducation et de la recherche.*

Article 18 *(compétence de la région en matière de collèges)* : compétence nouvelle des conseils régionaux en matière de collèges ; propriété des locaux et des collèges reconnue à la région ; amendements identiques n° 137 de la commission, 24 de M. Marcel Esdras et 45 de M. Michel Debré (de suppression) (p. 6805) ; transports scolaires : adoptés ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 19 *(organisation d'activités éducatives et culturelles complémentaires relatives à la connaissance des langues et des cultures régionales)* : vocation culturelle de la région ; langue créole (p. 6806) ; affirmation selon laquelle le créole n'est que du folklore subalterne ; amendement n° 46 de M. Michel Debré (avis du conseil général) ; enseignement du créole ; amendement n° 6 de M. Camille Petit soutenu par M. Michel Debré (même objet) ; amendement n° 6 retiré (p. 6807) ; amendement n° 46 rejeté après rectification : amendement n° 7 de M. Camille Petit soutenu par M. Michel Debré (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 79 de la commission (activités relatives à la connaissance des langues et cultures régionales ne pouvant se substituer à l'enseignement général) : adopté ; amendement n° 8 de M. Camille Petit soutenu par M. Michel Debré (organisation d'activités culturelles par les communes et les départements) ; amendement n° 47 de M. Michel Debré (organisation d'activités culturelles par le département) ; amendement n° 80 de la commission (organisation d'activités culturelles par les collectivités territoriales) ; amendements n° 8 et 47 : retirés ; amendement n° 80 : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 *(programme de formation et de recherche universitaire)* : situation des universités Antilles-Guyane et de la Réunion ; spécificité de l'université Antilles-Guyane (p. 6808) ; choix des professeurs ; amendement n° 48 de M. Michel Debré (carte des formations) ; création à la Réunion d'un institut universitaire de technologie pour les industries du sucre (p. 6809) ; rejeté ; amendement n° 81 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 82 de la commission (rôle des conseils généraux en matière de localisation géographique des formations) : adopté après rectification ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Chapitre II : *du développement culturel.*

Article 21 *(compétence de la région en matière de culture)* ; avis du comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement ; cultures locales (p. 6810) ; amendement n° 49 de M. Michel Debré (consultation des départements) ; amendement n° 83 de la commission (propositions faites par les collectivités territoriales) ; amendement n° 49 retiré ; amendement n° 83 adopté ; amendement n° 138 de M. Jean-François Hory, à titre personnel (mise en valeur et développement du

patrimoine spécifique de la région) ; amendement n° 84 de la commission (programme culturel régional) ; amendement n° 138 adopté ; en conséquence, l'amendement n° 84 devient sans objet ;

— article 21, ainsi modifié, adopté (p. 6811).

Article 22 *(dotation globale pour le développement culturel)* : adopté.

Chapitre III *: de la communication audiovisuelle.*

Article 23 *(information du conseil régional sur l'organisation et le fonctionnement du service public de la radio-diffusion sonore et de la télévision)* : caractère partial des services d'information de R.F.O. Réunion ; amendement n° 116 de M. Ernest Moutoussamy (rôle des régions en matière de contrôle du service public de la radio-diffusion et de la télévision) ; retiré ; amendement n° 50 de M. Michel Debré (information du conseil général sur l'organisation et le fonctionnement du service public de la radio-diffusion et de la télévision) (p. 6812) ; rejeté ; amendement n° 51 de M. Michel Debré (de précision) : rejeté ;

— article 23 adopté.

Article 24 *(transmission au conseil régional du rapport et de l'avis du comité régional de la communication audiovisuelle)* : adopté.

Article 25 *(consultation du conseil régional sur le cahier des charges des sociétés régionales de radio-diffusion et de télévision)* : amendement n° 85 de la commission (cahier des charges) ; amendement n° 117 de M. Ernest Moutoussamy soutenu par M. Jacques Brunhes (même objet) ; contrôle des régions sur le service de la radio-diffusion et de la télévision ; amendement n° 85 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 117 devient sans objet ;

— article 25, ainsi modifié, adopté (p. 6813).

Article 26 *(avis du conseil régional sur les demandes d'autorisation en matière de services locaux de radio-diffusion par voie hertzienne et de télévision par câble)* : adopté (p. 6814).

Titre III *: du cadre de vie.*

Chapitre Ier *: de l'environnement.*

Avant l'article 27 : amendement n° 86 de la commission (rédigeant ainsi l'intitulé de ce titre : de la qualité de la vie) : adopté (p. 6818) ; amendement n° 87 de la commission (insérant l'intitulé suivant : chapitre Ier A : de l'emploi et de la formation professionnelle) : adopté ; amendement n° 88 de la commission (lutte contre le chômage dans les départements d'outre-mer) ; amendement n° 118 de M. Jacques Brunhes (programme spécifique pour l'emploi et la formation professionnelle dans les départements d'outre-mer) ; amendement n° 118 : rejeté ; amendement n° 88 : adopté après rectification ; amendement n° 89 de la commission (insérant l'intitulé suivant : chapitre Ier B : de la santé) (p. 6819) ; adopté ; amendement n° 90 de la commission (créant dans chaque région d'outre-mer un centre régional de promotion de la santé) : adopté ; amendement n° 91 de la commission (insérant l'intitulé suivant : chapitre Ier C : du logement) : adopté (p. 6820) ; amendement n° 11 de M. Camille Petit soutenu par M. Michel Debré (politique en matière d'habitat) ; amendement n° 53 de M. Michel Debré (même objet) ; amendement n° 92 de la commission (action menée en matière d'habitat) ; amendement n° 11 : rejeté (p. 6821) ; amendement n° 53 : rejeté ; amendement n° 92 : adopté ; amendement n° 93 de la commission (participation des régions au capital des sociétés immobilières créées en application des dispositions de l'article 2, paragraphe 2, de la loi du 30 avril 1946) : adopté ; amendement n° 54 de M. Michel Debré (représentation du conseil régional au sein du conseil départemental de l'habitat) ; amendement n° 94 de la commission (conseil régional de l'habitat) ; sous-amendement n° 12 de M. Camille Petit soutenu par M. Michel Debré (de précision) (p. 6822) ; amendement n°54 : rejeté ; sous-amendement n° 12 : rejeté ; amendement n° 94 : adopté ; amendement n° 120 de M. Ernest Moutoussamy (aides de l'Etat en faveur de l'habitat) ; amendement n° 95 de la commission (même objet) ; amendement n° 120 : retiré ; amendement n° 95 : adopté.

Chapitre Ier *: de l'environnement.*

Article 27 *(compétence de la région en matière d'environnement)* : insuffisance des réseaux de distribution d'eau potable ; développement des parasitoses ; problème des ordures ménagères ; amendement n° 52 de M. Michel Debré (protection de l'environnement) (p. 6823) ; exploitation du sable sur les plages des départements et territoires d'outre-mer ; rejeté ; amendement n° 121 de M. Ernest Moutoussamy (de précision) : retiré ; amendement n° 96 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 28 *(dotation globale pour l'environnement et la qualité de la vie)* : adopté.

Chapitre II *: du logement.*

Avant l'article 29 : amendement n° 97 de la commission (suppression de ce chapitre et de son intitulé) : adopté.

Article 29 *(compétence de la région en matière de logement)* : amendement n° 98 de la commission (de suppression) (p. 6824) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 30 *(participation des régions au capital des sociétés immobilières)* : amendement n° 99 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 31 *(répartition des aides de l'Etat en faveur de l'habitat)* ; ligne budgétaire unique (L.B.U.) ; amendement n° 100 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 32 *(institution d'un conseil régional de l'habitat)* (p. 6825) : amendement n° 101 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Titre III *: du tourisme et des loisirs.*

Article 33 *(compétence de la région en matière de tourisme et de loisirs)* : développement excessif du tourisme dans les départements d'outre-mer ; exemple de la Guadeloupe ; amendement n° 123 de M. Ernest Moutoussamy (de précision) : retiré ; amendement n° 102 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 13 de M. Camille Petit soutenu par M. Michel Debré (composition des conseils d'administration des agences) : rejeté ; amendement n° 55 de M. Michel Debré (de conséquence) : rejeté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté (p. 6826).

Titre IV *: dispositions financières et fiscales.*

Article 34 *(octroi de mer)* : historique de l'octroi de mer ; recette fiscale importante apportée par l'octroi de mer (p. 6827) ; fixation des taux de l'octroi de mer ; amendement n° 56 de M. Michel Debré (de suppression) : rejeté ;

— article 34 adopté.

Article 35 *(droit additionnel à l'octroi de mer)* : adopté.

Article 36 *(droits assimilés au droit d'octroi de mer)* : difficultés de la production de rhum dans les départements d'outre-mer ; problème posé par l'application de la vignette Bérégovoy (p. 6828) ; amendement n° 57 de M. Michel Debré (de suppression) ; taxes sur le tabac : rejeté ;

— article 36 adopté.

Article 37 *(attribution à la région d'une partie du produit de la taxe spéciale de consommation sur les essences, super-carburants et gazole)* : fonds d'investissement routier (p. 6829) ; amendement n° 28 de M. Marcel Esdras (de suppression) : rejeté ; amendement n° 139 du Gouvernement (responsabilité du conseil régional dans l'attribution et le fonctionnement du fonds d'investissement routier) (p. 6830) ; sous-amendement n° 140 de M. Jean-François Hory à titre personnel (de précision) : retiré ; amendement n° 139 : adopté après rectification ;

— article 37, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 37 : amendement n° 127 de M. Ernest Moutoussamy (crédits du FIDOM) : retiré.

Titre V *: dispositions diverses et transitoires.*

Article 38 *(date d'entrée en vigueur de la loi)* : amendement n° 58 de M. Michel Debré (de précision) : retiré ; amendement n° 131 de M. Marcel Esdras (précisant que sera annexé au projet de loi de finan-

ces un document intitulé : les ressources spécifiques attribuées aux régions d'outre-mer) (p. 6831) : rejeté ;

— article 38 adopté.

Article 39 *(modalités d'application de la loi)* : adopté.

Après l'article 39 : amendement n° 132 de M. Marcel Esdras (mise en place d'une commission chargée de constater les transferts de compétences et de ressources) : retiré (p. 6832).

Explications de vote (p. 6834).

Départementalisation : *Debré (Michel)* (p. 6835) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6836).

Insuffisance des crédits mis à la disposition des départements d'outre-mer : *Debré (Michel)* (p. 6835).

Réserve du groupe communiste sur le présent projet de loi : *Brunhes (Jacques)* (p. 6835).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Debré (Michel)* (p. 6835).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Esdras (Marcel)* (p. 6834).

Vote positif du groupe communiste : *Brunhes (Jacques)* (p. 6835).

Vote positif du groupe socialiste : *Menga (Joseph)* (p. 6834).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6836).

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), départements et territoires d'outre mer.

Plan 4.

Attentats en Guadeloupe.

Voir *Questions au Gouvernement* 738.

Attentats terroristes dans les —

Voir *Questions au Gouvernement* 594.

Barrage de Petit-Saut en Guyane.

Voir *Questions orales sans débat* 517.

Développement du tourisme dans les —

Voir *Questions orales sans débat* 341.

Enseignement du second degré dans les —

Voir *Questions orales sans débat* 461.

Industrie sucrière en Guadeloupe.

Voir *Questions au Gouvernement* 662.
Questions orales sans débat 481.

Protection sociale des agriculteurs non salariés.

Voir *Départements d'outre mer* 6.

Rémunération des travailleuses familiales des —

Voir *Questions orales sans débat* 451.

Sauvetage de l'usine de Beauport en Guadeloupe.

Voir *Questions orales sans débat* 463.

Zone économique française autour de Saint-Pierre et Miquelon.

Voir *Questions au Gouvernement* 571.

DEPENSES PUBLIQUES

Voir *Lois de finances* 7, discussion générale.

DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS

6. — **Proposition de loi n° 994** tendant à reconnaître le **droit au titre de déporté résistant** aux internés résistants qui ont été déportés par l'ennemi et qui ont été fusillés ou se sont évadés en cours de déportation avant d'être parvenus au lieu de leur destination. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Antoine Gissinger (28 avril 1983).

7. — **Proposition de loi n° 1052** tendant à reconnaître le **droit au titre de déporté résistant** aux internés résistants qui ont été déportés par l'ennemi et qui ont été fusillés ou se sont évadés en cours de déportation avant d'être parvenus au lieu de leur destination. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. André Tourné (28 avril 1983).

8. — **Proposition de loi n° 1749** tendant à compléter l'**article 91 du code civil relatif aux actes de décès.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 23 octobre 1983 par M. Pierre Micaux. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Claude Wolff (3 novembre 1983).

9. — **Projet de loi n° 1775** relatif à l'**indemnisation d'infirmités** contractées dans certains lieux de **captivité** ou **d'internement.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 novembre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Marie-France Lecuir (10 novembre 1983). — Rapport n° **1817** (17 novembre 1983). — Discussion le 23 novembre 1983. — Adoption le 23 novembre 1983. — Projet de loi n° **461.**

Sénat (première lecture), n° 72 (1983-1984), dépôt le 24 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Raymond Poirier. — Rapport n°**117** (1983-1984) (8 décembre 1983). — Discussion le 12 décembre 1983. — Adoption le 12 décembre 1983. — Projet de loi n° 33 (1983-1984).

Loi n° 83-1109 du 21 décembre 1983, publiée au *J.O.* du 22 décembre 1983 (p. 3684).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [23 novembre 1983] (p. 5608).

Afrique du Nord (pathologie des anciens d'—) : *Tourné (André)* (p. 5609) ; *Laurain (Jean)* (p. 5611).

Guide-barème (barème pour l'évaluation de l'invalidité chez les anciens internés et déportés) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5608) ; *Laurain (Jean)* (p. 5608) ; *Tourné (André)* (p. 5609) ; *Proveux (Jean)* (p. 5610).

Incorporés de force dans la Wehrmacht (Malgré-nous) : *Laurain (Jean)* (p. 5609) ; *Metzinger (Charles)* (p. 5611).

Médecins experts : *Tourné (André)* (p. 5609) ; *Laurain (Jean)* (p. 5611).

Rawa Ruska, Colditz et Tambow (internement dans les camps de —) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5608) ; *Laurain (Jean)* (p. 5609) ; *Proveux (Jean)* (p. 5610).

Rétroactivité : *Laurain (Jean)* (p. 5609).

Séquelle tardives de l'internement : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5608) ; *Tourné (André)* (p. 5609) ; *Proveux (Jean)* (p. 5610) ; *Metzinger (Charles)* (p. 5610).

Volontaires de la guerre d'Espagne : *Tourné (André)* (p. 5610).

Discussion des articles [23 novembre 1983] (p. 5611).

Article 1er *(donnant valeur législative aux dispositions déterminant le mode d'imputabilité de certaines infirmités et fixant les délais de constatation de ces infirmités)* : amendement n° 1 de la commission (regroupant les articles 1 et 2 du présent projet de loi) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 5611).

Article 2 *(donnant valeur législative aux dispositions de l'article 2 du décret du 18 janvier 1973 et de l'article 3 du décret du 31 décembre 1974)* : amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Explications de vote (p. 5212).

Déportation du travail et réfractaires au STO : *Tourné (André)* (p. 5612).

Médecins experts : *Tourné (André)* (p. 5612).

Vote positif du groupe RPR : *Grussenmeyer (François)* (p. 5612).

Vote positif du groupe UDF : *Brocard (Jean)* (p. 5612).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5612).

10. — **Proposition de loi n° 1861** tendant à faire figurer, sur l'**acte de décès des personnes ayant trouvé la mort dans un camp de déportation,** l'indication, comme lieu de décès, dudit camp de déportation et, lorsque celui-ci est inconnu, la mention « mort en déportation ».

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 1er décembre 1983 par M. Maurice Nilès et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

DESARMEMENT

Voir *Défense nationale* 3.

Lois de finances 7 (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement, Services du Premier ministre.

Motions de censure 10.

Participation de la France aux négociations sur la limitation des armements.

Voir *Questions au Gouvernement* 620.

Propagande pour un — unilatéral.

Voir *Questions orales sans débat* 436.

DESEQUILIBRE DES FORCES

Voir *Questions au Gouvernement* 590.

DETTE EXTERIEURE

Voir *Commerce extérieur.*

DETTE PUBLIQUE

1. — **Proposition de loi organique n° 1758** relative à la **limitation de l'endettement public.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 19 octobre 1983 par M. Adrien Zeller. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (24 novembre 1983).

Voir *Déclarations du gouvernement* 6.

Lois de finances 7, discussion générale (première partie), article 1er (deuxième partie), Economie, finances et budget. Consommation.

Motions de censure 10.

Plan 5.

Emprunt Giscard.

Voir *Questions orales sans débat* 493.

DEVALUATION

Voir *Déclarations du Gouvernement* 6.

— du franc.

Questions orales sans débat 325.

DIOXINE

Voir *Environnement* 4.

Lois de finances 7 (deuxième partie), Environnement et qualité de la vie.

Pollution et nuisances 3.

Déchets de Seveso.

Voir *Questions au Gouvernement* 497, 508, 586.

DIVORCE

6. — **Proposition de loi n° 1693** visant à autoriser le débiteur d'une **rente compensatoire** à racheter celle-ci par le versement d'un capital. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 juin 1983 par M. Jean-Pierre Michel. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Amédée Renault (6 octobre 1983).

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Services du Premier ministre, droits de la femme.

DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

18. — **Rapport** du Premier ministre sur la **situation démographique de la France** (application de l'article 8 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances) [2 avril 1983] (p. 4).

19. — **Rapport du comité du contentieux fiscal,** douanier et des changes [10 juin 1983] (p. 2428).

20. — **Rapport du Premier** ministre sur **l'évolution de l'économie nationale** et des finances publiques [13 juin 1983] (p. 2476).

21. — **Rapport** annuel du Premier ministre sur le contrôle a posteriori des actes des **collectivités locales** et des établissements publics locaux [15 juin 1983] (p. 2603).

22. — **Rapport** du Premier ministre sur l'application des articles 13 à 20 de la loi de finances rectificative pour 1982 (n° 82-540 du 28 juin 1982), relatifs à la **taxe professionnelle** [15 juin 1983] (p. 2603).

23. — **Rapport** du Premier ministre surl'application de la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au **prix du livre** et sur la politique du Gouvernement en faveur du livre et de la lecture [15 juin 1983] (p. 2603).

24. — **Rapport** du Premier ministre sur **la situation démographique de la France** (application de l'article 8 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967) [21 juin 1983] (p. 2936).

25. — **Rapport de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations** sur les opérations de cet établissement en 1982 [28 juin 1983] (p. 3334).

26. — **Rapport de la Cour des Comptes** au titre de l'année 1983 [29 juin 1983] (p. 3345).

Amélioration des connaissances des magistrats de la Cour des comptes : *Goux (Christian)* (p. 3345).

Caractère du débat public suscité par ce rapport : *Goux (Christian)* (p. 3345).

Missions de la Cour des comptes (alourdissement des) : *Goux (Christian)* (p. 3345).

Rigueur de la politique financière : *Goux (Christian)* (p. 3345).

27. — **Rapport de gestion de l'office national des forêts** pour 1982 [3 octobre 1983] (p. 3686).

28. — **Rapport** sur l'**activité du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (C.N.A.S.E.A.)** et l'utilisation des crédits qui lui sont confiés, pour l'année 1982 [3 octobre 1983] (p. 3687).

29. — **Rapport** annuel de la **Haute autorité de la communication audiovisuelle** [26 octobre 1983] (p. 4603).

30. — **Rapport** du Premier ministre sur l'application, pour la période du 1er novembre 1982 au 31 octobre 1983, de l'article 3, alinéas 1 et 2, de la **loi n° 79-1113** relative à **Mayotte** [19 décembre 1983] (p. 6791).

DOLLAR

Voir *Déclarations du Gouvernement* 8.

Lois de finances 7, discussion générale (deuxième partie), relations extérieures affaires européennes, coopération et développement.

DONATIONS

Voir *Lois de finances* 7 (première partie), article 4.

DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION

Voir *Collectivités locales* 10.

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

Voir *Collectivités locales* 12.

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT

Voir *Collectivités locales* 10.

Questions au Gouvernement 522.

Equipement rural.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

Fixation de la —

Voir *Questions au Gouvernement* 596.

DOUANES

Conditions de travail dans les services des —

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Economie, finances et budget. Consommation.

Fraude fiscale.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), articles additionnels et articles non rattachés, article 83.

Lutte contre les infractions financières.

Voir *Questions au Gouvernement* **661.**
Questions orales sans débat **464.**

Plate-forme douanière de Lauterbourg Scheibenhardt.

Voir *Questions orales sans débat* **396.**

DOUBINSKI (entreprise)

Voir *Questions orales sans débat* **398.**

DROGUE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

Lutte contre la toxicomanie.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.
Questions au Gouvernement **671.**

DROIT D'ASILE

Voir *Question au Gouvernement* **787.**

DROITS DE L'HOMME

1. — **Projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage.** — *Sénat* (deuxième lecture), n° **165** (1982-1983), dépôt le 20 décembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Louis Virapoulle. — Rapport n° **200** (1982-1983) (2 avril 1983). — Discussion le 5 avril 1983. — Adoption avec modifications le 5 avril 1983. — Projet de loi n° **70** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1413**, dépôt le 6 avril 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. René Rouquet. — Rapport n° **1424** (14 avril 1983). — Discussion le 22 juin 1983. — Adoption définitive le 22 juin 1983. — Projet de loi n° **400.**

Loi n° 83-550 du 30 juin 1983, publiée au *J.O.* du 1er juillet 1983 (p. 1995).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [22 juin 1983] (p. 2970).

Commémoration en métropole : *Lemoine (Georges)* (p. 2971) ; *Esdras (Marcel)* (p. 2974).

Commémoration dans les D.O.M.-T.O.M. : *Rouquet (René)* (p. 2971) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2971) ; *Sablé (Victor)* (p. 2972-2973).

Décret du 16 pluviôse an II : *Rouquet (René)* (p. 2971) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2971).

Esclavage : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2972) ; *Sablé (Victor)* (p. 2973).

Fin des contrats d'engagement : *Rouquet (René)* (p. 2971) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2972) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2972) ; *Sablé (Victor)* (p. 2976) ; *Esdras (Marcel)* (p. 2974).

Schoelcher (Victor) : *Rouquet (René)* (p. 2971) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2971) ; *Esdras (Marcel)* (p. 2974) ; *Sablé (Victor)* (p. 2976).

Discussion de l'article unique [22 juin 1983] (p. 2974).

Article unique : amendement n° 1 de M. Ernest Moutoussamy (commémoration des luttes anti-esclavagistes) ; Guadeloupe (p. 2974) ; général Marceau ; Félix Eboué : rejeté (p. 2975) ;

— article unique, adopté (p. 2976).

Explications de vote.

Vote positif du groupe U.D.F. : *Esdras (Marcel)* (p. 2975-2976).

Adoption de l'article unique (p. 2976).

Voir *Traités et conventions* **76.**

DROITS DE SUCCESSION

Voir *Lois de finances* **7**, discussion générale (première partie), article 18.

DUROURE (RAPPORT)

Voir *Questions au Gouvernement* **541.**

E

EAU ET ASSAINISSEMENT.

2. — **Projet de loi n° 1782** relatif au **prix de l'eau en 1984.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 9 novembre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget. — Urgence déclarée le 14 novembre 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Hervé Vouillot (24 novembre 1983). — Rapport n° **1841** *(30 novembre 1983).* — Discussion le 1er décembre 1983. — Adoption le 1er décembre 1983. — Projet de loi n° **483.**

Sénat (première lecture), n° **93** (1983-1984), dépôt le 2 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Auguste Chupin. — Rapport n° **99** (1983-1984) (7 décembre 1983). — Discussion le 16 décembre 1983. — Rejet le 16 décembre 1983. — Projet de loi n° **52** (1983-1984).

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 18 décembre 1983] (p. 3648).

Bureau [*J.O.* du 20 décembre 1983] (p. 3679).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Hervé Vouillot. — Rapport n° **1912** (20 décembre 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Auguste Chupin. — Rapport n° **160** (1983-1984), la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1897**. — Dépôt le 16 décembre 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Hervé Vouillot. — Rapport n° **1921** (20 décembre 1983). — Discussion le 20 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 20 décembre 1983. — Projet de loi **n° 512.**

Sénat (deuxième lecture) **n° 165** (1983-1984). — Dépôt le 21 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Auguste Chupin. — Discussion le 21 décembre 1983. — Rejet le 21 décembre 1983. — Projet de loi **n° 70** (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture) n° **1944**. — Dépôt le 21 décembre 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Hervé Vouillot. — Rapport **n° 1945** (21 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption définitive le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **523.**

Saisine du Conseil Constitutionnel, (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 29 décembre 1983 (*J.O.* du 30 décembre 1983) (p. 3875). — Conforme en totalité. — Loi n° **83-1181** du 29 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 30 décembre 1983 (p. 3852).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [1er décembre 1983] (p. 5890).

Accords de modération : *Vouillot (Hervé)* (p. 5890) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5891) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5894).

Agences de bassin : *Lalumière (Catherine)* (p. 5894).

Collectivités locales (prix de l'eau et financement des —) : *Vouillot (Hervé)* (p. 5890) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5891) ; *Fèvre (Charles)*

(p. 5892) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5893) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5894).

Fixation du prix de l'eau : *Vouillot (Hervé)* (p. 5890) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5891) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 5892) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5892) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5893) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5893).

Indice (politique de l'—) : *Vouillot (Hervé)* (p. 5890) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5891) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 5892) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5892) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5893) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5895).

Inflation (lutte contre l'—) : *Vouillot (Hervé)* (p. 5890) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5891) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 5891) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5892) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5893) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5893).

Discussion des articles [1er décembre 1983] (p. 5895).

Article 1er *(conditions d'évolution des tarifs des services de distribution d'eau et d'assainissement en 1984)* : poids de la fiscalité locale ; incidence des régies sur les budgets communaux ; problème des concessionnaires exploitant les réseaux d'eau ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 2 de M. Adrien Zeller (référence à l'évolution des coûts de la main d'œuvre et de l'énergie) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 3 de M. Adrien Zeller (notion de coûts incompressibles) : rejeté ; amendement n° 4 de M. Adrien Zeller (amélioration, extension et réparation des réseaux) (p. 5896) : retiré ; amendement n° 5 de M. Adrien Zeller (cas des services des eaux directement gérés en régie libre par les communes) ; refus de mettre en place une discrimination entre les collectivités locales exploitant directement leur service en régie et celles qui recourent à un fermage ou à la concession : rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 5897).

Article 2 *(régime des infractions)* : adopté (p. 5898).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5898).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1983] (p. 6850).

Collectivités locales : *Maujouan-du-Gasset (Joseph-Henri)* (p. 6851) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6852) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6853) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6854).

Communautés urbaines : *Noir (Michel)* (p. 6852, 6853) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6854).

Coût de l'eau : *Zeller (Adrien)* (p. 6851).

Dérogations au prix fixé : *Lalumière (Catherine)* (p. 6854).

Echec de la C.M.P. : *Vouillot (Hervé)* (p. 6850).

Evolution des prix de l'eau et des prix à la consommation : *Vouillot (Hervé)* (p. 6851, 6853) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6853, 6854).

Facturation : *Maujouan-du-Gasset (Joseph-Henri)* (p. 6851).

Formation du prix de l'eau : *Vouillot (Hervé)* (p. 6851).

Fixation du prix de l'eau : *Noir (Michel)* (p. 6853).

Modes de gestion de l'eau : *Frelaut (Dominique)* (p. 6853) ; *Vouillot (Hervé)* (p. 6853).

Subventions : *Maujouan-du-Gasset (Joseph-Henri)* (p. 6851).

Taxe régionale additionnelle aux impôts locaux : *Noir (Michel)* (p. 6852).

Dernier texte voté par l'Assemblée Nationale : articles 1 et 2 adoptés (p. 6854).

Explications de vote (p. 6854).

Collectivités locales : *Zeller (Adrien)* (p. 6855).

Dérogations au prix fixé : *Lalumière (Catherine)* (p. 6855).

Recours au Conseil constitutionnel : *Noir (Michel)* (p. 6854).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Noir (Michel)* (p. 6854).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6855).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1983] (p. 6942).

Dérogations à la hausse de 4 p. 100 du prix de l'eau : *Labarrère (André)* (p. 6942).

Echec de la commission mixte paritaire : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 6942).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6942).

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Environnement et qualité de la vie.

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

Voir *Corps diplomatiques et consulaires* 1.
Fonctionnaires et agents publics 14, 15.
Lois de finances 7 (deuxième partie), fonction publique et réformes administratives.

Troisième voie.

Voir *Questions au Gouvernement* 689, 735.

ECOLES

Voir *Collectivités locales* 10.
Formation professionnelle et promotion sociale 2.

ECOLES (GRANDES)

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* 5.

ECOLES NORMALES SUPERIEURES

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* 5.

ECONOMIE SOCIALE

1. — **Projet de loi n° 1154** relatif au **développement de certaines activités d'économie sociale.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **1391** (2 avril 1983). — Discussion le 7 avril 1983. — Adoption le 7 avril 1983. — Projet de loi n° 316.

Sénat (première lecture), n° **223** (1982-1983), dépôt le 12 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapporteur : M. Marcel Lucotte. — Rapport n° **289** (1982-1983) (4 mai 1983). — Discussion le 19 mai 1983. — Adoption le 19 mai 1983. — Nouveau titre : « Projet de loi portant statut ou modifiant le statut de certaines sociétés coopératives et de leurs unions ». — Projet de loi n° **109** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1520**. — Dépôt le 20 mai 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Gilbert Mitterrand. — Rapport n° **1557** (8 juin 1983). — Discussion le 17 juin 1983. — Adoption avec modifications le 17 juin 1983. — Projet de loi n° **385**.

Sénat (deuxième lecture), n° **406** (1982-1983), dépôt le 21 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapporteur : M. Marcel Lucotte. — Rapport n° **462** (1982-1983) (29 juin 1983). — Discussion le 5 juillet 1983. — Adoption avec modifications le 5 juillet 1983. — Projet de loi n° **181** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1706**, dépôt le 5 juillet 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Commission mixte paritaire. — Nomination [*J.O.* du 7 juillet 1983] (p. 2095). — Bureau [*J.O.* du 7 juillet 1983] (p. 2095)

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Gilbert Mitterrand. — Rapport n° **1708** (6 juillet 1983). — Discussion le 6 juillet 1983. — Adoption avec modifications le 6 juillet 1983. — Projet de loi n° **447**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Marcel Lucotte. — Rapport n° **484** (1982-1983) (6 juillet 1983). — Discussion le 7 juillet 1983. — Adoption définitive le 7 juillet 1983. — Projet de loi n° **185** (1982-1983).

Loi n° 83-657 du 20 juillet 1983, publiée au J.O. du 21 juillet 1983 (p. 2242), Rectificatif (J.O. *du 23 juillet 1983) (p. 2299)* ; *[J.O. du 4 août 1983] (p. 2550).*

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [7 avril 1983] (p. 95).

Accès des coopératives au crédit bancaire : *Horvath (Adrienne)* (p. 103) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 104) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 105) ; *Hory (Jean-François)* (p. 107).

Comptes indisponibles alimentés par les excédents (constitution de —) : *Mitterrand (Gilbert)* (p. 95) ; *Bourguignon (Pierre)* (p. 96) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 98) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 104).

Coopératives du secteur artisanal : *Bourguignon (Pierre)* (p. 96) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 98) ; *Crépeau (Michel)* (p. 99) ; *Gaillard (René)* (p. 100) ; *Hory (Jean-François)* (p. 106).

Coopératives maritimes : *Bourguignon (Pierre)* (p. 96) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 97, 98) ; *Gaillard (René)* (p. 100) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 103) ; *Peuziat (Jean)* (p. 105) ; *Hory (Jean-François)* (p. 107).

Délégation à l'économie sociale (rôle de la —) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 96) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 97, 108) ; *Crépeau (Michel)* (p. 99) ; *Hory (Jean-François)* (p. 107).

Fonds propres des coopératives (faiblesse des —) : *Mitterrand (Gilbert)* (p. 95) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 98) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 104).

Groupements d'intérêt économique (G.I.E.) : *Le Garrec (Jean)* (p. 99) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 104).

Inadaptation de la législation actuelle sur les coopératives et mutuelles : *Mitterrand (Gilbert)* (p. 95) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 97) ; *Crépeau (Michel)* (p. 99) ; *Gaillard (René)* (p. 100) ; *Micaux (Pierre)* (p. 102) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 103) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 105) ; *Patriat (François)* (p. 106).

Institut pour le développement de l'économie sociale (création de l'—) : *Le Garrec (Jean)* (p. 98, 108) ; *Gaillard (René)* (p. 100) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 103) ; *Hory (Jean-François)* (p. 107).

Loi de 1947 portant statut de la coopération : *Mitterrand (Gilbert)* (p. 95) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 97) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 103) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 104).

Mutualisation des coûts : *Gaillard (René)* (p. 101).

Régime fiscal des sociétés coopératives : *Mitterrand (Gilbert)* (p. 96) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 98).

Rémunération des parts sociales : *Bourguignon (Pierre)* (p. 96) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 98) ; *Gaillard (René)* (p. 101) ; *Hory (Jean-François)* (p. 107).

Révision des comptes (procédure de —) : *Micaux (Pierre)* (p. 102).

Sociétés coopératives d'H.L.M. : *Mitterrand (Gilbert)* (p. 96) ; *Bourguignon (Pierre)* (p. 96) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 98) ; *Gaillard (René)* (p. 101) ; *Micaux (Pierre)* (p. 102) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 103) ; *Patriat (François)* (p. 106) ; *Hory (Jean-François)* (p. 107).

Sociétés coopératives ouvrières de production (rôle des —) : *Le Garrec (Jean)* (p. 97, 108) ; *Micaux (Pierre)* (p. 102) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 103) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 105) ; *Hory (Jean-François)* (p. 107).

Discussion des articles [7 avril 1983] (p. 109).

Titre Ier : *Statut des coopératives artisanales.*

Avant l'article 1er : amendement n° 4 de la commission (harmonisation de l'intitulé du titre Ier) : adopté ;

— en conséquence, l'intitulé du titre Ier est ainsi modifié (p. 109).

Chapitre Ier : *Définition et forme juridique.*

Article 1er *(objet des coopératives artisanales : droits des associés ; immatriculation)* ; amendement n° 5 de la commission (précisant que la participation au capital est proportionnelle à l'engagement d'activité) : adopté après rectification ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 *(droit applicable)* : amendement n° 6 de la commission (précisant que les coopératives artisanales et leurs unions sont régies par le titre Ier de la présente loi) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 *(forme juridique des coopératives artisanales)* : amendement n° 7 de la commission (suppression de la référence au personnel variable) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 *(protection de l'appellation « société coopérative artisanale »)* : amendement n° 8 de la commission (soumission des coopératives artisanales au titre Ier de la présente loi) (p. 110) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Chapitre II : *Constitution.*

Article 5 *(personnes associées d'une société coopérative artisanales)* : amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (calcul de l'effectif de chaque entreprise) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (de clarification) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (admission dans la coopérative de toute personne ayant un lien économique continu avec elle) ; caractère vague de la notion « d'intéressé » (p. 111) ; adopté ; amendement n° 13 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *(nombre d'associés)* : amendement n° 14 de la commission (calcul du nombre des associés) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 *(conditions d'adhésion, d'exclusion et de retrait des associés)* : amendement n° 17 de la commission (statut des associés admis à titre probatoire) (p. 112) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (protection des associés en cas d'exclusion) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (de clarification) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 *(opérations avec les tiers)* : amendement n° 1 de M. André Durr (de suppression) : non soutenu ;

— article 8 adopté.

Chapitre III : *Fonctionnement et administration.*

Article 9 *(capital social)* : amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (de forme) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté (p. 113).

Article 10 *(responsabilité des coopérateurs)* : amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 27 de la commission (modification des statuts d'une société) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 *(droit de vote des associés)* : règles de quorum ; réunion de l'assemblée sur première convocation ; amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté (p. 114).

Article 12 *(règles de quorum, réunion des assemblées sur seconde convocation)* : amendements n° 31 et 32 de la commission (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 2 de M. André Durr (cas des sociétés coopératives constituées sous forme de sociétés à responsabilité limitée) : non soutenu ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 *(quorum et majorité requis pour la modification des statuts)* : amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 34 de la commission (supprimant l'exigence de quorum pour les assemblées réunies sur seconde convocation) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 *(sections de coopérative)* : réservé jusqu'à la fin de la discussion.

Article 15 *(désignation et pouvoirs des mandataires)* : amendement n° 38 de la commission (possibilité pour une société coopérative artisanale d'être administrée par un ou plusieurs mandataires) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (obligation pour les trois quart des mandataires de la société d'être membres de celle-ci) (p. 115) ; adopté ; amendement n° 40 de la commission (précisant que le gérant unique ne pourra être ni associé, ni responsable d'une entreprise associée) : adopté ; amendement n° 41 de la commission (suppression des trois derniers alinéas de cet article) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 *(conseil de surveillance)* : amendements n° 42, 43 et 44 de la commission (rédactionnels) : adoptés ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 16 : amendement n° 45 de la commission (dispositions limitant les pouvoirs du ou des gérants) (p. 116) ; adopté.

Article 17 *(rémunération des mandataires)* : amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 18 : amendement n° 47 de la commission (définition des excédents nets de gestion) : adopté.

Chapitre IV : *Dispositions financières.*

Article 18 *(définition et répartition des excédents, report et répartition des pertes)* : amendement n° 48 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (répartition des excédents) : adopté ; amendement n° 50 de la commission (objet du compte spécial indisponible) : adopté ; amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) (p. 117) ; adopté ; amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 53 de la commission (de pure forme) : adopté ; amendement n° 54 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 55 de la commission (disposition concernant les pertes sociales) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 18 : amendement n° 56 de la commission (regroupement des dispositions relatives aux pertes sociales des sociétés coopératives artisanales) : adopté.

Article 19 *(compte spécial de réserve)* : amendement n° 57 de la commission (utilisation de la réserve) ; nécessité de laisser les coopératives libres de choisir la façon de résorber les excédents : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 19 (p. 118).

Article 20 *(interdiction d'incorporer au capital le compte spécial indisponible ou les réserves)* : amendement n° 58 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 20 est supprimé.

Article 21 *(augmentation du capital social par incorporation de ristournes)* : amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 21.

Chapitre V : *Union de sociétés coopératives.*

Article 22 *(objet des unions de coopératives artisanales)* : amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 172 de M. Gilbert Mitterrand, à titre personnel (possibilité pour les unions de prendre des participations dans les S.A.R.L.) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Article 23 *(droit applicable)* : amendement n° 62 de la commission (précisant que seul le titre Ier du présent texte est applicable aux unions de sociétés coopératives artisanales) : adopté ; amendement n° 63 de la commission (dérogations au principe posé par cet article) (p. 119) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 *(composition et modalités de fonctionnement)* : amendement n° 64 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— en conséquence, l'article 24 est supprimé.

Chapitre VI : *Dispositions diverses et transitoires.*

Article 25 *(révision des comptes)* : réservé jusqu'à la fin de la discussion à la demande du Gouvernement.

Article 26 *(constitution d'une coopération artisanale par transformation d'une société ou d'un groupement)* : adopté.

Article 27 *(modalités de transformation des groupements ou des sociétés en coopératives artisanales)* : amendements n° 68 et 69 de la commission (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 70 de la commission (cas des membres des groupements d'intérêt économique) : adopté (p. 120) ; amendement n° 71 de la commission (responsabilité financière des membres des G.I.E.) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 28 *(délai d'adaptation des statuts)* : amendement n° 72 de la commission (précisant que les sociétés coopératives d'artisan sont soumises au titre Ier de la présente loi) : adopté ; amendement n° 73 de la commission (option ouverte aux coopératives créées après l'entrée en vigueur de la présente loi) ; amendement n° 3 de M. Pierre Weisenhorn (option ouverte aux coopératives créées après la mise en application de la présente loi) ; amendement n° 3 non soutenu ; reconnaissance de la spécificité du droit régional : amendement n° 73 adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Article 29 *(dons, legs et subventions)* : adopté.

Article 30 *(modalités de contrôle)* : amendement n° 74 de la commission (contrôle des unions de sociétés coopératives) : adopté ; amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté (p. 121).

Après l'article 30 : amendement n° 76 de la commission (création d'un titre Ier bis : statut des coopératives de transport et des coopératives de transport fluvial) : adopté ; amendement n° 77 de la commission (précisant ce statut) : adopté ; amendement n° 167 de M. Gilbert Mitterrand, à titre personnel (non application du titre Ier de la présente loi aux entreprises de transport fluvial) : adopté.

Titre II : *Statut des coopératives maritimes.*

Avant l'article 31 : amendement n° 79 de la commission (modifiant l'intitulé du titre II) : adopté ;

— en conséquence, l'intitulé du titre II est ainsi modifié (p. 122).

Chapitre Ier : *Coopératives maritimes.*

Article 31 *(objet des coopératives maritimes)* : amendement n° 80 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 81 de la commission (précisant que les associés des coopératives maritimes se choisissent librement) : adopté après correction ;

— article 31, ainsi rédigé, adopté.

Article 32 *(personnes associées)* : amendement n° 82 de la commission (possibilité pour les seuls professionnels de l'exploitation des cultures marines d'être membres d'une société coopérative maritime) : adopté ; amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 84 de la commission (possibilité pour les retraités de devenir membres d'une coopérative maritime) : adopté (p. 123) ; amendement n° 85 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 86 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 87 de la commission (ouverture des sociétés coopératives aux salariés) : adopté ; amendement n° 88 de la commission (de pure forme) : adopté ; amendement n° 89 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 *(participation de tiers non associés)* : amendement n° 90 de la commission (d'harmonisation avec le titre Ier) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 33 (p. 124).

Article 34 *(droit applicable, inscription sur une liste tenue par le ministre de la mer)* : amendement n° 91 de la commission (précisant que les sociétés coopératives maritimes sont soumises aux seules dispositions du titre II de la présente loi) : adopté ; amendement n° 92 de la commission (suppression des deux derniers alinéas de cet article) : adopté ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Article 35 *(publicité)* : amendement n° 93 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 94 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 95 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 96 de la commission (dispositions protectrices de l'appellation des sociétés coopératives) : adopté ;

— article 35, ainsi modifié, adopté.

Article 36 *(forme juridique)* : amendement n° 97 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 98 de la commission (rédactionnel) (p. 125) ; adopté ; amendement n° 99 de la commission (changement de forme des sociétés coopératives maritimes) : adopté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Article 37 *(prises de participation)* : amendement n° 100 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 37 ; amendement n° 101 de la commission (information du ministère de la mer) ; sous-amendement verbal de M. Jean Brocard en tant que vice-président (référence au ministre compétent) : adopté ; amendement n° 101, ainsi modifié : adopté ;

— article 37, ainsi rédigé, adopté.

Article 38 *(capital social)* : amendement n° 102 de la commission (suppression du deuxième alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 168 de M. Gilbert Mitterrand, à titre personnel (de pure forme) : adopté ; amendement n° 103 de la commission (suppression de l'avant dernier alinéa de cet article) (p. 126) : adopté ;

— article 38, ainsi modifié, adopté.

Article 39 *(modalités de participation des associés aux assemblées)* : amendement n° 104 de la commission (suppression du premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 105 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 106 de la commission (règle applicable en matière de quorum et de majorité) : adopté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté.

Article 40 *(assemblées de section)* : réservé jusqu'à la fin de la discussion à la demande du Gouvernement.

Article 41 *(pouvoirs des mandataires)* : amendement n° 110 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 111 de la commission (conditions d'admission de nouveaux associés) (p. 127) : adopté après rectification ;

— article 41, ainsi modifié, adopté.

Article 42 *(rémunérations des mandataires)* : amendement n° 112 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 42, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 43 : amendement n° 113 de la commission (définition des excédents nets de gestion) : adopté.

Article 43 *(modalités de calcul et de répartition des excédents de gestion)* : amendement n° 114 de la commission (suppression du premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 115 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 116 de la commission (d'harmonisation) : adopté (p. 128) ; amendement n° 117 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 118 de la commission (même objet) : adopté ; amendement n° 119 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 43, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 43 : amendement n° 120 de la commission (règles applicables en cas de perte) ; sous-amendement n° 179 du Gouvernement (rédactionnel) ; sous-amendement adopté ; amendement n° 120, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 121 de la commission (conséquence des pertes sociales sur le compte de réserve) : adopté ; amendement n° 122 de la commission (modalités de transformation en parts sociales de tout ou partie des ristournes distribuées aux associés) : adopté (p. 129).

Article 44 *(composition et modalités de fonctionnement des unions)* : amendement n° 123 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 124 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 44, ainsi modifié, adopté.

Article 45 *(dons, legs et subventions)* : amendement n° 125 de la commission (d'harmonisation) : adopté.

— article 45, ainsi modifié, adopté.

Article 46 *(modalités de contrôle)* : amendement n° 126 de la commission (précisant que les modalités d'application du présent article seront fixées par décret en conseil d'Etat) : adopté ; amendement n° 127 de la commission (cas du non respect d'une disposition statutaire) : adopté ; amendement n° 128 de la commission (conséquence d'une décision de radiation) : adopté ; amendement n° 129 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 130) ; amendement n° 130 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 46, ainsi modifié, adopté.

Article 47 *(modalités de contrôle des prises de participation)* : amendement n° 131 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 47 est supprimé.

Article 48 *(révision des comptes)* : réservé jusqu'à la fin de la discussion à la demande du Gouvernement.

Chapitre II : *Sociétés coopératives d'intérêt maritime.*

Article 49 *(personnes associées)* : amendement n° 135 de la commission (répartition du nombre des voix dans une société coopérative maritime) : adopté ;

— article 49, ainsi modifié, adopté.

Article 50 *(statut juridique)* : amendement n° 136 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 50, ainsi modifié, adopté.

Chapitre III : *Dispositions transitoires.*

Avant l'article 51 : amendement n° 137 de la commission (complétant l'intitulé du chapitre III par les mots « et diverses ») : adopté ;

— en conséquence, l'intitulé du chapitre III est ainsi complété ; amendement n° 138 de la commission (possibilité d'union entre les sociétés coopératives maritimes et les sociétés coopératives d'intérêt maritime) (p. 131) : adopté.

Article 51 *(délai d'adaptation des statuts)* : amendement n° 139 de la commission (transformation des sociétés coopératives en sociétés coopératives d'intérêt maritime) : adopté ; amendement n° 170 de M. Gilbert Mitterrand, à titre personnel (même objet) : adopté ;

— article 51, ainsi modifié, adopté.

Article 52 *(dispositions abrogées)* : amendement n° 140 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 52, ainsi modifié, adopté.

Titre III : *Mesures relatives à la construction et au logement.*

Avant l'article 53 : amendement n° 141 de la commission (nouvel intitulé du titre III : « sociétés coopératives d'habitation à loyer modéré ») : adopté ;

— en conséquence, l'intitulé du titre III est ainsi rédigé ; amendement n° 142 de la commission (d'harmonisation) : adopté.

Article 53 *(transformation des sociétés coopératives de location attribution)* : amendement n° 143 de la commission (rédactionnel) (p. 132) : adopté ;

— article 53, ainsi modifié, adopté.

Article 54 *(protection des locataires attributaires en cas de fusion)* : adopté.

Avant l'article 55 : amendement n° 144 de la commission (insérant un intitulé avant l'article 55 : chapitre II : dispositions relatives aux sociétés coopératives de production, d'habitation à loyer modéré) : adopté (p. 133) ; champ d'application des coopératives d'habitation à loyer modéré ; transformation des coopératives de location attribution ; renforcement des garanties offertes aux coopérateurs (p. 136).

Article 55 *(extension des compétences des sociétés coopératives de production)* : amendement n° 145 de la commission (de pure forme) : adopté ; amendement n° 146 de la commission (cas des S.C.O.P. ayant construit au moins 50 logements au cours des trois dernières années) : adopté ; amendement n° 147 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 148 de la commission (de correction) : adopté ; amendement n° 149 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 137) ; amendement n° 150 de la commission (logements construits avant l'application de la présente loi) : adopté ; amendement n° 151 de la commission (fixation à 100 du seuil de logements que devront avoir construits les S.C.O.P. ne remplissant pas les conditions prévues par le présent article) : adopté ; amendement n° 152 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 153 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 154 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 175 de M. Gilbert Mitterrand (procédure dite de révision) : adopté ; amendement n° 156 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 157 de la commission (constatation de la qualité de la gestion des S.C.O.P.) : adopté ; amendement n° 158 de la commission (précisant que les S.C.O.P. doivent faire procéder à l'examen analytique et périodique de leurs comptes et de leur gestion) (p. 138) ; adopté

— article 55, ainsi modifié, adopté.

Titre IV : *Unions de coopératives.*

Article 56 *(composition des unions)* : amendement n° 159 de la commission (de pure forme) : adopté ;

— article 56, ainsi modifié, adopté.

Article 57 *(droit de vote)* : amendement n° 160 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 161 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 162 de la commission (de forme) : adopté ;

— article 57, ainsi modifié, adopté.

Titre V : *Rémunération des parts sociales des coopératives.*

Article 58 *(relèvement du taux plafond de rémunération des parts sociales)* : amendement n° 163 de la commission (suppression d'une redondance) : adopté ;

— article 58, ainsi modifié, adopté.

Article 59 *(taux plafond de rémunération des parts sociales)* : amendement n° 164 de la commission (révision annuelle du taux plafond de rémunération) (p. 139) : adopté ;

— article 59, ainsi modifié, adopté.

Titre VI : *Dispositions diverses et finales.*

Article 60 *(baux commerciaux)* : amendement n° 171 de M. Gilbert Mitterrand à titre personnel (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 165 de la commission (extension des dispositions de cet article à l'ensemble des sociétés coopératives) : adopté ;

— article 60, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 60 : amendement n° 176 de la commission des lois soutenu par M. Jean-François Hory (codification des textes législatifs et réglementaires relatifs à la coopération) ; action de pédagogie sur l'importance de l'économie sociale ; adopté.

Article 61 *(modalités d'application de la loi)* : adopté (p. 140).

Article 14 (précédemment réservé) : amendement n° 35 de la commission (possibilité pour les sociétés coopératives comprenant moins de 300 salariés de constituer des sections) : adopté ; amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (précisant le nombre de délégués des associés présents ou représentés dans les assemblées de section) ; amendement n° 180 du Gouvernement (précisant que les statuts déterminent la répartition des associés en section et fixent le nombre de délégués par section) (p. 141) ; amendement n° 37 rejeté : amendement n° 180 adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 25 (précédemment réservé) : amendement n° 65 de la commission (examen analytique et périodique des comptes) : adopté ; amendement n° 66 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 173 de M. Gilbert Mitterrand à titre personnel (d'harmonisation) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 40 (précédemment réservé) : amendement n° 107 de la commission (création de sections dans les sociétés coopératives étendant leurs activités à plusieurs départements) : adopté ; amendement n° 108 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 109 de la commission (calcul du nombre de délégués) (p. 142) ; amendement n° 181 du Gouvernement (précisant que les statuts déterminent la répartition des associés en sections et fixent le nombre de délégués par section) ; amendement n° 109 rejeté ; amendement n° 181 adopté ;

— article 40, ainsi modifié, adopté.

Article 48 (précédemment réservé) : amendement n° 132 de la commission (examen analytique et périodique des comptes) : adopté ; amendement n° 133 de la commission (procédure dite de révision) : adopté ; amendement n° 174 de M. Gilbert Mitterrand à titre personnel (précisant que les sociétés coopératives et maritimes et leurs unions doivent recourir à une personne physique ou morale spécialement agréée pour procéder à la révision de leurs comptes) : adopté ;

— article 48, ainsi modifié, adopté (p. 143).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 143).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [17 juin 1983] (p. 2793).

Coopératives maritimes (rénovation du statut des —) : *Mitterrand (Gilbert)* (p. 2793) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2794).

Economie sociale (secteurs de l'—) : *Mitterrand (Gilbert)* (p. 2794) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2794).

Immatriculation des sociétés coopératives artisanales : *Mitterrand (Gilbert)* (p. 2794) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2794).

Secteur H.L.M. (relance du secteur coopératif) : *Mitterrand (Gilbert)* (p. 2793) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2794).

Discussion des articles [17 juin 1983] (p. 2794).

Article 1er : adopté.

Article 1er bis : amendement n° 1 de la commission (immatriculation au registre du commerce et des sociétés, des sociétés coopératives artisanales) (p. 2794) : adopté ;

— article 1er bis, ainsi modifié, adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : amendement n° 2 de la commission (supprimant les mots « par les articles 1832 à 1844-17 du code civil ») : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 : amendement n° 3 de la commission (supprimant les mots « et de l'énonciation du capital social ») : adopté ; amendement n° 4 de la commission (substituant aux mots « régulièrement inscrites au répertoire prévu à cet effet » à l'article 1er bis » les mots « soumises aux dispositions du titre 1er de la présente loi ») : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 : amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2795) ; amendement n° 67 de la commission (supprimant la seconde phrase du deuxième alinéa (1°) de cet article) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (maintien de la qualité d'associé aux personnes appartenant à une entreprise en expansion mais dont l'effectif permanent reste inférieur à 50 salariés) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (fixation par les statuts des conditions d'admission ou de maintien de l'adhésion des catégories d'associés mentionnées aux 1° bis, 2° et 3°) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 : adopté.

Article 6 bis : adopté.

Article 7 : amendement n° 9 de la commission (substituant aux mots « une année » les mots « deux ans ») : adopté ; amendement n° 10 de la commission (supprimant le mot « réputée » dans la seconde phrase du troisième alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (supprimant la dernière phrase du troisième alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (p. 2796) (cas d'exclusion des associés de la société coopérative) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (détermination par les statuts des modalités d'exclusion des associés) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (droit des associés exclus ou qui se sont retirés) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : amendement n° 15 de la commission (comptabilité séparée pour les opérations effectuées avec des tiers non associés) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (délai d'un an pour régulariser la situation lorsque les opérations avec les tiers sont supérieures à 1/5e du chiffre d'affaires) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 : amendement n° 17 de la commission (montant du capital social) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 9 bis : amendement n° 18 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé (p. 2797).

Article 10 : amendement n° 19 de la commission (substituant aux mots « ou acquises » les mots « libérées où à libérer ») : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 12 : amendement n° 20 de la commission (supprimant la dernière phrase de cet article) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 : adopté.

Article 15 : adopté.

Article 16 : amendement n° 21 de la commission (substituant au mot « mandataires » le mot « membres ») (p. 2798) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 16 bis : adopté.

Avant l'article 18 A : amendement n° 22 de la commission (supprimant les mots « comptables et » dans l'intitulé du chapitre IV) : adopté.

Article 18 A : amendement n° 23 de la commission (composition des excédents nets de gestion) : adopté ;

— article 18 A, ainsi modifié, adopté.

Article 18 : amendement n° 24 de la commission (répartition des excédents nets de gestion) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (constitution d'un compte spécial indisponible) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (niveau du compte spécial indisponible) (p. 2799) ; adopté ; amendement n° 27 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (répartition des reliquats) ; comptabilités distinctes pour des activités différentes) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 18 bis : amendement n° 29 de la commission (répartition des pertes) : adopté ;

— article 18 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 19 : amendement n° 30 de la commission (imputation à un compte de réserve des résultats provenant du chiffre d'affaires effectué avec les tiers non associés) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 21 : adopté.

Article 22 : amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) (p. 2800) ; adopté ; amendement n° 32 de la commission (cas des prises de participation soumises à une autorisation administrative) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (insérant les mots « de sociétés coopératives artisanales » après les mots « d'une union ») : adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Article 25 : amendement n° 34 de la commission (substituant aux mots « d'examen » les mots « dite de révision ») : adopté ; amendement n° 72 du Gouvernement (substituant aux mots « spécialement agréée à cet effet » les mots « contractant avec l'un des organismes agréés à cet effet ») : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 : adopté.

Article 27 (p. 2801) ; amendement n° 35 de la commission (substituant aux mots « au fonds de garantie et de développement » les mots « compte spécial indisponible ») : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 28 : adopté.

Article 30 : amendement n° 36 de la commission (mise à la disposition des services du ministère chargé de l'artisanat des justifications permettant de vérifier que les sociétés coopératives artisanales fonctionnent conformément au titre 1er de la présente loi) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Article 30 bis : amendement n° 69 de M. Gilbert Mitterrand (insérant les mots « 1er bis » après les mots « l'application des articles ») : adopté ;

— article 30 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 30 ter : adopté (p. 2802).

Article 31 : amendement n° 37 de la commission (supprimant les mots « complémentaires dont la liste est fixée par arrêté » à la fin du deuxième alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 71 de M. Jean Peuziat (rédactionnel) : adopté ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Article 32 : amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 : amendement n° 39 de la commission (comptabilité séparée des opérations effectuées avec les tiers non associés) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (régularisation dans un délai d'un an du dépassement de la proportion des opérations réalisées avec les tiers non associés) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Article 34 : amendement n° 41 de la commission (supprimant les mots « par les articles 1832 à 1844-17 du code civil ») (p. 2803) : adopté ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Article 35 : amendement n° 42 de la commission (supprimant les mots « et de l'énonciation du capital social ») : adopté ;

— article 35, ainsi modifié, adopté.

Article 36 : adopté.

Article 38 : amendement n° 43 de la commission (supprimant les mots « ou acquises » à la fin du dernier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 38, ainsi modifié, adopté.

Article 38 bis : amendement n° 44 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 39 : amendement n° 45 de la commission (supprimant la dernière phrase du troisième alinéa de cet article) : adopté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté.

Article 41 (p. 2804) : amendement n° 46 de la commission (cas d'exclusion des associés de la coopérative) : adopté ; amendement n° 68 de la commission (détermination par les statuts des modalités d'exclusion des associés) : adopté ; amendement n° 47 de la commission (droit des associés en cas de retrait ou d'exclusion) : adopté ;

— article 41, ainsi modifié, adopté.

Article 42 : adopté.

Article 43 A : amendement n° 48 de la commission (composants des excédents nets de gestion) : adopté ;

— article 43 A, ainsi modifié, adopté.

Article 43 : amendement n° 49 de la commission (répartition des excédents nets de gestion) : adopté ; amendement n° 50 de la commission (constitution d'un compte spécial indisponible) : adopté (p. 2805) ; amendement n° 51 de la commission (niveau du compte spécial indisponible) : adopté ; amendement n° 52 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 53 de la commission (répartition des reliquats ; comptabilités distinctes pour des activités différentes) : adopté ;

— article 43, ainsi modifié, adopté.

Article 43 bis : amendement n° 54 de la commission (répartition des pertes) : adopté ;

— article 43 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 43 ter : amendement n° 55 de la commission (affectation à un compte de réserve de la part des résultats provenant du chiffre d'affaires effectué avec les tiers non associés) : adopté ;

— article 43 ter, ainsi modifié, adopté.

Article 43 quater : adopté.

Article 48 : amendement n° 56 de la commission (substituant aux mots « d'examen » les mots « dite de révision ») : adopté ; amendement n° 73 du Gouvernement (substitution des mots « spécialement

agréée à cet effet » par les mots « contractant avec l'un des organismes agréés à cet effet ») (p. 2806) : adopté ;

— article 48, ainsi modifié, adopté.

Articles 53 et 55 : réservés.

Article 56 supprimé par le Sénat : amendement n° 62 de la commission (possibilité de constituer des unions de coopératives) : adopté ;

— l'article 56 est ainsi rétabli.

Article 57 supprimé par le Sénat : amendement n° 63 de la commission (statut des unions de coopératives) : adopté ;

— l'article 57 est ainsi rétabli.

Après l'article 57 : amendement n° 64 de la commission (supprimant les mots « et émission de titres participatifs » dans l'intitulé du titre V) : amendement adopté.

Article 59 bis : amendement n° 65 de la commission (de suppression) (p. 2807) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 60 : adopté.

Titre : amendement n° 66 de la commission (nouvelle rédaction du titre du projet de loi : projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale) : adopté ;

— le titre du projet de loi est ainsi rédigé.

Article 53 précédemment réservé : amendement n° 57 de la commission (substituant aux mots « portant statut ou modifiant le statut de certaines sociétés coopératives et de leurs unions » les mots « relative au développement de certaines activités d'économie sociale) : adopté ;

— article 53, ainsi modifié, adopté.

Article 55 précédemment réservé (p. 2808) ; amendement n° 58 de la commission (substituant aux mots « portant statut ou modifiant le statut de certaines sociétés coopératives et de leurs unions » les mots « relative au développement de certaines activités d'économie sociale ») : adopté ; amendement n° 59 de la commission (octroi de l'autorisation d'élargissement des compétences des sociétés coopératives de production d'H.L.M., lié à la construction de cent logements pendant les trois années précédant la demande d'autorisation) : adopté ; amendement n° 70 de M. Gilbert Mitterrand (garantie de financement) : adopté ; amendement n° 60 de la commission (complètant le septième alinéa du texte proposé pour l'article L. 422-3-1 du code de la construction par les mots « au cours des deux premières années d'exercice des nouvelles compétences ») : rejeté (p. 2809) ; amendement n° 61 de la commission (insérant les mots « sous le nom de révision » après le mot « périodiquement » dans l'avant dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 422-3-1 du code de la construction) : adopté ; amendement n° 74 du Gouvernement (substituant aux mots « spécialement agréée à cet effet » les mots « contractant avec l'un des organismes agréés à cet effet » à la fin de l'avant dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 422-3-1 du code de la construction) : adopté ;

— article 55, ainsi modifié, adopté (p. 2810).

Explications de vote (p. 2810).

Réussite du lancement de la fusée Ariane : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2810).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2810).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [6 juillet 1983] (p. 3613).

Problème de la « révision coopérative » : *Lalumière (Catherine)* (p. 3614).

Succès de la commission mixte paritaire : *Mitterrand (Gilbert)* (p. 3614) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 3614).

Texte de la commission mixte paritaire : (p. 3614-3615-3616-3617-3618).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3618).

Voir *Entreprises* **15.**

Lois de finances 7 (première partie), article 9.

ECOUTES TELEPHONIQUES

Voir *Libertés publiques* **5.**

ECRIVAINS

Voir *Lois de finances* 7 (première partie), article 2.

EDITION, IMPRIMERIE ET PRESSE

5. — Proposition de résolution n° 1727 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **actions et les pressions d'origine syndicale menaçant la liberté de la presse,** ainsi que les conditions dans lesquelles s'exercent les dispositions légales interdisant la **discrimination syndicale et le monopole d'embauche dans le secteur du livre.** — Dépôt à l'Assemblée nationale le 3 octobre 1983, par M. Alain Madelin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (20 octobre 1983). — Rapport n° **1776** (3 novembre 1983).

6. — Proposition de loi n° 1745 portant modification de la loi n° 77-1421 du 27 décembre 1977 sur la **presse politique.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 octobre 1983 par M. Georges Mesmin. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

7. — Proposition de loi n° 1748 tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 77-1421 du 27 décembre 1977, relative au **régime fiscal de certaines publications périodiques.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 octobre 1983 par M. Pierre Bas. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

8. — Projet de loi n° 1832 visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des **entreprises de presse.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 24 novembre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Demandes de constitution d'une commission spéciale présentées par M. le Président du groupe U.D.F. et par M. le Président du groupe R.P.R. Opposition de M. le Président du groupe socialiste. Décision de l'Assemblée : rejet (1er décembre 1983) ; le projet demeure renvoyé à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Jean-Jack Queyranne (1er décembre 1983). — Rapport n° **1885** (14 décembre 1983). — Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du plan (28 novembre 1983). — Rapporteur pour avis : M. Paul Mercieca (1er décembre 1983). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (30 novembre 1983). Rapporteur pour avis : M. Jean-Pierre Michel (1er décembre 1983). — Discussion les 1er, 15, 16, 17 décembre 1983.

Demande de constitution d'une commission spéciale : Discussion générale [1er décembre 1983] (p. 5907).

Absence de concertation ayant précédé l'élaboration du projet de loi sur la presse : *Madelin (Alain)* (p. 5908).

Article 43 de la Constitution relatif aux commissions : *Madelin (Alain)* (p. 5908) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 5909) ; *Forni (Raymond)* (p. 5910).

Audiovisuel et loi Fillioud : *Vivien (Robert-André)* (p. 5909) ; *Madelin (Alain)* (p. 5909) ; *Forni (Raymond)* (p. 5910).

Compétence de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : *Labarrère (André)* (p. 5907) ; *Evin (Claude)* (p. 5907) ; *Forni (Raymond)* (p. 5910).

Liberté de la presse : *Madelin (Alain)* (p. 5908) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 5908) ; *Forni (Raymond)* (p. 5910-5911).

Demandes de constitution d'une commission spéciale : rejetées au scrutin public (p. 5911).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [15 décembre 1983] (p. 6535) ; [16 décembre 1983] (p. 6580) ; [17 décembre 1983] (p. 6626).

Exception d'irrecevabilité : *soulevée par M. Madelin (Alain)* (p. 6588 à 6597) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6593, 6603, 6604) ; *Fillioud (Georges)* (p. 6591, 6604, 6605) ; *Sapin (Michel)* (p. 6598, 6599,

6600, 6601, 6602) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 6600, 6602) ; rejetée (p. 6605).

Question préalable : *soulevée par M. Toubon (Jacques)* (p. 6605) ; *Chirac (Jacques)* (p. 6605, 6608) ; *Fillioud (Georges)* (p. 6609 à 6613) ; *Odru (Louis)* (p. 6614 à 6616) ; rejetée (p. 6619).

Actions (caractère nominatif) : *Fillioud (Georges)* (p. 6549, 6552) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6583).

A.F.P. : *Brunhes (Jacques)* (p. 6635).

Agence Havas : *Chirac (Jacques)* (p. 6606) ; *d'Aubert (François)* (p. 6630, 6631).

Aides à la presse : *Fillioud (Georges)* (p. 6550, 6553) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6580, 6581) *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6604) ; *Chirac (Jacques)* (p. 6608) ; *Odru (Louis)* (p. 6615) ; *Estier (Claude)* (p. 6627) ; *Brunhes (Jacques)* ; (p. 6634) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 6643) ; *Loncle (François)* (p. 6645).

Application de la loi dans le temps : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6585) ;

Argent et presse : *Fillioud (Georges)* (p. 6547, 6549) ; *Odru (Louis)* (p. 6614).

Auditions (en commission) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6583) ; *Lauriol (Marc)* (p. 6587) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 6587).

Autorisation préalable : *Madelin (Alain)* (p. 6597) ; *Sapin (Michel)* (p. 6599) ; *Aubert (François d')* (p. 6631) ; *Péricard (Michel)* (p. 6644).

Champ d'application de la Loi : *Madelin (Alain)* (p. 6642) ; *Aubert (François d')* (p. 6645) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6680) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6683) ; *Odru (Louis)* (p. 6615) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6633) ; *Toubon (Jacques)* (p. 6636-6641).

Clause de conscience : *Péricard (Michel)* (p. 6645).

Commission pour avis : *Toubon (Jacques)* (p. 6536) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 6537) ; *Millon (Charles)* (p. 6538) ; *Lauriol (Marc)* (p. 6540) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6581) ; *Lauriol (Marc)* (p. 6582).

Commission pour la transparence et le pluralisme dans la presse : *Fillioud (Georges)* (p. 6551, 6552) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6557, 6558) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6584, 6585, 6591, 6612, 6613) ; *Madelin (Alain)* (p. 6589, 6590) ; *Chirac (Jacques)* (p. 6606, 6607) ; *Odru (Louis)* (p. 6615) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6633) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 6642).

Concentration des titres : *Fillioud (Georges)* (p. 6551) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6555, 6556) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6580) ; *Madelin (Alain)* (p. 6592, 6594) ; *Estier (Claude)* (p. 6626) ; *Toubon (Jacques)* (p. 6626, 6635) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6632) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 6639).

Concentration des titres (instauration de seuils) : *Fillioud (Georges)* (p. 6552) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6557) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6584) ; *Toubon (Jacques)* (p. 6536, 6637) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 6642).

Droit à la parole : *Toubon (Jacques)* (p. 6545) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6546) ; *Mermaz (Louis)* (p. 6546) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 6602, 6613).

Contrôle (notion de —) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6557) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6583) ; *d'Aubert (François)* (p. 6631).

Egalité devant la loi : *Sapin (Michel)* (p. 6600) ; *Chirac (Jacques)* (p. 6607).

Equipe rédactionnelle (obligations d'une —) : *Fillioud (Georges)* (p. 6551, 6552) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6557).

Groupement (notion de —) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6583) ; *Madelin (Alain)* (p. 6590) ; *Toubon (Jacques)* (p. 6635).

Liberté de la presse (définition) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6583) ; *Madelin (Alain)* (p. 6597) ; *Sapin (Michel)* (p. 6599).

Loi du 19 juillet 1977 : *Madelin (Alain)* (p. 6596) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6604).

Loi du 29 juillet 1881 : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6582) ; *Sapin (Michel)* (p. 6600).

Loi d'exception (groupe Hersant) : *Madelin (Alain)* (p. 6589, 6592, 6594) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6593) ; *Chirac (Jacques)* (p. 6606) ; *d'Aubert (François)* (p. 6631).

Monopole d'Etat sur l'audiovisuel : *Fillioud (Georges)* (p. 6610) ; *Estier (Claude)* (p. 6627) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 6639, 6640).

Opposition (attitude de blocage) : *Evin (Claude)* (p. 6541) ; *Fillioud (Georges)* (p. 6548) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6554) ; *Péricard (Michel)* (p. 6644).

Ordonnance de 1944 : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6554, 6555) ; *Baumel (Jacques)* (p. 6559) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6582, 6583) ; *Estier (Claude)* (p. 6629).

Ordre du jour : *Labarrère (André)* (p. 6540, 6541, 6542, 6647, 6648) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6543, 6544) ; *Toubon (Jacques)* (p. 6647).

Pays étrangers (situation de la presse dans les —) : *Fillioud (Georges)* (p. 6550) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6556) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6646) ;

Pénalités : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 6586).

Poursuites pénales : *Odru (Louis)* (p. 6614) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6634).

Principe de libre entreprise : *Sapin (Michel)* (p. 6601).

Radios libres : *Estier (Claude)* (p. 6628).

Rappels au règlement : *Madelin (Alain)* (p. 6535, 6542, 6546, 6647) ; *Mermaz (Louis)* (p. 6535, 6538) ; *Toubon (Jacques)* (p. 6536, 6539, 6545, 6546, 6558, 6641, 6647) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6536, 6546) ; *d'Aubert (François)* (p. 6537, 6641) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 6537, 6538) ; *Millon (Charles)* (p. 6538) ; *Clément (Pascal)* (p. 6538, 6559) ; *Caro (Jean-Marie)* (p.6539) ; *Lauriol (Marc)* (p. 6539, 6540, 6587) ; *Labarrère (André)* (p. 6540, 6541, 6648) ; *Baumel (Jacques)* (p. 6559) ; *Suchod (Michel)* (p. 6559) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 6587, 6641) ; *Labbé (Claude)* (p. 6616).

Rapport des commissions (procédure et définition) : *Madelin (Alain)* (p. 6535) ; *Toubon (Jacques)* (p. 6536, 6539, 6546, 6558) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6536) ; *d'Aubert (François)* (p. 6537) ; *Clément (Pascal)* (p. 6538) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 6539) ; *Lauriol (Marc)* (p. 6539) ; *Mermaz (Louis)* (p. 6541, 6545) ; *Péricard (Michel)* (p. 6544) ; *Clément (Pascal)* (p. 6559).

Rapport Vedel : *Fillioud (Georges)* (p. 6591) ; *Madelin (Alain)* (p. 6591) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6593) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 6641, 6642).

Ressources publicitaires : *Mercieca (Paul)* (p. 6581) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 6634) ; *Toubon (Jacques)* (p. 6636) ;

T.V.A. sur la presse : *Mercieca (Paul)* (p. 6581).

Voir *Presse.*

Aides à la presse.

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**
Motions de censure **11.**

Avenir de France-Soir.

Voir *Questions au Gouvernement* **505.**

Budget de publicité affecté par les entreprises nationales de transport à la presse.

Voir *Questions au Gouvernement* **600.**

Commission pour la transparence et le pluralisme dans la presse.

Voir *Edition imprimerie et presse* **8.**
Motions de censure **11.**

Concentration des titres.

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**

Liberté de la presse.

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**
Lois de finances **7** (deuxième partie), Communication.

Notion de groupement.

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**

Ordonnance du 26 août 1944.

Voir *Edition imprimerie et presse* **8.**
Motions de censure **11.**

Problème de la suppression de l'article 39 bis du code des impôts relatif à la presse.

Voir *questions au Gouvernement* **556.**

Recettes de publicité dans la presse.

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**
Lois de finances **7** (deuxième partie), communication.

Réforme de la législation sur la presse.

Voir *Questions au Gouvernement* **708.**

Réforme de la législation sur la presse (déclaration de M. Georges Fillioud).

Voir *Questions au Gouvernement* **770.**

Régime de l'autorisation préalable.

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**

Régime fiscal de la presse périodique.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), communication.
Questions orales sans débat **477.**

Situation de la presse à l'étranger.

Voir *Edition imprimerie et presse* **8.**
Motions de censure **11.**

Statut de la presse.

Voir *Questions au Gouvernement* **745.**

EDUCATION NATIONALE

Voir *Enseignement.*

EDUCATION SURVEILLEE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Justice.
Questions orales sans débat **415.**

EFFETS DE COMMERCE

Voir *Commerce et artisanat* **8.**

EGALITE PROFESSIONNELLE

Voir *Traités et conventions* **76, 78.**
Travail **12.**

ELECTIONS A LA SECURITE SOCIALE

Voir *Questions au Gouvernement* **674, 678, 684.**

ELECTIONS CANTONALES

— à Cayenne.

Voir *Questions au Gouvernement* **705.**

ELECTIONS ET REFERENDUMS

20. — Proposition de loi constitutionnelle n° 1317 tendant à modifier **l'article 11 de la Constitution,** en vue d'étendre la possibilité de recours à la **procédure du référendum.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Claude Wolf (28 avril 1983).

21. — Proposition de loi n° 1494 tendant à modifier l'article L. 11 du code électoral relatif à **l'inscription sur les listes électorales.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 11 mai 1983 par M. Gilbert Gantier. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

22. — Proposition de loi n° 1549 tendant à assurer le remboursement des **dépenses de propagande électorale** dans les communes de 2 500 à 9 000 habitants. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 juin 1983 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République . — Rapporteur : M. Claude Wolff (6 octobre 1983).

23. — Projet de loi n° 1576 relatif aux dispositions particulières à **l'élection des sénateurs des départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion.** — *Sénat* (première lecture), n° **341** (1982-1983), dépôt le 25 mai 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Pillet. — Rapport n° **353** (1982-1983) (1er juin 1983). — Discussion le 9 juin 1983. — Adoption le 9 juin 1983. — Projet de loi n° **130** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1576,** dépôt le 10 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Amédée Renault (16 juin 1983). — Rapport n° **1584** (16 juin 1983). — Discussion le 22 juin 1983. — Adoption le 22 juin 1983. — Projet de loi n° **401.**

Loi n° 83-549 du 30 juin 1983, publiée au *J.O.* du 1er juillet 1983 (p. 1995).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [22 juin 1983] (p. 2990).

Conseillers régionaux : *Debré (Michel)* (p. 2992) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2992).

Corse : *Renault (Amédée)* (p. 2990) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2991) ; *Debré (Michel)* (p. 2991).

Mandats (limite aux cumuls des —) : *Renault (Amédée)* (p. 2991) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2991).

Représentation proportionnelle : *Debré (Michel)* (p. 2991-2992).

Réunion : *Renault (Amédée)* (p. 2990).

Discussion de l'article unique [22 juin 1983] (p. 2992).

Article unique *(détermination du collège électoral)* : amendement n° 1 de la commission (suppression du 4e alinéa de cet article) (p. 2992) ; article L. 282 du code électoral ; rejeté ; amendement n° 2 de la commission (suppression des mots, « dans un même collège », dans l'avant-dernier alinéa de cet article) ; problème de la pluralité des mandats ; retiré ; amendement n° 3 de la commission (suppression des mêmes mots dans le dernier alinéa de cet article) : retiré.

Explications de vote.

Corse : *Esdras (Marcel)* (p. 2993).

Scrutin majoritaire à Saint-Pierre-et-Miquelon : *Pen (Albert)* (p. 2993).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Esdras (Marcel)* (p. 2993).

Article unique : adopté (p. 2993).

24. — Proposition de loi n° 1586 tendant à réprimer la **falsification des procès-verbaux** des opérations électorales. — *Sénat* (première lecture), n° **203** (1982-1983), dépôt le 2 avril 1983 par M. Pierre Salvi et n° **283** (1982-1983), dépôt le 29 avril 1983 par M. Jean Colin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Salvi. — Rapport n° **380** (1982-1983) (8 juin 1983). — Discussion le 15 juin 1983. — Adoption le 15 juin 1983. — Proposition de loi n° **140** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1586,** dépôt le 16 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Poperen (1er juillet 1983).

25. — Proposition de loi n° 1606 tendant à compléter l'article L 30 du code électoral, relatif à **l'inscription sur les listes électorales** en dehors des périodes de révision. — *Sénat* (première lecture), n° **221** (1982-1983), dépôt le 8 avril 1983 par M. Henri Belcour et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. François Collet. — Rapport n° **395** (1982-1983) (15 juin 1983). — Discussion le 21 juin 1983. — Adoption le 21 juin 1983. — Proposition de loi n° **148** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1606,** dépôt le 21 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard (7 juillet 1983).

26. — Proposition de loi n° 1629 tendant à prévenir la **fraude électorale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 23 juin 1983 par M. François d'Aubert. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Claude Wolff (6 octobre 1983).

27. — **Proposition de loi n° 1744** relative à la date et aux modalités de l'élection des **conseils régionaux.** — *Assemblée nationale* (première lecture, dépôt le 13 octobre 1983 par M. Adrien Zeller. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

28. — **Proposition de loi constitutionnelle n° 1835** tendant à modifier et à compléter les dispositions de l'**article 11 de la Constitution.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 25 novembre 1983 par M. Jean Foyer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

29. — **Proposition de loi n° 1856** tendant à modifier l'article L. 280 du code électoral relatif à la **composition du collège électoral pour l'élection des sénateurs** des départements. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er décembre 1983 par M. Henri Bayard. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Foyer (14 décembre 1983).

30. — **Proposition de loi n° 1860** permettant aux délégués des conseils municipaux de voter par procuration lors des **élections sénatoriales.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er décembre 1983 par M. Xavier Hunault. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

31. — **Proposition de loi n° 1864** tendant à l'institution de suppléants pour les **élections au conseil général.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er décembre 1983 par M. Claude Wolff. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Communes* **12.**
Ordre public **6.**

Fraudes électorales.

Voir *Motions de censure* **10.**
Questions au Gouvernement **628.**

Fraudes électorales lors des élections municipales.

Voir *Questions au Gouvernement* **525.**

Non exécution des décisions d'un tribunal administratif en matière de fraude électorale.

Voir *Questions au Gouvernement* **619.**

ELECTIONS MUNICIPALES

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**
Lois de finances **7**, discussion générale.
Motions de censure **10.**

Annulation d' —

Voir *Questions au Gouvernement* **617, 619, 628, 677.**

Fraude électorale.

Voir *Questions au Gouvernement* **525.**

Manifestations lors d' —

Voir *Questions au Gouvernement* **675.**

ELECTIONS REGIONALES

Cumul des mandats.

Voir *Questions orales sans débat* **350.**

ELECTIONS SENATORIALES

Voir *Elections et referendum* **30.**

ELECTRICITE ET GAZ

Retenue hydroélectrique sur le Buëch.

Voir *Questions orales sans débat* **554.**

ELECTRICITE DE FRANCE ET GAZ DE FRANCE (E.D.F.-G.D.F.)

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Industrie et recherche. Energie.

Campagne publicitaire de G.D.F.

Voir *Questions orales sans débat* **490.**

Commande d'un facturateur par E.D.F.

Voir *Questions orales sans débat* **344.**

Production d'électricité nucléaire dans l'Ouest.

Voir *Questions orales sans débat* **508.**

ELECTRONIQUE (industrie)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**
Plan **4.**

Filière —

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**
Lois de finances **7**, discussion générale.

ELEVAGE

— des vaches de race normande.

Voir *Questions orales sans débat* **429.**

— en Bretagne.

Voir *Questions au Gouvernement* **524.**

ELF-ERAP

Voir *Questions au Gouvernement* **810.**

ELOGES FUNEBRES

I. — Députés.

Hommage à la mémoire d'**Emile Bizet**, député de la Manche, 2e circonscription, décédé le 8 février 1983 — M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre le 13 avril 1983 [13 avril 1983] (p. 240) — M. Pierre Mauroy, Premier ministre, y associe le Gouvernement (p. 241).

Hommage à la mémoire de **Pierre Sauvaigo**, député des Alpes-Maritimes, 6e circonscription, décédé le 28 février 1983 — M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre le 13 avril 1983 [13 avril 1983] (p. 241) — M. Pierre Mauroy, Premier ministre, y associe le Gouvernement (p. 241).

Hommage à la mémoire de **Maurice Cornette**, député du Nord, 12e circonscription, décédé le 15 novembre 1983 — M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre le 23 novembre 1983 [23 novembre 1983] (p. 5616) — M. Pierre Mauroy, Premier ministre, y associe le Gouvernement (p. 5616).

II. — Anciens députés.

Hommage à la mémoire d'**Achille Peretti**, ancien président de l'Assemblée nationale, membre du Conseil constitutionnel ; M. Guy Ducoloné, vice-président de l'Assemblée nationale [15 avril 1983] (p. 328). M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale [27 avril 1983] (p. 646) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre, y associe le Gouvernement (p. 646).

ELUS LOCAUX

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

EMPLOI ET ACTIVITE

4. — **Proposition de résolution n° 1378** tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les modifications décidées depuis mai 1981 dans le **mode de calcul du nombre des chômeurs en France** et des corrections nécessaires à y apporter pour l'information impartiale des Français dans ce domaine, dépôt à l'Assemblée nationale le 2 avril 1983, par MM. Georges Mesmin et Francis Geng. — Rapporteur : M. Alain Hautecœur (7 avril 1983) remplacé par M. François Massot (14 avril 1983). — Rapport n° **1476** (5 mai 1983).

Voir *Plan* **4, 5.**

Mesures pour l'emploi des jeunes.

Voir *Questions orales sans débat* **450.**

Situation dans la Somme.

Voir *Questions orales sans débat* **494.**

EMPLOIS RESERVES

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **11.**

— aux handicapés.

Voir *Questions au Gouvernement* **799.**

EMPRUNTS

Voir *Lois de finances* 7 (première partie), après l'article 10.
Plan **4.**

Giscard 1973.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**
Lois de finances 7, discussion générale ; (première partie), article 2, après l'article 10, article 13.
Questions orales sans débat **493.**

— obligatoire.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**

ENERGIE

Voir *Plan* **4, 5.**

Indépendance énergétique de la France.

Voir *Questions orales sans débat* **414.**

Politique énergétique.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), industrie et recherche. Energie.

ENERGIE NUCLEAIRE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**
Lois de finances 7 (deuxième partie), Industrie et recherche. Energie.

ENERGIES NOUVELLES

Gazéification du bois.

Voir *Questions orales sans débat* **530.**

ENFANTS

7. — Proposition de loi n° 1114 tendant à instituer une **participation patronale à la construction et au fonctionnement des crèches.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : Mme Muguette Jacquaint (17 novembre 1983).

8. — Proposition de loi n° 1934 relative à la **protection des enfants.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1983 par M. Pierre Bas. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Frais de garde des jeunes —

Voir *Lois de finances* 7, discussion générale ; (première partie), article 5.

ENQUETES D'UTILITE PUBLIQUE

Voir *Environnement* **4.**
Lois de finances 7 (deuxième partie), Environnement et qualité de la vie.

ENSEIGNANTS

Voir *Instituteurs, institutrices.*
Lois de finances 7 (deuxième partie), éducation nationale.

ENSEIGNEMENT

2. — Proposition de résolution n° 1760 tendant à la **création d'une commission d'enquête** chargée de procéder à l'établissement des coûts respectifs entraînés pour les collectivités publiques, par la scolarisation des élèves dans les établissements d'enseignement publics et dans les établissements d'enseignement privés. — Dépôt à l'Assemblée nationale le 20 octobre 1983, par Mme Hélène Missoffe et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (10 novembre 1983). — Rapport n° **1760** (16 novembre 1983).

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), éducation nationale.
Plan **5.**

Education musicale et artistique.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), éducation nationale.

Education physique et sportive.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), éducation nationale.

Liberté de l'—

Voir *Questions au Gouvernement* **702.**

Personnels non enseignants de l'—

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), éducation nationale.

Rentrée scolaire.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), éducation nationale.
Questions au Gouvernement **499, 617 bis, 667.**

Situation scolaire en Seine-et-Marne.

Voir *Questions orales sans débat* **553.**

Zones prioritaires.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), éducation nationale.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE

— public.

Voir *Questions au Gouvernement* **573.**

Financement de l'— public.

Voir *Questions orales sans débat* **402.**

ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

Voir *Questions au Gouvernement* **822.**

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET ELEMENTAIRE

2. — Proposition de loi n° 1348 tendant à répartir entre les communes d'origine des élèves les **frais de fonctionnement des écoles primaires et maternelles** de l'enseignement public et de l'enseignement privé. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Pierre-Charles Krieg (21 avril 1983).

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), éducation nationale.

ENSEIGNEMENT PRIVE

3. — Proposition de loi n° 1253 tendant à élargir les conditions d'application de l'article 4 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 aux **personnels enseignants dans des établissements d'enseignement privé.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : Mme Hélène Missoffe (19 mai 1983).

4. — Proposition de loi n° 1361 tendant à préciser les modalités de **financement des établissements privés sous contrat d'association.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Etienne Pinte (17 novembre 1983).

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* **5.**
Lois de finances 7 (deuxième partie), éducation nationale.
Motions de censure **10.**
Questions au Gouvernement **812.**

Liberté de l'—

Voir *Questions au Gouvernement* **659, 664.**

Titularisation des maîtres de l'—

Voir *Questions au Gouvernement* **823.**

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**
Lois de finances 7 (deuxième partie), éducation nationale.

— dans les départements d'outre-mer.

Voir *Questions orales sans débat* **462.**

Fuites au baccalauréat.

Voir *Questions au Gouvernement* **626.**

Réforme des collèges.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET POST-BACCALAUREAT

5. — Projet de loi n° 1400 sur l'**enseignement supérieur.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 6 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Alain Savary, Ministre de l'éducation nationale. — Urgence déclarée le 24 mai 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean-Claude Cassaing (11 avril 1983). — Rapport n° **1509** (18 mai 1983). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur pour avis : M. Philippe Bassinet (14 avril 1983). — Discussion les 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai, 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9 et 10 juin 1983. — Adoption le 10 juin 1983. — Projet de loi n° **374.**

Sénat (première lecture), n° **384** (1982-1983), dépôt le 14 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Paul Séramy. — Rapport n° **19** (1983-1984) (13 octobre 1983). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur pour avis : M. Jacques Descours-Desacres. — Avis n° **30** (1983-1984) (20 octobre 1983). — Discussion les 26, 27 octobre, 8, 9, 15 novembre 1983. — Adoption le 15 novembre 1983. — Projet de loi n° **22** (1983-1984).

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 18 novembre 1983] (p. 3371).

Bureau [*J.O.* du 2 décembre 1983] (p. 3488).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Claude Cassaing. — Rapport n° **1847** (1er décembre 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Paul Séramy. — Rapport n° **86** (1983-1984) (1er décembre 1983). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1800**, dépôt le 15 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean-Claude Cassaing. — Rapport n° **1866** (6 décembre 1983). — Discussion les 5, 9 et 10 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 10 décembre 1983. — Projet de loi n° **493.**

Sénat (deuxième lecture), n° **125** (1983-1984), dépôt le 13 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Paul Séramy. — Rapport n° **129** (1983-1984) (14 décembre 1983). — Discussion le 15 décembre 1983. — Rejet le 15 décembre 1983. — Projet de loi n° **41** (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1896**, dépôt le 16 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean-Claude Cassaing. — Rapport n° **1915** (20 décembre 1983). — Discussion le 20 décembre 1983. — Adoption définitive le 20 décembre 1983. — Projet de loi n° **514.**

Saisine du Conseil Constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 20 janvier 1984 (*J.O.* du 21 janvier 1984) (p. 365). — Déclarés non conformes : le 2° alinéa de l'article 29, le 2° alinéa de l'article 39, le 1er alinéa de l'article 68, le membre de phrase de l'avant-dernier alinéa de l'article 68 ainsi conçu « apportés par voie de décret en Conseil d'Etat » et l'article 70.

Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 publiée au *J.O.* du 27 janvier 1984 (p. 431).

Tableau de concordance entre les articles du projet de loi n° 1400 et ceux de la loi n° 84-52

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi.
Projet de loi.	Additionnels.				
		TITRE PREMIER **LE SERVICE PUBLIC DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**			
1		Définition et objectifs du service public de l'enseignement supérieur	Première lecture : 25 mai 1983 26 mai 1983 Deuxième lecture : 9 décembre 1983	 1443, 1452 1476 6275	1
	1 bis AN	Objectifs du service public de l'enseignement supérieur	Deuxième lecture : 9 décembre 1983	6278	2
	1 ter AN	Caractéristiques du service public de l'enseignement supérieur	Deuxième lecture : 9 décembre 1983	6280	3
2		Missions du service public	Première lecture : 26 mai 1983 Deuxième lecture : 9 décembre 1983	1495, 1508 6282	4
3		Mission de formation culturelle, scientifique et professionnelle	Première lecture : 26 mai 1983 27 mai 1983 Deuxième lecture : 9 décembre 1983	 1513 1554 6282	5
4		Mission de recherche	Première lecture : 27 mai 1983 Deuxième lecture : 9 décembre 1983	1566, 1582 6286	6
5		Mission de diffusion de la culture et d'information scientifique et technique	Première lecture: 27 mai 1983 Deuxième lecture : 9 décembre 1983	1584 6288	7

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi.
6		Mission de coopération internationale	Première lecture : 27 mai 1983 Deuxième lecture : 9 décembre 1983	1592 6288	8
7		Cohésion du service public de l'enseignement supérieur	Première lecture : 27 mai 1983 28 mai 1983 Deuxième lecture : 9 décembre 1983	1599 1610 6290	9
8		Institution d'une commission interministérielle de prospective et d'orientation des formations supérieures	Première lecture : 28 mai 1983 Deuxième lecture : 9 décembre 1983	1622, 1635 6290	10
9		Extension possible des dispositions de la présente loi à des établissements relevant de l'autorité ou du contrôle d'autres ministres	Première lecture : 28 mai 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1641 6296	11
		TITRE II **LES PRINCIPES APPLICABLES AUX FORMATIONS SUPÉRIEURES RELEVANT DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE**	Première lecture : 28 mai 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1647 6297	
10		Champ d'application du titre II	Première lecture : 28 mai 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1647 6298	12
11		Cycles universitaires	Première lecture : 28 mai 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1651 6300	13
12		Le premier cycle	Première lecture : 28 mai 1983 29 mai 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1655, 1663 1690, 1704 6301	14
13		Le deuxième cycle	Première lecture : 29 mai 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1715, 1730 6305	15
14		Le troisième cycle	Première lecture : 29 mai 1983 30 mai 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1740 1752 6307	16
15		Délivrance des diplômes nationaux	Première lecture : 30 mai 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1758, 1771 6312	17
16		Formation des maîtres de l'éducation nationale	Première lecture : 30 mai 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1781 6315	18
17		Carte des formations supérieures et de la recherche	Première lecture : 30 mai 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1791, 1800 6315	19
		TITRE III **LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTÈRE SCIENTIFIQUE, CULTUREL ET PROFESSIONNEL**	Première lecture : 30 mai 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1807 6322	
18		Définition des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	Première lecture : 30 mai 1983 31 mai 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1807 1820, 1834 6322	20

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi.
19		Création des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	Première lecture : 31 mai 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1845, 1864 6324	21
20		Elaboration des statuts des établissements	Première lecture : 1er juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1909 6325	22
21		Le recteur d'académie, chancelier des universités	Première lecture : 1er juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1921, 1924 6326	23
		CHAPITRE I			
		LES DIVERS TYPES D'ÉTABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTÈRE SCIENTIFIQUES, CULTUREL ET PROFESSIONNEL	Première lecture : 1er juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1929 6327	
22		Les différents types d'établissements: organisation et fonctionnement	Première lecture : 15 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1929 6327	24
		Section I. — Les universités	Première lecture : 1er juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1935 6327	
23		Structures internes des universités	Première lecture : 1er juin 1983 2 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1935 1942 6327	25
24		Administration des universités	Première lecture : 2 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1949 6328	26
25		Election et fonctions du président	Première lecture : 2 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1952 6329	27
26 supprimé		Composition du conseil d'administration	Première lecture : 2 juin 1983	1974	—
27		Attributions du conseil d'administration	Première lecture : 2 juin 1983 3 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	1977 2007 6332	28
	27 bis AN	Pouvoir disciplinaire à l'égard des enseignants-chercheurs et des usagers	Première lecture : 3 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2015 6335	29
28		Attributions du conseil scientifique	Première lecture : 3 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2018 6336	30
29		Attributions du conseil des études et de la vie universitaire	Première lecture : 3 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2027, 2036 6342	31
30		Les unités de formation et de recherche	Première lecture : 3 juin 1983 4 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2039 2060, 2084 6343	32
31		Administration des instituts et écoles faisant partie des universités	Première lecture : 4 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2086 6346	33

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi.
		Section II . — Les instituts et les écoles extérieurs aux universités	Première lecture : 4 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2100 6349	
32		Administration des instituts et écoles extérieurs aux universités	Première lecture : 4 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2100 6349	34
33		Composition et attributions du conseil d'administration des instituts et écoles extérieurs aux universités	Première lecture : 4 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2105, 2112 6349	35
34		Nomination du directeur	Première lecture : 4 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2122 6350	36
		Section III . — Les écoles normales supérieures, les grands établissements et les écoles françaises à l'étranger	Première lecture : 6 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2132 6350	
35		Organisation et fonctionnement de ces établissements	Première lecture : 6 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2132 6350	37
		CHAPITRE II			
		DISPOSITIONS COMMUNES	Première lecture : 6 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2138 6351	
		Section I . — **Dispositions relatives à la composition des conseils**			
36		Modalités d'élection des membres des conseils	Première lecture : 6 juin 1983 Deuxième lecture : 10 juin 1983	2138, 2146 6351	38
37		Les collèges électoraux	Première lecture : 6 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2152 6354	39
38		Répartition des sièges des personnalités extérieures et modalités de leur désignation	Première lecture : 6 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2164, 2178 6357	40
		Section II. — Régime financier	Première lecture : 6 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2187 6358	
39		Les ressources des établissements	Première lecture : 6 juin 1983 7 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2187 2196 6358	41
40		Le budget des établissements	Première lecture : 7 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2214 6358	42
		Section III. — Les relations extérieures des établissements	Première lecture : 7 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2223 6359	
41		Conventions entre établissements publics et privés	Première lecture : 7 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2223, 2229 6359	43

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi.
42		Création de services communs à plusieurs établissements	Première lecture : 7 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2238 6359	44
43		Constitution de groupements d'intérêt public	Première lecture : 7 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2240 6359	45
		Section IV. — Contrôle administratif et financier	Première lecture : 7 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2242 6359	
44		Exécution des décisions des présidents	Première lecture : 7 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2242 6359	46
45		Tutelle en cas de carence des organes statutaires	Première lecture : 8 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2260 6360	47
46		Contrôle administratif et financier des établissements	Première lecture : 8 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2262 6360	48
		TITRE IV **LES USAGERS ET LES PERSONNELS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTÈRE SCIENTIFIQUE, CULTUREL ET SCIENTIFIQUE**	Première lecture : 8 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2267 6360	
47		La communauté universitaire	Première lecture : 8 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2267 6361	49
		CHAPITRE I LES USAGERS	Première lecture : 8 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2271 6361	
48		Définition des usagers ; respect de la liberté d'information et d'expression	Première lecture : 8 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2271, 2290 6361	50
49		Aide sociale aux étudiants	Première lecture : 8 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2295, 2308 6361	51
50 supprimé		Pouvoir disciplinaire à l'égard des usagers	Première lecture : 8 juin 1983	2310	—
		CHAPITRE II LES PERSONNELS	Première lecture : 8 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2311 6362	
	51A A.N	Droits des personnels	Première lecture : 8 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2311 6362	52
51		Recrutement des personnels	Première lecture : 8 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2313 6362	53

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi.
		Section I. — Les enseignants — chercheurs, les enseignants et les chercheurs	Première lecture : 8 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2320 6362	
52		Personnels dispensant l'enseignement en formation initiale et continue....	Première lecture : 8 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2320 6362	54
53		Fonctions et obligations des enseignants — chercheurs	Première lecture : 8 juin 1983 9 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2326 2331 6363	55
54		Carrière des enseignants — chercheurs	Première lecture : 9 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2337 6364	56
55 supprimé		Pouvoir disciplinaire à l'égard des enseignants — chercheurs	Première lecture : 9 juin 1983	2348	—
56		Indépendance et liberté d'expression des enseignants — chercheurs, des enseignants et des chercheurs	Première lecture : 9 juin 1983	2348	57
		Section II. — Les personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service	Première lecture : 9 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2350 6364	
57		Définition et droits de ces personnels	Première lecture : 9 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2350 6364	58
58		Le secrétaire général et l'agent comptable de l'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel	Première lecture : 9 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2352 6365	59
59		Les personnels des bibliothèques	Première lecture : 9 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2358 6365	60
60		Obligations de service des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service	Première lecture : 9 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2361 6365	61
		TITRE V **LES INSTITUTIONS DÉPARTEMENTALES, RÉGIONALES ET NATIONALES DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS**	Première lecture : 9 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2363 6366	
61		Le comité départemental de coordination des formations supérieures.....	Première lecture : 9 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2363 6366	62
62		Le comité consultatif régional des établissements d'enseignements supérieur	Première lecture : 9 juin 1983 10 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2368 2399 6366	63
63		Le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche	Première lecture : 10 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2402 6366	64
64		Le comité national d'évaluation des établissements publics à caractère culturel, scientifique et professionnel.....	Première lecture : 10 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2407 6367	65
65		Constitution de la conférence des chefs d'établissements	Première lecture : 10 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2410 6367	66

ARTICLES Projet de loi.	ARTICLES Additionnels.	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale.	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi.
		TITRE VI **DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**			
66		Mise en place des nouvelles structures	Première lecture : 10 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2413 6367	67
67		Abrogation de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968, à l'exception de ses articles 46 à 62, et de toutes les dispositions contraires à la présente loi	Première lecture : 10 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2416 6368	68
	67 bis AN	Dépôt sur le bureau des assemblées parlementaires, d'un rapport sur l'application de la présente loi	Première lecture : 10 juin 1983	2418	69
68		Application aux territoires d'outre-mer	Première lecture : 10 juin 1983 Deuxième lecture : 10 décembre 1983	2419 6369	— Annulé par décision du Conseil constitutionnel
		Adoption définitive, le 20 décembre 1983, du dernier texte voté par l'Assemblée Nationale			

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [24 mai 1983] (p. 1341-1355-1376) [25 mai 1983] (p. 1404-1434)

Exception d'irrecevabilité de M. Jean-Louis Masson : *Masson (Jean-Louis)* (p. 1355-1356-1357-1358-1359-1360) ; *Dumas (Roland)* (p. 1360-1361-1362) ; rejetée au scrutin public (p. 1362).

Question préalable de M. Jean Foyer : *Foyer (Jean)* (p. 1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1369-1370-1371) ; rejetée au scrutin public (p. 1371).

Motion de renvoi en commission de M. Alain Madelin : *Madelin (Alain)* (p. 1416-1417-1418-1419) ; *Evin (Claude)* (p. 1419-1420-1421) ; rejetée (p. 1421).

Accès au premier cycle : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1344) ; *Lebel (Roland)* (p. 1348) ; *Savary (Alain)* (p. 1352, 1363) ; *Barre (Raymond)* (p. 1379) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1386) ; *Royer (Jean)* (p. 1390) ; *Santrot (Jacques)* (p. 1391) ; *Galley (Robert)* (p. 1393) ; *Berson (Michel)* (p. 1409) ; *Provost (Eliane)* (p. 1414).

Accès au second cycle : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1344) ; *Savary (Alain)* (p. 1352) ; *Foyer (Jean)* (p. 1364) ; *Barre (Raymond)* (p. 1379) ; *Provost (Eliane)* (p. 1414).

Adhésion de la communauté universitaire au présent projet de loi : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1344) ; *Hermier (Guy)* (p. 1390).

Aide sociale aux étudiants : *Hage (Georges)* (p. 1394) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1407).

Application de la présente loi à tous les établissements d'enseignement supérieur : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1341) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 1346) ; *Savary (Alain)* (p. 1349) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 1355) ; *Foyer (Jean)* (p. 1362).

Attitude des forces de l'ordre : *Foyer (Jean)* (p. 1362) ; *Barre (Raymond)* (p. 1377) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1384) ; *Savary (Alain)* (p. 1435).

Augmentation du nombre des étudiants : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1341) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 1356) ; *Barre (Raymond)* (p. 1377) ; *Hermier (Guy)* (p. 1389) ; *Santrot (Jacques)* (p. 1391) ; *Giovanelli (Jean)* (p. 1407).

Autonomie des universités : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1342) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 1347) ; *Savary (Alain)* (p. 1350-1435) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 1359) ; *Foyer (Jean)* (p. 1366) ; *Barre (Raymond)* (p. 1378) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1384) ; *Hermier (Guy)* (p. 1388) ; *Royer (Jean)* (p. 1391) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 1407) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1413) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1415).

Baccalauréat : *Savary (Alain)* (p. 1352-1436) ; *Foyer (Jean)* (p. 1364) ; *Barre (Raymond)* (p. 1379) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1386) ; *Royer (Jean)* (p. 1390).

Caractère des propos tenus par M. Jean Louis Masson : *Mermaz (Louis)* (p. 1359).

Carte des formations universitaires : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1442).

Chancelier des universités (pouvoir du) : *Foyer (Jean)* (p. 1366).

Chômage des étudiants : *Savary (Alain)* (p. 1350).

C.N.E.S.E.R. (rôle du) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1344) ; *Savary (Alain)* (p. 1352).

C.N.R.S. : *Bassinet (Philippe)* (p. 1345) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 1356) ; *Barre (Raymond)* (p. 1380) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1406) ; *Savary (Alain)* (p. 1435).

Comité départemental de coordination des formations supérieures et comité consultatif régional : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1343) ; *Savary (Alain)* (p. 1351) ; *Barre (Raymond)* (p. 1379) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1407).

Comité national d'évaluation des établissements publics : *Barre (Raymond)* (p. 1379) ; *Hermier (Guy)* (p. 1389).

Commission interministérielle de prospective et d'orientation des formations supérieures : *Savary (Alain)* (p. 1351) ; *Barre (Raymond)* (p. 1378).

Concertation ayant précédé l'élaboration du présent projet de loi ou absence de concertation : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1341) ; *Savary (Alain)* (p. 1350) ; *Foyer (Jean)* (p. 1362) ; *Barre (Raymond)* (p. 1377) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1382) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1385) ; *Madelin (Alain)* (p. 1416).

Conseil des études et de la vie universitaire : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1344) ; *Provost (Eliane)* (p. 1414).

Conseil supérieur des corps universitaires (mise à l'écart du) : *Foyer (Jean)* (p. 1368).

Contrats pluriannuels : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1343) ; *Foyer (Jean)* (p. 1367).

Coopération universitaire internationale : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1343) ; *Savary (Alain)* (p. 1351) ; *Foyer (Jean)* (p. 1366) ; *Hage (Georges)* (p. 1394).

Crédits d'heures supplémentaires (diminution des) : *Pinte (Etienne)* (p. 1306).

Décentralisation de l'enseignement supérieur : *Giovannelli (Jean)* (p. 1407).

Démocratisation des instances universitaires : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1341-1343) ; *Savary (Alain)* (p. 1351) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 1355) ; *Dumas (Roland)* (p. 1361) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1371) ; *Hage (Georges)* (p. 1394) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1395) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1406) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 1407) ; *Sicard (Odile)* (p. 1408) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 1410) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1413) ; *Provost (Eliane)* (p. 1413) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 1414).

« Dépeçage » de la loi d'orientation de 1968 : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1341) ; *Lebel (Roland)* (p. 1347) ; *Savary (Alain)* (p. 1349) ; *Dumas (Roland)* (p. 1361) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 1407) ; *Pinard (Joseph)* (p. 1411).

Diplômes nationaux : *Barre (Raymond)* (p. 1379) ; *Savary (Alain)* (p. 1435).

Échec universitaire : *Savary (Alain)* (p. 1350-1436) ; *Dumas (Roland)* (p. 1361) ; *Foyer (Jean)* (p. 1364) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1370) ; *Barre (Raymond)* (p. 1379) ; *Hermier (Guy)* (p. 1389) ; *Royer (Jean)* (p. 1390) ; *Santrot (Jacques)* (p. 1391) ; *Hage (Georges)* (p. 1394) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1395) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1406) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 1414).

Écoles de commerce : *Masson (Jean-Louis)* (p. 1358).

Établissements privés d'enseignement supérieur : *Pinte (Étienne)* (p. 1405) ; *Savary (Alain)* (p. 1435).

Établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1343) ; *Savary (Alain)* (p. 1351) ; *Barre (Raymond)* (p. 1378).

Études juridiques : *Foyer (Jean)* (p. 1365) ; *Barre (Raymond)* (p. 1380) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1383).

Études médicales : *Savary (Alain)* (p. 1350) ; *Foyer (Jean)* (p. 1364) ; *Barre (Raymond)* (p. 1380) ; *Lareng (Louis)* (p. 1392) ; *Pinte (Étienne)* (p. 1406).

Étudiants étrangers : *Savary (Alain)* (p. 1351).

Femmes étudiantes : *Zarka (Pierre)* (p. 1370) ; *Madelin (Alain)* (p. 1417).

Fonctions et statut du personnel enseignant : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1341) ; *Lebel (Roland)* (p. 1348) ; *Savary (Alain)* (p. 1351) ; *Foyer (Jean)* (p. 1367) ; *Hermier (Guy)* (p. 1390) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1395) ; *Proveux (Jean)* (p. 1395) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1406).

Formation continue : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1343) ; *Savary (Alain)* (p. 1351) ; *Foyer (Jean)* (p. 1366) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1383) ; *Santrot (Jacques)* (p. 1391) ; *Provost (Eliane)* (p. 1413) ; *Madelin (Alain)* (p. 1419).

Formation et rôle des enseignants chercheurs : *Bassinet (Philippe)* (p. 1346) ; *Lebel (Roland)* (p. 1348) ; *Savary (Alain)* (p. 1354).

G.I.E. constitués par les établissements d'enseignement supérieur : *Bassinet (Philippe)* (p. 1347) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1407).

Grands services publics de l'enseignement supérieur : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1342) ; *Lebel (Roland)* (p. 1347) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 1355) ; *Foyer (Jean)* (p. 1366) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1371) ; *Barre (Raymond)* (p. 1378) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1405) ; *Madelin (Alain)* (p. 1419).

Grandes écoles : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1341) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 1356) ; *Dumas (Roland)* (p. 1360) ; *Foyer (Jean)* (p. 1364) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1370) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1387) ; *Galley (Robert)* (p. 1393) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1395) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1404) ; *Metzinger (Charles)* (p. 1411).

Inégale répartition des classes sociales à l'université : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1342) ; *Savary (Alain)* (p. 1349) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 1358) ; *Dumas (Roland)* (p. 1360) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1370) ; *Santrot (Jacques)* (p. 1391) ; *Hage (Georges)* (p. 1394) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1405) ; *Sicard (Odile)* (p. 1408) ; *Provost (Eliane)* (p. 1414) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1415) ; *Evin (Claude)* (p. 1420).

Informatique : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1384).

Intervention du Parlement dans le domaine universitaire : *Savary (Alain)* (p. 1350).

Liberté académique : *Barre (Raymond)* (p. 1380).

Liberté de l'enseignement privé : *Dumas (Roland)* (p. 1362) ; *Pinte (Étienne)* (p. 1405).

Loi d'orientation de 1968 : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1341) ; *Lebel (Roland)* (p. 1347) ; *Savary (Alain)* (p. 1349) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 1359) ; *Dumas (Roland)* (p. 1361) ; *Barre (Raymond)* (p. 1379) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1382) ; *Lareng (Louis)* (p. 1392) ; *Galley (Robert)* (p. 1392) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1412) ; *Provost (Eliane)* (p. 1414).

Loi de programmation (élaboration d'une) : *Lebel (Roland)* (p. 1347).

Loi Sauvage : *Foyer (Jean)* (p. 1367) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1370) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1382) ; *Proveux (Jean)* (p. 1396).

Maîtres-assistants : *Barre (Raymond)* (p. 1380) ; *Proveux (Jean)* (p. 1396) ; *Savary (Alain)* (p. 1435).

Maîtrise des sciences et techniques : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1344) ; *Galley (Robert)* (p. 1395).

Manifestations hostiles des étudiants et des professeurs vis-à-vis du présent projet de loi : *Masson (Jean-Louis)* (p. 1355) ; *Dumas (Roland)* (p. 1361) ; *Foyer (Jean)* (p. 1362) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1369) ; *Barre (Raymond)* (p. 1377) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1384) ; *Hermier (Guy)* (p. 1388) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1395) ; *Pinte (Étienne)* (p. 1405) ; *Pinard (Joseph)* (p. 1412) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1412) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1415) ; *Madelin (Alain)* (p. 1416) ; *Savary (Alain)* (p. 1435).

Mauvaise rédaction du présent projet de loi : *Madelin (Alain)* (p. 1417).

Mentions du bac (abolition des) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1387).

Moyens financiers nécessaires à la présente réforme : *Lebel (Roland)* (p. 1347) ; *Savary (Alain)* (p. 1354) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 1356) ; *Foyer (Jean)* (p. 1364) ; *Barre (Raymond)* (p. 1378) ; *Royer (Jean)* (p. 1391).

Orientation : *Savary (Alain)* (p. 1353) ; *Dumas (Roland)* (p. 1361) ; *Barre (Raymond)* (p. 1378) ; *Royer (Jean)* (p. 1390) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 1410) ; *Madelin (Alain)* (p. 1418).

Ouverture de l'université au plus grand nombre et lutte contre la sélection : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1343) ; *Lebel (Roland)* (p. 1347-1348) ; *Savary (Alain)* (p. 1351) ; *Dumas (Roland)* (p. 1360) ; *Barre (Raymond)* (p. 1379) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1385) ; *Santrot (Jacques)* (p. 1392) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1395) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1406) ; *Sicard (Odile)* (p. 1408) ; *Berson (Michel)* (p. 1409) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1413) ; *Madelin (Alain)* (p. 1418).

Paris (centralisation universitaire à) : *Savary (Alain)* (p. 1350).

Participation des étudiants à l'administration des universités : *Savary (Alain)* (p. 1350) ; *Foyer (Jean)* (p. 1367) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 1408).

P.E.G.C. (durée des vacances des) : *Foyer (Jean)* (p. 1369).

Personnalités extérieures présentes dans les instances universitaires : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1341-1343) ; *Lebel (Roland)* (p. 1347) ; *Savary (Alain)* (p. 1350) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1386) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1412).

Pluridisciplinarité : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1341) ; *Lebel (Roland)* (p. 1347).

Politisation et syndicalisation de l'université : *Foyer (Jean)* (p. 1363) ; *Barre (Raymond)* (p. 1380) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1382) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1385) ; *Galley (Robert)* (p. 1393) ; *Pinte (Étienne)* (p. 1405) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1415) ; *Savary (Alain)* (p. 1436).

Possibilité donnée à un étranger de diriger un établissement d'enseignement supérieur français : *Masson (Jean-Louis)* (p. 1359).

Présidents d'université (élection des) : *Lebet (Roland)* (p. 1348) ; *Proveux (Jean)* (p. 1397) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1405) ; *Pinte (Étienne)* (p. 1406).

Professionnalisation des études (ouverture du système universitaire sur le monde extérieur) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1341-1343) ; *Lebel (Roland)* (p. 1347) ; *Savary (Alain)* (p. 1353) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 1355) ; *Foyer (Jean)* (p. 1364) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1370) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1383) ; *Bourg Broc (Bruno)* (p. 1386) ; *Hermier (Guy)* (p. 1388-1389) ; *Foyer (Jean)* (p. 1390) ; *Santrot (Jacques)* (p. 1391) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1395) ; *Colonna (Jean-Hugues)*

(p. 1407) ; *Sicard (Odile)* (p. 1409) ; *Metzinger (Charles)* (p. 1410) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 1412) ; *Madelin (Alain)* (p. 1417).

Qualité des enseignements (risque de baisse de —) : *Masson (Jean-Louis)* (p. 1356) ; *Foyer (Jean)* (p. 1363) ; *Barre (Raymond)* (p. 1381) ; *Pinte (Étienne)* (p. 1406).

Rappels au règlement de M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 1407, 1438) ; *Evin (Claude)* (p. 1438).

Rappel au règlement de M. Jean Claude Gaudin : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 1384) ; *Chenard (Alain)* (vice-président) (p. 1384).

Rappel au règlement de M. Alain Madelin : *Madelin (Alain)* (p. 1437) ; *Evin (Claude)* (p. 1437).

Recherche et innovation : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1342) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 1345) ; *Savary (Alain)* (p. 1351) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 1357) ; *Barre (Raymond)* (p. 1378) ; *Bourg Broc (Bruno)* (p. 1387) ; *Santrot (Jacques)* (p. 1391) ; *Galley (Robert)* (p. 1393) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1395) ; *Tavernier (Yves)* (p. 1404) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 1414).

Recours éventuel devant le Conseil Constitutionnel : *Masson (Jean-Louis)* (p. 1360) ; *Dumas (Roland)* (p. 1360).

Réforme Legrand : *Masson (Jean-Louis)* (p. 1355) ; *Foyer (Jean)* (p. 1363) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1387).

Règle du quorum (suppression de la) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1342).

Relations entre l'université et l'industrie : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1345) ; *Galley (Robert)* (p. 1393) ; *Sicard (Odile)* (p. 1409).

Risque de fuite des cerveaux : *Foyer (Jean)* (p. 1363-1369).

Rôle des professeurs (diminution du) : *Barre (Raymond)* (p. 1380) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1386) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1406) ; *Savary (Alain)* (p. 1436).

Rôle du service public de l'enseignement supérieur : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1341) : *Lebel (Roland)* (p. 1347) ; *Santrot (Jacques)* (p. 1391) ; *Hage (Georges)* (p. 1394) ; *Berson (Michel)* (p. 1409).

Schwartz (travaux de M. Laurent) : *Madelin (Alain)* (p. 1417) ; *Evin (Claude)* (p. 1419).

Sectorisation : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1344).

Secrétariat d'État aux universités (création du) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1342).

Sélection autorisée par mesure dérogatoire : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1344) ; *Lebel (Roland)* (p. 1348) ; *Barre (Raymond)* (p. 1378) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1387) ; *Lareng (Louis)* (p. 1392) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1406) ; *Provost (Eliane)* (p. 1414).

Situation financière des universités : *Savary (Alain)* (p. 1349) ; *Barre (Raymond)* (p. 1377) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 1407) ; *Sicard (Odile)* (p. 1409) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 1415).

Taux de scolarisation des étudiants français (niveau du) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1342) ; *Savary (Alain)* (p. 1349) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 1356) ; *Foyer (Jean)* (p. 1364) ; *Santrot (Jacques)* (p. 1391) ; *Hage (Georges)* (p. 1394) ; *Madelin (Alain)* (p. 1418).

Thèses de doctorat (différentes) : *Bassinet (Philippe)* (p. 1346) ; *Foyer (Jean)* (p. 1365) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1406).

Travaux de la commission Jeantet : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 1341) ; *Savary (Alain)* (p. 1350) ; *Barre (Raymond)* (p. 1377) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1382) ; *Madelin (Alain)* (p. 1417).

Tutelle administrative sur les universités et notion d'indépendance contractuelle des institutions : *Savary (Alain)* (p. 1353) ; *Foyer (Jean)* (p. 1366).

Université Antilles-Guyane : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 1410).

Vincennes (université de) : *Galley (Robert)* (p. 1393) ; *Natiez (Jean)* (p. 1393).

Volonté d'obstruction manifestée par l'opposition : *Dumas (Roland)* (p. 1362) ; *Zarka (Pierre)* (p. 1369) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 1382) ; *Hermier (Guy)* (p. 1388) ; *Evin (Claude)* (p. 1419).

Volonté du Gouvernement de diminuer artificiellement le niveau du chômage : *Masson (Jean-Louis)* (p. 1356) ; *Foyer (Jean)* (p. 1363) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1385).

Discussion des articles [25 mai 1983] (p. 1438) ; [26 mai 1983] (p. 1476, 1508) ; [27 mai 1983] (p. 1554, 1582) ; [28 mai 1983] (p. 1610, 1635, 1663) ; [29 mai 1983] (p. 1690, 1704, 1730) ; [30 mai 1983] (p. 1752, 1771, 1800) ; [31 mai 1983] (p. 1820, 1834, 1864) ; [1er juin 1983] (p. 1909, 1924) ; [2 juin 1983] (p. 1942, 1974) ; [3 juin 1983] (p. 2007, 2036) ; [4 juin 1983] (p. 2060, 2084, 2112) ; [6 juin 1983] (p. 2132, 2146, 2178) ; [7 juin 1983] (p. 2196, 2212, 2229) ; [8 juin 1983] (p. 2260, 2290, 2308) ; [9 juin 1983] (p. 2331, 2358) ; [10 juin 1983] (p. 2398).

Titre 1er : *(le service public de l'enseignement supérieur)* : amendement n° 433 de M. François d'Aubert (intitulant le titre 1er : « la liberté de l'enseignement supérieur ») ; amendements identiques n° 481 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc et n° 551 de M. Charles Millon (intitulant le titre 1er : « de l'enseignement supérieur ») ; amendement n° 637 de M. Gilbert Gantier (intitulant le titre 1er : « le secteur public de l'enseignement supérieur ») ; refus du monopole au niveau de l'enseignement supérieur ; mainmise de l'État (p. 1438) ; principe de la liberté de l'enseignement ; existence de deux types d'enseignement privé (enseignement privé confessionnel et institutions privées à but lucratif ou non lucratif) ; amendements nos 433, 481, 551, 637 : rejetés (p. 1439).

Avant l'article 1er : amendement n° 434 de M. François d'Aubert (précisant que l'enseignement supérieur est libre et pluraliste) ; développement de l'enseignement privé supérieur ; rejeté ; amendement n° 279 de M. Alain Madelin (précisant que l'enseignement supérieur est libre) : rejeté (p. 1440) ; amendement n° 148 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (objet et liberté de l'enseignement, contrôle de l'État sur les établissements d'enseignement supérieur privés) : rejeté ; amendement n° 435 de M. François d'Aubert (précisant que la liberté de l'enseignement supérieur est une liberté fondamentale) : rejeté ; amendement n° 638 de M. Gilbert Gantier (principe de la liberté de l'enseignement supérieur) (p. 1441) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 436 de M. François d'Aubert (contenu de la liberté de l'enseignement supérieur) ; choix de l'établissement par l'étudiant ; rejeté ; amendement n° 438 de M. François d'Aubert (indépendance des enseignants et des chercheurs) ; principe d'objectivité et de tolérance ; retiré ; amendement n° 439 de M. François d'Aubert (liberté d'information des étudiants) (p. 1442) : rejeté.

Article 1er *(définition et objectifs du service public)* : refus du ministre de l'éducation nationale de respecter le droit d'amendement des parlementaires ; problème des établissements relevant des « différents départements ministériels » ; risque d'intégration progressive de l'enseignement libre (p. 1443) ; refus de rendre tous les enseignements postérieurs au baccalauréat uniformes et monolithiques ; définition des « usagers du service public de l'enseignement supérieur » (p. 1444) ; absence du terme de liberté dans cet article ; indépendance du service public de l'enseignement supérieur vis-à-vis de toute emprise politique ; mainmise syndicale sur l'université (p. 1445) ; exemple de l'E.S.S.E.C. ; impérialisme des bureaux de l'éducation nationale ; extension des missions des universités à la formation de cadres et d'ingénieurs qualifiés (p. 1446) ; contribution de l'enseignement supérieur à l'avancement des connaissances ; refus de l'université « parking » ; suppression de la sélection ; absence de mise en place d'un système de financement cohérent (p. 1447) ; affirmation selon laquelle l'enseignement supérieur est un service laïc (p. 1448) ; absence de réponse du ministre de l'éducation nationale aux questions posées par l'opposition (p. 1452) ; exclusion des établissements privés (du type E.S.S.E.C.) des dispositions de la présente loi ; part du système des enseignements supérieurs dans le développement national et régional ; problème de l'enseignement technique ; amendements identiques n° 149 de M. Alain Madelin et n° 482 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (de suppression) (p. 1453) ; application du principe de la laïcité à l'enseignement supérieur ; champ du service public de l'enseignement supérieur ; infériorité numérique des femmes parmi les étudiants ; rejetés (p. 1454) ; amendement n° 150 de M. Alain Madelin (définissant le service public de l'enseignement supérieur) ; sous-amendement n° 151 de M. François d'Aubert (établissements privés dispensant des formations supérieures sur la base de conventions avec l'État) ; problème posé par les facultés de théologie ; impossibilité pour un prêtre d'être enseignant dans l'enseignement secondaire laïc ; conception de l'école primaire proposée par Jules Ferry (p. 1455) ; histoire de la laïcité ; sous-amendement n° 151 : rejeté ; amendement n° 150 : rejeté ; amendement n° 552 de M. Charles Millon (définissant l'enseignement supérieur et les missions des établissements d'enseignement supérieur publics ou privés)

(p. 1456) ; rejeté ; amendement n° 483 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (suppression du premier alinéa de cet article fixant les limites du service public de l'enseignement supérieur) ; **rappel au règlement de M. Alain Madelin** ; absence de valeur juridique du premier alinéa de cet article ; rejeté ; amendements n° 440 de M. François d'Aubert, n° 152 de M. Alain Madelin et n° 484 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (fixant l'étendue du service public de l'enseignement supérieur) (p. 1457) ; notion de formation post-secondaire et post-scolaire ; nécessité de limiter l'objet de la présente loi aux filières et aux établissements relevant du ministre de l'éducation nationale ; amendements n° 440, n° 152 et n° 484 : rejetés ; amendement n° 485 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (suppression des mots « le service public de » au début du premier alinéa de cet article) ; amendement n° 639 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (substituant aux mots « service public » les mots « secteur public » dans le premier alinéa de cet article) ; rejetés ; amendement n° 154 de M. Alain Madelin (insérant les mots « qui fait l'objet de la présente loi » après les mots « enseignement supérieur » dans le premier alinéa de cet article) ; amendement n° 155 de M. Alain Madelin (insérant les mots « institué par la présente loi » après les mots « enseignement supérieur ») ; caractère rédactionnel des amendements déposés par M. Alain Madelin (p. 1458) ; rejetés ; amendements n° 640 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. François d'Aubert et n° 441 de M. François d'Aubert (précisant la notion de formation post-secondaire) : rejetés ; amendement n° 486 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean-Louis Masson (suppression de la référence aux différents départements ministériels) ; rejeté ; amendement n° 153 de M. Alain Madelin (liste des formations post-secondaires fixées par décret en Conseil d'État) (p. 1459) ; rejeté ; amendement n° 641 de M. Gilbert Gantier (précisant les établissements auxquels s'applique la présente loi) ; sous-amendement n° 898 de M. Jean-Louis Masson (cas du Conservatoire national des Arts et Métiers et des organismes qui y sont affiliés) ; nécessité de délimiter le champ d'application du présent projet de loi ; sous-amendement n° 898 : rejeté ; amendement n° 641 : rejeté ; amendement n° 487 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean-Louis Masson (suppression de la référence à la finalité de l'enseignement supérieur) (p. 1460) : rejeté ; amendement n° 642 de M. Gilbert Gantier (mission des universités en matière de culture et de recherche) : rejeté ; amendement n° 488 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (précisant que l'enseignement supérieur est valorisé et enrichi par la recherche) ; amendement n° 40 de la commission (précisant que l'enseignement supérieur développe l'effort de recherche) ; sous-amendements identiques n° 951 de M. Jean-Louis Masson et n° 953 de M. Emmanuel Aubert (niveaux scientifique, culturel, artistique et professionnel) ; sous-amendement n° 952 de M. Jean-Louis Masson (référence aux niveaux scientifique, culturel et sportif) ; amendement n° 156 de M. Alain Madelin (substituant au mot « finalité » le mot « mission » dans le deuxième alinéa de cet article) ; amendement n° 489 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley (précisant que l'enseignement supérieur a pour finalité la diffusion des connaissances, l'élévation du niveau culturel et scientifique de la Nation et la formation professionnelle) (p. 1461) ; amendement n° 156 : retiré ; distinction entre le niveau culturel et scientifique de la Nation et la formation professionnelle ; amendements n° 488, n° 40 et n° 489 : réservés jusqu'à la fin de la discussion de cet article ; sous-amendements n° 951, n° 953 et n° 952 : réservés ; amendements identiques n° 157 de M. Alain Madelin, n° 490 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley et n° 553 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (suppression de l'alinéa de cet article relatif à la part que prend le service public de l'enseignement supérieur au développement régional et national dans le cadre de la planification et à la contribution de celui-ci à l'essor économique et à la réalisation de la politique de l'emploi) (p. 1462) ; liaison entre l'université et le monde industriel ; définition de la planification à laquelle fait référence le troisième alinéa de cet article ; rejetés ; amendements identiques n° 442 de M. François d'Aubert, n° 491 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley (suppression de la première phrase du troisième alinéa de cet article) (p. 1463) : rejetés ; amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 492 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley (suppression de la référence à la planification et à la contribution de l'enseignement supérieur à l'essor économique) : rejeté ; amendements identiques n° 158 de M. Alain Madelin et n° 493 de M. Bruno Bourg-Broc (suppression de la référence à la planification) (p. 1464) ; amendement n° 493 : non soutenu ; amendement n° 158 : rejeté ; amendement n° 643 de M. Gilbert Gantier (référence à la décentralisation) : rejeté au scrutin public ; amendements identiques n° 159 de M. Alain Madelin et n° 494 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (limitant le pouvoir donné à la planification) (p. 1465) : rejetés ; amendements identiques n° 495 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley et n° 644 de M. Gilbert Gantier (suppression de la seconde phrase du troisième alinéa de cet article) ; amendement n° 495 : retiré ; notion de réalisation de la politique de l'emploi ; amendement n° 644 : rejeté ; amendement n° 736 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (élargissant le rôle de l'enseignement supérieur dans la politique d'essor économique et d'emploi) ; sous-amendement n° 958 de M. François d'Aubert (suppression de la référence à la prise en compte des besoins actuels et de leur évolution prévisible) ; évolution actuelle de la situation de l'emploi (p. 1466) ; sous-amendement n° 958 : rejeté ; amendement n° 736 : adopté ; en conséquence, les amendements n° 496 de M. Bruno Bourg-Broc, n° 160 de M. Alain Madelin deviennent sans objet ; amendement n° 161 de M. Alain Madelin (référence aux capacités d'accueil et aux possibilités du marché de l'emploi) : retiré ; amendements identiques n° 162 de M. Alain Madelin et n° 497 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (suppression du 4e alinéa de cet article relatif à l'égalité des chances) ; réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes ; rejetés ; amendement n° 498 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean-Louis Masson (suppression de la première phrase du 4e alinéa de cet article) (p. 1467) ; rejeté ; amendement n° 499 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean-Louis Masson (précisant que le service public de l'enseignement supérieur assure en toute égalité l'accès à la culture et à la recherche) ; refus d'introduire l'égalitarisme ; inégale représentation des femmes chez les cadres et les employés ; rejeté ; amendement n° 645 de M. Gilbert Gantier (suppression des mots « à toutes celles et » dans la première phrase du 4e alinéa de cet article) (p. 1468) : rejeté ; amendement n° 443 de M. François d'Aubert (suppression de la référence à la culture à la fin de la première phrase du 4e alinéa de cet article) ; amendement n° 500 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (référence aux formes les plus élevées de la culture, de la connaissance et de la recherche) : rejetés ; amendement n° 501 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (suppression de la seconde phrase du 4e alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 646 de M. Gilbert Gantier (précisant que le service public de l'enseignement supérieur se conforme à l'évolution démocratique exigée par la révolution industrielle et technique et respecte les grands principes constitutionnels de la République) (p. 1469) ; refus de supprimer les références à la réduction des inégalités sociales et culturelles ; rejeté ; amendement n° 163 de M. Alain Madelin (rôle du service public de l'enseignement supérieur en matière de promotion de chaque individu) : rejeté ; amendement n° 164 de M. Alain Madelin (référence à l'égalité des chances) : rejeté ; amendement n° 165 de M. Alain Madelin (nécessité de prendre en compte les capacités de chacun) : retiré ; amendement n° 280 de M. Alain Madelin (tolérance des opinions et objectivité du savoir) : rejeté ; amendements identiques n° 166 de M. Alain Madelin et n° 502 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (suppression du 3e alinéa de cet article) relatif au caractère laïc, indépendant et objectif du service public de l'enseignement supérieur) ; notion de laïcité (p. 1470) ; nouveauté représentée par l'introduction du concept de laïcité par rapport à la loi de 1968 ; définition de la laïcité selon Jules Ferry ; citation tronquée de Jules Ferry lue par M. Alain Madelin (p. 1471) ; rejetés (p. 1472) ; amendement n° 503 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (précisant que le service public de l'enseignement supérieur est laïque, objectif, pluraliste et indépendant de toute emprise politique ou idéologique) ; sous-amendement n° 888 de M. Jean-Louis Masson (cas des unités des centres d'enseignement et de recherche de théologie) ; amendement n° 504 de M. Bruno Bourg-Broc (précisant que le service public de l'enseignement supérieur est indépendant de toute emprise politique, économique ou idéologique et qu'il respecte la diversité des opinions) ; sous-amendement n° 899 de M. Jean-Louis Masson (cas des unités et des centres de recherche de théologie) ; amendement n° 167 de M. Alain Madelin (précisant que le service public de l'enseignement supérieur est indépendant de toute emprise politique, économique, religieuse ou idéologique) ; principe de la laïcité (p. 1477) ; non application du principe de la laïcité à l'enseignement supérieur jusqu'à présent ; emploi des termes de « neutralité » et d'« objectivité » ; problème des unités d'enseignement théologiques de la Moselle, du

Bas-Rhin et du Haut-Rhin ; conventions internationales liant la France et le Saint-Siège ; sous-amendement n° 888 rejeté ; amendement n° 503 rejeté ; sous-amendement n° 899 rejeté ; amendement n° 504 rejeté (p. 1478) ; amendement n° 167 rejeté ; amendement n° 554 de M. Charles Millon (suppression de la référence à la laïcité dans l'avant-dernier alinéa de cet article) ; définition de la neutralité donnée par Jules Ferry ; principe de l'arrêt Abbé Bouteyre du Conseil d'État (10 mai 1912) ; rejeté ; **rappel au règlement de M. Pierre Joxe** (p. 1479) ; **rappel au règlement de M. Georges Hage** (p. 1480) ; **rappels au règlement de MM. Charles Millon et Jean Foyer** (p. 1481) ; amendement n° 505 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean-Louis Masson (suppression de la référence à l'emprise économique) : rejeté ; amendement n° 506 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean-Louis Masson (suppression de la référence à l'emprise religieuse) : rejeté (p. 1482) ; amendement n° 168 de M. Alain Madelin (cas de certaines formations à objet religieux) ; amendement n° 169 de M. Alain Madelin (cas des unités d'enseignement et de recherche de théologie catholique et protestante) ; sous-amendement n° 170 de M. François d'Aubert (référence à l'université de Strasbourg) ; amendement n° 647 de M. Gilbert Gantier (cas des établissements publics dispensant des enseignements de théologie) ; sous-amendement n° 900 de M. Jean-Louis Masson (référence aux départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) ; enseignement d'histoire du droit canonique dispensé à Paris II (p. 1483) ; définition de l'enseignement religieux ; amendement n° 168 rejeté (p. 1484) ; sous-amendement n° 170 rejeté ; amendement n° 169 rejeté ; respect des droits des députés de l'opposition ; application du concordat en Alsace-Lorraine ; sous-amendement n° 900 rejeté ; amendement n° 647 rejeté ; amendement n° 648 de M. Gilbert Gantier (suppression de la référence à l'objectivité du savoir et à la diversité des opinions) (p. 1485) ; rejeté ; amendement n° 171 de M. Alain Madelin (suppression de la référence à l'objectivité du savoir) : retiré, amendement n° 172 de M. Alain Madelin (précisant que toute mesure discriminatoire est prescrite dans le service public de l'enseignement supérieur) : rejeté ; amendements identiques n° 147 de la commission et n° 737 de M. Guy Hermier soutenu par M. Georges Hage (précisant que le service public de l'enseignement supérieur garantit à l'enseignement et à la recherche leur possibilité de libre développement scientifique, créateur et critique) ; sous-amendement n° 961 de M. Jean-Louis Masson (application de l'amendement n° 147 sous réserve de la législation applicable dans les trois départements d'Alsace-Lorraine) ; sous-amendement n° 963 de M. François d'Aubert, à l'amendement n° 737 (référence à l'auto-critique) ; nouvelle conception ouverte, moderne et progressive de la laïcité proposée par cet amendement (p. 1486) ; doctrine soutenue par Lyssenko ; sous-amendement n° 961 rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 963 rejeté (p. 1487) ; amendements n° 147 et n° 737 adoptés ; amendement n° 42 de la commission (précisant que le service public de l'enseignement supérieur rassemble les usagers et les personnels dans une communauté universitaire) ; sous-amendement n° 960 de M. Gilbert Gantier (référence aux personnels enseignants, aux étudiants, aux personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service) ; sous-amendement n° 962 de M. François d'Aubert soutenu par M. Charles Millon (substituant à la notion d'usager celles d'étudiant et d'enseignant) ; sous-amendement n° 294 de M. Jean-Paul Fuchs (substituant à la notion d'usager celle d'étudiant) (p. 1488) ; cas des personnes du troisième âge reprenant des études ; sous-amendement n° 960 rejeté ; sous-amendement n° 962 rejeté ; sous-amendement n° 294 rejeté ; sous-amendement n° 959 de M. Gilbert Gantier (rassemblement des usagers et des personnels dans une communauté universitaire sans distinction entre les hommes et les femmes) (p. 1489) rejeté ; amendement n° 42 adopté ; amendement n° 261 de M. Francisque Perrut (précisant que le service public de l'enseignement supérieur partage ses différentes missions avec les établissements d'enseignement supérieur privé) ; rejeté ; amendement n° 507 de M. Bruno Bourg-Broc (suppression du dernier alinéa de cet article) relatif aux personnes associées à la gestion de l'enseignement supérieur) : rejeté ; amendement n° 173 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (représentation des collectivités locales et des activités économiques) ; amendement n° 508 de M. Bruno Bourg-Broc (précisant que le service public de l'enseignement supérieur associe à sa gestion les enseignants, les personnels administratifs, les étudiants et les personnalités représentatives des intérêts publics) ; amendement n° 649 de M. Gilbert Gantier (association à la gestion de représentants des activités économiques, culturelles et sociales) (p. 1490) ; amendement n° 173 rejeté ; amendement n° 508 rejeté ; amendement n° 649 retiré ; amendement n° 251 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Francisque Perrut (décentralisation du service public de l'enseignement supérieur) ; amendement n° 650 de M. Gilbert Gantier (gestion décentralisée du service public de l'enseignement supérieur) ; amendement n° 251 rejeté ; amendement n° 650 rejeté ; amendement n° 651 de M. Gilbert Gantier (précisant la notion d'usager) (p. 1491) ; amendement n° 510 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (définissant la notion d'usager) ; amendement n° 174 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 555 de M. Charles Millon (substituant à la notion d'usager celle d'étudiant) ; amendement n° 651 retiré ; amendement n° 510 retiré ; amendement n° 174 rejeté ; amendement n° 555 rejeté ; amendement n° 175 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (référence aux personnels enseignants et non enseignants) : rejeté ; amendements identiques n° 176 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 632 de M. Gilbert Gantier (suppression de la référence aux représentants des intérêts publics) ; amendements rejetés ; amendement n° 177 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (référence aux représentants des intérêts publics, nationaux, régionaux et locaux) : rejeté (p. 1492) ; amendement n° 40 de la commission précédemment réservé ; amendement n° 488 de M. Jean Foyer précédemment réservé ; amendement n° 489 de M. Bruno Bourg-Broc précédemment réservé ; sous-amendements identiques n° 951 de M. Jean-Louis Masson et n° 953 de M. Emmanuel Aubert précédemment réservés soutenus par M. Emmanuel Aubert ; mission du service public de l'enseignement supérieur ; attitude de la majorité vis-à-vis des amendements de l'opposition (p. 1493) ; sous-amendements n° 951 et n° 953 rejetés ; sous-amendement n° 952 de M. Jean-Louis Masson précédemment réservé : rejeté ; sous-amendement n° 964 du Gouvernement (précisant que le service public de l'enseignement supérieur contribue au développement de la recherche) (p. 1494) ; adopté ; amendement n° 489 devenu sous-amendement n° 489 : retiré ; amendement n° 40, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, l'amendement n° 488 devient sans objet ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 *(énoncé des missions du service public de l'enseignement supérieur)* : accélération de la découverte ; impossibilité pour l'enseignement supérieur de vivre sur un acquis (p. 1495) ; ouverture de l'université à toutes les formes de formation continue ; application de la présente loi à tous les établissements d'enseignement supérieur ; mission de formation continue des établissements d'enseignement supérieur ; caractère vague de la rédaction de cet article (p. 1496) ; absence de l'hémicycle du ministre de la formation professionnelle, du ministre de la culture et du ministre des relations extérieures ; revalorisation de la recherche scientifique à l'université ; absence de référence au problème de l'attribution des diplômes et titres ; conséquences de la suppression de toute sélection ; exemple du notariat dans la région Alsace-Lorraine (p. 1497) ; démarche rétrograde et anti-nationale de l'opposition ; refus de la nationalisation de l'enseignement supérieur ; haut niveau des universités étrangères privées ; amendement n° 543 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 1498) ; étendue de la mission du C.N.R.S. ; rejeté ; amendement n° 556 de M. Charles Millon (supprimant la référence aux différentes missions du service public de l'enseignement supérieur) ; amendement n° 681 de M. François d'Aubert (précisant que l'enseignement supérieur a une mission culturelle de formation et de recherche) (p. 1499) ; amendement n° 556 rejeté ; amendement n° 681 rejeté ; amendements identiques n° 178 de M. Alain Madelin, n° 544 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc et n° 619 de M. Gilbert Gantier (suppression de la référence à la notion de service public dans le premier alinéa de cet article) ; affirmation selon laquelle l'enseignement supérieur est une liberté publique avant d'être un service public ; rejetés ; amendement n° 181 de M. Alain Madelin (mission du secteur public de l'enseignement supérieur) : rejeté ; amendement n° 620 de M. Gilbert Gantier (précisant que les missions du service public de l'enseignement supérieur sont de participer à un certain nombre d'actions) (p. 1500) ; rejeté ; amendement n° 444 de M. François d'Aubert (missions de l'enseignement supérieur en matière d'acquisition de la connaissance, du savoir et de la culture) ; sous-amendement n° 965 de M. Jean-Louis Masson (mission de l'enseignement supérieur en matière de sanction de l'acquisition des connaissances par l'attribution de titres et de diplômes nationaux) ; sous-amendement retiré ; amendement n° 444 rejeté ; amendement n° 179 de M. Alain Madelin (précisant

que le service public de l'enseignement supérieur a pour mission l'enseignement à ses différents niveaux) ; référence à la formation continue ; rejeté ; amendement n° 545 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean-Louis Masson (mission de l'enseignement supérieur en matière de formation des maîtres) (p. 1501) ; rejeté ; amendement n° 621 de M. Gilbert Gantier (mission de l'enseignement supérieur en matière de préparation à l'accès aux professions) : rejeté ; amendement n° 677 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean-Louis Masson (mission de l'enseignement supérieur en matière de formation par alternance) ; suppression de l'institut Auguste-Comte ; rejeté ; amendement n° 445 retiré ; amendement n° 546 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (mission de l'enseignement supérieur en matière de délivrance des titres et diplômes) ; amendement n° 446 de M. François d'Aubert (mission de l'enseignement supérieur en matière d'attribution des grades et diplômes) ; amendement n° 295 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Gilbert Gantier (mission de l'enseignement supérieur en matière d'attribution des diplômes) (p. 1502) ; problème des échecs universitaires ; importance des titres et des diplômes ; suppression des diplômes nationaux ; inégale valeur des universités (p. 1503) ; amendements nos 546, 446 et 295 rejetés ; amendement n° 447 de M. François d'Aubert (mission de l'enseignement supérieur en matière de mise en valeur du patrimoine national) : rejeté ; amendement n° 180 de M. Alain Madelin (mission de l'enseignement supérieur en matière de diffusion de la culture et de l'information scientifique) : retiré (p. 1504) ; amendement n° 547 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley (mission du service public de l'enseignement supérieur en matière de recherche scientifique et culturelle) ; exemple de l'I.R.C.A.M. de M. Pierre Boulez) (p. 1508) ; rejeté ; amendement n° 548 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (suppression de la référence à la valorisation des résultats de la recherche) ; place de l'agence nationale pour la valorisation de la recherche dans le service public de l'enseignement supérieur ; problème de la valorisation de la recherche fondamentale ; retiré ; amendement n° 182 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (mise en valeur de la recherche) ; lien entre la recherche et l'industrie (p. 1509) ; rejeté ; amendement n° 622 de M. Gilbert Gantier (valorisation des résultats de la recherche dans le cadre des lois existantes) ; rôle des universités en matière de recherche appliquée ; rejeté ; amendement n° 678 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Louis Masson (mission de l'enseignement supérieur en matière de diffusion de la culture et de l'information scientifique, technique, économique et sociale) ; sous-amendement n° 966 de M. Jean-Louis Masson (mission de l'enseignement supérieur en matière de diffusion de la langue française) (p. 1510) ; rejeté ; amendement n° 678 rejeté ; amendement n° 623 de M. Gilbert Gantier (mission de l'enseignement supérieur en matière de diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique) : rejeté ; amendement n° 624 de M. Gilbert Gantier (mission de l'enseignement supérieur en matière de coopération universitaire internationale et notamment européenne) ; sous-amendement n° 926 de M. Jean-Louis Masson (mission de l'enseignement supérieur en matière de coopération universitaire avec les pays européens et les pays francophones) : rejeté ; amendement n° 624 rejeté ; amendement n° 448 de M. François d'Aubert (mission de l'enseignement supérieur en matière de développement de l'activité physique et sportive) (p. 1511) ; exemple des États-Unis ; rôle des U.E.R. d'éducation physique et sportive ; rejeté ;

— article 2 adopté.

Rappel au règlement de M. Gilbert Gantier.

Après l'article 2 : amendement n° 16 de M. Jean-Louis Masson (précisant que l'enseignement supérieur public est un service public gratuit) (p. 1512) ; principe de la gratuité de l'enseignement posé par la Constitution ; rejeté.

Article 3 *(mission de formation)* : conditions d'organisation des filières conduisant aux écoles de commerce et de gestion ; nécessité du maintien d'une dualité entre enseignement public et privé ; coût élevé des frais de scolarité à l'Essec et à H.E.C. ; accès des différentes catégories sociales aux grandes écoles d'ingénieurs ; problème des bourses (p. 1513) ; définition de l'orientation ; rôle du service public de l'enseignement supérieur en matière de formation continue ; problème des filières professionnelles ; espoir né de la professionnalisation (p. 1514) ; priorité donnée à l'orientation ; volonté de l'opposition de faire traîner les débats ; rôle du président de séance en matière de distribution des temps de parole (p. 1515) ; développement de la formation continue ; problème de l'accès en formation initiale des travailleurs non bacheliers ; problème des écoles de gestion de formation économique et de commerce (p. 1516) ; formation continue ; importance du nombre des nouveaux étudiants arrivant chaque année à l'université ; problème des filières professionnelles ; amendement n° 653 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (de suppression) ; éventuelle défense de cet amendement en latin par M. Jean Foyer (p. 1517) ; place de la formation continue dans les unités de formations et de recherche : rejeté ; amendement n° 557 de M. Charles Millon (possibilité donnée aux U.E.R. de s'ériger en établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel) (p. 1518) ; amendement n° 183 de M. Alain Madelin (de conséquence) : devenu sans objet ; amendements identiques n° 296 de M. Jean-Paul Fuchs et n° 558 de M. Charles Millon soutenus par M. Charles Millon (substituant le mot « dispense » au mot « offre ») ; amendement n° 625 de M. Gilbert Gantier (substituant le mot « assure » au mot « offre ») ; nécessité de rédiger un texte conforme à la tradition française (p. 1519) ; amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (précisant que l'enseignement supérieur offre des formations de nature culturelle, scientifique, professionnelle et sportive) : non soutenu ; amendement n° 184 de M. Alain Madelin (suppression des mots « à la fois » dans le premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 43 de la commission (inversant les mots « culturels et scientifiques » dans le premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 654 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (formation professionnelle et sportive) (p. 1520) ; rejeté ; amendement n° 655 de M. Jean Foyer (suppression des deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas de cet article) ; impossibilité pour le service public de couvrir l'ensemble de la formation continue ; rejeté ; amendement n° 626 de M. Gilbert Gantier (précisant que le service public de l'enseignement supérieur assure aux étudiants les moyens de leur orientation) : rejeté ; amendement n° 281 de M. Alain Madelin (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 452 de M. François d'Aubert soutenu par M. Charles Millon (modifiant la place de la référence à la « dispense de la formation initiale » dans cet article) (p. 1521) ; rejeté ; amendement n° 44 de la commission (précisant que le service public de l'enseignement supérieur assure l'accueil et l'orientation des étudiants) ; amendement n° 282 de M. Alain Madelin (précisant que le service public de l'enseignement supérieur assure l'orientation des étudiants qu'il accueille) ; amendement n° 297 de M. Jean-Paul Fuchs (précisant que le service public de l'enseignement supérieur contribue à l'orientation des étudiants et dispose des moyens nécessaires à cette fin) ; amendement n° 656 de M. Jean Foyer (information sur le déroulement des études) ; amendement n° 657 de M. Bruno Bourg-Broc (aide à l'orientation des étudiants dans le respect de la liberté des candidatures) (p. 1522) ; augmentation du nombre des étudiants ; sous-amendement n° 967 de M. Jean Foyer à l'amendement n° 44 de la commission (même objet que son amendement n° 656) ; sous-amendement n° 967 adopté ; amendement n° 44, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, les amendements nos 282, 297, 656 et 657 ainsi que les amendements n° 283 de M. Alain Madelin, n° 451 de M. François d'Aubert, n° 741 de M. Jean-Paul Fuchs, n° 453 de M. François d'Aubert, n° 185 de M. Alain Madelin, n° 252 de M. Jean Rigaud, n° 549 de M. Germain Gengenwin, n° 291 de M. Francisque Perrut, n° 187 de M. Alain Madelin et n° 658 de M. Bruno Bourg-Broc : deviennent sans objet (p. 1523) ; confirmation par le président de séance de l'indication selon laquelle l'amendement n° 291 de M. Francisque Perrut est devenu sans objet ; amendement n° 186 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (orientation des étudiants dans le respect de leur liberté de choix) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 290 de M. Alain Madelin (précisant que le service public de l'enseignement supérieur assure la formation des enseignants et des chercheurs) : rejeté ; amendement n° 659 de M. Jean Foyer (supprimant les quatrième et cinquième alinéas de cet article (dispense de la formation initiale et participation à la formation continue) (p. 1524) ; rejeté ; amendement n° 660 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (précisant que le service public de l'enseignement supérieur contribue à dispenser la formation initiale) : rejeté ; amendement n° 284 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (précisant que le service public de l'enseignement supérieur dispense une formation initiale) : rejeté ; amendement n° 262 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Charles Millon (organismes pouvant dispenser une formation continue) ; amendement n° 188 de M. Alain Madelin (précisant que la formation

continue n'est pas la charge exclusive du service public) ; amendements n° 262 et 188 retirés ; amendement n° 45 de la commission (précisant que le service public de l'enseignement supérieur assure la formation des formateurs) ; sous-amendement n° 298 de M. Jean-Paul Fuchs (précisant que le service public de l'enseignement supérieur contribue à assurer la formation des formateurs) (p. 1525) ; sous-amendement rejeté ; refus de donner au service public de l'enseignement supérieur le monopole de la formation des formateurs ; amendement n° 45 adopté ; amendement n° 46 de la commission (orientation des étudiants) ; sous-amendement n° 968 de M. Alain Madelin (reprenant son amendement n° 187) soutenu par M. Charles Millon et sous-amendement identique n° 969 de M. Bruno Bourg-Broc (reprenant son amendement n° 658) soutenu par M. Jean Foyer (information sur les capacités et connaissances nécessaires) (p. 1526) ; sous-amendements rejetés ; amendement n° 46 adopté ; amendement n° 661 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (suppression du sixième alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 47 de la commission (objet et organisation de la formation continue) ; sous-amendement n° 970 de M. Alain Madelin (de précision) ; notion de besoins collectifs ; sous-amendement rejeté ; amendement n° 973 de M. Charles Millon (suppression des mots « ou les acquis personnels ») (p. 1527) ; rejeté ; sous-amendement n° 972 de M. François d'Aubert (avis conforme du conseil d'État) ; valeur des diplômes délivrés par l'université française ; **rappel au règlement de M. Charles Millon** (p. 1528) ; sous-amendement n° 972 rejeté ; amendement n° 47 adopté ; amendement n° 189 de M. Alain Madelin (précisant que les actions de formation continue sont organisées pour répondre aux besoins) : devenu sans objet ; amendement n° 299 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Charles Millon (précisant que la formation continue n'est pas à la charge exclusive du service public) ; amendement n° 454 de M. François d'Aubert (précisant que la formation continue est assurée par des entreprises, des associations et d'autres organismes privés) ; sous-amendement n° 971 de M. Alain Madelin (formation des formateurs) ; amendement n° 299 retiré (p. 1529) ; sous-amendement n° 971 retiré ; amendement n° 454 retiré (p. 1530) ; amendement n° 662 de M. Jean Foyer (suppression de l'alinéa relatif à l'organisation des enseignements supérieurs en liaison avec les milieux professionnels) : retiré ; (p. 1554) ; amendement n° 663 de M. Jean Foyer (mise en place de la professionnalisation) ; amendement n° 48 de la commission (organisation des enseignements supérieurs en liaison avec les milieux professionnels) ; sous-amendement n° 980 de M. Alain Madelin (caractère éventuel de l'organisation des enseignements supérieurs en liaison avec les milieux professionnels) ; sous-amendement n° 981 de M. Alain Madelin (protection des titres universitaires) ; responsabilité des enseignants en matière de professionnalisation ; organisation de stages dans les entreprises publiques ou privées ou dans l'administration ; mise en place d'enseignements par alternance (p. 1555) ; rapprochement des universités et des grandes écoles à travers la professionnalisation ; opinion de M. Gérard Lyon-Caen sur la professionnalisation ; sous-amendement n° 976 de M. François d'Aubert (initiation des enseignants à la réalité économique grâce à la fréquence de leurs contacts avec la vie des entreprises) ; sous-amendement n° 977 de M. François d'Aubert (mise en place du placement des élèves dans l'entreprise par les établissements d'enseignement supérieur) (p. 1556) ; volonté de l'opposition de retarder le débat ; caractère étroit et élitiste de la professionnalisation souhaitée par Mme Alice Saunié-Seïté ; sous-amendement n° 978 de M. Georges Hage (substituant aux mots « peuvent être » le mot « sont » dans le dernier alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 978 retiré ; sous-amendement n° 980 rejeté ; sous-amendement n° 981 rejeté (p. 1557) ; sous-amendement n° 976 rejeté ; sous-amendement n° 977 rejeté ; amendement n° 48 adopté ; en conséquence, les amendements n° 663 de M. Jean Foyer, n° 190 de M. Alain Madelin, n° 559 du M. Charles Millon, n° 191 de M. Alain Madelin, n° 738 de M. Jacques Brunhes, n° 455 de M. François d'Aubert, n° 664 de M. Bruno Bourg-Broc, n° 456 et n° 457 de M. François d'Aubert et n° 739 de M. Jacques Brunhes deviennent sans objet ; amendement n° 665 de M. Bruno Bourg-Broc (suppression du dernier alinéa de cet article) : non soutenu ; amendement n° 666 de M. Jean Foyer (précisant le dernier alinéa de cet article) ; sous-amendement n° 928 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. François d'Aubert (rôle des personnalités qualifiées et des représentants d'associations d'anciens élèves de l'établissement concerné) ; amendement n° 192 de M. Alain Madelin (habilitation à délivrer un diplôme d'ingénieur) ; rôle de la commission des titres d'ingénieur (p. 1558) ; haute qualité du concours de l'agrégation ; sous-amendement n° 928 rejeté ; amendement n° 666 rejeté ; amendement n° 192 rejeté ; suppression de la commission des titres instituée par la loi de 1934 ; amendement n° 667 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. François d'Aubert (rédaction du début du dernier alinéa de cet article : « certaines formations d'ingénieurs... ») ; sous-amendement n° 929 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jean Foyer (formation des ingénieurs et des cadres du commerce et de l'industrie ; amendement n° 193 de M. Alain Madelin (formation à certaines professions) ; refus de la mise en place de tout monopole sur l'université (p. 1559) ; sous-amendement n° 929 rejeté ; amendement n° 667 rejeté ; amendement n° 193 rejeté ; amendement n° 668 de M. Jean Royer (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 669 de M. Bruno Bourg-Broc (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 670 de M. Jean Foyer (suppression des mots « fondamentale et appliquée » à la fin du dernier alinéa de cet article) : rejeté ; amendements identiques n° 679 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean Foyer et n° 740 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Georges Hage (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de cet article relatif à la commission des titres d'ingénieur) ; composition de cette commission (p. 1560) ; amendement n° 740 retiré et repris par M. Gilbert Gantier ; délivrance des titres d'ingénieur par les établissements privés ; (p. 1561) ; amendements n° 679 et 740 rejetés ; amendement n° 253 de M. Jean Rigaud (référence au diplôme national d'ingénieur) : retiré ; amendement n° 458 de M. François d'Aubert (référence à la commission des titres d'ingénieur) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 263 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Alain Madelin (précisant que l'habilitation à délivrer le diplôme d'ingénieur est accordée par une commission des titres) ; amendement n° 49 de la commission (précisant que l'habilitation à délivrer le diplôme d'ingénieur est accordée par le ministre de l'éducation nationale) ; sous-amendement n° 979 de M. Georges Hage (habilitation accordée par le ministre de l'éducation nationale ou les ministres concernés) (p. 1562) ; hostilité du ministre de l'éducation nationale à la liberté de l'enseignement et aux grandes écoles ; sous-amendement n° 979 adopté ; amendement n° 49, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, l'amendement n° 263 devient sans objet ; amendements identiques n° 694 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert et n° 671 de M. Jean Foyer (référence à un décret en conseil d'État) (p. 1563) ; adoptés ; amendement n° 672 de M. Jean Foyer (suppression du mot « notamment » dans la dernière phrase du dernier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 628 de M. Gilbert Gantier (désignation d'enseignants de professionnels et de personnes qualifiées dans la commission des titres) : rejeté ; amendement n° 550 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. François d'Aubert (composition de la future commission des titres) ; rejeté ; amendement n° 254 de M. Jean Rigaud soutenu par M. François d'Aubert (même objet) : rejeté ; amendement n° 673 de M. Jean Foyer (représentation majoritaire des universités, des écoles et des grands établissements dans la commission des titres) (p. 1564) ; rejeté ; amendement n° 50 de la commission (représentation des instituts au sein de la commission des titres) ; sous-amendement n° 982 de M. Alain Madelin (représentation des groupements d'ingénieurs les plus représentatifs) ; rejeté ; amendement n° 50 adopté ; amendement n° 264 de M. Francisque Perrut soutenu par M. François d'Aubert (représentation des établissements d'enseignement supérieur publics et privés dans la commission des titres) : retiré ; amendement n° 675 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (qualification des membres appartenant à la commission des titres) : rejeté ; amendement n° 265 de M. Francisque Perrut soutenu par M. François d'Aubert (composition de la commission des titres) : rejeté (p. 1565) ; amendement n° 4 de la commission de la production et des échanges (représentation des organisations professionnelles dans la commission des titres) : adopté ; amendement n° 676 de M. Jean Foyer (désignation des membres des professions) : rejeté ; amendement n° 674 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (nomination d'anciens élèves à la commission des titres) : rejeté ; amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Alain Madelin (représentation des associations d'anciens élèves des écoles d'ingénieurs à la commission des titres) : rejeté ; amendement n° 255 de M. Jean Rigaud (référence à la commission interministérielle de prospective et d'orientation des formations supérieures) : retiré ; amendement n° 459 de M. François d'Aubert (intervertissant les sixième et huitième alinéas de cet article) : retiré ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 *(mission de recherche du service public de l'enseignement supérieur)* (p. 1566) ; moyens dont doit disposer l'enseignement supérieur pour mener à bien la recherche ; détachement du C.N.R.S. et de la bibliothèque nationale du ministère de l'éducation nationale ; rôle du conseil scientifique (p. 1567) ; diminution des crédits affectés au C.N.R.S. ; contenu de la loi de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France (p. 1568) ; nécessité pour les universitaires d'être à la fois des enseignants et des chercheurs ; tâche d'impulsion du service public de l'enseignement supérieur en matière de recherche ; tutelle du C.N.R.S. (p. 1569) ; réussite de la France dans le domaine des télécommunications ; cohérence nécessaire de la politique de développement scientifique et technologique ; amendements identiques n° 560 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 593 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (de suppression) (p. 1570) ; rapports entre le C.N.R.S. et la direction générale des enseignements supérieurs et de la recherche ; mission de l'I.N.S.E.R.M. (p. 1571) ; insuffisance des moyens financiers mis à la disposition de l'application du présent texte ; articulation entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée ; rapports entre l'industrie et les laboratoires ; amendement n° 560 et n° 593 rejetés ; amendement n° 594 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (suppression du premier alinéa de cet article) : retiré (p. 1572) ; amendement n° 595 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (rôle du service public de l'enseignement supérieur en matière de recherche) ; sous-amendement n° 955 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jean Foyer (rattachant l'I.N.S.E.R.M. et l'I.N.R.A. au service public de l'enseignement supérieur) ; sous-amendement n° 956 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jean Foyer (rattachant le C.N.R.S. au service public de l'enseignement supérieur) ; amendement n° 596 de M. Gilbert Gantier (rôle de l'enseignement supérieur en matière de recherche) ; association de la recherche à la technologie ; sous-amendement n° 955 rejeté ; sous-amendement n° 956 rejeté ; amendement n° 595 rejeté ; amendement n° 596 rejeté (p. 1573) ; amendement n° 597 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (suppression des mots « service public » dans le premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 195 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « service public » les mots « secteur public » dans le premier alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 196 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 197 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 198 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley (suppression de la référence à la distinction entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée) : retiré ; amendement n° 462 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (référence à la recherche-développement) : rejeté ; amendement n° 256 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Alain Madelin (valorisation de la recherche dans des conditions d'indépendance et de liberté indispensables à la réflexion et à la création intellectuelle) : rejeté ; amendement n° 51 de la commission (valorisation de la recherche dans toutes les disciplines et notamment les sciences humaines et sociales) ; sous-amendement n° 300 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (référence aux sciences médicales et physiques) ; sous-amendement n° 974 de M. Alain Madelin (référence aux sciences et techniques des activités physiques et sportives) ; sous-amendement n° 975 de M. Alain Madelin (référence aux sciences de l'information et de la communication) (p. 1574) ; sous-amendements n° 974 et n° 975 retirés ; sous-amendement n° 300 rejeté ; amendement n° 51 adopté ; amendement n° 198 de M. Alain Madelin (rattachant le C.N.R.S. au secteur public de l'enseignement supérieur) ; sous-amendement n° 561 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (rattachant la bibliothèque nationale au service public de l'enseignement supérieur) ; sous-amendement n° 460 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (rattachant l'I.N.S.E.R.M. et l'I.N.R.A. au service public de l'enseignement supérieur) ; sous-amendement n° 461 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (rattachant l'I.N.S.E.R.M. au service publié de l'enseignement supérieur) (p. 1575) ; sous-amendements n°s 561, 460 et 461 rejetés ; amendement n° 198 rejeté ; amendement n° 328 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (précisant que le service public de l'enseignement supérieur dispose des moyens appropriés à sa mission de recherche) : rejeté ; amendement n° 599 de M. Gilbert Gantier (tutelle du ministère de l'éducation nationale sur le C.N.R.S.) : rejeté ; amendement n° 600 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley (supprimant le second alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 52 de la commission (précisant que le service public de l'enseignement supérieur assure la liaison nécessaire entre les activités d'enseignement et de recherche) ; sous-amendement n° 983 de M. Gilbert Gantier (précisant que le service public de l'enseignement supérieur offre un moyen privilégié de formation à la recherche) (p. 1576) ; sous-amendement rejeté ; amendement n° 52 adopté ; en conséquence, les amendements n°s 199 de M. Alain Madelin, 101 de M. Bruno Bourg-Broc, 602 de M. Gilbert Gantier, 200 de M. Alain Madelin, 603 et 604 de M. Jean Foyer deviennent sans objet ; amendement n° 605 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (précisant que les enseignants titulaires de l'enseignement supérieur sont de droit électeurs au conseil national du C.N.R.S.) ; amendement n° 201 de M. Alain Madelin (même objet) : rejetés ; amendements identiques n° 606 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley et n° 202 de M. Alain Madelin (suppression du troisième alinéa de cet article) ; amendement n° 606 retiré ; amendement n° 202 retiré ; amendement n° 607 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley (suppression de la première phrase du troisième alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 203 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; amendements identiques n° 608 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley et n° 609 de M. Gilbert Gantier (suppression des mots « reconnue comme priorité nationale » dans la première phrase du troisième alinéa de cet article) ; diminution des moyens de la recherche sous le précédent septennat ; amendements n° 608 et n° 609 rejetés ; amendement n° 463 de M. François d'Aubert (liaison avec les grands organismes nationaux, publics et privés de recherche) (p. 1577) ; rejeté ; amendements identiques n° 610 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley et n° 611 de M. Gilbert Gantier (suppression de la seconde phrase du troisième alinéa de cet article) relatif à la mise en œuvre des grands objectifs de la loi d'orientation et de programmation de la recherche) : retirés ; amendement n° 53 de la commission (contribution de l'enseignement supérieur à la mise en œuvre des objectifs de la loi d'orientation et de programmation de la recherche) ; amendement n° 612 de M. Gilbert Gantier (de précision) ; amendement n° 612 retiré ; amendement n° 53 adopté ; amendement n° 54 de la commission (de précision) ; sous-amendement n° 954 de M. Jean-Louis Masson (référence aux organismes publics ou privés) : rejeté ; « fougue » des jeunes chercheurs ; nécessité d'encourager les jeunes chercheurs dont les travaux paraissent prometteurs ; amendement n° 54 adopté ; (p. 1578) ; amendement n° 613 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (suppression de l'avant dernier alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 614 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (rôle du service public de l'enseignement supérieur en matière de politique de décentralisation) (p. 1582) ; différence entre l'aménagement du territoire et la décentralisation ; rejeté ; amendement n° 615 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 204 de M. Alain Madelin (référence aux équipes scientifiques) : rejeté ; amendement n° 55 de la commission (rédaction plus concise) sous-amendements n° 205 et n° 206 de M. Alain Madelin (rédactionnels) ; sous-amendement n° 985 de M. Louis Odru soutenu par M. Georges Hage (précisant que l'enseignement supérieur améliore le potentiel scientifique de la nation) (p. 1583) ; sous-amendements n° 205 et n° 206 rejetés ; sous-amendement n° 985 adopté ; amendement n° 55, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 207 de M. Alain Madelin (supprimant la fin de l'avant dernier alinéa de cet article) : devenu sans objet ; amendement identiques n° 56 de la commission et n° 616 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley (de conséquence) : adoptés ; en conséquence, les amendements n° 742 de M. Louis Odru, n° 617 de M. Bruno Bourg-Broc ; le sous-amendement n° 957 de M. Jean-Louis Masson, les amendements n° 208 de M. Alain Madelin, n° 618 de M. Gilbert Gantier, n° 465 de M. François d'Aubert, n° 680 de M. Michel Noir et n° 464 de M. François d'Aubert deviennent sans objet ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 *(mission de diffusion de la culture et d'information scientifique et technique)* ; inexistence de la création intellectuelle en absence d'autonomie et d'initiative ; enrichissement et promotion de la langue française (p. 1584) ; amélioration du style du présent projet de loi ; exploitation de brevets et licences par les établissements participant au service public de l'enseignement supérieur ; caractère fondamental de l'essor de la culture pour les communistes (p. 1585) ; impérialisme culturel des États-Unis ; opinion du professeur Gérard Lyon-Caen sur le présent projet de loi ; amendement n° 562 de Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) (p. 1586) ; rôle de

l'A.N.V.A.R. ; rejeté ; amendement n° 466 de M. François d'Aubert (suppression du premier alinéa de cet article : développement de la culture) : non soutenu ; amendement n° 629 de M. Gilbert Gantier (suppression des mots « service public » dans le premier alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 209 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « service public » les mots « secteur public ») : rejeté ; amendement n° 563 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (rôle du service public de l'enseignement supérieur en matière de diffusion des connaissances, de la culture et de la recherche) ; rejeté ; amendement n° 210 de M. Alain Madelin (rôle du service public de l'enseignement supérieur en matière de développement de la culture et de la recherche) : retiré ; amendement n° 631 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelln (rôle du service public de l'enseignement supérieur en matière de diffusion des connaissances consacrées par des diplômes de licence, maîtrise et doctorat) (p. 1587) ; rejeté ; amendement n° 630 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (prédisant que le service public de l'enseignement supérieur contribue au développement de la recherche) : rejeté ; amendement n° 57 de la commission (rôle du service public de l'enseignement supérieur en matière d'innovation dans le domaine des arts, des lettres, des sciences et des techniques) ; sous-amendement n° 211 de M. Alain Madelin (suppression des mots « individuelle » et « collective » dans cet amendement) ; sous-amendement n° 984 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (innovation en matière de sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion) ; sous-amendement n° 211 rejeté ; sous-amendement n° 984 rejeté ; amendement n° 57 de la commission adopté ; en conséquence, les amendements nos 564 de M. Bruno Bourg-Broc, 632 de M. Gilbert Gantier, 743 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et 467 de M. François d'Aubert deviennent sans objet ; amendement n° 212 de M. Alain Madelin (rôle des établissements d'enseignement supérieur en matière de conservation et de promotion de la langue française et de développement des parlers régionaux) : rejeté ; amendements identiques n° 213 de M. Alain Madelin et n° 565 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (défense et enrichissement de la langue française) ; attaque du « franglais » (p. 1588) ; rejetés ; amendement n° 468 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (développement du français comme langue scientifique) : retiré ; amendement n° 249 de M. Yves Dollo soutenu par M. Jean-Hugues Colonna (développement des langues et cultures régionales) ; sous-amendement n° 988 de M. Jean Giovannelli (référence au patrimoine national et régional) ; adopté ; amendement n° 249, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 566 de M. Bruno Bourg-Broc (protection du patrimoine) : rejeté ; amendement n° 250 de M. Yves Dollo (de conséquence) : adopté ; amendement n° 567 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (suppression du mot « particulier » dans la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article) : devenu sans objet ; amendement n° 214 de M. Alain Madelin (protection des langues et cultures régionales sans exclusive) (p. 1589) ; amendement n° 215 de M. Alain Madelin (même objet) ; développement des études de langue régionale dans les universités françaises ; amendement n° 214 rejeté ; amendement n° 215 rejeté ; amendement n° 568 de M. Bruno Bourg-Broc (conservation des œuvres) : rejeté ; amendement n° 133 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (référence à la Bibliothèque Nationale et aux bibliothèques universitaires) : rejeté ; amendement n° 749 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (application des mesures contenues dans cet article dans la limite des crédits inscrits à cet effet dans la loi de finances) : rejeté ; amendement n° 58 de la commission (précisant que les établissements qui participent au service public de l'enseignement supérieur peuvent être prestataires de service pour contribuer au développement socio-économique de leur environnement) ; sous-amendement n° 986 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (suppression des mots « qui participent à ce service public ») ; sous-amendement n° 996 de M. Alain Madelin (substituant au mot « exploité » le mot « déposé ») (p. 1590) ; sous-amendements rejetés ; amendement n° 58 adopté ; amendement n°634 (suppression des mots « qui participent à ce service public » dans le dernier alinéa de cet article) : devenu sans objet ; amendement n° 469 de M. François d'Aubert soutenu par M. Robert Galley (possibilité pour les établissements de déposer des brevets et de négocier des licences) ; sous-amendement n° 989 de M. Philippe Bassinet (possibilité de déposer et d'exploiter des brevets) ; sous-amendement adopté ; amendement n° 469, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 569 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (exploitation de brevets et licences en préservant les droits des inventeurs et des créateurs) : rejeté ; amendement n° 216 de M. Alain Madelin (suppression de la référence aux banques de données) : rejeté ; amendements identiques n° 59 de la commission, n° 217 de M. Alain Madelin, n° 470 de M. François d'Aubert, n° 570 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley et n° 635 de M. Gilbert Gantier (suppression des mots « et de boutiques de sciences » à la fin du dernier alinéa de cet article) (p. 1591) ; rôle des centres d'information et de documentation ; transformation de la Bibliothèque Nationale en une banque de données scientifiques) ; amendements adoptés ; amendement n° 636 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (précisant que la création des centres et banques de données ne saurait faire concurrence au secteur privé) ; amendement n° 744 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Lucien Dutard (exercice des activités contenues dans le présent article conformément aux missions dévolues au service public de l'enseignement supérieur) ; amendement n° 744 retiré ; amendement n° 636 retiré ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *(mission de coopération internationale)* ; vocation internationale traditionnelle de l'université française ; (p. 1592) ; remise en question de la spécificité des disciplines juridiques ; risque encouru par le rayonnement de la culture juridique française ; nécessité de mettre en place de véritables relations de jumelage ; problème des personnels en coopération ; rapports de type colonialiste mis en place par la droite ; abaissement de la langue française comme langue scientifique internationale accepté par les gouvernements précédents (p. 1593) ; impossibilité pour les jeunes des pays francophones de poursuivre leurs études de médecine en France ; amendements identiques n° 218 de M. Alain Madelin et n° 571 de M. Charles Millon (de suppression) : rejetés ; amendement n° 684 de M. Gilbert Gantier (suppression des mots « le service public ») : rejeté ; amendement n° 745 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Georges Hage (rôle du statut service public de l'enseignement supérieur en matière d'édification d'un nouvel ordre international) ; refus d'introduire dans le présent texte de loi des proclamations révolutionnaires (p. 1594) ; rejeté ; amendements nos 285 de M. Alain Madelin, 572 de M. Bruno Bourg-Broc, 573 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin, 683 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc et 685 de M. Gilbert Gantier (accueil des étudiants étrangers) ; coût de la formation d'étudiants étrangers pour la France ; coût élevé des droits d'inscription des étudiants étrangers dans les universités américaines ; refus de mettre en place un système d'accords de réciprocité (p. 1595) ; amendements nos 285, 572, 573, 683 et 685 : rejetés ; amendement n° 574 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 471 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (mise en place d'accords internationaux) ; importance des bourses pour les étudiants ; retiré ; amendements identiques n° 219 de M. Alain Madelin et n° 575 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (référence à l'échange des expériences) : rejetés ; amendement n° 472 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (rôle du service public de l'enseignement supérieur en matière de développement des échanges européens) (p. 1596) ; rejeté ; amendements identiques n° 686 de M. Gilbert Gantier, n° 577 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression des mots « dans le cadre défini par les pouvoirs publics » au début du second alinéa de cet article) ; rôle de la Cour des comptes ; amendements retirés ; amendement n° 576 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley (possibilité pour les unités composant les enseignements supérieurs de passer des accords avec les institutions d'enseignement supérieur des pays étrangers) : rejeté ; amendements identiques n° 473 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin, n° 578 de M. Germain Gengenwin et n° 579 de M. Robert Galley (même objet) (p. 1597) ; amendements rejetés ; amendement n° 687 de M. Gilbert Gantier (de coordination) : rejeté ; amendement n° 688 de M. Gilbert Gantier (substituant au mot « passent » les mots « sont habilités à passer » au début du second alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 336 du gouvernement (accords passés avec les institutions étrangères ou internationales) ; exemple des programmes de l'U.N.E.S.C.O. et du fonds spécial des Nations Unies ; adopté (p. 1598) ; amendement n° 689 de M. Gilbert Gantier (amélioration du style) : rejeté ; amendement n° 580 de M. Bruno Bourg-Broc (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 690 de M. Gilbert Gantier (rédactionnel) : devenu sans objet ; amendement n° 691 de M. Gilbert Gantier (rédactionnel) : devenu sans objet ; amende-

ment n° 581 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la fin du dernier alinéa de cet article après les mots « établissements étrangers ») ; langue dans laquelle sont dispensés les enseignements ; rejeté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 *(la cohésion du service public de l'enseignement supérieur) :* importance du maintien d'un secteur privé dans le service public de l'enseignement supérieur (p. 1599) ; liberté d'expression de l'enseignement public ; création du grand service public de l'enseignement supérieur ; problème de la suppression des statuts dérogatoires des instituts universitaires de technologie (p. 1600) ; insuffisance des moyens de l'enseignement supérieur privé ; autonomie des universités et des grandes écoles dans le cadre de la planification nationale et régionale ; amendement n° 582 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 1601) ; respect de la diversité des établissements d'enseignement supérieur ; recrutement des élèves ingénieurs ; problèmes des habilitations (p. 1602) ; rejeté ; amendements identiques n° 221 de M. Alain Madelin, n° 329 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Gilbert Gantier, n° 583 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier, n° 584 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley et n° 693 de M. Gilbert Gantier (suppression du premier alinéa de cet article) ; retrait de la demande de scrutin public formulée par l'U.D.F. ; caractère inopérant de la planification dans le domaine de l'enseignement supérieur ; risque de « caporalisation » de la société ; problème des normes GARACES (p. 1603) ; formation des élèves ingénieurs ; amendements rejetés au scrutin public (p. 1604) ; amendement n° 222 de M. Alain Madelin (cohésion du service public de l'enseignement supérieur) (p. 1610) ; impossibilité de connaître par avance l'augmentation annuelle du nombre des étudiants ; retiré ; amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 229 de M. Alain Madelin (consultation des régions) ; rejeté ; amendement n° 60 : adopté (p. 1611) ; amendement n° 223 de M. Alain Madelin (cohésion du service public de l'enseignement supérieur grâce aux mesures prises par le Gouvernement) : rejeté ; amendement n° 224 de M. Alain Madelin (cohésion et bon fonctionnement du service public de l'enseignement supérieur) : rejeté après rectification ; amendement n° 225 de M. Alain Madelin (substituant au mot « cohésion » le mot « cohérence ») : rejeté ; amendement n° 226 de M. Alain Madelin (de conséquence) : rejeté ; amendements identiques n° 227 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 585 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (suppression des mots « dans le cadre de la planification nationale ou régionale ») (p. 1612) ; importance de la planification régionale et nationale (p. 1613) ; objectifs des écoles nationales ; rejetés ; amendements identiques n° 586 de M. Germain Gengenwin soutenu par Alain Madelin et n° 587 de M. Robert Galley (nécessité de tirer profit des expériences spécifiques des unités et établissements) ; amendement n° 589 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Robert Galley (même objet) ; amendement n° 257 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 230 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 1614) ; application de la professionnalisation à l'Université de Compiègne ; amendement n° 586 et n° 587 : rejetés ; amendement n° 589 : rejeté ; amendement n° 257 : rejeté ; amendement n° 230 : rejeté ; en conséquence l'amendement n° 228 de M. Alain Madelin devient sans objet ; amendement n° 588 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley (respect de l'autonomie statutaire, pédagogique et scientifique de chaque établissement) ; rejeté ; amendements identiques n° 231 de M. Alain Madelin, n° 590 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par MM. Robert Galley et n° 692 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression du 2e alinéa de cet article) (p. 1615) ; risque de « caporaliser » et d'« uniformiser » l'enseignement supérieur ; mise en place d'un moule unique pour l'ensemble des établissements de l'enseignement supérieur ; respect nécessaire des diversités (p. 1616) ; volonté de M. Laurent Schwartz d'accentuer la diversité et l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur ; exemple du système d'enseignement supérieur américain ; amendements nos 231, 590 et 692 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 694 de M. Gilbert Gantier (de coordination) : retiré ; amendement n° 232 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « le rapprochement » les mots « la diversification » dans le 2e alinéa de cet article) (p. 1617) ; diversification des règles d'organisation de fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur ; rejeté ; amendement n° 233 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 695 de M. Gilbert Gantier (respect de l'autonomie) : rejeté au scrutin public (p. 1618) ; amendement n° 234 de M. Alain Madelin (suppression du mot « nécessaire » dans le 2e alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 235 de M. Alain Madelin (de coordination) : retiré ; amendement n° 236 de M. Alain Madelin (référence aux enseignements supérieurs du service public dans la première phrase du dernier alinéa de cet article) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 474 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (rédactionnel) ; amendement n° 237 de M. Alain Madelin (rédactionnel) (p. 1619) ; amendement n° 474 : rejeté ; amendement n° 237 : rejeté ; amendement n° 696 de M. Gilbert Gantier (rédactionnel) ; amendement n° 330 de M. Jean-Paul Fuchs (rédactionnel) ; amendement n° 591 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley (complétant la première phrase du dernier alinéa de cet article par les mots « ceux qui en manifestent le désir et la capacité ») amendement n° 696, retiré ; amendement n° 330 non soutenu ; amendement n° 591 rejeté ; amendement n° 592 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (relatif aux conditions de distance) ; nécessité de laisser aux universités la liberté dans ce domaine ; rejeté ; amendement n° 238 de M. Alain Madelin (rédactionnel) ; rejeté ; amendement n° 61 de la commission (de conséquence) ; sous-amendement n° 990 de M. Alain Madelin (rédactionnel) (p. 1620) ; sous-amendement : retiré ; établissement de « passerelles » entre les Universités ; adopté ; en conséquence les amendements n° 239 de M. Alain Madelin ; n° 697 et n° 698 de Gilbert Gantier ; n° 240 et n° 241 de M. Alain Madelin, n° 699 de M. Gilbert Gantier deviennent sans objet ; amendement n° 62 de la commission (organisation d'une information sur les formations universitaires et les besoins sociaux en qualification) ; décloisonnement des cursus de formation ; mauvaise rédaction de l'amendement n° 62 de la commission (p. 1621) ; adopté ;

— article 7 ; ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(commission interministérielle de prospective et d'orientation des formations supérieures) :* instauration de la polysynodie universitaire ; composition de la commission créée par cet article ; rôle de celle-ci par rapport à celui de la commission nationale de planification ; sélection naturelle par manque de débouchés (p. 1622) ; information sur l'évolution des perspectives d'orientation ; démocratisation de l'Université (p. 1623) ; accord du Conseil économique et social sur la création de cette commission ; amendements identiques n° 242 de M. Alain Madelin, n° 475 de M. François d'Aubert, n° 701 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc et n° 702 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 1624) ; professionnalisation de l'enseignement supérieur ; avis donné par la commission de prospective sur les débouchés ; amendement n° 475 de M. François d'Aubert, non soutenu ; amendements n° 242, n° 701 et n° 702 rejetés ; amendement n° 286 de M. Alain Madelin (instituant une commission des titres universitaires) (p. 1625) ; rejeté ; amendement n° 703 de M. Gilbert Gantier (suppression du premier alinéa de cet article) ; rôle du C.N.E.S.E.R. ; rejeté ; amendement n° 243 de M. Alain Madelin (de précision) (p. 1626) ; logique des différents amendements présentés par l'opposition ; composition de la commission instituée par cet article ; rejeté ; amendements identiques n° 704 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 705 de M. Michel Noir soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (commission instituée auprès du Premier ministre) (p. 1627) ; rejetés ; amendement n° 706 de M. Gilbert Gantier (référence au ministre de l'éducation nationale chargé de l'enseignement supérieur) rejeté ; (p. 1628) ; amendements identiques n° 476 de M. François d'Aubert et n° 747 de M. Jean-Paul Fuchs soutenus par M. Alain Madelin (composition de la commission interministérielle) (p. 1635) ; rejetés ; amendement n° 477 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (précisant que la composition et les règles de fonctionnement de la commission interministérielle seront précisées dans le présent article) : rejeté ; amendement n° 707 de M. Bruno Bourg-Broc (précisant que la commission interministérielle comprend une majorité d'enseignants les plus qualifiés) : rejeté ; amendement n° 708 de M. Gilbert Gantier (de coordination) : devenu sans objet ; amendement n° 244 de M. Alain Madelin (suppression du mot « notamment » dans le 2e alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 709 de M. Gilbert Gantier (référence au ministre chargé de l'enseignement supérieur) : devenu sans objet (p. 1636) ; amendements identiques n° 245 de M. Alain Madelin ; n° 292 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 331 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (préci-

sant que la commission interministérielle reçoit les avis des responsables d'établissements) ; amendement n° 710 de M. Jean-Louis Masson soutenu par Claude-Gérard Marcus (même objet) ; amendements n° 245, n° 292 et n° 331 : rejetés ; amendement n° 710 devenu sans objet ; amendement n° 711 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 63 de la commission (substituant aux mots « peuvent lui fournir » les mots « lui fournissent » dans l'avant dernier alinéa de cet article) : adopté ; amendements identiques n° 258 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Alain Madelin, n° 712 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Alain Madelin et n° 716 de M. Robert Galley soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (éléments fournis par les responsables d'unités et d'établissements) (p. 1637) ; consultation des organismes spécialisés dans l'observation de l'économie par la commission de prospective ; amendements n° 258, n° 712 et n° 716 rejetés ; amendement n° 64 de la commission (de précision) : adopté ; amendements identiques n° 259 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Gilbert Gantier ; n° 713 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 717 de M. Robert Galley soutenu par Bruno Bourg-Broc (consultation des organisations professionnelles par la commission de prospective) ; amendement n° 719 de M. Gilbert Gantier (même objet) : devenu sans objet (p. 1638) ; amendement n° 259, n° 713 et n° 717 ; rejetés ; amendement n° 714 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Claude-Gérard Marcus (avis des responsables d'établissement et appel éventuel à des experts) ; rejeté ; amendement n° 718 de M. Robert Galley (informations recueillies par chaque établissement ou unité) : rejeté ; amendements identiques n° 246 de M. Alain Madelin, n° 332 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin et n° 715 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Claude-Gérard Marcus (précisant que la commission de prospective peut faire appel à des experts) (p. 1639) ; amendements n° 246, n° 332, n° 715 : rejetés ; amendements identiques n° 247 de M. Alain Madelin, n° 720 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc et n° 721 de M. Gilbert Gantier (suppression du dernier alinéa de cet article) ; avis donné par la commission de prospective sur la politique d'habilitation à délivrer les diplômes et titres nationaux (p. 1640) ; rejetés ; amendement n° 248 de M. Alain Madelin (délivrance libre des diplômes par les établissements) ; rejeté ; amendement n° 260 de M. Jean Rigaud (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 65 de la commission (suppression du mot « nationaux » à la fin du dernier alinéa de cet article : adopté ; amendement n° 478 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (bilan du fonctionnement du service public de l'enseignement supérieur dressé par la commission de prospective) : rejeté ; amendement n° 293 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Gilbert Gantier (création de commissions de prospective dans chaque secteur professionnel) retiré ;

— article 8 : ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(possibilité d'extension des dispositions de la présente loi à des établissements relevant d'autres ministères)* (p. 1641) ; exemple de l'école polytechnique, de l'école des Mines ou de l'Institut national agronomique ; rôle des grandes écoles (p. 1642) ; problèmes spécifiques à l'enseignement supérieur agricole ; risques encourus par les grandes écoles ; amendements identiques n° 3 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Claude-Gérard Marcus, n° 287 de M. Alain Madelin, n° 333 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin, n° 479 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin, n° 722 de M. Robert Galley soutenu par Claude-Gérard Marcus et n° 723 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 1643) ; éventuelle inconstitutionnalité de cet article (p. 1644) ; combat politique mené par l'opposition (p. 1645) ; amendements de suppression retirés ; amendement n° 724 de M. François d'Aubert n° 725 et n° 726 de M. Jean Foyer, n° 727 de M. Gilbert Gantier, n° 728 de M. Bruno Bourg-Broc, n° 729 de M. François d'Aubert, n° 334 de M. Jean-Paul Fuchs, n° 288 de M. Alain Madelin, n° 730 et n° 731 de M. François d'Aubert : retirés ; amendement n° 748 de M. Louis Odru soutenu par M. Paul Mercieca (mise en place d'une concertation) ; amendement n° 1348 de M. Jean Natiez (consultation des établissements concernés) ; sous-amendement n° 991 du Gouvernement (avis conforme des conseils d'administration des établissements concernés et accord des ministères de tutelle) (p. 1646) ; amendement n° 748 ; adopté ; sous-amendement n° 991 ; adopté après rectification ; amendement n° 1348 : adopté après modification ; amendement n° 732 et n° 733 de M. François d'Aubert, n° 480 de M. Francisque Perrut, n° 735 de M. Germain Gengenwin, n° 289 de M. Alain Madelin, n° 335 de M. Jean-Paul Fuchs, et n° 734 de M. Jean-Louis Masson : retirés ;

— article 9, ainsi modifié : adopté.

TITRE II. — *Principes applicables aux formations supérieures relevant du ministre de l'éducation nationale ;* amendement n° 790 de M. Charles Millon soutenu par Alain Madelin (nouvel intitulé du titre II : Des établissements publics à caractères scientifique, culturel et professionnel) ; rejeté ; amendement n° 750 de M. Gilbert Gantier (intitulé du titre II : les principes applicables aux formations relevant du ministre de l'éducation nationale chargé de l'enseignement supérieur) : devenu sans objet.

Article 10 *(champ d'application du titre II) :* portée administrative de cet article (p. 1647) ; étatisation de l'enseignement supérieur ; volonté d'inclure tous les établissements d'enseignement supérieur dans le champ d'application de la présente loi ; amendement n° 751 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (direction des établissements publics à caractères scientifique, culturel et professionnel) (p. 1648) : rejeté ; amendement n° 348 de M. Alain Madelin (de précision) : rejeté ; amendement n° 349 de M. Alain Madelin ; (substituant aux mots « autorité et contrôle » le mot « tutelle ») : rejeté ; amendement n° 752 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 753 de M. Gilbert Gantier (suppression de la fin de cet article après le mot « études secondaires ») (p. 1649) ; rejeté ; amendement n° 350 de M. Alain Madelin (suppression de la référence aux écoles normales d'instituteurs) ; existence d'un D.E.U.G. d'instituteur ; rejeté ; amendement n° 351 de M. Alain Madelin (suppression de la référence aux classes préparatoires) : rejeté ; amendement n° 429 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (contenu des décrets portant création d'établissements publics à caractères scientifique, culturel et professionnel) : rejeté ; amendement n° 754 de M. Jean Foyer (précisant que les dispositions des articles n° 12 et n° 13 de la présente loi ne sont pas applicables aux études de droit, de gestion, de médecine ou de pharmacie) (p. 1650) ; accès au premier et au deuxième cycles ; retiré ;

— article 10 : adopté.

Article 11 *(les cycles universitaires) :* organisation des études supérieures en 3 cycles ; institution d'un nouveau type de cursus ; (p. 1651) ; classes préparatoires aux grandes écoles ; importance de la référence au développement du sens des responsabilités des étudiants et à leur aptitude à travailler en équipe ; amendement n° 755 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (précisant le contenu des méthodes d'enseignement des différents cycles) ; exemple des États-Unis ; rejeté ; amendements identiques n° 66 de la commission et n° 353 de M. Alain Madelin (de précision) (p. 1652) ; adoptés ; amendement n° 352 de M. Alain Madelin (précisant que le nombre et la nature des cycles sont déterminés librement par chaque université) : rejeté ; amendement n° 354 de M. Alain Madelin (suppression de la dernière phrase de cet article) : rejeté ; amendement n° 757 de M. Gilbert Gantier (suppression de la référence à l'acquisition d'éléments d'une qualification professionnelle et à la recherche) ; amendement n° 736 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (caractère éventuel de l'acquisition d'éléments d'une qualification professionnelle) ; affirmation selon laquelle la recherche et les enseignements de culture générale ne sont pas menacés par la professionnalisation (p. 1653) ; amendement n° 756 : retiré ; amendement n° 757 : rejeté ; amendement n° 430 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (référence à l'aptitude au travail) : rejeté ; amendement n° 758 de M. Jean Foyer (développement de la personnalité) : adopté ; amendement n° 355 de M. Alain Madelin (suppression de la référence au travail en équipe) ; amendement n° 67 de la commission (référence au travail individuel ou en équipe) ; amendement n° 355 : retiré ; amendement n° 67 : adopté après rectification ; amendement n° 356 de M. Alain Madelin (délivrance de diplômes nationaux) (p. 1654) : adopté ; amendement n° 431 de M. François d'Aubert (possibilité pour les établissements d'organiser de façon dérogatoire le déroulement des études supérieures conduisant à des diplômes nationaux) : rejeté ; amendement n° 759 de M. Gilbert Gantier (application du présent article dans la limite des crédits inscrits) spécifiquement à cet effet chaque année dans la loi de finances) : rejeté ;

— article 11 : ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(le premier cycle) :* remise en cause des fondements de l'Université ; interdiction de toute sélection à l'entrée du premier cycle ; augmentation annuelle du nombre des étudiants (p. 1655) ;

volonté du Gouvernement de diminuer artificiellement le nombre des chômeurs ; suppression des mentions au baccalauréat ; importance de la sélection par l'échec et par le milieu social (p. 1656) ; finalité professionnelle des enseignements supérieurs ; accroissement du nombre des diplômés de l'enseignement supérieur ; nécessité de donner à chaque étudiant une solide formation scientifique de base dès le premier cycle (p. 1657) ; importance des besoins en techniciens supérieurs ; existence de la sélection dans l'ensemble des pays libéraux ou socialistes ; notion de connaissance de base des disciplines fondamentales (p. 1658) ; risque de dévalorisation des diplômes (p. 1659) ; absence de moyens destinés à accueillir les nouveaux étudiants ; relance par la « consommation » des études de l'enseignement supérieur (p. 1660) ; situation de famille des étudiants, mesures devant être prises en faveur des étudiants mariés ; possibilité pour les étudiants de province de s'inscrire à Paris ; augmentation annuelle du nombre des étudiants ; accusation selon laquelle le Gouvernement voudrait diminuer artificiellement les effectifs du chômage (p. 1664) ; libre accès des bacheliers à l'enseignement supérieur ; problème des I.U.T ; amendement n° 792 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (précisant que les établissements publics à caractère scientifique culturel et professionnel fixent librement les modalités de recrutement de leurs étudiants) ; amendement n° 791 de M. Jean Royer (mise en place d'un baccalauréat réellement significatif et introductif à l'enseignement supérieur) (p. 1665) ; surreprésentation de la gauche « godillot » à l'Assemblée Nationale ; impossibilité d'aborder dans le présent texte le problème du niveau du baccalauréat (p. 1666) ; existence d'une sélection sociale dans l'Université ; amendement n° 792 : rejeté ; amendement n° 791 : rejeté ; amendement n° 357 de M. Alain Madelin (objet des premiers cycles) ; amendement n° 432 de M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 795 de M. Gilbert Gantier (même objet) (p. 1667) ; diversité nécessaire des enseignements supérieurs ; augmentation annuelle du nombre des étudiants ; opinion négative portée par des professeurs de gauche sur le présent projet de loi ; principe de l'autonomie (p. 1668) ; volonté du Gouvernement de couler toutes les formations de premier cycle dans un même moule ; amendement n° 357 : rejeté ; amendement n° 432 : rejeté ; amendement n° 795 : rejeté ; amendement n° 358 de M. Alain Madelin ; (substituant au premier alinéa de cet article les mots « les premiers cycles ont pour objet ») (p. 1669) : rejeté ; amendement n° 68 de la commission (substituant au mot « but » le mot « finalités » dans le premier alinéa de cet article) ; amendements identiques n° 359 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert et n° 796 de M. Gilbert Gantier (substituant au mot « but » le mot « objet ») (p. 1670) ; amendement n° 68 : adopté ; en conséquence les amendements n° 796 et n° 359 deviennent sans objet ; amendement n° 69 de la commission (modifiant la présentation du deuxième alinéa de cet article) ; nécessité de spécialiser les études de droit ; sous-amendement n° 992 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (rédactionnel) : adopté (p. 1671) ; sous-amendement n° 993 de M. Bruno Bourg-Broc (rédactionnel) ; adopté ; sous-amendement n° 994 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (possibilité pour l'étudiant d'acquérir des connaissances d'une ou plusieurs disciplines fondamentales) ; rejeté ; sous-amendement n° 418 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Emmanuel Hamel (substituant aux mots « disciplines fondamentales » les mots « disciplines fondamentales littéraires, juridiques, économiques, scientifiques et médicales ») : rejeté ; sous-amendement n° 995 de M. Bruno Bourg-Broc (épanouissement de la personnalité des étudiants) : rejeté (p. 1672) ; sous-amendement n° 996 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (élévation du niveau culturel de l'étudiant) ; rejeté ; sous-amendements identiques n° 997 de M. Jean Foyer soutenu par M. François d'Aubert et n° 998 de M. François d'Aubert (suppression des mots « ouvrant sur un grand secteur d'activité ») : rejetés ; sous-amendement oral de M. Jean Foyer (substituant aux mots « se sensibiliser à la recherche » les mots « s'initier à la recherche ») ; rejeté ; sous-amendements identiques n° 999 de M. Jean Foyer et n° 1000 de M. François d'Aubert (supprimant le second alinéa de cet amendement) : retirés ; amendement n° 69 ainsi modifié : adopté ; en conséquence les amendements n° 797 et n° 798 de M. Bruno Bourg-Broc, n° 799 de M. Jean Foyer, n° 417 de M. Jean-Paul Fuchs, n° 800 de M. Bruno de Bourg-Broc, n° 801 de M. Jean Foyer, n° 419 de M. Jean-Paul Fuchs, n° 802 de M. Jean Foyer, n° 803 de M. François d'Aubert, n° 804 de M. Jean Foyer et n° 805 de M. François d'Aubert deviennent sans objet ; amendement n° 1695 de M. Jean-Claude Cassaing, à titre personnel, (respect de la liberté de choix de l'étudiant) (p. 1673) ; adopté ; amendements identiques n° 5 de la commission de la production et des échanges, n° 806 de M. Robert Galley soutenu par M. Etienne Pinte, n° 807 de M. François d'Aubert et n° 808 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. François d'Aubert (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 347 de M. Bernard Derosier (qualification sanctionnée par un titre ou un diplôme) ; adopté ; amendements identiques n° 420 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin et n° 821 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (relatif à la discipline dominante) ; réforme des études juridiques (p. 1674) ; amendements rejetés ; amendement n° 360 de M. Alain Madelin ; (précisant que les études de premier cycle peuvent préparer à une profession ou à un groupe de professions) ; commentaire du présent texte fait à la presse par les collaborateurs du ministre de l'éducation nationale (p. 1675) ; création d'une branche « science sociale » ou « administration et gestion » ; rejeté ; amendement n° 361 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (conditions d'ouverture du premier cycle) ; amendement n° 809 de M. Alain Madelin soutenu par François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 810 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (conditions de vérification des aptitudes des étudiants) ; amendement n° 811 de M. Jean Foyer soutenu par M. Etienne Pinte (accès au premier cycle déterminé par chaque établissement d'enseignement supérieur) ; amendement n° 812 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Etienne Pinte (ouverture du premier cycle) ; amendement n° 813 de M. Jean Foyer soutenu par M. Etienne Pinte (conditions d'inscription dans les premiers cycles) ; amendement n° 794 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Etienne Pinte (ouverture du premier cycle) (p. 1676) ; refus de transformer le premier cycle universitaire en parking ; suppression de la sectorisation ; amendements n° 361, n° 809, n° 810, n° 811, n° 812, n° 813 et n° 794 rejetés ; amendement n° 814 de M. Gilbert Gantier (rédactionnel) (p. 1677) ; rejetés ; amendement n° 271 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Alain Madelin (problème des personnes non titulaires du baccalauréat) ; problèmes des étudiants étrangers ; rejeté ; amendement n° 815 de M. François d'Aubert (personnes dispensées du baccalauréat) ; amendement n° 362 de M. Alain Madelin : même objet (p. 1678) ; rejetés ; amendement n° 363 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (qualification ou expérience jugées suffisantes par l'établissement) ; amendement n° 816 de M. Jean Foyer soutenu par M. Etienne Pinte (même objet) ; amendement n° 817 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Etienne Pinte (examen ou entretien organisés par l'établissement d'accueil) ; amendement n° 818 de M. Gilbert Gantier (règles propres à chaque établissement) ; amendements identiques n° 819 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Emmanuel Hamel et n° 820 de M. Charles Millon soutenu par M. Emmanuel Hamel ; (même objet) ; amendement n° 70 de la commission (qualification ou expérience jugées suffisantes conformément à l'article 3 de la présente loi) (p. 1679) ; amendement n° 363 : rejeté ; amendement n° 816 : rejeté ; amendement n° 817 : rejeté ; amendement n° 818 : rejeté ; amendement n° 819 et n° 820 : rejetés ; amendement n° 70 : adopté ; amendement n° 364 de M. Alain Madelin (organisation de tests nationaux) ; rejeté ; amendement n° 822 de M. Jean Foyer soutenu par M. Etienne Pinte (premier cycle spécifique pour chacune des disciplines juridique, économique, politique, de gestion, médicale et pharmaceutique) ; amendement n° 823 de M. François d'Aubert (même objet) (p. 1680) ; amendement n° 822 : rejeté ; amendement n° 823 : rejeté ; amendements identiques n° 426 de M. Alain Madelin, n° 824 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Etienne Pinte et n° 825 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Etienne Pinte (suppression du 5e alinéa de cet article) ; institution d'une sélection « honteuse, absurde et injuste » ; autonomie des universités ; renforcement de la sélection géographique ; rejetés ; amendement n° 826 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (précisant que toute personne ayant un baccalauréat doit pouvoir postuler dans un établissement de son choix) ; amendement n° 827 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Etienne Pinte (liberté de choix des étudiants) (p. 1681) ; refus d'un système d'inscription autoritaire ; mobilité des étudiants ; absence de réponse du ministre de l'éducation nationale aux questions posées par l'opposition ; affectation des étudiants étrangers non concernés par la sectorisation à laquelle sont soumis les étudiants français ; amendements rejetés ; amendements identiques n° 828 de M. Jean Foyer soutenu par M. Etienne Pinte ; n° 829 de M. François d'Aubert (supprimant la première phrase du cinquième alinéa de cet article) (p. 1682) ; répartition des étudiants étrangers ;

amendements rejetés ; amendement n° 830 de M. Gilbert Gantier (liberté d'inscription) ; amendement n° 71 de la commission (même objet) ; sous-amendement n° 2051 de M. Jean Foyer (supprimant la première phrase de cet amendement) ; sous-amendement n° 2053 de M. Gilbert Gantier (de précision) ; sous-amendement n° 2052 de M. François d'Aubert (suppression de la deuxième phrase de cet amendement) ; amendement n° 831 de M. Bruno Bourg-Broc ; (suppression de la fin de la première phrase du cinquième alinéa de cet article après le mot « établissement ») ; problème de la résidence de l'étudiant (p. 1683) ; possibilité pour le président de séance de retirer la parole à un orateur quand l'Assemblée est suffisamment informée ; amendement n° 831 non soutenu ; amendement n° 830 : rejeté ; sous-amendement n° 2051 : retiré ; sous-amendement n° 2053 : rejeté (p. 1684) ; sous-amendement n° 2052 : rejeté ; amendement n° 71 : adopté ; en conséquence l'amendement n° 831 devient sans objet ; amendement n° 72 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 421 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Emmanuel Hamel (inscription de l'étudiant dans toute Université de son choix indépendamment de l'Académie dans laquelle elle a son siège) : rejeté ; amendement n° 272 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Emmanuel Hamel (exception faite pour les établissements d'enseignement spécifique dont l'implantation ne correspond pas aux circonscriptions académiques) : rejeté ; amendement n° 427 de M. Alain Madelin (suppression de la seconde phrase du cinquième alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 832 de M. Gilbert Gantier (suppression des mots « constatées par l'autorité administrative ») : rejeté ; amendement n° 840 de M. Jean Foyer soutenu par M. Etienne Pinte (suppression des mots « les inscriptions sont prononcées par le recteur chancelier ») (p. 1685) ; rejeté ; amendement n° 833 de M. Gilbert Gantier (substituant aux mots « recteur chancelier » les mots « chef d'établissement ») : rejeté ; amendement n° 834 de M. Gilbert Gantier (substituant aux mots « ministre de l'éducation nationale » les mots « conseil d'administration ») : rejeté ; amendement n° 835 de M. Gilbert Gantier (de précision) : devenu sans objet ; amendement n° 837 de M. Gilbert Gantier (suppression des mots « en fonction du domicile, de la situation de famille du candidat et des préférences exprimées par celui-ci) : rejeté ; amendement n° 836 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Emmanuel Hamel (préférences exprimées par l'étudiant, domicile et situation de famille de celui-ci) : rejeté ; amendement n° 839 de M. François d'Aubert (inscription en fonction des résultats obtenus en cours de scolarité) : rejeté (p. 1686) ; amendement n° 838 de M. François d'Aubert (suppression des mots « du domicile » dans la seconde du second alinéa de cet article) : rejeté (p. 1687) ; conditions d'inscription dans le premier cycle pour les étudiants étrangers ; documents envoyés par le ministère de l'Éducation nationale à chaque ambassade ; modalités d'inscription des étudiants français (p. 1690) ; amendement n° 428 de M. Alain Madelin (suppression du sixième alinéa de cet article) ; amendement n° 366 de M. Alain Madelin (suppression de la première phrase du sixième alinéa de cet article) ; amendement n° 841 de M. Jean Foyer soutenu par M. Étienne Pinte (liberté de répartition des étudiants) ; amendement n° 842 de M. Gilbert Gantier (suppression des deux premières phrases du sixième alinéa de cet article) ; amendement n° 367 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (suppression de la deuxième phrase du sixième alinéa de cet article) ; amendement n° 365 de M. Alain Madelin (orientation des candidats conformément à leur vocation et à leurs aptitudes) ; amendement n° 843 de M. Gilbert Gantier (possibilité, pour le règlement de chaque établissement, de prévoir des modalités de sélection pour l'accès des étudiants en fonction des débouchés offerts à chaque type de qualification) (p. 1691) ; notion de filière à sélection ; caractère restrictif des exceptions à l'ouverture du premie cycle contenu dans cet article ; **rappels au règlement de MM. Jacques Toubon, Jacques Santrot et Jean-Claude Cassaing** ; (p. 1692) ; organisation des filières du premier cycle ; liberté de programme dont disposent les grandes écoles ; amendements n° 428, n° 366, n° 841, n° 842, n° 367, n° 365, et n° 843 rejetés ; amendement n° 845 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Étienne Pinte (suppression du mot « toutefois » dans la seconde phrase du sixième alinéa de cet article) ; coût de la formation dans certaines universités (p. 1693) ; rejeté ; amendement n° 424 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Emmanuel Hamel (précisant que nul ne peut être admis à suivre plus de deux fois les enseignements de la première année du premier cycle) : retiré ; amendement n° 844 de M. François d'Aubert (précisant qu'une sélection est opérée pour l'accès aux sections de techniciens supérieurs, instituts, écoles, etc.) : rejeté ; amendement n° 846 de M. Gilbert Gantier (référence au ministre chargé de l'enseignement supérieur) : rejeté ; amendement n° 847 de M. François d'Aubert (mécanisme de sélection dérogatoire appliquée à certains premiers cycles universitaires à finalités professionnelles précises) ; volonté de certains députés socialistes de « casser » la faculté d'Assas (p. 1694) ; nivellement par la base à laquelle aboutira le système proposé par le Gouvernement ; nécessité d'une ouverture plus large de l'Université ; sous-amendement n° 2130 de M. Gilbert Gantier (exclusion de toute sectorisation dans la région Ile-de-France) (p. 1695) ; sous-amendement retiré ; amendement n° 847 rejeté ; amendement n° 848 de M. Gilbert Gantier (relatif aux unités d'enseignement et de recherche de sciences pharmaceutiques) (p. 1696) ; évaluation des besoins globaux de la nation à l'échelon national ; rejeté après rectification ; amendement n° 849 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (nombre d'étudiants admis à entreprendre des études médicales) (p. 1697) ; problèmes propres aux études de médecine ; rejeté ; amendement n° 368 de M. Alain Madelin (suppression du membre de phrase relatif aux besoins de la population, à la nécessité de remédier aux inégalités géographiques et aux capacités de formation des établissements concernés dans le sixième alinéa de cet article) ; amendement n° 850 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Étienne Pinte (nécessité de tenir compte de la population et des capacités de formation des établissements concernés) ; absence d'obstruction de la part de l'opposition (p. 1698) ; **rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur** ; absence de sectorisation en région Ile-de-France ; problème de la fixation du nombre des étudiants admis en premier cycle dans les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques (p. 1699) ; amendement n° 368 : rejeté ; amendement n° 850 : rejeté ; amendement n° 851 de M. Gilbert Gantier (référence au ministre chargé de l'enseignement supérieur) : rejeté ; amendement n° 852 de M. François d'Aubert (rôle des établissements et des unités de formation en matière d'orientation des étudiants) : rejeté ; amendement n° 369 de M. Alain Madelin (conditions d'accès aux grandes écoles) ; amendement n° 853 de M. François d'Aubert (préparation aux grandes écoles assurée dans les classes préparatoires des lycées publics et privés) ; ouverture des classes préparatoires sur la vie économique (p. 1700) ; absence de menace contre les classes préparatoires contenue dans le présent texte ; problèmes des classes préparatoires des établissements privés ; (p. 1701) ; inégalités relatives à l'entrée dans les classes préparatoires des grands lycées parisiens ; amendement n° 369 : rejeté ; amendement n° 853 : rejeté après rectification (p. 1702) ; amendement n° 854 de M. Gilbert Gantier (de précision) : retiré ; amendement n° 422 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Emmanuel Hamel (référence aux établissements privés et aux établissements publics) ; amendements identiques n° 19 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Bruno Bourg-Broc, n° 266 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Alain Madelin, n° 856 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Alain Madelin et n° 857 de M. Robert Galley soutenu par M. Alain Madelin (référence aux lycées publics ou privés, intégrés ou non) ; amendement n° 370 de M. Alain Madelin (référence aux classes préparatoires des lycées privés ou publics) ; amendement n° 858 de M. Robert Galley soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (même objet) ; amendement n° 855 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (référence aux écoles libres) ; possibilité pour les établissements privés de préparer aux grandes écoles ; amendement n° 422 : retiré ; amendement n° 19 : retiré (p. 1704) ; amendements n° 266 et n° 856 : retirés ; amendement n° 857 : retiré ; amendement n° 370 : retiré ; amendement n° 858 : retiré ; amendement n° 855 : rejeté ; amendement n° 859 de M. François d'Aubert (substituant au mot « et » les mots « elle pourra être assurée » après le mot « lycée » dans le septième alinéa de cet article) ; défiance éprouvée à l'égard des bureaux du ministère de l'éducation nationale ; principe de la liberté de l'enseignement : rejeté ; amendements identiques n° 273 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Emmanuel Hamel et n° 423 de M. Jacques Barrot (référence aux établissements publics et privés (p. 1705) ; niveau élevé des classes préparatoires aux grandes écoles organisées par les écoles privées ; rejetés ; amendements identiques n° 860 de M. Bruno Bourg-Broc et n° 861 de M. François d'Aubert (suppression de la référence aux conditions fixées par décret) : rejetés ; amendement n° 862 de M. Gilbert Gantier (avis du C.N.E.S.E.R.) (p. 1706) ; retiré ; amendement n° 863 de M. Gilbert Gantier (précisant que l'admissibilité au concours d'une grande école équivaut au diplôme de fin d'études du premier cycle universitaire) ; nécessité de reconnaître les équivalences (p. 1707) ; retiré ; amendement n° 864 de M. Gilbert Gantier (application des mesures visées par cet article réalisée dans la mesure des crédits inscrits à cet effet dans la loi de finances) : rejeté ; amendements

identiques n° 865 de M. François d'Aubert et n° 866 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (suppression de l'avant dernier alinéa de cet article) ; problème du premier cycle consacré à des formations technologiques courtes (p. 1708) ; absence de passerelles entre l'enseignement dispensé dans les facultés et les I.U.T ; rejetés ; problème des suspensions de séances demandées par l'opposition (p. 1709) ; **rappels au règlement de M. Jean Foyer et de M. Guy Ducoloné** ; suspension de séance demandée par l'opposition ; amendement n° 867 de M. Gilbert Gantier (précisant que les étudiants des enseignements technologiques courts peuvent poursuivre leurs études en second cycle comme les autres étudiants) (p. 1710) ; retiré ; amendement n° 868 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (référence aux établissements d'enseignement supérieur) : rejeté ; amendement n° 869 de M. Bruno Bourg-Broc (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 371 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « voie réglementaire » le mot « décret ») ; amendement n° 870 de M. Gilbert Gantier (substituant aux mots « par voie réglementaire » les mots « dans les conditions fixées par le conseil d'administration de chaque établissement ») (p. 1711) ; amendement n° 371 ; rejeté ; amendement n° 870 : rejeté ; amendement n° 425 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Emmanuel Hamel (suppression du dernier alinéa de cet article) ; problème des compléments de formation professionnelle ; retiré ; amendement n° 871 de M. François d'Aubert (formation professionnelle supplémentaire d'une durée de 6 mois) (p. 1712) ; rejeté ; **rappels au règlement de M. Claude Labbé, de M. Louis Odru, de M. Alain Madelin,** (p. 1713) ; amendement n° 372 de M. Alain Madelin (de précision) ; amendement n° 872 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (substituant au mot « sont » les mots « peuvent être » dans le dernier alinéa de cet article) ; nature de la formation professionnelle envisagée par cet article ; rejeté ; amendement n° 373 de M. Alain Madelin (rédactionnel) ; manifestation de la volonté des étudiants ; rejeté ; amendement n° 873 de M. François d'Aubert (référence aux autorités régionales compétentes en matière de formation professionnelle et permanente) (p. 1714) ; rejeté ; amendement n° 374 de M. Alain Madelin (délivrance des diplômes de premier cycle à l'issue de deux ou trois ans) : rejeté ;

— article 12, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 375 à n° 381 de M. Alain Madelin retirés.

Article 13 *(le deuxième cycle) :* volonté de permettre aux étudiants de compléter leurs connaissances pendant le second cycle ; exemple des études de droit (p. 1715) ; organisation du concours de rédacteur de mairie ; refus du protectionnisme de la connaissance ; professionnalisation des études organisée par cet article (p. 1716) ; instauration d'une sélection dans certains cas dérogatoires ; problème de la capacité d'accueil des établissements d'enseignement supérieur ; notions de « débouchés prévisibles » ; problème des maîtrises de sciences et techniques ; modalités d'accès au second cycle (p. 1717) ; opinion réactionnaire de certains doyens des facultés de droit ; opinion de professeurs de droit de gauche sur le présent projet de loi (p. 1718) ; principe de la liberté d'engagement dans le second cycle après réussite du premier cycle ; travaux de la commission Jeantet (p. 1719) ; amendement n° 511 de M. François d'Aubert (de suppression) ; mise en place d'une élection par cet article ; conditions directes d'entrée en licence sans passer le D.E.U.G. (p. 1720) ; importance de la pluridisciplinarité ; enseignement de l'histoire du droit, de l'histoire économique et de l'histoire des idées politiques (p. 1721) ; opinion favorable des présidents d'Université sur le présent projet de loi ; concertation ayant précédé l'élaboration de celui-ci ; dépassement de la loi de 1968 ; rejeté ; amendement n° 760 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (admission dans les formations du deuxième cycle ouverte aux titulaires des diplômes sanctionnant le premier cycle) ; rejeté ; amendement n° 762 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (objet du deuxième cycle) (p. 1722) ; retiré ; amendement n° 763 de M. Jean Foyer (suppression du premier alinéa de cet article) : non soutenu ; amendement n° 761 de M. Gilbert Gantier (objet du second cycle) ; application de l'arrêté du 16 janvier 1976 ; retiré ; amendement n° 382 de M. Alain Madelin (précisant que les études de deuxième cycle assurent à la fois une formation générale et une formation professionnelle) : rejeté ; amendement n° 383 de M. Alain Madelin (substituant au mot « formations » le mot « enseignements » dans le premier alinéa de cet article) (p. 1723) ; rejeté ; amendement n° 515 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. François d'Aubert (substituant au mot « générale » le mot « approfondie » dans le premier alinéa de cet article) ; insuffisance de la concertation ayant précédé l'élaboration du présent projet de loi (p. 1724) ; rejeté ; amendement n° 73 de la commission (de présentation et rédactionnel) ; sous-amendement n° 2126 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « ces formations » les mots « les études de deuxième cycle ») ; sous-amendement n° 2125 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « la préparation » les mots « la possibilité de préparer ») ; sous-amendement n° 2131 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (perfectionnement des méthodes de travail des étudiants) ; sous-amendement n° 2133 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley (approfondissement de la culture des étudiants) ; sous-amendement n° 2127 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (même objet) ; sous-amendement n° 2128 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley (initiation à la recherche et préparation à l'entrée dans la vie active ou poursuite des études dans un troisième cycle) ; sous-amendement n° 2132 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley (même objet) ; sous-amendement n° 2129 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (suppression des mots « scientifique correspondante » à la fin du premier paragraphe de cet amendement) (p. 1725) ; sous-amendement n° 2126 : rejeté ; problème de la compatibilité entre l'arrêté de 1976 intégré à la loi de 1977 et l'article 13 du présent projet ; sous-amendement n° 2125 : rejeté ; sous-amendement n° 2131 : rejeté ; volonté de déprofessionnaliser le présent texte ; sous-amendement n° 2133 : adopté ; sous-amendement n° 2127 : rejeté ; sous-amendement n° 2128 : rejeté ; (p. 1726) ; nécessité de marquer clairement que le deuxième cycle est une préparation à la vie active ; sous-amendement n° 2129 ; rejeté ; amendement n° 73 ainsi modifié, adopté ; en conséquence les amendements n° 512, n° 384 et n° 513 de M. Alain Madelin ; n° 764, n° 766 et n° 767 de M. Jean Foyer ; n° 765, n° 768 de M. Bruno Bourg-Broc et n° 20 de M. Jean-Louis Masson deviennent sans objet ; amendement n° 769 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (suppression du dernier alinéa de cet article) ; problème des exceptions permettant à certains d'entrer dans le deuxième cycle sans posséder les diplômes sanctionnant les études du premie cycle ; rejeté ; amendement n° 776 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (détermination des conditions d'accès aux formations du deuxième cycle par les établissements) ; amendement n° 514 de M. Alain Madelin (admission dans les formations du deuxième cycle) (p. 1727) ; caractère contradictoire des deux amendements proposés ; amendement n° 776 : rejeté ; amendement n° 514 : rejeté (p. 1728) ; amendement n° 386 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 74 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 385 de M. Alain Madelin (insérant les mots « dans les disciplines correspondantes » après les mots « premier cycle » dans le dernier alinéa de cet article) (p. 1730) ; rejeté ; amendement n° 771 de M. Bruno Bourg-Broc (conditions fixées par les établissements d'enseignement supérieur ; amendement n° 770 de M. Gilbert Gantier (référence au règlement de chaque établissement devant tenir compte des capacités d'accueil et de l'état des débouchés prévisibles) ; amendement n° 75 de la commission (de conséquence) (p. 1731) ; amendement n° 771 : rejeté ; amendement n° 770 : rejeté ; amendement n° 75 : adopté ; reprise de la majorité au conseil général de la Corrèze par l'opposition ; **rappel au règlement de M. Jacques Toubon** ; amendement n° 517 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article) ; problème des passerelles entre le premier et le deuxième cycle (p. 1732) : rejeté ; amendement n° 520 de M. François d'Aubert (conditions d'admission dans le deuxième cycle) ; amendement n° 387 de M. Alain Madelin (admission dans le deuxième cycle pouvant être subordonnée au succès à un concours ou à l'examen d'un dossier) ; amendement n° 76 de la commission (liste limitative des formations dans lesquelles l'admission peut dépendre des capacités d'accueil des établissements et éventuellement être subordonnée au succès à un concours ou à l'examen du dossier du candidat) ; amendement n° 516 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Gilbert Gantier (conditions d'admission dans le deuxième cycle) ; amendement n° 773 de M. Bruno Bourg-Broc (admission dépendant des capacités d'accueil) ; amendement n° 772 de M. Louis Odru (admission au second cycle tenant compte de l'évolution prévisible des qualifications et des besoins) ; amendements identiques n° 518 de M. François d'Aubert et n° 521 de M. Jean Foyer (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de cet article) (p. 1733) ; spécificité

de l'université Paris IX-Dauphine ; amendement n° 518 retiré (p. 1734) ; amendement n° 520 : rejeté ; amendement n° 387 : rejeté ; sous-amendement n° 2134 de M. Bruno Bourg-Broc à l'amendement n° 76 de la commission (de précision) (p. 1735) ; règles propres à chaque université en matière d'équivalences ; rejeté ; sous-amendement n° 2135 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin à l'amendement n° 76 de la commission (détermination des capacités d'accueil des établissements par eux-mêmes) ; (p. 1736) ; rejeté ; sous-amendement n° 2136 de M. François d'Aubert (suppression des mots « être subordonné » au succès à un concours ou à l'examen du dossier du candidat ») : retiré ; sous-amendement n° 2138 de M. François d'Aubert (insérant les mots « ne tient pas compte des débouchés prévisibles » après les mots « dossier du candidat ») ; rejeté après rectification ; sous-amendement n° 2137 de M. François d'Aubert (accord de chaque établissement à caractère scientifique, culturel et professionnel concerné) : rejeté ; sous amendements identiques n° 1215 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 2139 de M. Guy Hermier (mise en place des formations prenant en compte l'évolution prévisible des qualifications et des besoins faisant l'objet d'une évaluation nationale et régionale) (p. 1737) ; possibilité pour tous les étudiants titulaires du diplôme du premier cycle d'entrer dans le second cycle ; établissement d'une liste limitative des formations dans lesquelles l'admission peut-être soumise à conditions (p. 1738) ; instauration d'une politique des quotas par l'intermédiaire de ces sous-amendements identiques ; problème de la référence aux « débouchés prévisibles » (p. 1739) ; sous-amendements adoptés ; amendement n° 76 ainsi modifié : adopté ; en conséquence, les amendements n° 516, n° 773, n° 772, et n° 521 deviennent sans objet ainsi que les amendements n° 388 de M. Alain Madelin, n° 774 de M. François d'Aubert ; n° 775 de M. Charles Millon et n° 519 de M. François d'Aubert ; amendement n° 522 M. Jean Royer (précisant que l'examen de fin de première année du deuxième cycle donne droit à la licence ou à un titre équivalent) : rejeté ;

— article 13 ainsi modifié : adopté.

Après l'article 13 : amendements n° 389 à 395 de M. Alain Madelin retirés.

Article 14 *(le troisième cycle) :* caractère original du troisième cycle ; conditions d'admission dans celui-ci ; problèmes matériels des étudiants de troisième cycle (p. 1740) ; objet du diplôme d'études approfondies ; nécessité d'en finir avec la thèse d'État et de mettre en place une thèse courte (p. 1741) ; jugement porté sur M. Yves Tavernier ; caractère néfaste de l'instauration d'un doctorat unique (p. 1742) ; différence entre le doctorat de troisième cycle et le doctorat d'État ; fuite des cerveaux ; rôle social des métiers de la recherche (p. 1743) ; doublement du nombre des allocataires de recherche envisagé dans le IXe Plan ; faiblesse de la France en matière de recherche industrielle (p. 1744) ; dévalorisation du grade de docteur d'État ès-sciences ; réduction des crédits affectés au C.N.R.S. (p. 1745) ; caractère pernicieux de la multiplicité des thèses ; rôle de la thèse d'État permettant à son titulaire de devenir professeur à l'Université (p. 1746) ; progression des crédits affectés à la recherche ; interventions de MM. Gilbert Gantier, François d'Aubert et Jacques Toubon parallèles à celles des cuirassiers de Reichsoffen ; mise en place d'un doctorat unique ; attitude de « voyou » dont fait preuve M. Jacques Toubon (p. 1747) ; opinion de l'Académie des Sciences sur cet article (p. 1748) ; amendement n° 777 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (de suppression) ; création d'un doctorat unique (p. 1752) ; diminution des crédits du C.N.R.S. ; accord de l'Académie des Sciences concernant le doctorat unique ; rejeté ; amendement n° 396 de M. Alain Madelin (précisant que le troisième cycle assure une formation de haut niveau qui comporte la réalisation individuelle ou collective de travaux scientifiques originaux) ; amendement n° 778 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. François d'Aubert (objet du troisième cycle) (p. 1753) ; caractère réglementaire de la définition du doctorat et de l'habilitation ; amendement n° 396 : rejeté ; amendement n° 778 : rejeté (p. 1754) ; amendement n° 779 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert Galley (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 780 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 267 de M. Jean Rigaud soutenu par M. François d'Aubert (établissements habilités à dispenser des formations de troisième cycle) : rejeté ; amendements identiques n° 268 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Alain Madelin, n° 781 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. François d'Aubert et n° 782 de M. Gilbert Gantier (assimilation de la dernière année des écoles d'ingénieurs au troisième cycle) (p. 1755) ; rejetés ; amendement n° 783 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (conditions d'attribution du titre de docteur) ; amendement n° 21 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Robert Galley (même objet) ; amendement n° 77 de la commission (précisant que le troisième cycle peut conduire à l'élaboration et la soutenance d'une thèse qui permet d'obtenir le titre de docteur) ; amendement n° 21 : retiré ; amendement n° 783 : rejeté ; amendement n° 77 : adopté ; en conséquence, les amendements n° 398, n° 397 de M. Alain Madelin, n° 6 de la commission de la production et des échanges, n° 269 de M. Jean Rigaud, n° 400 de M. Jean-Paul Fuchs, n° 784 de M. Jean Foyer et n° 785 de M. Charles Millon deviennent sans objet (p. 1756) ; amendements identiques n° 270 de M. Jean Rigaud soutenu par M. François d'Aubert, n° 786 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. François d'Aubert, n° 788 de M. Robert Galley et n° 787 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. François d'Aubert (habilitations à délivrer des doctorats prononcées par arrêté du ministre de l'éducation nationale) : rejetés ; amendement n° 399 de M. Alain Madelin (nature du doctorat) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 789 de M. Gilbert Gantier (mise en place de deux doctorats) (p. 1757) : rejeté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 *(les diplômes)* (p. 1758) : monopole de l'État sur la collation des grades et des titres ; niveau très inégal des universités ; distinction entre les diplômes nationaux et les diplômes d'établissements (p. 1759) ; uniformisation de l'université ; problème de la valeur des doctorats par rapport au Ph. D. américain ; possibilité de négocier des conventions collectives grâce aux diplômes nationaux (p. 1760) ; composition des jurys d'examen ; monopole de la collation des grades (p. 1761) ; nécessité d'accroître l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur ; organisation du contrôle des connaissances (p. 1762) ; liberté reconnue aux établissements de déterminer les conditions dans lesquelles ils conféreront, au nom de l'État, des diplômes nationaux (p. 1763) ; amendement n° 874 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) : retiré ; amendement n° 523 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression des diplômes nationaux) ; amendement n° 875 de M. Jean Foyer (liberté des universités en matière de détermination des conditions d'obtention des grades et diplômes qu'elles confèrent en leur nom propre) ; amendement n° 523 : retiré ; amendement n° 875 : rejeté au scrutin public (p. 1765) ; amendement n° 876 de M. Bruno Bourg-Broc (conditions de collation des grades et titres universitaires) : non soutenu ; amendement n° 401 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression du premier alinéa de cet article) ; problème du monopole de l'État sur la collation des grades et des titres universitaires (p. 1771) ; rejeté ; amendement n° 402 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (existence de diplômes nationaux et de diplômes délivrés sous la seule responsabilité des établissements ; amendement n° 877 de M. Gilbert Gantier (délivrance des grades, titres et diplômes par chaque université au vu des résultats du contrôle des connaissances et des aptitudes) ; amendement n° 402 : rejeté ; amendement n° 877 : rejeté ; amendement n° 878 de M. Jean Foyer (précisant que les grades ou diplômes portent la mention de l'université ou établissement qui les a conférés ou délivrés) (p. 1772) : rejeté ; amendement n° 403 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression du second alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 879 de M. Gilbert Gantier (précisant que, pour l'accès aux emplois publics, tout grade, titre ou diplôme confère les mêmes droits à tous ses titulaires quel que soit l'établissement qui l'a délivré) ; amendement n° 880 de M. Jean Foyer (objet des diplômes nationaux) ; intervention d'un décret en Conseil d'État (p. 1773) ; amendement n° 879 : rectifié et rejeté ; amendement n° 880 : rejeté ; amendement n° 404 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression des mots « délivrés par les établissements » dans le second alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 881 de M. Gilbert Gantier (référence au ministre chargé de l'enseignement supérieur) : rejeté ; amendement n° 524 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de la dernière phrase du second alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 882 de M. Louis Odru soutenu par M. Georges Hage (habilitation à délivrer le titre d'ingénieur) (p. 1774) : retiré ; amendement n° 883 de M. Georges Hage (reconnaissances des niveaux de qualification de diplômes équivalents pour l'accès aux emplois de la fonction publique et dans le cadre des conventions collectives) (p. 1775) : retiré ; amendement n° 405 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier

(suppression du troisième alinéa de cet article) ; centralisation des règles communes à la collation des grades et titres universitaires entre les mains du ministre de l'éducation nationale ; rejeté ; amendement n° 884 de M. Gilbert Gantier (autonomie de chaque établissement en matière de définition des règles communes à la poursuite des études et aux conditions d'obtention des titres et diplômes) (p. 1776) : rejeté ; amendement n° 406 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (de simplification) : rejeté ; amendement n° 408 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Gilbert Gantier (référence aux diplômes nationaux relevant du ministre de l'éducation nationale) : rejeté ; amendement n° 407 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (décret pris sur avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) : rejeté ; en conséquence, l'amendement n° 885 de M. Gilbert Gantier devient sans objet ; amendement n° 409 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (de précision) : rejeté ; amendement n° 410 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Gilbert Gantier (organisation et déroulement du contrôle des connaissances) : rejeté (p. 1777) ; amendements identiques n° 411 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 886 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (nécessité de tenir compte des formations des étudiants accueillis au titre de la formation continue) ; rejetés ; amendement n° 412 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (composition des jurys d'examen) ; amendement n° 887 de M. Gilbert Gantier (même objet) (p. 1778) ; amendement n° 412 : rejeté ; amendement n° 887 : rejeté ; amendement n° 413 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (chercheurs ayant l'expérience de l'enseignement) : rejeté ; amendement n° 78 de la commission (conditions remplies par les personnalités qualifiées appelées à siéger éventuellement dans les jurys d'examen) ; sous-amendement n° 2140 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (référence à un décret en Conseil d'État) ; sous-amendements identiques n° 2141 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 2142 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Gilbert Gantier (personnalités qualifiées extérieures à l'établissement) (p. 1779) ; composition des jurys d'examen ; sous-amendement n° 2140 : rejeté ; sous-amendements n° 2141 et n° 2142 : rejetés ; amendement n° 78 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 414 de M. Alain Madelin devient sans objet ainsi que les amendements n° 274 de M. Francisque Perrut et n° 275 de M. Jean Rigaud ; amendement n° 527 de M. François d'Aubert soutenu par M. Charles Millon (présidence des jurys d'examen) ; amendement n° 415 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (même objet) ; rejetés ; amendement n° 416 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (de précision) : rejeté ; amendement n° 525 de M. François d'Aubert soutenu par M. Charles Millon (élaboration du programme des études) (p. 1780) ; rejeté ; amendement n° 526 de M. François d'Aubert soutenu par M. Charles Millon (création de diplômes par chaque établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel) : retiré ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 *(la formation des formateurs)* : problèmes du secteur privé du service public de l'enseignement supérieur ; cas des écoles militaires et des écoles de police ; (p. 1781) ; problème de la formation des maîtres de l'enseignement supérieur ; insuffisance des crédits destinés aux écoles normales (p. 1782) ; formation des maîtres des établissements privés sous contrat ; amendement n° 901 de M. Charles Millon (de suppression) (p. 1783) ; exemple de l'école de la magistrature ; absence de monopole de l'État sur la formation des maîtres (p. 1784) ; création du D.E.U.G. d'instituteur ; rejeté ; amendement n° 528 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (précisant que les établissements d'enseignement supérieur concourent à la formation initiale et continue des maîtres) ; amendement n° 902 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (place de la formation initiale et continue des maîtres de l'éducation nationale parmi les missions de l'enseignement supérieur) (p. 1785) ; amendements n° 528 et n° 902 : retirés ; amendement n° 904 de M. Paul Balmigère (de précision) : retiré ; amendement n° 905 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (insérant le mot « principale » après le mot « responsabilité » dans la première phrase de cet article) : rejeté ; amendement n° 277 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Charles Millon (référence à la formation continue permanente) : rejeté ; amendements identiques n° 276 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Charles Millon et n° 530 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Charles Millon (formation des maîtres de l'enseignement public) ; amendements identiques n° 531 de M. François d'Aubert soutenu par M. Charles Millon, n° 906 de M. Robert Galley soutenu par M. Bruno Bourg-Broc et n° 907 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Charles Millon (formation des maîtres de l'éducation nationale) (p. 1786) ; **rappel au règlement de M. Charles Millon** ; amendements n° 276 et n° 530 : rejetés au scrutin public ; amendements n° 906 et n° 907 : rejetés (p. 1787) ; amendement n° 908 de M. Bruno Bourg-Broc (substituant au mot « concourent » les mots « avec le concours des autres établissements d'enseignement et des organismes de recherche pédagogique, participent » dans la première phrase de cet article) ; amendement n° 532 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (substituant au mot « concourent » le mot « contribuent ») ; amendement n° 908 : rejeté ; amendement n° 532 : rejeté ; amendements identiques n° 533 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 909 de M. Bruno Bourg-Broc (correction d'une faute d'orthographe) ; état d'esprit des députés de l'opposition ; adoptés ; **rappels au règlement de MM. Charles Millon et Bruno Bourg-Broc (p. 1788)** ; amendement n° 910 de M. Gilbert Gantier (utilisation du verbe « concerner ») rejeté ; amendements identiques n° 534 de M. François d'Aubert soutenu par M. Charles Millon, n° 911 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Charles Millon et n° 912 de M. Robert Galley soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (substituant aux mots « des autres » les mots « d'autres » à la fin de la première phrase de cet article) : rejetés ; amendement n° 535 de M. Jean-Pierre Sueur (nature de la formation des enseignants) : adopté ; amendement n° 913 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (suppression de la seconde phrase de cet article) (p. 1789) ; réforme Legrand ; développement de la recherche scientifique concernant l'éducation ; rejeté ; amendement n° 536 de M. Jean-Pierre Sueur (de conséquence) : adopté ; amendement n° 79 de la commission (développement du contact des maîtres avec les réalités économiques et sociales) ; sous-amendement n° 2144 de M. Georges Hage soutenu par Mme Colette Goeuriot (création de centres universitaires de formation des maîtres) (p. 1790) ; sous-amendement n° 2144 : retiré ; amendement n° 79 : adopté ; amendement n° 915 de M. Gilbert Gantier (application des mesures visées dans cet article dans la limite des crédits inscrits spécifiquement à cet effet chaque année dans la loi de finances) : rejeté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 *(la carte des formations supérieures)* : spécificité des petites universités (p. 1791) ; exemple de l'université de Brest ; excès de sectorisation (p. 1792) ; valorisation du potentiel existant grâce à l'établissement de la carte universitaire ; procédure bureaucratique et centralisée utilisée pour établir cette carte (p. 1793) ; exemple des études médicales organisées à Lyon ; amendements identiques n° 537 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon, n° 889 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc, n° 890 de M. Charles Millon (de suppression) (p. 1794) ; nécessité d'influer sur la répartition géographique des enseignements supérieurs grâce à la carte des formations ; inutilité de créer de nouvelles universités ; problème des I.U.T. (p. 1795) ; rejetés (p. 1796) ; amendement n° 891 de M. Gilbert Gantier (implantation des formations universitaires selon les recommandations du comité national d'évaluation) ; amendement n° 538 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (établissement et révision d'une carte des formations supérieures et de la recherche publique) ; amendement n° 892 de M. Georges Hage (procédure de la carte des formations supérieures) ; indépendance des universités américaines (p. 1800) ; refus d'une carte universitaire contraignante et bureaucratique (p. 1801) ; caractère indicatif de la carte scolaire mise en place (p. 1802) ; amendement n° 892 : retiré ; amendement n° 891 : rejeté ; amendement n° 538 : rejeté ; en conséquence, l'amendement n° 893 de M. Gilbert Gantier devient sans objet ; amendement n° 539 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (suppression de la référence aux orientations du Plan) : rejeté ; amendement n° 278 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Charles Millon (consultation des établissements publics et privés) : rejeté ; amendement n° 80 de la commission (substituant au mot « régions » les mots « conseils régionaux » dans la première phrase de cet article) ; sous-amendement n° 2143 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (référence aux conseils régionaux et aux conseils généraux) ; sous-amendement n° 2147 de M. Bruno Bourg-Broc (référence aux comités économiques et sociaux) (p. 1803) ; sous-amendement n° 2143 : rejeté ; sous-amendement n° 2147 : rejeté ; amendement n° 80 : adopté ; amendement n° 7 de la commission de

la production et des échanges (consultation du conseil supérieur de la recherche et de la technologie) : adopté ; amendements identiques n° 540 de M. Jean Proriol soutenu par M. Charles Millon, n° 894 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Charles Millon et n° 895 de M. Robert Galley soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (avis des autres départements ministériels intéressés) (p. 1804) : rejetés ; amendements identiques n° 541 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon, n° 896 de M. Bruno Bourg-Broc (suppression de la seconde phrase de cet article) ; implantation des formations supérieures ; octroi des habilitations à délivrer des diplômes régionaux ; répartition des moyens ; caractère non contraignant de la carte (p. 1805) ; rejetés ; amendement n° 81 de la commission (précisant que la carte constitue le cadre des décisions relatives à la localisation géographique des établissements) : adopté ; amendements identiques n° 542 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon et n° 897 de M. Jean Foyer (précisant que la carte ne concerne pas les diplômes propres aux établissements) ; volonté de faire de la carte un indicateur ; caractère injustifié des inquiétudes de l'opposition (p. 1806) ; amendement n° 897 : retiré ; amendement n° 542 : rejeté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Titre III : *les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.*

Avant l'article 18 : amendement n° 930 de M. Gilbert Gantier (insérant l'intitulé suivant : chapitre 1 : dispositions générales) : adopté.

Article 18 *(les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) :* négociations des contrats d'établissements pluriannuels ; autonomie des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (p. 1807) ; nécessité d'élaborer une nouvelle politique de financement des universités ; liberté de celles-ci d'user de la dotation de l'État ; maintien du principe de l'autonomie ; notion de contrats pluriannuels passés avec l'État pour les activités de recherche, de formation ou de documentation (p. 1808) ; loi Sauvage ; autonomie pédagogique et autonomie de gestion (p. 1809) ; caractère pluri-disciplinaire des établissements ; exemple des études de droit ; régime juridique des nouveaux établissements publics créés par la présente loi (p. 1810) ; mauvaise rédaction du présent projet de loi ; négociations des contrats pluriannuels ; amendement n° 931 de M. Charles Millon (de suppression) (p. 1811) ; autonomie financière des établissements ; recrutement du personnel ; volonté de l'opposition de remettre en cause les droits acquis de la fonction publique (p. 1812) ; éventuel licenciement des enseignants ; moyens dont disposent les unités de recherche de province ; transfert d'une école normale supérieure à Lyon ; problème des contrats pluriannuels (p. 1813) ; problème des personnalités extérieures siégeant dans les conseils d'administration ; création de filiales par les universités ; nouvelle définition juridique des établissements publics (p. 1814) ; rejeté ; **rappel au règlement de M. Bruno Bourg-Broc** ; amendement n° 932 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon (suppression du premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 933 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (précisant que les établissements d'enseignement supérieur public sont des établissements publics nationaux de type administratif à régime financier particulier) ; amendement n° 934 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (autonomie financière et personnalité morale des établissements publics universitaires) ; (p. 1815) ; maintien du statut de fonctionnaires des professeurs de l'enseignement supérieur ; amendement n° 933 : rejeté ; amendement n° 934 : rejeté ; amendement n° 936 de M. Charles Millon (suppression du mot « nationaux » dans le premier alinéa de cet article) (p. 1816) : rejeté ; amendement n° 935 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (dénomination des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) : rejeté ; amendement n° 937 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière des établissements d'enseignement supérieur) ; amendement n° 938 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (de précision) ; amendement n° 939 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (personnalité morale) ; amendement n° 940 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (autonomie financière, scientifique et pédagogique des établissements d'enseignement supérieur) (p. 1817) ; amendement n° 937 : rejeté ; amendement n° 938 : rejeté ; amendement n° 939 : rejeté ; amendement n° 940 : rejeté ; amendement n° 941 de M. Alain Madelin (suppression du second alinéa de cet article) ; inutilité de préciser que les établissements publics créés par la présente loi sont démocratiques ; association des personnels et des usagers à l'administration (p. 1820) ; refus de la communauté universitaire par l'opposition ; rejeté ; amendement n° 944 de M. Charles Millon (précisant que les établissements sont gérés avec la participation de représentants du personnel et des étudiants) ; amendement n° 943 de M. Gilbert Gantier (gestion démocratique avec le concours des personnels enseignants, administratifs, techniques, ouvriers, de service et des étudiants) ; amendement n° 942 de M. Alain Madelin (liberté de l'enseignement et de la recherche) participation des personnels et des usagers à la gestion (p. 1821) ; problème de la définition de la notion d'usager de l'enseignement supérieur ; syndicalisation de l'Université ; abrogation de la loi Sauvage (p. 1822) ; volonté de démocratie et de participation réclamée par les usagers des lycées ; amendement n° 944 : retiré ; sous-amendement n° 2148 à l'amendement n° 943 de M. Gilbert Gantier (référence aux étudiants et aux personnalités extérieures) ; sous-amendement adopté ; amendement n° 943, ainsi modifié : adopté ; en conséquence l'amendement n° 942 devient sans objet ; amendement n° 945 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon (suppression de la première phrase du deuxième alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 946 de M. Jean Foyer (précisant que tous les membres de la communauté universitaire participent à l'administration des établissements) : devenu sans objet ; amendement n° 301 de M. Jean Rigaud (de précision) : devenu sans objet ; amendement n° 947 de M. Alain Madelin (référence aux personnels enseignants, aux personnels administratifs, techniques, ouvriers, de service et aux étudiants) : devenu sans objet (p. 1823) ; amendement n° 948 de M. Jean Foyer (même objet) : devenu sans objet ; amendement n° 950 de M. Bruno Bourg-Broc (référence aux membres de la communauté universitaire) : devenu sans objet ; amendement n° 950 de M. Bruno Bourg-Broc (référence aux membres de la communauté universitaire) : devenu sans objet ; amendement n° 949 de M. Jean-Paul Fuchs (substituant au mot « usagers » le mot « étudiants ») : devenu sans objet ; amendement n° 1001 de M. Jean Foyer (transformant le deuxième alinéa de cet article en un article additionnel) : devenu sans objet ; amendements identiques n° 1002 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon ; n° 1003 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (suppression du troisième alinéa de cet article) ; mauvaise rédaction de cet alinéa ; problème de la pluridisciplinarité (p. 1824) ; rejetés ; amendement n° 1004 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (substituant au mot « sont » les mots « peuvent être » au début du troisième alinéa de cet article) ; amendements identiques n° 1005 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert et n° 1006 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) ; faculté pour les universités d'être pluridisciplinaires ou non (p. 1825) ; **rappel au règlement de M. Jean Natiez** (p. 1826) ; **rappel au règlement de M. Alain Madelin** ; volonté de l'opposition de ralentir le travail de l'Assemblée ; **rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur** ; **rappels au règlement de MM. Georges Hage, Pierre Joxe et Charles Millon** (p. 1827) ; **rappel au règlement de M. Jacques Toubon** ; amendement n° 1004 : rejeté ; amendement n° 1005 et n° 1006 : rejetés ; amendement n° 1007 de M. Bruno Bourg-Broc (de conséquence) ; retiré ; amendement n° 1008 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (suppression de la fin du troisième alinéa de cet article après le mot « spécialités ») (p. 1828) ; rejeté ; amendement n° 1009 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Millon (référence à la préparation à l'exercice d'activités professionnelles) : rejeté ; amendement n° 82 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 1010 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon (suppression des mots « préparant à l'exercice d'un métier ») ; amendement n° 1011 de M. Louis Odru soutenu par Mme Colette Goeuriot (substituant aux mots « préparant à l'exercice d'un métier » le mot « qualifiante ») ; amendement n° 83 de la commission (insérant le mot « notamment » après le mot « préparant » dans le troisième alinéa de cet article) ; amendement n° 1012 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (substituant aux mots « d'un métier » les mots « d'une profession ») (p. 1829) ; planification excessive des études supérieures ; contrôle du flux des étudiants en fonction des débouchés prévisibles (p. 1830) ; volonté du mouvement de mai 1968 de réconcilier l'Université avec la vie ; amendement n° 1010 : rejeté ; amendement n° 1011 : rejeté ; (p. 1831) ; amendement n° 83 : adopté ; amendement n°1012 : rejeté (p. 1832) ; amendements identiques n° 1014 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. François

d'Aubert et n° 1015 de M. Robert Galley soutenu par M. Jean-Louis Masson (organisation du recrutement et du déroulement de carrière des enseignants) ; rejetés ; amendement n° 1017 de M. François d'Aubert (vocation dominante des établissements d'enseignement supérieur) (p. 1834) ; maintien d'unités de formation et de recherche à dominante juridique ; retiré ; amendement n° 1018 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (transformant le troisième alinéa de cet article en un article additionnel) : rejeté ; amendement n° 1020 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean-Louis Masson (de précision) (p.1835) ; rejeté ; amendement n° 1019 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Charles Millon (moyens dont disposent les établissements d'enseignement supérieur) ; sous-amendement n° 2145 de M. François d'Aubert (référence au recrutement des enseignants et des étudiants) ; sous-amendement : rejeté ; amendement : rejeté ; amendements identiques n° 1021 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin ; n° 1022 de M. Alain Madelin et n° 1023 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (suppression de la seconde phrase du quatrième alinéa de cet article) ; autonomie des établissements ; volonté de l'opposition de vider le présent texte de sa substance (p. 1836) ; rejetés ; amendement n° 1024 de M. Alain Madelin (définissant l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur) ; amendement n° 1025 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 1024 : rejeté ; amendement n° 1025 rejeté ; amendements n° 1027 de M. Alain Madelin (définition des conditions d'admission des étudiants) ; amendement n° 1028 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean-Louis Masson (conditions d'accès des étudiants) ; sous amendement n° 2154 de M. Jean-Louis Masson (octroi des titres et des diplômes propres aux établissements d'enseignement supérieur) (p. 1837) ; conditions d'accès des étudiants aux différentes formations ; **rappel au règlement de M. Jean-Louis Masson** ; sous-amendement n° 2154 : rejeté ; amendement n° 1027 : rejeté ; amendement n° 1028 : rejeté ; amendement n° 1026 de M. Gilbert Gantier (substituant aux mots « de la règlementation nationale » les mots « des lois ») : rejeté ; (p. 1038) ; amendement n° 1029 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (transformant le quatrième alinéa de cet article en un article additionnel) : rejeté ; amendements identiques n° 1030 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert ; n° 1031 de M. François d'Aubert et n° 1032 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article) ; possibilité pour les établissements de passer des contrats pluri-annuels avec l'État pour la définition de leurs objectifs et de leurs moyens (p. 1839) ; nécessité de tenir compte des réalités du fonctionnement des universités ; rejetés ; **rappel au règlement de M. Gilbert Gantier** ; amendement n° 1034 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (suppression des deux premières phrases de l'avant-dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 1033 de M. Alain Madelin (activités de recherche et de documentation pouvant faire l'objet de contrats pluri-annuels passés avec l'État) (p. 1840) ; sous-amendement n° 2146 de M. François d'Aubert (substituant à la notion de contrats pluri-annuels celle de contrats annuels) ; amendement n° 1034 : rejeté ; sous-amendement n° 2146 : rejeté ; amendement n° 1033 : rejeté ; amendement n° 1035 de M. Bruno Bourg-Broc (rédactionnel) (p. 1841) ; rejeté ; amendement n° 1036 de M. Gilbert Gantier (référence à la carte des formations supérieures) : rejeté ; amendement n° 1037 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (objet des contrats pluri-annuels) : rejeté ; amendement n° 1039 de M. Bruno Bourg-Broc (de précision) : rejeté ; amendement n° 1040 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (information sur l'exécution des engagements pris par les établissements) ; rejeté ; amendement n° 1042 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. François d'Aubert (application des mesures visées dans cet article dans la limite des crédits inscrits spécifiquement chaque année à cet effet dans la loi de finances) (p. 1842) ; **rappel au règlement de M. François d'Aubert** ; rejeté ; amendement n° 1043 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (suppression du dernier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 1044 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (prestations de service à titre onéreux) ; respect des droits de la propriété individuelle des travailleurs intellectuels (p. 1843) ; rejeté ; amendement n° 1045 de M. Charles Millon (référence au respect de la liberté du commerce et de l'industrie) ; rejeté ; amendement n° 1046 de M. Gilbert Gantier (de clarification) (p. 1844) : rejeté ; amendement n° 1047 de M. Bruno Bourg-Broc (possibilité pour les établissements d'enseignement supérieur d'acquérir ou vendre des immeubles) rejeté ; amendement n° 1048 de M. Robert Galley soutenu par M. Jean-Louis Masson (possibilité pour les personnels relevant des établissements d'enseignement supérieur de déposer des brevets et d'exploiter des licences à titre personnel) : retiré ;

— article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 19 *(création des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel)* ; modification éventuelle de la liste actuelle des établissements d'enseignement supérieur existants (p. 1845) ; transformation des établissements d'enseignement supérieur existants ; respect de l'article n° 34 de la constitution (p. 1846) ; amendement n° 916 de M. François d'Aubert (de suppression) ; respect du libre choix des étudiants (p. 1847) ; statuts dérogatoires concernant les écoles normales supérieures, les établissements français à l'étranger et les grands établissements, impossibilité de soumettre la création d'établissements à l'avis conforme du C.N.E.S.E.R. (p. 1848) ; rejeté (p. 1849) ; amendement n° 917 de M. Alain Madelin (création des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) : rejeté ; amendement n° 918 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence aux établissements publics universitaires) (p. 1864) : rejeté ; amendement n° 919 de M. Alain Madelin (décret en Conseil d'État) : rejeté ; amendements identiques n° 920 de M. Alain Madelin et n° 921 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (avis du conseil régional) ; sous-amendement n° 2156 de M. Jean-Louis Masson à l'amendement n° 921 de M. Jean Foyer (avis du comité économique et social régional) (p. 1865) ; sous-amendement n° 2156 : rejeté ; amendements n° 920 et n° 921 : rejetés ; amendement n° 923 de M. Gilbert Gantier (suppression du second alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 922 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (décret en Conseil d'État) (p. 1870) : rejeté ; amendement n° 924 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (création d'établissements publics à caractère scientifique et culturel) : rejeté ; amendement n° 925 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (de précision) : rejeté ; amendement n° 84 de la commission (durée pendant laquelle peuvent être mises en place des adaptations aux dispositions de la présente loi) ; sous-amendement n° 2157 de M. Jean Louis Masson (fixant cette durée à dix-huit mois) ; sous-amendement n° 2155 de M. François d'Aubert (début du délai fixé) ; amendement n° 927 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean-Louis Masson (délai maximum de deux ans) (p. 1867) ; création éventuelle de nouveaux établissements (p. 1868) ; sous-amendement n° 2155 : retiré ; sous-amendement n° 2157 : adopté ; amendement n° 84, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 927 : retiré ; amendement n° 302 de M. Francisque Perrut (dispositions dérogatoires pouvant être justifiées par la spécificité des études et la finalité professionnelle) : rejeté ; amendement n° 85 de la commission (précisant que les adaptations ne doivent pas exclure une participation des personnels et des usagers) ; problème des scissions d'établissements (p. 1869) ; volonté du Gouvernement d'éliminer une culture pluraliste et diversifiée ; sous-amendement n° 2160 de M. Alain Madelin (complétant cet amendement par les mots « dans le respect de l'autonomie des établissements ») ; sous-amendement n° 2161 de M. François d'Aubert (complétant cet amendement par les mots « et doivent préserver l'autonomie et la personnalité des établissements ») (p. 1870) ; volonté du Gouvernement de se donner les moyens de démanteler certains établissements ou universités (p. 1871) ; sous-amendement n° 2162 de M. Georges Hage (substituant aux mots « ne doivent pas exclure » les mots « doivent assurer ») : adopté ; sous-amendement n° 2160 : retiré ; sous-amendement n° 2161 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 85, ainsi modifié, adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté (p. 1872).

Article 20 *(autonomie statutaire)* (p. 1909) ; caractère centralisateur de cet article ; possibilité pour le ministre d'arrêter d'office les dispositions statutaires en cas de refus d'une université (p. 1910) ; lourdeur de la tutelle administrative avec approbation préalable pesant sur les universités ; amendement n° 1057 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (de suppression) (p. 1911) ; refus de voir contrôler l'exercice du pouvoir statutaire des universités ; autorité des délibérations statutaires (p. 1912) ; rôle des « bureaux » du ministère de l'éducation nationale ; retiré ; amendement n° 1058 de M. Alain Madelin (référence aux établissements publics) ; sous-amendement n° 2159 de M. Jean-Louis Masson (référence aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel)

(p. 1913) ; amendement n° 1058 : retiré ; en conséquence, le sous-amendement n° 2159 devient sans objet ; amendement n° 304 de M. Jean Rigaud (délibérations statutaires prises à la majorité absolue) : retiré ; amendement n° 1053 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson (référence aux conseils d'université) : retiré ; amendement n° 1050 de M. François d'Aubert soutenu par M. Charles Millon (détermination du statut et des structures internes les mieux adaptées aux missions générales et spécifiques des établissements) : retiré ; amendement n° 303 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Gilbert Gantier (de précision) (p. 1914) : rejeté ; amendement n° 1059 de M. Alain Madelin (détermination des statuts conformément aux lois et décrets en vigueur) : retiré ; amendement n° 86 de la commission (respect d'une équitable représentation dans les conseils de chaque grand secteur de formation) ; amendement n° 1061 de M. Alain Madelin (précisant que les statuts des établissements publics doivent préserver la spécificité de chaque grand secteur de formation) ; exemple des études juridiques ; problème de l'université d'Aix-Marseille I (p. 1915) ; amendement n° 1061 : retiré ; amendement n° 86 : adopté amendement n° 1055 de M. Gilbert Gantier (suppression du second alinéa de cet article) ; approbation des statuts par le ministre de l'éducation nationale ; rejeté (p. 1916) ; amendement n° 1060 de M. Alain Madelin (précisant que les statuts sont applicables immédiatement et sans approbation préalable) : retiré ; amendement n° 2173 du Gouvernement (précisant que les statuts sont transmis au ministre de l'éducation nationale) ; sous-amendement n° 2174 de M. Jean-Louis Masson (transmission des statuts pour information) ; sous-amendement n° 2175 de M. Jean-Louis Masson (transmission des statuts dans un délai maximum de quinze jours) ; amendement n° 1051 de M. François d'Aubert (approbation et communication des statuts) ; retiré ; (p. 1917) ; volonté de certains membres de l'opposition de dénationaliser l'enseignement ; nécessité de donner la plus grande autonomie possible aux établissements (p. 1918) ; **rappel au règlement de M. Charles Millon** ; sous-amendements n° 2174 et n° 2175 : rejetés ; amendement n° 2173 : adopté ; amendement n° 1056 de M. Gilbert Gantier (référence au ministre chargé de l'enseignement supérieur) (p. 1919) : retiré ; amendement n° 1054 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Etienne Pinte (avis du C.N.E.S.E.R) ; sous-amendement n° 2176 de M. Jean-Louis Masson (de précision) ; sous-amendement n° 2176 : rejeté ; amendement n° 1054 : rejeté ; amendement n° 1052 de M. François d'Aubert (précisant que les établissements et formations d'enseignement supérieur qui relèvent de l'autorité ou du contrôle d'autres ministères que l'éducation nationale élaborent eux-mêmes leurs statuts) ; sous-amendement n° 2158 de M. Jean-Louis Masson (élaboration des statuts dans des conditions fixées par la loi) (p. 1920) ; amendement n° 1052 : retiré ; sous-amendement n° 2158 : devenu sans objet ;

— article 20 ainsi modifié, adopté.

Article 21 *(le recteur chancelier)* : relations entre les universités ; nécessité de préciser qu'il représente le recteur (p. 1921) ; création par cet article de la catégorie des établissements publics nationaux à caractère administratif ; amendement n° 1062 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) : retiré (p. 1922) ; amendement n° 1063 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean-Louis Masson (de simplification) ; rôle du recteur chancelier (p. 1924) ; rejeté ; amendement n° 1064 de M. Gilbert Gantier (référence au ministre chargé de l'enseignement supérieur) : devenu sans objet ; amendements identiques n° 1065 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Charles Millon et n° 1066 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Millon (suppression de la dernière phrase du premier alinéa de cet article) ; refus de donner un pouvoir trop important au recteur ; rejetés (p. 1925) ; amendement n° 1067 de M. François d'Aubert soutenu par M. Charles Millon (précisant que le recteur d'Académie est informé des décisions des présidents et directeurs) ; retiré ; amendement n° 1068 de M. François d'Aubert soutenu par M. Charles Millon (suppression des mots « sans délai » dans le premier alinéa de cet article) ; rejeté ; amendements identiques n° 1069 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon et n° 1070 de M. Charles Millon (suppression du deuxième alinéa de cet article) ; coordination des enseignements supérieurs avec les autres ordres d'enseignement ; retirés ; amendement n° 305 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Charles Millon (référence à la formation des maîtres) : retiré ; amendement n° 1071 de M. Gilbert Gantier (précisant que le recteur d'Académie présidé le Conseil d'administration de la chancellerie) : rejeté ; amendement n° 1072 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Jean-Louis Masson (suppression du mot « national » dans l'expression « chancellerie, établissement public national ») (p. 1926) ; rejeté ; amendement n° 1073 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la fin du dernier alinéa de cet article après les mots « à caractère administratif ») ; amendement n° 1074 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean-Louis Masson (administration des biens et charges des établissements) ; amendement n° 1075 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (même objet) (p. 1927) ; amendement n° 1073 rejeté ; amendement n° 1074 : rejeté ; amendement n° 1075 : rejeté ; amendement n° 1076 de M. Charles Millon (répartition des biens immobiliers et mobiliers indivis entre plusieurs établissements) : rejeté ;

— article n° 21 : adopté.

Chapitre Ier : *(Les divers types d'établissements publics, à caractère scientifique, culturel et professionnel.)*

Avant l'article 22 : amendement n° 1077 de M. Gilbert Gantier (rédigeant ainsi l'intitulé du chapitre Ier : les diverses catégories d'établissements d'enseignement supérieur) ; rejeté (p. 1928).

Article 22 *(types d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel)* ; qualification des écoles normales supérieures des grands établissements et des écoles françaises à l'étranger ; volonté d'unification manifestée par le Gouvernement (p. 1929) ; propositions du rapport Schwartz (p. 1930) ; amendement n° 1090 de M. François d'Aubert (de suppression) ; problème des « grands établissements » (p. 1931) ; rejeté ; amendement n° 1091 de M. François d'Aubert (objet du présent chapitre) ; amendement n° 1084 de M. Alain Madelin (liste des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) ; amendement n° 1078 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 1080 de M. Jean-Louis Masson (même objet) (p. 1932) ; rejetés ; amendement n° 1085 de M. Alain Madelin (référence aux grandes écoles) : rejeté ; amendements identiques n° 1082 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jean-Louis Masson et n° 1086 de M. Alain Madelin (suppression du dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 1086 : retiré ; amendement n° 1082 : rejeté ; amendement n° 1079 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. François d'Aubert (qualification des établissements publics à caractère scientifique et culturel) ; amendement n° 1081 de M. Jean-Louis Masson (liste des établissements publics à caractère scientifique et culturel) ; amendement n° 1087 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 1933) ; amendement n° 1087 : retiré ; amendement n° 1079 : rejeté ; amendement n° 1081 : rejeté ; amendements identiques n° 87 de la commission et n° 1092 de M. François d'Aubert (de correction) : adoptés ; amendement n° 1088 de M. Alain Madelin (avis du C.N.E.S.E.R) : retiré ; amendements identiques n° 1083 de M. Bruno Bourg-broc soutenu par M. Jean-Louis Masson et n° 1089 de M. Alain Madelin (référence à un décret pris en conseil d'État) rejetés ; amendement n° 306 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Alain Madelin (consultation et avis des conseils d'administration respectifs) ; sous-amendement n° 2177 de M. Alain Madelin (référence à un avis conforme) (p. 1934) ; sous-amendement : rejeté ; amendement n° 306 : rejeté ;

— article 22, ainsi modifié : adopté.

Section I : *les Universités.*

Article 23 *(structures internes des universités)* ; problème de la création d'U.E.R. et de la définition de celles-ci (p. 1935) ; création des départements de formation, des laboratoires et des centres de recherche ; création des U.E.R. (p. 1936) ; amendement n° 1093 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) (p. 1942) : retiré ; amendement n° 1094 de M. Alain Madelin (donnant une large autonomie aux universités) ; caractère centralisateur et planificateur du socialisme ; rejeté ; amendement n° 1095 de M. Alain Madelin (division des Universités en facultés, instituts et écoles) (p. 1943) ; volonté du Gouvernement de donner aux établissements les moyens de déterminer leur structure : rejeté ; amendement n° 1096 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (précisant que les universités sont libres) : rejeté ; amendement n° 1097 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant que les universités sont constituées en établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ou en fondation) : retiré ; amendement n° 1098 de M. Alain Madelin (départements de formation ou de recherche, laboratoires, facultés, instituts et écoles

groupés en universités) ; amendement n° 1100 de M. Gilbert Gantier (même objet) (p. 1944) ; amendement n° 88 de la commission (composition des universités) ; sous-amendement n° 2149 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (cas des instituts nationaux polytechniques) (p. 1945) ; référence constante faite à la loi de 1968 ; amendement n° 1098 : rejeté ; amendement n° 1100 : rejeté ; sous-amendement n° 2149 : rejeté ; amendement n° 88 : adopté ; en conséquence, les amendements n° 307 de M. Jean Rigaud ; n° 1101, n° 1102, n° 1103, n° 1107, de M. François d'Aubert, n° 1104 de M. Gilbert Gantier ; n° 1099 de M. Alain Madelin, n° 1105 de M. Bruno Bourg-Broc et n° 1106 de M. Jean-Paul Fuchs deviennent sans objet ; amendement n° 89 de la commission (de conséquence) : adopté ; en conséquence l'amendement n° 1108 de M. Gilbert Gantier devient sans objet ; amendement n° 1109 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la seconde phrase du deuxième alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 90 de la commission (de concordance des temps) : adopté ; amendement n° 91 de la commission (services chargés de la formation permanente) (p. 1946) : adopté ; amendement n° 1110 de M. Gilbert Gantier (suppression du mot « composantes) : rejeté ; amendements identiques n° 337 du Gouvernement et n° 1111 de M. Gilbert Gantier (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 338 du Gouvernement (contrôle de conformité du Conseil d'administration de l'université sur les statuts) (p. 1947) : retiré ; amendement n° 1112 de M. Jean Foyer (suppression des mots « d'administration » dans la deuxième phase du dernier alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 1113 de M. Bruno Bourg-Broc (de précision) : non soutenu ; amendement n° 308 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Alain Madelin (de précision) ; amendements identiques n° 8 de la commission de la production et des échanges et n° 1114 de M. Robert Galley soutenu par M. Jean Foyer (rédactionnels) ; amendement n° 308 : rejeté ; amendement n° 8 et n° 1114 : adoptés ;

— article 23 ainsi modifié : adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 1115 de M. Alain Madelin (autonomie des unités composant l'université, autonomie et liberté des enseignants et des étudiants dans le choix de leur unité) ; succès de « Silicon Valley » (p. 1948) ; rejeté.

Article 24 *(organisation générale de l'administration des universités) :* instauration de la polysynodie à l'intérieur de chaque établissement d'enseignement supérieur (p. 1949) ; taux de participation des étudiants aux élections universitaires ; incompatibilité entre cet article et le principe d'autonomie (p. 1950) ; amendement n° 1117 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) : retiré ; amendement n° 1116 de M. Alain Madelin (rôle du conseil d'administration) : rejeté ; amendement n° 1118 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (suppression du Conseil des études et de la vie universitaire) (p. 1951) : rejeté.

Article 25 *(élection du président)* (p. 1952) ; autorité de celui-ci sur l'ensemble des personnels de l'établissement (p. 1953) ; création d'un bureau élu auprès du président ; possibilité de choisir celui-ci parmi les enseignants chercheurs permanents (p. 1954) ; amendement n° 1119 de M. Alain Madelin (modalité d'élection du président de l'université) (p. 1955) ; amendement n° 1120 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; pouvoir administratif des présidents d'Université ; éventuel appel à la force publique (p. 1956) ; enseignants aptes à être éligibles ; amendement n° 1119 : rejeté, amendement n° 1120 : rejeté ; amendement n° 1122 de M. Alain Madelin (élection du président) ; amendement n° 1121 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (même objet) ; amendement n° 1123 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 1124 de M. Paul Balmigère soutenu par M. Georges Hage (même objet) ; sous-amendement n° 2178 de M. Jean Foyer (élection du président parmi les professeurs, maîtres de conférence titularisés et directeurs de recherches membres du conseil d'administration) ; amendement n° 1125 de M. Gilbert Gantier (élection du président) ; amendement n° 22 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (même objet) ; amendement n° 1126 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. François d'Aubert (même objet) (p. 1957) ; amendement n° 1122 : retiré ; amendement n° 1123 : retiré ; amendement n° 1124 : retiré (p. 1958) ; amendement n° 1124 repris par M. Gilbert Gantier ; amendement n° 1121 : rejeté (p. 1959) ; sous-amendement n° 2178, ammendement n° 1124, amendement n° 1125, amendement n° 22, amendement n° 1126 : rejetés ; amendements identiques n° 1127 de M. Alain Madelin et n° 1128 de M. Jean Foyer (collège dans lequel chacun ne peut avoir qu'une voix) : rejetés ; amendements identiques n° 92 de la commission et n° 309 de M. Francisque Perrut soutenu par M. François d'Aubert (élection du président à la majorité absolue) : adoptés ; amendement n° 1130 de M. François d'Aubert (suppression des mots « parmi les enseignants chercheurs permanents de l'université de nationalité française ») ; amendement n° 1129 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (dérogation votée par le Conseil d'université) ; amendement n° 93 de la commission (choix du président parmi les enseignants chercheurs permanents en exercice dans l'université et de nationalité française) (p. 1960) ; sous-amendement n° 2150 de M. François d'Aubert (suppression de la seconde phrase de cet amendement) ; sous-amendement n° 2151 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (substituant aux mots « enseignants chercheurs » le mot « professeurs ») ; sous-amendement n° 2152 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « permanents, en exercice » les mots « en fonction ») ; sous-amendement n° 2153 de M. Robert Galley soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (insérant les mots « de rang magistral » après les mots « l'université ») ; amendement n° 1130 : retiré ; ordre dans lesquels sont discutés les amendements ; amendement n° 129 : rejeté ; sous-amendement n° 2150 : retiré ; (p. 1961) ; sous-amendement n° 2151, n° 2152, n° 2153 : rejetés ; amendement n° 93 : adopté ; en conséquence les amendements n° 1131, n° 1132, n° 1134 et n° 1136 de M. Alain Madelin, n° 1133 de M. Robert Galley et n° 1135 de M. Jean Foyer deviennent sans objet ; amendement n° 1137 de M. Michel Noir soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (précisant que le président doit avoir la qualité de professeur titulaire sauf dérogation) : rejeté ; amendements identiques n° 23 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Bruno Bourg-Broc et n° 1138 de M. Pierre Zarka soutenu par M. Georges Hage (durée du mandat du président) : rejetés ; en conséquence l'amendement n° 24 de M. Jean-Louis Masson devient sans objet ainsi que l'amendement n° 1139 de M. Gilbert Gantier ; amendement n° 1140 de M. Bruno Bourg-Broc (interdisant le cumul d'un mandat électif, national ou départemental avec la présidence d'une université) (p. 1962) : rejeté ; amendement n° 1142 de M. Bruno Bourg-Broc (précisant que le président prépare et exécute les délibérations des conseils) ; amendement n° 1141 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Georges Hage (précisant que le président préside le conseil d'administration, prépare et exécute ses délibérations) : retiré ; amendement n° 1142 rejeté ; amendement n° 1143 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. François d'Aubert (suppression de la quatrième phrase du quatrième alinéa de cet article) ; éventuelle autorité du président de l'université sur le personnel enseignant ; rejeté ; amendements identiques n° 1144 de M. Gilbert Gantier et n° 1145 de M. Jean Royer soutenu par M. Gilbert Gantier (référence au personnel administratif, technique, ouvrier et de service) : rejetés ; amendement n° 1146 de M. Louis Odru soutenu par M. Guy Ducolonné (respect des textes règlementaires et statutaires) : retiré ; amendements quasi-identiques n° 1147 de M. Gilbert Gantier (affectation des personnels) et n° 1148 de M. Jean-Royer (même objet) : devenus sans objet ; amendements identiques n° 1149 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc et n° 1150 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (nomination des présidents de jury) (p. 1963) ; rejetés ; amendement n° 1151 de M. Gilbert Gantier (suppression de la dernière phrase du quatrième alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 1152 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. François d'Aubert (appel à la force publique par le président) : rejeté ; amendement n° 1153 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression du cinquième alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 310 de M. Francisque Perrut soutenu par M. François d'Aubert (possibilité pour le président d'être assisté par un bureau) : rejeté ; amendement n° 1154 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Georges Hage (précisant que le bureau comprendra au moins un vice-président étudiant) (p. 1964) : retiré ; amendement n° 1155 de M. Bruno Bourg-Broc (mise en place de présidents dans les différents conseils) ; amendement n° 1156 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; rejetés ; en conséquence l'amendement n° 1157 de Mme Colette Goeuriot devient sans objet ; amendement n° 1158 de M. Bruno Bourg-Broc (délégation de signature dans les limites prévues par décret en conseil d'État) ; amendements identiques n° 1159 de M. Robert Galley soutenu par M. Bruno Bourg-Broc et n° 1160 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Emmanuel Hamel (même objet) (p. 1965) : rejetés ;

— article 25 ainsi modifié : adopté (p. 1966).

Article 26 *(composition des conseils)* : notion d'autonomie responsable ; présence de personnalités extérieures au conseil d'administration et au conseil des études et de la vie universitaire (p. 1974) ; rôle des personnalités extérieures ; politisation instaurée par cet article ; diminution du rôle des professeurs (p. 1975) ; représentation de l'ensemble du corps enseignant au conseil scientifique ; représentation des personnels administratifs, techniques, ouvriers de service (A.T.O.S.) ; échec représenté par la participation des personnalités extérieures au conseil d'université ; amendement n° 94 de la commission (de suppression) (p. 1976) : adopté ; en conséquence, cet article est supprimé ; en conséquence, les amendements n° 1161, de M. Charles Millon, n° 1162 et n° 1214 de M. Alain Madelin, n° 1163 et n° 1186 de M. François d'Aubert, n° 9 de la commission de la production et des échanges, n° 1207 de M. Jean-Paul Fuchs, n° 1208 et n° 1213 de M. Jean Foyer deviennent sans objet.

Article 27 *(attributions du conseil d'administration)* : amendement n° 95 de la commission (composition du conseil d'administration) (p. 1977) ; sous-amendement n° 1164 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Emmanuel Aubert (substituant aux mots « conseil d'administration » les mots « conseil de l'Université ») : rejeté (p. 1978) ; sous-amendement n° 1165 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (augmentant le nombre des membres du conseil d'administration) : rejeté ; sous-amendement n° 339 du Gouvernement (composition du conseil d'administration) ; sous-amendement n° 1166 de M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendement n° 1167 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendement n° 1168 de M. Jean Royer (même objet) ; sous-amendement n° 1169 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Alain Madelin (même objet) (p. 1979) ; nombre des personnalités extérieures présentes dans les conseils d'administration des grandes écoles ; représentation des étudiants (p. 1980) ; ouverture de l'université sur le monde socio-économique (p. 1981) ; sous-amendements n° 1166 et n° 1167 : retirés ; sous-amendement n° 1168 : non soutenu ; sous-amendement n° 1169 : retiré ; sous-amendement n° 339 : adopté ; en conséquence, les sous-amendements n° 1170 de M. François d'Aubert, n° 1171 de M. Gilbert Gantier, n° 1172 de M. Jean Foyer, n° 1173 de M. Jean-Paul Fuchs, n° 1174 et n° 1175 de M. Bruno Bourg-Broc, n° 1176 de M. Jean-Louis Masson, n° 1178 de M. Louis Odru, n° 1177 de M. Alain Madelin, n° 1179 de M. Gilbert Gantier, n° 1180 de M. Bruno Bourg-Broc, n° 1181 à n° 1184 de M. Alain Madelin, deviennent sans objet ; **rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert** (p. 1982) ; sous-amendement n° 1185 de M. André Rossinot à l'amendement n° 95 de la commission (composition du conseil d'administration) ; amendement n° 95 : retiré ; en conséquence le sous-amendement n° 1185 devient sans objet, ainsi que le sous-amendement n° 339 du Gouvernement précédemment adopté ; interprétation des articles du règlement relatifs à la discussion des amendements ; reprise par la commission de son amendement n° 95 précédemment retiré ; spécificité des U.F.R. médicales (p. 2008) ; sous-amendement n° 1185 ; précédemment retiré : rejeté au scrutin public ; amendement n° 95, modifié par le sous-amendement n° 339 du Gouvernement : adopté ; amendement n° 1216 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert-André Vivien (substituant aux mots « conseil d'administration » les mots « conseil de l'Université ») : rejeté ; amendement n° 1217 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression d'une redondance) : rejeté ; amendement n° 1221 de M. Alain Madelin (précisant que le conseil d'administration approuve le contrat d'établissement) (p. 2009) ; retiré ; amendements identiques n° 311 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Alain Madelin, n° 1222 de M. Robert Galley soutenu par M. Robert-André Vivien et n° 1223 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Gilbert Gantier (missions du conseil d'administration en matière de demande d'habilitation et de projet de nouvelles formations) ; amendement n° 1224 de M. Gilbert Gantier (même objet) (p. 2010) ; amendements n° 311 et n° 1223 : retirés ; amendement n° 1222 : rejeté ; amendement n° 1224 : retiré ; amendement n° 1225 de M. Gilbert Gantier (possibilité pour le conseil d'administration de proposer au ministre la création de nouveaux instituts ou écoles) : rejeté ; amendements identiques n° 1218 de M. Alain Madelin, n° 1226 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin, n° 1229 de M. Gilbert Gantier (référence au respect des priorités nationales) ; problème de la planification nationale et de la planification régionale) (p. 2011) ; rejetés ; amendement n° 1227 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert-André Vivien (procédure d'attribution des moyens financiers) ; amendement n° 1230 de M. Gilbert Gantier (même objet) ; amendement n° 1231 de M. Gilbert Gantier (approbation des qualifications d'emploi proposées par le conseil scientifique) (p. 2012) ; rejetés ; amendement n° 1219 de M. Alain Madelin (pouvoirs du conseil d'administration) : rejeté ; amendement n° 1228 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert-André Vivien (de précision) : retiré ; refus de l'Assemblée de suspendre la séance ; amendement n° 1322 de M. Gilbert Gantier (substituant au mot « signés » le mot « approuvés ») : rejeté ; amendement n° 1234 de M. Alain Madelin (référence aux contrats d'établissement) (p. 2013) ; retiré, ainsi que les amendements n° 1235 et n° 1220 ; amendement n° 1233 de M. Gilbert Gantier (suppression des mots « sous réserve des conditions particulières fixées par décret » dans l'avant-dernière phrase de cet article) ; problème de la création des filiales ; retiré ; amendement n° 1236 de M. Alain Madelin (suppression des mots « la création des filiales ») : retiré ; amendement n° 1237 de M. Jean Foyer soutenu par M. Gilbert Gantier (complétant cet article par les mots « dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État ») (p. 2014) ; rejeté ; amendement n° 96 de la commission soutenu par M. Jean-Pierre Sueur, rapporteur suppléant (précisant que le président rend compte des décisions prises dans le cadre de sa délégation) : adopté après rectification ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 27 : amendement n° 97 de la commission soutenu par M. Jean-Pierre Sueur, rapporteur suppléant (pouvoir disciplinaire à l'égard d'enseignants chercheurs et des usagers) (p. 2015) ; sous-amendement n° 2163 de M. Jean Foyer soutenu par M. Alain Madelin (substituant au mot « pouvoir » les mots « la juridiction ») : rejeté ; sous-amendement n° 2164 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « enseignants chercheurs » le mot « universitaires ») : rejeté ; sous-amendement n° 1238 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (substituant au mot « usagers » le mot « étudiants ») : rejeté ; sous-amendement n° 2165 de M. Jean Foyer soutenu par M. Alain Madelin (substituant au mot « juridictionnelle » le mot « disciplinaire ») : rejeté (p. 2016) ; sous-amendements identiques n° 2166 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Alain Madelin et n° 2167 de M. Alain Madelin (élection des membres de la section disciplinaire « par collège ») : rejetés ; sous-amendement n° 2168 de M. Jean Foyer soutenu par M. Gilbert Gantier (possibilité pour tous les représentants élus des enseignants au conseil d'administration d'être membres de la section disciplinaire si leur nombre est égal ou inférieur à dix) : rejeté ; sous-amendement n° 2169 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Alain Madelin (substituant au mot « juridictionnelle » le mot « disciplinaire ») : rejeté ; sous-amendement n° 2170 de M. Jean Foyer soutenu par M. Alain Madelin (précisant que la section disciplinaire est présidée par un professeur élu en son sein) : rejeté ; sous-amendement n° 2171 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression du dernier alinéa de cet amendement relatif à un décret en Conseil d'État précisant la composition et le fonctionnement des juridictions) : rejeté ; sous-amendement n° 2172 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Gilbert Gantier (détermination des infractions punissables) (p. 2017) : rejeté ; sous-amendement n° 1239 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Gilbert Gantier (sanctions applicables aux enseignants chercheurs) : retiré ; amendement n° 97 : adopté.

Article 28 *(attributions du conseil scientifique)* : renforcement du rôle de celui-ci ; problème de la liaison entre l'enseignement et la recherche notamment dans le troisième cycle (p. 2018) ; amendement n° 98 de la commission soutenu par M. Jean-Pierre Sueur, rapporteur suppléant (composition du conseil scientifique) ; sous-amendement n° 25 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Robert-André Vivien (modifiant la composition de ce conseil) ; sous-amendement n° 1188 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendement n° 1187 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 2019) ; sous-amendement n° 1188 et n° 1187 : retirés ; sous-amendement n° 25 : rejeté ; sous-amendement n° 1189 de M. Gilbert Gantier (même objet) ; place des professeurs titulaires dans les conseils scientifiques (p. 2020) ; retiré ; sous-amendement n° 1191 de M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendement n° 1190 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert-André Vivien (même objet) ; sous-amendement n° 1191 : retiré ; sous-amendement n° 1190 : retiré ; sous-amendement n° 1192 de M. Jacques Brunhes soutenu par Mme Muguette Jacquaint (insérant les mots « des enseignants » après les mots « des enseignants-chercheurs ») : retiré ; sous-amendement n° 1193 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert-

André Vivien (représentation minimale des enseignants-chercheurs et des chercheurs) : retiré ; sous-amendement n° 1194 de M. Gilbert Gantier (représentation des étudiants) ; sous-amendement n° 1195 de M. François d'Aubert soutenu par M. Robert-André Vivien (même objet) ; sous-amendement n° 1196 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert-André Vivien (même objet) (p. 2021) ; sous-amendement n° 1197 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert-André Vivien (même objet) ; sous-amendement n° 1198 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (anciens étudiants) ; sous-amendement n° 1194, n° 1195, n° 1196, n° 1197 et n° 1198 : retirés ; sous-amendement n° 1199 de M. Gilbert Gantier (personnalités extérieures) : retiré ; sous-amendement n° 1200 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert-André Vivien (même objet) ; sous-amendement n° 1201 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; sous-amendement n° 1200 : retiré ; sous-amendement n° 1201 : retiré ; sous-amendement n° 1202 de M. André Rossinot soutenu par M. Gilbert Gantier (cas des universités comprenant une unité de formation et de recherche de médecine) : rejeté (p. 2022) ; sous-amendement n° 1203 de M. Alain Madelin (cas des professeurs membres de l'institut, titulaires de la médaille d'or ou d'argent du C.N.R.S.) ; sous-amendement n° 1204 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert-André Vivien (cas des professeurs Prix Nobel, membres de l'Institut et des titulaires de la médaille d'or ou d'argent du C.N.R.S.) : retirés ; sous-amendement n° 1205 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert-André Vivien (cas des présidents des conseils de bibliothèque) (p. 2023) ; sous-amendement n° 1206 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert-André Vivien (même objet) ; retirés ; amendement n° 98 : adopté ; amendement n° 1240 de M. Alain Madelin (avis ou proposition du conseil scientifique) : rejeté ; amendement n° 27 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Alain Madelin (délibération du conseil scientifique sur les problèmes de recherche) : rejeté ; amendements identiques n° 99 de la commission soutenu par M. Jean-Pierre Sueur, rapporteur suppléant et n° 1242 de M. Louis Odru soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression des mots « de formation initiale et de formation continue ») (p. 2024) : adoptés ; amendement n° 1243 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert-André Vivien (répartition des crédits de recherche) ; amendement n° 1244 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (même objet) : rejetés ; amendement n° 1245 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (instruction des demandes d'habilitation et des projets de nouvelles filières) : rejeté ; amendement n° 100 de la commission soutenu par M. Jean-Pierre Sueur, rapporteur suppléant (consultation du conseil sur les programmes de formation initiale et continue) : adopté (p. 2025) ; amendement n° 1246 de M. Gilbert Gantier (rédactionnel) ; amendement n° 1248 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (rédactionnel) : rejetés ; amendement n° 1247 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'expression » « composantes de l'université ») : rejeté ; amendement n° 1249 de M. Paul Balmigère soutenu par Mme Muguette Jacquaint (orientation de la formation initiale continue) : satisfait ; amendement n° 1250 de M. Gilbert Gantier (consultation du conseil scientifique) : rejeté ; amendement n° 1251 de M. Alain Madelin (même objet) : rejeté ; amendements identiques n° 1252 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin et n° 1253 de M. Alain Madelin (suppression de la dernière phrase de cet article) (p. 2026) : retirés ; amendement n° 11 de la commission de la production et des échanges (possibilité pour le conseil scientifique d'être assisté par un bureau) : retiré ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Article 29 *(attributions du conseil des études et de la vie universitaire)* (p. 2027) : nécessité de permettre aux étudiants de faire entendre leur voix ; bonnes intentions contenues dans cet article ; amendements identiques n° 1254 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Alain Madelin et n° 1255 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) ; problème des C.R.O.U.S. (p. 2028) ; retirés ; amendement n° 101 de la commission soutenu par M. Jean-Pierre Sueur, rapporteur suppléant (composition de ce conseil) ; sous-amendement n° 1209 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (modifiant cette composition) ; risque de politisation des conseils ; sous-amendement n° 1209 : retiré (p. 2029) ; sous-amendement n° 1210 de M. Gilbert Gantier (suppression des mots « enseignants chercheurs et ») : rejeté ; sous-amendement n° 10 de la commission de la production et des échanges (substituant au mot « enseignants » les mots « enseignants et chercheurs ») : rejeté ; sous-amendement n° 1211 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (de précision) : retiré ; sous-amendement n° 1212 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Robert-André Vivien (représentation minimale des enseignants chercheurs) : rejeté ; amendement n° 101, adopté ; amendement n° 1256 de M. Alain Madelin (consultation de ce conseil) : rejeté ; amendement n° 1257 de M. Alain Madelin (avis ou propositions émises par ce conseil) (p. 2030) : rejeté ; amendement n° 1258 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (avis sur l'organisation matérielle des enseignements et sur les mesures de nature à faciliter l'orientation des étudiants et l'organisation des examens) : retiré ; amendement n° 1259 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1260 de M. Louis Odru soutenu par M. Georges Hage (de précision) ; amendement n° 102 de la commission soutenu par M. Jean-Pierre Sueur, rapporteur suppléant (orientation, répartition et organisation des enseignements de formation initiale et continue et révision périodique de celles-ci) ; amendement n° 1259 : retiré (p. 2031) ; amendement n° 1260 : adopté (p. 2032) ; amendement n° 102 de la commission : retiré ; **rappel au réglement de M. Jacques Toubon** ; amendement n° 1261 de M. François d'Aubert (instruction des demandes d'habilitation et des projets de nouvelles filières) : retiré ; amendement n° 1262 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la référence aux demandes d'habilitation) (p. 2036) ; rejeté ; amendements identiques n° 1263 de M. Alain Madelin et n° 1264 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (substituant au mot « filières » le mot « formations ») ; rejetés ; amendement n° 1265 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la référence à la validation des acquis) ; amendement n° 1266 de M. Alain Madelin (substituant à l'expression « validation des acquis » l'expression « admission des équivalences ») ; rejetés ; amendements n° 1276 de M. Louis Odru soutenu par Mme Muguette Jacquaint (référence au bon déroulement des épreuves d'examen) ; retiré ; amendement n° 1268 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression du mot « notamment ») : rejeté ; amendement n° 1269 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la dernière phrase de cet article) (p. 2037) ; rôle du Conseil des études et de la vie universitaires en matière de respect des libertés politiques et syndicales étudiantes ; rejeté ; amendement n° 1270 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (respect de toutes les libertés) ; amendement n° 1271 de M. Gilbert Gantier (respect des franchises universitaires) ; rejetés ; amendement n° 103 de la commission soutenu par M. Jean-Pierre Sueur, rapporteur suppléant, (précisant que le Conseil est garant des libertés) ; amendements identiques n° 28 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Alain Madelin et n° 1272 de M. Alain Madelin (suppression du mot « étudiantes » à la fin de cet article) : rejetés (p. 2038) ; amendement n° 1273 de M. Alain Madelin (précisant que le Conseil veille au respect des libertés politique et syndicales dans l'université) ; amendement n° 1274 de M. Gilbert Gantier (application des mesures visées dans cet article dans la limite des crédits inscrits spécifiquement à cet effet chaque année dans la loi de finance) : rejeté ;

— article 29 ainsi modifié : adopté.

Après l'article 29 : amendement n° 1275 de M. Alain Madelin (instituant un Conseil de gestion) : rejeté.

Article 30 *(les unités de formation et de recherche)* (p. 2039) : constitutions des U.F.R. ; durée du mandat du directeur ; cas des études juridiques et des études médicales (p. 2040) ; « médiocrisation » de l'enseignement supérieur (p. 2041) ; nécessité d'assurer une autonomie administrative aux U.F.R. de médecine (p. 2042) ; inquiétude du corps médical ; exemple des études juridiques (p. 2043) ; non-remise en cause du concept de pluridisciplinarité ; cas des U.E.R. d'éducation physique et sportive (p. 2044) ; amendement n° 1276 de M. Alain Madelin (nouvelle rédaction de cet article : substitution à l'appellation d'U.F.R. celle de faculté) (p. 2045) ; rejeté ; amendement n° 1277 de M. Alain Madelin (constitution des unités d'enseignement et de recherche) ; amendement n° 1278 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jacques Blanc (détermination du projet pédagogique par les U.F.R.) ; amendement n° 1279 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (même objet) (p. 2046) ; amendement n° 1277, n° 1278, n° 1279 : rejetés ; amendement n° 1280 (précisant que les unités d'enseignement et de recherche regroupent des services d'enseignement et éventuellement des laboratoires ou centres de recherches) : rejeté ; amendements identiques

n° 1281 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin et n° 1282 de M. Alain Madelin (substituant à l'appellation « d'U.F.R. » celle « d'U.E.R.) : rejetés ; amendement n° 1347 de M. Roland Dumas soutenu par M. Jean-Pierre Sueur, rapporteur suppléant, (rédactionnel) ; adopté ; amendement n° 1283 de M. Jean Royer soutenu par M. Gilbert Gantier (insérant le mot « librement » après le mot « regroupent ») (p. 2047) ; rejeté ; amendement n° 1285 de M. François d'Aubert soutenu par M. Jacques Blanc (autonomie pédagogique des U.F.R.) : rejeté ; amendement n° 1284 de M. Jean Royer (cas de désaccord entre une U.F.R. et le conseil de l'université) : non soutenu ; amendement n° 1286 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de la seconde phrase du premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 1287 de M. Gilbert Gantier (précisant que les U.F.R. correspondent à un cycle d'enseignement, à une discipline ou à un groupe de discipline) ; amendement n° 1288 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (précisant que les U.F.R correspondent à un projet éducatif, à un programme de recherche et à une finalité professionnelle) (p. 2048) ; amendement n° 1288 : retiré ; amendement n° 1287 : rejeté ; amendement n° 1292 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « projet éducatif » les mots « type d'enseignement ») : rejeté ; amendements identiques n° 1289 de M. Charles Millon soutenu par M. Jacques Blanc et n° 1290 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Emmanuel Hamel (durée du projet éducatif) : rejetés (p. 2049) ; amendement n° 1293 de M. Alain Madelin (référence au personnel d'enseignement de recherche) : rejeté ; amendements identiques n° 1294 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon, n° 1295 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin et n° 1296 de M. Alain Madelin (suppression des mots « relevant de plusieurs disciplines » à la fin de la seconde phrase du premier alinéa de cet article) ; transformation des U.E.R en U.F.R. ; **rappel au règlement de M. Jacques Toubon** (p. 2050) ; amendements n° 1294, n° 1295 et n° 1296 : rejetés ; amendement n° 1287 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (substituant au mot « relevant » les mots « pouvant relever ») ; amendement n° 1298 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (même objet) (p. 2051) ; amendement n° 1297 : rejeté au scrutin public ; **rappels au règlement de MM. Jacques Toubon** (p. 2052) **et Gilbert Gantier** ; amendement n° 1298 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 1299 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (de précision) (p. 2053) : rejeté ; amendement n° 1300 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (objet des U.F.R.) rejeté (p. 2054) ; amendement n° 1291 de M. Jean-Paul Fuchs (spécificité des disciplines juridiques) : retiré ; amendement n° 1301 de M. François d'Aubert (institution des U.F.R.) : non soutenu ; amendement n° 1302 de M. Jean Foyer soutenu par M. Marc Lauriol (élection des directeurs des U.F.R.) : rejeté (p. 2060) ; amendement n° 1303 de M. Alain Madelin (composition du conseil d'unité d'enseignement et de recherche) ; amendement n° 1304 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 312 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1304 : retiré ; amendement n° 1303 et n° 312 : rejetés ; amendement n° 340 du Gouvernement (suppression de la référence à l'effectif maximum du conseil) ; amendement n° 1305 de M. Alain Madelin (fixant à 35 l'effectif maximum du Conseil) (p. 2061) ; amendement n° 340 : retiré ; amendement n° 2192 du Gouvernement (fixant à quarante l'effectif maximum du Conseil) ; amendement n° 1305 : retiré ; amendement n° 2192 : adopté ; amendement n° 1308 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Marc Lauriol (pourcentage des personnalités extérieures membres du conseil) ; amendement n° 1307 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1306 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1311 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Georges Hage (même objet) ; amendement n° 1310 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Jacques Blanc (même objet) ; amendement n° 1309 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1307, n° 1306, n° 1309 : retirés ; (p. 2062) ; amendement n° 1308 : rejeté ; amendement n° 1311 : retiré ; amendement n° 1310 : retiré ; amendement n° 1312 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (représentation des personnels enseignants) ; amendement n° 1313 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Jacques Blanc (même objet) (p. 2063) ; amendement n° 1312 : rejeté ; amendement n° 1313 : rejeté ; amendement n° 1314 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Marc Lauriol (substituant au mot « étudiants » le mot « usagers ») : retiré ; amendement n° 1315 de M. André Rossinot soutenu par M. Jacques Blanc (spécificité des U.F.R. de médecine) ; choix des personnalités extérieures (p. 2064) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 1316 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (précisant que le directeur est élu pour 3 ans) ; amendements identiques n° 29 et n° 1318 de M. Jean-Louis Masson soutenus par M. Marc Lauriol et n° 1317 de M. Louis Odru soutenu par M. Georges Hage (fixant à quatre ans la durée du mandat du directeur) ; amendement n° 1317 : retiré ; amendement n° 1316 : rejeté ; amendement n° 29 et n° 1318 : rejetés ; amendement n° 1319 de M. Jean-Louis Masson (suppression de la seconde phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) : non soutenu ; amendement n° 1320 de M. Robert Galley soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (grade universitaire dont doit être titulaire le directeur de l'U.F.R.) (p. 2065) : rejeté ; amendement n° 1322 de M. Jean Foyer soutenu par M. Marc Lauriol (précisant que le directeur est choisi parmi les enseignants chercheurs de nationalité française) ; amendement n° 12 de la commission de la production et des échanges (précisant que le directeur est choisi parmi les enseignants chercheurs, les enseignants ou les chercheurs) ; amendement n° 1321 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (précisant que le directeur est choisi parmi les professeurs, les maîtres de conférence ou les maîtres assistants) ; nécessité pour les directeurs d'U.F.R. de posséder la nationalité française (p. 2066) ; conditions de nationalité retenues pour les présidents d'université et non pour les directeurs d'U.F.R. ; amendement n° 1322 : rejeté ; amendement n° 12 : adopté après rectification ; en conséquence l'amendement n° 1321 devient sans objet ainsi que les amendements n° 1323 et n° 1324 de M. François d'Aubert ; amendement n° 1325 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Marc Lauriol (précisant que le directeur est choisi parmi les enseignants et les personnalités extérieures) : rejeté ; amendements identiques n° 1328 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Blanc et n° 1329 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Marc Lauriol (études d'odontologie et de pharmacie) (p. 2067) ; amendement n° 1326 de M. Paul Balmigère soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (dispositions relatives aux formations de médecine et d'odontologie) ; amendement n° 1327 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1330 de M. Alain Madelin (de précision) ; amendements n° 1328 et n° 1329 : rejetés (p. 2068) ; amendement n° 1326 : rejeté ; amendements n° 1327 et n° 1330 : rejetés ; **rappel au règlement de M. Alain Madelin** ; amendement n° 1331 de M. Jean Foyer soutenu par M. Marc Lauriol (modifiant la place d'une virgule) : non soutenu ; amendement n° 1332 de M. Louis Odru soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (fonctionnement des U.F.R. médicales) (p. 2069) ; amendement n° 1332 : rejeté ; en conséquence l'amendement n° 1333 de M. Gilbert Gantier devient sans objet ; amendements identiques n° 1334 de M. Alain Madelin soutenu par M. Emmanuel Hamel et n° 1335 de M. Louis Odru soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (suppression de la troisième phrase du dernier alinéa de cet article) ; responsabilité des directeurs d'U.F.R. : rejetés ; amendement n° 1336 de M. André Rossinot soutenu par M. Jacques Blanc (de simplification) ; rejeté ; amendement n° 1337 de M. Paul Balmigère soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (application des conventions par les conseils et directeurs d'U.F.R) ; rejeté ; amendement n° 341 du Gouvernement (précisant que le directeur de l'U.F.R. est ordonnateur des recettes et des dépenses) ; sous-amendement n° 2179 de M. André Rossinot soutenu par M. Jacques Blanc (référence à l'ordonnateur principal) ; sous-amendement n° 1881 de M. Jean-Pierre Sueur soutenu par M. Louis Lareng (référence à l'ordonnateur secondaire) ; problème des U.F.R. de médecine, de pharmacie et d'odontologie (p. 2070) ; autonomie pédagogique des U.F.R. ; formation des médecins (p. 2071) ; sous-amendement n° 2179 : rejeté ; sous-amendement n° 1880 : adopté ; amendement n° 341 : ainsi modifié : adopté ; amendement n° 1341 de M. André Rossinot soutenu par M. Jacques Blanc (précisant que les U.F.R. de médecine sont des organismes dotés de la personnalité morale et juridique) ; amendement n° 1340 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1342 de M. François d'Aubert (organisation des études et formations de médecine et d'odontologie) ; amendement n° 1338 de M. Marc Lauriol (conventions conclues par le président de l'université relatives à l'enseignement hospitalier des étudiants en pharmacie) ; amendement n° 342 du Gouvernement ; organisation des enseignements et du contrôle des connaissances spécifique aux U.F.R. de médecine d'odontologie ou de pharmacie (p. 2072) ; sous-amendement n° 2180 de M. André Rossinot soutenu par M. Jacques Blanc (précisions relati-

ves au premier cycle des études médicales) sous-amendement n° 2191 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (dérogation s'appliquant aux U.F.R. de sciences économiques juridiques et de gestion) ; amendement n° 1342 : retiré ; (p. 2073) ; moyens budgétaires attribués aux U.F.R. (p. 2074) ; amendement n° 1341 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 1340 : rejeté ; déroulement de la discussion des amendements ; amendement n° 1338 ; rejeté au scrutin public ; rappel au règlement de M. Marc Lauriol (p. 2075) ; rappel au règlement de M. Georges Hage ; sous-amendement n° 2180 : rejeté ; banalisation du premier cycle (p. 2076) ; problème des U.F.R. juridiques de sciences économiques et de gestion ; sous-amendement n° 2191 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 342 : adopté (p. 2077) ; amendement n° 1345 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (budget des U.F.R.) (p. 2084) ; rejeté ; amendement n° 1346 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (cas des U.E.R. possédant la qualité d'établissements publics) : retiré ; amendement n° 1339 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (possibilité pour les U.F.R. dispensant une haute qualification professionnelle de prendre le statut d'institut ou d'école) : rejeté ; amendement n° 1343 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (spécificité des études et formation de droit, de sciences économiques et politiques et de gestion) : rejeté ; amendement n° 1344 de M. François d'Aubert par M. Alain Madelin (création d'U.F.R. spécialisées dans le droit les sciences économiques et la gestion) (p. 2085) ; rejeté ;

— article 30, ainsi modifié ; adopté.

Article 31 *(les instituts et écoles faisant partie des universités)* : problème des I.U.T. ; élections des directeurs d'I.U.T. ; hostilité de la gauche à la création des I.U.T. en 1966 (p. 2086) ; démocratisation nécessaire des I.U.T. ; nomination des directeurs d'école par le ministre de l'éducation nationale ; attribution des conseils (p. 2087) ; attachement du Gouvernement au développement des I.U.T. ; affectation des crédits de 1983 ; amendement n° 1349 de M. Alain Madelin (précisant que les instituts et écoles d'universités sont administrés par un conseil et dirigés par un directeur élu par ce conseil) (p. 2088) ; rejeté ; amendement n° 1350 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression des premier et deuxième alinéa de cet article) retiré ; amendements identiques n° 1351 de M. Alain Madelin et n° 1352 de M. Jean-Paul Fuchs soutenus par M. Gilbert Gantier (référence aux formations universitaires à finalité professionnelle : rejetés ; amendement n° 1353 de M. Gilbert Gantier (choix du directeur parmi les professeurs enseignants dans l'institut ou l'école après avis du conseil) ; amendement n° 30 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (choix d'un directeur de nationalité française) ; amendement n° 1354 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (même objet) ; amendements identiques n° 1356 de M. Alain Madelin et n° 1357 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression des mots « sans conditions de nationalité ») (p. 2089) ; amendement n° 1353 ; rejeté ; amendement n° 30, 1354, 1356 et 1357 : rejetés ; amendement n° 1355 de M. Robert Galley soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (diplômes requis pour être nommé directeur) rejeté ; amendement n° 1358 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (cas des formations universitaires ayant une finalité professionnelle) (p. 2090) ; retiré ; amendement n° 1359 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la deuxième phrase du premier alinéa de cet article) ; nomination des directeurs d'écoles par le ministre de l'éducation nationale ; retiré ; amendement n° 1360 de M. Edmond Garcin soutenu par M. Guy Hermier (précisant que les directeurs d'écoles et d'instituts sont élus par le Conseil) ; amendement n° 31 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (nomination des directeurs d'écoles et d'instituts par le ministre de l'éducation sur proposition du Conseil) ; amendement n° 1364 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Pierre Bernard Cousté (même objet) ; amendement n° 1363 de M. Robert Galley soutenu par M. Pierre Bernard Cousté (même objet) (p. 2091) ; amendements de l'opposition dans la logique du rapport Schwartz ; différences entre la logique du texte et la logique proposée par l'opposition (p. 2092) ; amendements n° 1360, n° 31, n° 1364 et n° 1363 : rejetés ; amendements n° 1365 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (référence au ministre chargé de l'enseignement supérieur) rejeté ; amendement n° 1366 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (de précision) ; amendement n° 1367 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (avis du Conseil) ; retiré ; amendement n° 1366 : rejeté ; amendement n° 1368 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (durée du mandat du directeur) ; amendement n° 32 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Pierre Bernard Cousté (même objet) ; amendement n° 32 : retiré ; amendement n° 1368 : rejeté ; amendement n° 1369 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Pierre Bernard Cousté (même objet) : retiré, amendements identiques n° 2189 du Gouvernement et n° 1370 de M. Alain Madelin (effectif maximum du Conseil) : adoptés ; amendement n° 1371 de M. Gilbert Gantier (composition du conseil) (p. 2093) ; rejeté ; amendements identiques n° 313 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Alain Madelin, n° 1374 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Alain Madelin et n° 1375 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (pourcentage de personnalités extérieures membres du Conseil) ; amendement n° 1376 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Guy Hermier (même objet) ; amendements identiques n° 1372 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin et n° 1373 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 313 ; n° 1374, n° 1375, n° 1372 et n° 1373 : retirés ; amendement n° 1376 : rejeté ; amendement n° 1377 de M. Gilbert Gantier (même objet) : rejeté ; amendement n° 1378 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Georges Hage (représentation des étudiants et des personnels non-enseignants) (p. 2094) : retiré ; amendement n° 1379 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Guy Hermier (suppression de la disposition relative à l'élection du président du Conseil au sein des personnalités extérieures) : retiré ; amendement n° 1381 de M. Gilbert Gantier (précisant que le mandat du président est renouvelable une fois) ; amendement n° 1380 : retiré ; amendement n° 1381 : retiré ; amendement n° 1382 de M. Robert Galley soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (rôle du Conseil) : rejeté ; amendements identiques n° 1383 de M. Gilbert Gantier et n° 1384 de M. Alain Madelin (définition du programme d'enseignement) (p. 2095) : rejetés ; amendement n° 1390 de M. Louis Odru soutenu par M. Georges Hage (référence à la réglementation nationale en vigueur) ; amendement n° 1386 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (référence à la réglementation propre aux grandes écoles, aux I.U.T. et aux sections de techniciens supérieurs) ; amendements identiques n° 314 de M. Jean Rigaud, n° 1385 de M. Alain Madelin, n° 1387 de M. Jean-Paul Fuchs et n° 1388 de M. Germain Gengenwin soutenus par M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1389 de M. Robert Galley soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (même objet) ; amendement n° 314, n° 1387 et n° 1388 : retirés ; amendement n° 1390 : adopté ; en conséquence les amendements n° 1386, n° 1385 et n° 1389 deviennent sans objet (p. 2096) ; amendements identiques n° 1391 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté et n° 1392 de M. Gilbert Gantier (précisant que pour les personnels d'enseignement, le Conseil siège en formation restreinte aux personnels de rangs égal ou supérieur à celui de l'emploi postulé) : rejetés ; amendements identiques n° 1393 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Gilbert Gantier, n° 1394 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 1395 de M. Robert Galley soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (création éventuelle d'un conseil scientifique ou d'un conseil de la vie de l'institut ou de l'école) : retirés ; amendement n° 1396 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier nomination des membres du corps enseignant ; amendements identiques n° 1399 de M. Francisque Perrut ; n° 1401 de M. Robert Galley soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté et n° 1403 de M. Germain Gengenwin (même objet) ; amendements identiques n° 1397 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 1398 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Emmanuel Hamel (même objet) (p. 2097) ; amendement n° 1405 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (même objet) ; amendements n° 1399 et n° 1403 non-soutenus ; amendements n° 1396, n° 1401, n° 1397, n° 1398 et n° 1405 : rejetés ; amendements identiques n° 315 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Gilbert Gantier ; n° 1400 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 1402 de M. Robert Galley soutenu par M. Pierre Bernard Cousté, n° 1404 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Gilbert Gantier (référence au pouvoir de contracter) (p. 2098) : rejetés amendement n° 1406 de M. Gilbert Gantier (de coordination) : retiré ; amendements identiques n° 1407 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 1408 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Gilbert Gantier (de précision) : rejetés ; amendement n° 1409 de M. Jean Foyer soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (pouvoir du directeur en matière de répartition des emplois) :

retiré ; amendement n° 104 de la commission (précisant qu'aucune affectation ne peut être prononcée sans l'avis favorable du directeur de l'institut ou de l'école) ; sous-amendement n° 2198 du Gouvernement (cas d'un avis défavorable motivé) : sous-amendement adopté ; amendement ainsi modifié : adopté ; amendement n° 1410 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (précisant que les instituts et écoles ont la personnalité juridique et disposent de l'autonomie financière) (p. 2099) ; amendements identiques n° 1411 de M. Charles Millon, n° 1412 de M. Germain Gengenwin, n° 1413 de M. Robert Galley soutenus par M. Pierre Bernard Cousté (même objet) ; ressources provenant de legs, donations et fondations) ; amendement n° 1410, 1411, n° 1412 et n° 1413 : rejetés ; amendements identiques n° 1414 de M. Alain Madelin et n° 1415 de M. Jean Foyer soutenu par M. Pierre Bernard Cousté (suppression des mots « attribués à l'université) : rejetés amendement n° 316 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Emmanuel Hamel (crédits provenant de legs donations et fondations, rémunérations de service, droits d'inscription et subventions diverses) : rejetés ;

— article 31 ; ainsi modifié ; adopté.

Article 32 *(organisation générale des instituts et des écoles extérieures aux universités)* (p. 2100) ; caractère tentaculaire du ministère de l'éducation nationale ; maintien de l'autonomie des structures ; volonté du Gouvernement d'intégrer les grandes écoles dans l'université (p. 2101) ; caractère non démocratique des conseils mis en place par le présent article ; spécificité des grandes écoles (p. 2102) ; travaux de M. Laurent Schwartz ; amendements identiques n° 1416 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Claude-Gérard Marcus et n° 1417 de M. Alain Madelin (de suppression) (p. 2103) : rejeté ; au scrutin public ; amendement n° 1418 de M. Alain Madelin (soumission des écoles ou instituts extérieurs aux universités à un statut indépendant établi par décret) : rejeté ; amendement n° 1419 de M. Alain Madelin (référence aux instituts et écoles extérieures aux universités) : rejeté ; amendement n° 1420 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression des mots « assisté par un conseil scientifique et un conseil des études ») ; amendements identiques n° 1421 de M. Robert Galley soutenu par M. Claude Gérard Marcus et n° 1422 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Alain Madelin (référence à la direction des instituts) ; amendement n° 1420, n° 1421, n° 1422 : rejetés ; amendement n° 1423 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Claude-Gérard Marcus (spécificité des unités pédagogiques d'architecture) : retiré ;

— article 32 : adopté (p. 2104).

Article 33 *(conseil d'administration des instituts et écoles extérieurs aux universités)* ; respect de la situation acquise des écoles et instituts ; personnalité dont ceux-ci sont dotés ; rôle du conseil d'administration (p. 2105) ; exemple de l'école centrale des arts et manufactures ; volonté des français de maintenir la dualité universités-grandes écoles (p. 2106) ; problème du choix des personnalités extérieures devant siéger dans les conseils d'administration éventuel risque de politisation (p. 2107) ; amendement n° 1424 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Claude-Gérard Marcus (de suppression) : rejeté (p. 2108) ; amendement n° 1425 de M. Alain Madelin (référence aux principes d'autonomie, de participation, de personnalisation et de liaison entre l'enseignement et la recherche) ; notion « d'autonomie libératrice » (p. 2112) ; rejeté ; amendement n° 1426 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (pourcentage de personnalités extérieures siégeant au conseil d'administration) ; amendement n° 1427 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (même objet) ; amendement n° 1428 de M. Georges Hage soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (même objet) ; amendement n° 1429 de M. Jean Foyer (même objet) ; amendements n°s 1426, 1427 et 1428 : retirés (p. 2113) ; vocation professionnelle et technique des écoles et instituts extérieurs ; amendement n° 1429 : rejeté ; amendement n° 317 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Emmanuel Hamel (choix des personnalités extérieures) (p. 2114) ; amendement n° 1430 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (substituant au mot « usagers » le mot « élèves ») ; amendement n° 1431 de M. Gilbert Gantier (choix des personnalités extérieures) ; sous-amendement n° 2193 de M. Alain Madelin (de précision) ; manque de compétence de certaines personnalités extérieures ; amendement n° 317 et n° 1430 : rejetés ; sous-amendement n° 2193 et amendement n° 1431 : rejetés ; amendement n° 1432 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jean Foyer (précisant que le conseil d'administration doit comporter au moins 10 p. 100 d'anciens élèves) (p. 2115) ; caractère normal de la présence d'anciens élèves parmi les personnalit extérieures ; pratique de l'interruption d'un orateur ; rejeté ; amend ment n° 318 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Emmanuel Ham (précisant que le président de l'association des anciens élèves est mem bre de droit du conseil d'administration) (p. 2116) ; rejeté ; amend ment n° 1433 de M. Gilbert Gantier (élection du président du conse d'administration) ; utilisation des temps de paroles (p. 2117) ; intr duction dans le présent texte de loi de dispositions de nature réglem taire ; rejeté ; amendement n° 1434 de M. Gilbert Gantier soute par M. Alain Madelin (précisant que le mandat du président e renouvelable une fois) : rejeté ; amendements identiques n° 1435 M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin et n° 1436 M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (suppressio des mots « sous réserve de la réglementation nationale » dans l'avan dernier alinéa de cet article) ; action du conseil d'administration incertitude quant à la composition de celui-ci (p. 2118) ; rejetés amendement n° 1437 de M. Gilbert Gantier (suppression de deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) : rejeté amendement n° 1438 de M. Gilbert Gantier (utilisation des crédits) rejeté ; amendement n° 1439 de M. Gilbert Gantier (approbation d accords et conventions proposés par le directeur) (p. 2119) ; problèn des acquisitions immobilières ; rejeté ; amendement n° 1440 M. Alain Madelin (suppression des mots « création de filiales » da l'avant-dernier alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 1441 M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (mettant le m « créations » dans l'avant-dernier alinéa de cet article : rejeté ; ame dement n° 105 de la commission (pouvoir disciplinaire du Cons d'administration) (p. 2120) : adopté ; en conséquence les amend ments n° 1442 de M. Charles Millon, n° 1443 et n° 1444 de M. G bert Gantier deviennent sans objet ; amendement n° 1445 M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (supprimant dernier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 1446 M. Jean Foyer (composition et attributions du conseil scientifique) rejeté ; amendement n° 319 de M. Jean Rigaud (de conséquence) devenu sans objet ;

— article 33 ainsi modifié : adopté, (p. 2121).

Article 34 *(le directeur des instituts et des écoles extérieurs aux u versités)* ; nomination de ce directeur ; exemple de M. Jacques Cha sal ancien directeur de l'I.E.P. de Paris (p. 2122) ; nécessité de donn au directeur d'un institut ou d'une école des pouvoirs importan (p. 2123) ; notion de département ; amendement n° 1447 M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (de suppression rejeté ; amendement n° 1448 de M. Alain Madelin (choix du dire teur) : retiré ; amendement n° 1449 de M. Gilbert Gantier soute par M. Alain Madelin (précisant que le directeur est choisi parmi l professeurs enseignant dans l'institut ou l'école (p. 2124) ; retir amendement n° 1450 de M. Robert Galley soutenu par M. Je Foyer (choix du directeur) ; amendements identiques n° 1451 M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin et n° 1452 M. Germain Gengenwin soutenu par M. Alain Madelin (mê objet) ; amendement n° 106 de la commission (choix du directe parmi des catégories de personnels, fonctionnaires ou non) ; amen ment n° 1453 de M. François d'Aubert (de précision) ; amendem n° 1450, n° 1451, n° 1452 : rejetés ; amendement n° 106 : adopt amendement n° 1453 : retiré ; amendement n° 33 de M. Jean-Lo Masson soutenu par M. Jean Foyer (précisant que le directeur d être de nationalité française) ; amendements identiques n° 1454 M. Alain Madelin, n° 1455 de M. François d'Aubert soutenu M. Alain Madelin et n° 1456 de M. Jean Foyer (suppression des m « sans considération de nationalité ») (p. 2125) ; amendement n° 3 rejeté, amendement n° 1454, n° 1455 et n° 1456 : retirés ; amen ment n° 1457 de M. Paul Balmigère soutenu par M. Georges H (possibilité pour le directeur d'être élu par le conseil d'administ tion) : rejeté ; amendement n° 1458 de M. Gilbert Gantier (nomi tion du directeur après avis du conseil d'administration, par arrêté ministre de l'éducation nationale) ; sous-amendement n° 2194 M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (précisant qu mandat peut-être renouvelé plus d'une fois sur proposition du con d'administration à la majorité des deux tiers) (p. 2126) ; sc amendement : rejeté ; amendement n° 1458 : rejeté ; amendem n° 1459 de M. Jean Foyer (référence à une liste proposée par le c seil) ; amendements identiques n° 1460 de M. Robert Galley sout par M. Jean Foyer, n° 1461 de M. Germain Gengenwin soutenu

M. Alain Madelin et n° 1462 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (substituant au mot « sur proposition » les mots « après consultation » dans le premier alinéa de cet article) ; amendement n° 1461 et n° 1462 : retirés ; amendements n° 1459 et n° 1460 : rejetés ; amendement n° 1463 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 1464 de M. Gilbert Gantier (possibilité pour le directeur d'être assisté par un comité de gestion) (p. 2127) ; rejeté ; amendement n° 1465 de M. Louis Odru soutenu par M. Georges Hage (précisant que le comité de direction comprendra des représentants des personnels et des étudiants) : rejeté ; amendement n° 1466 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression des mots « et lui rend compte de sa gestion ») : rejeté ; amendement n° 1467 de M. Jean Foyer (rédactionnel) : rejeté après rectification ; amendement n° 1468 de M. Alain Madelin (de correction grammaticale) ; amendement n° 1469 de M. Gilbert Gantier (même objet) (p. 2128) ; rejetés ;

— article 34 : ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 35 : amendement n° 1470 de M. Alain Madelin (modifiant l'intitulé de la section III : suppression des mots « les grands établissements et les écoles françaises à l'étranger ») ; fonctionnement des écoles normales supérieures ; rejeté.

Article 35 *(les écoles normales supérieures, les grands établissements et les écoles françaises à l'étranger)* : opinion de M. Maurice Duverger sur le présent projet de loi (p. 2132) ; création éventuelle d'une E.N.S. scientifique à Lyon ; amendement n° 1471 de M. Alain Madelin (limitant le champ d'action de cet article aux écoles normales supérieures) ; amendement n° 1472 de M. Louis Odru soutenu par M. Georges Hage (rôle des écoles normales supérieures, des grands établissements et des écoles françaises à l'étranger) (p. 2133) ; amendement n° 1473 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (fixation par une loi ultérieure du régime des écoles normales supérieures, des grands établissements et écoles françaises à l'étranger) ; amendement n° 1471 : retiré ; transfert à Lyon de l'école normale de Saint-Cloud ; (p. 2134) ; exemple du Muséum d'histoire naturelle et du Collège de France ; extension éventuelle du rôle des E.N.S. en matière de formation des enseignants de l'enseignement supérieur (p. 2135) ; amendement n° 1472 : retiré ; démocratisation éventuelle des grands établissements ; amendement n° 1473 : rejeté ; amendement n° 1474 de M. Gilbert Gantier (référence à un décret en Conseil d'État pris après avis de la classe correspondante de l'Institut de France) ; amendement n° 1475 de M. Alain Madelin (référence à un décret pris en Conseil d'État après avis du C.N.E.S.E.R.) ; amendement n° 1476 de M. Bruno Bourg-Broc (référence à un décret en Conseil d'État) (p. 2136) ; réorganisation de la formation au sein des E.N.S. ; amendements n° 1474, n° 1475 et n° 1476 : rejetés ; amendement n° 1477 de M. Gilbert Gantier (référence au respect du principe d'autonomie défini par la présente loi) ; amendement n° 1478 de M. Alain Madelin (suppression des mots « d'autonomie et de démocratie » dans le premier alinéa de cet article) ; rejetés ;

— article 35, adopté.

Après l'article 35 : amendement n° 1479 de M. Alain Madelin (insérant une section IV : les grands établissements) : retiré ; amendement n° 1480 de M. Alain Madelin (insérant une section V : les écoles françaises à l'étranger) (p. 2137) : retiré.

Chapitre II : *dispositions communes*

Avant l'article 36 : amendement n° 1481 de M. Gilbert Gantier (de coordination) : retiré.

Article 36 *(modalités d'élection des conseils)* : autonomie de fonctionnement accordée aux U.E.R. ; place des personnalités extérieures ; risque de politisation et de syndicalisation (p. 2138) ; organisation des élections selon le principe de la proportionnelle et du collège unique ; caractère inaliénable du droit syndical ; multiplication des conseils (p. 2139) ; amendement n° 1482 de M. Gilbert Gantier (désignation des membres des conseils au scrutin secret par collèges distincts) ; accroissement de la représentation des minorités dans les conseils (p. 2140) ; rejeté ; amendement n° 1485 de M. Alain Madelin (suppression des mots « en dehors des personnalités extérieures » dans le premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 107 de la commission (de conséquence et précisant que les membres des conseils sont élus au suffrage direct) : adopté au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Alain Madelin (p. 2141) ; **rappel au règlement** de M. Bruno Bourg-Broc ; amendement n° 1483 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression des mots « au suffrage direct » dans la première phrase du premier alinéa de cet article) ; amendement n° 1484 de M. Jean Royer soutenu par M. Emmanuel Hamel (complétant la première phrase du premier alinéa de cet article par les mots « ou indirect ») : rejetés ; amendement n° 1486 et 1489 de M. Alain Madelin : retirés ; amendement n° 1490 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Guy Ducoloné (durée maximale du mandat des étudiants) : retiré (p. 2142) ; amendement n° 1491 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (fixant à un an la durée du mandat des étudiants) ; amendement n° 320 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Alain Madelin (renouvellement annuel par moitié des représentants étudiants) (p. 2146) ; refus du Gouvernement de multiplier le rythme des élections dans les universités ; amendement n° 1491 et n° 320 : rejetés ; amendement n° 1492 de M. Alain Madelin (suppresion du deuxième alinéa de cet article) ; organisation d'un scrutin de liste à un tour avec représentation proportionnelle au plus fort reste ; rejeté ; amendement n° 1494 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Emmanuel Hamel (représentation des disciplines et des formations minoritaires) ; sous-amendement n° 2197 de M. Alain Madelin (précisant que les membres des conseils pourront être élus selon un suffrage à deux degrés) (p. 2147) ; amendement n° 1493 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (représentation des disciplines et des formations fondamentales) ; amendement n° 1487 de M. Alain Madelin (scrutin uninominal à deux tours pour la représentation des personnels) ; amendement n° 1495 de M. Gilbert Gantier (organisation d'un scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'ensemble des collèges des personnels) ; amendement n° 1496 de M. Bruno Bourg-Broc (précisant que l'élection s'effectue pour l'ensemble des personnels au scrutin uninominal à deux tours) ; amendement n° 1495 : retiré ; amendement n° 1487 : retiré ; sous-amendement n° 2197 : rejeté ; amendement n° 1494 : rejeté ; amendement n° 1493 : rejeté au scrutin public (p. 2148) ; amendement n° 1496 : rejeté ; amendement n° 1497 de M. Louis Hermier soutenu par M. Guy Ducoloné (suppression du panachage et de la possibilité de listes incomplètes) : rejeté ; amendement n° 1499 de M. Gilbert Gantier (mise en place d'un quorum aux élections étudiantes) : rejeté ; amendement n° 1488 de M. Alain Madelin (modalités d'élection des représentants étudiants) : retiré (p. 2149) ; amendement n° 1501 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (possibilité du panachage pour la représentation étudiante) : rejeté ; amendements identiques n° 1498 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc et n° 1502 de M. Alain Madelin (vote par procuration ou correspondance) ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 1503 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (précisant que nul ne peut être titulaire de plus de deux procurations) (p. 2150) ; rejeté ; amendements identiques n° 1505 de M. François d'Aubert soutenu par M. Emmanuel Hamel et n° 1506 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Emmanuel Hamel (précisant que nul ne peut siéger dans plus d'un conseil d'administration) : rejetés ; amendements identiques n° 1507 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier, n° 1508 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 1509 de M. Robert Galley soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (précisant que les personnalités extérieures peuvent siéger dans quatre conseils au plus) : rejetés ; amendement n° 1510 de M. Alain Madelin (suppression du dernier alinéa de cet article) (p. 2151) ; retiré ;

— article 36 : ainsi modifié : adopté.

Article 37 *(les collèges électoraux)* ; composition des collèges ; exemple des personnels A.T.O.S. ; règles relatives à l'électorat et à l'égibilité des étudiants (p. 2152) ; instauration du collège unique et du scrutin de liste impliquant une réduction considérable de l'autonomie des universités ; parité de la représentation au sein du collège des enseignants-chercheurs, entre les professeurs et les autres enseignants ; problème des disciplines minoritaires ; plan Langevin-Wallon (p. 2153) ; représentation majorée donnée aux professeurs de rang magistral par la loi Sauvage ; « filibustering » de l'opposition ; amendement n° 1511 de M. François d'Aubert (suppression du premier alinéa de cet article) (p. 2154) ; problème des maîtres-assistants docteurs d'État ; mise en place du collège unique ; rejeté ; amendement n° 1512 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (de précision) (p. 2155) ; retiré ; amendement n° 1513 de M. Alain Madelin (décret en Conseil d'État pris après avis du C.N.E.S.E.R.) ; amendement n° 1514 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (référence à un décret en Conseil d'État) : rejetés ; amendement

n° 1515 de M. Gilbert Gantier (de clarification) : rejeté ; amendement n° 108 de la commission (modalité de recours contre les élections) : adopté ; amendement n° 343 du Gouvernement (représentation des personnels non-titulaires non-assimilés aux titulaires et des usagers non-assimilés aux étudiants) : adopté ; amendement n° 1516 de M. Alain Madelin (suppression du deuxième alinéa de cet article relatif au collège unique) (p. 2156) : rejeté ; amendement n° 1519 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (précisant que les enseignants-chercheurs et personnels assimilés forment 7 collèges) : rejeté ; amendement n° 1520 de M. Jean Royer soutenu par M. Emmanuel Hamel (collège électoral des enseignants-chercheurs et assimilés) : rejeté ; amendement n° 1518 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (nombre de collèges formés par les enseignants chercheurs et assimilés) (p. 2157) ; amendement n° 1517 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (précisant que les professeurs et personnels du niveau équivalent forment un collège unique) ; amendement n° 1525 de M. Alain Madelin (précisant que chaque catégorie de personnel enseignant constitue un collège électoral distinct) ; amendements identiques n° 1521 de M. François d'Aubert, n° 1522 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Emmanuel Hamel, n° 1523 de M. Robert Galley soutenu par M. Bruno Bourg-Broc ; n° 1524 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Emmanuel Hamel (mise en place de trois collèges distincts) ; amendement n° 1526 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 2158) ; amendement n° 1518 : rejeté au scrutin public ; amendements n° 1517, n° 1525, n° 1521, n° 1522, n° 1523, n° 1524 et n° 1526 : rejetés ; amendement n° 1527 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (regroupement de tous les enseignants et chercheurs sous l'expression « enseignants-chercheurs ») : rejeté ; amendement n° 1528 de M. Gilbert Gantier (vote par collèges séparés) ; amendement n° 34 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (même objet) : rejetés ; amendement n° 1529 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (même objet) (p. 2159) ; rejeté ; amendement n° 1530 de M. André Rossinot soutenu par M. Alain Madelin (collèges électoraux distincts formés par les enseignants-chercheurs des U.F.R. de médecine) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 1531 de M. Alain Madelin (collège unique des personnels A.T.O.S.) ; amendements identiques n° 35 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Bruno Bourg-Broc et n° 1532 de M. Gilbert Gantier (même objet) : rejetés ; amendements identiques n° 1533 de M. François d'Aubert et n° 1534 de M. Alain Madelin (suppression de la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article) : rejetés ; amendement n° 1535 de M. Gilbert Gantier (de coordination) : devenu sans objet ; amendement n° 1536 de M. Jean-Louis Masson : retiré ; amendement n° 1537 de M. Gilbert Gantier (de coordination) : devenu sans objet ; amendements identiques n° 1538 de M. Alain Madelin et n° 1539 de M. Bruno Bourg-Broc (nombre minimum de professeurs siégeant dans les conseils) (p. 2160) ; rejetés ; amendement n° 1540 de M. Alain Madelin (même objet) : rejeté ; amendement n° 1541 de M. André Rossinot soutenu par M. Emmanuel Hamel (situation des enseignants-chercheurs des collèges électoraux des U.F.R. de médecine) (p. 2161) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 1532 de M. François d'Aubert (suppression de la première phrase de l'avant dernier alinéa de cet article) : rejeté ; amendements identiques n° 1543 de M. Bruno Bourg-Broc, n° 1544 de M. Alain Madelin et n° 1545 de M. Gilbert Gantier (suppression de la possibilité donnée aux auditeurs d'être assimilés à des étudiants) ; risques de fraude électorale ; rejetés ; amendement n° 1548 de M. Robert Galley soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (électorat et éligibilité des étudiants étrangers) ; amendement n° 1549 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 1546 de M. Gilbert Gantier (même objet) (p. 2162) ; volonté de l'opposition de priver les étudiants étrangers de droit de vote ; rejetés ; amendement n° 1547 de M. Alain Madelin : retiré ; amendement n° 1550 de M. Gilbert Gantier (suppression de la dernière phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article) ; retiré ; amendement n° 1551 de M. Alain Madelin (représentation des personnels enseignants et assimilés) ; amendement n° 1552 de M. Gilbert Gantier (même objet) ; amendement n° 1551 : retiré ; amendement n° 1552 : rejeté ; amendement n° 1553 de M. Alain Madelin (dispositions destinées à assurer la régularité du scrutin) : retiré ;

— article 37 : ainsi modifié, adopté : (p. 2163).

Article 38 *(les personnalités extérieures)* ; caractère excessif de la représentation des personnalités extérieures, refus de permettre la désignation de bureaucrates syndicaux ; présence des personnalités extérieures dans les conseils, conditions indispensables de la finalité professionnelle des études (p. 2164) ; diminution du rôle des professeurs ; choix des personnalités extérieures (p. 2165) ; clarification des critères devant présider aux choix de ces personnalités ; problème des personnalités désignées à titre personnel (p. 2166) ; nécessité d'éviter que soit désignées des personnes ne portant aucun intérêt à cette tâche (p. 2167) ; liberté de choix laissé aux établissements en matière de désignation des personnalités (p. 2168) ; amendement n° 1554 de M. Alain Madelin (de suppression) : retiré ; ainsi que les amendements n° 1557 de M. Gilbert Gantier, n° 1562 et n° 1563 ; amendement n° 1555 de M. Bruno Bourg-Broc (précisant que les personnalités extérieures sont cooptées par les conseils où elles auraient à siéger) ; amendement n° 1556 de M. Alain Madelin désignation des personnalités extérieures) : rejetés ; amendement n° 1558 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (désignation des personnalités extérieures) (p. 2178) ; amendement n° 36 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (même objet) ; amendement n° 2195 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 1558 : retiré ; sous-amendement n° 1560 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 2195 (substituant aux mots « d'une part » les mots « pour moitié ») : rejeté ; sous-amendement n° 1564 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Louis Odru (référence aux organisations syndicales représentatives d'employeurs et de salariés) (p. 2179) : retiré ; sous-amendement n° 2196 de la commission (référence aux organismes du secteur de l'économie sociale) (p. 2180) ; adopté après rectification ; sous-amendement n° 1565 de M. Bruno Bourg-Broc (référence aux associations scientifiques) : retiré ; sous-amendement n° 1566 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (de précision) : retiré ; sous-amendement n° 2198 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la référence aux grands services publics) : rejeté ; sous-amendement n° 1567 de M. Gilbert Gantier (suppression de la référence aux enseignements du premier et du second degré) (p. 2181) ; risque de syndicalisation ; rejeté ; sous-amendement n° 2199 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (complétant cet amendement par les mots « du secteur privé » et du « secteur public ») (p. 2182) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 36 : rejeté ; amendement n° 2195 ; ainsi modifié : adopté ; en conséquence les amendements n° 1561 de M. Jean Royer et n° 109 de la commission deviennent sans objet ; amendement n° 1572 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Gilbert Gantier (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « et des associations d'anciens élèves ») : rejeté ; amendements identiques n° 1569 de M. Robert Galley soutenu par M. Bruno Bourg-Broc et n° 1570 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (précisant que les personnalités extérieures doivent être à compétence professionnelle concernée par les enseignements de l'établissement) ; amendement n° 1571 de M. Germain Gengenwin soutenu par M. Alain Madelin (même objet) (p. 2183) : rejetés ; **rappels au règlement** de MM. Bruno Bourg-Broc, Alain Madelin et Guy Ducoloné ; amendement n° 1568 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « d'autre part » les mots « pour deux tiers » dans l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 2184) ; problème des amendements déposés par un député et soutenus par un autre ; rejeté ; amendements identiques n° 1573 de M. Gilbert Gantier et n° 1574 de M. Jean Proriol soutenu par M. Gilbert Gantier (complétant l'avant-dernier alinéa de cet article par les mots « en raison de leur compétence ») : rejetés ; amendement n° 1575 de M. Gilbert Gantier (désignation des personnalités par les conseils selon les règles fixées par les statuts de l'établissement) : rejeté ; amendement n° 321 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Alain Madelin (compétence professionnelle des personnalités extérieures) : retiré ; amendement n° 1576 de M. Gilbert Gantier (précisant que les deux tiers des personnalités extérieures devront être choisies à raison de leurs compétences) : devenu sans objet ; amendement n° 1577 de M. André Rossinot soutenu par M. Gilbert Gantier (personnalités désignées à titre personnel dans les conseils des U.F.R. de médecine) : rejeté ; amendement n° 1578 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (précisant que parmi les personnalités extérieures figurent des représentants des associations de diplômés ou d'anciens élèves) (p. 2185) : rejeté ; amendements identiques n° 1579 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc, n° 1580 de M. Gilbert Gantier, n° 1581 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin et n° 1582 d'Alain Madelin (suppression du dernier alinéa de cet article) ; nécessité de permettre aux établissements d'enseignement supérieur de déterminer les conditions de désignation des personnalités extérieures ; amendements rejetés au scrutin public ; amendement n° 1583 de M. Alain Madelin (règles relatives à la répar

tition des sièges des personnalités extérieures) ; amendements identiques n° 1584 de M. Jean-Paul Fuchs et n° 1585 de M. Charles Millon (même objet) ; amendement n° 1586 de M. Jean Royer soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1587 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 1588 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendements n° 1584 et n° 1585 : retirés (p. 2186) ; amendements n° 1583, n° 1586, n° 1587 et n° 1588 : rejetés ; amendement n° 1589 de M. Alain Madelin (référence à un décret en Conseil d'État) : rejeté ; amendement n° 1590 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (de précision) : rejeté ; amendement n° 1559 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la fin du dernier alinéa de cet article après les mots « personnalités extérieures ») : rejeté ; amendement n° 1591 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (répartition précisée en tenant compte du caractère spécifique de chaque établissement, institut ou école) ;

— article 38 : ainsi modifié : adopté.

Avant l'article 39 : amendement n° 1592 de M. Gilbert Gantier (substituant à la section II le titre suivant : titre III BIS « autonomie financière des « établissements d'enseignement supérieur ») ; rejeté.

Article 39 *(les ressources des établissements)* (p. 2187) ; responsabilités des établissements dans l'exercice de leur autonomie ; importance des dettes de certaines universités ; appréciation portée par la Cour des Comptes sur les problèmes financiers des universités) (p. 2188) ; insuffisance des moyens financiers destinés à la mise en œuvre du présent projet de loi ; contenu du rapport « Fréville » ; répartition des crédits de fonctionnement et d'investissement (p. 2189) ; mise en place de la DGF et de la DGE ; contribution des collectivités territoriales et des entreprises à la formation et à la recherche (p. 2190) ; autonomie financière des universités ; avenir des normes G.A.R.A.C.E.S. ; affectations des crédits (p. 2196) ; taxe d'apprentissage ; répartition des emplois ; risque de transferts de charge sur les collectivités locales (p. 2197) ; amendement n° 1595 de M. François d'Aubert (précisant que les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel sont dotés de l'autonomie financière) ; application des critères G.A.R.A.C.E.S. ; possibilité pour les établissements publics de recevoir des legs, des donations, des fondations, ainsi que des rémunérations de service (p. 2198) ; rejeté ; amendement n° 1596 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (rédactionnel) (p. 2199) ; rejeté ; amendement n° 1597 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (référence aux établissements publics à caractère universitaire) ; attribution de la dotation globale (p. 2200) ; rejeté ; amendement n° 1598 de M. Alain Madelin (attribution des crédits par une commission financière indépendante) : rejeté ; amendement n° 1599 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. François d'Aubert (substituant aux mots « peuvent disposer » le mot « disposent » au début de cet article) (p. 2101) ; **rappel au règlement** de M. Charles Millon ; rejeté ; amendement n° 322 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Emmanuel Hamel (participation des employeurs au financement des formations technologiques et professionnelles) ; amendement n° 1600 de M. Edmond Garcin soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (suppression des mots « participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles ») (p. 2202) ; nécessité d'éviter que le produit de la taxe d'apprentissage ne soit détourné du financement des premières formations technologiques et professionnelles ; amendement n° 1600 : retiré ; amendement n° 322 : rejeté ; procédure des suspensions de séances (p. 2203) ; amendement n° 1601 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (substituant aux mots « premières formations » les mots « formations initiales ») ; amendement n° 1602 de M. Alain Madelin (suppression du mot « premières ») ; rejetés ; amendement n° 1603 de M. Vincent Porelli soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (référence aux ressources provenant de la participation des entreprises, organismes publics et privés et ministères concernés) : devenu sans objet ; amendement n° 1604 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (complétant la troisième phrase de cet article par les mots « français et étranger ») : rejeté ; amendement n° 1605 de M. Pierre Zarka soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (précisant que les établissements d'enseignement supérieur reçoivent des subventions) (p. 2204) ; retiré ; amendement n° 1617 de M. Alain Madelin (affectation des moyens en équipement, personnels et crédits) ; rejeté ; amendement n° 1618 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression du deuxième alinéa de cet article) : référence à la planification et à la carte des formations supérieures (p. 2205) ; rejeté ; amendement n° 1619 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (répartition des emplois par le ministre chargé de l'enseignement supérieur après consultation du C.N.E.S.E.R.) ; amendement n° 1620 de M. Alain Madelin (même objet) ; rejetés ; amendement n° 1624 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (organisation d'une négociation avec les organes responsables des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) ; amendements identiques n° 1621 de M. Alain Madelin, n° 1622 de M. Bruno Bourg-Broc et n° 1623 de M. Charles Millon soutenus par M. Alain Madelin (suppression de la référence « aux orientations de la planification et de la carte des formations supérieures ») (p. 2206) ; amendement n° 1624 : rejeté ; amendement n° 1622 : retiré ; ainsi que les amendements n° 1621 et n° 1623 ; amendement n° 110 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 1625 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la référence au contrat d'établissement) : retiré ; amendement n° 1626 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 1627 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la référence « aux critères nationaux ») : rejeté ; amendement n° 1628 de M. Alain Madelin (suppression de la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article) ; attribution de subventions de fonctionnement ; rejeté ; amendement n° 1629 de M. Alain Madelin (suppression de la référence « au caractère complémentaire de l'attribution des subventions de fonctionnement ») (p. 2207) ; rejeté ; amendement n° 1632 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (critère de répartition des moyens financiers) ; amendement n° 1633 de M. François d'Aubert (même objet) ; rejeté ; amendement n° 1634 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. François d'Aubert (suppression du dernier alinéa de cet article) ; crédits de fonctionnement non inscrits dans le budget civil de recherche (p. 2208) ; rejeté ; amendement n° 1635 de M. Bruno Bourg-Broc (mise en place d'une dotation globale non affectée) ; **rappels aux règlements** de MM. Jean-Claude Cassaing, rapporteur, Bruno Bourg-Broc et Alain Madelin ; rejeté ; (p. 2209) ; amendement n° 1636 de M. André Rossinot soutenu par M. François d'Aubert (référence au statut spécifique des U.F.R. de médecine) : rejeté ; amendement n° 1637 de M. François d'Aubert (précisant que la loi de finances fait apparaître chaque année les moyens affectés à chaque établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel) ; nécessité d'accentuer le contrôle parlementaire sur l'utilisation des crédits affectés aux établissements d'enseignement supérieur , rejeté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté (p. 2210) ; **rappels au règlement** de MM. Alain Madelin, Bruno Bourg-Broc, Jean-Claude Cassaing rapporteur, Pierre Joxe et François d'Aubert (p. 2212).

Après l'article 39 ; amendement n° 1641 de M. Gilbert Gantier (liberté de fixation des taux des droits d'inscription) ; amendement n° 1642 de M. Charles Millon (même objet et utilisation des droits d'inscription) ; faible coût des droits d'inscription dans les universités françaises (p. 2213) ; augmentation des bourses ; amendement n° 1641 et n° 1642 : retirés ; amendement n° 1644 de M. Charles Millon (utilisation de la dotation financière de fonctionnement de l'État) : rejeté.

Article 40 *(le budget des établissements)* ; caractère centralisateur du système mis en place par cet article (p. 2214) ; nécessité pour les établissements de voter leur budget en équilibre réel ; méfiance du Gouvernement vis-à-vis de la gestion des universités (p. 2215) ; principe de l'élargissement des sources de financement des établissements d'enseignement supérieur ; volonté de l'opposition de supprimer les diplômes nationaux ; contenu de la proposition de loi R.P.R. n° 1352 portant réforme de l'enseignement supérieur ; normes G.A.R.A.C.E.S. (p. 2216) ; absence d'autonomie budgétaire des universités (p. 2217) ; contrôle effectué par la Cour des comptes ; financement des chaires crées par la ville de Paris ; amendement n° 1645 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2218) ; amendement n° 1646 de M. Charles Millon (suppression de la référence « à l'équilibre réel ») : rejeté ; amendement n° 1647 de M. Alain Madelin (suppression des mots « et faire l'objet d'une publication appropriée ») : retiré ; amendement n° 1648 de M. Gilbert Gantier (publication d'un tableau sur les emplois figurants à la loi de finances et les emplois rémunérés sur le budget propre de l'établissement) : rejeté ; amendement n° 1649 de M. Jean-Hugues Colonna (précisant que le conseil d'administration publie chaque année le compte financier de l'année précédente) ; amendement n° 2200 du

Gouvernement (publication du compte financier de l'année précédente après approbation du conseil de l'établissement) ; amendement n° 1649 : retiré ; amendement n° 2200 : adopté ; amendement n° 1650 de M. Gilbert Gantier (budget propre des U.E.R., des écoles et instituts non dotés de la personnalité juridique) (p. 2219) ; rejeté ; amendement n° 1651 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (précisant que chaque unité, école et institut dispose d'un budget propre annexé au budget de l'établissement dont il fait partie) : (rejeté) ; amendement n° 1652 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (subventions d'équipement ou de perfectionnement venant des régions, départements ou communes) : retiré ; amendement n° 1653 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (affectation du versement de 1,1 p. 100 des employeurs au titre de la formation permanente et de la taxe d'apprentissage) (p. 2220) ; rejeté ; amendement n° 1654 de Mme Colette Goeuriot soutenu par M. Georges Hage (procédure d'adoption du budget des unités, écoles ou instituts) ; amendement n° 1655 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (possibilité pour le conseil d'administration de l'université d'arrêter le budget de l'unité) ; amendement n° 1654 : retiré ; amendement n° 1655 : rejeté ; amendement n° 1659 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de la référence aux prises de participation et aux créations de filiales) : rejeté ; amendement n° 1661 de M. André Rossinot soutenu par M. Emmanuel Hamel (dispositions spécifiques aux U.F.R. de médecine) ; sous-amendement n° 2201 de M. Emmanuel Hamel (de précision) (p. 2221) ; amendement n° 1661 et sous-amendement n° 2201 : retirés ; amendement n° 1662 de M. Gilbert Gantier (suppression du dernier alinéa de cet article relatif à un décret en Conseil d'État) ; rejeté ;

— article 40, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 40 : amendement n° 1663 de M. Gilbert Gantier (précisant que le contrôle financier s'exerce à postériori) : rejeté ; amendement n° 1664 de M. Gilbert Gantier (nomination de l'agent comptable de chaque établissement) (p. 2222) : rejeté ; amendement n° 1665 de M. Gilbert Gantier (référence à un décret en Conseil d'État) : rejeté.

Avant l'article 41 : amendement n° 1666 de M. Gilbert Gantier (de conséquence et de coordination) : devenu sans objet.

Article 41 *(les conventions entre établissements publics et privés)* : risque de voir des établissements d'enseignement supérieur privés être intégrés à un des établissements d'enseignement supérieur publics ; décloisonnement des formations de l'enseignement supérieur (p. 2223) ; mise en place de procédure de coopération ; **rappel au règlement** de M. Jacques Toubon (p. 2224) ; caractère non obligatoire des dispositions contenues dans cet article ; amendement n° 1667 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (suppression du premier alinéa de cet article) ; nécessité de donner une plus grande liberté aux établissements d'enseignement supérieur en matière de conclusion de conventions ; exemple de la convention passée entre l'université de Paris et l'institut Saint-Pie-V ; retiré ; amendement n° 1668 de M. Gilbert Gantier (de coordination) : devenu sans objet ; amendement n° 324 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Emmanuel Hamel (conclusion de conventions sur le plan inter-régional) (p. 2225) ; retiré ; (p. 2226) ; amendement n° 1669 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon (caractère général de la possibilité donnée aux établissements publics de l'enseignement supérieur de conclure des conventions) : retiré ; amendements identiques n° 1670 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon, et n° 1671 de M. Alain Madelin (conventions passées entre établissements français ou étrangers) (p. 2229) : rejetés ; amendement n° 1672 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (précisant que les établissements d'enseignement supérieur publics ou privés existant ne peuvent être rattachés ou intégrés à un autre établissement que sur leur demande) (p. 2230) ; rejeté ; amendement n° 1674 de M. Alain Madelin (suppression des mots « ou privés » dans le deuxième alinéa de cet article) ; retiré ; amendement n° 1673 de M. Gilbert Gantier (précisant qu'un établissement d'enseignement supérieur public ou privé peut sur sa demande être rattaché ou intégré à un établissement d'enseignement supérieur relevant de la présente loi) ; sous-amendement n° 2202 de M. Alain Madelin (suppression des mots « ou intégrés ») ; contenu du plan socialiste pour l'éducation nationale (p. 2231) ; sous-amendement et amendement rejetés ; amendement n° 1675 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon (suppression des mots « ou intégrés » dans le deuxième alinéa de cet article) ; intégration de l'école supérieure de chimie de Mulhouse dans l'université du Haut-Rhin ; refus de l'opposition de permettre l'intégration ou le rattachement forcé d'un établissement (p. 2232) ; rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Jacques Toubon ; amendement n° 1676 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (rattachement ou intégration des établissements après avis du C.N.E.S.E.R. et de la commission nationale des titres visée à l'article 3 du présent projet) (p. 2233) ; retiré ; amendement n° 1677 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (précisant qu'en cas de rattachement les établissements conservent leur personnalité morale et leur autonomie financière) : rejeté ; amendement n° 1679 de M. Alain Madelin (suppression du dernier alinéa de cet article) ; problème des diplômes nationaux : rejeté ; amendement n° 1680 de M. Alain Madelin (délivrance des diplômes nationaux) (p. 2234) ; contenu du rapport de M. Laurent Schwartz ; rejeté ; amendement n° 1681 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (de précision) (p. 2235) ; rejeté ; amendement n° 1682 de M. Gilbert Gantier (autonomie pédagogique des établissements privés) : rejeté ; amendement n° 1683 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon (possibilité pour les étudiants des établissements privés de suivre les enseignements nécessaires à l'obtention d'un diplôme national) : rejeté ; amendements identiques n° 1684 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon et n° 1685 de M. Alain Madelin (obtention d'un diplôme national ou d'établissement) (p. 2236) : rejetés ; amendement n° 325 de M. Francisque Perrut (maintien des conditions d'autonomie pédagogique des établissements privés) : rejeté ; amendement n° 326 de M. Francisque Perrut (de précision) ; rejeté ; amendement n° 1686 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon (modification d'une date) : rejeté ; amendement n° 111 de la commission (de précision) (p. 2237) ; date à laquelle doivent être arrêtées les conditions du contrôle des connaissances et des aptitudes des étudiants ; adopté ; amendement n° 1687 de M. Gilbert Gantier (possibilité pour les étudiants des établissements privés de poursuivre des études conduisant aux diplômes de l'établissement avec lequel une convention a été conclue) : rejeté ;

— article 41, ainsi modifié, adopté.

Article 42 *(les services communs)* : accroissement du rôle du ministère de l'éducation nationale (p. 2238) ; création de services communs ; amendement n° 1688 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (suppression de la référence à la création de services communs par délibération statutaire) : rejeté ; amendement n° 1689 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 1690 de M. Paul Balmigère (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « en conformité avec la présente loi ») (p. 2239) ; retiré ; amendements identiques n° 1691 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon et n° 1692 de M. Gilbert Gantier (suppression du second alinéa de cet article) : rejetés ; amendement n° 1693 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon (référence à un décret en Conseil d'État) : rejeté ; amendement n° 1694 de M. Alain Madelin (création et gestion de services communs donnant lieu à une convention) : rejeté ;

— article 42 : adopté.

Article 43 *(les groupements d'intérêt public)* : création de ces groupements par les établissements d'enseignement supérieur ; qualification juridique de ces G.I.P. (p. 2240) ; novation importante représentée par la mise en place des G.I.P. ; amendements identiques n° 1696 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon, n° 1697 de M. Gilbert Gantier et n° 1698 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) ; rejetés ; amendement n° 1699 de M. Alain Madelin (conditions de création des G.I.P.) : rejeté ; amendement n° 1700 de M. Alain Madelin (possibilité pour les G.I.P. ainsi créés d'être des personnes morales de droit privé) : rejeté ; amendement n° 1701 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (rédactionnel) (p. 2241) ; adopté ; amendement n° 1702 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon (suppression de la deuxième phrase de cet article) ; activités pour lesquelles peuvent être constitués les G.I.P. ; rejeté ;

— article 43, ainsi modifié, adopté.

SECTION IV : *contrôle administratif et financier*

Avant l'article 44 : amendement n° 1703 de M. Gilbert Gantier (supprimant les mots « et financier » dans l'intitulé de cette section) devenu sans objet.

Article 44 *(autonomie administrative)* (p. 2242) ; rôle du chancelier des universités ; pouvoirs donnés au ministre d'annuler toutes décisions émanant d'un conseil d'université ; amendement n° 1704 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Millon (caractère exécutoire de plein droit des décisions des présidents d'universités, des présidents ou directeurs d'autres établissements d'enseignement supérieur et des délibérations des conseils) : rejetés ; amendement n° 1705 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (suppression des mots « sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article 46 » du présent projet) ; amendement n° 112 de la commission (de précision) (p. 2243) ; procédure d'approbation budgétaire ; applaudissements dans les tribunes du public ; amendement n° 1705 rejeté au scrutin public ; amendement n° 112 : adopté ; amendement n° 1706 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la référence à la transmission au chancelier) (p. 2244) : rejeté ; amendement n° 1707 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon (suppression des mots « sans approbation préalable » dans le premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 1708 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (saisine du tribunal administratif) : rejeté ; amendement n° 1709 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (substituant aux mots « le chancelier » les mots « le ministre » dans la première phrase du second alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 1710 de M. Alain Madelin (saisine du tribunal administratif par le chancelier ou toute personne intéressée) ; rejeté ; amendements identiques n° 1711 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Millon et n° 1712 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (suppression de la deuxième phrase du second alinéa de cet article) ; pouvoir de suspension donné au chancelier (p. 2245) ; rejetés ; amendement n° 1713 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (précisant que le tribunal statue dans le mois de la saisine) : rejeté ; amendement n° 1714 de M. Alain Madelin (suppression de la dernière phrase du second alinéa de cet article) (p. 2246) ; prérogatives du recteur ; rejeté ; amendement n° 1715 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Millon (avis du C.N.E.S.E.R.) ; amendement n° 1716 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon (suspension de l'application d'une mesure pour un délai d'un mois) (p. 2247) ; rejetés ; amendement n° 1717 de M. Alain Madelin (de précision juridique) : adopté ; amendement n° 327 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Alain Madelin (substituant au mot « chancelier » le mot « recteur » dans la dernière phrase du second alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 1718 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Toubon (réduisant de trois à un mois la durée pendant laquelle le chancelier peut suspendre les décisions du conseil d'université) : rejeté ; amendement n° 1719 de M. Alain Madelin (consultation préalable du C.N.E.S.E.R.) (p. 2248) ; rejeté ; amendement n° 1720 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jacques Toubon (référence à un avis du C.N.E.S.E.R.) : rejeté ;

— article 44, ainsi modifié, adopté (p. 2249).

Article 45 *(tutelle de substitution en cas de difficulté)* ; consultation du C.N.E.S.E.R. (p. 2260) ; amendement n° 1721 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; pouvoir de substitution du ministre et du recteur en cas de défaillance des organes statutaires des établissements ; rejeté ; amendement n° 1722 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (retour au fonctionnement régulier de l'établissement) ; rejeté ; amendement n° 1723 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 1724 de M. Bruno Bourg-Broc (possibilité pour le ministre de l'éducation nationale de prendre toutes dispositions nécessaires) ; rejeté ; amendements identiques n° 1725 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc et n° 1726 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (supprimant la fin de la deuxième phrase de cet article après la référence au C.N.E.S.E.R.) : rejetés (p. 2261) ; amendement n° 1727 de M. Bruno Bourg-Broc (substitution du chancelier au président ou au directeur mis en demeure) : rejeté ; amendement n° 1728 de M. Bruno Bourg-Broc (de conséquence) : rejeté ; amendements identiques n° 1729 de M. Bruno Bourg-Broc et n° 1730 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de l'expression « à titre provisoire ») : rejetés ; amendements identiques n° 1731 de M. Alain Madelin et n° 1732 de M. Jean Foyer soutenu par M. Gilbert Gantier (consultation du président ou du directeur) : rejetés ;

— article 45, ainsi modifié, adopté.

Article 46 *(contrôle administratif et financier des établissements)* ; monopole du contrôle administratif confié à l'inspection de l'administration de l'éducation nationale ; avenir de l'inspection générale (p. 2262) ; amendement n° 1733 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (suppression du premier alinéa de cet article) ; contrôle juridictionnel de la Cour des comptes ; rejeté ; amendement n° 1734 de M. Bruno Bourg-Broc (suppression de la première phrase du premier alinéa de cet article) ; retiré ; amendement n° 1735 de M. Bruno Bourg-Broc (précisant que les investigations de l'inspection générale ne peuvent s'étendre aux personnels enseignants des établissements) ; rejeté ; amendement n° 1736 de M. Gilbert Gantier (suppression de la fin de cet article après la première phrase du premier alinéa) : devenu sans objet (p. 2263) ; amendement n° 1737 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (suppression des trois dernières phrases du premier alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 1738 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 1739 de M. Michel Noir soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (référence aux chambres régionales des comptes) : rejeté ; amendement n° 1740 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (suppression du deuxième alinéa de cet article) ; exercice des fonctions de l'agent comptable ; rejeté ; amendement n° 1741 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (suppression du dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 2264) ; amendement n° 1742 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (précisant que lorsque le budget de l'établissement est voté en déséquilibre, le chancelier le soumet à la chambre régionale des comptes) : rejeté ; amendement n° 1743 de M. Bruno Bourg-Broc (précisant que le budget de l'établissement est réglé par le ministre lorsqu'il est voté en déficit) : retiré ; amendement n° 1744 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (budget soumis à l'approbation du ministre de l'éducation nationale) : rejeté ;

— article 46, adopté.

Après l'article 46 : amendement n° 1747 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (indépendance et liberté d'expression des enseignants et des chercheurs) : rejeté ; amendement n° 1745 de M. Gilbert Gantier (liberté d'information et d'expression des étudiants à l'égard des problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels) (p. 2265) : rejeté ; amendement n° 1748 de M. Gilbert Gantier (pouvoir disciplinaire à l'égard des enseignants) : retiré ; amendement n° 1746 de M. Gilbert Gantier (pouvoir disciplinaire à l'égard des étudiants) : retiré ; amendement n° 1749 de M. Gilbert Gantier (précisant que le président de l'université est responsable du maintien de l'ordre et peut faire appel à la force publique) : retiré.

Titre IV : *les usagers et les personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.*

Avant l'article 47 : amendement n° 1750 de M. Gilbert Gantier (rédigeant ainsi l'intitulé de ce titre : « les étudiants et les personnels des établissements supérieurs ») : rejeté ; amendement n° 1751 de M. Bruno Bourg-Broc (substituant au mot « usagers » les mots « étudiants et enseignants ») (p. 2266) ; amendements identiques n° 1752 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin et n° 1753 de M. Bruno Bourg-Broc (substituant au mot « usagers » le mot « étudiants ») ; amendement n° 1754 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (référence aux personnels enseignants et administratifs) ; amendements n° 1751, n° 1752, n° 1753 et n° 1754 : rejetés.

Article 47 *(la communauté universitaire)* (p. 2267) : absence de signification juridique du terme de « communauté universitaire » ; notion d'usagers de cette communauté ; amendements identiques n° 1755 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer, n° 1756 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin et n° 1757 de M. Alain Madelin (de suppression) (p. 2268) ; multiplication des occasions de luttes à l'intérieur des universités consécutive à l'adoption du présent projet de loi ; rejetés ; amendement n° 1758 de M. Jean Foyer (substituant l'expression « communauté universitaire » l'expression « les établissements d'enseignement supérieur ») : retiré ; amendement n° 1759 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (substituant au mot « rassemble » le mot « comprend ») (p. 2269) : rejeté ; amendement n° 1760 de M. Gilbert Gantier (précisant que la communauté universitaire rassemble les étudiants, les professeurs et les maîtres de conférence ainsi que le personnel A.T.O.S.) ; amendement n° 1761 de M. Jean Foyer (substituant

aux mots « les usagers du service public » les mots « les étudiants et les auditeurs libres ») ; amendement n° 1762 de M. Alain Madelin (substituant au mot « usager » le mot « étudiant ») ; amendement n° 1763 de M. Alain Madelin (référence aux enseignants) ; amendement n° 1764 de M. Alain Madelin (substituant au mot « personnels » les mots « professeurs, maîtres de conférence », etc... ainsi que le personnel A.T.O.S.) ; amendement n° 1760 : rejeté ; (p. 2270) ; amendement n° 1761 : rejeté après rectification ; amendements n° 1762, n° 1763, n° 1764 et n° 1765 : rejetés ;

— article 47, adopté.

Chapitre 1er : *les usagers.*

Avant l'article 48 : amendement n° 1766 de M. Gilbert Gantier (rédigeant ainsi l'intitulé de ce chapitre : les étudiants) : rejeté.

Article 48 *(les usagers du service public de l'enseignement supérieur)* : respect de la liberté d'information des étudiants (p. 2271) ; volonté du Gouvernement d'assimiler les auditeurs libres et les étudiants ; état de saleté dans lequel se trouvent certains bâtiments universitaires ; ouverture de l'enseignement supérieur réalisé grâce à l'utilisation du terme « usagers » (p. 2272) ; problème de l'attribution des locaux mis à la disposition des usagers et des personnels ; caractère du vote de M. Jean Foyer sur la loi de 1968 ; exemple de l'université de Vincennes (p. 2273) ; exercice de la liberté d'information ; problème de l'affectation des locaux ; amendement n° 1767 de M. Jean Foyer (suppression du premier alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 1768 de M. Alain Madelin (même objet) ; non-application du principe de laïcité à l'enseignement supérieur (p. 2274) ; rejeté ; amendement n° 1769 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (précisant que les étudiants sont les personnes inscrites au titre de la formation initiale, de la formation continue, ou à titre d'auditeurs) : rejeté ; amendement n° 1770 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : amendement n° 1771 de M. Alain Madelin (de conséquence) : rejetés ; amendement n° 1772 de M. Alain Madelin (même objet) : rejeté ; amendement n° 1773 de M. Bruno Bourg-Broc (de précision) : rejeté ; amendements identiques n° 1774 de M. Alain Madelin et n° 1775 de M. Gilbert Gantier (de coordination) : retirés ; amendements identiques n° 1776 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer et n° 1777 de M. Gilbert Gantier (suppression du second alinéa de cet article) (p. 2275) ; développement de la liberté d'expression dans les universités ; rejetés ; amendement n° 1778 de M. Jean Foyer (suppression de la première phrase du second alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 1779 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (garantissant la liberté d'information et d'expression aux étudiants) (p. 2276) ; rejeté ; amendement n° 1780 de M. Alain Madelin (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 1781 de M. Alain Madelin (suppression de la référence à la « liberté d'information ») : rejeté ; amendement n° 1782 de M. Alain Madelin (suppression de la fin de la première phrase du second alinéa de cet article) après le mot « expression ») (p. 2277) ; rejeté (p. 2278) ; amendement n° 1783 de M. Alain Madelin (liberté d'information et d'expression à l'égard des problèmes artistiques) ; incohérance de cet article ; amendements n° 1784, n° 1785, n° 1786 de M. Alain Madelin (même objet) : retirés ; amendement n° 1787 de M. Alain Madelin (suppression des mots « à titre individuel et collectif » dans la deuxième phrase du second alinéa de cet article) (p. 2291) ; rejeté ; amendement n° 1788 de M. Jean Foyer (exercice de la liberté d'information et d'expression) : rejeté ; amendement n° 1789 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (référence à la dégradation des bâtiments publics) : rejeté ; amendements identiques n° 1790 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 1791 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (référence aux activités prêtant à monopole ou à propagande) (p. 2292) ; amendement n° 1791 : retiré ; amendement n° 1790 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 1792 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (suppression de l'avant dernière phrase du second alinéa de cet article) ; amendements identiques n° 113 de la commission et n° 1793 de M. Pierre Zarka soutenu par M. Georges Hage (précisant que des locaux sont mis à la disposition des usagers) ; amendement n° 1792 : non-soutenu (p. 2293) ; amendements nos 113 à 1793 : adoptés ; amendement n° 1794 de M. Alain Madelin (suppression de la dernière phrase du second alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 1795 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. François d'Aubert (conditions d'utilisation des locaux) : rejeté ; amendement n° 1796 de M. Alain Madelin (référence au respect du pluralisme) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 1797 de M. Paul Balmigère (protection des élus étudiants) (p. 2294) ; risque de syndicalisation des universités ; amendement n° 1797 : retiré et repris par M. Alain Madelin : rejeté ;

— article 48, ainsi modifié : adopté.

Article 49 *(l'aide sociale aux étudiants)* : aide indirecte au logement ou à la restauration ; couverture sociale des étudiants ; médecine préventive (p. 2295) ; mauvaise rédaction de cet article ; insuffisance du nombre des bourses (p. 2296) ; financement des bourses ; amendement n° 1799 de M. Alain Madelin (rédactionnel) (p. 2297) ; efforts consentis par l'État en matière d'aide sociale aux étudiants ; réformes du C.N.O.U.S. et des C.R.O.U.S. ; problème de la distance entre le domicile et l'université ; accroissement du montant des bourses et du nombre des allocataires (p. 2298) ; rejeté ; amendement n° 1802 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (référence à un décret en Conseil d'État) ; problème des crédits de bourses non consommés ; rejeté ; amendement n° 1803 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (prestations permettant de poursuivre des études sans être pénalisé par une insuffisance de ressources) ; rejeté ; amendement n° 1804 de M. François d'Aubert (référence à des bourses d'études et de logement et à des prêts d'honneur) : rejeté ; (p. 2299) ; amendement n° 114 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 1805 de M. Bruno Bourg-Broc (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 1806 de M. François d'Aubert (place des étudiants étragers dans la gestion des C.R.O.U.S.) : rejeté ; amendement n° 344 du Gouvernement (représentation des collectivités locales au conseil d'administration des C.R.O.U.S.) (p. 2300) : adopté ; amendement n° 1807 de M. Charles Millon (référence aux bourses et aux aides accordées aux œuvres universitaires) : rejeté ; amendement n° 1808 de M. Alain Madelin : devenu sans objet ; amendement n° 1809 de M. Jean Royer soutenu par M. François d'Aubert (aide allouée aux étudiants les plus défavorisés) ; amendement n° 1810 de M. Alain Madelin soutenu par M. Charles Millon (précisant que les prestations tiennent compte des ressources de l'étudiant) ; amendement n° 1811 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (réduction des inégalités sociales) (p. 2301) : rejetés ; amendement n° 1812 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Millon (suppression des mots « qui est réductrice des inégalités sociales ») : retiré ; amendement n° 115 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 1813 de M. François d'Aubert soutenu par M. Charles Millon (référence aux résultats universitaires obtenus) (p. 2302) : rejeté ; amendement n° 1816 de M. Bruno Bourg-Broc (suppression du deuxième alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 1817 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Millon (agrément des conseils d'administration des établissements) ; amendement n° 1818 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (rédactionnel) : rejetés ; (p. 2303) ; amendement n° 1819 de M. Alain Madelin (référence aux collectivités locales) : retiré ; amendement n° 1820 de M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 1821 de M. Alain Madelin (suppression du mot « spécifiques » dans le deuxième alinéa de cet article) : retiré ; amendements identiques n° 1822 de M. Alain Madelin et n° 1823 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (modalités selon lesquelles seront octroyées les aides) : rejetés ; amendement n° 1824 de M. Bruno Bourg-Broc (suppression du troisième alinéa de cet article) (p. 2309) : rejeté ; amendement n° 1826 de M. François d'Aubert (modifiant l'ordre des alinéas de cet article) : non-soutenu ;

— article 49, ainsi modifié : adopté.

Article 50 *(pouvoir disciplinaire à l'égard des usagers)* ; amendements identiques n° 117 de la commission et n° 1832 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) : adoptés ; en conséquence cet article est supprimé et les amendements n° 1828 de M. Jean Foyer, n° 1829 de M. Bruno Bourg-Broc, n° 1830 de M. Jean Foyer et n° 1981 de M. Bruno Bourg-Broc deviennent sans objet.

CHAPITRE II : *les personnels.*

Avant l'article 51 : amendement n° 1833 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (modifiant l'intitulé de ce chapitre : « les personnels enseignants et administratifs ») : rejeté (p. 2310) ; amendement n° 1834 de M. Jean-Claude Cassaing, à titre personnel, (droits des personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel ou professionnel) ; sous-amendements identiques

n° 2181 de M. Jean Foyer soutenu par M. Alain Madelin et n° 2182 de M. Alain Madelin (suppression du premier alinéa de cet amendement) ; sous-amendements identiques n° 2183 de M. Charles Millon soutenu par M. Bruno Bourg-Broc et n° 2184 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (suppression de la référence à la contribution au développement et à la diffusion des connaissances et à la recherche) ; sous-amendement n° 2185 de M. Alain Madelin (suppression du second alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 2186 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (supprimant la référence la participation à la gestion des organismes de formation continue) ; sous-amendement n° 2187 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Alain Madelin (gestion de l'action sociale) ; sous-amendement n° 2188 de M. Bruno Bourg-Broc (référence au conseil de l'université) (p. 2311) ; situation des personnels A.T.O.S. ; attitude de l'opposition ; rôle primordial de tous les personnels (p. 2312) ; sous-amendements : rejetés ; amendement n° 1834 : adopté.

Article 51 *(modes de recrutement des personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel)* : impossibilité de permettre à un député présent de remplacer un orateur inscrit absent ; **rappel au règlement** de M. Alain Madelin (p. 2313) ; principe selon lequel les emplois permanents doivent être occupés par des fonctionnaires (impossibilité faite aux universités d'engager du personnel hors statut ; nécessité d'assouplir le système proposé par le Gouvernement ; situation des chargés d'enseignement exerçant parallèlement une activité professionnelle (p. 2314) ; possibilité de recruter des contractuels pour une durée limitée et un objet spécifique ; nécessité d'assainir une situation dénoncée par la Cour des comptes ; amendements identiques n° 1835 de M. Bruno Bourg-Broc et n° 1836 de M. Alain Madelin (suppression du premier alinéa de cet article) (p. 2315) ; rejetés ; amendement n° 1837 de M. Alain Madelin (précisant que les personnels enseignants relèvent d'un statut propre établi par la loi) : retiré ; amendements identiques n° 1838 de M. Bruno Bourg-Broc et n° 1839 de M. Alain Madelin (suppression du mot « tous » au début de cet article) : rejetés ; amendement n° 1840 de M. Gilbert Gantier (de conséquence et de coordination) : devenu sans objet ; amendement n° 1842 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (référence aux personnels associés) ; amendement n° 1843 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (dispositions relatives aux enseignants associés) : rejetés ; amendement n° 1841 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (référence aux stagiaires et aux contractuels) (p. 2316) ; amendement n° 1844 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (concours de personnes extérieures à l'université) : rejetés ; amendement n° 1848 de M. Bruno Bourg-Broc (précisant que les établissements ne peuvent recruter par contrat à durée indéterminée que des personnes rémunérées sur leurs ressources propres) ; amendement n° 1847 de M. Alain Madelin (même objet) : rejetés ; amendements identiques n° 1849 de M. Bruno Bourg-Broc et n° 1850 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « ne peuvent recruter » les mots « peuvent recruter » au début du deuxième alinéa de cet article) ; rejetés ; amendement n° 1851 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (même objet) (p. 2317) ; rejeté ; amendement n° 1852 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (précisant que tout recrutement contractuel est conclu pour un objet spécifique) ; amendement n° 1853 de M. Alain Madelin (suppression des mots « répondre à un besoin temporaire » dans le deuxième alinéa de cet article) : rejetés ; amendements identiques n° 1854 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc et n° 1855 de M. Alain Madelin (suppression de la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article) ; fixation du régime des contrats par décret ; rejetés ; amendement n° 1856 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (précisant que le régime des contrats est fixé par le conseil d'administration de chaque établissement) : rejeté ; amendement n° 119 de la commission (régime transitoire applicable au personnel contractuel actuellement en fonction dans les services de formation continue) (p. 2318) : adopté ; amendement n° 1607 de M. Bruno Bourg-Broc (financement des emplois créés) : rejeté ; amendements identiques n° 1857 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin et n° 1858 de M. Bruno Bourg-Broc (suppression du dernier alinéa de cet article) : rejetés ; amendement n° 1860 de M. Louis Odru soutenu par M. Paul Balmigère (référence à l'action sociale) (p. 2319) : retiré ;

— article 51, ainsi modifié, adopté.

SECTION I : *les enseignants-chercheurs, les enseignants et les chercheurs.*

Avant l'article 52 : amendements n° 1861 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin, n° 1862 et n° 1863 de M. Alain Madelin (modifiant l'intitulé de cette section) : rejetés.

Article 52 *(les enseignants)* : rôle des personnels dans la croissance et la rénovation de l'enseignement supérieur (p. 2320) ; vieillissement du corps enseignant ; titularisation des assistants ; nécessité de créer de nouveaux postes ; distinction entre enseignants et enseignants-chercheurs ; (p. 2321) ; amendement n° 1864 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (personnels devant assurer la formation initiale et continue) : refus de permettre à des enseignants du primaire ou du secondaire d'enseigner dans l'enseignement supérieur ; rejeté ; amendement n° 1865 de M. Alain Madelin (suppression des mots « en Formation initiale et continue » dans le premier alinéa de cet article ») retiré ; amendement n° 1866 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « enseignants-chercheurs » le mot « universitaires » dans le premier alinéa de cet article ; amendement n° 1867 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (substituant aux mots « enseignants-chercheurs » le mot « enseignants et chercheurs » dans le premier alinéa de cet article) (p. 2322) ; rejetés ; amendements identiques n° 1868 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin, n° 1869 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin et n° 1870 de M. Alain Madelin (suppression des mots « par d'autres enseignants ayant également la qualité de fonctionnaire » dans le premier alinéa de cet article) (p. 2323) ; retirés ; amendement n° 1871 de M. Bruno Bourg-Broc (enseignants n'ayant pas la qualité de fonctionnaire) : rejeté ; amendement n° 1872 de M. Bruno Bourg-Broc (précisant que les enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur ont la responsabilité de l'organisation des enseignements) : rejeté ; amendement n° 1873 de M. Charles Millon (recrutement de personnel non-fonctionnaire) rejeté ; amendement n° 1874 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Millon (même objet) : rejeté ; amendement n° 1875 de M. Charles Millon (même objet) : rejeté ; amendement n° 1876 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Georges Hage (nomination sur proposition du conseil d'administration) ; amendement n° 1877 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 120 de la commission (proposition de l'unité intéressée) (p. 2324) ; amendement n° 1876 retiré ; amendement n° 1877 : rejeté ; amendement n° 120 : adopté ; amendement n° 13 de la commission de la production et des échanges (précisant que le recrutement de chercheurs pour des tâches d'enseignement est organisé dans des conditions fixées par décret) : adopté ; amendement n° 1878 de M. Bruno Bourg-Broc (nécessité de tenir compte des capacités respectives des enseignants pour la répartition des enseignements) (p. 2325) ; rejeté ; amendement n° 1879 de M. Bruno Bourg-Broc (possibilité de confier les enseignements à des praticiens dont la qualification est reconnue) : rejeté ; amendement n° 1880 de M. Jean Foyer soutenu M. Bruno Bourg-Broc (cas des unités pédagogiques d'architecture) ;

— article 52 ainsi modifié : adopté.

Article 53 *(fonctions et obligations des enseignants-chercheurs)* (p. 2326) ; notion de tutorat ; exercice du service des enseignants-chercheurs pendant l'année civile ; insuffisance du nombre des bureaux dans les universités ; insinuation contenue dans cet article selon laquelle les universitaires ne travailleraient pas assez ; insuffisance des moyens mis à la disposition des professeurs (p. 2327). ; rôle des enseignants-chercheurs ; obligation faite à ceux-ci d'exercer leur activité pendant la totalité de l'année civile ; obligation de résidence (p. 2332) ; amélioration des conditions de travail des enseignants-chercheurs ; institution du tutorat ; amendement n° 1883 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 1884 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « enseignants-chercheurs » le mot « universitaires ») ; rejeté ; amendement n° 121 de la commission (de précision) (p. 2333) : adopté ; amendement n° 1885 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (précisant que les fonctions d'enseignant-chercheur comprennent des activités d'enseignement) ; amendement n° 1886 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la référence au tutorat, à l'orientation et au conseil) ; amendements identiques n° 1887 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Alain Madelin et n° 1888 de M. Gilbert Gantier (supprimant la référence au tutorat) ; amendement n° 1889 de M. Alain Madelin (référence à la recherche et à la direction de recherche) (p. 2334) ; amendements

n° 1886, n° 1887, n° 1888 et n° 1889 et n° 1885 : retirés ; amendement n° 1890 de M. Alain Madelin (suppression de la référence à la diffusion des connaissances et à la liaison avec l'environnement économique, social et culturel) : retiré ; amendement n° 1891 de M. Charles Millon (suppression de la référence à la diffusion des connaissances) : retiré ; amendement n° 1892 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (suppression de la référence à la liaison avec l'environnement économique, social et culturel) (p. 2335) retiré ; amendement n° 1893 de M. Charles Millon : retiré ; amendement n° 1894 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Émile Jourdan (référence au service public de l'enseignement supérieur) : retiré ; amendement n° 1895 de M. Marc Lauriol (référence aux enseignants des U.F.R. de recherche pharmaceutique) : retiré ; amendement n° 122 de la commission (référence à un décret en Conseil d'État précisant les droits et obligations des enseignants-chercheurs) ; présence des enseignants dans les établissements ; adopté ; amendements identiques n° 123 de la commission, n° 1896 de M. Alain Madelin, n° 1897 de M. Bruno Bourg-Broc et n° 1898 de M. Gilbert Gantier (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 2336) : adoptés ; en conséquence, l'amendement n° 1899 de M. Bruno Bourg-Broc et les amendements identiques n° 1900 de M. Bruno Bourg-Broc et n° 1901 de M. Alain Madelin deviennent sans objet ; amendements identiques n° 124 de la commission, n° 1902 de M. François d'Aubert et n° 1903 de M. Alain Madelin (suppression du dernier alinéa de cet article) : adoptés ; en conséquence, les amendements n° 1904 de M. Bruno Bourg-Broc, n° 1905 de M. Bruno Bourg-Broc, n° 1906 de M. Alain Madelin, n° 1907 de M. Charles Millon, n° 1908 de M. Alain Madelin et n° 1909 de M. Gilbert Gantier deviennent sans objet ; amendement n° 1910 de M. Bruno Bourg-Broc (référence aux enseignants-chercheurs des disciplines juridiques pouvant exercer une autre activité) : retiré ;

— article 53, ainsi modifié, adopté.

Article 54 *(carrière des enseignants-chercheurs) :* principe de la pluralité des corps d'enseignants-chercheurs ; absence de référence aux professeurs dans le présent projet de loi (p. 2337) ; transmission de l'appréciation portée sur l'activité des professeurs au ministre de l'éducation nationale ; mise en place d'une procédure ressemblant à la délation (p. 2338) ; questions individuelles relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des personnels enseignants ; nomination de personnalités de nationalité étrangère dans des postes de fonctionnaires titulaires ; problème des appréciations portées sur l'activité de l'enseignant-chercheur (p. 2339) ; nécessité de modifier les règles actuelles d'évaluation de l'activité des universitaires ; exemple du C.N.R.S. (p. 2340) ; rôle du conseil supérieur des universités ; caractère national du statut des enseignants-chercheurs (p. 2341) ; appréciation de l'activité des enseignants-chercheurs ; amendement n° 1911 de M. Charles Millon : retiré ; amendement n° 1912 de M. Gilbert Gantier (référence à l'aptitude des personnels enseignants) : rejeté ; amendement n° 1913 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (suppression des possibilités de dérogation par des statuts particuliers) (p. 2342) : rejeté ; amendement n° 1914 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (précisant que les enseignants-chercheurs déclarés aptes sont reconnus par une instance nationale) : rejeté ; amendement n° 1915 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (substituant aux mots « enseignants-chercheurs » le mot « universitaire ») ; amendement n° 1916 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (même objet) ; rejeté ; amendement n° 1917 de M. Gilbert Gantier (même objet) : devenu sans objet ; amendement n° 14 de la commission de la production et des échanges (référence aux enseignants-chercheurs et aux chercheurs) : retiré ; amendements identiques n° 1918 de M. Jean Foyer, n° 1919 de M. Gilbert Gantier et n° 1920 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression du 32è alinéa de cet article relatif à l'appréciation portée sur l'activité des enseignants-chercheurs) (p. 2343) : rejetés ; amendement n° 1921 de M. Roland Dumas soutenu par M. Jean-Claude Cassaing, rapporteur (appréciation concernant le recrutement ou l'avancement) ; sous-amendement n° 2203 du Gouvernement (appréciation concernant le recrutement et la carrière) ; adopté ; amendement n° 1921, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 125 de la commission (appréciation portée sur l'activité de l'enseignant-chercheur) ; amendement n° 1922 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (appréciation portée sur les activités de recherche, d'enseignement, d'administration et de gestion de l'établissement) ; amendement n° 1923 de M. Jean Royer soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 125 : adopté ; en conséquence, les amendements n° 1922 et n° 1923 deviennent sans objet ; amendement n° 1924 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de la seconde phrase du 32è alinéa de cet article) (p. 2344) : retiré ; amendement n° 1925 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (précisant que l'appréciation ne peut relever que d'un universitaire de rang au moins égal à celui de l'intéressé) ; amendement n° 37 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jean Foyer (communication des appréciations à l'enseignant-chercheur) ; amendement n° 1927 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Georges Hage (avis des instances compétentes de l'établissement) ; amendements identiques n° 126 de la commission et n° 1926 de M. Alain Madelin (transmission de l'appréciation au ministre de l'éducation nationale après avis du président ou du directeur de l'établissement) ; amendements identiques n° 1928 de M. Jean Royer soutenu par M. Gilbert Gantier, n° 1929 de M. Gilbert Gantier n° 1930 de M. Alain Madelin, n° 1931 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier, n° 1932 de M. Jean-Paul Fuchs soutenu par M. Gilbert Gantier, n° 1933 de M. Jean Foyer et n° 1934 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de la possibilité donnée au directeur de l'établissement d'accompagner l'appréciation de tous autres éléments d'information) ; amendement n° 1925 : retiré ; amendement n° 37 : retiré ; amendement n° 1927 : retiré ; amendements n° 126 et n° 1926 : adoptés ; en conséquence, les amendements n° 1928 et 1934, ainsi que les amendements n° 1935 de M. Jean Foyer et n° 1936 de M. Bruno Bourg-Broc deviennent sans objet ; amendements identiques n° 1937 de M. Gilbert Gantier et n° 1938 de M. Alain Madelin (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article) ; possibilité de nommer, en qualité de fonctionnaires, les personnalités ne possédant pas cette qualité) (p. 2345) : rejetés ; amendement n° 1939 de M. Alain Madelin (recrutement de toute personne de nationalité française répondant à certaines conditions de titre) : rejeté ; amendement n° 1940 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression des mots « ne possédant pas la qualité de fonctionnaire ») : rejeté ; amendement n° 1941 de M. Jean Foyer (caractère exceptionnel de la dérogation prévue au 42è alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 1942 de M. Jean-Pierre Sueur (de précision) : non soutenu ; amendements identiques n° 1943 de M. Alain Madelin et n° 1944 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression du dernier alinéa de cet article) (p. 2346) ; retirés ; détournement du règlement par M. Alain Madelin ; amendement n° 1945 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Alain Madelin (dérogation au statut général de la fonction publique pour nommer des personnalités n'ayant pas la nationalité française) : rejeté ; amendement n° 1946 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Jean Foyer (rédactionnel) : retiré ; amendements identiques n° 1947 de M. Jean Foyer et n° 1948 de M. Alain Madelin (nomination pour une période limitée) (p. 2347) : retirés ;

— article 54, ainsi modifié, adopté.

Article 55 *(pouvoirs disciplinaires à l'égard des enseignants-chercheurs) :* amendements identiques n° 127 de la commission et n° 1950 de M. Gilbert Gantier (de suppression) ; problème des franchises universitaires ; adoptés ;

— en conséquence, cet article est supprimé et les amendements n° 1951 de M. Bruno Bourg-Broc, n° 1952 de M. Alain Madelin, n° 1953 de M. Jean Foyer, n° 1954 de M. Bruno Bourg-Broc, n° 1955 de M. Alain Madelin, n° 1956 de M. Jean Foyer, n° 1957 de M. Bruno Bourg-Broc et n° 1958 de M. Jean Foyer deviennent sans objet.

Article 56 *(liberté d'expression des enseignants-chercheurs) :* autoritarisme de la droite vis-à-vis des enseignants-chercheurs (p. 2348) principes de l'indépendance d'esprit et de la liberté d'expression amendement n° 1959 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : retiré amendement n° 1960 de M. Alain Madelin (de précision) : retiré amendement n° 1961 de M. Alain Madelin (substituant aux mots « enseignants-chercheurs » le mot « universitaires ») : devenu sans objet ; amendement n° 1963 de M. Gilbert Gantier (suppression de la référence au principe d'objectivité) (p. 2349) : retiré ;

— article 56, adopté.

Section II : *les personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service.*

Article 57 *(définition et droits des personnels A.T.O.S.)* : reconnaissance législative de ces personnels ; amendement n° 1964 de M. Jean Giovannelli soutenu par M. Jean-Claude Cassaing, rapporteur (rédactionnel) (p. 2350) : adopté ; amendement n° 1965 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (suppression des mots « en dehors des personnels enseignants et chercheurs ») : retiré ; amendement n° 1966 de M. Jean Foyer soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (supprimant la référence aux bibliothèques, musées et services sociaux) ; maintien du statut particulier du corps des bibliothécaires ; rejeté ; amendement n° 1968 de M. Gilbert Gantier (précisant que le personnel A.T.O.S. exerce son service pendant la totalité de l'année civile) (p. 2351) ; amendement n° 128 de la commission (suppression des deux derniers alinéas de cet article) : adopté ; en conséquence, les amendements n° 1967 de M. Jean Foyer, n° 1969 de M. Alain Madelin, n° 1970 de M. Charles Millon, n° 1971 de M. Jean Foyer, n° 1972 de M. Alain Madelin, n° 1973 de M. Gilbert Gantier, n° 1974 de M. Jean Rigaud et n° 1975 de M. Bruno Bourg-Broc deviennent sans objet ;

— article 57, ainsi modifié, adopté.

Article 58 *(le secrétaire général et l'agent comptable)* : nomination de ceux-ci par le ministre ; amendement n° 1976 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : rejeté ; (p. 2352) ; amendement n° 1978 de M. Alain Madelin (nomination du secrétaire général et de l'agent comptable par le président ou le directeur de l'établissement après avis du conseil d'administration) ; amendements identiques n° 1979 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté et n° 1980 de M. François d'Aubert soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (nomination du secrétaire général et de l'agent comptable par le président ou le directeur de l'établissement) : rejetés ; amendement n° 1977 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 129 de la commission (nomination après délibération du conseil d'administration) (p. 2353) ; rejeté ; amendements identiques n° 1981 de M. Gilbert Gantier et n° 1982 de M. Jean Foyer soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (suppression du 2e alinéa de cet article) ; nomination de l'agent comptable (p. 2354) ; rejetés ; amendement n° 1982 de M. Jean Royer (désignation du comptable de chaque établissement sur une liste d'aptitude) : non soutenu ; amendement n° 1983 de M. Alain Madelin (précisant que l'agent comptable est élu par le conseil) (p. 2355) : rejeté ; amendement n° 1984 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (nomination de l'agent comptable sur proposition du président ou du directeur) : rejeté ; amendement n° 1985 de M. Alain Madelin (suppression de la dernière phrase du 2e alinéa de cet article) ; distinction entre l'ordonnateur et le comptable ; rejeté ; amendement n° 130 de la commission (subordination de l'agent comptable au secrétaire général) : adopté ; amendement n° 1986 de M. Gilbert Gantier (précisant que le secrétaire général et l'agent comptable participent avec voix consultative à l'ensemble des conseils) : rejeté ;

— article 58, ainsi modifié, adopté (p. 2356).

Article 59 *(les personnels des bibliothèques)* : création d'une nouvelle catégorie de personnels ; insuffisance des moyens financiers des bibliothèques universitaires ; (p. 2358) ; amendements identiques n° 1987 de M. Gilbert Gantier et n° 1988 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) ; cas de la Bibliothèque nationale ; retirés ; amendement n° 1989 de M. Bruno Bourg-Broc (travail des personnels des bibliothèques en liaison étroite avec les enseignants-chercheurs) ; situation du musée du C.N.A.M. (p. 2359) ; rejeté ; amendement n° 1993 de M. Gilbert Gantier (remplaçant la référence aux usagers par la référence aux étudiants et autres usagers) ; amendement n° 1990 de M. Bruno Bourg-Broc (même objet) ; rejetés ; amendement n° 1991 de M. Bruno Bourg-Broc (contribution à l'ouverture de l'université sur le monde) : devenu sans objet ; amendement n° 1994 de M. Bruno Bourg-Broc (rôle du personnel scientifique des bibliothèques) (p. 2360) ; rejeté ; amendement n° 131 de la commission (assimilation des personnels scientifiques des bibliothèques et des musées aux enseignants-chercheurs pour leur participation au fonctionnement de l'établissement) ; amendement n° 1992 de M. Bruno Bourg-Broc (participation des personnels des bibliothèques aux différents conseils et au fonctionnement de l'établissement) ; amendement n° 131 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 1992 devient sans objet ;

— article 59, ainsi modifié, adopté.

Article 60 *(durée du service des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service)* : importance des congés dont jouissent actuellement les personnels A.T.O.S. ; amendement n° 1995 de M. Bruno Bourg-Broc (fixation par décret des obligations de service des personnels A.T.O.S.) : rejeté (p. 2361) ; amendement n° 1996 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 1997 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 1998 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (suppression de la fin de cet article après la référence au ministre chargé du budget) : rejeté ; amendement n° 1999 de M. Louis Odru soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (concertation avec les organisations syndicales) : retiré ;

— article 60, adopté.

Titre V : *les institutions départementales, régionales et nationales des enseignements supérieurs.*

Avant l'article 61 : amendement n° 2001 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (supprimant le mot « départementales » dans l'intitulé de ce titre) ; création d'un organisme chargé d'organiser une liaison et une coordination entre les différentes formations (p. 2362) ; création des comités départementaux ; rejeté.

Article 61 *(le comité départemental de coordination des formations supérieures)* : composition de ce comité ; implantation de celui-ci dans les départements n'étant pas le siège d'établissements d'enseignement supérieur (p. 2363) ; contribution de l'enseignement supérieur à la formation des instituteurs ; amendements identiques n° 2002 de M. Gilbert Gantier et n° 2003 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) ; nécessité de la mise en place d'une carte des formations (p. 2364) ; rejetés ; amendement n° 2004 de M. Jean Foyer : retiré ; amendement n° 38 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (institution d'un comité départemental des établissements d'enseignement supérieur) ; amendement n° 2005 de M. François d'Aubert (institution d'un comité départemental de coordination des formations supérieures) ; amendement n° 2005 : retiré ; amendement n° 38 : rejeté ; amendement n° 2006 de M. Gilbert Gantier (précisant que les comités départementaux seront institués dans les départements comprenant au moins cinq établissements d'enseignement supérieur) : rejeté ; (p. 2365) ; amendement n° 2007 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (accord des établissements et du conseil général) ; amendement n° 2008 de M. Gilbert Gantier (avis du conseil général) : rejetés ; amendement n° 2009 de M. Gilbert Gantier (composition du comité départemental) : retiré ; amendement n° 2010 de M. Gilbert Gantier (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 2011 de M. Gilbert Gantier (de précision) (p. 2366) : rejeté ; amendements identiques n° 2012 de M. Bruno Bourg-Broc et n° 2013 de M. Gilbert Gantier (suppression des mots « propose et anime des expériences pédagogiques relatives à la transition entre les enseignements du second degré et les enseignements supérieurs) : rejetés ; amendement n° 2014 de M. Gilbert Gantier (précisant que les dépenses occasionnées par les expériences mentionnées par cet article sont inscrites au budget de l'État) : rejeté ; amendement n° 2015 de M. Gilbert Gantier (application des mesures visées dans cet article dans la limite des crédits inscrits spécifiquement à cet effet chaque année dans la loi de finances) (p. 2367) : rejeté ; amendement n° 2016 de M. Gilbert Gantier (suppression du dernier alinéa de cet article) : retiré ; amendements identiques n° 2017 de M. Gilbert Gantier, n° 2018 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc et n° 2019 de M. Alain Madelin (référence à un décret en Conseil d'État) : rejetés ; amendement n° 2020 de M. Bruno Bourg-Broc : retiré ;

— article 61, adopté.

Article 62 *(le comité consultatif régional des établissements d'enseignement supérieur)* : institution de ce comité auprès du président du conseil régional ; composition de ce comité ; création des C.R.E.S.E.R. par la loi de 1968 ; (p. 2368) ; répartition des enseignements supérieurs sur le territoire ; cas de la région Corse et de son université (p. 2369) ; composition du comité consultatif régional ; amendement n° 2021 de M. Jean Foyer : retiré ; amendement n° 2022 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (développement des relations de coopération au niveau régional) (p. 2370) ; problème des rapports des comités régionaux avec les comités consultatifs régionaux de recherche institués par la loi de 1982 ; rejeté ; amendement n° 132 de la commission (rendant obligatoire la constitution des comités con-

sultatifs régionaux) ; amendement n° 2023 de M. Gilbert Gantier (même objet) ; amendement n° 132 : adopté ; en conséquence l'amendement n° 2023 devient sans objet ainsi que les amendements n° 2024 de Mme Colette Goeuriot, n° 39 et n° 2025 de M. Jean-Louis Masson (p. 2371) ; amendement n° 2027 de M. Gilbert Gantier (composition du comité) ; amendement n° 2028 de M. Gilbert Gantier (même objet) ; amendement n° 2031 de M. Bruno Bourg-Broc (même objet) : rejetés ; amendement n° 2029 de M. Bruno Bourg-Broc (même objet) ; amendement n° 2026 de M. Guy Hermier soutenu par M. Robert Montdargent (référence aux représentants élus des personnels et usagers) ; amendement n° 2026 : retiré ; amendement n° 2029 : rejeté (p. 2372) ; contenu de l'ensemble du texte de l'adresse de l'Académie des sciences ; acceptation du doctorat unique par l'Académie des sciences (p. 2398) ; amendement n° 2030 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Gilbert Gantier (référence aux établissements publics et privés) : rejeté ; amendement n° 133 de la commission (participation de représentants des activités éducatives au comité consultatif régional) : adopté ; amendement n° 2032 de M. Jean Foyer soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (élection des représentants des établissements publics d'enseignement supérieur) : rejeté ; amendement n° 2033 de M. Gilbert Gantier (suppression du 3e alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 2034 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 2035 de M. Jean Foyer soutenu par M. Emmanuel Hamel (référence à l'activité régionale) (p. 2399) : rejeté ; amendement n° 2036 de M. Paul Balmigère soutenu par M. Georges Hage (référence à l'élaboration de la carte des formations supérieures) ; amendements identiques n° 2037 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 2038 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (référence aux aspects régionaux de la carte des formations supérieures) ; amendement n° 2036 : retiré ; amendements n° 2037 et n° 2038 : rejetés ; amendement n° 2039 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (suppression de la dernière phrase du 3e alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 2040 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'avant dernier alinéa de cet article) (p. 2400) : rejeté ; amendement n° 2041 de M. Philippe Bassinet, à titre personnel, (obligation faite au comité consultatif de tenir des sessions conjointes avec le comité consultatif régional de recherche institué par la loi de 1982) ; amendement n° 15 de la commission de la production et des échanges (référence à une session annuelle conjointe) ; amendement n° 2041 : adopté ; amendement n° 15 : adopté ; amendement n° 2043 de M. Gilbert Gantier (application des mesures visées dans cet article dans la limite des crédits inscrits spécifiquement à cet effet chaque année dans la loi de finances) : rejeté ; amendement n° 2044 de M. Gilbert Gantier (suppression du dernier alinéa de cet article) ; référence à un décret en Conseil d'État ; rejeté ; amendement n° 134 de la commission (suppression de la fin du dernier alinéa de cet article après les mots « fonctionnement de ce comité ») : adopté ; amendement n° 135 de la commission (de conséquence) ; situation de la région de Corse ; adopté ;

— article 62, ainsi modifié, adopté (p. 2401).

Article 63 *(le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) :* rôle du C.N.E.S.E.R. ; démocratisation de ce conseil (p. 2402) ; modalités de fonctionnement du C.N.E.S.E.R. ; absence de représentation des établissements privés dans ce conseil ; amendements identiques n° 2045 de M. Alain Madelin et n° 2046 de M. Charles Millon (de suppression) : retirés ; amendement n° 2047 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (suppression du premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 2048 de M. Jean Foyer soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (précisant que le C.N.E.S.E.R. représente les établissements publics à caractère scientifique, auprès du ministre chargé de l'enseignement supérieur) : rejeté ; amendement n° 2049 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Gilbert Gantier (référence aux établissements publics et privés) : retiré (p. 2403) ; amendement n° 2050 de M. Gilbert Gantier (référence aux établissements d'enseignement supérieur) : devenu sans objet ; amendement n° 2054 de M. Gilbert Gantier (suppression de la fin du premier alinéa de cet article après les mots « intérêts nationaux ») : rejeté ; amendement n° 2055 de M. Gilbert Gantier (composition du C.N.E.S.E.R.) ; amendement n° 2056 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (modalités des élections au C.N.E.S.E.R.) : rejetés ; amendement n° 2057 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Georges Hage (de précision) : retiré ; amendement n° 2114 de M. Jean Foyer soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (référence aux représentants des ense gnants et des chercheurs) : rejeté ; amendement n° 2058 de M. Jea Foyer (élection des membres du C.N.E.S.E.R. au scrutin secret pa discipline) (p. 2404) ; rejeté ; amendement n° 136 de la commissio (précisant que les représentants sont élus par collèges distincts tels qu ceux-ci sont définis à l'article 37 de la présente loi) ; amendemer n° 2059 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (préc sant que les représentants des enseignants sont élus au suffrage direc et par collège) ; amendement n° 136 : adopté ; amendement n° 2059 rejeté ; amendement n° 137 de la commission (rédactionnel) adopté ; amendement n° 2060 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu pa M. Pierre-Bernard Cousté (représentation des grands intérêts natic naux) : rejeté ; amendement n° 2061 de M. Gilbert Gantier (précisar que le conseil élit en son sein son président et son bureau et qu'il éla bore son règlement intérieur) : rejeté (p. 2405) ; amendement n° 206 de M. Gilbert Gantier (rôle du C.N.E.S.E.R.) ; amendement n° 13 de la commission (précisant les sujets sur lesquels le C.N.E.S.E.R. es obligatoirement consulté) ; amendement n° 2062 : rejeté ; sous amendement oral du Gouvernement (substituant aux mots « l'ensem ble des mesures prévues par les pouvoirs publics » les mots « la polit que proposée par les pouvoirs publics ») : adopté ; sous-amendemer oral du Gouvernement (substituant aux mots « les contrats d'établi sement pluriannuels » les mots « les orientations générales des co trats d'établissement pluriannuels ») : adopté ; amendement n° 13 ainsi modifié, adopté ; amendement n° 2063 de M. Gilbert Gantie (suppression du dernier alinéa de cet article) : devenu sans objet amendement n° 2064 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu pa M. Pierre-Bernard Cousté (référence à un décret en Conseil d'Éta (p. 2406) : rejeté ;

— article 63, ainsi modifié, adopté.

Article 64 *(le comité national d'évaluation des établissemen publics à caractère culturel, scientifique et professionnel) :* caractèr centralisateur de cet article ; création d'un comité supplémentaire nécessité de mettre en place une instance d'évaluation indépendant des établissements et des autorités de tutelle (p. 2407) ; amendemen identiques n° 2065 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gar tier, n° 2066 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu par M. Pierr Bernard Cousté, n° 2067 de M. Charles Millon et n° 2068 de M. Gi bert Gantier (de suppression) ; amendements n° 2065, n° 206 n° 2068 : retirés ; amendement n° 2066 : rejeté ; amendeme n° 2069 de M. Gilbert Gantier (évaluation des établissements) rejeté ; amendements n° 2070 et n° 2071 de M. Gilbert Gantier : ret rés ; amendement n° 2072 de M. François d'Aubert soutenu pa M. Gilbert Gantier (évaluation des résultats tous les cinq ans) rejeté ; amendement n° 139 de la commission (rédactionnel) adopté ; amendement n° 2073 de M. Jean Foyer (supprimant deuxième phrase du premier alinéa de cet article) ; référence à l'év luation des établissements (p. 2408) ; rejeté ; amendement n° 2074 M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (évaluation d établissements réalisée avec l'aide d'experts étrangers) : rejeté ; ame dement n° 140 de la commission (pouvoir d'investigation sur pièces sur place) : adopté ; amendement n° 2075 de M. Gilbert Gantie retiré ; amendement n° 2076 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu p M. Pierre-Bernard Cousté (suppression de la référence à la carte d formations supérieures) : rejeté ; amendement n° 141 de la comm sion (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 142 de la commissi (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 2204 du Gouvernem (publication d'un rapport périodique) : adopté ; amendement n° 1 de la commission (transmission du rapport au C.N.E.S.E.R. adopté ; amendements n° 2077 de M. Gilbert Gantier et n° 2078 M. Alain Madelin : retirés (p. 2409) ; amendement n° 2080 M. Gilbert Gantier (composition du comité national d'évaluatior amendement n° 2079 de M. Jean Foyer soutenu par M. Pier Bernard Cousté (même objet) ; amendement n° 2079 : rejeté ; am dement n° 2080 : retiré ; amendement n° 2081 de M. Alain Madeli retiré ; amendement n° 2082 de M. Bruno Bourg-Broc soutenu M. Pierre-Bernard Cousté (référence à un décret en Conseil d'Éta rejeté ;

— article 64, ainsi modifié, adopté.

Article 65 *(la conférence des chefs d'établissement) :* portée de création de cette conférence (p. 2410) ; rôle des présidents d'uni sité ; nature et composition de la commission des titres d'ingénie amendement n° 2083 de M. Gilbert Gantier (de suppressi

(p. 2411) : rejeté ; amendement n° 2084 de M. Jean Foyer soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (créant une conférence des présidents d'université) : rejeté ; amendement n° 2085 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 2086 de M. Gilbert Gantier (réunion de la conférence plénière des présidents d'université) : rejeté ; amendement n° 2087 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 2088 de M. Jean Foyer soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (suppression de la troisième phrase du 2e alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 2089 de M. Gilbert Gantier (supprimant l'avant dernière phrase du 2e alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 2090 de M. Gilbert Gantier (précisant que le ministre de l'éducation nationale a rang et séance à la conférence plénière) : devenu sans objet ; amendement n° 2091 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : devenu sans objet ;

— article 65, adopté (p. 2412).

Titre VI : *dispositions transitoires et finales.*

Article 66 *(mise en place des nouvelles structures) :* installation d'assemblées constituantes provisoires chargées d'élaborer des statuts conformes aux orientations de la présente loi ; amendement n° 2092 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) : rejeté ; amendement n° 2093 de M. Bruno Bourg-Broc (suppression du premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 2094 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression du 2e alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 2095 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 2096 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de la possibilité donnée au ministre d'arrêter d'office les dispositions statutaires) (p. 2413) : rejeté ; amendement n° 2097 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (précisant que la révision intervient dans les 18 mois suivant la publication au journal officiel de la présente loi) ; maintien des présidents d'établissement jusqu'au terme normal de leur mandat ; rejeté ; amendement n° 2098 de M. Bruno Bourg-Broc (référence à un décret en Conseil d'État) : rejeté ; amendement n° 2099 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 2100 de M. Bruno Bourg-Broc (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 144 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 2101 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (précisant que les établissements publics à caractère scientifique et technique existant deviennent de plein droit des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) : rejeté ; amendement n° 2103 de M. Gilbert Gantier (publication des décrets relatifs à la transformation des établissements publics d'enseignement supérieur) (p. 2414) : rejeté ; amendement n° 2102 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (référence à un décret en Conseil d'État) : rejeté ; amendement n° 210 de M. Louis Odru (cas des établissements à caractère scientifique et culturel dérogatoires à la loi d'orientation de 1968) : retiré ; amendement n° 2105 de M. Louis Odru (maintien en fonction des instances délibérantes des établissements) ; amendements identiques n° 2106 de M. Bruno Broug-Broc, n° 2107 de M. Alain Madelin et n° 2110 de M. Gilbert Gantier soutenus par M. Gilbert Gantier (suppression des deux dernières phrase du dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 2109 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Emmanuel Hamel (élaboration des statuts des établissements publics d'enseignement supérieur par une commission tripartite) (p. 2415) ; amendement n° 2105 : retiré ; amendement n° 2106, n° 2107 et n° 2108 et n° 2109 : rejetés ; amendement n° 2110 de M. Bruno Bourg-Broc (de précision) : rejeté ; amendement n° 145 de la commission (relatif aux établissements d'enseignement supérieur à caractère administratif) : adopté ;

— article 66, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 66 : amendement n° 2111 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (conditions dans lesquelles pourront être supprimées ou fusionnées des universités existant à la date de la promulgation de la présente loi) : rejeté.

Article 67 *(abrogation des dispositions contraires à la présente loi) :* abrogation de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, à l'exception des articles 46 à 62 (p. 2416) ; amendement n° 2112 de M. Gilbert Gantier (suppression des mots « à l'exception des articles 46 à 62) : retiré ; amendement n° 345 du Gouvernement (mesures transitoires) : adopté ; amendement n° 2113 de M. Marc Lauriol soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (maintien en vigueur des dispositions de la loi du 2 janvier 1979) ; référence aux études médicales ; rejeté (p. 2417) ; amendement n° 2115 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (association du Garde des Sceaux à toutes les décisions concernant les enseignements juridiques) ; amendement n° 2116 de M. Bruno Bourg-Broc (association du ministre de l'industrie à toutes les décisions concernant les I.U.T.) ; amendement n° 2117 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (association du ministre des P.T.T. à toutes les décisions concernant l'école supérieure des P.T.T.) ; amendement n° 2118 de M. Bruno Bourg-Broc (association du ministre de l'agriculture à toutes les décisions concernant les écoles vétérinaires ou agronomiques) ; amendement n° 2119 de M. Jean Foyer soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (association du ministre de l'économie et des finances à toutes les décisions concernant l'école des impôts) : rejetés ; amendement n° 346 du Gouvernement (maintien en vigueur des articles 1 à 4 de la loi du 2 janvier 1979) ; activités hospitalières de certains enseignements de pharmacie ; adopté ;

— article 67, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 67 : amendement n° 146 de la commission (rapport sur l'application de la présente loi) ; sous-amendement n° 2120 de M. Jean-Pierre Sueur (de conformité) ; sous-amendement n° 2120 : adopté ; amendement modifié et rectifié : adopté (p. 2418).

Article 68 *(application aux territoires d'outre-mer) :* amendement n° 2121 de M. Gilbert Gantier (consultation des assemblées territoriales) : rejeté ; amendement n° 2122 de M. Bruno Bourg-Broc (référence au développement d'établissements universitaires dans les territoires d'outre-mer comme priorité du rayonnement culturel de la France) : rejeté ;

— article 68, adopté.

Après l'article 68 : amendement n° 2123 de M. Gilbert Gantier (précisant que les charges nouvelles résultant pour le secteur public d'enseignement supérieur de l'application de la présente loi feront l'objet d'un document récapitulatif durant chaque année de la loi de finances) : rejeté.

Titre : amendement n° 2124 de M. Gilbert Gantier (modifiant le titre de la présente loi : projet de loi portant révision de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968) : devenu sans objet (p. 2419) ; durée de la discussion du présent projet de loi ; dépôt de 2204 amendements ; remerciements adressés au personnel de l'Assemblée ; attitude de l'opposition ; obstruction (p. 2420) ; pratique des amendements identiques ; importance du nombre des amendements rédactionnels déposés par l'opposition (p. 2421) ; importance du nombre des amendements de suppression ; remise en question du bon fonctionnement de l'Assemblée ; **rappel au règlement** de M. Robert-André Vivien ; objet du présent projet de loi (p. 2422).

Explications de vote.

Attitude de l'opposition : *Hage (Georges)* (p. 2423) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2424) ; *Dumas (Roland)* (p. 2426).

Carte des formations supérieures : *Gantier (Gilbert)* (p. 2428).

Justice sociale : *Hage (Georges)* (p. 2424).

Politisation de l'université : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2425) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2428).

Professionnalisation : *Dumas (Roland)* (p. 2426).

Sélection : *Hage (Georges)* (p. 2424).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 2426).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 2428).

Vote positif du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 2424).

Vote positif du groupe socialiste : *Dumas (Roland)* (p. 2426).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2428).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [9 décembre 1983] (p. 6243 et 6248).

A.T.O.S. (personnels) : *Savary (Alain)* (p. 6244) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 6246) ; *Hage (Georges)* (p. 6249).

Communauté universitaire : *Savary (Alain)* (p. 6243) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 6246).

Conseil des Etudes et de la vie universitaire : *Savary (Alain)* (p. 6244) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6253) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6255) ; *Lareng (Louis)* (p. 6265).

C.R.O.U.S. et C.N.O.U.S. : *Lareng (Louis)* (p. 6266).

Déroulement de la présente discussion : *Gantier (Gilbert)* (p. 6256, 6257) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 6257).

Diplômes nationaux : *Gantier (Gilbert)* (p. 6259) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 6268).

Doctorat (réforme du —) : *Savary (Alain)* (p. 6244) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6255).

Enseignants (rôle et formation des —) : *Savary (Alain)* (p. 6245) ; *Hage (Georges)* (p. 6251) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6252) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6258) ; *Vennin (Bruno)* (p. 6260) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 6261) ; *Bateux (Jean-Claude)* (p. 6263) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 6267).

Enseignement privé : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6254) ; *Foyer (Jean)* (p. 6263).

Etablissement publics à caractère scientifique, culturel et professionnel : *Savary (Alain)* (p. 6243) ; *Hage (Georges)* (p. 6249) ; *Lareng (Louis)* (p 6265).

Instituteurs : *Hage (Georges)* (p. 6251).

I.U.T. : *Giovannelli (Jean)* (p. 6260) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 6261).

Modification du texte par le Sénat : *Savary (Alain)* (p. 6243) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 6245) ; *Hage (Georges)* (p. 6249) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6252) ; *Bateux (Jean-Claude)* (p. 6263) ; *Lareng (Louis)* (p. 6265).

Orientation : *Savary (Alain)* (p. 6245) ; *Hage (Georges)* (p. 6249) ; *Lareng (Louis)* (p. 6265).

Personnalités extérieures : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 6245).

Politisation et syndicalisation de l'Université : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6252, 6253) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6255) ; *Foyer (Jean)* (p. 6262).

Premier cycle (réforme du —) : *Savary (Alain)* (p. 6245) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 6245) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 6266, 6269).

Professionnalisation : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 6245) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6252) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 6261) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 6261) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 6266).

Recherche universitaire et carrière des enseignants-chercheurs : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 6246) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6252) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6254) ; *Vennin (Bruno)* (p. 6260) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 6261) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 6261) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 6264) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 6270).

Schwartz (opinion de M. Laurent — sur le présent projet de loi) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6253) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6254) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6257, 6259) ; *Foyer (Jean)* (p. 6262) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 6264).

Sélection, échecs, inégalités sociales, démocratisation de l'enseignement supérieur : *Hage (Georges)* (p. 6249, 6250) ; *Bateux (Jean-Claude)* (p. 6263) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 6264) ; *Lareng (Louis)* (p. 6265) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 6266).

Service public de l'Enseignement supérieur : *Savary (Alain)* (p. 6244) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 6245) ; *Lareng (Louis)* (p. 6265) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 6268).

Discussion des articles [9 décembre 1983] (p. 6272) ; [10 décembre 1983] (p. 6296).

Avant l'article 1er : amendement n° 174 de M. Gilbert Gantier (rédigeant ainsi le titre 1er du présent projet de loi : les établissements publics d'enseignement supérieur) (p. 6272) : rejeté ; amendement n° 175 de M. Gilbert Gantier (affirmation selon laquelle l'enseignement supérieur est libre et pluraliste) : rejeté ; amendement n° 176 de M. Gilbert Gantier (principe de la liberté de l'enseignement supérieur) : rejeté ; amendement n° 177 de M. Gilbert Gantier (service public de l'enseignement supérieur assuré par les établissements publics et les établissements privés) rejeté (p. 6273) ; amendement n° 178 de M. Gilbert Gantier (principe de la liberté de l'enseignement supérieur) : rejeté ; amendement n° 179 de M. Gilbert Gantier (liberté de choix des établissements et liberté, pour les établissements, du recrutement des étudiants et du personnel, autonomie pédagogique, financière et administrative) : rejeté ; amendement n° 180 de M. Gilbert Gantier (financement de l'enseignement supérieur) : rejeté ; amendement n° 181 de M. Gilbert Gantier (indépendance des personnels d'enseignement) : rejeté ; amendement n° 182 de M. Gilbert Gantier (conditions dans lesquelles les étudiants disposent de la liberté d'information) (p. 6274) : rejeté.

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (contenu du service public de l'enseignement supérieur) ; amendement n° 184 de M. Gilbert Gantier (rédactionnel) ; amendement n° 183 de M. Charles Millon (rôle des établissements d'enseignement supérieur) ; amendement n° 183 : non soutenu ; sous-amendement n° 111 de M. Jean Foyer à l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la référence au service public de l'enseignement supérieur) ; volonté du Gouvernement de reprendre purement et simplement le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (p. 6275) : rejeté ; sous-amendement n° 185 de M. Gilbert Gantier (suppression de la référence aux formations post-secondaires) : rejeté ; sous-amendement n° 186 de M. Gilbert Gantier (même objet) : rejeté (p. 6276) ; sous-amendement n° 112 de M. Jean Foyer (suppression de la référence aux différents départements ministériels) ; problème des assistants titularisés ; emploi du terme « larves » par M. Jean Foyer ; rejeté ; sous-amendement n° 113 de M. Jean Foyer (référence au ministère de l'Education Nationale) : retiré ; sous-amendement n° 187 de M. Gilbert Gantier (liste des établissements fixée après avis du Conseil National de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) : retiré ; sous-amendement n° 188 de M. Gilbert Gantier (assimilation aux universités des instituts nationaux polytechniques des écoles et instituts extérieurs aux universités, des écoles normales supérieures, des écoles françaises à l'étranger et des grands établissements) (p. 6277) : retiré ; amendement n° 1 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 184 devient sans objet ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 2 de la commission (rôle du service public de l'enseignement supérieur) ; sous-amendements identiques n° 114 de M. Jean Foyer et n° 189 de M. Gilbert Gantier (suppression de la référence à la planification) ; sous-amendement n° 114 : retiré ; sous-amendement n° 189 : rejeté ; sous-amendement n° 190 de M. Gilbert Gantier (référence à la décentralisation) (p. 6278) : rejeté ; sous-amendements identiques n° 115 de M. Jean Foyer et n° 191 de M. Gilbert Gantier (autonomie des établissements et spécificité des disciplines) : rejetés ; sous-amendement n° 192 de M. Gilbert Gantier (référence aux capacités d'accueil et aux possibilités du marché de l'emploi) : retiré ; sous-amendement n° 193 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'alinéa relatif à la réduction des inégalités sociales et culturelles) : rejeté ; sous-amendements n° 194 de M. Gilbert Gantier (égalité des chances) : rejeté ; sous-amendement n° 195 de M. Gilbert Gantier (établissements d'enseignement supérieurs privés) (p. 6279) : retiré ; amendement n° 2 : adopté ; amendement n° 3 de la commission (précisant que le service public de l'enseignement supérieur et laïc est indépendant de toute emprise) ; sous-amendement n° 196 de M. Gilbert Gantier (rédactionnel) : rejeté ; sous-amendement n° 197 de M. Gilbert Gantier (référence aux formations d'objet religieux) : retiré ; sous-amendement n° 198 de M. Gilbert Gantier (proscription de toute mesure discriminatoire) : rejeté ; sous-amendement n° 199 de M. Gilbert Gantier (tolérance des opinions et refus de toute forme de propagande) : rejeté ; (p. 6280) ; sous-amendement n° 200 de M. Gilbert Gantier (association à la gestion des établissements supérieurs des représentants des collectivités locales et des activités économiques) : rejeté ; sous-amendement n° 201 de M. Gilbert Gantier (caractère décentralisé de l'enseignement supérieur) : rejeté ; sous-amendement n° 118 de M. Jean Foyer (substituant au terme « d'usager » les termes « d'étudiant » et d'« enseignant ») ; formation initiale et formation continue (p. 6281) ; retiré ; sous-amendement n° 203 de M. Gilbert Gantier (suppression de terme d'usager) : rejeté ; sous-amendement n° 202 de M. Gilbert Gantier (substituant au terme d'« usager » le terme d'« auditeur ») : retiré ; sous-amendement n° 204 de M. Gilbert Gantier (référence au personnel enseignant et non-enseignant) : retiré ; sous-amendement n° 205 de M. Gilbert Gantier (suppression d'une référence aux intérêts public) : retiré ; amendement n° 3 adopté.

Article 2 : supprimé par le Sénat ; amendement n° 4 de la commission (rétablissant cet article relatif aux missions du service public de l'enseignement supérieur) (p. 6282) ; sous-amendement n° 119 de

M. Jean Foyer (formation des maîtres) ; sous-amendement n° 120 de M. Jean Foyer (formation par alternance) ; sous-amendement n° 121 de M. Jean Foyer (délivrance des titres et diplômes) ; sous-amendement n° 122 de M. Jean Foyer (de précision) ; sous-amendement n° 123 de M. Jean Foyer (valorisation des résultats) ; sous-amendements n° 119, 120, 121, 122 et 123 : rejetés ; amendement n° 4 : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Avant l'article 3 : amendement n° 206 de M. Charles Millon (établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) : non soutenu ; amendement n° 207 de M. Gilbert Gantier (loi de programmation de l'enseignement supérieur) : retiré.

Article 3 : amendement n° 208 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (autonomie des universités) (p. 6283) ; amendement n° 5 de la commission (missions du service public de l'enseignement supérieur) ; sous-amendement n° 209 de M. Gilbert Gantier (orientation des étudiants) : retiré ; sous-amendement n° 124 de M. Jean Foyer (organisation des enseignements supérieurs sous la responsabilité des enseignants) : retiré ; sous-amendement n° 125 de M. Jean Foyer (formation des ingénieurs et des gestionnaires) ; sous-amendement n° 210 de M. Gilbert Gantier (délivrance des diplômes d'ingénieurs) (p. 6284) ; sous-amendement n° 125 et 210 : rejetés ; sous-amendement n° 96 du Gouvernement (délivrance du titre d'ingénieur diplômé) : adopté ; sous-amendement n° 127 de M. Jean Foyer (composition de la commission des titres d'ingénieurs) : rejeté ; amendement n° 208 : rejeté ; amendement n° 5, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 211 de M. Gilbert Gantier (de précision) : devenu sans objet ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 212 de M. Gilbert Gantier (orientation des étudiants) (p. 6285) : retiré.

Article 4 : amendement n° 213 de M. Charles Millon (de suppression) : non soutenu ; amendement n° 6 de la commission (valorisation et développement de toutes les disciplines) ; sous-amendement n° 130 de M. Jean Foyer (suppression des mots « le service public de ») : retiré ; sous-amendement n° 131 de M. Jean Foyer (valorisation de la recherche dans le respect de l'indépendance et de la liberté des enseignants et des chercheurs) : rejeté ; sous-amendement n° 214 de M. Gilbert Gantier (indépendance et liberté indispensables à la réflexion et à la création intellectuelles) : rejeté ; sous-amendements identiques n° 132 de M. Jean Foyer et n° 217 de M. Gilbert Gantier (précisant que les enseignants titulaires de l'enseignement supérieur sont de droit électeurs au conseil national du C.N.R.S.) (p. 6286) : rejetés ; sous-amendement n° 215 de M. Gilbert Gantier (organismes nationaux publics et privés) ; retiré ; sous-amendement n° 216 de M. Gilbert Gantier (rattachant le C.N.R.S. et la Bibliothèque Nationale au secteur public de l'enseignement supérieur) ; sous-amendement n° 133 de M. Jean Foyer (rattachant le C.N.R.S. au service public de l'enseignement supérieur) ; sous-amendements n° 133 et n° 134 de M. Jean Foyer : retirés ; sous-amendement n° 216 : retiré ; amendement n° 6 : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté (p. 6287).

Article 5 : supprimé par le Sénat : amendement n° 7 de la commission (rétablissant cet article relatif à la mission du service public en matière de développement de la culture et de la diffusion des connaissances et des résultats de la recherche) ; sous-amendement n° 135 de M. Jean Foyer (diffusion des connaissances, de la culture et de la recherche) ; sous-amendement n° 136 de M. Jean Foyer (défense de la langue française et des cultures régionales) ; sous-amendements rejetés ; amendement n° 7 : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 6 : supprimé par le Sénat ; amendement n° 8 de la commission (rétablissant cet article relatif à la contribution du service public de l'enseignement supérieur, au débat des idées, au progrès de la recherche et à la rencontre des cultures) ; sous-amendement n° 137 de M. Jean Foyer (accueil et formation des étudiants étrangers) (p. 6288) ; retiré ; sous-amendement n° 218 de M. Gilbert Gantier (contribution aux frais des étudiants étrangers) ; retiré ; sous-amendement n° 219 de M. Gilbert Gantier (même objet) : retiré ; sous-amendement n° 138 de M. Jean Foyer (établissements pouvant conclure des conventions) : rejeté ; sous-amendement n° 220 de M. Gilbert Gantier (de précision) ; établissements étrangers de langue française ; (p. 6289) ; retiré ; amendement n° 8 : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 7 : amendement n° 9 de la commission (cohésion du service public de l'enseignement supérieur dans le cadre de la planification) ; sous-amendement n° 221 de M. Gilbert Gantier (libre choix des candidats aux formations supérieures) ; sous-amendement n° 222 de M. Gilbert Gantier (référence au Gouvernement) ; sous-amendements n° 221 et 222 : retirés ; amendement n° 9 : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : amendement n° 223 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6290) ; coût de fonctionnement de la commission interministérielle de prospective et d'orientation des formations supérieures ; rejeté ; amendement n° 224 de M. Gilbert Gantier (instituant une commission des titres universitaires) : retiré ; amendement n° 225 de M. Gilbert Gantier (suppression du 1er alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 226 de M. Gilbert Gantier (commission de prospective et d'orientation des formations supérieures) : retiré ; amendements identiques n° 139 de M. Jean Foyer et n° 227 de M. Charles Millon soutenus par M. Gilbert Gantier (référence au Premier ministre) (p. 6291) ; amendements n° 139 et n° 227 : retirés ; amendements 140 à 143 de M. Jean Foyer : retirés ; amendements n° 228 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (bilan quantitatif et qualitatif du fonctionnement du service public de l'enseignement supérieur) : retiré ;

— article 8, adopté (p. 6292).

Article 9 : amendement n° 229 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : non soutenu (p. 6296) ; amendement n° 10 de la commission (extension aux formations et établissements ne relevant pas du ministre de l'éducation nationale, des dispositions prévues dans la présente loi) ; sous-amendement n° 230 de M. Gilbert Gantier (instituts universitaires de technologie) : rejeté ; amendement n° 10 : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté (p. 6297).

Avant l'article 10 : amendement n° 11 de la commission (modifiant l'intitulé du titre II : les principes applicables aux formations supérieures relevant du ministre de l'éducation nationale) : adopté.

Article 10 : amendement n° 12 de la commission ; objet du présent titre ; sous-amendement n° 379 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Georges Hage (référence aux diplômes nationaux) ; sous-amendements n° 379 et 380 : retirés ; sous-amendement n° 231 de M. Gilbert Gantier (écoles normales d'instituteurs) (p. 6298) ; introduction éventuelle d'instituteurs et de P.E.G.C. dans les corps de l'enseignement supérieur : rejeté ; sous-amendement n° 232 de M. Gilbert Gantier (classes préparatoires aux grandes écoles) : rejeté ; sous-amendement n° 233 de M. Gilbert Gantier (création d'établissements publics à caractère scientifique, culturel, et professionnel) (p. 6299) ; rejeté ; sous-amendement n° 144 de M. Jean Foyer : retiré ; amendement n° 12 : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 : amendement n° 234 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (précisant que les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel délivrent leurs propres diplômes) ; amendement n° 13 de la commission (déroulement des études supérieures en cycles) ; sous-amendement n° 235 de M. Gilbert Gantier (application des mesures visées aux alinéas précédents dans la limite des crédits inscrits spécifiquement à cet effet chaque année dans la loi de finances) ; inadaptation des diplômes nationaux (p. 6300) ; amendement n° 234 : rejeté ; sous-amendement n° 235 : retiré ; amendement n° 13 : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 11 bis : amendement n° 14 de la commission (de suppression) ; conditions d'admission dans les établissements supérieurs : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Article 12 (p. 6301) ; réforme du 1er cycle ; amendement n° 236 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (précisant que les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel fixent librement les modalités de recrutement de leurs étudiants) ; amendement n° 15 de la commission (finalités du premier cycle) (p. 6302) ; travaux du professeur Laurent Schwartz ; exemple de

l'Université de Paris II (p. 6303) ; études médicales ; autonomie des universités ; amendement n° 236 : rejeté ; sous-amendements n° 237 de M. François d'Aubert, n° 238 et n° 239 de M. Gilbert Gantier : retirés ; sous-amendement n° 146 de M. Jean Foyer à l'amendement n° 15 de la commission (organisation d'un premier cycle spécifique pour chacune des disciplines juridique, économique, politique, de gestion, médicale et pharmaceutique) (p. 6304) ; retiré ; sous-amendements nos 241, 240, 242, 243, 244 de M. Gilbert Gantier, n° 147 de M. Jean Foyer, n° 245 de M. Gilbert Gantier : retirés ; sous-amendement n° 97 du Gouvernement (inscription prononcée après avis du président de l'établissement) : adopté ; sous-amendements nos 246, 247, 248, 249, 251, 252, 253, 255 et 256 de M. Gilbert Gantier : retirés ; sous-amendements nos 148, 150, 151 de M. Jean Foyer : retirés ; sous-amendements n° 250 et n° 254 de M. François d'Aubert : retirés ; amendement n° 15 ainsi modifié ; adopté ; en conséquence l'amendement n° 257 de M. Gilbert Gantier devient sans objet ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13, supprimé par le Sénat : amendement n° 16 de la commission (rétablissant cet article relatif au deuxième cycle) (p. 6305) ; études dispensées par le Conservatoire National des Arts et Métiers ; prise en compte de l'évolution prévisible des qualifications et des besoins au niveau national et régional ; sous-amendements nos 258, 259 et 260 de M. Gilbert Gantier : retirés ; sous-amendements nos 152 et 393 de M. Jean Foyer : retirés ; sous-amendement n° 261 de M. Gilbert Gantier (admissions subordonnées au succès d'un concours ou à l'examen du dossier d'un candidat) (p. 6306) ; sous-amendement 262 de M. Gilbert Gantier (licence et maîtrise) : rejetés ; sous-amendements nos 263 et 264 de M. Gilbert Gantier : retirés ; amendement n° 16 : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 14, supprimé par le Sénat : organisation du troisième cycle ; définition du titre de docteur (p. 6307) ; suppression du doctorat d'Etat ; habilitation à diriger les travaux de recherche ; unification du régime des thèses ; amendement n° 17 de la commission (rétablissant cet article relatif à l'organisation du troisième cycle) (p. 6308) ; sous-amendement n° 265 de M. Gilbert Gantier (objet du troisième cycle) ; délivrance du titre de docteur (p. 6309) ; rejeté ; sous-amendement n° 155 de M. Jean Foyer (maintien du doctorat de troisième cycle et du doctorat d'Etat) ; sous-amendement n° 381 de M. Georges Hage (doctorat de spécialité) ; sous-amendement n° 155 : retiré (p. 6310) ; sous-amendement n° 381 : retiré ; sous-amendement 98 du Gouvernement (mention de l'université ayant délivré le titre de docteur) : adopté ; sous-amendement n° 156 de M. Jean Foyer : retiré ; sous-amendements identiques n° 99 du Gouvernement et n° 383 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Georges Hage (aptitude à diriger des recherches sanctionnée par une habilitation) ; sous-amendement n° 430 de M. Jean Foyer (même objet) (p. 6311) ; sous-amendements nos 383 et 430 : retirés ; sous-amendement n° 99 : adopté ; sous-amendement n° 266 de M. Gilbert Gantier (différents types de doctorat) ; sous-amendement n° 382 de M. Georges Hage (délivrance du titre de docteur d'Etat) ; sous-amendement n° 266 : rejeté ; sous-amendement n° 382 : retiré ; amendement n° 17, ainsi modifié : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 15 (p. 6312) : amendement n° 157 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (précisant que les universités déterminent les conditions d'obtention des grades et des diplômes qu'elles confèrent en leur nom propre) ; amendement n° 267 de M. François d'Aubert soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression des diplômes nationaux) ; amendement n° 18 de la commission (délivrance des diplômes nationaux) (p. 6313) ; amendements nos 157 et 267 : rejetés ; sous-amendement n° 268 de M. Gilbert Gantier à l'amendement 18 de la commission : retiré ; sous-amendement n° 158 de M. Jean Foyer (de précision) : retiré ; sous-amendement n° 100 du Gouvernement (suppression des mots « pour une durée déterminée » dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet amendement) adopté ; sous-amendements nos 269, 271, 272, 273 et 274 de M. Gilbert Gantier et sous-amendement n° 270 de M. Alain Madelin : retirés ; sous-amendement n° 275 de M. Gilbert Gantier (précisant que chaque établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel peut créer des diplômes qui lui sont propres) (p. 6314) : retiré ; amendement n° 18, ainsi modifié : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 : amendement n° 19 de la commission (précisant que les établissements d'enseignement supérieur ont la responsabilité de la formation initiale et continue de tous les maîtres de l'éducation nationale) ; sous-amendement n° 276 de M. Gilbert Gantier (de précision) ; sous-amendement n° 159 de M. Jean Foyer (suppression de la référence à la formation scientifique et pédagogique) ; sous-amendement n° 276 et 159 : retirés ; amendement n° 19 : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17, supprimé par le Sénat : amendement n° 20 de la commission (rétablissant cet article relatif à la carte des formations supérieures) ; sous-amendement n° 160 de M. Jean Foyer (départements ministériels intéressés par la carte des formations supérieures) ; sous-amendement n° 278 de M. Gilbert Gantier (précisant que cette carte ne concerne pas les diplômes propres aux établissements) ; amendement n° 277 de M. Gilbert Gantier (établissement et révision de la carte des formations supérieures et de la recherche publiques) (p. 6315) ; sous-amendement n° 160 : rejeté ; sous-amendement n° 278 : rejeté ; amendement n° 20 : adopté ; en conséquence l'amendement n° 277 devient sans objet ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli (p. 6316).

Avant l'article 18 : amendement n° 21 de la commission (rédigeant ainsi l'intitulé du titre III : les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) ; amendement n° 22 de la commission (rétablissant l'intitulé du chapitre 1er a : dispositions générales) ; amendements nos 21 et 22 : adoptés.

Article 18 : amendement n° 23 de la commission (définition des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) (p. 6322) ; sous-amendement n° 161 de M. Jean Foyer (de précision) ; risque de démembrer certaines universités parisiennes ; sous-amendements nos 161, 162, 163, 164 et 165 de M. Jean Foyer : retirés ; sous-amendement n° 280 de M. Gilbert Gantier (rédactionnel) : adopté ; sous-amendements nos 279 et 283 de M. Charles Millon : retirés ; sous-amendements nos 280, 281, 284, 285 de M. Gilbert Gantier : retirés ; sous-amendement n° 282 de M. François d'Aubert : retiré ; amendement n° 23 ainsi modifié, adopté ; en conséquence l'amendement n° 286 de M. Gilbert Gantier devient sans objet ;

— article 18, ainsi modifié : adopté.

Article 18 bis (p. 6323) : amendement n° 24 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Article 19 : amendement n° 25 de la commission (décret portant création d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel pris après avis du C.N.E.S.E.R.) ; sous-amendement n° 287 de M. Gilbert Gantier (de précision) : retiré ; sous-amendements identiques n° 166 de M. Jean Foyer et n° 288 de M. Gilbert Gantier (avis du conseil régional de l'enseignement supérieur et de la recherche) (p. 6324) : retirés ; sous-amendement n° 167 de M. Jean Foyer (de précision) : retiré ; amendement n° 25 : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 : amendement n° 26 de la commission (détermination de leurs statuts par les établissements) ; sous-amendement n° 289 de M. Gilbert Gantier (précisant que les statuts sont applicables immédiatement sans approbation préalable dès leur adoption) ; amendement n° 168 de M. Jean Foyer (transmission des statuts au ministre de l'éducation nationale) ; sous-amendement n° 169 de M. Jean Foyer (avis du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) ; sous-amendements nos 289, 168 et 169 : retirés ; amendement n° 290 de M. Gilbert Gantier (référence aux disciplines de l'université) (p. 6325) ; amendement n° 26 : adopté ; en conséquence l'amendement n° 290 de M. Gilbert Gantier devient sans objet ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 21 : amendement n° 27 de la commission (mission du recteur d'académie) ; sous-amendement n° 170 de M. Jean Foyer (référence au chancelier des universités) ; sous-amendement n° 291 de M. Gilbert Gantier (de précision) ; sous-amendement n° 171 de M. Jean Foyer (administration des biens et charges indivis entre plusieurs établissements) ; sous-amendement n° 292 de M. Gilbert Gantier (même objet) ; sous-amendements nos 166, 291 et 171 : retirés ; sous-amendement n° 292 : rejeté ; amendement n° 27 : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté (p. 6326).

Avant l'article 22 : amendement n° 28 de la commission (rétablissant l'intitulé du chapitre Ier : les divers types d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) : adopté.

Article 22, supprimé par le Sénat : amendement n° 29 de la commission (rétablissant cet article relatif aux principes applicables à l'organisation et au fonctionnement de chacun des types d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel) ; sous-amendement n° 172 de M. Jean Foyer (de précision) ; amendement n° 293 de M. Gilbert Gantier (de précision) ; sous-amendement n° 173 de M. Jean Foyer (référence à un décret en conseil d'Etat) ; sous-amendements nos 172, 293 et 173 : retirés ; amendement n° 29 : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Avant l'article 23 : amendement n° 30 de la commission (rétablissant l'intitulé de la section I — les universités) : adopté.

Article 23 : amendement n° 294 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (organisation des universités) (p. 6327) : retiré ;

— article 23 adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 295 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (statut des unités composant l'université) : retiré.

Article 24 : conseil des études et de la vie universitaire ; rôle du Président de l'université ; amendement n° 296 de M. Charles Millon (de suppression) : non soutenu ; amendement n° 297 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (rôle du conseil d'administration de l'université) (p. 6328) : rejeté ; amendement n° 384 de M. Georges Hage (rôle du Président de l'université) ; amendement n° 31 de la commission (même objet) ; amendement n° 384 : retiré ; amendement n° 31 : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 25 : direction du conseil de l'administration ; durée du mandat du Président ; amendement n° 298 de M. Charles Millon soutenu par M. Gilbert Gantier (rôle du Président) (p. 6329) ; amendement n° 299 de M. Alain Madelin soutenu par M. Gilbert Gantier (même objet) ; amendement n° 32 de la commission (même objet) ; amendement n° 298 : retiré ; amendement n° 299 : rejeté (p. 6330) ; sous-amendement n° 385 de Mme Muguette Jacquaint à l'amendement n° 32 de la commission soutenu par M. Georges Hage (équipe de direction) ; sous-amendement n° 300 de M. Gilbert Gantier (élection du Président) ; sous-amendement n° 385 : retiré ; sous-amendement n° 300 : rejeté ; sous-amendement n° 301 de M. Gilbert Gantier (précisant que le Président doit être professeur de l'université au moins depuis deux ans et être de nationalité française) : retiré ; sous-amendement n° 394 de M. Jean Foyer (même objet) (p. 6331) ; rejeté ; sous-amendement n° 395 de M. Jean Foyer (référence à un professeur de rang magistral) : retiré ; sous-amendement n° 396 de M. Jean Foyer : retiré ; sous-amendement n° 386 de M. Georges Hage (fonction du Président) : retiré ; sous-amendements n° 387 et 388 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : retirés ; sous-amendements n° 397 de M. Jean Foyer et n° 302 de M. Gilbert Gantier : retirés ; sous-amendement n° 398 de M. Jean Foyer (nomination de Président de jury) : rejeté ; sous-amendements identiques n° 304 de M. Charles Millon et n° 389 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par M. Georges Hage (suppression de l'avant dernier alinéa de cet amendement) ; amendement n° 304 : non soutenu ; sous-amendement n° 389 : retiré ; sous-amendement n° 303 de M. Francisque Perrut (élection des membres du bureau) : non soutenu ; sous-amendement n° 101 du Gouvernement (nomination des membres du bureau) : adopté ; sous-amendement n° 390 de M. Georges Hage (délégation de la signature du Président) : retiré ; amendement n° 32, ainsi modifié : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 27 (p. 6332) ; amendement n° 305 de M. Charles Millon (composition des conseils d'administration) ; amendement n° 33 de la commission (composition du conseil d'administration) ; sous-amendement n° 399 de M. Jean Foyer à l'amendement n° 33 de la commission (référence au conseil de l'université) ; retiré (p. 6333) ; exemple des universités britanniques et américaines ; sous-amendement n° 307 de M. Gilbert Gantier (composition du conseil d'administration) ; sous-amendement n° 306 de M. Francisque Perrut (même objet) ; sous-amendement n° 307 : rejeté ; sous-amendement n° 306 : retiré ; sous-amendement n° 102 du Gouvernement (précisant que les statuts de l'université garantiront la représentation de toutes les grandes disciplines enseignées) ; sous-amendement n° 455 de M. Jean Foyer (même objet) (p. 6334) ; sous-amendement n° 102 : adopté ; en conséquence le sous-amendement n° 455 devient sans objet ; sous-amendement n° 308 de M. André Rossinot soutenu par M. Alain Madelin (université comportant une U.F.R. de médecine) : rejeté ; sous-amendements nos 309, 310, 311, 312 et 313 de M. Gilbert Gantier : retirés ; amendement n° 33, ainsi modifié, adopté ; en conséquence l'amendement n° 314 de M. Gilbert Gantier devient sans objet ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 27 bis : amendement n° 34 de la commission (pouvoir disciplinaire à l'égard des enseignants-chercheurs et des usagers) (p. 6335) ; sous-amendement n° 400 de M. Jean Foyer (composition de la section disciplinaire du conseil d'administration) : rejeté ; amendement n° 34 : adopté ;

— article 27 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 28 : composition du conseil scientifique ; représentation des personnalités extérieures ; insuffisance de la représentation des non docteurs et des personnels A.T.O.S. (p. 6336) ; amendement n° 35 de la commission (composition du conseil scientifique) ; problème de l'habilitation à diriger des recherches (p. 6337) ; sous-amendement n° 103 du Gouvernement (représentation des personnels) : adopté ; sous-amendement n° 110 du Gouvernement (de précision) : adopté ; sous-amendement n° 401 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (représentation des Présidents des conseils de blibliothèques) : retiré ; sous-amendement n° 315 de M. Gilbert Gantier (avis ou proposition émis par le conseil scientifique) (p. 6338) : rejeté ; sous-amendement n° 402 de M. Jean Foyer (proposition du conseil scientifique) : rejeté ; sous-amendement n° 316 de M. Gilbert Gantier (répartition du crédit de recherche) (p. 6339) ; sous-amendement n° 317 de M. Gilbert Gantier (instruction des demandes d'habilitation et des projets de nouvelles filières) ; sous-amendements nos 316 et 317 : rejetés ; sous-amendement n° 456 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (répartition et organisation des enseignements et des activités de recherche) : retiré ; sous-amendement n° 318 de M. André Rossinot soutenu par M. Gilbert Gantier (cas des universités comportant une U.F.R. de médecine) : rejeté ; amendement n° 35, ainsi modifié : adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté (p. 6340).

Article 29 : supprimé par le Sénat : amendement n° 36 de la commission (rétablissant cet article relatif au conseil des études et de la vie universitaire) ; organisation de la vie dans l'établissement (p. 6342) ; sous-amendement n° 319 de M. Gilbert Gantier (transmission d'avis au conseil d'administration par le conseil des études et la vie universitaire) : retiré ; sous-amendement n° 104 du Gouvernement (de précision) : adopté ; sous-amendement n° 320 de M. Gilbert Gantier (validation des acquis) : retiré ; sous-amendement n° 403 de M. Jean Foyer (libertés politiques et syndicales étudiantes) : retiré ; amendement n° 36, ainsi modifié : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Après l'article 29 : amendement n° 321 de M. Alain Madelin (conseil de gestion) : non soutenu.

Article 30 (p. 6343) ; amendement n° 322 de M. Alain Madelin (composition des facultés) ; amendement n° 37 de la commission (constitution des U.F.R.) ; amendement n° 322 : non soutenu ; sous-amendement n° 467 de M. Gilbert Gantier (de précision) ; sous-amendements nos 67, 469, 468, 470, 466, 471, 472, 473, 474, de M. Gilbert Gantier et amendements nos 475, 476, 477 de M. André Rossinot : retirés (p. 6344) ; sous-amendements n° 404 et n° 405 de M. Jean Foyer (les enseignants chercheurs, les enseignants et des chercheurs relevant de plusieurs disciplines) : retirés ; sous-amendement n° 105 du Gouvernement (même objet) : adopté ; sous-amendement n° 406 de M. Jean Foyer (de précision) ; sous-amendements nos 406, 408 et 409 de M. Jean Foyer : retirés ; sous-amendement n° 407 de Jean Foyer (pourcentage des personnalités extérieures) : rejeté (p. 6345) ; sous-amendement n° 106 du Gouvernement (région sanitaire) : adopté ; amendement n° 37, ainsi modifié, adopté ; l'amendement n° 323 de M. Gilbert Gantier est devenu sans objet ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Article 30 bis : amendement n° 38 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Après l'article 30 bis : amendement n° 324 de M. Gilbert Gantier (organisation des enseignements et du contrôle des connaissances des études juridiques, politiques, économiques et de gestion) : retiré.

Article 31 : amendement n° 325 de M. Alain Madelin (administration des instituts et écoles d'université) (p. 6346) ; amendement n° 39 de la commission (instituts et écoles faisant partie des universités) ; amendement n° 325 : retiré ; sous-amendement n° 478 de M. Gilbert Gantier (nomination des directeurs d'école) ; décentralisation de l'enseignement supérieur (p. 6347) ; rejeté ; exemple de l'institut d'études politiques de Paris ; sous-amendements nos 479, 480, 482, 483 de M. Gilbert Gantier et n° 481 de M. François d'Aubert : retirés ; sous-amendement n° 410 de M. Jean Foyer (de précision) : retiré ; sous-amendement n° 411 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (création éventuelle d'un conseil scientifique et d'un conseil de la vie de l'institut de l'école) : rejeté ; sous-amendement n° 412 de M. Jean Foyer (nomination des chargés d'enseignement) : non soutenu ; sous-amendement n° 413 de M. Jean Foyer (répartition des envois) : non soutenu ; sous-amendement n° 414 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (autonomie financière des instituts et écoles) (p. 6348) : rejeté ; amendement n° 39 : adopté ; en conséquence l'amendement n° 326 de M. Gilbert Gantier devient sans objet ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 32 : amendement n° 40 de la commission (rétablissant l'intitulé de la section II : les instituts et écoles extérieurs aux universités) : adopté.

Article 32 : supprimé par le Sénat : amendement n° 41 de la commission (rétablissant cet article) ; sous-amendement n° 415 de M. Jean Foyer (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 41 : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 33 : supprimé par le Sénat : amendement n° 42 de la commission (rétablissant cet article relatif au conseil d'administration) ; sous-amendement n° 416 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (composition du conseil d'administration) ; sous-amendement n° 484 de M. Gilbert Gantier (rôle de ce conseil d'administration) (p. 6349) ; sous-amendement n° 417 de M. Jean Foyer (composition et attribution du conseil scientifique) ; sous-amendement n° 416 : rejeté ; sous-amendements n° 484 et 417 : non soutenus ; amendement n° 42 : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 34 : supprimé par le Sénat : amendement n° 43 de la commission (rétablissant cet article) ; nomination du directeur ; sous-amendement n° 418 de M. Jean Foyer (nationalité du Président) : retiré ; amendement n° 43 : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Avant l'article 35 : amendement n° 44 de la commission (rétablissant l'intitulé suivant : section III — les écoles normales supérieures, les grands établissements et les écoles françaises à l'étranger) : adopté.

Article 35 : supprimé par le Sénat : amendement n° 419 de M. Jean Foyer (fixation par une loi ultérieure du régime particulier de ces organismes) ; amendement n° 45 de la commission (rétablissant cet article) (p. 6350) ; amendement n° 419 : rejeté ; amendement n° 45 : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Avant l'article 36 : amendement n° 46 de la commission (rétablissant les intitulés suivants : chapitre II — dispositions communes — section I — dispositions relatives à la composition des conseils) : adopté.

Article 36 : amendement n° 47 de la commission (désignation des membres des conseils) ; sous-amendement n° 485 de M. Jean Royer soutenu par M. Robert Galley (élections au suffrage direct) (p. 6351) : rejeté ; sous-amendement n° 420 de M. Jean Foyer soutenu par M. Robert Galley (caractère annuel des élections) : rejeté ; sous-amendement n° 486 de M. Gilbert Gantier (mode de scrutin) ; sous-amendement n° 421 de M. Jean Foyer (même objet) ; opinion de M. Laurent Schwartz (p. 6352) ; politisatition de l'université ; sous-amendement n° 421 : rejeté ; sous-amendement n° 487 de M. Gilbert Gantier, sous-amendement n° 488 de M. François d'Aubert : retirés ; sous-amendements identiques n° 489 de M. Gilbert Gantier et n° 422 de Jean Foyer (vote par correspondance ou procuration) ; sous-amendement n° 489 : rejeté ; sous-amendement n° 482 : retiré ; sous-amendements nos 490, 491 de M. Gilbert Gantier, et 423 de M. Jean Foyer : retirés ; amendement n° 47 : adopté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Article 36 bis : amendement n° 48 de la commission (de suppression) adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé (p. 6353).

Article 37 supprimé par le Sénat : élections au conseil scientifique ; mise en place des différents collèges ; hégémonie du parti communiste sur l'université ; restauration du collège unique des enseignants ; opinion de M. Maurice Duverger sur le présent article (p. 6354) ; amendement n° 49 de la commission (rétablissant cet article relatif à la composition des collèges électoraux) (p. 6355) ; sous-amendement n° 424 de M. Jean Foyer (référence à un décret en conseil d'Etat) : retiré ; sous-amendement n° 457 de M. Jean Foyer (collèges électoraux distincts) ; sous-amendement n° 425 de M. Jean Foyer (collège électoral des professeurs) ; sous-amendement n° 492 de M. Jean Royer (collège électoral des enseignants chercheurs et des personnels assimilés) ; sous-amendement n° 426 de M. Jean Foyer (collège électoral des professeurs) ; sous-amendement n° 492 : retiré ; sous-amendements nos 457, 425 et 426 : rejetés ; sous-amendement n° 107 du Gouvernement (répartition des personnels en 3 sections) (p. 6356) ; adopté ; sous-amendement n° 493 de M. André Rossinot (collèges électoraux des enseignants chercheurs des U.F.R. de médecine) : retiré ; sous-amendement n° 427 de M. Jean Foyer (suppression d'une référence aux auditeurs) : retiré ; sous-amendement n° 494 de M. Gilbert Gantier (droit de vote des étudiants étrangers) ; sous-amendement n° 428 de M. Jean Foyer (même objet) ; sous-amendement n° 494 : retiré ; sous-amendement n° 428 : retiré ; sous-amendement n° 495 de M. Gilbert Gantier (disposition dérogatoires) : retiré ; amendement n° 49, ainsi modifié adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Retrait par M. Jean Foyer de la totalité de ses amendements et des sous-amendements. Retrait par M. Gilbert Gantier de la totalité de ses amendements et sous-amendements.

Article 38 : amendement n° 50 de la commission (désignation des personnalités extérieures) : adopté ;

— article 38, ainsi modifié, adopté.

Rappel au règlement de M. Gilbert Gantier (p. 6357).

Avant l'article 39 : amendement n° 51 de la commission (rétablissant l'intitulé suivant : II — régime financier) : adopté.

Article 39 : amendement n° 52 de la commission (personnel et crédits affectés aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) : adopté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté.

Article 40 : amendement n° 53 de la commission (budget de chaque établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel) : adopté ;

— article 40, ainsi modifié, adopté (p. 6358).

Avant l'article 41 : amendement n° 54 de la commission (rétablissant l'intitulé : III — les relations extérieures des établissements) : adopté.

Article 41 : supprimé par le Sénat : amendement n° 55 (de la commission (rétablissant cet article) : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 42 : supprimé par le Sénat : amendement n° 56 de la commission (rétablissant cet article relatif à la création de services communs) : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 43 : supprimé par le Sénat : amendement n° 57 de la commission (rétablissant cet article) ; constitution de GIP : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Avant l'article 44 : amendement n° 58 de la commission (rétablissant l'intitulé suivant : section IV — contrôle administratif et financier) : adopté.

Article 44 : (p. 6359) ; amendement n° 59 de la commission (entrée en vigueur des décisions des Présidents des universités) : adopté ;

— article 44, ainsi modifié, adopté.

Article 45 : amendement n° 60 de la commission (cas de difficulté grave dans le fonctionnement des organes statutaires) : adopté ;

— article 45, ainsi modifié, adopté.

Article 46 : amendement n° 61 de la commission (établissements soumis au contrôle administratif de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale) : adopté ; amendement n° 62 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 63 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 46, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 47 : amendement n°64 de la commission (rédigeant ainsi l'intitulé du titre IV : les usagers et les personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) (p. 6360) ; adopté.

Article 47 : supprimé par le Sénat : amendement n° 65 de la commission (rétablissant cet article relatif à la communauté universitaire) : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Avant l'article 48 : amendement n° 66 de la commission (rétablissant l'intitulé du chapitre Ier : les usagers) : adopté.

Article 48 : amendement n° 67 de la commission (usagers du service de l'enseignement supérieur) : adopté ;

— article 48, ainsi modifié, adopté.

Article 46 : amendement n° 68 de la commission (prestations accordées aux étudiants par la collectivité nationale) : adopté ; amendement n° 69 de la commission (aides spécifiques instaurées par les collectivités territoriales ou les autres personnes morales de droit public) : adopté ; amendement n° 70 de la commission (médecine préventive) (p. 6361) : adopté ;

— article 49, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 51-A : amendement n° 71 de la commission (rétablissant l'intitulé du chapitre II — les personnels) : adopté.

Article 51-A : supprimé par le Sénat : amendement n° 72 de la commission (rétablissant cet article) ; des personnels des établissements publics : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi, rétabli.

Article 51 : amendement n° 73 de la commission (recrutement des personnels) : adopté ;

— article 51, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 52 : amendement n° 74 de la commission (rétablissant l'intitulé suivant : section I — les enseignants chercheurs, les enseignants et les chercheurs) ; adopté.

Article 52 : supprimé par le Sénat : amendement n° 75 de la commission (rétablissant cet article relatif à la définition du personnel enseignant) (p. 6362) ; sous-amendement n° 391 de M. Georges Hage (de précision) : retiré ; amendement n° 75 : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 53 : supprimé par le Sénat : orientation des étudiants ; amendement n° 76 de la commission (fonction des enseignants-chercheurs) ; sous-amendement n° 108 du Gouvernement (responsabilité des professeurs) ; sous-amendement n° 392 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Georges Hage (même objet) (p. 6363) ; sous-amendement n° 392 : retiré ; sous-amendement n° 108 : adopté ; amendement n° 76, ainsi modifié, adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 54 : amendement n° 77 de la commission (reconnaissance de la qualification des enseignants-chercheurs par une instance nationale) : adopté ;

— article 54, ainsi modifié, adopté.

Article 54 bis : amendement n° 78 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Avant l'article 57 : amendement n° 79 de la commission (rétablissant l'intitulé suivant : II-les personnels ATOS) : adopté.

Article 57 : supprimé par le Sénat : amendement n° 80 de la commission (définition des personnels ATOS) (p. 6364) : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 58 : amendement n° 81 de la commission (nomination du secrétaire général) : adopté ; amendement n° 82 de la commission (nomination de l'agent comptable) ; sous-amendement n° 109 du Gouvernement (de précision) ; sous-amendement n° 378 de M. Jean-Claude Cassaing, à titre personnel, (plaçant l'agent comptable sous l'autorité du secrétaire général) ; sous-amendements nos 109 et 378 : adoptés ; amendement n° 82 ainsi modifié : adopté ; amendement n° 83 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 58, ainsi modifié, adopté.

Article 59 : supprimé par le Sénat : amendement n° 84 de la commission (rétablissant cet article relatif au personnel des bibliothèques) : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 60 : supprimé par le Sénat : amendement n° 85 de la commission (rétablissant cet article relatif aux obligations de service des personnels) (p. 6365) : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Avant l'article 61 : amendement n° 86 de la commission (modifiant l'intitulé du titre V) : adopté.

Article 61 : supprimé par le Sénat : amendement n° 87 de la commission (rétablissant cet article relatif au comité départemental de coordination des formations supérieures) : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 62 : amendement n° 88 de la commission (comité consultatif régional des établissements d'enseignement supérieur) : adopté ;

— article 62, ainsi modifié, adopté.

Article 63 : amendement n° 89 de la commission (conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) (p. 6366) ; adopté ;

— article 63, ainsi modifié, adopté.

Article 64 : amendement n° 90 de la commission, (comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) : adopté ;

— article 64, ainsi modifié, adopté.

Article 65 : amendement n° 91 de la commission (conférence des chefs d'établissement) : adopté ;

— article 65, ainsi modifié, adopté.

Article 66 : amendement n° 92 de la commission (adaptation des structures des établissements) (p. 6367) ; sous-amendement n° 519 du Gouvernement (de correction) : adopté ; amendement n° 92, ainsi modifié, adopté ;

— article 66, ainsi modifié, adopté.

Article 67 : amendement n° 93 de la commission (abrogation de diverses dispositions) : adopté ;

— article 67, ainsi modifié, adopté.

Article 67 bis-A : amendement n° 94 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé (p. 6368).

Article 68 : amendement n° 95 de la commission (dispositions dérogatoires) : adopté ;

— article 68, ainsi modifié, adopté (p. 6369).

Explications de vote (p. 6369).

Attitude de l'opposition : *Hage (Georges)* (p. 6370) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6370).

Autonomie des universités (disparition de l'—) : *Gantier (Gilbert)* (p. 6369).

Conseil scientifique : *Gantier (Gilbert)* (p. 6369) ; *Foyer (Jean)* (p. 6369).

Démocratisation et modernisation de l'université : *Hage (Georges)* (p. 6370) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6370) ; *Savary (Alain)* (p. 6371).

Mainmise du parti communiste sur l'université : *Gantier (Gilbert)* (p. 6369).

Professionnalisation : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6370) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 6371).

Vote hostile du groupe RPR : *Foyer (Jean)* (p. 6369).

Vote hostile du groupe UDF : *Gantier (Gilbert)* (p. 6369).

Vote positif du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 6370).

Vote positif du groupe socialiste : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6370).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6371).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1983] (p. 6857).

Doctorat : *Savary (Alain)* (p. 6858, 6859).

Objectifs de la réforme : *Savary (Alain)* (p. 6858).

Opposition des universitaires au texte : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6858).

Position de la commission : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 6857).

Premier cycle : *Savary (Alain)* (p. 6858).

Recherche et enseignement : *Savary (Alain)* (p. 6859).

Recours au Conseil constitutionnel : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 6858).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 6859 à 6867).

Explications de vote (p. 6867).

Enseignants-chercheurs : *Gantier (Gilbert)* (p. 6868) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6869).

Position des universitaires : *Galley (Robert)* (p. 6867).

Premier cycle : *Galley (Robert)* (p. 6867).

Recherche : *Hage (Georges)* (p. 6867).

Vote hostile du groupe RPR : *Galley (Robert)* (p. 6867).

Vote hostile du groupe UDF : *Gantier (Gilbert)* (p. 6868).

Vote positif du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 6868).

Vote positif du groupe socialiste : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6868).

Adoption de l'ensemble du projet de loi par scrutin public, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 6868).

6. — **Proposition de loi n° 1547** portant réforme de l'**enseignement supérieur.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 juin 1983 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), éducation nationale.
Professions et activités médicales **7.**
Questions au Gouvernement **540.**

Réforme de l' —

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), éducation nationale.
Lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.).

Enseignement d'une seconde langue dans les lycées techniques.

Voir *Questions orales sans débat* **498.**

Instituts universitaires de technologie.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**

Lycée technique Louis Lumière.

Voir *Questions orales sans débat* **446.**

ENTREPRISES

11. — **Projet de loi n° 765** relatif à la mise en harmonie des **obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés** avec la 4e directive adoptée par le Conseil des communautés européennes le 25 juillet 1978. — *Assemblée nationale* (deuxième lecture), n° **1345.** — Rapporteur : M. Pierre Bourguignon. — Rapport n° **1390** (2 avril 1983). — Discussion le 5 avril 1983. — Adoption avec modifications le 5 avril 1983. — Projet de loi n° **314.**

Sénat (deuxième lecture), n° **211** (1982-1983), dépôt le 6 avril 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Etienne Dailly. — Rapport n° **229** (1982-1983) (13 avril 1983). — Discussion le 14 avril 1983. — Adoption avec modifications le 14 avril 1983. — Projet de loi n° **75** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1427.** — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Bourguignon. — Rapport n° **1435** (20 avril 1983). — Discussion le 21 avril 1983. — Adoption définitive le 21 avril 1983. — Projet de loi n° **342.**

Loi n° 83-353 du 30 avril 1981, publiée au *J.O.* du 3 mai 1983 (p. 1335).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [5 avril 1983] (p. 20).

Commissaires aux comptes (rôle des —) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 21).

Comptes annuels (contenu des —) : *Badinter (Robert)* (p. 21).

Harmonisation des dispositions de la présente loi avec celles de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Bourguignon (Pierre)* (p. 21) ; *Badinter (Robert)* (p. 21).

Discussion des articles [5 avril 1983] (p. 21).

Article 2 : amendement n° 10 du Gouvernement (enregistrement en comptabilité des mouvements « opération par opération et jour par jour ») : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (respect du principe de prudence) : adopté (p. 22) ; amendement n° 2 de la commission (calcul de l'effectif des entreprises) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (précisant que la réévaluation des immobilisations corporelles et financières doit être effectuée en tenant compte de la valeur actuelle des biens) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (précisant que le bilan d'ouverture d'un exercice correspond au bilan de clôture de l'exercice précédent) : adopté ; amendement n° 11 du Gouvernement (respect du principe de prudence) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : amendement n° 8 de la commission (de correction) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 : adopté (p. 23).

Article 6 : amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 7 de M. Marc Lauriol repris par la commission (rôle des commissaires aux comptes) : réservé ;

— article 6 réservé.

Article 9 bis : adopté.

Article 10 : amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté (p. 24).

Article 11 : adopté.

Article 12 : adopté.

Article 12 bis : adopté.

Article 13 : adopté.

Article 14 A : adopté.

Article 14 : adopté.

Article 15 : supprimé par le Sénat.

Article 16 : amendement n° 6 de la commission (de rectification) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (suite) : amendement n° 7 de M. Marc Lauriol repris par la commission, précédemment réservé (p. 25) ; responsabilité des commissaires aux comptes : rejeté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté (p. 26).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 26).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [21 avril 1983] (p. 462).

Champ d'application de la présente loi : *Bourguignon (Pierre)* (p. 463).

Consolidation des comptes des sociétés ayant des filiales : *Bourguignon (Pierre)* (p. 463).

Rédaction de l'article 10 du code de commerce : *Badinter (Robert)* (p. 463).

Discussion des articles [21 avril 1983] (p. 463).

Article 2 : adopté (p. 464).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 464).

12. — Proposition de loi n° 1048 sur la prévention et le traitement des difficultés des entreprises pour assurer la **défense de l'emploi**.. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Gérard Gouzes (1er juillet 1983). — Rapport n° **1872** (8 décembre 1983), commun au projet n° 1578 et aux propositions de loi nos 74 et 1048.

14. — Proposition de résolution n° 1320 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les problèmes actuels des **petites et moyennes entreprises sous-traitantes.** — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.Rapporteur : M. Alain Hautecœur (7 avril 1983) remplacé par M. François Massot (14 avril 1983). — Rapport n° **1478** (5 mai 1983).

15. — Projet de loi n° 1398 relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 6 avril 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Roger-Machart (7 avril 1983). — Rapport n° **1526** (26 mai 1983). — Discussion les 4, 5, 6 juillet 1983. — Adoption le 6 juillet 1983. — Projet de loi n° **446**.

Sénat (première lecture), n° **488** (1982-1983), dépôt le 8 juillet 1983 (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Etienne Dailly. — Rapport n° **50** (1983-1984) (9 novembre 1983). — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. — Rapporteur pour avis : M. Arthur Moulin. — Avis n° **53** (1983-1984) (10 novembre 1983). — Discussion les 15, 16 et 17 novembre 1983. — Adoption le 17 novembre 1983. — Projet de loi n° **24** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1820**, dépôt le 18 novembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Roger-Machart. — Rapport n° **1854** (1er décembre 1983). — Discussion le 5 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 5 décembre 1983. — Projet de loi n° **487**.

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 juillet 1983] (p. 3468-3487).

Associés et actionnaires minoritaires : *Badinter (Robert)* (p. 3470) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3474) ; *Richard (Alain)* (p. 3481) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3484) ; *Vennin (Bruno)* (p. 3497).

Attitude du Gouvernement vis à vis des chefs d'entreprise : *Tranchant (Georges)* (p. 3483) ; *Geng (Francis)* (p. 3488) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3493).

Banques (rôle des —) : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3478) ; *Richard (Alain)* (p. 3481) ; *Bachelet (Pierre)* (p. 3491).

Charges des entreprises : *Badinter (Robert)* (p. 3470) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3473) ; *Wolff (Claude)* (p. 3478) ; *Richard (Alain)* (p. 3481) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3483) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 3492).

Chefs d'entreprises (formation des —) : *Richard (Alain)* (p. 3481).

Commissaires aux comptes (nouveaux rôles des —) : *Badinter (Robert)* (p. 3469-3501) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3473) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3477) ; *Wolff (Claude)* (p. 3479) ; *Richard (Alain)* (p. 3482) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3484) ; *Geng (Francis)* (p. 3489) ; *Micaux (Pierre)* (p. 3495) ; *Vennin (Bruno)* (p. 3497) ; *Koehl (Emile)* (p. 3498) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3500).

Comptabilité prévisionnelle : *Badinter (Robert)* (p. 3470-3501) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3473) ; *Provost (Eliane)* (p. 3475) ; *Cesselin (Jean)* (p. 3476) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3477) ; *Richard (Alain)* (p. 3481) ; *Geng (Francis)* (p. 3489) ; *Micaux (Pierre)* (p. 3495) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3495) ; *Vennin (Bruno)* (p. 3497).

Economie sociale : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3474) ; *Wolff (Claude)* (p. 3479).

Experts-comptables : *Provost (Eliane)* (p. 3476).

Fiscalité des entreprises : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3473) ; *Richard (Alain)* (p. 3481) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3483).

Fonds propres (augmentation des —) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3473) ; *Cesselin (Jean)* (p. 3476) ; *Wolff (Claude)* (p. 3479) ; *Richard (Alain)* (p. 3482) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3495).

Groupements de prévention agréés : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3474) ; *Wolff (Claude)* (p. 3479) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3500) ;

Inadaptation de la législation de 1967 : *Badinter (Robert)* (p. 3468) ; *Vennin (Bruno)* (p. 3497).

Politique industrielle : *Provost (Eliane)* (p. 3475) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3495).

Prévention : *Badinter (Robert)* (p. 3468) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3472) ; *Provost (Eliane)* (p. 3475) ; *Cesselin (Jean)* (p. 3477) ; *Koehl (Emile)* (p. 3498).

Réforme de l'entreprise : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3472) ; *Provost (Eliane)* (p. 3475) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3495) ; *Bachelet (Pierre)* (p. 3499).

Règlement amiable des difficultés des entreprises : *Badinter (Robert)* (p. 3469-3471) ; *Cesselin (Jean)* (p. 3477) ; *Wolff (Claude)* (p. 3479) ; *Richard (Alain)* (p. 3482) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3485) ; *Geng (Francis)* (p. 3488) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3492) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3495) ; *Vennin (Bruno)* (p. 3498) ; *Koehl (Emile)* (p. 3498).

Représentants du personnel et comité d'entreprise (information) : *Badinter (Robert)* (p. 3470) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3474) ; *Provost (Eliane)* (p. 3475) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3477) ; *Wolff (Claude)* (p. 3479) ; *Geng (Francis)* (p 3489) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3491) ; *Micaux (Pierre)* (p. 3495) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3496) ; *Vennin (Bruno)* (p. 3497) ; *Koehl (Emile)* (p. 3498) ; *Bachelet (Pierre)* (p. 3499).

Syndics : *Badinter (Robert)* (p. 3468) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 3472) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3478).

Syndicats (rôle des —) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3491).

Tribunaux de commerce : *Badinter (Robert)* (p. 3468-3501) ; *Roger-Marchart (Jacques)* (p. 3472-3474) ; *Provost (Eliane)* (p. 3475) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3477) ; *Micaux (Pierre)* (p. 3495) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 3496) ; *Bachelet (Pierre)* (p. 3499) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3500).

Discussion des articles [4 juillet 1983] (p. 3501), [5 juillet 1983] (p. 3508, 3526, p. 3549) ; [6 juillet 1983] (p. 3578, 3589).

Chapitre 1er : *capital social des S.A.R.L.*

Article 1er *(augmentation du montant du capital minimum dans les S.A.R.L.)* (p. 3502) ; principe du règlement amiable ; statut des sociétés ; élaboration de documents prévisionnels ; adopté.

Article 2 *(libération échelonnée du capital des S.A.R.L.)* : problème des associés défaillants (p. 3502) ; amendement n° 205 de M. Jean-Paul Charié (cas des entreprises dont le capital social est égal ou supérieur à 500 000 francs) : rejeté ; amendement n° 82 de M. Pascal Clément soutenu par M. Claude Wolff (libération de 2/5e des parts sociales à la souscription) ; amendement n° 1 de la commission (libération de la moitié des parts sociales au moment de la souscription) ; amendement n° 82 : retiré ; amendement n° 1 : adopté ; amendement n° 83 de M. Pascal Clément soutenu par M. Claude Wolff (délai de la libération du capital) : rejeté (p. 3503) ; amendement n° 84 de M. Pascal Clément soutenu par M. Claude Wolff (de conséquence) : retiré ; amendement n° 157 de M. Claude Wolff (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 158 de M. Claude Wolff (de clarification) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 *(évaluation des apports en nature)* : amendement n° 85 de M. Pascal Clément soutenu par M. Claude Wolff (proportion représentée dans le capital par les apports en nature) ; amendement n° 2 de la commission (même objet) ; amendement n° 85 : retiré ; amendement n° 2 : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 66 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean Combasteil (précisant que les dirigeants de sociétés recevant des rémunérations importantes sont tenus d'affecter une partie de celles-ci à l'achat d'actions de la société) (p. 3504) : rejeté.

Avant l'article 4 : amendement n° 159 de M. Claude Wolff (modalités des financements prévisionnels) : rejeté.

Chapitre II : *information comptable et financière.*

Article 4 *(documents prévisionnels de gestion)* (p. 3505) ; problème des seuils ; *article 340-1 de la loi du 24 juillet 1966* : amendement n° 206 de M. Jean-Paul Charié (de suppression) (p. 3508) ; publication des résultats de la gestion prévisionnelle ; responsabilité du chef d'entreprise (p. 3509) ; attitude d'une partie du patronat ; exemple des frères Schlumpf et des frères Willot ; rejeté ; amendement n° 42 de M. Georges Tranchant (seuil fixé pour l'application de cet article) ; rôle des écoles commerciales ; généralisation des méthodes prévisionnelles (p. 3510) ; retiré ; amendement n° 207 de M. Jean-Paul Charié (même objet) : rejeté ; amendement n° 161 de M. Claude Wolff (référence au total du bilan) (p. 3511) ; nécessité de définir précisément les documents qui devront être fournis par les entreprises ; rejeté après rectification ; amendement n° 160 de M. Claude Wolff (de conséquence) : retiré ; amendement n° 101 de M. Claude Wolff (responsabilité du président du conseil d'administration dans l'établissement des documents comptables) (p. 3512) : rejeté ; amendement n° 86 de M. Pascal Clément (obligation pour les gérants d'établir les documents prévus dans le présent article pour une période de six mois) : rejeté (p. 3513) ; amendement n° 87 de M. Pascal Clément (référence aux valeurs d'exploitation) ; refus de contraindre les chefs d'entreprise de dresser en cours d'année des inventaires complets des stocks ; rejeté ; amendement n° 208 de M. Jean-Paul Charié (notice explicative sur l'évolution de l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 162 de M. Claude Wolff (suppression de la référence au plan de financement prévisionnel) (p. 3514) ; amendement n° 102 de M. Claude Wolff (établissement d'un état des perspectives de financement de l'entreprise) ; amendement n° 162 : retiré ; amendement n° 102 : rejeté ; amendement n° 209 de M. Jean-Paul Charié (responsabilité des dirigeants d'entreprise) ; amendement n° 164 de M. Claude Wolff (même objet) (p. 3515) ; impossibilité de demander aux chefs d'entreprise de s'engager sur les prévisions ; amendement n° 164 : retiré ; amendement n° 209 : rejeté ; amendement n° 223 de M. Francis Geng (seuil requis pour l'établissement de documents prévisionnels) (p. 3516) : rejeté ; amendement n° 43 de M. Georges Tranchant (suppression du 2e alinéa du texte proposé pour cet article) ; établissement d'un document sur les actifs circulants ; retiré ; amendement n° 3 de la commission (périodicité des documents) ; sous-amendement n° 163 de M. Claude Wolff (nécessité de tenir compte des impératifs liés aux congés légaux) ; sous-amendement n° 163 : rejeté après rectification ; amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 210 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la référence aux conditions de consolidation pour le calcul des seuils) : rejeté ; amendement n° 103 de M. Claude Wolff (calcul du nombre des salariés de l'entreprise) ; amendement n° 4 de la commission (dispositions relatives aux filiales) (p. 3517) ; amendement n° 103 : rejeté ; amendement n° 4 : adopté ; amendements identiques n° 5 de la commission et n° 224 de M. Francis Geng (cas des petites sociétés réalisant une perte nette comptable excédant un tiers des capitaux propres en fin d'exercice) : adoptés ; *article 340-2 de la loi du 24 juillet 1966* : amendement n° 211 de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 225 de M. Francis Geng (rédaction d'un rapport sur l'évolution de la société) : rejeté (p. 3518) ; amendement n° 212 de M. Jean-Paul Charié (cas des informations pouvant être utilisées par la concurrence aux dépens de la société) ; importance du dispositif de surveillance fondé sur le commissaire aux comptes ; rejeté ; amendement n° 55 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (information du comité d'entreprise) (p. 3519) : adopté ; amendement n° 104 de M. Claude Wolff (de précision) : retiré ; amendement n° 105 de M. Claude Wolff (référence à des observations significatives) : rejeté ; amendement n° 106 de M. Claude Wolff (contenu du rapport annuel du commissaire aux comptes) : rejeté ; amendement n° 56 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (même objet que son amendement n° 55) : adopté ; amendement n° 213 de M. Jean-Paul Charié (communication des documents au comité d'entreprise « pour information ») (p. 3520) ; rejeté ; amendement n° 214 de M. Jean-Paul Charié (avis donné par le chef d'entreprise au comité d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 78 de M. Georges Tranchant (référence au secret professionnel) ; respect de l'obligation de discrétion par les membres du conseil de surveillance et les membres du comité d'entreprise (p. 3521) ; rejeté ; *article 340-3 de la loi du 24 juillet 1966* : amendement n° 215 de M. Jean-Paul Charié (communication des informations au commissaire aux comptes « pour information ») : rejeté ; amendement n° 216 de M. Jean-Paul Charié (référence à un avis du chef d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 217 de M. Jean-Paul Charié (information du comité d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 138 de M. Claude Wolff (secret professionnel auquel sont tenus les membres du comité d'entreprise) : rejeté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté (p. 3522).

Article 5 *(dispositions particulières aux sociétés faisant publiquement appel à l'épargne) : article 341-1 de la loi du 24 juillet 1966* : amendement n° 165 de M. Claude Wolff (suppression du premier alinéa du texte proposé pour cet article) ; amendement n° 166 de M. Claude Wolff (comptes consolidés établis sur la base des normes françaises) ; amendement n° 167 de M. Claude Wolff (distinction entre les titres de placement et de les titres de participation ; amendements n° 165 et n° 166 : retirés ; amendement n° 167 : rejeté (p. 3523) ; amendement n° 218 de M. Jean-Paul Charié (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) ; élaboration d'un rapport commentant les données chiffrées relatives aux chiffres d'affaires et aux résultats de la société au cours du semestre écoulé ; rejeté ; amendement n° 88 de M. Pascal Clément (référence à un rapport trimestriel) : non soutenu ; amendement n° 168 de M. Claude Wolff (élaboration d'un rapport avant la fin du troisième trimestre) (p. 3124), délai de publication du rapport visé par cet article (p. 3526) ; amendement n° 168 : retiré ; amendement n° 248 du Gouvernement (publication du rapport dans les quatre mois suivant le semestre écoulé) : adopté ; amendement n° 89 de M. Pascal Clément soutenu par M. Claude Wolff (distinction entre les résultats courants et les résultats exceptionnels) : rejeté ; amendement n° 219 de M. Jean-Paul Charié (référence aux modalités de publication du rapport semestriel) : retiré ; amendement n° 90 de M. Pascal Clément soutenu par M. Claude Wolff (référence à un rapport trimestriel) : devenu sans objet ; amendement n° 67 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (communication des documents et du rapport au comité d'entreprise) (p. 3527) ; attitude hostile de la majorité vis-à-vis des chefs d'entreprise ; rejeté ; *article 341-2 de la loi du 24 juillet 1966* : amendement n° 169 de M. Claude Wolff (suppression du texte proposé pour cet article) : rejeté ; amendement n° 170 de M. Claude Wolff (modification d'un seuil) : retiré ; amendement n° 68 de M. Louis Maisonnat (communication des documents au comité d'entreprise) : retiré ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *(de coordination avec les dispositions de l'article 5 du présent projet de loi)* : notion de bénéfice (p. 3528) ; adopté.

Article 7 *(information sur les filiales des sociétés non cotées)* amendement n° 107 de M. Claude Wolff (de suppression) : retiré ; amendement n° 6 de la commission (obligation faite aux groupes de rendre compte de l'activité de leurs filiales) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Chapitre III : *contrôle des comptes et procédure de surveillance et d'alerte.*

Section I : *dispositions relatives aux sociétés en nom collectif et aux sociétés en commandite simple.*

Article 8 *(nomination de commissaires aux comptes dans les sociétés de personnes)* (p. 3529) ; cas dans lesquels l'intervention d'un commissaire aux comptes est obligatoire ; nomination du commissaire aux comptes par la justice ; inconstitutionnalité de l'alinéa 2 de l'article 17-1 de la loi du 24 juillet 1966 relatif à la désignation des commissaires aux comptes ; *article 17-1 de la loi du 24 juillet 1966* : amendement n° 44 de M. Georges Tranchant (sociétés tenues de désigner un commissaire aux comptes) (p. 3530) ; amendement n° 226 de

M. Francis Geng (même objet) ; possibilité donnée à un actionnaire de demander par voie de justice la nomination d'un commissaire aux comptes ; amendements : rejetés ; amendement n° 108 de M. Claude Wolff (nomination d'un commissaire aux comptes en justice « pour juste motif » (p. 3531) ; rejeté ; *article 17-2 de la loi du 24 juillet 1966 :* amendement n° 171 de M. Claude Wolff (rédactionnel) : rejeté ; *article 17-3 de la loi du 24 juillet 1966 :* amendement n° 7 de la commission (de correction) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Section II : *dispositions relatives aux sociétés à responsabilité limitée.*

Article 9 *(contrôle des comptes dans les S.A.R.L.)* : (p. 3532) : accroissement considérable des fonctions du commissaire aux comptes dans l'entreprise ; transformation probable de cette profession ; amendement n° 45 de M. Georges Tranchant (sociétés devant désigner un commissaire aux comptes) ; amendement n° 227 de M. Francis Geng (même objet) : rejetés (p. 3533) ; amendement n° 91 de M. Pascal Clément soutenu par M. Claude Wolff (même objet) : rejeté ; amendement n° 220 de M. Jean-Paul Charié (de coordination) : rejeté ; amendement n° 172 de M. Claude Wolff (même objet) : retiré ; amendements identiques n° 109 de M. Claude Wolff et n° 221 de M. Jean-Paul Charié (précisant que la demande de désignation en justice d'un commissaire aux comptes doit répondre à un juste motif) : rejetés ; amendement n° 228 de M. Francis Geng (associés pouvant demander en justice la désignation d'un commissaire aux comptes) (p. 3534) : rejeté ;

— article 9, adopté.

Article 10 *(procédure de surveillance et expertise de minorité dans les S.A.R.L)* : désignation d'experts à la demande d'associés représentant 10 % du capital ; détournement possible des dispositions de cet article par malveillance ; possibilité offerte au ministère public de demander en justice la désignation d'un expert (p. 3535) ; *article 64-1 de la loi du 24 juillet 1966 :* amendement n° 229 de M. Francis Geng (ouverture de la procédure prévue par cet article aux associés représentant au moins le 1/10e du capital social) ; amendement n° 69 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (référence à chaque associé non gérant) : retiré ; amendement n° 229 : rejeté ; amendement n° 92 de M. Pascal Clément (information des partenaires sociaux et des actionnaires) : non soutenu ; amendement n° 230 de M. Francis Geng (même objet) ; amendement n° 92 repris par M. Parfait Jans (p. 3536) ; amendements n° 92 et n° 230 : rejetés ; amendement n° 70 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (information du comité d'entreprise) : retiré ; *article 64-2 de la loi du 24 juillet 1966 :* amendements identiques n° 46 de M. Georges Tranchant et n° 231 de M. Francis Geng (référence aux groupes permanents d'associés ayant une existence juridique) : rejetés (p. 3537) ; amendement n° 222 de M. Jean-Paul Charié soutenu par M. Georges Tranchant (nomination d'un expert pour « juste motif ») : rejeté ; amendement n° 251 de M. Jean-Marie Bockel (prérogatives du ministère public et du comité d'entreprise en matière de désignation d'un expert) (p. 3538) : adopté au scrutin public ; amendement n° 110 de M. Claude Wolff : retiré ; amendement n° 173 de M. Claude Wolff (dispositions relatives aux honoraires des experts) ; amendement n° 174 de M. Claude Wolff (même objet) : rejetés ; amendement n° 64 de M. Georges Tranchant (précisant les personnes auxquelles est adressé le rapport rédigé par les experts) ; amendement n° 175 de M. Claude Wolff (même objet) (p. 3539) ; information des comités d'entreprise ; volonté des comités d'entreprise gérés par le parti communiste de détruire l'entreprise (p. 3540) ; rejetés ; amendement n° 141 de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) ; amendement n° 142 de M. Jean-Paul Charié (transmission du rapport « pour information ») ; rejetés ; amendement n° 232 de M. Francis Geng (suppression de la référence au ministère public) : rejeté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté (p. 3541).

Article 11 *(les commissaires aux comptes dans les S.A.R.L.) :* amendement n° 8 de la commission (de correction) : adopté ; amendement n° 176 de M. Claude Wolff (de clarification) : rejeté ; amendement n° 143 de M. Jean-Paul Charié (personnes ne pouvant être nommées commissaire aux comptes) : rejeté ; amendement n° 9 de la commission (de correction) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Section III : *dispositions communes aux diverses sociétés.*

Article 12 *(modification de l'intitulé de la section VI du chapitre IV du titre 1er de la loi du 24 juillet 1966)* : mauvaise articulation du présent texte avec celui de la loi de 1966 ; adopté (p. 3543).

Article 13 *(constitution de sociétés commerciales de commissaires aux comptes) :* amendement n° 139 de M. Marc Lauriol soutenu par M. Claude Wolff (répartition du capital des sociétés de commissaires aux comptes) ; amendement n° 177 de M. Claude Wolff (qualité des personnes détenant les parts des sociétés de commissaires aux comptes) (p. 3549) ; rejetés ; amendement n° 241 du Gouvernement (précisant que le commissaire aux comptes personne physique exerce sa profession à titre individuel ou dans une seule société) : retiré ; amendement n° 179 de M. Claude Wolff (de précision) ; amendement n° 11 de la commission (possibilité pour les sociétés de commissaires aux comptes d'obtenir des parts dans d'autres sociétés de commissaires aux comptes) ; amendement n° 179 : retiré (p. 3550) ; amendement n° 11 : adopté ; amendement n° 12 de la commission (fonction de direction dans les sociétés de commissaires aux comptes) ; sous-amendement n° 241 du Gouvernement (de précision) ; retiré ; évolution des sociétés de commissaires aux comptes vers des sociétés d'audit ; amendement n° 12 adopté ; amendement n° 180 de M. Claude Wolff (dispositions relatives aux sociétés d'experts-comptables) : rejeté ; amendements identiques n° 13 de la commission et n° 181 de M. Claude Wolff (de correction) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 *(conditions d'exercice des fonctions de commissaires aux comptes)* (p. 3551) — *article 219 de la loi du 24 juillet 1966 :* amendement n° 182 de M. Claude Wolff (existence d'incompatibilités) : rejeté ; *article 219-1 de la loi du 24 juillet 1966* : amendement n° 238 de M. Jean-Paul Charié (composition de la commission régionale d'inscription) : rejeté ; amendement n° 14 de la commission (même objet) (p. 3552) : adopté ; amendement n° 243 du Gouvernement (même objet) : réservé ; amendement n° 15 de la commission (composition de la commission nationale d'inscription) ; amendement n° 47 de M. Georges Tranchant (même objet) ; amendement n° 15 : adopté ; amendement n° 47 : devenu sans objet ; amendement n° 243, précédemment réservé : adopté ; amendement n° 244 du Gouvernement (précisant que la voix du président est prépondérante en cas de partage) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (caractère réglementaire de modalités de désignation des personnes mentionnées dans le présent article) : adopté ; *article 219-3 de la loi du 24 juillet 1966 :* amendement n° 93 de M. Pascal Clément soutenu par M. Claude Wolff (possibilité pour les experts comptables diplômés d'Etat de cumuler les fonctions de commissaire aux comptes et un emploi chez un expert comptable) (p. 3553) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 *(incompabilités relatives à l'exercice des fonctions de commissaire aux comptes dans les sociétés anonymes) :* amendement n° 17 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 183 de M. Claude Wolff (de clarification) : rejeté ; amendement n° 259 de la commission (travaux complémentaires effectués à l'étranger) ; amendement n° 184 de M. Claude Wolff (même objet) (p. 3554) ; amendement n° 259 : retiré ; amendement n° 184 : adopté ; amendement n° 18 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 94 de M. Pascal Clément soutenu par M. Claude Wolff (précisant que les missions annexes d'organisation d'audit ou de supervision de comptabilité ne peuvent être confiées aux commissaires aux comptes) : rejeté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 *(fonctions temporaires interdites au commissaire aux comptes) :* adopté.

Article 17 *(incompatibilité temporaire) :* adopté.

Article 18 *(statut du commissaire aux comptes suppléant : suppression de l'obligation de nommer plusieurs commissaires aux comptes dans certaines sociétés)* (p. 3555) : amendement n° 185 de M. Claude Wolff (de suppression) (p. 3556) : rejeté ; amendement n° 186 de M. Claude Wolff (cas de la récusation) : rejeté ; amendement n° 187 de M. Claude Wolff (durée des fonctions du commissaire aux comptes suppléant) : rejeté ;

— article 18, adopté.

Article 19 *(récusation et révocation des commissaires aux comptes, expertise de minorité et questions écrites dans les S.A.)* : extension des compétences du comité d'entreprise (p. 3557) ; prééminence des actionnaires dans l'initiative d'une récusation (p. 3558) ; protection du commissaire aux comptes contre l'arbitraire ; *article 225 de la loi du 24 juillet 1966* : amendement n° 111 de M. Claude Wolff (demande de récusation en justice) (p. 3559) : rejeté ; amendement n° 144 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la possibilité de récusation donnée au comité d'entreprise) : rejeté ; amendement n° 189 de M. Claude Wolff (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 188 de M. Claude Wolff (fonction du commissaire suppléant) ; amendement n° 190 de M. Claude Wolff (même objet) ; amendement n° 112 de M. Claude Wolff (même objet) : rejetés ; amendement n° 191 de M. Claude Wolff (possibilité pour l'assemblée générale de nommer le nouveau commissaire aux comptes) (p. 3560) : rejeté ; amendement n° 113 de M. Claude Wolff (de conséquence) : retiré ; amendement n° 192 de M. Claude Wolff (désignation du nouveau commissaire aux comptes par le tribunal) : retiré ; *article 226 de la loi du 24 juillet 1966* : amendement n° 233 de M. Francis Geng (possibilité pour les associés de demander la désignation d'un expert par la justice soit individuellement soit en se groupant sous quelque forme que ce soit) : rejeté ; amendement n° 114 de M. Claude Wolff (pouvoir d'enquête et de saisine du ministère public en cas d'irrégularité de gestion) : rejeté ; amendement n° 252 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par Mme Eliane Provost (possibilité pour le comité d'entreprise de demander une expertise) (p. 3561) : rejeté ; amendement n° 234 de M. Francis Geng (précisant que les frais d'expertise sont à la charge du demandeur) : rejeté ; amendement n° 65 de M. Georges Tranchant (personnes auxquelles est adressé le rapport de l'expert) : rejeté ; *article 226-1 de la loi du 24 juillet 1966* : amendement n° 71 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean Combasteil (référence au comité d'entreprise) : retiré ; *article 227 de la loi du 24 juillet 1966* : amendement n° 145 de M. Jean-Paul Charié (suppression d'une référence au comité d'entreprise) (p. 3562) : rejeté ; amendement n° 115 de M. Claude Wolff (compétence de la commission des opérations de bourse) : rejeté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 *(procédure d'alerte)* : risque de porter atteinte au crédit de l'entreprise (p. 3563) ; possibilité pour le commissaire aux comptes d'interroger le président du conseil d'administration ; risque de compromettre la survie de l'entreprise en faisant état publiquement des difficultés de celle-ci (p. 3564) ; importance du nouveau rôle donné au commissaire aux comptes en matière de gestion ; mission d'audit et de certification des comptes (p. 3565) ; ignorance des réalités de l'économie moderne par les députés de l'opposition ; *article 230-1 de loi du 24 juillet 1966* : amendement n° 146 de M. Jean-Paul Charié (possibilité pour le commissaire aux comptes de demander des explications au président du conseil d'administration) (p. 3566) : rejeté ; amendement n° 193 de M. Claude Wolff (de précision) : rejeté ; amendement n° 48 de M. Georges Tranchant (précisant que le commissaire aux comptes demande des explications au président du conseil d'administration sur des faits de nature à compromettre gravement et durablement la continuité de l'exploitation) ; amendement n° 235 de M. Francis Geng (même objet) (p. 3567) : rejetés ; amendement n° 116 de M. Claude Wolff (de correction) : adopté ; amendements identiques n° 20 de la commission et n° 57 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (de correction) ; amendement n° 117 de M. Claude Wolff (de précision) ; amendements n° 20 et n° 57 : adoptés ; amendement n° 117 : satisfait ; amendement n° 118 de M. Claude Wolff (convocation d'urgence d'une assemblée générale) (p. 3568) : adopté ; *article 230-2 de la loi du 24 juillet 1966* : amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 119 de M. Claude Wolff (d'harmonisation) : rejeté ; amendement n° 236 de M. Francis Geng (d'harmonisation) : rejeté ; amendement n° 49 de M. Georges Tranchant (de coordination) (p. 3569) : rejeté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 21 *(honoraires des commissaires aux comptes)* : accroissement des charges des entreprises ; adopté.

Article 22 *(responsabilité des commissaires aux comptes)* : adopté.

Après l'article 22 : amendement n° 72 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean Combasteil (action de nullité contre certaines décisions prises en violation du texte de la présente loi ou de la législation sur les comités d'entreprise) : rejeté.

Chapitre IV : *information comptable, contrôle des comptes, et procédure d'alerte dans les groupements d'intérêt économique et les coopératives.*

Article 23 *(les commissaires aux comptes dans les G.I.E.)* (p. 3570) amendement n° 120 de M. Claude Wolff (d'harmonisation) : retiré ;

— article 23, adopté.

Article 24 *(documents prévisionnels de gestion et procédure d'alerte) : article 10-1 de l'ordonnance du 23 septembre 1967* : amendement n° 121 de M. Claude Wolff (de précision) : retiré ; amendement n° 95 de M. Pascal Clément (modification d'un seuil) : non soutenu ; amendement n° 96 de M. Pascal Clément soutenu par M. Claude Wolff (établissement d'une situation de l'actif et du passif pour une période de six mois) : devenu sans objet ; amendement n° 97 de M. Pascal Clément (référence aux valeurs d'exploitation) : devenu sans objet ; amendement n° 22 de la commission (référence à la périodicité) (p. 3571) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 98 de M. Pascal Clément soutenu par M. Claude Wolff (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 122 de M. Claude Wolff (de précision) : devenu sans objet ; *article 10-3 de l'ordonnance du 23 septembre 1967* : amendement n° 99 de M. Pascal Clément soutenu par M. Jean-Paul Charié (suppression de la possibilité donnée au commissaire aux comptes de demander par écrit des explications aux administrateurs) : rejeté ; amendement n° 123 de M. Claude Wolff (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 124 de M. Claude Wolff (d'harmonisation) : rejeté ; amendement n° 100 de M. Pascal Clément soutenu par M. Jean-Paul Charié (suppression de la référence au rapport spécial établi par le commissaire aux comptes) : rejeté ; *article 10-4 de l'ordonnance du 23 septembre 1967* : amendement n° 125 de M. Claude Wolff (de codification) (p. 3572) : retiré ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 25 *(les commissaires aux comptes dans les sociétés coopératives)* : adopté.

Chapitre IV bis (nouveau) : *dispositions applicables aux autres personnes morales.*

Après l'article 25 : amendement n° 24 de la commission (extension de l'ensemble du dispositif de prévention à des personnes morales de droit privé autres que les sociétés commerciales) ; sous-amendement n° 249 du Gouvernement (de précision) ; sous-amendement n° 239 de M. Claude Wolff (cas des associations n'ayant pas de caractère économique) ; sous-amendement n° 239 : retiré ; sous-amendement n° 249 : adopté (p. 3573) ; amendement n° 24, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 25 de la commission (conditions requises pour que les personnes morales de droit privé soient soumises aux mêmes obligations de gestion prévisionnelle et de suivi de gestion que les sociétés commerciales) ; sous-amendement n° 250 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 25, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 26 de la commission (désignation des commissaires aux comptes) : adopté.

Chapitre V : *règlement amiable.*

Avant l'article 26 : amendement n° 27 de la commission (modifiant l'intitulé de ce chapitre : « groupements de prévention agréés et règlement amiable ») : réservé jusqu'après l'article 29 (p. 3574) ; amendement n° 247 de la commission (possibilité pour toute société commerciale ou toute personne morale de droit privé d'adhérer à un groupement de prévention agréé) ; amendement n° 261 de M. Jacques Roger-Machart (même objet) (p. 3578) ; risques encourus par les petites et moyennes entreprises en raison de la conjoncture ; mission d'un groupement de prévention ; analogie entre les groupements de prévention et les centres de gestion agréés ; rôle de la Banque de France (p. 3579) ; risque de transformer les groupements de prévention en un moyen de surveillance de la gestion des entreprises par l'administration ; octroi d'avantages fiscaux (p. 3580) ; rôle des centres de gestion agréés ; amendement n° 247 : rejeté ; amendement n° 261 : adopté ; amendement n° 254 du Gouvernement (cas des sociétés commerciales n'ayant adhéré ni à un groupement de prévention agréé ni à un centre de gestion agréé et dont les comptes font apparaître une perte nette comptable importante) ; amendement n° 29 de la commission (même objet) (p. 3581) ; amendement n° 254 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 29 devient sans objet.

Article 26 *(règlement amiable)* : nomination d'un conciliateur ; perte des droits de sûreté par les fournisseurs créanciers parties à l'accord ; attitude des banques (p. 3582) ; attitude des syndicats ; amendement n° 30 de la commission (notion d'insuffisance grave de trésorerie, intervention du groupement de prévention agréé, possibilité pour le président du tribunal de commerce de fixer l'indemnisation du conciliateur) (p. 3583) ; sous-amendement n° 245 du Gouvernement (référence à des besoins de trésorerie ne pouvant être couverts par un financement adapté aux possibilités de l'entreprise) ; sous-amendement n° 253 du Gouvernement (personnes pouvant demander le règlement amiable) ; sous-amendement n° 257 de M. Jean-Paul Charié (précisant que le conciliateur pourra appuyer les demandes de différentes procédures faites dans l'intérêt de l'entreprise) ; sous-amendement n° 258 de M. Claude Wolff (donnant au conciliateur la mission d'accélérer les procédures administratives déjà engagées) ; sous-amendement n° 246 du Gouvernement (suppression de la référence à l'indemnisation du conciliateur) ; sous-amendement n° 245 : adopté ; (p. 3584) ; sous-amendements n° 257 et n° 258 : rejetés ; sous-amendement n° 246 : adopté ; amendement n° 30, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 26 ; les amendements n° 148 et n° 149 de M. Jean-Paul Charié, n° 50 de M. Georges Tranchant, n° 150 de M. Jean-Paul Charié, n° 194 et n° 126 de M. Claude Wolff et n° 51 de M. Georges Tranchant deviennent sans objet.

Après l'article 26 : amendement n° 195 de M. Claude Wolff (information du président du tribunal du commerce) : retiré (p. 3585).

Article 27 *(effets du règlement amiable)* : moyens d'investigation dont dispose le conciliateur ; rôle des collectivités locales (p. 3589) ; relations entre le conciliateur, les CODEFI et le CIRI ; déroulement de la « période critique » ; amendement n° 52 de M. Georges Tranchant (conclusions et homologation de l'accord amiable) ; caractère judiciaire de l'acte d'homologation ; rejeté ; amendement n° 151 de M. Jean-Paul Charié (sûretés éventuelles prises pendant la période suspecte) ; amendement n° 196 de M. Claude Wolff (même objet) (p. 3590) ; rejetés ; amendement n° 53 de M. Georges Tranchant (créancier ne faisant pas partie de l'accord amiable) (p. 3591) ; déroulement de la discussion des amendements ; rejeté ; amendement n° 54 de M. Georges Tranchant (suspension des délais impartis aux créanciers parties à l'accord amiable) : rejeté (p. 3592) ; amendement n° 152 de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 260 de M. Claude Wolff (transférant l'article 27 du présent projet de loi après l'article 28) : adopté ;

— article 27, devenu article 28, adopté.

Article 28 *(information du conciliateur)* : amendement n° 197 de M. Claude Wolff (de suppression et de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 153 de M. Jean-Paul Charié (information du président du tribunal de commerce) : retiré ; amendement n° 154 de M. Jean-Paul Charié (obligation faite au président du tribunal de communiquer au conciliateur les renseignements qu'il a obtenus) (p. 3593) : rejeté ;

— article 28, devenu article 27 ; adopté.

Article 29 *(règlement amiable et secret professionnel)* : déontologie des greffiers de tribunaux de commerce ; adopté.

Avant l'article 26 : amendement précédemment réservé (p. 3594) ; amendement n° 27 de la commission (modifiant l'intitulé du chapitre V) : adopté.

Chapitre VI : *modifications du code du travail.*

Article 30 *(attributions des délégués du personnel)* : réservé à la demande de la commission.

Article 31 *(modifications d'une certaine numérotation du code du travail)* : importance des lois Auroux ; adopté.

Article 32 *(droit d'alerte des délégués du personnel)* : amendement n° 32 de la commission (exercice du droit d'alerte lorsque l'absence de comité d'entreprise est due à une carence) (p. 3595) : adopté ; amendement n° 127 de M. Claude Wolff (de précision) : retiré ; amendement n° 128 de M. Claude Wolff (référence à l'expert comptable du comité d'entreprise) : adopté ; amendement n° 129 de M. Claude Wolff (référence au commissaire aux comptes de la société) : rejeté ; amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 130 de M. Claude Wolff (avis de l'expert comptable du comité d'entreprise) : rejeté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 *(information du comité d'entreprise)* : amendement n° 34 de la commission (suppression du dernier alinéa de cet article) (p. 3596) : adopté ; amendement n° 131 de M. Claude Wolff (de conséquence) : retiré ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Article 30, précédemment réservé : amendement n° 31 de la commission (de suppression) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Article 34 *(droit d'alerte du comité d'entreprise)* : amendement n° 79 de M. Georges Tranchant (référence à tout fait de nature à compromettre gravement et durablement la situation de l'entreprise) (p. 3597) : rejeté ; amendement n° 58 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (faits dont le comité d'entreprise a eu connaissance) : adopté ; amendements identiques n° 156 de M. Jean-Paul Charié et n° 198 de M. Claude Wolff (fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation) : rejetés ; amendement n° 132 de M. Claude Wolff (fait de nature à affecter de manière grave la situation de l'entreprise) : retiré ; amendement n° 199 de M. Claude Wolff (référence à la continuité de l'exploitation qui pourra être compromise) : rejeté ; amendement n° 133 de M. Claude Wolff (précisant que le comité d'entreprise doit demander à sa commission économique d'établir un rapport) (p. 3598) : rejeté ; amendement n° 80 de M. Georges Tranchant (transmission des informations au commissaire aux comptes) ; amendement n° 200 de M. Claude Wolff (même objet) ; amendement n° 80 : retiré ; amendement n° 200 : adopté ; amendement n° 134 de M. Claude Wolff (confiant l'établissement du rapport préalable à l'alerte éventuelle, à une délégation de cadres) : rejeté ; amendement n° 135 de M. Claude Wolff (précisant que l'employeur est entendu à sa demande par la commission économique ou la délégation des cadres) : rejeté ; amendement n° 59 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (composition de la commission économique) (p. 3599) : adopté ; amendement n° 60 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (protection des salariés appelés à participer aux travaux de la commission économique contre le licenciement) ; amendement n° 255 du Gouvernement (même objet) (p. 3600) ; amendement n° 255 : retiré ; amendement n° 60 : rejeté ; amendement n° 61 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (de coordination) : adopté ; amendement n° 81 de M. Georges Tranchant (de conséquence) ; amendement n° 201 de M. Claude Wolff (référence à un avis du commissaire aux comptes) : rejetés ; amendement n° 62 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (précisant que la réponse du conseil d'administration doit être écrite) : rejeté ; amendement n° 74 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (octroi d'une heure payée prise sur le temps de travail) (p. 3601) : retiré ; amendement n° 75 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (précisant que le rapport de la commission économique ou du comité d'entreprise est joint au document destiné à l'administration fiscale ou à tout organisme apportant un concours financier à la société) : rejeté ; amendements identiques n° 155 de M. Jean-Paul Charité et n° 202 de M. Claude Wolff (secret professionnel auquel sont tenus les membres du comité d'entreprise) (p. 3602) ; amendement n° 202 : retiré ; amendement n° 155 : rejeté ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 34 : amendement n° 76 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (précisant que le comité d'entreprise est saisi dans un délai de deux mois par la direction avant toute décision de fermeture d'entreprise ou de licenciement collectif) (p. 3603) : rejeté.

Article 35 *(assistance d'un expert comptable)* : amendement n° 136 de M. Claude Wolff (de précision) : retiré ; amendement n° 63 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rédactionnel) : adopté ;

— article 35, ainsi modifié, adopté.

Chapitre VII : *autres mesures d'information.*

Article 36 *(régime de publicité des opérations de crédit-bail)* : adopté.

Article 37 *(délai d'inscription du privilège du trésor)* : adopté.

Article 38 *(délai d'inscription du privilège de la sécurité sociale)* : adopté.

Après l'article 38 : amendement n° 240 de M. Claude Wolff (précisant que toute caution garantissant une créance supérieure ou égale à 50 000 francs doit être établie par un acte authentique) (p. 3604) : retiré.

Article 39 *(information et protection des cautions)* : amendement n° 35 de la commission (suppression d'une distinction entre les créanciers) : adopté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 39 : amendement n° 36 de la commission (de conséquence) : adopté.

Chapitre VIII *: dispositions pénales.*

Article 40 *(coordination avec les dispositions de l'article 430 de la loi du 24 juillet 1966)* : adopté (p. 3605).

Article 41 *(coordination avec les nouvelles dispositions des articles 341 et 341-1 de la loi du 24 juillet 1966)* : adopté.

Article 42 *(entrave au contrôle des experts)* : amendements identiques n° 37 de la commission et n° 327 de M. Francis Geng (non communication volontaire de documents) : adoptés ;

— article 42, ainsi modifié, adopté.

Article 43 *(dispositions de coordination)* : adopté.

Chapitre IX *: dispositions diverses.*

Article 44 *(délai prévu pour l'augmentation du capital des S.A.R.L.)* : amendement n° 38 de la commission (de correction) : adopté ;

— article 44, ainsi modifié, adopté.

Article 45 *(sociétés d'experts comptables inscrites sur la liste des commissaires aux comptes)* : adopté.

Article 46 *(commissaires aux comptes salariés)* : amendement n° 39 de la commission (de correction) : adopté ; amendement n° 203 de M. Claude Wolff (de conséquence) (p. 3606) : retiré ;

— article 46, ainsi modifié, adopté.

Article 47 *(conditions d'application de la présente loi aux banques et aux compagnies d'assurances)* : amendement n° 40 de la commission (référence aux entreprises régies par le code des assurances) : adopté ; amendement n° 41 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 47, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 47 *: amendement n° 204 de M. Claude Wolff (référence aux sociétés coopératives ouvrières de production) : retiré.*

Article 48 *(mise en harmonie des statuts)* : adopté.

Article 49 *(application de la présente loi dans les TOM et à Mayotte)* : adopté.

Article 50 *(entrée en vigueur de la présente loi)* : augmentation des fonds propres (p. 3607) ; nouveau pouvoir des commissaires aux comptes ; amendement n° 77 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (dispositions applicables dès la promulgation de la présente loi) : retiré ;

— article 50, adopté (p. 3608).

Explications de vote.

Abstention du groupe R.P.R : *Tranchant (Georges)* (p. 3610).

Abstention du groupe U.D.F : *Wolff (Claude)* (p. 3610).

Attitude de l'opposition et suspicion de celle-ci vis-à-vis des comités d'entreprise : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3609) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3609).

Consultation du comité d'entreprise : *Wolff (Claude)* (p. 3610).

Vote positif du groupe communiste : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 3609).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3610).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [5 décembre 1983] (p. 5995, p. 6020).

Attitude du Gouvernement vis-à-vis des chefs d'entreprise : *Wolff (Claude)* (p. 5999) ; *Tranchant (Georges)* (p. 5999) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 6000).

Commissaires aux comptes (nouveau rôle des —) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5995-5996) ; *Badinter (Robert)* (p. 5997) ; *Wolff (Claude)* (p. 5998) ; *Tranchant (Georges)* (p. 5999).

Lois Auroux : *Wolff (Claude)* (p. 5998) ; *Tranchant (Georges)* (p. 5999).

Modification du texte par le Sénat : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5995) ; *Provost (Eliane)* (p. 5996) ; *Badinter (Robert)* (p. 5997) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 5997) ; *Tranchant (Georges)* (p. 5999).

Procédure d'alerte : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5995) ; *Provost (Eliane)* (p. 5996) ; *Badinter (Robert)* (p. 5997).

Rapport Huet : *Badinter (Robert)* (p. 5997).

Représentants du personnel et comité d'entreprise : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5995) ; *Provost (Eliane)* (p. 5996) ; *Badinter (Robert)* (p. 5997) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 5997) ; *Wolff (Claude)* (p. 5998) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 6000).

Discussion des articles [5 décembre 1983] (p. 6001).

Article 1er : adopté.

Article 2 supprimé par le Sénat.

Article 3 : adopté.

Article 3 bis : adopté.

Article 4 bis : amendement n° 5 de la commission (de suppression) ; pouvoirs du directoire et du conseil de surveillance ; adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 4 ter : adopté.

Article 5 (p. 6001) : adopté.

Article 8 — *article 17-1 de la loi du 24 juillet 1966 :* désignation d'un commissaire aux comptes ; adopté ; *article 17-2 de la loi du 24 juillet 1966 :* amendement n° 7 de la commission (règle d'incompatibilité entre le gérant d'une société et le mandat de commissaire aux comptes) : adopté (p. 6002) ; amendement n° 8 de la commission (même objet) ; indépendance des commissaires aux comptes ; adopté ; amendement n° 77 du Gouvernement (même objet) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 10 (p. 6003) — *article 64-2 de la loi du 24 juillet 1966 :* amendement n° 9 de la commission (désignation en justice d'un expert à la demande du comité d'entreprise) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (précisant que le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins) : adopté ; amendement n° 69 de M. Claude Wolff (conditions dans lesquelles peut agir le ministère public) ; référence à un faisceau d'indices graves et concordants ; retiré ; amendement n° 11 de la commission (possibilité pour le comité d'entreprise de recevoir le rapport d'expertise demandé par un actionnaire minoritaire ou le ministère public) (p. 6004) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 : amendement n° 12 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 78 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 : supprimé par le Sénat.

Article 12 bis : adopté.

Article 13 (p. 6005) : amendement n° 14 de la commission (proportion du capital détenu par les commissaires aux comptes personnes physiques dans les sociétés qu'ils constituent) ; amendement n° 87 de M. Georges Tranchant (même objet) ; amendement n° 14 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 87 est satisfait ; amendement n° 88 de M. Georges Tranchant (même objet) : retiré ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 (p. 6006) : amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : réservé ; amendement n° 16 de la commission (composition de la commission régionale d'inscription) ; sous-amendement n° 79 du Gouvernement (nomination de professeurs de droit dans cette commission) (p. 6007) ; sous-amendement n° 79 : adopté ; amendement n° 16, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 17 de la commis-

sion (incompatibilité relative aux fonctions de commissaire aux comptes) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (suppression de la référence au serment prêté par les commissaires aux comptes) ; adopté ; amendement n° 15 de la commission précédemment réservé : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 : amendement n° 19 de la Commission (de coordination) ; adopté après rectification ; amendement n° 20 de la commission (de coordination) ; adopté ; amendement n° 80 du Gouvernement (de coordination) (p. 6008) ; adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 : adopté.

Article 17 : amendement n° 21 de la commission (interdisant aux anciens salariés d'une société l'accès au mandat de commissaire aux comptes pendant un délai de 5 ans) ; adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 : amendement n° 22 de la commission (reprise de ses fonctions par un commissaire aux comptes empêché) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (désignation de 2 commissaires aux comptes faisant appel public à l'épargne) ; coût des commissaires aux comptes pour une société (p. 6009) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 : amendement n° 24 de la commission (possibilité pour le comité d'entreprise de demander en justice la récusation d'un commissaire aux comptes) (p. 6010) ; adopté ; amendement n° 70 de M. Claude Wolff (référence au commissaire aux comptes suppléant) ; rejeté ; amendement n° 25 de la commission (possibilité pour les actionnaires minoritaires de se grouper) ; adopté ; amendement n° 71 de M. Claude Wolff (habilitation du ministère public à agir lorsqu'il constate des incidents graves et concordants) ; rejeté ; amendement n° 26 de la commission (possibilité pour le comité d'entreprise de demander au Tribunal de commerce une expertise de minorité) ; adopté ; amendement n° 27 de la commission (rapport d'expertise destiné au comité d'entreprise) ; adopté ; amendement n° 28 de la commission (possibilité pour un commissaire aux comptes de demander à être relevé de ses fonctions) (p. 6011) ; adopté ; amendement n° 29 de la commission (non renouvellement des fonctions du commissaire aux comptes à l'expiration de celles-ci) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 : amendement n° 30 de la commission (de coordination) ; réservé ; amendement n° 31 de la commission (suppression d'une redondance) ; adopté ; amendement n° 32 de la commission (communication de la délibération du conseil d'administration ou de surveillance au comité d'entreprise) ; adopté ; amendement n° 33 de la commission (droit d'alerte du comité d'entreprise) ; adopté ; amendement n° 30 précédemment réservé ; adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté (p. 6012).

Article 22, supprimé par le Sénat : amendement n° 34 de la commission soutenu par M. Marc Lauriol (précisant que le commissaire aux comptes ne peut être tenu responsable des divulgations auxquelles il procède en exécution de sa mission définie par la loi) ; déroulement de la procédure d'alerte ; rôle d'appréciation du commissaire aux comptes : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 24 : amendement n° 35 de la commission (de coordination) ; réservé ; amendement n° 36 de la commission (explication écrite demandée par le commissaire aux comptes aux administrateurs) (p. 6013) ; adopté ; amendement n° 37 de la commission (rôle du comité d'entreprise ou des délégués du personnel dans les G.I.E.) ; adopté ; amendement n° 35 précédemment réservé : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 25 bis : amendement n° 38 de la commission rétablissant l'intitulé du chapitre 4 bis ; adopté ; en conséquence, cet intitulé est ainsi rétablit.

Article 25 bis, supprimé par le Sénat : amendement n° 39 de la commission (extension des dispositions prévues dans le présent projet de loi aux autres personnes morales de droit privé) ; sous-amendement n° 81 du Gouvernement (référence aux personnes morales de droit privé non commerçantes ayant une activité économique) ; sous-amendement n° 86 du Gouvernement (règles propres aux sociétés coopératives agricoles) (p. 6014) ; définition de l'« activité économique » ; problème des sociétés coopératives agricoles (p. 6015) ; sous-amendement n° 81 : adopté ; sous-amendement n° 86 : rejeté amendement n° 39, ainsi modifié, adopté ;

— En conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 25 ter supprimé par le Sénat : amendement n° 40 de la commission (personnes morales de droit privé non commerçantes) ; sous-amendement n° 82 du Gouvernement (référence aux personnes morales de droit privé non commerçantes ayant une activité économique) (p. 6016) ; sous-amendement ; adopté ; amendement n° 40, ainsi modifié : adopté ;

— En conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 25 quater supprimé par le Sénat : amendement n° 41 de la commission (procédure d'alerte appliquée aux personnes morales de droit privé) : adopté ;

— En conséquence cet article est ainsi rétabli.

Après l'article 25 quater : amendement n° 42 de la commission (étendant les dispositions du présent projet de loi aux entreprises publiques) ; amendement n° 1 du Gouvernement (même objet) ; problème des seuils d'application (p. 6017) ; désignation des commissaires aux comptes après avis de la commission nationale d'inscription dans le cas des entreprises publiques (p. 6018) ; désignation du commissaire aux comptes par le ministre chargé de l'économie après avis de la commission nationale d'inscription (p. 6020) ; amendement n° 42 retiré ; amendement n° 1 adopté après rectification ; amendement n° 43 de la commission (entreprise relevant d'une ou plusieurs communes) ; retiré ; amendement n° 2 du Gouvernement (exercice des fonctions du commissaire aux comptes) ; sous-amendements n° 44 et n° 45 de la commission (de coordination) : devenus sans objet ; amendement n° 2 ; adopté ; (p. 6021) ; amendement n° 3 du Gouvernement (documents de gestion prévisionnels établis par les établissements publics et entreprises nationales) ; sous-amendement n° 46 de la commission (de précision) : devenu sans objet ; amendement n° 3 : adopté.

Avant l'article 26 : amendement n° 47 de la commission (de conséquence) ; adopté.

Article 26 A : supprimé par le Sénat : amendement n° 48 de la commission (entreprises pouvant adhérer à un groupement de prévention agréée) ; nécessité pour les groupements de prévention d'avoir une personnalité morale (p. 6022) : adopté ;

— En conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 26 B supprimé par le Sénat : amendement n° 49 de la commission (mesures tendant à redresser la situation des petites entreprises) ; obligation faite aux dirigeants des sociétés connaissant des difficultés de faire un rapport au Tribunal de Commerce ; déclenchement d'une procédure préalable : adopté ;

— En conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 26 : amendement n° 50 de la commission (procédure du règlement amiable) (p. 6023) ; sous-amendement n° 83 du Gouvernement (référence aux dirigeants des entreprises commerciales et artisanales) ; sous-amendement n° 84 du Gouvernement (référence aux dirigeants de toute autre entreprise ayant une activité économique) ; refus d'accepter que le règlement amiable soit rendu applicable à tous commerçants ou artisants ; sous-amendements n° 83 et 84 adoptés ; amendement n° 50 ainsi modifié : adopté ;

— article 26 ainsi modifié, adopté.

Article 27 : adopté.

Article 28 : adopté.

Article 32 : amendement n° 51 de la commission (entreprises n'ayant pas de comité d'entreprise mais des délégués du personnel) (p. 6024) : adopté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 : amendement n° 52 de la commission (information du comité d'entreprise en cas de rapport d'expertise de minorité) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Article 34 : amendement n° 53 de la commission (droit d'alerte du comité d'entreprise) ; sous-amendement n° 72 de M. Claude Wolff (obligation faite au comité d'entreprise d'utiliser son droit d'alerte) ; sous-amendement n° 73 de M. Claude Wolff (établissement du rapport par 2 cadres de l'entreprise choisis en dehors du comité d'entreprise) (p. 6025) ; sous-amendement n° 74 de M. Claude Wolff (possibilité pour l'employeur d'être entendu à sa demande par le comité d'entreprise) ; sous-amendement n° 75 de M. Claude Wolff (avis de l'expert comptable) ; sous-amendements n° 72 et n° 74 retirés ; sous-amendement n° 73 rejeté ; sous-amendement n° 75 adopté après correction ; amendement n° 53, ainsi modifié : adopté ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Article 35 : amendement n° 85 du Gouvernement (rédactionnel) ; possibilité pour le comité d'entreprise de se faire assister d'un expert comptable de son choix ; rejeté ; amendement n° 54 de la commission (limitation de la possibilité de recours à un expert comptable par le comité d'entreprise) (p. 6025) : adopté ;

— article 35, ainsi modifié, adopté.

Article 38 : adopté.

Article 39 : amendement n° 75 de M. Claude Wolff (procédure suivie en matière d'engagement de caution) ; retiré ; amendement n° 55 de la commission (suppression du dernier alinéa de cet article) ; publicité des cautions ; nécessité de codifier les dispositions relatives au régime du cautionnement : adopté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté.

Article 39 bis : supprimé par le Sénat : amendement n° 56 de la commission (rétablissant cet article) : adopté ;

— En conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 41 (p. 6027) ; adopté.

Article 42 : amendement n° 57 de la commission (délit consistant à mettre sciemment obstacle aux travaux des commissaires aux comptes) : adopté ;

— article 42, ainsi modifié, adopté.

Article 43 : adopté.

Article 43 bis : adopté.

Article 44 A : amendement n° 58 de la commission (de suppression) fonctionnement des sociétés dualistes à conseil de surveillance et directoire : adopté ;

— En conséquence cet article est supprimé.

Article 44 B : amendement n° 59 de la commission (de suppression) : adopté ;

— En conséquence cet article est supprimé.

Article 44 C : amendement n° 60 de la commission (de suppression) : adopté ;

— En conséquence cet article est supprimé (p. 6028).

Article 44 D : amendement n° 61 de la commission (de suppression) : adopté ;

— En conséquence cet article est supprimé.

Article 44 E : amendement n° 62 de la commission (de suppression) : adopté ;

— En conséquence cet article est supprimé.

Article 44 F : amendement n° 63 de la commission (de suppression) : adopté ;

— En conséquence cet article est supprimé.

Article 44 G : amendement n° 64 de la commission (de suppression) : adopté ;

— En conséquence cet article est supprimé.

Article 44 H : amendement n° 65 de la commission (de suppression) : adopté ;

— En conséquence cet article est supprimé.

Article 45 : adopté.

Article 46 : adopté.

Après l'article 46 : amendement n° 4 de la commission (abrogation des modes de désignation spéciaux de commissaires aux comptes existant dans certains établissements ou entreprises publiques) ; sous-amendement n° 66 de la commission (de précision) ; devenu sans objet ; amendement n° 4 : adopté.

Article 47 : adopté (p. 6029).

Article 48 : adopté.

Article 48 bis : amendement n° 67 de la commission (de suppression) ; règles relatives au secret professionnel : adopté ;

— En conséquence cet article est supprimé.

Article 49 : amendement n° 68 de la commission (référence aux Territoires d'Outre-mer) : adopté ;

— article 49, ainsi modifié, adopté (p. 6030).

Explications de vote.

Aggravation de la situation des entreprises : *Tranchant (Georges)* (p. 6030) ; *Wolff (Claude)* (p. 6031).

Responsabilité du chef d'entreprise : *Tranchant (Georges)* (p. 6030) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 6031).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 6030).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Wolff (Claude)* (p. 6031).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6031).

16. — Proposition de loi n° 1499 tendant à modifier la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la **sous-traitance.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 11 mai 1983 par M. Marc Lauriol et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

17. — Projet de loi n° 1534 portant diverses dispositions relatives à la **fiscalité des entreprises** et à l'**épargne industrielle.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 26 mai 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget. — Urgence déclarée le 26 mai 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1558** (8 juin 1983). — Discussion le 16 juin 1983. — Adoption le 16 juin 1983. — Projet de loi n° **383.**

Sénat (première lecture), n° **400** (1982-1983), dépôt le 17 juin 1983. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **409** (1982-1983) (21 juin 1983). — Discussion le 23 juin 1983. — Adoption le 23 juin 1983. — Projet de loi n° **156** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1639**, dépôt le 24 juin 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire

Nomination [J.O. *du 29 juin 1983] (p. 1952).*

Bureau [J.O. *du 29 juin 1983] (p. 1953).*

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1651** (28 juin 1983). — Discussion le 28 juin 1983. — Adoption avec modifications le 28 juin 1983. — Projet de loi n° **420.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **447** (1982-1983) (28 juin 1983). — Discussion le 29 juin 1983. — Adoption définitive le 29 juin 1983. — Projet de loi n° **170** (1982-1983).

Loi n° 83-607 du 8 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 9 juillet 1983 (p. 2121).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [16 juin 1983] (p. 2670).

Charges des entreprises : *Tranchant (Georges)* (p. 2672) ; *Anciant (Jean)* (p. 2673) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2673) ; *Delors (Jacques)* (p. 2674).

Création d'un compte pour le développement industriel : *Pierret (Christian)* (p. 2670) ; *Delors (Jacques)* (p. 2671) ; *Tranchant (Georges)* (p. 2672) ; *Anciant (Jean)* (p. 2673) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2674).

Industrie hôtelière et touristique : *Tranchant (Georges)* (p. 2672).

Majoration des valeurs locatives du foncier industriel : *Pierret (Christian)* (p. 2670) ; *Delors (Jacques)* (p. 2671) ; *Anciant (Jean)* (p. 2673) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2673).

Mesures d'exonération fiscale en faveur des entreprises nouvelles : *Pierret (Christian)* (p. 2670) ; *Delors (Jacques)* (p. 2671) ; *Tranchant (Georges)* (p. 2672) ; *Anciant (Jean)* (p. 2673) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2674).

Discussion des articles [16 juin 1983] (p. 2674).

Titre 1er : *exonération d'impôts locaux des entreprises nouvelles.*

Avant l'article 1er : amendement n° 4 de la commission : réservé.

Article 1er *(champ d'application, portée et durée de l'exonération)* (p. 2674) ; risques de voir certaines entreprises détourner les exonérations et d'accroître la pression fiscale des ménages ; amendement n° 5 de la commission (cas d'entreprises industrielles) : adopté ; amendement n° 14 de M. Parfait Jans (liberté des communes en matière d'exonération) ; amendement n° 6 de la commission (même objet) ; amendement n° 14 retiré ; amendement n° 6 adopté ; amendement n° 15 de M. Parfait Jans (supprimant l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe professionnelle) : rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 1er : amendement n° 4 de la commission précédemment réservé (modification rédactionnelle de l'intitulé du titre 1er) : adopté.

Article 2 *(mise en œuvre de la faculté d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe professionnelle)* (p. 2675) ; amendement n° 16 de M. Parfait Jans (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 7 de la commission (référence aux collectivités territoriales et à leurs groupements) ; sous-amendement n° 19 du Gouvernement (cas des groupements de collectivités territoriales disposant d'une fiscalité propre) : adopté ; amendement, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 8 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 *(mise en œuvre de la faculté d'exonération de la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie et pour frais de chambre de métiers)* : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Georges Tranchant (attribution, par le conseil général, de tout ou partie de la taxe professionnelle à des établissements publics ou groupements de communes ayant pour vocation de créer des zones industrielles) : rejeté.

Titre II : *majoration de la valeur locative des bâtiments industriels.*

Article 4 *(majoration de valeur locative des bâtiments industriels)* ; répartition des différentes taxes locales dans le produit de la fiscalité directe locale (p. 2677) ; amendement n° 13 de M. Alain Richard soutenu par M. Jean Anciant (harmonisation des révisions des valeurs locatives du foncier bâti industriel avec la taxe d'habitation) ; intervalle des actualisations ; obsolescence rapide des immeubles industriels (p. 2678) ; réaction d'une partie du patronat à l'égard de la taxe professionnelle ; cas des logements H.L.M ; **rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel (p. 2679) ; amendement n° 20 du Gouvernement (portant le coefficient d'actualisation du foncier bâti industriel de 1,08 à 1,10) ; amendement n° 13 retiré ; amendement n° 20 adopté ; amendement n° 17 de M. Parfait Jans (portant ce taux de 1,08 à 1,12) : retiré ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 4 : amendements identiques n° 11 de la commission et n° 18 de M. Parfait Jans (fixation des taux de la taxe professionnelle) ; amendement n° 18 retiré ; amendement n° 11 rejeté.

Titre III : *comptes pour le développement industriel.*

Article 5 *(création d'un compte pour le développement industriel)* : adopté.

Article 6 *(plafond)* : adopté.

Article 7 *(valeurs mobilières ouvrant droit à l'exonération d'impôt sur le revenu)* : adopté (p. 2680).

Après l'article 7 : amendement n° 2 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Germain Gengenwin (affectant un quota de 30 % de l'épargne collectée aux sociétés de développement régional) : rejeté (p. 2681).

Explications de vote.

Abstention du groupe R.P.R : *Tranchant (Georges)* (p. 2681).

Abstention du groupe U.D.F : *Gengenwin (Germain)* (p. 2681).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2681).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [28 juin 1983] (p. 3303).

Exonération d'impôts locaux pour les entreprises nouvelles : *Pierret (Christian)* (p. 3303) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3303).

Pouvoirs des chambres consulaires : *Pierret (Christian)* (p. 3303).

Pressions fiscales sur les ménages : *Mercieca (Paul)* (p. 3303).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3304).

18. — Proposition de loi n° 1622 interprétative de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la **sous-traitance.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 23 juin 1983 par M. Jean Brocard. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Marc Lauriol (6 octobre 1983), remplacé par M. Jean-Paul Charié (20 octobre 1983).

19. — Proposition de loi n° 1753 tendant à compléter la **composition du comité d'entreprise.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 octobre 1983 par M. Francisque Perrut. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Francisque Perrut (17 novembre 1983).

20. — Proposition de loi n° 1936 tendant à modifier la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la **sous-traitance.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1983 par M. Guy Malandain et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Autofinancement des —

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**

Charges des —

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6, 9.**
Entreprises **15, 17.**
Entreprises publiques **3.**
Lois de finances **7,** discussion générale.
Plan **4, 5.**

Chefs d'—

Voir *Entreprises* **15.**

Création d'—

Voir *Lois de finances* **7** (première partie), article 7.
Plan **4.**

— en difficulté.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**
Entreprises **15.**
Questions au Gouvernement **751.**

Réforme de l'entreprise.

Voir *Entreprises publiques* **3.**

Situation financière des —

Voir *Questions orales sans débat* **476.**

Transferts d'—

Voir *Travail* **13.**

ENTREPRISES PUBLIQUES

1. — Projet de loi n° 1193 relatif aux **transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de

la République (2 avril 1983). — Rapporteur pour avis : M. Michel Suchod (7 avril 1983).

2. — **Proposition de loi n° 1364** sur le rôle des sociétés nationalisées pour l'**industrialisation des départements d'outre-mer.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jean Jarosz (7 avril 1983).

3. — **Projet de loi n° 1375** relatif à la **démocratisation du secteur public.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jean Auroux, ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Coffineau (2 avril 1983). — Rapport n° **1451** (21 avril 1983). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (2 avril 1983). — Rapporteur pour avis : M. Roger Rouquette (7 avril 1983). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (15 avril 1983). — Rapporteur pour avis : M. Vincent Porelli (21 avril 1983). — Discussion le 26, 27, 28 avril 1983. — Adoption le 28 avril 1983. — Projet de loi n° **346.**

Sénat (première lecture), n° **282** (1982-1983), dépôt le 29 avril 1983. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Jean Cherioux. — Rapport n° **362** (1982-1983) (3 juin 1983). — Discussion les 6, 7 et 8 juin 1983. — Adoption le 8 juin 1983. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public ». — Projet de loi n° **127** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1564**, dépôt le 9 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Coffineau. — Rapport n° **1585** (16 juin 1983). — Discussion le 20 juin 1983. — Adoption avec modifications le 20 juin 1983. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public ». — Projet de loi n° **391.**

Sénat (deuxième lecture), n° **407** (1982-1983), dépôt le 21 juin 1983. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Jean Chérioux. — Rapport n° **420** (1982-1983) (22 juin 1983). — Discussion le 24 juin 1983. — Adoption avec modifications le 24 juin 1983. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public ». — Projet de loi n° **160** (1982-1983).

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1953)

Bureau [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1953).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Coffineau. — Rapport n° **1659** (28 juin 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean Chérioux. — Rapport n° **449** (1982-1983) (28 juin 1983) ; la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1643**, dépôt le 24 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Coffineau. — Rapport n° **1667** (29 juin 1983). — Discussion le 29 juin 1983. — Adoption avec modifications le 29 juin 1983. — Projet de loi n° **427.**

Sénat (troisième lecture), n° **463** (1982-1983), dépôt le 29 juin 1983. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Jean Chérioux. — Rapport n° **467** (1982-1983) (29 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption avec modifications le 30 juin 1983. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public ». — Projet de loi n° **173** (1982-1983).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **1686**, dépôt le 30 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Coffineau. — Rapport n° **1703** (30 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption définitive le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **440.**

Saisine du Conseil Constitutionnel, (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 20 juillet 1983 (*J.O.* du 22 juillet 1983) (p. 2267). — Rectificatif (*J.O.* du 31 juillet 1983) (p. 2531). — Articles déclarés non conformes : la 2e phrase de l'alinéa 2 de l'article 4 ; dans le 1er alinéa de l'article 5 les mots « nommés par décret » ; dans l'alinéa 2 de l'article 16 les mots « dont le nombre de salariés est au moins égal à mille ou dont le nombre de cadres est au moins égal à vingt-cinq ».

Loi n° 83-675 du 26 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 27 juillet 1983 (p. 2326).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [26 avril 1983] (p. 563, 583).

Question préalable opposée par M. Charles Millon : *Millon (Charles)* (p. 572 à 575) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 575 à 578) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 578, 579) ; *Coffineau (Michel)* (p. 579, 580) ; rejetée par scrutin public (p. 580).

Absence de dépôt d'amendements par l'opposition : *Coffineau (Michel)* (p. 564).

Absentéisme : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 571, 579).

Administrateurs (durée du mandat des —) : *Rouquette (Roger)* (p. 568).

Administrateurs salariés (rôle des —) : *Coffineau (Michel)* (p. 564) ; *Charzat (Michel)* (p. 588) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 600).

Amélioration des conditions de travail : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 571) ; *Charzat (Michel)* (p. 589) ; *Derosier (Bernard)* (p. 599).

Association capital-travail : *Coffineau (Michel)* (p. 564) ; *Noir (Michel)* (p. 585).

Autogestion : *Coffineau (Michel)* (p. 564) ; *Madelin (Alain)* (p. 590).

Banques (action des —) : *Rouquette (Roger)* (p. 567) ; *Charzat (Michel)* (p. 589) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 592).

Cadoux (entreprise) : *Millon (Charles)* (p. 573).

Candidatures libres : *Millon (Charles)* (p. 574) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 577) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 578) ; *Chomat (Paul)* (p. 584) ; *Noir (Michel)* (p. 585) ; *Madelin (Alain)* (p. 591) ; *Renard (Roland)* (p. 593).

Caractère politique du présent projet de loi : *Millon (Charles)* (p. 574) ; *Noir (Michel)* (p. 585).

Champ d'application du présent projet de loi : *Coffineau (Michel)* (p. 564), *Rouquette (Roger)* (p. 566) ; *Porelli (Vincent)* (p. 569) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 570) ; *Millon (Charles)* (p. 573) ; *Chomat (Paul)* (p. 585) ; *Provost (Eliane)* (p. 592) ; *Renard (Roland)* (p. 593) ; *Le Baill (Georges)* (p. 596) ; *Perrut (Francisque)* (p. 599).

Charbonnages de France : *Metzinger (Charles)* (p. 594) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 601).

Charges des entreprises : *Perrut (Francisque)* (p. 599).

Citoyenneté dans l'entreprise : *Coffineau (Michel)* (p. 564) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 571, 601) ; *Charzat (Michel)* (p. 587) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 596) ; *Natiez (Jean)* (p. 598).

Collège unique : *Renard (Roland)* (p. 593).

Commission consultative : *Rouquette (Roger)* (p. 566) ; *Noir (Michel)* (p. 586) ; *Charzat (Michel)* (p. 587) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 592) ; *Renard (Roland)* (p. 594) ; *Natiez (Jean)* (p. 598) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 600).

Concept de secteur public : *Rouquette (Roger)* (p. 566) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 597).

Conseils d'administration (composition et rôle des —) : *Coffineau (Michel)* (p. 565) ; *Rouquette (Roger)* (p. 566, 567) ; *Porelli (Vincent)* (p. 569) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 570) ; *Millon (Charles)* (p. 574) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 597).

Conseils d'atelier ou de bureau : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 571, 601) ; *Millon (Charles)* (p. 573) ; *Noir (Michel)* (p. 586) ; *Charzat (Michel)* (p. 587) ; *Madelin (Alain)* (p. 590, 591) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 592) ; *Provost (Eliane)* (p. 592) ; *Renard (Roland)* (p. 594) ; *Le Baill (Georges)* (p. 595) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 596) ; *Natiez (Jean)* (p. 597) ; *Frachon (Martine)* (p. 598).

Contrats de plan : *Charzat (Michel)* (p. 588) ; *Le Baill (Georges)* (p. 595).

Coût de la présente réforme : *Millon (Charles)* (p. 573) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 578) ; *Natiez (Jean)* (p. 598).

Crédits d'heures (importance des —) : *Millon (Charles)* (p. 573) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 579, 601) ; *Coffineau (Michel)* (p. 579) ; *Renard (Roland)* (p. 594) ; *Natiez (Jean)* (p. 598).

Démocratisation des conseils d'administration : *Rouquette (Roger)* (p. 566).

Direction (rôle de la —) : *Noir (Michel)* (p. 586) ; *Charzat (Michel)* (p. 588) ; *Le Baill (Georges)* (p. 595).

Droit d'expression politique des salariés dans l'entreprise : *Renard (Roland)* (p. 594).

Encadrement (rôle et statut d'—) : *Coffineau (Michel)* (p. 565) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 570, 571, 601) ; *Millon (Charles)* (p. 574) ; *Charzat (Michel)* (p. 588) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 596).

Entreprises publiques (efficacité des —) : *Coffineau (Michel)* (p. 565) ; *Millon (Charles)* (p. 572) ; *Belogey (Jean-Michel)* (p. 577) ; *Noir (Michel)* (p. 585) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 592) ; *Provost (Eliane)* (p. 592) ; *Renard (Roland)* (p.593) ; *Le Baill (Georges)* (p. 594) ; *Frachon (Martine)* (p. 598) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 601).

Etat (rôle de l'—) : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 576) ; *Noir (Michel)* (p. 586) ; *Charzat (Michel)* (p. 589) ; *Perrut (Francisque)* (p. 599).

Gestion des entreprises publiques : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 577) ; *Chomat (Paul)* (p. 584) ; *Charzat (Michel)* (p. 587).

Haut conseil du secteur public (rapport du —) : *Coffineau (Michel)* (p. 565) ; *Chomat (Paul)* (p. 584) ; *Renard (Roland)* (p. 593).

Inflation et chômage : *Millon (Charles)* (p. 572) ; *Chomat (Paul)* (p. 584).

Instruction civique : *Derosier (Bernard)* (p. 600).

Nationalisations de 1946 et de 1981-1982 : *Coffineau (Michel)* (p. 564) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 576) ; *Beregovoy (Pierre)* (p. 578, 601) ; *Chomat (Paul)* (p. 583) ; *Noir (Michel)* (p. 585) ; *Charzat (Michel)* (p. 587) ; *Madelin (Alain)* (p. 589) ; *Provost (Eliane)* (p. 592) ; *Renard (Roland)* (p. 593) ; *Metzinger (Charles)* (p. 594) ; *Le Baill (Georges)* (p. 594) ; *Perrut (Francisque)* (p. 599).

Nouveaux droits des salariés (lois Auroux) : *Coffineau (Michel)* (p. 565) ; *Rouquette (René)* (p. 566) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 569) ; *Millon (Charles)* (p. 573) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 576) ; *Chomat (Paul)* (p. 583) ; *Noir (Michel)* (p. 585) ; *Madelir (Alain)* (p. 590) ; *Le Baill (Georges)* (p. 594) ; *Natiez (Jean)* (p. 597) ; *Frachon (Martine)* (p. 598) ; *Perrut (Francisque)* (p. 599).

Organisations de consommateurs : *Lecuir (Marie-France)* (p. 600).

« Pouvoir de contestation » : *Beregovoy (Pierre)* (p. 570).

Rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise : *Provost (Eliane)* (p. 592) ; *Frachon (Martine)* (p. 598).

Refus du progrès par l'opposition : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 575).

Représentation des cadres : *Coffineau (Michel)* (p. 565) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 571) ; *Renard (Roland)* (p. 593).

Représentation des salariés au conseil d'administration : *Coffineau (Michel)* (p. 564) ; *Rouquette (Roger)* (p. 568) ; *Porelli (Vincent)* (p. 569) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 570) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 577) ; *Chomat (Paul)* (p. 584) ; *Noir (Michel)* (p. 585) ; *Charzat (Michel)* (p. 587) ; *Madelin (Alain)* (p. 591) ; *Renard (Roland)* (p. 593) ; *Le Baill (Georges)* (p. 595) ; *Natiez (Jean)* (p. 597) ; *Frachon (Martine)* (p. 598) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 600).

Révocation des membres du conseil d'administration et procédure de révocation collective : *Rouquette (Roger)* (p. 568).

Secteur public (rôle du —) : *Porelli (Vincent)* (p. 569) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 570) ; *Derosier (Bernard)* (p. 599).

Sociétés co-détenues : *Rouquette (Roger)* (p. 567).

Sous-traitants (situation des —) : *Millon (Charles)* (p. 572).

Syndicats (rôles des —) : *Porelli (Vincent)* (p. 569) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 570, 601) ; *Millon (Charles)* (p. 574) ; *Noir (Michel)* (p. 585) ; *Charzat (Michel)* (p. 588) ; *Madelin (Alain)* (p. 590) ; *Renard (Roland)* (p. 594) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 597) ; *Natiez (Jean)* (p. 597) ; *Derosier (Bernard)* (p. 599).

Volonté du Gouvernement d'isoler économiquement la France : *Millon (Charles)* (p. 575).

Discussion des articles [26 avril 1983] (p. 606) ; [27 avril 1983] (p. 626, 658, 670) ; [28 avril 1983] (p. 691, 722).

Titre 1er : *champ d'application.*

Article 1er et annexe 1 *(champ d'application de la présente loi et société nationale Elf-Aquitaine)* ; absence du ministre des affaires sociales (p. 606) ; différentes catégories d'entreprises concernées par le présent article ; éventuelle liste des entreprises concernées ; détermination des seuils ; arbitrage du président de la République (p. 607) ; déficit des entreprises du secteur public ; problème des nationalisations rampantes ; amendement n° 102 de M. Alain Madelin (de suppression) (p. 608) ; disposition relative aux conseils d'atelier ; rejeté ; amendement n° 174 de M. Michel Noir (suppression des alinéas relatifs aux filiales et aux sociétés codétenues) ; problème des rétrocessions (p. 609) ; rejeté ; amendement n° 193 de M. Alain Madelein (application du présent projet de loi aux établissements publics, industriels ou commerciaux) ; procédure parlementaire (p. 610) ; présence des militants syndicaux dans les conseils d'administration ; rejeté ; **rappel au règlement** de M. François d'Aubert : droit d'amendement du Gouvernement (p. 611) ; amendement n° 1 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 175 de M. Michel Noir (calcul de l'effectif des entreprises) : rejeté ; amendement n° 2 du Gouvernement (de précision) ; sous-amendement n° 298 de M. Michel Noir (suppression des mots « la majorité de ») ; mauvaise préparation du présent projet de loi (p. 612) ; exclusion du champ d'application de la présente loi des caisses nationales de sécurité sociale ; sous-amendement rejeté ; amendement n° 2 adopté ; amendement n° 216 de M. François d'Aubert (présentation au parlement d'une liste des établissements, entreprises et sociétés concernés par le présent texte) ; amendement n° 215 de M. Michel Noir (communication au parlement d'une liste des entreprises concernées par la présente loi) ; liste des entreprises publiée par le Haut conseil du secteur public ; amendement n° 216 rejeté ; amendement n° 215 adopté ; amendement n° 176 de M. Michel Noir (société Elf-Aquitaine) (p. 613) ; retiré ; amendement n° 3 du Gouvernement : réservé ; amendement n° 34 du Gouvernement (faisant figurer 5 nouvelles sociétés dans l'annexe I) ; sous-amendement n° 353 de M. François d'Aubert (suppression de la référence à Air Inter) ; représentation des pilotes de ligne au conseil d'administration d'Air-Inter ; sous-amendement rejeté ; amendement n° 34 adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement précédemment réservé (de conséquence) : adopté ; amendement n° 177 de M. Michel Noir (cas des sociétés nationales, nationalisées et les sociétés mutuelles) ; problème de sociétés d'économie mixte (p. 614) ; rejeté ; amendement n° 103 de M. Alain Madelin (d'appréciation des critères selon lesquels les sociétés entreront dans le champ d'application de la présente loi) : rejeté ; amendement n° 4 du Gouvernement (cas des sociétés anonymes) : adopté ; amendements n° 218 de M. François d'Aubert et n° 297 de M. Michel Noir (excluant du champ d'application de la présente loi les filiales dans lesquelles la participation est indirecte) : rejetés ; amendement n° 104 de M. Alain Madelin (même objet que son amendement n° 103) (p. 615) ; rejeté ; amendement n° 6 du Gouvernement (durée pendant laquelle l'Etat doit posséder des participations) : adopté ; amendement n° 105 de M. Alain Madelin (seuil d'application de la présente loi) ; amendement n° 178 de M. Michel Noir (même objet) ; amendement n° 220 de M. François d'Aubert (même objet) ; amendement n° 219 de M. Michel Noir (même objet) (p. 616) ; avis du C.N.P.F. sur le seuil d'application de la présente loi ; amendement n° 105 rejeté au scrutin public ; amendement n° 178 rejeté ; amendement n° 220 rejeté ; amendement n° 219 rejeté ; amendement n° 5 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 617) ; amendement n° 107 de M. Alain Madelin (même objet que ses amendements nos 103 et 104) : rejeté ; amendement n° 7 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 106 de M. Alain Madelin (modification du seuil applicable aux sociétés dont le capital est détenu conjointement par l'Etat et ses établissements publics) ; amendement n° 179 de M. Michel Noir (même objet) ; amendement n° 223 de M. Charles Millon (même objet) ; amendement n° 222 de M. Michel Noir (même objet) ; amendement n° 106 rejeté ; amendement n° 179 rejeté ; amendement n° 223 rejeté ; amendement n° 222 rejeté ;

— article 1er et annexe I, ainsi modifiés, adoptés (p. 618).

Après l'article 1er : amendement n° 108 de M. Alain Madelin (entrée ou sortie d'une entreprise du champ d'application de la présente loi) (p. 626) ; éventuelle modification du capital ; non examen des amendements de l'opposition par la commission ; rejeté.

Article 2 *(détermination de la majorité prévue au 4° de l'article 1er du présent projet)* : problème des participations prises par les compagnies financières nationalisées ; amendement n° 180 de M. Michel Noir (de suppression) : retiré ; amendement n° 299 de M. Michel Noir (de conséquence) : retiré (p. 627) ; amendement n° 181 de M. Michel Noir (même objet) : retiré ; amendement n° 8 du Gouvernement (participations prises par les compagnies financières) : adopté ; amendement n° 9 du Gouvernement (action ayant pour but de faciliter le recours des entreprises à l'épargne) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 *(dispositions relatives aux sociétés co-détenues)* : amendement n° 182 de M. Michel Noir (de suppression) : retiré ; amendement n° 300 de M. Michel Noir (de conséquence) : retiré ; amendement n° 183 de M. Michel Noir (même objet) : retiré ; amendement n° 10 du Gouvernement (cas des actions détenues dans le but de faciliter le recours des entreprises à l'épargne) : adopté ; amendement n° 76 de M. Roland Renard (prise en compte des participations détenues par les banques et les établissements financiers) (p. 628) ; cas des filiales de la caisse des dépôts et consignations : rejeté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 : réservé à la demande du Gouvernement.

Après l'article 4 : réserve des amendements n° 12 et n° 78 à la demande du Gouvernement ; amendement n° 36 de la commission (délai de mise en application des mesures de démocratisation lorsqu'une entreprise entre dans le champ de l'application de la présente loi) ; sous-amendement n° 335 de M. Michel Noir (cas des entreprises sortant du champ d'application de la présente loi) ; sous-amendement rejeté ; amendement n° 36 : adopté ; amendement n° 195 de M. Alain Madelin (introduction en bourse ou émission d'actions nouvelles par les sociétés entrant dans le champ d'application de la présente loi) (p. 629) ; nécessité de mobiliser l'épargne au service des entreprises ; retraite complémentaire ; rejeté.

Titre II : *démocratisation des conseils d'administration ou de surveillance.*

Chapitre 1er : *composition et fonctionnement des conseils* : adoption des intitulés du titre II et du chapitre 1er.

Avant l'article 5 : amendement n° 225 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (possibilité d'option en faveur du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou du directoire) : rejeté.

Article 5 *(composition des conseils d'administration ou de surveillance)* (p. 630) : rôle des syndicats ; volonté des travailleurs d'être associés aux décisions engageant l'avenir de l'entreprise (p. 631) ; risque de « parlementarisme économique » ; étatisation rampante ; amendement n° 109 de M. Alain Madelin (de suppression) ; « social — corporatisation » du secteur public (p. 632) ; nombre des membres des conseils d'administration ou de surveillance ; rejeté ; amendement n° 185 de M. Michel Noir (fixant à 12 le nombre des membres du conseil d'administration ou de surveillance) ; statut d'E.D.F. mis au point par Marcel Paul ; (p. 633) ; développement de l'actionnariat populaire ; rejeté ; amendement n° 226 de M. Michel Noir (désignation des personnalités choisies en raison de leurs compétences) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (représentation des consommateurs) : adopté ; amendement n° 110 de M. Alain Madelin (désignation des personnalités qualifiées par le conseil économique et social régional) : rejeté ; amendement n° 111 de M. Alain Madelin (consultation obligatoire d'organismes représentatifs) (p. 634) ; retiré ; amendement n° 113 de M. Alain Madelin (représentation des syndicats aux conseils d'administration) ; incompatibilité entre la fonction de représentant des salariés au conseil d'administration et une fonction syndicale ; rejeté ; amendement n° 112 de M. Alain Madelin (représentation des salariés appartenant à l'entreprise au conseil d'administration) (p. 635) : rejeté ; amendement n° 114 de M. Alain Madelin (modalités de désignation des représentants des salariés) : rejeté ; amendements identiques n° 227 de M. François d'Aubert et n° 115 de M. Alain Madelin soutenus par M. Alain Madelin (désignation des représentants des salariés) : rejetés ; amendement n° 116 de M. Alain Madelin (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 13 du Gouvernement (fixation à 6 du nombre des représentants dans chacune des catégories) : adopté ; amendement n° 117 de M. Alain Madelin (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 38 de la commission (conseil d'administration des banques employant plus de 30 000 salariés) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié et rectifié, adopté (p. 636).

Article 6 : réservé à la demande du Gouvernement.

Après l'article 6 : amendements n° 41, n° 228 et n° 197 : réservés à la demande du Gouvernement ; amendement n° 80 de M. Roland Renard (précisant que toutes les décisions importantes doivent être précédées de la délibération du conseil d'administration) ; amendement n° 40 de la commission (même objet) ; amendement n° 154 du Gouvernement (précisant que le conseil d'administration ou de surveillance délibère avant toute décision relative aux grandes orientations de l'entreprise) ; répartition des pouvoirs entre le conseil d'administration et son président ; nomination des présidents par décret (p. 637) ; contenu de la loi suédoise M.B.L. ; nécessité de ne pas transformer les conseils d'administration en chambres d'enregistrement ; amendement n° 80 : retiré ; amendement n° 40 : rejeté ; amendement n° 154 : adopté ; amendement n° 42 de la commission (moyens dont disposent les membres du conseil d'administration ou de surveillance) (p. 638) ; « fuites » éventuelles dans les conseils d'administration ; adopté ; amendement n° 43 de la commission (mise en œuvre des moyens nécessaires aux administrateurs salariés par le conseil d'administration ou de surveillance) : adopté ; amendement n° 44 de la commission (précisant que les administrateurs ont libre accès à tous les centres, unités ou établissements de la société) ; amendement n° 155 du Gouvernement (précisant que le conseil fixe cas par cas les conditions d'accès de ses membres dans les établissements de l'entreprise) ; sous-amendement n° 360 de M. Louis Moulinet (suppression des mots « cas par cas ») (p. 639) ; opinion du parti socialiste selon laquelle les nationalisations s'accompagnent de la disparition du secret d'entreprise ; amendement n° 44 : rejeté ; sous-amendement n° 360 : adopté ; amendement n° 155, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 45 de la commission (précisant que les contrats sont approuvés par le conseil d'administration ou de surveillance préalablement à leur signature) : devenu sans objet.

Article 7 *(nomination du président du conseil d'administration ou du directoire)* : amendement n° 187 de M. Michel Noir soutenu par M. Jean-Paul Charié (de suppression) ; sort particulier réservé aux entreprises de premier rang ; efficacité du travail du conseil d'administration (p. 640) ; rejeté ; amendement n° 46 de la commission (nomination des présidents des banques nationalisées) : adopté ; amendement n° 229 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 156 du Gouvernement (nomination des présidents des banques filiales d'un groupe nationalisé) : adopté ; amendement n° 74 de la commission de la production et des échanges (nomination d'un vice-président) (p. 641) ; élection éventuelle d'un vice-président salarié ; retiré ; amendement n° 14 du Gouvernement (révocation du président du conseil d'administration ou des membres du directoire) : adopté ; amendement n° 81 de M. Roland Renard (constitution de commissions spécialisées au sein du conseil d'administration ou de surveillance) : retiré ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 *(durée du mandat des administrateurs ou des membres du conseil de surveillance)* : amendement n° 189 de M. Michel Noir (fixant la durée de ces mandats à six ans) ; problème de la limite d'âge des administrateurs ; rejeté ; amendement n° 230 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (limitant le mandat à 5 ans au plus) : rejeté (p. 642) ; amendement n° 190 de M. Michel Noir (précisant que les membres des conseils d'administration ou de surveillance sont rééligibles une fois) : rejeté ; amendement n° 232 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (fixant la limite d'âge à 60 ans) : rejeté ; amendement n° 233 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression de l'alinéa relatif au caractère gratuit du mandat de membre du conseil d'administration ou de surveillance) : rejeté ; amendement n° 192 de M. Michel Noir (suppression de la différence entre les administrateurs représentant l'Etat et les représentants des salariés) : rejeté ; amendement n° 234 de M. François d'Aubert (transmission à la Cour des Comptes du montant des frais exposés par les membres des conseils d'administration ou de surveillance représentant l'Etat) ; suspicion manifestée par l'opposition à l'égard des futurs membres des conseils d'administration (p. 643) ; contenu du poste « cotisations et dons » figurant au bilan des entreprises publiques ; rejeté ; amendement n° 47 de la commission (limitant le nombre des mandats des administrateurs) ; sous-amendement n° 157 du Gouvernement (de précision) ; adopté ; amendement n° 47, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 191 de M. Michel Noir (fixant la limite d'âge des administrateurs à 60 ans) : devenu sans objet ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 *(conditions de révocation individuelle des membres des conseils)* ; attitude des forces de l'ordre vis-à-vis des manifestations estudiantines ; notion de faute grave ; amendement n° 235 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (suppression de la référence à la faute grave) ; garantie d'indépendance des personnalités qualifiées et des administrateurs salariés) ; principe de la confi-

dentialité des délibérations du conseil d'administration (p. 658) ; rejeté ; amendement n° 122 de M. Alain Madelin (suppression de la référence à la faute grave) : rejeté ; amendement n° 123 de M. Alain Madelin (faute grave commise par les administrateurs dans l'exercice de leur mandat) : rejeté ; amendement n° 236 de M. Michel Noir soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la référence à la révocation des représentants des salariés au conseil d'administration et de surveillance) : rejeté ; amendement n° 124 de M. Alain Madelin (représentants des syndicats) : rejeté ; amendement n° 125 de M. Alain Madelin (suppression de la référence de la faute grave) (p. 659) : rejeté ;

— article 9 adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 126 de M. Alain Madelin (dispositions relatives à la cessation de l'appartenance d'un représentant des salariés à l'entreprise) : rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Jean Natiez.

Article 10 *(procédure de révocation collective)* : innovation représentée par le droit de dissolution des conseils d'administration dans le droit français ; caractère anti-démocratique du présent article ; amendements n° 127 de M. Alain Madelin et n° 237 de M. Michel Noir soutenu par M. Emmanuel Aubert (de suppression) (p. 660) ; notion de « dissension grave » ; rejetés ; amendement n° 163 de la commission des lois (révocation collective par décret) ; amendement n° 128 de M. Alain Madelin soutenu par M. François d'Aubert (suppression de la référence aux raisons graves) (p. 661) ; éventuels manquements aux contrats de plan ; éventuels licenciements dans le secteur public (p. 662) ; situation des entreprises nationalisées ; amendement n° 163 adopté ; en conséquence, l'amendement n° 128 devient sans objet ; amendement n° 164 de la commission des lois (de précision) ; déficit du secteur nationalisé : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté (p. 663).

Chapitre II : *Election des représentants des salariés.*

Article 11 *(composition du corps électoral)* ; mise en place d'un monopole syndical ; représentation des cadres ; amendement n° 129 de M. Alain Madelin (de suppression) (p. 664) ; rejeté ; amendement n° 130 de M. Alain Madelin (précisant que les représentants des salariés sont désignés par les organisations syndicales représentatives) ; amendement n° 238 de M. François d'Aubert (répartition des sièges entre les représentants des salariés désignés par les organisations syndicales représentatives) ; amendement n° 303 de M. Michel Noir (élection démocratique des représentants des salariés par l'ensemble des salariés de l'entreprise) ; avantages du collège unique ; amendement n° 130 rejeté ; amendement n° 238 rejeté ; amendement n° 303 rejeté ; amendements identiques n° 15 du Gouvernement et n° 304 de M. Michel Noir (suppression de l'exception relative au représentant des cadres) (p. 665) ; adoptés ; amendement n° 306 de M. Michel Noir (électorat des représentants des salariés) ; cas des maisons mères et des filiales ; rejeté ; amendement n° 305 de M. Michel Noir (même objet) : rejeté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 *(éligibilité des salariés au conseil d'administration)* ; possibilité donnée à certaines personnes d'être éligibles sans être électrices ; cas des permanents syndicaux (p. 670) ; amendements n° 131 de M. Alain Madelin soutenu par M. Francisque Perrut (de suppression) ; rejeté ; amendement n° 307 de M. Michel Noir (précisant que sont éligibles au conseil d'administration les employés satisfaisant aux conditions d'éligibilité exigées des candidats aux conseils municipaux) : rejeté ; amendement n° 132 de M. Alain Madelin soutenu par M. Germain Gengenwin (substituant aux mots « conseil d'administration » les mots « conseil de surveillance ») ; amendements identiques n° 16 du Gouvernement et n° 133 de M. Alain Madelin soutenu par M. Germain Gengenwin (insérant les mots « ou de surveillance » après les mots « conseil d'administration ») ; amendement n° 132 rejeté ; amendements n° 16 et 133 adoptés ; amendement n° 239 de M. François d'Aubert soutenu par M. Francisque Perrut (condition de nationalité française) ; amendement n° 308 de M. Michel Noir (même objet) (p. 671) ; amendement n° 239 rejeté ; amendement n° 308 rejeté ; amendement n° 240 de M. François d'Aubert soutenu par M. Francisque Perrut (suppression de la référence aux filiales d'une entreprise) : rejeté ; amendement n° 241 de M. François d'Aubert soutenu par M. Germain Gengenwin (cas des salariés travaillant ou ayant travaillé « effectivement » dans une des entreprises mentionnées) ; amendement n° 242 de M. François d'Aubert soutenu par M. Germain Gengenwin (même objet) ; amendement n° 241 rejeté ; amendement n° 242 rejeté ; amendement n° 310 de M. Michel Noir (cas des sociétés ayant fusionné) : rejeté ; amendements identiques n° 134 de M. Alain Madelin soutenu par M. Germain Gengenwin, n° 243 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin et n° 311 de M. Michel Noir (suppression des dispositions relatives aux personnes ayant exercé les fonctions de permanent syndical) (p. 672) ; rejetés ; amendement n° 312 de M. Michel Noir (cas d'un salarié exerçant des fonctions de permanent syndical avec suspension du contrat de travail) : rejeté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 *(procédure applicable à l'élection des représentants des salariés dans les conseils d'administration et les conseils de surveillance)* ; caractère anti-démocratique des procédés électoraux prévus ; absence de panachage ; raturage (p. 673) ; amendement n° 135 de M. Alain Madelin soutenu par M. Francisque Perrut (de suppression) : rejeté ; amendement n° 244 de M. François d'Aubert soutenu par M. Germain Gengenwin (précisant que l'élection a lieu au scrutin secret, uninominal) : rejeté ; amendement n° 136 de M. Alain Madelin soutenu par M. Francisque Perrut (élection au scrutin de liste par collège avec représentation proportionnelle au plus fort reste) : rejeté ; amendement n° 82 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Roland Renard (vote sans rature) ; nécessité d'empêcher des manœuvres électorales (p. 674) ; rejeté ; amendement n° 245 de M. Charles Millon soutenu par M. Germain Gengenwin (possibilité du panachage) : rejeté ; amendement n° 83 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Roland Renard (constitution de deux collèges) ; amendement n° 17 du Gouvernement (représentation spécifique des cadres à l'intérieur d'un collège unique) ; sous-amendement n° 48 de la commission (de correction) ; amendement n° 83 retiré (p. 675) ; sous-amendement n° 48 rejeté ; amendement n° 17 adopté après correction ; amendement n° 84 de Mme Muguette Jacquaint (mise en place d'une commission de l'encadrement) : retiré ; amendement n° 313 de M. Michel Noir (suppression de la référence à l'absence de diminution de rémunération consécutive à la participation des salariés au scrutin) : rejeté ; amendements identiques n° 137 de M. Alain Madelin et n° 314 de M. Michel Noir (suppression de l'alinéa relatif aux ratures) : rejetés ; amendement n° 165 de la commission des lois (modification de l'ordre de présentation de la liste par les électeurs) ; amendement n° 18 du Gouvernement (précisant que les candidats sont déclarés élus dans l'ordre de présentation) (p. 676) ; amendement n° 165 rejeté après rectification ; amendement n° 18 adopté après correction ; amendement n° 19 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 50 de la commission (disposition relative aux vacances de sièges) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 13, ainsi rectifié et modifié, adopté.

Article 14 : réservé à la demande de la commission (p. 677).

Article 15 *(représentation des cadres au sein des conseils d'administration)* ; amendements identiques n° 20 du Gouvernement, n° 201 de M. Alain Madelin et n° 320 de M. Michel Noir (de suppression) : adoptés ;

— en conséquence, l'article 15 est supprimé.

Amendements n°s 250, 251 et 252 de M. Charles Millon : devenus sans objet.

Article 16 *(délais relatifs à l'organisation des élections et à la procédure électorale)* : amendement n° 321 de M. Michel Noir (réduction du délai d'un mois à quinze jours) : rejeté après rectification ;

— article 16 adopté.

Article 17 *(contentieux électoral)* : amendement n° 253 de M. Charles Millon soutenu par M. François d'Aubert (compétence du tribunal de grande instance) (p. 678) : rejeté ; amendement n° 52 de la commission (nouvelle élection en cas d'annulation totale des élections) ; sous-amendement n° 75 de la commission de la production (délai d'organisation de nouvelles élections) ; adopté ; amendement n° 52, ainsi modifié : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 *(règles relatives à l'organisation des élections)* : éventuelle réserve de cet article ; amendement n° 202 de M. Alain Madelin

(suppression de la référence à la campagne électorale) ; idéal corporatiste de la C.G.T. (p. 679) : rejeté ;

— article 18 adopté.

Chapitre III : *Statut des représentants des salariés.*

Article 19 *(droits et obligations des représentants des salariés)* ; amendement n° 21 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendements identiques n° 203 de M. Alain Madelin et n° 322 de M. Michel Noir (suppression du second alinéa de cet article) ; contradiction entre le premier et le second alinéas de cet article ; suppression de l'actionnariat ouvrier ; mise en cause par l'opposition de la responsabilité des représentants des salariés (p. 680) ; cas des administrateurs porteurs d'actions ; amendements n° 203 et n° 322 rejetés ; amendement n° 22 du Gouvernement (de codification) : adopté ; amendement n° 23 du Gouvernement (possibilité pour les représentants des salariés de bénéficier de prêts de la société dans le cadre des aides au logement) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 *(gratuité du mandat de représentant des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance et responsabilité des administrateurs salariés)* : responsabilité individuelle des administrateurs salariés ; amendement n° 254 de M. François d'Aubert (transmission annuelle à la cour des comptes du montant des frais exposés par les administrateurs salariés) (p. 682) ; rejeté ; amendements identiques n° 143 de M. Alain Madelin et n° 323 de M. Michel Noir (suppression des deuxième et troisième alinéas de cet article) ; lien de causalité entre la gratuité des fonctions d'administrateur salarié et la responsabilité ; actionnariat ouvrier ; exemple du Crédit lyonnais (p. 683) ; rejetés ; amendement n° 255 de M. Charles Millon (suppression de la référence à l'impossibilité de déclarer les administrateurs salariés solidairement responsables des administrateurs représentant les actionnaires) : rejeté ; amendement n° 256 de M. Michel Noir (suppression du dernier alinéa de cet article) : rejeté ;

— article 20 adopté.

Article 21 *(incompatibilités)* ; rôle des syndicats (p. 684) ; problème du monopole de candidature aux élections professionnelles ; amendement n° 24 du Gouvernement (définition des incompatibilités et suppression de la référence au mandat de conseiller prud'homme) ; sous-amendement n° 88 de Mme Muguette Jacquaint (suppression des mots « toute autre fonction de représentation des intérêts du personnel ») ; sous-amendement n° 363 de M. Michel Noir (maintien de la référence au mandat de conseiller prud'homme) (p. 685) ; nécessité que les représentants élus des salariés ne puissent prendre la tête d'une délégation syndicale pour négocier avec le conseil d'administration) ; sous-amendement n° 88 adopté ; sous-amendement n° 363 rejeté ; amendement n° 24, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 87 de M. Roland Renard (date d'entrée en vigueur des dispositions de cet article) ; confusion des fonctions de représentation et de revendication (p. 686) : rejeté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 21 :amendement n° 25 du Gouvernement (fin du mandat d'administrateur salarié) ; sous-amendement n° 53 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 25, ainsi modifié, adopté.

Article 22 *(révocation des représentants des salariés par décision du président du tribunal de grande instance)* : amendement n° 324 de M. Michel Noir soutenu par M. Charles Millon (révocation des administrateurs salariés dans les mêmes conditions que les autres membres du conseil) : rejeté ; amendement n° 54 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 257 de M. François d'Aubert (autorisation du tribunal de grande instance préalable à la révocation) (p. 687) rejeté ; amendement n° 258 de M. Charles Millon (même objet) : retiré ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Rappel au règlement de M. Alain Madelin.

Article 23 *(crédits d'heures des administrateurs salariés)* : amendement n° 259 de M. Michel Noir (fixation de la durée du crédit d'heures à trente heures par trimestre pour chaque représentant à défaut d'accord) : rejeté (p. 691) ; amendement n° 327 de M. Michel Noir (précisant que le temps accordé aux administrateurs est fonction de l'importance de l'entreprise, des effectifs et du rôle économique de celle-ci) : rejeté ; amendement n° 55 de la commission (temps minimal accordé à chaque délégué) : adopté ; amendement n° 90 de M. Alain Bocquet soutenu par M. Roland Renard (suppression de la référence au maximum) : rejeté ; amendement n° 328 de M. Michel Noir (suppression de l'alinéa précisant que les statuts de l'entreprise fixent les dispositions relatives aux crédits d'heures des représentants des salariés) ; amendement n° 329 de M. Michel Noir (détermination des dispositions relatives aux crédits d'heures des représentants salariés par le conseil d'administration) (p. 692) ; rejetés ; amendements identiques n° 56 de la commission, n° 91 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Roland Renard (précisant que le temps passé par les membres du conseil d'administration ou de surveillance aux séances n'est pas déduit du crédit d'heures) : adoptés ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 *(plan de formation à la gestion des entreprises destiné aux représentants des salariés nouvellement élus)* : amendement n° 144 de M. Alain Madelin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 167 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (mise en place d'un programme de formation) : adopté ; amendement n° 57 de la commission (de précision) : adopté (p. 693) ; amendement n° 92 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis soutenu par Mme Muguette Jacquaint (formation continue des représentants des salariés) : retiré ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 25 *(déroulement de la carrière des administrateurs salariés)* : interdiction faite à l'employeur de prendre en compte l'appartenance du salarié au conseil d'administration lorsque les décisions qu'il prend sont susceptibles d'affecter le déroulement de la carrière de celui-ci ; amendement n° 145 de M. Alain Madelin (de suppression) : retiré ; amendement n° 331 de M. Michel Noir (de simplification) : rejeté ; amendement n° 58 de la commission (modification du contrat de travail d'un administrateur salarié) (p. 694) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 *(licenciement des administrateurs salariés)* : amendement n° 332 de M. Michel Noir (possibilité pour le chef d'entreprise de prononcer la mise à pied immédiate) : rejeté ; amendement n° 261 de M. Charles Millon (autorisation du licenciement par le conseil d'administration) : non soutenu ; amendement n° 262 de M. Michel Noir (suppression du 2e alinéa de cet article) ; rôle de l'inspecteur du travail ; rejeté ; (p. 695) ; amendement n° 146 de M. Alain Madelin (référence à la faute grave) : non soutenu ; amendement n° 263 de M. Charles Millon (même objet) : non soutenu ; amendement n° 333 de M. Michel Noir (de clarification) : rejeté ; amendement n° 334 de M. Michel Noir (même objet) : rejeté ; amendement n° 264 de M. François d'Aubert (suppression des 4e et 5e alinéas de cet article) : non soutenu ; amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 335 de M. Michel Noir (de clarification) : rejeté ;

— article 26, ainsi modifié, adopté.

Article 27 *(sanctions en cas de violation des dispositions prévues à l'article précédent)* : amendement n° 26 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 696) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Titre III : *droits nouveaux des salariés.*

Chapitre Ier : *conseils d'atelier ou de bureau.*

Article 28 *(codification)* ; droit d'expression des salariés ; lien entre la notion de conseil d'atelier et celle d'auto-gestion ; amendements identiques n° 265 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin et n° 357 de M. Michel Noir (de suppression) ; avis du Conseil économique et social (p. 697) ; amendement n° 356 de M. Michel Noir (de conséquence) ; volonté de donner aux travailleurs les moyens de participer à la gestion de l'entreprise (p. 698) ; pas fait vers l'autogestion ; amendements n° 265 et n° 357 : rejetés ; amendement n° 356 : rejeté ;

— article 28, adopté.

Article 29 *(dispositions complémentaires relatives au droit d'expression des salariés)* (p. 699) ; dépassement du taylorisme ; exemple de la S.N.I.A.S. ; pas fait vers l'autogestion ; association des salariés à la réalisation des objectifs sociaux et industriels de l'entreprise ; amendements identiques n° 147 de M. Alain Madelin et n° 358

de M. Michel Noir (de suppression) (p. 700) ; manichéisme de la pensée socialiste ; instauration de pouvoirs parallèles dans l'entreprise ; rôle spécifique de l'encadrement prévu par les lois Auroux (p. 701) ; rejetés ; *article L. 461-4 du code du travail* : amendement n° 267 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (modifiant un seuil d'application) (p. 702) : rejeté ; amendement n° 204 de M. Alain Madelin (mise en œuvre des dispositions prévues pendant les trois années suivant la promulgation de la présente loi) : rejeté ; *article L. 461-5 du code du travail* : amendement n° 268 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 60 de la commission (de précision) ; dispositions relatives au personnel d'encadrement de l'atelier (p. 703) : adopté ; amendement n° 148 de M. Alain Madelin (périodicité des réunions) ; rejeté ; amendement n° 206 de M. Alain Madelin (confiant l'animation des réunions au personnel d'encadrement) ; volonté de la majorité de faire des conseils d'ateliers des organes de contestation de la place des cadres dans l'entreprise (p. 704) ; rejeté ; amendement n° 61 de la commission (périodicité des réunions des conseils d'ateliers) : adopté ; amendement n° 205 de M. Alain Madelin (périodicité des réunions des conseils d'ateliers) ; amendement n° 336 de M. Michel Noir (durée maximum des réunions des conseils d'ateliers) (p. 705) ; amendement n° 205 : rejeté ; amendement n° 336 : rejeté ; amendement n° 62 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 337 de M. Michel Noir (limitant le domaine d'intervention des conseils d'ateliers ou de bureaux aux sujets relatifs au travail dans l'atelier ou le bureau) ; amendement n° 269 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 269 : retiré ; amendement n° 337 : rejeté ; amendement n° 63 de la commission (rôle du personnel d'encadrement dans les conseils d'ateliers ou de bureaux) ; sous-amendement n° 270 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (de précision) (p. 706) ; inquiétude des cadres ; exemple de la Régie Renault ; (p. 707) ; sous-amendement n° 270 : rejeté ; amendement n° 63 : adopté ; *article L. 461-6 du code du travail* : amendement n° 271 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) : rejeté ; amendement n° 338 de M. Michel Noir (suppression de la référence à la définition des unités de travail retenues comme cadre des réunions) : rejeté ; amendement n° 64 de la commission (dispositions portant sur la fréquence et la durée des réunions) (p. 708) : adopté ; amendement n° 207 de M. Alain Madelin (rôle du personnel d'encadrement) ; amendement n° 208 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 65 de la commission (modalités d'association du personnel d'encadrement à l'organisation des réunions) ; sous-amendement n° 272 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (rédactionnel) ; sous-amendement n° 273 de M. Michel Noir (association de l'encadrement à l'animation des réunions) (p. 709) ; amendement n° 207 : rejeté ; amendement n° 208 : rejeté ; sous-amendement n° 273 : rejeté ; sous-amendement n° 272 : rejeté ; amendement n° 65 : adopté ; amendement n° 339 de M. Michel Noir (précisant le rôle du personnel d'encadrement dans les réunions) : rejeté ; amendement n° 168 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (modalités de participation des salariés travaillant en équipe successive) : adopté ; (p. 710) ; amendement n° 66 de la commission (précisant le rôle et la compétence des conseils d'ateliers ou de bureaux) ; sous-amendement n° 274 et n° 275 de M. Charles Millon soutenus par M. Alain Madelin (rédactionnels) ; amendement n° 340 de M. Michel Noir (rôle des conseils d'ateliers ou de bureaux) : retiré ; application des programmes d'activité ; sous-amendement n° 274 : rejeté ; sous-amendement n° 275 : adopté ; amendement n° 66, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 341 de M. Michel Noir (cas d'un programme d'activité ou d'investissement intéressant plusieurs ateliers ou bureaux) (p. 711) : rejeté ; amendement n° 342 de M. Michel Noir (précisant qu'au sein des conseils d'ateliers ou de bureaux seuls s'expriment les salariés de l'atelier ou du bureau concerné) : rejeté ; amendement n° 276 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la référence aux liaisons entre deux réunions avec la direction de l'entreprise) ; information des représentants du personnel ; rejeté ; (p. 712) ; amendement n° 278 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (liaisons entre deux réunions avec le responsable hiérarchique du bureau ou de l'atelier) ; refus de court-circuiter la hiérarchie ; rejeté ; amendements identiques n° 67 de la commission et n° 277 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (information de la direction et des institutions élues de représentants du personnel) : adoptés ; amendement n° 68 de la commission (de clarification) ; amendement n° 279 de M. Michel Noir (rôle du responsable hiérarchique ou opérationnel du bureau ou de l'atelier) ; amendement n° 280 de M. Michel Noir (rôle de l'encadrement) ; amendement n° 68 : adopté ; en conséquence, amendements n° 279 et n° 280 : deviennent sans objet ; amendement n° 209 de M. Alain Madelin (caractère non obligatoire de la participation aux réunions du conseil d'atelier ou de bureau) (p. 713) ; intégration du conseil d'atelier au processus de travail ; rejeté ; amendement n° 159 du Gouvernement (précisant que les accords peuvent prévoir la possibilité de donner aux conseils d'atelier ou de bureau des responsabilités portant sur d'autres domaines de compétences) : adopté ; *article L. 461-7 du code du travail* : amendement n° 281 de M. Michel Noir (de suppression) (p. 714) : rejeté ; amendement n° 343 de M. Michel Noir (rapport annuel sur l'activité des conseils d'atelier ou de bureau) : retiré ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Chapitre II : *droits syndicaux.*

Article 30 *(ajoutant une section IV à l'article L. 412-21 du code du travail : dispositions complémentaires relatives à l'exercice du droit syndical dans les entreprises du secteur public)* : hostilité du groupe U.D.F. à l'octroi d'avantages syndicaux ; méthode de la « carte forcée » ; amendements identiques n° 210 de M. Alain Madelin et n° 282 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) (p. 715) : rejetés ; *article L. 412-22 du code du travail* : amendement n° 69 de la commission (caractère complémentaire des dispositions de la section IV) : adopté ; *article L. 412-23 du code du travail* : amendement n° 211 de M. Alain Madelin (suppression des mots « dans l'entreprise ») : rejeté ; amendement n° 283 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 149 de M. Alain Madelin (suppression des six derniers alinéas du texte proposé pour cet article) ; maintien de la liberté contractuelle ; rejeté ; amendement n° 284 de M. Michel Noir retiré ; amendement n° 286 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin et n° 344 de M. Michel Noir (suspension du 2° du texte proposé pour cet article) (p. 716) : rejeté ; amendement n° 150 de M. Alain Madelin (exercice des fonctions de permanent au sein de l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 287 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (réintégration dans un emploi équivalent) : rejeté ; amendement n° 70 de la commission (possibilité pour les membres des sections syndicales représentatives de s'absenter sans perdre de rémunération) ; sous-amendement n° 285 de M. Michel Noir (absence pour participer aux réunions statutaires de leurs organes dirigeants) (p. 717) ; adopté après rectification ; amendement n° 70, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 288 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression du 3° du texte proposé pour cet article) : retiré ; amendement n° 289 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (réunions syndicales statutaires) : rejeté ; amendements identiques n° 212 de M. Alain Madelin et n° 290 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression de l'alinéa relatif à la collecte des cotisations syndicales) (p. 718) : rejetés ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 30 : amendement n° 94 de Mme Muguette Jacquaint (droit d'expression politique dans les entreprises du secteur public) : retiré ; problème de la « carte forcée » ; double-jeu du parti communiste (p. 719).

Chapitre III : *comités d'entreprises.*

Article 31 *(extension des attributions économiques du comité d'entreprise)* : amendement n° 95 de M. Georges Hage soutenu par M. Jean Combasteil (pouvoir de proposition du comité d'entreprise en ce qui concerne l'utilisation des fonds collectés au titre du 1 % logement) (p. 722) : retiré ;

— article 31 : adopté.

Article 32 *(plan de formation de l'entreprise)* ; contenu du plan ; exemple du service public de l'éducation nationale ; amendement n° 291 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (avis concernant la politique de formation) : rejeté ; amendement n° 169 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (avis du conseil de surveillance) : adopté ; amendement n° 292 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la dernière phrase du second alinéa de cet article) (p. 723) ; détail du programme d'actions ;

rejeté ; amendements identiques n° 213 de M. Alain Madelin et n° 293 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression de la référence au service public de l'éducation) : rejetés ; amendement n° 294 de M. Michel Noir (suppression de la référence à la collaboration dans le domaine de la recherche scientifique et technique) ; caractère trop détaillé du présent article : rejeté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 *(modifiant la composition de la délégation du comité d'entreprise auprès du conseil d'administration ou de surveillance)* : amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 33 : amendement n° 97 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de la référence à l'accord du comité d'entreprise en matière d'entrée de personnalités extérieures dans l'entreprise) (p. 724) ; attitude des syndicats ; retiré (p. 725).

Titre IV *: dispositions diverses.*

Article 34 *(instituant les commissions consultatives)* : amendements identiques n° 151 de M. Alain Madelin et n° 295 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (de suppression) ; rôle de la commission consultative ; caractère facultatif de la création de cette commission ; rejetés ; amendement n° 345 de M. Michel Noir (institution des commissions consultatives à l'initiative du chef d'entreprise) (p. 726) : rejeté ; amendement n° 346 de M. Michel Noir (composition de la commission) ; amendement n° 170 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (constitution de la commission consultative à la demande du conseil municipal de la commune ou du comité d'établissement ou d'entreprise) ; amendement n° 170 : retiré ; amendement n° 346 : rejeté ; amendement n° 152 de M. Alain Madelin (possibilité pour un représentant du conseil général de siéger au sein de la commission consultative) : rejeté (p. 727) ; amendement n° 27 du Gouvernement (représentation des conseils généraux des cantons concernés par l'activité de l'entreprise) ; sous-amendement n° 98 de M. Roland Renard (présence du député de la circonscription) ; amendement n° 27 : retiré ; en conséquence, sous-amendement n° 98 : devenu sans objet ; amendement n° 171 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (suppression des mots « assisté de collaborateurs choisis par lui ») ; cotisations versées par les entreprises publiques au C.N.P.F. ; déroulement du débat au sein de la commission consultative (p. 728) ; amendement n° 171 : retiré par le rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, repris par M. Michel Noir : rejeté ; amendements identiques n° 153 et n° 347 de M. Michel Noir (harmonisation des actions culturelles et sociales) : rejetés ;

— article 34, adopté.

Article 35 *(maintien des dispositions législatives conventionnelles ou statutaires en vigueur auxquelles sont soumises les entreprises publiques)* : actionnariat ouvrier ; amendements identiques n° 214 de M. Alain Madelin et n° 348 de M. Michel Noir (de suppression) (p. 729) ; exemple de la S.N.I.A.S. et de la S.N.E.C.M.A. ; rejetés ; amendement n° 99 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Paul Chomat (cas des situations conventionnelles ou statutaires plus favorables) : rejeté ; amendement n° 72 de la commission (précisant que les entreprises publiques favorisent la liberté d'expression des salariés notamment par la liberté d'affichage) ; risque de représentation des partis politiques dans l'entreprise ; adopté ; amendement n° 28 du Gouvernement (d'harmonisation) (p. 730) : adopté ; amendement n° 160 du Gouvernement (modalités de participation des salariés des houillères de bassin à l'élection des représentants des salariés au conseil d'administration des Charbonnages de France) : adopté ; amendement n° 161 du Gouvernement (élection des représentants des salariés au conseil d'administration d'E.D.F.-G.D.F.) ; adopté ;

— article 35, ainsi modifié, adopté.

Article 36 : réservé à la demande du Gouvernement.

Article 37 *(négociations préalables à la mise en œuvre de certaines dispositions)* : amendement n° 296 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (négociation engagée dans un délai de six mois) : adopté ;

— article 37, ainsi modifié, adopté.

Article 38 *(sortie du champ d'application de la présente loi)* (p. 731) : amendement n° 351 de M. Michel Noir (rédactionnel) ; amendement n° 33 du Gouvernement (précisant que lorsqu'une entreprise sort du champ d'application de la présente loi les dispositions de celle-ci cessent de s'appliquer au bout de 24 mois consécutifs) ; sous-amendement n° 359 de M. Alain Madelin (substituant à la durée de 24 mois une durée de 12 mois) ; amendement n° 351 : rejeté ; sous-amendement n° 359 : rejeté ; amendement n° 33 : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 38.

Article 39 *(rapport annuel adressé au Parlement)* : adopté.

Article 4 et annexes II et III (précédemment réservés) : dispositions relatives à certains organismes spécifiques (p. 732) ; précisions relatives au champ d'application de la présente loi ; divergences à l'intérieur du parti socialiste ; problème des travailleurs de l'Etat ; secteur de la fabrication d'armements (p. 733) ; amendement n° 184 de M. Michel Noir (précisant le champ d'application de la présente loi) ; problème des seuils ; retiré ; amendement n° 364 du Gouvernement (modifiant le champ d'application de la présente loi) ; sous-amendement n° 369 de M. Alain Madelin (représentation des cadres) ; sous-amendement n° 370 de M. Alain Madelin (contenu du décret mentionné au second alinéa de cet amendement) (p. 734) ; sous-amendements n° 369 et n° 370 : rejetés ; amendement n° 364 : adopté ; en conséquence, les amendements n° 194 de M. Alain Madelin et n° 35 de la commission : deviennent sans objet ; amendement n° 325 de M. André Duroméa (exclusion des ports autonomes de l'annexe II) ; monopole exercé par la C.G.T. sur le port de Marseille ; retiré ; amendement n° 354 du Gouvernement (complétant l'annexe II par une référence à la SEMMARIS) : adopté ; amendement n° 301 de M. Michel Noir (suppression de la référence à la Banque de France) (p. 735) : rejeté ; amendement n° 326 de M. André Duroméa (intégrant les ports autonomes à l'annexe III) : devenu sans objet ; amendement n° 224 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (complétant l'annexe III par le Théâtre National de l'Opéra de Paris) : rejeté ;

— article 4 et annexes II modifiée et III : adoptés.

Après l'article 4 : amendements identiques précédemment réservés n° 12 du Gouvernement et n° 78 de M. Alain Bocquet (calcul des effectifs) : adoptés.

Article 6 précédemment réservé : composition des conseils d'administration ou de surveillance ; représentation des salariés dans les filiales ; amendement n° 186 de M. Michel Noir (composition des conseils d'administration) (p. 736) ; rejeté ; amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 196 de M. Alain Madelin (rédactionnel) ; amendement n° 39 : adopté ; en conséquence, amendement n° 196 : devenu sans objet ; amendement n° 365 du Gouvernement (représentation des salariés au conseil d'administration) ; sous-amendement n° 367 de M. Michel Charzat soutenu par Mme Marie-Josèphe Sublet (cas des banques nationalisées) ; sous-amendement n° 368 de M. Paul Chomat (nombre de représentants élus dans les conseils d'administration des entreprises dont l'effectif est compris entre 200 et 1 000 salariés) ; attitude de M. Alain Madelin ; principe de la représentation des salariés dans les conseils d'administration ; cas des banques (p. 737) ; distinction relative aux filiales ; représentation des cadres (p. 738) ; difficultés de l'ex-banque Rothschild ; sous-amendement n° 367 : adopté ; sous-amendement n° 368 : rejeté ; amendement n° 365, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, les amendements n° 118, n° 119, n° 120 et n° 121 de M. Alain Madelin : deviennent sans objet ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Rappel au règlement de M. Alain Madelin.

Après l'article 6 : amendement n° 41 de la commission précédemment réservé (réunion du conseil d'administration ou de surveillance en séance ordinaire) (p. 739) : adopté après rectification ; amendement n° 228 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (responsabilité des administrateurs) : rejeté ; amendement n° 197 de M. Alain Madelin (représentation spécifique des salariés au titre de l'actionnariat du personnel) : rejeté.

Article 14 *(règles de présentation des candidatures)* : nécessité de développer l'actionnariat ; constitution des listes ; amendements identiques n° 138 de M. Alain Madelin et n° 246 de M. Michel Noir (de suppression) : rejetés (p. 740) ; amendement n° 315 de M. Michel

Noir (précisant que les listes des candidats présentés au suffrage des salariés sont libres) ; amendement n° 139 de M. Alain Madelin (précisant que les listes comportent deux fois plus de candidats qu'il y a de sièges à pourvoir) ; amendement n° 315 : rejeté ; amendement n° 139 : rejeté ; amendement n° 85 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Paul Chomat (nombre de noms devant figurer sur les listes) : retiré ; amendements identiques n° 140 de M. Alain Madelin et n° 247 de M. Charles Millon soutenu par M. Alain Madelin (suppression du parrainage syndical obligatoire) : rejetés ; amendement n° 166 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (programmes d'orientation) : adopté ; amendement n° 248 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (suppression du monopole de candidatures) : rejeté ; amendement n° 198 de M. Alain Madelin (nécessité de recueillir un certain nombre de signatures pour présenter une liste) ; amendement n° 199 de M. Alain Madelin (même objet) (p. 741) ; amendement n° 200 de M. Alain Madelin (même objet) ; amendement n° 86 de M. Roland Renard soutenu par M. Paul Chomat (nécessité de recueillir la signature d'une ou plusieurs organisations syndicales représentatives au plan national) ; sous-amendement n° 361 de M. Michel Noir (organisations représentatives dans l'entreprise) ; amendement n° 198 : rejeté ; amendement n° 199 : rejeté ; amendement n° 200 : rejeté ; sous-amendement n° 361 : rejeté ; amendement n° 86 : adopté ; amendement n° 141 de M. Alain Madelin (nécessité de recueillir la signature d'au moins 10 % des salariés de l'entreprise) (p. 742) ; rejeté ; amendement n° 316 de M. Michel Noir (nécessité de recueillir la signature de la section syndicale d'entreprise d'une ou plusieurs organisations syndicales représentatives au plan national) : rejeté ; amendements identiques n° 158 du Gouvernement et n° 142 de M. Alain Madelin (suppression du 6e alinéa de cet article) : adoptés ; amendement n° 249 de M. François d'Aubert soutenu par M. Alain Madelin (possibilité de recueillir la signature de 5 % du corps électoral de l'entreprise) ; amendement n° 317 de M. Michel Noir (possibilité de recueillir la signature de la section syndicale d'entreprise d'une ou plusieurs organisations syndicales) ; amendement n° 249 : rejeté ; amendement n° 317 : rejeté ; amendement n° 318 de M. Michel Noir (possibilité de recueillir la signature de 10 % du personnel) ; amendement n° 51 de la commission (possibilité de recueillir la signature de délégués du personnel, de membres des comités d'entreprise ou d'établissement) ; sous-amendement n° 362 de M. Michel Noir (de précision) (p. 743) ; amendement n° 318 : rejeté ; sous-amendement n° 362 ; rejeté ; amendement n° 51, adopté ; amendement n° 319 de M. Michel Noir (rédactionnel) : rejeté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 36 *(date de mise en application de la présente loi)* : amendement n° 349 de M. Michel Noir (fixation de cette date au 31 décembre 1984) ; amendement n° 366 du Gouvernement (fixation de cette date au 30 juin 1984) ; sous-amendement n° 371 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (précisant que les dispositions du titre II de la présente loi sont d'ordre public) ; amendement n° 349 : rejeté ; sous-amendement oral de la commission (insérant les mots « de la société mère » après les mots « le conseil d'administration ou de surveillance) (p. 744) ; sous-amendement oral : adopté ; amendement n° 366, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 172 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (même objet que son sous-amendement n° 371) : devenu sans objet ; amendement n° 29 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendements identiques n° 173 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République et n° 350 de M. Michel Noir (suppression du dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 30 du Gouvernement (dépassement des délais) : retiré ; amendements n° 173 et n° 350 : adoptés ; amendement n° 162 du Gouvernement (dispositions relatives au conseil d'administration de la S.N.C.F.) : adopté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté ; (p. 745).

Explications de vote.

Conseils d'atelier : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 745) ; *Madelin (Alain)* (p. 746).

Critiques et réserves émises par le groupe communiste : *Jacquaint (Muguette)* (p. 746).

Encadrement : *Noir (Michel)* (p. 747).

Rôle des organisations syndicales : *Madelin (Alain)* (p. 746) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 747).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Noir (Michel)* (p. 747).

Vote hostile au groupe U.D.F. : *Madelin (Alain)* (p. 746).

Vote positif au groupe communiste : *Jacquaint (Muguette)* (p. 746).

Vote positif du groupe socialiste : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 745).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 747).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 juin 1983] (p. 2838).

Autogestion : *Coffineau (Michel)* (p. 2838).

Champ d'application de la loi : *Coffineau (Michel)* (p. 2838) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 2839) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 2839).

Commissions consultatives : *Coffineau (Michel)* (p. 2838) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 2840) ; *Renard (Roland)* (p. 2840).

Conseils d'administration (composition des —) : *Coffineau (Michel)* (p. 2838) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 2839) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 2840) ; *Renard (Roland)* (p. 2840).

Droits nouveaux des salariés : *Coffineau (Michel)* (p. 2838) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 2839).

Nationalisations (extension des —) : *Coffineau (Michel)* (p. 2838) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 2839) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 2839).

Syndicats (rôle des —) : *Godfrain (Jacques)* (p. 2840).

Discussion des articles [20 juin 1983] (p. 2841).

Avant l'article 1er : amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 1er et annexe I : cas de Thomson-C.S.F. ; amendement n° 1 de M. Roland Renard (communication au Parlement de la liste des entreprises concernées à la date de la promulgation de la loi) : retiré (p. 2841) ; amendement n° 87 de M. Michel Noir (inclusion dans le champ d'application de la loi des sociétés nationales et nationalisées y compris les sociétés mutuelles) ; amendement n° 17 de la commission (élargissement du champ d'application de la loi) ; notion d'entreprise nationale ; sous-amendement n° 88 de M. Michel Noir à l'amendement n° 17 de la commission (substituant au chiffre « 200 » le chiffre « 1 000 » à la fin du 2e alinéa de cet amendement) (p. 2842) ; amendement n° 87 : rejeté ; sous-amendement n° 88 : rejeté ; amendement n° 17 : adopté ; amendement n° 18 de la commission (intégrant la société Elf-Aquitaine dans l'annexe I) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (intégrant Air-Inter dans l'annexe I) : adopté ; amendement n° 107 de Mme Marie-Josèphe Sublet (intégrant Thomson-C.S.F. dans l'annexe I) : retiré ;

— article 1er et annexe I, ainsi modifiés, adoptés.

Article 2 supprimé par le Sénat : amendement n° 20 de la commission (retour au texte adopté en première lecture) : adopté ;

— L'article 2 est ainsi rétabli.

Article 3 supprimé par le Sénat : amendement n° 21 de la commission (retour au texte adopté en première lecture) : adopté ;

— L'article 3 est ainsi rétabli.

Article 4 et annexes II et III supprimés par le Sénat (p. 2843) : amendement n° 22 de la commission (exclusion de certains établissements publics et de sociétés du champ d'application du chapitre 1er du titre II ou de l'ensemble du titre II) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (rétablissant l'annexe II) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (rétablissant l'annexe III) ; sous-amendement n° 89 de M. Michel Noir (supprimant la Banque de France de l'annexe III) ; sous-amendement n° 95 du Gouvernement (complétant l'annexe III par le groupe Matra et ses filiales) ; présence des salariés dans les conseils d'administration (p. 2844) ; sous-amendement n° 89 : retiré ; sous-amendement n° 95 : adopté ; amendement n° 24, ainsi modifié : adopté ;

— l'article 4 et les annexes II et III sont ainsi rétablis.

Article 4 bis et 4 ter : supprimés par le Sénat.

Avant l'article 5 : amendement n° 25 de la commission (intitulé du titre II « démocratisation des conseils d'administration ou de surveillance ») : adopté ; amendement n° 26 de la commission (complétant l'intitulé du chapitre 1er par les mots « des conseils ») : adopté.

Article 5 : composition des conseils d'administration (p. 2845) ; amendement n° 90 de M. Michel Noir (composition du conseil d'administration ou de surveillance) ; amendement n° 27 de la commission (même objet) ; sous-amendement n° 96 du Gouvernement (supprimant les mots « des compagnies financières mentionnées au titre III de la loi n° 82-155 du 11 février 1982 » dans le dernier alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 86 de M. Michel Coffineau (rédactionnel) ; sous-amendement n° 97 du Gouvernement (désignation des représentants des salariés dans les conseils d'administration dans les compagnies financières mentionnées au titre III) (p. 2846) ; amendement n° 90 : rejeté ; sous-amendement n° 96 : adopté ; sous-amendement n° 86 : adopté ; sous-amendement n° 97 : adopté ; amendement n° 27, ainsi modifié : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 : amendement n° 3 de M. Roland Renard (composition du conseil d'administration ou de surveillance dans les entreprises visées au 4° et au 5° de l'article 1er) ; amendement n° 28 de la commission (composition du conseil d'administration ou de surveillance dans les entreprises non visées à l'article 5) ; sous-amendement n° 98 du Gouvernement (supprimant les mots « ou de surveillance » dans la seconde phrase du 1er alinéa de cet amendement) ; maintien du tripartisme dans les conseils d'administration des entreprises visées au 4° et au 5° de l'article 1er et qui ont moins de 1 000 salariés (p. 2847) ; amendement n° 3 : rejeté ; sous-amendement n° 98 : adopté ; amendement n° 28, ainsi modifié : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 6 bis : amendement n° 29 de la commission (supprimant les mots « dans les établissements publics et sociétés mentionnées aux articles 5 et 6 » au début de cet article) : adopté ; amendement n° 99 du Gouvernement (fixation par le conseil d'administration ou le directoire des modalités de consultation des institutions représentatives du personnel) : adopté ;

— article 6 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 6 ter supprimé par le Sénat : amendement n° 30 de la commission (fonctionnement du conseil d'administration ou de surveillance) (p. 2848) : adopté ;

— L'article 6 ter est ainsi rétabli.

Article 6 quater supprimé par le Sénat : amendement n° 31 de la commission (affectation des moyens nécessaires à l'exercice du mandat de membre du conseil d'administration ou de surveillance) : adopté ;

— l'article 6 quater est ainsi rétabli.

Article 6 quinquies et 6 sexies supprimés par le Sénat.

Article 7 supprimé par le Sénat : amendement n° 32 de la commission (nomination du président du conseil d'administration et des membres du directoire) ; amendement n° 4 de M. Roland Renard (même objet) ; amendement n° 32 : adopté ; amendement n° 4 : devenu sans objet ;

— l'article 7 est ainsi rétabli.

Article 8 supprimé par le Sénat : amendement n° 33 de la commission (durée du mandat des membres des conseils d'administration ou de surveillance) (p. 2849) ; sous-amendement n° 91 de M. Michel Noir (gratuité du mandat de membre du conseil d'administration ou de surveillance) : rejeté ; amendement n° 33 : adopté ;

— l'article 8 est ainsi rétabli.

Article 9 supprimé par le Sénat : amendement n° 34 de la commission (fin du mandat des représentants de l'Etat dans les conseils d'administration ou de surveillance) : adopté ;

— l'article 9 est ainsi rétabli.

Article 10 supprimé par le Sénat : amendement n° 35 de la commission (révocation de la totalité des membres visés au 1° et au 2° de l'article 5 en cas de dissensions graves) : adopté ;

— l'article 10 est ainsi rétabli.

Article 11 A : composition du conseil de surveillance (p. 2850) ; amendement n° 36 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 11 : amendement n° 37 de la commission (conditions pour élire les représentants des salariés) ; amendement n° 92 de M. Michel Noir (modalités des élections) ; amendement n° 37 : adopté après rectification ; amendement n° 92 : devenu sans objet ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 : amendement n° 38 de la commission (conditions d'éligibilité au conseil d'administration ou de surveillance) ; sous-amendement n° 93 de M. Michel Noir (supprimant le second alinéa de cet amendement) (p. 2851) ; sous-amendement n° 93 : rejeté ; amendement n° 38 : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 12 bis : amendement n° 39 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 13 : amendement n° 40 de la commission (modalités des élections) ; amendement n° 5 de M. Roland Renard (même objet) (p. 2852) ; sous-amendement n° 108 de Mme Marie-Josèphe Sublet à l'amendement n° 40 de la commission (supprimant les mots « ou dont le nombre des cadres est au moins égal à 25 » dans la première phrase du deuxième alinéa de cet amendement) ; amendement n° 5 : retiré ; sous-amendement n° 108 : retiré ; amendement n° 40 : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 supprimé par le Sénat : amendement n° 41 de la commission (établissement des listes des candidats présentés au suffrage des salariés) ; amendement n° 6 de M. Roland Renard (même objet) (p. 2853) ; amendement n° 94 de M. Michel Noir (même objet) ; amendement n° 6 : retiré ; amendement n° 41 : adopté ; amendement n° 94 : devenu sans objet ;

— l'article 14 est ainsi rétabli.

Article 16 : amendement n° 7 de M. Roland Renard (date des élections) (p. 2854) ; rejeté ; amendement n° 43 de la commission (élection au plus tard dans les 15 jours avant le renouvellement du conseil d'administration ou de surveillance) : adopté ; amendement n° 42 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 44 de la commission (date de l'élection au cours de la 4e semaine qui suit la révocation du conseil d'administration ou de surveillance) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 : amendement n° 100 du Gouvernement (supprimant les mots « du siège social de l'entreprise » à la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 45 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 19 A : amendement n° 46 de la commission (de suppression) (p. 2855) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 19 : amendement n° 47 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 48 de la commission (inapplication des articles 94, 95 à 97 et 130 à 132 de la loi du 27 juillet 1966 sur les sociétés commerciales) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 supprimé par le Sénat : amendement n° 49 de la commission (conséquence du caractère gratuit du mandat de membre du conseil d'administration ou de surveillance) : adopté ;

— l'article 20 est ainsi rétabli.

Article 21 : amendement n° 50 de la commission (incompatibilité entre le mandat d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance avec toute autre fonction de représentation des intérêts du personnel) ; amendement n° 8 de M. Roland Renard (même objet) (p. 2856) ; amendement n° 8 : retiré ; amendement n° 50 : adopté ; amendement n° 9 de M. Roland Renard (application des dispositions de l'article 21 à l'expiration d'un délai de 24 mois suivant la date de promulgation de la loi) : rejeté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 21 bis : amendement n° 51 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 52 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 21 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 22 : amendement n° 53 de la commission (révocation pour faute grave dans l'exercice de son mandat d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance, de tout représentant des salariés) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté (p. 2857).

Article 23 : amendement n° 54 de la commission (octroi aux représentants des salariés du temps nécessaire à l'exercice de leur mandat) ; sous-amendement n° 82 de M. Roland Renard (supprimant les mots « ni supérieur à la moitié de la durée légale du travail ») ; sous-amendement n° 83 de M. Roland Renard (possibilité de prévoir que le temps nécessaire à l'exercice du mandat sera supérieur à la moitié de la durée légale du travail) ; sous-amendement n° 82 : rejeté ; sous-amendement n° 83 : rejeté ; amendement n° 54 : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 supprimé par le Sénat : amendement n° 55 de la commission (programme de formation destiné aux représentants des salariés nouvellement élus au conseil d'administration ou de surveillance) : adopté ;

— l'article 24 est ainsi rétabli.

Article 25 : amendement n° 56 de la commission (de conséquence) ; amendement n° 10 de M. Roland Renard (même objet) (p. 2858) ; amendement n° 56 : adopté ; amendement n° 10 : adopté ; amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 11 de M. Roland Renard (insérant les mots « au conseil d'administration ou de surveillance » après les mots « et soumise » à la fin du 2e alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 58 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 : amendement n° 59 de la commission (de conséquence) ; amendement n° 12 de M. Roland Renard (de conséquence) ; amendement n° 59 : adopté ; amendement n° 12 : adopté ; amendement n° 13 de M. Roland Renard (p. 2859) (possibilité de prononcer la mise à pied immédiate en cas de faute d'une gravité exceptionnelle) : rejeté ; amendement n° 60 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié, adopté.

Article 27 : amendement n° 61 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 28 : amendement n° 62 de la commission (supprimant le mot « des » au début de l'intitulé du titre III) : adopté.

Article 28 A : amendement n° 63 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Avant l'article 28 : amendement n° 64 de la commission (rétablissant l'intitulé du chapitre Ier du titre III « Conseils d'atelier ou de bureau ») (p. 2860) : adopté.

Article 28 supprimé par le Sénat : amendement n° 65 de la commission (rétablissement d'un chapitre Ier intitulé « dispositions communes relatives au droit d'expression des salariés » au titre VI du livre IV du code du travail) : adopté ;

— l'article 28 est ainsi rétabli.

Article 29 supprimé par le Sénat : amendement n° 66 de la commission (ajoutant un chapitre II, intitulé « dispositions complémentaires relatives au droit d'expression des salariés dans les entreprises et établissements du secteur public » au titre VI du livre IV du code du travail) : adopté ;

— l'article 29 est ainsi rétabli.

Avant l'article 30 supprimé par le Sénat : amendement n° 67 de la commission (rétablissant l'intitulé du chapitre II, titre III « droits syndicaux ») : adopté.

Article 30 supprimé par le Sénat : amendement n° 68 de la commission (ajoutant une section IV intitulée « dispositions complémentaires relatives à l'exercice du droit syndical dans les entreprises du secteur public » à la suite de l'article L.412-21 du code du travail) ; amendement n° 14 de M. Roland Renard (même objet) (p. 2861) ; sous-amendement n° 102 du Gouvernement à l'amendement n° 68 de la commission (mise en place par l'employeur d'une négociation sur les modalités complémentaires de l'exercice du droit syndical) ; sous-amendement n° 101 de M. Michel Noir à l'amendement n° 68 de la commission (supprimant le 4e alinéa du texte proposé pour l'article L. 412-23 du code du travail) ; sous-amendement n° 84 de Mme Muguette Jacquaint à l'amendement n° 68 de la commission (possibilité pour les sections syndicales d'inviter les parlementaires à participer à une réunion organisée par elles) ; sous-amendement n° 102 : adopté ; sous-amendement n° 101 : rejeté ; sous-amendement n° 84 : rejeté (p. 2862) ; amendement n° 68, ainsi modifié : adopté ;

— l'article 30 est ainsi rétabli.

Avant l'article 31 supprimé par le Sénat : amendement n° 69 de la commission (rétablissant l'intitulé du chapitre III du titre III « Comités d'entreprise ») : adopté.

Article 31 supprimé par le Sénat : amendement n° 70 de la commission (avis du comité d'entreprise sur tout projet de contrat de plan à conclure entre l'Etat et l'entreprise) : rejeté.

Article 32 supprimé par le Sénat : amendement n° 71 de la commission (approbation du plan de formation par délibération du comité d'entreprise) : adopté ;

— l'article 32 est ainsi rétabli.

Article 33 supprimé par le Sénat : amendement n° 72 de la commission (représentation du comité d'entreprise auprès du conseil d'administration ou de surveillance par le secrétaire du comité d'entreprise ou de l'organe qui en tient lieu) : adopté ;

— l'article 33 est ainsi rétabli.

Article 34 : amendement n° 73 de la commission (institution d'une commission consultative dans chaque établissement de plus de 200 salariés) (p. 2863) ; sous-amendement n° 85 de M. Roland Renard (présence des parlementaires dans la composition de cette commission consultative) : adopté ; amendement n° 73, ainsi modifié : adopté ;

— l'article 34 est ainsi rétabli.

Article 35 : cas des personnels des entreprises des régies municipales rattachés au statut national du personnel des industries électriques et gazières ; amendement n° 74 de la commission (maintien en application des dispositions législatives conventionnelles ou statutaires tant qu'elles ne sont pas contraires à la présente loi) : adopté ; amendement n° 109 du Gouvernement (complétant cet article par les mots « en Conseil d'Etat ») : adopté ;

— article 35, ainsi modifié, adopté.

Article 36 : amendement n° 75 de la commission (caractère d'ordre public des dispositions du titre II de la présente loi) (p. 2864) : adopté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 36 : amendement n° 104 du Gouvernement (application dans un délai de trois mois des dispositions de la loi relative à la composition des conseils d'administration) : adopté.

Article 37 supprimé par le Sénat : amendement n° 76 de la commission (calendrier des négociations en vue de la conclusion des accords prévus aux articles L. 412-23 et L. 462-3 du code du travail) : adopté ;

— l'article 37 est ainsi rétabli.

Après l'article 37 : amendement n° 77 de la commission (application de l'article L. 431-2 du code du travail pour apprécier les effectifs des salariés) ; sous-amendement n° 103 du Gouvernement (application de la loi aux salariés employés sur le territoire français même s'ils sont détachés à l'étranger à titre temporaire) ; sous-amendement n° 103 : adopté ; amendement n° 77, ainsi modifié, adopté.

Article 38 supprimé par le Sénat : amendement n° 78 de la commission (p. 2865) (maintien en application des accords mentionnés à l'article 37 dans tous les cas où une entreprise sort du champ d'application de la loi) ; sous-amendement n° 105 du Gouvernement (supprimant le premier alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 105 : adopté ; amendement n° 78 : adopté ;

— l'article 38 est ainsi rétabli.

Après l'article 38 : amendement n° 79 de la commission (inapplication de la loi lorsqu'une entreprise ne satisfait plus aux conditions de seuil prévues à l'article 1er pendant 24 mois consécutifs) : adopté.

Article 39 : amendement n° 80 de la commission (établissement d'un rapport au Parlement relatif à l'application du Titre Ier de la présente loi) ; sous-amendement n° 106 du Gouvernement (transmission au Parlement d'un rapport tous les deux ans relatif à l'application du titre Ier de la présente loi) ; sous-amendement n° 106 : adopté ; amendement n° 80, ainsi modifié : adopté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté.

Titre : amendement n° 81 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé du projet de loi « projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public ») ; amendement n° 15 de M. Roland Renard (même objet) (p. 2866) ; amendement n° 81 : adopté ; amendement n° 15 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2867).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1983] (p. 3364).

Echec de la commission mixte paritaire : *Coffineau (Michel)* (p. 3364-3365).

Hostilité du Sénat à ce projet : *Coffineau (Michel)* (p. 3365).

Soutien du Gouvernement au texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture : *Labarrère (André)* (p. 3365).

Discussion des articles [29 juin 1983] (p. 3365).

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de la commission (supprimant le mot « du » au début de l'intitulé du titre Ier) : adopté.

Article 1er et annexe 1 : exclusion du projet de loi des arsenaux et des établissements d'Etat ; amendement n° 2 de la commission (élargissement du champ d'application de la loi) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (réintroduction dans l'annexe 1 de la société Elf-Aquitaine) (p. 3365) ; adopté ; amendement n° 4 de la commission (réintroduction d'Air-inter dans l'annexe 1) : adopté ;

— article 1er et annexe 1, ainsi modifiés, adoptés.

Article 2 supprimé par le Sénat : amendement n° 5 de la commission (détermination de la majorité dans les sociétés anonymes visées au 4° de l'article 1er) : adopté ;

— l'article 2 est ainsi rétabli.

Article 3 supprimé par le Sénat : amendement n° 6 de la commission (détermination de la majorité dans les sociétés anonymes prévues au 5° de l'article 1er) : adopté ;

— l'article 3 est ainsi rétabli.

Article 4 et annexes II et III supprimés par le Sénat : amendement n° 7 de la commission (critère de seuil pour exclure du champ d'application de la loi les établissements publics et sociétés mentionnés aux 1° et 3° de l'article 1er) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (rétablissant l'annexe II) ; (p. 3366) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (rétablissant l'annexe III) : adopté ;

— l'article 4 est rétabli ainsi que les annexes II et III.

Avant l'article 5 : amendement n° 10 de la commission (nouvelle rédaction du titre II : démocratisation des conseils d'administration et de surveillance) ; adopté ; amendement n° 11 de la commission (complétant l'intitulé du chapitre Ier par les mots « des conseils ») : adopté.

Article 5 : amendement n° 12 de la commission (composition du conseil d'administration ou de surveillance dans les entreprises ou établissements visés à l'article 1er) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté (p. 3367).

Article 6 : amendement n° 13 de la commission (composition du conseil d'administration ou de surveillance dans les entreprises non visées à l'article 5) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 6 bis : amendement n° 14 de la commission (supprimant les mots « dans les établissements publics et sociétés mentionnés aux articles 5 et 6) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (fixation des modalités de consultation des institutions représentatives du personnel par le conseil d'administration ou le directoire) : adopté ;

— article 6 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 6 ter supprimé par le Sénat ; amendement n° 16 de la commission (réunion du conseil d'administration ou de surveillance) : adopté ;

— l'article 6 ter est ainsi rétabli.

Article 6 quater supprimé par le Sénat : amendement n° 17 de la commission (moyens affectés aux membres du conseil d'administration ou de surveillance) : adopté ;

— l'article 6 quater est ainsi rétabli.

Article 7 supprimé par le Sénat : amendement n° 18 de la commission (nomination du président du conseil d'administration) (p. 3368) : adopté ;

— l'article 7 est ainsi rétabli.

Article 8 supprimé par le Sénat : amendement n° 19 de la commission (durée du mandat des membres des conseils d'administration ou de surveillance) : adopté ;

— l'article 8 est ainsi rétabli.

Article 9 supprimé par le Sénat : amendement n° 20 de la commission (fin du mandat des représentants de l'Etat dans les conseils d'administration ou de surveillance) : adopté ;

— l'article 9 est ainsi rétabli.

Article 10 supprimé par le Sénat ; amendement n° 21 de la commission (révocation des membres des conseils d'administration ou de surveillance nommés par l'assemblée générale en cas de dissension grave) : adopté ;

— l'article 10 est ainsi rétabli.

Article 11 A : amendement n° 22 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 11 A est supprimé.

Article 11 : amendement n° 23 de la commission (modalités des élections au conseil d'administration des représentants des salariés) (p. 3369) ; adopté ;

— l'article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 : amendement n° 24 de la commission (conditions d'éligibilité au conseil d'administration ou de surveillance) adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 12 bis : amendement n° 25 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 12 bis est supprimé.

Article 13 : amendement n° 26 de la commission (mode de scrutin des élections au conseil d'administration ou de surveillance) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 supprimé par le Sénat ; amendement n° 27 de la commission (établissement des listes des candidats présentés au suffrage des salariés) (p. 3370) : adopté ;

— l'article 14 est ainsi rétabli.

Article 16 : amendement n° 28 de la commission (date d'organisation des élections) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (insérant les mots « d'un conseil d'administration ou » après le mot « renouvellement ») : adopté ; amendement n° 30 de la commission (date des élections en cas de renouvellement d'un conseil d'administration ou de surveillance dans son ensemble) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 : amendement n° 31 de la commission (insérant les mots « d'administration ou » après les mots « du conseil ») : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 19 A : amendement n° 32 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 19 : amendement n° 33 de la commission (insérant les mots « d'administration ou » après le mot « conseil ») : adopté (p. 3371) ;

amendement n° 34 de la commission (inapplication aux représentants des salariés des articles 93, 95 à 97 et 130 à 132 de la loi de 1966 sur les sociétés commerciales) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 supprimé par le Sénat : amendement n° 35 de la commission (gratuité du mandat de membre du conseil d'administration ou de surveillance des représentants des salariés) ; régime de leurs responsabilités ; adopté ;

— l'article 20 est ainsi rétabli.

Article 21 : amendement n° 36 de la commission (régime des incompatibilités du mandat d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance d'un représentant des salariés) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 21 bis : amendement n° 37 de la commission (insérant les mots « d'administration ou » après le mot « conseil ») : adopté ; amendement n° 38 de la commission (nouvelle rédaction du début de la seconde phrase de cet article « le président du conseil d'administration ou le directoire... ») :adopté ;

— article 21 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 22 : amendement n° 39 de la commission (révocation pour faute grave dans l'exercice de son mandat d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance, de tout représentant des salariés) (p. 3372) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Article 23 : amendement n° 40 de la commission (conditions d'exercice de leur mandat par les représentants des salariés) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 supprimé par le Sénat : amendement n° 41 de la commission (institution pour les représentants des salariés nouvellement élus d'un programme de formation à la gestion des entreprises) : adopté ;

— l'article 24 est ainsi rétabli.

Article 25 : amendement n° 42 de la commission (insérant les mots « d'administration ou » après le mot « conseil ») : adopté ; amendement n° 43 de la commission (insérant le mot « substantielle » après le mot « modification ») : adopté ; amendement n° 44 de la commission (insérant le mot « d'administration ou » après le mot « conseil ») : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 (p. 3373) : amendements n° 45 et n° 46 de la commission (insérant les mots « d'administration ou » après le mot « conseil ») adopté ;

— article 26, ainsi modifié, adopté.

Article 27 : amendement n° 47 de la commission (insérant le mot « d'administration ou » après le mot « conseil ») : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 28 A : amendement n° 48 de la commission (supprimant le mot « Des » au début de l'intitulé du titre III) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 28 A est supprimé.

Avant l'article 28 : amendement n° 50 de la commission (rétablissant l'intitulé du chapitre Ier « Conseils d'atelier ou de bureau ») : adopté.

Article 28 supprimé par le Sénat : amendement n° 51 de la commission (constitution du chapitre Ier par les articles L. 460-1 à L. 461-3 du code du travail) (p. 3374) : adopté ;

— l'article 28 est ainsi rétabli.

Article 29 supprimé par le Sénat : amendement n° 52 de la commission (rétablissant le chapitre II relatif aux « Dispositions complémentaires relatives au droit d'expression des salariés dans les entreprises et établissements du secteur public ») : adopté ;

— l'article 29 est ainsi rétabli.

Avant l'article 30 : amendement n° 53 de la commission (rétablissant l'intitulé du chapitre II « Droits syndicaux ») : adopté.

Article 30 supprimé par le Sénat : amendement n° 54 de la commission (rétablissement à la suite de l'article L. 412-21 du code du travail d'une section IV « Dispositions complémentaires relatives à l'exercice du droit syndical dans les entreprises du secteur public ») ; sous-amendement n° 68 de Mme Muguette Jacquaint (participation des parlementaires aux réunions organisées par les sections syndicales) (p. 3375) ; sous-amendement n° 69 de Mme Muguette Jacquaint (même objet) ; sous-amendement n° 68 : rejeté ; sous-amendement n° 69 : rejeté ; amendement n° 54 : adopté ;

— l'article 30 est ainsi rétabli.

Avant l'article 31 : amendement n° 55 de la commission (rétablissant l'intitulé du chapitre III « Comités d'entreprises ») : adopté.

Article 32 supprimé par le Sénat : amendement n° 56 de la commission (approbation par le comité d'entreprise du plan de formation) adopté ;

— l'article 32 est ainsi rétabli.

Article 33 supprimé par le Sénat : amendement n° 57 de la commission (représentation du comité d'entreprise auprès du conseil d'administration ou de surveillance) : adopté ;

— l'article 33 est ainsi rétabli.

Article 34 supprimé par le Sénat ; amendement n° 58 de la commission (possibilité d'instituer une commission consultative dans chaque établissement de plus de 200 salariés) (p. 3376) : adopté ;

— l'article 34 est ainsi rétabli.

Article 35 : amendement n° 59 de la commission (maintien des dispositions législatives conventionnelles ou statutaires non contraires à la présente loi) : adopté ;

— article 35, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 35 : amendement n° 70 de M. Roger Rouquette (émission d'actions à dividendes prioritaires ou de certificats d'investissements sans affecter la composition du capital social) ; orientation de l'épargne vers les entreprises industrielles ; adopté.

Article 36 : amendement n° 60 de la commission (caractère d'ordre public des dispositions du titre II « application de la loi dans le temps) : adopté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Article 36 bis supprimé par le Sénat ; amendement n° 61 de la commission (application dans un délai de trois mois des dispositions relatives à la composition des conseils d'administration ou de surveillance) (p. 3377) : adopté ;

— l'article 36 bis est ainsi rétabli.

Article 37, supprimé par le Sénat : amendement n° 62 de la commission (réglementation des négociations entre l'employeur et les organisations syndicales) : adopté ;

— l'article 37 est ainsi rétabli.

Article 38 supprimé par le Sénat : amendement n° 63 de la commission (maintien en vigueur des accords mentionnés à l'article 37 pendant un délai de trois mois à compter du moment où l'entreprise sort du champ d'application de la loi) : adopté ;

— l'article 38 est ainsi rétabli.

Article 38 bis supprimé par le Sénat : amendement n° 64 de la commission (cessation de l'application de la loi en raison des seuils d'effectifs) : adopté ;

— l'article 38 bis est ainsi rétabli.

Article 39 : amendement n° 65 de la commission (insérant les mots du « chapitre Ier » après les mots « des dispositions ») ; adopté ; amendement n° 66 de la commission (rapport au Parlement relatif à la démocratisation du secteur public au 31 décembre 1983) : adopté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté.

Titre : amendement n° 67 de la commission (rédaction de l'intitulé du projet de loi « projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public) (p. 3378) ; adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3379).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1983] (p. 3440).

Echec de la commission mixte paritaire : *Coffineau (Michel)* (p. 3440).

Position de la commission : *Coffineau (Michel)* (p. 3440) ; *Labarrère (André)* (p. 3440).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3446).

4. — Proposition de résolution n° 1508 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mises en œuvre du plan de restructuration industrielle des **groupes sidérurgiques nationalisés SACILOR et USINOR.** — Dépôt à l'Assemblée nationale le 18 mai 1983, par M. Jean Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (9 juin 1983). — Rapport n° **1620** (23 juin 1983)

5. — Projet de loi n° 1731 complétant les dispositions de l'article 4 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la **démocratisation du secteur public.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 octobre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Coffineau (6 octobre 1983). — Rapport n° **1757** (18 octobre 1983). — Discussion le 19 octobre 1983. — Adoption le 19 octobre 1983. — Nouveau titre : « Projet de loi complétant les dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public ». — Projet de loi n° **457.**

Sénat (première lecture), n° **29** (1983-1984), dépôt le 20 octobre 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade. — Rapport n° **52** (1983-1984) (10 novembre 1983). — Discussion le 17 novembre 1983. — Adoption le 17 novembre 1983. — Projet de loi n° **23** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1819** , dépôt le 18 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Coffineau. — Rapport n° **1838** (29 novembre 1983). — Discussion le 1er décembre 1983. — Adoption avec modifications le 1er décembre 1983. — Projet de loi n° **481.**

Sénat (deuxième lecture), n° **94** (1983-1984), dépôt le 2 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade. — Rapport n° **113** (1983-1984) (8 décembre 1983). — Discussion le 16 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 16 décembre 1983. — Projet de loi n° **43** (1983-1984).

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 18 décembre 1983] (p. 3648).

Bureau [*J.O.* du 21 décembre 1983] (p. 3678).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Coffineau. — Rapport n° **1906** (20 décembre 1983). — Discussion le 20 décembre 1983. — Rejet le 20 décembre 1983. — Projet de loi n° **509.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade. — Rapport n° **154** (1983-1984) (20 décembre 1983). — Discussion le 20 décembre 1983. — Adoption le 20 décembre 1983. — Projet de loi n° **65** (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1895**, dépôt le 16 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Coffineau. — Rapport n° **1929** (21 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **518.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [19 octobre 1983] (p. 4238).

Conseil d'administration ou de surveillance (représentation des salariés) : *Coffineau (Michel)* (p. 4238) ; *Courrière (Raymond)* (p. 4238) ; *Chomat (Paul)* (p. 4239) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4240).

Conseil constitutionnel (annulation de certaines dispositions du projet de loi) : *Coffineau (Michel)* (p. 4238) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 4239) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 4240).

Nationalisations : *Toubon (Jacques)* (p. 4239) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 4239).

Pechiney Ugine Kuhlmann (politique du groupe) : *Toubon (Jacques)* (p. 4238).

Réforme de l'entreprise : *Schiffler (Nicolas)* (p. 4239).

Discussion des articles [19 octobre 1983] (p. 4240).

Article unique *(fixation par décret en Conseil d'Etat du nombre des membres du conseil d'administration ou de surveillance en dehors des cas où ce nombre est prévu par la loi)* : amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 6 de M. Renard (rédactionnel) ; amendement n° 6 : retiré ; amendement n° 1 : adopté ;

— article unique, ainsi modifié, adopté.

Après l'article unique : amendement n° 2 de la commission (insérant l'alinéa suivant : « le conseil d'administration ou de surveillance des sociétés visées à l'alinéa 1er ci-dessus compte de neuf à dix-huit membres ») : adopté ; amendement n° 3 de M. Michel Coffineau (remplaçant le mot « deux » par le mot « trois » à la fin du 3e alinéa de l'article 6 de cette loi) ; amendement n° 7 de M. Paul Chomat (même objet) (p. 4240) ; représentation des cadres (p. 4241) ; amendement n° 3 : adopté au scrutin public ; amendement n° 7 : adopté au scrutin public ; amendement n° 5 du Gouvernement (remplaçant dans le second alinéa de l'article 35 les mots « aux annexes 2 et 3 » par les mots « à l'annexe 3 ») : adopté.

Titre : amendement n° 4 de M. Michel Coffineau (supprimant les mots : « de l'article 4 » dans le titre du projet) : adopté (p. 4242).

Explications de vote (p. 4242).

Vote négatif du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 4242).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4242).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [1er décembre 1983] (p. 5883).

Actionnaires minoritaires privés (droit de vote des —) : *Courrière (Raymond)* (p. 5883) ; *Noir (Michel)* (p. 5884).

Centre Pompidou : *Courrière (Raymond)* (p. 5883).

Décision du Conseil Constitutionnel : *Coffineau (Michel)* (p. 5883) ; *Noir (Michel)* (p. 5884).

Problème des seuils : *Coffineau (Michel)* (p. 5883).

Discussion des articles [1er décembre 1983] (p. 5884).

Article 1er bis : amendement n° 1 de la commission (de suppression) ; nomination des représentants des actionnaires privés : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 3 supprimé par le Sénat : amendements identiques n° 2 de la commission et n° 4 de M. Roland Renard soutenu par M. Parfait Jans (portant à trois le nombre des représentants des salariés dans les entreprises de second rang) (p. 5884) : adoptés ;

— l'article 3 est ainsi rétabli.

Article 3 bis : adopté.

Article 5 : amendement n° 3 de la commission (de suppression) ; référence au centre national d'art et de culture Georges Pompidou : rejeté ;

— article 5, adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 5 de M. Roland Renard (référence à la société Thomson-C.S.F.) : non soutenu ; amendement n° 6 du Gouvernement (conseil d'administration des sociétés centrales d'assurances) : adopté ; amendement n° 7 du Gouvernement (conseil d'administration de l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets) : adopté (p. 5885) ; amendement n° 8 du Gouvernement (organisation du conseil supérieur de l'électricité et du gaz) : adopté (p. 5886).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5886).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [20 décembre 1983] (p. 6832).

Compagnies d'assurances : *Coffineau (Michel)* (p. 6833).

Désignation des représentants des actionnaires privés : *Coffineau (Michel)* (p. 6832).

Institut français du pétrole : *Hage (Georges)* (p. 6833) ; *Coffineau (Michel)* (p. 6833) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6833).

Rétrocession au secteur privé d'éléments appartenant au secteur public : *Noir (Michel)* (p. 6833).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 6833).

Rejet de l'ensemble du projet de loi (p. 6834).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1983] (p. 6882).

Commissions Mixtes Paritaires (fonctionnement des —) : *Toubon (Jacques)* (p. 6882, 6883) ; *Coffineau (Michel)* (p. 6883).

Institut Français du Pétrole : *Chomat (Paul)* (p. 6882).

Rappel au règlement : *Toubon (Jacques)* (p. 6883, 6884).

Discussion des articles [21 décembre 1983] (p. 6884).

Article 1er bis : adopté.

Article 3 : supprimé par le Sénat ; amendement n° 2 de la commission (remplaçant le mot « deux » par le mot « trois » à la fin du troisième alinéa de l'article 6 de la loi du 26 juillet 1983) : adopté ;

— l'article 3 est ainsi rétabli.

Article 6 : supprimé par le Sénat ; amendement n° 3 de la commission (abrogation de certaines dispositions de la loi n° 70-11 du 2 janvier 1970, de la loi n° 73-9 du 4 janvier 1973 et de la loi n° 73-8 du 4 janvier 1973 : adopté ;

— l'article 6 est ainsi rétabli.

Après l'article 6 : amendement n° 1 de M. Georges Hage (application de la loi à l'Institut Français du Pétrole (p. 6884) ; société Technip : retiré.

Explications de vote : (p. 6885).

vote négatif du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 6885).

vote négatif du groupe U.D.F. : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6885).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6885).

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6, 9.**
Lois de finances **7**, discussion générale.
Plan **4.**

Affectation du budget de publicité des — de transport, à la presse.

Voir *Questions au Gouvernement* **600.**

Politique des — nationalisées.

Voir *Questions au Gouvernement* **697.**

ENVIRONNEMENT

4. — Projet de loi n° 1381 relatif aux **enquêtes publiques**.. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Robert de Caumont (2 avril 1983). — Rapport n° **1432** (19 avril 1983). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (2 avril 1983). — Rapporteur pour avis : M. Michel Sapin (7 avril 1983). — Discussion le 20 avril 1983. — Adoption le 20 avril 1983. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques ». — Projet de loi n° **341.**

Sénat (première lecture), n° **264** (1982-1983), dépôt le 21 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Jacques Mossion. — Rapport n° **292** (1982-1983) (5 mai 1983). — Discussion le 17 mai 1983. — Adoption le 17 mai 1983. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ». — Projet de loi n° **105** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1506**, dépôt le 18 mai 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Robert de Caumont. — Rapport n° **1538** (31 mai 1983). — Discussion le 13 juin 1983. — Adoption avec modifications le 13 juin 1983. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques ». — Projet de loi n° **381.**

Sénat (deuxième lecture), n° **387** (1982-1983), dépôt le 14 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Jacques Mossion. — Rapport n° **393** (1982-1983) (15 juin 1983). — Discussion le 22 juin 1983. — Adoption avec modifications le 22 juin 1983. — Projet de loi n° **150** (1982-1983).

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 23 juin 1983] (p. 1895)

Bureau [*J.O.* 24 juin 1983] (p. 1906).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Robert de Caumont. — Rapport n° **1616** (23 juin 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques Mossion. — Rapport n° **424** (1982-1983) (23 juin 1983) La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1615**, dépôt le 22 juin 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Robert de Caumont. — Rapport n° **1637** (23 juin 1983). — Discussion le 27 juin 1983. — Adoption avec modifications le 27 juin 1983. — Projet de loi n° **408.**

Sénat (troisième lecture), n° **445** (1982-1983), dépôt le 27 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapporteur : M. Jacques Mossion. — Rapport n° **459** (1982-1983) (29 juin 1983). — Discussion le 29 juin 1983. — Adoption avec modifications le 29 juin 1983. — Projet de loi n° **168** (1982-1983).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **1674**, dépôt le 29 juin 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Robert de Caumont. — Rapport n° **1675** (30 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption définitive le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **435.**

Loi n° 83-630 du 12 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 13 juillet 1983 (p. 2156).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 avril 1983] (p. 420, 438).

Association (rôle des —) : *de Caumont (Robert)* (p. 420) ; *Josselin (Charles)* (p. 431) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p.438).

« Atteintes à l'environnement » (critère des —) : *de Caumont (Robert)* (p. 421) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 423) ; *Jarosz (Jean)* (p. 426) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 431).

Centrales nucléaires : *Birraux (Claude)* (p. 425) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 428) ; *Josselin (Charles)* (p. 431).

Commissaire-enquêteur (rôle du —) : *de Caumont (Robert)* (p. 420) ; *Sapin (Michel)* (p. 422) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 423, 439) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 424) ; *Birraux (Claude)* (p. 425) ; *Jarosz (Jean)* (p. 426) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 428) ; *Richard (Alain)* (p. 429) ; *Josselin (Charles)* (p. 431).

Décrets en Conseil d'Etat : *de Caumont (Robert)* (p. 420) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 424) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 425) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 427) ; *Josselin (Charles)* (p. 430).

Délais minimaux : *de Caumont (Robert)* (p. 420) ; *Richard (Alain)* (p. 429).

Déroulement et durée de l'enquête publique : *de Caumont (Robert)* (p. 421) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 424).

Dioxine : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 428) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 431).

Extension des règles nouvelles à toutes les enquêtes existantes : *Sapin (Michel)* (p. 422).

Pollution du Rhin et de la Moselle : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 427) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 438).

Publicité donnée à l'enquête publique : *Birraux (Claude)* (p. 425).

Secret (règle du —) : *de Caumont (Robert)* (p. 422).

Sursis à exécution : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 424, 439) ; *Jarosz (Jean)* (p. 426).

Tenue de la réunion publique : *de Caumont (Robert)* (p. 422).

Titre du présent projet de loi : *de Caumont (Robert)* (p. 422) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 424).

Tribunal administratif (contrôle effectué par le —) : *Richard (Alain)* (p. 430) ; *Micaux (Pierre)* (p. 430).

Discussion des articles [20 avril 1983] (p. 439).

Article 1er *(Champ d'application de la présente loi)* : inconvénients de l'actuelle législation en matière d'enquêtes publiques ; information du public ; exemple du projet de construction de la centrale nucléaire de Plogoff ; problème des recherches d'uranium (p. 439) ; fixation de la liste des opérations nécessitant une enquête publique par décret en Conseil d'Etat ; amendement n° 41 de M. Claude Birraux (modifiant l'article 2 de la loi du 10 juillet 1971 relative à la protection de la nature) ; caractère réglementaire des dispositions contenues dans le présent projet de loi ; rejeté ; amendement n° 2 de la commission (précisant que la réalisation de travaux est précédée d'une enquête publique lorsque ceux-ci sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement) ; sous-amendement n° 32 de M. Claude Birraux (de précision) ; sous-amendement n° 31 de M. Jean Jarosz (projets apportant des modifications importantes à l'environnement) (p. 440) ; sous-amendement n° 32 : rejeté ; sous-amendement n° 47 de M. Michel Sapin à titre personnel (opérations susceptibles d'affecter l'environnement) ; sous-amendement n° 31 : retiré ; sous-amendement n° 47 : adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Pierre Weisenhorn (fixation des seuils techniques par décret en Conseil d'Etat) (p. 441) ; amendement n° 3 de la commission (cas des zones particulièrement sensibles) ; sous-amendement n° 43 de M. Robert de Caumont à titre personnel (liste des catégories d'opérations définies à partir de seuils ou de critères physiques) ; sous-amendement n° 45 du Gouvernement (suppression de l'avis du haut comité de l'environnement) ; sous-amendement n° 46 du Gouvernement (précisant le critère de sensibilité du milieu) ; amendement n° 1 : rejeté ; sous-amendement n° 43 : adopté après rectification ; sous-amendement n° 45 : adopté (p. 442) ; sous-amendement n° 46 : adopté ; amendement n° 3, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 4 de la commission (établissement des documents d'urbanisme et d'aménagement donnant lieu à enquête publique) ; amendement n° 28 du Gouvernement (approbation d'un document d'urbanisme précédé d'une enquête publique) ; élaboration des plans d'occupation des sols (p. 443) ; amendement n° 4 : rejeté ; amendement n° 28 : adopté ; amendement n° 5 de la commission (suppression de l'alinéa relatif aux opérations secrètes intéressant la défense nationale) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 *(objet de l'enquête, désignation du commissaire enquêteur)* : amendement n° 7 de la commission (éventuelles contre-propositions du public consulté) (p. 444) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (décision de l'autorité compétente) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (choix entre la formule du commissaire enquêteur et celle de la commission d'enquête) : adopté ; amendement n° 33 de M. Claude Biraux (désignation des commissaires enquêteurs) ; rôle du tribunal administratif (p. 445) ; rejeté ; amendement n° 10 de la commission (suppression des dispositions relatives aux personnes ne pouvant être désignées en qualité de commissaire enquêteur) : réservé ; amendement n° 11 de la commission (personnes ne pouvant être désignées comme commissaire enquêteur) : adopté après rectification ; amendement n° 10 précédemment réservé : adopté ; amendement n° 12 de la commission (respect du secret) (p. 446) ; cas de la défense nationale : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 *(durée de l'enquête)* : amendement n° 13 de la commission (déroulement des opérations antérieures à l'enquête) ; sous-amendement n° 30 du Gouvernement (nature et importance des opération) ; publicité de l'enquête (p. 447) ; sous-amendement n° 30 : adopté ; amendement n° 13, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 14 de la commission (heures d'ouverture de l'enquête) : réservé ; amendement n° 15 de la commission (prolongation de l'enquête par décision du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête) ; sous-amendement oral de la commission (prolongation de l'enquête pour une durée de 15 jours) (p. 448) ; sous-amendement oral du gouvernement (prolongation de l'enquête pour une durée maximale de 15 jours) ; sous-amendement oral de la commission : retiré ; sous-amendement oral du Gouvernement : adopté ; amendement n° 15, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 34 de M. Claude Birraux (précisant que la durée de l'enquête ne saurait être supérieure à deux mois) : retiré ; réserve du vote sur l'article 3, compte tenu de la réserve de l'amendement n° 14 de la commission.

Article 4 *(déroulement de l'enquête)* : amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (capacité d'initiative et pouvoirs du commissaire enquêteur) ; sous-amendement n° 42 de M. Robert de Caumont à titre personnel (réduisant la capacité du commissaire enquêteur de visiter les lieux et les domiciles privés) (p. 449) ; sous-amendement n° 48 de M. Alain Richard (visite des lieux d'habitation) ; amendement n° 18 et sous-amendement n° 42 de M. Robert de Caumont et sous-amendement n° 48 de M. Alain Richard : réservés ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 35 de M. Claude Birraux (définition de l'autorité compétente) : retiré ; amendement n° 20 de la commission (documents mis à la disposition du public par le maître d'ouvrage) : adopté après modifications (p. 450) ; amendement n° 21 de la commission (obligation faite au commissaire enquêteur d'entendre les représentants des associations déclarées qui en font la demande) ; développement du mouvement associatif ; adopté ; amendement n° 22 de la commission (motivation des conclusions du commissaire enquêteur) (p. 451) : adopté ; amendement n° 36 de M. Claude Birraux (conditions dans lesquelles les enquêtes sont rendues publiques) : rejeté ; amendement n° 23 de la commission (précisant que le rapport du commissaire enquêteur fait état des contre-propositions produites durant l'enquête) ; sous-amendement n° 26 de M. Jean Jarosz (précisant que le rapport fait état des contre-propositions, avis, suggestions, critiques qui auront été produits) ; retiré ; amendement n° 23 : adopté ; vote sur l'article 4 réservé compte tenu de la réserve de l'amendement n° 18 de la commission et des sous-amendements n° 42 de M. Robert de Caumont et n° 48 de M. Alain Richard (p. 452).

Article 5 *(obligation d'une décision explicite de l'administration)* : amendement n° 37 de M. Claude Birraux (de suppression) ; caractère critiquable de la décision implicite ; rejeté ; amendement n° 24 de la commission (cas des ouvertures de carrière) (p. 453) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *(conditions de sursis à exécution)* : amendement n° 38 de M. Claude Birraux (de suppression) : rejeté ;

— article 6, adopté.

Article 7 *(aménagements ou ouvrages ayant fait l'objet d'une enquête publique et non entrepris dans un délai de 5 ans)* : adopté.

Article 8 *(frais de l'enquête, indemnisation du commissaire enquêteur)* : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 44 de M. Jean-Guy Branger (précisant que la présente loi s'applique aux enquêtes en cours) (p. 454) ; exemple de différentes enquêtes en cours ; refus du Gouvernement de soumettre les enquêtes en cours au nouveau régime (p. 455) : rejeté.

Article 9 *(conditions d'application de la loi)* : amendement n° 40 de M. Claude Birraux (de conséquence) : retiré ; amendement n° 29 du Gouvernement (conditions de date et horaires de l'enquête fixées par décret en Conseil d'Etat) ; problème des délais maxima : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 3 précédemment réservé : amendement n° 14 : retiré ;

— article 3, modifié par les amendements adoptés, adopté.

Article 4 précédement réservé : sous-amendement n° 42 de M. Robert de Caumont, à titre personne : retiré (p. 456) ; sous-amendement n° 48 de M. Alain Richard : adopté ; amendement n° 18 de la commission, ainsi modifié : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Titre : amendement n° 25 de la commission (modifiant le titre du présent projet de loi : projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques) : adopté ; en conséquence, le titre du projet de loi est ainsi rédigé (p. 457).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 457).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [13 juin 1983] (p. 2468).

Absence de contradiction entre le présent projet de loi et l'impératif du développement économique : *de Caumont (Robert)* (p. 2468) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 2468).

Information et consultation des citoyens lors de la prise des décisions concernant le cadre de vie : *de Caumont (Robert)* (p. 2468) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 2468).

Pouvoirs de l'organe enquêteur : *de Caumont (Robert)* (p. 2468) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 2468).

Discussion des articles [13 juin 1983] (p. 2469).

Article 1er : amendement n° 2 de la commission (référence aux travaux pouvant donner lieu à enquête publique) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (prise en compte de la notion de sensibilité du milieu) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 20 du Gouvernement (référence aux protections au titre de l'environnement) (p. 2469) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 7 de la commission (incompatibilités concernant les fonctions de commissaire-enquêteur) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (suppression de la référence au secret de la défense nationale et au secret industriel) (p. 2470) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : amendement n° 10 de la commission (durée de l'enquête) adopté ; amendement n° 11 de la commission (prolongation de l'enquête sur décision du commissaire-enquêteur ou du président de la commission d'enquête : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement n° 12 de la commission (communication des documents au public) (p. 2471) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (déroulement des travaux du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête) ; amendement n° 21 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 1 de M. Jean Jarosz soutenu par M. Parfait Jans (même objet) ; refus de la clandestinité des enquêtes publiques ; rôle des associations en cette matière (p. 2472) ; amendement n° 13 retiré ; refus d'introduire une restriction quant à la capacité des associations de s'exprimer et d'être entendues dans le cadre de la procédure ; amendement n° 21 adopté au scrutin public ; en conséquence l'amendement n° 1 devient sans objet ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 : amendement n° 14 de la commission (suppression de toute autorisation tacite) ; amendement n° 19 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Pierre Micaux (référence aux cas prévus par le code minier) (p. 2473) ; durée du délai d'instruction (consultation de la commission départementale des carrières) ; abrogation des autorisations tacites prévues par le code minier (p. 2474) ; amendement n° 14 adopté au scrutin public ; en conséquence l'amendement n° 19 devient sans objet ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : amendement n° 15 de la commission (précisant que les juridictions administratives font droit à la demande de sursis à exécution lorsque les moyens invoqués sont sérieux et de nature à justifier l'annulation) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 8 : amendement n° 16 de la commission (prise en charge des frais de l'enquête par le maître d'ouvrage) ; sous-amendement n° 22 du Gouvernement (versement des sommes correspondant à l'indemnisation des commissaires-enquêteurs par le maître d'ouvrage) ; sous-amendement n° 22 adopté (p. 2475) ; amendement rectifié et ainsi modifié : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 8.

Article 9 : amendement n° 17 de la commission (délais maxima de l'enquête) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié : adopté.

Titre : amendement n° 18 de la commission (rédigeant ainsi le titre du présent projet de loi : projet de loi relatif à la démocratisation des enquêtes publiques) : adopté ; en conséquence le titre du projet de loi est ainsi rédigé (p. 2476).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2476).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [27 juin 1983] (p. 3249).

Atteinte à l'environnement : *Caumont (Robert de)* (p. 3249).

Champ d'application de la loi : *Caumont (Robert de)* (p. 3249).

Conséquences des enquêtes publiques : *Caumont (Robert de)* (p. 3249).

Echec de la commission mixte paritaire : *Caumont (Robert de)* (p. 3249) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3249).

Sensibilité du milieu : *Caumont (Robert de)* (p. 3249).

Discussion des articles [27 juin 1983] (p. 3249).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (réintroduction des travaux dans le champ d'application de la loi) (p. 3249) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (substituant aux mots « de porter une atteinte à l'environnement » les mots « d'affecter l'environnement ») : adopté ; amendement n° 3 de la commission (prise en compte de la sensibilisation du milieu) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (exclusion du champ d'application des travaux réalisés pour prévenir un danger grave et immédiat) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : amendement n° 5 de la commission (durée minimum de l'enquête égale à un mois) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (prolongation de l'enquête pour une durée maximale de 15 jours) : adopté (p. 3250) ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 : amendement n° 7 de la commission (audition des personnes qui le désirent par le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 : amendement n° 8 de la commission (nécessité d'une autorisation explicite à partir du moment où il y a enquête publique) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : amendement n° 9 de la commission (frais de l'enquête à la charge du maître de l'ouvrage) ; indemnisation par l'Etat des commissaires enquêteurs et des membres des commissions d'enquête : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 : amendement n° 10 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de date et d'horaires de l'enquête) (p. 3251) ; égalité des citoyens face aux possibilités d'expression offertes par l'enquête publique : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté (p. 3252).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3252).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1983] (p. 3394).

Autorisations implicites (suppression des —) : *de Caumont (Robert)* (p. 3394) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3395).

Champ d'application du texte : *de Caumont (Robert)* (p. 3394) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3395).

Commissaires-enquêteurs : *de Caumont (Robert)* (p. 3394) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 3395).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3395).

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Environnement et qualité de la vie.

EPARGNE

4. — Promulgation de la loi n° 83-1 du 3 janvier 1983.

Rectificatif [*J.O.* du 8 mars 1983] (p. 714).

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**

Lois de finances 7, discussion générale ; (première partie), article 2.

Plan **4.**

Livret A.

Voir *Banques et établissements financiers* **5.**
Déclarations du Gouvernement **6.**

Livret rose.

Voir *Banques et établissements financiers* **5.**
Déclarations du Gouvernement **6.**

— **Logement**

Voir *Banques et établissements financiers* **5.**
Déclarations du Gouvernement **6.**

ESPACE

Politique spatiale.

Voir *Questions orales sans débat* **503.**

ESPAGNE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**
Lois de finances 7 (deuxième partie), mer ; relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Plan **4.**
Traités et conventions **89.**

Entrée de l'— dans la Communauté économique européenne.

Voir *Questions au Gouvernement* **648, 655.**

Guerre d'—

Voir *Déportés, internés et résistants.*

Rapports franco-espagnols.

Voir *Questions au Gouvernement* **715.**

ESSAIS ATOMIQUES

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), défense et budget annexe des essences.
Questions orales sans débat **237.**

ESSENCE

Prix de l'—

Voir *Questions au Gouvernement* **734.**

EST-OUEST (rapports)

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE

2. — **Projet de loi n° 1722 portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 octobre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Claude Bartoloné (3 octobre 1983). — Rapport n° **1732** (4 octobre 1983). — Discussion le 10 octobre 1983. — Deuxième délibération (art. 5 et 7). — Adoption le 10 octobre 1983. — Projet de loi n° **452.**

Sénat (première lecture), n° **9** (1983-1984), dépôt le 11 octobre 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean Cherioux. — Rapport n° **51** (1983-1984) (9 novembre 1983). — Discussion les 17 et 18 novembre 1983. — Adoption le 18 novembre 1983. — Projet de loi n° **25** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1821**, dépôt le 22 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Claude Bartoloné. — Rapport n° **1837** (29 novembre 1983). — Discussion le 2 décembre 1983. — Adoption avec modification le 2 décembre 1983. — Projet de loi n° **486.**

Sénat (deuxième lecture), n° **96** (1983-1984), dépôt le 3 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean Cherioux. — Rapport n° **112** (1983-1984) (8 décembre 1983). — Discussion le 16 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 16 décembre 1983. — Projet de loi n° **53** (1983-1984).

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 18 décembre 1983] (p. 3648).

Bureau [*J.O.* du 21 décembre 1983] (p. 3677).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Claude Bartoloné. — Rapport n° **1907** (20 décembre 1983)

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean Chérioux. — Rapport n° **155** (1983-1984) (20 décembre 1983). — La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1900**, dépôt le 16 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Claude Bartoloné. — Rapport n° **1916** (20 décembre 1983). — Discussion le 20 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 20 décembre 1983. — Projet de loi n° **515.**

Sénat (troisième lecture), n° **166** (1983-1984), dépôt le 21 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean Cherioux. — Rapport n° **168** (1983-1984) (21 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **66** (1983-1984).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **1939**, dépôt le 21 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Claude Bartoloné. — Rapport n° **1940** (21 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption définitive le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **524.**

Loi n° 84-5 du 3 janvier 1984, publiée au *J.O.* du 4 janvier 1984 (p. 150).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [10 octobre 1983] (p. 3921-3938).

Question préalable de M. Jean Foyer : *Foyer (Jean)* (p. 3928 à 3933) ; *Lareng (Louis)* (p. 3931-3932) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3932-3933) ; *Bartoloné (Claude)* (p. 3934) ; rejetée par scrutin (p. 3934).

Assistance publique de Paris : *Sarre (Georges)* (p. 3940) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3948).

Budget global : *Bartoloné (Claude)* (p. 3922) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3925) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3927) ; *Lareng (Louis)* (p. 3931) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3938) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 3941) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3942) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3943) ; *Richard (Lucien)* (p. 3945) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3946) ; *Royer (Jean)* (p. 3947).

Caractère de la question préalable de M. Jean Foyer : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3932) ; *Bartoloné (Claude)* (p. 3934).

Caractère réversible de la présente réforme : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3947).

Carrière des médecins hospitaliers : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3925) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3927) ; *Lareng (Louis)* (p. 3931) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3943) ; *Richard (Alain)* (p. 3946).

Charte de la santé : *Hervé (Edmond)* (p. 3927) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3938).

Chef de département (élection et fonctions du —) : *Foyer (Jean)* (p. 3929, 3933) ; *Lareng (Louis)* (p. 3931, 3939) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3933) ; *Royer (Jean)* (p. 3947) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3949).

Comité technique paritaire : *Bartoloné (Claude)* (p. 3923) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3928, 3948) ; *Foyer (Jean)* (p. 3930) ; *Richard (Alain)* (p. 3945) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3946).

Commission médicale consultative : *Bartoloné (Claude)* (p. 3923) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3927) ; *Foyer (Jean)* (p. 3930) ; *Lareng (Louis)* (p. 3940) ; *Sarre (Georges)* (p. 3940) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3942) ; *Richard (Alain)* (p. 3945) ; *Royer (Jean)* (p. 3947).

Concertation ou absence de concertation ayant précédé l'élaboration du présent projet de loi : *Gantier (Gilbert)* (p. 3943) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3948) ; *Blanc (Jacques)* (p. 3948).

Conseil d'administration de l'hôpital : *Bartoloné (Claude)* (p. 3923) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3927) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3938) ; *Lareng (Louis)* (p. 3940) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3942) ; *Le Foll (Robert)* (p. 3945) ; *Royer (Jean)* (p. 3947) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3948).

Décentralisation : *Foyer (Jean)* (p. 3930) ; *Lareng (Louis)* (p. 3931) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3932).

Départementalisation : *Bartoloné (Claude)* (p. 3922) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3925, 3933) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3927) ; *Foyer (Jean)* (p. 3928) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3938) ; *Lareng (Louis)* (p. 3939) ; *Sarre (Georges)* (p. 3940) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 3941) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3942) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3943) ; *Le Foll (Robert)* (p. 3945) ; *Richard (Alain)* (p. 3946) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3946) ; *Royer (Jean)* (p. 3947).

« Dépenses abusives » : *Bartoloné (Claude)* (p. 3923).

Directeur de l'hôpital (rôle et nomination du —) : *Bartoloné (Claude)* (p. 3923) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3925) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3927) ; *Foyer (Jean)* (p. 3930) ; *Lareng (Louis)* (p. 3932-3940) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3942) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3943) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3946) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3949).

Entrée en vigueur de la présente loi : *Sarre (Georges)* (p. 3940).

Espérance de vie (augmentation de l'—) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3924).

Hiérarchie hospitalière : *Foyer (Jean)* (p. 3928).

Hôpital-industrie (association) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3926).

Infirmières : *Lareng (Louis)* (p. 3940) ; *Royer (Jean)* (p. 3947).

Informatique et hôpital : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3926).

Intelligence artificielle et carte à mémoire : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3926).

Loi de 1970 : *Foyer (Jean)* (p. 3928) ; *Lareng (Louis)* (p. 3931) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3942) ; *Metzinger (Charles)* (p. 3944) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3946).

Maternités : *Couqueberg (Lucien)* (p. 3941).

Occupation des lits : *Couqueberg (Lucien)* (p. 3941).

Organisation du débat : *Chenard (Alain)* (p. 3942).

Personnels (rôle des —) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3924) ; *Sarre (Georges)* (p. 3940) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3946).

Psychiatrie : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3925).

Qualité des soins apportés aux malades : *Bartoloné (Claude)* (p. 3922) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3926) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3928) ; *Foyer (Jean)* (p. 3928) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3938) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3942) ; *Metzinger (Charles)* (p. 3944).

Rationalisation des coûts et situation financière des hôpitaux : *Bartoloné (Claude)* (p. 3923) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3938) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 3941) ; *Richard (Alain)* (p. 3945).

Réforme de l'organisation hospitalière : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3924) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3927) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3938).

Rénovation du patrimoine hospitalier : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3925).

Responsabilité (notion de —) : *Hervé (Edmond)* (p. 3927) ; *Lareng (Louis)* (p. 3932) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3943) ; *Le Foll (Robert)* (p. 3945).

Service public hospitalier (notion de —) : *Metzinger (Charles)* (p. 3944).

Solutions alternatives à l'hospitalisation : *Couqueberg (Lucien)* (p. 3941) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3948).

Statut du personnel médical : *Bartoloné (Claude)* (p. 3922) ; *Lareng (Louis)* (p. 3931) ; *Sarre (Georges)* (p. 3940) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 3942).

Syndicats inter-hospitaliers : *Hervé (Edmond)* (p. 3928) ; *Foyer (Jean)* (p. 3928) ; *Lareng (Louis)* (p. 3931) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3938) ; *Richard (Alain)* (p. 3945) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3946).

Tarification hospitalière : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3924).

Discussion des articles [10 octobre 1983] (p. 3951, p. 3964).

Article 1er *(compétence géographique des syndicats inter-hospitaliers)* : adopté.

Article 2 *(création du bureau du conseil d'administration des syndicats interhospitaliers)* ; « concertation alibi » ; amendement n° 18 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (principe de la représentation de tous les personnels médicaux et non-médicaux) ; amendement n° 1 de la commission (même objet) (p. 3951) ; amendement n° 18 : retiré ; amendement n° 1 : adopté ; amendement n° 2 de la commission (décisions relatives au tableau des emplois permanents) : adopté ; amendement n° 64 de M. Jacques Blanc (création, suppression et transformation des départements hospitaliers) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 *(suppression de la référence au cadre géographique des syndicats interhospitaliers)* : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 3 de la commission (précisant que les syndicats interhospitaliers peuvent avoir pour objectif l'organisation et le développement de l'évaluation des soins) : retiré.

Article 4 *(conséquences de la suppression de la référence au cadre géographique des syndicats interhospitaliers)* : amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 *(création des départements hospitaliers)* (p. 3952) : modification de la structure interne des hôpitaux ; spécificité des départements des centres hospitaliers universitaires (C.H.U.) ; charte de la santé ; qualité de la médecine française (p. 3953) ; départementalisation ; conditions du bon fonctionnement de l'hôpital ; amendement n° 23 du Gouvernement (référence aux hôpitaux locaux jouissant d'un mode de fonctionnement médical particulier) (p. 3954) ; spécificité des hôpitaux locaux ; adopté ; amendement n° 26 de M. Jacques Blanc (organisation des hôpitaux en départements selon les désirs formulés à l'unanimité par les médecins titulaires des services intéressés) ; amendement n° 40 de M. Claude-Gérard Marcus (même objet) (p. 3955) ; amendement n° 26 : rejeté ; amendement n° 40 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 27 de M. Jacques Blanc (de précision) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (constitution de départements non-médicaux) : rejeté ; amendement n° 19 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (consultation obligatoire du conseil de département lors de l'élaboration du budget) : rejeté ; amendement n° 6 de la commission (cas des départements où n'exerce qu'un seul praticien) ; amendement n° 28 de M. Jacques Blanc (même objet) ; amendement n° 6 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 28 devient sans objet ; amendement n° 24 du Gouvernement (représentation des médecins à plein temps, à temps partiel et des médecins attachés) (p. 3956) : adopté ; amendement n° 50 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Jacques Blanc (imposant au chef de département l'obligation de réunir le personnel) : rejeté ; amendement n° 7 de la commission (consultation du conseil de département sur les prévisions d'activités et de moyens afférentes aux départements) (p. 3957) ; adopté ; amendement n° 8 de la commission (référence aux sages-femmes) ; composition des services de gynécologie-obstétrique) : rejeté ; amendement n° 25 du Gouvernement (référence aux personnels paramédicaux) : adopté ; amendement n° 60 du Gouvernement (représentation des sages-femmes au conseil du département) : adopté ; amendement n° 51 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Jacques Blanc (conditions de nomination d'un surveillant chef auprès du chef de département) ; amendement n° 38 de M. Louis Lareng soutenu par M. Robert Le Foll (nomination d'un surveillant auprès du chef de département) (p. 3958) ; amendements n° 38 et n° 51 : retirés ; amendement n° 56 de M. Jean Royer (concertation devant présider à l'élaboration des décrets d'application de la présente loi) (p. 3959) : rejeté ; amendement n° 9 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *(conséquences de la disparition de la notion de service et de la création de celle de département)* : absence de concertation ; qualité des soins ; amendement n° 41 de M. Claude-Gérard Marcus (de suppression) (p. 3964) ; rejeté ; amendement n° 29 de M. Jacques Blanc (remplacement progressif des termes de « service » et de « chef de service » par les termes de « département » et de « chef de département ») ; « médiocrisation » de l'hôpital ; rejeté au scrutin public ;

— article 6, adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 61 de M. Louis Lareng (référence au maire de la commune d'implantation) (p. 3965) : rejeté ;

amendement n° 20 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (possibilité pour les associations représentatives des usagers de siéger dans le conseil d'administration de l'hôpital) : rejeté ; amendement n° 39 de M. Michel Coffineau (représentation du personnel médical et pharmaceutique et du personnel titulaire n'appartenant pas au corps médical) ; mise en place de cinq collèges distincts par la loi de 1970 (p. 3966) ; amendement n° 39 : retiré.

Article 7 *(compétences du conseil d'administration, approbation de ses délibérations, procédure budgétaire)* : rôle du représentant de l'Etat en matière de décisions budgétaires du conseil d'administration de l'hôpital (p. 3967) ; mise en place de la dotation globale ; amendement n° 57 de M. Jean Royer (référence à la politique adoptée par le conseil d'administration de l'hôpital) ; budget de l'assistance publique ; pouvoir de tutelle (p. 3968) ; adopté ; amendement n° 21 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (référence à la négociation des marchés) : rejeté ; amendement n° 30 de M. Jacques Blanc (délai donné au représentant de l'Etat pour approuver les décisions du conseil d'administration) (p. 3969) : rejeté ; amendement n° 42 de M. Claude-Gérard Marcus (absence de suspension des délais par le représentant de l'Etat) ; amendement n° 52 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Jacques Blanc (même objet) ; augmentation du prix de journée ; dépenses abusives ; rejeté (p. 3970) ; amendement n° 10 de la commission (motivation de tout refus ou modification d'approbation des délibérations) : adopté ; amendement n° 58 de M. Jean Royer (procédure d'élaboration du budget de l'hôpital) ; amendement n° 31 de M. Jacques Blanc (motivation des décisions du représentant de l'Etat) ; problème des créations de poste dans les hôpitaux ; exemple de l'hôpital de Tours (p. 3971) ; amendement n° 58 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 31 : rejeté ; amendement n° 22 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (évaluation des besoins de la population dans le domaine de la santé comme critère d'évolution des dépenses hospitalières) (p. 3972) : rejeté ; amendement n° 37 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (désaccord entre le représentant de l'Etat et le conseil d'administration) : adopté ; amendements n° 11 et n° 12 de la commission (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 59 de M. Jean Royer (saisine de la chambre régionale des comptes dans le cas où la dotation annuelle de fonctionnement n'a pas été fixée en temps opportun par l'Etat) : rejeté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 *(rôle et compétences des directeurs)* (p. 3973) : autorité du directeur de l'établissement ; partage du pouvoir avec les médecins ; amendement n° 32 de M. Jacques Blanc (précisant que le directeur est responsable de la conduite administrative générale de l'établissement) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 33 de M. Jacques Blanc (référence aux personnels médicaux) (p. 3974) ; indépendance des médecins par rapport au directeur ; rejeté ; amendement n° 62 de M. Louis Lareng (référence aux pharmaciens) : adopté ; amendement n° 53 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Jacques Blanc (possibilité pour le directeur de procéder à des virements de crédits) : rejeté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 *(situation et qualité des comptables des établissements publics, sanitaires, sociaux et médico-sociaux)* : adopté.

Article 10 *(commission médicale consultative et comité technique paritaire)* : nécessité de définir les rôles respectifs de ces instances (p. 3975) ; amendement n° 34 de M. Jacques Blanc (rôle de la commission médicale consultative) : rejeté ; amendement n° 13 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 54 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Jacques Blanc (rapport annuel sur les activités médicales de l'établissement) ; amendement n° 14 de la commission (rapport annuel sur l'évaluation des soins) ; sous-amendements identiques n° 44 de M. Jacques Blanc et n° 47 de M. Claude-Gérard Marcus (référence à la transmission du rapport annuel au comité technique paritaire) (p. 3976) ; amendement n° 54 : rejeté ; sous-amendements n° 44 et n° 47 : rejetés ; amendement n° 14 : adopté ; amendement n° 35 de M. Jacques Blanc (consultation du comité technique paritaire) : rejeté ; amendement n° 15 de la commission (consultation du comité technique paritaire sur le budget et sur les comptes) (p. 3977) : adopté ; amendement n° 45 de M. Claude-Gérard Marcus (rôle du comité technique paritaire) ; introduction du pouvoir des conseils et du pouvoir syndical dans les hôpitaux ; rejeté ; amendements n° 36 de M. Jacques Blanc et n° 46 de M. Claude-Gérard Marcus : devenus sans objet ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 *(dispositions financières relatives au secteur privé non lucratif)* : adopté.

Article 12 *(règles applicables aux marchés des établissements hospitaliers publics)* : amendement n° 48 de M. Claude-Gérard Marcus (contrôle des marchés) ; amendement n° 55 de M. Jacques Barrot soutenu par M. Jacques Blanc (même objet) (p. 3978) : rejetés ;

— article 12, adopté.

Article 13 *(dispositions transitoires relatives à la départementalisation)* : mise en œuvre de la départementalisation pendant une période de trois ans ; amendement n° 49 de M. Claude-Gérard Marcus (application des dispositions transitoires pendant une durée de sept ans) ; amendement n° 16 de la commission (application des dispositions transitoires pendant une période de trois ans) (p. 3979) ; rapport des médiateurs ; amendement n° 49 : rejeté ; amendement n° 16 : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 17 de la commission (avenir de l'article 106 du décret n° 43-891 du 17 avril 1943) : rejeté (p. 3980).

Seconde délibération du projet de loi.

Article 5 (p. 3980) : amendement n° 1 du Gouvernement (de précision) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 7 (p. 3981) : amendement n° 2 du Gouvernement (intervention du représentant de l'Etat) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté (p. 3982).

Explication de vote.

Absence de concertation : *Blanc (Jacques)* (p. 3983) ; *Hervé (Edmond)* (p. 3983).

Coexistence entre les départements : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 3982).

Départementalisation : *Le Foll (Robert)* (p. 3982).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Marcus (Clude-Gérard)* (p. 3982).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Blanc (Jacques)* (p. 3983).

Vote positif du groupe communiste : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3983).

Vote positif du groupe socialiste : *Le Foll (Robert)* (p. 3983).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3984).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [2 décembre 1983] (p. 5967).

Alternatives à l'hospitalisation : *Hervé (Edmond)* (p. 5972).

Chefs de service (suppression des —) : *Blanc (Jacques)* (p. 5969).

Concertation sur cette réforme : *Hervé (Edmond)* (p. 5973).

Départementalisation : *Bartoloné (Claude)* (p. 5968) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5968, 5969) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5969) ; *Lareng (Louis)* (p. 5969, 5970) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5971) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5972, 5973).

Dépenses hospitalières (maîtrise des —) : *Bartoloné (Claude)* (p. 5968) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5971).

Etudes médicales et pharmaceutiques (réforme des —) : *Hervé (Edmond)* (p. 5972).

Grève des médecins : *Blanc (Jacques)* (p. 5968) ; *Lareng (Louis)* (p. 5970).

Lits d'hôpitaux (réduction du nombre des —) : *Blanc (Jacques)* (p. 5971) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5973) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5973).

Patrons : *Blanc (Jacques)* (p. 5969) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5972).

Pouvoirs dans l'hôpital : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5969) ; *Lareng (Louis)* (p. 5970) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5971) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5968, 5973) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5973).

Secteur privé : *Blanc (Jacques)* (p. 5968, 5969).

Sénat (contre-projet du —) : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5970).

Statut des médecins hospitaliers : *Lareng (Louis)* (p. 5970) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5972).

Vote favorable du groupe communiste : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5971).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5970).

Discussion des articles [2 décembre 1983] (p. 5974).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (création d'un syndicat inter-hospitalier à la demande de deux ou plusieurs établissements assurant le service public hospitalier) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (possibilité pour des établissements sanitaires ne comportant pas de moyens d'hospitalisation de faire partie d'un syndicat inter-hospitalier) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (p. 5974) : amendement n° 24 de la commission (de rectification) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 supprimé par le Sénat.

Article 4 : adopté.

Article 4 bis : amendement n° 4 de la commission (de suppression) ; transformation des services en départements ; contre-proposition du Sénat désignant les chefs de service pour une durée de six ans renouvelable (p. 5975) ; adopté au scrutin public ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 5 : mise en place du département ; maintien de la notion de service par le Sénat ; participation des sages-femmes à l'élection du chef de département (p. 5976) ; hiérarchie fondée sur la compétence ; amendement n° 5 de la commission (organisation des hôpitaux en départements ; activités du département et statut du chef de département) ; accueil et soins dispensés aux malades ; place des sages-femmes (p. 5977) ; participation, à l'élection du chef du département, des sages-femmes et des médecins à temps partiel ; inapplication de la départementalisation aux hôpitaux locaux ; sous-amendement n° 23 de M. Louis Lareng (assistance du chef du département par un cadre infirmier) (p. 5978) ; adopté ; sous-amendement n° 26 du Gouvernement (élection du chef du département par catégorie) ; pondération des votes en fonction du temps passé à l'hôpital ; sous-amendement n° 25 de M. Claude Bartoloné (élection du chef du département par collège séparé) ; sous-amendement n° 27 adopté ; sous-amendement n° 25 adopté ; sous-amendement n° 27 du Gouvernement (mode d'élection des membres du conseil du département) ; représentation des sages-femmes ; adopté ; amendement n° 5, ainsi modifié, adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 5 bis : suppression de la possibilité d'instaurer progressivement la départementalisation (p. 5979) ; amendement n° 6 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 5 ter : amendement n° 7 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 5 quater : amendement n° 8 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 6 supprimé par le Sénat : amendement n° 9 de la commission (suppression de la référence aux « services » et aux « chefs de service » et remplacement de ces notions par les mots « départements » et « chefs de département ») : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 7 (p. 5980) : amendement n° 10 de la commission (délibération du conseil d'administration sur les programmes définissant les besoins de l'hôpital) ; amendement n° 28 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 10 ; rejeté ; amendement n° 28 : adopté ; amendement n° 11 de la commission (de coordination) (p. 5981) ; adopté ; amendement n° 12 de la commission (possibilité pour le représentant de l'Etat de supprimer ou diminuer des prévisions de dépenses) ; taux d'évolution des dépenses hospitalières ; adopté ; amendement n° 13 de la commission (supprimant le 22e alinéa du texte pour l'article 22 de la loi du 31 décembre 1970) ; « enveloppe globale » ; blocage des prix de journée en 1978 ; adopté ; amendement n° 14 de la commission (supprimant le 23e alinéa du texte proposé pour l'article 22 de la loi du 31 décembre 1970) ; relations futures entre l'administration et les conseils d'administration ; notion de dépenses abusives (p. 5982) ; adopté ; amendement n° 15 de la commission (supprimant le 24e alinéa du texte proposé pour l'article 22 de la loi du 31 décembre 1970) ; adopté ; amendement n° 16 de la commission (supprimant le 25e alinéa du texte proposé pour l'article 22 de la loi du 31 décembre 1970) ; mauvaise maîtrise des dépenses par les collectivités locales ; amendement n° 16 : adopté ; amendement n° 17 de la commission (supprimant les deuxième et troisième phrases de l'avant dernier alinéa du texte proposé pour l'article 22 de la loi du 31 décembre 1970) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (p. 5983) ; autorité du directeur ; indépendance du pouvoir médical ; amendement n° 18 de la commission (supprimant le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 22-2 de la loi du 31 décembre 1970) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 10 : association du personnel non médical à la politique de l'hôpital ; pouvoir du comité technique paritaire ; rapport sur l'évaluation des soins ; amendement n° 19 de la commission (pouvoir de la commission médicale consultative et du comité technique paritaire) ; sous-amendement n° 29 du Gouvernement (consultation du comité technique paritaire sur l'organisation et le fonctionnement des départements et des services non médicaux) (p. 5984) ; rappel des modifications introduites par le Sénat ; sous-amendement n° 29 rejeté ; amendement n° 19 adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 : amendement n° 20 de la commission (conditions d'exercice de la tutelle sur le budget des établissements privés) ; amendement n° 30 du Gouvernement (même objet) (p. 5985) ; amendement n° 20 rejeté ; amendement n° 30 adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 : amendement n° 31 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 12 bis : adopté.

Article 13 : amendement n° 21 de la commission (dispositions transitoires pour faire appliquer les articles 5 et 6 de la présente loi) ; sous-amendement n° 32 du Gouvernement (fixation à cinq ans de la durée d'application des dispositions transitoires des articles 5 et 6 de la présente loi) ; nécessité de souplesse dans la mise en œuvre des départements ; rapport des médiateurs (p. 5986) ; sous-amendement n° 32 rejeté ; amendement n° 21 : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 : suppression de la hiérarchie médicale ; amendement n° 22 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé (p. 5987).

Explications de vote (p. 5987).

Compétences médicales : *Blanc (Jacques)* (p. 5987, 5988) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5988).

Départementalisation : *Hervé (Edmond)* (p. 5988, 5989).

« Destruction » du corps médical : *Blanc (Jacques)* (p. 5987) ; *Debré (Michel)* (p. 5988).

Directeur d'hôpital : *Hervé (Edmond)* (p. 5988).

Prix de journée : *Hervé (Edmond)* (p. 5988).

Vote favorable du groupe socialiste : *Lareng (Louis)* (p. 5987).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5989).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1983] (p. 6869).

Conseil d'administration : *Bartoloné (Claude)* (p. 6869).

Echec de la commission mixte paritaire : *Bartoloné (Claude)* (p. 6869).

Discussion des articles [20 décembre 1983] (p. 6869).

Article 4 bis : amendement n° 1 de la commission (suppression de l'article) : adopté (p. 6869) ;

— en conséquence, cet article est supprimé (p. 6869).

Article 5 : amendement n° 2 de la commission (organisation des hôpitaux en départements) ; sous-amendement n° 13 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (élection de l'assistant du chef de département par un collège d'infirmiers) ; sous-amendement n° 14 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (cadre assistant le chef du département) ; cadres infirmiers ou sages-femmes ; sous-amendement n° 13 rejeté ; sous-amendement n° 14 devenu sans objet ; amendement n° 2 : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 5.

Article 5 bis : amendement n° 3 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé (p. 6870).

Article 5 ter : amendement n° 4 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 5 quater : amendement n° 5 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 6 : amendement n° 6 de la commission (faisant référence aux départements dans les articles 17 et 27 de la loi de 1970) : adopté ;

— article 6 ainsi rétabli.

Article 7 : amendement n° 7 de la commission (supprimant la référence aux services médicaux dans l'article 22 de la même loi) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 10 : amendement n° 8 de la commission (consultation obligatoire de la commission médicale consultative) (p. 6871) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 13 : amendement n° 9 de la commission (référence aux articles 5 et 6 de ce texte dans cet article) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (substituant aux mots « cinq ans » les mots « trois ans » dans cet article) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 13 bis : amendement n° 11 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 14 : amendement n° 12 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé (p. 6872).

Explications de vote (p. 6872).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Perrut (Francisque)* (p. 6872).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6872).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1983] (p. 6943).

Echec de la commission mixte paritaire : *Bartoloné (Claude)* (p. 6943) ;

Syndicats inter-hospitaliers : *Labarrère (André)* (p. 6943).

Dernier texte adopté par l'Assemblée Nationale (p. 6943, 6944).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6944).

Voir *Déclarations du Gouvernement* **7.**

Budget global.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), affaires sociales et solidarité nationale.

Questions au Gouvernement **592.**

Centres hospitaliers universitaires.

Voir *Questions orales sans débat* **528.**

Départementalisation.

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure* **2.**

Lois de finances **7** (deuxième partie), affaires sociales et solidarité nationale.

Détenus hospitalisés.

Voir *Questions orales sans débat* **536.**

Forfait hospitalier.

Voir *Questions au Gouvernement* **529, 534, 672.**

Hôpital de Chateaubriant.

Voir *Questions au Gouvernement* **698.**

Hôpital d'Hazebrouck.

Voir *Questions au Gouvernement* **779.**

Hôpitaux psychiatriques.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), affaires sociales et solidarité nationale.

Implantation d'un hôpital de secteur à Segré.

Voir *Questions orales sans débat* **397.**

Prêts de la C.N.A.M.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), affaires sociales et solidarité nationale.

Suppression des hospices.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), affaires sociales et solidarité nationale.

Suppression des prêts de la caisse nationale d'assurance maladie.

Voir *Questions au Gouvernement* **652.**

ETAT CIVIL

3. — Proposition de loi n° 1352 relative aux **changements de noms et à la francisation des noms et prénoms.** — *Assemblée nationale* (première lecture).. — Rapporteur : M. Jean Foyer (21 avril 1983).

4. — Proposition de loi n° 1625 permettant aux parents de choisir pour les enfants le **nom** du père ou celui de la mère. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 23 juin 1983 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : Mme Gisèle Halimi (7 juillet 1983).

Actes d'—

Voir *Déportés, internés et résistants* **8.**

Transmission des noms patronymiques.

Voir *Questions orales sans débat* **365.**

ETATS-UNIS

Voir *Défense nationale* **3.**

Traités et conventions **93.**

ETHANOL

Voir *Questions orales sans débat* **511.**

ETRANGERS

6. — Proposition de loi n° 1747 visant à créer des **conseils consultatifs** des **communautés étrangères** vivant en France. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 octobre 1983 par M. Alain Mayoud. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Claude Wolff (3 novembre 1983).

Voir *Plan* **4.**

Traités et conventions **76.**

Insertion sociale des —

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Logement des —

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Affaires sociale et solidarité nationale.

ETUDIANTS

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* **5.**
Lois de finances 7 (deuxième partie), éducation nationale.

EUROCONTROL

Voir *Traités et conventions* **56.**

EUROMISSILES

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**
Lois de finances 7 (deuxième partie), défense et budget annexe des essences, relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Motions de censure **10.**
Questions au Gouvernement **690.**

« EUROPE BLEUE »

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), mer.
Poissons et produits d'eau douce et de la mer **1.**

EXAMENS, CONCOURS ET DIPLOMES

4. — Projet de loi n° 1573 portant validation des résultats du concours 1980 des chargés de recherches (secteur sciences sociales) de l'**Institut national de la recherche agronomique.** — *Sénat* (première lecture) n° **342** (1982-1983), dépôt le 25 mai 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Léon Eckhoutte. — Rapport n° **374** (1982-1983) (8 juin 1983). — Discussion le 9 juin 1983. — Adoption le 9 juin 1983. — Projet de loi n° **129** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1573**, dépôt le 10 juin 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Léo Grézard (16 juin 1983). — Rapport n° **1596** (17 juin 1983). — Discussion le 20 juin 1983. — Adoption le 20 juin 1983. — Projet de loi n° **388.**

Loi n° 83-522 du 27 juin 1983, publiée au *J.O.* du 28 juin 1983 (p. 1931).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 juin 1983] (p. 2817).

Intervention du législateur pour régulariser la situation : *Grézard (Léo)* (p. 2817) ; *Rocard (Michel)* (p. 2818).

Irrégularité dans la composition du jury : *Grézard (Léo)* (p. 2817).

Discussion de l'article unique [20 juin 1983] (p. 2818).

Article unique *(validation des nominations des trois candidats admis au concours de chargés de recherche de l'Institut national de la recherche agronomique)* (p. 2818).

Adoption de l'article unique (p. 2818).

5. — Projet de loi organique n° 1574 relatif aux candidats admis au premier concours d'accès à l'**Ecole nationale de la magistrature** (session 1976). — *Sénat* (première lecture), n° **328** (1982-1983), dépôt le 18 mai 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Edgar Tailhades. — Rapport n° **357** (1982-1983) (2 juin 1983). — Discussion le 9 juin 1983. — Adoption le 9 juin 1983. — Projet de loi n° **131** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1574**, dépôt le 10 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roger Rouquette (16 juin 1983). — Rapport n° **1589** (16 juin 1983). — Discussion le 20 juin 1983. — Adoption le 20 juin 1983. — Projet de loi n° 386.

Saisine du Conseil Constitutionnel, (articles 46 et 61, alinéa 1 de la Constitution). — Décision le 19 juillet 1983 (*J.O.* du 21 juillet 1983) (p. 2251). Conforme en totalité.

Loi n° 83-674 du 26 juillet 1983, publié au *J.O.* du 27 juillet 1983 (p. 2326).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 1574 et 1575 [20 juin 1983] (p. 2815).

Coïncidence des dates des concours E.N.M. et E.N.A. pour 1983 : *Toubon (Jacques)* (p. 2816, 2817) ; *Badinter (Robert)* (p. 2817).

Conséquence de l'annulation du concours de l'Ecole nationale de la magistrature en 1976 : *Rouquette (Roger)* (p. 2815) ; *Badinter (Robert)* (p. 2816).

Lenteur de la procédure d'annulation : *Rouquette (Roger)* (p. 2815) ; *Badinter (Robert)* (p. 2816).

Régularisation de la situation : *Rouquette (Roger)* (p. 2815, 2816) ; *Badinter (Robert)* (p. 2816).

Rupture de l'égalité entre les candidats : *Rouquette (Roger)* (p. 2815) ; *Badinter (Robert)* (p. 2816).

Discussion de l'article unique [20 juin 1983] (p. 2817).

Article unique (*premier concours E.N.M. de 1976*) ; nomination des candidats admis à ce concours comme auditeurs de justice ; concours de greffiers en chef stagiaires (p. 2817).

Adoption de l'article unique (p. 2817).

6. — Projet de loi n° 1575 relatif aux **greffiers en chef stagiaires** nommés à la suite du premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session 1976). — *Sénat* (première lecture), n° **327** (1982-1983), dépôt le 18 mai 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Edgar Tailhades. — Rapport n° **358** (1982-1983) (2 juin 1983). — Discussion le 9 juin 1983. — Adoption le 9 juin 1983. — Projet de loi n° **132** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1575**, dépôt le 10 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roger Rouquette (16 juin 1983). — Rapport n° **1590** (16 juin 1983). — Discussion le 20 juin 1983. — Adoption le 20 juin 1983. — Projet de loi n° **387.**

Loi n° 83-521 du 27 juin 1983, publié au *J.O.* du 28 juin 1983 (p. 1931).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 1574 et 1575 [20 juin 1983] (p. 2815). Voir « Examens, concours et diplômes 5 ».

Discussion de l'article unique (p. 2817).

Article unique (*greffiers en chef stagiaires*) : nomination des candidats bénéficiant des dispositions du décret modifié du 20 juin 1967 (p. 2817).

Adoption de l'article unique (p. 2817).

7. — Projet de loi n° 1927 relatif à la situation des candidats admis au **concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers** organisé dans le département de l'Essonne les 14 octobre et 18 novembre 1976. — *Sénat* (première lecture), n° **20** (1983-1984) ; dépôt le 13 octobre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Lazuech. — Rapport n° **141** (1983-1984) (15 décembre 1983). — Discussion le 20 décembre 1983. — Adoption le 20 décembre 1983. — Projet de loi n° **60** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1927**, dépôt le 20 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

EXCEPTION D'IRRECEVABILITE

Voir *Départements d'outre mer* **7.**
Enseignement supérieur et post baccalauréat **5.**
Plan **4.**

EXPERTS COMPTABLES

Voir *Entreprises* **15.**
Réglementation professionnelle de l'expertise comptable.
Voir *Questions orales sans débat* **443.**

EXPOSITIONS ET SALONS

1. — **Projet de loi n° 1458 sur l'exposition universelle de 1989.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 25 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Georges Sarre (5 mai 1983). — Rapport n° **1504** (17 mai 1983). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (28 avril 1983). — Rapporteur pour avis : M. Roger Rouquette (5 mai 1983), remplacé par M. Alain Richard (17 mai 1983). — Discussion les 18 et 20 mai 1983. — Adoption le 20 mai 1983. — Projet de loi n° **365.**

Sénat (première lecture), n° **338** (1982-1983), dépôt le 24 mai 1983. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Roger Romani. — Rapport n° **389** (1982-1983) (14 juin 1983). — Discussion les 16 et 17 juin 1983. — Adoption le 17 juin 1983. — Projet de loi n° **145** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1598**, dépôt le 20 juin 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Georges Sarre. — Rapport n° **1600** (21 juin 1983). — Discussion le 22 juin 1983. — Adoption avec modifications le 22 juin 1983. — Projet de loi n° **406.**

Sénat (deuxième lecture), n° **430** (1982-1983), dépôt le 23 juin 1983. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Roger Romani. — Rapport n° **440** (1982-1983) (24 juin 1983). — Discussion le 27 juin 1983. — Adoption avec modifications le 27 juin 1983. — Projet de loi n° **165** (1982-1983).

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1951).

Bureau [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1951).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Georges Sarre. — Rapport n° **1654** (28 juin 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Roger Romani. La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1652**, dépôt le 28 juin 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Georges Sarre. — Rapport n° **1657** (28 juin 1983). — Discussion le 28 juin 1983. — Adoption avec modifications le 28 juin 1983. — Projet de loi n° **423.**

Sénat (troisième lecture), n° **460** (1982-1983), dépôt le 29 juin 1983. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Roger Romani. — Discussion le 29 juin 1983. — Adoption avec modifications le 29 juin 1983. — Projet de loi n° **172** (1982-1983).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **1676**, dépôt le 30 juin 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Georges Sarre. — Rapport n° **1677** (30 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption définitive le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **434.**

Nouvelle délibération demandée par M. le Président de la République (n° **1713**) [3 octobre 1983]. Renvoi à la commission de la production et des échanges. Rapporteur M. André Billardon (13 octobre 1983).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [18 mai 1983] (p. 1169, 1188).

Exception d'irrecevabilité de M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 1174, 1175, 1177) ; *Richard (Alain)* (p. 1176) ; *Quilès (Paul)* (p. 1176, 1177) ; rejetée au scrutin public (p. 1177).

Question préalable de M. Claude Labbé : *Toubon (Jacques)* (p. 1177, 1178, 1179, 1180) ; *Quilès (Paul)* (p. 1180, 1181) ; *Quilliot (Roger)* (p. 1181, 1182) ; rejetée au scrutin public (p. 1182).

Accord donné par le bureau international des expositions universelles pour le choix de Paris : *Quilliot (Roger)* (p. 1169) ; *Sarre (Georges)* (p. 1171) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1175).

Aéroport de Roissy (extension de l'—) : *Sarre (Georges)* (p. 1171).

Attitude du président de la région Ile-de-France : *Sarre (Georges)* (p. 1172).

Antagonisme Paris-province et exposition universelle : *Quilès (Paul)* (p. 1189) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1190) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1192) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 1197).

Bâtiment et travaux publics (secteur du —) : *Quilès (Paul)* (p. 1189) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1190) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1191) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 1196).

Bilan du Gouvernement en 1989 : *Brunhes (Jacques)* (p. 1190).

Caractère anachronique de l'organisation d'une exposition universelle : *Missoffe (Hélène)* (p. 1189) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 1192).

Centre national de la communication (création du —) : *Toubon (Jacques)* (p. 1179)

Choix des sites parisiens retenus : *Quilliot (Roger)* (p. 1169, 1197) ; *Sarre (Georges)* (p. 1171) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1179) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1190) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1195) ; *Moulinet (Louis)* (p. 1196).

Clôture de l'exposition : *Sarre (Georges)* (p. 1173).

Commémoration du bicentenaire de la révolution française : *Quilliot (Roger)* (p. 1169) ; *Sarre (Georges)* (p. 1171) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1177) ; *Quilès (Paul)* (p. 1188) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1189) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1190) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 1192) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1193) ; *Rigaud (Jean)* (p. 1194) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 1196).

Commissaire général (nomination d'un —) : *Quilliot (Roger)* (p. 1170) ; *Sarre (Georges)* (p. 1172) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1174).

Concertation : *Quilès (Paul)* (p. 1180).

Conseil d'administration de l'établissement public (composition du —) : *Quilès (Paul)* (p. 1170) ; *Sarre (Georges)* (p. 1172).

Conseil de l'Europe (anniversaire de la création du —) : *Gengenwin (Germain)* (p. 1192).

Construction de logements transformables en logements sociaux : *Quilliot (Roger)* (p. 1170) ; *Sarre (Georges)* (p. 1173) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1191).

Constructions temporaires (démolition des —) : *Quilliot (Roger)* (p. 1170) ; *Sarre (Georges)* (p. 1176) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 1193).

Contradiction entre le présent projet de loi et l'ordonnance organique de 1959 (prévision obligatoire des charges nouvelles) : *Gantier (Gilbert)* (p. 1175) ; *Richard (Alain)* (p. 1175).

Coût et financement de l'exposition : *Sarre (Georges)* (p. 1171, 1172) ; *Richard (Alain)* (p. 1174) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1174) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1177, 1179) ; *Quilès (Paul)* (p. 1180) ; *Quilliot (Roger)* (p. 1181) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1189) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1191) ; *Rigaud (Jean)* (p. 1194).

Dassault (Marcel) : *Missoffe (Hélène)* (p. 1189).

Délais de remise en état des sites : *Quilliot (Roger)* (p. 1170).

Elus locaux (rôle et attitude des —) : *Quilès (Paul)* (p. 1181) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1193).

Emplois créés par l'exposition : *Sarre (Georges)* (p. 1171) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1179) ; *Quilès (Paul)* (p. 1189) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 1193).

Encombrements automobiles (risque d'—) : *Quilliot (Roger)* (p. 1171) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1178) ; *Quilès (Paul)* (p. 1188) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1190) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1192).

Est (rééquilibrage de Paris vers l'—) : *Charzat (Michel)* (p. 1194) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1195).

Etablissement public (création d'un —) : *Quilliot (Roger)* (p. 1170, 1177) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1174).

Etat (importance de l'engagement financier de l'—) : *Missoffe (Hélène)* (p. 1190) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1194).

Grand Louvre et Musée d'Orsay : *Quilliot (Roger)* (p. 1169) ; *Sarre (Georges)* (p. 1171) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1177) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1179) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 1193).

Grands travaux : *Sarre (Georges)* (p. 1171) ; *Quilliot (Roger)* (p. 1181).

Hébergement (capacité d'—) : *Quilliot (Roger)* (p. 1170) ; *Sarre (Georges)* (p. 1173) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1178) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1190) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1193) ; *Rigaud (Jean)* (p. 1194) ; *Charzat (Michel)* (p. 1194).

Impossibilité de chiffrer le coût de l'opération : *Richard (Alain)* (p. 1176) ; *Quilliot (Roger)* (p. 1176) ; *Quilès (Paul)* (p. 1180) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1190).

Insécurité : *Missoffe (Hélène)* (p. 1190) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 1196).

Paris (rôle de la ville de —) : *Quilès (Paul)* (p. 1188).

Participation éventuelle de Lyon à l'exposition universelle : *Rigaud (Jean)* (p. 1194) ; *Quilliot (Roger)* (p. 1198).

Pavillons du tiers-monde (construction des —) : *Toubon (Jacques)* (p. 1179).

Plans d'urbanisme (élaboration des —) : *Quilliot (Roger)* (p. 1170) ; *Sarre (Georges)* (p. 1172) ; *Richard (Alain)* (p. 1173) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1180).

Précédentes expositions universelles parisiennes : *Quilliot (Roger)* (p. 1169) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1195).

Promesses non tenues : *Gantier (Gilbert)* (p. 1175).

Quartiers populaires : *Brunhes (Jacques)* (p. 1191).

Recrutement de policiers supplémentaires : *Toubon (Jacques)* (p. 1178).

Retombées économiques de l'exposition : *Quilliot (Roger)* (p. 1169, 1198) ; *Sarre (Georges)* (p. 1171) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1175) ; *Quilès (Paul)* (p. 1189) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1189) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1191) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 1193) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1193) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 1196).

Spéculation (lutte contre la —) : *Quilliot (Roger)* (p. 1170) ; *Sarre (Georges)* (p. 1173) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1178) ; *Quilès (Paul)* (p. 1188) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1197) ; *Charzat (Michel)* (p. 1195) ; *Moulinet (Louis)* (p. 1196).

Suspension de la réglementation de protection des sites et des monuments historiques : *Quilliot (Roger)* (p. 1170) ; *Sarre (Georges)* (p. 1172).

Tourisme social (développement du —) : *Brunhes (Jacques)* (p. 1191).

Trafic commercial sur la Seine : *Toubon (Jacques)* (p. 1178).

Transports en commun : *Toubon (Jacques)* (p. 1179) ; *Quilès (Paul)* (p. 1188) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1190) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1192) ; *Guyard (Jacques)* (p. 1193) ; *Rigaud (Jean)* (p. 1194).

Discussion des articles [18 mai 1983] (p. 1198) ; [20 mai 1983] (p. 1318).

Titre Ier : *dispositions générales.*

Article 1er *(annonce, date et lieu de l'exposition universelle)* mission d'étude menée par M. Robert Bordaz ; volonté exprimée par le président de la République de prolonger l'exposition dans plusieurs villes de France ; contradiction avec le choix de Paris comme site unique ; rôle confié à M. Claude Manceron (p. 1198) ; unité de lieu imposée par le règlement du bureau international des expositions ; amendement n° 66 de M. Jacques Toubon (organisation de l'exposition universelle sous réserve de l'accord de la ville de Paris et de la région) ; accord de principe du ministre de l'urbanisme et du logement sur cet amendement (p. 1199) : rejeté ; amendement n° 50 de M. Gilbert Gantier (organisation d'une exposition universelle sous réserve de l'inscription aux lois de finances de moyens budgétaires correspondants) ; nécessité de respecter l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ; prévision, évaluation et autorisation des charges nouvelles ; rejeté ; amendement n° 40 de M. Jean Rigaud (précisant que le site principal de l'exposition sera Paris) ; possibilité de sites situés en province (p. 1200) : rejeté ;

— article 1er adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 30 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Louis Odru (précisant que l'exposition contribue au développement harmonieux de Paris et de sa région dans le domaine social, économique et culturel) ; amendement n° 31 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Louis Odru (développement de l'habitat social et lutte contre la spéculation foncière) ; amendement n° 30 adopté ; amendement n° 31 rejeté ; amendement n° 51 de M. Gilbert Gantier (précisant qu'une loi de programme établira l'enveloppe financière globale avant la fin 1983) ; amendement n° 63 de M. Pierre Weisenhorn (loi de programmation financière retraçant les dépenses prévues pour la réalisation de l'exposition) (p. 1201) ; réduction des crédits d'équipement dans les années à venir ; amendement n° 51 rejeté ; amendement n° 63 rejeté au scrutin public.

Article 2 *(nomination du commissaire général de l'exposition)* : amendement n° 10 de la commission (précisant que le commissaire général fixe les orientations pour la préparation, l'organisation, la réalisation et la gestion de l'exposition) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (précisant que le commissaire général garantit l'exécution des engagements pris vis-à-vis des exposants) (p. 1202) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jacques Toubon (instituant un conseil supérieur de l'exposition universelle) ; amendement n° 12 de la commission (instituant un conseil supérieur de l'exposition) ; amendement n° 1 retiré ; amendement n° 12 adopté.

Article 3 *(création de l'établissement public pour l'exposition universelle)* ; non spécificité de cet établissement public ;

— article 3 adopté.

Article 4 *(mission de l'établissement public)* : amendement n° 13 de la commission (de précision) (p. 1203) ; prééminence du commissaire général sur l'établissement public : adopté ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 4 ainsi modifié, adopté.

Article 5 *(composition de l'établissement public)* : amendement n° 15 de la commission (précisant cette composition) ; sous-amendement n° 32 de M. Jacques Brunhes (représentant des départements de la petite couronne) ; sous-amendement n° 33 de M. Jacques Brunhes (représentant des collectivités territoriales concernées) (p. 1204) ; sous-amendement nos 32 et 33 retirés ; sous-amendement n° 69 du Gouvernement (représentation des collectivités locales concernées) : adopté ; amendement n° 15, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 34 de M. Jacques Brunhes (représentation des départements limitrophes) : devenu sans objet ; amendement n° 41 de M. Jean Rigaud (représentation des collectivités territoriales concernées par l'opération) : devenu sans objet ; amendement n° 59 de M. Pierre Weiseinhorn soutenu par M. Claude-Gérard Marcus (représentation des associations du cadre de vie et de l'environnement) (p. 1205) : retiré ; amendement n° 45 de la commission des lois (compte d'emploi des crédits établi trimestriellement par le conseil d'administration de l'établissement) ; tutelle du Premier ministre sur l'établissement public ; création éventuelle d'une commission permanente de contrôle (p. 1206) ; adopté après rectification ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *(relation du commissaire général et du conseil d'administration de l'établissement public)* : amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 6.

Après l'article 6 : amendement n° 17 de la commission (fixation par des lois de finances des conditions dans lesquelles seront exécutées les opérations budgétaires découlant de la présente loi) : adopté ; amendement n° 60 de M. Pierre Weisenhorn (créant une commission permanente de contrôle) : devenu sans objet.

Titre II : *dispositions relatives à la réalisation de l'exposition universelle.*

Article 7 *(plan directeur d'aménagement des sites)* ; constitution de deux documents distincts (p. 1207) ; amendement n° 52 de M. Gilbert Gantier (avis conforme du conseil de Paris) : retiré ; amendement n° 53 de M. Gilbert Gantier (avis du conseil de Paris et du conseil régional) : retiré ; amendement n° 46 de la commission des lois (conditions dans lesquelles les avis sont réputés favorables) : adopté ; amendement n° 2 de M. Pierre Weisenhorn soutenu par M. Claude-Gérard Marcus (délai de trois mois) (p. 1208) ; consultation du conseil d'arrondissement ; application de la loi P.L.M. (p. 1209) : adopté ; amendement n° 54 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'alinéa de cet article relatif à l'avis défavorable d'un conseil municipal) : devenu sans objet ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 61 de M. Pierre Weisenhorn soutenu par M. Claude-Gérard Marcus (avis de la commission des sites) : rejeté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 *(plan directeur régional)* : nécessité d'assurer une meilleure protection des sites et d'allonger les délais de consultation de la région ; ambition représentée par l'exposition universelle ; nécessité de mettre en place une vaste concertation (p. 1318) ; vocation indus-

trielle de la région Rhône-Alpes ; participation des provinces à l'exposition universelle ; amendement n° 42 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Gilbert Gantier (substituant aux mots « dans la région Ile-de-France » les mots « dans la région concernée ») : rejeté ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 43 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Gilbert Gantier (collectivités territoriales intéressées) : rejeté ; amendement n° 55 de M. Gilbert Gantier (avis conforme du conseil régional d'Ile-de-France) : retiré ; amendement n° 64 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Jacques Toubon (avis des conseils généraux des départements puis du conseil régional d'Ile-de-France) (p. 1319) : retiré ; amendement oral de M. Jacques Toubon (avis des conseils généraux des départements intéressés) : adopté ; amendement n° 44 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (avis du conseil régional d'Ile-de-France et des conseils régionaux concernés) ; prolongements régionaux de l'exposition universelle : retiré ; amendement n° 36 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Louis Odru (avis des conseils municipaux des communes) (p. 1320) : retiré ; amendement n° 20 de la commission (avis du conseil de Paris) : adopté ; spécificité du conseil de Paris, à la fois conseil municipal et conseil général ; amendement n° 47 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (caractère favorable de l'avis du conseil régional et des conseils généraux) : adopté ; amendements identiques n° 3 de M. Pierre Weisenhorn soutenu par M. Jacques Toubon et n° 65 de Mme Hélène Missoffe soutenu par M. Jacques Toubon (durée du délai de la consultation) : adoptés ; amendement n° 56 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 *(modification des schémas directeurs)* (p. 1321) : amendement n° 57 de M. Gilbert Gantier (de suppression) : retiré ;

— article 9, adopté.

Article 10 *(caractère d'intérêt national ou général des opérations ou projets concourant à la réalisation de l'exposition) :* amendement n° 22 de la commission (publicité des opérations) : adopté ; amendement n° 4 de M. Pierre Weisenhorn soutenu par M. Jacques Toubon (possibilité pour le représentant de l'Etat de prescrire la révision ou la modification des plans d'aménagements de zones, plan d'occupation des sols ou documents d'urbanisme) (p. 1322) : retiré ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 *(sursis à statuer) :* spéculation immobilière dans la région parisienne ; hausse des loyers ; volonté de la droite de « vider » la capitale ; amendement n° 5 de M. Pierre Weisenhorn soutenu par M. Jacques Toubon (précisant que le sursis à statuer ne peut être opposé qu'à l'intérieur du plan directeur d'aménagement des sites et de périmètres déterminés par le plan directeur régional) (p. 1323) ; problème de la Z.A.C. industrielle Tolbiac-Masséna ; retiré ; amendement n° 48 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (avis du maire de la commune concernée sur les périmètres visés par cet article) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté (p. 1324).

Article 12 *(modalités d'acquisition des terrains faisant l'objet d'une décision des sursis à statuer) :* amendement n° 23 de M. Georges Sarre (acquisition portant sur des éléments bâtis et non bâtis) : adopté ; amendement n° 38 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Louis Ordru (portant à 4 ans le délai dans lequel la collectivité publique doit procéder à l'acquisition d'un terrain lorsque celui-ci a été l'objet d'une décision de sursis à statuer) : retiré ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 39 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Louis Odru (dispositions tendant à limiter la hausse des loyers pendant la période de l'exposition universelle) (p. 1325) ; risque grave de spéculation ; refus de transformer la région parisienne en un « immense Washington » ; retiré.

Article 13 *(liste des immeubles dépendant du domaine privé de l'Etat nécessaires à l'aménagement de l'exposition) :* cas des terrains appartenant à la S.N.C.F. (p. 1326) ; amendement n° 24 de la commission (substituant aux critères de nécessité à l'aménagement celui de nécessité à l'organisation de l'exposition) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 *(utilisation de la procédure d'expropriation pour extrême urgence) :* amendement n° 6 de M. Pierre Weisenhorn soutenu par M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 1327) : rejeté ; amendement n° 25 de la commission (précisant que les locaux mixtes d'habitation et à usage professionnel sont inclus dans les locaux visés au deuxième alinéa de cet article) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 *(régime des installations et constructions temporaires) :* amendement n° 62 de M. Pierre Weisenhorn soutenu par M. Jacques Toubon (avis de la commission des sites) : rejeté ; amendement n° 7 de M. Pierre Weisenhorn soutenu par M. Jacques Toubon (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 8 de M. Pierre Weisenhorn soutenu par M. Jacques Toubon (avis conforme du maire sur le caractère temporaire des installations et constructions concernées par le présent article) (p. 1328) ; association des collectivités locales à l'élaboration du plan directeur ; distinction entre les constructions définitives et les constructions temporaires ; respect du plan d'occupation des sols par les constructions temporaires (p. 1329) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 49 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (de coordination) : adopté ; amendements identiques n° 9 de M. Pierre Weisenhorn soutenu par M. Jacques Toubon et n° 26 de la commission (fixant à deux mois le délai de la consultation prévue avant la délivrance des autorisations) : adoptés ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 *(autorisation de location temporaire de certains logements libres d'occupation) :* problème du logement et de l'hébergement pendant la durée de l'exposition (p. 1330) ; amendement n° 27 de la commission (dérogations au droit commun ne pouvant excéder la durée de l'autorisation de location temporaire) : adopté ; amendement oral de la commission (de précision) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Titre III : *dispositions finales.*

Article 17 *(remise en état des terrains) :* amendement n° 58 de M. Gilbert Gantier (prévoyant des moyens pour la destruction des bâtiments temporaires en cas de contentieux) : retiré : après rectification ;

— article 17, adopté.

Article 18 *(suppression de l'établissement public) :* amendement n° 29 de la commission (précisant que l'Etat est subrogé dans les droits et obligations de l'établissement public après la suppression de celui-ci) (p. 1331) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 *(modalités d'application de la présente loi) :* adopté ; (p. 1332).

Explications de vote.

Accord sur le principe d'une exposition universelle : *Gantier (Gilbert)* (p. 1332) ; *Toubon (Jacques)* (p. 1332).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 1333).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 133).

Vote positif du groupe communiste : *Mercieca (Paul)* (p. 1333).

Vote positif du groupe socialiste : *Bassinet (Philippe)* (p. 1333).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 1334).

DEUXIÈME LECTURE

Discussion générale [22 juin 1983] (p. 3025).

Commissaire général : *Sarre (Georges)* (p. 3026) ; *Quilès (Paul)* (p. 3028).

Contrat de plan : *Sarre (Georges)* (p. 3026).

Engagements pluriannuels : *Toubon (Jacques)* (p. 3028).

Etablissement public : *Sarre (Georges)* (p. 3026) ; *Quilès (Paul)* (p. 3027-3028).

Financement (modalités du —) : *Toubon (Jacques)* (p. 3028) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3029).

Plans directeurs : *Sarre (Georges)* (p. 3027).

Sites (choix des —) : *Sarre (Georges)* (p. 3026) ; *Labarrère (André)* (p. 3027) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3028) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3029).

Villette (terrains de la —) : *Sarre (Georges)* (p. 3026).

Discussion des articles [22 juin 1983] (p. 3029).

Avant l'article 1er supprimé par le Sénat : amendement n° 27 de la commission (intitulé du titre I) : adopté.

Article 1er supprimé par le Sénat : amendement n° 2 de la commission (déroulement de l'exposition à Paris en 1989) : adopté ;

— l'article 1er est ainsi rétabli.

Article 1er bis supprimé par le Sénat : amendement n° 3 de la commission (contribution de l'exposition au développement harmonieux de Paris et de sa région) : adopté ;

— l'article 1er bis est ainsi rétabli.

Article 2 supprimé par le Sénat : amendement n° 4 de la commission (nomination et rôle du commissaire général de l'exposition) ; mot « participants » (p. 3029) : adopté ;

— l'article 2 est ainsi rétabli.

Article 2 bis supprimé par le Sénat : amendement n° 5 de la commission (conseil supérieur de l'exposition) : adopté ;

— l'article 2 bis est ainsi rétabli.

Article 3 : amendement n° 6 de la commission (substituant au mot « administratif » les mots « industriel et commercial » à propos de l'établissement public national) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 : amendement n° 7 de la commission (mission de cet établissement) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 4.

Article 5 : amendement n° 8 de la commission (composition du conseil d'administration) ; sous-amendement n° 30 de M. Jacques Toubon (suppression des mots « des collectivités locales concernées » dans le dernier alinéa de cet amendement) (p. 3030) ; communes d'implantation ; sous-amendement n° 30 : rejeté ; amendement n° 8 : adopté ; amendement n° 9 de la commission (nomination par décret du président du conseil d'administration) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (compte trimestriel d'emploi des crédits) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 supprimé par le Sénat : amendement n° 11 de la commission (rôle du commissaire général) : adopté ;

— l'article 6 est ainsi rétabli.

Article 6 bis : amendement n° 12 de la commission (exécution des opérations budgétaires découlant du texte) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 6 bis.

Article 6 ter : amendement n° 13 de la commission (suppression de cet article) : adopté ;

— en conséquence, l'article 6 ter est supprimé (p. 3031).

Avant l'article 7 supprimé par le Sénat : amendement n° 28 de la commission (intitulé du titre II) : adopté.

Article 7 supprimé par le Sénat : amendement n° 14 de la commission (plan directeur d'aménagement des sites de l'exposition) : adopté ;

— l'article 7 est ainsi rétabli.

Article 8 supprimé par le Sénat : amendement n° 15 de la commission (plan directeur régional de l'exposition) : adopté ;

— l'article 8 est ainsi rétabli.

Article 9 supprimé par le Sénat : amendement n° 16 de la commission (approbation des plans) : adopté ;

— l'article 9 est ainsi rétabli.

Article 10 supprimé par le Sénat : amendement n° 1 du Gouvernement (opération concourant à la réalisation de l'exposition) ; amendement n° 17 de la commission (qualification juridique des opérations concourant à la réalisation de l'exposition) (p. 3032) ; procédure de modification des plans d'urbanisme ; principe de l'élaboration conjointe ; révisions ; réduction des délais de consultation des personnes associées ; amendement n° 17 : retiré ; amendement n° 1 : adopté ;

— l'article 10 est ainsi rétabli.

Article 11 supprimé par le Sénat : amendement n° 18 de la commission (périmètres définis par l'autorité administrative) ; référence à l'article L. 111 du code de l'urbanisme ; lutte contre la spéculation foncière ; opérations d'intérêt national ; sursis à statuer : adopté ;

— l'article 11 est ainsi rétabli.

Article 12 supprimé par le Sénat : amendement n° 19 de la commission (acquisition des terrains soumis à une décision de sursis à statuer) (p. 3033) : adopté ;

— l'article 12 est ainsi rétabli.

Article 13 supprimé par le Sénat : amendement n° 20 de la commission (liste des immeubles dépendant du domaine privé de l'Etat) : adopté ;

— l'article 13 est ainsi rétabli.

Article 14 supprimé par le Sénat : amendement n° 21 de la commission (procédure applicable en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique) ;

— l'article 14 est ainsi rétabli.

Article 15 supprimé par le Sénat : amendement n° 22 de la commission (installations et constructions temporaires) ; sous-amendement n° 31 de M. Jacques Toubon (insérant le mot « conforme » après le mot « avis » dans le second alinéa de cet amendement) ; avis du maire ; respect du plan d'occupation des sols (p. 3034) ; sous-amendement n° 31 : rejeté ; amendement n° 22 : adopté ;

— l'article 15 est ainsi rétabli.

Article 16 supprimé par le Sénat : amendement n° 23 de la commission (location temporaire de logements libres ayant bénéficié d'aides ou de prêts) : adopté ;

— l'article 16 est ainsi rétabli.

Avant l'article 17 supprimé par le Sénat : amendement n° 29 de la commission (rétablissement de l'intitulé du titre III) : adopté.

Article 17 supprimé par le Sénat : amendement n° 24 de la commission (suppression ou démolition des installations et des constructions temporaires) : adopté ;

— l'article 17 est ainsi rétabli.

Article 18 supprimé par le Sénat : amendement n° 25 de la commission (suppression par décret de l'établissement public) ; rectifié ; amendement n° 25, ainsi rectifié, adopté ;

— l'article 18 est ainsi rétabli.

Article 19 supprimé par le Sénat : amendement n° 26 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de certains articles du texte) : adopté ;

— l'article 19 est ainsi rétabli (p. 3035).

Explications de vote.

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3035, 3036).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3036).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [28 juin 1983] (p. 3314).

Accord de principe sur la réalisation de cette exposition : *Sarre (Georges)* (p. 3314) ; *Labarrère (André)* (p. 3314).

Choix des sites : *Sarre (Georges)* (p. 3314).

Divergences sur la création des structures responsables de cette exposition : *Sarre (Georges)* (p. 3314) ; *Labarrère (André)* (p. 3314).

Echec de la commission mixte paritaire : *Sarre (Georges)* (p. 3314) ; *Labarrère (André)* (p. 3314).

Modalités de financement : *Sarre (Georges)* (p. 3314).

Rejet du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture : *Toubon (Jacques)* (p. 3314).

Discussion des articles [28 juin 1983] (p. 3315).

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de la commission (rétablissement du titre Ier « dispositions générales ») : adopté.

Article 1er supprimé par le Sénat : amendement n° 2 de la commission (déroulement à Paris en 1989 d'une exposition universelle) : adopté ;

— l'article 1er est ainsi rétabli.

Article 1er bis supprimé par le Sénat : amendement n° 3 de la commission (contribution de l'exposition universelle au développement de Paris et de sa région) : adopté ;

— l'article 1er bis est ainsi rétabli.

Article 2 supprimé par le Sénat : amendement n° 4 de la commission (rôle du commissaire général de l'Exposition) : adopté ;

— l'article 2 est ainsi rétabli.

Article 2 bis supprimé par le Sénat : amendement n° 5 de la commission (composition du conseil supérieur de l'Exposition) : adopté ;

— l'article 2 bis est ainsi rétabli.

Article 3 : amendement n° 6 de la commission (caractère industriel et commercial de l'établissement public pour l'Exposition universelle) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 3315).

Article 4 : amendement n° 7 de la commission (mission de l'établissement public pour l'exposition universelle) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 : amendement n° 8 de la commission (composition du conseil d'administration de l'établissement public pour l'exposition) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (nomination par décret du président du conseil d'administration) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (établissement par le conseil d'administration d'un compte trimestriel d'emploi des crédits) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 supprimé par le Sénat : amendement n° 11 de la commission (rôle du commissaire général) : adopté ;

— l'article 6 est ainsi rétabli.

Article 6 bis : amendement n° 12 de la commission (fixation par la loi de finances des conditions d'exécution d'opérations budgétaires) (p. 3316) : adopté ;

— article 6 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 6 ter : amendement n° 13 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Avant l'article 7 : amendement n° 14 de la commission (rétablissant l'intitulé du titre II « dispositions relatives à la réalisation de l'exposition universelle ») : adopté ; la division titre II et son intitulé sont ainsi rétablis.

Article 7 supprimé par le Sénat : amendement n° 15 de la commission (fixation par un plan directeur d'aménagement des sites du périmètre de l'exposition) : adopté ;

— l'article 7 est ainsi rétabli.

Article 8 supprimé par le Sénat : amendement n° 16 de la commission (plan directeur régional de l'exposition universelle) : adopté ;

— l'article 8 est ainsi rétabli.

Article 9 supprimé par le Sénat : amendement n° 17 de la commission (conséquence juridique de l'approbation des plans directeurs) (p. 3317) : adopté ;

— l'article 9 est ainsi rétabli.

Article 10 supprimé par le Sénat : amendement n° 18 de la commission (caractère d'intérêt général des opérations concourrant à la réalisation de l'exposition) ; possibilité de modifier les plans d'urbanisme) ; publicité des opérations qui concourrent à la réalisation de l'exposition universelle ; remise en cause des procédures prévues par le code de l'urbanisme ; adopté ;

— l'article 10 est ainsi rétabli.

Article 11 supprimé par le Sénat : amendement n° 19 de la commission (possibilité de surseoir à statuer sur tout projet d'urbanisme à l'intérieur du périmètre de l'exposition universelle) : adopté ;

— l'article 11 est ainsi rétabli.

Article 12 supprimé par le Sénat : amendement n° 20 de la commission (droit des propriétaires auxquels une décision de sursis à statuer a été opposée) (p. 3318) ; adopté ;

— l'article 12 est ainsi rétabli.

Article 13 supprimé par le Sénat : amendement n° 21 de la commission (fixation par décret du domaine public et privé nécessaire à l'exposition) : adopté ;

— l'article 13 est ainsi rétabli.

Article 14 supprimé par le Sénat : amendement n° 22 de la commission (application du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique) : adopté ;

— l'article 14 est ainsi rétabli.

Article 15 supprimé par le Sénat : amendement n° 23 de la commission (régime juridique des installations et constructions temporaires à l'intérieur du périmètre de l'exposition) : adopté ;

— l'article 15 est ainsi rétabli.

Article 16 supprimé par le Sénat : amendement n° 24 de la commission (régime de location temporaire des logements libres) : adopté ;

— l'article 16 est ainsi rétabli (p. 3319).

Avant l'article 17 : amendement n° 25 de la commission (rétablissant l'intitulé du titre III « dispositions finales ») : adopté ; le titre III et son intitulé sont ainsi rétablis.

Article 17 supprimé par le Sénat : amendement n° 26 de la commission (compétence de l'établissement public pour supprimer ou démolir les installations dans un délai d'un an à compter de la clôture de l'exposition) ;

— l'article 17 est ainsi rétabli.

Article 18 supprimé par le Sénat : amendement n° 27 de la commission (suppression par décret de l'établissement public pour l'exposition) : adopté ;

— l'article 18 est ainsi rétabli.

Article 19 supprimé par le Sénat : amendement n° 28 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application des articles 3 à 8, 11, 16 et 18) : adopté ;

— l'article 19 est ainsi rétabli.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3320).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1983] (p. 3392).

Echec de la commission mixte paritaire : *de Caumont (Robert)* (p. 3392).

Position du Sénat : *de Caumont (Robert)* (p. 3392).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3394).

EXPOSITION UNIVERSELLE

Voir *Expositions et Salons* **1.**
Questions au Gouvernement **531.**

EXPROPRIATION

1. — Proposition de loi n° 1249 relative à la réquisition d'emprise totale dans le cadre de l'**expropriation d'une exploitation agricole**. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Amédée Renault (7 avril 1983).

F

FAIENCE

Voir *Questions orales sans débat* **356.**

FAILLITE, REGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS

2. — Proposition de loi n° 74 relative au **redressement** et à la **faillite des entreprises**. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rappor-

teur : M. Gérard Gouzes (1er juillet 1983). — Rapport n° 1872 (8 décembre 1983), commun au projet n° 1578 et aux propositions de loi nos 74 et 1048.

5. — **Projet de loi n° 1578 relatif au règlement judiciaire.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 14 juin 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Gouzes (1er juillet 1983). — Rapport n° 1872 (8 décembre 1983), commun au projet n° 1578 et aux propositions de loi n° 74 et 1048. — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (3 octobre 1983). — Rapporteur pour avis : M. Jean-Michel Belorgey (6 octobre 1983).

6. — **Projet de loi n° 1579** relatif aux **administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 14 juin 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Robert Badinter, garde des Sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Marchand (7 juillet 1983).

Voir *Entreprises* **15.**
Lois de finances 7, discussion générale.

FAIM DANS LE MONDE

Voir *Questions au Gouvernement* **820.**

FAITS PERSONNELS

34. — **M. Georges Tranchant** : regrette que M. Raymond Douyère ait évoqué, sans l'en informer préalablement, une sortie de capitaux le concernant [27 avril 1983] (p. 657).

35. — **M. Alain Madelin** : absence de tolérance et d'objectivité manifestées par la majorité [25 mai 1983] (p. 1421-1422).

36. — **M. Emmanuel Hamel** : regrette que le ministre de l'éducation nationale ait souligné son arrivée dans l'hémicycle [28 mai 1983] (p. 1660).

37. — **M. Alain Madelin** : procès d'intention intenté par M. Jean-Claude Cassaing, rapporteur du projet de loi sur l'enseignement supérieur, à l'égard des membres de l'opposition ; problème du doctorat unique [29 mai 1983] (p. 1748).

38. — **M. Yves Tavernier** : précise qu'il n'est pas un chercheur déçu mais un chercheur heureux [29 mai 1983] (p. 1748).

39. — **M. Jacques Toubon** : attitude des députés communistes ; propos tenus à l'égard des députés de l'opposition ; problème du doctorat unique [29 mai 1983] (p. 1748-1749).

40. — **M. Jacques Blanc** : conditions de sa participation au présent débat ; grèves dans les hôpitaux [4 juin 1983] (p. 2077).

41. — **M. Georges Hage** : affirme qu'il n'a prononcé aucune parole insultante à l'encontre de l'opposition [7 juin 1983] (p. 2226).

42. — **M. Jean-Pierre Sueur** : source de ses interventions ; attitude de M. Jacques Toubon [7 juin 1983] (p. 2226).

43. — **M. Jean Foyer** : indique qu'il n'a pas voté la loi du 12 novembre 1968 « par peur » ; rappelle les différentes menaces dont il a été l'objet depuis le début de sa vie politique [8 juin 1983] (p. 2278).

44. — **M. Emmanuel Hamel** : attitude de M. Parfait Jans ; nature des régimes communistes [15 juin 1983] (p. 2603).

45. — **M. Jean Jarosz** : exclamation de M. François d'Aubert : « Jarosz, Jaruzelski » ; rappelle ses origines polonaises [16 novembre 1983] (p. 5332-5333) ; M. François d'Aubert : retire les propos qu'il a tenus (p. 5333).

46. — **M. Parfait Jans** : s'élève contre les propos tenus par M. Edmond Alphandéry ; précise qu'il n'a jamais fraudé le fisc [18 novembre 1983] (p. 5541) ; M. Edmond Alphandéry : précise que l'honorabilité de M. Parfait Jans n'est pas en cause (p. 5541).

47. — **M. Robert-André Vivien** : regrette que M. Raymond Forni, président de la commission des lois ait considéré que son visage n'était pas agréable ; regrette qu'une commission spéciale n'ait pas été constituée pour examiner le projet de loi sur les entreprises de presse [1er décembre 1983] (p. 5912).

FAMILLE

4. — **Proposition de loi n° 1863** tendant à actualiser le **droit de la famille** applicable dans les **départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er décembre 1983 par MM. Jean-Louis Masson et François Grussenmeyer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Séguin (14 décembre 1983).

Voir *Plan* **5.**

Actions prioritaires en faveur de la —

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

FEMMES

12. — **Projet de loi n° 1383** relatif à la **lutte contre les discriminations fondées sur le sexe.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et Mme Yvette Roudy, ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Michel (7 avril 1983). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (3 octobre 1983).

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Services du Premier ministre, droits de la femme.
Traités et conventions **78.**
Travail **12.**

Age de la retraite des —

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **9.**

Déclarations fiscales.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Services du Premier ministre, droits de la femme.

Emplois des —

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Services du Premier ministre, droits de la femme.

— enceintes.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Services du Premier ministre, droits de la femme.

Formation professionnelle des —

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **2.**
Lois de finances **7** (deuxième partie), Services du Premier ministre, droits de la femme.

FENWICK-MANUTENTION

Voir *Questions orales sans débat* **428.**

FILIÈRES INDUSTRIELLES

Voir *Plan* **4.**

FISCALITÉ

Voir *Impôts et taxes.*
Impôts locaux.

FITERMAN (Charles)

Voir *Haute Cour de justice* **1.**

FLEURS, GRAINES ET ARBRES

2. — **Projet de loi n° 1457** portant abrogation de la loi modifiée du 20 juillet 1927 relative à l'obligation de **colorer artificiellement les semences** de trèfle violet, trèfle des prés, trèfle incarnat et de luzerne importées en France et de la loi du 11 janvier 1932 tendant à interdire

l'entrée en France des graines de graminées impropres à la semence. — *Sénat* (première lecture), n° **142** (1982-1983), dépôt le 14 décembre 1982, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Michel Sordel. — Rapport n° **232** (1982-1983) (13 avril 1983). — Discussion le 21 avril 1983. — Adoption le 21 avril 1983. — Projet de loi n° **81** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1457**, dépôt le 25 avril 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Claude Michel (5 mai 1983). — Rapport n° **1473** (4 mai 1983). — Discussion le 11 mai 1983. — Adoption le 11 mai 1983. — Projet de loi n° **357**.

Loi n° 83.391 du 18 mai 1983, publiée au *J.O.* du 19 mai 1983 (p. 1512).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 mai 1983] (p. 1026).

Abrogation de deux lois incompatibles avec la législation européenne : *Michel (Claude)* (p. 1026) ; *Souchon (René)* (p. 1026).

Libre circulation des produits agricoles : *Michel (Claude)* (p. 1026) ; *Souchon (René)* (p. 1027).

Loi Taudière : *Souchon (René)* (p. 1027).

Protectionnisme : *Michel (Claude)* (p. 1026) ; *Souchon (René)* (p. 1027).

Discussion de l'article unique (p. 1027).

Article unique *(abrogeant la loi du 20 juillet 1927 portant obligation de colorer artificiellement certaines semences de trèfle et de luzerne et la loi du 11 janvier 1932 tendant à interdire l'entrée en France des graines de graminées impropres à la semence) :* adopté (p. 1027).

Marché de la fleur coupée.

Voir *Questions au Gouvernement* **560**.
Questions orales sans débat **459**.

FLEURY (Michel)

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), culture.

FONCTION PUBLIQUE

Voir *Corps diplomatiques et consulaires* **1**.

Accès à la —

Voir *Corps diplomatiques et consulaires* **1**.

Emplois supérieurs.

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **14**.

Obligation de réserve.

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **14**.
Lois de finances 7 (deuxième partie), fonction publique et réformes administratives.
Questions au Gouvernement **735**.

Politisation.

Voir *Corps diplomatiques et consulaires* **1**.
Fonctionnaires et agents publics **14**.

Sanctions dans la police.

Voir *Questions au Gouvernement* **609**.

FONCTION PUBLIQUE LOCALE

Voir *Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires* **11**.
Collectivités locales **8, 10**.
Fonctionnaires et agents publics **14**.

Attitude des municipalités de droite contre les personnels.

Voir *Questions au Gouvernement* **819**.

Primes de fin d'année.

Voir *Questions au Gouvernement* **762, 804**.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

9. — Projet de loi n° 1081 définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'**intégration des agents non titulaires** occupant de tels emplois. — *Sénat* (première lecture), n° **148** (1982-1983), dépôt le 15 décembre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **207** (1982-1983) (6 avril 1983). — Discussion le 12 avril 1983. — Adoption le 12 avril 1983. — Projet de loi n° **73** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1422**, dépôt le 14 avril 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Sapin. — Rapport n° **1459** (27 avril 1983). — Discussion le 4 mai 1983. — Adoption avec modifications le 4 mai 1983. — Projet de loi n° **348**.

Sénat (deuxième lecture), n° **291** (1982-1983), dépôt le 5 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **323** (1982-1983) (18 mai 1983). — Discussion le 24 mai 1983. — Adoption avec modifications le 24 mai 1983. — Projet de loi n° **111** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1521**, dépôt le 24 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 26 mai 1983] (p. 1580).

Bureau [*J.O.* du 26 mai 1983] (p. 1580).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Sapin. — Rapport n° **1522** (25 mai 1983). — Discussion le 31 mai 1983. — Adoption avec modifications 31 mai 1983. — Projet de loi n°**368**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **340** (1982-1983) (25 mai 1983). — Discussion 1er juin 1983. — Adoption définitive 1er juin 1983. — Projet de loi n° **122** (1982-1983).

Loi n° 83-481 du 11 juin 1983, publiée au *J.O.* du 14 juin 1983 (p. 1783), Rectificatif (*J.O.* du 18 juin 1983) (p. 1842).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [4 mai 1983] (p. 852).

Agents en fonction à l'étranger : *Sapin (Michel)* (p. 852) ; *Vivien (Alain)* (p. 853) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 855).

A.N.P.E. : (personnel de l'—) : *Sapin (Michel)* (p. 852) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 854).

Assistants de justice : *Le Pors (Anicet)* (p. 854).

Contractuels de recrutement local : *Sapin (Michel)* (p. 852).

Enseignants, servant en coopération : *Vivien (Alain)* (p. 853).

Plafonnement des rémunérations : *Sapin (Michel)* (p. 852).

Discussion des articles [4 mai 1983] (p. 855).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (cas de certains emplois dans des administrations dotées d'un statut particulier) (p. 855) ; exemple de la commission nationale informatique et libertés : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 : amendement n° 7 du Gouvernement ; (suppression du dernier alinéa de cet article) ; refus de modifier la durée des contrats pouvant bénéficier aux agents non titulaires : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 4 : amendement 3, de la commission (protection sociale des personnes titularisées) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 857) : adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa de cet article) devenu sans objet ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 bis : cas des organismes de chasse ou de pêche ; représentation démocratique des chasseurs ou des pêcheurs ; statuts publics

des personnels dépendant de l'office national de la chasse ; (p. 857) ; rôle des gardes ; autorité des présidents de fédérations ; amendement n° 9 du Gouvernement (de suppression) ; détachement et mise à disposition des gardes-chasse ou des gardes-pêche auprès des sociétés de chasse ou de pêche (p. 858) ; caractère associatif de la chasse ou de la pêche ; accord du fonctionnaire en cas de mise à disposition (p. 859) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 17 de M. Georges Colin (situation des agents de l'office national de la chasse et du conseil supérieur de la pêche) ; non soutenu ; amendement n° 18 de la commission (caractère éventuel de la mise à disposition ou du détachement de fonctionnaires auprès des organismes à caractère associatif) ; (p. 860) ; adopté au scrutin public ; amendement n° 19 de la commission (de précision) : retiré ; amendement n° 12 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Philippe Séguin (référence aux fonctionnaires de l'Etat et agents des établissements publics) : adopté ; amendement n° 16 de M. Jean-Paul Charié soutenu par M. Philippe Seguin (de conséquence) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 : amendement n° 5 de la commission (suppression de la référence à la date de publication de la présente loi) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 (p. 861) ; amendement n° 10 du Gouvernement (suppression d'une redondance) ; disposition spécifique pour la titularisation des personnels enseignant dans des établissements situés à l'étranger : adopté ; amendement n° 14 de M. Alain Vivien (personnes employées dans un établissement industriel ou une institution bancaire nationalisée) : retiré ;

— article 7, ainsi modifié et rectifié : adopté.

Article 7 bis : amendement 13 du Gouvernement (problème des agents locaux recrutés à l'étranger) : adopté, en conséquence ce texte devient l'article 7 bis ; amendement 15 de M. Alain Vivien (de précision) devenu sans objet ; indemnité d'expatriation (p. 862).

Article 8 : adopté.

Article 8 ter : adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 11 du Gouvernement (situation des personnels enseignants d'éducation et d'orientation relevant de l'autorité du ministère de l'éducation nationale) : adopté.

Article 11 : amendement n° 6 de la commission (éventuel licenciement des agents non titulaires) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 : adopté.

Article 17 bis : adopté (p. 863).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 863).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [31 mai 1983] (p. 1862).

Dérogations aux conditions et modalités d'intégration aux corps d'accueil pour les personnels enseignants d'éducation et d'orientation : *Sapin (Michel)* (p. 1862).

Règles de protection sociale des non titulaires : *Sapin (Michel)* (p. 1862).

Titularisation des non titulaires de l'Etat actuellement en fonctions : *Le Pors (Anicet)* (p. 1863).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 1863).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1863).

14. — Projet de loi n° 1386 portant **droits et obligations des fonctionnaires.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation et M. Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Georges Labazée (7 avril 1983). — Rapport n° **1453** (21 avril 1983). — Discussion les 3 et 4 mai 1983. — Adoption le 4 mai 1983. — Projet de loi n° **349**.

Sénat (première lecture), n° **301** (1982-1983), dépôt le 5 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **324** (1982-1983) (18 mai 1983). — Discussion le 1er juin 1983. — Adoption le 1er juin 1983. — Projet de loi n° **123** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1552**, dépôt le 3 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Georges Labazée. — Rapport n° **1588** (16 juin 1983). — Discussion les 20 et 21 juin 1983. — Adoption avec modifications le 21 juin 1983. — Projet de loi n° **393**.

Sénat (deuxième lecture), n° **415** (1982-1983), dépôt le 17 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **431** (1982-1983) (23 juin 1983). — Discussion le 27 juin 1983. — Adoption avec modifications le 27 juin 1983. — Projet de loi n° **163** (1982-1983).

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1953).

Bureau [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1953).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Georges Labazée. — Rapport n° **1649** (28 juin 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **448** (1982-1983) (28 juin 1983). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1646**, dépôt le 27 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Georges Labazée. — Rapport n° **1663** (29 juin 1983). — Discussion le 29 juin 1983. — Adoption avec modifications le 29 juin 1983. — Projet de loi n° **425**.

Sénat (troisième lecture), n° **470** (1982-1983), dépôt le 29 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **473** (1982-1983) (30 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption avec modifications le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **175** (1982-1983).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **1698**, dépôt le 30 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Georges Labazée. — Rapport n° **1702** (30 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption définitive le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **443**.

Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 14 juillet 1983 (p. 2174).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [3 mai 1983] (p. 770-785).

Agents des collectivités territoriales (situation des —) : *Le Pors (Anicet)* (p. 772) ; *Sapin (Michel)* (p. 782) ; *Foyer (Jean)* (p. 791) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 792).

Cabinets ministériels : *Toubon (Jacques)* (p. 780).

Citoyenneté des fonctionnaires : *Le Pors (Anicet)* (p. 774, 800) ; *Derosier (Bernard)* (p. 793).

Concertation ayant présidé à l'élaboration du présent projet de loi : *Le Pors (Anicet)* (p. 776, 801) ; *Defferre (Gaston)* (p. 777) ; *Derosier (Bernard)* (p. 792).

Concours (recrutement par —) : *Le Pors (Anicet)* (p. 774) ; *Foyer (Jean)* (p. 791) ; *Derosier (Bernard)* (p. 792).

Congés (régime des —) : *Le Pors (Anicet)* (p. 775).

Conseil supérieur de la fonction publique : *Labazée (Georges)* (p. 770) ; *Douyère (Raymond)* (p. 796).

Conseil supérieur de la fonction publique territoriale : *Defferre (Gaston)* (p. 788).

Corporatisme (risque de —) : *Ligot (Maurice)* (p. 786).

Droit de grève (reconnaissance explicite du —) : *Labazée (Georges)* (p. 771) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 775, 799) ; *Ligot (Maurice)* (p. 786) ;

Renard (Roland) (p. 788) ; *Foyer (Jean)* (p. 790) ; *Derosier (Bernard)* (p. 793) ; *Douyère (Raymond)* (p. 797).

Droit syndical et rôle des syndicats : *Le Pors (Anicet)* (p. 773) ; *Defferre (Gaston)* (p. 778) ; *Toubon (Jacques)* (p. 778) ; *Ligot (Maurice)* (p. 786) ; *Renard (Roland)* (p. 788) ; *Foyer (Jean)* (p. 791) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 792) ; *Derosier (Bernard)* (p. 793) ; *Pistre (Charles)* (p. 795) ; *Douyère (Raymond)* (p. 797).

Egalité d'accès aux emplois publics : *Le Pors (Anicet)* (p. 774) ; *Sapin (Michel)* (p. 781).

E.N.A. (troisième voie d'accès à l'—) : *Le Pors (Anicet)* (p. 773, 800) ; *Toubon (Jacques)* (p. 779).

Fonction publique et promotion sociale : *Labazée (Georges)* (p. 770).

« Fonction publique parallèle » et rapport Longuet : *Le Pors (Anicet)* (p. 772) ; *Pistre (Charles)* (p. 795).

Fonctionnaires des assemblées parlementaires, magistrats et militaires : *Ligot (Maurice)* (p. 786).

Fonctionnement de l'administration : *Labazée (Georges)* (p. 771) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 774) ; *Sapin (Michel)* (p. 781) ; *Ligot (Maurice)* (p. 786) ; *Charles (Serge)* (p. 794) ; *Douyère (Raymond)* (p. 797).

Formation professionnelle et permanente : *Le Pors (Anicet)* (p. 775-801) ; *Foyer (Jean)* (p. 790) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 793).

Grille indiciaire (généralisation de la —) : *Ligot (Maurice)* (p. 788).

Handicapés dans la fonction publique (emploi des —) : *Le Pors (Anicet)* (p. 773) ; *Foyer (Jean)* (p. 790) ; *Douyère (Raymond)* (p. 797).

Interdiction faite aux fonctionnaires d'exercer une activité privée : *Le Pors (Anicet)* (p. 775) ; *Toubon (Jacques)* (p. 779) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 793).

Liberté d'opinion : *Labazée (Georges)* (p. 771) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 775) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 792) ; *Pistre (Charles)* (p. 795) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 796) ; *Douyère (Raymond)* (p. 797).

Maladies graves (référence aux —) : *Le Pors (Anicet)* (p. 773) ; *Douyère (Raymond)* (p. 797).

Ministres plénipotentiaires (accès au corps des —) : *Toubon (Jacques)* (p. 779).

Mobilité (encouragement à la —) : *Labazée (Georges)* (p. 771) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 775) ; *Defferre (Gaston)* (p. 777) ; *Toubon (Jacques)* (p. 779) ; Sapin (Michel) (p. 782) ; *Foyer (Jean)* (p. 790) ; *Derosier (Bernard)* (p. 792) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 793) ; *Charles (Serge)* (p. 794) ; *Douyère (Raymond)* (p. 797).

Mobilité entre secteur public et secteur privé : *Toubon (Jacques)* (p. 778).

Non titulaires : *Renard (Roland)* (p. 789) ; *Pistre (Charles)* (p. 795) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 798).

Notation : *Labazée (Georges)* (p. 771) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 775-800) ; *Toubon (Jacques)* (p. 778) ; *Ligot (Maurice)* (p. 786) ; *Douyère (Raymond)* (p. 797).

Obligation de loyauté et de neutralité : *Toubon (Jacques)* (p. 780) ; *Sapin (Michel)* (p. 781).

Obligation d'obéissance : *Labazée (Georges)* (p. 771) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 775) ; *Toubon (Jacques)* (p. 789) ; *Ligot (Maurice)* (p. 787) ; *Pistre (Charles)* (p. 795).

Obligation de réserve : *Ligot (Maurice)* (p. 786) ; *Renard (Roland)* (p. 789) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 795) ; *Douyère (Raymond)* (p. 796) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 799).

Obligation de servir : *Toubon (Jacques)* (p. 779).

Participation des agents au service public : *Le Pors (Anicet)* (p. 775) ; *Sapin (Michel)* (p. 781) ; *Pistre (Charles)* (p. 795).

Politisation de la fonction publique (risque de —) : *Le Pors (Anicet)* (p. 774-801) ; *Toubon (Jacques)* (p. 779) ; *Ligot (Maurice)* (p. 787) ; *Foyer (Jean)* (p. 791).

Principe de la non discrimination fondée sur le sexe : *Le Pors (Anicet)* (p. 773) ; *Renard (Roland)* (p. 789) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 793).

Principe de l'occupation des emplois publics par des fonctionnaires : *Le Pors (Anicet)* (p. 773) ; *Ligot (Maurice)* (p. 786).

Procédure disciplinaire et situation des fonctionnaires suspendus : *Labazée (Georges)* (p. 771) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 775) ; *Ligot (Maurice)* (p. 786) ; *Douyère (Raymond)* (p. 797).

Quatre millions de fonctionnaires : *Labazée (Georges)* (p. 770) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 771) ; *Toubon (Jacques)* (p. 778) ; *Sapin (Michel)* (p. 782) ; *Ligot (Maurice)* (p. 786) ; *Renard (Roland)* (p. 790) ; *Foyer (Jean)* (p. 790) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 792) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 793) ; *Douyère (Raymond)* (p. 796).

Rémunérations : *Defferre (Gaston)* (p. 777) ; *Toubon (Jacques)* (p. 780) ; *Ligot (Maurice)* (p. 786) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 793) ; *Douyère (Raymond)* (p. 797) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 799).

Responsabilité des fonctionnaires : *Ligot (Maurice)* (p. 787).

Sécurité de l'emploi : *Sapin (Michel)* (p. 781) ; *Ligot (Maurice)* (p. 787).

Séparation du grade et de l'emploi : *Defferre (Gaston)* (p. 777) ; *Derosier (Bernard)* (p. 793).

« Service fait » : *Labazée (Georges)* (p. 770) ; *Toubon (Jacques)* (p. 779).

Statut de 1946 modifié en 1959 : *Labazée (Georges)* (p. 770) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 771) ; *Toubon (Jacques)* (p. 778) ; *Sapin (Michel)* (p. 780) ; *Ligot (Maurice)* (p. 786) ; *Renard (Roland)* (p. 788) ; *Foyer (Jean)* (p. 790) ; *Charles (Serge)* (p. 794) ; *Douyère (Raymond)* (p. 796).

Système dit « de l'emploi » et système dit « de la carrière » : *Le Pors (Anicet)* (p. 772) ; *Toubon (Jacques)* (p. 779) ; *Sapin (Michel)* (p. 781) ; *Foyer (Jean)* (p. 791) ; *Derosier (Bernard)* (p. 793).

Thorez (rôle de Maurice —) : *Le Pors (Anicet)* (p. 772) ; *Toubon (Jacques)* (p. 778) ; *Sapin (Michel)* (p. 782) ; *Renard (Roland)* (p. 788).

Transparence de l'action administrative : *Le Pors (Anicet)* (p. 800).

Travail à temps partiel : *Toubon (Jacques)* (p. 778).

Trentième indivisible : *Labazée (Georges)* (p. 770).

Unification du statut des fonctionnaires de l'Etat, des régions, des départements et des communes : *Labazée (Georges)* (p. 771) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 771) ; *Defferre (Gaston)* (p. 777) ; *Toubon (Jacques)* (p. 778) ; *Sapin (Michel)* (p. 782) ; *Renard (Roland)* (p. 789) ; *Foyer (Jean)* (p. 790) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 792) ; *Derosier (Bernard)* (p. 792) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 793) ; *Charles (Serge)* (p. 794) ; *Douyère (Raymond)* (p. 796).

Usagers (respect des —) : *Sapin (Michel)* (p. 782) ; *Charles (Serge)* (p. 794).

Volonté de l'opposition de diminuer le nombre des fonctionnaires : *Le Pors (Anicet)* (p. 798).

Discussion des articles [3 mai 1983] (p. 805) ; [4 mai 1983] (p. 868).

Avant l'article 1er : amendement n° 4 de la commission (précisant que la présente loi constitue le titre 1er du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales) ; sous-amendement n° 135 de M. Jacques Toubon (date d'entrée en vigueur de la présente loi) ; sous-amendement rejeté ; amendement n° 4 adopté ; amendemcnt n° 5 de la commission (insérant l'intitulé suivant : chapitre 1er (dispositions générales) : adopté.

Article 1er *(champ d'application du titre 1er du statut général) :* intégration de la fonction publique territoriale dans le statut général de la fonction publique ; absence de pouvoir des élus locaux sur la gestion des personnels dont ils sont théoriquement responsables ; cas des personnels des établissements d'hospitalisation ; absence dans cet article d'une définition des personnes ayant la qualité de fonctionnaires (p. 805) ; importance des créations d'emploi dans la fonction publique ; amendement n° 65 de M. Jacques Toubon (suppression du mot « civils ») ; nécessité d'éviter une redondance ; rejeté ; amendement n° 66 de M. Jacques Toubon (suppression de la référence au personnel des établissements hospitaliers) ; amendement n° 6 de la commission (précisant que la présente loi s'applique à tous les établissements des collectivités publiques intéressées) (p. 806) ; amendement n° 66 : rejeté ; amendement n° 6 : adopté ; amendement n° 7 de la commission (suppression des mots « et des militaires ») adopté ; amendement n° 8 de la commission (de clarification) adopté ; amendement n° 45 de M. Maurice Ligot (définition des personnes ayant la qualité de fonctionnaires) (p. 807) ; rejeté ; amendement n° 68 de M. Jacques Toubon (rappelant quels fonctionnaires sont appelés à servir dans le territoire métropolitain et dans les départements et territoires d'outre-mer) ; exemple de la Nouvelle-Calédonie : rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(accès aux emplois permanents)* (p. 808) : amendement n° 46 de M. Maurice Ligot (de suppression) ; suppression des recrutements pour des missions ; occupation des emplois permanents de la fonction publique par des titulaires ; rejeté ; amendement n° 128 de la commission ; (personnes qualifiées pour occuper les emplois civils permanents de l'Etat, des régions des départements des communes et de leurs établissements publics à caractère administratif) ; sous-amendement n° 138 du Gouvernement (emplois civils permanents à temps complet) ; statuts propres aux fonctionnaires des assemblées parlementaires, aux magistrats de l'ordre judiciaire et aux militaires ; détachement des fonctionnaires des assemblées parlementaires ; sous-amendement n° 138 rejeté : amendement n° 128 adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 2 (p. 809).

Article 3 *(situation statutaire du fonctionnaire) ;* amendement n° 69 de M. Jacques Toubon (situation statutaire et règlementaire du fonctionnaire vis-à-vis de l'administration) ; notion de « fonctionnaire citoyen » ; adopté ; amendement n° 121 de M. Jacques Toubon (situation statutaire du fonctionnaire) ; suppression d'une redondance : rejeté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(conditions à remplir pour acquérir et conserver la qualité de fonctionnaire) :* cas des condamnations portées au bulletin n° 2 du casier judiciaire ; notion de « bonne moralité » ; amendement n° 11 de la commission (suppression de la référence au bulletin n° 2 du casier judiciaire) (p. 810) ; suppression de l'exigence de bonne moralité et de celle de la mention des affections tuberculeuses, cancéreuses et nerveuses ; adopté ; amendement n° 47 de M. Maurice Ligot (maintien de la référence à la bonne moralité) ; nécessité de tenir compte de l'évolution des mœurs ; rejeté ; amendement n° 12 de la commission (conditions dans lesquelles les mentions portées au bulletin n° 2 du casier judiciaire sont incompatibles avec l'exercice des fonctions) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié ; adopté.

Avant l'article 5 : amendement n° 13 de la commission (insérant l'intitulé suivant : chapitre II — garantie) : adopté (p. 811).

Article 5 *(liberté d'opinion ; non discrimination en fonction du sexe ou de l'appartenance ethnique) ;* caractère redondant et théorique des affirmations contenues dans cet article ; existence de concours réservés aux hommes et de concours réservés aux femmes ; exemple des écoles normales supérieures ; amendement n° 14 de la commission (liberté d'expression dans le cadre du bon fonctionnement du service public) ; problème de l'obligation de réserve ; rejeté (p. 812) amendement n° 48 de M. Maurice Ligot (interdisant aux fonctionnaires d'exprimer publiquement leurs opinions en dehors des limites compatibles avec leur obligation de réserve) : rejeté ; amendement n° 70 de M. Jacques Toubon (cas de l'absence d'opinion) rejeté ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (de correction) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté (p. 813).

Après l'article 5 : amendement n° 49 de M. Maurice Ligot (responsabilité du fonctionnaire) ; jurisprudence du conseil d'Etat relative aux circonstances exceptionnelles ; notion d'ordre manifestement illégal ; rejeté.

Article 6 *(liberté d'expression) :* cas des fonctionnaires candidats à des fonctions électives ; amendement n° 71 de M. Jacques Toubon (suppression de la référence à l'Assemblée européenne) ; amendement n° 18 de la commission (référence à l'Assemblée des communautés européennes) ; amendement n° 71 rejeté ; amendement n° 18 adopté ; amendement n° 72 de M. Jacques Toubon (fonctionnaires membres du comité économique et social des régions) (p. 814) : retiré ; amendement n° 73 de M. Jacques Toubon devenu sans objet ; amendement n° 74 de M. Jacques Toubon (devoir de réserve et obligation de discrétion professionnelle) : rejeté ;

— article 6, ainsi modifié ; adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 127 de M. Jean-Louis Masson (avancement des fonctionnaires en position de mise à disposition ou détachement pour occuper une fonction élective ou syndicale) (p. 815) : rejeté.

Article 7 : *(exercice du droit syndical) :* amendement n° 75 de M. Jacques Toubon (précisant que l'appartenance ou la non-appartenance syndicale n'entraine aucune conséquence sur la carrière du fonctionnaire) : rejeté ; amendement n° 19 de la commission (possibilité pour les organisations syndicales de se pourvoir notamment devant les juridictions de l'ordre administratif) : adopté ; amendement n° 50 de M. Maurice Ligot (dépôt des statuts des organisations syndicales de fonctionnaires) : rejeté ; amendement n° 21 de la commission (substitution des mots « les pouvoirs publics » aux mots « le Gouvernement ») (p. 816) ; éventuelle négociation des organisations syndicales avec le Parlement ; adopté ; amendement n° 76 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Serge Charles (substitution du mot « discussions » au mot « négociations ») : rejeté ; amendement n° 77 de M. Jacques Toubon (négociations portant sur l'évolution du pouvoir d'achat) ; perte réelle de pouvoir d'achat subie par les fonctionnaires (p. 817) ; rejeté ; amendement n° 51 de M. Maurice Ligot (rôle des organisations syndicales de fonctionnaires) ; autorité des comités techniques paritaires ; rejeté ; amendement n° 122 de M. Roland Renard soutenu par M. Daniel Le Meur (délibération des organisations syndicales de fonctionnaires sur l'organisation du travail et le fonctionnement du service) (p. 818) ; rejeté ; amendement n° 78 de M. Jacques Toubon (information du Parlement sur les discussions intervenues entre le Gouvernement et les organisations syndicales en matière d'évolution des rémunérations des fonctionnaires) : rejeté ;

— article 7, ainsi modifié ; adopté.

Article 8 *(exercice du droit de grève) :* caractère redondant de cet article ; contenu du préambule de la Constitution de 1946 ; amendement n° 79 de M. Serge Charles (limitation du droit de grève des fonctionnaires compte tenu des exigences spécifiques du service public) (p. 819) ; rejeté ; amendement n° 52 de M. Maurice Ligot (limitations éventuelles du droit de grève compte tenu de l'exigence de continuité du service public) ; rejeté ; amendement n° 80 de M. Jacques Toubon (absence de conséquence sur la carrière du fonctionnaire de la participation ou de l'absence de participation à une grève) : rejeté ;

— article 8 : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 22 de la commission (de coordination) (p. 820) ; sous-amendement n° 132 de M. Jacques Toubon (référence aux délégués élus) ; sous-amendement n° 133 de M. Jacques Toubon (participation des fonctionnaires à la définition de l'action sociale, culturelle, sportive, et de loisirs dont ils bénéficient) ; rôle des comités d'action sociale et culturelle ; sous-amendement n° 132 rejeté ; sous-amendement n° 133 adopté ; amendement n° 22, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 119 du Gouvernement (protection des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions) ; sous-amendement n° 129 de M. Jacques Toubon (poursuite de l'auteur du dommage) ; sous-amendement n° 130 de M. Jacques Toubon (protection des ayants-droit du fonctionnaire) ; sous-amendement n° 131 de M. Jacques Toubon (même objet) (p. 821) ; sous-amendement n° 129 rejeté ; vote hostile du rapporteur contre un sous-amendement adopté par la commission ; sous-amendement n° 130 et n° 131 retirés ; amendement n° 119 : adopté.

Avant l'article 9 : amendement n° 23 de la commission (insérant l'intitulé suivant : chapitre III (structure des carrières) : adopté.

Article 9 *(distinction du grade et de l'emploi) :* reclassement en cas de suppression d'emploi ; amendement n° 24 de la commission (précisant la définition du grade) (p. 822) : retiré ; amendement n° 81 de M. Jacques Toubon (précisant que toute nomination ou promotion de grade n'ayant pas pour objet exclusif de pourvoir régulièrement une vacance est interdite) ; amendement n° 25 de la commission (précisant qu'une nomination ou une promotion dans un grade doit avoir pour unique objet de pourvoir à un emploi vacant) ; amendement n° 81 : rejeté ; amendement n° 25 : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 *(cessation définitive des fonctions) :* cas de l'interdiction d'exercer un emploi public par décision de justice ; procédure de réintégration (p. 823) ; amendement n° 26 de la commission (de suppression) adopté ;

— en conséquence l'article est supprimé et les amendements n° 82 de M. Jacques Toubon et n° 53 de M. Maurice Ligot deviennent sans objet.

Article 11 *(organisation des corps de fonctionnaires) :* nécessité de rendre aux corps de fonctionnaires un caractère obligatoirement

national ; amendement n° 84 de M. Jacques Toubon (caractère obligatoirement national des corps de fonctionnaires de l'Etat) ; amendement n° 27 de la commission (statuts particuliers à caractère national) ; amendement n° 54 de M. Maurice Ligot (suppression de la référence au statut particulier établi à l'échelon national) ; amendement n° 85 de M. Jacques Toubon (statuts particuliers à caractère national) (p. 824) ; amendement n° 84 rejeté ; amendement n° 27 adopté ; en conséquence les amendements n° 54 et n° 85 deviennent sans objet ; amendement n° 55 de M. Maurice Ligot (définition des corps) (p. 825) : rejeté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 87 de M. Serge Charles soutenu par M. Jacques Toubon (instituant une commission paritaire supérieure de la fonction publique) (p. 868) ; retiré.

Article 12 *(mobilité des fonctionnaires) ;* différents cas de mobilité (entre les deux fonctions publiques et au sein de chacune d'entre elles) ; notion d'emplois et de corps comparables (p. 869) ; amendement n° 88 de M. Jacques Toubon (suppression du mot « direct » dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article) ; risque de manipulation des fonctionnaires ; rejeté ; amendement n° 89 de M. Jacques Toubon (procédure de changement de corps) : rejeté ; amendement n° 90 de M. Jacques Toubon (inscrivant la procédure de changement de corps dans des statuts particuliers) (p. 870) ; retiré ; amendement n° 91 de M. Serge Charles soutenu par M. Jacques Toubon (rôle de la commission paritaire supérieure de la fonction publique) : devenu sans objet ; amendement n° 92 de M. Jacques Toubon (suppression de dernier alinéa de cet article) : rejeté ;

— article 12 adopté.

Après l'article 12 : amendement n° 28 de la commission (établissement d'un tableau de classement des corps, grades et emplois dans une grille commune) ; sous-amendement n° 136 de M. Jacques Toubon (décret en conseil d'Etat) ; sous-amendement n° 142 de M. Serge Charles soutenu par M. Jacques Toubon (consultation d'une commission mixte paritaire) ; sous-amendement n° 137 du Gouvernement (rapport déposé par le Gouvernement sur les rémunérations versées à l'ensemble des fonctionnaires) (p. 871) ; sous-amendement n° 142 retiré ; nécessité de prévoir qu'aucun impôt nouveau ne pourra frapper les fonctionnaires avant la publication du tableau de classement ; sous-amendement n° 136 rejeté (p. 872) ; clarification des primes et des indemnités ; sous-amendement n° 137 adopté ; sous-amendement n° 143 de M. Jacques Toubon (contenu du rapport sur les indemnités) (p. 873) ; exemple des douaniers ; publication des rémunérations situées aux échelles lettres ; sous-amendement n° 143 rejeté au scrutin public ; amendement n° 28, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, amendement n° 36 de la commission et sous-amendement n° 139 de M. Jacques Toubon : devenus sans objet.

Avant l'article 13 : amendement n° 29 de la commission (insérant l'intitulé suivant ; chapitre IV — déroulement des carrières) : adopté.

Article 13 *(principe du recrutement par concours) ;* troisième voie d'accès à l'E.N.A. (p. 874) ; refus de considérer les fonctionnaires comme des nantis ; amendement n° 94 de M. Jacques Toubon (précisant que les concours nationaux de recrutement garantissent l'égalité des candidats) ; recrutement des fonctionnaires des collectivités territoriales ; rejeté ; amendement n° 56 de M. Maurice Ligot (composition des jurys) : rejeté ;

— article 13 adopté.

Article 14 *(organisme consultatif) ;* gestion de l'action sociale, culturelle, sportive et de loisirs ; amendement n° 30 de la commission (de suppression) : adopté (p. 875) ;

— en conséquence, cet article est supprimé et les amendements n°s 95 et 96 de M. Jacques Toubon, n° 57 de M. Maurice Ligot deviennent sans objet.

Article 15 *(protection du fonctionnaire) :* amendement n° 120 du Gouvernement (de suppression et de conséquence) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé et les amendements n°s 97, 98 et 99 de M. Jacques Toubon deviennent sans objet.

Article 16 *(notation) ;* communication des notes et des appréciations aux fonctionnaires ; remise en cause du caractère chiffré de la note ; nécessité de juger les fonctionnaires sur leurs mérites réels ; caractère insatisfaisant de la pratique actuelle (p. 876) ; amendement n° 58 de M. Maurice Ligot (note chiffrée et appréciations générales) ; amendement n° 31 de la commission (communication des notes) ; sous-amendement n° 140 de M. Jacques Toubon (caractère annuel des notes) ; sous-amendement n° 141 de M. Jacques Toubon (modalités fixées par décret en conseil d'Etat) ; amendement n° 58 rejeté (p. 877) ; sous-amendement n° 140 rejeté ; sous-amendement n° 141 rejeté ; amendement n° 31 adopté ; en conséquence, l'amendement n° 125 de M. Serge Charles : devenu sans objet ; amendement n° 102 de M. Jacques Toubon (rapport établi à l'occasion de la procédure d'avancement ou de nomination au tour extérieur) : non soutenu ;

— article 16, ainsi rédigé, adopté.

Article 17 *(dossier individuel) :* amendement n° 59 de M. Maurice Ligot (disposition relative à la situation disciplinaire des fonctionnaires) : retiré ; amendement n° 103 de M. Jacques Toubon (référence à l'absence d'opinion ou d'activité politique, syndicale, religieuse ou philosophique) : rejeté (p. 678) ; amendement n° 32 de la commission (accès aux dossiers) : rejeté ;

— article 17 adopté.

Article 18 *(droits de la défense dans le cadre de la procédure disciplinaire) :* amendement n° 104 de M. Serge Charles soutenu par M. Jacques Toubon (communication du dossier au fonctionnaire en temps utile) ; amendement n° 105 de M. Serge Charles soutenu par M. Jacques Toubon (communication de l'intégralité du dossier individuel et de tous les documents annexes) ; amendement n° 104 retiré ; amendement n° 105 adopté ; amendement n° 106 de M. Jacques Toubon (information du fonctionnaire par l'administration de son droit à la communication du dossier) : adopté après rectification ; amendement n° 107 de M. Jacques Toubon (représentation des élus du corps auquel appartient le fonctionnaire dans le conseil de discipline) (p. 879) ; caractère imprécis de la rédaction de cet article ; rejeté ; amendement n° 108 de M. Jacques Toubon (classement de l'avis du conseil de discipline) : retiré ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 *(rémunération et protection sociale) :* amendements identiques n° 33 de la commission et n° 109 de M. Jacques Toubon (d'harmonisation) : adoptés ; amendement n° 60 de M. Maurice Ligot (suppression de la référence à l'indemnité instituée par un texte législatif ou réglementaire) ; amendement n° 61 de M. Maurice Ligot (liste des indemnités supplémentaires) ; amendement n° 34 de la commission (distinction entre les divers éléments de la rémunération) (p. 880) ; assouplissement de la rigidité de la grille de la fonction publique ; refus d'une énumération visant à l'exhaustivité ; amendement n° 60 rejeté ; amendement n° 61 rejeté : amendement n° 34 adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 *(classement des corps ; grades et emplois) :* amélioration des carrières des agents des catégories C et D ; éventuelle intégration de l'actuelle catégorie D dans la catégorie C ; amendement n° 35 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé et les amendements n° 62 de M. Maurice Ligot et n° 110 de M. Jacques Toubon deviennent sans objet.

Article 21 *(congés) ;* autorisations d'absence pour évènement de famille (p. 881) ; amendement n° 37 de la commission (distinction entre les différentes catégories de congés) ; amendement n° 38 de la commission (même objet) ; amendement n° 37 adopté : amendement n° 38 adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 22 *(droit à la formation permanente) :* amendement n° 112 de M. Jacques Toubon (de précision) : retiré ; amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 124 de M. Roland Renard soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (finalité de la formation permanente) : rejeté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté (p. 882).

Article 23 *(hygiène et sécurité des conditions de travail) :* amendement n° 126 de M. Serge Charles soutenu par M. Jacques Toubon (substituant à l'expression « des conditions d'hygiène et de sécurité » l'expression « les conditions d'hygiène et de sécurité ») : rejeté ; amendement n° 113 de M. Jacques Toubon (droit des fonctionnaires

à la réparation du fait du dommage dont leur employeur est responsable) : retiré ;

— article 23 adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 41 de la commission (différents cas de cessation définitive des fonctions) ; sous-amendement n° 134 de M. Jacques Toubon (conditions de la réintégration) (p. 883) ; sous-amendement adopté ; amendement n° 41, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 24 : amendement n° 42 de la commission (insérant l'intitulé suivant : chapitre V — obligations) : adopté.

Article 24 *(obligation de servir ; obligation de désintéressement) ;* amendement n° 114 de M. Jacques Toubon (précisant le terme « entreprise ») ; problème des cumuls d'activité ; différence entre le service de l'Etat et le service de l'administration : rejeté ;

— article 24 adopté.

Article 25 *(information du public ; secret et discrétion professionnels)* (p. 884) ; sanction du détournement d'un document administratif ; diverses conceptions du service public (service du public ou service de l'Etat) ; amendement n° 115 de M. Jacques Toubon (précisant que les fonctionnaires satisfont aux demandes d'information du public à la demande de leurs chefs de service) (p. 885) : rejeté ;

— article 25 adopté.

Article 26 *(obligation d'obéissance) :* amendement n° 63 de M. Maurice Ligot (de suppression) ; problème des ordres manifestement illégaux ou de nature à compromettre l'intérêt public ; rejeté ; amendement n° 116 de M. Jacques Toubon (responsabilité du fonctionnaire quant aux ordres qu'il a donnés) : rejeté ;

— article 26 adopté.

Article 27 *(discipline) :* amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 117 de M. Jacques Toubon (protection et réparation contre des poursuites jugées abusives) (p. 886) : retiré ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 28 *(suspension) :* amendement n° 64 de M. Maurice Ligot (traitement du fonctionnaire suspendu) ; amendement n° 2 du Gouvernement (maintien du traitement de l'indemnité de résidence, du supplément familial et des prestations familiales obligatoires au fonctionnaire suspendu) ; amendement n° 64 rejeté ; amendement n° 2 adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Article 29 *(codification)* (p. 887) ; explication de vote de M. Olivier Stirn qui précise qu'il votera pour le présent projet de loi ; amendement n° 44 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé et l'amendement n° 118 de M. Jacques Toubon devient sans objet (p. 888).

Explications de vote.

Démagogie : *Ligot (Maurice)* (p. 888).

Différentes mesures contenues dans le présent projet de loi : *Le Pors (Anicet)* (p. 889).

Politisation de la fonction publique : *Toubon (Jacques)* (p. 888).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 888).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Ligot (Maurice)* (p. 889).

Vote positif du groupe socialiste : *Bassinet (Philippe)* (p. 889).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 890).

DEUXIEME LECTURE.

Discussion générale [20 juin 1983] (p. 2822).

Citoyenneté du fonctionnaire : *Labazée (Georges)* (p. 2822) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 2824).

Conditions de bonne moralité : *Labazée (Georges)* (p. 2823) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 2824).

E.N.A. (troisième voie d'accès à l'—) : *Le Pors (Anicet)* (p. 2824).

Grille commune à la fonction publique d'Etat et à la fonction publique territoriale : *Labazée (Georges)* (p. 2823) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2823).

Obligation de réserve : *Labazée (Georges)* (p. 2823) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2823).

Personnels des assemblées parlementaires (statut des —) : *Toubon (Jacques)* (p. 2823-2824).

Personnels hospitaliers (application de la loi aux —) : *Labazée (Georges)* (p. 2823) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 2824).

Principe de neutralité : *Le Pors (Anicet)* (p. 2825).

Séparation du grade et de l'emploi : *Le Pors (Anicet) (p. 2824).*

Discussion des articles [20 juin 1983] (p. 2825) ; [21 juin 1983] (p. 2881).

Article 1er A : adopté.

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (supprimant le premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (intégration dans le champ d'application de la loi des établissements mentionnés à l'article L.792 du code de la santé publique) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : amendement n° 3 de la commission (situation statutaire et réglementaire des fonctionnaires vis à vis de l'administration) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté ; (p. 2825).

Article 4 : amendement n° 4 de la commission (supprimant la condition de bonne moralité pour acquérir la qualité de fonctionnaire) ; problème du renvoi aux statuts particuliers pour admettre une personne dans la fonction publique : adopté ; amendement n° 28 du Gouvernement (supprimant les mots « dans les conditions prévues par les statuts particuliers » à la fin du 4e alinéa de cet article) : adopté (p. 2826) ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 : amendement n° 29 du Gouvernement (supprimant la référence à l'obligation de réserve) ; amendement n° 31 de M. Guy Ducoloné (même objet) ; amendement n° 32 de M. Michel Sapin (même objet) ; pouvoir d'interprétation du juge en la matière ; amendement n° 29 : adopté ; amendements n° 31 et n° 32 : adoptés ; amendement n° 5 de la commission : devenu sans objet ; amendement n° 6 de la commission (organisation pour certains corps d'un recrutement différent pour les hommes et les femmes) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 : amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 2827) : adopté ; amendement n° 34 de la commission (liberté d'expression des fonctionnaires siégeant au sein d'une institution prévue par la loi ou d'un organisme consultatif) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 26 de M. Jean-Louis Masson (bénéfice de l'avancement moyen des fonctionnaires du même corps, aux fonctionnaires en position de mise à disposition ou de détachement pour occuper des fonctions syndicales ou électives) ; amendement non soutenu.

Article 7 : amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (compétence des organisations syndicales pour débattre des questions relatives aux conditions et à l'organisation du travail) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 7 bis : amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 2828) : adopté ;

— article 7 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : amendement n° 13 de la commission (suppression de la référence à la continuité du service public pour réglementer le droit de grève) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 8 bis supprimé par le Sénat.

Article 9 : amendement n° 14 de la commission (supprimant les mots « et de la fonction » dans le premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (affectation dans un

nouvel emploi du fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 11 : amendement n° 16 de la commission (réglementation des corps de fonctionnaires par des statuts particuliers à caractère national) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 (p. 2829) : amendement n° 17 de la commission (passage de la fonction publique d'Etat à la fonction publique territoriale) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (supprimant la 2e phrase du 2e alinéa de cet article) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 12 bis A : amendement n° 19 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 12 bis : amendement n° 20 de la commission (grille commune à la fonction publique d'Etat et à la fonction publique territoriale) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 12 bis, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 13 : suppression par le Sénat de la division du chapitre IV et de son intitulé (p. 2830).

Article 16 : amendement n° 22 de la commission (communication au fonctionnaire des notes et appréciations générales ; possibilité pour les statuts particuliers de ne pas prévoir de système de notation) ; première phrase de l'amendement : adoptée ; deuxième phrase de l'amendement : adoptée ; ensemble de l'amendement : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 : amendement n° 23 de la commission (supprimant le 2e alinéa de cet article) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 : adopté.

Article 24 bis : adopté (p. 2831).

Article 25 : amendement n° 24 de la commission (suppression du contrôle du chef de service sur le fonctionnaire satisfaisant aux demandes d'information du public) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 : amendement n° 25 de la commission (suppression de la responsabilité du fonctionnaire pour les ordres qu'il a donnés) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié, adopté.

Article 28 : amendement n° 30 du Gouvernement (conservation par le fonctionnaire suspendu de son traitement et de ses indemnités diverses) : adopté ; amendement n° 33 de M. Michel Sapin (même objet) : adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté (p. 2832).

Article 28 bis : modification des dispositions de l'ordonnance du 17 novembre 1958 ; principe du recrutement des fonctionnaires par concours ; cas des fonctionnaires des assemblées parlementaires (p. 2881) ; dépôt d'un amendement signé par le président de l'Assemblée Nationale ; amendement n° 27 de M. Georges Labazée soutenu par M. Raymond Forni (statut des fonctionnaires des assemblées parlementaires) ; amendement n° 35 de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée Nationale (statut des agents titulaires des services des assemblées parlementaires, recrutement par concours, compétence de la juridiction administrative) ; amendement n° 27 retiré ; rôle du Bureau de l'Assemblée Nationale en ce qui concerne les fonctionnaires parlementaires (p. 2882) ; principe du recrutement par concours ; respect des principes fondamentaux de la fonction publique ; consultation des organisations représentatives du personnel (p. 2883) ; intervention du syndicat des agents ; référence à l'article 34 de la Constitution ; compétence du juge administratif (p. 2884) ; problèmes posés par l'Administration de l'Assemblée Nationale ; amendement n° 35 adopté après rectification ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 28 bis.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2885).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1983] (p. 3356).

Echec de la commission mixte paritaire : *Labazée (Georges)* (p. 3356).

Retour au texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale : *Labazée (Georges)* (p. 3356) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 3356).

Discussion des articles [29 juin 1983] (p. 3356).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (supprimant le premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (supprimant les mots « dans le respect de la spécificité de chacune ») ; rétablissement par le Sénat des dispositions concernant les personnels de santé et hospitaliers : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : amendement n° 3 de la commission (situation statutaire et réglementaire du fonctionnaire) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 : amendement n° 4 de la commission (suppression de la condition de bonne moralité pour acquérir la qualité de fonctionnaire) (p. 3356) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 : amendement n° 5 de la commission (suppression de la référence à l'obligation de réserve et à la discrétion professionnelle) ; recrutement distinct pour les hommes et les femmes par disposition exceptionnelle ; principe de la liberté d'opinion ; appréciation par le juge des modalités de la liberté d'expression ; adopté ; amendement n° 6 de la commission (supprimant l'établissement par décret en Conseil d'Etat de la liste des concours instaurant un recrutement différent pour les hommes et les femmes) (p. 3357) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 : amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 : amendement n° 8 de la commission (suppression de la référence au Livre IV du code du travail régissant les organisations syndicales) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (compétence des syndicats de fonctionnaires pour débattre des questions relatives aux conditions et à l'organisation du travail) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : amendement n° 10 de la commission (suppression de la référence au principe de continuité du service public pour définir le droit de grève) ; inscription dans la loi du droit de grève ; adopté (p. 3358) ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 : amendement n° 11 de la commission (reclassement du fonctionnaire dans un nouvel emploi en cas de suppression d'emploi) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 11 : amendement n° 12 de la commission (caractère national des statuts particuliers des fonctionnaires ; déconcentration ou décentralisation du recrutement et de la gestion de ces corps ; recul de la décentralisation) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 bis : amendement n° 13 de la commission (grille commune à la fonction publique de l'Etat et à la fonction publique territoriale) : adopté ;

— article 12 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 16 : amendement n° 14 de la commission (communication des notes et appréciations générales) ; sous-amendement n° 20 du Gouvernement (supprimant le second alinéa de cet amendement) ; absence de système de notation dans le domaine de la recherche (p. 3359) ; attachement du Gouvernement au principe de la notation ; sous-amendement n° 20 : rejeté ; amendement n° 14 : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 : amendement n° 15 de la commission (supprimant le 2e alinéa de cet article) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 25 : amendement n° 16 de la commission (supprimant le contrôle du chef de service sur l'obligation du fonctionnaire de satisfaire les demandes d'information du public) (p. 3360) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 : amendement n° 17 de la commission (supprimant la responsabilité du fonctionnaire à raison des ordres qu'il donne) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié, adopté.

Article 28 : amendement n° 18 de la commission (situation du fonctionnaire suspendu) : adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Article 28 bis : amendement n° 19 de la commission (statut des agents titulaires des services des assemblées parlementaires) ; amendement n° 21 de M. Raymond Forni (p. 3361) ; (même objet) ; texte adopté par le bureau du Sénat ; référence à l'article 34 de la constitution et aux garanties fondamentales ; notion des principes généraux du droit ; problèmes de la référence aux « organisations professionnelles » représentatives ; rédaction de l'amendement « Mermaz » (p. 3362) ; autonomie et spécificité de chacune des deux assemblées (p. 3363) ; amendement n° 19 : rejeté ; amendement n° 21 : adopté ;

— article 28 bis, ainsi modifié, adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3363).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1983] (p. 3451).

Accord du Sénat sur l'article 28 bis : *Labarrère (André)* (p. 3452).

Echec de la commission mixte paritaire : *Flooh (Jacques)* (p. 3452).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3453).

15. — Projet de loi n° 1387 portant **dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Guy Ducoloné (7 avril 1983). — Rapport n° **1474** (4 mai 1983). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (25 avril 1983). — Rapporteur pour avis : M. Charles Metzinger (28 avril 1983). — Discussion le 9 mai 1983. — Adoption le 9 mai 1983. — Projet de loi n° **353.**

Sénat (première lecture), n° **309** (1982-1983), dépôt le 11 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Raymond Bouvier. — Rapport n° **18** (1983-1984) (13 octobre 1983). — Discussion le 25 octobre 1983. — Adoption le 25 octobre 1983. — Projet de loi n° **11** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1771**, dépôt le 26 octobre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Guy Ducoloné. — Rapport n° **1804** (16 novembre 1983). — Discussion le 22 novembre 1983. — Adoption avec modifications le 22 novembre 1983. — Projet de loi n° **460.**

Sénat (deuxième lecture), n° **71** (1983-1984), dépôt le 24 novembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Raymond Bouvier. — Rapport n° **101** (1983-1984) (7 décembre 1983). — Discussion le 13 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 13 décembre 1983. — Projet de loi n° **34** (1983-1984).

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 17 décembre 1983] (p. 3638).

Bureau [*J.O.* du 21 décembre 1983] (p. 3676).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Guy Ducoloné. — Rapport n° **1919** (20 décembre 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Raymond Bouvier. — Rapport n° **162** (1983-1984) (20 décembre 1983). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1880**, dépôt le 13 décembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Guy Ducoloné. — Rapport n° **1928** (21 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **521.**

Sénat (troisième lecture), n° **177** (1983-1984), dépôt le 22 décembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Raymond Bouvier. — Rapport n° **179** (1983-1984) (22 décembre 1983). — Discussion le 22 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 22 décembre 1983. — Projet de loi n° **75** (1983-1984).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **1955**, dépôt le 22 décembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Guy Ducoloné. — Rapport n° **1956** (22 décembre 1983). — Discussion le 22 décembre 1983. — Adoption définitive le 22 décembre 1983. — Projet de loi n° **530.**

Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, publiée au *J.O.* du 12 janvier 1984 (p. 271) rectificatif (*J.O.* du 17 janvier 1984) (p. 326).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [9 mai 1983] (p. 951).

Accès à l'E.N.A. : *Ducoloné (Guy)* (p. 951) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 955, 960) ; *Ligot (Maurice)* (p. 957) ; *Lauriol (Marc)* (p. 958).

Catégorie D (suppression de la —) : *Lauriol (Marc)* (p. 958) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 961).

Comité d'hygiène et de sécurité dans l'administration (institution de —) : *Ducoloné (Guy)* (p. 952) ; *Metzinger (Charles)* (p. 952) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 955).

Commission mixte paritaire — fonction publique de l'Etat et fonction publique locale : *Ducoloné (Guy)* (p. 952) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 955).

Concertation ayant précédé l'élaboration du présent projet de loi : *Metzinger (Charles)* (p. 952).

Congé pour formation syndicale : *Ducoloné (Guy)* (p. 951) ; *Metzinger (Charles)* (p. 953).

Congés : *Metzinger (Charles)* (p. 953) ; *Ligot (Maurice)* (p. 957, 958) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 962).

Conseil supérieur de la fonction publique : *Ducoloné (Guy)* (p. 952) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 955).

Conseils de service (création éventuelle de —) : *Metzinger (Charles)* (p. 953).

C.R.S. (statut des —) : *Lauriol (Marc)* (p. 958) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 961).

Discriminations sexistes : *Le Pors (Anicet)* (p. 954) ; *Ligot (Maurice)* (p. 957).

Droit de grève : *Ducoloné (Guy)* (p. 951) ; *Ligot (Maurice)* (p. 957) ; *Renard (Roland)* (p. 959).

Egalité des sexes : *Ducoloné (Guy)* (p. 951).

Formation professionnelle : *Metzinger (Charles)* (p. 953) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 955).

Handicapés dans la fonction publique : *Ducoloné (Guy)* (p. 952) ; *Metzinger (Charles)* (p. 952) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 955-961) ; *Ligot (Maurice)* (p. 957) ; *Provost (Eliane)* (p. 959).

Jugement porté par l'opposition sur le présent projet de loi : *Ducoloné (Guy)* (p. 951) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 954).

Listes complémentaires : *Le Pors (Anicet)* (p. 955, 960).

Lutte contre la bureaucratie : *Le Pors (Anicet)* (p. 956).

Maurice Thorez (Rôle de —) : *Ducoloné (Guy)* (p. 951).

Mise à disposition : *Ducoloné (Guy)* (p. 952) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 955, 961) ; *Lauriol (Marc)* (p. 958).

Non titulaires : *Ducoloné (Guy)* (p. 951) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 954) ; *Ligot (Maurice)* (p. 957) ; *Lauriol (Marc)* (p. 958).

Notation : *Metzinger (Charles)* (p. 953) ; *Ligot (Maurice)* (p. 957, 958) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 961).

Politisation et syndicalisation de la fonction publique : *Ligot (Maurice)* (p. 957) ; *Lauriol (Marc)* (p. 958).

Réduction des droits des fonctionnaires entre 1947 et 1981 : *Ducoloné (Guy)* (p. 961) ; *Renard (Roland)* (p. 959).

Réintégration après mise à disposition : *Ducoloné (Guy)* (p. 952) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 955).

Rémunérations : *Le Pors (Anicet)* (p. 961).

Retraite des fonctionnaires : *Metzinger (Charles)* (p. 953).

Sanctions disciplinaires : *Le Pors (Anicet)* (p. 955) ; *Ligot (Maurice)* (p. 958).

Service fait : *Ducoloné (Guy)* (p. 951) ; *Renard (Roland)* (p. 959) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 960).

Statut de 1946 modifié en 1959 : *Ducoloné (Guy)* (p. 951) ; *Metzinger (Charles)* (p. 952).

Statuts dérogatoires : *Ducoloné (Guy)* (p. 951) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 961).

Travail à temps partiel : *Metzinger (Charles)* (p. 963) ; *Ligot (Maurice)* (p. 957).

Trentième indivisible : *Ducoloné (Guy)* (p. 951) ; *Renard (Roland)* (p. 959).

Discussion des articles [9 mai 1983] (p. 962, p. 971).

Avant l'article 1er : amendement n° 3 de la commission (précisant que la présente loi constitue le titre II du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales) : adopté.

Chapitre Ier : *dispositions générales.*

Article 1er (*champ d'application*) : amendement n° 100 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 101 de la commission (suppression des mots « de l'article 1er ») : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*dérogations à la règle selon laquelle les emplois permanents de l'administration doivent être pourvus par des fonctionnaires*) (p. 962) : statut des personnels de l'A.N.P.E. ; titularisation des personnes sous contrat ; amendement n° 29 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 59 de M. Maurice Ligot (cas des emplois correspondant à des fonctions nouvellement prises en charge par l'administration) (p. 963) ; amendement n° 60 de M. Maurice Ligot (cas des emplois permanents à temps complet d'enseignants chercheurs) ; amendement n° 59 : rejeté ; amendement n° 60 : rejeté ; amendement n° 61 de M. Maurice Ligot (suppression du dernier alinéa de cet article) ; nécessité de conserver une certaine souplesse à l'administration : rejeté ;

— article 2, adopté.

Article 3 (*recours exceptionnel à des agents contractuels*) : amendement n° 62 de M. Maurice Ligot (de suppression) : rejeté ; amendement n° 102 de la commission (suppression de la dernière phrase du premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 30 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (information du conseil supérieur de la fonction publique en ce qui concerne le recours exceptionnel à des agents contractuels) : rejeté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 103 de la commission (emplois permanents à temps complet d'enseignants chercheurs par des personnes n'ayant pas le statut de fonctionnaire) : adopté.

Article 4 (*emplois à temps incomplet pourvus par des agents contractuels*) : amendement n° 63 de M. Maurice Ligot (de suppression) (p. 964) : rejeté ; amendement n° 31 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (emplois à temps incomplet pourvus par des agents titulaires) : rejeté ;

— article 4, adopté.

Article 5 (*conditions d'application des dérogations prévues aux articles 2, 3 et 4 précédents*) : amendement n° 64 de M. Maurice Ligot (de suppression) ; problème de la révision des catégories d'emplois ouverts à des non fonctionnaires ; rejeté ; amendement n° 32 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (information du conseil supérieur de la fonction publique) : rejeté ; amendement n° 104 de la commission (règle de protection sociale des personnes non titulaires) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (*statuts particuliers*) (p. 965) : amendement n° 65 de M. Maurice Ligot (modalités d'application des dispositions de la présente loi pour les personnels de chaque administration et pour le personnel affecté dans plusieurs administrations ou services à statut particulier) rejeté ;

— article 6, adopté.

Article 7 (*statuts particuliers dérogatoires au statut général*) : adopté.

Article 8 (*inamovibilité des magistrats de la Cour des Comptes et des chambres régionales des comptes*) : adopté.

Chapitre II : *dispositions organiques.*

Article 9 (*organismes consultatifs de la fonction publique*) : amendement n° 4 de la commission (création éventuelle de nouveaux organismes consultatifs) : adopté ; amendement n° 126 du Gouvernement (référence au conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 10 : amendement n° 33 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (insérant l'intitulé suivant : section I : conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat) : rejeté.

Article 10 (*conseil supérieur de la fonction publique*) (p. 966) : amendement n° 66 de M. Maurice Ligot (responsabilités du Premier ministre vis-à-vis du conseil supérieur de la fonction publique) : rejeté ; amendement n° 125 du Gouvernement (référence au conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 34 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (représentation des syndicats au sein du conseil supérieur de la fonction publique) ; mode de désignation des représentants des syndicats (p. 967) ; rejeté ; amendement n° 35 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (compétences du conseil supérieur de la fonction publique) : rejeté ; amendement n° 67 de M. Maurice Ligot (saisine du conseil supérieur de la fonction publique) : devenu sans objet ; amendement n° 36 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (modalités d'application de la présente section déterminée par décret en Conseil d'Etat) : rejeté.

Avant l'article 11 : amendement n° 37 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (insérant l'intitulé suivant : section II : commissions administratives paritaires, comités techniques paritaires et comités d'hygiène et de sécurité) : rejeté.

Article 11 (*commissions administratives paritaires*) : amendement n° 68 de M. Maurice Ligot (de suppression) : non soutenu ;

— article 11, adopté.

Article 12 (*comités techniques paritaires*) : amendement n° 69 de M. Maurice Ligot (différents niveaux auxquels peuvent être institués des comités techniques paritaires) : non soutenu ; amendement n° 70 de M. Maurice Ligot (organisations syndicales représentatives) : non soutenu ; amendement n° 5 de la commission (mode d'élection des membres représentant le personnel) (p. 971) : rejeté ;

— article 12, adopté.

Impossibilité de remettre des amendements en discussion après l'adoption d'un article.

Article 13 (*comité d'hygiène et de sécurité*) : amendement n° 6 de la commission (précisant que la création des C.H.S. locaux ou spéciaux est de plein droit) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 (*modalités d'application des dispositions relatives aux organes consultatifs*) : amendement n° 38 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (prévoyant un décret en Conseil d'Etat) : rejeté ; amendement n° 106 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 15 : amendement n° 39 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (insérant l'intitulé suivant : section III : commission mixte paritaire) : rejeté.

Article 15 (*commission mixte paritaire*) (p. 972) : amendement n° 71 de M. Maurice Ligot (surveillance des mouvements de person-

nels entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale) : rejeté ;

— article 15, adopté.

Chapitre III : *accès à la fonction publique.*

Article 16 (*recrutement des fonctionnaires*) : amendement n° 120 de M. Adrien Zeller (concours ouverts aux candidats justifiant d'une expérience professionnelle ou d'une formation) : non soutenu ;

— article 16, adopté.

Article 17 (*établissement de la liste des candidats reçus à un concours*) : amendement n° 72 de M. Maurice Ligot (suppression de la référence à la liste complémentaire) ; amendement n° 40 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (cas des vacances d'emploi survenant dans l'intervalle de deux concours) ; refus d'institutionnaliser le repêchage systématique entre deux concours (p. 973) ; amendement n° 40 : retiré ; amendement n° 72 : rejeté ; amendement n°73 de M. Maurice Ligot (de conséquence) : devenu sans objet ;

— article 17, adopté.

Article 18 (*égalité d'accès des hommes et des femmes à la fonction publique*) : amendement n° 7 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de cet article) ; amendement oral de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 8 : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 (*dérogations au principe du recrutement par concours*) : substitution de M. Marc Lauriol à M. Jacques Toubon dans la discussion des articles du présent projet de loi (p. 974) ; amendement n° 74 de M. Maurice Ligot (dérogations au principe du recrutement par concours prévues dans les statuts particuliers) : rejeté ; amendement n° 75 de M. Maurice Ligot (procédure de changement de corps) : rejeté ;

— article 19, adopté.

Article 20 (*troisième voie d'accès à l'E.N.A.*) : amendement n° 76 de M. Maurice Ligot (de suppression) ; nécessité d'inclure l'ensemble du statut de l'E.N.A. dans le présent article ; rejeté (p. 975) ; amendement n° 41 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (nomination au premier grade) : rejeté ; amendement n° 42 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (personnes âgées de plus de 26 ans) : rejeté ; amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (membres d'un conseil général) : non soutenu ; amendement n° 43 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (personnalités pouvant être admises à l'école nationale d'administration par la troisième voie) : rejeté ; amendement n° 44 de M. Jacques Toubon (cas des personnes ayant été antérieurement candidates au premier concours de l'E.N.A.) : rejeté ;

— article 20, adopté.

Article 21 (*statuts particuliers dérogatoires*) : adopté.

Article 22 (*emplois supérieurs laissés à la décision du Gouvernement*) : adopté.

Article 23 (*promotion interne*) : amendement n° 77 de M. Maurice Ligot (possibilité pour le jury de compléter son appréciation par la consultation des dossiers professionnels des candidats) : rejeté ;

— article 23, adopté (p. 976).

Article 24 (*suppression des limites d'âge pour les handicapés*) : adopté.

Chapitre IV : *structure des carrières.*

Article 25 (*structure générale de la carrière*) : adopté.

Article 26 (*hiérarchie au sein de chaque corps*) : adopté.

Article 27 (*définition de la classe*) : adopté.

Chapitre V : *positions.*

Article 28 (*positions des fonctionnaires*) : adopté.

Section I : *activité.*

sous-section I : *dispositions générales.*

Article 29 (*définition de la position d'activité*) : adopté.

Article 30 (*congés*) : attribution d'un congé parental en cas d'adoption (p. 977) ; amendement n° 107 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 108 de la commission (de coordination) : adopté ; amendements n° 20 et n° 21 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales réservés ; amendement n° 9 de la commission (dispositions applicables au congé de longue maladie) ; amendement n° 22 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (cas des maladies provenant de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L. 27 du code des pensions civiles et militaires de retraite ou d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions) ; amendement n° 22 : retiré ; amendement n° 9 : adopté ; amendements n° 20 et n° 21 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, précédemment réservés (de coordination) : devenus sans objet ; amendement n° 109 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 46 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (formation continue) (p. 978) : rejeté ; amendement n° 78 de M. Maurice Ligot (congé pour activité d'animation sportive ou socio-éducative) ; cas des associations légalement constituées et reconnues d'utilité publique : rejeté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Article 31 (*modalités d'application des dispositions relatives aux congés*) : adopté.

Article 32 (*reclassement des fonctionnaires en cas de suppression d'emploi*) : adopté.

Article 33 (*service à temps partiel*) : absence de créations de postes en 1984 impliquant l'impossibilité de nouveaux services à temps partiel (p. 979) ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 23 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (reprise du service à plein temps pour motif grave) : retiré ; amendement n° 79 de M. Maurice Ligot (suppression de l'alinéa relatif au recrutement de fonctionnaires pour compenser le travail à temps partiel) : rejeté ; amendement n° 12 de la commission (rapport sur le travail à temps partiel dans la fonction publique) : adopté après modification ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Article 34 (*fin de la période de travail à temps partiel*) : amendement n° 80 de M. Maurice Ligot (suppression de l'assimilation des périodes de travail à temps partiel à des périodes de travail à temps plein) ; développement du travail à temps partiel répondant aux nécessités de la lutte contre le chômage : rejeté ;

— article 34, adopté.

Article 35 (*dispositions relatives au cumul de retraite, de rémunérations et de fonctions*) : adopté.

Article 36 (*rémunération du travail à temps partiel*) : adopté.

Sous-section II : *mise à disposition.*

Article 37 (*mise à disposition auprès d'une autre administration*) : adopté.

Article 38 (*mise à disposition auprès d'un organisme d'intérêt général*) : amendement n° 81 de M. Maurice Ligot (de suppression) : rejeté ; amendement n° 49 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marcel Lauriol (liste des établissements d'intérêt général concernés par cet article) : rejeté ;

— article 38, adopté.

Après l'article 38 : amendement n° 13 de la commission (rapport annuel concernant l'application des dispositions des articles 37 et 38 du présent projet) (p. 981) : adopté.

Section II : *détachement.*

Article 39 (*procédure du détachement*) : adopté.

Article 40 (*régime de pension des fonctionnaires détachés*) : amendements identiques n° 110 de la commission et n° 56 de M. Jean-Pierre Michel (cas des fonctionnaires détachés auprès de députés ou de sénateurs) ; détachement des fonctionnaires parlementaires ; absence de réciprocité ; adoptés ;

— article 40, ainsi modifié, adopté.

Article 41 (*détachement des fonctionnaires des collectivités territoriales dans la fonction publique d'Etat*) : adopté.

Article 42 *(modalités d'application des dispositions relatives au détachement)* : amendement n° 50 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (de précision) : rejeté ;

— article 42, adopté.

Après l'article 42 : amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (avancement des fonctionnaires en position de mise à disposition ou de détachement pour occuper une fonction élective ou syndicale) non soutenu (p. 982).

Section III : *position hors cadres.*

Article 43 *(définition de la position hors cadres)* : adopté.

Article 44 *(réintégration du fonctionnaire)* : adopté.

Section IV : *disponibilité.*

Article 45 *(position de disponibilité)* : amendement n° 82 de M. Maurice Ligot (possibilité de refuser deux postes) : rejeté ;

— article 45, adopté.

Article 46 *(modalités d'application des dispositions relatives à la disponibilité)* : amendement n° 122 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Maurice Ligot (mise en disponibilité de fonctionnaires souhaitant créer une entreprise) : retiré ;

— article 46, adopté.

Section V : *accomplissement du service national.*

Article 47 *(position d'accomplissement du service national)* : adopté (p. 983).

Section VI : *congé parental.*

Article 48 *(position du congé parental)* : amendement n° 25 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (précisant que le congé parental est accordé de droit sur demande à la mère ou au père fonctionnaire quelle que soit la situation matrimoniale) : adopté ; amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (possibilité d'écourter la durée du congé à la demande du titulaire) : adopté ;

— article 48, ainsi modifié, adopté.

Chapitre VI : *notation, avancement, mutation, reclassement.*

Article 49 *(notation)* : amendement n° 15 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 49, ainsi modifié, adopté (p. 984).

Article 50 *(avancement)* : adopté.

Article 51 *(avancement d'échelon)* : adopté.

Article 52 *(avancement de grade)* : amendement n° 83 de M. Maurice Ligot (promotion dans l'ordre du tableau ou de la liste de classement sous réserve des nécessités du service) ; amendement n° 84 de M. Maurice Ligot (précisant que le fonctionnaire qui bénéficie d'un avancement de grade est tenu d'accepter l'emploi qui lui est assigné dans son nouveau grade) ; amendements n° 83 et n° 84 : rejetés ;

— article 52, adopté.

Article 53 *(mutations)* : adopté.

Article 54 *(publicité des vacances d'emploi)* : adopté.

Article 55 *(reclassement des fonctionnaires reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions)* (p. 985) ; amendement n° 27 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (réintégration des fonctionnaires détachés dans le cadre de cet article) ; amendement n° 85 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 27 : retiré : amendement n° 85 ; adopté ;

— article 55, ainsi modifié, adopté.

Chapitre VII : *rémunération.*

Article 56 *(droit à la rémunération)* : adopté.

Article 57 *(allocation temporaire d'invalidité)* : amendement n° 111 de la commission (de coordination) ; amendement n° 112 de la commission (de coordination) : adoptés ;

— article 57, ainsi modifié, adopté.

Chapitre VIII : *discipline.*

Article 58 *(sanctions disciplinaires)* : adopté (p. 986).

Article 59 *(autorité compétente en matière disciplinaire)* : amendement n° 57 du Gouvernement (rôle de la commission admnistrative paritaire) : adopté ;

— article 59, ainsi modifié, adopté.

Chapitre IX : *cessation définitive de fonctions.*

Article 60 *(effets de la limite d'âge)* : adopté.

Article 61 *(licenciement pour insuffisance professionnelle)* : amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 61, ainsi modifié, adopté.

Article 62 *(licenciement pour dégagement des cadres)* : adopté.

Article 63 *(honorariat)* : amendement n° 17 de la commission (mention de l'honorariat) : adopté ;

— article 63, ainsi modifié, adopté.

Article 64 *(activités interdites aux fonctionnaires retraités ou en disponibilité)* : adopté.

Chapitre X : *dispositions transitoires et finales.*

Article 65 *(titularisation des agents non titulaires)* : amendement n° 87 de M. Maurice Ligot (de suppression) (p. 987) ; rejeté ; amendement n° 113 de la commission (de codification) : adopté ; amendement n° 114 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 52 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (impossibilité d'être titularisé dans un corps de fonctionnaires au concours de recrutement auquel la personne a échoué) : rejeté ;

— article 65, ainsi modifié, adopté.

Article 66 *(cas des personnels civils de coopération culturelle scientifique et technique en fonction auprès des Etats étrangers)* : amendement n° 88 de M. Maurice Ligot (de suppression) : rejeté ; amendement n° 115 de la commission (de précision) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 66 (p. 988).

Après l'article 66 : amendement n° 116 de la commission (régime de rémunération des agents recrutés localement servant à l'étranger) : adopté.

Article 67 *(agents non titulaires occupant un emploi à temps partiel)* : amendement n° 89 de M. Maurice Ligot (de suppression) : rejeté ; amendement n° 117 de M. Guy Ducoloné (de précision) : adopté ;

— article 67, ainsi modifié, adopté.

Article 68 *(personnels associés ou invités des établissements d'enseignement supérieur et de recherche)* : amendement n° 90 de M. Maurice Ligot (de suppression) : rejeté ;

— article 68, adopté.

Article 69 *(modalités d'accès des agents non titulaires à certains corps)* : amendement n° 91 de M. Maurice Ligot (de suppression) : rejeté ;

— article 69, adopté.

Article 70 *(application de l'article précédent)* : amendement n° 92 de M. Maurice Ligot (de suppression) : rejeté ;

— article 70, adopté.

Après l'article 70 : amendement n° 118 de la commission (cas des personnels enseignants d'éducation et d'orientation relevant de l'autorité du ministère de l'éducation nationale) (p. 989) : adopté.

Article 71 *(licenciement des agents non titulaires)* : amendement n° 93 de M. Maurice Ligot (de suppression) : rejeté ;

— article 71, adopté.

Article 72 *(rôle de la commission administrative paritaire)* : amendement n° 94 de M. Maurice Ligot (de suppression) : rejeté ; amendement n° 119 de la commission (titularisation sur place dans l'intérêt du service) : adopté ;

— article 72, ainsi modifié, adopté.

Article 73 *(report des services antérieurs)* : amendement n° 95 de M. Maurice Ligot (de suppression) : rejeté ; amendement n° 53 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (nomination dans le premier grade du corps) : rejeté ;

— article 73, adopté.

Article 74 *(révision de la situation de certains fonctionnaires)* : amendement n° 96 de M. Maurice Ligot (de suppression) : rejeté ;

— article 74, adopté.

Article 75 *(cas des statuts particuliers prévoyant une condition de services effectifs pour l'accès à certains grades)* : amendement n° 97 de M. Maurice Ligot (de suppression) : rejeté ;

— article 75, adopté.

Article 76 *(rémunération minimale des fonctionnaires intégrés)* (p. 990) : amendement n° 98 de M. Maurice Ligot (de suppression) : rejeté ;

— article 76, adopté.

Article 77 *(étalement du versement des cotisations de rachat)* : amendement n° 99 de M. Maurice Ligot (de suppression) : rejeté ;

— article 77, adopté.

Article 78 *(rattachement des agents des directions départementales de l'équipement rémunérés sur crédits de matériel)* : adopté.

Article 79 *(maintien en vigueur des dispositions législatives spéciales)* : adopté.

Article 80 *(maintien en vigueur de dispositions réglementaires)* : adopté.

Après l'article 80 : amendement n° 58 du Gouvernement (anciens fonctionnaires du corps autonome des administrateurs des affaires d'outre-mer) : adopté.

Article 81 *(abrogation de l'ordonnance du 4 février 1959)* : (p. 991) : amendement n° 55 de M. Jacques Toubon soutenu par M. Marc Lauriol (entrée en vigueur des dispositions du présent article) ; autonomie du pouvoir réglementaire par rapport au pouvoir législatif : rejeté ;

— article 81, adopté.

Article 82 *(codification)* : amendement n° 19 de la commission (de suppression) : adopté ; en conséquence, cet article est supprimé.

Explications de vote (p. 992).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Ligot (Maurice)* (p. 993).

Vote positif du groupe communiste : *Odru (Louis)* (p. 993).

Vote positif du groupe socialiste : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 992).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 994).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [22 novembre 1983] (p. 5571).

Détachement de fonctionnaires auprès de parlementaires : *Ducoloné (Guy)* (p. 5572).

Droit de grève des fonctionnaires : *Ducoloné (Guy)* (p. 5571).

Handicapés dans la fonction publique : *Ducoloné (Guy)* (p. 5572).

Modification du texte par le Sénat : *Ducoloné (Guy)* (p. 5572) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 5572) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5572) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5573) ; *Forni (Raymond)* (p. 5574) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5575).

Mutations et titularisation : *Ducoloné (Guy)* (p. 5572) ; *Sapin (Michel)* (p. 5575).

Statut législatif des membres du Conseil d'Etat et des Tribunaux administratifs : *Ducoloné (Guy)* (p. 5572) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5573) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5577).

Troisième voie d'accès à l'E.N.A. : *Ducoloné (Guy)* (p. 5572) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 5572) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5573) ; *Sapin (Michel)* (p. 5574) ; *Toubon (Jacques)* (p. 5575) ; *Richard (Alain)* (p. 5575, 5576) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5577).

Discussion des articles [22 novembre 1983] (p. 5577).

Article 1er : adopté.

Article 2 (p. 5577) ; amendement n° 1 de la commission (principe du recours à des fonctionnaires pour occuper des emplois permanents) : adopté ; amendement n° 31 du Gouvernement (référence aux emplois ou catégories d'emplois) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : adopté.

Article 3 bis : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 bis : caractère législatif du statut des membres du Conseil d'Etat et des tribunaux administratifs ; indépendance des membres des tribunaux administratifs ; décision du conseil constitutionnel en date du 22 juillet 1980 ; problème du contenu de ce statut (p. 5578) ; amendement n° 31 du Gouvernement (précisant que la loi fixe les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs) ; statut des magistrats de la Cour des comptes : adopté ;

— article 6 bis, ainsi modifié, adopté.

Amendement n° 45 de M. Jean-Pierre Michel : devenu sans objet.

Article 9 : organisme consultatif de la fonction publique ; amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 47 de Jean Pierre Michel, soutenu par M. Michel Coffineau (droit à l'expression directe et collective dont bénéficient les agents de l'Etat) ; lois Auroux (p. 5579) ; nécessité de reconnaître aux agents de l'Etat les mêmes droits qu'à tous les salariés ; productivité de l'administration ; droit syndical et citoyenneté des fonctionnaires ; rôles des organismes paritaires ; heure mensuelle d'information syndicale (p. 5580) ; différence de nature entre l'activité d'un travailleur du secteur privé et celle d'un agent de la fonction publique : adopté.

Article 10 : adopté.

Article 11 : amendement n° 3 de la commission (monopole syndical de la présentation des candidats aux élections administratives paritaires) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 13 : amendement n° 4 de la commission (comité central d'hygiène et de sécurité) (p. 5581) ; sous-amendement n° 32 du Gouvernement (référence à l'avis des comités techniques paritaires) : sous-amendement rejeté ; amendement n° 4 : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 : adopté.

Article 15 : amendement n° 33 du Gouvernement (contenu du décret au Conseil d'Etat prévu par cet article) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 (p. 5582) ; adopté.

Article 17 : adopté.

Article 18 : amendement n° 44 de Mme Gisèle Halimi (de suppression) ; égalité des hommes et des femmes au sein de la fonction publique ; maintien de certains recrutements distincts ; contradiction entre le contenu de cet article et la constitution, le droit européen et la loi sur l'égalité professionnelle (p. 5583) ; volonté du Gouvernement d'assurer l'égalité d'accès des hommes et des femmes à la fonction publique ; caractère limitatif des exceptions prévues : rejeté ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 : adopté (p. 5584).

Article 19 bis : amendement n° 6 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 20 supprimé par le Sénat : troisième voie d'accès à l'E.N.A. ; liste des candidats admis à concourir ; ouverture de la troisième voie aux salariés du secteur privé ; amendement n° 7 de la commission (rétablissant cet article) (p. 5585) ; sous-amendement n° 49 de M. Charles Millon soutenu par M. Maurice Ligot (référence à l'exercice d'une activité professionnelle) ; sous-amendement n° 50 de M. Maurice Ligot (choix des affectations) (p. 5586) ; ouverture de la troisième voie d'accès à l'E.N.A. aux « privilégiés des syndicats » (p. 5587) ; absence de chasse aux sorcières de la part de l'opposition dans la mesure ou l'appartenance syndicale ou les mandats locaux sont une des conditions d'accès à l'E.N.A. par la troisième voie ; sous-amendement n° 49 : rejeté au scrutin public ; sous amendement n° 50 : rejeté (p. 5588) ; amendement n° 7 : adopté au scrutin public ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 21 : supprimé par le Sénat : amendement n° 8 de la commission (de conséquence) ; sous-amendement n° 34 du Gouvernement (références aux fonctionnaires internationaux) : adopté ; amendement n° 8, ainsi modifié : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 23 : amendement n° 35 du Gouvernement (promotion interne) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 : adopté.

Article 30 (p. 5589) : adopté.

Article 32 : adopté.

Article 33 : amendement n° 9 de la commission (exercice du temps partiel) ; amendement n° 36 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 9 : rejeté ; amendement n° 36 : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Article 38 ter : amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Georges Labazée (de suppression) ; mise à disposition de fonctionnaires auprès d'organismes à caractère associatif ; gardes-chasse et gardes-pêche (p. 5590) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 39 : adopté.

Article 40 : amendement n° 10 de la commission (précisant que dans le cas d'un fonctionnaire détaché auprès de députés ou de sénateurs, la contribution versée pour la constitution du droit à pension est versée par le député ou le sénateur intéressé) : adopté ;

— article 40, ainsi modifié, adopté.

Article 43 : adopté.

Article 48 : adopté.

Article 49 : adopté.

Article 51 : adopté.

Article 52 (p. 5591) : adopté.

Article 52 bis : amendement n° 11 de la commission (suppression du deuxième alinéa de cet article) : adopté ;

— article 52 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 53 : amendement n° 37 du Gouvernement (conditions des mutations) : rejeté ;

— article 53 : adopté.

Article 54 bis : amendement n° 38 du Gouvernement (référence aux nécessités de fonctionnement du service) : adopté ;

— article 54 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 55 (p. 5592) : amendement n° 39 du Gouvernement (reclassement des fonctionnaires reconus inaptes par suite d'altération de leur état physique) : rejeté ;

— article 55 : adopté.

Article 56 : adopté.

Article 57 : adopté.

Article 59 : amendement n° 12 de la commission (autorité compétente en matière disciplinaire) : adopté ;

— article 59, ainsi modifié, adopté.

Article 59 bis : amendement n° 13 de la commission (de suppression) adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 60 bis : adopté.

Article 62 : supprimé par le Sénat.

Article 63 : amendement n° 14 de la commission (conditions d'octroi de l'honorariat) (p. 5593) : adopté ;

— article 63, ainsi modifié, adopté.

Article 65 : supprimé par le Sénat : amendement n° 15 de la commission (rétablissant cet article) ; sous-amendement n° 40 du Gouvernement ; (droit à titularisation des agents en fonction à la date de publication de la loi du 11 juin 1983) ; sous-amendement : adopté amendement n° 15, ainsi modifié : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

article 66 : supprimé par le Sénat : amendement n° 16 de la com mission (rétablissant cet article) ; sous-amendement n° 41 du Gouve nement (suppression d'une disposition inapplicable) : adopt (p. 5594) ; amendement n° 16, ainsi modifié : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 66 bis : supprimé par le Sénat : amendement n° 17 de l commission (rétablissant cet article) : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 67 : supprimé par le Sénat ; amendement n° 18 de la com mission (rétablissant cet article) : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 68 : supprimé par le Sénat : amendement n° 19 de la com mission (rétablissant cet article) : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Après l'article 68 : amendement n° 20 de la commission (référenc aux emplois d'assistants ou d'adjoints d'enseignement) ; sous amendement n° 42 du Gouvernement (suppression du deuxième al néa de cet amendement) ; sous-amendement : adopté ; amendemen n° 20 ainsi modifié, adopté.

Article 69 : supprimé par le Sénat : amendement n° 21 de la con mission (rétablissant cet article) : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli (p. 5595).

Article 70 : supprimé par le Sénat : amendement n° 22 de la com mission (rétablissant cet article) : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 70 bis : supprimé par le Sénat : amendement n° 23 de l commission (rétablissant cet article) ; sous-amendement n° 43 d Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 23, ain modifié : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 71 : supprimé par le Sénat : amendement n° 24 de la con mission (rétablissant cet article) : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 72 : supprimé par le Sénat : amendement n° 25 de la con mission (rétablissant cet article) : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 73 : supprimé par le Sénat : amendement n° 26 de la con mission (rétablissant cet article) : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 74 : supprimé par le Sénat : amendement n° 27 de la con mission (rétablissant cet article) : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 75 : supprimé par le Sénat : amendement n° 28 de la con mission (rétablissant cet article) : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli (p. 5596).

Article 76 : supprimé par le Sénat : amendement n° 29 de la con mission (rétablissant cet article) : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 77 : supprimé par le Sénat : amendement n° 30 de la con mission (rétablissant cet article) : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 78 : adopté.

Article 80 bis rectifié par M. Anicet Le Pors.

Article 81 : adopté (p. 5597).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5597).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1983] (p. 6910).

Commission mixte paritaire (propositions de la —) : *Ducol (Guy)* (p. 6910).

E.N.A. (troisième voie) : *Toubon (Jacques)* (p. 6911) ; *Ligot (Maurice)* (p. 6911, 6912).

Socialisme (définition) : *Toubon (Jacques)* (p. 6911).

Statut du fonctionnaire (divergence des conceptions) : *Toubon (Jacques)* (p. 6911) ; *Ligot (Maurice)* (p. 6912) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 6912, 6913).

Syndicats : *Toubon (Jacques)* (p. 6911) ; *Ligot (Maurice)* (p. 6911).

Discussion des articles [21 décembre 1983] (p. 6913).

Article 6 bis : amendement n° 1 de la commission (supprimant la fin de cet article après les mots « tribunaux administratifs ») ; statut des membres de ces tribunaux : adopté ;

— article 6 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 9 : amendement n° 2 de la commission (caractère non limitatif de la liste des organismes consultatifs) : adopté.

Article 9 bis supprimé par le Sénat.

Article 11 (p. 6913) : amendement n° 3 de la commission (présentation des candidats par les organisations syndicales) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 13 : amendement n° 4 de la commission (création dans chaque département ministériel d'un comité central d'hygiène et de sécurité) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 15 : amendement n° 5 de la commission (création d'une commission mixte paritaire) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté (p. 6914).

Article 20 supprimé par le Sénat : amendement n° 6 de la commission (troisième voie E.N.A.) ; travail de codification (p. 6915) : adopté ;

— l'article 20 est ainsi rétabli.

Article 23 : amendement n° 7 de la commission (modalités de la promotion interne) (p. 6916) ; mise en œuvre à titre expérimental de nouvelles règles de procédure pénale dans les tribunaux correctionnels : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 bis : adopté.

Article 38 ter : adopté.

Article 40 : amendement n° 8 de la commission (versement par le parlementaire intéressé de la contribution de constitution des droits à pension du fonctionnaire détaché) : adopté ;

— article 40, ainsi modifié, adopté.

Article 65 supprimé par le Sénat : amendement n° 9 de la commission (conditions de titularisation des agents non titulaires) : adopté ;

— l'article 65 est ainsi rétabli.

Article 66 : amendement n° 10 de la commission (personnes ayant vocation à être titularisées) (p. 6917) : adopté ;

— l'article 66 est ainsi rétabli.

Article 66 bis supprimé par le Sénat : amendement n° 11 de la commission (détermination par décret en Conseil d'Etat du régime des rémunérations applicables aux agents servant à l'étranger) : adopté ;

— l'article 66 bis est ainsi rétabli.

Article 67 supprimé par le Sénat : amendement n° 12 de la commission (conditions de titularisation des agents non titulaires occupant un emps partiel) : adopté ;

— l'article 67 est ainsi rétabli.

Article 68 supprimé par le Sénat : amendement n° 13 de la commission (personnels associés ou invités, des établissements d'enseignement supérieur et de recherche) : adopté ;

— l'article 68 est ainsi rétabli.

Article 68 bis supprimé par le Sénat : amendement n° 14 de la commission (titularisation des personnels chargés de fonctions d'enseignement) : adopté ;

— l'article 68 bis est ainsi rétabli.

Article 69 supprimé par le Sénat : amendement n° 15 de la commission (organisation pour les agents non titulaires, des modalités d'accès aux différents corps de fonctionnaires) (p. 6918) : adopté ;

— l'article 69 est ainsi rétabli.

Article 70 supprimé par le Sénat : amendement n° 16 de la commission (réglementation par décret en Conseil d'Etat des corps auxquels les agents non titulaires peuvent accéder) : adopté ;

— l'article 70 est ainsi rétabli.

Article 70 bis supprimé par le Sénat : amendement n° 17 de la commission (référence aux personnels enseignants d'éducation et d'orientation) : adopté ;

— l'article 70 bis est ainsi rétabli.

Article 71 supprimé par le Sénat : amendement n° 18 de la commission (conditions de licenciement des agents non titulaires) : adopté ;

— l'article 71 est ainsi rétabli.

Article 72 supprimé par le Sénat : amendement n° 19 de la commission (saisine de la commission administrative paritaire des propositions d'affectation et des demandes de mutation des agents titularisés) : adopté ;

— l'article 72 est ainsi rétabli.

Article 73 supprimé par le Sénat : amendement n° 20 de la commission (nomination dans un corps non régi par des dispositions statutaires, autorisant le report de tout ou partie de services antérieurs accomplis en qualité d'agent non titulaire) : adopté ;

— l'article 73 est ainsi rétabli.

Article 74 supprimé par le Sénat : amendement n° 21 de la commission (possibilité pour les agents titularisés d'obtenir la révision de leur situation) : adopté ;

— l'article 74 est ainsi rétabli.

Article 75 supprimé par le Sénat : amendement n° 22 de la commission (conditions de services effectifs) : adopté ;

— l'article 75 est ainsi rétabli.

Article 76 supprimé par le Sénat : amendement n° 23 de la commission (rémunérations des agents titularisés) (p. 6919) : adopté ;

— l'article 76 est ainsi rétabli.

Article 77 supprimé par le Sénat : amendement n° 24 de la commission (cotisations de rachat) : adopté ;

— l'article 77 est ainsi rétabli.

Explications de vote (p. 6920).

Fonction publique (conception de la —) : *Toubon (Jacques)* (p. 6920).

Vote positif du groupe communiste : *Maisonnat (Louis)* (p. 6920).

Vote positif du groupe socialiste : *Labazée (Georges)* (p. 6920).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6920).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [22 décembre 1983] (p. 6962).

Conseil Supérieur de la Fonction Publique : *Le Pors (Anicet)* (p. 6963).

Echec de la commission mixte paritaire : *Ducoloné (Guy)* (p. 6963).

Dernier texte adopté par l'Assemblée Nationale (p. 6963, 6965).

Explications de vote (p. 6965).

Organismes consultatifs : *Le Meur (Daniel)* (p. 6966).

Réforme de l'E.N.A. : *Le Meur (Daniel)* (p. 6966).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6966).

16. — Projet de loi n° 1388 portant **dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. — Urgence déclarée le 3 octobre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Tabanou (7 avril 1983). — Rapport n° **1519** (19 mai 1983). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales

et sociales (25 avril 1983). — Rapporteur pour avis : Mme Jacqueline Osselin (28 avril 1983). — Discussion les 3, 4 et 5 octobre 1983. — Adoption le 5 octobre 1983. — Projet de loi n° **450**.

Sénat (première lecture), n° **7** (1983-1984), dépôt le 11 octobre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du réglement de l'administration générale. — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **82** (1983-1984) (30 novembre 1983). — Discussion le 14 décembre 1983. — Adoption le 14 décembre 1983. — Projet de loi n° **38** (1983-1984).

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 17 décembre 1983] (p. 3638)

Bureau [*J.O.* du 21 décembre 1983] (p. 3676).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Pierre Tabanou. — Rapport n° **1920** (20 décembre 1983.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **163** (1983-1984) (20 décembre 1983). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1890**, dépôt le 15 décembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Tabanou. — Rapport n° **1925** (20 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **522**.

Sénat (deuxième lecture), n° **178** (1983-1984), dépôt le 22 décembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **180** (1983-1984) (22 décembre 1983). — Discussion le 22 décembre 1983. — Rejet le 22 décembre 1983. — Projet de loi n° **76** (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1957**, dépôt le 22 décembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Tabanou. — Rapport n° **1958** (22 décembre 1983). — Discussion le 22 décembre 1983. — Adoption définitive le 22 décembre 1983. — Projet de loi n° **531**.

Saisine du Conseil Constitutionnel, (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 20 janvier 1984 (*J.O.* du 21 janvier 1984) (p. 368). Déclarés non conformes : le 3e alinéa de l'article 13, la 2e phrase du 2e alinéa de l'article 23, la dernière phrase du 3e alinéa de l'article 45, les 2e et 3e alinéas de l'article 110.

Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, publiée au *J.O.* du 27 janvier 1984 (p. 441).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [3 octobre 1983] (p. 3649, 3672).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Michel Debré : *Debré (Michel)* (p. 3655, 3656, 3657, 3658, 3659) ; *Sapin (Michel)* (p. 3656, 3657, 3658) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3658, 3659) ; rejetée au scrutin public (p. 3659).

Article 72 de la Constitution (violation de l'—) : *Debré (Michel)* (p. 3655, 3656) ; *Sapin (Michel)* (p. 3657) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3659).

Autonomie des collectivités locales : *Tabanou (Pierre)* (p. 3650, 3651) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3655, 3659) ; *Debré (Michel)* (p. 3655, 3656) ; *Sapin (Michel)* (p. 3657) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3662) ; *Labazée (Georges)* (p. 3665).

Autorité hiérarchique (atteinte à l'—) : *Ligot (Maurice)* (p. 3660).

Bureaucratisation : *Ligot (Maurice)* (p. 3660).

Carrière (principe de —) : *Tabanou (Pierre)* (p. 3650, 3651) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3661) ; *Labazée (Georges)* (p. 3665) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3672) ; *Koehl (Emile) (p. 3675).*

Centralisation : *Ligot (Maurice)* (p. 3660) ; *Charles (Serge)* (p. 3663) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3672).

Centre de formation du personnel communal (C.F.P.C.) : *Ligot (Maurice)* (p. 3661) ; *Charles (Serge)* (p. 3664).

Centres de gestion (rôle des —) : *Tabanou (Pierre)* (p. 3650, 3651) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3654, 3655, 3658, 3659) ; *Debré (Michel)* (p. 3656) ; *Sapin (Michel)* (p. 3657) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3660, 3661) ; *Charles (Serge)* (p. 3664) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 3666, 3667) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3673) ; *Douyère (Raymond)* (p. 3674, 3675).

Comités d'hygiène et de sécurité : *Osselin (Jacqueline)* (p. 3652) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 3666).

Comités techniques paritaires : *Osselin (Jacqueline)* (p. 3652) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3654) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3661) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3673) ; *Douyère (Raymond)* (p. 3674).

Commission mixte paritaire : *Tabanou (Pierre)* (p. 3650) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3654) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3662).

Conseil supérieur de la fonction publique territoriale : *Tabanou (Pierre)* (p. 3650) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3654) ; *Sapin (Michel)* (p. 3658) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3660) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3672, 3673).

Coût du nouveau système : *Proriol (Jean)* (p. 3664) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 3667) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3673, 3674).

Décentralisation (principe de) : *Tabanou (Pierre)* (p. 3650) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 3651) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3654) *Debré (Michel)* (p. 3656) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 3666).

Décisions du Conseil Constitutionnel (pouvoirs des collectivités locales) : Defferre (Gaston) (p. 3658, 3659).

Emplois de cabinet : *Defferre (Gaston)* (p. 3655) ; *Debré (Michel)* (p. 3656) ; *Proriol (Jean)* (p. 3664).

Formation professionnelle : *Ligot (Maurice)* (p. 3661) ; *Charles (Serge)* (p. 3664) ; *Labazée (Georges)* (p. 3665) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 3665) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 3666).

Handicapés (accès à la fonction publique des —) : *Osselin (Jacqueline)* (p. 3652, 3653, 3654) ; *Provost (Eliane)* (p. 3676).

Libertés communales (suppression des —) : *Debré (Michel)* (p. 3656) ; *Proriol (Jean)* (p. 3664) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3672, 3673).

Mandats électifs (exercice par des fonctionnaires de —) : *Osselin (Jacqueline)* (p. 3653).

Mobilité (principe de —) : *Tabanou (Pierre)* (p. 3650) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3654, 3655) ; *Charles (Serge)* (p. 3664) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 3666) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3673) ; *Douyère (Raymond)* (p. 3675, 3676).

Paris (statut dérogatoire) : *Tabanou (Pierre)* (p. 3650, 3651) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3673).

Parité avec la fonction publique d'Etat : *Tabanou (Pierre)* (p. 3650) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3654) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3662, 3663) ; *Charles (Serge)* (p. 3663) ; *Proriol (Jean)* (p. 3664) ; *Labazée (Georges)* (p. 3665) ; Koehl (Emile) (p. 3676).

Pouvoir disciplinaire (réduction du —) : *Ligot (Maurice)* (p. 3661).

Recrutement des fonctionnaires territoriaux : *Tabanou (Pierre)* (p. 3650) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 3653) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3655 ; *Debré (Michel)* (p. 3656) ; *Charles (Serge)* (p. 3663) ; *Proriol (Jean)* (p. 3664) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 3666) ; *Douyère (Raymond)* (p. 3674) ; *Koehl (Emile)* (p. 3675).

Répartition des corps en catégories : *Maisonnat (Louis)* (p. 3662).

Rigidité de la nouvelle législation : *Ligot (Maurice)* (p. 3660) ; *Proriol (Jean)* (p. 3664) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3672).

Séparation du grade et de l'emploi : *Tabanou (Pierre)* (p. 3650) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3654, 3655) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3661) ; *Koehl (Emile)* (p. 3675).

Syndicats (droit des —) : *Osselin (Jacqueline)* (p. 3653) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3654) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3660) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3663) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 3666) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3673).

Temps partiel : *Osselin (Jacqueline)* (p. 3653).

Unité de la fonction publique territoriale : *Tabanou (Pierre)* (p. 3650) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3655) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3660) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 3662) ; *Douyère (Raymond)* (p. 3674).

Discussion des articles [3 octobre 1983] (p. 3677) ; [4 octobre 1983 (p. 3693, 3725, 3751) ; [5 octobre 1983] (p. 3783, 3812).

Avant l'article 1er ; amendement n° 1 de la commission (de coordination) : amendement adopté.

Chapitre 1er : *dispositions générales.*

Article 1er (*champ d'application du projet de loi*) ; spécificité de statuts des personnels des offices H.L.M. et des caisses de crédit municipal ; cas des territoires d'outre-mer ; amendement n° 2 de la commission (de coordination) ; sous-amendement n° 338 du Gouvernement (insérant les mots « de l'Etat et des collectivités territoriales :

après les mots « statut général des fonctionnaires ») ; adopté ; amendement n° 2 ainsi modifié : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*cas de recrutement des agents non-titulaires*) (p. 3677) ; recrutement d'agents contractuels ; instauration du temps partiel ; amendement n° 129 de M. Serge Charles (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « le remplacement de titulaires momentanément » les mots « le remplacement momentané de titulaires autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou ») : adopté ; amendement n° 415 de M. Adrien Zeller (substituant à la fin du premier alinéa de cet article aux mots « d'un an » les mots « de deux ans ») : non soutenu ; amendement n° 3 de la commission (possibilité de créer des emplois saisonniers, ou hautement qualifiés, par décret en Conseil d'Etat ; rapport annuel aux comités techniques paritaires) ; sous-amendement n° 339 du Gouvernement (supprimant les mots « ainsi que les dispositions générales applicables aux agents non titulaires » à la fin du premier alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 340 du Gouvernement (rapport annuel de l'autorité territoriale ou du président de centre départemental de gestion au comité technique paritaire compétent) (p. 3678) ; sous-amendement n° 339 : adopté ; sous-amendement n° 340 : adopté ; amendement n° 3 ainsi modifié : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*organisation en corps des fonctionnaires territoriaux*) : instauration de la présence syndicale dans la fonction publique par le Général de Gaulle ; amendement n° 4 de la commission : (réglementation des corps par des statuts particuliers à caractère national) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*répartition des corps en quatre catégories A, B, C et D ; niveau de gestion de ces corps*) ; problème de la mobilité des fonctionnaires (p. 3679) ; amendement n° 5 de la commission : (gestion à l'échelon national de certains corps de catégorie A) : adopté au scrutin public ; amendement n° 131 de M. Serge Charles : devenu sans objet ; amendement n° 449 de M. Jean-Jacques Barthe, amendement n° 184 de M. Jean-Jacques Toubon, amendement n° 132 de M. Serge Charles, amendement n° 185 de M. Jacques Toubon, amendements n° 133 et 134 de M. Serge Charles : devenus sans objet ; .

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 (*établissement à l'échelon national des statuts particuliers des corps*) ; maintien de la catégorie D ; amendement n° 6 de la commission (supprimant la deuxième phrase du premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 187 de M. Jacques Toubon et amendement n° 450 de M. Jean-Jacques Barthe : devenus sans objet ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (*emplois susceptibles d'être occupés par les fonctionnaires territoriaux*) (p. 3680) : amendement n° 188 de M. Jacques Toubon (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 341 du Gouvernement (substituant aux mots « à l'article 12 » les mots « à l'article 14 » au début du second alinéa de cet article) ; amendement n° 421 de la commission (même objet) ; amendement n° 341 : adopté ; amendement n° 421 : adopté ; amendement n° 135 de M. Serge Charles (intégration d'un fonctionnaire territorial dans la fonction publique d'Etat, compte tenu de son ancienneté, de son grade et de ses droits acquis) : rejeté)

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Chapitre II : *dispositions organiques.*

Section II : *le conseil supérieur de la fonction publique territoriale.*

Article 7 (*composition et fonctionnement du conseil supérieur*) (p. 3681) ; accentuation de la décentralisation ; amendement n° 7 de la commission (supprimant le premier alinéa de cet article) ; amendement n° 8 de la commission (définition du conseil supérieur comme établissement public à caractère administratif) (p. 3682) ; amendement n° 7 : rejeté ; amendement n° 8 : rejeté ; amendement n° 189 de M. Jacques Toubon (supprimant les mots « organisations syndicales de » dans la première phrase du second alinéa de cet article) ; rejeté ; amendement n° 190 de M. Jacques Toubon : devenu sans objet ; amendement n° 9 de la commission (substituant aux mots « compte tenu du » les mots : « proportionnellement au » dans la première phrase du troisième alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (substituant aux mots « commissions administratives » les mots « comités techniques » dans la première phrase du troisième alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 227 de M. Maurice Ligot (insérant les mots « territoriales et établissements publics » après les mots « collectivités ») ; rôle des représentants du personnel ; rejeté ; amendement n° 228 de M. Maurice Ligot (possibilité pour les présidents d'établissements publics d'élire les représentants des collectivités) : rejeté (p. 3683) ; amendement n° 11 de la commission (regroupant en un seul alinéa les quatrième et cinquième alinéas de cet article) : adopté ; amendement n° 229 de M. Maurice Ligot (prise en compte du nombre de fonctionnaires territoriaux pour déterminer l'organisation des collèges et le nombre de sièges à pourvoir) : rejeté ; amendement n° 191 de M. Jacques Toubon (substituant aux mots « Premier ministre ou du ministre chargé des collectivités territoriales » le mot « Gouvernement ») rejeté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (*pouvoirs du conseil supérieur de la fonction publique territoriale*) ; amendement n° 230 de M. Maurice Ligot (insérant les mots « et des textes règlementaires » après les mots « projets de loi ») (p. 3684) : rejeté ; amendement n° 231 de M. Maurice Ligot (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « et aux fonctionnaires territoriaux ») : rejeté ; amendement n° 232 de M. Maurice Ligot (élargissement de pouvoir de proposition du conseil supérieur à tout le domaine règlementaire) ; amendement n° 12 de la commission ; première partie de cet amendement (même objet) ; deuxième partie (insérant le mot « notamment » après les mots « territoriaux et ») ; amendement n° 342 du Gouvernement (élargissement du pouvoir de proposition du conseil supérieur à tout le domaine règlementaire) ; amendement n° 136 de M. Serge Charles (même objet) ; première partie de l'amendement n° 12 : retirée ; jurisprudence du Conseil d'Etat dans l'affaire du Crédit Foncier de France ; amendement n° 232 : retiré (p. 3685) ; deuxième partie de l'amendement n° 12 : adoptée ; amendement n° 342 : adopté ; amendement n° 136 : devenu sans objet ; (p. 3686) ; amendement n° 233 de M. Maurice Ligot (insérant les mots « et aux fonctionnaires territoriaux » après les mots « fonction publique territoriale ») : rejeté ; amendement n° 234 de M. Maurice Ligot (compétence du conseil supérieur de la fonction publique territoriale en matière disciplinaire et en cas de licenciement) : rejeté ; amendement n° 182 de M. Jean-Jacques Barthe (présidence du conseil supérieur par un magistrat de l'ordre judiciaire, lorsque cette formation siège en qualité d'organe de recours) ; sous-amendement n° 343 du Gouvernement (complétant cet amendement par les mots « ou par un membre des tribunaux administratifs ou du Conseil d'Etat ») ; sous-amendement n° 343 : adopté ; amendement n° 182, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 13 de la commission (compétence du conseil supérieur pour procéder à des études sur l'organisation et la gestion des personnels) (p. 3696) ; amendement n° 344 du Gouvernement (obligation pour les collectivités territoriales et leurs établissements de fournir les documents ou les renseignements demandés par le conseil supérieur) ; amendement n° 13 : adopté ; amendement n° 344 : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 (*organisation et fonctionnement du conseil supérieur*) : amendement n° 235 de M. Maurice Ligot (précisant l'organisation et le mode de fonctionnement des conseils) : retiré ; amendement n° 14 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat de l'organisation du conseil supérieur) ; sous-amendement n° 345 du Gouvernement (substituant aux mots « les pouvoirs du bureau » les mots « le rôle des formations internes ») ; sous-amendement n° 346 du Gouvernement (modalités de la suppléance) (p. 3697) ; tutelle du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ; sous-amendement n° 345 : rejeté ; sous-amendement n° 346 : adopté ; amendement n° 14, ainsi modifié, adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 (*commission mixte paritaire*) : notion de corps comparables ; amendement n° 236 de M. Maurice Ligot (substituant au mot « consultée » les mots « saisie pour avis ») : rejeté ; amendement n° 138 de M. Serge Charles (supprimant les mots « lorsque ces corps sont comparables » dans le 5e alinéa de cet article) : rejeté (p. 3698) ; amendement n° 139 de M. Serge Charles (insérant les mots « ou particulier » après les mots « caractère général ») : rejeté ; amendement n° 237 de M. Maurice Ligot (complétant le 5e alinéa de cet article par les mots « ou la fonction publique territoriale et la fonction publique d'Etat ») : retiré ; amendement n° 140 de M. Serge Charles (substituant aux mots « informée des » les mots « également appelée à donner son avis sur les ») ; amendement n° 238 de M. Maurice Ligot (identique) ; amendement n° 140 : retiré ; notion de consultation et

d'information ; amendement n° 238 : rejeté ; amendement n° 141 de M. Serge Charles (insérant les mots « et particulières » après le mot « générales » au début de la première phrase de l'avant dernier alinéa de cet article) (p. 3699) ; amendement n° 141 : rejeté ; amendement n° 347 du Gouvernement (insérant les mots « y compris par voie de détachement » après les mots « changement de corps ») ; sous-amendement n° 422 de la commission (substituant aux mots « y compris par voie » le mot « ou ») : adopté ; amendement n° 347, ainsi modifié, adopté : amendement n° 142 de M. Serge Charles (fixation par la commission mixte paritaire des quotas annuels des mouvements des grades et emplois de la fonction publique territoriale) : rejeté ; amendement n° 16 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat de l'organisation de la commission mixte paritaire) ; sous-amendement n° 348 du Gouvernement (substituant aux mots « les pouvoirs du bureau » les mots « le rôle des formations internes ») ; sous-amendement n° 349 du Gouvernement (modalités de la suppléance) ; sous amendement n° 348 : retiré ; sous-amendement n° 349 : adopté ; amendement n° 16, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 143 de M. Serge Charles (complétant le dernier alinéa de cet article par les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ») ; devenu sans objet ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (*liste des corps comparables*) amendement n° 192 de M. Jacques Toubon (rédactionnel) (p. 3700) : rejeté ;

— article 11, adopté.

Section II : *les organes de gestion des corps.*

Sous-section I : *Le centre national de gestion de la fonction publique territoriale.*

Avant l'article 12 : amendement n° 17 de la commission (supprimant l'intitulé de cette sous-section) ; compétence des centres régionaux pour gérer les corps des catégories A et B ; cas de la petite couronne parisienne ; amendement adopté.

Article 12 (*organisation du centre national de gestion de la fonction publique territoriale*) : caractère centralisateur du projet (p. 3701) ; amendement n° 18 de la commission (de suppression) ; rétablissement de la tutelle des centres de gestion : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendement n° 239 de M. Maurice Ligot et amendement n° 144 de M. Serge Charles : devenus sans objet.

Article 13 (*compétence du centre national de gestion*) : situation du C.F.P.C. ; amendement n° 19 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendement n° 145 de M. Serge Charles, et amendement n° 240 de M. Maurice Ligot : devenus sans objet (p. 3702).

Article 14 (*coordination de la gestion des corps de catégorie A par le centre national de gestion*) : amendement n° 20 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendement n° 146 de M. Serge Charles, amendements n° 241 et n° 242 de M. Maurice Ligot : devenus sans objet.

Article 15 (*financement du budget du centre national*) : amendement n° 21 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 16 (*rôle du commissaire de la République*) : amendement n° 22 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendement n° 244 de M. Maurice Ligot : devenu sans objet.

Sous-section II : *centres régionaux de gestion de la fonction publique territoriale.*

Avant l'article 17 : amendement n° 23 de la commission (supprimant l'intitulé de cette sous-section) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (caractère d'établissement public administratif des centres de gestion de la fonction publique territoriale) (p. 3703) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (mission des centres régionaux de gestion et des centres départementaux de gestion) ; sous-amendement n° 423 de M. Michel Sapin (mission du centre national de gestion) ; sous-amendement n° 405 du Gouvernement (même objet) ; sous-amendement n° 193 de M. Jacques Toubon (supprimant les mots « à et » dans le premier alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 405 : retiré ; sous-amendement n° 423 : adopté ; sous-amendement n° 193 : rejeté ; amendement n° 25, ainsi modifié, adopté ;

Article 17 (*centre régional de gestion*) : centralisation bureaucratique (p. 3704) coût financier du système ; amendement n° 26 de la commission (de suppression) ; amendement n° 416 de M. Adrien Zeller (même objet) ; amendement n° 26 : adopté ; amendement n° 416 : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendement n° 245 de M. Maurice Ligot et amendement n° 147 de M. Serge Charles : devenus sans objet.

Article 18 (*missions confiées au centre régional de gestion*) : amendement n° 27 de la commission (de suppression) ; amendement n° 417 de M. Adrien Zeller (même objet) ; amendement n° 27 : adopté ; amendement n° 417 : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendement n° 148 de M. Serge Charles ; amendement n° 246 de M. Maurice Ligot : devenus sans objet.

Article 19 (*financement du budget du centre régional*) : amendement n° 28 de la commission (de suppression) ; amendement n° 418 de M. Adrien Zeller (même objet) : adoptés ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 20 (*contrôle administratif et budgétaire des centres régionaux de gestion*) : amendement n° 29 de la commission (de suppression) ; amendement n° 419 de M. Adrien Zeller (même objet) : adoptés ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendement n° 248 de M. Maurice Ligot : devenu sans objet.

Sous-section III : *centres départementaux de gestion de la fonction publique territoriale.*

Avant l'article 21 : amendement n° 30 de la commission (supprimant l'intitulé de cette sous-section) : adopté (p. 305).

Article 21 (*affiliation au centre départemental de gestion*) ; séparation de la formation et de la préparation des concours de leur organisation ; amendement n° 31 de la commission (abaissement du seuil d'affiliation obligatoire aux centres départementaux de gestion) ; sous-amendement n° 194 de M. Jacques Toubon (substituant au nombre « 200 » le nombre « 100 » dans le premier alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 194 : rejeté ; amendement n° 31 : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Amendement n° 149 de M. Serge Charles : devenu sans objet.

Après l'article 21 : amendement n° 32 de la commission (affiliation obligatoire à un centre régional, des communes et de leurs établissements publics, des départements des Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) ; sous-amendement n° 406 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3706) ; adopté ; amendement n° 32, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 424 de la commission (affiliation à un centre régional des communes et établissements publics des départements de l'Essonne, de Seine-et-Marne, du Val-d'Oise et des Yvelines) ; sous-amendement n° 468 du Gouvernement (rédactionnel), adopté ; amendement n° 424, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 33 de la commission (financement du budget des centres de gestion) ; sous-amendement n° 197 de M. Jacques Toubon (supprimant le mot « maximal ») ; mécanisme de péréquation entre les différentes collectivités et les départements : rejeté ; amendement n° 33 : adopté ; amendement n° 34 de la commission (compétences des centres de gestion) ; sous-amendement n° 198 de M. Serge Charles (supprimant les mots « et organisent les concours et examens dans la seconde phrase du premier alinéa de cet article) ; sous-amendement n° 351 du Gouvernement (substituant aux mots « et examens » les mots « ainsi que les examens prévus » aux articles 40 et 77) ; sous-amendement n° 352 du Gouvernement (intervention par délégation des centres de gestion départementaux en matière de pension) (p. 3707) ; amendement n° 34 réservé ; sous-amendement n° 198, n° 351 et n° 352 : réservés.

Article 22 (*organisation et fonctionnement du centre départemental*) amendement n° 35 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendement n° 150 de M. Serge Charles : devenu sans objet.

Article 23 (*missions du centre départemental de gestion*) : amendement n° 36 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendement n° 151 de M. Serge Charles, amendement n° 249 de M. Maurice Ligot et amendement n° 152 de M. Serge Charles : devenus sans objet.

Article 24 (*compétences facultatives du centre départemental de gestion*) : amendement n° 37 de la commission (répartition des dépenses entre les collectivités bénéficiaires) ; sous-amendement n° 199 de M. Jacques Toubon (supprimant les mots « de les affecter à des missions temporaires ou » dans le deuxième alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 200 de M. Jacques Toubon (substituant aux mots « ils peuvent assurer » les mots « ils assurent ») (p. 3708) ; sous-amendement n° 199 : rejeté ; sous-amendement n° 200 : rejeté ; amendement n° 37 : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 25 (*financement du centre départemental de gestion*) : amendement n° 38 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendement n° 153 de M. Serge Charles, et amendement n° 251 de M. Maurice Ligot : devenus sans objet.

Article 26 (*organisation de concours pour les collectivités non affiliées à un centre départemental de gestion*) : amendement n° 252 de M. Maurice Ligot (supprimant le premier alinéa de cet article) ; amendement n° 412 de M. Serge Charles (même objet) ; amendement n° 252 : rejeté ; amendement n° 412 : rejeté ; amendement n° 39 de la commission (possibilité pour les communes non affiliées de faire organiser leurs concours par des centres de gestion) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (contrats d'assurance) : adopté ; amendement n° 154 de M. Serge Charles (p. 3709) (insérant les mots (pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « Conseil d'Etat » dans le dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 253 de M. Maurice Ligot (même objet) ; amendement n° 154 : rejeté ; amendement n° 253 : rejeté ;

— article 26, ainsi modifié, adopté.

Article 27 (*caractère exécutoire des actes de gestion du personnel*) : amendement n° 254 de M. Maurice Ligot (contrôle administratif des actes des centres départementaux de gestion par le commissaire de la République ; contrôle financier ; possibilité de recours juridictionnels) ; amendement n° 407 du Gouvernement (caractère exécutoire des actes des centres de gestion relatifs à l'organisation des concours après leur transmission au commissaire de la République) ; amendement n° 254 : rejeté ; amendement n° 407 : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Sous-section IV : *de la section des fonctionnaires de catégories C et D des collectivités et établissements non affiliés à un centre départemental de gestion.*

Avant l'article 28 : amendement n° 42 de la commission (supprimant l'intitulé de cette sous-section) (p. 3710) : adopté.

Article 28 (*compétence des départements et des régions pour assurer l'ensemble de la gestion de leurs fonctionnaires de catégories C et D*) : amendement n° 43 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Section III : *commissions administratives paritaires et comités techniques paritaires.*

Sous-section I : *commissions administratives paritaires.*

Article 29 (*création d'une commission administrative paritaire*) : amendement n° 44 de la commission (supprimant le second alinéa de cet article) ; amendement n° 408 du Gouvernement (rédactionnel) ; amendement n° 44 : adopté ; amendement n° 408 : adopté ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Article 30 (*composition des commissions administratives paritaires*) amendement n° 255 de M. Maurice Ligot (complétant la première phrase de l'avant dernier alinéa de cet article par les mots « à la représentation proportionnelle ») : rejeté ; amendement n° 45 de la commission (supprimant la seconde phrase de l'avant dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 201 de M. Jacques Toubon (même objet) (p. 3711) ; amendement n° 45 : rejeté ; amendement n° 201 : rejeté ; amendement n° 256 de M. Maurice Ligot (complétant la seconde phrase de l'avant dernier alinéa de cet article par les mots « globalement ou réellement représentatives des catégories, corps, grades et emplois concernés ») ; amendement n° 458 de M. Jean Royer (même objet) ; preuve de la représentativité des syndicats ; amendement n° 256 : rejeté ; amendement n° 458 : rejeté ; amendement n° 156 de M. Serge Charles (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « Conseil d'Etat » dans la première phrase du dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 257 de M. Maurice Ligot (même objet) ; amendement n° 156 : rejeté ; amendement n° 257 : rejeté ;

— article 30, adopté.

Article 31 (*compétences des commissions administratives paritaires*) : amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 3712) ; amendement n° 258 de M. Maurice Ligot (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « ainsi que des propositions d'avancement ») : rejeté ; amendement n° 353 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 425 de la commission : devenu sans objet ; amendement n° 354 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 47 de la commission (substituant aux mots « 94 et 95 » les mots « 94 à 96 » dans le deuxième alinéa de cet article) : adopté ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Article 32 (*fonctionnement des commissions administratives paritaires* : amendement n° 48 de la commission (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 157 de M. Serge Charles (complétant le dernier alinéa de cet article par les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ») ; amendement n° 259 de M. Maurice Ligot (même objet) ; amendement n° 157 : rejeté ; amendement n° 259 : rejeté ;

— article 32, adopté.

Sous-section II : *comités techniques paritaires.*

Article 33 (*création et composition des comités techniques paritaires*) : amendement n° 426 de la commission (création d'un comité technique paritaire dans chaque collectivité ou établissement employant au moins 50 agents) (p. 3713) : adopté ; amendement n° 202 de M. Jacques Toubon (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; amendement n° 260 de M. Maurice Ligot (même objet) ; conséquences financières pour les collectivités locales de la multiplication des comités techniques ; amendement n° 202 : rejeté ; amendement n° 260 : rejeté ; amendement n° 49 de la commission (élection des représentants des personnels à la représentation proportionnelle) ; amendement n° 265 de M. Maurice Ligot (mode de désignation des représentants du personnel) ; amendement n° 459 de M. Jean Royer (modalités de désignation des représentants du personnel au sein des comités techniques paritaires) ; transfert de compétences aux comités techniques paritaires, en matière d'hygiène et de sécurité (p. 3714) ; amendement n° 49 : adopté au scrutin public ; amendement n° 265 : devenu sans objet ; amendement n° 459 : devenu sans objet ; amendement n° 158 de M. Serge Charles (complétant la première phrase du dernier alinéa de cet article par les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ») ; amendement n° 261 de M. Maurice Ligot (même objet) ; amendement n° 158 : rejeté ; amendement n° 261 : rejeté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Article 34 (*compétences des comités techniques paritaires*) : amendement n° 262 de M. Maurice Ligot (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 263 de M. Maurice Ligot (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 264 de M. Maurice Ligot (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 427 de la commission (examen des problèmes en matière d'hygiène et de sécurité par une commission spéciale) (p. 3715) : rejeté ; amendement n° 203 de M. Jacques Toubon (supprimant l'avant dernier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 356 du Gouvernement (possibilité de créer des comités d'hygiène et de sécurité locaux et spéciaux) : adopté ; amendement n° 118 de la commis-

sion des affaires culturelles devenu sans objet ; amendement n° 159 de M. Serge Charles (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « Conseil d'Etat » dans le dernier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 119 de la commission des affaires culturelles (création obligatoire dans certains cas d'un comité d'hygiène et de sécurité) ; sous-amendement n° 357 du Gouvernement (insérant les mots « compte tenu des effectifs concernés » après les mots « pour lesquelles ») ; amendement n° 119 : devenu sans objet ; sous-amendement n° 357 : devenu sans objet ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Chapitre III : *accès à la fonction publique territoriale.*

Section I : *accès aux corps.*

Article 35 *(création d'emplois)* : amendement n° 266 de M. Maurice Ligot (nécessité d'une création d'emploi ou d'un emploi vacant correspondant au grade, pour accéder à la fonction publique territoriale) (p. 3716) : rejeté ; amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 35, ainsi modifié, adopté.

Article 36 *(conditions d'aptitude physique et limites d'âge)* : amendement n° 428 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 160 de M. Serge Charles (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ») : rejeté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Article 37 *(modalités du recrutement)* : amendement n° 268 de M. Maurice Ligot (possibilité pour un organisme de formation habilité, d'organiser des concours) : rejeté (p. 3717) ; amendement n° 52 de la commission (concours sur titres) ; amendement n° 461 de M. Jean Royer (même objet) ; amendement n° 461 : retiré ; amendement n° 52 : adopté ; amendement n° 460 de M. Jean Royer (établissement au niveau national, des niveaux, conditions, matières et programmes des concours) : adopté ;

— article 37, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 37 : amendement n° 269 de M. Maurice Ligot (concours sur titres à titre exceptionnel) : devenu sans objet.

Article 38 *(dérogation à l'égalité des sexes en matière de recrutement)* : amendement n° 270 de M. Maurice Ligot (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « en Conseil d'Etat » dans le premier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) (p. 3718) : adopté ; amendement n° 54 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 429 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 430 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 55 de la commission (supprimant la dernière phrase du dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 451 de M. Jean-Jacques Barthe (même objet) ; amendement n° 451 : retiré ; amendement n° 55 : adopté ;

— article 38, ainsi modifié, adopté (p. 3719).

Après l'article 21 (amendement précédemment réservé) : amendement n° 34 de la commission ; sous-amendement n° 198 de M. Serge Charles ; sous-amendements n° 351 et n° 352 du Gouvernement ; sous-amendement n° 352 : retiré ; sous-amendement n° 198 : rejeté ; sous-amendement n° 351 : adopté ; amendement n° 34, ainsi modifié, adopté.

Article 39 *(dérogations au principe du concours)* : amendement n° 271 de M. Maurice Ligot (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 56 de la commission (supprimant le troisième alinéa de cet article) (p. 3725) : réservé ;

— article 39, réservé.

Article 40 *(promotion interne)* : amendement n° 272 de M. Maurice Ligot (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 204 de M. Jacques Toubon : devenu sans objet ; amendement n° 58 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 40, ainsi modifié, adopté.

Article 41 *(compétence de l'autorité territoriale en matière de nomination)* : amendement n° 273 de M. Maurice Ligot (compétence exclusive de l'organe exécutif des collectivités territoriales et établissements publics en matière de nomination) : (p. 3726) adopté ; amendement n° 60 de la commission : devenu sans objet ;

— article 41, ainsi modifié, adopté.

Article 42 *(comblement des vacances d'emploi)* : subordination des élus aux centres de gestion ; risque de multiplication des contractuels ; amendement n° 205 de M. Jacques Toubon (supprimant les mots « qui doit être occupé par un fonctionnaire territorial appartenant à un corps » dans le premier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 61 de la commission (insérant les mots « et créé ou » après le mot « corps » dans le premier alinéa de cet article) ; amendement n° 274 de M. Maurice Ligot (même objet) ; amendement n° 61 : adopté ; amendement n° 274 : adopté (p. 3727) ; amendement n° 360 du Gouvernement (insérant les mots « cette création ou de » après les mots « publicité de » à la fin du premier alinéa de cet article) ; amendement n° 432 de la commission (même objet) ; amendement n° 275 de M. Maurice Ligot (même objet) ; amendement n° 360 : adopté ; amendement n° 432 : adopté ; amendement n° 275 : adopté ; amendement n° 206 de M. Jacques Toubon (substituant aux mots « de détachement ou d'intégration directe » les mots « et de détachement ») : rejeté ; amendement n° 62 de la commission (substituant aux mots « d'un mois » les mots « de deux mois » au début du dernier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 433 de la commission (insérant les mots « la création ou de » après les mots « la publicité de » dans le dernier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 63 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 64 de la commission (insérant les mots « par promotion interne en application de l'article 40 ou » après les mots « pourvu que » dans le dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 361 du Gouvernement (complétant le dernier alinéa de cet article par les mots « ou par promotion interne en application de l'article 40 ») : adopté ; amendement n° 64 : satisfait ; amendement n° 207 de M. Jacques Toubon (situation du fonctionnaire détaché) : devenu sans objet ;

— article 42, ainsi modifié, adopté.

Article 43 *(organisation des concours)* : amendement n° 162 de M. Serge Charles (organisation des concours par l'organisme de formation habilité par la loi) ; amendement n° 276 de M. Maurice Ligot (même objet) ; amendement n° 462 de M. Jean Royer (même objet) (p. 3728) ; refus du mécanisme des centres de gestion ; alourdissement des charges financières des collectivités locales ; rôle du C.F.P.C. ; amendement n° 162 : rejeté ; amendement n° 276 : rejeté ; amendement n° 462 : rejeté ; amendement n° 65 de la commission (égalité entre le nombre d'emplois mis aux concours et le nombre d'emplois non pourvus) : adopté ; amendement n° 66 de la commission (composition du jury lorsque les concours sont organisés directement par les collectivités) ; sous-amendement n° 362 du Gouvernement (substituant aux mots « ou examens » les mots « ainsi que les examens prévus aux articles 40 et 77) : adopté (p. 3729) ; amendement n° 66 ; ainsi modifié, adopté ; amendement n° 67 de la commission (participation d'un représentant du personnel communal au jury du concours) : adopté ;

— article 43, ainsi modifié, adopté au scrutin public.

Article 44 *(inscription au concours)* : amendement n° 68 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 277 de M. Maurice Ligot (insérant les mots « dans la même année » après le mot « identique ») : rejeté ; amendement n° 278 de M. Maurice Ligot (substituant aux mots « d'un mois » le mot « légal ») : rejeté ;

— article 44, ainsi modifié, adopté.

Article 45 *(listes de classement)* : amendement n° 279 de M. Maurice Ligot (liste principale d'aptitude et liste de classement par ordre alphabétique) (p. 3730) : rejeté ; amendement n° 163 de M. Serge Charles (libre prononcé des nominations sur la liste principale puis sur la liste complémentaire) ; amendement n° 365 du Gouvernement (prononcé des nominations dans l'ordre d'inscription sur la liste principale ou la liste complémentaire ou dans l'ordre de classement) ; amendement n° 163 : rejeté ; amendement n° 365 : adopté ; amendement n° 69 de la commission (prononcé des nominations dans l'ordre de classement) : devenu sans objet ; amendement n° 70 de la commission (inscription dans l'ordre prévu par les statuts particuliers des candidats déclarés aptes à une promotion interne) ; sous-amendement

n° 363 du Gouvernement (rédactionnel) ; sous-amendement n° 364 du Gouvernement (rédactionnel) ; sous-amendements n° 363 et n° 364 : adoptés ; amendement n° 70, ainsi modifié, adopté ;

— article 45, ainsi modifié, adopté (p. 3731).

Article 46 *(modalités d'affectation des candidats recrutés par un centre de gestion)* : négation de la spécificité de la fonction publique territoriale ; subordination de chaque autorité territoriale au centre de gestion (p. 3732) ; système de carrière ; amendement n° 208 de M. Jacques Toubon (supprimant à la fin du deuxième alinéa de cet article les mots « ainsi que, le cas échéant, de la situation familiale des intéressés » et substituant aux mots « des besoins » les mots « et des besoins ») ; risque d'arbitraire : retiré ; amendement n° 209 de M. Jacques Toubon (supprimant le dernier alinéa de cet article) (p. 3733) ; contradiction avec l'esprit général de la décentralisation liberté des élus et garanties statutaires ; amendement n° 209 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 164 de M. Serge Charles (supprimant la dernière phrase du dernier alinéa de cet article) : rejeté ;

— article 46, adopté.

Après l'article 46 : amendement n° 281 de M. Maurice Ligot (période de stage préalable à la nomination d'un agent non titulaire) (p. 3734) ; amendement n° 366 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 72 de la commission (même objet) ; critique de l'intégration dans la fonction publique par la seule prise en charge par le centre de gestion ; amendement n° 281 : rejeté ; amendement n° 366 : rejeté ; amendement n° 72 : adopté (p. 3735).

Section II : *recrutement pour les emplois de direction.*

Avant l'article 47 : amendement n° 73 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé de cette section « recrutement direct ») ; sous-amendement n° 367 du Gouvernement (insérant les mots « et emplois de cabinet » après les mots « recrutement direct ») ; sous-amendement n° 367 : retiré ; amendement n° 73 : adopté.

Article 47 *(champ d'application de la section)* : amendement n° 282 de M. Maurice Ligot (décret en Conseil d'Etat après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale, énoncé des principes régissant la carrière des fonctionnaires de catégorie A des collectivités locales) ; amendement n° 463 de M. Jean Royer (conditions de création des emplois de direction ; respect des droits antérieurs des fonctionnaires en place) ; amendement n° 434 de la commission (possibilité de pourvoir, par voie de recrutement direct, des postes de direction) ; sous-amendement n° 472 de M. Jacques Toubon (portant le seuil de 80 000 à 150 000 habitants) ; sous-amendement n° 473 de M. Jacques Toubon (allongement du délai pendant lequel il est impossible de mettre fin aux fonctions de direction) (p. 3736) ; unité de la fonction publique territoriale ; risque de politisation (p. 3737) ; garantie de carrière des personnels de direction ; titularisation dans la fonction publique territoriale des personnels recrutés de manière directe ; amendement n° 282 : rejeté ; amendement n° 463 : rejeté ; sous-amendement n° 473 : rejeté ; sous-amendement n° 472 : rejeté ; amendement n° 434 : adopté ; amendement n° 368 du Gouvernement (insérant les mots « de leurs établissements publics après les mots « ainsi que » à la fin du premier alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 464 de M. Jean Royer (instauration d'un délai minimum avant de mettre fin aux fonctions de personnels de direction) : rejeté ;

— article 47, ainsi modifié, adopté.

Article 48 *(nomination de fonctionnaires territoriaux aux emplois de direction)* : amendement n° 435 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendement n° 283 de M. Maurice Ligot, amendement n° 465 de M. Jean Royer et amendement n° 369 du Gouvernement : devenus sans objet (p. 3738).

Après l'article 48 : amendement n° 284 de M. Maurice Ligot (caractère unique de l'emploi de direction) ; liberté des collectivités pour organiser leurs services : retiré.

Article 49 *(recrutement direct)* : amendement n° 370 du Gouvernement (de suppression) ; amendement n° 436 de la commission (même objet) ; amendement n° 370 : adopté ; amendement n° 436 : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendement n° 285 de M. Maurice Ligot, amendement n° 210 de M. Jacques Toubon, amendement n° 165 de M. Serge Charles et amendement n° 211 de M. Jacques Toubon : devenus sans objet.

Article 50 *(emplois de cabinet)* (p. 3739) : amendement n° 437 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendement n° 286 de M. Maurice Ligot, amendements n° 166 et n° 167 de M. Serge Charles et amendement n° 74 de la commission : devenus sans objet.

Après l'article 50 : amendement n° 287 de M. Maurice Ligot (rémunération des membres des cabinets non fonctionnaires) : réservé.

Chapitre IV : *structure des carrières.*

Article 51 *(structure des corps)* : amendement n° 288 de M. Maurice Ligot (rédactionnel) : rejeté ;

— article 51, adopté.

Article 52 *(conditions d'avancement)* : adopté (p. 3740).

Article 53 *(avancement de classe)* : adopté.

Article 54 *(mutation, détachement et changement de corps)* : amendement n° 75 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 168 de M. Serge Charles (substituant aux mots « catégories C et D » les mots « catégorie C » dans le premier alinéa du paragraphe III de cet article) : devenu sans objet ; amendement n° 289 de M. Maurice Ligot (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 438 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 54, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 54 : amendement n° 76 de la commission (compétence de l'autorité territoriale pour procéder au mouvement des fonctionnaires au sein de la collectivité ou de l'établissement) : adopté ; amendement n° 77 de la commission (conditions dans lesquelles les titulaires d'emploi fonctionnels peuvent être déchargés de leurs fonctions) (p. 3741) ; sous-amendement n° 372 du Gouvernement (supprimant les mots « de catégorie A » dans le premier alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 409 du Gouvernement (insérant les mots « dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat » après les mots « d'établissement public ») ; sous-amendement n° 373 du Gouvernement (substituant aux mots « trois mois » les mots « six mois » dans le dernier alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 372 : adopté ; amendement n° 409 : adopté ; sous-amendement n° 373 : adopté ; amendement n° 77, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 290 de M. Maurice Ligot (autorisation de mutation entre agents titulaires de la fonction publique territoriale et agents de la fonction publique d'Etat) : rejeté ; amendement n° 371 du Gouvernement (priorité pour accorder les mutations) (p. 3742) : adopté.

Chapitre V : *positions.*

Section I : *activité.*

Sous-section I : *dispositions générales.*

Article 56 *(définition de la position d'activité)* : adopté.

Article 57 *(congés)* : amendement n° 291 de M. Maurice Ligot (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « Conseil d'Etat ») (p. 3743) : rejeté ; amendement n° 78 de la commission (d'harmonisation) ; amendement n° 452 de M. Jean-Jacques Barthe (même objet) : retiré ; amendement n° 78 : adopté ; amendement n° 80 de la commission (d'harmonisation) ; amendement n° 453 de M. Jean-Jacques Barthe (même objet) : retiré ; amendement n° 80 : adopté ; amendement n° 374 du Gouvernement (application au congé de longue maladie des dispositions des 2e, 3e et 4e alinéas du 2° de cet article) ; révision de la liste des longues maladies : adopté ; amendement n° 81 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 57, ainsi modifié, adopté.

Article 58 *(modalités d'application des dispositions relatives aux congés)* : amendement n° 170 de M. Serge Charles (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « en Conseil d'Etat ») ; amendement n° 292 de M. Maurice Ligot (même objet) (p. 3744) ; amendement n° 170 : rejeté ; amendement n° 292 : rejeté ;

— article 58, adopté ; (p. 3745).

Article 39 précédemment réservé *(dérogation au principe du concours)* (p. 3751) : amendement n° 471 de M. Pierre Tabanou (complétant le 3e alinéa de cet article par les mots « par transformation de corps ou d'emploi existant ») : adopté ; amendement n° 161 de M. Serge Charles (substituant aux mots « des catégories C et D » les mots « de catégorie C » dans l'avant dernier alinéa de cet article) : rejeté ; amendement n° 431 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté.

Article 59 *(autorisation spéciale d'absence)* : amendement n° 212 de M. Jacques Toubon (insérant les mots « au niveau local » après les mots « fonctions publiques électives ») ; autorité compétence pour accorder les autorisations d'absence ; rejeté ; amendement n° 82 de la commission (supprimant les mots « sous réserve des nécessités du service » au 3e alinéa de cet article) (p. 3752) : adopté ; amendement n° 121 de la commission des affaires culturelles (détermination par décret en Conseil d'Etat des conditions d'octroi des autorisations) ; adopté ; amendement n° 213 de M. Jacques Toubon (octroi à la préparation des réunions de la commission d'un temps égal à la durée prévisible de celle-ci) : rejeté ; amendement n° 293 de M. Maurice Ligot (autorisation d'absence pour suivre une formation professionnelle) : rejeté ; amendement n° 214 de M. Jacques Toubon (détermination par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de cet article) (p. 3753) ; sous-amendement n° 375 du Gouvernement (détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application des autorisations d'absence pour les membres des commissions administratives paritaires et des organismes statutaires) : adopté ; amendement n° 214, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 294 de M. Maurice Ligot : devenu sans objet ; amendement n° 171 de M. Serge Charles : devenu sans objet ; amendement n° 295 de M. Maurice Ligot (maintien des droits acquis) : rejeté ;

— article 59, ainsi modifié, adopté.

Article 60 *(exercice de fonctions à temps partiel)* (p. 3754) : amendement n° 172 de M. Serge Charles (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale) ; amendement n° 296 de M. Maurice Ligot (même objet) ; amendement n° 172 : rejeté ; amendement n° 296 : rejeté ; amendement n° 122 : de la commission des affaires culturelles (insérant les mots « à un refus d'autorisation ou » après le mot « relatif » au début du 3e alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 297 de M. Maurice Ligot (rédactionnel) : rejeté (p. 3755) ; amendement n° 298 de M. Maurice Ligot (assimilation du travail à temps partiel au travail à temps complet en ce qui concerne les avantages matériels et sociaux accordés aux fonctionnaires territoriaux) : rejeté ; amendement n° 299 de M. Maurice Ligot (garantie de rémunération des fonctionnaires à temps partiel) : rejeté ; amendement n° 455 de M. Jean-Jacques Barthe (dépôt par le Gouvernement d'un rapport relatif à l'application des dispositions relatives au temps partiel) ; amendement n° 83 de la commission (rapport présentant le bilan de l'application des dispositions relatives au temps partiel dans les emplois concernés par le présent titre) ; sous-amendement n° 376 du Gouvernement (substituant aux mots « le présent titre » les mots « la présente loi ») ; amendement n° 455 : retiré ; sous-amendement n° 376 : adopté ; amendement n° 83, ainsi modifié : adopté ;

— article 60, ainsi modifié, adopté (p. 3756).

Sous-section II : *mise à disposition.*

Article 61 *(mise à disposition auprès d'une autre administration territoriale)* : amendement n° 173 de M. Serge Charles (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « Conseil d'Etat ») : rejeté ;

— article 61, adopté.

Article 62 *(mise à disposition auprès d'un organisme d'intérêt général)* : amendement n° 300 de M. Ligot (de suppression) : rejeté ; amendement n° 215 de M. Jacques Toubon (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ») : rejeté ; amendement n° 174 de M. Serge Charles (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « Conseil d'Etat ») ; notion d'intérêt communal (p. 3757) ; rejeté ; amendement n° 216 de M. Jacques Toubon (information préalable de la mise à disposition, de l'organe délibérant de la collectivité territoriale) : adopté ;

— article 62, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 62 : amendement n° 377 du Gouvernement (rapport annuel sur l'application des dispositions des articles 61 et 62 au comité technique paritaire) (p. 3758) ; amendement n° 84 de la commission (même objet) ; amendement n° 377 : adopté ; amendement n° 84 : devenu sans objet.

Section II : *détachement.*

Article 63 *(procédure de détachement)* : adopté.

Article 64 *(régime de pension des fonctionnaires détachés)* : amendement n° 86 de la commission (complétant cet article par l'alinéa suivant « dans le cas de fonctionnaires détachés auprès de députés ou de sénateurs la contribution est versée par le député ou le sénateur ») : adopté ;

— article 64, ainsi modifié, adopté.

Article 65 *(intégration du fonctionnaire dans le corps de détachement)* : adopté.

Article 66 *(réintégration du fonctionnaire détaché)* : adopté.

Article 67 *(détachement de fonctionnaires de l'Etat dans la fonction publique territoriale)* : amendement n° 175 de M. Serge Charles (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « Conseil d'Etat ») : rejeté (p. 3759) ; amendement n° 87 de la commission (transformant le second alinéa de cet article en un article additionnel) : adopté ;

— article 67, ainsi modifié, adopté.

Section III : *position hors cadre.*

Article 68 *(définition de la position hors cadre)* : amendement n° 301 de M. Maurice Ligot (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « en Conseil d'Etat ») : rejeté ;

— article 68, adopté.

Article 69 *(droit à pension du fonctionnaire placé en position hors cadre)* : amendement n° 302 de M. Maurice Ligot (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « en Conseil d'Etat ») : rejeté ;

— article 69, adopté.

Section IV : *disponibilité.*

Article 70 *(définition de la position de disponibilité)* : amendement n° 303 de M. Maurice Ligot (insérant les mots « après avis de la commission administrative paritaire compétente » après les mots « soit d'office ») (p. 3760) : rejeté ;

— article 70, adopté.

Article 71 *(modalités d'application des dispositions relatives à la disponibilité)* : amendement n° 176 de M. Serge Charles (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « en Conseil d'Etat ») ; amendement n° 304 de M. Maurice Ligot (même objet) ; rejetés ;

— article 71, adopté.

Section V : *accomplissement du service national.*

Article 72 *(conditions d'accomplissement du service national)* : adopté.

Section VI : *congé parental.*

Article 73 *(congé parental)* : amendement n° 124 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) : adopté (p. 3761) ; amendement n° 378 du Gouvernement : devenu sans objet ; amendement n° 379 du Gouvernement (maintien de l'unité de la famille) : adopté ; amendement n° 126 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 127 de la commission des affaires culturelles (substituant au mot « maternité » le mot « naissance » dans l'avant dernier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 128 la commission des affaires culturelles (possibilité d'écourter le congé parental en cas de motif grave) : adopté ; amendement n° 177 de M. Serge Charles (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « Conseil d'Etat ») : rejeté ;

— article 73, ainsi modifié, adopté.

Chapitre VI : *notation, avancement, reclassement.*

Section I : *notation.*

Article 74 *(modalités d'établissement des notes et appréciations)* : amendement n° 305 de M. Maurice Ligot (p. 3762) (autorité compétente pour attribuer les notes) : rejeté ; amendement n° 217 de M. Jacques Toubon (note chiffrée et appréciation générale sur chaque fonctionnaire territorial) : rejeté ; amendement n° 88 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 218 de M. Jacques Toubon (substituant aux mots « autorité territoriale » les mots « autorité investie du pouvoir de nomination » dans le premier alinéa de cet article) : retiré ; amendement n° 219 de M. Jacques Toubon (communication au fonctionnaire de sa note et de son appréciation générale) (p. 3763) : retiré ; amendement n° 89 de la commission (supprimant l'avant dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 220 de M. Jacques Toubon (même objet) ; amendement n° 89 : adopté ; amendement n° 220 : adopté ; amendement n° 221 de M. Jacques Toubon : devenu sans objet ; amendement n° 178 de M. Serge Charles (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « Conseil d'Etat » dans le dernier alinéa de cet article) : rejeté ;

— article 74, ainsi modifié, adopté.

Section II : *avancement.*

Article 75 *(avancement d'échelon et avancement de grade)* : amendement n° 222 de M. Jacques Toubon (avancement des fonctionnaires bénéficiant d'une décharge totale de service pour l'exercice de mandats syndicaux, sur la base de l'avancement minimum des fonctionnaires du corps auxquels ils appartiennent) ; amendement n° 90 de la commission (considération de la base de l'avancement moyen des fonctionnaires du corps auxquels les intéressés appartiennent) ; amendement n° 222 : rejeté ; amendement n° 90 : adopté ;

— article 75, ainsi modifié, adopté.

Article 76 *(avancement d'échelon)* : amendement n° 91 de la commission (substituant au mot « notation ; les mots « valeur professionnelle ») (p. 3764) ; sous-amendement n° 411 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 91, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 306 de M. Maurice Ligot (avancement d'échelon à l'ancienneté lorsqu'un fonctionnaire est seul de son grade ou de son emploi dans une collectivité ou un établissement) : rejeté ;

— article 76, ainsi modifié, adopté.

Article 77 *(avancement de grade)* : adopté.

Article 78 *(autorité compétente pour l'avancement de grade)* : amendement n° 92 de la commission (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) (p. 3765) : adopté ;

— article 78, ainsi modifié, adopté.

Article 79 *(tableaux préparatoires d'avancement)* amendement n° 93 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Après l'article 79 : amendement n° 307 de M. Maurice Ligot (soumission à l'avis des centres de gestion des tableaux d'avancement) : retiré.

Section III : *reclassement.*

Article 80 *(reclassement pour inaptitude physique)* : adopté.

Article 81 *(modalités du reclassement)* : amendement n° 309 de M. Maurice Ligot (complétant le dernier alinéa de cet article par les mots « y compris en matière d'ancienneté et d'avancement dans les conditions fixées par les articles 92 2° et 108 bis de la présente loi) : rejeté ;

— article 81, adopté.

Article 82 (p. 3766) *(reclassement dans un corps de niveau équivalent ou inférieur)* : amendement n° 381 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 382 du Gouvernement (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 82, ainsi modifié, adopté.

Article 83 *(intégration dans le corps de reclassement)* : adopté.

Article 84 *(prise en charge financière du reclassement)* : amendement n° 383 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

— article 84, ainsi modifié, adopté.

Article 85 *(modalités d'application)* : amendement n° 179 de M. Serge Charles (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « Conseil d'Etat) ; amendement n° 311 de M. Maurice Ligot (même objet) ; amendement n° 179 : rejeté ; amendement n° 311 : rejeté ;

— article 85, adopté.

Chapitre VII : *rémunération.*

Article 86 *(éléments de la rémunération)* : amendement n° 95 de la commission (de coordination) (p. 3767) ; prime de 13e mois ; adopté ; amendement n° 385 du Gouvernement (complétant cet article par l'alinéa suivant : « ils ne peuvent percevoir directement ou indirectement aucune autre rémunération à raison des mêmes fonctions : adopté ;

— article 86, ainsi modifié, adopté.

Article 87 *(classement indiciaire)* : amendement n° 96 de la commission (d'harmonisation) ; amendement n° 386 du Gouvernement (même objet) : adoptés ;

— article 87, ainsi modifié, adopté.

Chapitre VIII : *discipline.*

Article 88 *(échelle des sanctions)* : amendement n° 439 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 314 de M. Maurice Ligot (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale et des délégués des organisations réellement représentatifs des corps, grades et emplois concernés » après le mot « décret ») (p. 3768) : rejeté ;

— article 88, ainsi modifié, adopté.

Article 89 *(composition et fonctionnement du conseil de discipline)* : amendement n° 315 de M. Maurice Ligot (rédactionnel) ; amendement n° 316 de M. Maurice Ligot (rédactionnel) ; rejetés ; amendement n° 317 de M. Maurice Ligot (composition du conseil de discipline lorsque le fonctionnaire déféré occupe un emploi de direction) : rejeté ;

— article 89, adopté.

Après l'article 89 : amendement n° 318 de M. Maurice Ligot (communication du dossier individuel au fonctionnaire incriminé) : rejeté (p. 3769).

Article 90 *(recours auprès du conseil supérieur de la fonction publique territoriale)* : amendement n° 319 de M. Maurice Ligot (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 320 de M. Maurice Ligot (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ») : rejeté ; amendement n° 321 de M. Maurice Ligot (complétant le second alinéa de cet article par les mots « présidé en ces cas par un magistrat de l'ordre judiciaire ») : devenu sans objet ;

— article 90, adopté.

Chapitre IX : *cessation de fonctions et perte d'emploi.*

Section I : *cessation de fonctions.*

Article 91 *(limite d'âge)* : adopté.

Article 92 *(licenciement pour insuffisance professionnelle)* : amendement n° 97 de la commission (substituant aux mots « des formalités prescrites » les mots « de la procédure prévue ») (p. 3770) : adopté ; amendement n° 323 de M. Maurice Ligot (conditions d'invalidation du fonctionnaire licencié) : rejeté ;

— article 92, ainsi modifié, adopté.

Article 93 *(honorariat)* : amendement n° 324 de M. Maurice Ligot (application aux fonctionnaires territoriaux des limites d'âge en vigueur pour les fonctionnaires d'Etat) : rejeté ; amendement n° 325 de M. Maurice Ligot (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « civils ou militaires ») : rejeté ; amendement n° 326 de M. Maurice Ligot (avis de la commission administrative paritaire en cas de refus ou de retrait de l'honorariat) : rejeté ; amendement n° 98 de la commission (interdiction de mentionner l'honorariat à l'occasion d'activités privées lucratives) : adopté ;

— article 93, ainsi modifié, adopté (p. 3771).

Article 94 *(interdiction d'exercer certaines activités privées après la cessation de fonctions)* : amendement n° 327 de M. Maurice Ligot (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction

publique territoriale et des délégués des organisations réellement représentatives des corps, grades et emplois concernés » après les mots « Conseil d'Etat ») : rejeté ;

— article 94, adopté.

Après l'article 94 : amendement n° 328 de M. Maurice Ligot (possibilité pour le fonctionnaire dont l'honorariat est contesté de saisir pour arbitrage le conseil supérieur de la fonction publique territoriale) : rejeté.

Article 95 *(démission)* : amendement n° 329 de M. Maurice Ligot (modalités de la démission) ; amendement n° 99 de la commission (même objet) ; valeur législative accordée aux dispositions constituant pour le fonctionnaire des garanties importantes ; amendement n° 99 rectifié (insérant le mot « administrative » entre les mots « commission » et « paritaire ») ; amendement n° 329 : rejeté ; amendement n° 99, rectifié : adopté ;

— article 95, ainsi modifié, adopté.

Section II : *perte d'emploi.*

Avant l'article 96 : amendement n° 223 de M. Jacques Toubon (supprimant l'intitulé de cette section) : retiré.

Article 96 *(reclassement par suite de suppression d'emploi)* : amendement n° 330 de M. Maurice Ligot (substituant au mot « qu'après » les mots « que par mesure d'économie après ») : retiré. amendement n° 100 de la commission (substituant au mot « équivalent » les mots « correspondant à son grade ») : adopté ; amendement n° 440 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 332 de M. Maurice Ligot (ajoutant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale et des délégués des organisations réellement représentatives des corps, grades et emplois concernés » après les mots « Conseil d'Etat ») : rejeté ;

— article 95, ainsi modifié, adopté ; (p. 3773).

Article 97 *(reclassement à la suite d'une décharge de fonctions)* : amendement n° 333 de M. Maurice Ligot (inapplication aux fonctionnaires titulaires d'emploi de direction des dispositions du précédent article) ; droit à reclassement et indemnités de ces fonctionnaires ; rejeté ; amendement n° 101 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 97, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 97 : amendement n° 410 du Gouvernement (congé spécial accordé aux fonctionnaires territoriaux occupant un emploi fonctionnel visé à l'article 54 ter) : adopté (p. 3774).

Chapitre X : *de l'exercice du droit syndical.*

Article 98 *(conditions d'exercice du droit syndical)* : amendement n° 334 de M. Maurice Ligot (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 470 de la commission (rédactionnel) : adopté ; — article 98, ainsi modifié, adopté.

Chapitre XI : *dispositions applicables aux emplois non comparables à ceux de l'Etat.*

Article 99 *(définition des emplois non comparables)* : amendement n° 102 de la commission (substituant aux mots « formation requise » le mot « recrutement ») (p. 3775) : adopté ;

— article 99, ainsi modifié, adopté.

Article 100 *(règle statutaire applicable aux fonctionnaires occupant des emplois non comparables)* : amendement n° 103 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des statuts applicables à l'ensemble des fonctionnaires occupant les mêmes emplois) : adopté ;

— article 100, ainsi modifié, adopté.

Article 101 *(organisation éventuelle en corps)* : adopté.

Chapitre XII : *dispositions applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans les emplois permanents à temps non complet.*

Article 102 *(transposition des règles prévues au chapitre précédent)* : adopté.

Article 103 *(proportionnalité des rémunérations)* : amendement n° 104 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 103, ainsi modifié, adopté.

Article 104 *(fonds de compensation du supplément familial de traitement)* : amendement n° 335 de M. Maurice Ligot (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « en Conseil d'Etat ») (p. 3776) : rejeté ;

— article 104, adopté.

Article 105 *(organismes de retraite)* : adopté.

Article 106 *(non regroupement en corps)* : amendement n° 105 de la commission (insérant les mots « qui sont employés au total pendant une durée inférieure au nombre d'heures mentionnées à l'article 105 » après les mots « non complet ») ; sous-amendement n° 387 du Gouvernement (substituant aux mots « nombre d'heures mentionnées à l'article 105 » les mots « temps complet ») rejeté ; amendement n° 105 : adopté ;

— article 106, ainsi modifié, adopté.

Article 107 *(application des dispositions de la présente loi sous réserve des dérogations prévues par décret)* : amendement n° 336 de M. Maurice Ligot (insérant les mots « pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale » après les mots « en Conseil d'Etat ») : rejeté ;

— article 107, adopté.

Après l'article 107 : amendement n° 337 de M. Maurice Ligot (incompatibilité entre les emplois de direction et le travail à mi-temps) : rejeté.

Chapitre XIII : *dispositions diverses et transitoires.*

Avant l'article 108 : amendement n° 479 de la commission (compétence discrétionnaire de l'autorité territoriale pour former son cabinet) ; amendement n° 287 de M. Maurice Ligot (rémunération des membres des cabinets non fonctionnaires) ; impossibilité d'une titularisation par cette voie (p. 3783) ; amendement n° 287 : retiré ; amendement n° 479 : adopté.

Article 108 *(intégration des agents des collectivités locales dans la nouvelle fonction publique territoriale)* : nécessité d'une régularisation rapide ; amendement n° 388 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 480 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 389 du Gouvernement (titularisation des agents en fonction de la date d'entrée en vigueur de la présente loi conformément à leur statut particulier) (p. 3784) : adopté ;

— article 108, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 108 : amendement n° 467 de M. Jean Royer (priorité des recrutements) : rejeté.

Article 109 *(application de la présente loi aux agents en fonction dans les départements d'outre-mer)* (p. 3785) ; amendement n° 441 de la commission (d'harmonisation) ; amendement n° 442 de la commission (d'harmonisation) : adoptés ;

— article 109, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 109 : amendement n° 390 du Gouvernement (obligation de transmettre à l'avis du conseil de discipline les décisions d'avancement d'échelon) (p. 3786) : adopté.

Article 110 *(maintien en vigueur des règles statutaires actuelles)* : mobilité dans la fonction publique ; adopté.

Après l'article 110 : amendement n° 481 de la commission (entrée en vigueur de l'article 54 ter au plus tôt six mois après la date de publication de la présente loi) ; adopté.

Article 111 *(statut des sapeurs-pompiers)* : amendement n° 106 de la commission (substituant aux mots « compte tenu du » les mots « qui ne répondraient pas au ») : adopté ;

— article 111, ainsi modifié, adopté.

Article 112 *(statut des fonctionnaires de la ville de Paris)* (p. 3787) : amendement n° 456 de M. Jean-Jacques Barthe (application des dispositions de la présente loi aux fonctionnaires de la commune et du département de Paris) : retiré ; amendement n° 107 de la commission (possibilité de créer des corps regroupant les seuls fonctionnaires de la commune ou du département de Paris) ; sous-amendement n° 391 du Gouvernement (possibilité de créer des corps regroupant les seuls fonctionnaires des établissements administratifs, de la commune, ou du département de Paris) ; sous-amendement n° 482 de M. Jacques Toubon (complétant cet amendement par les mots « du bureau d'aide sociale de Paris, des caisses des écoles de Paris, de la caisse de crédit municipal de Paris et de l'office public d'habitations à loyer modéré

de la ville de Paris ») ; sous-amendement n° 392 du Gouvernement (de coordination) ; sous-amendement n° 391 : retiré ; sous-amendement n° 392 : retiré ; sous-amendement n° 482 : adopté (p. 3789) ; amendement n° 107, ainsi modifié, adopté ;

— article 112, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 107 : amendement n° 224 de M. Jacques Toubon précédemment réservé (insérant après l'article 107 un chapitre XII bis relatif aux dispositions applicables à la commune, au département de Paris, au bureau d'aide sociale de Paris, aux caisses des écoles de Paris, à la caisse de crédit municipal de Paris et à l'office public d'habitations à loyer modéré de la ville de Paris) : devenu sans objet.

Article 113 *(abrogation du livre IV du code des communes et maintien en vigueur de certaines dispositions)* : (p. 3790) ; amendement n° 393 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 108 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 394 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 109 de la commission (substituant dans le premier alinéa du paragraphe IV de cet article au mot « quatre » le mot « trois ») : rejeté ; amendement n° 110 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 443 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 113, ainsi modifié, adopté.

Article 114 *(abrogation d'autres textes en vigueur)* : amendement n° 483 du Gouvernement (conservation de leur statut par les agents de l'office d'H.L.M. interdépartemental de la région parisienne) : adopté ;

— article 114, ainsi modifié, adopté.

Article 115 *(transferts aux centres de gestion des agents, biens, droits et obligations des syndicats des communes pour le personnel)* (p. 3791-3792) : amendement n° 444 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 474 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 477 du Gouvernement (supprimant les deux derniers alinéas du paragraphe II de cet article) : adopté ; amendement n° 112 de la commission (de coordination) : devenu sans objet ; amendement n° 445 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 475 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 478 du Gouvernement (supprimant les deux derniers alinéas du paragraphe III de cet article) : adopté ; amendement n° 476 du Gouvernement (de coordination) (p. 3792) : adopté ;

— article 115, ainsi modifié, adopté.

Article 116 *(droit d'option des fonctionnaires relevant de service transféré)* : amendement n° 115 de la commission (supprimant les mots « en application de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 ou de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ») : adopté ; amendement n° 396 du Gouvernement (substituant aux mots « continuant à relever » le mot « relevant ») (p. 3793) : adopté ;

— article 116, ainsi modifié, adopté.

Article 117 *(modalités d'exercice du droit d'option)* : adopté.

Article 118 *(conditions de titularisation des agents des collectivités territoriales affectés dans un service relevant de l'Etat)* : adopté.

Article 119 *(mise à disposition des agents qui n'ont pas le statut des agents de la collectivité dont relève leur service)* : adopté.

Article 120 *(titularisation)* (p. 3794) : amendement n° 397 du Gouvernement (supprimant les mots « à la date de la publication de la présente loi dans le premier alinéa de cet article ») : adopté ; amendement n° 446 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 447 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 120, ainsi modifié, adopté.

Article 121 *(titularisation)* : amendement n° 448 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; amendement n° 398 du Gouvernement (insérant le mot « civiles » après les mots « quatre années » dans le premier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 121, ainsi modifié, adopté.

Article 122 *(modalités de titularisation de certains agents)* (p. 3795) : amendement n° 225 de M. Jacques Toubon (insérant l'alinéa suivant après le troisième alinéa de cet article « en cas d'examen professionnel celui-ci comprend les mêmes épreuves que celles imposées pour le recrutement par concours ») : retiré ; amendement n° 399 du Gouvernement (substituant aux mots « dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat » les mots « des corps ou emplois de la collectivité ou établissement intéressé d'un niveau hiérarchique égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui du nouveau corps ou emploi » à la fin de la dernière phrase de l'avant dernier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 122, ainsi modifié, adopté.

Article 123 *(fixation par décret en Conseil d'Etat des corps ou emplois auxquels les agents non titulaires mentionnés aux articles 120 et 121 peuvent accéder)* : amendement n° 400 du Gouvernement (insérant les mots « des fonctions réellement exercées par ces agents » après les mots « d'une part » dans la seconde phrase du deuxième alinéa de cet article ») : adopté ;

— article 123, ainsi modifié, adopté.

Article 124 *(saisine de la commission administrative paritaire des propositions d'affectation et des demandes de mutation des agents titularisés)* : adopté.

Article 125 *(régime des nominations)* : adopté.

Article 126 *(fixation par décret des conditions dans lesquelles les membres des corps ou emplois d'accueil peuvent obtenir la révision de leur situation)* : adopté.

Article 127 *(conditions de service effectif)* : adopté.

Article 128 *(rémunération des agents titularisés)* : amendement n° 226 de M. Jacques Toubon (de suppression) (p. 3796) : rejeté ;

— article 128, adopté.

Article 129 *(conditions de licenciement des agents non titulaires)* : amendement n° 401 du Gouvernement (situation des agents non titulaires et des agents contractuels qui ne demandent pas leur intégration ou dont la titularisation n'a pas été prononcée) : adopté ;

— article 129, ainsi modifié, adopté.

Article 130 *(application aux agents non titulaires des règles fixées par les articles 120 à 129)* : adopté.

Article 131 *(étalement du versement des cotisations de rachat)* : adopté (p. 3797).

Article 132 *(situation des agents des directions départementales de l'équipement)* : adopté.

Après l'article 132 : amendement n° 402 du Gouvernement (insérant l'article suivant « un décret en Conseil d'Etat détermine en tant que de besoin les conditions d'application de la présente loi ») (p. 3798) ; adopté.

Article 133 *(codification du titre III dans le statut général des fonctionnaires)* : amendement n° 116 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé (p. 3812).

Explications de vote.

Autonomie de la fonction publique territoriale : *Toubon (Jacques)* (p. 3813).

Cadres supérieurs des collectivités locales : *Defferre (Gaston)* (p. 3815).

Caractère centralisateur du projet : *Ligot (Maurice)* (p. 3812) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3813, 3814) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3815).

Centres de gestion : *Ligot (Maurice)* (p. 3812) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3816).

Conseil supérieur de la fonction publique territoriale : *Toubon (Jacques)* (p. 3813).

Coût financier du projet : *Toubon (Jacques)* (p. 3813, 3814) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3816).

Syndicats (rôle des —) : *Ligot (Maurice)* (p. 3812) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3813, 3814) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3815, 3816).

Treizième mois : *Ligot (Maurice)* (p. 3813).

Unité de la fonction publique : *Renard (Roland)* (p. 3814).

Vote négatif du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 3813).

Vote négatif du groupe U.D.F. : *Ligot (Maurice)* (p. 3813).

Vote positif du groupe communiste : *Renard (Roland)* (p. 3814).

Vote positif du groupe socialiste : *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 3814).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3817).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1983] (p. 6920).

Conseil supérieur de la fonction publique territoriale : *Tabanou (Pierre)* (p. 6920) ; *Toubon (Jacques)* (p. 6921).

Coût de la réforme : *Toubon (Jacques)* (p. 6921).

Fonctionnaires de direction : *Ligot (Maurice)* (p. 6922).

Liste d'aptitude : *Tabanou (Pierre)* (p. 6921) ; *Toubon (Jacques)* (p. 6922) ; *Ligot (Maurice)* (p. 6922).

Paris (fonctionnaires de —) : *Toubon (Jacques)* (p. 6922).

Syndicats (monopole de représentation) : *Tabanou (Pierre)* (p. 6921) ; *Ligot (Maurice)* (p. 6922).

Treizième mois : *Ligot (Maurice)* (p. 6922).

Discussion des articles [21 décembre 1983] (p. 6923).

Article 2 : amendement n° 3 de la commission (compétence du président du centre départemental de gestion pour établir un rapport annuel au comité technique paritaire) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (référence à l'ensemble des collectivités affiliées) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 4 : adopté.

Article 7 : amendement n° 5 de la commission (création et organisation du conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 6923) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : adopté.

Article 9 : adopté.

Article 10 : amendement n° 6 de la commission (composition de la commission mixte paritaire) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (supprimant les mots « et corps par corps » dans la deuxième phrase du 7e alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 56 du Gouvernement (d'harmonisation) (p. 6924) : adopté ; amendement n° 66 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 : amendement n° 8 de la commission (caractère paritaire de la commission mixte) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 17 B : amendement n° 9 de la commission (centre national de gestion) : adopté ;

— article 17 B, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 21 : amendement n° 10 de la commission (affiliation obligatoire aux centres départementaux de gestion, des communes n'employant que des fonctionnaires à temps complet) : adopté.

Article 21 bis : adopté.

Article 21 ter A : adopté (p. 6925).

Après l'article 21 ter A : amendement n° 57 du Gouvernement (situation de la Ville de Paris) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (information des centres de gestion sur les vacances d'emploi) ; sous-amendement n° 58 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 12, ainsi modifié, adopté.

Article 21 ter B : adopté.

Article 21 ter : amendement n° 13 de la commission (supprimant la référence à la loi de finances) : adopté ;

— article 21 ter, ainsi modifié, adopté.

Article 21 quater : amendement n° 14 de la commission (mission des centres de gestion) : adopté ;

— article 21 quater, ainsi modifié, adopté.

Article 21 quinquies : (p. 6926) : adopté.

Article 24 : amendement n° 16 de la commission (conditions de recrutement des fonctionnaires affectés à des missions temporaires) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 26 : amendement n° 17 de la commission (possibilité pour les centres départementaux de gestion d'organiser des concours) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié, adopté.

Article 27 : amendement n° 18 de la commission (référence aux actes des centres de gestion relatifs à l'organisation des concours) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 29 : adopté.

Article 30 : amendement n° 19 de la commission (élection des représentants du personnel) ; sous-amendement n° 59 du Gouvernement (supprimant le caractère de représentativité des organisations syndicales présentant les candidats) (p. 6927) ; monopole syndical ; sous-amendement n° 59 : rejeté ; amendement n° 19 : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Article 31 : adopté.

Article 32 : amendement n° 20 de la commission (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (présidence des commissions administratives paritaires par un magistrat de l'ordre judiciaire. Lorsqu'elles siègent en tant que conseil de discipline) : adopté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 : amendement n° 22 de la commission (création de comités techniques paritaires) ; sous-amendement n° 60 du Gouvernement (supprimant la condition de représentativité syndicale) (p. 6928) ; amendement n° 22 : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Article 34 : amendement n° 23 de la commission (avis des comités techniques paritaires sur les grandes orientations à définir pour l'accomplissement des tâches de l'administration concernée) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (création de comités d'hygiène et de sécurité) : adopté ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Article 36 : adopté.

Article 37 : adopté.

Article 40 : adopté.

Article 41 : adopté.

Article 43 (p. 6929) : amendement n° 25 de la commission (organisation de concours par le centre de gestion compétent) : adopté ; amendement n° 67 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 43, ainsi modifié, adopté.

Article 45 : amendement n° 27 de la commission (établissement au terme de chaque concours d'une liste classant par ordre de mérite les candidats déclarés aptes par le jury) ; atteinte à la liberté du choix des élus locaux ; atteinte à l'autonomie des finances locales (p. 6930) : adopté ;

— article 45, ainsi modifié, adopté.

Article 46 : amendement n° 28 de la commission (égalité entre le nombre d'emplois mis aux concours et le nombre d'emplois déclarés vacants) : adopté ;

— article 46, ainsi modifié, adopté.

Article 46 bis : adopté.

Article 47 : amendement n° 29 de la commission (emplois pourvus par la voie du recrutement direct) : adopté ;

— article 47, ainsi modifié, adopté.

Article 54 : amendement n° 30 de la commission (supprimant la seconde phrase du paragraphe II de cet article) : adopté ;

— article 54, ainsi modifié, adopté.

Article 54 ter (p. 6931) : amendement n° 31 de la commission (champ d'application de cet article) ; sous-amendement n° 61 du Gouvernement (application de cet article au secrétaire général adjoint des communes de plus de 5 000 habitants) ; sous-amendement n° 61 : adopté ; amendement n° 31, ainsi modifié, adopté ; amendement

n° 32 de la commission (impossibilité de mettre fin aux fonctions des agents mentionnés par cet article dans un délai de six mois) : adopté ;

— article 54 ter, ainsi modifié, adopté.

Article 54 quater : adopté.

Article 57 (p. 6932) : adopté.

Article 59 : amendement n° 33 de la commission (autorisation spéciale d'absence pour assister aux congrès professionnels syndicaux) : adopté ;

— article 59, ainsi modifié, adopté.

Article 64 : amendement n° 34 de la commission (versement par les parlementaires d'une contribution de retraite pour les fonctionnaires détachés à leur service) : adopté ;

— article 64, ainsi modifié, adopté.

Article 65 : adopté.

Article 66 : amendement n° 1 du Gouvernement (situation du fonctionnaire détaché à l'étranger) (p. 6933) : adopté ;

— article 66, ainsi modifié, adopté.

Article 74 : adopté.

Article 86 : adopté.

Article 88 : amendement n° 62 du Gouvernement (supprimant le 5e alinéa de cet article) ; amendement n° 65 de M. Michel Sapin (même objet) ; sanction de la mise à pied ; amendements n° 62 et n° 65 : adoptés ;

— article 88, ainsi modifié, adopté.

Article 89 (p. 6934) : adopté.

Article 96 : amendement n° 36 de la commission (supprimant le 4e alinéa de cet article) ; amendement n° 37 de la commission (supprimant le 5e alinéa de cet article) ; amendement n° 38 de la commission (supprimant l'avant dernier alinéa de cet article) : adoptés ;

— article 96, ainsi modifié, adopté.

Article 97 : amendement n° 39 de la commission (cas du fonctionnaire déchargé de ses fonctions et non reclassé) : adopté ;

— article 97, ainsi modifié, adopté.

Article 97 bis : adopté.

Article 98 : amendement n° 40 de la commission (référence aux locaux à usage de bureaux) (p. 6935) : adopté ;

— article 98, ainsi modifié, adopté.

Article 108 A : amendement n° 41 de la commission (détermination par décret en Conseil d'Etat des catégories de communes dont l'importance justifie le recrutement de collaborateurs) : adopté ;

— article 108 A, ainsi modifié, adopté.

Article 108 : adopté.

Article 110 bis A : adopté.

Après l'article 110 bis A : amendement n° 2 du Gouvernement (précision par décret en Conseil d'Etat des conditions d'intégration dans la fonction publique territoriale des candidats admis à des concours ou des agents issus de la promotion sociale : adopté.

Article 110 bis supprimé par le Sénat.

Article 112 : amendement n° 68 de M. Jacques Toubon (champ d'application de la loi) (p. 6936) ; statut particulier des fonctionnaires de la Ville de Paris et de ses établissements publics ; rejeté ; amendement n° 42 de la commission (création par dérogation des corps regroupant les seuls fonctionnaires de la commune ou du département de Paris et de ses établissements publics) : adopté ; amendement n° 43 de la commission (publicité des vacances d'emploi auprès du centre de gestion) : adopté ; amendement n° 44 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 112, ainsi modifié, adopté.

Article 112 bis : amendement n° 45 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 113 (p. 6937) : amendement n° 46 de la commission (supprimant le 2e alinéa de paragraphe I de cet article) : adopté ; amendement n° 47 de la commission (régime de retraite des personnels des collectivités territoriales et de leurs établissements publics affiliés à la caisse nationale de retraite) ; amendement n° 63 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 47 : retiré ; amendement n° 63 : adopté ; amendement n° 48 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (maintien en vigueur des articles L. 412-28, L. 412-33 à L. 412-38, L. 412-40 et L. 412-45 du code des communes) ; formation professionnelle des fonctionnaires territoriaux ; adopté ; amendement n° 50 de la commission (intervention du statut particulier pris en application de cette loi dans un délai de quatre ans) : adopté ;

— article 113, ainsi modifié, adopté.

Article 115 : adopté (p. 6938).

Article 117 : amendement n° 51 de la commission (exercice du droit d'option dans un délai de cinq ans) : adopté ; amendement n° 52 de la commission (portant à cinq ans le délai de réintégration) : adopté ;

— article 117, ainsi modifié, adopté.

Article 118 : amendement n° 53 de la commission (titularisation des agents non titulaires des collectivités territoriales) : adopté ;

— article 118, ainsi modifié, adopté.

Article 120 : amendement n° 54 de la commission (vocation à la titularisation) : adopté ;

— article 120, ainsi modifié, adopté.

Article 121 : amendement n° 55 de la commission (vocation à la titularisation des agents occupés à temps partiel) : adopté ;

— article 121, ainsi modifié, adopté.

Article 125 bis : amendement n° 64 du Gouvernement (affiliation à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, des personnels ressortissants des régimes spéciaux de retraite des départements de l'Est) (p. 6939) : adopté ;

— article 125 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 129 : adopté.

Article 132 : adopté (p. 6940).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6940).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [22 décembre 1983] (p. 6966).

Décentralisation : *Tabanou (Pierre)* (p. 6966).

Dernier texte voté par l'Assemblée Nationale (p. 6966 à 6972).

Explications de vote (p. 6972).

Décentralisation : *Le Meur (Daniel)* (p. 6972).

Vote favorable du parti communiste : *Le Meur (Daniel)* (p. 6972).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6972).

17. — Proposition de loi n° 1442 tendant à supprimer les limites d'âge pour l'**accès à la fonction publique**. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1983 par M. Edmond Alphandéry. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Claude Wolff (5 mai 1983).

18. — Projet de loi n° 1468 relatif aux candidats admis au deuxième concours interne d'entrée à l'**Ecole nationale d'administration** (session 1980).

Sénat (première lecture), n° **268** (1982-1983), dépôt le 22 avril 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Anicet Le Pors, Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Daniel Hoeffel. — Rapport n° **271** (1982-1983) (27 avril 1983). — Discussion le 3 mai 1983. — Adoption le 3 mai 1983. — Projet de loi n° **88** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1468**, dépôt le 4 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rap-

porteur : M. Jean-Pierre Michel (5 mai 1983). — Rapport n° **1484** (11 mai 1983). — Discussion le 11 mai 1983. — Adoption le 11 mai 1983. — Projet de loi n° **359**.

Loi n° 83.403 du 25 mai 1983, publiée au *J.O.* du 26 mai 1983 (p. 1571).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 mai 1983] (p. 1045).

Choix d'une épreuve de droit public en dehors des programmes : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1045).

Problèmes des validations législatives : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1045) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 1046).

Situation des candidats non admis en 1980 : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1046) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 1046).

Discussion de l'article unique (p. 1046).

Article unique *(conférant la qualité d'élèves de l'E.N.A. aux personnes ayant figuré sur la liste des candidats déclarés admis à la suite des épreuves du deuxième concours interne-session 1980) :* adopté (p. 1046).

19. — Projet de loi n° 1797 portant validation des mesures individuelles intéressant le corps des intendants universitaires et certains corps et emplois de l'**administration scolaire et universitaire**. — *Sénat* (première lecture), n° **493** (1982-1983), dépôt le 22 juillet 1983 (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Paul Seramy. — Rapport n° **33** (1983-1984) (25 octobre 1983). — Discussion le 9 novembre 1983. — Adoption le 9 novembre 1983. — Projet de loi n° **17** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1797**, dépôt le 10 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Roland Renard (15 novembre 1983). — Rapport n° **1818** (17 novembre 1983). — Discussion le 23 novembre 1983. — Adoption le 23 novembre 1983. — Projet de loi n° **462**.

Loi n° 83.1029 du 3 décembre 1983, publiée au *J.O.* du 4 décembre 1983 (p. 3503).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [23 novembre 1983] (p. 5613).

Attachés d'administration et d'intendance universitaire : *Evin (Claude)* (p. 5613).

Décision d'annulation du Conseil d'Etat : *Evin (Claude)* (p. 5613) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5613, 5614).

Validation législative : *Evin (Claude)* (p. 5613) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5613) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5614).

Discussion de l'article unique (p. 5614).

Article unique *(validation des actes individuels relative aux corps des attachés d'administration scolaire et universitaire, des conseillers d'administration scolaire et universitaire et aux emplois de secrétaire général d'administration scolaire et universitaire ainsi qu'au personnel de l'intendance universitaire) :* adopté (p. 5614).

20. — Proposition de loi n° 1862 tendant à compléter la loi n° 63-777 du 31 juillet 1963 relative à certaines **modalités de la grève dans les services publics** afin d'assurer un service minimum. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er décembre 1983 par M. Claude Labbé, et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires* **11**.

Lois de finances **7**, discussion générale, (première partie), article 30, (deuxième partie), fonction publique et réformes administratives.

Nouvelle-Calédonie **3**.

Agression contre les agents des impôts.

Voir *Questions au Gouvernement* **580**.

Congés.

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **14**.

FONDS EUROPEEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIE AGRICOLE (F.E.O.G.A.)

Voir *Communauté économique européenne.*

FONDS INTERMINISTERIEL DE MODERNISATION

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Industrie et recherche. Energie.

FONDS INTERMINISTERIEL DU DEVELOPPEMENT D'AMENAGEMENT RURAL (F.I.D.A.R.)

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT (F.N.D.S.)

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports.

FONDS NATIONAL POUR L'EMPLOI (F.N.E.)

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

FONDS SALARIAUX

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), articles additionnels et articles non rattachés, article 71.

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Transports.

F.O.N.J.E.P. (postes)

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports.

FORCE D'ACTION RAPIDE

Voir *Défense nationale* **3**.

Lois de finances **7** (deuxième partie), défense et budget annexe des essences.

FORCE MULTINATIONALE ET D'OBSERVATEURS

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8**.

FORETS

Voir *Bois et forêts.*

FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE

2. — Projet de loi n° 1431 portant **réforme de la formation professionnelle continue** et modification corrélative du code du travail. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 19 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle. — Urgence déclarée le 7 octobre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jacques Brunhes (21 avril 1983). — Rapport n° **1734** (6 octobre 1983). — Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (30 juin 1983). La commission renonce à donner son avis (3 octobre 1983). — Discussion les 12 et 13 octobre 1983. — Adoption le 13 octobre 1983. — Projet de loi n° **453**.

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 octobre 1983] (p. 4046) ; [13 octobre 1983] (p. 4103).

A.F.P.A. : *Zarka (Pierre)* (p. 4053) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4116).

A.S.F.O. (association pour la formation) : *Brunhes (Jacques)* (p. 4046).

Auroux (lois —) : *Brunhes (Jacques)* (p. 4046) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4052) ; *Zarka (Pierre)* (p. 4052) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 4108) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4110) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4112) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4116).

Comité d'entreprise (rôle du —) : *Brunhes (Jacques)* (p. 4046) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 4103) ; *Fuchs (Jean-Paul)* ; (p. 4107) ; *Coffineau (Michel)* ; (p. 4111) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4115).

Concertation ayant précédé l'élaboration du présent projet de loi : *Brunhes (Jacques)* (p. 4046) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4048) ; *Jacq (Marie)* (p. 4050) ; *Coffineau (Michel)* (p. 4111).

Congé de formation (généralisation du —) : *Brunhes (Jacques)* (p. 4046) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4049) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4051) ; *Zarka (Pierre)* (p. 4053) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 4103) ; *Hage (Georges)* (p. 4106) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 4106) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4107) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 4108) ; *Provost (Eliane)* (p. 4109) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4112).

Contrat de qualification : *Rigout (Marcel)* (p. 4049).

Contrôle sur les établissements de formation et les dispensateurs de formation : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4052) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 4104) ; *Metzinger (Charles)* (p. 4105) ; *Hage (Georges)* (p. 4106) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4107).

Crise économique et chômage : *Brunhes (Jacques)* (p. 4046) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4047) ; *Zarka (Pierre)* (p. 4052) ; *Hage (Georges)* (p. 4105) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 4108) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4114).

Décentralisation de la formation professionnelle (régionalisation) : *Brunhes (Jacques)* (p. 4046) ; *Jacq (Marie)* (p. 4050) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4051) ; *Metzinger (Charles)* (p. 4105) ; *Berson (Michel)* (p. 4114) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4115).

Echec scolaire : *Brunhes (Jacques)* (p. 4047) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4049) ; *Zarka (Pierre)* (p. 4052) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 4106) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4111) ; *Peuziat (Jean)* (p. 4112).

Femmes (Formation professionnelle des —) : *Hage (Georges)* (p. 4106) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 4108) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4110) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4115).

Financement de la formation professionnelle : *Brunhes (Jacques)* (p. 4047) ; *Jacq (Marie)* (p. 4050) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 4103) ; *Berson (Michel)* (p. 4113) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4116).

Formation initiale : *Rigout (Marcel)* (p. 4049) ; *Zarka (Pierre)* (p. 4052) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 4104) ; *Metzinger (Charles)* (p. 4105) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 4106) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4112) ; *Peuziat (Jean)* (p. 4112).

Impôt formation : *Gissinger (Antoine)* (p. 4103).

Jeunes (formation professionnelle des —) : *Brunhes (Jacques)* (p. 4047) ; *Zarka (Pierre)* (p. 4053) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 4104) ; *Provost (Eliane)* (p. 4109) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4111) ; *Peuziat (Jean)* (p. 4112) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4115).

Loi de 1971 : *Rigout (Marcel)* (p. 4048, 4115) ; *Jacq (Marie)* (p. 4050) ; *Zarka (Pierre)* (p. 4052) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 4103) ; *Hage (Georges)* (p. 4105) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 4106) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4107) ; *Berson (Michel)* (p. 4113) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4114).

Plan de formation de l'entreprise : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4051) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 4103) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 4109).

Priorité accordée à la formation professionnelle par le Gouvernement : *Rigout (Marcel)* (p. 4048) ; *Jacq (Marie)* (p. 4050) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 4106) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 4108) ; *Peuziat (Jean)* (p. 4112).

Reconquête du marché intérieur : *Brunhes (Jacques)* (p. 4047) ; *Hage (Georges)* (p. 4105).

Rémunération des stagiaires : *Brunhes (Jacques)* (p. 4046).

Robotisation : *Rigout (Marcel)* (p. 4048).

Syndicats (rôle des —) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4047) ; *Perrut (Francisque)* (p. 4112).

Discussion des articles [13 octobre 1983] (p. 4117, 4138).

Titre Ier : *régime des droits individuels et des droits collectifs des travailleurs.*

Article 1er *(modification de l'intitulé du titre III du livre IX du code du travail)* : adopté.

Section I : *régime des droits individuels.*

Article 2 *(intitulé du chapitre Ier)* : *adopté.*

Article 3 *(pourcentage des travailleurs simultanément absents au titre du congé de formation)* ; calcul de ce pourcentage ; adopté (p. 4117).

Article 4 *(durée du congé)* : amendement n° 73 de M. Francisque Perrut (référence à des stages agréés) ; problème des stages pouvant atteindre une durée supérieure à un an : rejeté ;

— article 4, adopté.

Article 5 *(rémunération des stagiaires)* : nécessité de tenir compte de l'accord contractuel intervenu entre les partenaires sociaux ; égalité d'accès des salariés aux congés de formation (p. 4118) ; amendement n° 57 du Gouvernement (référence au plafonnement du niveau de rémunération) ; amendement n° 15 de la commission (modalités du congé de formation) ; amendement n° 74 de M. Charles Millon soutenu par M. Francisque Perrut (mode de calcul de la rémunération des congés) (p. 4119) ; amendement n° 57 : adopté ; en conséquence, les amendements n° 15 et n° 74 deviennent sans objet ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *(prise en charge de la rémunération des stagiaires)* : amendement n° 75 de M. François d'Aubert soutenu par M. Francisque Perrut (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 91 de M. Antoine Gissinger (prévoyant un délai de remboursement) (p. 4120) : retiré ; amendement n° 76 de M. François d'Aubert soutenu par M. Francisque Perrut (rédactionnel) : rejeté ; amendements identiques n° 58 du Gouvernement et n° 16 de la commission (de conséquence) : adoptés ; en conséquence, l'amendement n° 77 de M. François d'Aubert devient sans objet ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 *(codification)* : adopté.

Article 8 *(modalités de participation de l'Etat et des régions)* : amendement n° 17 de la commission (de précision) (p. 4121) : adopté ; amendement n° 92 de M. Antoine Gissinger (référence à la qualification) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 *(congé d'enseignement)* : adopté.

Article 10 *(congé jeunes)* : amendement n° 18 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 *(codification)* : amendement n° 1 du Gouvernement (référence à l'abrogation de l'article L. 960-12 du code du travail) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 *(concours au financement de la rémunération des stagiaires)* (p. 4122) : amendement n° 19 de la commission (référence aux régions) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 *(concours de l'Etat et des régions)* : amendements n° 20 n° 21 et n° 22 de la commission (transfert de certaines dispositions à l'intérieur du présent texte) : adoptés ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 *(procédure d'agrément des stages)* : amendement n° 59 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 4123) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 *(codification)* : adopté.

Section II : *régime des droits collectifs.*

Article 16 *(compétences générales du comité d'entreprise)* : amendement n° 83 de M. Jacques Brunhes (de cohérence) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 *(attributions du comité d'entreprise dans l'ordre économique)* : adopté.

Article 18 *(consultation du comité d'entreprise sur les orientations de la formation professionnelle)* : amendement n° 23 de la commission (caractère obligatoire de cette consultation) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 *(constitution obligatoire de la commission de la formation) :* amendement n° 24 de la commission (même objet que l'amendement n° 23) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (référence aux jeunes et aux handicapés) (p. 4124) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 *(droits collectifs des travailleurs) :* reconnaissance des acquis de la formation ; amendement n° 84 de M. Jacques Brunhes (de cohérence) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (de cohérence) : adopté ; amendement n° 62 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Francisque Perrut (limitant l'avis du comité d'entreprise aux seuls problèmes technologiques) : (p. 4125) ; rejeté ; amendement n° 4 du Gouvernement (référence à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes) ; amendement n° 67 de M. Pierre Zarka soutenu par Mme Muguette Jacquaint (même objet) ; amendement n° 27 de la commission (même objet) ; amendements n° 4 et n° 67 : retirés ; amendement n° 27 : adopté ; amendement n° 78 de M. Francisque Perrut (liberté de négociation à l'échelon de l'entreprise et à l'échelon de la branche) ; amendement n° 28 de la commission (conditions d'application de l'accord et périodicité des négociations ultérieures) (p. 4126) ; amendement n° 78 : rejeté ; amendement n° 28 : adopté ; en conséquence, amendements n° 94 de M. Georges Hage, n° 63 et n° 64 de M. Jean Rigaud et n° 95 de M. Georges Hage : deviennent sans objet ; amendement n° 96 de M. Georges Hage soutenu par M. Pierre Zarka (conditions dans lesquelles des négociations peuvent être engagées) : rejeté ; amendement n° 97 de M. Georges Hage soutenu par M. Pierre Zarka (permettant aux salariés des P.M.E. de bénéficier des dispositions de la présente loi) : retiré ; amendement n° 29 de la commission (conditions d'entrée en application des dispositions relatives à la négociation) (p. 4127) ; sous-amendement n° 82 de M. Jean-Michel Belorgey soutenu par Mme Marie Jacq (réduction du délai accordé à l'employeur pour engager une négociation) ; sous-amendement n° 68 de M. Pierre Zarka (même objet) ; sous-amendement n° 68 : retiré ; sous-amendement n° 82 : adopté ; amendement n° 29, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 79 de M. Francisque Perrut (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (modalités d'établissement du procès-verbal) : adopté ; amendement n° 10 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Francisque Perrut (conséquences de la prolongation de la négociation) : rejeté ; amendement n° 31 de la commission (référence au projet du plan de formation) (p. 4128) : adopté ; amendement n° 69 de M. Pierre Zarka soutenu par M. Georges Hage (cas des entreprises de moins de 50 salariés) : adopté ; problèmes de décentralisation ;

— article 20, ainsi modifié, adopté au scrutin public.

Article 21 *(entrée en application des dispositions sur la négociation collective) :* amendements identiques n° 90 du Gouvernement et n° 80 de M. François d'Aubert soutenu par M. Francisque Perrut (de suppression) : adoptés ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

les amendements n° 32 et n° 33 de la commission deviennent sans objet.

Article 22 *(conditions de la négociation) :* adopté (p. 4129).

Article 23 *(sanctions de l'obligation de négocier) :* amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 *(consultation du comité d'entreprise sur la participation financière à la formation professionnelle) :* amendement n° 81 de M. Francisque Perrut (de suppression) : rejeté ;

— article 24, adopté.

Titre II : *de la participation des employeurs au développement de la formation professionnelle.*

Section I : *règles générales.*

Article 25 *(codification)* : amendement n° 36 de la commission (de forme) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 *(contribution obligatoire des employeurs)* : adopté.

Article 27 *(dépenses imputables sur la participation obligatoire des employeurs)* : réservé à la demande du Gouvernement.

Article 28 *(financement du plan de formation)* : adopté.

Article 29 *(codification)* : adopté.

Article 30 *(création des modalités d'utilisation du quota de 0,1 p. 100 affecté au financement du congé individuel de formation)* (p. 4130) : cas des entreprises de moins de 10 salariés ; amendement n° 38 de la commission (fixation annuelle du montant de l'obligation de participation) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (de clarification) : adopté (p. 4131) ; amendement n° 40 de la commission (référence aux charges sociales) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Article 31 *(agrément des organismes paritaires)* : adopté.

Article 32 *(engagements de développement de la formation)* : amendement n° 102 du Gouvernement (association des régions à l'élaboration et à la conclusion des engagements) : adopté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 *(abrogation de l'article L. 950-9 du code du travail)* : amendements identiques n° 2 du Gouvernement et n° 41 de la commission (de suppression) (p. 4132) : adoptés ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 34 *(suppression des dispositions relatives à l'agrément)* : adopté.

Section II : *des formations en alternance.*

Article 35 *(extension du champ d'application de la formation professionnelle continue aux formations en alternance sous contrat)* : adopté.

Article 36 *(codification)* : adopté.

Article 37 *(formation professionnelle en alternance)* : amendement n° 42 de la commission (référence aux jeunes sous contrat de qualification) : adopté ; amendements identiques n° 43 de la commission et n° 60 du Gouvernement (consultation des institutions représentatives du personnel) (p. 4133) ; adoptés ; amendements identiques n° 44 de la commission et n° 56 de M. Francisque Perrut (référence aux organismes de formation privés) (p. 4138) : rejetés ; amendement n° 61 du Gouvernement (référence aux organismes de formation publics ou privés) : adopté ; durée des contrats ;

— article 37, ainsi modifié, adopté.

Article 38 *(mesures d'application relatives aux formations alternées)* : adopté (p. 4139).

Article 39 *(abrogation de la loi n° 80-256 du 12 juillet 1980)* : adopté.

Titre III : *des mesures de contrôle.*

Article 40 *(conditions à remplir pour diriger un organisme de formation)* ; amendement n° 45 de la commission (exercice des fonctions d'administration des organismes de formation) : adopté ; amendements identiques n° 5 du Gouvernement et n° 46 de la commission (de cohérence) : adoptés ; amendements identiques n° 6 du Gouvernement et n° 47 de la commission (de conséquence) : adoptés ;

— article 40, ainsi modifié, adopté.

Article 41 *(contrôle de l'activité des organismes de formation)* : amendement n° 48 de la commission (communication des comptes annuels) : adopté ; amendement n° 49 de la commission (protection des qualifications acquises par la formation professionnelle continue) : adopté ; amendement n° 65 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Francisque Perrut (de précision) (p. 4140) ; refus d'alourdir les tâches de l'administration ; rejeté ; amendement n° 50 de la commission (garanties juridiques dont doivent bénéficier les stagiaires en formation) : adopté ; amendement n° 71 de M. Pierre Zarka (de précision) ; retiré ;

— article 41, ainsi modifié, adopté.

Article 42 *(règles comptables applicables aux dispensateurs de formation de droit privé)* : adopté.

Article 43 *(reversements au trésor par les organismes de formation)* ; contrôle de l'utilisation des crédits ; amendements identiques

n° 7 du Gouvernement et n° 51 de la commission (conditions d'appréciation du caractère excessif ou non du prix des prestations) (p. 4141) : adoptés ; en conséquence, les amendements n° 11 et n° 12 de M. Jean Rigaud deviennent sans objet ;

— article 43, ainsi modifié, adopté.

Article 44 *(procédure d'injonction)* : suspension provisoire de l'exécution des conventions : adopté ;

Article 45 *(agents de contrôle)* : amendement n° 8 du Gouvernement (extension des compétences des services de contrôle) : adopté ; amendement n° 13 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Francisque Perrut (de précision) : retiré ; amendement n° 14 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Francisque Perrut (suppression de la référence au bien fondé technique des dépenses) : rejeté ; (p. 4142) ; amendement n° 66 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Francisque Perrut (même objet) : retiré ;

— article 45, ainsi modifié, adopté.

Article 46 *(rejet des dépenses au titre de la formation)* : amendement n° 52 de la commission (calcul de la somme remboursée du cocontractant) : adopté ;

— article 46, ainsi modifié, adopté.

Titre IV : *dispositions diverses et dispositions pénales.*

Article 47 *(codification)* : adopté.

Article 48 *(contribution de l'Etat à la formation dans l'agriculture)* : héritage des précédents Gouvernements ; faiblesse du niveau de formation agricole des agriculteurs (p. 4143) ; problème des aides familiaux et des associés d'exploitation ; amendement n° 53 de la commission (fraction des contributions réservée au financement d'actions de formation en alternance) ; sous-amendements identiques n° 86 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par M. Francisque Perrut et n° 100 de M. Antoine Gissinger (possibilité d'acquérir ou de compléter une qualification en vue de l'installation) ; sous-amendements identiques n° 87 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par M. Francisque Perrut et n° 101 de M. Antoine Gissinger (référence aux organisations professionnelles représentatives) (p. 4144) ; sous-amendements n° 86, n° 100, n° 87 et n° 101 : retirés ; amendement n° 53 : adopté ; amendements identiques n° 88 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par M. Francisque Perrut et n° 99 de M. Antoine Gissinger (rédactionnels) : retirés ;

— article 48, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 48 : amendements identiques n° 9 du Gouvernement et n° 54 de la commission (dispositions relatives à l'application de l'accord national interprofessionnel sur la formation professionnelle des salariés des entreprises de travail temporaire) (p. 4145) ; amendement n° 72 de M. Pierre Zarka soutenu par M. Georges Hage (même objet) ; amendement n° 72 : retiré ; amendements n° 9 et n° 54 : adoptés ;

Article 49 *(dispositions pénales)* : amendement n° 98 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 55 de la commission (de correction) : adopté ;

— article 49, ainsi modifié, adopté.

Titre V : *dispositions transitoires.*

Article 50 *(dispositions transitoires)* : *adopté.*

Article 27 précédemment réservé : amendement n° 36 de la commission (développement des ressources financières affectées à la formation professionnelle) (p. 4146) : adopté ; amendement n° 93 de M. Antoine Gissinger (développement conjoint du plan de formation et du congé de formation) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (congé de formation des cadres et des animateurs pour la jeunesse) ; sous-amendement n° 103 de M. Pierre Zarka (formation dispensée dans le cadre des congés d'éducation ouvrière et des congés « éducation-jeunesse ») ; sous-amendement n° 103 : adopté ; amendement n° 37, ainsi modifié, adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté (p. 4147).

Explications de vote.

Abstention du groupe R.P.R. : *Gissinger (Antoine)* (p. 4148).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Perrut (Francisque)* (p. 4148).

Vote positif du groupe communiste : *Zarka (Pierre)* (p. 4148).

Vote positif du groupe socialiste : *Berson (Michel)* (p. 4148).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 4149).

Voir *Collectivités locales* **10**.

Déclaration du Gouvernement **9**.

Enseignement supérieur et post baccalauréat **5**.

Fonctionnaires et agents publics **14, 15**.

Lois de finances **7**, discussion générale, (deuxième partie), Commerce et artisanat, formation professionnelle.

Plan **4**.

Formation des jeunes.

Voir *Questions au Gouvernement* **538**.

Stages de formation des jeunes.

Voir *Questions orales sans débat* **359**.

FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS

Voir *Questions au Gouvernement* **806**.

FRANCAIS : NATIONALITE

5. — Projet de loi n° 1460 relatif à l'élection des sénateurs représentant des Français établis hors de France. — *Sénat* (première lecture), n° **246** (1982-1983), dépôt le 15 avril 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, de suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Pillet. — Rapport n° **266** (1982-1983) (22 avril 1983). — Discussion le 26 avril 1983. — Adoption le 26 avril 1983. — Projet de loi n° **83** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture) **n° 1460**. Dépôt le 27 avril 1983. Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Rapporteur : M. Michel Suchod (28 avril 1983). Rapport **n° 1471** (4 mai 1983). Discussion le 4 mai 1983. Adoption le 4 mai 1983.

Projet de loi **n° 347**.

Loi n° 83-390 du 18 mai 1983, publiée au *J.O.* du 19 mai 1983 (p. 1510).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 mai 1983] (p. 845).

Conseil constitutionnel (rôle du —) : *Foyer (Jean)* (p. 847).

Couverture sociale des Français de l'étranger : *Suchod (Michel)* (p. 845).

Démocratisation du conseil supérieur des Français de l'étranger : *Suchod (Michel)* (p. 845) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 846) ; *Foyer (Michel)* (p. 846).

Inconstitutionnalité éventuelle de certaines dispositions contenues dans le présent projet de loi : *Suchod (Michel)* (p. 845).

Régime transitoire : *Suchod (Michel)* (p. 845) ; *Foyer (Jean)* (p. 846).

Représentation proportionnelle : *Foyer (Michel)* (p. 846) ; *Labarrère (André)* (p. 848).

Sénateurs (élection des —) : *Suchod (Michel)* (p. 845) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 846) ; *Labarrère (André)* (p. 848).

Discussion des articles [4 mai 1983] (p. 848).

Article 1er *(modifications apportées à l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 complétant l'ordonnance 58-1098 du 15 novembre 1958, relative à l'élection des sénateurs)* : élection à la représentation proportionnelle ; amendement n° 1 de M. Jean Foyer (précisant que la décision du tribunal administratif ne lie pas le conseil constitutionnel saisi de la régularité de l'élection) (p. 849) : rejeté ;

— article 1er ; adopté.

Article 2 *(nombre de sièges de sénateurs représentant les Français établis hors de France)* : adopté.

Article 3 supprimé par le Sénat.

Article 4 *(affirmation du caractère universel du suffrage pour l'élection des membres élus du conseil supérieur des Français de l'étranger)* : adopté.

Article 5 *(conditions relatives à l'électorat)* : amendement n° 2 de M. Jean Foyer (caractère facultatif de l'inscription sur la liste électorale) (p. 850) : rejeté ;

— article 5, adopté.

Article 6 *(commission administrative chargée d'établir, de réviser et de contrôler les listes électorales)* : adopté.

Article 7 *(établissement, révision et contrôle de la régularité des listes électorales)* : adopté.

Article 8 *(interdiction des inscriptions en dehors des périodes de révision)* : adopté.

Article 9 *(de coordination)* : adopté.

Article 10 *(contentieux de l'élection)* : adopté.

Article 11 *(position transitoire)* : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 851).

6. — Projet de loi organique n° 1505 relatif à la **représentation au Sénat des Français établis hors de France.** — *Sénat* (première lecture), n° **245** (1982-1983), dépôt le 15 avril 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Pillet. — Rapport n° **312** (1982-1983) (11 mai 1983). — Discussion le 17 mai 1983. — Adoption le 17 mai 1983. — Projet de loi n° **107** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1505**, dépôt le 18 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Suchod. — Rapport n° **1515** (19 mai 1983). — Discussion le 24 mai 1983. — Adoption le 24 mai 1983. — Projet de loi n° **366**.

Saisine du Conseil Constitutionnel

(articles 46 et 61, alinéa 1 de la Constitution). — Décision le 15 juin 1983 (*J.O.* du 16 juin 1983) (p. 1816). Conforme en totalité.

Loi n° 83-499 du 17 juin 1983, publiée au *J.O.* du 18 juin 1983 (p. 1842). — Rectificatif (*J.O.* du 21 juin 1983) (p. 1862).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 mai 1983] (p. 1340).

Augmentation du nombre des sénateurs représentant les Français de l'étranger : *Massot (François)* (p. 1340).

Conditions d'éligibilité et d'inéligibilité : *Massot (François)* (p. 1340) ; *Labarrère (André)* (p. 1340).

Discussion des articles [24 mai 1983] (p. 1340).

Article 1er *(augmentation du nombre des sénateurs représentant les Français établis hors de France)* : adopté (p. 1340).

Article 2, supprimé par le Sénat.

Article 3 *(conditions d'éligibilité et d'inéligibilité)* : adopté.

Article 4 *(incompatibilités, interdiction de la candidature d'une personne inéligible et remplacement des sénateurs)* : adopté.

Article 5 *(contentieux des élections)* : adopté.

Article 6 *(échelonnement de l'augmentation du nombre des sénateurs représentant les Français établis hors de France sur les trois prochains renouvellements partiels du Sénat)* : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique (p. 1341).

7. — Proposition de loi n° 1571 tendant à modifier et à compléter la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973, en matière d'**acquisition de la nationalité française** par mariage. — *Sénat* (première lecture), n° **183** (1982-1983), dépôt le 3 février 1983 par M. Charles de Cuttoli et plusieurs de ses collègues, sous le titre : Proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973, en matière de naturalisation. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Charles de Cuttoli. — Rapport n° **360** (1982-1983) (2 juin 1983). — Discussion le 9 juin 1983. — Adoption le 9 juin 1983. — Proposition de loi n° **133** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 9 juin 1983, n° **1571**. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Roger Rouquette (23 juin 1983).

8. — Proposition de loi n° 1627 modifiant les conditions d'**acquisition de la nationalité française** à raison de la naissance et de la résidence en France. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 23 juin 1983 par M. Alain Mayoud. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Charles Millon (7 juillet 1983).

9. — Projet de loi organique n° 1778 abrogeant l'**article L.0. 128 du code électoral** relatif aux **incapacités temporaires** qui frappent les personnes ayant acquis la nationalité française. — *Sénat* (première lecture), n° **504** (1982-1983), dépôt le 17 septembre 1983 (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport n° **38** (1983-1984) (26 octobre 1983). — Discussion le 2 novembre 1983. — Adoption le 2 novembre 1983. — Projet de loi n° **13** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1778**, dépôt le 3 novembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. René Rouquet (10 novembre 1983). — Rapport n° **1805** (16 novembre 1983). — Discussion le 24 novembre 1983. — Adoption le 24 novembre 1983. — Projet de loi n° **467**.

Saisine du Conseil Constitutionnel

(articles 46 et 61, alinéa 1 de la Constitution). — Décision le 14 décembre 1983 (*J.O.* du 15 décembre 1983 (p. 3610). Conforme en totalité.

Loi organique n° 83-1096 du 20 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 21 décembre 1983 (p. 3667).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale : voir « Français 10 ».

Discussion des articles [24 novembre 1983] (p. 5660).

Abrogation de l'article L. 0128 du code électoral.

Article 1er *(abrogation de l'article L. 0128 du code électoral)* : adopté.

Article 2 *(abrogation de la référence de l'article L. 0128 du code électoral au II de l'article 3 de la loi du 6 novembre 1972 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel)* : adopté.

Article 3 *(suppression de la référence à l'article L. 0128 à L. 0130-1 au premier alinéa de l'article 2 de la loi organique du 7 juin 1983 relative à la représentation au Sénat des Français établis hors de France)* : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 5660).

10. — Projet de loi n° 1779 modifiant le **code de la nationalité française et le code électoral** et supprimant les incapacités temporaires frappant les personnes ayant acquis la nationalité française. — *Sénat* (première lecture) n° **505** (1982-1983) dépôt le 17 septembre 1983, rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport n° **39** (1983-1984) (26 octobre 1983). — Discussion le 2 novembre 1983. — Adoption le 2 novembre 1983. — Projet de loi n° **12** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1779** dépôt le 3 novembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. René Rouquet (10 novembre 1983). — Rapport n° **1806** (16 novembre 1983). — Discussion le 24 novembre 1983. — Adoption le 24 novembre 1983. — Projet de loi n° **466**.

Loi n° 83-1043 du 8 décembre 1983, publié au *J.O.* du 9 décembre 1983 (p. 3550).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n° 1778 et 1779 [24 novembre 1983] (p. 5657).

Convention sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes (incidence sur le code électoral) : *Rouquet (René)* (p. 5658) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5658).

Droits des naturalisés (historique) : *Rouquet (René)* (p. 5657) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5658) ; *Foyer (Jean)* (p. 5659).

Loi du 17 juillet 1978 sur les relations entre l'administration et le public : *Rouquet (René)* (p. 5658).

Mandats politiques (situation des naturalisés) : *Rouquet (René)* (p. 5657) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5658) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5659).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5659).

Discussion des articles [24 novembre 1983] (p. 5660).

Modification du code de la nationalité française et du code électoral.

Article 1er *(affirmation du principe de l'assimilation complète des Français naturalisés)* : adopté.

Article 2 *(abrogation des articles 81 à 83 du code de la nationalité)* : adopté.

Article 3 *(abrogation des dispositions du code électoral)* : adopté.

Article 4 *(abrogation des dispositions du code électoral)* : adopté.

Article 5 *(abrogation de certaines dispositions du code électoral)* : adopté.

Article 6 *(abrogation de certaines dispositions du code électoral)* : adopté.

Article 7 *(modification de la loi du 17 juillet 1978)* : adopté (p. 5660).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5660).

— de l'étranger.

Voir *Conseil économique et social* 7.
Lois de finances 7 (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

FRANÇAIS : LANGUE

3. — **Proposition de loi n° 1351** tendant à garantir aux salariés le **droit d'expression et de communication en langue française** dans leur travail. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Bruno Bourg-Broc (17 novembre 1983).

Francophonie.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

FRANCE-SOIR

Voir *Questions au Gouvernement* 505.

FRANCOPHONIE

Voir *Français : langue.*

FRAUDE

Voir *Douanes.*
Elections et référendums.
Impôts et taxes.
Questions au Gouvernement 661.

FREVILLE (rapport)

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* 5.

FRUITS ET LEGUMES

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

FUNERAILLES NATIONALES

2. — **Proposition de loi n° 1937** relative au transfert au Panthéon de la dépouille du président **René Cassin.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1983 par M. Pierre Bas. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

G

GAGNERAUD (entreprises)

Autorisation de licenciement.

Voir *Questions orales sans débat* 550.

GARANTIE DE RESSOURCES

Voir *Chômage : indemnisation* 4.

GARDE A VUE

Voir *Justice* 10.

GARDIENNAGE (sociétés de —)

Voir *Police privée* 1.

GARGENVILLE — ISSOU

Voir *Questions au Gouvernement* 544.

GAZ

— algérien.

Voir *Lois de finances* 7, discussion générale (deuxième partie), relations extérieures affaires européennes, coopération et développement.

GENDARMERIE NATIONALE

Voir *Défense nationale* 3.
Lois de finances 7 (deuxième partie), défense et budget annexe des essences.

GERANTS NON SALARIES

Voir *Commerce* 4.

GOUVERNEMENT

Solidarité gouvernementale.

Voir *Questions au Gouvernement* 605.

GRANULATS

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), budgets annexes de l'imprimerie nationale et des médailles, comptes spéciaux du trésor, taxes parafiscales.

GRENADE (île de la —)

Lois de finances 7 (deuxième partie), départements et territoires d'outre mer, relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Questions au Gouvernement 817.

Invasion américaine à la —

Voir *Questions au Gouvernement* 699, 704.

GREVE (droit de —)

Voir *Fonctionnaires et agents publics* 14, 15, 20.
Postes et télécommunications 1.
Transports aériens 3.

GROENLAND

Voir *Traités et conventions* 87.

GROUPEMENTS DE PREVENTION AGREES

Voir *Entreprises* **15.**

GROUPEMENTS D'INTERET ECONOMIQUE

Voir *Economie sociale* **1.**

GUADELOUPE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), départements et territoires d'outre mer.

GUELTE

Voir *Prix* **4.**

GUYANE

Voir *Départements d'outre mer* **7.**

Lois de finances **7** (deuxième partie), départements et territoires d'outre mer.

H

HABILLEMENT, CUIR ET TEXTILE

Emploi chez Boussac Saint-Frères.

Voir *Questions au Gouvernement* **543.**

Industrie textile.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**

Questions au Gouvernement **518.**

Marquage des produits textiles.

Voir *Questions au Gouvernement* **638.**

Plan textile.

Voir *Questions au Gouvernement* **679.**

Restructuration de l'industrie textile dans la Somme.

Voir *Questions au Gouvernement* **598.**

HABITAT

Voir *Amélioration de l'habitat.*

HABITATIONS A LOYER MODERE (H.L.M.)

Voir *Economie sociale* **1.**

Lois de finances **7** (première partie), article 13, (deuxième partie), Urbanisme et logement.

HADES (système)

Voir *Défense nationale* **3.**

Lois de finances **7** (deuxième partie), défense et budget annexe des essences.

HANDICAPES

6. — Projet de loi n° 1295 portant **aménagement en faveur des personnes handicapées des règles d'accès aux emplois publics.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jacques Floch (2 avril 1983).

7. — Projet de loi n° 1296 modifiant certaines **dispositions de l'ordonnance du 4 février 1959** relative au statut général des fonctionnaires, du Code des pensions civiles et militaires de retraite et du Code de la santé publique. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Georges Labazée (2 avril 1983).

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **11.**

Fonctionnaires et agents publics **14, 15.**

Lois de finances **7** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale, fonction publique et réformes administratives.

Allocation compensatrice aux — mentaux.

Voir *Questions orales sans débat* **421, 516.**

Centres d'aide par le travail (C.A.T.).

Voir *Questions au Gouvernement* **653.**

Emplois réservés.

Voir *Questions au Gouvernement* **799.**

Exonération du forfait hospitalier pour les —

Voir *Questions orales sans débat* **343.**

Remise en cause des mesures en faveur des —

Voir *Questions au Gouvernement* **576.**

HARAS

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), budgets annexes de l'imprimerie nationale et des médailles, comptes spéciaux du trésor, taxes parafiscales.

HAUT COMITE DE LA LANGUE FRANCAISE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

HAUT COMITE D'ETUDES ET D'INFORMATION SUR L'ALCOOLISME

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Services du Premier ministre.

HAUT CONSEIL DU SECTEUR PUBLIC

Voir *Entreprises publiques* **3.**

HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Communication, Services du Premier ministre.

HAUTE COUR DE JUSTICE

1. — Proposition de résolution de M. Claude Labbé portant **mise en accusation devant la Haute Cour de justice** de MM. Charles Fiterman et Jack Ralite [29 juin 1983] (p. 3379). Déclarée irrecevable par le Bureau de l'Assemblée nationale [30 juin 1983] (p. 3406). Déposée à nouveau le 7 juillet 1983. Déclarée irrecevable par le Bureau de l'Assemblée nationale [7 juillet 1983] (p. 3624-3642).

Discussion [30 juin 1983] (p. 3406).

Irrecevabilité de la requête : *Massot (François)* (p. 3406).

Nombre de signatures requises : *Massot (François)* (p. 3406).

Rappels au règlement de MM. *Labbé (Claude)* (p. 3406), *Forni (Raymond)* (p. 3406-3407), *Aubert (Emmanuel)* (p. 3407), *Defferre (Gaston)* (p. 3407), *Sapin (Michel)* (p. 3408), *Toubon (Jacques)* (p. 3408), *Ducoloné (Guy)* (p. 3408-3409), *Foyer (Jean)* (p. 3409-3410), *Hage (Georges)* (p. 3410).

HELICOPTERES

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), défense et budget annexe des essences.

HEMODIALYSES A DOMICILE

Voir *Questions orales sans débat* **342.**

HERSANT (GROUPE)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**

— et Dauphiné libéré.

Voir *Questions au Gouvernement* **636.**

HISTOIRE (enseignement de l'—)

— et de la géographie.

Voir *Questions orales sans débat* **523.**

Manuels scolaires.

Voir *Questions orales sans débat* **526.**

HOFFMANN LA ROCHE (société)

Voir *Questions au Gouvernement* **497, 508.**

HOMMAGES

A la mémoire de deux policiers assassinés à Paris : M. Guy Ducoloné, vice-président [3 juin 1983] (p. 1991).

A la mémoire de trois militants noirs exécutés en Afrique du Sud : M. Montdargent (Robert) [9 juin 1983] (p. 2331).

Aux soldats ayant offert leur vie pour la libération de la France, à l'occasion de l'anniversaire du débarquement : MM. *Hamel (Emmanuel)* ; *Savary (Alain)* [6 juin 1983] (p. 2132).

A la mémoire des soldats français morts au Liban : [25 octobre 1983] (p. 4498).

Attentat dont a été victime le contingent français au Liban : *Mermaz (Louis)*, président (p. 4498).

Voyage du président de la République à Beyrouth : *Labarrère (André)* (p. 4498).

Levée de séance en raison de l'hommage rendu aux soldats français morts au Liban : M. *Seguin (Philippe)*, vice-président [2 novembre 1983] (p. 4757).

HOMMAGES DE BIENVENUE

A M. Raïf Dizdarevic, président de l'Assemblée de la République socialiste fédérative de Yougoslavie : *Mermaz (Louis)* président [20 avril 1983] (p. 408).

A M. Prémadasa, Premier ministre de Sri lanka [21 avril 1983] (p. 501).

A une délégation de parlementaires mexicains : *Mermaz (Louis)* [4 mai 1983] (p. 833).

A la délégation canadienne de l'Association interparlementaire France-Canada : *Brocard (Jean)*, vice-président [31 mai 1983] (p. 1829).

A une délégation parlementaire égyptienne : *Mermaz (Louis)*, président [8 juin 1983] (p. 2280).

A une délégation parlementaire espagnole : *Mermaz (Louis)*, président [15 juin 1983] (p. 2567).

A une délégation parlementaire de la République populaire de Chine : *Mermaz (Louis)*, président [5 octobre 1983] (p. 3801).

Au président du Parlement européen : *Mermaz (Louis)*, président [19 octobre 1983] (p. 4245).

Au président de la commission des affaires étrangères et de la défense du Parlement australien : *Mermaz (Louis)*, président [19 octobre 1983] (p. 4245).

A une délégation de l'Assemblée Nationale révolutionnaire de la République populaire du Bénin : *Mermaz (Louis)*, président [19 octobre 1983] (p. 4246).

A une délégation du parlement indonésien : *Mermaz (Louis)*, président [26 octobre 1983] (p. 4578).

Au ministre des affaires étrangères du Mali : *Mermaz (Louis)*, président [30 novembre 1983] (p. 5828).

Aux questeurs de la Chambre des députés de la République italienne : *Mermaz (Louis)*, président [30 novembre 1983] (p. 5829).

Au président de l'Assemblée de la République du Portugal : *Mermaz (Louis)*, président [30 novembre 1983] (p. 5834).

A une délégation de députés honduriens : *Mermaz (Louis)*, président [7 décembre 1983] (p. 6123).

A une délégation de conseillers nationaux tchadiens : *Mermaz (Louis)*, président [7 décembre 1983] (p. 6124).

HOPITAUX

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure.*

HOTELLERIE ET RESTAURATION

4. — Proposition de loi n° 1363 tendant à modifier l'article L. 41 du **code des débits de boissons.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Joseph Pinard (17 novembre 1983).

Voir *Entreprises* **17.**

Lois de finances **7** (première partie), article 16 ; (deuxième partie), Commerce extérieur et tourisme.

HYDRAULIQUE AGRICOLE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

HYDROELECTRICITE

Voir *Electricité et gaz.*

I

I.B.H. (Groupe)

Voir *Questions au Gouvernement* **736.**

ILES FEROE

Voir *Traités et conventions* **87.**

IMMIGRES

Voir *Etrangers.*

IMPOTS ET TAXES

3. — Projet de loi n° 1716 modifiant à compter du mois d'août 1984, le taux de la **taxe spécifique sur les produits pétroliers** perçue au profit du fonds spécial de grands travaux. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 octobre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Urgence déclarée le 18 octobre 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Raymond Douyère (6 octobre 1983). — Rapport n° **1755** (14 octobre 1983). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (6 octobre 1983). — Rapporteur pour avis : M. Léo Grézard (13 octobre 1983). — Discussion le 18 octobre 1983. — Adoption le 18 octobre 1983. — Projet de loi n° **455.**

Sénat (première lecture), n° **27** (1983-1984), dépôt le 20 octobre 1983. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° **35** (1983-1984) (26 octobre 1983). — Discussion le 2 novembre 1983. — Adoption le 2 novembre 1983. — Projet de loi n° **14** (1983-1984).

Loi n° 83-968 du 9 novembre 1983, publiée au *J.O.* du 10 novembre 1983 (p. 3290).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 octobre 1983] (p. 4216-4224).

Bâtiment et travaux publics : *Douyère (Raymond)* (p. 4216) ; *Grézard (Léo)* (p. 4217) ; *Delors (Jacques)* (p. 4218-4219) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4220) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4221) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4225) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4226) ; *Pistre (Charles)* (p. 4227).

Camouflage budgétaire : *Bergelin (Christian)* (p. 4224-4225) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4226).

Caractère d'établissement public administratif de ce fonds : *Douyère (Raymond)* (p. 4216) ; *Pistre (Charles)* (p. 4226).

Economies d'énergie : *Grézard (Léo)* (p. 4217) ; *Delors (Jacques)* (p. 4218) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4225) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4226).

Infrastructures ferroviaires : *Grézard (Léo)* (p. 4218) ; *Caumont (Robert de)* (p. 4220).

Infrastructures routières : *Grézard (Léo)* (p. 4218) ; *Bernard (Roland)* (p. 4226).

Interventions sélectives : *Douyère (Raymond)* (p. 4216) ; *Delors (Jacques)* (p. 4218-4219) ; *Caumont (Robert de)* (p. 4219).

Logement social : *Douyère (Raymond)* (p. 4216) ; *Grézard (Léo)* (p. 4217) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4220).

Multiplication des investissements : *Grézard (Léo)* (p. 4217).

Subventions accordées par le fonds : *Douyère (Raymond)* (p. 4216) ; *Grézard (Léo)* (p. 4217) ; *Delors (Jacques)* (p. 4218).

Taxe spécifique sur les carburants : *Douyère (Raymond)* (p. 4216-4217) ; *Grézard (Léo)* (p. 4218) ; *Delors (Jacques)* (p. 4219) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4225) ; *Bernard (Roland)* (p. 4225) ; *Pistre (Charles)* (p. 4226).

Train à grande vitesse (T.G.V.) : *Caumont (Robert de)* (p. 4220).

Discussion de l'article unique [18 octobre 1983] (p. 4227).

Article unique *(modification du taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers)* : pénalisation de la région Languedoc-Roussillon ; adopté (p. 4227).

Après l'article unique : amendement n° 1 de M. Adrien Zeller (affectation aux régions du produit de la majoration de la taxe spécifique sur les produits pétroliers) ; rôle des régions ; autonomie financière du fonds spécial de grands travaux ; contradiction entre le budget de l'Etat et la décentralisation (p. 4228) ; amendement n° 1 : rejeté (p. 4229).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4229).

4. — Proposition de résolution n° 1874 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **instructions données par certains syndicats de la Direction générale des impôts** à leurs membres en matière de **contrôle fiscal.**. — Dépôt à l'Assemblée nationale le 12 décembre 1983 par M. Pierre Bas.

Voir *Motions de censure* **10.**

Allègements fiscaux.

Voir *Lois de finances* **7**, discussion générale.

Exonérations.

Voir *Entreprises* **17.**
Lois de finances **7**, discussion générale.

Fiscalité agricole.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

Fiscalité foncière.

Voir *Lois de finances* **7**, discussion générale.

Fraude et évasion fiscales.

Voir *Lois de finances* **7**, discussion générale ; (deuxième partie) ; économie, finances et budget. Consommation, articles additionnels et articles non rattachés, article 83.

Exonérations.

Voir *Questions au Gouvernement* **739, 749.**

Impôt exceptionnel de 1 %.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6**
Questions orales sans débat **432.**

Lutte contre les infractions financières.

Voir *Questions orales sans débat* **464.**

Revenus mobiliers.

Voir *Lois de finances* **7**, discussion générale.

Taxes grevant les exploitations forestières.

Voir *Questions orales sans débat* **527.**

IMPOTS LOCAUX

Voir *Lois de finances* **7**, discussion générale ; (deuxième partie), Urbanisme et logement.

Redevances minières.

Voir *Questions orales sans débat* **533.**

Réforme de la fiscalité locale.

Voir *Questions orales sans débat* **469.**

Taxe d'habitation.

Voir *Questions orales sans débat* **424.**

Taxe professionnelle.

Voir *Questions au Gouvernement* **595.**

IMPOT SUR LE REVENU

Voir *Lois de finances* **7**, discussion générale, (première partie), article 2.

Déductions.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

Majoration exceptionnelle.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), affaires sociales et solidarité nationale.

Situation des nouveaux retraités à l'égard du 1 %.

Voir *Questions au Gouvernement* **614.**

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**
Lois de finances **7**, discussion générale ; (première partie), article 18.

IMPOT SUR LES SOCIETES

Voir *Lois de finances* **7**, discussion générale ; (première partie), article 11.

IMPRIMERIE NATIONALE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), budgets annexes de l'imprimerie nationale et des monnaies et médailles, comptes spéciaux du trésor, taxes parafiscales.
Questions orales sans débat **534.**

INCOMPATIBILITES

Voir *Communes* **12.**

INELIGIBILITES

Voir *Français* **9, 10.**

INFIRMIERES

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure* **2.**

INFLATION

Voir *Motions de censure* **10.**
Plan **4, 5.**
Questions au Gouvernement **688, 805.**

INFORMATION

Emission gouvernementale.

Voir *Questions au Gouvernement* **567.**

INFORMATIQUE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**
Plan **4.**

INSECURITE

Voir *Ordre public.*

INSPECTION DES IMPOTS

Conditions de travail.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Economie, finances et budget. Consommation.

INSPECTION DU TRAVAIL

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.
Travail **14.**

Protection des inspecteurs du travail.

Voir *Questions orales sans débat* **426.**

INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION (I.N.C)

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Economie, finances et budget. Consommation.

INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL (I.N.A.)

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Communication.

INSTITUT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE

Voir *Economie sociale* **1.**

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES

Voir *Collectivités locales* **10.**

Lois de finances **7** (deuxième partie), éducation nationale.

INSTRUCTION CIVIQUE

Voir *Entreprises publiques* **3.**

INTERDICTION DE SEJOUR

Voir *Justice* **10.**

INTERPOL

Voir *Traités et conventions* **92.**

INVALIDES DE GUERRE

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **11.**

INVESTISSEMENTS

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**

Lois de finances **7** (première partie), article 8.

Plan **4, 5.**

Politique économique et sociale **5.**

Aides aux —

Voir *Questions au Gouvernement* **794.**

IRAK

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**

Lois de finances **7** (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

IRAN

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**

Lois de finances **7** (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Exécution de communistes en —

Voir *Questions au Gouvernement* **642.**

ISLAM

Voir *Motions de censure* **10.**

ISLANDE

Voir *Traités et conventions* **88.**

ISOVER ST GOBAIN

Voir *Questions au Gouvernement* **562.**

ISRAEL

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Relations franco-israëliennes.

Voir *Questions orales sans débat* **427.**

J

JAZZ

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), culture.

JEUNES

Voir *Plan* **4.**

Formation professionnelle des —

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale* **2.**

Loisirs des —

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports.

JEUX ET PARIS

3. — Proposition de loi n° 799 tendant à organiser des **concours de pronostics basés sur les résultats de certaines épreuves sportives.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Bruno Bourg-Broc (28 avril 1983).

4. — Projet de loi n° 1454 interdisant certains appareils de jeux. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 22 avril 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Houteer (28 avril 1983). — Rapport n° **1479** (5 mai 1983). — Discussion le 6 mai 1983. — Adoption le 6 mai 1983. — Projet de loi n° **352.**

Sénat (première lecture), n° **305** (1982-1983) dépôt le 10 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Guy Petit. — Rapport n° **331** (19 mai 1983). — Discussion le 15 juin 1983. — Adoption le 15 juin 1983. — Projet de loi n° **136** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1591** dépôt le 16 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Houteer. — Rapport n° **1607** (22 juin 1983). — Discussion le 22 juin 1983. — Adoption avec modifications le 22 juin 1983. — Projet de loi n° **402.**

Sénat (deuxième lecture), n° **427** (1982-1983) dépôt le 23 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Guy Petit. — Rapport n° **438** (1982-1983) (23 juin 1983). — Discussion le 27 juin 1983. — Adoption avec modifications le 27 juin 1983. — Projet de loi n° **162** (1982-1983).

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1951).

Bureau [*J.O.* du 30 juin 1983] (p. 1991).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Gérard Houteer. — Rapport n° **1669** (29 juin 1983). — Discussion le 29 juin 1983. — Adoption avec modifications le 29 juin 1983. — Projet de loi n° **431.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Guy Petit. — Rapport n° **464** (1982-1983) (29 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Rejet le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **177** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1645** dépôt le 27 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Houteer. — Rapport n° **1694** (30 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption avec modifications le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **438.**

Sénat (troisième lecture), n° **478** dépôt le 30 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Discussion le 30 juin 1983. — Rejet le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **180** (1982-1983).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **1704** dépôt le 30 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Houteer. — Rapport n° **1705** (30 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption définitive le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **444**.

Loi n° 83-628 du 12 juillet 1983, publié au *J.O.* du 13 juillet 1983 (p. 2154).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [6 mai 1983] (p. 945).

Augmentation du nombre des machines à sous : *Houteer (Gérard)* (p. 945) ; *Defferre (Gaston)* (p. 947).

Autorisation des baby-foot et des flippers : *Houteer (Gérard)* (p. 946) ; *Defferre (Gaston)* (p. 947).

Casinos (jeux dans les —) : *Houteer (Gérard)* (p. 946) ; *Defferre (Gaston)* (p. 947).

Décret loi du 31 août 1937 : *Houteer (Gérard)* (p. 945) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 947).

Emprise du « milieu » sur le secteur d'activité de la machine à sous : *Houteer (Gérard)* (p. 945) ; *Defferre (Gaston)* (p. 947) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 947).

Fabrication des machines à sous : *Houteer (Gérard)* (p. 946) ; *Defferre (Gaston)* (p. 947) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 948).

Importance des gains procurés par les machines à sous : *Houteer (Gérard)* (p. 945) ; *Defferre (Gaston)* (p. 947).

Taxe de 5 000 F supportée par tous les appareils de jeux : *Houteer (Gérard)* (p. 946) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 947).

Discussion des articles [6 mai 1983] (p. 948).

Article 1er *(principe de l'interdiction de certains appareils de jeux)* : vote positif du groupe R.P.R. et du groupe U.D.F. sur cet article : adopté.

Article 2 *(infractions aux dispositions de l'article 1er)* : adopté.

Article 3 *(abrogation des dispositions du décret du 31 août 1937)* : adopté.

Explications de vote (p. 948).

Vote positif du groupe socialiste : *Le Gars (Jean)* (p. 948).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 948).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [22 juin 1983] (p. 2993).

Appareils distribuant un lot en nature : *Houteer (Gérard)* (p. 2994) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2995).

Casinos (machines à sous dans les —) : *Houteer (Gérard)* (p. 2994) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2995).

Sanctions : *Houteer (Gérard)* (p. 2994) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2995).

Discussion des articles [22 juin 1983] (p. 2995).

Article 1er : amendement n° 1 du Gouvernement (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article) ; exportation éventuelle des appareils prohibés ; traité de Rome : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa de cet article) ; appareils distribuant des lots de faible valeur (p. 2995) ; forains : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 1er bis : prohibition de l'implantation de machines à sous dans les casinos ; nombre de machines ; fraude ; demandes d'ouverture de casinos (p. 2996) ; amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de cet article) ; loto national ; nombre de machines actuellement en service ; casinos (p. 2997) ; motivation des touristes fréquentant les casinos ; appareils à parties multiples ; ressources de foyers modestes : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 2 : amendement n° 4 du Gouvernement (faisant référence aux alinéas 1, 3 et 4 de l'article 410 du code pénal dans cet article) : adopté.

Article 4 : amendement n° 5 du Gouvernement (extension du champ d'application de cet article aux dépendances, même privées, des lieux publics) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté (p. 2998).

Article 5 : bonneteau ; peines encourues par les organisateurs de ce jeu : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2999).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [29 juin 1983] (p. 3384).

Accord de la commission mixte paritaire : *Houteer (Gérard)* (p. 3384) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3385) ; *Forni (Raymond)* (p. 3385) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3385).

Appareils de jeux destinés à l'exportation : *Houteer (Gérard)* (p. 3384) ; *Defferre (Gaston)* (p. 3384) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3385).

Champ d'application de la loi : *Houteer (Gérard)* (p. 3384).

Dépôt par le Gouvernement d'un amendement alors qu'il a demandé la constitution d'une commission mixte paritaire : *Joxe (Pierre)* (p. 3384-3385) ; *Forni (Raymond)* (p. 3385).

Interdiction des machines à sous dans les casinos autorisés : *Houteer (Gérard)* (p. 3384).

Soutien du groupe socialiste au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture : *Joxe (Pierre)* (p. 3385).

Vote positif du groupe socialiste sur l'amendement du ministre : *Joxe (Pierre)* (p. 3385).

Discussion des articles [29 juin 1983] (p. 3386).

Article 1er : amendement n° 1 du Gouvernement (supprimant l'avant dernier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3386).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1983] (p. 3428).

Casinos (interdiction des machines à sous dans les —) : *Houteer (Gérard)* (p. 3428).

Position du Sénat : *Houteer (Gérard)* (p. 3428).

Discussion des articles [30 juin 1983] (p. 3428).

Article 1er : amendement n° 1 du Gouvernement (interdiction de l'exploitation de certains appareils dans les lieux privés) : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article) ; interdiction de la fabrication d'appareils pour l'exportation : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 3428).

Article 1er bis : amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) ; interdiction des machines à sous dans les casinos : adopté ;

— en conséquence, l'article 1er bis est supprimé.

Titre : amendement n° 5 du Gouvernement (rédaction de l'intitulé du projet) : adopté ;

— en conséquence, l'intitulé est ainsi libellé.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3429).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1983] (p. 3457).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3458).

JEUX OLYMPIQUES

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports.

JOUR-AMENDE

Voir *Procédure pénale* **3**.

JOURNALISTES

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8**.

JOURNAUX OFFICIELS

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Services du Premier ministre.

JUSTICE

10. — Projet de loi n° 1027 rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines **dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **1389** (2 avril 1983). — Discussion le 5 avril 1983. — Adoption le 5 avril 1983. — Projet de loi n° **315**.

Sénat (première lecture), n° **212** (1982-1983), dépôt le 6 avril 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Louis Virapoulle. — Rapport n° **272** (1982-1983) (27 avril 1983). — Discussion le 24 mai 1983. — Adoption le 24 mai 1983. — Projet de loi n° **112** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1525**. — Dépôt le 25 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Amédée Renault. — Rapport n° **1541** (1er juin 1983). — Discussion le 13 juin 1983. — Adoption définitive le 13 juin 1983. — Projet de loi n° **376**.

Loi n° 83-520 du 27 juin 1983, publiée au *J.O.* du 28 juin 1983 (p. 1926).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [5 avril 1983] (p. 26).

Attachement du peuple polynésien à la France : *Forni (Raymond)* (p. 29).

Dégats occasionnés par les cyclones en Polynésie française : *Salmon (Tutaha)* (p. 28).

Maintien de l'ancien code d'instruction criminelle : *Renault (Amédée)* (p. 26) ; *Badinter (Robert)* (p. 27) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 28) ; *Forni (Raymond)* (p. 29).

Nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie : *Forni (Raymond)* (p. 29).

Principales différences entre la législation métropolitaine et celle applicable dans les TOM : *Renault (Amédée)* (p. 26) ; *Badinter (Robert)* (p. 27) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 28) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 28).

Principe de la collégialité : *Renault (Amédée)* (p. 26) ; *Badinter (Robert)* (p. 28) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 29).

Principe de spécialité : *Renault (Amédée)* (p. 26).

Processus de décolonisation entamé en Nouvelle-Calédonie : *Brunhes (Jacques)* (p. 29).

Régime de l'interdiction de séjour : *Renault (Amédée)* (p. 26).

Règlementation de la garde à vue : *Renault (Amédée)* (p. 27) ; *Badinter (Robert)* (p. 27).

Répression des atteintes à l'intégrité du territoire : *Badinter (Robert)* (p. 28).

Tribunal à Wallis et Futuna (création d'un —) : *Renault (Amédée)* (p. 27) ; *Badinter (Robert)* (p. 28).

Discussion des articles [5 avril 1983] (p. 29).

Titre 1er *Dispositions relatives au Code Pénal.*

Article 1er *(extension aux T.O.M. du code pénal en vigueur en métropole)* : adopté.

Article 2 *(avis du chef du territoire sur l'interdiction de séjour)* : adopté.

Article 3 *(régime de l'interdiction de séjour)* : adopté.

Article 4 *(atteintes à l'intégrité du territoire national)* (p. 29) : adopté.

Article 5 *(législation relative à l'avortement)* : amendement n° 5 de la commission (disposition relative à l'avortement thérapeutique) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 5.

Article 6 *(application du code pénal aux îles de l'Océan indien et à Clipperton)* : adopté.

Titre II *Dispositions relatives au code de procédure pénale.*

Article 7 *(extension du code de procédure pénale aux îles de l'Océan indien et à Clipperton)* : amendement n° 6 de la commission (mise en place de dispositions d'adaptation) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 *(extension du code de procédure pénale aux T.O.M.)* : adopté.

Chapitre 1er *des autorités chargées de l'action publique et de l'instruction.*

Article 9 *(poursuite des infractions portant atteinte aux propriétés forestières et rurales)* : adopté.

Article 10 *(exercice des fonctions de ministère public devant le tribunal de police par les agents des eaux et forêts)* : adopté.

Article 11 *(exercice des fonctions de ministère public des officiers de police judiciaire appartenant à la gendarmerie)* : adopté.

Chapitre 2 *des enquêtes.*

Article 12 *(aménagement de la garde à vue dans certaines îles)* : amendement n° 7 de la commission (problème des conditions de transport) (p. 30) ; adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Chapitre 3 *des juridictions d'instruction.*

Article 13 *(désignation du greffier comme interprète devant le juge d'instruction)* : adopté.

Article 14 *(choix d'un conseil lors de l'instruction)* : amendement n° 16 de la commission (choix d'un conseil par l'inculpé lui-même) ; sous-amendement n° 19 du Gouvernement (précisant que le conseil ne doit avoir fait l'objet d'aucune condamnation, incapacité ou déchéance mentionnée au bulletin n° 2 du casier judiciaire) (p. 31) ; sous-amendement n° 19 adopté ; amendement n° 16, ainsi modifié, adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 *(situation de l'inculpé trouvé sur une île où ne siège pas de tribunal)* : adopté.

Article 16 *(détention d'un inculpé dans une maison d'arrêt)* : adopté.

Article 17 *(composition des chambres d'accusation de Papeete et Nouméa)* : adopté.

Article 18 *(contrôle de la chambre d'accusation sur les fonctionnaires des eaux et forêts)* : adopté.

Chapitre 4 *de la Cour d'Assises.*

Article 19 *(siège des assises)* : adopté.

Article 20 *(tenue des assises)* : adopté.

Article 21 *(présidence de la cour d'assises)* : adopté.

Article 22 *(désignation du président et des assesseurs de la cour d'assises)* : adopté.

Article 23 *(régime des incapacités applicables aux jurés d'assises)* : adopté.

Article 24 *(incompatibilités avec les fonctions de jurés)* : amendement n° 9 de la commission (incompatibilité entre les fonctions de juré et celles d'assesseur au tribunal de Wallis-et-Futuna) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 32) : retiré ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 25 *(nombre minimum de jurés requis pour l'établissement de la liste du jury criminel)* : amendement n° 11 de la commission (modifiant ce nombre) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 *(formation du jury d'assises à Wallis-et-Futuna)* : adopté.

Article 27 *(établissement de la liste annuelle du jury criminel)* : adopté.

Article 28 *(liste des jurés suppléants)* : amendement n° 12 de la commission (nombre de ces jurés) : adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Article 29 *(désignation d'un défenseur devant la cour d'assises)* : amendement n° 17 de la commission (choix d'un conseil par l'accusé) ; sous-amendement n° 20 du Gouvernement (capacité du conseil) : adopté ; amendement n° 17, ainsi modifié, adopté ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Chapitre 5 *du jugement des délits.*

Article 30 *(désignation du greffier comme interprète devant le tribunal correctionnel)* : adopté (p. 33).

Article 31 *(extension des possibilités de jugement en l'absence du prévenu)* : adopté.

Article 32 *(désignation du défenseur devant le tribunal correctionnel)* : amendement n° 18 de la commission (désignation d'un conseil par le prévenu) ; sous-amendement n° 21 du Gouvernement (capacité du conseil) : adopté ; amendement n° 18, ainsi modifié, adopté ;

— article 32, ainsi modifié, adopté.

Article 33 *(allongeant le délai d'opposition si le prévenu réside hors de l'île ou siège le tribunal)* : adopté.

Article 34 *(allongeant le délai d'appel)* : adopté.

Article 35 *(délai supplémentaire en cas d'appel d'une partie)* : adopté.

Article 36 *(assouplissement de la procédure d'appel)* : adopté.

Chapitre 6 *du jugement des contraventions.*

Article 37 *(composition du tribunal de police)* : amendement n° 13 de la commission (cas du tribunal de Mata-Utu) : adopté ;

— article 37, ainsi modifié, adopté.

Article 38 *(allongeant les délais prescrits pour s'acquitter d'amendes)* : adopté.

Article 39 *(cas des amendes forfaitaires)* : adopté.

Article 40 *(compétences du territoire en matière de tarif et de perception des amendes)* : adopté.

Article 41 *(de coordination)* : adopté.

Article 42 *(appel du jugement de police en matière d'eaux et forêts)* : adopté (p. 34).

Chapitre 7 *des citations et significations.*

Article 43 *(délai de comparution après citation devant les juridictions répressives des territoires d'outre-mer)* : adopté.

Chapitre 8 *de quelques procédures particulières.*

Article 44 *(cas de la contumace)* : adopté.

Article 45 *(renvoi d'un tribunal à un autre)* : adopté.

Article 46 *(procédure de récusation)* : adopté.

Article 47 *(crimes et délits commis par certains fonctionnaires)* : adopté.

Chapitre 9 *des procédures d'exécution.*

Article 48 *(recouvrement des amendes)* : adopté.

Article 49 *(local dans lequel est subie la détention provisoire)* : adopté.

Article 50 *(régime pénitentiaire)* : adopté.

Article 51 *(libération conditionnelle)* : adopté.

Article 52 *(preuve de l'insolvabilité des condamnés)* : adopté.

Article 53 *(contrainte par corps)* : adopté.

Article 54 *(régime des cautions)* : amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 54, ainsi modifié, adopté.

Article 55 *(interdiction de séjour des condamnés à une peine criminelle)* : adopté.

Article 56 *(casier judiciaire)* : adopté.

Article 57 *(frais de justice)* : adopté.

Titre III *dispositions relatives à certaines dispositions législatives particulières.*

Article 58 *(extension de diverses dispositions législatives)* : amendement n° 1 du Gouvernement (application de la loi du 17 juillet 1970 tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens) (p. 35) ; adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (cas des condamnés détenus exécutant une peine de relégation) : adopté ;

— article 58, ainsi modifié, adopté.

Article 59 *(interdiction de séjour)* : *adopté.*

Article 60 *(extension de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante)* : amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 60, ainsi modifié, adopté.

Article 61 *(extension de dispositions du code de l'organisation judiciaire)* : adopté.

Article 62 *(modification de la terminologie en matière de peine)* : adopté.

Titre IV *Dispositions relatives au code pénal, au code de procédure pénale et aux dispositions législatives particulières.*

Article 63 *(condamnations pécuniaires)* : adopté.

Article 64 *(modes de transmission simplifiés des actes de procédure pénale)* : adopté (p. 36).

Article 65 *(terminologie applicable en fonction de l'organisation judiciaire et administrative locale)* : adopté.

Titre V *Tribunal de Wallis-et-Futuna.*

Article 66 *(création d'un tribunal de première instance à Wallis-et-Futuna)* : adopté.

Article 67 *(composition de ce tribunal)* : adopté.

Article 68 *(même objet)* : adopté.

Article 69 *(conditions du remplacement du président du tribunal de première instance)* : adopté.

Article 70 *(exercice des fonctions de juge des enfants)* : adopté.

Titre VI *dispositions transitoires.*

Article 71 *(abrogation de diverses dispositions)* : amendement n° 3 du Gouvernement (organisation de la période transitoire) : adopté ;

— article 71, ainsi modifié, adopté.

Article 72 *(entrée en vigueur de la présente loi)* (p. 37) : amendement n° 4 du Gouvernement (dévolution des affaires en cours) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 72.

Article 73 *(publication du code pénal et du code de procédure pénale dans les T.O.M.)* : adopté (p. 38).

Explications de vote (p. 38).

Vote positif du groupe socialiste : *Marchand (Philippe)* (p. 38).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 38).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [13 juin 1983] (p. 2438).

Amélioration du texte par le Sénat : *Renault (Amédée)* (p. 2438) ; *Badinter (Robert)* (p. 2439).

Avortement thérapeutique et garde à vue : *Renault (Amédée)* (p. 2439).

Portée du présent projet de loi : *Renault (Amédée)* (p. 2438) ; *Badinter (Robert)* (p. 2439).

Taux des amendes pénales en matière de contraventions : *Badinter (Robert)* (p. 2439).

Discussion des articles [13 juin 1983] (p. 2439).

Article 1er : adopté ; (p. 2439).

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 8 : adopté.

Article 11 : adopté.

Article 24 : adopté.

Article 26 : adopté.

Article 27 : adopté.

Article 28 bis : adopté.

Article 29 : adopté.

Article 30 A : adopté.

Article 34 : adopté.

Article 35 : adopté.

Article 36 : adopté.

Article 38 : adopté.

Article 39 bis : adopté.

Article 41 : supprimé par le Sénat (p. 2440).

Article 43 : adopté.

Article 43 bis : adopté.

Article 43 ter : adopté.

Article 43 quater : adopté.

Article 43 quinquies : adopté.

Article 43 sexies : adopté.

Article 44 : adopté.

Article 47 : adopté.

Article 47 bis : adopté.

Article 51 : adopté.

Article 52 : adopté.

Article 57 bis : adopté.

Article 58 (p. 2441) : adopté.

Article 61 : adopté.

Article 68 : adopté.

Article 70 : supprimé par le Sénat.

Article 71 : adopté.

Article 72 : adopté ; (p. 2442).

Explications de vote.

Vote positif du groupe communiste : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2442).

Vote positif du groupe socialiste : *Massot (François)* (p. 2442).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2443).

15. — Projet de loi n° 1399 renforçant la **protection des victimes d'infractions.** — Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 6 avril 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : Mme Denise Cacheux (7 avril 1983). — Rapport n° **1461** (28 avril 1983). — Discussion le 5 mai 1983. — Adoption le 5 mai 1983. — Projet de loi n° **351**.

Sénat (première lecture), n° **303** (1982-1983), dépôt le 10 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. — Rapport n° **330** (1982-1983) (19 mai 1983). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur pour avis : M. Georges Lombard. — Avis n° **326** (1982-1983) (18 mai 1983). — Discussion le 25 mai 1983. — Adoption le 25 mai 1983. — Projet de loi n° **115** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1531**, dépôt le 26 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : Mme Denise Cacheux. — Rapport n° **1567** (9 juin 1983). — Discussion le 13 juin 1983. — Adoption avec modifications le 13 juin 1983. — Projet de loi n° **375**.

Sénat (deuxième lecture), n° **386** (1982-1983), dépôt le 14 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. — Rapport n° **433** (1982-1983) (23 juin 1983). — Discussion le 24 juin 1983. — Adoption avec modifications le 24 juin 1983. — Projet de loi n° **157** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1640**, dépôt le 24 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : Mme Denise Cacheux. — Rapport n° **1664** (29 juin 1983). — Discussion le 29 juin 1983. — Adoption définitive le 29 juin 1983. — Projet de loi n° **429**.

Loi n° 83-608 du 8 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 9 juillet 1983 (p. 2122). — Rectificatif (*J.O.* du 14 juillet 1983) (p. 2185).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [5 mai 1983] (p. 898).

Accès des victimes à la justice : *Cacheux (Denise)* (p. 898) ; *Garcin (Edmond)* (p. 906).

Accueil, information et premiers secours : *Cacheux (Denise)* (p. 898) ; *Badinter (Robert)* (p. 900) ; *Garcin (Edmond)* (p. 906).

Aide judiciaire : *Garcin (Edmond)* (p. 906).

Assureur (intervention de l'—) : *Cacheux (Denise)* (p. 899) ; *Badinter (Robert)* (p. 902) ; *Garcin (Edmond)* (p. 906).

Commission des maires sur la sécurité : *Cacheux (Denise)* (p. 898).

Commission Milliez : *Cacheux (Denise)* (p. 898) ; *Badinter (Robert)* (p. 902) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 903).

Conditions de ressources : *Cacheux (Denise)* (p. 898).

Fonctionnement de la justice : *Cacheux (Denise)* (p. 899) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 903).

Fonds destiné à l'indemnisation des victimes : *Badinter (Robert)* (p. 902).

Indemnité provisionnelle : *Badinter (Robert)* (p. 903).

Indemnisation par l'Etat : *Cacheux (Denise)* (p. 898) ; *Badinter (Robert)* (p. 901, 902) ; *Foyer (Jean)* (p. 906) ; *Garcin (Edmond)* (p. 906).

Insécurité (campagne sur l'—) : *Cacheux (Denise)* (p. 899) ; *Foyer (Jean)* (p. 905).

Insolvabilité (répression de l'organisation frauduleuse de l'—) : *Cacheux (Denise)* (p. 899) ; *Badinter (Robert)* (p. 900, 901) ; *Foyer (Jean)* (p. 905) ; *Garcin (Edmond)* (p. 906).

Insuffisance de la protection dont bénéficient les personnes victimes d'infractions : *Cacheux (Denise)* (p. 898) ; *Badinter (Robert)* (p. 900) ; *Foyer (Jean)* (p. 905) ; *Garcin (Edmond)* (p. 906).

« Nettoyage de la Chancellerie » : *Foyer (Jean)* (p. 904) ; *Badinter (Robert)* (p. 904).

Prévention et dissuasion : *Badinter (Robert)* (p. 900).

Réinsertion sociale des condamnés : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 903).

Solidarité : *Badinter (Robert)* (p. 900, 902).

Volonté de faciliter l'action civile des victimes d'infractions : *Cacheux (Denise)* (p. 899) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 903).

Discussion des articles [5 mai 1983] (p. 907).

Première partie : *dispositions de droit pénal.*

Article 1er *(organisation frauduleuse de l'insolvabilité)* : dramatisation provoquée par le Garde des Sceaux ; principe du non-cumul des peines (p. 907) ; amendement n° 25 de M. Jean Foyer (limitant l'incrimination de l'organisation de l'insolvabilité aux seuls cas dans lesquels il s'agit d'une dette délictuelle, quasi-délictuelle ou d'aliments) : rejeté ;

— article 1er, adopté.

Deuxième partie : *dispositions de procédure pénale.*

Chapitre 1er : *dispositions relatives à l'action civile.*

Article 2 *(maintien de la compétence de la juridiction civile pour ordonner des mesures provisoires lorsqu'une procédure pénale est en cours)* : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 14 de M. Emmanuel Aubert (fixation du montant des consignations en fonction des ressources des

victimes) ; travaux de la commission Milliez (p. 908) : adopté après rectification.

Avant l'article 3 : amendement n° 15 de M. Emmanuel Aubert : réservé ; amendement n° 16 de M. Emmanuel Aubert (dispositions applicables en cas de disparition inexpliquée d'une personne) : rejeté ;

Article 3 *(nouvelles obligations pouvant être imposées à l'inculpé dans le cadre du contrôle judiciaire) :* adopté.

Article 4 *(versement à la victime ou au créancier d'une dette alimentaire d'une fraction du cautionnement)* : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 17 de M. Emmanuel Aubert (montant du préjudice) (p. 909) ; nature des pouvoirs du juge d'instruction ; difficultés d'établir le préjudice exact subi par une victime ; risque de ralentir les procédures ; rejeté ; amendement n° 18 de M. Emmanuel Aubert (possibilité pour le tribunal de poursuivre les débats à huit clos lorsque la publicité serait de nature à porter gravement préjudice à la victime) (p. 910) : rejeté.

Avant l'article 3 (suite) : amendement n° 15 de M. Emmanuel Aubert précédemment réservé : (modifiant l'intitulé du chapitre II : dispositions relatives à l'enquête et à l'instruction judiciaires) : devenu sans objet.

Chapitre III : *dispositions relatives à l'intervention de l'assureur, du prévenu ou de la partie civile au procès pénal.*

Article 5 *(exceptions soulevées par l'assureur)* : amendement n° 1 de la commission (recevabilité de l'exception soulevée par l'assureur) : retiré ; amendement n° 11 de la commission (mise en cause du fonds de garantie devant la juridiction répressive) (p. 911) ; possibilité pour la victime de s'adresser directement au fonds de garantie : rejeté ;

— article 5, adopté.

Article 6 *(régime et effets de l'intervention de l'assureur)* : amendement n° 28 de M. René André soutenu par M. Jean Foyer (cas d'un dommage causé par un acte ayant le caractère d'une contravention) : retiré ; amendement n° 4 de la commission (dispositions relatives à l'intervention de l'assureur au procès pénal) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 912) ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 *(droit d'appel de la personne civilement responsable contre un jugement rendu en matière correctionnelle)* : adopté.

Article 8 *(opposabilité de l'appel de l'assureur à l'égard de l'assuré en ce qui concerne l'action civile)* : l'amendement n° 12 de la commission (information de l'assuré quant à l'appel de l'assureur) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 *(application à l'assureur du principe selon lequel la cour d'appel ne peut aggraver le sort de l'appelant, sur son seul appel)* : adopté.

Article 10 *(intervention de l'assureur devant le tribunal de police)* : amendement n° 6 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 11 : amendement n° 29 de M. René André soutenu par M. Jean Foyer (précisant que l'action civile en réparation du dommage causé par un crime, un délit ou une contravention appartient à ceux qui ont souffert du dommage causé par l'infraction) ; définition de l'action civile pouvant être exercée devant la juridiction répressive ; suppression de la double procédure (p. 913) ; déroulement du travail législatif (p. 914) ; rejeté au scrutin public après rectification.

Chapitre IV : *dispositions relatives à la constitution de partie civile.*

Article 11 *(constitution de partie civile par lettre recommandée)* : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 19 de M. Emmanuel Aubert (délai de prescription) : rejeté.

Chapitre V : *dispositions relatives à la compétence civile des tribunaux répressifs en cas de relaxe.*

Avant l'article 12 : amendement n° 20 de M. Emmanuel Aubert réservé ; amendement n° 21 de M. Emmanuel Aubert (délai supplémentaire d'un an dont dispose le tribunal lorsque le préjudice causé à la victime est particulièrement important) : rejeté (p. 915) ; amendement n° 20 de M. Emmanuel Aubert précédemment réservé (modifiant l'intitulé du chapitre V : dispositions relatives à l'ajournement de peine et à la compétence des tribunaux en cas de relaxe) : devenu sans objet.

Article 12 *(possibilité pour le tribunal correctionnel de statuer sur la responsabilité civile en cas de relaxe)* : amendement n° 26 de M. Jean Foyer (appel porté devant une chambre civile de la cour d'appel) : retiré ;

— article 12, adopté.

Article 13 *(possibilité pour le tribunal de police de statuer sur la responsabilité civile en cas de relaxe)* : adopté.

Chapitre VI : *dispositions relatives à l'indemnisation des victimes d'infractions pénales dont l'auteur est inconnu ou insolvable.*

Avant l'article 14 : amendement n° 22 de M. Emmanuel Aubert : réservé.

Article 14 *(assouplissement des conditions d'indemnisation des victimes de dommages corporels résultant d'une infraction) :* cas des individus subissant un préjudice en se portant au secours d'une personne dont la vie est en danger (p. 916) ; amendement n° 13 de la commission (cas des atteintes à l'intégrité mentale) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 *(commissions d'indemnisation)* : amendement n° 27 de M. Jean Foyer (de suppression) : rejeté ; amendement n° 30 de M. René André (précisant que la commission a le caractère d'une juridiction civile qui se prononce en premier ressort) ; appel éventuel des décisions de la commission ; rejeté ; amendement n° 7 de la commission (imposant aux personnes membres de la commission d'indemnisation de jouir de leurs droits civiques) (p. 917) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 *(relèvement de la forclusion)* : amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 *(pouvoirs d'investigation de la commission d'indemnisation et octroi de provisions aux victimes)* : adopté.

Article 18 *(action au remboursement de la provision)* : adopté.

Article 19 *(subrogation de l'Etat dans les droits de la victime)* : adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 26 de M. Emmanuel Aubert (plaçant la volonté de désintéresser les victimes d'une infraction parmi les conditions de la libération conditionnelle) ; caractère limité du pécule dont disposent les condamnés (p. 918) ; retiré.

Avant l'article 14 : amendement n° 22 de M. Emmanuel Aubert précédemment réservé (modifiant l'intitulé du chapitre VI) : devenu sans objet.

Troisième partie : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 20 *(application devant les juridictions pour mineurs des dispositions de procédure prévues par le présent projet de loi) :* adopté.

Après l'article 20 : amendement n° 9 de la commission (de conséquence) ; lieu auquel siège la commission d'indemnisation : adopté.

Article 21 *(entrée en vigueur de la présente loi) :* amendement n° 10 de la commission (dévolution des affaires en cours aux nouvelles commissions d'indemnisation) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote (p. 919).

Vote positif du groupe communiste : *Jans (Parfait)* (p. 920).

Vote positif du groupe socialiste : *Massot (François)* (p. 919).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 920).

DEUXIEME LECTURE

Discnssion générale [13 juin 1983] (p. 2435).

Atteintes à l'intégrité mentale : *Badinter (Robert)* (p. 2436).

Attitude de l'opposition : *Badinter (Robert)* (p. 2435) ; *Micaux (Pierre)* (p. 2436).

Guide des droits des victimes ; *Badinter (Robert)* (p. 2436).

Maintien de la compétence de juridiction civile ; *Cacheux (Denise)* (p. 2435) ; *Badinter (Denise)* (p. 2436).

Organisation frauduleuse de l'insolvabilité : *Cacheux (Denise)* (p. 2435) ; *Badinter (Robert)* (p. 2435).

Discussion des articles [13 juin 1983] (p. 2436).

Article 1er (p. 2436) : amendement n° 1 de la commission (exception au principe de la confusion des peines) adopté ;

— article 1er ; ainsi modifié : adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté.

Article 5 : adopté.

Article 6 : adopté.

Article 8 : adopté.

Article 11 A : amendement n° 2 de la commission (de suppression) adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé (p. 2437).

Article 12 : amendement n° 3 de la commission (retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale) adopté ;

— article 12 : ainsi modifié : adopté.

Article 14 : amendement n° 4 de la commission (distinction entre l'atteinte à l'intégrité physique ou mentale) : retiré ;

— article 14 : adopté ; (p. 2438).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2438).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [29 juin 1983] (p. 3381).

Compétences du tribunal correctionnel pour statuer sur la responsabilité civile en cas de relaxe : *Cacheux (Denise)* (p. 3381); *Badinter (Robert)* (p. 3382).

Facilités de procédure pour la victime intentant un second procès devant le juge civil : *Cacheux (Denise)* (p. 3382) ; *Badinter (Robert)* (p. 3382).

Mise en cause des tiers responsables : *Cacheux (Denise)* (p. 3382) ; *Badinter (Robert)* (p. 3382).

Organisation frauduleuse de l'insolvabilité : *Cacheux (Denise)* (p. 3381) ; *Badinter (Robert)* (p. 3382).

Projet de généralisation de la procédure simplifiée en cas de renvoi de la juridiction correctionnelle à la juridiction civile : *Badinter (Robert)* (p. 3382).

Discussion des articles [29 juin 1983] (p. 3382).

Article 12 : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3382).

16. — Projet de loi n° 1412 permettant aux **attachés d'administration centrale admis à suivre une formation spécifique à caractère probatoire avant leur nomination en qualité de magistrat de participer à l'activité des parquets et juridictions de l'ordre judiciaire.** — *Sénat* (première lecture), n° **73** (1982-1983), dépôt le 29 octobre 1982 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Edgar Tailhades. — Rapport n° **202** (1982-1983) (2 avril 1983). — Discussion le 5 avril 1983. — Adoption le 5 avril 1983. — Projet de loi n° **68** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1412**, dépôt le 6 avril 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gilles Charpentier (7 avril 1983). — Rapport n° **1423** (14 avril 1983). — Discussion le 19 avril 1983. — Adoption le 19 avril 1983. — Projet de loi n° **330**.

Loi n° 83-337 du 23 avril 1983, publiée au *J.O.* du 24 avril 1983 (p. 1278).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [19 avril 1983] (p. 344).

Recrutement des magistrats : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 345).

Serment : *Charpentier (Gilles)* (p. 344) ; *Badinter (Robert)* (p. 344).

Stage de juridiction : *Charpentier (Gilles)* (p. 344) ; *Badinter (Robert)* (p. 345).

Discussion des articles [19 avril 1983] (p. 345).

Article 1er *(formation probatoire)* : adopté.

Article 2 *(secret professionnel et serment)* : adopté (p. 345).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 345).

17. — Projet de loi n° 1780 rendant applicables dans les **territoires d'outre-mer** certaines dispositions législatives ayant modifié le **Code pénal et le Code de procédure pénale** et modifiant la **loi n° 83-520 du 27 juin 1983.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 novembre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Robert Badinter, garde des Sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Amédée Renault (10 novembre 1983). — Rapport n° **1823** (23 novembre 1983). — Discussion le 23 novembre 1983. — Adoption le 23 novembre 1983. — Projet de loi n° **463**.

Sénat (première lecture), n° **73** (1983-1984), dépôt le 24 novembre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. — Rapport n° **130** (1983-1984) (14 décembre 1983). — Discussion le 15 décembre 1983. — Adoption le 15 décembre 1983. — Projet de loi n° **39** (1983-1984).

Loi n° 83-1114 du 22 décembre 1983, publiée au *J.O.* du 23 décembre 1983 (p. 3698).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [23 novembre 1983] (p. 5630).

Article 74 de la Constitution (notion de « délai raisonnable ») : *Renault (Amédée)* (p. 5630) ; *Badinter (Robert)* (p. 5631).

Criminalité (augmentation de la —) : *Julia (Didier)* (p. 5632).

Egalité professionnelle (extension de la modification de l'article 416 du code pénal) : *Renault (Amédée)* (p 5630) ; *Badinter (Robert)* (p. 5631).

Polynésie française (absence d'avis sur ce projet) : *Renault (Amédée)* (p. 5630) ; *Badinter (Robert)* (p 5630) ; *Julia (Didier)* (p. 5632).

Victimes d'infraction (protection des —) : *Julia (Didier)* (p. 5632) ; *Badinter (Robert)* (p. 5632).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Julia (Didier)* (p. 5632).

Wallis et Futuna (tribunal de première instance) : *Renault (Amédée)* (p. 5630) ; *Badinter (Robert)* (p. 5631).

Discussion des articles [23 novembre 1983] (p. 5632).

Article 1er *(extension aux territoires d'outre-mer de la loi du 21 juillet 1982)* : adopté (p. 5632).

Article 2 *(extension aux territoires d'outre-mer de la loi n° 82-683 du 4 août 1982)* : adopté.

Article 3 *(extension aux territoires d'outre-mer de la loi n° 83-466 du 10 juin 1983)* : adopté.

Article 4 *(travail d'intérêt général)* : adopté.

Article 5 *(dispositions de la loi du 10 juin 1983 exclues de l'extension)* : adopté.

Article 6 *(fixation du nombre des audiences correctionnelles à Wallis et Futuna)* : adopté.

Article 7 *(extension aux territoires d'outre-mer de la loi n° 83-608 du 8 juillet 1983)* : adopté.

Article 8 *(consignation des fonds nécessaires à l'exercice de l'action civile)* : adopté.

Article 9 *(constitution de partie civile par lettre recommandée)* : adopté.

Article 10 *(possibilité pour la juridiction répressive de statuer sur la responsabilité civile en cas de relaxe)* : adopté.

Article 11 *(dispositions de codification exclues de l'extension)* : adopté.

Article 12 *(composition de la commission d'indemnisation des victimes d'infraction à Wallis-et-Futuna) :* adopté.

Article 13 *(aménagement de la garde à vue) :* adopté.

Article 14 *(condamnations pécunières) :* adopté.

Article 15 *(casier judiciaire national automatisé) :* adopté.

Article 16 *(terminologie applicable dans les territoires d'outre-mer en fonction de l'organisation judiciaire et administrative locale) :* adopté.

Article 17 *(entrée en vigueur de la loi) :* adopté.

Article 18 *(publication dans les territoires d'outre-mer des dispositions de la loi) :* adopté (p. 5633).

Explications de vote (p. 5633).

Extension du champ des libertés aux territoires d'outre-mer : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5633).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5633).

L

LAIT

Voir *Questions orales sans débat* **545.**

Taxe de coresponsabilité laitière.

Voir *Questions orales sans débat* **495.**

LANGUES ÉTRANGÈRES

2. — Proposition de loi n° 1366 relative au **développement de la langue et de la culture arméniennes.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jean-Hugues Colonna (17 novembre 1983).

LE PROFIL (Groupe)

Voir *Questions orales sans débat* **340, 552.**

LIBAN

Voir *Assemblée Nationale.*

Déclarations du Gouvernement **8.**

Hommages.

Lois de finances 7 (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Attentat dont a été victime le contingent français au —

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), articles additionnels et articles non rattachés, après l'article 112, défense et budget annexe des essences.

Opération militaire de la France au —

Voir *Questions au Gouvernement* **750.**

Volontaires pour constituer la force multinationale au —

Voir *Questions au Gouvernement* **742.**

LIBERTES PUBLIQUES

5. — Proposition de loi n° 1495 tendant à contrôler les **écoutes téléphoniques.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 11 mai 1983 par M. Gilbert Gantier. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (1er juillet 1983).

Voir *Edition, imprimerie et presse* **5.**

Police **3.**

Liberté de l'enseignement.

Voir Motions de censure **10.**

Liberté de manifestation.

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* **5.**

Questions au Gouvernement **547.**

Liberté d'expression.

Voir *Questions au Gouvernement* **520.**

Liberté d'information et manifestations.

Voir *Questions au Gouvernement* **568.**

Manifestations et interventions de la police.

Voir *Questions au Gouvernement* **572.**

LIBYE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**

Lois de finances 7 (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Relations franco-libyennes.

Voir *Questions au Gouvernement* **676.**

LIQUIDATIONS DE BIENS

Voir *Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens.*

LISTES COMPLEMENTAIRES

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **15.**

LIVRETS D'EPARGNE

Voir *Epargne.*

LOCATAIRES

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Urbanisme et logement.

LOGEMENT

9. — Projet de loi n° 1382 définissant la **location-accession à la propriété immobilière.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Marie Bockel (7 avril 1983). — Rapport n° **1619** (23 juin 1983). — Discussion le 18 octobre 1983. — Adoption le 18 octobre 1983. — Projet de loi n° **456.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 octobre 1983] (p. 4177).

Apport personnel (dispense d'—) : *Quilès (Paul)* (p. 4177).

Crise de l'épargne : *Sapin (Michel)* (p. 4182) ; *Badet (Jacques)* (p. 4184).

Crise du logement : *Horvath (Adrienne)* (p. 4180) ; *Wagner (Robert)* (p. 4181) ; *Quilès (Paul)* (p. 4186).

Droits des parties en cas de non levée de l'option : *Quilès (Paul)* (p. 4178, 4186) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4179, 4180) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 4180) ; *Wagner (Robert)* (p. 4181) ; *Sapin (Michel)* (p. 4183) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 4184) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 4185).

Gestion de l'immeuble (partage des charges) : *Quilès (Paul)* (p. 4178) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4179) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 4181) ; *Wagner (Robert)* (p. 4181).

Industrie du bâtiment : *Quilès (Paul)* (p. 4178, 4186) ; *Clément (Pascal)* (p. 4182, 4183) ; *Badet (Jacques)* (p. 4185).

Liberté de choix : *Quilès (Paul)* (p. 4177, 4178) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4179) ; *Clément (Pascal)* (p. 4183) ; *Badet (Jacques)* (p. 4184) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 4185).

Loi Quilliot : *Quilès (Paul)* (p. 4186).

Loi Scrivener : *Quilès (Paul)* (p. 4178).

Loyers : *Clément (Pascal)* (p. 4182) ; *Quilès (Paul)* (p. 4186).

Maintien dans les lieux : *Grussenmeyer (François)* (p. 4184) ; *Quilès (Paul)* (p. 4186).

Prêts aidés : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4180) ; *Wagner (Robert)* (p. 4181) ; *Sapin (Michel)* (p. 4182) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 4184) ; *Badet (Jacques)* (p. 4184) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 4185) ; *Quilès (Paul)* (p. 4186).

Secteur social de l'habitat : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4180) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 4180, 4181) ; *Wagner (Robert)* (p. 4181) ; *Badet (Jacques)* (p. 4185) ; *Quilès (Paul)* (p. 4187).

Sécurité des relations juridiques : *Quilès (Paul)* (p. 4178) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4179) ; *Badet (Jacques)* (p. 4184).

Statut juridique intermédiaire : *Quilès (Paul)* (p. 4178) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 4179) ; *Clément (Pascal)* (p. 4183) ; *Badet (Jacques)* (p. 4184).

Discussion des articles [18 octobre 1983] (p. 4187, 4229).

Avant l'article 1er *(intitulé du chapitre 1er)* : amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 1er *(définition du contrat de location-accession et champ d'application de la loi)* : amendement n° 2 de la commission (définition du contrat de location-accession) ; sous-amendement n° 91 de M. Pascal Clément ; expression solennelle de la volonté ; sous-amendement n° 92 de M. Pascal Clément (insérant les mots : « qui ne saurait excéder la durée de remboursement des emprunts contractés pour le financement de la construction » après les mots : « titre onéreux ») ; sous-amendement n° 93 de M. Pascal Clément (calcul du montant de la redevance) (p. 4187) ; sous-amendement n° 91 : adopté ; sous-amendement n° 92 : rejeté ; sous-amendement n° 93 : rejeté ; amendement n° 2, ainsi modifié, adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 3 de la commission (champ d'application de la loi) ; sous-amendement n° 94 de M. Pascal Clément (supprimant les mots : « achevés à la date de la signature de la convention » à la fin de la première phrase de cet amendement) : rejeté ; amendement n° 3 : adopté (p. 4188) ; amendement n° 4 de la commission (contrat préliminaire) ; sous-amendement n° 97 de M. Pascal Clément (insérant les mots : « ouvert à la caisse des dépôts et consignations ou dans les écritures d'un notaire ou d'un comptable public » après les mots : « un compte spécial ») ; sous-amendement n° 96 de M. Pascal Clément (complétant le deuxième alinéa de cet amendement par les mots : « ces fonds seront en tout état de cause rémunérés par le vendeur au taux du livret A des caisses d'épargne ») ; sous-amendement n° 83 de Mme Adrienne Horvath (prorogation du contrat préliminaire) ; sous-amendement n° 84 de Mme Adrienne Horvath (application au contrat préliminaire conclu sous seing privé des dispositions de l'article 1840 A du code général des impôts) ; sous-amendement n° 97 : rejeté ; sous-amendement n° 96 : rejeté (p. 4189) ; sous-amendement n° 83 : retiré ; sous-amendement n° 84 : retiré ; amendement n° 4 : adopté.

Article 2 *(opposabilité du contrat aux tiers)* : amendement n° 5 de la commission (conclusion du contrat de location-accession par acte authentique) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Chapitre II : *contenu du contrat de location-accession.*

Article 3 *(mentions du contrat de location-accession)* (p. 4190) ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots : « dans les conditions fixées par les alinéas 2 et 4 de l'article L 261-11 du code de la construction et de l'habitation ») : adopté ; amendement n° 8 de la commission (modalités de révision du prix de vente) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (supprimant les mots : « le paiement de la totalité du prix entraînant transfert de propriété », à la fin du 4e alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (supprimant l'avant dernier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 4191) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (complétant cet article par l'alinéa suivant : « les catégories de charges incombant à l'accédant ») : adopté ; amendement n° 87 de M. Robert Wagner (possibilité pour le locataire accédant de demeurer locataire lorsque les opérations sont financées avec l'aide de l'Etat) : rejeté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 4192).

Article 4 *(redevance)* : amendement n° 14 de la commission (fixation par le contrat du montant de la redevance) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 *(redevance)* : amendement n° 15 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Article 6 *(droits et obligations des parties en cas de non-transfert de propriété au terme convenu)* : amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (insérant les mots : « en application de l'article 14 » dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « à l'accédant ») : adopté ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) (p. 4193) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié, adopté.

Article 7 *(location-accession financée au moyen d'une aide de l'Etat)* : amendement n° 22 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 8 *(droit de visite des lieux par le vendeur)* : amendement n° 23 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Article 9 *(indication du montant des charges)* : adopté.

Article 10 *(cession des droits de l'accédant)* : amendement n° 24 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Article 11 *(contrat préliminaire)* (p. 4194) ; amendement n° 25 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Article 12 *(compétence territoriale)* : amendement n° 26 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Article 13 *(état des lieux)* : amendement n° 27 de la commission (établissement d'un état des lieux contradictoire) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (supprimant le second alinéa de cet article) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Chapitre III : *garanties de l'accédant* (p. 4195).

Article 14 *(garanties de l'accédant en cas de non-transfert de propriété ou de résolution du contrat)* : amendement n° 30 de la commission (obligation du vendeur en cas d'inexécution) : adopté ; amendement n° 79 de Mme Adrienne Horvath (restitution avec intérêt des sommes versées par l'accédant en cas d'inexécution par le vendeur) ; rejeté ; amendement n° 31 de la commission (supprimant le 2e alinéa de cet article) : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 32 de la commission (cautionnement du remboursement par le vendeur des sommes visées à l'article précédent) : adopté.

Article 15 *(cautionnement)* (p. 4196) ; amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 16 *(privilège de l'accédant)* : amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 *(garanties liées à la qualité du vendeur)* : amendement n° 38 de la commission (p. 4197) (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (supprimant le second alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 95 de M. Jacques Badet (complétant cet article par l'alinéa suivant : « il en est de même lorsque le vendeur est un organisme visé par l'article 411-2 du code de la construction et de l'habitation ») : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 40 de la commission (de coordination) : adopté.

Article 18 *(cas dans lesquels aucune garantie de remboursement n'est exigée du vendeur)* ; amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 *(subrogation de l'accédant dans les droits des créanciers privilégiés ou hypothécaires du vendeur)* (p. 4198) : amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 44 de la commission (disposition par l'accédant des droits qu'il détient du contrat) : adopté.

Article 20 *(aliénation de l'immeuble)* : amendement n° 45 de la commission (subordination de l'aliénation, à la fourniture par le nouveau propriétaire d'une des garanties prévues par la présente loi, si la garantie de remboursement ne revêt pas la forme du privilège) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 21 *(non-application au contrat de location-accession de certaines dispositions de la loi du 13 juillet 1979 relative à la formation et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier)* : amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 22 *(interdiction des versements anticipés)* : amendement n° 47 de la commission (p. 4199) (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 48 de la commission (insérant les mots : « aucun chèque ou aucune autorisation de prélèvement sur compte bancaire ou postal au profit du vendeur ou pour le compte de celui-ci » après les mots : « effets de commerce ») : adopté ; amendement n° 88 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Article 23 *(information de l'accédant avant la signature du contrat)* : amendement n° 49 de la commission (notification à l'accédant du projet de contrat de location-accession un mois avant la date de signature) : adopté ; amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 *(recours à un prêt)* : amendement n° 51 de la commission (indication dans le contrat de location-accession des modalités de paiement du prix) (p. 4200) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 25 *(cas où le paiement est réalisé sans l'aide d'un prêt)* : amendement n° 52 de la commission (impossibilité de se prévaloir des dispositions de l'article 24 si l'accédant recourt néanmoins à un prêt) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 *(indemnisation du vendeur en cas de résolution du contrat)* : amendement n° 53 de la commission (obligation du vendeur en cas de résolution du contrat du fait de l'accédant) ; sous-amendement n° 80 de Mme Horvath (substituant aux mots : « du prix de l'immeuble » les mots : « de la fraction restant due du prix de l'immeuble objet du contrat ») (p. 4201) : rejeté ; amendement n° 53 : adopté ; amendement n° 54 de la commission (montant de l'indemnité accordée au vendeur) (p. 4202) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié, adopté.

Article 27 *(remboursement sur justification des frais taxables)* : amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Chapitre IV : *obligations des parties en matière de gestion et d'entretien de l'immeuble.*

Article 28 et après l'article 28 : *(obligation de jouissance et d'entretien en bon père de famille)* : amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 89 de M. Robert Wagner (justification par l'accédant de sa garantie d'assurance face à toute réquisition du vendeur) ; amendement n° 81 de Mme Adrienne Horvath (même objet) (p. 4203) ; amendement n° 89 : retiré ; amendement n° 81 : adopté ; amendement n° 58 de la commission (de coordination) : adopté (p. 4204).

Article 29 *(obligation d'entretien)* : amendement n° 59 de la commission (obligation d'entretien à la charge du vendeur) ; sous-amendement n° 100 de M. Pascal Clément (obligation pour l'accédant de faire l'entretien courant et les grosses réparations) ; sous-amendement n° 85 de Mme Adrienne Horvath (remboursement à l'accédant du montant des réparations et de l'entretien de l'immeuble supportés par ce dernier en cas de résolution du contrat pour inexécution des obligations du vendeur) ; sous-amendement n° 101 de M. Pascal Clément (supprimant le dernier alinéa de cet amendement) (p. 4229) ; sous-amendement n° 100 : non soutenu ; sous-amendement n° 85 : rejeté ; sous-amendement n° 101 : non soutenu ; amendement n° 59 : adopté ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Article 30 *(droits de l'accédant en matière d'assurance des travaux du bâtiment)* ; amendement n° 60 de la commission (mise en œuvre des garanties résultant des articles L 241-1 et L 242-1 du code des assurances en cas de défaillance du vendeur) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Article 31 *(location-accession dans les immeubles soumis au statut de la copropriété)* ; amendement n° 61 de la commission (assimilation à une mutation de la signature d'un contrat de location-accession) : adopté ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Article 32 *(location-accession dans les immeubles soumis au statut de la copropriété)* ; amendement n° 62 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé (p. 4230).

Article 33 *(location-accession dans les immeubles soumis au statut de la copropriété)* ; amendement n° 63 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Article 34 *(location-accession dans les immeubles non soumis au statut de la copropriété)* ; amendement n° 64 de la commission (assimilation du contrat de location-accession à une mutation pour l'application des dispositions régissant les immeubles ou groupes d'immeubles compris dans le périmètre d'une association syndicale) : adopté ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Article 35 *(location-accession dans les immeubles non soumis au statut de la copropriété)* ; amendement n° 65 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Après l'article 35 : amendement n° 66 de la commission (obligation pour le vendeur de mettre en demeure l'accédant d'exercer sa faculté d'acquérir la propriété) : adopté (p. 4231).

Article 36 *(transfert de propriété)* : amendement n° 67 de la commission (constatation par acte authentique de ce transfert) : adopté

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Article 37 *(hypothèque légale des associations foncières urbaines)* amendement n° 68 de la commission (inscription dans les conditions prévues à l'article 31 de cette hypothèque) : adopté ;

— article 37, ainsi modifié, adopté.

Chapitre V : *dispositions diverses.*

Article 38 *(privilège de l'accédant)* ; amendement n° 69 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 70 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 38, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 38 : amendement n° 71 de la commission (conservation par les accédants à la propriété de leurs privilèges par une inscription prise à leur diligence sur l'immeuble faisant l'objet du contrat de location-accession) : adopté.

Article 39 *(droit de préemption des zones d'intervention foncière)* : amendement n° 72 de la commission (p. 4232) (conditions d'exercice du droit de préemption) : adopté ;

— article 39, ainsi modifié, adopté.

Article 40 *(aide personnalisée au logement)* : amendement n° 73 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 40, ainsi modifié, adopté.

Article 41 *(aide personnalisée au logement)* : adopté.

Article 42 *(application des articles 29 à 35 au contrat de vente à terme visé à l'article L 261-10 alinéa 3 du code de la construction et de l'habitation)* : amendement n° 74 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 90 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 82 de Mme Adrienne Horvath (application des dispositions du présent article aux contrats en cours transférant à terme à un locataire la propriété du logement qu'il occupe) (p. 4233) ; sous-amendement n° 102 du Gouvernement (insérant les mots : « à la date de la publication de la présente loi après un délai d'un an à compter de cette publication » après les mots : « ainsi qu'au contrat en cours ») : adopté ; amendement n° 82 ainsi modifié adopté ;

— article 42, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 42 (amendement n° 86 de Mme Adrienne Horvath (partage des droits et taxes du contrat de location-accession entre l'accédant et le vendeur) ; amendement n° 75 de la commission (de coordination) ; amendement n° 86 : rejeté ; amendement n° 75 : adopté ; amendement n° 76 de la commission (publicité du contrat de location-accession) : adopté.

Article 43 *(décret d'application)* : adopté (p. 4234).

Explications de vote (p. 4234).

Apport personnel (absence d'—) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 4235).

Droits des parties en cas de non levée de l'option : *Horvath (Adrienne)* (p. 4234, 4235).

Industrie du bâtiment : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 4235) : *Quilès (Paul)* (p. 4235).

Vote positif du groupe communiste : *Horvath (Adrienne)* (p. 4234).

Vote positif du groupe socialiste : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 4235).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Micaux (Pierre)* (p. 4235).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4235).

10. — Projet de loi n° 1430 donnant force de loi à la première partie (législative) du **Code de la construction et de l'habitation** et modifiant certaines dispositions de ce code. — *Sénat* (première lecture), n° **383** (1980-1981), dépôt le 22 septembre 1981, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Robert Laucournet. — Rapport n° **209** (1982-1983) (6 avril 1983). — Discussion le 14 avril 1983. — Adoption le 14 avril 1983. — Projet de loi n° 77 (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1430**, dépôt le 19 avril 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Claude Michel (28 avril 1983). — Rapport n° **1467** (3 mai 1983). — Discussion le 18 mai 1983. — Adoption le 18 mai 1983. — Projet de loi n° **363**.

Loi n° 83-440 du 2 juin 1983, publiée au *J.O.* du 3 juin 1983 (p. 1666), Rectificatif (*J.O.* du 14 juillet 1983) (p. 2185).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 mai 1983] (p. 1164).

Amélioration du travail des fonctionnaires et des usagers : *M. Michel (Claude)* (p. 1164).

Ratification par le Parlement de la partie législative du code de la construction et de l'habitation : *M. Michel (Claude)* (p. 1164) ; *M. Quilliot (Roger)* (p. 1164).

Discussion des articles [18 mai 1983] (p. 1165).

Article 1er *(donnant force de loi à la partie législative du code de la construction et de l'habitation)* : adopté.

Article 2 *(abrogation de diverses dispositions)* (p. 1165) : adopté.

Article 2 bis réservé à la demande de la commission.

Article 2 ter (de codification) : adopté.

Article 2 quater *(réquisition des logements vacants)* ; amendement n° 1 de M. Parfait Jans (réquisition effectuée à la demande du maire de la commune concernée et exécution de celle-ci par le préfet) ; (p. 1166) ; sous-amendement n° 3 de la commission (précisant que le représentant de l'Etat peut procéder par voie de réquisition) ; logement des personnes sans abri ; amendement n° 1 : retiré ; sous-amendement n° 3 : devenu sans objet ;

— article 2 quater : adopté.

Article 2 bis précédemment réservé *(aide de l'Etat en faveur de l'habitat)* (p. 1167) ; amendement n° 2 de la commission (abrogation du troisième alinéa de l'article L 621-4 du code de la construction et de l'habitation) ; devenu sans objet ;

— article 2 bis : adopté.

Article 3 *(renvoi à décret en conseil d'Etat dans le code de la construction et de l'habitation)* : amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) ; rejeté ;

— article 3 : adopté.

Article 4 *(de codification)* : adopté.

Article 5 *(taxe sur les salaires)* : adopté.

Article 5 bis *(calcul de l'allocation de logement)* : adopté.

Article 6 *(codification)* : adopté.

Article 6 bis *(charges récupérables)* : adopté.

Article 7 *(militaires attributaires de logements)* : adopté.

Article 8 *(régime de la location-attribution)* : adopté (p. 1169).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1169).

11. — Proposition de loi n° 1687 visant à faciliter l'**acquisition des terrains par les accédants à la propriété.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 30 juin 1983 par M. Claude Birraux. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Accession à la propriété.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), urbanisme et logement.

Aide personnalisée au — (A.P.L).

Voir *Questions orales sans débat* **507.**

Cités de transit.

Voir *Questions orales sans débat* **535.**

Contribution patronale.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), urbanisme et logement.

— Des immigrés.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Affaires sociale et solidarité nationale.

Logements sociaux.

Voir *Questions au Gouvernement* **549.**

Logements vacants.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), urbanisme et logement.

Politique du —

Voir *Questions au Gouvernement* **802.**
Questions orales sans débat **532.**

Prêts.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Economie, finances et budget. Consommation ; urbanisme et logement.

LOGEMENTS-FOYERS

Foyers patronaux de jeunes travailleurs.

Voir *Questions au Gouvernement* **806.**

LOGEMENT SOCIAL

2. — Projet de loi n° 1456 sur la vente des logements appartenant à des organismes d'habitations à loyer modéré. — *Sénat* (première lec-

ture), n°**192** (1982-1983), dépôt le 7 mars 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Robert Laucournet. — Rapport n° **233** (1982-1983) (13 avril 1983). — Discussion le 21 avril 1983. — Adoption le 21 avril 1983. — Projet de loi n° **82** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1456**, dépôt le 25 avril 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. François Patriat (5 mai 1983). — Rapport n° **1530** (26 mai 1983). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (28 avril 1983). — Rapporteur pour avis : M. Jean-Marie Bockel (5 mai 1983). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (31 mai 1983). — Rapporteur pour avis : M. Jacques Badet (2 juin 1983). — Discussion le 21 juin 1983. — Adoption le 21 juin 1983. — Projet de loi n° **394**.

Sénat (deuxième lecture), n° **416** (1982-1983), dépôt le 17 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapporteur : M. Robert Laucournet. — Rapport n° **10** (1983-1984) (13 octobre 1983). — Discussion le 20 octobre 1983. — Adoption définitive le 20 octobre 1983. — Projet de loi n° **10** (1983-1984).

Loi n° 83-953 du 2 novembre 1983 publiée au *J.O.* du 3 novembre 1983 (p. 3230).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 juin 1983] (p. 2888).

Conditions de vente : *Patriat (François)* (p. 2889) ; *Badet (Jacques)* (p. 2889) ; *Floch (Jacques)* (p. 2891) ; *Labarrère (André)* (p. 2891) ; *Denvers (Albert)* (p. 2893) ; *Brocard (Jean)* (p. 2893) ; *Proriol (Jean)* (p. 2896) ; *Collomb (Gérard)* (p. 2896).

Détermination du prix de vente : *Labarrère (André)* (p. 2892) ; *Denvers (Albert)* (p. 2893) ; *Richard (Alain)* (p. 2897).

Difficultés des organismes d'H.L.M. : *Patriat (François)* (p. 2888) ; *Badet (Jacques)* (p. 2890) ; *Labarrère (André)* (p. 2892) ; *Brocard (Jean)* (p. 2893) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 2894) ; *Collomb (Gérard)* (p. 2896) ; *Richard (Alain)* (p. 2897).

Droit au maintien dans les lieux : *Patriat (François)* (p. 2889) ; *Richard (Alain)* (p. 2897).

Inadaptation de la législation de 1965 : *Patriat (François)* (p. 2888) ; *Badet (Jacques)* (p. 2890) ; *Floch (Jacques)* (p. 2890) ; *Labarrère (André)* (p. 2891) ; *Denvers (Albert)* (p. 2892) ; *Brocard (Jean)* (p. 2893) ; *Proriol (Jean)* (p. 2895).

Initiative de la vente : *Malandain (Guy)* (p. 2895).

Logements vacants : *Badet (Jacques)* (p. 2889) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 2894).

Patrimoine locatif social : *Patriat (François)* (p. 2888) ; *Badet (Jacques)* (p. 2890) ; *Labarrère (André)* (p. 2892) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 2894).

Politique de l'habitat : *Patriat (François)* (p. 2888) ; *Badet (Jacques)* (p. 2890) ; *Richard (Alain)* (p. 2897).

Prêts locatifs aidés (P.L.A.) : *Patriat (François)* (p. 2889) ; *Badet (Jacques)* (p. 2890).

Produit de la vente : *Patriat (François)* (p. 2889).

Rapport Dubedout : *Patriat (François)* (p. 2888).

Spéculation (lutte contre la —) : *Patriat (François)* (p. 2889) ; *Richard (Alain)* (p. 2897).

Vente sans le sol : *Richard (Alain)* (p. 2897).

Discussion des articles [21 juin 1983] (p. 2899).

Article 1er *(cession d'éléments du patrimoine immobilier des organismes d'H.L.M.).*

Article L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation : conditions de cession des logements à leur locataire (p. 2899) : faiblesse du nombre des cessions intervenues après l'adoption de la loi du 10 juillet 1965 (p. 2900) ; acquisition de logements anciens ; stabilité de la population des H.L.M. ; condition de cession des logements vacants ; droit de veto dont disposeront les collectivités locales ; rôle du commissaire de la République ; amendement n° 5 de la commission (possibilité pour l'organisme vendeur de conserver la propriété des sols en consentant un bail d'une durée d'au moins 50 ans) (p. 2901) ; adopté ; amendement n° 6 de la commission (excluant les ateliers d'artistes du champ d'application du présent article) : adopté.

Article L. 443-8 du code de la construction et de l'habitation : conditions de cession des logements vacants : amendement n° 32 de M. Pierre Micaux (précisant la portée de l'expression « de façon durable » en fixant celle-ci à deux ans minimum) : rejeté ; amendement n° 33 de M. Pierre Micaux (protection du patrimoine des offices) : retiré (p. 2902) ; amendement n° 11 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (droit de priorité dont disposent les locataires de l'organisme et les personnes physiques disposant de ressources nécessaires) : rejeté ; amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (demandes prioritaires) : non soutenu. *Article L. 443-9 du code de la construction et de l'habitation : modalités de cession des logements locatifs* ; amendement n° 12 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (décision prise par l'organisme d'H.L.M. propriétaire) : rejeté ; amendement n° 36 du Gouvernement (conditions dans lesquelles la commune est réputée s'opposer à la vente) : adopté ; amendement n° 20 de Mme Adrienne Horvath (possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département de s'opposer à la vente) (p. 2903) ; rejeté ; amendement n° 34 de la commission des affaires culturelles (pouvoir du maire) ; sous-amendement n° 40 de Mme Adrienne Horvath (de précision) ; amendement n° 37 du Gouvernement (de clarification) ; amendement n° 7 de la commission (obligation faite au représentant de l'Etat de s'opposer à la réaliser des ventes qui auraient pour effet de réduire excessivement le patrimoine locatif des organismes H.L.M.) ; sous-amendement n° 40 rejeté ; amendement n° 34 rejeté ; amendement n° 37 adopté ; en conséquence, amendement n° 7 devenu sans objet ; amendement n° 26 de la commission des lois (de précision) : satisfait ; amendement n° 38 du Gouvernement (refus motivé du représentant de l'Etat) (p. 2904) ; adopté ; amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Jean-Paul Charié (délai dans lequel la collectivité locale ayant contribué au financement du programme doit donner son avis sur la vente) : rejeté ; amendement n° 21 de Mme Adrienne Horvath (opposition de la commune à toute vente) : rejeté ; amendement n° 39 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ; amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (de conséquence) : devenu sans objet. *Article L. 443-10 du code de la construction et de l'habitation : détermination du prix de vente* ; amendement n° 13 de M. Robert Galley soutenu par M. Jean-Paul Charié (détermination du prix de vente par référence aux indices du coût de la construction et du prix de revient initial, ainsi qu'aux améliorations apportées au logement) (p. 2905) ; rejeté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 14 de M. Jean Tibéri soutenu par M. Jean-Paul Charié (aménagements envisagés dans l'environnement immédiat du logement par les collectivités locales ou l'Etat) : rejeté. *Article L. 443-12-1 du code de la construction et de l'habitation : éligibilité des opérations d'accession à la propriété à l'aide personnalisée au logement* ; amendement n° 15 de M. Robert Galley soutenu par M. Jean-Paul Charié (destination du produit de la vente du logement) (p. 2906) ; rejeté (p. 2907). *Article L. 443-14-1 du code de la construction : limitation du droit de disposition des acquéreurs* ; amendement n° 22 de Mme Adrienne Horvath (achat prioritaire par l'organisme d'H.L.M. pendant une durée de quinze ans) ; lutte contre la spéculation (p. 2913) ; rejeté. *Article L. 443-14-2 du code de la construction : limitation du droit de jouissance des acquéreurs* ; amendement identiques n° 23 de Mme Adrienne Horvath et 27 de la commission des lois (obligation faite à l'acquéreur, à son conjoint, des descendants ou ascendants d'occuper personnellement le logement à titre principal) : rejetés. *Article L. 443-15-1 du code de la construction : autres cessions* ; amendement n° 16 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (droit de veto du représentant de l'Etat) : rejeté ; amendement n° 9 de la commission (d'harmonisation) : adopté (p. 2914) ; amendement n° 17 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (décision tacite de l'organisme propriétaire de la commune du lieu d'implantation et du représentant de l'Etat dans le département) : rejeté ; amendement n° 10 de la commission (fixation du prix de vente des logements) : adopté ; amendement n° 18 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (cessions à une collectivité publique ou à un service concédé) : rejeté ; amendement n° 28 de la commission des lois (cas des opérations d'entreprise en vue de l'accession à la propriété et cessions gratuites de terrains) : adopté (p. 2915). *Article L. 443-1-1 du code de la construction : préservation des droits à des personnes morales attributaires de*

logements réservés ; amendement n° 29 de la commission des lois (de précision) : adopté. *Article L. 443-15-1-2 du code de la construction : exercice des fonctions de syndic de copropriété* ; amendement n° 25 de Mme Adrienne Horvath (cas dans lequel l'organisme H.L.M. renonce à cette prérogative) : rejeté ; amendement n° 30 de la commission des lois (de précision) (p. 2916) ; adopté ; amendement n° 35 de la commission des affaires culturelles (constitution obligatoire d'un conseil syndical) : adopté. *Après l'article L. 443-15-2 du code de la construction* : amendement n° 19 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (prévoyant des locations par bail emphythéotique d'une durée au moins égale à trente ans) : rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (cas dans lesquels plus des deux tiers des logements d'un immeuble ont été vendus par l'organisme d'H.L.M.) (p. 2917) : rejeté.

Article 1er bis *(modification d'un intitulé)* : adopté.

Article 1er ter *(dispositions abrogées)* : adopté.

Article 2 *(modalités d'application de la présente loi)* : adopté.

Explication de vote (p. 2918).

Abstention du groupe R.P.R. : *Charié (Jean-Paul)* (p. 2919).

Abstention du groupe U.D.F. : *Micaux (Pierre)* (p. 2918).

Vote positif du groupe socialiste : *Grézard (Léo)* (p. 2918).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2919).

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), urbanisme et logement. *Plan* 5.

LOI D'ORIENTATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (1968)

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* 5.

LOI « P.L.M. »

— Comités d'initiative et de consultation d'arrondissement.

Voir *Questions orales sans débat* 366.

LOI « QUILLIOT »

Voir *Lois de finances* 7, discussion générale ; (deuxième partie), Urbanisme et logement.

LOI SAUVAGE

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* 5.

LOIRE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Environnement et qualité de la vie.

Aménagement du bassin de la —

Voir *Questions orales sans débat* 491.

LOIS AUROUX

Voir *Déclarations du Gouvernement* 6, 9.
Entreprises publiques 3.
Formation professionnelle et la promotion sociale 2.
Lois de finances 7, discussion générale.

LOIS DE FINANCES

7. — Projet de loi de finances n° 1726 pour 1984. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 octobre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Annexes.

Rapport économique et financier. Comptes prévisionnels de la nation pour 1983 et principales hypothèses économiques pour 1984. — Annexes au rapport économique et financier : (rapport sur les comptes de la nation pour l'année 1983). — Annexe concernant les organismes créées par la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle. — Autres annexes : (évaluation des voies et moyens ; comptes spéciaux du Trésor ; vingt neuvième rapport du conseil de direction du Fonds de développement économique et social).

Documents bleus par ministère (Services votés, mesures nouvelles) : I. — *Budgets civils : a)* Budget général : Affaires sociales et Solidarité nationale, Travail, Santé, Emploi : II. — Section commune ; II. — Santé ; Solidarité nationale ; III. — Travail ; Emploi) ; Agriculture ; Anciens combattants ; Commerce et Artisanat ; Culture ; Départements et territoires d'outre-mer : (I. — Section commune ; II. — Départements d'outre-mer ; III. — Territoires d'outre-mer) ; Économie ; Finances et budget : (I. — Charges communes ; II. — Services financiers) ; Éducation nationale ; Environnement et Qualité de la vie ; Industrie et recherche ; Intérieur et Décentralisation ; Justice ; Relations extérieures : (I. — Services diplomatiques et généraux ; II. — Coopération et développement ; Services du Premier ministre : (I. — Services généraux ; II. — Secrétariat général de la Défense nationale ; III. — Conseil économique et social ; IV. — Plan, Aménagement du territoire et économie sociale) ; Temps libre, Jeunesse et sports ; Tourisme ; Transports ; Urbanisme et logement ; *b)* Budgets annexes : Imprimerie nationale ; Journaux officiels ; Légion d'honneur, Ordre de la Libération ; Monnaies et médailles ; Postes et télécommunication ; Prestations sociales agricoles. II. — *Budgets militaires : a)* Budget général : : Défense : *b)* Budget annexe : Défense ; Essences.

Documents blancs (présentation du budget sous forme de « budget de programmes ») : Affaires sociales et Solidarité nationale ; Travail, Santé, Emploi ; Agriculture ; Anciens combattants ; Commerce et Artisanat ; Culture ; Défense ; Départements et territoires d'outre-mer ; Économie, Finances et budget ; Éducation nationale ; Environnement et Qualité de la vie ; Industrie et recherche ; industrie ; Intérieur, et décentralisation ; Justice ; Mer ; Postes et télécommunications ; Relations extérieures : I. — Services diplomatiques et généraux ; II. — Coopération ; Temps libre ; Jeunesse et sports ; Tourisme ; Urbanisme et logement.

Autres documents : compte-rendu d'activité des agences financières de bassin pour l'année 1982 ; environnement : état récapitulatif de l'effort financier consenti en 1983 et prévu en 1984 au titre de l'environnement ; état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux départements d'outre-mer ; état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux territoires d'outre-mer ; état récapitulatif des crédits concourant à la coopération avec les états en voie de développement ; état récapitulatif des crédits concourant à l'action culturelle de la France à l'étranger ; état récapitulatif des crédits concourant à l'action européenne de la France ; état récapitulatif des crédits de texte nature qui concourent sous une forme multilatérale et bilatérale à l'action extérieure de la France ; état retraçant l'effort social de la nation : résultats 1980 - 1981 - 1982 ; imposition des plus-values ; prévisions de recettes et de dépenses des régimes obligatoires de sécurité sociale pour 1983 et 1984 ; programmes prioritaires d'exécution du IXe Plan : financement budgétaire 1984 ; projections budgétaires triennales 1984-1986 ; rapport annexe sur l'état de la recherche et du développement technologique, activité en 1982 et 1983, perspectives 1984 ; rapport du gouvernement sur la gestion des autorisations de programme (exercice 1982) ; rapport relatif aux budgets 1984 des assemblées parlementaires ; rapport sur la gestion du Fonds Spécial de Grands Travaux ; rapport sur les taxes parafiscales ; rapport sur l'exécution du budget annexe des prestations sociales agricoles, exercice 1982 ; récapitulation des emplois créés, supprimés ou transformés en 1984 ; régionalisation du budget d'équipement et aménagement du territoire.

Rapport général : n° 1735 (6 octobre 1983)

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : M. Christian Pierret.

Tome I. — Rapport général.

Tome II. — Examen de la première partie du projet de la loi de finances. Conditions générales de l'équilibre financier.

Tome III. — Examen de la deuxième partie du projet de la loi de finances. Moyens des services et dispositions spéciales.

Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

I. — Budget général.

A. — ***Dépenses civiles.***

Annexes :

1. — Affaires sociales et Solidarité nationale. — Section commune ..... Jean-Paul de Rocca Serra.

2. — Affaires sociales, et Solidarité nationale. — Santé ..... Renée Soum.

3. — Affaires sociales et Solidarité nationale. — Solidarité nationale ..... Guy Bèche.
4. — Affaires sociales et Solidarité nationale. — Travail et emploi ..... Dominique Frelaut.
5. — Affaires sociales et Solidarité nationale. — Rapatriés ..... Gérard Bapt.
6. — Agriculture : Dépenses ordinaires ..... Yves Tavernier.
7. — Agriculture : Dépenses en capital ..... Martin Malvy.
8. — Anciens combattants ..... Hervé Vouillot.
9. — Commerce et Artisanat : Commerce ..... Germain Sprauer.
10. — Commerce et Artisanat : Artisanat ..... Jean-Louis Dumont.
11. — Commerce extérieur et tourisme : Commerce extérieur (fascicule budgétaire ; Économie, finances et budget, Services financiers) ..... Paul Chomat.
12. — Commerce extérieur et tourisme : Tourisme Jean de Préaumont.
13. — Culture ..... Jean-Paul Planchou.
14. — Départements et Territoires d'Outre-mer .. Maurice Pourchon.
15. — Économie, finances et budget (tome I) : Charges communes ; (tome II) : Services économiques et financiers (tome III) : voir « Divers » Comptes spéciaux du Trésor ..... Jean-Pierre Balligand.
16. — Économie, finances et budget : Budget .... Parfait Jans.
17. — Économie, finances et budget : Consommation ..... Serge Beltrame.
18. — Éducation nationale : Enseignement primaire et secondaire ..... François Mortelette.
19. — Éducation nationale : Enseignement supérieur ..... Gilbert Gantier.
20. — Formation professionnelle (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, Services généraux) ..... Michel Berson.
21. — Industrie et recherche : Recherche ..... Michel Charzat.
22. — Industrie et recherche : Industrie ..... Claude Germon.
23. — Industrie et recherche : Énergie ..... Alain Rodet.
24. — Intérieur et Décentralisation ..... André Laignel.
25. — Justice ..... Jean Natiez.
26. — Premier ministre : Services généraux ..... Marc Massion.
27. — Premier ministre : Secrétariat général de la Défense nationale ..... Georges Tranchant.
28. — Premier ministre : Conseil économique et social ..... Michel Barnier.
29. — Premier ministre : Droits de la femme (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, Services généraux) ..... Emmanuel Hamel.
30. — Premier ministre ; Relations avec le Parlement (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. Services généraux) .... Edmond Alphandéry.
31. — Premier ministre : Communication et Radiotélévision ..... Pierre Forgues.
32. — Premier ministre : Environnement et qualité de la vie ..... René Rieubon.
33. — Premier ministre : Fonction publique (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, Services généraux) ..... Raymond Douyère.
34. — Premier ministre : Plan, Aménagement du territoire et Économie sociale ..... Dominique Taddei.
35. — Relations extérieures : Services diplomatiques et généraux ..... Charles Josselin.
36. — Relations extérieures : Coopération et Développement ..... Alain Vivien.
37. — Relations extérieures : Affaires européennes ..... Adrien Zeller.
38. — Temps libre, Jeunesse et Sports ..... Claude Wilquin.
39. — Transports : Section commune ..... François d'Aubert.
40. — Transports : Transports intérieurs ..... Alain Chenard.
41. — Transports : Aviation civile, Météorologie . Robert-André Vivien.
42. — Transports : Mer ..... Albert Denvers.
43. — Urbanisme et Logement ..... Jean Anciant.

B. — *Dépenses militaires.*

44. — Défense ..... Jean-Yves Le Drian.

II. — **Budgets annexes.**

45. — Essences ..... Michel Inchauspé.
46. — Imprimerie nationale ..... Philippe Mestre.
47. — Journaux officiels ..... Michel Barnier.
48. — Légion d'honneur. Ordre de la libération .. Christian Bergelin.
49. — Monnaies et Médailles ..... Michel Noir.
50. — Postes, Télécommunications et Télédiffusion ..... Alain Bonnet.
51. — Prestations sociales agricoles ..... Michel Couillet.

III. — **Divers.**

15. — Tome III : comptes spéciaux du Trésor .... Jean-Pierre Balligand.
52. — Taxes parafiscales ..... Paul Mercieca.

Avis.

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, avis n° 1.736

(6 octobre 1983)

Tomes :	MM.
I. — Affaires sociales et solidarité nationale : santé	Louis Lareng.
II. — Affaires sociales et solidarité nationale : Solidarité nationale	Joseph Legrand.
III. — Affaires sociales et solidarité nationale : Famille et population	Henri Bayard.
IV. — Affaires sociales et solidarité nationale : Handicapés	Louis Besson.
V. — Affaires sociales et solidarité nationale : Personnes âgées	Jean Laborde.
VI. — Affaires sociales et solidarité nationale : Population immigrée	Jean-Michel Belorgey.
VII. — Affaires sociales et solidarité nationale : Travail	Michel Coffineau.
VIII. — Affaires sociales et solidarité nationale : Emploi	Marie-France Lecuir.
IX. — Affaires sociales et solidarité nationale : Rapatriés	Gérard Collomb.
X. — Anciens combattants	Jean Falala.
XI. — Culture	Randolph Pesce.
XII. — Départements et territoires d'outre-mer : Régime social	Marcel Garrouste.
XIII. — Éducation nationale : Orientation générale	Bernard Derosier.
XIV. — Éducation nationale : Enseignements primaire et secondaire	Jacques Brunhes.
XV. — Éducation nationale : Universités	Jacques Santrot.
XVI. — Éducation nationale : Enseignement technique	Jean-Paul Fuchs.
XVII. — Éducation nationale : Éducation physique et sportive	Marcel Dehoux.
XVIII. — Formation professionnelle (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, services généraux)	Antoine Gissinger.
XIX. — Industrie et recherche : Recherche ...	Jean-Pierre Sueur.
XX. — Premier ministre : Droits de la femme (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, services généraux)	Ghislaine Toutain.
XXI. — Premier ministre : communication (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, services généraux	Jean-Michel Boucheron (Charente)
XXII. — Premier ministre : Radiotélévision ...	Georges Hage.
XXIII. — Premier ministre : Environnement et qualité de la vie	Etienne Pinte.
XXIV. — Relations extérieures : Relations culturelles	Bernard Bardin.
XXV. — Temps libre, jeunesse et sports : Jeunesse et sports	Charles Haby.
XXVI. — Temps libre, jeunesse et sports : Temps libre	Daniel Chevallier.
XXVII. — Urbanisme et logement : Logement social	Pierre Godefroy.
XXVIII. — Prestations sociales agricoles	Germain Gengenwin.

Commission des affaires étrangères, avis n° 1737

(6 octobre 1983)

Tomes	
I. — Relations extérieures	Véronique Neiertz.
II. — Relations extérieures : Coopération et développement	Roland Bernard.

III. — Relations extérieures : Relations culturelles ..... Xavier Deniau.
IV. — Relations extérieures : Affaires européennes ..... Jacques Mellick.
V. — Commerce extérieur et tourisme : commerce extérieur (fascicule budgétaire : Économie, finances et budget, Services financiers) ..... Théo Vial-Massat.
VI. — Affaires sociales et Solidarité nationale : Population immigrée ..... François Asensi.
VII. — Agriculture ..... Bernard Poignant
VIII. — Culture ..... Guy Vadepied.
IX. — Défense ..... Pierre Lagorce.
X. — Transports : Mer ..... Alain Madelin.

Commission de la défense et des forces armées, avis n° 1738 (6 octobre 1983)

Tomes : MM.

I. — Défense : Politique de défense de la France ..... Jacques Huyghues des Étages.
II. — Défense : Section commune. Budget annexe des essences ..... Pierre Mauger.
III. — Défense : Section forces terrestres ... Jean Combasteil.
IV. — Défense : Section Marine ..... Joseph Gourmelon.
V. — Défense : Section Air ..... Loïc Bouvard.
VI. — Défense : Section Gendarmerie ..... Robert Aumont.
VII. — Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale ..... Jacques Huyghues des Étages.

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, avis n° 1739 (6 octobre 1983)

Tomes :

I. — Justice : Administration centrale et services judiciaires ..... Louis Maisonnat.
II. — Justice : Administration pénitentiaire et éducation surveillée ..... Gilbert Bonnemain.
III. — Intérieur et décentralisation : Administration générale et collectivités locales ..... Claude Wolff.
IV. — Intérieur et décentralisation : Sécurité Bertrand Delanoë.
V. — Premier ministre : fonction Publique (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre : Services généraux) ..... Georges Labazée.
VI. — Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer .. Pierre Bourguignon.
VII. — Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer ..... René Rouquet.

Commission de la production et des échanges, avis n° 1740 (6 octobre 1983)

Tomes :

I. — Agriculture : dépenses ordinaires .... Charles Pistre.
II. — Dépenses en capital ..... Roland Huguet.
III. — Commerce et artisanat ..... Jean-Pierre Destrade.
IV. — Commerce extérieur et tourisme : Commerce extérieur (fascicule budgétaire : Économie, finances et budget, services financiers ..... Alain Mayoud.
V. — Commerce extérieur et tourisme : Tourisme ..... Jean Begault.
VI. — Départements et territoires d'outre-mer ..... Victor Sablé.
VII. — Économie, finances et budget : Consommation ..... Maurice Cornette.
VIII. — Industrie et recherche : Recherche ... Robert Chapuis.
IX. — Industrie et recherche : Industrie .... André Billardon.
X. — Industrie et recherche : Énergie ..... Albert Chaubard.
XI. — Poste, télécommunications et télédiffussion ..... Jean Jarosz.
XII. — Premier ministre : Environnement et qualité de la vie ..... René La Combe.
XIII. — Premier ministre : Plan, aménagement du territoire et économie sociale ..... Robert de Caumont.
XIV. — Prestations sociales agricoles ..... René André.
XV. — Transports : Transports intérieurs ... Jean Bernard.
XVI. — Transports : Aviation civile et météorologie ..... Claude Labbé.
XVII. — Transports : Mer ..... André Duroméa.
XVIII. — Urbanisme et logement ..... Guy Malandain.

Discussion générale et première partie les 19, 20, 21, 22 octobre 1983. — **Seconde délibération** des articles 3, 11, 39 et état A de la première partie de la loi de finances. **Adoption** le 22 octobre 1983. **Discussion de la deuxième partie** les 25, 26, 27, 28 octobre, 2, 3, 4, 7, 8, 9, 10, 14, 15, 16, 17, 18, novembre 1983. — **Seconde délibération** des articles 41 et état B, 42 et état C, 102, 115, 116, 39 et état A. — **Adoption** le 18 novembre 1983. — Projet de loi de finances **n° 458.**

Sénat (première lecture) n° **61** (1983-1984), dépôt le 21 novembre 1983. — Renvoi à la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur général : M. Maurice Blin. — Rapport général n° **62** (1983-1984) (21 novembre 1983).

Tome I. — Le budget de 1984 et son contexte économique et financier.

Annexe. — Observations de la Commission des Finances sur le rapport annuel de la Cour des Comptes (M. André Fosset, Rapporteur).

Tomme II. — Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)

Tome III. — Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)

Rapports spéciaux.

I. — Budgets civils.

A. — *Budget général.*

Annexes n° MM.

Affaires sociales et Solidarité nationale, Travail, Santé, Emploi :

1. — I. — Section commune ; III. Travail, Emploi ..... Jacques Mossion.
2. — II. — Santé, Solidarité nationale .... Marcel Fortier.
3. — Agriculture ..... Henri Torre.
4. — Anciens combattants ..... Michel Maurice-Bokanowski.
5. — Commerce et artisanat ..... René Ballayer.
6. — Commerce extérieur ..... Tony Larue.
7. — Culture ..... Maurice Schumann.
8. — Départements et Territoires d'outre-mer ... Henri Goetschy.

Économie et finances :

9. — I. — Charges communes ..... André Fosset.
10. — II. — Services financiers, Consommation ..... Michel Manet.

Éducation nationale :

12. — I. — Enseignement scolaire ..... Gérard Delfau.
23. — II. — Enseignement universitaire .... Jacques Descours Desacres.
14. — Environnement et qualité de la vie ..... Fernand Lefort.

Industrie et recherche :

15. — I. — Section commune ..... Jean Chamant.
II. — Industrie ..... Jean Chamant.
16. — III. — Recherche ..... Pierre Croze
17. — Information ..... Jean Cluzel.

Intérieur et décentralisation :

18. — Administration centrale et sécurité ..... Joseph Raybaud.
19. — Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation ..... René Monory.
20. — Justice ..... Georges Lombard.

Mer :

21. — Marine marchande ..... Camille Vallin.
22. — Ports ..... Tony Larue.

Relations extérieures :

23. — I. — Services diplomatiques et généraux ..... Josy Moinet.
24. — II. — Coopération et développement André-Georges Voisin.

Services du Premier ministre :

25. — I. — Services généraux ..... Robert Guillaume.
26. — II. — Secrétariat général de la défense nationale ..... Christian Poncelet.
27. — III. — Conseil économique et social .. Fernand Lefort.
IV. — Plan, aménagement du territoire et économie sociale :
28. — 1. Commissariat général du Plan ..... Geoffroy de Montalembert
2. Aménagement du territoire
29. — 3. Économie sociale ..... Fernand Lefort.
30. — Temps libre - Jeunesse et sports ..... Stéphane Bonduel.
31. — Tourisme ..... Bernard Pellarin.

Transports :

32. — I. — Section commune ..... Mlle Irma Rapuzzi.
33. — II. — Aviation civile ..... Jean-François Pintat.
III. — Transports intérieurs :
32. — Transports terrestres ..... Mlle Irma Rapuzzi.
34. — Routes ..... Michel Dreyfus-Schmidt.
35. — Voies navigables ..... Jean-Pierre Masseret.
33. — IV. — Météorologie ..... Jean-François Pintat.
34. — Urbanisme et logement ..... Charles Beaupetit.

B. — *Budgets annexes.*

MM.

37. — Imprimerie nationale ..... Pierre Gamboa.
38. — Journaux officiels ..... Pierre Gamboa.
39. — Légion d'honneur et ordre de la libération . Henri Duffaut.
40. — Monnaies et médailles ..... Michel Dreyfus-Schmidt.
41. — Postes et télécommunications ..... Louis Perrein.
42. — Prestations sociales agricoles ..... Henri Torre.

II. — **Défense.**

A. — *Budget général.*

MM.

43. — Exposé d'ensemble ; dépenses en capital ... Jean Francou.
44. — Dépenses ordinaires ..... Modeste Legouez.

B. — *Budget annexe.*

MM.

45. — Essences ..... Michel Manet.

III. — **Autres dispositions.**

46. — Comptes spéciaux du Trésor ..... Christian Poncelet.
47. — Communication audiovisuelle (organismes créés par la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982) ..... Jean Cluzel.

Commission des affaires culturelles, avis n° 63 (1983-1984)

Tome I. — Culture, par M. Michel Miroudot.
Tome II. — Cinéma-Théâtre dramatique, par M. Jacques Carat.
Tome III. — Environnement, par M. Hubert Martin.
Tome IV. — Enseignement scolaire, par M. Paul Séramy.
Tome V. — Enseignement agricole, par M. René Tinant.
Tome VI. — Enseignement supérieurs, par M. Adolphe Chauvin.
Tome VII. — Recherche scientifique et technique, par M. Adrien Gouteyron.
Tome VIII. — Formation professionnelle continue, par M. Marcel Vidal.
Tome IX. — Éducation physique et sportive, par M. Jean Delaneau.
Tome X. — Jeunesse et sports, par M. Jean Delaneau.
Tome XI. — Temps libre et éducation populaire, par Mme Hélène Luc.
Tome XII. — Information-Presse, par Mme Brigitte Gros.
Tome XIII. — Communication audiovisuelle, par M. Charles Pasqua.
Tome XIV. — Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Jacques Pelletier.
Tome XV. — Relations culturelles extérieures (enseignement et politique linguistique), par M. Jacques Habert.

Commission des affaires économiques et du Plan, avis n° 64 (1983-1984)

Tome I. — Agriculture, par M. Michel Sordel.
Tome II. — Aménagement rural, par M. Jules Roujon.
Tome III. — Industries agricoles et alimentaires, par M. Pierre Tajan.
Tome IV. — Industrie, par M. Francisque Collomb.
Tome V. — Énergie, par M. Marcel Lucotte.
Tome VI. — Recherche scientifique, par M. Jacques Valade.
Tome VII. — Commerce et artisanat, par M. Raymond Brun.
Tome VIII. — Consommation et concurrence, par Mme Monique Midy.
Tome IX. — Commerce extérieur, par M. Marcel Daunay.
Tome X. — Aménagement du territoire, par M. Roger Rinchet.
Tome XI. — Plan, par M. Bernard Barbier.
Tome XII. — Routes et voies navigables, par M. Jacques Braconnier.
Tome XIII. — Ports maritimes, par M. Michel Souplet.
Tome XIV. — Logement, par M. Robert Laucournet.
Tome XV. — Urbanisme, par M. Maurice Janetti.
Tome XVI. — Tourisme, par M. Paul Malassagne.
Tome XVII. — Environnement, par M. Richard Pouille.
Tome XVIII. — Transports terrestres, par M. Georges Berchet.
Tome XIX. — Aviation civile, par M. Bernard Legrand.
Tome XX. — Marine marchande, par M. Yves Le Cozannet.
Tome XXI. — Postes et télécommunications, par M. Jean-Marie Rausch.
Tome XXII. — Départements d'Outre-Mer, par M. Lucien Delmas.
Tome XXIII. — Territoires d'Outre-Mer, par M. Pierre Lacour.

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, avis n° 65 (1983-1984)

Tome I. — Affaires étrangères, par M. Claude Mont.
Tome II. — Coopération, par M. Gérard Gaud.
Tome III. — Relations culturelles, par M. Francis Palmero.
Tome IV. — Défense. — Section commune, par M. Jacques Genton.
Tome V. — Défense. — Section Gendarmerie, par M. Michel Caldaguès.
Tome VI. — Défense. — Section Forces terrestres, par M. Jacques Chaumont.
Tome VII. — Défense. — Section Air, par M. Albert Voilquin.
Tome VIII. — Défense. — Section Marine, par Max Lejeune.

Commission des affaires sociales, avis n° 66 (1983-1984)

Tome I. — Anciens combattants, par M. André Rabineau.
Tome II. — Solidarité nationale. — Santé, par M. Jean Chérioux.
Tome III. — Solidarité nationale. — Sécurité sociale, par M. Louis Boyer.
Tome IV. — Travail et emploi, par M. Jean Béranger.
Tome V. — Formation professionnelle, par M. Jean Madelain.
Tome VI. — Prestations sociales agricoles, par M. Louis Caiveau.

Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, avis n° 67 (1983-1984)

Tome I. — Intérieur, par M. Pierre Salvi.
Tome II. — Justice, par M. Edgar Tailhades.
Tome III. — Départements d'Outre-Mer, par M. Louis Virapoullé.
Tome IV. — Territoires d'Outre-Mer, par M. Jean-Marie Girault.
Tome V. — Protection civile, par M. Paul Girod.

Discussion les 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30 novembre 1983, 1er, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10 décembre 1983. Adoption le 10 décembre 1983. — Projet de loi n° 28 (1983-1984).

Commission mixte paritaire

Nomination *[J.O.* du 13 décembre 1983] (p. 3586).

Bureau *[J.O.* du 14 décembre 1983] (p. 3598).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1879** (13 décembre 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **124** (1983-1984) (13 décembre 1983).

La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1873.** — Dépôt le 12 décembre 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1887** (14 décembre 1983). — Discussion les 15 et 17 décembre 1983. — Deuxième délibération (art. 11, 20 et 39). — Adoption avec modification le 17 décembre 1983. — Projet de loi n° **502**

Sénat (deuxième lecture), n° **149** (1983 - 1984). — Dépôt le 19 décembre 1983. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **150** (1983 - 1984) (19 décembre 1983). — Discussion le 19 décembre 1983. — Rejet le 19 décembre 1983. — Projet de loi n° **55** (1983 - 1984)

Assemblée nationale (Troisième lecture) n° **1904.** — Dépôt le 19 décembre 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1905** (19 décembre 1983). — Discussion le 19 décembre 1983. — Adoption définitive le 19 décembre 1983. — Projet de loi n° **506.**

Saisine du Conseil Constitutionnel, (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 29 décembre 1983 (*J.O.* du 30 décembre 1983 (p. 3871). — Déclarés non conformes : l'inscription des chapitres 31-60 et 31-62 portée à l'annexe « services votés et mesures nouvelles » du ministère de l'éducation nationale, ainsi que l'article 89

Loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 30 décembre 1983 (p. 3799).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 1726 et ceux de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983.

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIÈRE PARTIE			
		CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions relatives aux ressources			
		I. — IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS			
		A. — *Dispositions antérieures*			
1		Autorisation de percevoir les impôts existants	Première lecture : 20 octobre 1983	4326	1
		B. — *Mesures fiscales*			
2		Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement	Première lecture : 20 octobre 1983 Deuxième lecture : 15 décembre 1983	4332, 4342 6530	2

ARTICLES Projet de loi	ARTICLES Additionnels	OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi
3		Régime fiscal de certaines charges du revenu global	Première lecture : 20 octobre 1983 Seconde délibération : 22 octobre 1983 Deuxième lecture : 15 décembre 1983	4353 4490 6531	3
4		Aménagement du régime fiscal des dons aux organismes sans but lucratif	Première lecture : 20 octobre 1983 Deuxième lecture : 15 décembre 1983	4359 6534	4
5		Déduction des frais de garde des jeunes enfants	Première lecture : 20 octobre 1983	4361	5
6		Relèvement de l'exonération attachée à l'acquisition des titres-restaurant	Première lecture : 20 octobre 1983	4362	5
7		Exonération d'impôt sur les bénéfices des entreprises nouvelles	Première lecture : 20 octobre 1983	4365	7
8		Réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement	Première lecture : 21 octobre 1983 Deuxième lecture : 15 décembre 1983	4368 6653, 6670	8
9		Mesures en faveur de l'économie sociale	Première lecture : 21 octobre 1983	4372	9
	9 bis AN	Transformation des sociétés en S.C.O.P.	Deuxième lecture : 15 décembre 1983	6654	10
10		Mesures visant à renforcer les fonds propres des entreprises	Première lecture : 21 octobre 1983 Deuxième lecture : 15 décembre 1983	4375 6655	11
11		Aménagement de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés et exonération des sociétés en liquidation judiciaire	Première lecture : 21 octobre 1983 Seconde délibération 22 octobre 1983 Deuxième lecture : 15 décembre 1983 Seconde délibération 17 décembre 1983	4385 4492 6656 6677	12
12		Reconduction de la contribution des institutions financières	Première lecture : 21 octobre 1983	4391	13
13		Taxe foncière sur les propriétés bâties — Exonérations de longue durée	Première lecture : 21 octobre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	4394 6658, 6670	14
14		Non recouvrement du prélèvement de 3,60 % pour frais de dégrèvements et de non valeurs en matière de taxe d'habitation	Première lecture : 21 octobre 1983	4406	15
15		Assujettissement des concerts au taux réduit de la T.V.A.	Première lecture : 21 octobre 1983	4412	16
16		T.V.A. Résidences hôtelières de tourisme	Première lecture : 21 octobre 1983	4413	17
17		Assujettissement au taux majoré de la T.V.A. des locations de courte durée de voitures automobiles, des locations de magnétoscopes et de vidéocassettes pré-enregistrées, des rémunérations perçues par les organisateurs de la loterie nationale, du loto et du P.M.U.	Première lecture : 21 octobre 1983 Deuxième lecture : 15 décembre 1983	4414 6658	18
18		Droits de mutation à titre gratuit — Impôt sur les grandes fortunes	Première lecture : 21 octobre 1983 Deuxième lecture : 15 décembre 1983	4420 6659	19
	18 bis A AN	Situation, à l'égard de l'impôt sur les grandes fortunes, des immeubles ruraux loués par bail à long terme et de certaines parts de groupements fonciers agricoles	Deuxième lecture :	6662	20
19		Droits de mutation à titre onéreux — Relèvement de l'abattement applicable aux cessions de fonds de commerce — fonds communs de placement à risques	Première lecture : 21 octobre 1983	4429	21

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
20		Taxe spéciale sur les conventions d'assurances	Première lecture : 21 octobre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983 Seconde délibération 17 décembre 1983	4429 6663 6678	22
21		Taxe sur les véhicules des sociétés. Majorations des tarifs	Première lecture : 22 octobre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	4444 6666	23
22		Transfert aux départements de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur et de la taxe spéciale sur les voitures particulières	Première lecture : 22 octobre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	4445 6666	24
	22 bis AN	Avances aux départements sur le produit de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur et de la taxe spéciale sur les voitures particulières	Deuxième lecture : 17 décembre 1983	6666	25
23		Transfert à la région Corse de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur et de la taxe spéciale sur les voitures particulières	Première lecture : 22 octobre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	4448 6667	26
24		Acquisition de la vignette représentative de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur et de la taxe spéciale sur les voitures particulières	Première lecture : 22 octobre 1983	4449	27
25		Transfert aux départements de certains droits de mutation sur les immeubles et de la taxe de publicité foncière	Première lecture : 22 octobre 1983	4449	28
26		Institution d'un prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement au profit de l'État	Première lecture : 22 octobre 1983	4450	29
27		Report de l'actualisation du taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et assimilés	Première lecture : 22 octobre 1983	4451	30
28		Reconduction de mesures temporaires et mesures diverses	Première lecture : 22 octobre 1983	4453	31
		C. — *Mesures diverses*			
29		Modalités de revalorisation des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle	Première lecture : 22 octobre 1983	4457	32
30		Retenue pour pension des personnels civils et militaires	Première lecture : 22 octobre 1983	4462	33
31		Modification de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures et de la taxe intérieure sur les produits pétroliers	Première lecture : 22 octobre 1983	4463	34
32		Détaxation des carburants agricoles	Première lecture : 22 octobre 1983	4464	35
33		Création d'une taxe sur la diffusion de programmes audiovisuels par câble ou voie hertzienne	Première lecture : 22 octobre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	4464 6667	36
		II. — RESSOURCES AFFECTÉES			
34		Dispositions relatives aux affectations	Première lecture : 22 octobre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	4473 6668	37
35		Taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles	Première lecture : 22 octobre 1983	4473	38
36		Fixation du taux du prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement	Première lecture : 22 octobre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	4473 6668	39
		TITRE II			
		Dispositions relatives aux charges			
37		Confirmation de dispositions législatives antérieures	Première lecture : 22 octobre 1983	4476	40

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
38		Majoration des rentes	Première lecture : 22 octobre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	4476 6668	41
		TITRE III **Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges**			
39		Equilibre général du budget	Première lecture : 22 octobre 1983 Seconde délibération 22 octobre 1983 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983 Seconde délibération 17 décemnbre 1983	4478 4493 5534 6673 6679	42
		DEUXIÈME PARTIE **MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**			
		TITRE PREMIER **Dispositions applicables à l'année 1984**			
		A. — OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF			
		I. — ***Budget général***			
40		Budget général — Services votés	Première lecture : 18 novembre 1983	5525	43
41		Mesures nouvelles — Dépenses ordinaires des services civils	Première lecture : 18 novembre 1983 Seconde délibération 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5525 5527 6682	44
42		Mesures nouvelles — Dépenses en capital des services civils	Première lecture : 18 novembre 1983 Seconde délibération 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5525 5530 6685	45
43		Mesures nouvelles — Dépenses ordinaires des services militaires	Première lecture : 3 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	4821 6688	46
44		Mesures nouvelles — Dépenses en capital des services militaires	Première lecture : 3 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	4822 6688	47
45		Autorisations d'engagements par anticipation	Première lecture : 18 novembre 1983	5526	48
		II. — ***Budgets annexes***			
46		Budgets annexes — services votés	Première lecture : 26 octobre 1983 28 octobre 1983 3 novembre 1983 4 novembre 1983 14 novembre 1983 16 novembre 1983 18 novembre 1983	 4592 4689 4822 4901 5164 5360 5526	49

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
47		Budgets annexes — Mesures nouvelles	Première lecture : 26 octobre 1983 28 octobre 1983 3 novembre 1983 4 novembre 1983 14 novembre 1983 16 novembre 1983 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	 4592 4689 4822 4901 5164 5360 5526 6689	50
		III. — *Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spécial*			
48		Comptes d'affectation spéciale — Opérations définitives — Services votés	Première lecture : 14 novembre 1983	5164	51
49		Comptes d'affectation spéciale — Opérations définitives — Mesures nouvelles	Première lecture : 14 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5164 6689	52
		B. — OPÉRATIONS A CARACTÈRE TEMPORAIRE			
50		Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire — Services votés	Première lecture : 14 novembre 1983	5164	53
51		Comptes d'affectation spéciale — Opérations à caractère temporaire — Mesures nouvelles	Première lecture : 14 novembre 1983	5164	54
52		Comptes de commerce — Mesures nouvelles	Première lecture : 14 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5164 6689	55
53		Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers — Mesures nouvelles	Première lecture : 14 novembre 1983	5164	56
54		Comptes d'avances — Mesures nouvelles	Première lecture : 14 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5164 6689	57
	54 bis Sénat	Avances à la Nouvelle-Calédonie pour compenser les pertes de recettes résultant de la réforme fiscale de 1975	Deuxième lecture : 17 décembre 1983	6689	58
55		Comptes de prêts — Mesures nouvelles	Première lecture : 14 novembre 1983	5164	59
56		Création d'un compte d'affectation spéciale	Première lecture : 14 novembre 1983	5165	60
57		Modification d'un compte d'affectation spéciale	Première lecture : 14 novembre 1983	5165	61
58		Clôture de deux comptes d'affectation spéciale	Première lecture : 14 novembre 1983	5165	62
59		Clôture d'un compte de règlement avec les gouvernements étrangers	Première lecture : 14 novembre 1983	5165	63
60		Clôture d'un compte de commerce	Première lecture : 14 novembre 1983	5165	64
61		Regroupement de deux comptes d'avances du Trésor	Première lecture : 14 novembre 1983	5165	65
		C. — DISPOSITIONS DIVERSES			
62		Perception des taxes parafiscales	Première lecture : 14 novembre 1983 16 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	 5166 5382 6690	66
63		Crédit évaluatifs	Première lecture : 17 novembre 1983	5443	67
64		Crédits provisionnels	Première lecture : 17 novembre 1983	5444	68
65		Reports de crédits	Première lecture : 17 novembre 1983	5445	69

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
66		Financement de grands travaux intéressant la région d'Ile-de-France	Première lecture : 2 novembre 1983	4759	70
67		Répartition du produit des droits constatés de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision	Première lecture : 16 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5383 6691	71
		TITRE II **Dispositions permanentes** A. — MESURES FISCALES a) ***Mesures d'incitation***			
68		Exonération d'impôt sur le revenu de la location de chambres d'hôtes	Première lecture : 17 novembre 1983	5447	72
69		Aménagement du régime fiscal de la propriété industrielle	Première lecture : 17 novembre 1983	5447	73
	69 bis AN	Documents comptables à fournir par les entreprises, à l'appui de la déclaration fiscale, compte tenu du nouveau plan comptable	Deuxième lecture : 17 décembre 1983	6692	74
70		Régime fiscal applicable aux groupements d'intérêt public	Première lecture : 17 novembre 1983	5448	75
71		Fonds salariaux	Première lecture : 17 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5448 6692	76
		b) ***Mesures agricoles***			
	72 A AN	Extension du régime du compte d'épargne en actions aux achats nets de parts ou actions des sociétés coopératives et de leurs unions	Première lecture : 17 novembre 1983	5449	77
72		Changement du mode de comptabilisation des avances aux cultures	Première lecture : 17 novembre 1983 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5462 5474 6693	78
73		Périodes d'imposition sous le régime réel normal agricole	Première lecture : 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5481 6694	79
74		Régime fiscal des stocks agricoles à rotation lente	Première lecture : 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5484 6695	80
75		Régime d'imposition des groupements agricoles d'exploitation en commun	Première lecture : 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5489 6695	81
76		Elargissement du champ d'application du régime réel simplifié agricole	Première lecture : 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5498 6697	82
77		Date de changement de régime d'imposition des bénéfices agricoles	Première lecture : 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5501 6697	83
78		Création d'un régime super-simplifié d'imposition des bénéfices agricoles	Première lecture : 18 novembre 1983	5503	84
79		Déclaration des caractéristiques de leurs exploitations par les agriculteurs imposés d'après le régime du bénéfice forfaitaire et modification de la procédure de classement des exploitations de polyculture	Première lecture : 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5504 6698	85

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
80		Modalités d'imposition des revenus agricoles tirés des productions très spécialisées	Première lecture : 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5504 6698	86
81		Mesure fiscale en faveur de l'installation des jeunes agriculteurs	Première lecture : 18 novembre 1983	5504	87
		c) *Mesures de lutte contre l'évasion et la fraude fiscale*			
82		Extension du droit de communication	Première lecture : 18 novembre 1983	5506	88
83		Garanties des contribuables en matière de contrôle fiscal	Première lecture : 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5506 6698	89 Déclaré non conforme à la constitution
84		Obligation de paiement par chèque	Première lecture : 18 novembre 1983	5508	90
85		Contrôle des revenus fonciers	Première lecture : 18 novembre 1983	5511	91
86		Déclaration des revenus des valeurs mobilières	Première lecture : 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5511 6702	92
		d) *Secret professionnel*			
87		Aménagement des règles du secret professionnel	Première lecture : 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5513 6702	93
		e) *Simplification, harmonisation, allègement*			
88		Extension des modalités de vérification allégée pour les petites entreprises	Première lecture : 18 novembre 1983	5513	94
89		Bois et forêts : assouplissement des règles d'inscription et d'extinction de l'hypothèque légale du Trésor	Première lecture : 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5513 6703	95
90		Aménagement des règles de recouvrement des impôts directs	Première lecture : 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5513 6703	96
91		Date d'exigibilité de la taxe sur la valeur ajoutée en cas de paiement par effets de commerce	Première lecture : 18 novembre 1983	5515	97
92		Composition de la commission départementale des impôts directes et des taxes sur le chiffre d'affaires	Première lecture : 18 novembre 1983	5515	98
93		Prolongation des délais de production des déclarations en cas de cession ou de cessation d'activité professionnelle	Première lecture : 18 novembre 1983	5515	99
94		Mise en harmonie des sanctions en cas de non déclaration des honoraires versés	Première lecture : 18 novembre 1983	5515	100
		f) *Fiscalité locale*			
95		Fixation des coefficients de majoration forfaitaire des valeurs locatives foncières pour 1985	Première lecture : 18 novembre 1983	5515	101
	95 bis A Sénat	Dispositions complétant le 1° de l'art. 1381 du C.G.I	Deuxième lecture : 17 décembre 1983	6703	102
	95 bis AN	Actualisation des tarifs des licences des débitants de boissons	Première lecture : 18 novembre 1983	5517	103
	95 ter AN	Extension à certaines salles de cinéma de l'éxonération partielle de la taxe professionnelle	Première lecture : 18 novembre 1983	5518	104

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		g) *Mesures de normalisation*			
96		Extension du champ d'activité des SICOMI	Première lecture : 18 novembre 1983	5519	105
97		Fiscalisation des fonds de garantie des banques populaires	Première lecture : 18 novembre 1983	5519	106
	97 bis AN	Taxe sur certains excédents de provision des compagnies d'assurances, introduite par la loi de finances par 1983	Première lecture : 18 novembre 1983	5519	107
	98 A AN	Caractère interprétatif de l'article précédent	Deuxième lecture : 17 décembre 1983	6704	108
98		Régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux concessionnaires d'ouvrages de circulation routière	Première lecture : 18 novembre 1983	5520	109
99		Assimilation à un droit de timbre de la taxe régionale sur les certificats d'immatriculation	Première lecture : 18 novembre 1983	5520	110
100		Modification de l'article 94 de la loi de finances pour 1982 relatif à l'obligaiton de mise au nominatif des titres de sociétés	Première lecture : 18 novembre 1983	5520	111
101		Adaptation des règles relatives aux intérets de retard à la mise en place de réductions ou de crédits d'impôt	Première lecture : 18 novembre 1983	5520	112
	101 bis AN	Provisions admises en déduction d'impôt	Première lecture : 18 novembre 1983	5520	113
		h) *Mesure visant à permettre une meilleure transparence fiscale*			
	101 ter AN	Transparence fiscale : liste des personnes assujetties à l'impôt sur le revenu, à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur les grandes fortunes	Première lecture : 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5521 6704	114
		B. — AUTRES MESURES			
		Affaires sociales			
102		Contribution sociale sur les revenus des personnes physiques	Première lecture : 17 novembre 1983 Seconde délibération 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5450 5532 6704	115
		Agriculture			
103		Modalités de remboursement par le budget général de l'allocation aux adultes handicapés versée par le budget annexe des prestations sociales agricoles	Première lecture : 4 novembre 1983	4901	116
104		Conditions de titularisation des personnels enseignants d'éducation et d'orientation relevant du ministère de l'agriculture	Première lecture : 4 novembre 1983	4899	117
		Commerce et artisanat			
105		Participation financière des futurs artisans aux stages d'initiation à la gestion	Première lecture : 25 octobre 1983	4550	118
	105 bis AN	Relèvement du plafond de la taxe pour frais de chambres de métiers	Première lecture : 25 octobre 1983	4550	119
		Économie, finances et budget			
106		Redevances des sociétés nationalisées par la loi n° 82-155 du 11 février 1982	Première lecture : 18 novembre 1983	5523	120
107		Complément d'information du Parlement sur les subventions versées aux associations	Première lecture : 15 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5269 6707	121
		Éducation nationale			
108		Intégration dans l'enseignement public de deux écoles privées	Première lecture : 14 novembre 1983	5235	122

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		Industrie et recherche			
109		Redevances dues au titre du contrôle de sûreté des installations nucléaires de base	Première lecture : 16 novembre 1983	5327	123
		Intérieur et décentralisation			
110		Statut particulier de la région de Corse	Première lecture : 27 octobre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	4642 6707	124
	110 bis Sénat	Dispositions applicables aux fonctionnaires des services de déminage de la ville de Paris et aux sapeurs-pompiers professionnels	Deuxième lecture : 17 décembre 1983	6707	125
		Justice			
111		Relèvement des plafonds de ressources en matière d'aide judiciaire	Première lecture : 26 octobre 1983	4614	126
		Transports			
112		Prorogation de l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France	Première lecture : 2 novembre 1983	4759	127
	113 AN	État des ressources et des dépenses des fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle	Première lecture : 27 octobre 1983	4651	128
	114 AN	Indication dans le fascicule budgétaire du service des essences des armées, des prévisions établies en volume	Première lecture : 3 novembre 1983	4822	129
	115 AN	Pension de reversion des veuves de militaires tués au cours d'opérations extérieures et des veuves de fonctionnaires civils victimes d'un attentat à l'étranger alors qu'ils représentent la France	Première lecture : 18 novembre 1983	5524	130
	116 AN	Prise en compte, dans la pension des militaires de la gendarmerie, de l'indemnité de sujetions spéciales de police	Première lecture : 18 novembre 1983	5525	131
	117	Rapport du gouvernement sur la prise en compte de la variation des devises étrangères sur les rémunérations des personnels en poste à l'étranger	Première lecture : 8 novembre 1983 Seconde délibération 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5030 5533 6708	132
	118	Rapport du gouvernement sur la prise en compte de la variation des devises étrangères sur les dépenses en fonctionnement des services du ministère des relations extérieures à l'étranger	Première lecture : 8 novembre 1983 Seconde délibération 18 novembre 1983 Deuxième lecture : 17 décembre 1983	5031 5533 6708	133
	118 bis	1er alinéa de l'art. L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : substitution de l'indice 189 à l'indice 186	Deuxième lecture : 17 décembre 1983	6709	134
		Adoption définitive, le 19 décembre 1983, du dernier texte voté par l'assemblée nationale.			

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [19 octobre 1983] (p. 4258, 4273) [20 octobre 1983] (p. 4293, 4313).

Absentéisme des députés ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4267) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4270).

Accords de la Jamaïque : *Pierret (Christian)* (p. 4259).

Agriculture et industrie agro-alimentaire : *Benetiere (Jean-Jacques)* (p. 4285) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4308) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4319) ; *Delors (Jacques)* (p. 4320).

Assurance automobile (augmentation des cotisations d') : *Alphandery (Edmond)* (p. 4310) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4315).

Automobile (industrie) : *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 4285).

Avoir fiscal : *Jans (Parfait)* (p. 4275) ; *Lajoinie (André)* (p. 4298).

Banque (rôle des) : *Lajoinie (André)* (p. 4296).

Cadres (imposition des) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4289) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4310).

Capital (taxation des revenus du) : *Pierret (Christian)* (p. 4260) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4289) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4306).

Capitaux (exportation de) : *Lajoinie (André)* (p. 4296).

Charges des entreprises : *Jans (Parfait)* (p. 4275) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4289) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4301) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4307).

Chauffeurs de taxis : *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 4284).

Chômage : *Delors (Jacques)* (p. 4262, 4322) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 4284) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4290) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4299) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4305) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4308).

Commerce extérieur : *Pierret (Christian)* (p. 4259) ; *Delors (Jacques)* (p. 4262) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4266) ; *Jans (Parfait)*

(p. 4273) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4288) ; *Goux (Christian)* (p. 4294) ; *Lajoinie (André)* (p. 4296) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4299) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4305) ; *Bonnet (Alain)* (p. 4315).

Concurrence (insuffisance de la) : *Delors (Jacques)* (p. 4265).

Consensus national (nécessité d'un) : *Delors (Jacques)* (p. 4261).

Croissance économique : *Pierret (Christian)* (p. 4260) ; *Delors (Jacques)* (p. 4261, 4318) ; *Lajoinie (André)* (p. 4296) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4300).

Débudgétisation : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4283) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4299) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4308).

Décentralisation (conséquences financières de la) : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 4284) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4286) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4308).

Déduction pour frais de garde des jeunes enfants : *Jans (Parfait)* (p. 4274) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4306) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4316).

Déduction des intérêts d'emprunt et des contrats d'assurance-vie : *Mortelette (François)* (p. 4282) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4306) ; *Bonnet (Alain)* (p. 4315).

Défense (budget de la) : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 4283).

Déficit budgétaire : *Delors (Jacques)* (p. 4262) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4266) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4275) ; *Anciant (Jean)* (p. 4277) ; *Mortelette (François)* (p. 4282) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4283) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4288) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4289) ; *Goux (Christian)* (p. 4294) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4300) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4307) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4316).

Dénationalisations : *Chirac (Jacques)* (p. 4302) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4311) ; *Marette (Jacques)* (p. 4323).

Dépenses publiques (stabilisation des) : *Pierret (Christian)* (p. 4259) ; *Delors (Jacques)* (p. 4263) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4267, 4323) ; *Anciant (Jean)* (p. 4277) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4283) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4289) ; *Goux (Christian)* (p. 4294) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4299) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4306) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4316) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4324).

Dette extérieure de la France : *Delors (Jacques)* (p. 4263) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4283) ; *Goux (Christian)* (p. 4294) ; *Lajoinie (André)* (p. 4298) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4300) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4306) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4308) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4323).

Dollar (cours du) : *Pierret (Christian)* (p. 4259) ; *Delors (Jacques)* (p. 4262, 4264) ; *Jans (Parfait)* (p. 4273) ; *Goux (Christian)* (p. 4294) ; *Lajoinie (André)* (p. 4296) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4305).

Droits de succession : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4269) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4277) ; *Anciant (Jean)* (p. 4278) ; *Lajoinie (André)* (p. 4297) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4317).

Élections partielles : *Chirac (Jacques* (p. 4304).

Électronique (Filière) : *Anciant (Jean)* (p. 4277).

Emprunt Giscard 1973 : *Pierret (Christian)* (p. 4259) ; *Jans (Parfait)* (p. 4274) ; *Lajoinie (André)* (p. 4298).

Emprunt obligatoire : *Pierret (Christian)* (p. 4258) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4268).

Épargne et marché financier : *Pierret (Christian)* (p. 4260) ; *Delors (Jacques)* (p. 4264) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4269) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4280) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4289) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4310).

Faillites (augmentation du nombre des) : *Chirac (Jacques)* (p. 4299).

Fiscalisation des cotisations sociales : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4289) ; *Goux (Christian)* (p. 4295) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4301).

Fiscalité agricole : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4269) ; *Anciant (Jean)* (p. 4278) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4282) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4306) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4319).

Fonctionnaires (nombre des) : *Pierret (Christian)* (p. 4259) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4266) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4281) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4289) ; *Lajoinie (André)* (p. 4297) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4301) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4309).

Fonctionnaires (rémunération des) : *Pierret (Christian)* (p. 4260) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4308) ; *Delors (Jacques)* (p. 4320).

Fonds monétaire international : *Goux (Christian)* (p. 4295).

Formation professionnelle : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4267) ; *Anciant (Jean)* (p. 4277) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 4284) ; *Lajoinie (André)* (p. 4297).

Franc (défense et valeur du) : *Tranchant (Georges)* (p. 4276) ; *Vouillot (Hervé)* (p. 4282) ; *Goux (Christian)* (p. 4294) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4299, 4319) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4309) ; *Delors (Jacques)* (p. 4318).

Fraude fiscale : *Mortelette (François)* (p. 4282) ; *Lajoinie (André)* (p. 4297) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 4314).

Gaz algérien : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4267) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4311).

Grève de l'impôt : *Anciant (Jean)* (p. 4278).

Groupements fonciers agricoles (taxation des parts de) : *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 4286).

Impôt sur les grandes fortunes : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4268) ; *Jans (Parfait)* (p. 4274) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4280) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4288) ; *Lajoinie (André)* (p. 4297) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4316).

Impôt sur les sociétés : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4269) ; *Lajoinie (André)* (p. 4298) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4306).

Impôts locaux : *Mortelette (François)* (p. 4282) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4286) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4288) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4308) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 4315) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4325).

Indexation des tranches de l'I.R.P.P. : *Pierret (Christian)* (p. 4258) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4268) ; *Jans (Parfait)* (p. 4274) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4276) ; *Anciant (Jean)* (p. 4278) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 4314).

Inflation : *Pierret (Christian)* (p. 4258) ; *Delors (Jacques)* (p. 4262) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4266) ; *Jans (Parfait)* (p. 4273) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4289) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4290) ; *Goux (Christian)* (p. 4294) ; *Lajoinie (André)* (p. 4298) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4299) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4305) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4310) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4326).

Intéressement des salariés : *Chirac (Jacques)* (p. 4303).

Investissement : *Le Garrec (Jean)* (p. 4270) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 4283) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4288).

Justice fiscale : *Delors (Jacques)* (p. 4262) ; *Anciant (Jean)* (p. 4278) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4312) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4316).

Libertés (défense des) : *Chirac (Jacques)* (p. 4304).

Logement : *Alphandery (Edmond)* (p. 4308).

Loi Quilliot : *Gantier (Gilbert)* (p. 4280).

Lois Auroux : *Delors (Jacques)* (p. 4265).

Machine outil (plan) : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 4284).

Mesures sociales et acquis du socialisme : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4268) ; *Lajoinie (André)* (p. 4295).

Opposition, droite et C.N.P.F. (attitudes) : *Delors (Jacques)* (p. 4266) ; *Jans (Parfait)* (p. 4273) ; *Lajoinie (André)* (p. 4296).

Parlement (rôle budgétaire du) : *Lajoinie (André)* (p. 4298).

Patrimoine (diffusion du) : *Gantier (Gilbert)* (p. 4280).

Pays en voie de développement (aide aux) : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 4283).

Personnes âgées (mesure en faveur des) : *Jans (Parfait)* (p. 4274).

Plan (IXe) : *Le Garrec (Jean)* (p. 4270).

Plan-budget (relation) : *Goux (Christian)* (p. 4295).

Politique industrielle : *Delors (Jacques)* (p. 4264) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4271).

Politique des revenus : *Nevoux (Paulette)* (p. 4313).

Pouvoir d'achat : *Delors (Jacques)* (p. 4261) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4280) ; *Pierret (Christian)* (p. 4281) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4287) ; *Lajoinie (André)* (p. 4297) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4307) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4316) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4319).

Pression fiscale et augmentation des prélèvements obligatoires : *Pierret (Christian)* (p. 4258) ; *Jans (Parfait)* (p. 4274) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4276) ; *Vouillot (Hervé)* (p. 4281) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4287) ; *Goux (Christian)* (p. 4293) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4299) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4305) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4309) ; *Bonnet (Alain)* (p. 4315).

Prix (contrôle des) : *Zeller (Adrien)* (p. 4288) ; *Goux (Christian)* (p. 4294) ; *Lajoinie (André)* (p. 4297) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4299).

Programmes prioritaires : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4267).

Promesses non tenues et décalage entre les discours du chef de l'État et du Gouvernement et la réalité : *Tranchant (Georges)* (p. 4276) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4299) ; *Alphadéry (Edmond)* (p. 4308).

Quotient familial : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4268) ; *Jans (Parfait)* (p. 4274).

Recherche scientifique (budget de la) : *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 4283) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4290).

Reprise économique mondiale : *Alphandéry (Edmond)* (p. 4309).

Revenus (transparence des) : *Nevoux (Paulette)* (p. 4313).

Rigueur budgétaire et économique, bons résultats de la politique économique du Gouvernement : *Pierret (Christian)* (p. 4259) ; *Delors (Jacques)* (p. 4262) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4266) ; *Anciant (Jean)* (p. 4279) ; *Vouillot (Hervé)* (p. 4282) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4290) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4307).

Rôle économique de l'État : *Pierret (Christian)* (p. 4260) ; *Lajoinie (André)* (p. 4297).

Secteur public et nationalisé (gestion et aide de l'État au) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4267) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 4284) ; *Lajoinie (André)* (p. 4296) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4300) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4306) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4308).

Surtaxe progressive de l'impôt sur le revenu : *Emmanuelli (Henri)* (p. 4268, 4325) ; *Jans (Parfait)* (p. 4274) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4280) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4287) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4289) ; *Lajoinie (André)* (p. 4297) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4306) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4326).

Tabacs (Prix des) : *Bonnet (Alain)* (p. 4315).

Tarifs publics : *Zeller (Adrien)* (p. 4388) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4301) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4311) ; *Delors (Jacques)* (p. 4321).

Taxes foncières (exonération des) : *Jans (Parfait)* (p. 4274) ; *Mortelette (François)* (p. 4282) ; *Lajoinie (André)* (p. 4298) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4306).

Taxe professionnelle : Chirac (Jacques) (p. 4302) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 4326).

PREMIÈRE PARTIE.

Discussion des articles [20 octobre 1983] (p. 4326, p. 4342), [21 octobre 1983] (p. 4364, 4384, 4412), [22 octobre 1983] (p. 4444, p. 4462).

Titre 1er : dispositions relatives aux ressources.

I. — **Impôts et revenus autorisés.**

A. — Dispositions antérieures.

Article 1er *(autorisation de percevoir les impôts existants)* : artifices employés par le Gouvernement dans le but de ne pas informer le Parlement ; exemple de la taxe sur les salaires des agents de l'État ; stabilisation artificielle du prélèvement fiscal de l'État (p. 4326) ; répartition de l'effort fiscal entre les différents revenus ; aggravation globale de la fiscalité sur les revenus du travail ; augmentation de 1 p. 100 de la cotisation vieillesse ; insuffisance de l'imposition des revenus du capital et de la propriété (p. 4327) ; promesse non tenue en matière de pause fiscale ; augmentation rapide des prélèvements obligatoires depuis deux ans ; problème du financement du déficit budgétaire ; exiguïté du marché financier français ; endettement de la France et coût élevé du service de la dette (p. 4328) ; lourdeur des dépenses de personnels de l'État ; conséquences des nationalisations ; caractère non sincère du présent projet de budget ; sommes dues par l'État aux départements ; bonne information du Parlement en matière budgétaire ; caractère modéré de l'augmentation de la fiscalité directe de l'État (p. 4329) ; évolution de la dette publique (p. 4330) ; thème de la sincérité budgétaire ; poids de la dette ; stabilisation des recrutements de fonctionnaires ;

— article 1er, adopté.

Rappel au règlement de M. Jacques Marette (p. 4331).

B. — Mesures fiscales.

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* : caractère scandaleux du relèvement de certains plafonds ; exemple des mesures concernant les centres de gestion agréés ; non imposition des salariés célibataires payés au S.M.I.C. (p. 4332) ; stabilisation du nombre des contribuables assujettis ; attitude de la droite et du C.N.P.F. ; stabilité du poids de la dette pendant le précédent septennat ; « matraquage fiscal » ; relèvement de toutes les tranches du barème de l'impôt sur le revenu de 9,1 p. 100 (p. 4333) ; problème des abattements pour frais professionnels ; surtaxe instituée pour impôt sur les grandes fortunes : mise en place de la surtaxe progressive prévue au paragraphe VIII de cet article ; débudgétisation de la dette de l'État (p. 4334) ; dette des grandes entreprises nationales ; exemple d'E.D.F. ; emprunt Giscard de 1973 (p. 4335) ; amendement n° 132 de M. Pierre Bas (modifiant le barème de l'impôt sur le revenu) ; hausse des prix pour 1983 ; suppression de l'imposition supérieure à 50 p. 100 ; lourdeur de l'imposition des cadres (p. 4336) ; caractère juste de la T.V.A. ; refus d'augmenter la T.V.A. d'une façon importante ; poids de l'impôt sur les classes moyennes (p. 4337) ; absence d'indexation des tranches de l'impôt sur le revenu par les Gouvernements précédents ; rejeté ; amendement n° 133 de M. Pierre Bas (exonération de tous les foyers fiscaux dont le revenu annuel est égal ou inférieur à 72 000 francs) ; caractère absurde des taux d'imposition supérieurs à 50 p. 100 ; existence d'une tranche à 105 p. 100 en Suède ; dévoiement de l'impôt sur le revenu (p. 4338) ; rejeté (p. 4339) ; amendement n° 86 de M. Gilbert Gantier (modifiant les taux de déduction pour frais professionnels et abattements sur certains revenus) ; bénéfices des adhérents des centres de gestion agréés (p. 4342) ; rejeté ; amendement n° 24 de M. Pierre Bas soutenu par M. Jacques Marette (frais professionnels des écrivains et des compositeurs) : rejeté ; amendement n° 88 de M. Philippe Mestre (suppression du paragraphe VIII de cet article relatif à la majoration progressive conjoncturelle) ; (solidarité à laquelle fait appel le Gouvernement) ; institution d'une décote sur les majorations applicables aux cotisations inférieures à 25 000 francs ; exonération de 91 p. 100 des foyers fiscaux de la majoration progressive conjoncturelle (p. 4343) ; rejeté ; amendement n° 90 de M. Edmond Alphandéry (modifiant le barème de la majoration progressive conjoncturelle) ; nécessité de moduler cette majoration par rapport à la situation familiale ; amendement n° 89 de M. Edmond Alphandéry (même objet) ; mise en place d'un mécanisme de décote et d'un mécanisme d'abattement (p. 4344) ; **rappel au règlement de M. Gilbert Gantier** ; amendements n° 90 et n° 89 : rejetés ; amendement n° 91 de M. Philippe Mestre (intitulant le paragraphe VIII de cet article : majoration progressive exceptionnelle) : rejeté ; amendement n° 28 de M. Parfait Jans soutenu par M. Paul Chomat (substituant à la somme de 20 000 francs la somme de 25 000 francs) (p. 4345) ; absence de matraquage fiscal ; alourdissement de la pression fiscale entre 1974 et 1981 ; rémunération des plafonds financiers ; rejeté ; amendement n° 92 de M. Edmond Alphandéry (modulation de la majoration par rapport aux charges de famille) ; amendement n° 93 de M. Edmond Alphandéry (modification des taux de la majoration progressive) : rejetés ; amendement n° 29 de M. Parfait Jans (précisant que la majoration est égale à 8 p. 100 du montant de la cotisation) (p. 4346) : rejeté ; amendement n° 94 de M. Edmond Alphandéry (modification du calcul de la majoration progressive) : rejeté ; amendement n° 30 de M. Parfait Jans (institution d'une décote lorsque la majoration n'excède pas la somme de 3 600 francs) ; amendement n° 3 de la commission (instituant une décote) ; amendement n° 209 du Gouvernement (précisant que, lorsque la majoration n'excède pas 1 250 francs, elle est diminuée d'une décote égale à quatre fois la différence entre 1 250 francs et son montant, et institution d'une majoration conjoncturelle de l'impôt sur les grandes fortunes) ; amendement n° 30 : retiré ; amendement n° 3 : retiré ; amendement n° 209 : adopté ; amendement n° 45 de M. Adrien Zeller (de précision) : non soutenu ; amendement n° 31 de M. Dominique Frelaut (application de la majoration conjoncturelle au prélèvement forfaitaire obligatoire) (p. 4347) ; nécessité de demander aux porteurs d'obligations un effort exceptionnel ; politique de l'épargne ; existence de nombreux foyers à revenu modeste parmi les porteurs d'obligations (p. 4348) ; réforme de l'impôt sur les successions ; diminution du taux d'épargne des ménages depuis deux ans ; rejeté ; amendement n° 203 de M. Gilbert

Gantier (relatif aux primes afférentes aux contrats d'assurance sur la vie) (p. 4349) : rejeté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté ;

— importance de cet article ; problème de la progressivité de l'impôt sur le revenu ; imposition sur le revenu du capital ; taux de l'épargne.

Après l'article 2 : amendement n° 136 de M. Jacques Marette (précisant que le montant des impôts acquittés du fait de la possession d'un bien ou de la jouissance d'un revenu est plafonné à 75 p. 100 du revenu global imposable du contribuable ; mesures gagées par une dénationalisation partielle) (p. 4350) ; caractère indispensable des nationalisations (p. 4351) ; nécessité de respecter le règlement de l'Assemblée nationale en matière de déroulement du débat ; rejeté (p. 4352).

Article 3 *(régime fiscal de certaines charges du revenu global) ;* augmentation de la pression fiscale ; exemple de l'A.P.L. (aide personnalisée au logement) ; erreur représentée par les nationalisations (p. 4353) ; déduction des primes d'assurance sur la vie (p. 4354) ; problème de la déduction des intérêts des emprunts relatifs à l'habitation principale ; amendements identiques n° 95 de M. Gilbert Gantier et n° 137 de M. Robert-André Vivien soutenus par M. Georges Tranchant (de suppression) (p. 4355) ; rejetés ; amendement n° 178 de M. Gilbert Gantier (régime des contrats d'assurance sur la vie) : rejeté ; amendement n° 96 de M. Gilbert Gantier (de précision) : rejeté ; amendement n° 179 de M. Gilbert Gantier (souscription d'assurances sur la vie et de rentes viagères) (p. 4356) ; système du crédit d'impôt supérieur à celui de la déduction du revenu imposable ; amendement n° 211 du Gouvernement (déductions relatives aux primes afférentes aux contrats d'assurance-vie) ; amendement n° 179 : rejeté (p. 4357) ; amendement n° 97 de M. Gilbert Gantier (montant déductible par personne à charge à l'occasion des opérations de ravalement) : rejeté ; amendement n° 211 : adopté ; en conséquence, les amendements n° 181 et n° 207 de M. Gilbert Gantier deviennent sans objet ; amendement n° 99 de M. Gilbert Gantier (application de cet article à compter de l'imposition des revenus de 1984) : rejeté ; amendement n° 182 de M. Gilbert Gantier (suppression du 1° du paragraphe II de cet article) : devient sans objet ; amendement n° 4 de la commission (réduction d'impôt concernant les dépenses de ravalement et les prêts contractés pour la construction, l'acquisition et les réparations d'immeubles) : devient sans objet ; amendement n° 100 de M. Gilbert Gantier (maintenant à 10 ans la durée pendant laquelle les contribuables peuvent bénéficier de la réduction d'impôt liée à l'acquisition de la résidence principale) : retiré ; amendement n° 101 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 183 de M. Gilbert Gantier (de conséquence) (p. 4358) : devenu sans objet ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 *(aménagement du régime fiscal des dons aux organismes sans but lucratif) :* augmentation de la limite de déductibilité de 3 à 5 p. 100 ; problème des dons en liquide ; risque de fraude fiscale ; amendement n° 53 de M. Claude Wolff soutenu par M. Philippe Mestre (de suppression) (p. 4359) ; rejeté ; amendement n° 105 de M. Paul Chomat (de précision) : retiré ; amendement n° 103 de M. Philippe Mestre (date d'entrée en vigueur des dispositions du présent article) : rejeté ; amendement n° 104 de M. Philippe Mestre (déduction supérieure à 500 francs) : rejeté (p. 4360) ; amendement n° 208 de M. Jean Foyer soutenu par M. Jacques Marette (preuve prévue par cet article) ; rejeté ;

— article 4, adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 63 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Gilbert Gantier (exonération de 3 000 francs prévue sur la taxe sur les salaires des associations relevant de la loi de 1901 et les organismes sans but lucratif) : rejeté.

Article 5 *(déduction des frais de garde des jeunes enfants) (p. 4361) ;* amélioration du plafond de déduction ; réforme du quotient familial ;

— article 5, adopté.

Article 6 *(relèvement de l'exonération attachée à l'acquisition des titres restaurant) :* adopté (p. 4362).

Après l'article 6 : amendement n° 33 de M. Parfait Jans (modification du mécanisme de l'avoir fiscal) (p. 4364) ; avantages de l'avoir fiscal permettant d'éviter les doubles impositions ; rejeté.

Article 7 *(exonération d'impôt sur les bénéfices des entreprises nouvelles) :* nécessité de multiplier les incitations à la création d'entreprise ; exclusion des entreprises de services et des entreprises commerciales du champ d'application du présent article ; exemple de l'informatique ; amendement n° 46 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Gilbert Gantier (champ d'application des exonérations) (p. 4365) ; risques inhérents à la création d'entreprise ; rejeté ; amendement n° 5 de la commission (cessation, cession ou mise en location-gérance d'entreprise dans le but de bénéficier des dispositions du présent article) : adopté (p. 4366) ; champ d'application du présent article ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 140 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (détermination de la base d'imposition de la taxe professionnelle) (p. 4367) ; problème des amendements gagés par une dénationalisation ; rejeté.

Article 8 *(réduction du taux de déductibilité de la provision pour investissement) :* suppression des mesures prises en faveur de la participation des salariés au profit de l'entreprise ; réévaluation des bilans (p. 4368) ; problème des sociétés coopératives ouvrières de production ; amendements identiques n° 106 de M. Emmanuel Hamel soutenu par M. Philippe Mestre et n° 141 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (de suppression) (p. 4369) ; absence d'hostilité de la majorité vis-à-vis du système de participation ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 212 du Gouvernement (modification d'un pourcentage) (p. 4370) ; endettement des entreprises ; importance des mesures d'encouragement à l'investissement (p. 4371) ; adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 34 de M. Paul Chomat (suppression des dispositions du code général des impôts accordant des avantages fiscaux aux entreprises réalisant des investissements industriels à l'étranger) : retiré.

Article 9 *(mesures en faveur de l'économie sociale)* : exonération de nombreuses coopératives de l'impôt sur les sociétés (p. 4372) ; rôle de la coopération dans les secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire ; investissement des entreprises françaises à l'étranger ; aggravation des charges des entreprises ; amendements identiques n° 65 de M. Claude Wolff et n° 143 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (de suppression) ; amendement n° 65 : non soutenu ; amendement n° 143 : rejeté (p. 4373) ; amendement n° 35 de M. Michel Couillet (référence aux coopératives agricoles et à leurs unions) ; amendement n° 201 de M. Jean-Jacques Benetière (même objet) ; extension du bénéfice du compte d'épargne en actions aux coopératives agricoles ; problème du choix des gages pouvant avoir une influence sur la hausse des prix (p. 4374) ; retirés ;

— article 9, adopté.

Article 10 *(mesures visant à renforcer les fonds propres des entreprises) :* problème de la mise à la disposition des entreprises de capitaux par des personnes physiques ; problème des comptes courants (p. 4375) ; insuffisance des mesures prises en faveur de l'entreprise ; problème des investissements à l'étranger (p. 4376) ; amendement n° 144 de M. Jacques Marette (montant des sommes déposées sur les comptes courants limité à 600 000 francs) ; situation des petites et moyennes entreprises (p. 4377) ; rejeté ; amendement n° 187 de M. Gilbert Gantier (intérêts versés sur les comptes courants) : rejeté ; amendements identiques n° 110 de M. Gilbert Gantier et n° 146 de M. Jacques Marette (suppression du paragraphe III de cet article assimilant à des intérêts les produits des clauses d'indexation afférents aux sommes mises ou laissées à la disposition d'une société par ses associés ou ses actionnaires) (p. 4378) : rejetés ; amendements identiques n° 56 de M. Claude Wolff soutenu par M. Gilbert Gantier et n° 147 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (entrée en vigueur du paragraphe III de cet article à partir du 1er janvier 1984) : rejetés ;

— article 10, adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 36 de M. Parfait Jans (limitant le montant des intérêts dûs au titre des emprunts d'État indexés) ; problème de l'emprunt Giscard (p. 4379) ; refus de revenir sur la parole donnée aux investisseurs ; importance du service de la dette dans le budget civil de l'État ; rejeté (p. 4380) ; amendement n° 47 de M. Adrien Zeller (exonération de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés des primes régionales à l'emploi, mesure gagée sur une augmentation des tarifs du droit de consommation sur les alcools et sur les tabacs) (p. 4384) ; différence entre la prime régionale à l'emploi et la prime à l'aménagement du territoire ; rejeté.

Article 11 *(aménagement de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés et exonération des sociétés en liquidation judiciaire)* : réduction des provisions pour investissement (p. 4385) ; montant des prélèvements obligatoires pour les entreprises ; amendements identiques n° 111 de M. Edmond Alphandéry soutenu par M. Philippe Mestre et n° 148 de M. Georges Tranchant (de suppression) (p. 4386) ; statistiques fournies par l'agence nationale pour l'emploi ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 57 de M. Claude Wolff (cas des entreprises déficitaires) : non soutenu ; amendement n° 66 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Edmond Alphandéry (modification des seuils d'application du présent article) ; amendement n° 112 de M. Edmond Alphandéry soutenu par M. Adrien Zeller (même objet) (p. 4387) ; amendement n° 189 de M. Gilbert Gantier (même objet) ; nécessité d'adapter la fiscalité à la réalité économique (p. 4388) ; rejetés ; amendements identiques n° 113 de M. Edmond Alphandéry et n° 149 de M. Robert-André Vivien soutenus par M. Georges Tranchant (référence au chiffre d'affaires hors taxe) ; amendement n° 6 de la commission (prise en considération du chiffre d'affaires, tous droits et taxes compris, du dernier exercice clos) ; amendement n° 149 : retiré (p. 4389) ; amendement n° 113 : rejeté ; amendement n° 6 : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (exonération de l'imposition forfaitaire annuelle de certaines sociétés) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 69 de M. Adrien Zeller (modifiant le régime d'amortissement des brevets, mesure gagée sur une augmentation des tarifs du droit de consommation sur les alcools) ; rejeté (p. 4390).

Article 12 *(reconduction de la contribution des institutions financières)* : reconduction d'une mesure instituée en 1981 et 1982 ; bilan déficitaire de certains établissements financiers nationalisés (p. 4391) ; problème de l'amortissement des véhicules d'entreprises ; affirmation selon laquelle M. Edmond Alphandéry aurait déclaré que la France était un pays en voie de développement ; amendements identiques n° 116 de M. Edmond Alphandéry et n° 150 de M. Jacques Marette soutenus par M. Georges Tranchant (de suppression) (p. 4392) ; possibilité de recours aux obligations cautionnées ; coût élevé du loyer de l'argent en France ; déficit du secteur bancaire nationalisé ; rejetés ; amendement n° 117 de M. Edmond Alphandéry (caractère exceptionnel de la contribution créée par cet article) : rejeté ; amendement n° 118 de M. Edmond Alphandéry (cas d'exonération de cette contribution) (p. 4393) : rejeté ;

— article 12, adopté.

Article 13 *(taxe foncière sur les propriétés bâties ; exonérations de longue durée)* : problème de la proportionnalité existant entre l'avantage fiscal de l'exonération et le prix des logements (p. 4394) ; réduction de l'exonération bénéficiant aux logements construits avant 1972 ; problème du respect des engagements pris par l'État (p. 4395) ; modulation des taux de la fiscalité communale ; emprunt Giscard (p. 4396) ; critique émise par le groupe communiste sur le présent projet de budget lors des réunions de la commission des finances ; caractère inopportun de la suppression d'avantages fiscaux sur les constructions de maisons individuelles ; diminution des mises en chantier (p. 4397) ; situation de la construction non aidée ; lutte contre la fraude fiscale ; caractère inacceptable de cet article pour les membres du groupe socialiste (p. 4398) ; développement de l'aide personnalisée au logement (p. 4399) ; caractère rétroactif des dispositions contenues dans cet article ; problème des logements H.L.M. en accession à la propriété ; amendements identiques n° 119 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par M. François d'Aubert et n° 151 de M. Jacques Marette (de suppression) (p. 4400) : rejetés au scrutin public ; amendement n° 73 de M. François d'Aubert (suppression du paragraphe I de cet article) (p. 4401) : rejeté ; **rappel au règlement de M. Parfait Jans** ; amendement n° 7 de la commission (réduction de 25 à 15 ans des exonérations de taxe foncière) ; **rappels au règlement de MM. Parfait Jans et Adrien Zeller** (p. 4402) ; sous-amendement n° 213 de M. François d'Aubert (application de cet amendement sauf en cas de délibération contraire du conseil municipal et du conseil général) : rejeté ; sous-amendement n° 214 de M. François d'Aubert (même objet) : rejeté ; sous-amendement n° 215 de M. François d'Aubert (même objet) : rejeté ; sous-amendement n° 220 de M. Adrien Zeller (réduction de l'exonération chaque année, par palier de 10 p. 100) : rejeté ; sous-amendement n° 219 de M. Dominique Frelaut (référence aux logements de type H.L.M.) (p. 4404) : rejeté ; sous-amendement n° 216 de M. François d'Aubert (cas des propriétaires occupants non imposables au titre de l'impôt sur le revenu) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 7 : adopté ; en conséquence, les amendements n° 74, n° 75 et n° 76 de M. François d'Aubert, n° 70 de M. Adrien Zeller, n° 37 et n° 134 de M. Dominique Frelaut, n° 77 de M. François d'Aubert deviennent sans objet ; amendement n° 79 de M. François d'Aubert (suppression du paragraphe II de cet article) : rejeté ; amendement n° 8 de la commission (maintenant à 15 ans la durée d'exonération pour les logements aidés en accession à la propriété achevés de 1973 à 1983) (p. 4405) ; sous-amendement n° 217 de M. François d'Aubert (fixant cette durée à 12 ans pour les logements achevés après le 1er janvier 1984) ; amendement n° 38 de M. Dominique Frelaut (modification de l'exonération à compter du 1er janvier 1985 pour les nouveaux logements) ; sous-amendement n° 217 : retiré ; amendement n° 8 : adopté ; amendement n° 38 : rejeté ; amendement n° 80 de M. François d'Aubert (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 83 de M. François d'Aubert (suppression du paragraphe IV de cet article) : rejeté ; amendement n° 10 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 84 de M. François d'Aubert (suppression du paragraphe V de cet article) : retiré ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 *(non recouvrement du prélèvement de 3,60 p. 100 pour frais de dégrèvements et de non-valeurs en matière de taxe d'habitation)* : adopté (p. 4406) ; déroulement de l'examen des articles de la loi de finances ; application du règlement de l'Assemblée Nationale.

Article 15 *(assujettissement des concerts au taux réduit de la T.V.A.)* (p. 4412) ; difficultés de mise en œuvre de cette mesure ; détermination des établissements bénéficiaires ; problème de la récupération de la T.V.A. sur les travaux d'assainissement effectués par les communes ou par les syndicats de communes ;

— article 15, adopté.

Article 16 *(T.V.A. — résidences hôtelières de tourisme)* : durée du bail ; remboursement de la T.V.A. (p. 4413) ; amendement n° 204 du Gouvernement (remboursement intégral de la T.V.A. afférente à l'acquisition des hôtels-résidences de tourisme) : adopté ; amendement n° 205 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 *(assujettissement au taux majoré de la T.V.A. des locations de courte durée de voitures automobiles, des locations de magnétoscopes et de vidéocassettes pré-enregistrées, des rémunérations perçues par les organisateurs de la loterie nationale, du loto et du P.M.U.)* : coût élevé de la redevance télévision en France (p. 4414) ; coût des abonnements de télévision par câbles ; régression du marché du magnétoscope en France (p. 4415) ; problème des usines enregistrant des cassettes ; développement d'une industrie française du magnétoscope (p. 4416) ; amendement n° 154 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jacques Marette (de suppression) ; exemple de la société « Locatel » connaissant actuellement des difficultés (p. 4417) ; rejeté ; amendements identiques n° 121 de M. François d'Aubert soutenu par M. Edmond Alphandéry et n° 195 de M. Jean de Préaumont (suppression du paragraphe I de cet article relatif aux locations de courte durée de voitures automobiles) : rejetés ; amendement n° 122 de M. François d'Aubert (suppression du paragraphe II de cet article relatif aux locations de magnétoscopes et de vidéocassettes pré-enregistrées) : rejeté ; amendement n° 11 de la commission (assujettissement des locations de magnétoscopes au taux normal de la T.V.A.) (p. 4418) : adopté ; amendement n° 155 de M. Jean de Préaumont (suppression du paragraphe III de cet article relatif aux rémunérations perçues par les organisateurs de la loterie nationale, du loto et du P.M.U.) : rejeté ; amendement n° 12 de la commission

(taxation des films pornographiques ou d'incitation à la violence) ; amendement n° 206 du Gouvernement (même objet) (p. 4419) ; amendement n° 206 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 12 devient sans objet ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 *(droit de mutation à titre gratuit — impôt sur les grandes fortunes) :* définition des biens professionnels (p. 4420) ; insuffisance de la taxation des grandes fortunes ; nécessité de majorer les taux de l'I.G.F. ; problème de la transmission des entreprises à des héritiers ; nécessité d'augmenter l'abattement à la base par parts de l'impôt sur les successions ; problème de l'assiette de l'I.G.F. (p. 4421) ; amendement n° 124 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par M. Adrien Zeller (maintien du taux actuel en matière d'impôt sur les successions en faveur des monuments historiques) : rejeté ; amendements identiques n° 125 de M. Philippe Mestre, n° 157 de M. Robert-André Vivien, n° 158 de M. Pierre Raynal soutenu par M. Jacques Marette et n° 200 de M. Roger Lestas soutenu par M. Philippe Mestre (suppression du paragraphe III de cet article relatif à l'impôt sur les successions) ; pénalisation du patrimoine foncier ; risque de déstabilisation des structures foncières agricoles (p. 4422) ; rôle des groupements fonciers agricoles (G.F.A.) ; caractère limité de l'augmentation des droits de succession consécutifs à l'adoption du paragraphe III de cet article ; argumentation et calcul erronés de l'opposition (p. 4423) ; amendements n° 125, n° 157, n° 158 et n° 200 : rejetés ; amendement n° 26 de M. Pierre Bas (droits de mutation) ; vieillissement de la population paysanne ; rejeté ; amendement n° 159 de M. Robert-André Vivien (modification du seuil d'application du paragraphe III de cet article) (p. 4424) ; rejeté ; amendement n° 160 de M. Robert-André Vivien (nécessité de tenir compte de l'ensemble des donations consenties par la même personne pour l'application du paragraphe III de cet article) : rejeté (p. 4425) ; amendement n° 161 de M. Georges Tranchant (exonération de l'outil de travail de l'impôt sur les grandes fortunes) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 218 de M. Michel Couillet (situation des biens loués par bail à long terme et des parts de G.F.A.) ; amendement n° 162 de M. Robert-André Vivien (exonération des parts de G.F.A.) (p. 4426) ; création de la société d'épargne foncière agricole ; augmentation des placements de capitaux d'origine extra-agricole sous forme de terres données à bail ; amendement n° 218 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 162 devient sans objet ; amendement n° 163 de M. Georges Tranchant (modification du barême de l'impôt sur les grandes fortunes) : rejeté (p. 4427) ; amendement n° 39 de M. Parfait Jans (augmentation des taux de l'I.G.F.) : rejeté ; amendement n° 13 de la commission (de cohérence) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 18 : amendement n° 194 de M. Philippe Mestre (exonération de l'I.G.F. des parts d'une S.A.R.L. détenues par un gérant minoritaire) : rejeté (p. 4428).

Article 19 *(droits de mutation à titre onéreux : relèvement de l'abattement applicable aux cessions de fonds de commerce ; fonds communs de placement à risques) :* adopté ;

Article 20 *(taxe spéciale sur les conventions d'assurance) :* importance des différentes taxations pesant sur l'automobile ; problème des assurances mutuelles agricoles ; manipulation de l'indice des prix (p. 4429) ; réforme des assurances automobiles ; budget des petites et moyennes exploitations agricoles (p. 4430) ; amendements identiques n° 128 de M. Gilbert Gantier et n° 164 de M. Robert-André Vivien (de suppression) (p. 4431) ; diminution du revenu des agriculteurs (p. 4422) ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 48 de M. Adrien Zeller (taxation des assurances sur la navigation maritime et fluviale des bateaux de sport ou de plaisance) : retiré ; amendement n° 165 de M. Robert-André Vivien (suppression du paragraphe I de cet article) : rejeté ; amendement n° 14 de M. Christian Pierret (de cohérence) : adopté ; amendements identiques n° 40 de M. Michel Couillet, n° 51 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Robert-André Vivien, n° 166 de M. Robert-André Vivien et n° 202 de M. Edmond Alphandéry (suppression du paragraphe II de cet article relatif aux contrats souscrits auprès des sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles) (p. 4433) ; augmentation des charges des agriculteurs ; rôle de la mutualité sociale agricole (p. 4434) ; amendement n° 40 : retiré, amendements n° 51, n° 166 et n° 202 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 41 de M. Michel Couillet (référence au cheptel vif et mort, au matériel et aux bâtiments affectés aux exploitations agricoles ainsi qu'aux contrats d'assurance maladie complémentaire) (p. 4435) : retiré ; amendement n° 42 de M. Michel Couillet soutenu par M. Parfait Jans (de conséquence) : retiré ;

— article 20, ainsi modifié, adopté (p. 4436).

Article 21 *(taxes sur les véhicules des sociétés — majoration des tarifs)* : importante augmentation de ces taxes depuis dix ans ; amendements identiques n° 129 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Adrien Zeller et n° 167 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (de suppression) (p. 4444) ; nécessité de relever le seuil d'amortissement des véhicules d'entreprises ; rejetés ; amendement n° 27 de M. Pierre Bas soutenu par M. Georges Tranchant (réduction de la taxe sur les véhicules dont la cylindrée est inférieure à dix chevaux) : rejeté ;

— article 21 : adopté.

Article 22 *(transferts aux départements de la taxe différentielle pour les véhicules à moteur et de la taxe spéciale sur les voitures particulières)* ; difficultés représentées par ces transferts ; surévaluation traditionnelle de cette recette (p. 4445) ; réduction des immatriculations ; transferts consécutifs à la loi de décentralisation ; mise en place d'une commission consultative sur l'évaluation des charges résultant des transferts de compétences ; inégalités selon les départements (p. 4446) ; amendement n° 15 de la commission (de précision) ; compensation financière intégrale des transferts de charges résultant des transferts de compétences prévue par la loi du 7 janvier 1983 ; disparités de rendement de la vignette selon les départements (p. 4447) ; adopté ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) ; adopté ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) ; adopté ;

— article 22, ainsi modifié, adopté.

Article 23 *(transferts à la région de Corse de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur et de la taxe spéciale sur les voitures particulières)* (p. 4448) : amendement n° 18 de la commission (de cohérence) ; adopté ; amendement n° 19 de la commission (de coordination) ; adopté ; amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) ; adopté ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 24 *(acquisition de la vignette représentative de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur et de la taxe spéciale sur les véhicules particuliers)* : adopté.

Article 25 *(transfert aux départements de certains droits de mutation sur les immeubles et de la taxe de publicité foncière)* : baisse de la dotation globale de fonctionnement indexée sur la T.V.A. ; insuffisance de la dotation globale d'équipement (p. 4449) ; augmentation prévisible de la fiscalité locale ; amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) ; adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 26 *(institution d'un prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement au profit de l'État)* : amendement n° 49 de M. Adrien Zeller (consultation du comité des finances locales) ; sous-amendement n° 224 de M. Gilbert Gantier (précisant que le taux du prélèvement est fixé par arrêté dans une limite d'un plafond de 2,5 p. 100) (p. 4450) ; amendement n° 44 : retiré ; en conséquence le sous-amendement n° 224 devient sans objet ; amendement n° 226 du Gouvernement (reprenant le sous-amendement n° 224 de M. Gilbert Gantier) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié, adopté.

Article 27 *(report de l'actualisation du tarif de la taxe intérieure sur les produits pétroliers)* : politique de l'indice pratiquée par le Gouvernement ; augmentation rapide de la taxation des produits pétroliers (p. 4451) ; multiples formes prises par la pression fiscale (p. 4452) ; amendement n° 50 de M. Adrien Zeller (de suppression) : retiré ;

— article 27, adopté.

Article 28 *(reconduction de mesures temporaires et mesures diverses)* : décision du Conseil constitutionnel acceptant l'indexation d'une taxe indirecte sur un impôt direct (p. 4453) ; situation de la presse en France ; chèques vacances (p. 4454) ; récupération de la T.V.A. par les communes pour les travaux d'assainissement ; récupération de

l'avoir fiscal par les collectivités locales ; amendement n° 43 de M. Paul Mercieca (dispositions relatives aux entreprises de presse) (p. 4455) : retiré ; amendement n° 1 de M. Gilbert Gantier (T.V.A. applicable à la presse) : rejeté ; amendement n° 221 du Gouvernement (de précision) : adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 28 : amendement n° 130 de M. François Grussenmeyer soutenu par M. Jacques Toubon (rétablissant le droit de distillation en franchise d'une certaine quantité d'alcool) (p. 4456) ; rejeté.

C. — Mesures diverses

Article 29 : modalités de revalorisation des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle ; principe de la désindexation de la rémunération des stagiaires par rapport au S.M.I.C (p. 4457) ; attitude des communistes vis-à-vis des décisions du Conseil constitutionnel ; réduction des crédits affectés à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle (p. 4458).

Rappels aux règlements de MM. Christian Pierret, Rapporteur général, Jean Anciant et Jacques Toubon ; amendement n° 85 de M. François d'Aubert soutenu par M. Adrien Zeller (détermination des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle) (p. 4459) ; conventions passées par les collectivités publiques avec les organismes de formation ; rejeté ; coordination entre le présent projet de loi de finances et le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant réforme de la formation professionnelle ;

— article 29, adopté (p. 4460).

Article 30 *(retenues pour pensions des personnels civils et militaires)* : accroissement des charges pesant sur les fonctionnaires ; recrutement de 200 000 fonctionnaires en 1982 ; paiement par les fonctionnaires de la cotisation chômage ; diminution du pouvoir d'achat des fonctionnaires ;

— article 30, adopté (p. 4462).

Article 31 *(modification de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures et de la taxe intérieure sur les produits pétroliers)* : réduction des capacités d'action du fonds de soutien aux hydrocarbures ; amendement n° 131 de M. Christian Pierret (de correction) : adopté ; amendement n° 72 de M. Adrien Zeller (reversement aux régions de la contrepartie de la diminution de la redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures) (p. 4463) : rejeté ; amendement n° 22 de la commission (modification du tarif de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) : adopté ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Article 32 *(détaxation des carburants agricoles)* : adopté.

Article 33 *(création d'une taxe sur la diffusion de programmes audiovisuels par câbles ou voies hertziennes)* : retard de la France dans le domaine de la télévision par câbles ; mise en place de freins fiscaux à l'activité industrielle (p. 4464) ; responsabilité du ministre de la culture dans la rédaction de cet article ; développement de la fibre optique ; fonds d'intervention pour le cinéma (p. 4465) ; absence de risques de freiner le développement de la télévision par câbles par l'instauration de la taxe prévue par cet article ; **rappel au règlement de M. Robert-André Vivien** (p. 4466) ; amendements identiques n° 23 de la commission et n° 168 de M. Jacques Marette (de suppression) ; développement des industries de communication prévu par le IXe Plan (p. 4467) ; exploitation du réseau Télétel ; retard pris dans l'industrie du magnétoscope (p. 4468) ; amendements rejetés ; amendement n° 223 de M. Christian Pierret (modifiant le mécanisme de la taxe prévue par cet article) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Rappels au règlement de M. Robert-André Vivien ;

Après l'article 33 : amendement n° 169 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Robert-André Vivien (taxation des associations reconnues d'utilité publique dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) (p. 4469) ; rupture de l'égalité devant les charges publiques subies par ces départements (p. 4470) ; retiré ; amendement n° 175 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Robert-André Vivien (cas des associations constituées en Alsace-Lorraine) retiré ; amendement n° 174 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Robert-André Vivien (soumettant au taux réduit de la T.V.A. les travaux d'impression en matière de presse) : rejeté ; amendement n° 170 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Robert-André Vivien (dispositions relatives aux suppléments et numéros spéciaux des publications de presse) : rejeté ; amendement n° 171 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Robert-André Vivien (taxation des écrits périodiques à caractère politique) (p. 4471) : rejeté ; amendement n° 172 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Robert-André Vivien (périodicité des publications bénéficiant d'avantages fiscaux) : rejeté ; amendement n° 173 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Robert-André Vivien (même objet) : rejeté ; amendement n° 198 de M. Adrien Zeller (exonération de la taxe sur les salaires des parcs naturels régionaux) (p. 4472) : rejeté.

II. — **Ressources affectées**

Article 34 *(dispositions relatives aux affectations) ;* recouvrement du fonds de péréquation de la T.V.A. par les communes ;

— article 34, adopté.

Article 35 *(taxe sur les huiles perçue au profit du B.A.P.S.A.)* ; diminution des prestations versées par le B.A.P.S.A. aux agriculteurs ;

— article 35, adopté.

Article 36 *(fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement)* (p. 4473) ; fixation du taux de prélèvement sur la T.V.A. servant de base de référence pour le calcul de la D.G.F. ; endettement des collectivités locales ; retraite à 60 ans dont ne bénéficient pas les agriculteurs ; impopularité des impôts transférés (p. 4474) ; difficultés de trésorerie des départements ; durée de la discussion budgétaire ; amendement n° 225 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté (p. 4475).

TITRE II : dispositions relatives aux charges

Article 37 *(confirmation de dispositions législatives antérieures) :* adopté.

Article 38 *(majoration des rentes viagères) ;* retard pris par les rentes viagères par rapport à l'indice des prix ; exemple de la revalorisation de 5 p. 100 fixée pour les rentes constituées en 1982 ; déception des rentiers viagers (p. 4476) ; promesses non-tenues par le Gouvernement depuis 1981 ; contenu du rapport de la Cour des Comptes sur les rentiers-viagers ; amendement n° 176 de M. Robert-André Vivien (suppression du paragraphe VIII de cet article) : non soutenu ; amendement n° 222 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 38, ainsi modifié, adopté (p. 4477).

Titre III : dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.

Article 39 et état A *(équilibre général du budget)* (p. 4478, 4479, 4480,4481, 4482, 4483, 4484, 4485 et 4486) ; débudgétisation de certains postes ; exemples du financement de l'achat du gaz algérien et du fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne ; absence de marge de manœuvre pour le Gouvernement ; annulations éventuelles de crédits ; endettement de la France (p. 4487) ; augmentation des droits de succession ; contradiction entre les discours du Président de la République et les contraintes budgétaires ; enrichissement du projet de budget grâce aux amendements du groupe communiste ; condamnation de l'emprunt Giscard 1973 ; diminution du poids de la surtaxe progressive ; conséquences des choix de Gouvernement sur l'avenir économique de la France (p. 4488) ; importance du taux des prélèvements obligatoires ; amendement n° 199 de M. Adrien Zeller (emprunts auxquels peut recourir le ministre de l'économie et des finances) ; limitation du déficit budgétaire ; sous-évaluation des transferts au bénéfice de la communauté économique européenne ; rejeté ; amendement n° 227 du Gouvernement (de récapitulation et de conséquence) (p. 4489) ; adopté ;

— article 39 et état A annexé, ainsi modifiés, adoptés.

Seconde délibération de la première partie du projet de loi.

Article 3 : amendement n° 1 de M. Jean Anciant (dépenses de ravalement et réduction d'impôts sur les intérêts des prêts contractés pour la construction) : retiré.

Rappel au règlement de M. Robert-André Vivien (p. 4491).

Article 11 : amendement n° 2 de M. Jean Anciant (modifications du barême d'imposition annuelle des sociétés) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (tarifs des droits de timbre) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté (p. 4492).

Article 39 et état A (p. 4493, 4494) : amendement n° 4 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

— article 39 et état A, ainsi modifiés, adoptés (p. 4495).

DEUXIÈME PARTIE

AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITÉ NATIONALE

Discussion générale [9 novembre 1983] (p. 5046, 5072, 5085), [10 novembre 1983] (p. 5109, 5130).

I. — **Généralités**

Affaires sociales (missions du ministère) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5078).

Affaires sociales (transfert de locaux) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5078, 5079).

Collectivités locales (compétences économiques) : *Derosier (Bernard)* (p. 5111, 5112).

Décentralisation (incidences sur la structure budgétaire) : *Soum (Renée)* (p. 5047) ; *Bêche (Guy)* (p. 5050).

Financement des régimes : *Legrand (Joseph)* (p. 5052) ; *Bocquet (Alain)* (p. 5086) ; *Madelin (Alain)* (p. 5089).

Harmonisation des régimes : *Bêche (Guy)* (p. 5051).

Hommage aux parlementaires morts en 1939-1945 : *Ralite (Jack)* (p. 5115).

Notion de besoins : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5099).

Protection sociale et croissance : *Bocquet (Alain)* (p. 5086).

Protection sociale (insuffisances) : *Grussenmeyer (François)* (p. 5091).

Rattachement du secrétariat d'État chargé des rapatriés : *Collomb (Gérard)* (p. 5075).

Réduction des inégalités : *Legrand (Joseph)* (p. 5051).

Solidarité et assurance : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5105, 5106).

Structure du budget : *de Rocca Serra (Jean-Paul)* (p. 5046, 5047) ; *Legrand (Joseph)* (p. 5051) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5099) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5136).

Vote favorable du groupe communiste : *Jourdan (Émile)* (p. 5089) ; *Renard (Roland)* (p. 5093).

Vote favorable du groupe des radicaux de gauche : *Rigal (Jean)* (p. 5102).

Vote favorable du groupe socialiste : *Le Foll (Robert)* (p. 5097) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5111).

Vote hostile du groupe R.P.R : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5084).

II. — **Rapatriés et immigrés**

Accords de coopération : *Odru (Louis)* (p. 5056) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5111) ; *Courrière (Raymond)* (p. 5131).

Aides aux Français musulmans : *Bapt (Gérard)* (p. 5074) ; *Collomb (Gérard)* (p. 5076) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5083) ; *Courrière (Raymond)* (p. 5131).

Alliances électorales : *Odru (Louis)* (p. 5055) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 5098).

Archives algériennes : *Gouzes (Gérard)* (p. 5105).

Asile politique : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5055) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5135).

Cimetières français : *Courrière (Raymond)* (p. 5131).

Circulation des Français musulmans : *Gouzes (Gérard)* (p. 5105) ; *Courrière (Raymond)* (p. 5131).

Comptes bloqués : *Gouzes (Gérard)* (p. 5105) ; *Courrière (Raymond)* (p. 5130).

Contrats d'agglomération : *Bêche (Guy)* (p. 5050) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5134).

Cultures spécifiques : *Gaspard (Françoise)* (p. 5098, 5099) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5135).

Immigration clandestine : *Odru (Louis)* (p. 5056) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 5098) ; *Moulinet (Louis)* (p. 5104, 5105).

Immigrés (formation) : *Frachon (Martine)* (p. 5094, 5095).

Indemnisation des rapatriés : *Bapt (Gérard)* (p. 5075) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5084) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 5105) ; *Courrière (Raymond)* (p. 5131, 5132).

Insertion sociale des immigrés : *Odru (Louis)* (p. 5055) ; *Collomb (Gérard)* (p. 5075) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 5098) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5111) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5135).

Logement des immigrés : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5055) ; *Moulinet (Louis)* (p. 5105) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5111).

Nationalité française (acquisition) : *Mayoud (Alain)* (p. 5110).

Patrimoine des Français à l'étranger : *Bapt (Gérard)* (p. 5074) ; *Collomb (Gérard)* (p. 5076) ; *Courrière (Raymond)* (p. 5130, 5132).

Police des étrangers : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5055).

Prêts aux rapatriés : *Bapt (Gérard)* (p. 5075) ; *Courrière (Raymond)* (p. 5131).

Retour au pays d'origine : *Mayoud (Alain)* (p. 5110) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5135).

Retraite des rapatriés : *Bapt (Gérard)* (p. 5075) ; *Collomb (Gérard)* (p. 5075) ; *Courrière (Raymond)* (p. 5132).

Transferts de technologie : *Mayoud (Alain)* (p. 5110).

Travail clandestin : *Moulinet (Louis)* (p. 5104, 5105) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5111).

Visite du Président algérien en France : *Odru (Louis)* (p. 5055) ; *Bapt (Gérard)* (p. 5074) ; *Collomb (Gérard)* (p. 5076) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 5099) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 5105) ; *Courrière (Raymond)* (p. 5130) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5136).

III. — **Santé, solidarité nationale**

Aides ménagères : *Briane (Jean)* (p. 5096) ; *Benoist (Daniel)* (p. 5123) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5134).

Alcoolisme : *Lareng (Louis)* (p. 5048) ; *Bayard (Henri)* (p. 5053) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5122).

Allocations familiales : *Madelin (Alain)* (p. 5089, 5090) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 5095).

Assiette des cotisations sociales : *Bocquet (Alain)* (p. 5086).

Assises nationales des personnes âgées : *Laborde (Jean)* (p. 5054) *Ducoloné (Guy)* (p. 5080).

Assistance publique : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5083).

Assurance maladie (cotisations) : *Bêche (Guy)* (p. 5051).

Assurance-vieillesse (cotisations) : *Bêche (Guy)* (p. 5051) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5087).

Ateliers protégés : *Provost (Éliane)* (p. 5097).

Bénévolat des retraités : *Benoist (Daniel)* (p. 5126).

Budget global : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5078) ; *Rossinot (André)* (p. 5081) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5082, 5083) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5121).

Carnet de santé des personnes âgées : *Benoist (Daniel)* (p. 5124).

Centres de santé : *Rossinot (André)* (p. 5081).

Charte de la santé : *Soum (Renée)* (p. 5048).

Congé parental : *Horvath (Adrienne)* (p. 5095).

Contrats-crêche : *Dufoix (Georgina)* (p. 5133).

Contrats-famille : *Horvath (Adrienne)* (p. 5095).

Contribution fiscale de 1 p. 100 : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5079).

C.O.T.O.R.E.P. : *Besson (Louis)* (p. 5053, 5054).

Décentralisation dans le domaine sanitaire et social : *Bêche (Guy)* (p. 5050) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5079) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5079) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5087) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5100) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5121) ; *Benoist (Daniel)* (p. 5125).

Démographie (déséquilibres) : *Bayard (Henri)* (p. 5052, 5053) ; *Le Foll (Robert)* (p. 5096) ; *Garrouste (Marcel)* (p. 5101) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5113) ; *Debré (Michel)* (p. 5114) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5132).

Équilibre du régime général : *Legrand (Joseph)* (p. 5052) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5086) ; *Blanc (Jacques)* (p. 5100).

Équipements biomédicaux : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5078) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5128).

Famille (actions prioritaires) : *Bêche (Guy)* (p. 5050) ; *Bayard (Henri)* (p. 5053) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 5095) ; *Le Foll (Robert)* (p. 5096, 5097) ; *Debré (Michel)* (p. 5114) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5133, 5134).

Fonds national de solidarité : *Barrot (Jacques)* (p. 5087).

Forfait hospitalier : *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 5106).

Formation professionnelle : *Hervé (Edmond)* (p. 5122).

« Grenelle-social » : *Ducoloné (Guy)* (p. 5080) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5087).

Handicapés (allocations aux) : *Besson (Louis)* (p. 5053, 5054) ; *Bartoloné (Claude)* (p. 5087).

Handicapés (enfants) : *Alaize (Jean-Marie)* (p. 5113).

Handicapés (hébergement) : *Hage (Georges)* (p. 5103).

Handicapés (insertion professionnelle et scolaire) : *Besson (Louis)* (p. 5053) ; *Provost (Éliane)* (p. 5097, 5098) ; *Hage (Georges)* (p. 5102, 5103) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5106).

Hébergement des personnes âgées : *Laborde (Jean)* (p. 5054) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5090) ; *Benoist (Daniel)* (p. 5124, 5125).

Hôpitaux (déficits) : *Barrot (Jacques)* (p. 5086).

Hôpitaux (équipements notamment suppression des prêts sans intérêt de la C.N.A.M.) : *Rossinot (André)* (p. 5081) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5082) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5083) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5087) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5123).

Hôpitaux (rénovation) : *Hervé (Edmond)* (p. 5122, 5123).

Hôpitaux psychiatriques : *Lareng (Louis)* (p. 5049) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5083) ; *Bartoloné (Claude)* (p. 5087) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5090) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5123).

Hospices (rénovation) : *Bêche (Guy)* (p. 5050) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5091) ; *Garrouste (Marcel)* (p. 5101) ; *Benoist (Daniel)* (p. 5124).

Hospitalisation (alternatives à l') : *Bartoloné (Claude)* (p. 5088) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5121).

Industrie pharmaceutique et du médicament : *Soum (Renée)* (p. 5048) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5087).

Insertion des personnes âgées : *Gengenwin (Germain)* (p. 5093).

Institut de la famille et de l'enfance : *Bêche (Guy)* (p. 5050) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5133, 5134).

Maintien à domicile des personnes âgées : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5091) ; *Benoist (Daniel)* (p. 5123, 5124, 5125).

Médecine d'urgence : *Lareng (Louis)* (p. 5049) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5110, 5111) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5122).

Médecins généralistes : *Lareng (Louis)* (p. 5049) ; *Bernard (Pierre)* (p. 5104).

Médecins (en gériatrie) : *Benoist (Daniel)* (p. 5124).

Médecins hospitaliers : *Lareng (Louis)* (p. 5049) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5121).

Minimum vieillesse : *Laborde (Jean)* (p. 5054) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5091) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5106).

Observatoires régionaux de la santé : *Soum (Renée)* (p. 5047) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5122).

Pauvreté (lutte contre la) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5077) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 5112).

Pensions alimentaires (fonds de versement) : *Horvath (Adrienne)* (p. 5096).

Pensions de réversion : *Grussenmeyer (François)* (p. 5091, 5092).

Périnatalité : *Lareng (Louis)* (p. 5049).

Personnes âgées et IXe Plan : *Benoist (Daniel)* (p. 5124, 5125).

Plans gérontologiques départementaux : *Laborde (Jean)* (p. 5054).

Politique du C.N.P.F. en matière de santé : *Bocquet (Alain)* (p. 5084, 5085).

Préretraites : *Madelin (Alain)* (p. 5090).

Prévention : *Soum (Renée)* (p. 5047) ; *Lareng (Louis)* (p. 5048) ; *Rigal (Jean)* (p. 5102) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5121).

Rationalisation du système de santé : *Soum (Renée)* (p. 5047) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5078) ; *Rossinot (André)* (p. 5081) ; *Garrouste (Marcel)* (p. 5101).

Résonance magnétique nucléaire : *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5083) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5121).

Retraite à la carte : *Bergelin (Christian)* (p. 5113, 5114).

Retraites (des internés et déportés) : *Ducoloné (Guy)* (p. 5080).

Retraites (financement) : *Madelin (Alain)* (p. 5089) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5113).

Santé et IXe Plan : *Bartoloné (Claude)* (p. 5088) ; *Jourdan (Emile)* (p. 5088).

Santé scolaire : *Soum (Renée)* (p. 5048) ; *Le Foll (Robert)* (p. 5097) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5122).

Solidarité nationale (priorité à la) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5077, 5079) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5080) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5105, 5106).

Tabagisme : *Bayard (Henri)* (p. 5053).

Toxicomanie (lutte contre la) : *Bartoloné (Claude)* (p. 5088) ; *d'Harcourt (Florence)* (p. 5095) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5099) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5122).

Travailleurs frontaliers (couverture sociale) : *Grussenmeyer (François)* (p. 5092).

IV. — **Travail, emploi**

Administration du travail (missions des services) : *Coffineau (Michel)* (p. 5072).

A.N.A.C.T. : *Coffineau (Michel)* (p. 5072) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5077).

A.N.P.E. (rénovation) : *Frelaut (Dominique)* (p. 5056) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 5073) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 5082) ; *Marcus (Claude-Gérard)* (p. 5083) ; *Jourdan (Emile)* (p. 5088, 5089) ; *Frachon (Martine)* (p. 5093, 5094) ; *Lareng (Louis)* (p. 5103, 5104) ; *Ralite (Jack)* (p. 5126, 5127).

Aide de secours exceptionnelle : *Frelaut (Dominique)* (p. 5057) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 5082).

Aides de l'État à l'emploi : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5073).

Bourses du travail : *Frelaut (Dominique)* (p. 5057).

Chômage (indemnisation) : *Bocquet (Alain)* (p. 5086) ; *Madelin (Alain)* (p. 5090) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 5092).

Chômage (statistiques) : *Frelaut (Dominique)* (p. 5056) ; *Jourdan (Emile)* (p. 5088) ; *Madelin (Alain)* (p. 5090) ; *Ralite (Jack)* (p. 5115) ; *Debré (Michel)* (p. 5115).

Chômeurs (longue durée et primo-demandeurs) : *Frelaut (Dominique)* (p. 5057) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 5082) ; *Jourdan (Emile)* (p. 5089) ; *Royer (Jean)* (p. 5102).

Contrats emploi-adaptation : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5073) ; *Ralite (Jack)* (p. 5115, 5117).

Contrats emploi-formation : *Frelaut (Dominique)* (p. 5057) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 5073) ; *Ralite (Jack)* (p. 5115, 5116, 5117) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 5115).

Contrats emploi-formation-production : *Jourdan (Emile)* (p. 5089) ; *Ralite (Jack)* (p. 5119, 5120).

Contrats emploi-orientation : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5073) ; *Ralite (Jack)* (p. 5117).

Contrats de solidarité : *Frelaut (Dominique)* (p. 5057).

Droits nouveaux des travailleurs : *Coffineau (Michel)* (p. 5072).

Emploi (actions en faveur de l') : *Ralite (Jack)* (p. 5118, 5119).

Emploi et IXe Plan : *Derosier (Bernard)* (p. 5111, 5112).

Fonds national pour l'emploi (F.N.E.) : *Frelaut (Dominique)* (p. 5057) ; *Jourdan (Emile)* (p. 5088) ; *Ralite (Jack)* (p. 5116).

Formation des jeunes : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5074).

Formation professionnelle : *Coffineau (Michel)* (p. 5072) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 5082) ; *Ralite (Jack)* (p. 5117, 5119).

Inspection du travail : *Coffineau (Michel)* (p. 5072) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5077) ; *Renard (Roland)* (p. 5092, 5093).

Négociation collective : *Coffineau (Michel)* (p. 5072) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5077).

Offres d'emploi (baisse) : *Royer (Jean)* (p. 5101) ; *Ralite (Jack)* (p. 5116).

Peugeot-Talbot (dossier) : *Ralite (Jack)* (p. 5119).

Réduction du temps de travail : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5074) ; *Ralite (Jack)* (p. 5116).

Salaires (niveau des) : *Renard (Roland)* (p. 5092).

Seuils : *Royer (Jean)* (p. 5102).

Système G.I.D.E. : *Ralite (Jack)* (p. 5118).

U.N.E.D.I.C. (financement) : *Frelaut (Dominique)* (p. 5057) ; *Jourdan (Emile)* (p. 5089) ; *Royer (Jean)* (p. 5102) ; *Ralite (Jack)* (p. 5118).

Procédure des questions (p. 5136)

Aides ménagères : *Proriol (Jean)* (p. 5137) ; *Benoist (Daniel)* (p. 5137, 5138, 5148) ; *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 5140) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 5148).

Aide sociale à l'enfance : *Richard (Alain)* (p. 5138, 5139) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5139).

Alcoolisme : *Provost (Eliane)* (p. 5139) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5139).

Bassins d'emploi : *Schreiner (Bernard)* (p. 5140, 5141) ; *Ralite (Jack)* (p. 5141).

Chômeurs en fin de droits : *Narquin (Jean)* (p. 5144, 5145) ; *Ralite (Jack)* (p. 5145).

Climatisme : *de Caumont (Robert)* (p. 5147) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5147).

C.O.T.O.R.E.P. (cas du Haut-Rhin) : *Gissinger (Antoine)* (p. 5144) ; *Ralite (Jack)* (p. 5144).

Décentralisation (incidences en matière sanitaire et sociale) : *Hervé (Edmond)* (p. 5139, 5140) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5139, 5140) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5140).

Emploi (déclaration sur l') : *Narquin (Jean)* (p. 5145) ; *Ralite (Jack)* (p. 5146).

Emploi des jeunes : *Ralite (Jack)* (p. 5146).

Handicapés (insertion sociale) : *Lareng (Louis)* (p. 5141) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5141, 5142, 5143) ; *Ralite (Jack)* (p. 5144).

Handicapés (ressources des) : *Desanlis (Jean)* (p. 5138) ; *Ralite (Jack)* (p. 5138).

Hôpital de Val les Bains : *Alaize (Jean-Marie)* (p. 5146).

Hôpitaux (redéploiement des personnels) : *Hervé (Edmond)* (p. 5136, 5147).

Hôpitaux (rénovation) : *Hervé (Edmond)* (p. 5142).

Natalité (politique de la) : *Gissinger (Antoine)* (p. 5145) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5145) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 5151) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5151).

Personnes âgées (activité des) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5148) ; *Benoist (Daniel)* (p. 5148).

Personnes âgées (protection sociale) : *Guyard (Jacques)* (p. 5149) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5149).

Personnes âgées (dans les zones de montagne) : *Chevallier (Daniel)* (p. 5149, 5150) ; *Benoist (Daniel)* (p. 5150).

Prêts de la C.N.A.M. aux hôpitaux : *Proriol (Jean)* (p. 5137) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5137) ; *Hunault (Xavier)* (p. 5138) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5138) ; *Goulet (Daniel)* (p. 5142).

Réduction du temps de travail : *Derosier (Bernard)* (p. 5150) ; *Ralite (Jack)* (p. 5151).

Résonance magnétique nucléaire : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5136, 5137) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5137, 5149) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5148, 5149).

Retraites et préretraites : *Aubert (Emmanuel)* (p. 5143) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 5143, 5144).

Toxicomanie : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5140).

U.N.E.D.I.C. : *Aubert (Emmanuel)* (p. 5143) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 5143, 5144).

Examen des crédits [10 novembre 1983] (p. 5151) [17 novembre 1983] (p. 5450)

I. — **Section Commune**

Crédits inscrits à la ligne : affaires sociales et solidarité nationale — Travail, santé, emploi. — I. Section Commune (p. 5151).

État B. — Titre III : adopté.

État C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

II. — **Santé, solidarité nationale**

Crédits inscrits à la ligne : affaires sociales et solidarité nationale — Travail, santé, emploi. — II. Santé, solidarité nationale :

État B. — Titre III : réduction de crédits : adoptée.

Titre IV : réduction de crédits adoptée.

État C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Report de la discussion de l'article 102 à la fin de l'examen des crédits et des articles rattachés à des crédits.

III. — **Travail, emploi**

Crédits inscrits à la ligne : affaires sociales et solidarité nationale — Travail, santé, emploi. — III. Travail, emploi :

État B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

État C. — Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 5152).

Article 102 *(assujettissement des personnes physiques fiscalement domiciliées en France à une contribution versée à la caisse nationale des allocations familiales)* ; **rappel au règlement de M. Gilbert Gantier** (p. 5450) ; reconduction du prélèvement de 1 p. 100 sur le revenu net imposable des personnes physiques ; élargissement de l'assiette de ce prélèvement ; amendement n° 180 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 5451) ; refus du Gouvernement de tenir compte de la situation familiale des contribuables ; constitutionnalité de cet article ; rejeté ; amendement n° 181 de M. Gilbert Gantier (suppression des paragraphes I et II de cet article) ; excédent de la caisse nationale des allocations familiales (p. 5452) ; rejeté ; amendement n° 50 de M. Parfait Jans (limitant à une seule année la reconduction de la contribution sur le revenu imposable) ; amendement n° 57 de la commission soutenu par M. Guy Bêche, rapporteur spécial (même objet, de précision) ; sous-amendement n° 240 de M. Gilbert Gantier (caractère exceptionnel de la contribution) ; sous-amendement n° 182 de M. Gilbert Gantier (fixant le taux de cette contribution à 0,25 p. 100 du revenu imposable) ; droit du Parlement de se prononcer sur l'affectation du produit de la contribution (p. 5453) ; « cas de conscience » posé par cet article au groupe communiste ; futur « Grenelle » de la protection sociale (p. 5454) ; amendement n° 50 retiré ; sous-amendements n° 240 et 182 rejetés ; amendement n° 57 adopté ; amendement n° 183 de M. Gilbert Gantier (fixant le taux de la contribution à 0,25 p. 100) : devenu sans objet ; amendement n° 59 de la commission soutenu par M. Guy Bêche, rapporteur spécial (de conséquence) : adopté ; amendements n° 58 de la commission soutenu par M. Guy Bêche, rapporteur spécial et n° 51 de M. Parfait Jans (contribuables exonérés de la contribution prévue par cet article) (p. 5455) ; cas des personnes âgées aux revenus très faibles ; arguments techniques conduisant à la suppression des déductions ; aides ménagères ; amendement n° 58 adopté ; en conséquence, amendement n° 51 devenu sans objet ; amendement n° 184 de M. Gilbert Gantier (prise en compte des charges de famille pour l'établissement de la contribution de 1 p. 100 sur le revenu des personnes physiques) (p. 5456) ; caractère démagogique de l'amendement n° 184 de M. Gilbert Gantier ; perte du pouvoir d'achat des allocations familiales pendant le précédent septennat (p. 5457) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 60 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 185 de M. Gilbert Gantier (décote applicable aux personnes à charge) : rejeté ; amendement n° 186 de M. Gilbert Gantier (contribuables ayant au moins trois enfants à charge) : rejeté ; amendements identiques n° 187 de M. Gilbert Gantier et n° 255 de M. Guy Bêche (cas des enfants titulaires de la carte d'invalidité) (p. 5458) ; opinion de la commission des finances défavorable à l'amendement n° 187 et favorable à l'amendement n° 255 ; amendements n° 187 et n° 255 : adoptés ; amendement n° 188 de M. Gilbert Gantier (dérogations applicables aux contribuables célibataires, divorcés ou veufs n'ayant

pas d'enfants à charge mais dont les enfants sont morts) : rejeté ; amendement n° 61 de la commission (de conséquence) (p. 5459) ; adopté ; amendement n° 62 de la commission (même objet) : adopté ; amendement n° 189 de M. Gilbert Gantier (cas des contribuables ayant à charge un enfant ou plus entre la date du 31 décembre 1983 et la date d'exigibilité des acomptes ou du solde en 1984) : rejeté ; amendement n° 190 de M. Gilbert Gantier (cas des propriétaires de logements exonérés de la taxe foncière en 1983 et devenant imposables en 1984) : rejeté ; amendement n° 191 de M. Gilbert Gantier (suppression du paragraphe VI de cet article précisant que la contribution instituée par cet article fait l'objet d'acomptes) ; nécessité des acomptes pour assurer la trésorerie des régimes sociaux ; rejeté ; amendement n° 239 de M. Guy Bêche (adaptation du régime aux acomptes) : adopté ; amendements n° 192 et 193 de M. Gilbert Gantier (dépôt d'un rapport établi par le Gouvernement sur le bureau des Assemblées parlementaires) ; utilisation des sommes collectées au titre du 1 p. 100 social (p. 5461) ; information du Parlement ; rejetés ;

— article 102, ainsi modifié, adopté (p. 5462).

AGRICULTURE. — BAPSA

Discussion générale [4 novembre 1983] (p. 4825, 4847, 4875)

Agro-alimentaires (industries) : *Rocard (Michel)* (p. 4867).

Calamités agricoles (réforme de l'indemnisation) : *Malvy (Martin)* (p. 4829) ; *Ravassard (Noël)* (p. 4840) ; *Bourget (René)* (p. 4858) ; *Rocard (Michel)* (p. 4862, 4872).

Conjoints des agriculteurs (protection sociale) : *Couillet (Michel)* (p. 4833) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4834).

Cotisations sociales (notamment modulation en fonction des revenus) : *Couillet (Michel)* (p. 4832) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4833, 4834) ; *André (René)* (p. 4835) ; *Barre (Raymond)* (p. 4842) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4850, 4851).

Charges pesant sur l'agriculture : *Rocard (Michel)* (p. 4862).

Déficits structurels : *Tavernier (Yves)* (p. 4827) ; *Poignant (Bernard)* (p. 4831) ; *Ravassard (Noël)* (p. 4840).

Dépenses de santé (maîtrise des) : *Couillet (Michel)* (p. 4831).

Désengagement de l'État : *Gengenwin (Germain)* (p. 4834) ; *André (René)* (p. 4834) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4849) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4851).

Diversification de l'agriculture : *Tavernier (Yves)* (p. 4826) ; *Pistre (Charles)* (p. 4827) ; *Ravassard (Noël)* (p. 4839).

Emploi agricole : *Ravassard (Noël)* (p. 4839).

Enseignement agricole : *Tavernier (Yves)* (p. 4826) ; *Ravassard (Noël)* (p. 4839) ; *Renard (Roland)* (p. 4853, 4854) ; *Chouat (Didier)* (p. 4855, 4856) ; *Rocard (Michel)* (p. 4870, 4871).

Exode rural : *Barre (Raymond)* (p. 4845).

Filière bois et forêts : *Malvy (Martin)* (p. 4829) ; *Rocard (Michel)* (p. 4868) ; *Souchon (René)* (p. 4875, 4876).

Fiscalité agricole : *Tavernier (Yves)* (p. 4826) ; *Pistre (Charles)* (p. 4827, 4828) ; *Huguet (Roland)* (p. 4830) ; *Ravassard (Noël)* (p. 4840) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4852) ; *Rocard (Michel)* (p. 4872, 4873).

Formation des agriculteurs : *Gouze (Hubert)* (p. 4860).

Fruits et légumes : *Rocard (Michel)* (p. 4838) ; *Ravassard (Noël)* (p. 4841).

Horticulture : *Alphandery (Edmond)* (p. 4856).

Hydraulique agricole : *Malvy (Martin)* (p. 4829) ; *Huguet (Roland)* (p. 4830) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 4837) ; *Ravassard (Noël)* (p. 4840) ; *Métais (Pierre)* (p. 4853).

Indemnité de départ : *Couillet (Michel)* (p. 4833) ; *Barre (Raymond)* (p. 4844).

Industries agro-alimentaires : *Malvy (Martin)* (p. 4829) ; *Poignant (Bernard)* (p. 4830) ; *Ravassard (Noël)* (p. 4839, 4840) ; *Barre (Raymond)* (p. 4843).

Installation des jeunes agriculteurs : *Tavernier (Yves)* (p. 4826) ; *Pistre (Charles)* (p. 4828) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 4837) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4852) ; *Valroff (Jean)* (p. 4857) ; *Gouzes (Gérard)* (p. 4859) ; *Rocard (Michel)* (p. 4869).

Lait : *Rocard (Michel)* (p. 4864, 4865).

Marché commun (élargissement) : *Combasteil (Jean)* (p. 4848) ; *Rocard (Michel)* (p. 4865, 4866).

Modernisation de l'agriculture : *Malvy (Martin)* (p. 4829).

Montagne : *Godfrain (Jacques)* (p. 4838) ; *Valroff (Jean)* (p. 4857) ; *Souchon (René)* (p. 4875, 4876, 4877).

Montants compensatoires monétaires : *Tavernier (Yves)* (p. 4827) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 4838) ; *Barre (Raymond)* (p. 4842) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4847).

Mutations de l'agriculture : *Tavernier (Yves)* (p. 4845).

Mutualité agricole : *Godfrain (Jacques)* (p. 4837).

Offices par produits : *Tavernier (Yves)* (p. 4826) ; *Pistre (Charles)* (p. 4828) ; *Ravassard (Noël)* (p. 4840) ; *Barre (Raymond)* (p. 4842) ; *Rocard (Michel)* (p. 4842, 4866, 4867).

Parité entre les régimes sociaux : *Gengenwin (Germain)* (p. 4833) ; *André (René)* (p. 4835) ; *Barre (Raymond)* (p. 4846).

IXe Plan et agriculture : *Malvy (Martin)* (p. 4828) ; *Ravassard (Noël)* (p. 4839) ; *Barre (Raymond)* (p. 4841) ; *Rocard (Michel)* (p. 4854) ; *Valroff (Jean)* (p. 4857).

Politique agricole commune (P.A.C.) : *Huguet (Roland)* (p. 4830) ; *Poignant (Bernard)* (p. 4831) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 4837) ; *Ravassard (Noël)* (p. 4841) ; *Barre (Raymond)* (p. 4843, 4845, 4846) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4848) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4849) ; *Valroff (Jean)* (p. 4857) ; *Rocard (Michel)* (p. 4864, 4872).

Prestations sociales agricoles : *Couillet (Michel)* (p. 4832) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4833) ; *André (René)* (p. 4835) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4850) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4851).

Prêts à moyen terme ordinaires (suppression des) : *Tavernier (Yves)* (p. 4827) ; *Barre (Raymond)* (p. 4843) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4849) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4851) ; *Rocard (Michel)* (p. 4868, 4869).

Règlement ovin : *Godfrain (Jacques)* (p. 4838) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4847).

Région (rôle dans le domaine agricole) : *Rocard (Michel)* (p. 4871).

Retraite des agriculteurs : *Couillet (Michel)* (p. 4833) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4834) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 4837) ; *Barre (Raymond)* (p. 4844) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4851) ; *d'Harcourt (François)* (p. 4859) ; *Rocard (Michel)* (p. 4873).

Revenus agricoles : *Tavernier (Yves)* (p. 4826) ; *Pistre (Charles)* (p. 4827) ; *Rocard (Michel)* (p. 4835) ; *Barre (Raymond)* (p. 4841, 4842) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4848) ; *d'Harcourt (François)* (p. 4859) ; *Rocard (Michel)* (p. 4862).

Revenu cadastral : *Couillet (Michel)* (p. 4832), *Geng (Francis)* (p. 4854).

S.A.F.E.R. : *Malvy (Martin)* (p. 4829).

Société d'épargne foncière agricole (S.E.F.A.) : *Malvy (Martin)* (p. 4829) ; *Huguet (Roland)* (p. 4830) ; *Ravassard (Noël)* (p. 4839) ; *Gouze (Hubert)* (p. 4860).

Stocks à rotation lente : *Huguet (Roland)* (p. 4830) ; *Ravassard (Noël)* (p. 4840).

Viticulture : *Bayou (Raoul)* (p. 4860, 4861) ; *Rocard (Michel)* (p. 4863).

Vote favorable du groupe socialiste : *Chouat (Didier)* (p. 4856) ; *Gouze (Hubert)* (p. 4860).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4850).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Mayoud (Alain)* (p. 4852).

Procédure des questions.

Avances aux cultures : *Julia (Didier)* (p. 4878) ; *Rocard (Michel)* (p. 4878).

Betterave : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4892, 4893) ; *Rocard (Michel)* (p. 4893).

Bois et forêts : *Vuillaume (Roland)* (p. 4893) ; *Souchon (René)* (p. 4893, 4894).

Budget agricole communautaire : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4888) ; *Rocard (Michel)* (p. 4888).

Canne à sucre : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 4885) ; *Rocard (Michel)* (p. 4885).

Céréales (baisse des prix) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4888) ; *Rocard (Michel)* (p. 4889).

Communauté économique européenne (C.E.E. élargissement) : *Garrouste (Marcel)* (p. 4881) ; *Senès (Gilbert)* (p. 4882) ; *Rocard (Michel)* (p. 4883).

Contrat emploi-formation-installation : *Cartelet (Michel)* (p. 4882) ; *Rocard (Michel)* (p. 4882).

Coopératives agricoles : *Balmigère (Paul)* (p. 4891, 4892) ; *Rocard (Michel)* (p. 4892).

« Cultures méditerranéennes » : *Jagoret (Pierre)* (p. 4880) ; *Rocard (Michel)* (p. 4880) ; *Grézard (Léo)* (p. 4880) ; *Rocard (Michel)* (p. 4880, 4881).

Dotation globale d'équipement (section « Équipement rural ») : *Hunault (Xavier)* (p. 4887).

Enseignement agricole privé : *Bergelin (Christian)* (p. 4895) ; *Rocard (Michel)* (p. 4895).

Entreprise agricole (statut juridique) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 4889) ; *Rocard (Michel)* (p. 4889).

Exploitation familiale : *Defontaine (Jean-Pierre)* (p. 4881, 4882) ; *Rocard (Michel)* (p. 4882, 4883, 4887).

Guadeloupe : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 4885) ; *Rocard (Michel)* (p. 4885).

Imposition au régime du réel : *Julia (Didier)* (p. 4877) ; *Rocard (Michel)* (p. 4878, 4888) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 4878) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 4888).

Industries agro-alimentaires : *Julia (Didier)* (p. 4879) ; *Rocard (Michel)* (p. 4879, 4880, 4892) ; *Balmigère (Paul)* (p. 4891, 4892).

Installation des jeunes agriculteurs : *Rocard (Michel)* (p. 4887).

Investissements : *Cointat (Michel)* (p. 4895, 4896) ; *Rocard (Michel)* (p. 4896).

Maladies du bétail : *Lestas (Roger)* (p. 4883, 4884) ; *Rocard (Michel)* (p. 4884).

Montagne : *Cointat (Michel)* (p. 4896, 4897) ; *Souchon (René)* (p. 4897).

Mutuelles agricoles (taxation des assurances souscrites) : *Senès (Gilbert)* (p. 4882) ; *Rocard (Michel)* (p. 4882) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 4887).

Office des plantes à parfum : *Grézard (Léo)* (p. 4890) ; *Rocard (Michel)* (p. 4890).

Politique agricole commune : *Cointat (Michel)* (p. 4894) ; *Rocard (Michel)* (p. 4894, 4895).

Prêts aux agriculteurs : *Godefroy (Pierre)* (p. 4887) ; *Rocard (Michel)* (p. 4887, 4888, 4896) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4896).

Remembrement : *Grézard (Léo)* (p. 4880) ; *Rocard (Michel)* (p. 4880).

Retraite des agriculteurs : *Mathieu (Gilbert)* (p. 4884) ; *Rocard (Michel)* (p. 4884, 4891) ; *Patriat (François)* (p. 4890, 4891).

Revenus agricoles : *Balmigère (Paul)* (p. 4891) ; *Rocard (Michel)* (p. 4891).

Stocks à rotation lente : *Godefroy (Pierre)* (p. 4878) ; *Rocard (Michel)* (p. 4879) ; *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 4884, 4885) ; *Rocard (Michel)* (p. 4885).

Tabaculture : *Dutard (Lucien)* (p. 4885, 4886) ; *Rocard (Michel)* (p. 4886).

Taxe de coresponsabilité laitière : *Jagoret (Pierre)* (p. 4880) ; *Rocard (Michel)* (p. 4880).

T.V.A. (Détaxation sur les carburants) : *Malgras (Robert)* (p. 4881) ; *Rocard (Michel)* (p. 4881).

Vieillissement de la population agricole : *Hunault (Xavier)* (p. 4887).

Viticulture : *Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 4884, 4885) ; *Rocard (Michel)* (p. 4885, 4886, 4890) ; *Balmigère (Paul)* (p. 4886) ; *Lacombe (Jean)* (p. 4889).

Examen des crédits [4 novembre 1983] (p. 4897).

Crédits inscrits à la ligne « Agriculture ».

État B. — Titre III : adopté.

Titre IV : amendement n° 43 de M. Edmond Alphandery (réduction de crédits) ; évolution des investissements agricoles en longue période (p. 4897) ; office national interprofessionnel de l'élevage de la viande bovine et de l'aviculture ; dégradation des échanges extérieurs en la matière ; politique pour éviter la décapitalisation dans l'élevage : office des viandes ; accusation de M. Raymond Barre de mettre à la tête des offices des amis politiques de la majorité ; rôle des offices ; (p. 4298) ; rejeté.

Titre IV : adopté.

État C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Article 104 *(définition des conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'État et de ses établissements)* : adopté.

Après l'article 112 : amendement n° 44 de M. Edmond Alphandery (dépôt d'un rapport relatif aux conditions d'utilisation des crédits consacrés à l'amélioration des structures agricoles) ; installation des jeunes agriculteurs ; loi d'orientation agricole de M. Pierre Méhaignerie ; démantèlement des exploitations viables ; dépôt d'un projet de loi foncière ; création du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (p. 4899) ; viande bovine et montants compensatoires monétaires ; rejeté ; amendement n° 45 de M. Edmond Alphandery (dépôt d'un rapport sur les conditions d'utilisation des crédits consacrés à la garantie contre les calamités agricoles) ; problème des montants compensatoires monétaires ; problème du stockage et de la vente à l'étranger des stocks de viande (p. 4900) ; rejeté.

Budget annexe des prestations sociales agricoles (B.A.P.S.A.).

Article 46 *(services votés)* : adopté.

Article 47 *(mesures nouvelles)* : adopté.

Article 103 *(versement par l'État d'une subvention au fonds national des prestations familiales)* : adopté (p. 4901).

ANCIENS COMBATTANTS

Discussion générale [27 octobre 1983] (p. 4651, 4663).

A.F.N. (ancien d') : *Brocard (Jean)* (p. 4654) ; *Mauger (Pierre)* (p. 4656) ; *Proveux (Jean)* (p. 4657) ; *Vacant (Edmond)* (p. 4665) ; *Delehedde (André)* (p. 4666).

Attentat dont a été victime le contingent français au Liban : *Falala (Jean)* (p. 4654) ; *Tourné (André)* (p. 4659) ; *Vacant (Edmond)* (p. 4664).

Attitude de M. André Vouillot, rapporteur spécial : *Falala (Jean)* (p. 4653) ; *Brocard (Jean)* (p. 4654) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 4658).

Carte de combattant (attribution de la) : *Vouillot (Hervé)* (p. 4652) ; *Jarosz (Jean)* (p. 4655).

Commémorations : *Vouillot (Hervé)* (p. 4652) ; *Falala (Jean)* (p. 4653) ; *Brocard (Jean)* (p. 4634) ; *Jarosz (Jean)* (p. 4655) ; *Delehedde (Jean)* (p. 4665) ; *Laurain (Jean)* (p. 4667).

Commission de l'information historique pour la paix (travaux de la) : *Vouillot (Hervé)* (p. 4652) ; *Brocard (Jean)* (p. 4654) ; *Lagorce (Pierre)* (p. 4657).

Déportés du travail et S.T.O. : *Proveux (Jean)* (p. 4658) ; *Vacant (Edmond)* (p. 4665).

Diminution du budget du secrétariat d'État aux anciens combattants : *Falala (Jean)* (p. 4653) ; *Laurain (Jean)* (p. 4666).

« Malgré-nous » : *Falala (Jean)* (p. 4653) ; *Jarosz (Jean)* (p. 4655) ; *Proveux (Jean)* (p. 4658).

Mineurs (pensions des anciens) : *Delehedde (André)* (p. 4665).

Office national des anciens combattants : *Mauger (Pierre)* (p. 4656) ; *Laurain (Jean)* (p. 4667).

Personnels du secrétariat d'État aux anciens combattants (diminution des) : *Vouillot (Hervé)* (p. 4652) ; *Falala (Jean)* (p. 4653) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 4658) ; *Laurain (Jean)* (p. 4658).

Rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4655) ;

Rappel au règlement de MM. André Delehedde et Pierre Mauger : *Delehedde (André)* (p. 4656) ; *Mauger (Pierre)* (p. 4657).

Rapport constant : *Vouillot (Hervé)* (p. 4652) ; *Falala (Jean)* (p. 4653) ; *Brocard (Jean)* (p. 4654) ; *Jaroz (Jean)* (p. 4655) ; *Mauger (Pierre)* (p. 4656) ; *Lagorce (Pierre)* (p. 4657) ; *Proveux (Jean)* (p. 4657) ; *Tourné (André)* (p. 4659) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 4664) ; *Vacant (Edmond)* (p. 4664) ; *Delehedde (André)* (p. 4666) ; *Laurain (Jean)* (p. 4666, 4667).

Réinsertion des handicapés et appareillage : *Vouillot (Hervé)* (p. 4652) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 4664) ; *Laurain (Jean)* (p. 4667).

Rénovation de l'Institution nationale des Invalides : *Vouillot (Hervé)* (p. 4651).

Veuves de guerre et ascendants des tués : *Brocard (Jean)* (p. 4654) ; *Jarosz (Jean)* (p. 4655) ; *Mauger (Pierre)* (p. 4656) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 4658) ; *Tourné (André)* (p. 4659).

Procédure des questions : (p. 4668).

Carte de combattant des anciens d'Afrique du Nord : *Brune (Alain)* (p. 4670) ; *Laurain (Jean)* (p. 4670, 4671, 4672).

Cérémonies patriotiques et travaux de la commission nationale de l'information historique pour la paix : *Schreiner (Bernard)* (p. 4670) ; *Laurain (Jean)* (p. 4670).

« Malgré-Nous » : *Koehl (Emile)* (p. 4668) ; *Laurain (Jean)* (p. 4669) ; *Oehler (Jean)* (p. 4669).

Mundat (forêt de) : *Oehler (Jean)* (p. 4669) ; *Laurain (Jean)* (p. 4669).

Rapport constant : *Brocard (Jean)* (p. 4669) ; *Laurain (Jean)* (p. 4669).

Rawa-Ruska (anciens prisonniers du camp disciplinaire de) : *Chasseguet (Gérard)* (p. 4671) ; *Laurain (Jean)* (p. 4672).

Réfractaires au S.T.O. : *Laurain (Jean)* (p. 4672).

Veuves de guerre (pension des) : *Laurain (Jean)* (p. 4672).

Suspension de séance demandée par M. André Tourné (p. 4671).

Examen des crédits (p. 4673).

État B. — Titre III : adopté.

Explication de vote sur le titre IV : insuffisance du rattrapage du rapport constant : *Tourné (André)* (p. 4673).

Titre IV. : adopté au scrutin public (p. 4673).

COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion générale [25 octobre 1983] (p. 4535).

Aides aux entreprises commerciales et artisanales : *Neiertz (Véronique)* (p. 4541) ; *Proriol (Jean)* (p. 4544).

Artisanat en milieu urbain : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4537) ; *Crépeau (Michel)* (p. 4547).

Artisanat montagnard : *Valroff (Jean)* (p. 4540) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4541) ; *Crépeau (Michel)* (p. 4546).

Banques (rôle des) : *Sprauer (Germain)* (p. 4536) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4542).

Bâtiment et travaux publics : *Balmigère (Paul)* (p. 4538) ; *Bayard (Henri)* (p. 4542).

Centrales d'achat : *Charié (Jean-Paul)* (p. 4539).

« Chalandonnettes » : *Rodet (Alain)* (p. 4545).

Commission des marchés à terme : *Sprauer (Germain)* (p. 4535) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4537).

Conjoints d'artisans et de commerçants : *Bouvard (Loïc)* (p. 4540).

Contrat installation-formation : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4537).

Crédits du commerce et de l'artisanat : *Sprauer (Germain)* (p. 4535) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 4536) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4537) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4541) ; *Proriol (Jean)* (p. 4543) ; *Crépeau (Michel)* (p. 4546).

Environnement financier des entreprises : *Neiertz (Véronique)* (p. 4541) ; *Crépeau (Michel)* (p. 4549).

Fiscalité du Commerce et de l'Artisanat : *Bouvard (Loïc)* (p. 4541) ; *Micaux (Michel)* (p. 4545) ; *Crépeau (Michel)* (p. 4547).

Formation professionnelle : *Sprauer (Germain)* (p. 4536) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 4536) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4537) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 4539) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4540) ; *Proriol (Jean)* (p. 4543) ; *Crépeau (Michel)* (p. 4546).

Fraude fiscale : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4537).

Gérants mandataires : *Balmigère (Paul)* (p. 4538) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4542) ; *Crépeau (Michel)* (p. 4548).

Indemnité de départ : *Balmigère (Paul)* (p. 4538) ; *Crépeau (Michel)* (p. 4548).

Liberté de la concurrence et liberté d'entreprendre : *Charié (Jean-Paul)* (p. 4538) ; *Bayard (Henri)* (p. 4543).

Mayotte : *Hory (Jean-François)* (p. 4543).

Micro-informatique et monnaie électronique : *Crépeau (Michel)* (p. 4547).

Registre des métiers (diminution des inscriptions au) : *Proriol (Jean)* (p. 4543) ; *Rodet (Alain)* (p. 4545).

Revenus des commerçants : *Charié (Jean-Paul)* (p. 4539).

Sous-traitance : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 4536) ; *Balmigère (Paul)* (p. 4538) ; *Crépeau (Michel)* (p. 4548).

Statistiques (amélioration des) : *Sprauer (Germain)* (p. 4535) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4537).

Transmission des entreprises artisanales : *Valroff (Jean)* (p. 4540).

« Travail noir » : *Micaux (Pierre)* (p. 4545).

Urbanisme commercial et grandes surfaces : *Sprauer (Germain)* (p. 4536) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 4538) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4541) ; *Bayard (Henri)* (p. 4543) ; *Sarre (Georges)* (p. 4544) ; *Rodet (Alain)* (p. 4545) ; *Crépeau (Michel)* (p. 4546).

Zones sensibles et rurales : *Sprauer (Germain)* (p. 4535) ; *Dumont (Jean-Louis)* (p. 4536) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4537) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4541) ; *Crépeau (Michel)* (p. 4546).

Procédure des questions (p. 4549).

Grandes surfaces et moyennes surfaces : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4549) ; *Crépeau (Michel)* (p. 4549).

Examen des crédits (p. 4550).

Etat B. — Titre III : adopté.

Etat B. — Titre IV : adopté.

Etat C. — Titre VI : autorisations de programme : adoptées.

Crédits de paiement : adoptés (p. 4550).

Article 105 *(Contribution égale au montant du droit fixe pour frais de Chambre des métiers)* : amendement n° 16 de la commission de la production et des échanges (de précision) : adopté.

— article 105, ainsi modifié, adopté.

après l'article 105 : amendement n° 17 du Gouvernement (revalorisant le plafond de la redevance pour frais de chambre des métiers) ; amendement n° 15 de la commission de la production et des échanges (même objet) ; amendement n° 17 adopté ; en conséquence l'amendement n° 15 devient sans objet (p. 4550).

COMMERCE EXTÉRIEUR ET TOURISME

Discussion générale [25 octobre 1983] (p. 4507, 4517).

Agro-alimentaires (échanges) : *Mayoud (Alain)* (p. 4510).

Aides aux entreprises exportatices : *Chomat (Paul)* (p. 4508) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4509) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4514) ; *Cresson (Edith)* (p. 4522).

Amélioration des résultats du commerce extérieur : *Chomat (Paul)* (p. 4507) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4509) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4510) ; *Cointat (Michel)* (p. 4514) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4514) ; *Sarre (Georges)* (p. 4518) ; *Germon (Claude)* (p. 4518) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4519) ; *Cresson (Edith)* (p. 4522).

Américains (touristes) : *Carraz (Roland)* (p. 4525).

Carnet de change (suppression du) : *Vial-Massat (Théo)* (p. 4509).

Chèques-vacances : *Porelli (Vincent)* (p. 4517) ; *Carraz (Roland)* (p. 4526).

Dette extérieure de la France : *Cointat (Michel)* (p. 4513).

Diminution du budget du tourisme : *de Préaumont (Jean)* (p. 4510) ; *Bégault (Jean)* (p. 4513) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4515) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4518) ; *Cresson (Edith)* (p. 4523).

Diminution des échanges internationaux : *Chomat (Paul)* (p. 4507) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4509) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4515).

Dollar (hausse du) : *Chomat (Paul)* (p. 4507) ; *Cointat (Michel)* (p. 4513) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4519) ; *Cresson (Edith)* (p. 4524).

Entreprises nationalisées : *Sarre (Georges)* (p. 4518).

Exportation de devises par les travailleurs immigrés : *Micaux (Pierre)* (p. 4519) ; *Cresson (Edith)* (p. 4525).

Facture énergétique et stock pétrolier : *Cointat (Michel)* (p. 4513) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4519) ; *Cresson (Edith)* (p. 4525).

Franc (baisse du) : *Chomat (Paul)* (p. 4508) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4510) ; *Cointat (Michel)* (p. 4513).

Gaz algérien : *Cointat (Michel)* (p. 4513).

G.I.E. « Bienvenue France » : *de Préaumont (Jean)* (p. 4511) ; *Cresson (Edith)* (p. 4523).

« Grands contrats » : *Chomat (Paul)* (p. 4508) ; *Cointat (Michel)* (p. 4514) ; *Cresson (Edith)* (p. 4522).

Hôtellerie : *de Préaumont (Jean)* (p. 4511) ; *Bégault (Jean)* (p. 4512) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4516) ; *Carraz (Roland)* (p. 4527).

Importations (diminution des) et exportations (augmentation des) : *Chomat (Paul)* (p. 4507) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4509) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4510) ; *Sarre (Georges)* (p. 4518) ; *Cresson (Edith)* (p. 4522).

Normes et normalisation : *Germon (Claude)* (p. 4519) ; *Cresson (Edith)* (p. 4524).

Pays en voie de développement : *Chomat (Paul)* (p. 4507) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4515).

P.M.E. — P.M.I. (effort d'exportation des) : *Mayoud (Alain)* (p. 4510) ; *Micaux (Pierre)* (p. 4519) ; *Cresson (Edith)* (p. 4522, 4524).

Promotion du tourisme français à l'étranger : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4515) ; *Pourchon (Maurice)* (p. 4519) ; *Sicard (Odile)* (p. 4521) ; *Cresson (Edith)* (p. 4523) ; *Carraz (Roland)* (p. 4526).

Protectionnisme : *Mayoud (Alain)* (p. 4510) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4515).

Ralentissement de la croissance : *Chomat (Paul)* (p. 4507) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4509) ; *Mayoud (Alain)* (p. 4510).

Régionalisation du tourisme : *Pourchon (Maurice)* (p. 4520) ; *Sicard (Odile)* (p. 4521) ; *Carraz (Roland)* (p. 4526).

Services de l'expansion économique à l'étranger : *Chomat (Paul)* (p. 4508) ; *Sarre (Georges)* (p. 4518) ; *Cresson (Edith)* (p. 4523).

Textile (plan) : *Sarre (Georges)* (p. 4518) ; *Cresson (Edith)* (p. 4525).

Thermalisme : *Wolff (Claude)* (p. 4521).

Tourisme : *Vial-Massat (Théo)* (p. 4509) ; *Cresson (Edith)* (p. 4523).

Tourisme social : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4515) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4517) ; *Pourchon (Maurice)* (p. 4520) ; *Sicard (Odile)* (p. 4520).

Tourisme vert : *Bégault (Jean)* (p. 4512) ; *Carraz (Roland)* (p. 4526).

Vente d'armes : *Vial-Massat (Théo)* (p. 4509) ; *Cresson (Edith)* (p. 4524).

Procédure des questions (p. 4527, 4534).

« Classes bleues » : *Nungesser (Roland)* (p. 4528) ; *Carraz (Roland)* (p. 4528).

Compensation (politique de) : *Richard (Lucien)* (p. 4534) ; *Carraz (Roland)* (p. 4534).

Conseillers du commerce extérieur : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4528) ; *Cresson (Edith)* (p. 4529).

Corée du Sud : *Bouvard (Loïc)* (p. 4532) ; *Cresson (Edith)* (p. 4532).

Expansion économique à l'étranger (services de l') : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4527) ; *Cresson (Edith)* (p. 4527).

« Grands contrats » : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4529) ; *Cresson (Edith)* (p. 4529, 4531) ; *Millon (Charles)* (p. 4531).

Investissements français à l'étranger : *Richard (Lucien)* (p. 4535) ; *Carraz (Roland)* (p. 4535).

Japon : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4527) ; *Cresson (Edith)* (p. 4528).

Observation statistique (développement des moyens de l') : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4530) ; *Carraz (Roland)* (p. 4530).

Prime spéciale d'équipement hôtelier : *Charié (Jean-Paul)* (p. 4530) ; *Carraz (Roland)* (p. 4530).

Service hôtelier et droit du travail : *André (René)* (p. 4528) ; *Carraz (Roland)* (p. 4528).

Stations touristiques et plan État-régions : *Metais (Pierre)* (p. 4530) ; *Carraz (Roland)* (p. 4530).

Subvention à l'association nationale des stations vertes de vacances : *André (René)* (p. 4528) ; *Carraz (Roland)* (p. 4528).

Thermalisme : *Beltrame (Serge)* (p. 4530) ; *Carraz (Roland)* (p. 4530).

Tourisme social : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4529) ; *Carraz (Roland)* (p. 4529).

Voies navigables touristiques : *Nungesser (Roland)* (p. 4528) ; *Carraz (Roland)* (p. 4528, 4531) ; *Patriat (François)* (p. 4531).

Examen des crédits (p. 4535).

Crédits inscrits à la ligne « Économie, finances et budget : II. — Services financiers ».

État B. — Titre III : adopté.

État B. — Titre IV : adopté.

État C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

État C. — Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 4535).

COMMUNICATION

Discussion générale [16 novembre 1983] (p. 5361).

Agence France Presse : *Fillioud (Georges)* (p. 5378).

Aides de l'État à la presse : *Boucheron (Jean-Michel)* (Charente) (p. 5363) ; *Mercieca (Paul)* (p. 5368, 5369) ; *Pinard (Joseph)* (p. 5372) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5378).

Câble : *Schreiner (Bernard)* (p. 5365) ; *Moreau (Louise)* (p. 5375).

Comités régionaux de la communication : *Boucheron (Jean-Michel)* (Charente) (p. 5362, 5363) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5365).

Conseil national de la communication audiovisuelle : *Forgues (Pierre)* (p. 5362) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Charente) (p. 5363).

Dépenses de radio et télévision : *Madelin (Alain)* (p. 5369).

Haute autorité de la communication audiovisuelle : *Boucheron (Jean-Michel)* (Charente) (p. 5363) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5365) ; *Loncle (François)* (p. 5370, 5371) ; *Moreau (Louise)* (p. 5374).

I.N.A. : *Fillioud (Georges)* (p. 5376, 5377).

Industrie du papier : *Mercieca (Paul)* (p. 5368).

Ordonnances de 1944 (réforme) : *Mercieca (Paul)* (p. 5368) ; *Loncle (François)* (p. 5371) ; *Baumel (Jacques)* (p. 5372) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5378, 5379).

Outre-Mer (réseau de télévision) : *Fillioud (Georges)* (p. 5377).

Pluralisme de la presse : *Mercieca (Paul)* (p. 5368) ; *Pinard (Joseph)* (p. 5372) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5374) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5379).

Politique de la droite en matière de communication : *Hage (Georges)* (p. 5363) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5364).

Presse régionale : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5374).

Programmes (industrie des) : *Schreiner (Bernard)* (p. 5365) ; *Madelin (Alain)* (p. 5369) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5377).

Publicité (recettes de — à la radio télévision) : *Forgues (Pierre)* (p. 5361) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 5366) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5378).

Publicité (recettes de — dans la presse) : *Mercieca (Paul)* (p. 5368) ; *Madelin (Alain)* (p. 5370) ; *Moreau (Louise)* (p. 5375).

Quatrième chaîne (« Canal Plus ») : *Forgues (Pierre)* (p. 5362) ; *Hage (Georges)* (p. 5364) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 5367) ; *Madelin (Alain)* (p. 5370) ; *Baumel (Jacques)* (p. 5371).

Radios privées locales : *Forgues (Pierre)* (p. 5362).

Radios publiques locales : *Hage (Georges)* (p. 5364) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5375) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5377).

Régionalisation des programmes : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 5373) ; *Bocquet (Alain)* (p. 5373) ; *Deschaux-Beaume (Freddy)* (p. 5375).

Service public de la radio télévision : *Hage (Georges)* (p. 5363, 5364) ; *Bocquet (Alain)* (p. 5373) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5376).

S.J.T.I. : *Boucheron (Jean-Michel)* (Charente) (p. 5363).

Statut de la presse (refus d'un) : *Madelin (Alain)* (p. 5370) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5378).

T.V.5 : *Hage (Georges)* (p. 5364) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5365).

Télévisions et radios régionales : *Hage (Georges)* (p. 5364) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5365).

Vote favorable du groupe socialiste : *Pinard (Joseph)* (p. 5372).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Vivien (Robert-André)* (p. 5367).

Procédure des questions (p. 5379).

Départements et territoires d'Outre-Mer (égalité de traitement avec la métropole) : *Jalton (Frédéric)* (p. 5379, 5380) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5380).

Départements et territoires d'Outre-Mer (FR3 Mayotte) : *Hory (Jean-François)* (p. 5380) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5380).

Quatrième chaîne de télévision : *Toubon (Jacques)* (p. 5381) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5382).

Radios libres (rapports avec les radios publiques locales) ; *Wilquin (Claude)* (p. 5381) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5381).

Sport (radio spécialisée à ce sujet) : *Wilquin (Claude)* (p. 5380) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5380).

Télévision régionale (cas de FR3 Centre notamment) : *Porthault (Jean-Claude)* (p. 5380, 5381) ; *Fillioud (Georges)* (p. 5381).

Examen des crédits de la Communication et des services du Premier ministre (p. 5382).

Crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre ».

I. — Services généraux.

État B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

État C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

État E annexé à l'article 62 (p. 5382).

Ligne 55 : adoptée.

Ligne 56 : adoptée.

Article 62 précédemment réservé *(perception des taxes parafiscales figurant à l'État E annexé)* : adopté.

Article 67 *(répartition de la redevance T.V.)* : adopté (p. 5383).

CULTURE

Discussion générale [7 novembre 1983] (p. 4904, 4924).

Action culturelle : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4905) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 4907) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4915) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4916) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 4917) ; *Lang (Jack)* (p. 4927).

Action culturelle extérieure : *Vadepied (Guy)* (p. 4907) ; *Bas (Pierre)* (p. 4913).

Aide à la création : *Pesce (Rodolphe)* (p. 4906) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4915) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 4917).

Alsace : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4914) ; *Lang (Jack)* (p. 4930).

Art lyrique : *Rimbault (Jacques)* (p. 4908) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4915).

Artistes : *Rimbault (Jacques)* (p. 4907).

Attitude de l'opposition vis-à-vis des réalisations culturelles après les élections municipales de 1983 : *Rimbault (Jacques)* (p. 4908) ; *Bas (Pierre)* (p. 4914) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4915).

Augmentation du budget de la culture : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4904) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 4905) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 4908) ; *d'Aubert (François)* (p. 4909) ; *Metzinger (Charles)* (p. 4912) ; *Bas (Pierre)* (p. 4913) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4915) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 4917) ; *Billon (Alain)* (p. 4921) ; *Lang (Jack)* (p. 4924).

Bercy (complexe omnisports de) : *Lang (Jack)* (p. 4929).

Bibliothèques municipales : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4915).

Bourges (Printemps de) : *Rimbault (Jacques)* (p. 4907) ; *Lang (Jack)* (p. 4930).

Câblage : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4905) ; *d'Aubert (François)* (p. 4911) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4918) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4920).

Centre Pompidou : *Lang (Jack)* (p. 4925) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4925).

Cinéma : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4904) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 4906) ; *Lang (Jack)* (p. 4925, 4927).

Décentralisation : *Pesce (Rodolphe)* (p. 4907) ; *d'Aubert (François)* (p. 4910) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4915) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 4917) ; *Lang (Jack)* (p. 4926).

Écoles de musique : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4915) ; *Lang (Jack)* (p. 4929).

Éducation artistique : *Lang (Jack)* (p. 4926).

Fleury — Directeur des antiquités historique de la région Île-de-France (mutation de M. Michel) : *d'Aubert (François)* (p. 4912) ; *Bas (Pierre)* (p. 4914) ; *Lang (Jack)* (p. 4914).

Grandes réalisations (Opéra de la Bastille, musée d'Orsay, musée de la Villette, Grand Louvre) : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4905) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 4908) ; *d'Aubert (François)* (p. 4909) ; *Bas (Pierre)* (p. 4913) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4915) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4918) ; *Billon (Alain)* (p. 4920) ; *Lang (Jack)* (p. 4926, 4927).

Industries culturelles : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4905) ; *Pesce (Rodolphe)* (p. 4905) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 4907) ; *d'Aubert (François)* (p. 4911) ; *Metzinger (Charles)* (p. 4912) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4916) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4919).

Institut de formation du Mont Saint-Michel : *Toubon (Jacques)* (p. 4918) ; *Lang (Jack)* (p. 4928).

Jazz : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4905).

Livre : *Vadepied (Guy)* (p. 4907) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 4917) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4918) ; *Lang (Jack)* (p. 4925).

Monuments historiques et patrimoine : *Pesce (Rodolphe)* (p. 4906) ; *d'Aubert (François)* (p. 4909) ; *Lang (Jack)* (p. 4912, 4925, 4926) ; *Bas (Pierre)* (p. 4913) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4915).

Musée et archéologie : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4904) ; *d'Aubert (François)* (p. 4909) ; *Lang (Jack)* (p. 4925).

Politisation de la culture : *Bas (Pierre)* (p. 4913) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4915) ; *Lang (Jack)* (p. 4930).

Régulation budgétaire : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 4909) ; *Lang (Jack)* (p. 4930).

Procédure des questions (p. 4930).

Action culturelle : *Bernard (Roland)* (p. 4931) ; *Lang (Jack)* (p. 4931).

Actions du ministère de la culture (explication de l') : *Collomb (Gérard)* (p. 4932) ; *Lang (Jack)* (p. 4932).

Cinéma : *Vivien (Robert-André)* (p. 4934) ; *Lang (Jack)* (p. 4935).

Danse : *Pinte (Etienne)* (p. 4934) ; *Lang (Jack)* (p. 4934).

Décentralisation culturelle : *Goulet (Daniel)* (p. 4934) ; *Lang (Jack)* (p. 4934).

Ile-de-France (culture en) : *Tavernier (Yves)* (p. 4930) ; *Lang (Jack)* (p. 4930).

Lecture publique : *Alaize (Jean-Marie)* (p. 4932) ; *Lang (Jack)* (p. 4933).

Musique : *Pinte (Etienne)* (p. 4932) ; *Lang (Jack)* (p. 4933).

Phonotèque : *Ibanès (Jean)* (p. 4932) ; *Lang (Jack)* (p. 4932).

Régulation budgétaire : *Goulet (Daniel)* (p. 4934) ; *Lang (Jack)* (p. 4934).

Télévision par cable : *Vivien (Robert-André)* (p. 4934) ; *Lang (Jack)* (p. 4935).

Examens des crédits (p. 4935)

Crédits inscrits à la ligne « culture »

État B. — Titre III : amendement n° 78 de M. François d'Aubert (réduction des crédits affectés à la délégation aux arts plastiques) (p. 4935) ; importance du nombre des amendements déposés par M. François d'Aubert ; coût de fonctionnement de la délégation aux arts plastiques ; rejeté ; amendement n° 80 de M. François d'Aubert (réduction des crédits du Musée d'Orsay) (p. 4936) ; rejeté ; amendement n° 81 de M. François d'Aubert (réduction des crédits) : retiré ; amendement n° 82 de M. François d'Aubert (réduction des crédits de fonctionnement de l'Odéon et du Théâtre de l'Europe) ; succès du théâtre de l'Europe ; rejeté ; amendement n° 85 de M. François d'Aubert (réduction des crédits de fonctionnement de l'Opéra de Paris) (p. 4937) ; devenir de l'Opéra lorsque l'Opéra de la Bastille sera construit ; théâtre musical de Paris ; rejeté ; amendement n° 86 de M. François d'Aubert (réduction des crédits de fonctionnement de la mission « Bastille ») ; rejeté ; amendement n° 88 de M. François d'Aubert (réduction des crédits de fonctionnement de la mission « Biasini-Grand Louvre ») (p. 4938) ; rejeté ; amendements n° 89 et 90 de M. François d'Aubert (réduction des crédits) : retirés ;

Titre III : adopté.

Titre IV : amendements n° 92 et 93 de M. François d'Aubert (réduction des crédits) : retirés ; amendement n° 94 de M. François d'Aubert (réduction des crédits) : rejeté ; amendement n° 95 de M. François d'Aubert (réduction des crédits) : retiré ; amendement n° 98 de M. François d'Aubert (réduction des crédits relatifs aux interventions en matière de théâtre) ; problème des théâtres nationaux ; mise en cause de M. Jérôme Savary ; rejeté ; amendement n° 99 de M. François d'Aubert (réduction des crédits affectés aux compagnies théatrales) (p. 4939) ; retiré ; amendement n° 102 de M. François d'Aubert (réduction des crédits affectés à l'art lyrique) : rejeté ; amendement n° 104 de M. François d'Aubert (réduction des crédits) : retiré ; amendement n° 105 de M. François d'Aubert (réduction des crédits affectés aux activités internationales du ministère de la culture) ; colloque de la Sorbonne ; festival des musiques de l'Océanie ; école française d'El Zahra (Tunisie) ; rejeté ; amendement n° 108 de M. François d'Aubert (réduction des crédits) : retiré ; amendement n° 109 de M. François d'Aubert (réduction des crédits du fonds d'intervention culturelle) (p. 4940) ; rejeté ; amendement n° 112 de M. François d'Aubert (réduction des crédits du F.I.A.C.R.E. et des F.R.A.C.) ; problème de l'acquisition des œuvres d'art ; rejeté ; amendement n° 113 de M. François d'Aubert (réduction des crédits) : retiré ;

Titre IV : adopté.

État C. — Titre V : amendement n° 91 de M. Pierre Bas (réduction des crédits de paiement) ; campagne dont a été victime M. Michel Fleury, directeur des antiquités de la région Ile-de-France ; motifs politiques de la mutation de celui-ci ; « archéologie bourgeoise » (p. 4941) ; direction de la mise à jour de l'enceinte du château de Philippe-Auguste dans la Cour du Louvre, confiée à M. Michel Fleury ; rejeté ; amendement n° 116 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement relatifs aux études du ministère de la culture) ; nomination de M. Dupavillon au cabinet du ministre de la culture ; rejeté ; amendement n° 117 de M. François d'Aubert (réduction des crédits destinés à la révision de prix) : rejeté (p. 4942) ; amendements n° 118, 119, 120, 122, 123, 124 et 126 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : retirés ; amendement n° 127 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement destinés à la restauration de l'Hôtel d'Hozier) : rejeté ; amendement n° 128 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme) : retiré ; amendement n° 129 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; contenu du bleu budgétaire ; rejeté ;

— autorisations de programme du titre V : adoptées ;

— crédits de paiement du titre V : adoptés.

Titre VI : amendement n° 131 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme) : retiré ; amendement n° 133 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement destinés au parc de la Villette) (p. 4943) ; rejeté ; amendement n° 134 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement destinés à l'Institut du monde arabe) : rejeté ; amendements n° 135 et 136 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : retirés ; amendement n° 139 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement destinés au Grand Louvre) : rejeté ; amendement n° 141 de M. François d'Aubert (réduction des crédits de paiement) : retiré (p. 4944) ; amendements n° 142 et 143 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : retirés ; amendement n° 144 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement destinés à la salle de rock n'roll de Bagnolet) ; usage des grandes salles à des fins de réunions politiques ; rejeté ; amendement n° 145 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement destinés à la cité musicale de la Villette) (p. 4945) ; rejeté ; amendement n° 146 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : retiré ; amendement n° 147 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement relatifs aux dépenses d'équipement au titre du développement culturel) ; crédits des maisons de la culture ; rejeté ; amendements n° 148 et n° 150 de M. François d'Aubert (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : retirés ;

— autorisations de programme du titre VI : adoptées ;

— crédits de paiement du titre VI : adoptés.

État D. — Titre III : adopté.

Opinion de M. Guy Ducoloné, vice-président, selon laquelle M. François d'Aubert a la volonté de détourner la procédure et de tourner en dérision la discussion budgétaire.

Rappel au règlement de M. François d'Aubert (p. 4946, 4947).

DÉFENSE ET BUDGET ANNEXE DES ESSENCES

Discussion générale [3 novembre 1983] (p. 4779, 4810)

Arme nucléaire tactique : *Hernu (Charles)* (p. 4780) ; *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 4785) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 4814).

Armée de l'air : *Bouvard (Loïc)* (p. 4792) ; *Lancien (Yves)* (p. 4797) ; *Hernu (Charles)* (p. 4815).

Armée de terre (effectifs) : *Hernu (Charles)* (p. 4781) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4789) ; *Lancien (Yves)* (p. 4797) ; *Nilès (Maurice)* (p. 4799) ; *Fillon (François)* (p. 4804) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 4813).

Armée de terre (équipements) : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4784) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4809) ; *Nilès (Maurice)* (p. 4799).

Arsenaux et établissements d'État : *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 4802) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 4803) ; *Gouze (Hubert)* (p. 4806) ; *Hernu (Charles)* (p. 4806, 4817).

Beyrouth (attentat dont a été victime le contingent français à) : *Hernu (Charles)* (p. 4780) ; *Le Drian (Charles)* (p. 4784) ; *Darinot (Louis)* (p. 4794) ; *Nilès (Maurice)* (p. 4789) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4799) ; *Fillon (François)* (p. 4803) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 4810) ; *Debré (Michel)* (p. 4810).

Budget annexe des essences et carburants : *Inchauspé (Michel)* (p. 4786, 4787, 4788) ; *Mauger (Pierre)* (p. 4788) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 4790) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4793) ; *Hernu (Charles)* (p. 4815).

Collectif budgétaire rendu nécessaire par le surcoût des opérations du Tchad et du Liban : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4783) ; *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 4785) ; *Lancien (Yves)* (p. 4796) ; *Tinseau (Luc)* (p. 4812) ; *Hernu (Charles)* (p. 4816).

Condition militaire : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4796).

Défense européenne : *Nilès (Maurice)* (p. 4798) ; *Debré (Michel)* (p. 4810) ; *Mesmin (Georges)* (p. 4813).

D.G.S.E. : *Mauger (Pierre)* (p. 4788).

Esprit de défense : *Hernu (Charles)* (p. 4800) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4808).

Euromissiles (pershing et SS 20) : *Hernu (Charles)* (p. 4879) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4782) ; *Darinot (Louis)* (p. 4794) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4801) ; *Fillon (François)* (p. 4804) ; *Mesmin (Georges)* (p. 4813).

Exemptions du service national : *Hernu (Charles)* (p. 4781, 4795) ; *Darinot (Louis)* (p. 4895).

Force d'action rapide : *Lagorce (Pierre)* (p. 4785) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4790) ; *Nilès (Maurice)* (p. 4799) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4807) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 4813) ; *Hernu (Charles)* (p. 4816).

Forces nucléaires stratégiques (priorité donnée aux) : *Hernu (Charles)* (p. 4780, 4812, 4816) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4784) ; *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 4785) ; *Lagorce (Pierre)* (p. 4785) ; *Mauger (Pierre)* (p. 4788) ; *Nilès (Maurice)* (p. 4798) ; *Fillon (François)* (p. 4804) ; *Debré (Michel)* (p. 4810) ; *Tinseau (Luc)* (p. 4811) ; *Mesmin (Georges)* (p. 4813).

Gendarmerie : *Hernu (Charles)* (p. 4780) ; *Aumont (Robert)* (p. 4793).

Genève (négociations de) : *Hernu (Charles)* (p. 4779) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4782) ; *Lagorce (Pierre)* (p. 4786) ; *Darinot (Louis)* (p. 4794) ; *Debré (Michel)* (p. 4810).

HADES : *Hernu (Charles)* (p. 4781) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4784) ; *Nilès (Maurice)* (p. 4798) ; *Tinseau (Luc)* (p. 4812).

Hélicoptères : *Hernu (Charles)* (p. 4782) ; *Lancien (Yves)* (p. 4797) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4807).

Indemnité de sujétion spéciale : *Bouvard (Loïc)* (p. 4794) ; *Hernu (Charles)* (p. 4794).

Industrie d'armement : *Hernu (Charles)* (p. 4782) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4789) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 4791).

« Informatique et chômage » (action) : *Hernu (Charles)* (p. 4781) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 4810).

Investissements (priorité donnée aux) : *Hernu (Charles)* (p. 4781) ; *Mauger (Pierre)* (p. 4788) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 4790) ; *Fillon (François)* (p. 4804).

Marine : *Gourmelon (Joseph)* (p. 4790) ; *Lancien (Yves)* (p. 4797).

Mirage IV et Mirage 2000 : *Hernu (Charles)* (p. 4780, 4815) ; *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 4785) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4796) ; *Nilès (Maurice)* (p. 4790) ; *Tinseau (Luc)* (p. 4812).

Missile M4 : *Hernu (Charles)* (p. 4780) ; *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 4785).

Montée des périls, défense de la paix, tension Est-Ouest, course aux armements et déséquilibre des forces : *Hernu (Charles)* (p. 4779, 4800) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4783) ; *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 4784) ; *Lagorce (Pierre)* (p. 4785) ; *Nilès (Maurice)* (p. 4798) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4799) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4807) ; *Debré (Michel)* (p. 4810) ; *Tinseau (Luc)* (p. 4811).

Mouvements pacifistes et solidarité gouvernementale : *Hernu (Charles)* (p. 4780, 4805) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4801) ; *Fillon (François)* (p. 4805).

Objecteurs de conscience : *Hernu (Charles)* (p. 4781).

Pension de réversion des veuves de militaires et de gendarmes : *Hernu (Charles)* (p. 4782) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 4791) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4793).

Personnel féminin : *Hernu (Charles)* (p. 4782) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4793).

Personnels civils : *Gouze (Hubert)* (p. 4805).

Porte-avions : *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 4785) ; *Gourmelon (Joseph)* (p. 4791) ; *Lancien (Yves)* (p. 4797).

Programmation militaire, évolution des crédits et pourcentage de ceux-ci par rapport au produit intérieur brut : *Hernu (Charles)* (p. 4780, 4812, 4815) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4783) ; *Darinot (Louis)* (p. 4794) ; *Lancien (Yves)* (p. 4796) ; *Nilès (Maurice)* (p. 4798) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4801) ; *Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine)* (p. 4802) ; *Fillon (François)* (p. 4804) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4806) ; *Debré (Michel)* (p. 4810, 4817) ; *Tinseau (Luc)* (p. 4811) ; *Mesmin (Georges)* (p. 4812).

Recherche et études : *Hernu (Charles)* (p. 4781) ; *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 4784) ; *Mauger (Pierre)* (p. 4788) ; *Darinot (Louis)* (p. 4794) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 4801) ; *Tinseau (Luc)* (p. 4811) ; *Mesmin (Georges)* (p. 4813) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 4814).

Réserves : *Darinot (Louis)* (p. 4795) ; *Hernu (Charles)* (p. 4795) ; *Nilès (Maurice)* (p. 4799) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4808).

Retraite des militaires : *Gourmelon (Joseph)* (p. 4791) ; *Hernu (Charles)* (p. 4817).

Section commune : *Mauger (Pierre)* (p. 4788).

Service national : *Hernu (Charles)* (p. 4781, 4816) ; *Combasteil (Jean)* (p. 4789) ; *Darinot (Louis)* (p. 4794) ; *Nilès (Maurice)* (p. 4799) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 4810).

Service de santé des armées : *Mauger (Pierre)* (p. 4788).

S.N.L.E. : *Hernu (Charles)* (p. 4788) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 4784) ; *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 4785) ; *Lancien (Yves)* (p. 4797) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 4808) ; *Debré (Michel)* (p. 4810) ; *Tinseau (Luc)* (p. 4812).

Sous-officiers : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4796) ;

SS 20 : *Hernu (Charles)* (p. 4780) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 4792) ; *Darinot (Louis)* (p. 4794) ; *Fillon (François)* (p. 4804).

Procédure des questions : (p. 4817)

Armes à énergie dirigée et armes anti-missiles : *Brocard (Jean)* (p. 4819) ; *Hernu (Charles)* (p. 4819).

Casernes de gendarmerie : *Garmendia (Pierre)* (p. 4817) ; *Hernu (Charles)* (p. 4817).

Dispense du service national accordée aux fils d'agriculteurs : *Lejeune (André)* (p. 4817) ; *Hernu (Charles)* (p. 4817).

Esprit de défense : *Briane (Jean)* (p. 4820) ; *Hernu (Charles)* (p. 4820) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4821).

Réorganisation de l'armée de terre : *Sprauer (Germain)* (p. 4818) ; *Hernu (Charles)* (p. 4818).

S.A.M.U. et service de santé des armées : *Lareng (Louis)* (p. 4818) ; *Hernu (Charles)* (p. 4818).

Service national long : *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 4818) ; *Hernu (Charles)* (p. 4818).

Veuves de gendarmes tués dans les opérations de police : *Garmendia (Pierre)* (p. 4817) ; *Hernu (Charles)* (p. 4817).

Examens des crédits (p. 4821).

Article 43 *(mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires) :* amendement n° 42 de M. Germain Sprauer (réduction des crédits affectés aux moyens des armes et services) ; réorganisation de l'armée de terre (p. 4821) ; évolution des menaces ; répartition des forces sur le territoire ; rejeté ; refus du président de séance de donner la parole à MM. Lucien Dutard et Michel Debré pour des explications de vote.

— article 43 adopté.

Article 44 *(mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services militaires) :* adopté.

Crédits inscrits à l'État D.

Titre III : adopté.

Budget annexe des essences : crédits ouverts à l'article 46 au titre des services votés : adoptés ; autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 47 : adoptées ; réduction de crédits inscrite au paragraphe II de l'article 47 : adoptée.

Après l'article 112 : amendement n° 13 de la commission (modifiant le contenu du fascicule budgétaire du service des essences) (p. 4822) ; indication des prévisions en volume ; adopté (p. 4823).

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Discussion générale [17 novembre 1983] (p. 5386, 5408).

Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (A.N.T.) : *Rouquet (René)* (p. 5389) ; *Debré (Michel)* (p. 5392) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5413).

Agriculture (notamment culture de la banane, du sucre et industrie du rhum) : *Rouquet (René)* (p. 5390) ; *Sablé (Victor)* (p. 5391, 5394) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5395) ; *Petit (Camille)* (p. 5397) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 5400) ; *Esdras (Marcel)* (p. 5401) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5410).

Annulation de crédits : *Pourchon (Maurice)* (p. 5387).

Crédits du Secrétariat d'État aux Départements et Territoires d'outre-mer (stagnation ou diminution des) : *Pourchon (Maurice)* (p. 5386) ; *Rouquet (René)* (p. 5388) ; *Sablé (Victor)* (p. 5390, 5394) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 5393) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5395) ; *Petit (Camille)* (p. 5397) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 5399) ; *Esdras (Marcel)* (p. 5400) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 5401) ; *Fontaine (Jean)* (p. 5402) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5410).

Créole (Langue) : *Fontaine (Jean)* (p. 5403) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5414).

Décentralisation outre-mer : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5387) ; *Fontaine (Jean)* (p. 5403) ; *Hory (Jean-François)* (p. 5409).

Éducation Nationale dans les départements d'outre-mer et Université Antilles-Guyane : *Sablé (Victor)* (p. 5394) ; *Esdras (Marcel)* (p. 5400) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 5402).

Grenade (situation dans l'île de la) : *Sablé (Victor)* (p. 5395) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 5399) ; *Brocard (Jean)* (p. 5414).

Guadeloupe : *Porelli (Vincent)* (p. 5395) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 5400) ; *Esdras (Marcel)* (p. 5400) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 5401) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5410).

Guyane : *Massot (François)* (p. 5408, 5409) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5412, 5414).

Immigration : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5387) ; *Rouquet (René)* (p. 5389) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5410).

Indépendance, autonomie, sécession : *Sablé (Victor)* (p. 5394) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 5402) ; *Brocard (Jean)* (p. 5414).

Martinique : *Petit (Camille)* (p. 5397) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5410).

Mayotte : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5387) ; *Hory (Jean-François)* (p. 5409).

Mer et industrie de la pêche : *Sablé (Victor)* (p. 5391) ; *Petit (Camille)* (p. 5397) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5412).

Nouvelle Calédonie : *Pourchon (Maurice)* (p. 5386) ; *Rouquet (René)* (p. 5389) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5395) ; *Pidjot (Roch)* (p. 5396) ; *Lafleur (Jacques)* (p. 5398, 5399) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5410, 5412, 5414).

Polynésie Française : *Rouquet (René)* (p. 5388) ; *Salmon (Tutaha)* (p. 5404) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5413).

Réunion (île de la) : *Debré (Michel)* (p. 5392, 5393, 5394) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 5393) ; *Fontaine (Jean)* (p. 5402) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5410).

Saint-Pierre-et-Miquelon : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5387) ; *Rouquet (René)* (p. 5390) ; *Pen (Albert)* (p. 5403) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5412).

Sécurité Publique et attentats : *Bourguignon (Pierre)* (p. 5387) ; *Esdras (Marcel)* (p. 5401).

Service Militaire Adapté : *Pourchon (Maurice)* (p. 5386) ; *Sablé (Victor)* (p. 5390, 5394) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5414).

Situation économique et sociale dans les départements d'outre-mer : *Rouquet (René)* (p. 5389) ; *Sablé (Victor)* (p. 5391, 5394) ; *Debré (Michel)* (p. 5392) ; *Bertile (Wilfrid)* (p. 5393) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5395) ; *Pidjot (Roch)* (p. 5396) ; *Petit (Camille)* (p. 5397) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 5400) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 5401) ; *Fontaine (Jean)* (p. 5403) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5410).

Terres australes et antarctiques françaises : *Pourchon (Maurice)* (p. 5387) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5410).

Tourisme : *Sablé (Victor)* (p. 5391, 5394) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5412).

Wallis et Futuna : *Rouquet (René)* (p. 5389) ; *Lemoine (Georges)* (p. 5413).

Examen des crédits (p. 5415).

Crédits inscrits à la ligne « départements et territoires d'outre-mer » :

I. — Section commune.

Etat B, Titre III : adopté.

Crédits inscrits à la ligne « Départements et territoires d'outre-mer » :

II. — Départements d'outre-mer.

Etat B, Titre IV : adopté.

Etat C, Titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programmes et crédits de paiement : adoptés.

Crédits inscrits à la ligne « départements et territoires d'outre-mer » : III. — Territoires d'outre-mer.

Etat B, Titre IV : adopté (p. 5415).

Etat C, Titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 5416).

ÉCONOMIE, FINANCES ET BUDGET. CONSOMMATION

Discussion générale [15 novembre 1983] (p. 5243)

Aide publique au développement : *Delors (Jacques)* (p. 5256).

Bons du trésor : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5244).

Centres locaux d'information sur les prix : *Beltrame (Serge)* (p. 5248) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5249) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5252) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5259).

Chambres régionales des comptes : *Delors (Jacques)* (p. 5255).

Charges communes (concept et composition) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5244) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5250).

Commission de la concurrence et des prix (saisine) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5246).

Commission des règlements des litiges sur la consommation : *Lalumière (Catherine)* (p. 5259).

Conseil national de la consommation : *Beltrame (Serge)* (p. 5248) ; *Bustin (Georges)* (p. 5252).

Contentieux fiscal : *Richard (Alain)* (p. 5253).

Contrats de qualité : *Beltrame (Serge)* (p. 5248) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5249) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5251, 5252) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5258, 5259).

Cotorep : *Emmanuelli (Henri)* (p. 5258) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5258).

Crédits à la consommation (progression des) : *Beltrame (Serge)* (p. 5248) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5248) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5259).

Dette publique (montant et composantes de la) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5244) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5250) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5251) ; *Delors (Jacques)* (p. 5255).

Douanes (conditions de travail des) : *Jans (Parfait)* (p. 5247) ; *Mercieca (Paul)* (p. 5251).

Échanges extérieurs (redressement des) : *Delors (Jacques)* (p. 5256).

Effectifs (insuffisance et redéploiement) : *Jans (Parfait)* (p. 5247) ; *Beltrame (Serge)* (p. 5247, 5248) ; *Mercieca (Paul)* (p. 5251) ; *Richard (Alain)* (p. 5253) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5257).

Entreprises nationalisées (pratiques discriminatoires) : *Gissinger (Antoine)* (p. 5249).

Fonds de garantie sur crédit budgétaire : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5245).

Fonds national de solidarité (aides du) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5245) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5251).

Fraude fiscale : *Mercieca (Paul)* (p. 5250) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5257).

Industrie (financement de l') : *Richard (Alain)* (p. 5254) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5256).

Informatique (crédits) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 5257, 5258).

Institut national de la consommation (réforme et financement) : *Beltrame (Serge)* (p. 5248) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5248) ; *Gissinger*

(Antoine) (p. 5249) ; *Bustin (Georges)* (p. 5252) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5259).

I.N.S.E.E. : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5246) ; *Delors (Jacques)* (p. 5255).

Marché obligataire : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5244).

Ministère de la consommation (réorganisation des services) : *Lalumière (Catherine)* (p. 5259).

Organisations de consommateurs : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5248) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5248) ; *Rodet (Alain)* (p. 5249) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5252) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5259).

P.M.E. et P.M.I. (aide aux) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5245) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5251).

Politique de la concurrence : *Zeller (Adrien)* (p. 5255).

Prêts au logement : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5245) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5250) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5251) ; *Richard (Alain)* (p. 5254) ; *Delors (Jacques)* (p. 5256).

Retraite des personnels civils et militaires : *Jans (Parfait)* (p. 5247).

Rigueur budgétaire : *Delors (Jacques)* (p. 5254, 5255).

Sécurité des consommateurs : *Beltrame (Serge)* (p. 5248) ; *Rodet (Alain)* (p. 5249, 5250) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5252) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5258).

Services fiscaux (conditions de travail des) : *Jans (Parfait)* (p. 5247) ; *Mercieca (Paul)* (p. 5251) ; *Richard (Alain)* (p. 5253).

Société française de l'assurance du capital à risque des P.M.E. (S.O.F.A.R.I.S.) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5245) ; *Richard (Alain)* (p. 5254) ; *Delors (Jacques)* (p. 5256).

Structure du budget (évolution de la) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5244, 5245) ; *Beltrame (Serge)* (p. 5247, 5248).

Taxe professionnelle : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5244, 5245) ; *Richard (Alain)* (p. 5253).

Temps de parole sur ce budget : *Gantier (Gilbert)* (p. 5253) ; *Richard (Alain)* (p. 5253).

Villes nouvelles (crédits d'équipement) : *Richard (Alain)* (p. 5253, 5254).

Vote favorable du groupe communiste : *Bustin (Georges)* (p. 5252).

Vote favorable du groupe socialiste : *Rodet (Alain)* (p. 5250).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 5250).

Examen des crédits [15 novembre 1983] (p. 5262).

1. — **Charges communes.**

Crédits inscrits à la ligne : Économie, finances et budget.

État B. — Titre 1er : adopté.

Titre II : adopté.

Titre III : amendement n° 222 de M. François d'Aubert (réduction de crédits de 10 millions de francs) ; transfert du ministère des finances ; Grand Louvre ; mission Biasini (p. 5262) ; rejeté ;

— titre III adopté.

Titre IV : amendement n° 214 de M. François d'Aubert (réduction de crédits de 750 millions de francs) ; exonération des charges sociales prévue par le pacte textile ; décision de la cour de justice en la matière ; accord entre la compagnie Boussac-Saint-Frères et le groupe Willot (p. 5263) ; rejeté ; amendement n° 223 de M. François d'Aubert (transfert des dotations en capital destinées au secteur nationalisé, du budget des charges communes, au budget de l'industrie) ; maintien au budget des charges communes des bonifications d'intérêt afférentes aux prêts consentis à la sidérurgie ; hostilité du ministère des finances à un contrôle parlementaire sur l'utilisation des crédits accordés à l'industrie (p. 5264) ; rejeté ; amendement n° 215 de M. François d'Aubert (réduction de crédits de 775 millions de francs) ; mainmise du ministère des finances sur le secteur de la sidérurgie ; rejeté ; amendement n° 219 de M. Adrien Zeller (réduction des crédits de 416 millions de francs) ; politique de bonification d'intérêts en faveur de l'industrie (p. 5265) ; moratoire au bénéfice des entreprises endettées ; prêts spéciaux de refinancement ; rejeté ;

— réduction de crédits du titre IV : adoptée.

État C. — Titre V : amendement n° 220 de M. Adrien Zeller (réduction des autorisations de programme de 10 millions de francs) ; amélioration des conditions de travail des services extérieurs de l'État ; réinstallation des hôtels des impôts ; rejeté ;

— autorisations de programme du titre V : adoptées (p. 5266) ;

— crédits de paiement du titre V : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme du titre VI : adoptées ;

— crédits de paiement du titre VI : adoptés.

Après l'article 112 : amendement n° 224 de M. François d'Aubert (présentation au Parlement d'un document précisant la répartition entre chaque entreprise publique des dotations en capital) ; ignorance du calendrier suivi pour le versement des crédits aux entreprises publiques ; accord des présidents de groupe pour ne pas déposer des « petits amendements de rajout » ; haut conseil du secteur public ; impossibilité de déterminer une fois pour toute en début d'année le montant de la dotation affectée à chaque entreprise publique (p. 5267) ; dépendance de ces entreprises vis-à-vis de l'État et du ministère des finances ; rejeté ; amendement n° 225 de M. François d'Aubert (présentation au Parlement d'un document retraçant l'ensemble des opérations réalisées sur le site de la Villette) ; amendement n° 226 de M. François d'Aubert (présentation au Parlement d'un document retraçant l'ensemble des opérations réalisées au titre du Carrefour international de la communication) ; amendement n° 225 rejeté ; amendement n° 226 rejeté.

II. — **Services financiers.**

Crédits inscrits à la ligne : Économie, finances et budget. II. — **Services financiers** (p. 5268).

État B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

État C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Article 107 *(précision de la part de l'État dans les ressources des associations ayant reçu une subvention supérieure à 1 million de francs) :* adopté (p. 5269).

ÉDUCATION NATIONALE

Discussion générale [14 novembre 1983] (p. 5178, 5187).

Aide sociale aux étudiants : *Santrot (Jacques)* (p. 5188) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5196).

Annulations de crédits : *Mortelette (François)* (p. 5182) ; *Savary (Alain)* (p. 5207).

Augmentations des crédits du ministère de l'éducation nationale : *Savary (Alain)* (p. 5178, 5209) ; *Mortelette (François)* (p. 5181) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5183) ; *Santrot (Jacques)* (p. 5187) ; *Haby (René)* (p. 5190) ; *Hermier (Guy)* (p. 5191) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5194) ; *Lareng (Louis)* (p. 5197) ; *Hage (Georges)* (p. 5205).

Auxiliaires (titularisation des) : *Mortelette (François)* (p. 5181) ; *Haby (René)* (p. 5190) ; *Hermier (Guy)* (p. 5191) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5194) ; *Alaize (Jean-Marie)* (p. 5204) ; *Savary (Alain)* (p. 5207).

Créations d'emploi : *Savary (Alain)* (p. 5178, 5210) ; *Mortelette (François)* (p. 5181) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5183) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5185) ; *Santrot (Jacques)* (p. 5187) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5189) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5194) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5195) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5196) ; *Hage (Georges)* (p. 5205).

Décentralisation (conséquences de la) : *Lareng (Louis)* (p. 5197) ; *Savary (Alain)* (p. 5211).

Échec scolaire : *Savary (Alain)* (p. 5178, 5210) ; *Mortelette (François)* (p. 5181) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5185) ; *Haby (René)* (p. 5190) ; *Sicard (Odile)* (p. 5199) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 5201) ; *Richard (Alain)* (p. 5202).

Éducation physique et sportive : *Savary (Alain)* (p. 5180, 5209) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5185) ; *Dehoux (Marcel)* (p. 5189) ; *Hermier (Guy)* (p. 5191) ; *Lareng (Louis)* (p. 5197) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5198, 5199) ; *Olmeta (René)* (p. 5206).

Effectifs scolaires et scolarisation : *Mortelette (François)* (p. 5181) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5194) ; *Savary (Alain)* (p. 5207, 5208).

Enseignement privé : *Savary (Alain)* (p. 5180, 5210) ; *Mortelette (François)* (p. 5181, 5182) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5184, 5185) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5186) ; *Hermier (Guy)* (p. 5191) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5193) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5195) ; *Chouat (Didier)* (p. 5198) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 5200) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5203) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5203) ; *Alaize (Jean-Marie)* (p. 5204).

Enseignement supérieur : *Savary (Alain)* (p. 5179, 5211) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5182) ; *Santrot (Jacques)* (p. 5187) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5196) ; *Hage (Georges)* (p. 5205).

Enseignement technique : *Savary (Alain)* (p. 5179, 5207, 5209) ; *Mortelette (François)* (p. 5182) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5188) ; *Haby (René)* (p. 5190) ; *Hermier (Guy)* (p. 5191) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5192) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5194) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 5205).

Études médicales : *Lareng (Louis)* (p. 5197) ; *Savary (Alain)* (p. 5211).

Formation (initiale et continue) des enseignants : *Savary (Alain)* (p. 5179, 5210) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5183) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5185) ; *Hermier (Guy)* (p. 5191) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5194) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5203) ; *Alaize (Jean-Marie)* (p. 5204).

Heures supplémentaires : *Mortelette (François)* (p. 5182) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5193).

Informatique : *Savary (Alain)* (p. 5180).

Instituteurs : *Hermier (Guy)* (p. 5191) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5194) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5203) ; *Alaize (Jean-Marie)* (p. 5204) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 5206) ; *Savary (Alain)* (p. 5209).

Mathématiques (enseignement des) : *Savary (Alain)* (p. 5178).

Orientation : *Savary (Alain)* (p. 5179).

Personnel non enseignant (A.T.O.S.) : *Le Foll (Robert)* (p. 5204) ; *Hage (Georges)* (p. 5205) ; *Savary (Alain)* (p. 5209, 5212).

Politique éducative : *Savary (Alain)* (p. 5178) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5185) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5185) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5192).

Préscolarisation : *Haby (René)* (p. 5195) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5192) ; *Richard (Alain)* (p. 5202) ; *Savary (Alain)* (p. 5212).

Recherche universitaire : *Santrot (Jacques)* (p. 5188) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5196) ; *Savary (Alain)* (p. 5211, 5212).

Réforme des collèges : *Savary (Alain)* (p. 5180, 5210) ; *Derosier (Bernard)* (p. 5184) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5186) ; *Haby (René)* (p. 5190) ; *Hermier (Guy)* (p. 5191) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5193) ; *Sicard (Odile)* (p. 5200) ; *Richard (Alain)* (p. 5202) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5203).

Rémunération et statut des enseignants : *Mortelette (François)* (p. 5182) ; *Santrot (Jacques)* (p. 5188).

Rénovation du parc immobilier et crédits d'équipement : *Gantier (Gilbert)* (p. 5183) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5193) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5195) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 5205) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 5206) ; *Savary (Alain)* (p. 5207, 5209).

Rentrée scolaire (déroulement de la) : *Mortelette (François)* (p. 5181) ; *Haby (René)* (p. 5190) ; *Hermier (Guy)* (p. 5191).

Taxe d'apprentissage : *Chaigneau (Colette)* (p. 5206) ; *Savary (Alain)* (p. 5212).

Technologie (enseignement de la) : *Derosier (Bernard)* (p. 5184) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5203).

Titularisation de 15 000 maîtres de l'enseignement privé : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5194) ; *Chouat (Didier)* (p. 5198) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 5200) ; *Savary (Alain)* (p. 5210).

Transports scolaires : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5189) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5194).

Zones d'éducation prioritaires : *Savary (Alain)* (p. 5178, 5211) ; *Mortelette (François)* (p. 5181) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 5186) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5190) ; *Barrot (Jacques)* (p. 5195) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 5201) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5203).

Procédure des questions (p. 5214).

Aide sociale et bourses : *Mercieca (Paul)* (p. 5215) ; *Savary (Alain)* (p. 5216).

Bibliothèques universitaires : *Hage (Georges)* (p. 5216) ; *Savary (Alain)* (p. 5216).

Chant à l'école élémentaire (enseignement du) : *Gissinger (Antoine)* (p. 5216) ; *Savary (Alain)* (p. 5217).

Constructions scolaires dans les D.O.M. : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 5216) ; *Savary (Alain)* (p. 5216).

Création de postes dans l'enseignement privé : *Perrut (Francisque)* (p. 5214) ; *Savary (Alain)* (p. 5214).

Création de postes d'instituteurs : *Pinte (Étienne)* (p. 5216) ; *Savary (Alain)* (p. 5216).

Dépenses d'équipement : *Pinte (Étienne)* (p. 5216) ; *Savary (Alain)* (p. 5218).

École maternelle : *Gissinger (Antoine)* (p. 5217, 5218) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5222) ; *Savary (Alain)* (p. 5222).

Enseignement technique : *Berson (Michel)* (p. 5219) ; *Savary (Alain)* (p. 5219).

E.P.S. (éducation physique et sportive) : *Vuillaume (Roland)* (p. 5218) ; *Savary (Alain)* (p. 5218).

Formation initiale des enseignants : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5223) ; *Savary (Alain)* (p. 5224).

Instituteurs spécialisés dans la rééducation : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5223) ; *Savary (Alain)* (p. 5223).

Lycées expérimentaux : *Rouquette (Roger)* (p. 5221) ; *Savary (Alain)* (p. 5221).

Mutations et maîtres-auxiliaires : *Gissinger (Antoine)* (p. 5218) ; *Savary (Alain)* (p. 5218).

Paris VI et Paris VII (amiante utilisée dans la construction des bâtiments de) : *Rouquette (Roger)* (p. 5221) ; *Savary (Alain)* (p. 5221).

Personnels A.T.O.S. : *Hage (Georges)* (p. 5222) ; *Savary (Alain)* (p. 5222).

Problèmes scolaires à Mayotte : *Hory (Jean-François)* (p. 5223) ; *Savary (Alain)* (p. 5223).

Recherches universitaires : *Tavernier (Yves)* (p. 5219) ; *Savary (Alain)* (p. 5219).

Remplacement des maîtres : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5215) ; *Savary (Alain)* (p. 5215).

Rentrée scolaire : *Desanlis (Jean)* (p. 5215) ; *Savary (Alain)* (p. 5215).

Taux d'encadrement : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5220) ; *Savary (Alain)* (p. 5220).

Technologie et schéma de formation professionnelle : *Missoffe (Hélène)* (p. 5222) ; *Savary (Alain)* (p. 5223).

Titulaire remplaçant : *Valroff (Jean)* (p. 5220) ; *Savary (Alain)* (p. 5220).

Université Antilles-Guyane : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 5221) ; *Savary (Alain)* (p. 5221).

Vétusté des bâtiments scolaires et universitaires : *Tavernier (Yves)* (p. 5219) ; *Savary (Alain)* (p. 5220).

Villes nouvelles (besoins scolaires des) : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5224) ; *Savary (Alain)* (p. 5224).

Zones d'éducation prioritaires : *Beaufort (Jean)* (p. 5220) ; *Savary (Alain)* (p. 5220).

Zones rurales et de montagne : *Bayard (Henri)* (p. 5214) ; *Savary (Alain)* (p. 5214).

Examen des crédits (p. 5224)

État B. — Titre III : amendement n° 207 de M. François d'Aubert (réduction des crédits) : non soutenu ; amendement n° 199 de M. Alain Madelin (réduction des crédits affectés aux personnels détachés dans les associations d'éducation extérieures aux établissements) ; volonté du Gouvernement d'asphyxier progressivement l'enseignement privé (p. 5224) ; choix de l'opposition en faveur de l'« Apartheid » scolaire ; rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement de M. Jacques Toubon** (p. 5225) ; amendement n° 208 de M. François d'Aubert (réduction des crédits consacrés aux personnels mis à disposition des associations) ; amendement n° 200 de M. Alain

Madelin (réduction des crédits) ; manque d'enseignants dans l'enseignement privé (p. 5226) ; amendement n° 208 rejeté au scrutin public ; amendement n° 200 retiré ; amendement n° 209 de M. François d'Aubert (réduction des crédits affectés à la mise à disposition de professeurs de lycée au profit des associations complémentaires de l'enseignement) ; amendement n° 201 de M. Alain Madelin (réduction des crédits) : rejetés ; amendements identiques n° 32 de M. Alain Madelin et n° 163 de M. Jacques Barrot (supprimant le chapitre 31-60 nouveau relatif à la fonctionnarisation de 15 000 professeurs volontaires de l'enseignement privé) (p. 5227) ; perte d'autonomie des établissements d'enseignement privé ; hostilité des syndicats à cette fonctionnarisation (p. 5228) ; déroulement des négociations avec les représentants de l'enseignement privé (p. 5229) ; rejetés au scrutin public ; **rappel au règlement de M. Jean-Pierre Soisson** (p. 5230) ; amendement n° 33 de M. Alain Madelin (supprimant l'article 03 du chapitre 31-60 nouveau) ; possibilité offerte à 15 000 maîtres de l'enseignement privé d'être titularisés dans la fonction publique ; rejeté (p. 5231) ; amendement n° 34 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jacques Toubon (suppression de l'article 10 du chapitre 31-60 nouveau) ; écoles privées sous contrat ; rejeté ; amendement n° 35 de M. Alain Madelin (suppression de l'article 20 du chapitre 31-60 nouveau) ; négociations entre le Gouvernement et l'enseignement privé ; rejeté ; amendement n° 36 de M. Alain Madelin (suppression de l'article 50 du chapitre 31-60 nouveau) (p. 5232) ; rejeté ; amendements identiques n° 37 de M. Alain Madelin soutenu par M. Pascal Clément et n° 164 de Mme Hélène Missoffe (suppression du chapitre 31-62 nouveau) ; base de l'existence de l'enseignement libre ; rejetés au scrutin public (p. 5233) ; amendements identiques n° 202 de M. Alain Madelin soutenu par M. Jean-Claude Gaudin et 210 de M. François d'Aubert (suppression de l'article 03 du chapitre 31-62 nouveau) ; volonté de la majorité de détruire l'enseignement libre ; amendement n° 202 retiré ; amendement n° 210 retiré ; amendements identiques n° 203 de M. Alain Madelin et n° 211 de M. François d'Aubert, amendements identiques n° 204 de M. Alain Madelin et n° 212 de M. François d'Aubert et amendements identiques n° 205 de M. Alain Madelin et n° 213 de M. François d'Aubert : retirés ;

— titre III adopté.

Titre IV : amendement n° 216 de M. Bernard Derosier (réduction des crédits relatifs aux bourses) : adopté ;

— titre IV, ainsi modifié, adopté.

État C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 5234).

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Avant l'article 108 : amendements n° 217 et n° 218 de M. Alain Madelin : retirés.

Article 108 *(intégration à l'enseignement public des personnels en service au L.E.P. privé de la société nouvelle des aciéries de Pompey et à l'école hôtelière de la Martinique)* : adopté (p. 5235).

ENVIRONNEMENT ET QUALITÉ DE LA VIE

Discussion générale [3 novembre 1983] (p. 4763)

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (A.N.R.E.D.) : *Rieubon (René)* (p. 4762) ; *La Combe (René)* (p. 4765) ; *Tavernier (Yves)* (p. 4766) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4766) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 4768) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4771, 4772).

Associations (rôle des) : *Tavernier (Yves)* (p. 4766) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4767) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4771).

Bruit : *Pinte (Etienne)* (p. 4764) ; *La Combe (René)* (p. 4765) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4767).

Chemins pédestres : *La Combe (René)* (p. 4765).

Désulfuration des fumées : *Rieubon (René)* (p. 4762) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4771).

Fonds d'investissement de la qualité de la vie (F.I.Q.V.) : *Rieubon (René)* (p. 4763) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 4768) ; *de Caumont (Robert)* (p. 4768) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4772).

Inondations : *Rieubon (René)* (p. 4762) ; *Pinte (Etienne)* (p. 4763) ; *La Combe (René)* (p. 4764) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4766) ; *Durupt (Job)* (p. 4769) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4771).

Insuffisance du budget du ministère de l'environnement et de la qualité de la vie : *Rieubon (René)* (p. 4762) ; *Pinte (Etienne)* (p. 4763) ; *Mesmin (Georges)* (p. 4765) ; *Tavernier (Yves)* (p. 4766) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4766) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 4768) ; *de Caumont (Robert)* (p. 4769).

Nuisances sur les lieux de travail : *Porelli (Vincent)* (p. 4767) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4772).

Ordures ménagères : *Pinte (Etienne)* (p. 4764).

Parcs nationaux, régionaux et naturels : *Rieubon (René)* (p. 4763) ; *La Combe (René)* (p. 4765) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4767) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 4769) ; *de Caumont (Robert)* (p. 4769) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4772).

Plomb de l'essence (teneur en) : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4771).

« Pluies acides » ou « dépôts acides » : *Mesmin (Georges)* (p. 4765).

Pollution atmosphérique : *Mesmin (Georges)* (p. 4765) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4766) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4768) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4771).

Porcheries : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4766).

Prévention des pollutions : *Rieubon (René)* (p. 4762).

Ressources en eau : *Tavernier (Yves)* (p. 4766).

Rhône (pollution du) : *Porelli (Vincent)* (p. 4768).

Seveso : *Pinte (Etienne)* (p. 4763) ; *La Combe (René)* (p. 4765) ; *Tavernier (Yves)* (p. 4766) ; *Porelli (Vincent)* (p. 4767) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (p. 4771)

Procédure des questions (p. 4773)

Augmentation de la température de la terre : *La Combe (René)* (p. 4778) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4778).

Bassin de la Loire : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 4777) ; *Bouchardeau (Huguette) (p. 4777)*.

Eau (contamination de l') : *Weisenhorm (Pierre)* (p. 4773) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4773).

Enquêtes publiques (démocratisation des) : *Sapin (Michel)* (p. 4777) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4777).

Nappe phréatique d'Alsace : *Gissinger (Antoine)* (p. 4773) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4774).

Nuisances aériennes (bruit) : *Nevoux (Paulette)* (p. 4775) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4776).

Organisation et rôle du ministère de l'environnement de la qualité de la vie : *Charles (Serge)* (p. 4774) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4774).

Parcs régionaux : *Dupilet (Dominique)* (p. 4775) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4775).

Pollution dans les D.O.M.-T.O.M. : *Hory (Jean-François)* (p. 4776) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4776).

Protection de la nature et des animaux : *Nungesser (Roland)* (p. 4775) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4775).

Rhin (pollution du) : *Weisenhorm (Pierre)* (p. 4773) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 4773)

Examen des crédits (p. 4778).

Crédits inscrits à la ligne « Environnement et qualité de la vie ».

État B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

État C. — Titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 4778).

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORMES ADMINISTRATIVES

Discussion générale [8 novembre 1983] (p. 5033).

Effectifs (augmentation puis stabilisation des) : *Douyère (Raymond)* (p. 5033) ; *Labazée (Georges)* (p. 5035) ; *Ligot (Maurice)*

(p. 5037) ; *Renard (Roland)* (p. 5038) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5039) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 5042).

E.N.A. et troisième voie d'accès : *Douyère (Raymond)* (p. 5034) ; *Tabanou (Pierre)* (p. 5036) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5038) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5039) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 5041, 5042).

Handicapés à la fonction publique (accès des) : *Renard (Roland)* (p. 5038) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 5042).

Informatique (développement de l') : *Labazée (Georges)* (p. 5035) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 5043).

Négociations salariales : *Rouquette (Roger)* (p. 5040) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 5043).

Rappel au règlement de M. Michel Sapin : *Sapin (Michel)* (p. 5041).

Relations entre l'administration et les administrés et opération « administration à votre service » : *Renard (Roland)* (p. 5038) ; *Tabanou (Pierre)* (p. 5040) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 5043).

Rémunérations (évolution des) ; baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires : *Douyère (Raymond)* (p. 5033) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5038) ; *Renard (Roland)* (p. 5038) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5039) ; *Rouquette (Roger)* (p. 5040) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 5040).

Rémunérations annexes (notamment direction générale des douanes et direction générale des impôts) : *Douyère (Raymond)* (p. 5034) ; *Labazée (Georges)* (p. 5035) ; *Renard (Roland)* (p. 5038) ; *Tabanou (Pierre)* (p. 5040) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 5043).

Réserve (obligation de) : *Tabanou (Pierre)* (p. 5036) ; *Sapin (Michel)* (p. 5036) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 5041).

Retenues pour pension (augmentation des) : *Douyère (Raymond)* (p. 5034) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5038) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5039).

Statut général (refonte du) : *Douyère (Raymond)* (p. 5034) ; *Labazée (Georges)* (p. 5035) ; *Rouquette (Roger)* (p. 5040) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 5041).

Titularisation : *Douyère (Raymond)* (p. 5033) ; *Labazée (Georges)* (p. 5035) ; *Renard (Roland)* (p. 5038) ; *Le Pors (Anicet)* (p. 5042).

Les crédits du secrétariat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives inscrits à la ligne « Services du Premier ministre » : 1 « services généraux » seront mis aux voix lors de l'examen des crédits de la communication (p. 5044).

FORMATION PROFESSIONNELLE

Discussion générale [27 octobre 1983] (p. 4642).

A.F.P.A. : *Berson (Michel)* (p. 4643) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 4644) ; *Zarka (Pierre)* (p. 4647) ; *Oelher (Jean)* (p. 4648) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4649).

Augmentation des crédits alloués à la formation professionnelle : *Berson (Michel)* (p. 4643) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 4644) ; *Goulet (Daniel)* (p. 4645) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 4645) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4646) ; *Zarka (Pierre)* (p. 4647) ; *Oehler (Jean)* (p. 4648) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4648).

Contrats emploi-formation : *Berson (Michel)* (p. 4643) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 4644) ; *Chaigneau (Colette)* (p. 4646).

Insertion professionnelle des stagiaires : *Gissinger (Antoine)* (p. 4644) ; *Goulet (Daniel)* (p. 4645) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4646) ; *Zarka (Pierre)* (p. 4647).

Personnels du ministère de la formation professionnelle (insuffisance des) : *Berson (Michel)* (p. 4644) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4651).

Politique sectorielle de formation : *Berson (Michel)* (p. 4643) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4649).

Régions (rôle des) : *Berson (Michel)* (p. 4643) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 4644) ; *Goulet (Daniel)* (p. 4645) ; *Zarka (Pierre)* (p. 4647) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4649, 4650).

Seize-dix huit ans : *Berson (Michel)* (p. 4643) ; *Goulet (Daniel)* (p. 4645) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4646) ; *Zarka (Pierre)* (p. 4647) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4649).

Stagiaires (rémunération des) : *Berson (Michel)* (p. 4643) ; Zarka (Pierre) (p. 4648) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4650).

Crédits du ministère de la formation professionnelle inclus dans les crédits inscrits à la ligne « Service du Premier ministre » — I — « Services généraux » qui seront mis aux voix lors de l'examen des crédits de la communication (p. 4651).

Après l'article 112— amendement n° 6 de la commission des affaires culturelles (élaboration d'un état de ressources et des dépenses des fonds régionaux pour l'apprentissage et de la formation professionnelle) : adopté.

IMPRIMERIE NATIONALE. MONNAIES ET MÉDAILLES. COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. TAXES PARAFISCALES

Discussion générale [14 novembre 1983] (p. 5156).

Compte d'affectation spéciale des haras : *Commergnat (Nelly)* (p. 5160, 5161) ; *Delors (Jacques)* (p. 5162).

Compte d'avances aux collectivités locales : *Ballingand (Jean-Pierre)* (p. 5158, 5159) ; *Delors (Jacques)* (p. 5163).

Comptes spéciaux du trésor (gestion des) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5158) ; *Delors (Jacques)* (p. 5162).

FIDES : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5158) ; *Delors (Jacques)* (p. 5162).

Imprimerie nationale (sinistre des bâtiments de la rue de la Convention, coût du papier, concurrence des imprimeries intégrées, sous-traitance, personnels, annuaire téléphonique) : *Mestre (Philippe)* (p. 5156) ; *Emmanuel (Henri)* (p. 5163).

Monnaies et médailles (absence de comptabilité analytique) : *Noir (Michel)* (p. 5157) ; *Delors (Jacques)* (p. 5162).

Monnaies et médailles (personnels) : *Sainte-Marie (Michel)* (p. 5161) ; *Delors (Jacques)* (p. 5162).

Monnaies et médailles (pièces de 100 francs en argent et action commerciale) ; *Noir (Michel)* (p. 5157) ; *Sainte-Marie (Michel)* (p. 5161) ; *Delors (Jacques)* (p. 5162).

Taxes agricoles : *Mercieca (Paul)* (p. 5160).

Taxes sur les granulats : *Mercieca (Paul)* (p. 5160) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5164).

Taxes de nuisance des aéroports : *Mercieca (Paul)* (p. 5160).

Taxes parafiscales (durée des) : *Mercieca (Paul)* (p. 5159).

Taxes perçues au bénéfice de l'O.N.I.C. : *Mercieca (Paul)* (p. 5159).

Examen des crédits (p. 5164).

Budget annexe de l'imprimerie nationale :

Crédits ouverts à l'article 46 au titre des services votés : adoptés ;

— autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 47, au titre des mesures nouvelles : adoptées ;

— crédits de paiement inscrits au paragraphe II de l'article 47, au titre des mesures nouvelles : adoptés.

Budget annexe des monnaies et médailles :

Crédits ouverts à l'article 46, au titre des services votés : adoptés ;

— autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 47, au titre des mesures nouvelles : adoptées ;

— crédits inscrits au paragraphe II de l'article 47, au titre des mesures nouvelles : adoptés.

Comptes spéciaux du Trésor.

A. — Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale :

Article 48 *(crédits ouverts au titre des services votés des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale) :* adopté.

Article 49 *(crédits ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses civiles en capital des comptes d'affectation spéciale) :* adopté.

B. — Opérations à caractère temporaire :

Article 50 *(services votés des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale) :* adopté.

Article 51 *(mesures nouvelles des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale) :* adopté.

Article 52 *(mesures nouvelles des comptes de commerce) :* adopté.

Article 53 *(mesures nouvelles des comptes de règlement avec les Gouvernements étrangers) :* adopté.

Article 54 *(mesures nouvelles des comptes d'avances du Trésor) :* adopté.

Article 55 *(mesures nouvelles des comptes de prêts) :* adopté (p. 5164).

Article 56 *(compte d'affectation spéciale des haras) :* adopté.

Article 57 *(comptes d'affectation spéciale « soutien financier à l'industrie cinématographique et à l'industrie des programmes audiovisuels ») :* adopté.

Article 58 *(clôture des comptes ; « modernisation du réseau des débits de tabac » et « compte des certificats pétroliers ») :* adopté.

Article 59 *(clôture du compte : « exécution de divers accords conclus avec des Gouvernements étrangers relatifs à l'indemnisation d'intérêts français ») :* adopté.

Article 60 *(clôture du compte : « construction de casernements ») :* adopté.

Article 61 *(création du compte regroupant les comptes avances aux collectivités locales et établissements publics locaux et avances aux territoires, établissements et états d'outre-mer) :* adopté (p. 5165).

Taxes parafiscales :

Article 62 et État E *(perception des taxes parafiscales)* (p. 5166 à 5177).

à l'exception des lignes 55 et 56 (redevances pour droit d'usage des appareils de télévision et des appareils d'enregistrement et de reproduction des images et du son en télévision, et taxe sur la publicité radiodiffusée et télévisée) ; les Lignes 1 à 60 de l'État E : adoptées.

Vote sur l'article 62 réservé jusqu'à l'examen des dispositions concernant la radiotélévision (p. 5178).

INDUSTRIE ET RECHERCHE. ÉNERGIE

Discussion générale [15 novembre 1983] (p. 5269, 5285).

Accord C.G.E. Thomson : *Le Baill (Georges)* (p. 5299).

Acier (plan) : *Durieux (Jean-Paul)* (p. 5298, 5299).

Alsace (situation industrielle) : *Bocket (Jean-Marie)* (p. 5307, 5308).

A.F.M.E. : *Rodet (Alain)* (p. 5275) ; *Chaubard (Albert)* (p. 5276) ; *Auroux (Jean)* (p. 5280) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5296) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 5305).

A.N.V.A.R. : *Charzat (Michel)* (p. 5270) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5272).

Aluminium (industrie de l') : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5304).

Ameublement (industrie de l') : *Ligot (Maurice)* (p. 5305).

Autofinancement et amélioration des fonds propres : *Billardon (André)* (p. 5274).

Carburants d'origine végétale (procédé M.B.A.) : *Mocoeur (Marcel)* (p. 5302, 5303).

Centrales nucléaires : *Giovanelli (Jean)* (p. 5305, 5306) ; *Benedetti (Georges)* (p. 5306, 5307).

Centre d'études des systèmes et technologies avancées : *Bassinet (Philippe)* (p. 5295).

Chapelle Darblay : *d'Aubert (François)* (p. 5288) ; *Fabius (Laurent)* (p. 5289).

Charbon : *Rodet (Alain)* (p. 5275) ; *Chaubard (Albert)* (p. 5276) ; *Auroux (Jean)* (p. 5280, 5281) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5286) ; *Legrand (Joseph)* (p. 5293, 5294) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5296, 5297) ; *Birraux (Claude)* (p. 5298) ; *Bladt (Paul)* (p. 5301, 5302).

Chercheurs (formation et statut des) : *Charzat (Michel)* (p. 5270) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5270, 5271) ; *Fabius (Laurent)* (p. 5278) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5295) ; *Birraux (Claude)* (p. 5298) ; *Tavernier (Yves)* (p. 5307).

Conditions de travail dans l'industrie : *Oehler (Jean)* (p. 5290, 5291).

Crédit « impôt-recherche » : *Charzat (Michel)* (p. 5270).

Décentralisation industrielle : *Fabius (Laurent)* (p. 5277).

Dotations en capital (mauvaise affectation) : *Galley (Robert)* (p. 5291, 5292).

Échanges extérieurs et industrie : *Le Baill (Georges)* (p. 5299).

École nationale d'exportation : *Germon (Claude)* (p. 5272).

Effectifs (création d'emplois) : *Charzat (Michel)* (p. 5269, 5270) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5271) ; *Galley (Robert)* (p. 5292) ; *Birraux (Claude)* (p. 5297).

Électricité et industrie (rôle d'E.D.F.) : *Chaubard (Albert)* (p. 5276) ; *Auroux (Jean)* (p. 5280) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5296) ; *Bladt (Paul)* (p. 5302).

Électricité nucléaire : *Giovannelli (Jean)* (p. 5305, 5306) ; *Benedetti (Georges)* (p. 5306, 5307).

Électronique (filière) : *d'Aubert (François)* (p. 5287, 5288) ; *Oehler (Jean)* (p. 5290, 5291).

Emploi (niveau de l') : *d'Aubert (François)* (p. 5286).

Énergie hydraulique : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5303).

Entreprises (financement des) : *Billardon (André)* (p. 5274) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5304).

Fonds industriel et de modernisation : *Charzat (Michel)* (p. 5270) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5270) ; *Germon (Claude)* (p. 5272) ; *Fabius (Laurent)* (p. 5277).

Formation professionnelle : *Fabius (Laurent)* (p. 5279).

Groupes industriels nationalisés : *Fabius (Laurent)* (p. 5277, 5287) ; *d'Aubert (François)* (p. 5287, 5288).

Industrie textile : *Ligot (Maurice)* (p. 5305).

Industries traditionnelles : *Fabius (Laurent)* (p. 5277).

Installations nucléaires : *Rodet (Alain)* (p. 5275).

Investissements industriels : *Fabius (Laurent)* (p. 5277).

Lorraine (situation industrielle) : *Malgras (Robert)* (p. 5299, 5300) ; *Bladt (Paul)* (p. 5302).

Matières premières : *Germon (Claude)* (p. 5273) ; *Billardon (André)* (p. 5274) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5285).

Modernisation industrielle : *Fabius (Laurent)* (p. 5277) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5285) ; *Oehler (Jean)* (p. 5290).

Musée des sciences, des techniques et de l'industrie de la Villette : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5271) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5271) ; *Galley (Robert)* (p. 5291) ; *Fabius (Laurent)* (p. 5293).

Normalisation : *Germon (Claude)* (p. 5273).

Olivetti (groupe) : *d'Aubert (François)* (p. 5287) ; *Fabius (Laurent)* (p. 5287) ; *Noir (Michel)* (p. 5289).

P.M.E. (aides aux) : *Germon (Claude)* (p. 5273) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5304).

Plan « composants » : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5300, 5301).

Plan « machine-outil » : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5301) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5304, 5305).

Politique énergétique : *Billardon (André)* (p. 5274) ; *Rodet (Alain)* (p. 5275) ; *Chaubard (Alain)* (p. 5276) ; *Auroux (Jean)* (p. 5279, 5280) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5295, 5296, 5297) ; *Birraux (Claude)* (p. 5298) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5301).

Politique industrielle (crédits de) : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5301).

Politique industrielle et innovation : *Germon (Claude)* (p. 5272).

Productique : *Porelli (Vincent)* (p. 5285) ; *Oehler (Jean)* (p. 5290, 5291).

Programmes mobilisateurs : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5270) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5271) ; *Fabius (Laurent)* (p. 5277, 5278) ; *Tavernier (Yves)* (p. 5307).

Progression des crédits budgétaires : *Charzat (Michel)* (p. 5269) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5270) ; *Germon (Claude)* (p. 5272).

Rappel au règlement : *Noir (Michel)* (p. 5289) ; *Fabius (Laurent)* (p. 5289, 5290).

Recherche (politique prioritaire) : *Charzat (Michel)* (p. 5269, 5270) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5270) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5272) ; *Fabius (Laurent)* (p. 5278, 5292, 5293) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5286) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5294) ; *Birraux (Claude)* (p. 5298).

Recherche européenne : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5271) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5295) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5301).

Recherche fondamentale : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5270) ; *Fabius (Laurent)* (p. 5278, 5279).

Recherche en sciences sociales et humaines : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5271).

Restructurations sectorielles : *Germon (Claude)* (p. 5273) ; *Fabius (Laurent)* (p. 5277).

Retraitement des déchets nucléaires : *Benedetti (Georges)* (p. 5306, 5307).

Secteur public industriel (dotation en capital) : *Billardon (André)* (p. 5274) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5300).

Secteur public et industriel (rôle en matière de recherche et d'investissement) : *Charzat (Michel)* (p. 5270) ; *Billardon (André)* (p. 5274) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5285).

Statistiques industrielles : *Germon (Claude)* (p. 5273).

Vote favorable du groupe communiste : *Porelli (Vincent)* (p. 5286).

Vote favorable du groupe socialiste : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5297).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *d'Aubert (François)* (p. 5289).

Procédure des questions [15 novembre 1983] (p. 5309) ; [16 novembre 1983] (p. 5314)

Automobile (notamment groupe P.S.A.) : *Jans (Parfait)* (p. 5309) ; *Rocard (Michel)* (p. 5309).

Automobile (mutations technologiques) : *Frachon (Martine)* (p. 5322) ; *Auroux (Jean)* (p. 5322).

Bâtiments et travaux publics (crédits de recherche) : *Horvath (Adrienne)* (p. 5310) ; *Rocard (Michel)* (p. 5311).

Boussac Saint Frères (B.S.F.) (restructuration du groupe) : *Couillet (Michel)* (p. 5319) ; *Auroux (Jean)* (p. 5319).

Charbon (Charbonnages de France) : *Auroux (Jean)* (p. 5316, 5318) ; *Lotte (André)* (p. 5318).

Charbon (Houillères de Lorraine) : *Masson (Jean-Louis)* (p. 5315) ; *Auroux (Jean)* (p. 5317).

Charbon (rapports C.D.F.-E.D.F.) : *Masson (Jean-Louis)* (p. 5316) ; *Metzinger (Charles)* (p. 5317) ; *Auroux (Jean)* (p. 5317, 5318).

Charbon (recherche) : *Horvath (Adrienne)* (p. 5320) ; *Auroux (Jean)* (p. 5320).

Ciment (industrie du) : *Balmigère (Paul)* (p. 5320) ; *Auroux (Jean)* (p. 5320).

Coopération industrielle européenne : *Noir (Michel)* (p. 5315) ; *Auroux (Jean)* (p. 5315).

Cuir (industrie du) : *Godfrain (Jacques)* (p. 5314) ; *Auroux (Jean)* (p. 5314, 5315, 5322) ; *Delisle (Henry)* (p. 5322).

E.D.F. (publicité) : *Jagoret (Pierre)* (p. 5317) ; *Auroux (Jean)* (p. 5317).

Ferrailles (exportation de) : *Battist (Umberto)* (p. 5321) ; *Auroux (Jean)* (p. 5321).

Guadeloupe (situation industrielle et recherche) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 5309, 5310) ; *Rocard (Michel)* (p. 5310).

Ingénierie : *Jarosz (Jean)* (p. 5320, 5321) ; *Auroux (Jean)* (p. 5321).

Innovation (primes à l') : *Richard (Alain)* (p. 5314) ; *Auroux (Jean)* (p. 5314).

Innovation (diffusion de l') : *Haye (Kléber)* (p. 5323) ; *Auroux (Jean)* (p. 5323).

Investissements industriels : *Narquin (Jean)* (p. 5314) ; *Auroux (Jean)* (p. 5314).

Plan machine-outil : *Vennin (Bruno)* (p. 5319) ; *Auroux (Jean)* (p. 5319).

Plan textile : *Auroux (Jean)* (p. 5322).

Picardie (situation économique) : *Vadepied (Guy)* (p. 5318) ; *Auroux (Jean)* (p. 5318).

Prix (libération des — industriels) : *Narquin (Jean)* (p. 5314) ; *Auroux (Jean)* (p. 5314).

Programme P.U.C.E. : *Auroux (Jean)* (p. 5323).

Région Nord Pas-de-Calais (aides aux mutations des industries de base) : *Mellick (Jacques)* (p. 5321) ; *Auroux (Jean)* (p. 5321).

Région parisienne (industrie) : *Jans (Parfait)* (p. 5310) ; *Rocard (Michel)* (p. 5310).

Vallourec (groupe) : *Jarosz (Jean)* (p. 5309) ; *Rocard (Michel)* (p. 5309).

Véhicules à traction électrique : *Jagoret (Pierre)* (p. 5317) ; *Auroux (Jean)* (p. 5317, 5318).

Vosges (industrie textile) : *Valroff (Jean)* (p. 5322) ; *Auroux (Jean)* (p. 5322).

Examen des crédits [16 novembre 1983] (p. 5324).

Crédits inscrits à la ligne « Industrie et recherche ».

État B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

État C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : amendement n° 233 de M. Gilbert Gantier (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement de 10 millions de francs) ; répartition des crédits d'aide à l'industrie selon les principaux secteurs ; difficulté de l'industrie mécanique française ; nécessité de libérer les prix industriels ; demande de suppression du décalage d'un mois en matière de T.V.A. ; **rappel au règlement de M. François d'Aubert ; rappel au règlement de M. Pierre Weisenhorn** (p. 5324) ; mise au point du calendrier de la discussion budgétaire en accord avec le ministre chargé des relations avec le Parlement ; respect des droits du Parlement à l'information ; programme productique ; amendement n° 233 rejeté ; amendement n° 235 de M. François d'Aubert (réduction des crédits de paiement de 637 millions de francs) ; restructuration sectorielle ; filière cuir ; « plan machine-outil » (p. 5325) ; Chapelle-Darblay ; rejeté ; amendement n° 236 de M. François d'Aubert (réduction des crédits de paiement de 455 millions de francs) ; crédits de restructuration d'entreprise ; missions du C.I.R.I. ; rejeté ;

— Autorisations de programme du titre VI : adoptées ;

— crédits de paiement du titre VI : adoptés (p. 5326).

Article 109 *(fixation du barème des redevances pour les exploitants des installations nucléaires de base)* (p. 5327) ; adopté ;

— **rappel au règlement de M. François d'Aubert** (p. 5328).

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION.

Discussion générale [27 octobre 1983] (p. 4616).

Agents de surveillance (femmes) : *Delanoé (Bertrand)* (p. 4620) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 4620).

Agents de surveillance du stationnement : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 4620).

Bonnemaison (commission) : *Delanoé (Bertrand)* (p. 4620) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4633).

Brigades de mineurs : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4624).

Canadairs (parc de) : *Laignel (André)* (p. 4616) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4632).

Cars de police dans Paris (présence des) : *de Hauteclocque (Nicole)* (p. 4626).

Carte grise (taxe sur les) : *Wolff (Claude)* (p. 4619).

Charges indues : *de Hauteclocque (Nicole)* (p. 4627).

Collectivités locales (rôle économique des) : *Laignel (André)* (p. 4616) ; *Labazée (Georges)* (p. 4625).

Communes en expansion : *Le Meur (Daniel)* (p. 4624).

Corse : *Millon (Charles)* (p. 4621) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4623) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4632).

Culture : *Laignel (André)* (p. 4617).

Déconcentration : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4623).

Délinquance (petite et grande) : *Delanoé (Bertrand)* (p. 4619) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 4620) ; *de Hauteclocque (Nicole)* (p. 4626) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4643).

Dotation générale de décentralisation : *Wolff (Claude)* (p. 4615) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4631).

Dotation globale d'équipement : *Laignel (André)* (p. 4616) ; *Wolff (Claude)* (p. 4618) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4621) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 4624) ; *Richard (Alain)* (p. 4628) ; *Duprat (Jean)* (p. 4630) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4630).

Dotation globale de fonctionnement : *Laignel (André)* (p. 4616) ; *Wolff (Claude)* (p. 4618) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4622) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 4624) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4631).

Drogue (lutte contre la) : *Delanoé (Bertrand)* (p. 4619) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4624) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4632) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4634).

Élus (formation et statut des) : *Le Meur (Daniel)* (p. 4625) ; *de Caumont (Robert)* (p. 4629).

Emplois dans la police (création d') : *Delanoé (Bertrand)* (p. 4620) *Millon (Charles)* (p. 4621) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4623) ; *de Hauteclocque (Nicole)* (p. 4626) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4631).

Endettement des collectivités locales : *Laignel (André)* (p. 4617) ; *Wolff (Claude)* (p. 4618) ; *Richard (Alain)* (p. 4628) ; *Duprat (Jean)* (p. 4630).

Enquêteurs de police : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 4620) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 4620).

Fiscalité locale (réforme de la) : *Laignel (André)* (p. 4617) ; *Wolff (Claude)* (p. 4618) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 4625) ; *Richard (Alain)* (p. 4628).

Fonds de compensation de la T.V.A. : *Wolff (Claude)* (p. 4618).

Formation des policiers : *Bapt (Gérard)* (p. 4626) ; *de Hauteclocque (Nicole)* (p. 4627) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4632) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4633).

Gestion communale : *de Caumont (Robert)* (p. 4629) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4633).

Grands ensembles : *Laignel (André)* (p. 4616).

Ilotage : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 4620) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4626) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 4629) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4633).

Indemnité de sujétion spéciale : *de Hauteclocque (Nicole)* (p. 4627) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4632) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4633).

Informatisation : *Millon (Charles)* (p. 4621) ; *Richard (Alain)* (p. 4628).

Insécurité (montée de l') : *Laignel (André)* (p. 4616) ; *Bapt (Gérard)* (p. 4625) ; *de Hauteclocque (Nicole)* (p. 4626).

Instituteurs (logement des) : *Wolff (Claude)* (p. 4618) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4622) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4631).

Justice (remboursement par l'État des dépenses de) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4622) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4631).

Matériel mis à la disposition des policiers : *Delanoé (Bertrand)* (p. 4620) ; *Millon (Charles)* (p. 4621) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4632).

Mode de scrutin aux élections législatives (modification éventuelle du) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4623).

Pension de réversion des veuves de policiers : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 4621) ; *de Hauteclocque (Nicole)* (p. 4623) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4633).

Personnels des collectivités locales : *Wolff (Claude)* (p. 4618) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4622).

Police nationale : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4623) ; *de Hauteclocque (Nicole)* (p. 4626, 4627) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4631).

Préfectoral (corps) : *Wolff (Claude)* (p. 4617) ; *Richard (Alain)* (p. 4628).

Sécurité publique : *Laignel (André)* (p. 4616) ; *Delanoé (Bertrand)* (p. 4619) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 4620) ; *Millon (Charles)* (p. 4621) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4623).

Syndicats de police : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4624) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4632).

Terrorisme (lutte contre le) : *Delanoé (Bertrand)* (p. 4619) ; *de Hauteclocque (Nicole)* (p. 4626) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4631) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4633).

Transferts de compétence (compensation financière des) : *Laignel (André)* (p. 4616) ; *Wolff (Claude)* (p. 4618) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4622) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 4623) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 4624) ; *Duprat (Jean)* (p. 4630).

Tribunaux administratifs : *Wolff (Claude)* (p. 4617) ; *Richard (Alain)* (p. 4628) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4633).

Vignette automobile : *Laignel (André)* (p. 4616) ; *Wolff (Claude)* (p. 4619).

Procédure des questions (p. 4636).

Défense civile : *Krieg (Pierre-Charles)* (p. 4637) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4637, 4638, 4639) ; *Foyer (Jean)* (p. 4638) ; *d'Harcourt (Florence)* (p. 4639).

Dotation globale d'équipement : *Barnier (Michel)* (p. 4636) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4646).

Effectifs et crédits consacrés à la police : *Vivien (Robert-André)* (p. 4637) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4638) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 4638).

Garanties d'emprunt : *Barnier (Michel)* (p. 4636) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4636).

Justice (dépenses de) : *Foyer (Jean)* (p. 4640) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4640).

Montagne (communes de) : *Raynal (Pierre)* (p. 4639) ; *Defferre (Gaston)* (p. 4639).

Police urbaine dans le département du Bas-Rhin : *Durr (André) (p. 4636) ; Franceschi (Joseph)* (p. 4636).

Examen des crédits (p. 4640).

État B. — Titre III : amendement n° 19 de M. Charles Millon (réduction des crédits d'organisation d'élections régionales) (p. 4640) ; rejeté au scrutin public.

État B, titre III : adoptés au scrutin public.

Titre IV : amendement n° 18 du Gouvernement (majorant les crédits relatifs aux interventions publiques du ministère) ; utilisation de la dotation de décentralisation ; situation de la caisse des dépôts et consignations (p. 4641) ; adopté ;

— titre IV, ainsi modifié, adopté.

État C. — Titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Article 110 *(dispositions relatives à la région de Corse)* : adopté.

Après l'article 110 : amendement n° 28 de M. Alain Madelin (dépôt par le Gouvernement d'un rapport relatif à l'utilisation des crédits affectés à l'organisation des élections régionales) : rejeté (p. 4642).

JUSTICE

Discussion générale [26 octobre 1983] (p. 4592, 4603).

Aide judiciaire : *Maisonnat (Louis)* (p. 4594) ; *Badinter (Robert)* (p. 4606).

Casier judiciaire national : *Badinter (Robert)* (p. 4609).

Comité d'assistance et de probation (C.A.P.) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4595).

Contentieux (réorganisation) : *Maisonnat (Louis)* (p. 4594) ; *Foyer (Jean)* (p. 4599) ; *Badinter (Robert)* (p. 4608).

Crédits d'équipement : *Natiez (Jean)* (p. 4593) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 4595) ; *Richard (Alain)* (p. 4605) ; *Badinter (Robert)* (p. 4606).

Crédits de fonctionnement : *Badinter (Robert)* (p. 4606, 4607).

Détention provisoire : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4595).

Éducation surveillée : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4596) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4597) ; *Menga (Joseph)* (p. 4603, 4604) ; *Badinter (Robert)* (p. 4606).

Engorgement des tribunaux : *Natiez (Jean)* (p. 4593) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 4595) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4598) ; *Foyer (Jean)* (p. 4599) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 4601).

Formation professionnelle des fonctionnaires : *Badinter (Robert)* (p. 4608).

Indemnité de copie de pièce pénale : *Natiez (Jean)* (p. 4593) ; *Maisonnat (Louis)* (p. 4594) ; *Sergheraert (Maurice)* (p. 4601) ; *Badinter (Robert)* (p. 4608).

Informatisation : *Sergheraert (Maurice)* (p. 4601) ; *Badinter (Robert)* (p. 4608).

Justice (lenteur) : *Natiez (Jean)* (p. 4593) ; *Clément (Pascal)* (p. 4597) ; *Sapin (Michel)* (p. 4600).

Magistrature : *Ducoloné (Guy)* (p. 4597) ; *Clément (Pascal)* (p. 4598) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4598) ; *Badinter (Robert)* (p. 4608).

Modernisation du système judiciaire : Badinter (Robert) (p. 4608).

Peines de substitution : *Ducoloné (Guy)* (p. 4597).

Piétons et cyclistes (protection) : *Natiez (Jean)* (p. 4593) ;

Population carcérale (augmentation) : *Natiez (Jean)* (p. 4593).

Prévention : *Ducoloné (Guy)* (p. 4596, 4597) ; *Badinter (Robert)* (4607).

Prisons (locaux) : *Richard (Alain)* (p. 4605) ; *Badinter (Robert)* (p. 4606, 4607).

Prisons (statut des personnels) : *Natiez (Jean)* (p. 4593) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4596) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4597) ; *Badinter (Robert)* (p. 4607).

Prisons (statut des prisonniers) : *Natiez (Jean)* (p. 4593) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4596) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4597) ; *Badinter (Robert)* (p. 4607).

Prisons (surpeuplement) : *Natiez (Jean)* (p. 4593) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4596) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4597) ; *Richard (Alain)* (p. 4605).

Réformes en matière de justice depuis 1981 : *Gouzes (Gérard)* (p. 4604).

Réinsertion sociale : Natiez (Jean) (p. 4594) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4595) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4597).

Sécurité et justice : *Natiez (Jean)* (p. 4594).

Travail d'intérêt général : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4595).

Tribunaux d'application des peines (T.A.P.) : *Foyer (Jean)* (p. 4599).

Victimes (indemnisation) : *Maisonnat (Louis)* (p. 4594) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 4596) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4598) ; *Sapin (Michel)* (p. 4600) ; *Badinter (Robert)* (p. 4606).

Vote favorable du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 4597).

Procédure des questions.

Cité judiciaire à Dijon : *Mathieu (Gilbert)* (p. 4609) ; *Badinter (Robert)* (p. 4609).

Échelle des peines : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4612).

Éducation surveillée (cas de la Chapelle Saint-Mesmin) : *Portheault (Jean-Claude)* (p. 4610, 4611) ; *Badinter (Robert)* (p. 4611).

Exécution des peines : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4612) ; *Badinter (Robert)* (p. 4613).

Jurisprudence Desmares : *Badinter (Robert)* (p. 4610).

Lutte anti-terroriste : *Toubon (Jacques)* (p. 4612) ; *Badinter (Robert)* (p. 4612).

Prisons (nouvel établissement à Strasbourg) : *Koehl (Emile)* (p. 4609) ; *Badinter (Robert)* (p. 4609).

Prisons (surpeuplement) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4611) ; *Badinter (Robert)* (p. 4611).

Responsabilité civile (rénovation) : *Badinter (Robert)* (p. 4610).

Travail d'intérêt général : *Badinter (Robert)* (p. 4611).

Tribunaux (situation à Lyon) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4610) ; *Badinter (Robert)* (p. 4610).

Victimes de la circulation : *Richard (Alain)* (p. 4610) ; *Badinter (Robert)* (p. 4610).

Examen des crédits (p. 4613).

Crédits inscrits à la ligne « Justice ».

État B. — Titre III : adoptés (p. 4613).

Titre IV : adopté.

État C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Article 111 *(relèvement des plafonds d'admission à l'aide judiciaire)* : adopté (p. 4614).

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

Discussion générale [26 octobre 1983] (p. 4591)

Effectifs enseignants : *Badinter (Robert)* (p. 4592).

Maisons d'éducation : *Bergelin (Christian)* (p. 4591) ; *Badinter (Robert)* (p. 4592).

Répartition des recettes : *Bergelin (Christian)* (p. 4591).

Restauration de l'Hôtel des Invalides : *Bergelin (Christian)* (p. 4591) ; *Badinter (Robert)* (p. 4592).

Examen des crédits (p. 4592).

Budget annexe de la Légion d'Honneur :

Crédits ouverts à l'article 46 au titre des services votés : adoptés

— autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 47 au titre des mesures nouvelles : adoptées

— crédits de paiement inscrits au paragraphe II de l'article 47 au titre des mesures nouvelles : adoptés.

Budget annexe de l'Ordre de la Libération :

Crédits ouverts à l'article 46 au titre des services votés : adoptés.

Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 47 au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 4592).

MER

Discussion générale [17 novembre 1983] (p. 5416)

Aide au carburant : *Mauger (Pierre)* (p. 5421) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5426).

Aménagement du littoral et pollutions : *Denvers (Albert)* (p. 5416) ; *Madelin (Alain)* (p. 5418) ; *Duroméa (André)* (p. 5419).

Budget de la mer : *Denvers (Albert)* (p. 5416) ; *Duroméa (André)* (p. 5419) ; *Peuziat (Jean)* (p. 5423).

Commercialisation et transformation des produits de la mer (conditions de) : *Porelli (Vincent)* (p. 5421) ; *Peuziat (Jean)* (p. 5423) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5425).

Construction et réparation navales (situation des industries de) : *Denvers (Albert)* (p. 5417) ; *Madelin (Alain)* (p. 5417, 5418) ; *Duroméa (André)* (p. 5419) ; *Porelli (Jean)* (p. 5420) ; *Lacombe (Jean)* (p. 5422) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5424, 5426).

Crédit Maritime Mutuel : *Lacombe (Jean)* (p. 5422) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5425).

Droit international en matière maritime (développement du) : *Madelin (Alain)* (p. 5418) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5425).

Espagne et du Portugal dans la C.E.E. (conséquences de l'entrée de l') : *Mauger (Pierre)* (p. 5421) ; *Peuziat (Jean)* (p. 5423) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5426).

Établissement national des invalides de la Marine : *Denvers (Albert)* (p. 5417) ; *Madelin (Alain)* (p. 5417) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5424).

« Europe bleue » : *Denvers (Albert)* (p. 5417) ; *Madelin (Alain)* (p. 5418) ; *Duroméa (André)* (p. 5419) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5420) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5426).

Flotte de commerce : *Denvers (Albert)* (p. 5417) ; *Madelin (Alain)* (p. 5418) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5420) ; *Lacombe (Jean)* (p. 5422) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5426).

Fonds d'intervention des activités maritimes (crédit du) : *Denvers (Albert)* (p. 5416) ; *Duroméa (André)* (p. 5419) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5426).

Pêche, pêcheurs et culture maritime : *Denvers (Albert)* (p. 5417) ; *Duroméa (André)* (p. 5419) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5420) ; *Mauger (Pierre)* (p. 5421) ; *Lacombe (Jean)* (p. 5421) ; *Peuziat (Jean)* (p. 5423) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5424).

Police et signalisation maritime : *Denvers (Albert)* (p. 5416) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5424).

Ports (entretien et rénovation des) : *Denvers (Albert)* (p. 5416) ; *Duroméa (André)* (p. 5419) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5420) ; *Lacombe (Jean)* (p. 5421) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5425).

Société nationale de sauvetage en mer : *Denvers (Albert)* (p. 5416) ; *Duroméa (André)* (p. 5419) ; *Peuziat (Jean)* (p. 5423).

Procédure des questions (p. 5427)

Aménagement du littoral : *Chaigneau (Colette)* (p. 5429) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5430).

Compagnie générale maritime : *Lauriol (Marc)* (p. 5427) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5427).

Conchyliculture et mytiliculture : *Chaigneau (Colette)* (p. 5429) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5430).

Naufrage du cargot « Hydo » : *Beaufort (Jean)* (p. 5429) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5429).

Pêche artisanale et pêche industrielle : *Sergent (Michel)* (p. 5427) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5428).

Ports et investissements portuaires : *Beaufils (Jean)* (p. 5428) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5428).

Société nationale de sauvetage en mer : *Jagoret (Pierre)* (p. 5430) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5430).

Examen des crédits (p. 5431).

État B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

État C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 5431).

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Discussion générale [16 novembre 1983] (p. 5328, 5346)

Câblage et fibres optiques : *Bonnet (Alain)* (p. 5329) ; *Noir (Michel)* (p. 5332) ; *Delisle (Henry)* (p. 5348) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5351).

Courrier des administrations : *Chomat (Paul)* (p. 5350) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5352).

Crédit du ministère des P.T.T. : *Bonnet (Alain)* (p. 5328) ; *Jarosz (Jean)* (p. 5329) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5353).

Endettement du budget annexe : *Bonnet (Alain)* (p. 5328) ; *Jarosz (Jean)* (p. 5329) ; *Noir (Michel)* (p. 5331) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5353).

Filière électronique : *Bonnet (Alain)* (p. 5329) ; *Jarosz (Jean)* (p. 5330) ; *d'Aubert (François)* (p. 5330, 5353) ; *Noir (Michel)* (p. 5332) ; *Delisle (Henry)* (p. 5347, 5348) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5353).

Grève du tri postal : *Bonnet (Alain)* (p. 5328) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5331) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5348) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5352).

Poste : *Bonnet (Alain)* (p. 5329) ; *Jarosz (Jean)* (p. 5330) ; *Noir (Michel)* (p. 5332) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5349) ; *Sarre (Georges)* (p. 5349) ; *Chomat (Paul)* (p. 5350) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5352).

Service public des P.T.T. : *Jarosz (Jean)* (p. 5330) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5331) ; *Delisle (Henri)* (p. 5347) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5348).

Services financiers : *Sarre (Georges)* (p. 5349).

Situation des personnels : *Jarosz (Jean)* (p. 5330) ; *Sarre (Georges)* (p. 5350) ; *Chomat (Paul)* (p. 5350).

Télécommunications : *Bonnet (Alain)* (p. 5329) ; *d'Aubert (François)* (p. 5331) ; *Noir (Michel)* (p. 5332) ; *Delisle (Henry)* (p. 5347) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5351).

Téléphone : *Jarosz (Jean)* (p. 5330) ; *Delisle (Henry)* (p. 5347) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5351, 5353) ; *Noir (Michel)* (p. 5353).

Titularisation des auxiliaires : *Sarre (Georges)* (p. 5349).

Transferts de charges entre le budget général et le budget annexe des P.T.T. : *Zeller (Adrien)* (p. 5349) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5352).

Procédure des questions (p. 5354)

Cabines publiques de téléphone : *Malvy (Martin)* (p. 5356) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5357).

Carte à mémoire : *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 5355) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5355).

C.N.E.T. de Lannion : *Jagoret (Pierre)* (p. 5356) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5356).

Filière électronique : *Coffineau (Michel)* (p. 5355) ; *Mexandeau (Michel)* (p. 5355) ; *Jagoret (Pierre)* (p. 5356).

Poste (financement de la) : *Berson (Michel)* (p. 5355) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5355).

P.T.T. et régions défavorisées : *Bonnet (Alain)* (p. 5357) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5358).

Réseau câblé et fibre optique : *Durr (André)* (p. 5354) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5354, 5358) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5358) ; *Noir (Michel)* (p. 5359).

Services financiers postaux et loi bancaire : *Forgues (Pierre)* (p. 5356) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5356, 5357, 5360) ; *Richard (Alain)* (p. 5357) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5359).

Situation des personnels : *Durr (André)* (p. 5354) ; *Richard (Alain)* (p. 5357) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5357, 5359) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5359).

Examen des crédits (p. 5360).

Crédits du budget annexe des P.T.T.

Crédits ouverts à l'article 46 au titre des services votés : adoptés ;

— autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 47 au titre des mesures nouvelles : adoptées ;

— crédits ouverts au paragraphe II de l'article 47 au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 5360).

RELATIONS EXTÉRIEURES, AFFAIRES EUROPÉENNES, COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT

Discussion générale [8 novembre 1983] (p. 4976, 4995, 5016).

Affaires européennes et politique européenne de la France : *Zeller (Adrien)* (p. 4981) ; *Mellick (Jacques)* (p. 4983) ; *Chandernagor (André)* (p. 4989, 5016).

Afrique, Tchad et Libye : *Vivien (Alain)* (p. 4984) ; *Nucci (Christian)* (p. 4991) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4998) ; *Vial-Massat* (Théo) (p. 4999) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5001) ; *Proveux (Jean)* (p. 5002) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 5009) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5022).

Aide au développement : *Josselin (Charles)* (p. 5077) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5077) ; *Vivien (Alain)* (p. 4984) ; *Bernard (Roland)* (p. 4985) ; *Nucci (Christian)* (p. 4991, 5018) ; *Bellon (André)* (p. 4996) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4998) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5007) ; *Dumas (Roland)* (p. 5012) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5023).

Alliance française : *Bardin (Bernard)* (p. 4981) ; *Cheysson (Claude)* (p. 4989).

Ambassades et diplomates : *Josselin (Charles)* (p. 4976) ; *Deniau (Xavier)* (p. 4979) ; *Cheysson (Claude)* (p. 4988, 4989, 5020) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5003) ; *Julien (Raymond)* (p. 5009).

Atlantisme : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4998).

Conseil européen d'Athènes : *Zeller (Adrien)* (p. 4989) ; *Chandernagor (André)* (p. 4990) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4998).

Consulats (fermeture de) : *Neiertz (Véronique)* (p. 4978) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5003) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5020).

Coopérants : *Vivien (Alain)* (p. 4985) ; *Bernard (Roland)* (p. 4986) ; *Nucci (Christian)* (p. 4991).

Coopération militaire et ventes d'armes : *Vivien (Alain)* (p. 4985) ; *Nucci (Christian)* (p. 4992) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5011).

Création d'emplois (absence de) : *Josselin (Charles)* (p. 4976) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4978) ; *Cheysson (Claude)* (p. 4987) ; *Julien (Raymond)* (p. 5009).

Dollar (conséquences de la hausse du) : *Neiertz (Véronique)* (p. 4977) ; *Deniau (Xavier)* (p. 4979) ; *Vivien (Alain)* (p. 4985) ;

Cheysson (Claude) (p. 4989) ; *Nucci (Christian)* (p. 4992) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4997) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5003) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5007) ; *Julien (Raymond)* (p. 5009) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5012).

D.O.M. (situation économique des) et accords de Lomé : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 5007) ; *Chandernagor (André)* (p. 5016) ; *Nucci (Christian)* (p. 5018).

Élargissement de la communauté économique européenne : *Zeller (Adrien)* (p. 4982) ; *Mellick (Jacques)* (p. 4983) ; *Julien (Raymond)* (p. 5010) ; *Chandernagor (André)* (p. 5018).

Émissions radiophoniques vers l'étranger : *Deniau (Xavier)* (p. 4979) ; *Bardin (Bernard)* (p. 4980) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5021).

Endettement du tiers monde : *Nucci (Christian)* (p. 4991, 5019) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 5000) ; *Dumas (Roland)* (p. 5012).

Espace commun de l'industrie et de la recherche : *Zeller (Adrien)* (p. 4982) ; *Mellick (Jacques)* (p. 4983) ; *Julien (Raymond)* (p. 5010).

Est-Ouest (relations) : *Bellon (André)* (p. 4995) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4997) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5008) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 5008) ; *Escutia (Manuel)* (p. 5010).

Euromissiles (pershing et SS20) : *Bellon (André)* (p. 4996) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5007) ; *Escutia (Manuel)* (p. 5011) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5011) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5012).

Évolution des crédits du ministère des relations extérieures, du ministère des affaires européennes, du ministère de la coopération et du développement : *Josselin (Charles)* (p. 4976) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4977) ; *Cheysson (Claude)* (p. 4987) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5003) ; *Julien (Raymond)* (p. 5009).

Français de l'étranger : *Cheysson (Claude)* (p. 4987).

Francophonie : *Deniau (Xavier)* (p. 4979) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5012) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5021).

Gaz algérien : *Deniau (Xavier)* (p. 4979) ; *Vivien (Alain)* (p. 4984) ; *Bernard (Roland)* (p. 4985).

Genève (négociation de) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4997) ; *Vial-Massat* (Théo) (p. 5000) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5022).

Gestion du personnel : *Deniau (Xavier)* (p. 4979) ; *Cheysson (Claude)* (p. 4988) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5004).

Grenade (intervention des États-Unis dans l'Île de la) : *Bellon (André)* (p. 4996) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4998) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4999) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5001) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5011) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5021).

Iran-Irak (conflit) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4998) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5001) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5008) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5022).

Montée des périls et dégradation de la situation internationale : *Josselin (Charles)* (p. 4977) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4997) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4998) ; *Escutia (Manuel)* (p. 5010).

O.T.A.N. (fonctionnement de l') : *Julien (Raymond)* (p. 5009).

Pacifisme : *Vial-Massat (Théo)* (p. 4999).

Paix et désarmement : *Bellon (André)* (p. 4995) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 5000) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5007) ; *Escutia (Manuel)* (p. 5010) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5022).

Politique agricole commune : *Zeller (Adrien)* (p. 4982) ; *Mellick (Jacques)* (p. 4983) ; *Chandernagor (André)* (p. 4990, 5016).

Présence de la France dans le monde : *Josselin (Charles)* (p. 4976) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4977) ; *Bardin (Bernard)* (p. 4980) ; *Bellon (André)* (p. 4996) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5016).

Présentation des fascicules budgétaires : *Josselin (Charles)* (p. 4977) ; *Cheysson (Claude)* (p. 4987) ; *Chandernagor (André)* (p. 4989).

Proche-Orient, Liban, Syrie, Israël et O.L.P. : *Cheysson (Claude)* (p. 4987, 5022) ; *Bellon (André)* (p. 4996) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4998) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4999) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5001) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5008) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 5009).

Relations culturelles scientifiques et techniques : *Josselin (Charles)* (p. 4977) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4978) ; *Deniau (Xavier)* (p. 4979) ; *Bardin (Bernard)* (p. 4980) ; *Cheysson (Claude)* (p. 4989) ; *Proveux (Jean)* (p. 5002) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5004).

Scolarisation des enfants français à l'étranger : *Josselin (Charles)* (p. 4976) ; *Julien (Raymond)* (p. 5009).

Sécurité des agents à l'étranger : *Josselin (Charles)* (p. 4976) ; *Julien (Raymond)* (p. 5009).

Situation budgétaire de la C.E.E. : *Zeller (Adrien)* (p. 4981).

Système monétaire européen : *Zeller (Adrien)* (p. 4982).

Temps partiel : *Neiertz (Véronique)* (p. 4978) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5020).

Titularisation : *Neiertz (Véronique)* (p. 4978) ; *Vivien (Alain)* (p. 4985) ; *Cheysson (Claude)* (p. 4989, 5019) ; *Nucci (Christian)* (p. 4992).

Union de l'Europe occidentale : *Pignon (Lucien)* (p. 5013).

Vietnam et Cambodge : *Deniau (Xavier)* (p. 4979) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5020).

Visite du Président Chadli en France : *Neiertz (Véronique)* (p. 4979) ; *Vivien (Alain)* (p. 4984) ; *Bellon (André)* (p. 4996) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 5001).

Procédure des questions : (p. 5023).

Aide au développement et politique africaine de la France : *Galley (Robert)* (p. 5027) ; *Nucci (Christian)* (p. 5027, 5028).

Anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier au Canada : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 5027) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5027).

Asile politique accordé à M. Riccardo Bofill, écrivain cubain : *Baumel (Jacques)* (p. 5026) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5026).

Budget de la C.E.E. : *Cointat (Michel)* (p. 5025) ; *Chandernagor (André)* (p. 5026).

Chypre : *Godefroy (Pierre)* (p. 5025) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5025).

Coopération politique en Europe : *Cointat (Michel)* (p. 5029) ; *Chandernagor (André)* (p. 5029, 5030).

Dollar (hausse du) : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 5027) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5027).

Espagne (accord commercial signé le 29 juin 1970 avec l') : *Lagorce (Pierre)* (p. 5024) ; *Chandernagor (André)* (p. 5024).

F.E.D.E.R. et fonds social européen : *Ibanès (Jean)* (p. 5023) ; *Chandernagor (André)* (p. 5024).

Opinion de M. Pierre Elliott Trudeau sur les relations Est-Ouest : *Godefroy (Pierre)* (p. 5029) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5029).

Politisation du personnel du Quai d'Orsay : *Toubon (Jacques)* (p. 5028) ; *Cheysson (Claude)* (p. 5028).

Vanuatu : *Jagoret (Pierre)* (p. 5025) ; *Nucci (Christian)* (p. 5025).

Examen des crédits (p. 5030).

I. — Services diplomatiques et généraux.

Crédits inscrits à la ligne « relations extérieures » — I. Services diplomatiques et généraux :

État B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

État C. — Titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

II. — Coopération et développement.

Crédits inscrits à la ligne « relations extérieures » — II. Coopération et développement :

État B. — Titre III : adopté.

Titre IV : réductions de crédits du titre IV : adoptées.

État C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Après l'article 112 : amendement n° 52 de la commission des affaires étrangères (rapport relatif à la prise en compte des effets de la variation des devises étrangères sur les rémunérations des personnels en poste à l'étranger) (p. 5030) ; volonté de minorer artificiellement le déficit budgétaire ; adopté après rectification ; amendement n° 53 de

la commission des affaires étrangères (périodicité du rapport visé par le précédent article) (p. 5031) ; adopté après rectification ; amendement n° 162 de M. Charles Josselin, à titre personnel (publication de l'état de l'ensemble des crédits versés par les Communautés européennes à la France) ; nécessaire information du Parlement et du Gouvernement ; retiré (p. 5032).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I. — Services généraux ; II. — *Secrétariat général de la défense nationale ; III. — Conseil économique et social.*

Discussion générale [28 octobre 1983] (p. 4678).

Chômage (indemnisation) : *Alphandery (Edmond)* (p. 4685, 4686).

Comités économiques et sociaux régionaux : *Tranchant (Georges)* (p. 4683).

Défense civile (financement) : *Tranchant (Georges)* (p. 4679, 4680).

Déficit budgétaire : *Alphandery (Edmond)* (p. 4685).

Désarmement : *Tranchant (Georges)* (p. 4680).

Documentation française : *Massion (Marc)* (p. 4678).

Haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme : *Massion (Marc)* (p. 4679).

Haut comité de la langue française (restructuration) : *Massion (Marc)* (p. 4679).

Haut conseil de la francophonie : *Labarrère (André)* (p. 4686).

Haute autorité de la communication audiovisuelle : *Massion (Marc)* (p. 4679).

Informatisation des services : *Labarrère (André)* (p. 4686).

Institut des hautes études de la défense nationale (régionalisation) : *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 4681).

Journaux officiels (modernisation des techniques) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4683, 4684) ; *Labarrère (André)* (p. 4687).

Plan de rigueur : *Alphandery (Edmond)* (p. 4684, 4685).

Programme « Réagir » : *Labarrère (André)* (p. 4686).

Prolifération nucléaire : *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 4681).

Protection des populations contre le risque nucléaire : *Tranchant (Georges)* (p. 4680) ; *Huyghues des Etages (Jacques)* (p. 4681, 4682).

S.G.D.N. : *Huyghues des Étages (Jacques)* (p. 4681) ; *Labarrère (André)* (p. 4686).

Train de vie de l'État (réduction) : *Massion (Marc)* (p. 4678).

Examen des crédits (p. 4688, 4704).

I. — **Services généraux :**

Crédits concernant les services du Premier ministre. — I. Services généraux, réservés jusqu'après l'examen des crédits de la communication.

Amendement n° 20 de M. Gilbert Gantier (réduction des crédits du titre III de l'état B) : locations d'immeubles ; installation des services du Premier ministre dans les « beaux quartiers » ; réhabilitation de l'Est parisien (p. 4688) ; maîtrise des dépenses de fonctionnement ; rejeté.

II. — **Secrétariat général de la défense nationale**

Crédits inscrits à la ligne « services du Premier ministre ». — II. Secrétariat général de la défense nationale.

État B. — Titre III : adopté.

État C. — Titre V : autorisations de programme du titre V adoptées ; crédits de paiement du titre V adoptés.

III. — **Conseil économique et social**

Crédits inscrits à la ligne « services du Premier ministre ». — III. Conseil économique et social.

État B. — Titre III : adopté.

Budget annexe des journaux officiels :

Crédits ouverts à l'article 46 au titre des services votés, adoptés.

Autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 47 au titre des mesures nouvelles : adoptées.

Crédits de paiement inscrits au paragraphe II de l'article 47 au titre des mesures nouvelles : adoptés (p. 4689).

Après l'article 112 : amendement n° 12 de la commission (dépôt d'un rapport récapitulant les crédits en faveur de la promotion et de la diffusion de la langue française) : rejeté (p. 4690).

IV. — Plan, Aménagement du territoire et Economie sociale

Discussion générale [28 octobre 1983] (p. 4690)

Alsace (situation de l') : *Caro (Jean-Marie)* (p. 4697).

Aménagement du territoire (critère d') : *Taddei (Dominique)* (p. 4691) ; *Loncle (François)* (p. 4698).

Autoroutes : *Taddei (Dominique)* (p. 4692).

Comité interministériel d'aménagement du territoire (C.I.A.T.) : *Le Garrec (Jean)* (p. 4701).

Commissariat à l'industrialisation en Normandie : *Loncle (François)* (p. 4698).

Commissariat du plan (insuffisance des crédits de recherche) : *Taddei (Dominique)* (p. 4690) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4699).

Contrat « État région » : *Narquin (Jean)* (p. 4694, 4695) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4700).

D.A.T.A.R. : *Le Garrec (Jean)* (p. 4701).

Fonds de compensation inter-entreprises pour l'aménagement du territoire : *Ibanès (Jean)* (p. 4696).

Fonds interministériel du développement d'aménagement rural (F.I.D.A.R) : *Taddei (Dominique)* (p. 4691) ; *de Caumont (Robert)* (p. 4692, 4693) ; *Clément (Pascal)* (p. 4695) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4702).

Planification dans les DOM-TOM : *Esdras (Marcel)* (p. 4698).

Planification octroyée : *Clément (Pascal)* (p. 4696).

Politique de la montagne : *de Caumont (Robert)* (p. 4692, 4693).

Société coopérative ouvrière de production (S.C.O.O.P.) : *Hory (Jean-François)* (p. 4694) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4700).

Société des travailleurs associés : *Hory (Jean-François)* (p. 4693).

Villes nouvelles : *Le Garrec (Jean)* (p. 4702).

Procédure des questions (p. 4702)

Alsace (dégradation de la situation économique) : *Grussenmeyer (François)* (p. 4703) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4703, 4704) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 4703).

Contrat de plan avec la région Alsace : *Le Garrec (Jean)* (p. 4703, 4704).

Haute Normandie (situation scolaire et universitaire) : *Loncle (François)* (p. 4704) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4704).

Examen des crédits (p. 4704)

Crédits inscrits à la ligne « services du Premier ministre ».

— IV. Plan, aménagement du territoire et économie sociale.

État B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

État C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : amendement n° 11 de la commission de la production (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 4704) ; F.I.D.A.R. ; rejeté.

— titre VI : adopté (p. 4705).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Droits de la femme

Discussion générale [25 octobre 1983] (p. 4498).

Action locale : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4498) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 4499).

Attentat dont a été victime le contingent français au Liban : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4498) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 4499) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4502).

Augmentation du budget du ministère des droits de la femme : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4498) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4501) ; *Provost (Eliane)* (p. 4503) ; *Roudy (Yvette)* (p. 4504).

Capacité fiscale de la femme mariée : *Roudy (Yvette)* (p. 4506).

Centre d'information des droits de la femme : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4499) ; *Roudy (Yvette)* (p. 4506).

Conjoints d'artisans et de commerçants : *Provost (Éliane)* (p. 4504).

Contraception et avortement : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4499) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4502) ; *Provost (Éliane)* (p. 4504) ; *Roudy (Yvette)* (p. 4506).

Déléguées régionales aux droits de la femme : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4499).

Démographie et politique familiale : *Goeuriot (Colette)* (p. 4502).

Discriminations positives : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4499) ; *Provost (Éliane)* (p. 4503).

Divorce : *Roudy (Yvette)* (p. 4505).

Droits propres des femmes : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4498) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 4500) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4501).

Emploi féminin : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4498) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4501) ; *Proveux (Jean)* (p. 4502) ; *Provost (Éliane)* (p. 4503) ; *Roudy (Yvette)* (p. 4504).

Femmes seules avec enfant : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4498) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 4499) ; *Frachon (Martine)* (p. 4500) ; *Roudy (Yvette)* (p. 4505).

Femmes victimes de violence, prostituées et femmes sortant de prison : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4500) ; *Frachon (Martine)* (p. 4500) ; *Roudy (Yvette)* (p. 4506, 4507).

Formation professionnelle des femmes : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4498) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 4499) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4501) ; *Proveux (Jean)* (p. 4502) ; *Berson (Michel)* (p. 4503) ; *Provost (Éliane)* (p. 4503) ; *Roudy (Yvette)* (p. 4504).

Jeunes filles de 16 à 18 ans (emploi des) : *Berson (Michel)* (p. 4503) ; *Roudy (Yvette)* (p. 4505).

Loi anti-sexiste : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4500).

Loi sur l'égalité professionnelle : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4499) ; *Provost (Éliane)* (p. 4503) ; *Roudy (Yvette)* (p. 4505).

Maternité : *Goeuriot (Colette)* (p. 4502).

Nouvelles technologies et emploi féminin : *Berson (Michel)* (p. 4503) ; *Roudy (Yvette)* (p. 4507).

Retraite à cinquante-cinq ans pour les femmes : *Goeuriot (Colette)* (p. 4501).

Stages pilotes : *Provost (Éliane)* (p. 4503) ; *Roudy (Yvette)* (p. 4504).

Crédits du ministère des droits de la femme inclus dans les crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre :

I. — **Services généraux « mis aux voix lors de l'examen des crédits de la communication** (p. 4507).

TEMPS LIBRE, JEUNESSE ET SPORTS

Discussion générale [26 octobre 1983] (p. 4554).

Actions de « temps libre et d'éducation populaire » : *Wilquin (Claude)* (p. 4559) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 4561, 4562).

Cadres techniques (formation des) : *Avice (Edwige)* (p. 4555).

Cadres techniques (statut des) : *Wilquin (Claude)* (p. 4558) ; *Corrèze (Roger)* (p. 4566).

Centres d'information jeunesse : *Avice (Edwige)* (p. 4555) ; *Wilquin (Claude)* (p. 4559).

Centres de vacances : *Avice (Edwige)* (p. 4556) ; *Wilquin (Claude)* (p. 4559) ; *Haby (Charles)* (p. 4560) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4565) ; *Théaudin (Clément)* (p. 4569, 4570).

Conseil national de la vie associative : *Chevallier (Daniel)* (p. 4562).

C.R.E.P.S. : *Avice (Edwige)* (p. 4555).

Création de postes (absence de) : *Bergelin (Christian)* (p. 4563) ; *Corrèze (Roger)* (p. 4566) ; *Olmeta (René)* (p. 4569).

Décentralisation des équipements : *Avice (Edwige)* (p. 4556) ; *Wilquin (Claude)* (p. 4559) ; *Haby (Charles)* (p. 4561).

Déplacements sportifs : *Wilquin (Claude)* (p. 4559) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4563).

Fédérations (subventions aux) : *Bergelin (Christian)* (p. 4563) ; *Corrèze (Roger)* (p. 4566).

Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) : *Avice (Edwige)* (p. 4554) ; *Wilquin (Claude)* (p. 4559) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4563) ; *Corrèze (Roger)* (p. 4566).

Fonjep : *Avice (Edwige)* (p. 4556) ; *Wilquin (Claude)* (p. 4559) ; *Haby (Charles)* (p. 4560) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 4561) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 4567).

Jeux Olympiques : *Avice (Edwige)* (p. 4554) ; *Wilquin (Claude)* (p. 4558) ; *Haby (Charles)* (p. 4560) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4563) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4565) ; *Corrèze (Roger)* (p. 4565) ; *Hage (Georges)* (p. 4567) ; *Olmeta (René)* (p. 4569).

Jeux Olympiques de 1992 : *Avice (Edwige)* (p. 4557) ; *Hage (Georges)* (p. 4568).

Maisons du temps libre : *Avice (Edwige)* (p. 4557, 4571) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 4562).

Mouvement associatif (rôle du) : *Avice (Edwige)* (p. 4556) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 4561, 4562) ; *Chomat (Paul)* (p. 4564) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 4567) ; *Théaudin (Clément)* (p. 4569).

Offices franco-allemand et franco-quebécois pour la jeunesse : *Avice (Edwige)* (p. 4556) ; *Haby (Charles)* (p. 4560).

Opération « été 1983 » : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4565) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 4570).

Opération « grands stades » : *Avice (Edwige)* (p. 4555) ; *Wilquin (Claude)* (p. 4559) ; *Bergelin (Christian)* (p. 4563).

Opération « jeunes volontaires » : *Avice (Edwige)* (p. 4555, 4556, 4572) ; *Wilquin (Claude)* (p. 4559) ; *Haby (Charles)* (p. 4560) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4565) ; *Schiffler (Nicolas)* (p. 4567) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 4570, 4571).

Professorat de sport : *Avice (Edwige)* (p. 4555) ; *Hage (Georges)* (p. 4567) ; *Olmeta (René)* (p. 4569).

« Programmes coordonnés » : *Avice (Edwige)* (p. 4557).

Restructuration du ministère : *Avice (Edwige)* (p. 4554) ; *Wilquin (Claude)* (p. 4558) ; *Corrèze (Roger)* (p. 4565).

Sections sports-études : *Avice (Edwige)* (p. 4555) ; *Hage (Georges)* (p. 4567) ; *Olmeta (René)* (p. 4569).

Sport de haut niveau : *Avice (Edwige)* (p. 4571, 4572).

Sports de masse : *Avice (Edwige)* (p. 4555).

Titularisation des enseignants : *Avice (Edwige)* (p. 4554) ; *Chevallier (Daniel)* (p. 4561).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Corrèze (Roger)* (p. 4566).

Procédure des questions (p. 4572).

Centres de vacances : *Bayard (Henri)* (p. 4573) ; *Avice (Edwige)* (p. 4573, 4574).

Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) : *Perrut (Francisque)* (p. 4572) ; *Avice (Edwige)* (p. 4572, 4573).

Jeux Olympiques de 1992 : *Nungesser (Roland)* (p. 4574) ; *Avice (Edwige)* (p. 4574, 4575).

Objecteurs de conscience : *André (René)* (p. 4575, 4576) ; *Avice (Edwige)* (p. 4575).

Opération « jeunes volontaires » : *Avice (Edwige)* (p. 4576).

Politique d'équipement : *Nungesser (Roland)* (p. 4575) ; *Avice (Edwige)* (p. 4575).

Presse associative : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4573) ; *Avice (Edwige)* (p. 4573).

Programmes coordonnés : *Avice (Edwige)* (p. 4575).

Vie associative (rôle des bénévoles) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4573) ; *Avice (Edwige)* (p. 4573, 4574) ; *Briane (Jean)* (p. 4574).

Examen des crédits (p. 4576).

Crédits inscrits à la ligne « Temps libre, jeunesse et sports »

État B. — Titre III : amendement n° 14 de M. Gilbert Gantier (réduction des crédits) : non soutenu ;

— titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

État C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés (p. 4576).

TRANSPORTS

Discussion générale [2 novembre 1983] (p. 4707, 4722, 4736).

Aéronautique (industrie) : *Labbé (Claude)* (p. 4727) ; *Raymond (Alex)* (p. 4738, 4739) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4744).

Airbus Industrie : *Vivien (Robert-André)* (p. 4725) ; *Labbé (Claude)* (p. 4727) ; *Duroméa (André)* (p. 4733) ; *Raymond (Alex)* (p. 4738).

Air France : *Vivien (Robert-André)* (p. 4726) ; *Labbé (Claude)* (p. 4727) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4741, 4742).

Air inter : *Vivien (Robert-André)* (p. 4726) ; *Labbé (Claude)* (p. 4727).

Alcool au volant (lutte contre l') : *Chénard (Alain)* (p. 4724) ; *Duroméa (André)* (p. 4733) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4737).

Ariane : *Labbé (Claude)* (p. 4728).

Autoroutes (schéma directeur) : *Chénard (Alain)* (p. 4723, 4724) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4724) ; *Duroméa (André)* (p. 4733) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4737).

Aviation civile : *Fèvre (Charles)* (p. 4730).

Batellerie (aides à la) : *Brunhes (Jacques)* (p. 4738).

Bretagne (dessertes aériennes) : *Jaqoret (Pierre)* (p. 4740).

Commission Grégoire : *Nungesser (Roland)* (p. 4728).

Contrats de développement : *Fiterman (Charles)* (p. 4742).

Corse (desserte de la) : *Aubert (François d')* (p. 4707).

Décentralisation : *Aubert (François d')* (p. 4708).

Dépenses de publicité d'Air France et Air inter : *Vivien (Robert-André)* (p. 4727) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4743).

Droit au transport : *Fiterman (Charles)* (p. 4741).

Équipements des services météorologiques : *Raymond (Alex)* (p. 4739) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4744).

Fonds spécial de grands travaux : *Chénard (Alain)* (p. 4723) ; *Fèvre (Charles)* (p. 4731).

Liaison Rhin-Rhône : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4725).

Modernisation des transports : *Fiterman (Charles)* (p. 4741).

Organisme national de la sécurité routière (O.N.S.E.R.) : *Aubert (François d')* (p. 4708) ; *Duroméa (André)* (p. 4733) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4745).

Rappel au règlement de M. *Jean-Pierre Soisson* (p. 4722) : *Labarrère (André)* (p. 4722).

Sécurité routière : *Chénard (Alain)* (p. 4723) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4724) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4742).

S.N.C.F. (nouveau statut) : *Chénard (Alain)* (p. 4723) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4724) ; *Fèvre (Charles)* (p. 4730, 4731) ; *Duroméa (André)* (p. 4731) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4736) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4743).

Train à grande vitesse (T.G.V.) (Atlantique) : *Chénard (Alain)* (p. 4723) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4724) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4736) ; *Zeller (Adrien)* (p. 4739).

Train à grande vitesse (T.G.V.) (Est Européen) : *Zeller (Adrien)* (p. 4739, 4740).

Transports collectifs (développement prioritaire) : *Chénard (Alain)* (p. 4723) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 4724) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 4729) ; Duroméa (André) (p. 4733) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4742).

Transports parisiens : *Chénard (Alain)* (p. 4723) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4737, 4738) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4741).

Transporteurs routiers (rémunérations) : *Bérégovoy (Michel)* (p. 4737).

Voies navigables (schéma directeur) : *Nungesser (Roland)* (p. 4728, 4729) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 4736, 4737) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 4738) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4744).

Vote favorable du groupe communiste : *Duroméa (André)* (p. 4733).

Vote favorable du groupe socialiste : *Bérégovoy (Michel)* (p. 4737) ; *Raymond (Alex)* (p. 4739).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Fèvre (Charles)* (p. 4732).

Procédure des questions (p. 4745).

Airbus A300 : *Miossec (Charles)* (p. 4746, 4747) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4747).

Alsace (desserte de l') : *Sprauer (Germain)* (p. 4750, 4751) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4751).

Ardèche (desserte de l') : *Alaize (Jean-Marie)* (p. 4749, 4750) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4750).

Axe Calais-Bayonne : *Goulet (Daniel)* (p. 4751) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4751, 4752).

Axes transpyrénéens : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4748, 4749) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4749).

Bretagne (desserte de la) : *Fiterman (Charles)* (p. 4747, 4756) ; *Miossec (Charles)* (p. 4756).

Contrats de développement : *Fiterman (Charles)* (p. 4753).

Corrèze (desserte de la) : *Fiterman (Charles)* (p. 4749).

Franche Comté (desserte de la) : *Fiterman (Charles)* (p. 4746).

Liaison Rhin-Rhône : *Cousté (Pierre-Bernard)* (p. 4751) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4751).

Liaisons routières internationales : *Vuillaume (Roland)* (p. 4745, 4746).

Limousin (desserte du) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 4749) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4749, 4755) ; *Sapin (Michel)* (p. 4755).

Mayotte (réseau routier national) : *Patriat (François)* (p. 4753) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4753).

Métro de Lyon : *Collomb (Gérard)* (p. 4747, 4748) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4748).

Moselle (aménagement du fleuve) : *Malgras (Robert)* (p. 4753, 4754) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4754).

Toulouse (dégagement de) : *Raymond (Alex)* (p. 4755) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4755, 4756).

Train à grande vitesse (T.G.V.) (Atlantique) : *Fiterman (Charles)* (p. 4746, 4750, 4754) ; *Germon (Claude)* (p. 4750) ; *Proveux (Jean)* (p. 4754).

Train à grande vitesse (T.G.V.) (Est) : *Sprauer (Germain)* (p. 4746) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4746, 4752) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 4752).

Train à grande vitesse (T.G.V.) (Nord) : *Fiterman (Charles)* (p. 4746).

« Train des Pignes » : *Bellon (André)* (p. 4748) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4748).

Transports collectifs (développement prioritaire des) : *Gourmelon (Joseph)* (p. 4752, 4753).

Transports parisiens : *Richard (Alain)* (p. 4754, 4755) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4755).

Versement transport : *Fiterman (Charles)* (p. 4753, 4756, 4757) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 4756).

Examen des crédits (p. 4757).

État B. — Titre III : adopté.

Titre IV : amendement n° 29 de M. Charles Fèvre (réduction des crédits) ; indemnité compensatrice versée par l'État à la R.A.T.P. ; subvention de l'État à la S.N.C.F. ; politique de dumping de la S.N.C.F. (p. 4757) : rejeté ;

— titre IV adopté.

État C. — Titre V : amendement n° 30 de M. Charles Fèvre (réduction des autorisations de programme de 300 millions de francs ; diminution des crédits de paiement en matière de développement du réseau de routes nationales en rase campagne ; rejeté ; amendement n° 31 de M. Charles Fèvre (réduction des autorisations de programme de 50 millions de francs) ; sécurité routière (p. 4758) ; stagnation des accidents de la route pour 1982 ; rejeté ;

— autorisations de programme : adoptées ;

— crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

État D. — Titre III : adopté.

Article 66 *(détermination des parts respectives de l'État et de la région Ile-de-France dans le financement des travaux d'infrastructure de transports en commun)* : adopté.

Article 112 *(prorogation des dispositions relatives à l'organisation des transports des voyageurs dans la région d'Ile-de-France)* : adopté (p. 4759).

URBANISME ET LOGEMENT

Discussion générale [7 novembre 1983] (p. 4947, 4952).

Accession à la propriété : *Godefroy (Pierre)* (p. 4950) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4957).

Agences d'urbanisme : *Anciant (Jean)* (p. 4948) ; *Malandain (Guy)* (p. 4949) ; *Rigaud (Jean)* (p. 4960).

Aides à la personne : *Anciant (Jean)* (p. 4947) ; *Malandain (Guy)* (p. 4949) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 4950) ; *Clément (Pascal)* (p. 4952) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 4953) ; *Badet (Jacques)* (p. 4956) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4957) ; *Quilès (Paul)* (p. 4966).

Aides à la pierre : *Godefroy (Pierre)* (p. 4950) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 4953) ; *Badet (Jacques)* (p. 4956) ; *Denvers (Albert)* (p. 4959) ; *Quilès (Paul)* (p. 4962).

Amélioration de l'habitat : *Anciant (Jean)* (p. 4948) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 4950) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 4954) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4957) ; *Chapuis (Robert)* (p. 4962) ; *Quilès (Paul)* (p. 4962, 4966).

A.P.L. : *Anciant (Jean)* (p. 4947) ; *Malandain (Guy)* (p. 4949) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 4953) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4958) ; *Quilès (Paul)* (p. 4966).

Architectes : *Guyard (Jacques)* (p. 4959) ; *Quilès (Paul)* (p. 4965).

Banlieues (crise des) : *Collomb (Gérard)* (p. 4960) ; *Quilès (Paul)* (p. 4964).

Décentralisation : *Anciant (Jean)* (p. 4947) ; *Malandain (Guy)* (p. 4948) ; *Chapuis (Robert)* (p. 4961) ; *Quilès (Paul)* (p. 4964).

Déductions fiscales pour intérêts d'emprunts : *Malandain (Guy)* (p. 4949) ; *Clément (Pascal)* (p. 4952) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4957).

Désengagement ou absence de désengagement de l'État : *Anciant (Jean)* (p. 4947) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4957) ; *Quilès (Paul)* (p. 4966).

Documents d'urbanisme : *Chapuis (Robert)* (p. 4961) ; *Quilès (Paul)* (p. 4963).

Endettement des ménages : *Anciant (Jean)* (p. 4947) ; *Malandain (Guy)* (p. 4949) ; *Badet (Jacques)* (p. 4956) ; *Quilès (Paul)* (p. 4962).

Épargne logement : *Horvath (Adrienne)* (p. 4954).

Évolution des crédits du ministère de l'urbanisme et du logement : *Anciant (Jean)* (p. 4947) ; *Tibéri (Jean)* (p. 4954) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4956).

Fonds de réserve des caisses d'épargne : *Ligot (Maurice)* (p. 4957) ; *Quilès (Paul)* (p. 4962).

H.L.M. : *Anciant (Jean)* (p. 4948) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 4950) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 4953) ; *Tibéri (Jean)* (p. 4955) ; *Badet (Jacques)* (p. 4955) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4957) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4958) ; *Denvers (Albert)* (p. 4959) ; *Quilès (Paul)* (p. 4966).

Informatique et bureautique : *Malandain (Guy)* (p. 4948) ; *Quilès (Paul)* (p. 4965).

Location-accession à la propriété : *Guyard (Jacques)* (p. 4958) ; *Denvers (Albert)* (p. 4959) ; *Quilès (Paul)* (p. 4963, 4967).

Logements neufs (coût des) : *Quilès (Paul)* (p. 4962).

Loyers (hausse des — , loi Quillot et crise du marché locatif) : *Godefroy (Pierre)* (p. 4950) ; *Clément (Pascal)* (p. 4952) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 4953) ; *Tibéri (Jean)* (p. 4954) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4958) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4958) ; *Quilès (Paul)* (p. 4963).

Marchés extérieurs : *Malandain (Guy)* (p. 4950).

P.A.P. : *Anciant (Jean)* (p. 4947) ; *Malandain (Guy)* (p. 4949) ; *Godefroy (Pierre)* (p. 4950) ; *Clément (Pascal)* (p. 4952) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 4953) ; *Tibéri (Jean)* (p. 4954) ; *Badet (Jacques)* (p. 4955) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4957) ; *Collomb (Gérard)* (p. 4961) ; *Quilès (Paul)* (p. 4966).

P.L.A. : *Malandain (Guy)* (p. 4949) ; *Clément (Pascal)* (p. 4952) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 4953) ; *Tibéri (Jean)* (p. 4954) ; *Badet (Jacques)* (p. 4955) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4959) ; *Denvers (Albert)* (p. 4959) ; *Collomb (Francis)* (p. 4961) ; *Quilès (Paul)* (p. 4966).

Prêts conventionnés : *Clément (Pascal)* (p. 4953).

Recherche en matière de logement : *Malandain (Guy)* (p. 4949) ; *Quilès (Paul)* (p. 4963).

Secteur du bâtiment et des travaux publics, crise de la construction : *Anciant (Jean)* (p. 4947) ; *Malandain (Guy)* (p. 4949) ; *Clément (Pascal)* (p. 4952) ; *Horvath (Adrienne)* (p. 4953) ; *Tibéri (Jean)* (p. 4954) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4957) ; *Guyard (Jacques)* (p. 4958) ; *Denvers (Albert)* (p. 4959) ; *Quilès (Paul)* (p. 4962, 4965, 4966).

Taux d'intérêt (baisse des) : *Anciant (Jean)* (p. 4947) ; *Quilès (Paul)* (p. 4967).

Taxe foncière (exonération de la) : *Clément (Pascal)* (p. 4952) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4958).

Procédures des questions [7 novembre 1983] (p. 4967) [17 novembre 1983] (p. 5431)

Agences d'urbanismes : *Koehl (Émile)* (p. 4968) ; *Battist (Umberto)* (p. 5436) ; *Quilès (Paul)* (p. 4968, 5436).

Architecture et architectes : *Richard (Alain)* (p. 4972) ; *Soury (André)* (p. 5433) ; *Quilès (Paul)* (p. 4972, 5433).

Banlieues : *Floch (Jacques)* (p. 5437) ; *Quilès (Paul)* (p. 5438).

Centre national d'études de formation, d'expérimentation et de diffusion pour le service hivernal (création d'un) : *de Caumont (Robert)* (p. 4972) ; *Quilès (Paul)* (p. 4973).

Conducteurs de travaux publics : *Gengenwin (Germain)* (p. 4968) ; *Quilès (Paul)* (p. 4969).

Construction (aides à la) : *Durr (André)* (p. 5434) ; *Quilès (Paul)* (p. 5435).

Cotisation professionnelle prélevée par les fédérations patronales du bâtiment : *Odru (Louis)* (p. 5431) ; *Quilès (Paul)* (p. 5432).

Crise du secteur de la construction et de l'industrie du bâtiment et des travaux publics : *Gengenwin (Germain)* (p. 4967) ; *Quilès (Paul)* (p. 4968, 4971, 5434, 5436) ; *Vuillaume (Roland)* (p. 4971) ; *Odru (Louis)* (p. 5434) ; *Durr (André)* (p. 5434) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 5435).

Décentralisation et documents d'urbanisme : *Chomat (Paul)* (p. 4970) ; *Quilès (Paul)* (p. 4971).

Fonds interministériel d'intervention pour la qualité de l'urbanisme et de l'habitat (création d'un) : *Proveux (Jean)* (p. 4972) ; *Quilès (Paul)* (p. 4972).

Grands travaux d'architecture et d'urbanisme à Paris : *Toubon (Jacques)* (p. 4971) ; *Quilès (Paul)* (p. 4971).

Habitat insalubre (résorption de l'— et amélioration de l'habitat) : *Mercieca (Paul)* (p. 4969) ; *Quilès (Paul)* (p. 4969, 5437, 5438) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 5437) ; *Bénetière (Jean-Jacques)* (p. 5438).

Habitat rural : *Alaize (Jean-Marie)* (p. 5436) ; *Quilès (Paul)* (p. 5437).

Habitat social à Mayotte : *Hory (Jean-François)* (p. 5435) ; *Quilès (Paul)* (p. 5435).

H.L.M. : *Galley (Robert)* (p. 4970) ; *Quilès (Paul)* (p. 4970, 4971, 5432) ; *Jans (Parfait)* (p. 5432) ; *Soury (André)* (p. 5432).

Logements inoccupés : *Odru (Louis)* (p. 4969) ; *Quilès (Paul)* (p. 4970).

Personnels du ministère de l'urbanisme et du logement (diminution des) : *Chomat (Paul)* (p. 4970) ; *Quilès (Paul)* (p. 4970).

Spéculation immobilière (lutte contre la) : *Jans (Parfait)* (p. 5433) ; *Quilès (Paul)* (p. 5433, 5434).

1 p. 100 logement (utilisation du) : *Jans (Parfait)* (p. 5432) ; *Quilès (Paul)* (p. 5433).

Examen des crédits (p. 5438).

État B. — Titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

État C. — Titre V : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Titre VII : autorisations de programme : adoptées (p. 5438) ; crédits de paiement : adoptés (p. 5439).

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHÉS

[17 novembre 1983] (p. 5442). [18 novembre 1983] (p. 5474, 5498).

Article 63 et État F *(crédits évaluatifs)* : adoptés (p. 5443).

Article 64 et État G *(liste des chapitres dont les dotations ont un caractère prévisionnel)* : adoptés (p. 5444).

Article 65 et État H *(report de crédits)* (p. 5445, 5446) : adoptés (p. 5446).

Titre II : dispositions permanentes.

A. — *Mesures fiscales.*

Article 68 *(location d'une ou plusieurs pièces de l'habitation principale)* : amendement n° 1 de M. Pierre Bas soutenu par M. Georges Tranchant (portant à 10 000 francs le plafond du loyer bénéficiant de l'exonération) ; développement du tourisme ; rejeté ;

— article 68 adopté.

Après l'article 68 : amendement n° 241 de M. Jean de Préaumont soutenu par M. Georges Tranchant (soumettant les hôtels « quatre étoiles » au taux réduit de la T.V.A.) : rejeté.

Article 69 *(fiscalité des inventions et des dépôts de brevets)* : amendement n° 206 du Gouvernement (de précision) (p. 5447) ; adopté ;

— article 69, ainsi modifié, adopté.

Article 70 *(groupements d'intérêt public)* : adopté.

Article 71 *(fonds salariaux)* ; coût du dispositif mis en place ; incitation fiscale favorisant l'institution des fonds salariaux (p. 5448) ; amendement n° 63 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 71, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 72 : amendement n° 198 de M. Jean-Jacques Benetière (régime du compte d'épargne en actions) ; exonération de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances des contrats couvrant les biens strictement professionnels agricoles (p. 5449) ; adopté après correction (p. 5450).

Article 72 *(fiscalité agricole)* ; rénovation du système fiscal agricole ; adoption du régime réel et du régime réel simplifié ; disparité subsistant à l'intérieur du monde agricole en matière de fiscalité (p. 5462) ; sous-estimation fiscale des bénéfices agricoles ; modification du mode de comptabilisation des avances aux cultures ; dispositif prévu en matière de stocks agricoles à rotation lente ; augmentation des charges des agriculteurs ; abaissement progressif des seuils d'imposition au réel ou au réel simplifié (p. 5463) ; conséquences des mesures contenues dans cet article sur la balance agro-alimentaire ; problème des avances aux cultures (p. 5464) ; augmentation des charges des agriculteurs ; cas des cessations d'activité ; mise en place d'un régime réel très simplifié ; travaux de la commission Laxan (p. 5465) ; exemple du Val de Loire ; rôle de l'Assemblée Nationale en matière d'élaboration de la politique agricole (p. 5466) ; refus d'une agriculture assistée ; impôt sur les grandes fortunes ; avoir fiscal (p. 5467) ; opinion favorable des agriculteurs sur les mesures contenues dans le présent article (p. 5468) ; amendement n° 151 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (de suppression) ; problème des avances aux cultures (p. 5474) ; rejeté ; amendement n° 167 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (cas des agriculteurs soumis au régime du bénéfice réel normal) ; amendements identiques n° 22 de M. Alain Mayoud soutenu par M. Pierre Micaux et n° 168 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (même objet) ; problème de l'inscription au bilan des avances aux cultures détenues à la clôture de l'exercice précédent ; travaux de la commission Laxan (p. 5475) ; rejetés ; amendement n° 246 de M. Edmond Alphandery (suppression du paragraphe II de cet article) ; rentrée fiscale attendue par l'État grâce à l'adoption de cet article ; baisse prévisible des investissements des arboriculteurs, des horticulteurs et des viticulteurs ; rejeté ; amendement n° 227 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par M. Jacques Blanc (taxation forfaitaire de l'augmentation du montant des avances aux cultures) (p. 5476) ; situation des agriculteurs dans la région Languedoc-Roussillon ; volonté de l'opposition de perpétuer les rentes de situation des grandes exploitations (p. 5477) ; rejeté ; amendement n° 65 de M. Gilbert Mathieu (possibilité d'option pour les exploitants assujettis à un régime de bénéfice réel depuis une date antérieure au 1er janvier 1984) ; cas des exploitations de montagne ; rejeté (p. 5478) ; amendement n° 152 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (augmentant la durée de l'étalement de l'intégration des avances aux cultures) ; amendements identiques n° 194 de la commission et n° 245 de M. Michel Couillet (même objet) ; amendement n° 152 rejeté (p. 5479) ; amendements n° 194 et n° 245 : adoptés ; amendement n° 261 de M. Jean Anciant soutenu par M. Jean-Pierre Balligand (imposition des bénéfices réintégrés au titre des avances aux cultures) ; éventuelle diminution des investissements agricoles ; mise en place d'une imposition à un taux moyen ; adopté ;

— article 72, ainsi modifié, adopté (p. 5480).

Article 73 *(fixation à douze mois de la durée de l'exercice pour l'application du régime des bénéfices réels agricoles)* ; réforme de la fiscalité agricole ; lutte contre les évasions fiscales (p. 5481) ; agriculture des zones difficiles et de montagne ; « pétrole vert » ; amendement n° 178 du Gouvernement (durée et date de clôture de l'exercice) (p. 5482) ; adopté ; en conséquence, amendement n° 66 de M. Gilbert Mathieu : devenu sans objet ; amendement n° 67 de M. Gilbert Mathieu (cas dans lesquels les exercices pourront avoir une durée différente de douze mois) ; problème des agriculteurs transformant leur mode d'activité ; rejeté ;

— article 73, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 73 : amendement n° 75 de M. Gilbert Mathieu (modalités de calcul de la prévision pour hausse des prix) (p. 5483) ; conditions à remplir pour pouvoir constituer une provision pour hausse des prix ; rejeté ; amendement n° 154 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (mode de calcul de l'assiette de l'impôt à partir d'une moyenne mobile triennale des bénéfices ; mesure gagée sur des dénationalisations) ; rejeté.

Article 74 *(stocks agricoles à rotation lente)* (p. 5484) ; nécessité d'éviter une imposition des bénéfices fictifs ; calcul du bénéfice d'exploitation ; provision pour hausse des prix ; modalités d'établissement des stocks ; date retenue pour la prise en compte des stocks (p. 5485) ; valeur vénale des vaches laitières ; calcul d'une valeur moyenne de référence ; exemple du « Champagne » (p. 5486) ; amendement n° 229 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par M. Jacques Blanc (référence à la durée de rotation des stocks) : rejeté ; amendement n° 156 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (suppression du paragraphe III de cet article) (p. 5487) ; rejeté ; amendements identiques n° 23 de M. Alain Mayoud soutenu par M. Jacques Blanc et n° 170 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (cas des exploitants ayant souscrit l'option prévue au paragraphe I) ; atténuation des effets de l'érosion monétaire dans la valorisation des stocks à rotation lente ; rejetés ;

— article 74 adopté.

Après l'article 74 : amendement n° 171 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (rapport soumis par le Gouvernement au Parlement sur les conditions d'application de l'amortissement dégressif en agriculture) (p. 5488) ; rejeté.

Article 75 *(bénéfices réalisés par les groupements agricoles d'exploitation en commun (G.A.E.C.))* ; utilisation possible des G.A.E.C. comme moyen d'évasion fiscale ; non remise en cause du statut du G.A.E.C. (p. 5489) ; imposition des G.A.E.C. au régime du bénéfice réel ; conditions d'attribution des dotations d'installation aux jeunes agriculteurs (p. 5490) ; amendement n° 157 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (de suppression) : rejeté ; amendement n° 179 du Gouvernement (régime fiscal des G.A.E.C.) ; sous-amendement n° 260 de M. Edmond Alphandery (calcul de la moyenne des recettes) (p. 5491) ; statut des associés des G.A.E.C. ; création de G.A.E.C. père-fils (p. 5492) ; nécessité pour les G.A.E.C. de rentrer dans un système de comptabilité réelle simplifiée ; problème de la transparence fiscale ; coût de la comptabilité (p. 5493) ; sous-amendement n° 260 rejeté ; amendement n° 179 adopté ; amende-

ments n° 172 de M. Robert-André Vivien, n° 69 de M. Gilbert Gantier, n° 166 de M. Pierre Micaux, n° 70 de M. Gilbert Mathieu et n° 173 de M. Robert André Vivien : deviennent sans objet ;

— article 75, ainsi modifié, adopté (p. 5494).

Article 76 *(élargissement du champ d'application du régime réel simplifié agricole)* ; abaissement progressif de la limite des recettes prévues pour la détermination des bénéfices au titre du régime réel simplifié ; augmentation des charges fiscales des agriculteurs consécutive à l'entrée en vigueur des dispositions contenues dans cet article ; accroissement important du nombre d'agriculteurs passant au système du réel simplifié depuis plusieurs années ; coût de la tenue d'une comptabilité ; simplification des documents comptables (p. 5498) ; mise en place de centres de gestion ; calcul de la valeur locative des terres ; caractère limité du prélèvement fiscal supplémentaire sur l'agriculture (p. 5499) ; amendements identiques n° 71 de M. Gilbert Mathieu et n° 158 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (suppression du paragraphe I de cet article) ; modernisation de l'agriculture ; absence d'alourdissement du coût de la comptabilité pour les agriculteurs (p. 5500) ; rejetés ;

— article 76 adopté.

Article 77 *(passage du régime du forfait au régime du bénéfice réel)* ; dénonciation du forfait par un exploitant agricole ; amendement n° 72 de M. Gilbert Mathieu (de précision) : devenu sans objet ; amendements identiques n° 25 de M. Alain Mayoud et n° 175 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (suppression du troisième alinéa du paragraphe I de cet article) (p. 5501) ; rejetés ; amendement n° 73 de M. Gilbert Mathieu (délai dans lequel peuvent être dénoncés les forfaits) ; amendement n° 195 de la commission (formulation des options avant le 1er mai) ; amendement n° 73 rejeté ; amendement n° 195 adopté ; amendement n° 26 de M. Alain Mayoud soutenu par M. Pierre Micaux (procédure de retour au forfait pour un exploitant soumis au régime réel simplifié) ; amendement n° 176 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (même objet) (p. 5502) ; rejetés ;

— article 77, ainsi modifié, adopté.

Article 78 *(comptabilité des exploitations)* : amendements identiques n° 27 de M. Alain Mayoud soutenu par M. Pierre Micaux et n° 177 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (rapport sur les modalités d'imposition des petites exploitations agricoles) (p. 5503) ; rejetés ;

— article 78 adopté.

Article 79 *(communication par les exploitants agricoles au service des impôts des renseignements concernant leur exploitation)* : adopté.

Article 80 *(précision)* : adopté.

Article 81 *(réduction de bénéfice en faveur des jeunes agriculteurs)* octroi de la dotation aux jeunes agriculteurs (p. 5504) ; amendement n° 159 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Jean-Paul Charié (exonération des exploitants agricoles pendant les trois premières années de leur installation) : rejeté ;

— article 81, adopté (p. 5505).

Article 82 *(communication des documents comptables par les exploitants agricoles)* : adopté.

Article 83 *(lutte contre la fraude fiscale)* : mise en place d'un droit de perquisition générale en matière fiscale ; existence de la « grande fraude » (p. 5506) ; amendement n° 248 de M. Edmond Alphandery (protection des citoyens en matière de perquisition fiscale) ; contrôle de la procédure par le président du tribunal de grande instance ; assistance aux opérations d'un officier de police ; rédaction immédiate de procès-verbaux (p. 5507) ; rejeté ; amendement n° 249 de M. Edmond Alphandery (même objet) : retiré ;

— article 83 adopté.

Article 84 *(paiement par chèque de tout règlement d'un montant supérieur à 5 000 francs)* ; lutte contre la fraude fiscale ; exonération des étrangers ; problème du seuil de 5 000 francs (p. 5508) ; cas des particuliers non commerçants n'ayant pas leur domicile en France ; amendements identiques n° 221 de M. Gilbert Gantier et n° 250 de M. Edmond Alphandery (de suppression) (p. 5509) ; rejetés ; amendement n° 254 de M. Robert-André Vivien soutenu par M. Georges Tranchant (portant à 10 000 francs le seuil prévu par cet article) ; diminution des ventes des entreprises consécutive à l'adoption de cet article ; adopté ; amendement n° 54 de la commission (possibilité pour les touristes étrangers de ne pas payer par chèque) ; amendement n° 242 de Mme Colette Chaigneau (possibilité pour les ressortissants étrangers non commerçants de ne pas payer par chèque) ; cas des Français résidant à l'étranger (p. 5510) ; amendement n° 242 retiré (p. 5510) ; amendement n° 54 adopté après correction ;

— article 84, ainsi modifié, adopté.

Article 85 *(impôt sur le revenu établi au titre des revenus fonciers)* : adopté.

Après l'article 85 : amendement n° 160 de M. Jacques Marette soutenu par M. Georges Tranchant (déclaration des sommes reçues par les aviseurs) ; cas des personnes qui informent la direction des douanes sur les délits commis en matière douanière ; rejeté au scrutin public.

Article 86 *(déclaration du nom et de l'adresse des bénéficiaires des revenus de capitaux mobiliers)* (p. 5511) ; lutte contre la fraude fiscale ; amendement n° 251 de M. Edmond Alphandery (reportant la date d'application de cet article au 1er janvier 1985) : rejeté ; amendement n° 5 de M. Edmond Alphandery (référence à un décret en Conseil d'État) (p. 5512) ; rejeté ;

— article 86 adopté.

Article 87 *(secret professionnel)* : adopté.

Article 88 *(simplification, harmonisation, allègement)* : adopté.

Article 89 *(groupements forestiers)* : amendement n° 64 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 89, ainsi modifié, adopté.

Article 90 *(procédure de recouvrement en cas de paiement tardif des impôts directs)* : amendement n° 252 de M. Edmond Alphandéry (de suppression) (p. 5513) ; rejeté ; amendement n° 2 de M. Pierre Bas (revalorisation des taux de T.V.A.) : non soutenu ; amendement n° 263 du Gouvernement (calcul des acomptes prévisionnels d'impôt sur le revenu) : adopté ;

— article 90, ainsi modifié, adopté (p. 5514).

Article 91 *(date d'exigibilité de la T.V.A. en cas de paiement d'un effet de commerce)* : adopté.

Article 92 *(litiges relatifs aux taxes sur le chiffre d'affaires)* : adopté.

Article 93 *(cas de cession ou de cessation d'une activité professionnelle)* : adopté.

Article 94 *(précision)* : adopté.

Article 95 *(fiscalité locale)* : adopté.

Après l'article 95 : amendement n° 7 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Georges Tranchant (calcul de la valeur locative correspondant à l'habitation principale des contribuables âgés de 65 ans et plus ayant élevé au moins trois enfants) (p. 5515) ; rejeté ; amendement n° 8 de M. Jacques Toubon (accroissant le taux de la taxe sur la publicité perçue par les communes) ; amendement n° 9 de M. Jacques Toubon (taxe sur les véhicules publicitaires) ; insuffisance de la législation relative aux véhicules publicitaires (p. 5516) ; rejetés ; amendement n° 10 de M. Olivier Guichard (modification du plafond légal de densité dans certaines communes) ; élaboration des documents d'urbanisme et notamment du P.O.S. ; rejeté ; amendement n° 243 de M. Michel Berson soutenu par M. Christian Pierret (actualisation des tarifs relatifs aux droits de licence) (p. 5517) ; sous-amendement n° 264 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur des dispositions contenues dans cet amendement) ; exemple de la ville de Paris ; sous-amendement adopté ; amendement n° 243, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 256 du Gouvernement (exonération de la taxe professionnelle de certaines salles de cinéma) (p. 5518) ; adopté.

Article 96 *(mesure de normalisation)* : amendement n° 161 de M. Georges Tranchant (référence à la location en crédit-bail) : rejeté ;

amendement n° 55 de la commission (cas des immeubles loués à des personnes exerçant une activité industrielle ou commerciale) : adopté ;

— article 96, ainsi modifié, adopté.

Article 97 *(fonds de garantie des banques populaires) :* adopté.

Après l'article 97 : amendement n° 196 de la commission (de rectification) : adopté (p. 5519).

Article 98 *(opérations d'entremise effectuées par les concessionnaires d'ouvrage de circulation routière) :* amendement n° 197 de la commission (grosses réparations des ouvrages d'autoroutes concédés) : adopté ;

— article 98, ainsi modifié, adopté.

Article 99 *(taxe régionale sur les certificats d'immatriculation) :* adopté.

Article 100 *(caractère nominatif des actions émises après le 1er octobre 1982) :* amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 100, ainsi modifié, adopté.

Article 101 *(justification des achats de valeurs mobilières, des dépenses de recherche et des dépenses de tenue de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion agréé) :* adopté.

Après l'article 101 : amendement n° 257 du Gouvernement (provision pour pertes ou charges) (p. 5521) ; adopté ; amendement n° 244 de M. Dominique Taddéi (liste des personnes assujetties à l'impôt sur le revenu, à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur les grandes fortunes) ; sous-amendement n° 262 de M. Gilbert Gantier (publication des redressements et des dégrèvements accordés par l'administration) ; transparence fiscale ; risque de développement de la délation (p. 5521) ; consultation des documents fiscaux à la direction des services fiscaux ; refus d'un affichage dans des lieux publics pour des raisons d'ordre psychologique (p. 5522) ; sous-amendement rejeté ; amendement n° 244 adopté.

Article 106 *(redevance versée par les sociétés nationalisées au titre de la participation, à l'indemnisation des porteurs d'obligations indemnitaires) ;* coût réel élevé de l'opération de nationalisations ; rôle de l'État actionnaire ; mauvaise politique financière de l'État à l'égard des entreprises publiques ;

— article 106 adopté.

Après l'article 107 : amendement n° 237 de M. Robert-André Vivien (inscription grevant un bien exproprié) (p. 5523) ; difficulté d'obtention des mainlevées ; retiré.

Après l'article 112 : amendement n° 258 du Gouvernement (pension de reversion des veuves de militaires de carrière ou servant au-delà de la durée légale, tués au cours d'opérations extérieures) ; attentat commis au Liban contre le contingent français ; problème des gendarmes tués en service (p. 5524) ; adopté ; amendement n° 259 du Gouvernement (intégrant la prime de sujétions spéciales dans le calcul des pensions des gendarmes) : adopté.

ARTICLES DE RÉCAPITULATION (p. 5525).

Moyens des services et dispositions spéciales.

Titre Ier : dispositions applicables à l'année 1984.

A. — Opérations à caractère définitif.

I. — Budget général.

Article 40 *(budget général : services votés) :* adopté.

Article 41 *(dépenses ordinaires des services civils) :* adopté.

Article 42 *(dépenses en capital des services civils, autorisations de programme et crédits de paiement) (p. 5525) :* adopté.

Articles 43 et 44 : adoptés lors de l'examen des crédits du ministère de la défense.

Article 45 *(autorisation d'engagement par anticipation) :* adopté.

II. — Budgets annexes.

Article 46 *(budgets annexes : services votés) :* adopté.

Article 47 *(budgets annexes : mesures nouvelles) :* adopté.

Articles 48 à 61 : examinés lors de l'examen des comptes spéciaux du Trésor.

Article 62 : examiné lors de l'examen des crédits du secrétariat d'État chargé des techniques de la communication.

Articles 63 à 65 : examinés lors de l'examen des articles non rattachés à un budget.

Article 66 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère des transports.

Article 67 : examiné lors de l'examen des crédits du secrétariat d'État chargé des techniques de la communication.

Articles 68 à 101 : examinés lors de l'examen des articles non rattachés à un budget.

Article 102 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale.

Articles 103 et 104 : examinés lors de l'examen des crédits du ministère de l'agriculture.

Article 105 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère du commerce et de l'artisanat.

Article 106 : examiné lors de l'examen des articles non rattachés à un budget.

Article 107 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de l'économie, des finances et du budget.

Article 108 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de l'éducation nationale.

Article 109 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de l'industrie et de la recherche.

Article 110 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de l'intérieur et de la décentralisation.

Article 111 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de la justice.

Article 112 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère des transports.

Seconde délibération du projet de loi :

Article 41 et État B (p. 5526, 5527).

État B. — Titre III : amendement n° 1 du Gouvernement (majorant les crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi — III : Travail, emploi) ; effort consenti en faveur des centres de secours et d'incendie ; lutte contre les incendies de forêt ; moyens de fonctionnement de la police ; situation de la trésorerie des départements ; problème de la dotation globale d'équipement ; déroulement de la discussion sur le projet de loi de finances pour 1984 (p. 5528) ; utilité de la discussion budgétaire ; difficulté entraînée par la décentralisation pour les finances des collectivités locales ; adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (majorant les crédits concernant l'agriculture de 5 millions de francs) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (majorant les crédits concernant l'économie, les finances et le budget — II : services financiers) ; direction générale de la concurrence ; adopté ; amendement n° 4 du Gouvernement (majorant les crédits concernant l'éducation nationale) : adopté ; amendement n° 5 du Gouvernement (majorant les crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; amendement n° 6 du Gouvernement (réduisant les crédits concernant la mer) : adopté ; amendement n° 7 du Gouvernement (majorant les crédits concernant les services du Premier ministre — I : Services généraux) : adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (majorant les crédits concernant le tourisme) : adopté.

Titre IV : amendement n° 9 du Gouvernement (majorant les crédits concernant les affaires sociales, la solidarité nationale, le travail : la santé, l'emploi) : adopté ; amendement n° 10 du Gouvernement (majorant les crédits concernant l'agriculture) : adopté ; amendement n° 11 du Gouvernement (majorant les crédits concernant les anciens combattants) ; rattrapage du rapport constant ; adopté ; amendement n° 12 du Gouvernement (majorant les crédits concernant le commerce et l'artisanat) : adopté ; amendement n° 13 du Gouvernement (majorant les crédits concernant la culture) ; congrès socialiste de Bourg-en-Bresse (p. 5529) ; adopté ; amendement n° 14 du Gouvernement (majorant les crédits concernant l'économie, les finances et le budget — II : services financiers) : adopté ; amendement n° 15 du Gouvernement (majorant les crédits concernant l'éducation nationale) ; sous-amendement n° 43 de M. Jean-Paul Planchou (substituant à la somme de 46 millions la somme de 8 millions) : adopté ; amendement n° 15, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 16 du Gouvernement (majorant les crédits concernant l'environnement et la qualité de la vie) : adopté ; amendement n° 17 du Gouvernement (majorant les crédits concernant l'industrie et la recherche) ; inventaire charbonnier ; adopté ; amendement n° 18 du Gouvernement (majorant les crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; amendement n° 19 du Gouvernement (majorant les crédits des relations extérieures — I : Services diplomatiques et généraux) : adopté ; amendement n° 20 du Gouvernement (majorant les crédits concernant les services du Premier ministre — I : Services généraux) : adopté ; amendement n° 42 du Gouvernement (majorant les crédits des services du Premier ministre — IV : Plan, aménagement du territoire et économie sociale) : adopté ; amendement n° 21 du Gouvernement (majorant les crédits concernant le temps libre, la jeunesse et les sports) : adopté ; amendement n° 22 du Gouvernement (majorant les crédits concernant le tourisme) : adopté ;

— article 41 et État B annexé, ainsi modifiés, adoptés.

Article 42 et État C (p. 5530, 5531).

État C. — Titre V : amendement n° 23 du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'économie, les finances et le budget — I : Charges communes) : adopté ; amendement n° 24 du Gouvernement (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'industrie et la recherche) : adopté ; amendement n° 25 du Gouvernement (majorant les crédits de paiement et les autorisations de programme concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; amendement n° 26 du Gouvernement (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant les transports) : adopté.

Titre VI : amendement n° 28 du Gouvernement (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi — II. : Santé, solidarité nationale) : adopté ; amendement n° 27 du Gouvernement (majorant les crédits de paiement concernant l'agriculture) : adopté ; amendement n° 29 du Gouvernement (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant le commerce et l'artisanat) : adopté ; amendement n° 30 du Gouvernement (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'éducation nationale) : adopté ; amendement n° 31 du Gouvernement (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'environnement et la qualité de la vie) : adopté ; amendement n° 32 du Gouvernement (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'industrie et la recherche) : adopté ; amendement n° 33 du Gouvernement (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; amendement n° 34 du Gouvernement (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant la mer) : adopté ; amendement n° 35 du Gouvernement (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant les services du Premier ministre — IV : Plan, aménagement du territoire et économie sociale) : adopté ; amendement n° 36 du Gouvernement (majorant les crédits de paiement concernant le tourisme) : adopté ; amendement n° 37 du Gouvernement (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'urbanisme et le logement) ; augmentation des crédits destinés à l'habitat insalubre ; adopté ;

— article 42 et État C annexé, ainsi modifiés, adoptés.

Article 102 (p. 5532) ; amendement n° 41 du Gouvernement (de précision) : adopté ;

— article 102, ainsi modifié, adopté.

Article 115 : amendement n° 38 du Gouvernement (de suppression) ; rémunération des fonctionnaires français à l'étranger ; contribution de la France au budget de la communauté ; problème de l'estimation des taux de change ; adopté — en conséquence, cet article est supprimé.

Article 116 : amendement n° 39 du Gouvernement (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé (p. 5533).

Article 39 et État A (p. 5534, 5535) : mauvaise qualité des réponses données lors de la discussion budgétaire par les ministres aux questions posées par l'opposition ; problème de la trésorerie des départements ; éventuel collectif budgétaire ; endettement extérieur de la France (p. 5536) ; créances françaises à l'extérieur ; amendement n° 40 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

— article 39 et État A annexé, ainsi modifiés, adoptés.

Explications de vote (p. 5537).

Affaiblissement ou absence d'affaiblissement de la France depuis 1981 : *Vivien (Robert-André)* (p. 5538) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5540) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 5540).

Impôt sur les grandes fortunes : *Mercieca (Paul)* (p. 5539).

Inflation et chômage : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5537) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 5538) ; *Mercieca (Paul)* (p. 5539) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5540).

Majoration conjoncturelle : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5537).

Taxe foncière : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5537) ; *Mercieca (Paul)* (p. 5539).

« Un pour cent social » : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5537).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Vivien (Robert-André)* (p. 5539).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 5540).

Vote positif du groupe communiste : *Mercieca (Paul)* (p. 5539).

Vote positif du groupe socialiste : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5537).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5541).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [15 décembre 1983] (p. 6521) ;

Chômage dans les départements d'outre-mer et mode de comptabilisation des chômeurs : *Debré (Michel)* (p. 6528, 6529) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6529, 6530).

Commissions mixtes paritaires (travaux des —) : *Pierret (Christian)* (p. 6521, 6522) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6523) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6527).

Crédirentiers : *Jans (Parfait)* (p. 6527).

Emprunt Giscard et avoir fiscal : *Jans (Parfait)* (p. 6526).

Enseignement privé et guerre scolaire : *Debré (Michel)* (p. 6528).

Fonds national de développement du sport : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6524, 6529) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6525).

Football (organisation de concours de pronostics sur les matchs de —) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6525) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6525).

G.F.A. (fiscalité des parts de —) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6523).

Impôt forfaitaire sur les sociétés : *Tranchant (Georges)* (p. 6527).

Impôts sur les grandes fortunes : *Tranchant (Georges)* (p. 6527).

Inflation et déficit budgétaire : *Jans (Parfait)* (p. 6526) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6528).

Modification du texte le Sénat : *Pierret (Christian)* (p. 6521) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6523) ; *Jans (Parfait)* (p. 6526).

Prélèvements obligatoires et justice fiscale : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6524) ; *Jans (Parfait)* (p. 6526) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6527).

Rappel au règlement de M. *Gilbert Gantier* (p. 6523).

Rapport constant : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6524) ; *Jans (Parfait)* (p. 6526).

Taxe sur les conventions d'assurances : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6523).

Discussion des articles [15 décembre 1983] (p. 6530). [17 décembre 1983] (p. 6652).

Article 2 : propos tenus à l'égard du Sénat par M. Christian Pierret, rapporteur général (p. 6530) ; règles de fonctionnement des commissions mixtes paritaires ; amendement n° 160 de M. Gilbert Gantier (modification de certains plafonds) : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (majoration progressive conjoncturelle) ; sous-amendement n° 156 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Gilbert Gantier (assiette de cette majoration) ; sous-amendement n° 156 : rejeté ; amendement n° 1 : adopté ; amendement n° 161 de M. Gilbert Gantier (actualisation des seuils d'imposition) ; politique familiale ; rejeté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (p. 6531) : aggravation progressive de l'impôt sur le revenu ; défauts du système français de fiscalité directe ; problème de la déduction du revenu imposable afférent aux enfants handicapés et aux grands infirmes (p. 6532) ; faiblesse de la fiscalité directe en France ; amendement n° 2 de la commission (réductions d'impôts sur le revenu) ; sous-amendement n° 162 de M. Gilbert Gantier (de précision) ; amendement n° 3 de la commission (réduction relative aux intérêts d'emprunts) ; amendement n° 4 de la commission (notion de fraction de primes représentatives de l'opération d'épargne) ; sous-amendement n° 162 : rejeté ; amendement n° 2 : adopté ; amendement n° 164 de M. Gilbert Gantier (relèvement de la limite de la déduction par enfant à charge en ce qui concerne les contrats d'assurance conclus en faveur d'enfants handicapés) (p. 6533) ; rejeté ; amendement n° 163 de M. Gilbert Gantier (réduction d'impôts relative aux dépenses de ravalement) : rejeté ; amendements n° 3 et 4 : adoptés ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 : amendement n° 5 de la commission (déduction au titre des dons faits par le contribuable aux organismes sans but lucratif) ; fraude légale admise par le Sénat (p. 6534) ; justificatifs demandés en matière de preuve des dons effectués ; amendement n° 5 : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté (p. 6535).

Rappel au règlement de M. Gilbert Gantier (p. 6652).

Article 8 : amendement n° 6 de la commission (taux de déductibilité de la provision pour investissement liée à la participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise) ; accroissement des charges des entreprises (p. 6653) ; dégradation de l'autofinancement des entreprises ;

— article 8, réservé, jusqu'après l'article 38.

Après l'article 9 : amendement n° 169 du Gouvernement (transformation des sociétés existantes en sociétés coopératives ouvrières de production) (p. 6654) ; attitude du rapporteur général vis-à-vis de M. Gilbert Gantier ; rappel au règlement de M. Parfait Jans ; amendement n° 169 : adopté.

Article 10 (p. 6655) : renforcement des fonds propres des petites et moyennes entreprises ; amendement n° 7 de la commission (seuil d'application du régime préférentiel) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (produit des clauses d'indexation afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition d'une société par ses associés ou actionnaires) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 11 (p. 6656) : impôts forfaitaires annuels des entreprises ne faisant pas de bénéfices ; exemple des producteurs et des négociants en alcool ; amendement n° 157 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Gilbert Gantier ; seuil maximum d'imposition ; amendement n° 9 de la commission (impôt forfaitaire annuel des entreprises) ; sous-amendement n° 166 de M. Georges Tranchant (prise en considération du chiffre d'affaires hors taxes) ; amendement n° 157 : rejeté (p. 6657) ; sous-amendement n° 166 : rejeté ; amendement n° 9 : adopté ; amendement n° 10 de la commission (suppression d'une disposition en faveur des pompistes) : adopté ; amendement n° 149 du Gouvernement (augmentant certains droits de timbres) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 13 supprimé par le Sénat : réservé jusqu'après l'article 38.

Article 16 bis : amendement n° 12 de la commission (suppression du taux super-réduit de la T.V.A. appliqué aux biscuits additionnés de chocolat) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé ; l'amendement n° 144 du Gouvernement et le sous-amendement n° 65 de M. Gilbert Gantier deviennent sans objet.

Article 17 (p. 6658) : amendement n° 13 de la commission (taux de T.V.A. applicable aux locations de voitures automobiles n'exédant pas trois mois) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 (p. 6659) : domaines faisant l'objet de baux à long terme ; parts de groupements fonciers agricoles ; amendement n° 15 de la commission (suppression de dispositions relatives aux mutations concernant les monuments historiques et l'impôt sur les successions des biens professionnels) ; efforts des propriétaires de résidences historiques ; calcul de l'impôt sur les grandes fortunes ; adopté ; amendement n° 16 de la commission (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit) (p. 6660) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (prise en compte des parts des gérants minoritaires dans les biens professionnels) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (biens ruraux donnés à bail à long terme et parts de G.F.A.) (p. 6661) ; exonération de l'outil de travail de l'impôt sur les grandes fortunes : adopté ; amendement n° 151 du Gouvernement (modification d'un gage) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 18 : amendement n° 145 du Gouvernement (immeubles ruraux loués par bail à long terme au regard de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 6662) : adopté.

Article 18 bis : amendement n° 19 de la commission (de suppression) ; exonération des demeures historiques ouvertes au public de l'impôt sur les grandes fortunes : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 20 (p. 6663) : contrats d'assurances souscrits auprès d'instances mutuelles agricoles ; rôle des assurances mutuelles agricoles (A.M.A.) (p. 6664) ; amendement n° 20 de la commission (taxe spéciale sur les conventions d'assurances) ; obligations des mutuelles agricoles ; adopté ; amendement n° 152 du Gouvernement (de conséquence) (p. 6665) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 21 : amendement n° 21 de la commission (taxe sur les véhicules des sociétés) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 22 : adopté.

Après l'article 22 : amendement n° 133 du Gouvernement (création d'un compte spécial du Trésor intitulé : avances aux départements sur les produits de la taxe différentielles sur les véhicules à moteur et de la taxe spéciale sur les voitures particulières d'une puissance fiscale supérieure à 16 CV) ; nécessité de permettre aux départements de faire face aux charges d'aide sociale et de santé (p. 6666) : adopté ;

— article 23 : adopté.

Article 33 : amendement n° 168 de M. Christian Pierret à titre personnel (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (taxe versée au centre national de la cinématographie) (p. 6667) : rejeté ;

— article 33, ainsi modifié, adopté.

Article 34 : amendement n° 23 de la commission (taux de prélèvement sur le loto) : adopté ;

— article 34, ainsi modifié, adopté.

Article 36 : amendement n° 134 du Gouvernement (taux du prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la D.G.F.) ; amendement n° 24 de la commission (même objet) ; amendement n° 24 : retiré ; amendement n° 134 : adopté ;

— article 36, ainsi modifié, adopté.

Article 38 (p. 6668) ; situation des rentiers viagers ; amendement n° 25 de la commission (caractère permanent de la prise en charge par les organismes serveurs des majorations légales de certaines rentes) amendement n° 128 de la commission (modulation de la part de l'Etat au financemen) ; amendement n° 129 de la commission (exclusion du

présent dispositif des rentes mutualistes du combattant) ; amendements n° 25, n° 128 et n° 129 : adoptés ;

— article 38, ainsi modifié, adopté (p. 6669).

Article 8, précédemment réservé : amendement n° 171 du Gouvernement (provisions pour investissements) ; amendement n° 6 de la commission (même objet) ; amendement n° 171 : rejeté ; amendement n° 6 : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 13, précédemment réservé, supprimé par le Sénat : exonération de taxes foncières ; amendement n° 11 de la commission (durée des exonérations de la taxe sur les propriétés bâties) (p. 6670) ; sous-amendement n° 173 du Gouvernement (immeubles appartenant aux sociétés d'économie mixte) ; sous-amendements identiques n° 143 de M. Dominique Frelaut soutenu par M. Parfait Jans et n° 150 de M. Maurice Adevah-Pœuf (logements financés à l'aide de primes et prêts du Crédit Foncier de France ou de la Caisse centrale de Coopération Economique) ; sous-amendements n° 159 de M. Maurice Ligot soutenu par M. Gilbert Gantier (même objet) (p. 6671) ; reniement de la parole de l'Etat ; durée des exonérations ; sous-amendement n° 173 : adopté ; en conséquence les sous-amendements n° 143, 150 et 159 deviennent sans objet ; sous-amendement n° 174 du Gouvernement (allocations compensatrices) : adopté ; sous-amendement n° 175 du Gouvernement (de conséquence) : adopté après rectification ; amendement n° 11, ainsi modifié : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli (p. 6872).

Article 39 et Etat A : (p. 6673 et 6674) ; amendement n° 130 de la commission (modifiant l'article d'équilibre) (p. 6675 et 6676) : retiré ;

— article 39 et Etat A annexé : adoptés (p. 6677).

Seconde délibération de la première partie du projet de loi : (p. 6677).

Article 11 (p. 6677) ; amendement n° 1 du Gouvernement (augmentation de certains droits de timbre) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 20 : amendement n° 2 du Gouvernement (augmentation des tarifs des droits fixes des minima d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté (p. 6678).

Article 39 et Etat A (p. 6679 et 6680) : amendement n° 3 du Gouvernement (de conséquence) (p. 6682) : adopté.

Article 41 et Etat B (p. 6682) : rattrapage du rapport constant ; subventions du Fonds National de Développement du Sport ; crédits du Titre I concernant l'économie, les finances, le budget ; I charges communes : amendement n° 177 du Gouvernement (majorant les crédits) : adopté ; ces crédits, ainsi modifiés, sont adoptés ; Etat B, Titre III : amendement n° 26 de la commission (majorant les crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi ; I — section commune) : adopté ; en conséquence, ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 27 de la commission (réduisant les crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi II — santé solidarité nationale) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 28 de la commission (majorant les crédits concernant les affaires sociales, la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi III — travail, emploi) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 29 de la commission (majorant les crédits concernant l'agriculture) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 30 de la commission (majorant les crédits concernant les anciens combattants) : adopté ; en conséquences ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 31 de la commission (majorant les crédits concernant la culture) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 32 de la commission (majorant les crédits concernant les départements et territoires d'outre-mer I — Section commune) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis (p. 6683) ; amendement n° 33 de la commission (majorant les crédits concernant l'économie, les finances, le budget I — charges communes) : adopté ; ces crédits, ainsi modifiés, sont adoptés ; crédits du Titre III concernant l'économie, les finances et le budget II services financiers : amendement n° 135 du Gouvernement (réduisant ces crédits) : adopté ; ces crédits, ainsi modifiés, sont adoptés ; amendement n° 34 de la commission (majorant les crédits concernant l'éducation nationale) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 155 du Gouvernement (majorant les crédits concernant l'éducation nationale) : adopté ; ces crédits, ainsi modifiés, sont adoptés ; amendement n° 35 de la commission (majorant les crédits concernant l'environnement et la qualité de la vie) : adopté ; en conséquence, ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 36 de la commission (majorant les crédits concernant l'industrie et la recherche) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 37 de la commission (majorant les crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; ces crédits ainsi modifiés sont adoptés ; amendement n° 38 de la commission (majorant les crédits concernant la justice) : adopté ; en conséquence, ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 39 de la commission (majorant les crédits concernant la mer) : adopté ; en conséquence, ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 40 de la commission (majorant les crédits concernant les services du Premier ministre I — services généraux) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; crédits du Titre III concernant le temps libre, jeunesse et sports : amendement n° 136 du Gouvernement (majorant ces crédits) : adopté ; ces crédits ainsi modifiés sont adoptés ; amendement n° 41 de la commission (majorant les crédits concernant l'urbanisme et le logement) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; Etat B, Titre IV ; amendement n° 42 de la commission (réduisant les crédits concernant les affaires sociales, la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi II — Solidarité nationale, santé) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 43 de la commission (majorant les crédits concernant les affaires sociales, la solidarité nationale, le travail et l'emploi, santé, l'emploi III — Travail, emploi) : adopté ; en conséquence, ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 43 de la commission (majorant les crédits concernant les affaires sociales, la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi III — travail, emploi) : adopté ; en conséquence, ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 44 de la commission (majorant les crédits concernant la culture) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 45 de la commission (majorant les crédits concernant les anciens combattants) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 137 du Gouvernement (majorant les crédits concernant les anciens combattants) : adopté ; ces crédits ainsi modifiés sont adoptés (p. 6684) ; amendement n° 46 de la commission (majorant les crédits concernant les départements et territoires d'outre-mer — II — départements d'outre-mer) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 47 de la commission (majorant les crédits concernant les départements et territoires d'outre-mer III territoires d'outre-mer) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 47 de la commission (majorant les crédits concernant les départements et territoires d'outre-mer — III — territoires d'outre-mer) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 48 du Gouvernement (réduisant les crédits concernant l'économie, les finances et le budget I — Charges communes) : adopté ; ces crédits ainsi modifiés sont adoptés ; crédits du Titre IV concernant l'économie et les finances, le budget — II — service financiers : amendement n° 138 du Gouvernement (majorant ces crédits) : adopté ; ces crédits ainsi modifiés sont adoptés ; amendement n° 49 de la commission (majorant les crédits concernant l'éducation nationale) : adopté ; en conséquence, ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 50 de la commission (majorant les crédits concernant l'environnement et la qualité de la vie) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 51 du Gouvernement (majorant les crédits concernant l'industrie et la recherche) : adopté ; ces crédits, ainsi modifiés, sont adoptés ; amendement n° 52 de la commission (majorant les crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; ces crédits ainsi modifiés sont adoptés ; amendement n° 53 de la commission (majorant les crédits concernant la justice) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 54 de la commission (majorant les crédits concernant la mer) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 55 de la commission (majorant les crédits concernant les services du Premier ministre — I — Service généraux) : adopté ; en conséquence, ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 56 de la commission (majorant les crédits concernant les transports) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ; amendement n° 57 de la commission (majorant les crédits concernant l'urbanisme et le logement) : adopté ; en conséquence ces crédits sont ainsi rétablis ;

— article 41 et Etat B annexé, ainsi modifiés, adoptés.

Article 42 et état C(p. 6685) **Titre V** : amendement n° 58, 59, 60, 61, 62 de la commission (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi I — Section commune, II — Santé, solidarité nationale, l'agriculture ; les départements et territoires d'outre-mer II — Départements d'outre-mer III — Départements d'outre-mer) : adoptés ; en conséquence les autorisations de programme et ses crédits de paiement sont ainsi rétablis (p. 6686) ; amendement n° 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71 de la commission (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'économie et les finances et le budget I — Charges communes, l'éducations nationale, l'environnement et la qualité de la vie, la recherche et l'industrie, l'intérieur et la décentralisation, la justice, la mer, les transports, l'urbanisme et le logement) : adoptés ; en conséquence ces autorisations de programme et ces crédits de paiement sont ainsi rétablis.

Etat C, Titre VI : amendements n° 72, 73 et 74 de la commission (majorant les autorisations de programmes et les crédits de paiement concernant les affaires sociales, la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi II — santé solidarité nationale III — travail, emploi, l'agriculture) : adoptés ; en conséquence les autorisations de programmes et les crédits de paiement sont ainsi rétablis ; amendement n° 139 du Gouvernement (majorant les autorisations de programme concernant l'agriculture) : adopté ; ces autorisations de programme ainsi modifiés, sont adoptés ; amendement n° 75 de la commission (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant la culture) : adopté ; ces crédits ainsi modifiés sont adoptés ; amendement n° 76 et 77 de la commission (majorant les autorisations de programmes et les crédits de paiement concernant les départements et les territoires d'outre-mer — II — départements d'outre-mer III — territoires d'outre-mer) : adoptés (p. 6687) ; en conséquence ces autorisations de programme et ces crédits de paiement sont ainsi rétablis ; amendement n° 78 de la commission (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'économie, les finances, le budget I — charges communes) : adopté ; ces crédits ainsi modifiés sont adoptés ; amendements n° 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85 et 86 de la commission (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'éducation nationale, l'environnement et la qualité de la vie, la recherche et l'industrie, l'intérieur et la décentralisation, la justice, la mer, les transports, l'urbanisme et le logement) : adoptés ; en conséquence ces autorisations de programmes et ces crédits de paiement sont ainsi rétablis.

Titre VII : amendement n° 87 de la commission (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'urbanisme et le logement) : adopté ; en conséquence, ces autorisations de programme et ces crédits de paiement sont ainsi rétablis ;

— article 42 et Etat C annexé, ainsi modifiés, adoptés.

Article 43, supprimé par le Sénat : amendement n° 88 de la commission (rétablissant cet article) : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 44, supprimé par le Sénat : amendement n° 89 de la commission (rétablissant cet article) : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli (p. 6688).

Article 47 : amendement n° 90 de la commission (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement ouverts au paragraphe 1 et au paragraphe 2 de cet article concernant les P. & T.) : adopté ; amendement n° 91 de la commission (majorant les crédits ouverts au paragraphe 2 de cet article concernant les prestations sociales agricoles) : adopté ;

— article 47, ainsi modifié, adopté.

Article 49 (coordination) : amendement n° 140 du Gouvernement (de coordination) : adopté ;

— article 49, ainsi modifié, adopté.

Article 52 : amendement n° 92 de la commission (comptes de commerce) : adopté ;

— article 52, ainsi modifié, adopté.

Article 54 : (coordination) : amendement n° 141 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

— article 54, ainsi modifié, adopté.

Article 54 bis : amendement n° 93 de la commission (avances consenties aux territoires français de Nouvelle Calédonie) (p. 6689) : adopté ;

— Article 54 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 62 et Etat E (p. 6690) : amendement n° 94 de la commission (redevance T.V.) : adopté ;

— article 62 et Etat E, annexé, ainsi modifiés, adoptés.

Article 67, supprimé par le Sénat : amendement n° 95 de la commission (répartition de la redevance T.V.) (p. 6691) : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 68 A : amendement n° 90 de la commission (de suppression) ; taxe assise sur les recettes publicitaires des sociétés de programme de télévision : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Après l'article 69 : amendement n° 167 du Gouvernement (adaptation de certains documents comptables) : adopté.

Article 71 (p. 6692) : amendement n° 97 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 71, ainsi modifié, adopté.

Article 72 : fiscalité agricole ; abaissement du seuil de passage au réel ; régime des avances aux cultures (p. 6693) ; amendements n° 98, 99 et 100 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture) : adoptés ; amendement n° 101 de la commission (réintégration des avances aux cultures) : adopté ; inquiétude des agriculteurs ; volonté du Gouvernement de ne pas imposer aux agriculteurs des obligations comptables supplémentaires ;

— article 72, ainsi modifié, adopté.

Article 73 (p. 6694) : amendement n° 153 de la commission (date de clôture de l'exercice) ; amendement n° 102 de la commission (suppression d'une disposition relative aux cas de changement substantiel des productions de l'exploitation) ; amendements adoptés ;

— article 73, ainsi modifié, adopté.

Article 74 : amendement n° 103 de la commission (provision pour hausse des prix) : adopté ;

— article 74, ainsi modifié, adopté.

Article 74 bis : amendement n° 105 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Article 75 (p. 6695) : généralisation du régime d'imposition au réel ; transparence des revenus des agriculteurs ; rapport Laxan ; coût d'enregistrement des comptabilités pour le passage au réel simplifié ; stocks à rotation lente ; entraide et travail en commun ; spécificité des G.A.E.C. (p. 6696) ; amendement n° 146 de M. Jean-Jacques Benetière (seuil de passage au réel simplifié et au réel normal pour les G.A.E.C.) ; amendement n° 106 de la commission (même objet) ; amendement n° 146 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 106 devient sans objet ; amendement n° 107 de la commission (modification d'un seuil) : adopté ;

— article 75, ainsi modifié, adopté.

Article 76 : amendement n° 108 de la commission (seuil d'application obligatoire du régime réel) : adopté ;

— article 76, ainsi modifié, adopté.

Article 77 : amendement n° 109 de la commission (retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale) : adopté ; amendement n° 110 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 77, ainsi modifié, adopté (p. 6697).

Article 79 : amendement n° 111 de la commission (rétablissant le paragraphe I de cet article relatif aux renseignements nécessaires au calcul du bénéfice des exploitations) : adopté ;

— article 79, ainsi modifié, adopté.

Article 80 : amendement n° 112 de la commission (retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale) : adopté ;

— article 80, ainsi modifié, adopté.

Article 83, supprimé par le Sénat : possibilité pour des agents des impôts de faire des perquisitions dans des conditions inconstitutionnelles (p. 6698) ; ordonnance de 1945 conçue pour lutter contre le marché noir ; nécessité de placer le droit de perquisition sous le contrôle du juge ; amendement n° 170 de M. Hervé Vouillot soutenu par M. Raymond Douyère (conditions dans lesquelles peuvent être pratiquées les perquisitions en matière fiscale) ; sous-amendement n° 172 de M. Gilbert Gantier (référence à des locaux privés à quelque usage que ceux-ci soient affectés) (p. 6699) ; amendement n° 113 de la commission (même objet) ; présence obligatoire d'un officier de police (p. 6700) ; problème des garanties concernant les visites de locaux privés ; autorisation nécessaire du juge préalable à toute opération (p. 6701) ; sous-amendement n° 172 : adopté ; amendement n° 170 : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli et l'amendement n° 113 de la commission devient sans objet.

Article 86 : amendement n° 114 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 86, ainsi modifié, adopté.

Article 87 : amendement n° 115 de la commission (publicité des affaires portées devant les juridictions de l'ordre judiciaire ou administratif, relatives au contentieux des impôts, droits et taxes) : adopté ;

— article 87, ainsi modifié, adopté.

Article 88 bis : amendement n° 116 de la commission (de suppression) (application des régimes simplifiés d'imposition) (p. 6702) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 89 : adopté.

Article 90, supprimé par le Sénat : aménagement des règles de recouvrement des impôts directs ; raccourcissement des délais de recouvrement ; amendement n° 117 de la commission (rétablissant cet article) : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 95 bis : adopté.

Article 95 quater : amendement n° 118 de la commission (de suppression) ; taxe départementale sur les espaces verts (p. 6703) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Avant l'article 98 : amendement n° 176 de la commission (précisant que les dispositions de l'article 97 bis du présent projet de loi ont un caractère interprétatif) ; taxes sur certains excédants de provisions des compagnies d'assurance ; adopté.

Article 101 ter, supprimé par le Sénat : amendement n° 119 de la commission (rétablissant cet article ; liste communale des personnes assujetties à l'I.R.P.P., à l'impôt sur les sociétés ou à l'I.G.F.) : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 102 supprimé par le Sénat : contribution de 1 p. 100 sur les revenus imposables ; augmentation de la cotisation vieillesse ; suppression d'exonérations foncières (p. 6704) ; amendement n° 120 de la commission (rétablissant cet article reconduisant la contribution de 1 p. 100 sur les revenus imposables) ; sous-amendement n° 158 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Gilbert Gantier (exonérant de cette contribution les prestations en espèces d'assurance maladie (p. 6701) ; sous-amendement : rejeté ; amendement n° 120 : adopté ;

— en conséquence cet article est ainsi rétabli.

Article 105 ter ; amendement n° 121 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 105 quater : amendement n° 122 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 105 quinquiès : amendement n° 123 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 105 sexies : amendement n° 124 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé (p. 6706).

Article 106 A : amendement n° 125 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 107 : amendement n° 126 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 107, ainsi modifié, adopté.

Article 108 : amendement n° 131 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 110, supprimé par le Sénat : amendement n° 130 de la commission (rétablissant cet article relatif à la région de Corse) : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 110 bis (p. 6707) : adopté.

Article 117 : amendement n° 147 de Mme Véronique Neiertz soutenu par M. Raymond Douyère (réajustement des crédits de fonctionnement des services extérieurs de la France à l'étranger) : adopté après rectification ;

— article 117, ainsi modifié, adopté.

Article 118 : amendement n° 148 de Mme Véronique Neiertz soutenu par M. Raymond Douyère (de conséquence) : adopté après rectification ;

— article 118, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 118 : amendement n° 142 du Gouvernement (pension des militaires et des victimes de guerre) : adopté ; (p. 6708).

Explications de vote.

Déficit budgétaire et ponction fiscale : *Tranchant (Georges)* (p. 6709) ; *Douyère (Raymond)* (p. 6710) ;

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 6709).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 6709).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6710).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [19 décembre 1983] (p. 6760).

Exonération de l'outil de travail de l'impôt sur les grandes fortunes : *Tranchant (Georges)* (p. 6760, 6761) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6761).

Filiales : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6761).

Position de la commission : *Goux (Christian)* (p. 6760).

Sociétés d'économie mixte locales : *Tranchant (Georges)* (p. 6761) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6761).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6774).

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

7. — Projet de loi de finances rectificative pour 1983 (n° 1836). — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 28 novembre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget et M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie des finances et du budget, chargé du budget. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1853** (1er décembre 1983). — Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (29 novembre 1983). — Rapporteur pour avis : M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) (1er décembre 1983). — Avis n° **1865** (1er décembre 1983). — Discussion le 6 décembre 1983. — Deuxième délibération (art. 4 et état A). — Adoption le 6 décembre 1983. — Projet de loi n° **489.**

Sénat (première lecture), n° **109** (1983-1984), dépôt le 7 décembre 1983. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **140** (1983-1984) 15 décembre 1983. — Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur pour avis : M. Jacques Chaumont.

— Avis n° **136** (1983-1984) (14 décembre 1983). — Discussion le 19 décembre 1983. — Adoption le 19 décembre 1983. — Projet de loi n° **54** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1903**, dépôt le 19 décembre 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 20 décembre 1983] (p. 3662).

Bureau [*J.O.* du 21 décembre 1983] (p. 3679).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1910**. — Discussion le 20 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 20 décembre 1983. — Projet de loi n° **513**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **157** (1983-1984) (20 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption définitive le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **69** (1983-1984).

Loi n° 83-1159 du 24 décembre 1983, publiée au *J.O.* du 28 décembre 1983 (p. 3754) Rectificatif (*J.O.* du 12 janvier 1984 (p. 280).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 1836 et ceux de la loi n° 83-1159 du 24 décembre 1983.

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIÈRE PARTIE			
		CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER			
1		Modification de l'article 35 de la loi de finances pour 1983	Première lecture : 6 décembre 1983	6095	1
2		Fixation du Taux de prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale du fonctionnement	Première lecture : 6 décembre 1983	6075	2
3		Prorogation des dispositions de l'article 24 de la loi n° 75-1242 du 27 décembre 1975 relatives à la Nouvelle-Calédonie	Première lecture : 6 décembre 1983	6076	3
4		Équilibre général	Première lecture : 6 décembre 1983 Seconde délibération ; 6 décembre 1983	6097	4
		DEUXIÈME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES			
		TITRE 1er			
		Dispositions applicables à l'année 1983			
		A. — *Opérations à caractère définitif*			
		I. — *Budget général*			
5		Dépenses ordinaires des services civils - Ouvertures	Première lecture : 6 décembre 1983	6080	5
6		Dépenses en capital des services civils - ouvertures	Première lecture : 6 décembre 1983	6087	6
8		Dépenses en capital des services militaires - ouvertures	Première lecture : 6 décembre 1983	6091	7
8		Dépenses ordinaires des services militaires - ouvertures	Première lecture : 6 décembre 1983	6092	8
		II. — *Budgets annexes*			
9		Ouvertures	Première lecture : 6 décembre 1983	6092	9
		B. — *Opérations à caractère temporaire*			
10		Comptes de prêts - ouvertures	Première lecture : 6 décembre 1983	6092	10
11		Comptes d'avances - ouverture	Première lecture : 6 décembre 1983	6092	11
		C. — *Autres dispositions*			
12		Modification de la répartition, pour l'exercice 1983, du produit de la taxe affectée aux organismes du service public de la radiodiffusion sonore de la télévision	Première lecture : 6 décembre 1983 C.M.P. 20 décembre 1983	6092 6856	12

ARTICLES		OBJET	DATE DE DISCUSSION à l'Assemblée nationale	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE II **Dispositions permanentes**			
13		Déclaration des revenus des contribuables soumis à la règle du taux effectif	Première lecture : 6 décembre 1983	6092	13
	13 bis AN	Cours de change à prendre en compte pour l'évaluation des créances et dettes libellées en monnaies étrangères	Première lecture : 6 décembre 1983 C.M.P. 20 décembre 1983	6092 6856	14
14		Exonération du transfert des biens des membres du G.I.E. « G.E.R.D.A.T. » au profit d'un établissement public	Première lecture : 6 décembre 1983	6093	15
15		Droit de consommation sur les tabacs	Première lecture : 6 décembre 1983	6093	16
16		Signature des avis de mise en recouvrement	Première lecture : 6 décembre 1983	6093	17
17		Tarif de la cotisation sociale sur les rhums consommés dans les D.O.M.	Première lecture : 6 décembre 1983	6093	18
	17 bis AN	Nouveau barème de la taxe spéciale incluse dans le prix des billets d'entrée dans les manifestations sportives	Première lecture : 6 décembre 1983	6093	19
18		Modification de l'assiette des taxes sur l'électricité	Première lecture : 6 décembre 1983 C.M.P. 20 Décembre 1983	6094 6856	—
19		Modification de la taxe départementale sur l'électricité	Première lecture : 6 décembre 1983 C.M.P. 20 décembre 1983	6096 6856	—
20		Stabilisation en 1984 du taux des taxes sur l'électricité	Première lecture : 6 décembre 1983 C.M.P. 20 décembre 1983	6096 6856	20
	20 bis	Augmentation du plafond des ressources fiscales par habitant des établissements publics régionaux	C.M.P. 20 décembre 1983	6856	21

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [6 décembre 1983] (p. 6046, 6066).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 6055, 6056, 6057, 6059) ; *Pierret (Christian)* (p. 6057, 6058) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6058, 6059) ; rejetée au scrutin public (p. 6059).

Motion de renvoi en commission déposée par M. Pascal Clément : *Clément (Pascal)* (p. 6072, 6073) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6073, 6074) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6073) ; *Pierret (Christian)* (p. 6074) ; rejetée au scrutin public (p. 6074).

Aide sociale : *Pierret (Christian)* (p. 6048) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6053) ; *Natiez (Jean)* (p. 6059) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6067).

Annulations de crédit (recours à la procédure des —) : *Pierret (Christian)* (p. 6047) ; *Goux (Christian)* (p. 6050) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6053, 6054, 6069) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6056, 6061) ; *Natiez (Jean)* (p. 6060) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6063) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6067) ; *Noir (Michel)* (p. 6068, 6069).

Avoir fiscal : *Frelaut (Dominique)* (p. 6063).

Blocage des prix : *Pierret (Christian)* (p. 6049).

Budget annexe des P.T.T. (prélèvement sur le —) : *Gantier (Gilbert)* (p. 6062).

C.A.C.O.M (caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme) : *Pierret (Christian)* (p. 6047) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6054) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6062) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6064) ; *Noir (Michel)* (p. 6068) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6069).

Collectivités locales (situation financière des —) : *Zeller (Adrien)* (p. 6069) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6070).

Commerce extérieur : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6051).

Construction navale : *Pierret (Christian)* (p. 6048) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6053) ; *Natiez (Jean)* (p. 6059, 6061).

Croissance économique : *Gantier (Gilbert)* (p. 6062) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6070).

Déficit budgétaire et gestion des finances publiques : *Pierret (Christian)* (p. 6047) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6051, 6052, 6059, 6070) ; *Natiez (Jean)* (p. 6061) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6061) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6067) ; *Noir (Michel)* (p. 6067, 6068) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6069).

Dette publique (augmentation de la —) : *Pierret (Christian)* (p. 6048) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6052) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6062) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6066) ; *Noir (Michel)* (p. 6068) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6069).

Dollar : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6052, 6071).

Donation-partage : *Frelaut (Dominique)* (p. 6063).

E.D.F. (remboursement d'un prêt par l'—) : *Pierret (Christian)* (p. 6047) ; *Noir (Michel)* (p. 6058).

Emprunt Giscard : *Pierret (Christian)* (p. 6048) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6053) ; *Natiez (Jean)* (p. 6060) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6064).

Effectifs de la fonction publique (stagnation des —) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6053) ; *Natiez (Jean)* (p. 6061).

Fonds national pour l'emploi : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6064).

Fonds de régulation budgétaire : *Gantier (Gilbert)* (p. 6062) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6063).

Impôt sur les grandes fortunes : *Natiez (Jean)* (p. 6060) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6063).

Impôt sur les sociétés (diminution du rendement de l'—) : *Pierret (Christian)* (p. 6047) ; Emmanuelli (Henri) (p. 6053) ; *Natiez (Jean)* (p. 6060) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6062, 6063) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6067) ; *Noir (Michel)* (p. 6068).

Inflation : *Pierret (Christian)* (p. 6049) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6051, 6052, 6071) ; *Noir (Michel)* (p. 6067, 6068) ; *Clément (Pascal)* (p. 6072).

Information de l'Assemblée nationale sur le présent projet de loi (insuffisance de l'—) : *Clément (Pascal)* (p. 6072) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6073) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6073) ; *Pierret (Christian)* (p. 6074).

Opérations à caractère temporaire : *Pierret (Christian)* (p. 6047).

Ordonnance n° 59 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (violation ou absence de violation de l'—) : *Gantier (Gilbert)* (p. 6056) ; *Pierret (Christian)* (p. 6058) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6058).

Pechiney-Ugine-Kulmann : *Pierret (Christian)* (p. 6048) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6053) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6064) ; *Tranchant (Georges)* (p. 6066) ; *Noir (Michel)* (p. 6068).

« Les Plaideurs » de Racine et formalisme juridique de M. Gilbert Gantier : *Pierret (Christian)* (p. 6048, 6049) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6048, 6055) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6058).

Prélèvements obligatoires : *Pierret (Christian)* (p. 6049).

Rapatriés (crédit inscrit en faveur des —) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6053) ; *Bapt (Gérard)* (p. 6054).

Subventions aux entreprises nationales : *Tranchant (Georges)* (p. 5066) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6069).

Taxe sur l'électricité perçue par les communes : *Frelaut (Dominique)* (p. 6064) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6069).

Taxe intérieure sur les produits pétroliers : *Gantier (Gilbert)* (p. 6056) ; *Pierret (Christian)* (p. 6057) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6058).

Tchad et Liban (coût des opérations militaires) : *Pierret (Christian)* (p. 6048) ; *Goux (Christian)* (p. 6050) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille-et-Vilaine) (p. 6051) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6053) ; *Natiez (Jean)* (p. 6059) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6064).

Discussion des articles [6 décembre 1983] (p. 6074).

Avant l'article 1er : amendement n° 11 de M. Gilbert Gantier (information de la commission des finances par le Gouvernement avant toute décision d'annulation de crédit) (p. 6074) ; amélioration prévisible de la procédure parlementaire ; droit dont dispose le Gouvernement de procéder à des annulations de crédit ; rejeté ; amendement n° 12 de M. Gilbert Gantier (référence au montant des crédits votés) ; nécessité de permettre un meilleur suivi de l'exécution du budget par les Parlementaires ; rejeté.

Première partie : *conditions générales de l'équilibre financier.*

• **Article 1er** *(modification de l'article 35 de la loi de finances pour 1983)* : adopté.

Article 2 *(fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement)* : adopté (p. 6075).

Article 3 *(prorogation des dispositions de l'article 24 de la loi n° 75-1242 du 27 décembre 1975 relatives à la Nouvelle Calédonie)* : amendement n° 1 de la Commission (référence à l'autorisation d'accorder des avances à la Nouvelle-Calédonie) ; utilisation de la technique des avances du Trésor ; adopté.

Article 4 *(équilibre général et état A)* (p. 6076, 6077, 6078) : amendement n° 14 de M. Gilbert Gantier (diminution du versement des P.T.T. au budget général) ; rejeté ; amendement n° 15 de Gilbert Gantier (diminution du remboursement prévu d'une partie du capital de la C.A.C.O.M.) ; opérations de rebudgétation ; poids des prélèvements obligatoires : rejeté ;

— article 4 et Etat annexé : adoptés.

Deuxième partie : *moyens des services : I — opérations à caractère définitif : I — budget général.*

Article 5 *(dépenses ordinaires des services civils — ouverture)* (p. 6080) ; Etat B (p. 6081) : ajustement sur certains chapitres de crédit évaluatifs ; frais de justice ; indemnisation des actionnaires des sociétés nationalisées ; amendements n° 13, 16 et 17 de M. Gilbert Gantier (majorant les crédits concernant l'économie et les finances : I — charges communes) ; amendement n° 18 de M. Gilbert Gantier (réduisant les crédits concernant l'économie et les finances : I — charges communes) ; amendements n° 19 et 20 de M. Gilbert Gantier (réduisant les crédits concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi : I — section commune) ; amendement n° 21 de M. Gilbert Gantier (réduisant les crédits concernant l'agriculture) ; amendement n° 22 de M. Gilbert Gantier (majorant les crédits concernant l'agriculture) ; amendement n° 23 de M. Gilbert Gantier (réduisant les crédits concernant les anciens combattants) ; amendement n° 24 de M. Gilbert Gantier (majorant les crédits concernant les anciens combattants) ; amendement n° 25 de M. Gilbert Gantier (réduisant les crédits concernant la consommation) ; amendement n° 26 de M. Gilbert Gantier (majorant les crédits concernant la culture) (p. 6082) ; amendement n° 27 de M. Gilbert Gantier (majorant les crédits concernant les départements et territoires d'outre-mer) ; amendements n° 28 et 29 de M. Gilbert Gantier (majorant les crédits concernant l'économie et les finances) ; amendement n° 30 de M. Gilbert Gantier (réduisant les crédits concernant l'enseignement scolaire) ; amendements n° 31 et 32 de M. Gilbert Gantier (majorant les crédits concernant la justice) ; amendement n° 33 de M. Gilbert Gantier (majorant les crédits concernant la mer) ; amendement n° 34 de M. Gilbert Gantier (majorant les crédits concernant les relations extérieures : I — services diplomatiques et généraux) ; amendement n° 35 de M. Gilbert Gantier (réduisant les crédits concernant les services du Premier ministre : I — services généraux) ; amendement n° 36 de M. Gilbert Gantier (majorant les crédits concernant le temps libre : I — section commune) ; amendement n° 37 de M. Gilbert Gantier (majorant les crédits concernant le temps libre : III — jeunesse et sport) ; amendement n° 38 de M. Gilbert Gantier (majorant les crédits concernant les transports : 1 — section commune) ; amendement n° 39 de M. Gilbert Gantier (majorant les crédits concernant l'urbanisme et le logement) ; amendement n° 40 de M. Gilbert Gantier (majorant les crédits concernant l'agriculture) ; amendement n° 41 de M. Gilbert Gantier (réduisant les crédits concernant la culture) ; amendement n° 42 de M. Gilbert Gantier (majorant les crédits concernant l'économie et les finances : I — charges communes) ; amendement n° 43 de M. Gilbert Gantier (réduisant les crédits concernant l'économie et les finances : II — services économiques et financiers) ; contrôle des dépenses publiques par le Parlement ; sincérité de la loi de finances rectificative (p. 6083) ; dégrèvement fiscal accordé dans des conditions mystérieuses à une personnalité du parti communiste ; sous-évaluation de certains crédits dans les lois de finances initiales ; crédits destinés à l'objection de conscience ; dépenses téléphoniques des ministères ; titularisation de 15 000 maîtres de l'école libre (p. 6084) ; sommes consacrées à la publicité gouvernementale ; frais de téléphone des administrations centrales (p. 6085) ; amalgame fait par M. Gilbert Gantier entre le problème de l'objection de conscience et les évènements du Liban ; dégrèvement fiscal dont bénéficie M. Jean-Baptiste Doumeng ; amendements n° 13, 16, 17 et 18 : rejetés ; crédits du titre I de l'Etat B concernant l'économie et les finances : I — charges communes : adoptés ; amendements n° 19 et 20 : rejetés ; crédits du titre III concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi : I — section commune : adoptés ; crédits du titre III concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, le travail, la santé, l'emploi : III — travail, emploi : adoptés ; amendements n° 21 et 22 : rejetés ; crédits du titre III concernant l'agriculture : adoptés ; amendements n° 23 et 24 : rejetés ; crédits du titre III concernant les anciens combattants : adoptés ; crédits du titre III de l'Etat B concernant le commerce et l'artisanat : adoptés ; amendement n° 25 : rejeté ; crédits du titre III concernant la consommation : adoptés ; amendement n° 26 : rejeté ; crédits du titre III concernant la culture : adoptés ; amendement n° 27 : rejeté ; crédits du titre III concernant les départements et territoires d'outre-mer : I — section commune : adoptés ; amendements n° 25 et 29 : rejetés (p. 6086) ; crédits du titre III concernant l'économie et les finances : II — services économiques et financiers : adoptés ; crédits du titre III concernant l'économie et les finances : III — budget : adoptés ; amendement n° 30 : rejeté ; crédits du titre III concernant l'éducation nationale : I — enseignement scolaire : adptés ; crédits du titre III concernant l'éducation nationale : II — enseignement universitaire : adoptés ; crédits du titre III concernant l'intérieur et la décentralisation : adoptés ; amendements n° 31 et 32 : rejetés ; crédits du titre III concernant la justice : adoptés ; amendement n° 33 : rejeté ; crédits du titre III concernant la mer : adoptés ; crédits

du titre III concernant le plan et l'aménagement du territoire : I — commissariat général du Plan ; II — aménagement du territoire ; la recherche et l'industrie : I — recherche ; II — industrie : adoptés ; amendement n° 34 : rejeté ; crédits du titre III concernant les relations extérieures I — services diplomatiques et généraux : adoptés ; crédits du titre III concernant les relations extérieures : II — coopérations et développement : adoptés ; amendement n° 35 : rejeté ; crédits du titre III concernant les services du Premier ministre : I — services généraux : adoptés ; amendement n° 36 : rejeté ; crédits du titre III concernant le temps libre : I — section commune : adoptés ; crédits du titre III concernant le temps libre : II — loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature : adoptés ; amendement n° 37 : rejeté ; crédits du titre III concernant le temps libre : III — jeunesse et sport : adoptés ; crédits du titre III concernant le temps libre : IV — tourisme : adoptés ; amendement n° 38 : rejeté ; crédits du titre III concernant les transports : III — transports intérieurs — IV — météorologie : adoptés ; amendement n° 39 : rejeté ; crédits du titre III concernant l'urbanisme et le logement : adopté ; crédits du titre IV de l'Etat B concernant les affaires sociales de la solidarité nationale, travail, santé, emploi : II — santé, solidarité nationale : adoptés ; amendement n° 40 : rejeté ; crédits du titre IV concernant l'agriculture : adoptés ; crédits du titre IV concernant le commerce et l'artisanat : adoptés ; amendement n° 41 : rejeté ; crédits du titre IV concernant la culture : adoptés ; amendement n° 42 : rejeté ; crédits du titre IV concernant l'économie et les finances : I — charges communes : adoptés ; amendement n° 43 : rejeté ; crédits du titre IV concernant l'économie et les finances ; II — services économiques et financiers : adoptés ; crédits du titre IV concernant l'économie et les finances : III — budget, l'intérieur et la décentralisation ; la mer ; la recherche et l'industrie : I — recherche ; II — industrie ; les relations extérieures : I — services diplomatiques et généraux ; II — coopération et développement ; les services du Premier ministre : I — services généraux ; le temps libre : IV — tourisme, les transports : I — section commune ; II — aviation civile ; III — transports intérieurs ; l'urbanisme et le logement : adoptés ;

— article 5 et Etat B annexé : adoptés.

Article 6 et Etat C *(dépenses en capital des services civils — ouvertures)* (p. 6087, 6088) ; Etat C — Titre V : amendements n° 44, 45 et 46 de M. Gilbert Gantier (réduction des crédits et des autorisations de programme) ; amendement n° 50 du Gouvernement (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant les relations extérieures : I — services diplomatiques et généraux) ; Etat C — Titre VI : amendement n° 44 et 48 de M. Gilbert Gantier (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement) ; compagnie forestière du Gabon ; assujetissement de l'office nationale des forêts à la T.V.A. ; amendement n° 45 : retiré ; augmentation de capital de la compagnie forestière du Gabon (p. 6089) ; protection de l'ambassade de France à Beyrouth ; remise d'impôt accordée à M. Jean-Baptiste Doumeng ; amendement n° 44 : rejeté ; autorisations de programme et crédits de paiement du titre V de l'Etat C (concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, travail, santé, l'emploi : I — section commune) : adoptés ; crédits du titre V concernant l'agriculture et la culture ; adoptés ; autorisations de programme et crédits de paiement du titre V concernant l'économie et les finances : I — charges communes : adoptés ; crédits du titre V concernant l'économie et les finances : II — services économiques et financiers : adoptés ; crédits du titre V concernant l'économie et les finances : III — budget : adoptés ; crédits du titre V concernant l'éducation nationale : II — enseignement universitaire ; intérieur et décentralisation ; justice : adoptés ; amendement n° 46 : rejeté ; autorisations de programme et crédits de paiement du titre V concernant la recherche et l'industrie : II — industrie : adoptés ; amendement n° 50 : adopté (p. 6090) ; autorisations de programme et crédits de paiement du titre V concernant les relations extérieures : I — services diplomatiques et généraux, ainsi modifiés, adoptés ; crédit du titre V concernant le temps libre : IV — tourisme, les transports : II — aviation civile ; urbanisme et le logement : adoptés ; crédits du titre VI (concernant les affaires sociales et la solidarité nationale, travail, la santé, l'emploi : II — santé — solidarité nationale : adoptés ; autorisations de programme et crédits de paiement du titre IV concernant l'agriculture : adoptés ; crédits du titre IV concernant la culture : adoptés ; amendement n° 48 : rejeté ; autorisations de programme et crédits de paiement du titre VI concernant les départements et territoires d'outre-mer : III — territoires d'outre-mer : adoptés; crédits du titre VI concernant l'intérieur et la décentralisation, la mer, la recherche, l'industrie : I — recherche : adoptés ; crédits du titre VI concernant les relations extérieures : I — services diplomatiques et généraux : adoptés ; crédits du titre VI concernant les relations extérieures : II — coopération et développement : adoptés ; crédits du titre VI concernant les transports : I — section commune : adoptés ; crédits du titre VI concernant les transports : II — aviation civile : III — transports intérieurs et urbanismes et logement : adoptés ;

— article 6 et Etat C annexé, ainsi modifiés : adoptés.

Article 7 *(dépenses ordinaires des services militaires — ouvertures)* : protection de l'ambassade de France au Liban ; annulations de crédit ; problème de la non-satisfaction des revendications des personnels civils du ministère de la défense ; doublement de la dotation initiale de la coopération militaire pour le Tchad ; surcoût des opérations du Liban et du Tchad ; amendement n° 51 du Gouvernement (réduction de crédits) : adopté (p. 6091) ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 *(dépenses en capital des services militaires — ouvertures)* : adopté ;

— II — budgets annexes.

Article 9 *(ouvertures)* : adopté.

B — opérations à caractère temporaire.

Article 10 *(comptes de prêts — ouverture)* : adopté.

Article 11 *(comptes d'avances — ouvertures)* : adopté.

Article 12 *(modification de la répartition pour l'exercice 1983 du produit de la taxe affectée aux organismes du service public de la radio-diffusion sonore et de la télévision)* : adopté.

Titre II : *dispositions permanentes.*

Article 13 *(déclaration des revenus des contribuables soumis à la règle du taux effectif)* : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 9 du Gouvernement (comptabilisation des créances, avoirs et dettes en monnaies étrangères) (p. 6092) : adopté.

Article 14 *(exonération du transfert des biens, des membres du GIE « GERDAT » au profit d'un établissement public)* ; amendement n° 2 de la commission (de précision) ; restructuration des organismes de recherche en agronomie tropicale ; adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 *(droits de consommation sur les tabacs)* : adopté.

Article 16 *(signature des avis de mise en recouvrement)* : adopté.

Article 17 *(tarif de la cotisation sociale sur les rhums consommés dans les DOM)* : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 10 du Gouvernement (taxe spéciale sur les billets d'entrée dans les manifestations sportives organisées en France métropolitaine) (p. 6093) ; adopté.

Article 18 *(modification de l'assiette des taxes sur l'électricité)* : taxe sur les fournitures d'électricité en basse tension ; attitude du Gouvernement ; incitation à la consommation d'électricité ; amendements nos 3, 4 et 5 de la commission (de précision) (p. 6094) ; simplification de la tarification ; évolution des tarifs E.D.F. (p. 6095) ; amendement n° 52 du Gouvernement (modifiant le taux de cette taxe) ; amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 52 : rejeté ; amendements nos 4 et 5 : adoptés ; article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 *(modification de la taxe départementale sur l'électricité)* : amendement n° 6 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 *(stabilisation du taux des taxes sur l'électricité)* : adopté.

Après l'article 20 : amendement n° 7 de M. Jean Louis Masson soutenu par M. Georges Tranchant (déduction fiscale des dons applicable aux associations constituées en Alsace Lorraine) (p. 6096) ; retiré (p. 6097).

Seconde délibération du projet de loi (p. 6097).

Article 4 — Etat A annexé (p. 6097, 6098, 6099) : amendement n° 1 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

— article 4 et Etat A annexé, ainsi modifiés adoptés (p. 6100).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6100).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [20 décembre 1983] (p. 6855).

Accord de la commission mixte paritaire : *Pierret (Christian)* (p. 6855) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 6856).

Boulangeries en zone rurale : *Pierret (Christian)* (p. 6855).

Fiscalité des ménages : *Pierret (Christian) (p. 6855).*

Radio-France internationale (société —) : *Pierret (Christian)* (p. 6855).

Taxe sur l'électricité : *Pierret (Christian)* (p. 6855) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 6856).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 6856).

Après l'article 20 : amendement n° 2 de M. Jean Natiez (fixant à 165 francs le montant plafond des ressources fiscales par habitant des établissements publics régionaux) ; régions (p. 6856) ; adopté.

Explications de vote (p. 6857).

Accord de la commission mixte paritaire : *Gantier (Gilbert)* (p. 6857).

Ressources des régions : *Emmanuelli (Henri)* (p. 6857).

Taxes sur l'électricité : *Gantier (Gilbert)* (p. 6857).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 6857).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte-tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 6857).

LOIS DE PROGRAMME ET DE PROGRAMMATION

Voir *Défense nationale* **2.**

LOIS DE REGLEMENT

3. — Projet de loi n° 1344 portant **règlement définitif du budget de 1981.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1529** (26 mai 1983). — Discussion le 17 juin 1983. — Adoption le 17 juin 1983. — Projet de loi n° **384.**

Sénat (première lecture), n° **403** (1982-1983), dépôt le 21 juin 1983. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **405** (1982-1983) (21 juin 1983). — Discussion le 23 juin 1983. — Rejet le 23 juin 1983. — Projet de loi n° **154** (1982-1983).

Commission mixte paritaire.

Nomination [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1952).

Bureau [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1952).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1650 (28 juin 1983).**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **446** (1982-1983) (28 juin 1983) La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1638**, dépôt le 23 juin 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1656** (28 juin 1983). — Discussion le 28 juin 1983. — Adoption avec modifications le 28 juin 1983. — Projet de loi n° **421.**

Sénat (deuxième lecture), n° **461** (1982-1983), dépôt le 29 juin 1983. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **465** (1982-1983) (29 juin 1983). — Discussion le 29 juin 1983. — Rejet le 29 juin 1983. — Projet de loi n° **171** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1678**, dépôt le 30 juin 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1683** (30 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption définitive le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **437.**

Saisine du Conseil Constitutionnel, (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 19 juillet 1983 (*J.O.* du 21 juilllet 1983) (p. 2252). — Loi n° **83-692 du 27 juillet 1983**, publiée au *J.O.* du 29 juillet 1983 (p. 2379).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [17 juin 1983] (p. 2704).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Gilbert Gantier : *Gantier (Gilbert)* (p. 2707 à 2710) ; *Peuziat (Jean)* (p. 2711) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 2711, 2712) ; rejetée (p. 2712).

Article 47 de la Constitution (caractère du délai prévu) : *Gantier (Gilbert)* (p. 2707 à 2710) ; *Peuziat (Jean)* (p. 2711) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 2711, 2712).

Article 47 de la Constitution (précédent de 1963) : *Gantier (Gilbert)* (p. 2710) ; *Peuziat (Jean)* (p. 2711).

Contrôle a posteriori de l'exécution de la loi de finances : *Pierret (Christian)* (p. 2706) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2707).

Déficit budgétaire : *Emmanuelli (Henri)* (p. 2706) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2714).

Elaboration et exécution du budget : *Pierret (Christian)* (p. 2705).

Finances publiques et politique de relance : *Pierret (Christian)* (p. 2705) ; *Mercieca (Paul)* (p. 2712) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2713).

Justice fiscale : *Emmanuelli (Henri)* (p. 2706).

Lois de finances rectificatives : *Pierret (Christian)* (p. 2705) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 2706).

Pratiques budgétaires (caractère contestable de certaines —) : *Pierret (Christian)* (p. 2705) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 2707) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2714).

Rapport sur l'évolution de l'économie et des finances publiques (retard dans le dépôt du —) : *Gantier (Gilbert)* (p. 2708).

Résultats globaux pour 1981 : *Emmanuelli (Henri)* (p. 2706).

Votes des lois de règlement (calendrier des —) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 2711).

Discussion des articles [17 juin 1983] (p. 2714).

Avant l'article 1er : amendement n° 2 de M. Gilbert Gantier (évaluation dans les projets de loi de finances du produit estimé de chacun des impôts) (p. 2714) ; amendement n° 3 de M. Gilbert Gantier (mention dans le projet de loi de règlement du produit de chacun des impôts de toute nature autre que les taxes parafiscales) ; violation de l'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 2715) ; réforme du mode de gestion des fonds de concours en mai 1982 ; emprunt de M. Giscard d'Estaing ; amendements n° 2 et 3 rejetés ; amendement n° 4 de M. Gilbert Gantier (motivation des arrêtés de report de crédit) (p. 2716) ; amendement n° 5 de M. Gilbert Gantier (information du Parlement sur les reports de crédit) ; amendements n° 4 et 5 rejetés (p. 2717) ; amendement n° 6 de M. Gilbert Gantier (information du Parlement sur les virements de crédit) : adopté ; amendement n° 7 de M. Gilbert Gantier (motivation des arrêtés d'annulation de crédit) ; amendement n° 8 de M. Gilbert Gantier (p. 2718) (information du Parlement sur les conditions d'annulation de crédit) ; amendement n° 7 rejeté ; amendement n° 8 adopté ; amendement n° 9 de M. Gilbert Gantier (motivation des arrêtés de transfert de crédits) ; amendement n° 10 de M. Gilbert Gantier (information du Parlement sur les conditions de transfert de crédits) ; amendement n° 9 rejeté ; amendement n° 10 adopté.

Article 1er : réservé à la demande de la commission jusqu'après l'article 3 (p. 2719).

Article 2 et tableau A annexé (*montant définitif des recettes du budget général de l'année 1981*) : adoptés.

Article 3 et tableau B annexé (*montant définitif des dépenses ordinaires civiles du budget général de 1981*) (p. 2720) ; amendement n° 1 de la commission (modification du tableau B) (p. 2742) ; rejeté ; amendement n° 11 de M. Gilbert Gantier (réduction des montants figurant aux lignes « III. Moyens des services » et « Totaux » du tableau B) ; embauche de maîtres auxiliaires en l'absence des crédits nécessaires ; rejeté ; amendement n° 12 de M. Gilbert Gantier (réduction des montants figurant aux lignes « III. Moyens de services » et « Totaux ») (p. 2743) ; campagne destinée à valoriser l'offre touristique nationale ; rejeté ;

— article 3 et tableau B annexé : adoptés.

Article 1er précédemment réservé (*résultat définitif de l'exécution des lois de finances pour 1981*) (p. 2744) ; amendement n° 15 de la commission devenu sans objet ;

— article 1er adopté (p. 2745).

Article 4 et tableau C annexé (*montant définitif des dépenses civiles en capital du budget général de 1981*) (p. 2746) : adoptés.

Article 5 et tableau D annexé (*montant définitif des dépenses ordinaires militaires du budget général de 1981*) (p. 2764) ; adoptés (p. 2766).

Article 6 et tableau E annexé (*montant définitif des dépenses militaires en capital du budget général de 1981*) : (p. 2768) ; adoptés (p. 2770).

Article 7 et tableau F annexé (*fixation du résultat du budget général*) : amendement n° 16 de la commission (réduction des montants figurant aux lignes « Dépenses » et « Excédent des dépenses sur les recettes ») : devenu sans objet ;

— article 7 et tableau F annexé : adoptés (p. 2772).

Article 8 et tableau G annexé (*résultat définitif des budgets annexes (services civils) rattachés pour ordre au budget général*) (p. 2773) ; adoptés (p. 2776).

Article 9 et tableau H annexé (*résultat définitif des budgets annexes (services militaires) rattachés pour ordre au budget général*) (p. 2777) ; adoptés (p. 2778).

Article 10 et tableau I annexé (*résultat des comptes spéciaux du Trésor*) (p. 2780) ; adoptés (p. 2788).

Article 11 (*solde débiteur du compte de résultats des opérations d'emprunt à la charge du Trésor pour 1981*) : adopté (p. 2790).

Article 12 et tableau J annexé (*reconnaissance d'utilité publique des dépenses comprises dans les gestions de fait de deniers de l'Etat*) (p. 2791) ; amendement n° 13 de M. Jean-Paul Planchou (supprimant dans ce tableau la ligne correspondant au service : « Ministère de la recherche et de l'industrie — direction des carburants ») ; gestion de fait des deniers de l'Etat par le Comptoir auxiliaire des pétroles ; retiré ; amendement n° 14 de M. Jean-Paul Planchou (supprimant dans ce tableau la ligne correspondant au service : « Ministère de l'agriculture — service des haras et de l'équitation ») ; gestion de fait des deniers de l'Etat par le chef du service des haras et de l'équitation ; adopté ;

— article 12 et tableau J annexé, ainsi modifiés, adoptés.

Article 13 (*produit de la vente après réforme des véhicules et engins automobiles provenant des services civils de l'Etat*) : adopté.

Article 14 (*énumération des sommes transportées en augmentation des découverts du Trésor*) (p. 2792) ; amendement n° 17 de la commission : devenu sans objet ;

— article 14 adopté.

Explications de vote (p. 2793).

Nécessité d'accorder une plus grande importance au vote de la loi de règlement : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2793).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2793).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [28 juin 1983] (p. 3304).

Amendement du Gouvernement sur le contrôle des modifications dans la répartition des crédits : *Gantier (Gilbert)* (p. 3305).

Clandestinité des opérations budgétaires : *Gantier (Gilbert)* (p. 3306).

Contrôle parlementaire sur l'exécution de la loi de finances : *Pierret (Christian)* (p. 3304) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3304-3305).

Echec de la commission mixte paritaire : *Pierret (Christian)* (p. 3304).

Mouvements de crédits : *Gantier (Gilbert)* (p. 3305).

Usage du vote bloqué : *Gantier (Gilbert)* (p. 3305).

Discussion des articles [28 juin 1983] (p. 3306).

Article 1er A : amendement n° 1 de la commission (rapport au Parlement explicitant les motifs des modifications dans la répartition des crédits) ; sous-amendement n° 7 de M. Gilbert Gantier (possibilité pour le Parlement de connaître des annulations de crédits intervenant en cours d'exécution du budget) ; amendement n° 4 de M. Gilbert Gantier (information du Parlement sur les virements de crédits) (p. 3306) ; sous amendement n° 7 : rejeté ; amendement n° 1 : adopté ; amendement n° 4 devenu sans objet.

— article 1er A, ainsi modifié, adopté.

Article 1er B : amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté ; amendement n° 5 de M. Gilbert Gantier : devenu sans objet ;

— en conséquence l'article 1er B est supprimé.

Article 1er C : amendement n° 3 de la commission (de suppression) : adopté ; amendement n° 6 de M. Gilbert Gantier : devenu sans objet ;

— en conséquence l'article 1er C est supprimé (p. 3307).

Article 1er (p. 3308) : adopté.

Article 2 et tableau A annexé : adoptés.

Article 3 et tableau B annexé : adoptés.

Article 4 et tableau C annexé : adoptés.

Article 5 et tableau D annexé : adoptés (p. 3309).

Article 5 et tableau E annexé : adoptés.

Article 7 et tableau F annexé : adoptés.

Article 8 et tableau G annexé : adoptés.

Article 9 et tableau H : adoptés (p. 3310).

Article 10 et tableau I annexé : adoptés.

Article 11 : adopté (p. 3311).

Article 12 et tableau J annexé : adoptés.

Articles 13 et 14 : adoptés.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3312).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1983] (p. 3397).

Echec de la commission mixte paritaire : *Taddei (Dominique)* (p. 3397).

Position du Sénat : *Taddei (Dominique)* (p. 3397) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3397).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, (p. 3401).

4. — Projet de loi n° 1952 portant **règlement définitif du Budget de 1982**

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 21 décembre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget et M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

LOME (convention de —)

Renégociation de Lomé II.

Voir *Question au Gouvernement* **718.**

LORRAINE

Voir *Chômage : indemnisation* **4.**
Déclarations du Gouvernement **9.**

Situation de l'industrie.

Voir *Questions au Gouvernement* **815.**

LOUVRE (palais du —)

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), culture.

LOYERS

Blocage des —

Voir *Questions au Gouvernement* **775.**

Hausse des —

Voir *Questions au Gouvernement* **808.**

LYCEES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), éducation nationale

Enseignement d'une seconde langue dans les lycées techniques.

Voir *Questions orales sans débat* **498.**

M

MACHINE-OUTIL

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6, 9.**
Lois de finances **7,** discussion générale.

Programme de développement de la —

Voir *Questions orales sans débat* **370.**

Société Manurhin.

Voir *Questions orales sans débat* **470.**

MACHINES AGRICOLES

Voir *Questions au Gouvernement* **523, 537.**

MACHINES A SOUS

Voir *Jeux et paris* **4.**

MAGISTRATURE

Voir *Auxiliaires de justice* **5.**

Recrutement des magistrats.

Voir *Justice* **16.**

MAGNETOSCOPES

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**
Lois de finances 7 (première partie), article 17.

MAISON DE LA CULTURE

— de Nantes.

Voir *Questions au Gouvernement* **730.**

« MALGRE NOUS »

Voir *Déportés, internés et résistants.*
Lois de finances 7 (deuxième partie), Anciens combattants.

MANDATAIRES

Voir *Baux de commerce* **1.**

MANIFESTATIONS

Voir *Libertés publiques.*

MANUELS ET FOURNITURES SCOLAIRES

Manuels scolaires.

Voir *Questions orales sans débat* **526.**

MANUFACTURE DES GOBELINS

Lissiers de la —

Voir *Questions au Gouvernement* **658.**

MANURHIN (Société)

Voir *Questions orales sans débat* **470.**

MARCHE FINANCIER

Voir *Lois de finances* **7,** discussion générle.

MARCHES A TERME

Voir *Baux de commerce* **1.**

MARCHES PUBLICS

2. — Proposition de loi n° 1751 tendant à modifier **l'article L. 314-3 du code des communes** relatif aux marchés. — *Assemblée nationale* (première lecture) dépôt le 13 octobre 1983 par M. Pierre Micaux. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Claude Wolff (3 novembre 1983).

MARINE. — Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), défense et budget annexe des essences.

MARINE MARCHANDE

Marins pêcheurs.

Voir *Poissons et produits d'eau douce et de la mer* **1.**

MARINE NATIONALE

Voir *Défense nationale* **3.**

MARPOL (convention)

Voir *Mer et littoral* **9.**

MARTINIQUE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), départements et territoires d'outre mer.

MATERNITE

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure* **2.**

MATIERES PREMIERES

Prix des — plastiques.

Voir *Questions au Gouvernement* **776.**

MAYOTTE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Commerce et artisanat, départements et territoires d'outre mer.

MEDAILLES

Voir *Décorations.*

MEDECINE

Convention de 1980.

Voir *Sécurité sociale* **16.**

— d'urgence

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Etudes médicales.

Voir *Questions au Gouvernement* **512.**
Questions orales sans débat **330.**

Grève des internes, chefs de clinique et étudiants en médecine.

Voir *Questions au Gouvernement* **495, 502, 504.**

— Hospitalière.

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure* **2.**
Questions au Gouvernement **771.**
Sécurité sociale **16.**

Protection sociale des médecins libéraux.

Voir *Questions au Gouvernement* **803.**

— psychiatrique.

Voir *Questions au Gouvernement* **754.**

Tarif des consultations.

Voir *Questions au Gouvernement* **733.**

MEDICAMENTS

— génériques.

Voir *Questions au Gouvernement* **670.**

MER ET LITTORAL

5. — **Projet de loi n° 771** réprimant la **pollution de la mer par les hydrocarbures.** — *Sénat* (première lecture), n° **25** (1982-1983) dépôt le 12 octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. — Rapport n° **198** (1982-1983) (2 avril 1983). — Discussion le 27 avril 1983. — Adoption le 27 avril 1983. — Projet de loi n° **84** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1463**, dépôt le 28 avril 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Marc Lauriol. — Rapport n° **1487** (11 mai 1983). — Discussion le 22 juin 1983. — Adoption définitive le 22 juin 1983. — Projet de loi n° **398.**

Loi n° 83-583 du 5 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1983 (p. 2066). Rectificatif : *J.O.* du 30 septembre 1983 (p. 2902).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [22 juin 1983] (p. 2962).

Convention internationale Marpol : *Lauriol (Marc)* (p. 2962) ; *Lengagne (Guy)* (p. 2963).

Infractions (répression des —) : *Lengagne (Guy)* (p. 2963).

Pollutions involontaires : *Lauriol (Marc)* (p. 2962) ; *Lengagne (Guy)* (p. 2963).

Discussion des articles [22 juin 1983] (p. 2963).

Articles 1er, 7, 9, 13, 14 et 15 : adoptés (p. 2963).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2963).

6. — **Projet de loi n° 772** modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la **lutte contre la pollution marine** accidentelle. — *Sénat* (première lecture), n° **26** (1982-1983), dépôt le 12 octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. — Rapport n° **199** (1982-1983) (2 avril 1983). — Discussion le 27 avril 1983. — Adoption le 27 avril 1983. — Projet de loi n° **85** (1982-1983).

Loi n° 83-380 du 10 mai 1983, publiée au *J.O.* du 11 mai 1983 (p. 1454).

9. — **Projet de loi n° 1410** sur la **sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires** et la **prévention de la pollution.** — *Sénat* (première lecture), n° **120** (1982-1983), dépôt le 2 décembre 1982, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Alphonse Arzel. — Rapport n° **201** (1982-1983) (2 avril 1983). — Discussion le 5 avril 1983. — Adoption le 5 avril 1983. — Projet de loi n° **69** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1410**, dépôt le 6 avril 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Maurice Briand (21 avril 1983). — Rapport n° **1544** (2 juin 1983). — Discussion le 22 juin 1983. — Adoption le 22 juin 1983. — Projet de loi n° **399.**

Loi n° 83.581 du 5 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1983 (p. 2063).

Discussion générale [22 juin 1983] (p. 2963).

Capitaines des navires : *Duroméa (André)* (p. 2965-2966).

Convention Marpol : *Briand (Maurice)* (p. 2964) ; *Lengagne (Guy)* (p. 2964) ; *Duroméa (André)* (p. 2965).

Epaves (régime des —) : *Briand (Maurice)* (p. 2964).

Navires étrangers passant en haute mer : *Briand (Maurice)* (p. 2964).

Pavillons de complaisance : *Duroméa (André)* (p. 2965) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 2966) ; *Lengagne (Guy)* (p. 2966).

Pétroliers : *Lengagne (Guy)* (p. 2964).

Sanctions : *Masson (Jean-Louis)* (p. 2966).

Sociétés de sauvetage en mer : *Masson (Jean-Louis)* (p. 2966) ; *Lengagne (Guy)* (p. 2966).

Surveillance (système de — de Saint-Malo) : *Lengagne (Guy)* (p. 2965).

Transports de produits nocifs : *Lengagne (Guy)* (p. 2964).

Discussion des articles [22 juin 1983] (p. 2967).

Article 1er *(champ d'application du texte) :* adopté.

Article 2 *(définition et catégories des navires) :* correction d'une faute de concordance ;

— article 2, ainsi corrigé, adopté (p. 2967).

Article 3 *(personnes ayant accès aux navires pour délivrer, renouveler et valider les titres de sécurité)* (p. 2967) : amendement n° 2 de la commission (agents des douanes) ; contrôles techniques ; convention Marpol : retiré ;

— article 3, adopté.

Article 4 *(constat des infractions) :* amendement n° 3 de la commission (agents des douanes) : retiré.

Article 5 *(procès-verbaux dressés par les agents mentionnés à l'article précédent) :* adopté (p. 2968).

Article 6 *(définition des peines en cas d'infraction à diverses conventions) :* nécessité de corriger une erreur grammaticale ;

— article 6, adopté.

Article 7 *(peines applicables aux armateurs ou propriétaires en infraction) :* amendement n° 1 de M. André Duroméa (pouvoirs du tribunal) ; diminution des peines prévues si le capitaine exécute un ordre de l'armateur ; sanction de l'armateur (p. 2969) ; application de la convention Marpol : retiré ;

— article 7, adopté.

Article 8 *(peines encourues par un vendeur de matériels non autorisé) :* adopté.

Article 9 *(peines applicables en cas de récidive) :* adopté.

Article 10 *(conditions d'application des articles 177 178 et 180 du code pénal) :* adopté.

Article 11 *(application de ce texte aux T.O.M. et à Mayotte) :* adopté.

Article 12 *(abrogation des lois de 1967 et de 1976 par le présent texte) :* adopté.

Article 13 *(entrée en vigueur du texte) :* adopté (p. 2970).

Explications de vote.

Identification des navires au-delà de la zone des 12 miles : *Masson (Jean-Louis)* (p. 2970).

Sociétés de sauvetage en mer : *Masson (Jean-Louis)* (p. 2970).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Masson (Jean-Louis)* (p. 2970).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2970).

Voir *Plan* **5.**

Littoral.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), mer.

Mer.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), mer.

METAUX

Voir *Minerais et métaux.*

METRO

— de Lyon.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Transports.

Prolongement de la ligne de métro n° 1.

Voir *Questions au Gouvernement* **589.**

MEUBLE (INDUSTRIE DU —)

Voir *Questions orales sans débat* **389.**

MINERAIS ET METAUX

Fonderie Messier à Arudy.

Voir *Questions orales sans débat* **518.**

Industrie du cuivre.

Voir *Questions orales sans débat* **512.**

Titre des métaux précieux.

Voir *Contributions indirectes* **1.**

MINES ET CARRIERES

Dépôt de munitions de Gauriac.

Voir *Questions orales sans débat* **539.**

Mines de fer.

Voir *Questions au Gouvernement* **768.**

Redevances minières.

Voir *Questions orales sans débat* **533.**

Situation des travailleurs des carrières de gypse.

Voir *Questions orales sans débat* **388.**

MINIMUM VIEILLESSE

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **9.**

MINISTERES (structures)

Des relations extérieures

Voir *Corps diplomatique et consulaire* **1.**

MINISTRES

Article de M. Mauroy dans le Monde.

Voir *Questions au Gouvernement* **651.**

Déclaration de M. Fiterman à la Havane.

Voir *Questions au Gouvernement* **585.**

Pouvoirs du ministre des affaires européennes.

Voir *Questions au Gouvernement* **821.**

MINISTRES PLENIPOTENTIAIRES

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **14.**

MINJOZ

Contingents —

Voir *Banques et établissements financiers* **5.**
Collectivités locales **10.**

MIRAGE 2000

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), défense et budget annexe des essences.

MISE A DISPOSITION

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **15.**

MISES AU POINT DU GOUVERNEMENT

Retard dans le dépôt du rapport sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques ; attitude de l'opposition pendant la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur : *Labarrère (André),* ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement [2 juin 1983] (p. 1968).

MISSILES

Voir *Défense nationale* **3.**
Euromissiles.
Lois de finances **7** (deuxième partie), défense et budget annexe des essences.

MOBILITE

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **14.**

MOEURS

3. — Proposition de loi n° 1787 visant à la **réglementation des établissements de spectacles à caractère pornographique.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 novembre 1983 par M. Jacques Dominati. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

MONNAIE

Dollar.

Voir *Politique économique et sociale* **5.**
Questions au Gouvernement **511, 515, 551.**

Franc.

Voir *Lois de finances* **7,** discussion générale.
Questions au Gouvernement **554.**

Politique monétaire.

Voir *Banques et établissements financiers* **6.**

MONNAIES ET MEDAILLES

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), budgets annexes de l'imprimerie nationale et des monnaies et médailles, comptes spéciaux du trésor, taxes parafiscales.

Emission de nouvelles pièces de 10 F et 100 F.

Voir *Questions au Gouvernement* **542.**

MONTAGNE

Politique de la —

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Services du Premier ministre.
Questions au Gouvernement **695.**

MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES (M.C.M.)

Voir *Communauté économique européenne.*

MONUMENTS HISTORIQUES

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), culture.

MOQUETTE (industrie de la —)

Voir *Questions orales sans débat* **515.**

MOTIONS DE CENSURE

10. — Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la constitution, par M. Claude Labbé et cinquante membres de l'Assemblée le 7 octobre 1983.

Discussion [12 octobre 1983] (p. 4067, 4085).

Agressivité de la droite : *Ansart (Gustave)* (p. 4086).

Alternance par l'opposition (refus de l'—) : *Mauroy (Pierre)* (p. 4071).

Autorité de l'Etat : *Debré (Michel)* (p. 4068).

Campagne anti-communiste : *Ansart (Gustave)* (p. 4087).

Chômage : *Debré (Michel)* (p. 4070) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4071) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4077) ; *Léotard (François)* (p. 4082).

Commerce extérieur : *Debré (Michel)* (p. 4067) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4071) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4077).

Corse (problème de la —) : *Debré (Michel)* (p. 4069) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4075) ; *Léotard (François)* (p. 4081).

Course aux armements : *Debré (Michel)* (p. 4067) ; *Ansart (Gustave)* (p. 4088).

Croissance : *Mauroy (Pierre)* (p. 4072).

Défense nationale et crédibilité militaire de la France : *Debré (Michel)* (p. 4069) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4074) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4078) ; *Léotard (François)* (p. 4083).

Déficit budgétaire : *Debré (Michel)* (p. 4068) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4071) ; *Léotard (François)* (p. 4082).

Démographie : *Debré (Michel)* (p. 4070).

Dépenses de fonctionnement de l'Etat : *Debré (Michel)* (p. 4068).

Désinformation : *Debré (Michel)* (p. 4069) ; *Léotard (François)* (p. 4083) ; *Ansart (Gustave)* (p. 4086).

Désordre monétaire international : *Debré (Michel)* (p. 4067).

Détente et relations est-ouest : *Debré (Michel)* (p. 4067) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4077).

Economie française (situation de l'—) *Debré (Michel)* (p. 4069) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4070) ; *Ansart (Gustave)* (p. 4086).

Elections partielles : *Léotard (François)* (p. 4079) ; *Ansart (Gustave)* (p. 4087).

Endettement de la France : *Debré (Michel)* (p. 4068) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4072) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4077) ; *Léotard (François)* (p. 4082) ; *Ansart (Gustave)* (p. 4086).

Enseignement supérieur : *Debré (Michel)* (p. 4068) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4073).

Entreprises nationalisées : *Debré (Michel)* (p. 4068).

Euromissiles : *Cacheux (Denise)* (p. 4089).

Faillite : *Debré (Michel)* (p. 4067).

Fiscalité et prélèvements obligatoires : *Debré (Michel)* (p. 4067) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4072) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4077) ; *Léotard (François)* (p. 4079).

Fraudes électorales : *Debré (Michel)* (p. 4069) ; *Léotard (François)* (p. 4080).

Guerre économique et crise économique internationale : *Debré (Michel)* (p. 4067) ; *Cacheux (Denise)* (p. 4089).

Idéologie gouvernementale : *Debré (Michel)* (p. 4069) ; *Léotard (François)* (p. 4079).

Inflation : *Debré (Michel)* (p. 4068) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4071) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4077).

Investissement et épargne : *Debré (Michel)* (p. 4067) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4077).

Islam : *Debré (Michel)* (p. 4067).

I.V.G. (remboursement de l'—) : *Debré (Michel)* (p. 4070).

Liberté de l'enseignement : *Debré (Michel)* (p. 4068) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4073, 4076) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4078) ; *Léotard (François)* (p. 4079) ; *Ansart (Gustave)* (p. 4086).

Liberté fondamentales : *Debré (Michel)* (p. 4068) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4074) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4078) ; *Ansart (Gustave)* (p. 4086).

Lybie : *Debré (Michel)* (p. 4067).

Logement (crise du —) : *Léotard (François)* (p. 4079).

Manipulation des statistiques du chômage : *Debré (Michel)* (p. 4070) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4071).

Mendès-France (Pierre) : *Loncle (François)* (p. 4091).

Mesures sociales prises par le Gouvernement : *Mauroy (Pierre)* (p. 4073).

Nationalisations et dénationalisations : *Ansart (Gustave)* (p. 4086).

Pacifisme : *Léotard (François)* (p. 4080).

Patronat ; (attitude du —) : *Ansart (Gustave)* (p. 4086).

Pétrole (prix du —) : *Debré (Michel)* (p. 4067).

Plan (neuvième) : *Mauroy (Pierre)* (p. 4072).

Politique familiale : *Debré (Michel)* (p. 4070).

Pologne : *Loncle (François)* (p. 4090).

Réforme hospitalière : *Debré (Michel)* (p. 4068) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4074) ; *Neietz (Véronique)* (p. 4078) ; *Loncle (François)* (p. 4090).

Rigueur économique du Gouvernement : *Cacheux (Denise)* (p. 4089) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 4091).

Syndicats : *Debré (Michel)* (p. 4068) ; *Ansart (Gustave)* (p. 4086).

Explications de vote (p. 4091).

Alternance par l'opposition (Refus de l'—) : *Bêche (Guy)* (p. 4093) ; *Vial-Massat (Théo)* (p. 4097).

Bons résultats de la politique du Gouvernement : *Bêche (Guy)* (p. 4093).

Dénationalisations : *Godfrain (Jacques)* (p. 4092).

Elections partielles : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4095).

Guerre scolaire : *Godfrain (Jacques)* (p. 4091) ; *Bêche (Guy)* (p. 4094).

Impopularité du Gouvernement et échec de sa politique, économique : *Godfrain (Jacques)* (p. 4092) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4095).

Impôt : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4095).

Réforme hospitalière : *Vial-Massat (Théo)* (p. 4096).

Rejet de la motion de censure par le groupe communiste : *Vial-Massat (Théo)* (p. 4097).

Rejet de la motion de censure par le groupe socialiste : *Bêche (Guy)* (p. 4093).

Vote de la motion de censure par le groupe R.P.R. : *Godfrain (Jacques)* (p. 4092).

Vote de la motion de censure par le groupe U.D.F. : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 4096).

Motion de censure rejetée au scrutin public (p. 4098).

11. — Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Michel d'Ornano et soixante-deux membres de l'Assemblée, le 9 décembre 1983.

Discussion [14 décembre 1983] (p. 6488, 6505).

Aides fiscales à la presse : *d'Ornano (Michel)* (p. 6489) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 6495) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 6498, 6499) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 6503).

Argent et presse : *Mauroy (Pierre)* (p. 6492, 6493) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 6497) ; *Dumas (Roland)* (p. 6507).

Chômeurs (nombre des —) : *d'Ornano (Michel)* (p. 6490).

Journal l'Humanité : *Ducoloné (Guy)* (p. 6497, 6499).

Loi d'exception (groupe Hersant) : *d'Ornano (Michel)* (p. 6488) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 6500, 6503).

« Loi des longs couteaux » : *Vivien (Robert-André)* (p. 6501, 6504).

Loi du 29 juillet 1881 : *d'Ornano (Michel)* (p. 6491) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 6498) ; *Dumas (Roland)* (p. 6507).

Monopole du Gouvernement sur l'information : *d'Ornano (Michel)* (p. 6489) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 6496) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 6502, 6503).

« Nouvelle citoyenneté » : *Mauroy (Pierre)* (p. 6496, 6497).

Ordonnance du 26 août 1944 : *Mauroy (Pierre)* (p. 6491, 6492, 6493) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 6498) ; *Dumas (Roland)* (p. 6507).

Presse écrite (affaiblissement de la —) : *d'Ornano (Michel)* (p. 6489) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 6498).

Principe de la liberté de la presse : *Ducoloné (Guy)* (p. 6497) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 6500).

Projet de loi « Lecat » : *Mauroy (Pierre)* (p. 6494, 6495).

Radios libres : *Mauroy (Pierre)* (p. 6496) ; *Dumas (Roland)* (p. 6508).

Rapport Vedel : *Mauroy (Pierre)* (p. 6494) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 6502) ; *Dumas (Roland)* (p. 6506).

Situation à l'étranger en matière de presse : *d'Ornano (Michel)* (p. 6490) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 6493).

Transparence financière des entreprises de presse : *Dumas (Roland)* (p. 6506).

Urgence du débat (critique de l'—) : *d'Ornano (Michel)* (p. 6490) ; Vivien (Robert-André) (p. 6501, 6502).

Explications de vote.

Aides à la presse : *Toubon (Jacques)* (p. 6512).

Associations (projet de loi de 1972) ; *Bellon (André)* (p. 6513).

Commission pour la pluralisme de la presse : *Mestre (Philippe)* (p. 6510, 6511).

Emploi dans la presse : *Mestre (Philippe)* (p. 6509).

Inconstitutionnalité de ce projet : *Toubon (Jacques)* (p. 6512).

Loi d'exception (groupe Hersant) : *Mestre (Philippe)* (p. 6509, 6510).

Transparence des entreprises de presse : *Mestre (Philippe)* (p. 6510).

Urgence du débat : *Mestre (Philippe)* (p. 6511).
Vote favorable du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 6512).
Vote hostile du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 6513).
Vote hostile du groupe socialiste : *Bellon (André)* (p. 6513).
Rejet de la motion de censure au scrutin public (p. 6513).

MOTIONS DE RENVOI EN COMMISSION

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* **5**.
Plan **4**.

MOTOBECANE

Voir *Questions au Gouvernement* **519**.

MOTO STANDARD

Voir *Questions au Gouvernement* **537**.

MOTOS

Industrie du cycle et du motocycle.

Voir *Questions au Gouvernement* **519**.

MOULIN (Jean)

Déclaration de Maître Vergès.

Voir *Questions au Gouvernement* **740**.

MOZAMBIQUE

Voir *Questions au Gouvernement* **814**.

MUNDAT (forêt du —)

Voir *Politique extérieure* **8**.

MUSEE DES SCIENCES, DES TECHNIQUES ET DE L'INDUSTRIE DE LA VILLETTE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), culture.
Lois de finances **7** (deuxième partie), industrie et recherche : Energie.

MUSEE D'ORSAY

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), culture.

MUSIQUE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), culture.

MUSULMANS

Aides aux Français —

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), affaires sociales et solidarité nationale.

MUTUALISME

Voir *Déclarations du Gouvernement* **7**.

Rôle de la mutualité.

Voir *Questions orales sans débat* **423**.

Subvention de cabinets dentaires mutualistes par la caisse nationale d'assurance maladie.

Voir *Questions orales sans débat* **409**.

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

2. — Projet de loi n° 1507 relatif à la **prorogation du mandat des délégués cantonaux et des membres des conseils d'administration des caisses de mutualité sociale agricole.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 18 mai 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Joseph Pinard (2 juin 1983). — Rapport n° **1568** (9 juin 1983). — Discussion le 20 juin 1983. — Adoption le 20 juin 1983. — Projet de loi n° **389**.

Sénat (première lecture), n° **404** (1982-1983), dépôt le 21 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Caiveau. — Rapport n° **435** (1982-1983) (23 juin 1983). — Discussion le 27 juin 1983. — Adoption le 27 juin 1983. — Projet de loi n° **161** (1982-1983).

Loi n° 83-559 du 1er juillet 1983, publiée au *J.O.* du 2 juillet 1983 (p. 2011).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 juin 1983] (p. 2818).

Chambres d'agriculture (élection aux —) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 2821) ; *Rocard (Michel)* (p. 2822).

Charges sociales (poids des — dans l'agriculture) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 2821).

Concertation en vue d'une réforme de la mutualité sociale agricole (M.S.A.) : *Rocard (Michel)* (p. 2821).

Délégués locaux et cantonaux (rôle des —) : *Couillet (Michel)* (p. 2819).

Historique du régime de la M.S.A. : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 2819-2820).

Prorogation des mandats des délégués cantonaux et des membres des conseils d'administration des caisses et du conseil central de la M.S.A. : *Pinard (Joseph)* (p. 2818) ; *Couillet (Michel)* (p. 2819) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 2821).

Représentation des salariés agricoles : *Pinard (Joseph)* (p. 2818) ; *Couillet (Michel)* (p. 2819) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 2820) ; *Rocard (Michel)* (p. 2821).

Structures du régime de la M.S.A. : *Pinard (Joseph)* (p. 2818-2819) ; *Rocard (Michel)* (p. 2821-2822).

Unité de la M.S.A. : *Rocard (Michel)* (p. 2822).

Discussion de l'article unique [20 juin 1983] (p. 2822).

Article unique *(prorogation des mandats des délégués cantonaux et des membres des conseils d'administration des caisses et du conseil central de la mutualité sociale agricole jusqu'au 31 décembre 1984)* (p. 2822).

Adoption de l'article unique (p. 2822).

3. — Projet de loi n° 1759 modifiant certaines dispositions du **code rural** relatives aux **caisses de mutualité sociale agricole.** — *Sénat* (première lecture), n° **502** (1982-1983), dépôt le 14 septembre 1983 (rattaché pour ordre à la séance du 7 juillet 1983) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Caiveau. — Rapport n° **21** (1983-1984) (13 octobre 1983). — Discussion le 18 octobre 1983. — Adoption le 18 octobre 1983. — Projet de loi n° **1** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1759**, dépôt le 19 octobre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean Beaufort (10 novembre 1983). — Rapport n° **1816** (17 novembre 1983). — Discussion le 22 novembre 1983. — Adoption le 22 novembre 1983. — Projet de loi n° **459**.

Sénat (deuxième lecture), n° **69** (1983-1984), dépôt le 23 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Caiveau. — Rapport n° **108** (1983-1984) (7 décembre 1983). — Discussion le 12 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 12 décembre 1983. — Projet de loi n° **32** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1882**, dépôt le 13 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean Beaufort. — Rapport n° **1892** (15 décembre 1983). — Discussion le 19 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 19 décembre 1983. — Projet de loi n° **507**.

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 20 décembre 1983] (p. 3662).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean Beaufort. — Rapport n° **1908** (20 décembre 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Louis Caiveau. — Rapport n° **156** (1983-1984) (20 décembre 1983) la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1917**, dépôt le 20 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean Beaufort. — Rapport n° **1918** (20 décembre 1983). — Discussion le 20 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 20 décembre 1983. — Projet de loi n° **517**.

Sénat (troisième lecture), n° **167** (1983-1984), dépôt le 21 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Caiveau. — Rapport n° **169** (1983-1984) (21 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **67** (1983-1984).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **1941**, dépôt le 21 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean Beaufort. — Rapport n° **1942** (21 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption définitive le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **526**.

Loi n° 84-1 du 2 janvier 1984, publiée au *J.O.* du 3 janvier 1984 (p. 134).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [22 novembre 1983] (p. 5546).

Associations familiales rurales : *Pinard (Joseph)* (p. 5548).

Banalisation de la M.S.A. : *Godfrain (Jacques)* (p. 5550) ; *Rocard (Michel)* (p. 5552).

Comité de protection sociale : *Beaufort (Jean)* (p. 5547) ; *Couillet (Michel)* (p. 5549) ; *Brune (Alain)* (p. 5551) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 5551) ; *Rocard (Michel)* (p. 5553).

Concertation ayant précédée l'élaboration du présent projet de loi : *Beaufort (Jean)* (p. 5546) ; *Rocard (Michel)* (p. 5552).

Conseils d'administration : *Beaufort (Jean)* (p. 5547) ; *Pinard (Joseph)* (p. 5549) ; *Rocard (Michel)* (p. 5553).

Frais de campagne électorale : *Beaufort (Jean)* (p. 5548) ; *Sapin (Michel)* (p. 5551) ; *Rocard (Michel)* (p. 5552).

Modification du texte par le Sénat : *Beaufort (Jean)* (p. 5546) ; *Pinard (Joseph)* (p. 5548) ; *Couillet (Michel)* (p. 5549) ; *Brune (Alain)* (p. 5550) ; *Rocard (Michel)* (p. 5553).

Monopole syndical de présentation des listes : *Beaufort (Jean)* (p. 5547) ; *Brocard (Jean)* (p. 5549) ; *Couillet (Michel)* (p. 5549) ; *(Brune (Alain)* (p. 5550) ; *Rocard (Michel)* (p. 5552-5553).

Obligation d'assurance : *Pinard (Joseph)* (p. 5546).

Représentation proportionnelle : *Beaufort (Jean)* (p. 5547) ; *Pinard (Joseph)* (p. 5549) ; *Brocard (Jean)* (p. 5549) ; *Couillet (Michel)* (p. 5549) ; Brune (Alain) (p. 5550) ; *Rocard (Michel)* (p. 5552).

Salariés agricoles (représentation des —) : *Beaufort (Jean)* (p. 5546) ; *Pinard (Joseph)* (p. 5548) ; *Brocard (Jean)* (p. 5549) ; *Brune (Alain)* (p. 5550) ; *Sapin (Michel)* (p. 5551) ; *Rocard (Michel)* (p. 5552, 5553).

Vaccin contre la grippe : *Couillet (Michel)* (p. 5550) ; *Rocard (Michel)* (p. 5553).

Discussion des articles [22 novembre 1983] (p. 5554).

Article 1er *(élections, composition et fonctionnement des assemblées générales et des conseils d'administration)* (p. 5554, 5555) ; pouvoir des salariés agricoles sur les décisions les concernant ; problème de la santé des salariés agricoles ; accidents du travail et maladies professionnelles ; prévention ; médecine du travail en matière agricole ; présence des représentants des salariés dans les conseils d'administration (p. 5556).

Article 1005 du code rural *(élections des délégués communaux et des non salariés)* : amendement n° 30 du Gouvernement (réunion de plusieurs communes pour former une circonscription électorale) ; sous-amendement n° 32 de M. Jean Beaufort, à titre personnel (référence aux représentants de l'Etat dans le département) ; amendement n° 22 de M. Jean-Louis Masson (nombre d'électeurs inférieur à 20) : non soutenu ; problème de la fixation des seuils (p. 5557) ; sous-amendement oral de M. Michel Couillet (fixation du seuil à 100 électeurs) : retiré, sous-amendement n° 32 adopté ; amendement n° 30, ainsi modifié, adopté ; en conséquence, les amendements n° 1 et 2 de la commission deviennent sans objet.

Article 1006 du code rural *(élection des délégués cantonaux des non salariés)* : amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 1007 du code rural *(élection des délégués cantonaux des salariés)* : amendement n° 4 de la commission (procédure de regroupement de deux ou plusieurs cantons) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (monopole syndical de présentation des listes) ; amendement n° 31 du Gouvernement (même objet) ; cas des salariés des exploitations agricoles effectuant des travaux pénibles, le plus souvent non syndiqués (p. 5558) ; amendement n° 5 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 31 devient sans objet.

Article 1009 du code rural *(composition des conseils d'administration des caisses départementales)* : amendement n° 6 de la commission (précisant que le conseil d'administration de la M.S.A. comprend 25 membres) ; sous-amendement n° 25 du Gouvernement (de précision) ; représentation des familles ; sous-amendement adopté ; amendement n° 6, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 7 de la commission (représentation des familles) (p. 5559) ; adopté ; amendement n° 8 de la commission (représentation des personnels de la caisse de la M.S.A.) ; lois Auroux ; adopté ; amendement n° 9 de la commission (référence à l'administrateur représentant des familles) (p. 5560) ; adopté ; amendement n° 10 de la commission (même objet) : adopté.

Article 1011 du code rural *(composition du conseil central d'administration de la mutualité sociale agricole)* ; amendement n° 11 de la commission (portant de 26 à 25 membres l'effectif de ce conseil) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (représentation des familles) ; sous-amendement n° 24 du Gouvernement (précisant que le salarié et le non salarié membres du conseil d'administration relèvent de l'institution « mutualité sociale agricole ») ; adopté ; amendement n° 12, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 13 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (composition du comité central de la protection sociale des salariés agricoles) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (composition du comité central de la protection sociale des non salariés agricoles) : adopté (p. 5561).

Article 1012 du code rural *(pouvoirs et fonctionnement des conseils d'administration)* : amendement n° 29 du Gouvernement (modifiant la rédaction de cet article) ; notion d'avis conforme donné par le comité de la protection sociale des salariés ; dépenses relatives à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles ; adopté après rectification ; amendement n° 16 de la commission (dépenses relatives à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 5562) ; devenu sans objet.

Article 1013 du code rural *(action sanitaire et sociale, institution d'un comité paritaire)* : amendement n° 28 du Gouvernement (avis donné par le comité paritaire d'action sanitaire et sociale) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (consultation des comités) : devenu sans objet.

Article 1014 du code rural *(conditions d'électorat)* : amendement n° 18 de la commission (droit de vote des personnes de nationalité étrangère) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (de conséquence) : adopté.

Article 1015 du code rural *(conditions d'éligibilité)* : amendement n° 20 de la commission (possibilité pour les étrangers d'être éligibles) : adopté.

Article 1019 du code rural *(opérations électorales)* : amendement n° 27 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 23 de M. Jean-Louis Masson (exception au monopole syndical de présentation des candidatures) : non soutenu (p. 5563)

Article 1022 du code rural *(exercice du mandat d'administrateur)* : amendement n° 33 de M. Jacques Godrain soutenu par M. Maurice Dousset (remboursement des frais de déplacement et de séjour) : rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2, supprimé par le Sénat : amendement n° 25 du Gouvernement (précisant que les conseils d'administration des caisses de réassurances mutuelles agricoles sont élus pour six ans) : adopté ;

— en conséquence, l'article 2 est ainsi rétabli.

Article 3 *(coordination)* : adopté.

Article 4 *(prorogation des mandats des délégués jusqu'à l'application de la présente loi)* : adopté.

Article 5 *(coordination)* : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 21 de la commission (de coordination) : adopté (p. 5564).

Explications de vote (p. 5564).

Monopole syndical : *Dousset (Maurice)* (p. 5565).

Représentation des familles : *Dousset (Maurice)* (p. 5564) ; *Rocard (Michel)* (p. 5565).

Spécificité du régime de la M.S.A. : *Dousset (Maurice)* (p. 5564).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 5565).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [19 décembre 1983] (p. 6774).

Comités de la protection sociale : *Souchon (René)* (p. 6775).

Monopole syndical : *Coffineau (Michel)* (p. 6774) ; *Souchon (René)* (p. 6775).

Représentation du personnel des caisses : *Coffineau (Michel)* (p. 6774).

Travailleurs étrangers : *Coffineau (Michel)* (p. 6774) ; *Souchon (René)* (p. 6775).

Discussion des articles [19 décembre 1983] (p. 6775).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (supprimant la référence au canton dans l'article 1005 du code rural) : amendement n° 2 de la commission (cas où la circonscription électorale est le canton) ; amendement n° 3 de la commission (suppression du dernier alinéa de l'article 1006 du code rural) ; délégués communaux ; départements défavorisés ; amendement n° 1 : adopté ; cantons ; amendements n° 2 et n° 3 : rejetés ; amendement n° 4 de la commission (présentation des listes par les organisations syndicales) ; principe du monopole syndical (p. 6776) ; adopté ; amendement n° 5 de la commission (représentants du personnel) : adopté ; amendement n° 10 de M. Michel Coffineau (représentants du personnel de la caisse de mutualité sociale agricole) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (représentants du personnel de la caisse de mutualité sociale agricole siégeant avec voix consultative) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (objets des délibérations du conseil d'administration) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (conditions requises pour être électeur) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (nécessité de jouir des droits civiques pour être électeur) : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6777).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [20 décembre 1983] (p. 6873).

Echec de la commission mixte paritaire : *Beaufort (Jean)* (p. 6873).

Monopole syndical : *Beaufort (Jean)* (p. 6873).

Texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture : article 1er (p. 6873, 6874) : adopté (p. 6874).

Explications de vote (p. 6875).

Monopole syndical : *Perrut (Francisque)* (p. 6875) ; *Beaufort (Jean)* (p. 6875).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Perrut (Francisque)* (p. 6875).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6875).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [21 décembre 1983] (p. 6945).

Monopole syndical de présentation des listes de salariés : *Bartolone (Claude)* (p. 6945).

Dernier texte adopté par l'Assemblée Nationale (p. 6945 à 6947).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6947).

Problèmes de trésorerie.

Voir *Questions au Gouvernement* **694**.

MYTILICULTURE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), mer.

N

NAMIBIE

Voir *Questions au Gouvernement* **789**.

NATIONALISATIONS

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9**.
Entreprises publiques **3**.
Plan **4**.

NATIONALITE FRANÇAISE

Voir *Français : nationalité* **8**.

NATURALISATION

Voir *Français : nationalité* **7, 9, 10**.

NAVIRES

Voir *Poissons et produits d'eau douce et de la mer* **1**.

NEUVES-MAISONS (aciérie de —)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9**.

NICARAGUA

Voir *Questions orales sans débat* **383**.

Menaces de déstabilisation au —.

Voir *Questions au Gouvernement* **760**.

NORD-PAS DE CALAIS

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9**.

Problèmes industriels dans le Valenciennois.

Voir *Questions au Gouvernement* **564**.

Situation de l'habitat minier.

Voir *Questions au Gouvernement* **553**.

NORMALISATION

Voir *Plan* **5**.

NOUVELLE CALEDONIE

2. — Projet de loi n° 1379 portant **ratification des ordonnances** relatives au territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation chargé des départements et territoires d'outre-mer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Suchod (7 avril 1983).

3. — Projet de loi n° 1572 portant **intégration de certaines catégories de personnels** en fonction dans les établissements d'enseignement secondaire ou dans les services administratifs du vice-rectorat de **Nouvelle-Calédonie** et dépendances dans les corps de fonctionnaires de l'Etat. — *Sénat* (première lecture), n° **208** (1982-1983), dépôt le 6 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Adrien Gouteyron. — Rapport n° **373** (1982-1983) (8 juin 1983). — Discussion le 9 juin 1983. — Adoption le 9 juin 1983. — Projet de loi n° **128** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1572**, dépôt le 10 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Pierre Ortet (16 juin 1983). — Rapport n° **1609** (22 juin 1983). — Discussion le 27 juin 1983. — Adoption le 27 juin 1983. — Projet de loi n° **412**.

Loi n° 83-562 du 1er juillet 1983, publiée au *J.O.* du 2 juillet 1983 (p. 2011).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [27 juin 1983] (p. 3263).

Amélioration des carrières : *Savary (Alain)* (p. 3264).

Champ d'application du projet de loi : *Ortet (Pierre)* (p. 3264).

Enseignement du second degré : *Ortet (Pierre)* (p. 3263) ; *Pidjot (Roch)* (p. 3264) ; *Lauriol (Marc)* (p. 3264).

Mécanisme de l'intégration des personnels titularisés : *Ortet (Pierre)* (p. 3264).

Mobilité des agents titularisés de Nouvelle-Calédonie : *Ortet (Pierre)* (p. 3264) ; *Pidjot (Roch)* (p. 3264) ; *Savary (Alain)* (p. 3264-3265).

Discussion des articles [27 juin 1983] (p. 3263).

Article 1er *(possibilité pour les personnels ouvriers de service et de laboratoire de demander leur intégration dans les corps de fonctionnaires du ministère de l'éducation nationale)* : adopté.

Article 2 *(point de départ des intégrations à la date de promulgation de la loi)* : adopté.

Article 3 *(inamovibilité des agents de Nouvelle-Calédonie intégrés dans les corps du ministère de l'éducation nationale)* : adopté (p. 3265).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3265).

4. — Projet de loi n° 1597 portant approbation d'une **convention fiscale** avec le territoire d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie et des dépendances. — *Sénat* (première lecture), n° **369** (1982-1983), dépôt le 7 juin 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **381** (1982-1983) (8 juin 1983). — Discussion le 16 juin 1983. — Adoption le 16 juin 1983. — Projet de loi n° **143** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1597**, dépôt le 17 juin 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan. — Rapporteur : M. Raymond Douyère (23 juin 1983). — Rapport n° **1655** (28 juin 1983). — Discussion le 28 juin 1983. — Adoption le 28 juin 1983. — Projet de loi n° **424**.

Saisine du Conseil Constitutionnel, (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 19 juillet 1983 (*J.O.* du 21 juillet 1983) (p. 2251).

Loi n° 83.676 du 26 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 27 juillet 1983 (p. 2332) Rectificatif (*J.O.* du 6 octobre 1983) (p. 2987).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [28 juin 1983] (p. 3324).

Aggravation de l'imposition en Nouvelle Calédonie : *Julia (Didier)* (p. 3326-3327).

Application dans le temps de cette convention : *Julia (Didier)* (p. 3327).

Contribuables retraités : *Emmanuelli (Henri)* (p. 2236) ; *Julia (Didier)* (p. 3326-3327).

Création de l'I.R.P.P. en Nouvelle Calédonie depuis 1982 : *Emmanuelli (Henri)* (p. 3325) ; *Julia (Didier)* (p. 3326).

Elimination de la double imposition : *Douyère (Raymond)* (p. 3324) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3325) ; *Pidjot (Roch)* (p. 3326).

Evasion fiscale (lutte contre l'—) : *Douyère (Raymond)* (p. 3324) ; *Pidjot (Roch)* (p. 3325).

Nickel (exploitation du —) : *Douyère (Raymond)* (p. 3324) ; *Pidjot (Roch)* (p. 3326).

Procédure conventionnelle : *Douyère (Raymond)* (p. 3325) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 3325) ; *Julia (Didier)* (p. 3326).

Régime fiscal calédonien : *Douyère (Raymond)* (p. 3324-3325) ; *Pidjot (Roch)* (p. 3325).

Retenue à la source : *Douyère (Raymond)* (p. 3324) ; *Julia (Didier)* (p. 3327).

Discussion de l'article unique [28 juin 1983] (p. 3327).

Article unique : amendement n° 1 de M. Raymond Douyère (remplaçant dans l'article 9, 8, 6 les mots « crédits d'impôts » par les mots « avoir fiscal ») ; notion de crédits d'impôts ; retiré ; amendement n° 2 de M. Raymond Douyère (p. 3332) ; (rédactionnel) : retiré.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3333).

5. — Projet de loi n° 1761 portant homologation des **dispositions pénales** de deux délibérations de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. — *Sénat* (première lecture), n° **372** (1982-1983), dépôt le 7 juin 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Louis Virapoullé. — Rapport n° **25** (1983-1984) (20 octobre 1983). — Discussion le 20 octobre 1983. — Adoption le 20 octobre 1983. — Projet de loi n° **2** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1761**, dépôt le 21 octobre 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Joseph Menga (27 octobre 1983). — Rapport n° **1786** (10 novembre 1983). — Discussion le 24 novembre 1983. — Adoption le 24 novembre 1983. — Projet de loi n° **465**.

Loi n° 83.1047 du 8 décembre 1983, publiée au *J.O.* du 9 décembre 1983 (p. 3551).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 novembre 1983] (p. 5655).

Accidents de la route (répression des infractions) : *Menga (Joseph)* (p. 5655) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5656) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5656).

Aires de protection de l'environnement : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5656).

Nouvelle-Calédonie (problème de l'indépendance) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5656) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5656).

Peines contraventionnelles (pouvoir de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie) : *Menga (Joseph)* (p. 5655) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5655).

Discussion de l'article unique (p. 5657).

Article unique *(homologation des délibérations, 185 du 12 avril 1979 et 108 du 9 mai 1980, en matière pénale, de l'assemblée territoriale de la Nouvelle Calédonie)* ; nouveau statut de la Nouvelle Calédonie ; autonomie interne ; adopté (p. 5657).

Voir *Justice* **10**.

Avenir politique de la —

Voir *Questions au Gouvernement* **761, 793**.

NUCLEAIRE

Voir *Energie nucléaire.*
Essais atomiques.

O

OBJECTEURS DE CONSCIENCE

Voir *Service national.*

OCTROI DE MER

Voir *Départements d'outre mer* **7**.

OFFICE NATIONAL D'INFORMATION SUR LES ENSEIGNEMENTS ET LES PROFESSIONS (O.N.I.S.E.P.)

Transfert des services de l'—

Voir *Questions au Gouvernement* **621**.

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), budgets annexes de l'imprimerie nationale et des monnaies et médailles, comptes spéciaux du trésor, taxes parafiscales.

OFFICES DES FRUITS ET LEGUMES

Voir *Questions au Gouvernement* **692.**

OPERA DE PARIS

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), culture.

OPERA POPULAIRE DE LA BASTILLE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), culture.

OPPOSITION (rôle de l'—)

Voir *Questions au Gouvernement* **656.**

ORDONNANCES

3. — Proposition de loi constitutionnelle n° 1949 tendant à compléter les dispositions de l'**article 38 de la Constitution.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1983 par M. Gilbert Gantier. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires* **11.**

Chômage : indemnisation **5.**

ORDRE DU JOUR

Modification de l'ordre du jour prioritaire : *M. Labarrère (André)* [19 avril 1983] (p. 344).

Modification de l'ordre du jour prioritaire : *M. Labarrère (André)* [5 mai 1983] (p. 897).

Modification de l'ordre du jour prioritaire : *M. Le Pors (Anicet)* [9 mai 1983] (p. 951).

Modification de l'ordre du jour prioritaire : *M. Hernu (Charles)* [16 mai 1983] (p. 1074).

Modification de l'ordre du jour : *M. Labarrère (André)* [18 mai 1983] (p. 1152) : report de l'examen du projet de loi sur les sociétés d'économie mixte locales.

Inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi tendant à organiser une souscription nationale en faveur de la Polynésie française : Massot (François), vice-président [2 juin 1983] (p. 1940) ; *M. Savary (Alain)* (p. 1940-1941).

Modification de l'ordre du jour : *M. Labarrère (André)* [3 juin 1983] (p. 2003).

Modification de l'ordre du jour : *Labarrère (André)* [22 juin 1983] (p. 2990).

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**

ORDRE DU MERITE CULTUREL ET SPORTIF

Voir *Décorations* **8.**

ORDRE PUBLIC

3. — Proposition de loi n° 816 tendant à la **dissolution des milices patronales.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Discussion le 13 avril 1983.

Voir *Police privée,* **1.**

4. — Proposition de loi n° 1359 tendant à **réprimer l'incitation au suicide.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Pascal Clément (14 avril 1983).

5. — Proposition de loi n° 1570 tendant à **réprimer l'incitation et l'aide au suicide.** — *Sénat* (première lecture), n° **339** (1982-1983), dépôt le 24 mai 1983 par M. Etienne Dailly et plusieurs de ses collègues.. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Etienne Dailly. — Rapport n° **359** (1982-1983) (2 juin 1983). — Discussion le 9 juin 1983. — Adoption le 9 juin 1983. — Proposition de loi n° **134** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1570,** dépôt le 9 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (23 juin 1983).

6. — Proposition de résolution n° 1733 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les très graves **carences dans la protection des élus de l'opposition à Sarcelles** et sur les **responsabilités du ministre de l'intérieur** dans cette inadmissible défaillance du service d'ordre. — Dépôt à l'Assemblée nationale le 5 octobre 1983, par M. Georges Mesmin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (3 novembre 1983). — **n° 1802** (16 novembre 1983).

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* **5.**

Insécurité.

Voir *Justice* **15.**

Lois de finances **7** (deuxième partie), intérieur et décentralisation.

Plan **5.**

Police privée **1, 2.**

Procédure pénale **3.**

ORDRES PROFESSIONNELS

Ordre des médecins.

Voir *Questions au Gouvernement* **800.**

ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE (O.L.P.)

Voir *Questions au Gouvernement* **724, 729.**

ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD (O.T.A.N.)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**

ORGANISME NATIONAL DE LA SECURITE ROUTIERE (O.N.S.E.R.)

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), transports.

OSTEOPATHES

Voir *Professions et activités paramédicales* **6.**

OSTREICULTURE

Création de parcs ostréicoles.

Voir *Questions au Gouvernement* **634.**

P

PACIFISME

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), défense et budget annexe des essences ; relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Motions de censure **10.**

Questions orales sans débat **436.**

PALESTINIENS

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**

Lois de finances **7** (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Questions au Gouvernement **724.**

Conférence de l'UNESCO sur la Palestine.

Voir *Questions au Gouvernement* **569.**

PANAMA

Voir *Traités et conventions* **90.**

PAPIERS ET CARTONS

1. — Rapport d'information n° 1577 déposé en application de l'article 145 du Règlement, sur l'**industrie française du papier-carton** par M. André Soury au nom de la commission de la production et des échanges [10 juin 1983].

PARCS NATURELS NATIONAUX ET REGIONAUX

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Environnement et qualité de la vie.

PARIS

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **16.**

Avenue Charles de Gaulle et prolongement de la ligne de métro n° 1.

Voir *Questions au Gouvernement* **589.**

Circulation dans la zone du Musée du XIXe siècle.

Voir *Questions orales sans débat* **391.**

Desserte du XIIIe par la R.A.T.P.

Voir *Questions orales sans débat* **475.**

Immeuble de la rue Béranger.

Voir *Questions orales sans débat* **400.**

Indemnisation des victimes d'attentats à —

Voir *Questions orales sans débat* **392.**

Terrain inoccupé à Paris.

Voir *Questions orales sans débat* **377.**

PARLEMENT

9. — Proposition de loi n° 819 portant création d'une **office parlementaire pour l'évaluation des choix scientifiques et technologiques.**

— *Assemblée nationale* (deuxième lecture), n° **1204.** — Rapporteur : M. Robert Chapuis. — Rapport n° **1481** (10 mai 1983). — Discussion le 10 mai 1983. — Adoption avec modifications le 10 mai 1983. — Nouveau titre : « Proposition de loi portant création d'une délégation parlementaire dénommée office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ». — Proposition de loi n° **354.**

Sénat (deuxième lecture), n° **310** (1982-1983), dépôt le 11 mai 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Jean-Marie Rausch. — Rapport n° **376** (1982-1983) (8 juin 1983). — Discussion le 16 juin 1983. — Adoption avec modifications le 16 juin 1983. — Projet de loi n° **142** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1595**, dépôt le 16 juin 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Robert Chapuis. — Rapport n° **1599** (21 juin 1983). — Discussion le 28 juin 1983. — Adoption définitive le 28 juin 1983. — Proposition de loi n° **422.**

Loi n° 83-609 du 8 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 9 juillet 1983 (p. 2125).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [10 mai 1983] (p. 998).

Composition et saisine de la délégation : *Chapuis (Robert)* (p. 998) ; *Labarrère (André)* (p. 999) ; *Le Baill (Georges)* (p. 999) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 1000).

Pollution du Rhin : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 1000).

Publication des travaux de la délégation : *Chapuis (Robert)* (p. 999) ; *Le Baill (Georges)* (p. 1000).

Rôle de la délégation parlementaire : *Chapuis (Robert)* (p. 998) ; *Labarrère (André)* (p. 999) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 1000).

Titre de la proposition de loi : *Chapuis (Robert)* (p. 998).

Discussion des articles [10 mai 1983] (p. 1001).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (dénomination de la délégation et finalité de celle-ci) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (représentation proportionnelle des groupes politiques) (p. 1001) ; composition de la délégation parlementaire et mode de désignation ; exemple de l'office américain d'évaluation technologique ; nécessité d'équilibrer le nombre des représentants de la majorité et de l'opposition ; adopté ; amendement n° 3 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (précisant que la délégation est assistée d'un comité consultatif) (p. 1002) ; rôle du comité consultatif : adopté ; amendement n° 5 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (saisine de la délégation par l'intermédiaire du bureau de l'Assemblée à la demande d'un président de groupe) : adopté ; amendement n° 7 de la commission (saisine du conseil scientifique et du comité consultatif) (p. 1003) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (pouvoir d'enquête de la délégation) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (communication des travaux et des observations de la délégation) (p. 1004) ; refus de la confidentialité proposée par le Sénat : adopté ; amendement n° 10 de la commission (dépenses afférentes au fonctionnement de la délégation) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 : adopté.

Titre : amendement n° 11 de la commission (modifiant le titre de la proposition de loi « office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ») : adopté ;

— en conséquence, le titre de la proposition de loi est ainsi modifié (p. 1005).

Explications de vote.

Renforcement de l'efficacité du contrôle parlementaire sur les décisions de l'exécutif : *Bassinet (Philippe)* (p. 1006).

Vote positif du groupe socialiste : *Bassinet (Philippe)* (p. 1006).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1006).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [28 juin 1983] (p. 3312).

Caractère de délégation parlementaire de cet office : *Chapuis (Robert)* (p. 3312).

Importance des choix scientifiques et technologiques pour l'avenir de la société : *Chapuis (Robert)* (p. 3312).

Initiative parlementaire pour créer cet office : *Chapuis (Robert)* (p. 3312) ; *Labarrère (André)* (p. 3313).

Rôle de cet office : *Chapuis (Robert)* (p. 3312, 3313).

Discussion des articles [28 juin 1983] (p. 3313).

Article 1er : adopté.

Explications de vote.

Vote du texte par le groupe socialiste : *Bassinet (Philippe)* (p. 3313).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3313).

12. — Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement par M. Philippe Bassinet, au nom de la commission de la production et des échanges, sur l'**office d'évaluation des choix technologiques** auprès du **Congrès des Etats-Unis** (n° **1743**) [13 octobre 1983].

13. — Proposition de loi organique n° 1774 relative aux **parlementaires en mission.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 novembre 1983 par M. Gilbert Gantier. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

14. — Rapport d'information déposé par M. Christian Goux, en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la **recevabilité des amendements** au regard de l'article 40 de la Constitution et de la loi organique relative aux lois de finances **(n° 1922)** [20 décembre 1983].

Rôle du —

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**

PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS

Voir *Lois de finances* **7**, discussion générale.

PATRIMOINE ESTHETIQUE, ARCHEOLOGIQUE ET HISTORIQUE

3. — **Proposition de loi n° 1358** tendant à créer une caisse d'aide à **l'entretien des édifices culturels** dans chacun des départements de la Moselle, du Bas Rhin et du Haut Rhin. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jacques Toubon (21 avril 1983).

PATRONAT

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**
Motions de censure **10.**
Plan **4.**

PAUVRETE

« Nouveaux pauvres ».

Voir *Questions orales sans débat* **385.**

PAVILLONS DE COMPLAISANCE

Voir *Mer et littoral* **9.**

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.
Politique extérieure **9.**

Politique de coopération avec les —

Voir *Questions au Gouvernement* **623.**

PECHE

4. — **Proposition de loi n° 1369 sur la pêche sous-marine** . — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Michel Lambert (2 avril 1983).

5. — **Projet de loi n° 1536** relatif à la **pêche en eau douce** et à la gestion des **ressources piscicoles** . — *Sénat* (première lecture), n° **190** (1981-1982), dépôt le 24 février 1982, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Michel Chauty. — Rapport n° **308** (1982-1983) (11 mai 1983). — Discussion les 18 et 26 mai 1983. — Adoption le 26 mai 1983. — Projet de loi n° **118** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1536**, dépôt le 27 mai 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Georges Colin (31 mai 1983). — Rapport n° **1868** (6 décembre 1983). — Discussion le 13 décembre 1983. — Adoption le 13 décembre 1983. — Projet de loi n° **501.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [13 décembre 1983] (p. 6406).

Attitude de l'opposition : *Forni (Raymond)* (p. 6409).

Champ d'application du présent projet de loi : *Colin (Georges)* (p. 6406) ; *Birraux (Claude)* (p. 6411) ; *Gabarrou (Jean-Pierre)* (p. 6413).

Concertation ayant précédé l'élaboration du présent projet de loi : *Colin (Georges)* (p. 6406) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 6407).

Eaux closes en enclos piscicoles : *Colin (Georges)* (p. 6406) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 6407, 6419) ; *Corrèze (Roger)* (p. 6408) ; *Forni (Raymond)* (p. 6409, 6410) ; *Birraux (Claude)* (p. 6411) ; *Ravassard (Noël)* (p. 6416) ; *Valroff (Jean)* (p. 6417).

Mini-centrales hydrauliques : *Alaize (Jean-Marie)* (p. 6418).

Pêcheurs professionnels : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 6407) ; *Birraux (Claude)* (p. 6411) ; *Mazoin (Roland)* (p. 6412) ; *Lagorce (Pierre)* (p. 6414).

Police de la pêche et gardes-pêche : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6415) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6418).

Pollution (lutte contre la —) : *Colin (Georges)* (p. 6406) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 6407, 6420) ; *Corrèze (Roger)* (p. 6408) ; *Mazoin (Roland)* (p. 6412) ; *Gabarrou (Jean-Pierre)* (p. 6413) ; *Lagorce (Pierre)* (p. 6415) ; *Valroff (Jean)* (p. 6417) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6417 ; *Alaize (Jean-Marie)* (p. 6418) ; *Lassale (Roger)* (p. 6419).

Propriétaires (obligation des —) et droit de pêche des riverains : *Colin (Georges)* (p. 6406) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 6407, 6419) ; *Corrèze (Roger)* (p. 6408, 6409) ; *Forni (Raymond)* (p. 6410) ; *Mazoin (Roland)* (p. 6412, 6413) ; *Gabarrou (Jean-Pierre)* (p. 6413) ; *Foyer (Jean)* (p. 6416) ; *Valroff (Jean)* (p. 6417) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6418).

Ressources piscicoles (gestion et protection des —) : *Bouchardeau (Huguette)* (p. 6407, 6419) ; *Corrèze (Roger)* (p. 6408) ; *Forni (Raymond)* (p. 6410) ; *Mazoin (Roland)* (p. 6412) ; *Gabarrou (Jean-Pierre)* (p. 6413) ; *Foyer (Jean)* (p. 6415) ; *Lassale (Roger)* (p. 6419).

Simplification des nombreux articles du code rural : *Colin (Georges)* (p. 6406) ; *Forni (Raymond)* (p. 6410) ; *Birraux (Claude)* (p. 6410) ; *Gabarrou (Jean-Pierre)* (p. 6413).

Vie associative (importance et développement de la —) : *Colin (Georges)* (p. 6406) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 6407, 6420) ; *Corrèze (Roger)* (p. 6408) ; *Forni (Raymond)* (p. 6410) ; *Birraux (Claude)* (p. 6411) ; *Mazoin (Roland)* (p. 6412) ; *Gabarrou (Jean-Pierre)* (p. 6414) ; *Lagorce (Pierre)* (p. 6414) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6415) ; *Foyer (Jean)* (p. 6415) ; *Valroff (Jean)* (p. 6417) ; *Zeller (Adrien)* (p. 6417).

Discussion des articles [13 décembre 1983] (p. 6423, 6448).

Art. 1er (*modification des intitulés de certains chapitres du code rural*) : adopté.

Art. 2 (*principes de la préservation des milieux aquatiques et de la protection du patrimoine piscicole*) : adopté.

Art. 3 *et article 402 du code rural (adhésion obligatoire à une association agréée, taxe piscicole, dispenses)* ; amendement n° 138 de M. Claude Birraux (référence à la pêche dans les eaux libres) : non soutenu ; amendement n° 108 de M. Jean Rigaud (adhésion à la Fédération nationale des adjudicataires et permissionnaires de pêche aux engins et aux filets) : non soutenu ; amendement n° 134 de M. Pierre Lagorce (adhésion à une association agréée de pêcheurs aux engins et aux filets) ; problème des pêcheurs professionnels en eau douce (p. 6423) ; regroupement des pêcheurs en associations ; retiré ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Art. 3 bis (*sanctions applicables aux détenteurs de prises illégales*) ; amendement n° 2 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Art. 4 *(nouvelles dispositions du code rural applicables à la pêche en eau douce (p. 6424, 6425, 6426, 6427, 6428)* : participation des propriétaires riverains à la sauvegarde du patrimoine piscicole et à l'entretien des rivières ; mauvaise rédaction du présent projet de loi ; subventions accordées par les pouvoirs publics ; problèmes des salariés d'E.D.F. ayant à effectuer des vidanges ; pollutions éventuelles (p. 6429) ; gestion des bassins hydrographiques ; *article 402 du code rural* : amendement n° 160 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Michel Cointat (plans d'eau avec lesquels communiquent des ruisseaux « de façon permanente ») ; amendement n° 139 de M. Claude Birraux (exclusion du champ d'application de la présente loi des eaux closes) : rejetés ; *article n° 403 du code rural* : amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 6430) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (de précision) : adopté ; en conséquence les amendements n° 161 et n° 162 deviennent sans objet ; *article n° 404 du code rural* : amendement n° 5 de la commission (suppression d'une redondance) : adopté ; amendement n° 110 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Claude Birraux (distinction entre pêcheurs amateurs et pêcheurs professionnels) : rejeté ; *article n° 405 du code rural* : amendement n° 140 de M. Claude Birraux (frai du poisson et de l'alevin) : retiré ; *article n° 406 du code rural* : amendement n° 163 de M. Roger Corrèze (personnes ayant accidentellement provoqué une pollution) : rejeté ; amendement n° 6 de la commission (suppression d'une référence inutile) : adopté ; amendement n° 156 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Claude Birraux (abaissant de 2 000 F à 1 F la peine d'amende à laquelle peuvent être condamnés les auteurs de pollution) (p. 6431) ; amendement n° 155 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Claude Birraux (même objet) : rejetés ; amendement n° 7 de la commission (avis de l'inspecteur des installations classées) : adopté ; *article n° 407 du code rural* : amendement n° 157 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Claude Birraux (caractère non exhaustif d'une énumération) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (obligation générale d'autorisation administrative en matière de travaux de curage et de recalibrage) : adopté ; *Article 410 du code rural* : amendement

n° 9 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6432) ; amendement n° 164 de M. Roger Corrèze (cas des propriétaires de canaux d'amenée et de fuite) ; obligation de placer des grilles évitant la pénétration du poisson ; rejeté (p. 6433) ; amendement n° 11 de la commission (obligation de maintien d'un débit minimal) ; sous-amendement n° 197 de M. Michel Inchauspé (de correction) : rejeté ; amendement n° 11 : adopté ; amendement n° 12 de la commission (application de cet article aux ouvrages existants) ; amendement n° 13 de la commission (délai de cinq ans) ; sous-amendement n° 198 de M. Michel Inchauspé (délai de dix ans) ; amendement n° 158 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Claude Birraux (même objet) ; problème des débits réservés ; sous-amendement n° 198 : rejeté ; amendement n° 13 : adopté ; en conséquence l'amendement n° 158 devient sans objet. *Article 411 du code rural* : amendement n° 111 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression du délai de six mois donné aux conseils généraux pour rendre leur avis) ; procédure de classement des cours d'eaux (p. 6434) : rejeté ; amendement n° 14 de la commission (fixation de la liste des espèces migratrices de poissons) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (protection de l'environnement) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (mise en conformité dans un délai de trois ans) ; sous-amendement n° 167 de M. Roger Corrèze (de précision) ; sous-amendement : rejeté ; amendement n° 17 : adopté ; amendement n° 18 de la commission (validité des classements intervenus en application du code rural actuel) : adopté (p. 6435). *Article 413 du code rural* : amendement n° 19 de la commission (d'harmonisation) ; amendement n° 168 de M. Roger Corrèze (diminution des sanctions relatives à l'interdiction d'introduire certaines espèces) ; amendement n° 19 : adopté ; en conséquence l'amendement n° 168 devient sans objet ; amendement n° 112 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Germain Gengenwin (commercialisation des poissons dits nuisibles) : rejeté ; amendement n° 20 de la commission (référence au ministre chargé de la pêche en eau douce) : adopté ; amendement n° 113 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Claude Birraux (problèmes du réalevinage) : rejeté ; amendement n° 21 de la commission (pisciculture et aquaculture) : adopté (p. 6436) ; amendement n° 141 de M. Claude Birraux (producteurs de poissons d'étang) : rejeté ; amendement n° 22 de la commission (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté ; en conséquence l'amendement n° 165 de M. Roger Corrèze devient sans objet. *Article 415 du code rural* : amendement n° 114 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Germain Gengenwin (rôle des associations agréées de pêche et de pisciculture) : rejeté ; amendement n° 135 de M. Pierre Lagorce (de précision) : retiré ; amendement n° 115 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Germain Gengenwin (pêche aux engins et aux filets) : rejeté ; amendements identiques n° 136 de M. Pierre Lagorce et n° 145 de M. Jean-Pierre Pénicaut (référence à l'association agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets) : retirés (p. 6437) ; amendement n° 145 repris par M. Michel Inchauspé (obligation d'adhésion à une fédération départementale de pêcheurs) : amendement n° 145 : rejeté ; amendement n° 196 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 166 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Michel Inchauspé (représentation des propriétaires riverains dans les fédérations départementales) (p. 6438) : retiré ; amendement n° 146 de M. Jean-Pierre Pénicaut ; retiré ; amendement n° 23 de la commission (mise en valeur et surveillance du domaine piscicole départemental) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (attribution des fédérations départementales) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (même objet) ; amendement n° 26 de la commission (tutelle administrative sur les fédérations) : adopté. *Article 416 du code rural* : amendement n° 117 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Claude Birraux (suppression du texte proposé pour cet article) : rejeté ; amendement n° 137 de M. Pierre Lagorce (précisant que les pêcheurs professionnels sont seuls autorisés à vendre le produit de leur pêche) : devenu sans objet (p. 6439) ; amendement n° 175 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Michel Inchauspé (référence aux pêcheurs professionnels exerçant à temps complet, partiel ou de façon saisonnière) ; amendement n° 27 de la commission (même objet) ; amendement n° 142 de M. Claude Birraux (référence aux artisans pêcheurs) ; amendement n° 147 de M. Jean-Pierre Pénicaut (pêcheurs pluri-actifs) ; amendement n° 175 : retiré (p. 6440) ; amendements n° 142 et 147 : retirés ; amendement n° 27 : adopté ; amendement n° 143 de M. Claude Birraux (droits et obligations des artisans pêcheurs) : retiré ; amendement n° 28 de la commission (compétence des associations de pêcheurs professionnels) : adopté ; amendement n° 148 de M. Jean-Pierre Pénicaut (même objet) : retiré. *Après l'article 416 du code rural* : amendement n° 29 de la commission (instituant une commission chargée de donner un avis sur les questions relatives à la protection du milieu aquatique auprès de chaque bassin hydrographique) ; sous-amendement n° 127 de M. Michel Cointat (composition de cette commission) ; sous-amendement n° 169 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Michel Cointat (même objet) (p. 6441) ; sous-amendement n° 127 adopté après rectification ; en conséquence, le sous-amendement n° 169 devient sans objet ; amendement n° 29, ainsi modifié, adopté ; *Article 419 du code rural* : amendement n° 118 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Claude Birraux (manœuvres entre pêcheurs ou groupements de pêcheurs) : rejeté. *Article 421 du code rural* : amendement n° 30 de la commission (droit de pêche des propriétaires riverains d'un cours d'eau ou d'un canal) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (même objet) ; amendement n° 32 de la commission (droit de pêche des propriétaires de plans d'eau) : adopté. *Article 422 du code rural* : amendement n° 33 de la commission (distinction entre le propriétaire du fonds et le propriétaire du droit de pêche) : adopté ; amendement n° 34 de la commission (travaux d'entretien des berges et du lit du cours d'eau) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (partage de l'exercice du droit de pêche entre le propriétaire et une association) ; sous-amendement n° 128 de M. Michel Cointat (accord avec le propriétaire riverain) (p. 6442) ; sous-amendement n° 200 du Gouvernement (de précision) : adopté ; sous-amendement n° 128 : rejeté ; amendement n° 35, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 119 de M. Jean Rigaud (de précision) : devenu sans objet ; *Article 423 du code rural* : amendement n° 176 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Michel Cointat (suppression du texte proposé pour cet article) : rejeté ; amendement n° 36 de la commission (précisant que l'exercice d'un droit de pêche emporte l'obligation de gestion des ressources piscicoles) (p. 6443) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (établissement d'un plan de gestion) : adopté ; amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 117 de M. Roger Corrèze (travaux nécessaires à l'entretien des ressources piscicoles) : rejeté ; amendement n° 39 de la commission (suppression du second alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 6444). *Article 424 du code rural* : amendement n° 178 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Michel Cointat (partage du droit de pêche en cas d'appel à des fonds publics de la part du propriétaire riverain) ; amendement n° 40 de la commission (même objet) ; sous-amendement n° 129 de M. Michel Cointat (de précision) ; sous-amendement n° 199 de la commission (référence à un propriétaire riverain) ; sous-amendement n° 201 du Gouvernement (de coordination) ; sous-amendement n° 171 de M. Jean Foyer soutenu par M. Roger Corrèze (droit de pêche du propriétaire) ; sous-amendements identiques n° 130 de M. Michel Cointat et n° 170 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Michel Cointat (droit de pêche exercé pendant une durée maximale de dix ans) ; sous-amendement n° 131 de M. Michel Cointat (de précision) (p. 6453) ; travaux d'entretien légers incombant au propriétaire riverain ; sous-amendement n° 129 et 199 : rejetés ; sous-amendement n° 201 : adopté ; sous-amendement n° 171 : rejeté (p. 6454) ; sous-amendements n° 130 et n° 170 : rejetés ; droit de clore et droit de passage ; sous-amendement n° 131 : retiré ; amendement n° 40, ainsi modifié, adopté ; en conséquence les amendements n° 120 de M. Jean Rigaud et n° 99 de M. Michel Cointat deviennent sans objet ; amendements identiques n° 41 de la commission et n° 100 de M. Michel Cointat (suppression de l'énumération relative à l'origine des fonds publics) : adoptés ; amendement n° 101 de M. Michel Cointat (refus d'un financement public par un propriétaire) : retiré ; amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 6455) : adopté ; amendement n° 43 de la commission (référence aux articles 422 et 423 du code rural) : adopté ; amendement n° 181 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Michel Cointat (référence aux descendants et aux collatéraux des propriétaires du droit de pêche) : rejeté ; amendement n° 182 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Michel Cointat (droit de se clore du propriétaire riverain) : retiré ; amendement n° 44 de la commission (suppression d'une référence à la signature d'une convention relatif au droit de passage) : adopté (p. 6456) ; amendement n° 102 de M. Michel Cointat (cas des fossés, des rigoles, des émissaires secondaires et des collecteurs principaux créés pour le drainage des terres) : retiré ; amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 184 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Michel

Cointat (application de l'article n° 121 du code rural) : retiré. *Article 425 du code rural* : amendement n° 46 de la commission (extension du champ d'application de la servitude de passage temporaire prévue à l'article n° 21 du code rural) : adopté. *Après l'article 425 du code rural* : amendement n° 47 de la commission (précisant que l'exercice du droit de pêche emporte bénéfice du droit de passage) ; sous-amendement n° 132 de M. Michel Cointat (référence à un droit temporaire de passage) ; sous-amendement n° 133 de M. Michel Cointat (référence aux parcelles bâties et aux parcs et jardins clos) ; sous-amendement n° 172 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Michel Cointat (conditions d'indemnisation) (p. 6457) ; sous-amendement n° 172 : retiré ; sous-amendement n° 132 et 133 : rejetés ; amendement n° 47 : adopté. *Article 426 du code rural* : amendement n° 185 de M. Roger Corrèze (accès aux lieux de pêche) : retiré ; amendement n° 186 de M. Roger Corrèze (de conséquence) : retiré (p. 6458). *Article 427 du code rural* : amendement n° 121 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Claude Birraux (référence aux pêcheurs aux engins et aux filets) : rejeté. *Article 428 du code rural* : amendement n° 122 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Claude Birraux (suppression d'une référence aux pêcheurs professionnels) : rejeté ; amendement n° 48 de la commission (suppression de la référence à une licence délivrée à titre gratuit) ; amendement n° 159 de M. Jean Giovannelli soutenu par M. Jean-Yves Le Drian (même objet) ; distinction entre les pêcheurs en eau douce et les marins pêcheurs ; licence gratuite dont bénéficient les marins pêcheurs dans les eaux mixtes ; amendement n° 48 : rejeté ; amendement n° 159 : adopté (p. 6459). *Article 429 du code rural* : amendement n° 49 de la commission (espace libre constitué par les chemins de halage et de marche pied) : adopté ; amendement n° 50 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 187 de M. Roger Corrèze (suppression exceptionnelle du droit d'un propriétaire riverain) : rejeté ; amendement n° 51 de la commission (de précision) (p. 6460) ; amendement n° 52 de la commission (même objet) : adoptés. *Article 429 bis du code rural* : amendement n° 53 de la commission (de suppression) : adopté. *Article 430 du code rural* : amendement n° 54 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 55 de la commission (définition des « piscicultures ») : adopté ; amendements identiques n° 103 de M. Michel Cointat et n° 188 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Michel Cointat (dispositions relatives aux pisciculteurs) : rejetés ; amendement n° 56 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 58 de la commission (référence aux autorisations et aux concessions) (p. 6461) : adopté ; amendement n° 59 de la commission (de coordination) : adopté après rectification. *Article 431 du code rural* : amendement n° 60 de la commission (classement prévu au titre de la libre circulation du poisson) : adopté ; amendement n° 189 de M. Roger Corrèze (plans d'eau créés en dérivation avant la loi du 18 juin 1923) : rejeté ; amendement n° 61 de la commission (durée de la concession ou de l'autorisation) : adopté ; amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 144 de M. Claude Birraux (enclos piscicole) : rejeté ; amendement n° 190 de M. Roger Corrèze (lacs collinaires conçus pour écréter des inondations et réalimenter l'étiage ou à des fins d'irrigation) (p. 6462) : rejeté. *Article 432 du code rural* : amendement n° 63 de la commission (vidange des plans d'eau) ; sous-amendement n° 173 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Michel Cointat (cas d'une pisciculture autorisée) ; sous-amendement : retiré ; amendement n° 63 : adopté ; amendement n° 64 de la commission (de précision) ; sous-amendement n° 174 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Michel Cointat (de conséquence) : retiré ; protection des ressources en eau ; responsabilité des pollueurs (p. 6463) ; amendement n° 64 : adopté ; amendement n° 65 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 66 de la commission (de conséquence) : adopté. *Article 433 du code rural* : amendement n° 67 de la commission (amélioration de la procédure d'indemnisation) : adopté. *Article 434 du code rural* : amendement n° 68 de la commission (précisant que la règlementation fixe d'une manière uniforme les conditions de pêche du poisson migrateur en eau douce et en eau salée) : adopté ; amendement n° 69 de la commission (fixation du nombre et des dimensions des filets, engins et instruments de pêche dont l'usage est permis) : adopté. *Article 435 du code rural* : amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Pénicaut (dimensions des alevins) ; cas de la civelle, alevin d'anguille : retiré ; amendement n° 70 de la commission (conditions de capture des poissons) : adopté. *Article 437 du code rural* : amendement n° 71 de la commission (utilisation d'explosifs) (p. 6464) ; adopté. *Article 438 du code rural* : amendement n° 104 de M. Michel Cointat (interdiction de la commercialisation du poisson par les pêcheurs professionnels en temps de fermeture de la pêche) : rejeté ; amendement n° 192 de M. Antoine Gissinger soutenu par M. Michel Cointat (de précision) : rejeté ; amendement n° 72 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 123 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Claude Birraux (cas des poissons régulièrement pêchés par les pêcheurs et capturés pendant l'ouverture de l'espèce) : rejeté. *Article 438 bis du code rural* : amendement n° 124 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Germain Gengenwin (sanctions à la commercialisation irrégulière des produits de la pêche) (p. 6465) ; rejeté. *Après l'article 438 bis du code rural* : amendement n° 73 de la commission (interdisant la commercialisation de certaines espèces) : sous-amendement n° 150 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 73, ainsi modifié, adopté. *Article 441 du code rural* : amendement n° 74 de la commission (âge minimum des agents du conseil supérieur de la pêche) : adopté ; amendement n° 75 de la commission (compétences des agents chargés de la surveillance maritime) : adopté ; amendement n° 76 de la commission (mise en conformité de cet article avec la loi du 10 juin 1983 relative aux contrôles d'identité) : adopté. *Article 442 du code rural* : amendement n° 77 de la commission (suppression du second alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté. *Après l'article 442 du code rural* : amendement n° 78 de la commission (de conséquence) : adopté. *Article 444 du code rural* : amendement n° 125 de M. Jean Rigaud (référence au président de la fédération de bassin des pêcheurs aux engins et au filet) : non soutenu. *Article 445 du code rural* : amendement n° 79 de la commission (possibilités de contrôles nocturnes) (p. 6466) : adopté ; amendement n° 80 de la commission (même objet) : adopté. *Article 447 du code rural* : amendement n° 80 de la commission (de précision) : adopté. *Article 448 du code rural* : amendement n° 82 de la commission (utilisation du poisson saisi) : adopté. *Article 459 du code rural* : amendement n° 126 de M. Jean Rigaud (cas des membres des associations de pêcheurs condamnés pour infraction à la police de la pêche) : non soutenu ; amendement n° 83 de la commission (échelle des peines) : adopté ; amendement n° 84 de la commission (même objet) : adopté. *Article 459 bis du code rural* : amendement n° 85 de la commission (suppression du texte proposé pour cet article) : adopté. *Article 460 du code rural* : amendement n° 86 de la commission (préjudices directs ou indirects) : adopté ; amendement n° 87 de la commission (associations pouvant se constituer partie civile) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 106 de M. Michel Cointat (infractions à la police de l'eau) (p. 6467) ; rejeté.

Article 4 bis : constatation des infractions par les gardes-chasse particuliers assermentés ; amendement n° 88 de la commission (de suppression) : rejeté ;

— article 4 bis : adopté.

Après l'article 4 bis : amendement n° 90 de la commission (réintroduction de l'article 3 bis) : adopté ; amendements identiques n°s 89 de la commission et 105 de M. Michel Cointat (révocation du droit d'eau) ; remise en état des cours d'eau (p. 6468) ; amendement n° 89 : retiré ; amendement n° 105 : rejeté.

Article 5, supprimé par le Sénat : amendement n° 91 de la commission (rétablissant cet article relatif à la coordination avec la loi 70-616 du 10 juillet 1976) : adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 6, supprimé par le Sénat.

Article 7 (*bénéficiaires des dispositions de l'article 431 du code rural*) : amendements identiques n° 107 de M. Michel Cointat et n° 195 de M. Roger Corrèze soutenu par M. Michel Cointat (de suppression) : rejetés ; amendement n° 151 de M. Claude Birraux (concession ou autorisation administratives) : rejetés ; amendement n° 152 de M. Claude Birraux (autorité du commissaire de la République du département) : rejeté ;

— article 7, adopté.

Article 7 bis (*coordination avec les autres dispositions législatives faisant référence à la pêche en eau douce*) (p. 6469) : amendement n° 92 de la commission (référence aux « eaux closes ») : adopté ; amendement n° 153 de la commission (même objet) : adopté ; amen-

dement n° 94 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 95 de la commission (utilisation de l'énergie hydraulique) : adopté ;

— article 7 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 7 ter (*résiliation des autorisations accordées pour l'établissement d'ouvrages non domaniaux*) : adopté.

Après l'article 7 ter : amendement n° 96 de la commission (obligation faite à E.D.F. d'acheter l'électricité produite par les producteurs autonomes) : adopté ; amendement n° 97 de la commission (gestion des agents commissionnés) ; sous-amendement n° 202 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 97 ainsi modifié, adopté ; amendement n° 154 du Gouvernement (situation des ouvrages à construire sur des cours d'eaux anciennement classés) : adopté (p. 6470).

Article 8, supprimé par le Sénat : amendement n° 98 de la commission (rétablissant cet article relatif à l'entrée en vigueur de la présente loi) : adopté après rectification ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli (p. 6471).

Explications de vote (p. 6471).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Cointat (Michel)* (p. 6471).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Birraux (Claude)* (p. 6471).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6471).

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), mer.
Poissons et produits d'eau douce et de la mer 1.

— européenne.

Voir *Questions au Gouvernement* 655.

PECHINEY-UGINE-KUHLMANN (groupe)

Voir *Questions orales sans débat* 345.

Etablissements Aluminium Pechiney.

Voir *Questions au Gouvernement* 584.

Production d'aluminium.

Voir *Questions au Gouvernement* 673, 680.

PEINES

8. — Proposition de loi n° 1355 tendant à compléter les **dispositions sur la filouterie de logement**. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jean Tiberi (21 avril 1983).

PENSIONS

Calcul des —

Voir *Questions orales sans débat* 371.

PENSIONS DE REVERSION

9. — Proposition de loi n° 1251 relative au **droit du conjoint divorcé** à une pension de réversion. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Hyacinthe Santoni (19 mai 1983).

Voir *Sécurité sociale* 16.

— des veuves de fonctionnaires.

Voir *Questions orales sans débat* 520.

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE GUERRE

7. — Proposition de loi n° 1857 tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux **fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er décembre 1983 par M. Jacques Barrot et Jean Briane. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

PERSHING

Voir *Déclarations du Gouvernement* 8.
Euromissiles.
Lois de finances 7 (deuxième partie), défense et budget annexe des essences ; relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

PERSONNES AGEES

Voir *Déclarations du Gouvernement* 7.

Carnet de santé des —

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Fiscalité des —

Voir *Lois de finances* 7, discussion générale.

Hébergement des —

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Maintien à domicile.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

Vaccination anti-grippe.

Voir *Questions au Gouvernement* 744.

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Echéances fiscales des —

Voir *Questions au Gouvernement* 595.

PETITIONS

II. — Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 112 du 5 février 1982 et aux débats de l'Assemblée nationale du 21 avril 1982 (p. 1236).

1 Réponse de la commission de la défense nationale et des forces armées le 23 juin 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983). Réponse de M. le ministre de l'économie des finances et du budget le 18 novembre 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

60 Réponse le 24 janvier 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

69 Réponse le 4 mars 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

99 Réponse le 14 novembre 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

103 Réponse de M. le ministre délégué au budget le 10 septembre 1982 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

120 Réponse le 21 mars 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

124 Réponse de M. le ministre de l'urbanisme et du logement le 14 septembre 1982 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

136 Réponse de M. le ministre des relations extérieures le 5 décembre 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

III. — Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 184 du 28 juillet 1982 et aux débats de l'Assemblée nationale du 5 octobre 1982 (p. 5436).

152 Réponse le 3 juin 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

155 Réponse le 8 décembre 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

156 Réponse le 23 décembre 1982 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

IV. — Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982 aux débats de l'Assemblée Nationale du 19 avril 1983 (p. 392).

163 Réponse le 13 juin 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983). Deuxième réponse le 2 août 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

165 Réponse le 30 mars 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

167 Réponse le 9 mars 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

168 Réponse le 25 janvier 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

169 Réponse le 28 avril 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

170 Réponse le 15 avril 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

171 Réponse le 28 janvier 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

172 Réponse le 9 mai 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

173 Réponse le 21 mars 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

175 Réponse le 17 mars 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

176 Réponses au ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme, le 17 février 1983 et du ministre des transports, le 15 avril 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

177 Réponse le 22 mars 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

178 Réponse le 24 janvier 1983 (annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983).

V. — Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 307 du 27 juin 1983 et aux débats de l'Assemblée nationale du 5 juillet 1983 (p. 3575).

179 (22 décembre 1982). — Mme Foret : absence de professeur. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de l'éducation nationale.

Réponse le 22 juillet 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

180 (12 janvier 1983). — Divers employés de l'imprimerie nationale : nécessité d'une contrepartie financière correspondant à l'augmentation de leur travail. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le Premier ministre.

Réponse de M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget le 25 novembre 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

181 (24 janvier 1983). — M. Jean-Claude Letellier : conditions de sa détention. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réponse de M. le garde des Sceaux, ministre de la justice. (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

182 (6 février 1983). — M. Albert Bender, détenu : inutilité des cotisations pour la retraite prélevées sur le produit de son travail ; regrette de n'avoir pas bénéficié de la loi d'amnistie. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 9 août 1983. (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

183 (9 février 1983). — M. Guy Gourdon : décisions de justice relatives au licenciement dont il a fait l'objet. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

184 (15 mars 1983). — M. Angel Alaux : révocation de la libération conditionnelle dont il avait bénéficié. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le Garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 9 août 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

185 (15 mars 1983). — M. Gérard Schneider : délais mis à statuer sur sa demande de confusion de peines. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 9 août 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

186 (24 mars 1983). — M. Armand Karsenty : rejet de sa demande de majoration de pension pour l'assistance d'une tierce personne ; doctrine en la matière. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

187 (14 avril 1983). — M. A.G. Chassin : réclamation par les services des impôts des droits sur une succession non liquidée. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de l'économie et des finances.

188 (11 avril 1983). — M. Patrick Egea : conditions de sa détention. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 21 septembre 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

189 (14 avril 1983). — M. René Ternand : décision de la commission de réforme de Metz qui a rejeté sa demande de réévaluation du taux de son invalidité. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de la défense.

Réponse de M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense chargé des anciens combattants le 24 octobre 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

190 (24 mai 1983). — M. Octave Bourdin : délais de notification officielle d'un jugement du conseil de prud'hommes de Paris. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 21 octobre 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

191 (10 mai 1983). — M. Jean-Pierre Hermant, artiste peintre : refus des pouvoirs publics de lui accorder des subventions, en contradiction avec la recommandation de l'U.N.E.S.C.O. relative à la condition de l'artiste. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre délégué à la culture.

Réponse de M. le ministre de la culture et de la communication le 21 septembre 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

192 (25 mai 1983). — M. Jean-Claude Bonnal, détenu : se plaint de ne pouvoir communiquer avec sa famille. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 16 novembre 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

193 (2 juin 1983). — M. Romdane Hoggas : demande que soit levée la mesure d'assignation à résidence qui le frappe. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice ainsi qu'à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

194 (8 juin 1983). — M. Alain Coulvier, dessinateur : réparation du préjudice que lui cause la loi sur l'architecture. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de l'urbanisme et du logement.

Réponse le 21 juillet 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

195 (2 juin 1983). — M. Jean Darvey : extension du bénéfice de l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans aux titulaires d'une pension proportionnelle à jouissance différée. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le Premier ministre.

196 (21 juin 1983). — Mme Rougé : non application des dispositions prévoyant des sanctions pénales lors de poursuites engagées à l'occasion d'expériences pratiquées, sans autorisation, sur des animaux. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 20 octobre 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

197 (21 juin 1983). — Mme Liliane Castanier : non application des dispositions prévoyant des sanctions pénales lors de poursuites engagées à l'occasion d'expériences pratiquées, sans autorisation, sur des animaux. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 20 octobre 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

198 (21 juin 1983). — M. Carte : exemption des handicapés et des chômeurs du forfait journalier demandé aux assurés sociaux. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

199 (21 juin 1983). — M. Armand Karsenty : nature des liens entre le conseil d'Etat et l'association au nom de laquelle sont établis les titres de paiement des frais de copie des décisions du conseil. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 23 septembre 1983 (annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983).

200 (21 juin 1983). — M. Ali Ben Mohamed : Tunisien vivant en France avec sa famille, détenu et sous le coup d'une décision d'expulsion, sollicite le bénéfice d'un sursis. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice ainsi qu'à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

VI. — Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 370 du 22 décembre 1983.

201 (12 juillet 1983). — M. Hademan Sissoko : procédure de divorce engagée par sa seconde épouse. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice.

202 (25 juillet 1983). — M. René Prévost : refus du maire de sa commune de lui communiquer copie de délibérations du conseil municipal ayant trait à l'exécution d'une mesure d'expropriation le concernant. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le Premier ministre.

203 (1er août 1983). — M. Jean-Marie Varin et plusieurs autres membres de la brigade de cuisine de l'hôtel Suffren Latour à Paris se plaignent des conditions de travail. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

204 (3 août 1983). — Divers étudiants iraniens à Paris : circonstances de leur arrestation et conditions de leur garde à vue. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice, et à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

205 Numéro non attribué.

206 (17 août 1983). — M. José Fuentes : raisons de son pourvoi en cassation. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice.

207 (19 août 1983). — M. Yves-Pierre Hague : demande la suppression des avoués. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

208 (19 août 1983). — M. Patrick Loupe-Diaboua, menacé d'expulsion après sa sortie de prison, demande à bénéficier d'une mesure d'indulgence. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice, et à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

209 (26 août 1983). — Mme Tran My Dung : demande le statut de réfugié politique pour son frère et sa famille demeurés au Vietnam. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des relations extérieures et à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

210 (23 septembre 1983). — M. Christian Borniche, président du Cipare : amortissement des véhicules particuliers utilisés à des fins professionnelles par les agents privés de recherche. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

211 (3 octobre 1983). — Mme Kathelijne Van Kammen : demande que son ami, naturalisé Hollandais, puisse effectuer son service militaire dans son pays d'adoption. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de la défense.

212 (3 octobre 1983). — M. Christian Louis : avantages sociaux correspondant aux cotisations déduites de la rémunération des détenus travaillant en prison. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice.

213 (4 octobre 1983). — M. Tran Van Dang : engagé volontaire, puis sous-officier dans l'armée française de 1938 à 1955, titulaire de la croix de guerre et de la médaille coloniale, sollicite l'autorisation de s'installer en France avec sa famille. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des relations extérieures.

214 (14 octobre 1983). — M. Jean-Marie Nauleau : problèmes de recrutement, de formation et de rémunération des personnels des foyers-logements. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi, d'une part, à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et, d'autre part, à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

215 (4 novembre 1983). — M. Tran Lap Doan : ayant servi dans l'armée française, sollicite la délivrance d'un duplicata de ses pièces militaires et l'autorisation de s'installer en France avec sa famille. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi d'une part à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants, et d'autre part à M. le ministre des relations extérieures.

216 (10 novembre 1983). — M. Jean-Bernard Rougetet : demande que le garde des Sceaux introduise, en sa faveur, un pourvoi en cassation (nouvelle échelle des peines après l'abolition de la peine de mort). M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice.

217 (10 novembre 1983). — M. Raoul Laurent Carretier : conteste des arrêts de la chambre criminelle de la Cour de cassation. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

218 (16 novembre 1983). — M. Giner : revendications tendant à l'augmentation du pouvoir d'achat et à la réduction de la durée du travail dans les P. et T. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des Postes et télécommunications.

219 (24 novembre 1983). — M. Marcel Font : non-application des dispositions prévoyant des sanctions pénales lors de poursuites engagées à l'occasion d'expériences pratiquées, sans autorisation, sur des animaux. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice.

220 (22 novembre 1983). — M. Nguyen Van Phuc : ancien engagé volontaire dans la marine française, sollicite l'autorisation de s'installer en France avec sa famille. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des relations extérieures.

221 (5 décembre 1983). — M. Marc Paraillons : loi n° 83-430 du 31 mai 1983 définissant de nouvelles modalités de calcul de pensions de vieillesse du régime général de la sécurité sociale. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

222 (5 décembre 1983). — M. Abdelkader Sadi Toudja : demande l'abrogation de l'article 26 de la loi n° 81-734 du 3 août 1981. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

223 (6 décembre 1983). — M. Nguyen Tran : fils d'un ancien combattant mort au combat pour la France, sollicite l'autorisation de s'installer avec sa famille en France. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des relations extérieures.

224 (6 décembre 1983). — Mme Suzanne Rastoul : pension de réversion. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

225 (6 décembre 1983). — M. Jacques Lelong : demande à obtenir du travail conformément aux dispositions des articles 720 et D. 98 du Code de procédure pénale. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice.

226 (13 décembre 1983). — M. Olivier Roujansky : protection des consommateurs contre la publicité mensongère. M. Philippe Séguin, rapporteur.

Décision : classement.

PETROCHIMIE

Voir *Pétrole et Produits raffinés.*

PETROLE ET PRODUITS RAFFINES

4. — Proposition de résolution n° 1946 tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les conditions dans lesquelles l'opération dite « Avions-renifleurs » a pu être menée par la Société nationale E.R.A.P.. — Dépôt à l'Assemblée nationale le 21 décembre 1983, par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues.

Avenir de la raffinerie de Gargenville.

Voir *Questions orales sans débat* **456.**

Destockage pétrolier et prix dérivés.

Voir *Questions au Gouvernement* **703, 706.**

Industries pétrolières dans l'estuaire de la Gironde.

Voir *Questions orales sans débat* **551.**

Menaces de fermetures de raffineries.

Voir *Questions au Gouvernement* **544.**

Raffineries de la presqu'île d'Ambès.

Voir *Questions orales sans débat* **454.**

Restructuration de la pétrochimie à Fos-Lavéra.

Voir *Questions au Gouvernement* **608.**

Teneur en plomb de l'essence.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Environnement et qualité de la vie.

PEUGEOT

Voir *Questions au Gouvernement* **558.**

PEUGEOT-TALBOT

Voir *Chômage : Indemnisation* **5.**

PHARMACIE

4. — Projet de loi n° 899 concernant les **préparateurs en pharmacie.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **1380** (2 avril 1983). — Discussion le 5 avril 1983. — Adoption le 5 avril 1983. — Projet de loi n° **313.**

Loi n° 83-300 du 14 avril 1983, publiée au *J.O.* du 15 avril 1983 (p. 1183).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [5 avril 1983] (p. 19).

Conditions d'accès à la profession de préparateur en pharmacie : *Bernard (Pierre)* (p. 20) ; *Hervé (Edmond)* (p. 20).

Conditions de la délivrance du médicament : *Bernard (Pierre)* (p. 19).

Institution d'un insigne professionnel : *Bernard (Pierre)* (p. 20).

Report de la date limite du droit des aides-préparateurs à la délivrance du médicament : *Bernard (Pierre)* (p. 20).

Discussion de l'article unique [5 avril 1983] (p. 20).

Article unique *(reportant la date limite du droit des aides-préparateurs à la délivrance du médicament du 31 décembre 1981 au 31 décembre 1985) :* adopté (p. 20).

5. — Proposition de loi n° 1191 tendant à compléter l'article L. 512 du code de la santé publique pour réserver aux pharmaciens la **délivrance au public de certaines essences végétales.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (17 novembre 1983).

6. — Proposition de loi n° 1789 tendant à modifier l'article 571 du code de la santé publique relatif à l'**ouverture d'officine de pharmacie.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 novembre 1983 par M. Dominique Dupilet et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Grève des pharmaciens.

Voir *Questions au Gouvernement* **669.**

Préparateurs en —

Voir *Pharmacie* **4.**

PIETONS ET CYCLISTES

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Justice.

PLAN

4. — Projet de loi n° 1523 définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la Nation pour le **IXe Plan (première loi** de plan). — Lettre rectificative n° **1583** (16 juin 1983). — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 25 mai 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — Urgence déclarée le 9 juin 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan. — Rapporteur : M. Jean-Paul Planchou. — Rapport n° **1560** (8 juin 1983). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (26 mai 1983). — Rapporteur : M. Gustave Ansart. — Avis n° **1559** (8 juin 1983). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (9 juin 1983) Rapporteur pour avis : M. Didier Chouat. — Avis n° **1569** (9 juin 1983). — Discussion les 14, 15 et 16 juin 1983. — Adoption le 16 juin 1983. — Projet de loi n° **382.**

Sénat (première lecture), n° **399** (1982-1983), dépôt le 17 juin 1982. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Bernard Barbier. — Rapport n° **411** (1982-1983) (21 juin 1983). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur pour avis : M. Georges Lombard. — Avis n° **421** (1982-1983) (22 juin 1983). — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. Rapporteur pour avis : M. Pierre Louvot. Avis n° **436** (1982-1983) (23 juin 1983). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles. Rapporteur pour avis : M. Yves Le Cozannet. Avis n° **439** (1982-1983) (23 juin 1983). — Discussion le 28 juin 1983. — Rejet le 28 juin 1983. — Projet de loi n° **167** (1982-1983).

Commission mixte paritaire. — Nomination [*J.O.* du 30 juin 1983] (p. 1990). — Bureau [*J.O.* du 1er juillet 1983] (p. 2003).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Paul Planchou. — Rapport n° **1682** (30 juin 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Bernard Barbier. — Rapport n° **472** (1982-1983) (30 juin 1983). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **1672,** dépôt le 29 juin 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Jean-Paul Planchou. — Rapport n° **1684** (30 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption avec modifications le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **436.**

Sénat (deuxième lecture), n° **474** (1982-1983), dépôt le 30 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Bernard Barbier. — Discussion le 30 juin 1983. — Rejet le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **178** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1695,** dépôt le 30 juin 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Jean-Paul Planchou. — Rapport n° **1696** (30 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption définitive le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **441.**

Loi n° 83-645 du 13 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 17 juillet 1983 (p. 2214).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [14 juin 1983] (p. 2481, 2495, 2519) ; [15 juin 1983] (p. 2544).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. François d'Aubert *d'Aubert (François)* (p. 2504, à 2507) ; *Taddei (Dominique)* (p. 2507, à 2510) : rejetée (p. 2510).

Questions préalables de M. Michel Barnier *Barnier (Michel)* (p. 2510, à 2516) ; *Laignel (André)* (p. 2518, à 2521) : rejetée (p. 2521).

Motion de renvoi en commission de M. Pascal Clément : *Clément (Pascal)* (p. 2561, à 2563) ; *Taddei (Dominique)* (p. 2563) ; rejet au scrutin public (p. 2564).

Aide à la création d'entreprises et aide aux entreprises : *Le Garrec (Jean)* (p. 2486) ; *Ansart (Gustave)* (p. 2493).

Agriculture et industrie agro-alimentaire : *Mauroy (Pierre)* (p. 2483) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2488) ; *Ansart (Gustave)* (p. 2493) ; *Barnier (Michel)* (p. 2512) ; *Soury (André)* (p. 2531) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 2532) ; *Micaux (Pierre)* (p. 2534) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 2534) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2536) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2551) ; *Vouillot (Hervé)* (p. 2553) ; *Julien (Raymond)* (p. 2554) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 2556).

Aménagement du territoire et environnement : *Narquin (Jean)* (p. 2550) ; *Josselin (Charles)* (p. 2559).

Aménagement rural : *Soury (André)* (p. 2531).

Bâtiment et travaux publics (secteur du —) : *Micaux (Pierre)* (p. 2534) ; *Fèvre (Charles)* (p. 2549) ; *Narquin (Jean)* (p. 2551) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2560).

Charges des entreprises : *Barnier (Michel)* (p. 2513) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2552).

Commerce extérieur : *d'Aubert (François)* (p. 2505) ; *Taddei (Dominique)* (p. 2509) ; *Laignel (André)* (p. 2520) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2526) ; *Clément (Pascal)* (p. 2563).

Commissariat au plan (rôle du —) : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2492) ; *d'Aubert (François)* (p. 2507).

Concertation : *Barnier (Michel)* (p. 2511) ; *Marchais (Georges)* (p. 2521).

Concurrence internationale et division internationale du travail : *Mauroy (Pierre)* (p. 2482) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2487) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2489) ; *Barnier (Michel)* (p. 2513) ; *Laignel (André)* (p. 2520).

Contrats de plans : *Mauroy (Pierre)* (p. 2485) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2487) ; *Lacroix (Edmond)* (p. 2503) ; *Taddei (Dominique)* (p. 2508) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2536) ; *Guichard (Olivier)* (p. 2537).

Crise économique internationale et croissance économique : *Mauroy (Pierre)* (p. 2481) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2486) ; *Planchou (Jean-Paut)* (p. 2489) ; *Ansart (Gustave)* (p. 2492) ; *Chouat (Didier)* (p. 2495) ; *Goux (Christian)* (p. 2499) ; *Pierret (Christian)* (p. 2501) ; *d'Aubert (François)* (p. 2505) ; *Taddei (Dominique)* (p. 2508) ; *Barnier (Michel)* (p. 2511) ; *Laignel (André)* (p. 2520) ; *Marchais (Georges)* (p. 2521) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2525) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2528) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2532) ; *Julien (Raymond)* (p. 2554) ; *Galley (Robert)* (p. 2557).

Culture française : *Chouat (Didier)* (p. 2497) ; *Goulet (Daniel)* (p. 2524) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2530).

Décentralisation : *Chouat (Didier)* (p. 2497) ; *Goux (Christian)* (p. 2498) ; *Barnier (Michel)* (p. 2516) ; *Esdras (Marcel)* (p. 2536) ; *Guichard (Olivier)* (p. 2536) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2544) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2560).

Dépenses sociales : *Mauroy (Pierre)* (p. 2484) ; *Chouat (Didier)* (p. 2496) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2526) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2530) ; *Vouillot (Hervé)* (p. 2553).

D.O.M. T.O.M. (application du plan dans les —) : *Esdras (Marcel)* (p. 2535) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2536) ; *Julien (Raymond)* (p. 2554).

Durée du travail (diminution de la —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 2484) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2487) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2490) ; *Chouat (Didier)* (p. 2496) ; *Lacroix (Edmond)* (p. 2503) ; *Barnier (Michel)* (p. 2513) ; *Marchais (Georges)* (p. 2522) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2530) ; *Narquin (Jean)* (p. 2551) ; *Clément (Pascal)* (p. 2562).

Echec du 7e Plan : *Mauroy (Pierre)* (p. 2485) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2486) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2489) ; *Goux (Christian)* (p. 2498) ; *Pierret (Christian)* (p. 2501) ; *Laignel (André)* (p. 2518) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2525).

Electronique et informatique : *Mauroy (Pierre)* (p. 2483) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2486) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2490) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2547) ; *Julien (Raymond)* (p. 2555).

Emploi et chômage : *Mauroy (Pierre)* (p. 2482 et 2529) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2490) ; *Ansart (Gustave)* (p. 2492) ; *Chouat (Didier)* (p. 2496) ; *Pierret (Christian)* (p. 2502) ; *Lacroix (Edmond)* (p. 2503) ; *d'Aubert (François)* (p. 2504) ; *Taddei (Dominique)* (p. 2508) ; *Marchais (Georges)* (p. 2521) ; *Goulet (Daniel)* (p. 2524) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2528) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2533) ; *Micaux (Pierre)* (p. 2533) ; *Julien (Raymond)* (p. 2554) ; *Galley (Robert)* (p. 2557) ; *Clément (Pascal)* (p. 2562).

Endettement de la France : *d'Aubert (François)* (p. 2506) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2526) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2533) ; *Clément (Pascal)* (p. 2563).

Energie et dépendance énergétique : *Mauroy (Pierre)* (p. 2483) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 2546) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2547).

Entreprises publiques (rôle des —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 2483) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2488) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2489) ; *Ansart (Gustave)* (p. 2492) ; *Pierret (Christian)* (p. 2501) ; *d'Aubert (François)* (p. 2506) ; *Marchais (Georges)* (p. 2523) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2527) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2528) ; *Richard (Lucien)* (p. 2544) ; *Durieux (Jean-Paul)* (p. 2550) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2559) ; *Clément (Pascal)* (p. 2562).

Espagne (entrée de l'— dans la C.E.E.) *(Godfrain (Jacques)* (p. 2532).

Etat (rôle de l'—) : *Mauroy (Pierre)* (p. 2483) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2489) ; *Barnier (Michel)* (p. 2512) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2530) ; *Micaux (Pierre)* (p. 2534).

Filière (notion de —) : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2490) ; Micaux (Pierre) (p. 2534).

Fiscalité (réforme de la —) : *Goux (Christian)* (p. 2500) ; *Pierret (Christian)* (p. 2501) ; *Lacroix (Edmond)* (p. 2504) ; *Laignel (André)* (p. 2520) ; *Marchais (Georges)* (p. 2523) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2527).

Fonds salariaux (création de —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 2483).

Formation professionnelle : *Mauroy (Pierre)* (p. 2483) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2490) ; *Chouat (Didier)* (p. 2496) ; *Taddei (Dominique)* (p. 2509) ; *Barnier (Michel)* (p. 2515) ; *Marchais (Georges)* (p. 2522) ; *Guichard (Olivier)* (p. 2537).

Immigrés : *Barnier (Michel)* (p. 2515) ; *Laignel (André)* (p. 2520).

Inégalités (lutte contre les —) : *Chouat (Didier)* (p. 2498) ; *Barnier (Michel)* (p. 2514) ; *Marchais (Georges)* (p. 2521) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2533) ; *Josselin (Charles)* (p. 2559) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2560).

Inflation : *Mauroy (Pierre)* (p. 2483) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2489,2491) ; *Chouat (Didier)* (p. 2495) ; *Pierret (Christian)* (p. 2501) ; *Barnier (Michel)* (p. 2513) ; *Laignel (André)* (p. 2520) ; *Marchais (Georges)* (p. 2521) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2552).

Investissement et épargne : *Mauroy (Pierre)* (p. 2483) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2489,2490) ; *Ansart (Gustave)* (p. 2493) ; *d'Aubert (François)* (p. 2506) ; *Taddei (Dominique)* (p. 2509) ; *Barnier (Michel)* (p. 2516) ; *Laignel (André)* (p. 2520) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2528) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2533) ; *Micaux (Pierre)* (p. 2531) ; *Fèvre (Charles)* (p. 2549) ; *Vouillot (Hervé)* (p. 2552) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2559) ; *Clément (Pascal)* (p. 2562).

Jeunes (situation des —) : *Goux (Christian)* (p. 2500) ; *Barnier (Michel)* (p. 2513) ; *Goulet (Daniel)* (p. 2523) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2532) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2545) ; *André (René* (p. 2558).

Modernisation de l'économie de l'appareil productif français : *Mauroy (Pierre)* (p. 2482) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2486) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2489) ; *Ansart (Gustave)* (p. 2493) ; *Chouat (Didier)* (p. 2495) ; *Goux (Christian)* (p. 2499) ; *Lacroix (Edmond)* (p. 2503) ; *d'Aubert (François)* (p. 2506) ; *Barnier (Michel)* (p. 2513) ; *Fèvre (Charles)* (p. 2549) ; *Durieux (Jean-Paul)* (p. 2550) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 2556) ; *Galley (Robert)* (p. 2557).

Nationalisations : *Goux (Christian)* (p. 2498) ; *Pierret (Christian)* (p. 2502) ; *Lacroix (Edmond)* (p. 2503) ; *Barnier (Michel)* (p. 2512).

Nouvel ordre économique international : *Mauroy (Pierre)* (p. 2482) ; *Lacroix (Edmond)* (p. 2503) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2552).

Patronat (attitude du —) : *Ansart (Gustave)* (p. 2492) ; *Pierret (Christian)* (p. 2502).

Place de la France dans le monde : *Mauroy (Pierre)* (p. 2482) ; *Goux (Christian)* (p. 2499) ; *Lacroix (Edmond)* (p. 2503) ; *d'Aubert (François)* (p. 2506) ; *Barnier (Michel)* (p. 2516) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2526) ; *Julien (Raymond)* (p. 2554).

Plan-Budget (relations) ; *Goux (Christian)* (p. 2499) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2527).

Plan intérimaire : *Barnier (Michel)* (p. 2511) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2528).

Planification régionale : *Le Garrec (Jean)* (p. 2488) ; *Josselin (Charles)* (p. 2559) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2560).

Politique familiale : *Goulet (Daniel)* (p. 2523) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2552) ; *André (René)* (p. 2557) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 2561).

Prélèvements obligatoires : *Pierret (Christian)* (p. 2501) ; *Lacroix (Edmond)* (p. 2503) ; *Barnier (Michel)* (p. 2512) ; *Zeller (Adrien)* (p. 2559).

Productique : *Le Garrec (Jean)* (p. 2486) ; *Durieux (Jean-Paul)* (p. 2550).

Productivité : *Clément (Pascal)* (p. 2562).

Programme prioritaire d'exécution : *Mauroy (Pierre)* (p. 2485) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2486) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2489) ; *Ansart (Gustave)* (p. 2493) ; *Goux (Christian)* (p. 2500) ; *Taddei (Dominique)* (p. 2508) ; *Barnier (Michel)* (p. 2511) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2527).

Recherche : *Mauroy (Pierre)* (p. 2483) ; *Taddei (Dominique)* (p. 2509) ; *Richard (Lucien)* (p. 2544) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2546).

Reconquête du marché intérieur : *Mauroy (Pierre)* (p. 2483) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2491) ; *d'Aubert (François)* (p. 2507) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2526) ; *Douyère (Raymond)* (p. 2533).

Réforme et objet de la planification : *Mauroy (Pierre)* (p. 2481) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2489) ; *Goux (Christian)* (p. 2499) ; *Pierret (Christian)* (p. 2501) ; *d'Aubert (François)* (p. 2507) ; *Barnier (Michel)* (p. 2511) ; *Laignel (André)* (p. 2519) ; *Marchais (Georges)* (p. 2520) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2525) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2529) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 2532) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2545) ; *Julien (Raymond)* (p. 2554) ; *Josselin (Charles)* (p. 2558).

Relance de la consommation : *Mauroy (Pierre)* (p. 2482) ; *d'Aubert (François)* (p. 2505) ; *Marchais (Georges)* (p. 2523) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2526).

Seconde loi de plan (contenu de la —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 2481) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2491) ; *Taddei (Dominique)* (p. 2508) ; *Laignel (André)* (p. 2519) ; *Marchais (Georges)* (p. 2521) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2527) ; *Julien (Raymond)* (p. 2554).

Service public de l'emploi : *Mauroy (Pierre)* (p. 2484) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2490) ; *Chouat (Didier)* (p. 2496).

Système de santé : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2560).

Système éducatif, échec scolaire : *Mauroy (Pierre)* (p. 2484) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2486) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2491) ; *Chouat (Didier)* (p. 2496) ; *Lacroix (Edmond)* (p. 2503) ; *Barnier (Michel)* (p. 2512) ; *Laignel (André)* (p. 2520) ; *Marchais (Georges)* (p. 2522) ; *Goulet (Daniel)* (p. 2523) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2545) ; *Julien (Raymond)* (p. 2555).

Système monétaire européen : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 2530).

Système monétaire international : *Mauroy (Pierre)* (p. 2482) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2491) ; *Pierret (Christian)* (p. 2501) ; *d'Aubert (François)* (p. 2505) ; *Marchais (Georges)* (p. 2520) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2526) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2548).

Taxe d'apprentissage : *Chouat (Didier)* (p. 2497).

Troisième révolution technologique : *Mauroy (Pierre)* (p. 2482) ; *Ansart (Gustave)* (p. 2492).

Villes (gestion des —) : *Mauroy (Pierre)* (p. 2485).

Discussion de l'article unique [15 juin 1983] (p. 2584) ; [16 juin 1983] (p. 2607, p. 2639).

Organisation du présent débat ; utilisation de l'article 44, alinéa 3 de la constitution à la demande du Gouvernement ; **rappels au règlement** de MM. Michel Barnier (p. 2584) et Emmanuel Hamel (p. 2585, p. 2586) ; **rappel au règlement** de M. Parfait Jans ; contenu des programmes prioritaires ; nécessité de la planification ; contenu du plan Monnet (p. 2587) ; situation des entreprises ; importance de la concertation ; volonté du Gouvernement de voir réaliser les grandes priorités du plan ; financement des programmes prioritaires (p. 2588) ; négociation d'un contrat de plan entre l'Etat et les régions ; contrats de plan concernant le secteur public ; négociation sur le contrat de travail liant apprentissage et formation (p. 2589) ; lutte contre le chômage ; problème de l'inadéquation croissante entre l'offre et la demande ; absence de manipulation des fichiers du chômage ; approchement entre l'A.N.P.E. et l'A.F.P.A. (p. 2590) ; formation des agriculteurs ; développement de la filière agro-alimentaire ; importance de la crise culturelle, sociale et économique ; problème de la natalité et de la fécondité ; modernisation de la formation (p. 2591) ; **rappel au règlement** de M. Parfait Jans.

Avant l'article unique : amendement n° 42 de M. Gilbert Gantier ; abrogation des articles de la loi du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification concernant la méthode de la planification (p. 2592) ; respect des délais ; réservé ; application de l'article 44, alinéa 3 de la constitution aux amendements précédant l'article unique.

Article unique : approbation du rapport sur le neuvième plan ; problème de l'agriculture de montagne ; dépôt d'un projet de loi sur la montagne ; programme prioritaire concernant la famille (p. 2593) ; problème du financement des constructions hospitalières ; baisse de la natalité ; publicité faite en faveur de la contraception et de l'avortement ; procédure du vote bloqué (p. 2594) ; désunion de la majorité ; recours au vote bloqué par le Gouvernement ; refus du débat par le Gouvernement (p. 2595) ; attitude de l'opposition (p. 2596) ; amendement n° 197 de M. Emmanuel Hamel soutenu par M. Daniel Goulet (précisant que les Français doivent approfondir la solidarité nationale et renoncer à la lutte des classes) ; réservé ; amendement n° 168 de M. Pierre Méhaignerie soutenu par M. Daniel Goulet (précisant qu'au terme du plan intérimaire, la croissance aura été inférieure à 3 p. 100 par an, le déficit commercial voisin de cent milliards de francs et l'endettement extérieur massivement augmenté) : réservé (p. 2597) ; amendement n° 169 de M. Pierre Méhaignerie soutenu par M. Daniel Goulet (« dérapage » des orientations du plan intérimaire) ; réservé ; amendement n° 80 de M. Michel Barnier soutenu par M. Daniel Goulet (référence à un grand projet éducatif fondé sur le pluralisme de l'enseignement) ; réservé ; amendement n° 81 de M. Daniel Goulet (suppression du dernier alinéa de la page n° 2 du rapport annexé) ; réservé ; amendement n° 211 de M. Emmanuel Hamel soutenu par M. Daniel Goulet (référence aux risques de guerre) : réservé ; amendement n° 82 de M. Daniel Goulet (référence à une monnaie solide) ; réservé ; amendement n° 1 de la commission (référence à un taux de croissance supérieur à 1 point à celui observé chez nos partenaires de l'O.C.D.E.) (p. 2598) ; réservé ; amendement n° 2 de la commission (rétablissement des équilibres extérieurs) ; sous-amendement n° 153 de M. Adrien Zeller soutenu par M. Daniel Goulet (nécessité d'éviter le recours à des mesures protectionnistes ou artificielles) (p. 2599) ; sous-amendement n° 153 et amendement n° 2 réservés ; amendement n° 83 de M. Daniel Goulet (compétitivité de l'économie française) : réservé ; amendement n° 84 de M. Michel Barnier soutenu par M. Daniel Goulet (poursuite de l'objectif de développement des exportations) ; amendement n° 3 de la commission (annulation de l'écart entre la progression des prix en France et la moyenne de celle constatée chez les principaux partenaires) ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 2600) ; réservés ; amendement n° 5 de la commission (accroissement de l'effort d'investissement) ; sous-amendements n° 154 et n° 155 de M. Adrien Zeller soutenus par M. Daniel Goulet (reprise de l'investissement et liberté des prix industriels) ; amendement n° 85 de M. Daniel Goulet (reprise de la croissance et amélioration progressive du pouvoir d'achat) ; mobilisation des moyens d'investissement (p. 2601) ; refus du groupe communiste de voir une diminution de la consommation des ménages ; sous-amendements n° 154, n° 155 et amendement n° 5 et n° 85 réservés ; amendement n° 199 de M. Claude Germon (meilleure utilisation des normes) (p. 2602) ; réservé (p. 2603) ; amendement n° 86 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (respect des pouvoirs du chef d'entreprise) : réservé ; amendement n° 178 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Emmanuel Hamel (relance de l'économie) : réservé ; (p. 2607) ; amendement n° 188 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (rôle de l'Etat en matière économique) : réservé ; amendement n° 87 de M. Daniel Goulet sou-

tenu par M. Emmanuel Hamel (rôle des entreprises nationales) : réservé ; amendement n° 6 de la commission (augmentation du taux de l'investissement productif) ; sous-amendement n° 156 de M. Adrien Zeller (mise en place des conditions nationales d'une reprise de l'investissement industriel) : réservés ; amendement n° 88 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (relance de l'épargne) : réservé (p. 2608) ; amendement n° 89 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (réhabilitation de la notion de profit) : réservé ; amendement n° 90 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (effort de formation et de culture) : réservé ; amendement n° 7 de la commission (même objet que son amendement n° 1) ; sous-amendement n° 157 de M. Adrien Zeller (de précision) : réservés ; amendement n° 200 de M. Dominique Taddéi (poursuite des bons résultats de la France face à la montée du chômage) ; volonté du Gouvernement de ne pas sacrifier l'emploi à la lutte contre l'inflation et à la maîtrise des grands équilibres (p. 2609) ; réservé ; amendement n° 189 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (limitation des charges des entreprises) : réservé ; amendement n° 91 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (rapport sur la compatibilité du plan avec le maintien du pouvoir d'achat, la lutte contre le chômage et la reprise de la croissance) : réservé ; amendement n° 190 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (travail à temps partiel et à temps choisi) : réservé ; amendement n° 201 de M. Dominique Taddéi (mise en place d'une politique spécifique de l'emploi tendant à absorber les nouvelles générations sur le marché du travail) : réservé ; amendement n° 179 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Emmanuel Hamel (de précision) (p. 2610) ; réservé ; amendement n° 191 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (réforme du financement de la sécurité sociale) : réservé ; amendement n° 212 de M. Emmanuel Hamel (stabilisation du pourcentage des prélèvements obligatoires par rapport au P.I.B.) : réservé ; amendement n° 92 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (rapport sur les prélèvements obligatoires et la lutte contre la fraude fiscale) : réservé ; amendement n° 8 de la commission (même objet que son amendement n° 1) ; sous-amendement n° 158 de M. Adrien Zeller (de précision) : réservés ; amendement n° 170 de M. Pierre Méhaignerie soutenu par M. Emmanuel Hamel (mesures tendant à remédier au déséquilibre entre les zones rurales et les zones urbaines) : réservé ; amendement n° 93 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (référence à la vérité de prix et au respect de la concurrence) (p. 2611) ; réservé ; amendement n° 9 de la commission (élaboration d'une relation structurelle entre la croissance du P.I.B. et celle des importations comparable à celles de nos principaux partenaires) ; sous-amendement n° 159 de M. Adrien Zeller (élimination de toute mesure artificielle ou protectionniste) ; réservés ; amendement n° 10 de la commission (progression de l'investissement productif) : réservé ; amendement n° 11 de la commission (suppression du différenciel d'inflation existant avec les principaux partenaires) ; sous-amendement n° 160 de M. Adrien Zeller (de précision) : réservés ; amendement n° 14 de la commission de la production et des échanges (problème des dépendances technologiques et notamment de la dépendance énergétique) : réservé ; amendement n° 202 de M. Claude Germon soutenu par M. André Laignel (mise en place d'une politique de normes) (p. 2612) ; réservé ; amendement n° 12 de la commission (même objet que son amendement n° 1) : réservé ; amendement n° 94 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (rapport annuel présenté au Parlement à l'occasion de la discussion du projet de loi de finances) : réservé ; amendement n° 13 de la commission (articulation entre le plan et le budget) ; sous-amendement n° 161 de M. Adrien Zeller (mesures de redéploiement dans le cadre d'une planification financière et d'une programmation triennale) : réservés ; amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Benetière soutenu André Laignel (développement de l'agriculture) ; amendement n° 44 de M. André Soury soutenu par Mme Adrienne Horvath (même objet) ; absence d'un programme prioritaire spécifique à l'agriculture (p. 2613) ; situation de l'agriculture française ; démantèlement des montants compensatoires ; industrie agro-alimentaire ; réservés ; amendement n° 180 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Emmanuel Hamel (objet du programme prioritaire n° 1) : réservé (p. 2614) ; amendement n° 95 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (retour à l'équilibre des échanges extérieurs et ralentissement des dépenses publiques) ; réservé ; amendement n° 181 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Emmanuel Hamel (dispositions relatives aux entreprises artisanales) : réservé ; amendement n° 15 de la commission de la production et des échanges (rédactionnel) : réservé ; amendement n° 204 de M. Jean-Jacques Benetière (amélioration de l'efficacité technique et économique de l'ensemble des filières agricoles et alimentaires) ; amendements identiques n° 16 de la commission de la production et des échanges et n° 45 de M. André Soury (développement de la filière agro-alimentaire) (p. 2615) ; réservés ; amendement n° 96 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (création d'observatoires économiques régionaux) (p. 2616) ; réservé ; amendement n° 97 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (de conséquence) : réservé ; amendement n° 98 de M. Daniel Goulet (réduction des taux de crédits, des charges des entreprises et rattrapage du retard pris par le réseau bancaire) : réservé ; amendement n° 99 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (création de bourses régionales) : réservé ; amendement n° 100 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (référence aux procédures d'épargne, simples et attractives) : réservé ; amendement n° 192 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (gestion des fonds salariaux) : réservé ; amendement n° 101 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (rénovation du système de formation des jeunes) : réservé ; amendement n° 103 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (organisation de stages d'actualisation des connaissances des enseignants) (p. 2617) : réservé ; amendement n° 104 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (sélection de l'aptitude des candidats au métier d'enseignant) : réservé ; amendement n° 105 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (rénovation du système de l'orientation scolaire) : réservé ; amendement n° 205 de M. Noël Ravassard soutenu par M. Guy-Michel Chauveau (méthodes d'enseignement et amélioration du niveau de l'enseignement agricole) : réservé ; amendement n° 106 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (formation permanente) réservé ; amendement n° 107 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (rôle de l'entreprise dans la formation des salariés) : réservé ; amendement n° 108 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (enseignement dans les lycées et collèges agricoles) (p. 2618) ; réservé ; amendement n° 162 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Parfait Jans (rénovation des formations, retard pris dans ce domaine depuis 10 ans) : réservé ; amendement n° 110 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (référence au personnel d'encadrement et de maîtrise) (p. 2619) ; réservé ; amendement n° 111 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (actionsdestinées à la réappropriation et à la valorisation des savoirs techniques) : réservés ; amendement n° 112 de M. Pierre Weisenhorn soutenu par M. Emmanuel Hamel (maintien du niveau des commandes de réacteurs nucléaires) : réservé ; amendement n° 182 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Emmanuel Hamel (fixation du nombre annuel de travailleurs étrangers admis en France) : réservé ; amendement n° 114 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (précisant que la France doit rester dans le cadre d'une économie de marché) : réservé ; amendement n° 115 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (mise en place d'un certain nombre de filières et sélection des crénaux) : réservé ; amendement n° 116 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (création d'une banque de données des normes internationales des Façades permanentes d'exposition et un observatoires des importations) (p. 2620) ; réservé ; amendement n° 183 de M. Jean Briane soutenu par M. Emmanuel Hamel (politique en faveur de la famille et de la natalité) : réservé ; amendement n° 75 de M. Pierre-Bernard Cousté soutenu par M. Emmanuel Hamel (nécessité de mieux équilibrer la garde des enfants en cas de divorce) : réservé ; amendement n° 193 de M. René André soutenu par Emmanuel Hamel (permettant d'assurer à la mère de famille le libre choix entre travail et foyer) ; amendement n° 232 de Mme Muguette Jacquaint (mise en place des contrats crèches) : réservés ; amendement n° 214 de M. Emmanuel Hamel (précisant que le P.P.E. n° 8 devient le P.P.E. n° 1-A.) (p. 2621) ; réservé ; amendement n° 118 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Emmanuel Hamel (suppression du 6e alinéa de la page 49 du rapport annexé) : réservé ; amendement n° 207 de M. Jean-Jacques Benetière (mesures en faveur des zones connaissant des handicaps structurels) : réservé ; amendement n° 119 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Emmanuel Hamel (problème des zones de forte expension démographique) : réservé ; amendement n° 208 de M. Jean-Jacques Benetière (amélioration du cadre et des conditions de vie des ruraux) (p. 2622) ; amendement n° 209 de M. Jean-Jacques Benetière (diversification des emplois non-agricoles ruraux) ; désertification des campagnes

(p. 2623) : réservés ; amendement n° 79 de M. Joseph Legrand soutenu par M. Dominique Frelaut (développement du système de protection sociale) : réservé ; amendement n° 120 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (inventaires des charges indûment imposées aux régimes de sécurité sociale) : réservé ; amendement n° 122 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme (p. 2624) ; réservé ; amendement n° 123 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (instituant un P.P.E. n° 13 : « garantir l'agriculture ») (p. 2625) ; amendement n° 210 de M. Jean-Jacques Benetière (instituant un P.E.E. : « moderniser l'agriculture et les industries agro-alimentaires et améliorer les conditions de vie en milieu rural ») ; amendement n° 237 de M. Pierre Méhaignerie soutenu par M. Emmanuel Hamel (instituant un P.E.E. n° 13 : « mieux valoriser notre potentiel agricole et alimentaire) (p. 2626) ; réservés ; amendement n° 215 de M. Emmanuel Hamel instituant un P.P.E. n° 13 : « promouvoir le développement économique et social de l'agriculture et du monde rural) : réservé ; amendement n° 217 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Emmanuel Hamel (instituant un P.P.E. n° 13 : « secteur des travaux publics et du bâtiment ») (p. 2627) ; réservé ; amendement n° 239 de M. Charles Josselin (prise en compte de l'environnement) : réservé ; amendement n° 219 de M. Dominique Taddéi (même objet que son amendement n° 200) ; réservé ; amendement n° 198 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (aménagement des seuils créés par la législation du travail pour qu'ils ne constituent plus des obstacles à l'embauche) : réservé ; amendement n° 220 de M. Dominique Taddei (actions nécessaires à l'amélioration de la connaissance et de la transparente de l'ensemble des revenus) (p. 2628) ; réservé ; amendement n° 124 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (lutte contre la fraude et plafonnement de l'impôt sur le revenu) : réservé ; amendement n° 125 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Emmanuel Hamel (dispositions relatives aux régions de l'Ouest Atlantique) : réservé ; amendement n° 126 de M. Oliver Guichard soutenu par M. Emmanuel Hamel (de conséquence) : réservé ; amendement n° 127 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Emmanuel Hamel (maintien d'une vitalité démographique supérieure à la moyenne nationale dans la région Ouest) : réservé ; amendement n° 128 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (mesures tendant à garantir une agriculture forte) (p. 2629) ; réservé ; amendement n° 129 de M. Olivier Guichard soutenu M. Emmanuel Hamel (référence à la décentralisation) : réservé ; amendement n° 130 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Emmanuel Hamel (moyens de la décentralisation) : réservé ; amendement n° 131 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Emmanuel Hamel (importance de la décentralisation en matière de modernisation de l'appareil productif) : réservé ; amendement n° 132 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Emmanuel Hamel (objet de la décentralisation) réservé ; amendement n° 133 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Emmanuel Hamel (insuffisance de la part revenant aux collectivités locales dans le produit fiscal) : réservé ; amendement n° 134 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Emmanuel Hamel (solidarité entre collectivités territoriales) : réservé ; amendement n° 135 de M. Olivier Guichard soutenu par M. Emmanuel Hamel (suppression de la dernière phrase du premier alinéa de la page 82 du rapport annexé) (p. 2630) ; réservé ; amendement n° 238 de la commission (suppression de la dernière phrase du deuxième alinéa de la page 89 du rapport annexé relatif aux difficultés de chiffrer les besoins de financement) : réservé ; amendement n° 61 de Mme Colette Gœuriot soutenu par M. Vincent Porelli (contenu du plan acier) : réservé ; amendement n° 17 de la commission de la production et des échanges (renouvellement d'expériences analogues à celle de l'université technologique de Compiègne) (p. 2631) ; amendement n° 18 de la commission de la production et des échanges (suppression des goulots d'étranglement se manifestant dans les professions de l'électronique, de la thermique et de l'informatique) : réservé ; amendement n° 136 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (suppression du troisième alinéa de la page 118 du rapport annexé) : réservé ; amendement n° 173 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Emmanuel Hamel (développement de l'action culturelle en province et en milieu rural) : réservé ; amendement n° 137 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (action du Gouvernement nécessaire pour sensibiliser les Français au danger du protectionnisme) : réservé ; amendement n° 223 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (stabilisation des prélèvements obligatoires) : réservé ; amendement n° 234 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (gestion rigoureuse des finances publiques et du budget social de la nation) (p. 2632) ; réservé ; amendement n° 139 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (constatant que la politique de lutte contre l'inflation conduite par les partenaires de l'O.C.D.E. a, contrairement à la France, atteint son objectif) : réservé ; amendement n° 140 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (effort en faveur des familles) : réservé ; amendement n° 174 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Emmanuel Hamel (référence à la priorité accordée à une publicité incitative pour les moyens de contraception et la pratique de l'I.V.G.) : réservé ; amendement n° 141 de M. René André soutenu par M. Emmanuel Hamel (rôle essentiel de la famille) : réservé ; amendement n° 142 de M. René André soutenu par M. Emmanuel Hamel (permettant aux parents l'exercice du libre choix de l'école de leurs enfants sans contraintes financières) (p. 2633) : réservé ; amendement n° 143 de M. René André soutenu par M. Emmanuel Hamel (nécessité de ne pas défavoriser les foyers avec enfants par rapport aux couples sans enfant) : réservé ; amendement n° 62 de M. Parfait Jans soutenu par M. Dominique Frelaut (amélioration de l'auto-financement des entreprises) (p. 2634) ; réservé ; amendement n° 144 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (stabilisation et réduction de la pression fiscale pesant sur les entreprises) : rejeté ; amendement n° 145 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (libération des prix) : réservé ; amendement n° 235 de M. Michel Barnier soutenu par M. Emmanuel Hamel (renforcement des libertés économiques et réduction des prélèvements obligatoires) (p. 2635) ; réservé ; amendement n° 171 de M. Pierre Méhaignerie soutenu par M. Emmanuel Hamel (modération des interventions de l'administration centrale permettant une mise en œuvre effective de la décentralisation) : réservé (p. 2636) ; amendement n° 19 de la commission de la production et des échanges (rôle du secteur public industriel dans l'effort de modernisation de l'industrie) : réservé ; amendement n° 146 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (problème des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat) ; attitude de l'opposition ; recours au vote bloqué ; absence de discussion entre le Gouvernement et l'opposition ; amendement n° 146 retiré ; amendement n° 22 de M. Didier Chouat (réduction ou aménagement du temps de travail) : réservé (p. 2639) ; amendement n° 46 de M. Parfait Jans soutenu par M. Dominique Frelaut (rôle du secteur bancaire et financier nationalisé) : réservé ; amendement n° 50 de M. Parfait Jans soutenu par M. René Rieubon (précisant que les entreprises et les services d'achat seront sensibilités à la nécessité d'acheter des produits français), (p. 2640) ; problème des conditions de banque ; réservé ; amendement n° 147 de M. Daniel Goulet (de conséquence) : retiré ; amendement n° 76 de M. Pierre-Bernard Cousté soutenu par M. Emmanuel Hamel (développement des coopérations industrielles au niveau européen) : réservé ; amendement n° 195 de M. Vincent Porelli (rédactionnel) : réservé ; amendement n° 64 de M. Paul Chomat soutenu par M. Parfait Jans (référence au déficit extérieur et au chômage) (p. 2641) ; réservé ; amendement n° 63 de M. Vincent Porelli (reconquête du marché intérieur) : réservé ; amendement n° 65 de M. Vincent Porelli (carrière des ouvriers spécialisés) : réservé ; amendement n° 66 de M. Vincent Porelli (référence au surrégénérateur) (p. 2642) ; fonctionnement de Super-Phénix ; réservé ; amendement n° 77 de M. Pierre Bernard Cousté soutenu par M. Emmanuel Hamel (poursuite de l'application de la loi relative à la Compagnie nationale du Rhône) ; liaison Rhin-Rhône ; réservé ; amendement n° 196 de M. André Soury soutenu par M. Roland Mazoin (production agricole et industrie agro-alimentaire) : réservé ; amendement n° 221 de M. Jean-Jacques Benetière soutenu par M. Dominique Taddéi (poursuite de la politique d'installation en matière agricole) (p. 2643) ; réservé ; amendement n° 222 de M. Jean-Jacques Benetière (référence aux industries du bois) ; amendement n° 223 de M. Jean-Jacques Benetière (mise en place d'une véritable politique commerciale) ; amendement n° 224 de M. Jean-Jacques Benetière (adaptation de l'appareil industriel) : réservés (p. 2644) ; examen de la lettre rectificative ; amendement n° 20 de la commission de la production et des échanges (valorisation du programme nucléaire) ; problème de l'énergie (p. 2645) ; réservé ; amendement n° 21 de la commission de la production et des échanges (poursuite de l'inventaire des ressources minérales) : réservé ; amendement n° 240 de M. Charles Josselin soutenu par M. Jean-Jacques Benetière (mise en œuvre de quelques réalisations exemplaires en matière d'utilisation de matériaux recyclés) ; réservé ; amendement n° 225 de M. Jean-Jacques Benetière (moyens des offices par produit dans les filières agro-alimentaires) (p. 2646) ;

réservé ; amendement n° 226 de M. Claude Germon soutenu par M. Jean-Jacques Benetière (tendant à placer la normalisation dans le contexte international) : réservé ; amendement n° 23 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (affirmant que l'emploi est l'objectif prioritaire du IXe Plan) : réservé ; amendement n° 60 de M. Parfait Jans soutenu par M. Paul Chomat (précisant que la France ne se résigne pas à la hausse du chômage) (p. 2647) ; amendement n° 24 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (renforcement de la lutte contre le travail clandestin) ; réservé ; amendement n° 25 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (impulsion donnée aux initiatives locales en matière de lutte contre le chômage) : réservé ; amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles, familales et sociales (de conséquence) ; amendement n° 28 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (élaboration de formules de type contrat de pays ou contrat de bassin d'emploi) ; amendement n° 29 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (satisfaction de nouveaux besoins sociaux) (p. 2648) ; réservés ; amendement n° 27 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (mobilisation des organismes de formation professionnelle) : réservé ; amendement n° 148 de M. Daniel Goulet (suppression du paragraphe I (page 213 à 221 du rapport annexé)) : retiré ; amendement n° 78 de M. Georges Hage soutenu par M. Lucien Dutard (développement des capacités de création de production et de diffusion du service public de communication audiovisuelle) : réservé ; amendement n° 30 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rédactionnel) : réservé ; amendement n° 31 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rédactionnel) : réservé ; amendement n° 175 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Emmanuel Hamel (respect du pluralisme scolaire et de la liberté de choix des familles) (p. 2649) ; réservé ; amendement n° 32 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (effort en faveur du service public de l'éducation nationale) ; sous-amendement n° 176 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Emmanuel Hamel (suppression des mots « du service public ») : réservés ; amendement n° 33 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (meilleure connaissance de l'environnement social des enfants) : réservé ; amendement n° 163 de M. Jacques Brunhes soutenu par M. Adrienne Horvath (mesures spécifiques de lutte contre l'échec scolaire) (p. 2650) ; réservé ; amendement n° 164 de M. Jacques Brunhes soutenu par Mme Adrienne Horvath (formation assurée dans les lycées) : réservé ; amendement n° 34 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (insertion des jeunes filles dans toutes les filières scolaires) : réservé ; amendement n° 177 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Emmanuel Hamel (meilleure adéquation entre les formations dispensées et les besoins assurant la création d'emplois) : réservé ; amendement n° 165 de M. Jacques Brunhes soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (développement des capacités d'accueil du second cycle long) : réservé (p. 2651) ; amendement n° 35 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (développement de la coopération internationale) : réservé ; amendement n° 167 de M. Jacques Brunhes soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (formation continue) : réservé ; amendement n° 36 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (définition des modalités de contrôle pédagogique portant sur l'ensemble du processus d'alternance) : réservé ; amendement n° 37 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (objet du service national) : réservé ; amendement n° 38 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (suppression de l'affirmation selon laquelle le service national est profondément égalitaire) (p. 2652) ; réservé ; amendement n° 149 de M. René André soutenu par M. Emmanuel Hamel (information sur le caractère privilégié et éminent de la cellule familiale) : réservé ; amendement n° 150 de M. René André soutenu par M. Emmanuel Hamel (de conséquence) : réservé ; amendement n° 151 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (de conséquence) : réservé ; amendement n° 39 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (suppression de l'expression « immigrés de la seconde génération ») : réservé ; amendement n° 184 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Emmanuel Hamel (allègement des prélèvements obligatoires) (p. 2653) ; réservé ; amendement n° 185 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Emmanuel Hamel (mesures tendant à faire mieux accepter les contrôles fiscaux) : réservé ; amendement n° 152 de M. Daniel Goulet soutenu par M. Emmanuel Hamel (de conséquence) : réservé ; amendement n° 186 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Emmanuel Hamel (relatif au quotient familial) : réservé ; amendement n° 67 de M. Parfait Jans (création d'un forfait par enfant) (p. 2654) ; réservé ; amendement n° 187 de M. Pierre Micaux soutenu par M. Emmanuel Hamel (effort de modernisation de la fiscalité locale sur les ménages) : réservé ; amendement n° 49 de M. Parfait Jans soutenu par M. Dominique Frelaut (réforme démocratique de la fiscalité) (p. 2655) ; renforcement de la lutte contre la fraude fiscale) ; réservé ; amendement n° 68 de M. Parfait Jans (réduction des impôts indirects) (p. 2656) ; réservé ; amendement n° 43 de M. Marcel Esdras soutenu par M. Emmanuel Hamel (priorité locale des départements et territoires d'outre-mer) : réservé ; amendement n° 194 de M. Ernest Moutoussamy (orientation de la politique à mener dans les départements et territoires d'outre-mer) (p. 2657) ; réservé ; amendement n° 227 de M. Dominique Taddéi (contenu des contrats de plan conclus avec les entreprises nationales du secteur industriel) ; amendement n° 228 de M. Dominique Taddéi (régionalisation des P.P.E.) : réservés ; amendement n° 241 de M. Charles Josselin soutenu par M. Guy Bêche (référence à la gestion de l'environnement) (p. 2658) ; réservé ; amendement n° 57 de M. Louis Maisonnat soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (faisant de la sanction un acte de prévention en matière de contentieux de masse) ; modification de l'univers pénitentiaire ; situation des victimes ; réservé ; amendement n° 55 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Parfait Jans (définissant l'insécurité) (p. 2659) ; réservé ; amendement n° 56 de M. Edmond Garcin soutenu par M. Dominique Frelaut (sensibilisation de la population à la nécessité de la prévention) ; concentration des immigrés dans les villes dirigées par des maires communistes (p. 2660) ; réservé ; amendement n° 58 de M. Louis Odru soutenu par M. Parfait Jans (rôle de la force publique) ; démocratisation de la police nationale ; réservé ; amendement n° 242 de M. Charles Josselin soutenu par M. Claude Germon (relatif à la sécurité industrielle) : réservé ; amendement n° 229 de M. François Loncle (lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme) : réservé ; amendement n° 54 de M. Robert Montdargent soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (développement des centres de santé municipaux et mutualistes) (p. 2661) ; réservé ; amendement n° 218 de Mme Adrienne Horvath soutenu par M. Paul Mercieca (dispositions relatives à l'urbanisation) ; développement des constructions sociales ; construction de logements H.L.M. (p. 2662) ; réservé ; amendement n° 40 de la commission des affaires culturelles, famililes et sociales (lutte contre la ségrégation sociale et ethnique) : réservé ; amendement n° 41 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (résorption des cités de transit) ; amendement n° 230 de M. Jean-Jacques Benetière soutenu par M. Claude Germon (amélioration du cadre et des conditions de vie des agriculteurs et des ruraux) : réservé ; amendement n° 69 de M. Paul Chomat (action sur les comptes des entreprises en vue de restaurer les marges d'auto-financement) ; amendement n° 70 de M. Paul Chomat (problème des charges improductives) (p. 2663) : réservés ; amendement n° 71 de M. Paul Chomat (réduction des taux d'intérêt) : réservé ; amendement n° 72 de M. Paul Chomat (diminution des prélèvements des actionnaires sur les entreprises) : réservé (p. 2664) ; amendement n° 73 de M. Paul Chomat (prise en compte de la rentabilité future des projets) : réservé ; amendement n° 74 de M. Paul Chomat (développement de l'activité internationale des banques françaises) : réservé ; amendement n° 231 de M. Dominique Taddéi (création d'un observatoire de l'épargne et de l'investissement) : réservé (p. 2665).

Explications de vote.

Agriculture : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2666).

Emploi : *Taddéi (Dominique)* (p. 2667).

Lettre rectificative : *Barnier (Michel)* (p. 2666).

Seconde loi du Plan : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 2668).

Vote bloqué : *Barnier (Michel)* (p. 2666) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2668).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Barnier (Michel)* (p. 2666).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2666).

Vote positif du groupe communiste : *Jans (Parfait)* (p. 2667).

Vote positif du groupe socialiste : *Taddéi (Dominique)* (p. 2667).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2668).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1983] (p. 3395).

Alsace : *Koehl (Emile)* (p. 3397) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3397).

Attitude de l'opposition : *Le Garrec (Jean)* (p. 3396) ; *Taddéi (Dominique)* (p. 3397).

Contrats de Plan : *Le Garrec (Jean)* (p. 3396, 3397).

Echec de la commission mixte paritaire : *Taddéi (Dominique)* (p. 3396).

Adoption de l'article unique (p. 3397).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1983] (p. 3446).

Echec de la commission mixte paritaire : *Goux (Christian)* (p. 3446).

Position de la commission : *Goux (Christian)* (p. 3446) ; *Labarrère (André)* (p. 3446).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3446).

5. — Projet de loi n° 1769 définissant les **moyens d'exécution** du **9e Plan de développement économique, social et culturel** (deuxième loi de plan). — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 25 octobre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — Urgence déclarée le 14 novembre 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan. — Rapporteur : M. Dominique Taddéi (27 octobre 1983). — Rapport n° **1833** (24 novembre 1983). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (26 octobre 1983). — Rapporteur pour avis : M. Gustave Ansart (10 novembre 1983). — Avis n° **1834** (25 novembre 1983). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (8 novembre 1983). Rapporteur pour avis : M. Didier Chouat (10 novembre 1983). Avis n° **1824** (23 novembre 1983). — Discussion les 29 et 30 novembre 1983. — Adoption le 30 novembre 1983. — Projet de loi n° **477**.

Sénat (première lecture) n° **88** (1983-1984), dépôt le 1er décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Bernard Barbier. — Rapport n° **137** (1983-1984) (14 décembre 1983). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur pour avis : M. Adrien Gouteyron. — Avis n° **138** (1983-1984) (14 décembre 1983) ; à la commission des affaires sociales : rapporteur pour avis : M. Jean-Pierre Fourcade ; avis n° **144** (1983-1984) (15 décembre 1983) ; à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation : rapporteur pour avis : M. Georges Lombard ; avis n° **145** (1983-1984) (15 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Rejet le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **71** (1983-1984).

Commission mixte paritaire. — Nomination [*J.O.* du 23 décembre 1983] (p. 3706). Bureau [*J.O.* du 23 décembre 1983] (p. 3706).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Dominique Taddéi. — Rapport n° **1953** (22 décembre 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Bernard Barbier. — Rapport n° **181** (1983-1984) (22 décembre 1983) ; la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1948**, dépôt le 21 décembre 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Dominique Taddéi. — Rapport n° **1954** (22 décembre 1983). — Discussion le 22 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 22 décembre 1983. — Projet de loi n° **529**.

Sénat (deuxième lecture), n° **182** (1983-1984), dépôt le 22 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Bernard Barbier. — Discussion le 22 décembre 1983. — Rejet le 22 décembre 1983. — Projet de loi n° 77 (1983-1984).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1959**, dépôt le 22 décembre 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Dominique Taddei. — Rapport n° **1960** (22 décembre 1983). — Discussion le 22 décembre 1983. — Adoption définitive le 22 décembre 1983. — Projet de loi n° **532**.

Loi n° 83-1180 du 24 décembre 1983, publiée au *J.O.* du 30 décembre 1983 (p. 3849) Rectificatif (*J.O.* du 15 janvier 1984, (p. 314).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [29 novembre 1983] (p. 5731, 5751, 5772).

Agriculture et industrie agro-alimentaire : *Chouat (Didier)* (p. 5735) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5745) ; *Soury (André)* (p. 5755) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5758) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5759, 5766, 5779) ; *Goulet (Daniel)* (p. 5759) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5760) ; Benetière (Jean-Jacques) (p. 5763) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5765, 5766).

Aménagement du territoire : *Le Garrec (Jean)* (p. 5742) ;

Charbon et politique charbonnière : *Barnier (Michel)* (p. 5747) ; *Galley (Robert)* (p. 5756) ; *Chaubard (Albert)* (p. 5767).

Charges des entreprises : *Le Garrec (Jean)* (p. 5740, 5777) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5743) ; *Barnier (Michel)* (p. 5749).

Collectivités locales et planification : *Le Garrec (Jean)* (p. 5742) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5745) ; *Barnier (Michel)* (p. 5749) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5773).

Commerce extérieur (rétablissement du —) : *Salmon (Henry)* (p. 5737) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5739) ; *Chomat (Paul)* (p. 5747) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5753) ; *Germon (Claude)* (p. 5756) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5761) ; *Benetière (Jean-Jacques)* (p. 5764).

Commerce intérieur : *Soury (André)* (p. 5755).

Contrats de plan : *Porelli (Vincent)* (p. 5736) ; *Salmon (Henry)* (p. 5737) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5739, 5778) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5745) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5751) ; *Clément (Pascal)* (p. 5754) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5758) ; *Esdras (Marcel)* (p. 5762) ; *Narquin (Jean)* (p. 5763).

Croissance économique : *Goux (Christian)* (p. 5732) ; *Salmon (Henry)* (p. 5738) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5739, 5777) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5743) ; *Marcellin (Raymond)* (p. 5744) ; *Barnier (Michel)* (p. 5748).

Décentralisation : *Le Garrec (Jean)* (p. 5739) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5744) ; Narquin (Jean) (p. 5763) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5773) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5775).

Dépendance énergétique (réduction de la —) : *Porelli (Vincent)* (p. 5736) ; *Germon (Claude)* (p. 5756) ; *Chaubard (Albert)* (p. 5767) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5779).

Educatif (rénovation du système —) : *Chouat (Didier)* (p. 5733) ; *Chomat (Didier)* (p. 5747) ; *Germon (Claude)* (p. 5756) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 5764) ; *Gascher (Pierre)* (p. 5766).

Emploi et chômage : *Chouat (Didier)* (p. 5734) ; *Salmon (Henry)* (p. 5738) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5739, 5741, 5779) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5743) ; *Marcellin (Raymond)* (p. 5744) ; *Barnier (Michel)* (p. 5747) ; *Germon (Claude)* (p. 5756) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 5764) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5773).

Endettement extérieur de la France : *Le Garrec (Jean)* (p. 5740) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5743) ; *Barnier (Michel)* (p. 5749).

Enseignement technique : *Chouat (Didier)* (p. 5733).

Finances publiques (gestion des —) : *Le Garrec (Jean)* (p. 5740).

Fiscalité agricole : *Fèvre (Charles)* (p. 5765).

Fiscalité locale : *Jans (Parfait)* (p. 5759).

Fonds salariaux : *Germon (Claude)* (p. 5757).

Forêt et filière bois : *Soury (André)* (p. 5755).

Gisements de productivité : *Goux (Christian)* (p. 5732).

Héritage (argument de l'—) : *Barnier (Michel)* (p. 5748) ; *Soury (André)* (p. 5745) ; *Galley (Robert)* (p. 5756).

Idéologie gouvernementale et planification : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5746) ; *Barnier (Michel)* (p. 5747) ; *Galley (Robert)* (p. 5756).

Industries de la communication : *Chouat (Didier)* (p. 5733) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5776).

Inégalités (lutte contre les —) : *Le Garrec (Jean)* (p. 5739, 5778) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 5764).

Inflation : *Salmon (Henry)* (p. 5737) ; *Barnier (Michel)* (p. 5748) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5760) ; *Narquin (Jean)* (p. 5763) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5767).

Insécurité : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 5774).

Investissement productif (priorité donnée à l'—) : *Chouat (Didier)* (p. 5735) ; *Salmon (Henry)* (p. 5738) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5739, 5776) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5743) ; *Chomat (Paul)* (p. 5746) ; *Barnier (Michel)* (p. 5748) ; *Germon (Claude)* (p. 5756) ; *Ligot (Mau-*

rice) (p. 5758) ; *Narquin (Jean)* (p. 5763) ; Gascher (Pierre) (p. 5767) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5773).

Jeunesse : *Barnier (Michel)* (p. 5749).

Libertés (défense des —) : *Barnier (Michel)* (p. 5750) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5776).

Logement social et politique du logement : *Chouat (Didier)* (p. 5734) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5736) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5761) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5777).

Machine outil (plan) : *Germon (Claude)* (p. 5757).

Modernisation de l'appareil productif français : *Goux (Christian)* (p. 5732) ; *Chouat (Didier)* (p. 5732) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5736) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5739) ; *Chomat (Paul)* (p. 5746) ; *Barnier (Michel)* (p. 5738) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5753) ; *Soury (André)* (p. 5755) ; *Germon (Claude)* (p. 5756) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5758) ; *Jans (Parfait)* (p. 5759) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5775).

Normalisation : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5761).

Outre-mer et plan national : *Esdras (Marcel)* (p. 5761, 5762) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5779).

Parlement sur le Plan (contrôle du —) : *Goux (Christian)* (p. 5732) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5742, 5778) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5752).

Plan (méthode d'élaboration du —) : *Goux (Christian)* (p. 5732) ; *Salmon (Henry)* (p. 5737) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5753).

Plan-budget (relations) : *Goux (Christian)* (p. 5732) ; *Chouat (Didier)* (p. 5733).

Politique familiale et démographie : *Chouat (Didier)* (p. 5733) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5741) ; *Barnier (Michel)* (p. 5749) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5757).

Politique industrielle : *Goux (Christian)* (p. 5732) ; *Chomat (Paul)* (p. 5746).

Politique maritime : *Marcellin (Raymond)* (p. 5744) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5745).

Politique des prix : *Salmon (Henry)* (p. 5738) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5743) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5758) ; *Narquin (Jean)* (p. 5763).

Pouvoir d'achat et consommation : *Le Garrec (Jean)* (p. 5740, 5778) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5743).

Prélèvements obligatoires (stabilisation nécessaires des —) : *Salmon (Henry)* (p. 5737) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5740, 5777) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5743) ; *Barnier (Michel)* (p. 5749) ; *Frelaut (Dominique)* (p. 5773).

Première loi de plan et réforme de la planification : *Goux (Christian)* (p. 5732) ; *Chouat (Didier)* (p. 5732) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5738) ; *Barnier (Michel)* (p. 5747) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5751) ; *Clément (Pascal)* (p. 5754) ; *Goulet (Daniel)* (p. 5759).

Programmes prioritaires d'exécution : *Goux (Christian)* (p. 5732) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5731) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5744) ; *Marcellin (Raymond)* (p. 5744) ; *Chomat (Paul)* (p. 5746) ; *Barnier (Michel)* (p. 5748) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5752) ; *Clément (Pascal)* (p. 5754).

Psychiatrie : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5762) ; *Bartoloné (Claude)* (p. 5769).

Recherche et innovation : *Porelli (Vincent)* (p. 5736) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5775).

Régulation budgétaire : *Clément (Pascal)* (p. 5754).

Santé (modernisation du système de —) : *Chouat (Didier)* (p. 5735) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5741, 5779) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5762) ; *Bartoloné (Claude)* (p. 5768, 5769).

Sidérurgie : *Galley (Robert)* (p. 5756).

Solidarité (accent mis sur la —) : *Goux (Christian)* (p. 5732) ; *Chouat (Didier)* (p. 5732, 5736) ; *Salmon (Henry)* (p. 5738) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5742).

Système financier (rôle du —) : *Goux (Christian)* (p. 5732) ; *Jans (Parfait)* (p. 5759).

Transports : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 5761).

Travail (durée du —) : *Chouat (Didier)* (p. 5735) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5741) ; *Chomat (Paul)* (p. 5746).

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 1983] (p. 5779) [30 novembre 1983] (p. 5804, p. 5843, p. 5862].

Article 1er *(approuvant le rapport annexé à la présente loi relatif au IXe Plan)* (p. 5779) ; objet de la planification ; contenu du P.P.E. n° 12 « améliorer la justice et la sécurité » ; efficacité des conseils de prévention et de sécurité ; situation des victimes ; amendement n° 131 de M. Michel Noir (modifiant l'intitulé du P.P.E. n° 1 relatif à la modernisation de l'industrie) ; référence à l'allègement des charges des entreprises ; relance de la coopération industrielle européenne (p. 5780) ; rejeté ; amendement n° 132 de M. Michel Noir (objectifs de la stratégie industrielle de la France) ; inadaptation des industries de base ; allègement des charges fiscales et des prélèvements obligatoires ; industrie et recherche ; rejeté ; amendement n° 138 de M. Michel Barnier (rôle et pouvoirs du chef d'entreprise) (p. 5781) ; rejeté ; amendement n° 112 de Pierre Méhaignerie (développement de la sous-traitance des grandes entreprises) ; rôle des petites et moyennes entreprises ; rejeté ; amendement n° 95 de M. Charles Fèvre (filière bois) ; adopté ; amendement n° 96 de M. Charles Fèvre (effort en faveur du remembrement) (p. 5782) ; rejeté ; amendement n° 133 de M. Michel Noir (allègement des charges fiscales des entreprises) ; rejeté ; amendement n° 139 de M. Michel Barnier (développement de l'épargne) ; préservation des patrimoines ; rejeté ; amendement n° 82 de M. Parfait Jans (protection de l'épargne populaire) (p. 5783) ; adopté ; amendement n° 135 de M. Michel Noir (développement de la coopération industrielle européenne) ; modernisation de l'appareil industriel ; adopté ; amendement n° 141 de M. Michel Barnier (modifiant l'intitulé du P.P.E. n° 2 : poursuite de la rénovation d'un système d'éducation et de formation des jeunes diversifié et pluraliste) (p. 5784) ; défense du pluralisme scolaire ; échec scolaire ; choix de la majorité en faveur de la paix scolaire (p. 5785) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 1 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (action du IXe Plan en faveur de l'élévation des qualifications de tous les jeunes) ; amendement n° 83 de M. Roland Renard soutenu par M. Georges Hage (même objet) ; rénovation du système d'éducation et de formation des jeunes ; amendement n° 83 retiré (p. 5786) ; amendement n° 1 adopté ; amendement n° 157 de M. Adrien Zeller (suppression de la référence à la création de 1 000 places supplémentaires en I.U.T.) ; rejeté ; amendement n° 2 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (prise en considération de la notion d'effectif optimal par classe) ; retiré ; amendement n° 3 de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales (pré-scolarisation dans le monde rural) ; adopté ; amendement n° 4 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rôle de l'enseignement élémentaire dans la lutte contre les inégalités scolaires) ; adopté (p. 5787) ; amendement 84 de M. Pierre Zarka soutenu par Georges Hage (importance du développement du second cycle long, général et technique) ; retiré ; amendement n° 52 du Gouvernement (portant à 4 ans la durée de formation des instituteurs et des P.E.G.C.) ; lutte contre l'échec scolaire ; formation des formateurs (p. 5788) ; adopté au scrutin public ; amendement n° 113 de M. Pierre Méhaignerie (pluralisme du système d'éducation) ; problème de l'utilisation des crédits affectés à l'éducation publique ; retiré ; amendement n° 159 de M. Adrien Zeller (suppression d'un membre de phrase) ; retiré ; amendement n° 126 de M. Daniel Goulet (respect et développement du pluralisme scolaire) ; retiré ; amendement n° 160 de M. Adrien Zeller (lutte contre l'analphabétisme dans les D.O.M.-T.O.M. et en France métropolitaine) ; retiré ; amendement n° 5 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (effort en faveur de l'égalité d'accès des jeunes gens et des jeunes filles à l'enseignement) (p. 5789) ; adopté ; amendement n° 127 de M. Daniel Goulet (lignes d'action spécifiques aux divers établissements) ; rejeté ; amendement n° 27 de la commission soutenu par M. Paul Chomat (précisant que les lignes d'action dans l'enseignement agricole auront pour objet de combler le retard avec l'enseignement général) ; sous-amendement n° 181 de M. Paul Chomat (suppression des mots « en tout domaine ») ; adopté ; amendement n° 27 ainsi modifié, adopté ; amendement n° 128 de M. Daniel Goulet (référence aux chambres consulaires) ; retiré ; amendement n° 53 du Gouvernement (rôle des missions locales) ; sous-amendement n° 167 de M. Michel Coffineau soutenu par M. Didier Chouat, rapporteur pour avis (coordination de l'action des missions locales par une délégation interministérielle) (p. 5790) ; consultation des collectivités locales sur l'implantation des missions ; sous-amendement adopté ; amendement n° 53 ainsi modifié, adopté ; amendement n° 7 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (référence à la délégation à l'insertion professionnelle et syndicale des jeunes en difficulté) ; devenu sans objet ; amendement n° 129 de M. Daniel Goulet (référence aux chambres consulaires

régionales) ; retiré ; amendement n° 57 d'Adrien Zeller (substituant à une référence à la décentralisation, une référence à la déconcentration) ; adopté ; amendement n° 58 de M. Adrien Zeller (nécessité d'éviter tout transfert de charge non compensé) (p. 5791) ; rejeté ; amendement n° 65 de la commission de la production et des échanges (développement de l'effort de coopération internationale en matière de recherche) ; adopté ; amendement n° 66 de la commission de la production et des échanges (incitation à la création de banques données spécialisées) ; adopté ; amendement n° 67 de la commission de la production et des échanges (effort visant à favoriser la rédaction, la pression et la diffusion de publications en langue française) ; adopté ; amendement n° 161 de M. Adrien Zeller (référence aux grandes écoles) ; rejeté ; amendement n° 143 de M. Michel Barnier (liberté et pluralisme des moyens de communication écrite et audiovisuelle) ; problème du programme de satellites de télévision directe ; (p. 5792) ; rejeté ; amendement n° 9 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (promotion des langues et cultures régionales) ; adopté ; amendement n° 162 de M. Adrien Zeller (moyens des stations régionales de télévision) ; retiré ; amendement n° 77 de M. Adrien Zeller (décisions des collectivités locales en matière de division régionale) ; rejeté ; amendement n° 28 de la commission soutenu par M. Paul Chomat (diversification des approvisionnements énergétiques) ; adopté ; amendement n° 29 de la commission soutenu par M. Paul Chomat (mise en valeur de procédés nouveaux et d'utilisation du charbon) (p. 5793) ; retiré (p. 5794) ; amendement n° 68 de la commission de la production et des échanges soutenu par M. Michel Cartelet (étude de toutes les alternatives énergétiques) ; amendement n° 183 du Gouvernement (même objet) ; expertise énergétique ; amendement n° 68 rejeté ; amendement n° 183 adopté ; amendement n° 69 de la commission de la production des échanges soutenu par M. Michel Cartelet (politique commerciale et technique menée par E.D.F.) ; adopté ; amendement n° 70 de la commission de la production et des échanges soutenu par M. Michel Cartelet (promotion de l'utilisation du solaire passif) ; adopté ; rénovation énergétique du parc de logement existant (p. 5805) ; amendement n° 10 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (redressement de la situation de l'emploi et taux de croissance de l'économie) ; amendement n° 169 de M. Michel Coffineau (même objet) ; réduction du temps de travail et temps choisi ; échec du plan intérimaire en matière de taux de croissance ; amendement n° 10 rejeté ; amendement n° 169 adopté ; amendement n° 11 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (précisant que la croissance économique pourra à elle seule parvenir à un redressement satisfaisant au cours du IXe Plan) ; amendement n° 170 de M. Michel Coffineau (même objet) (p. 5806) ; amendement n° 11 rejeté ; amendement n° 170 adopté ; amendement n° 12 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales soutenu par M. Michel Coffineau (intervention des salariés dans leur travail et dans les choix technologiques et industriels dans l'entreprise) ; adopté ; amendement n° 13 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales soutenu par M. Michel Coffineau (obligation annuelle de négocier dans les entreprises) ; adopté ; amendement n° 144 de M. Michel Barnier (information du Parlement grâce à un rapport déposé par le Gouvernement sur le bureau des Assemblées) ; conséquences de l'abaissement du temps de travail et de la promotion du temps choisi ; « suivi » de l'exécution du Plan ; rejeté ; amendement n° 166 de M. Dominique Taddéi, à titre personnel, soutenu par M. Jean-Paul Planchou (références aux aspects sociaux et aux aspects économiques de la réduction du temps de travail) (p. 5807) ; amendement n° 30 de la commission (référence à une augmentation de la durée moyenne d'utilisation des équipements industriels) ; gains de productivité entraînés par la réduction du temps de travail ; amendement n° 168 adopté ; amendement n° 30 rejeté ; amendement n° 14 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales soutenu par M. Michel Coffineau (intégration de la dimension emploi-formation-organisation et réduction du temps de travail dans les contrats de Plan) ; sous-amendement n° 184 du Gouvernement (référence à l'organisation du travail) ; adopté ; amendement n° 14 ainsi modifié, adopté ; amendement n° 31 de la commission (rencontre entre le Gouvernement et les partenaires sociaux pour favoriser la mise en œuvre des accords portant sur la réduction du temps de travail) ; sous-amendement n° 185 du Gouvernement (de précision) adopté ; amendement n° 31, ainsi modifié, adopté (p. 5808) ; amendement n° 15 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales soutenu par M. Michel Coffineau (cas des travailleurs postés et des entreprises introduisant d'importantes innovations technologiques) ; risque de réduire la compétitivité d'un certain nombre d'entreprises ; amendement n° 16 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales soutenu par M. Michel Coffineau (abaissement de la durée maximale du travail) ; adopté ; amendement n° 17 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (lutte contre toutes les formes de travail clandestin) (p. 5809) ; adopté ; amendement n° 18 de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales soutenu par M. Michel Coffinea u (renforcement du service public de l'emploi) ; sous-amendement n° 186 du Gouvernement (suppression d'une référence à une programmation pluriannuelle) ; sous-amendement n° 186 adopté ; amendement n° 18, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 20 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales soutenu par M. Michel Coffineau (mobilisation des organismes de formation professionnelle) ; adopté ; amendement n° 145 de M. Michel Barnier (aménagement des seuils créés par la législation du travail) (p. 5810) ; participation des salariés au comité d'entreprise ; adopté ; amendement n° 97 de M. Charles Fèvre (maintien au niveau maximum du nombre des actifs agricoles) ; installation des jeunes agriculteurs ; dotation aux jeunes agriculteurs ; services de remplacement des agriculteurs indisponibles ; rejeté ; amendement n° 146 de M. Michel Barnier (action visant à sensibiliser les français aux dangers protectionnistes) (p. 5811) ; organisation de campagnes d'information par le Gouvernement ; rejeté ; amendement n° 137 de M. Michel Noir soutenu par M. Michel Barnier (mesures tendant à élargir les parts de marchés de l'économie française) ; absence de grands secteurs forts dans le secteur industriel d'exportation français ; prévision du B.I.P.E. ; volonté de l'opposition de poursuivre la politique des créneaux (p. 5812) ; rejeté ; amendement n° 78 de M. Adrien Zeller (implantation de l'école nationale d'exportation) ; rejeté ; amendement n° 187 du Gouvernement (renforcement de la fonction commerciale des petites et moyennes industries) ; réservé ; amendement n° 171 de M. Jean-Yves Le Drian (investissement dans le domaine des pêches maritimes et des cultures marines) ; déficit de la balance commerciale des produits de la mer (p. 5813) ; politique de la mer ; adopté ; amendement n° 187 du Gouvernement précédemment réservé ; amendement n° 121 de M. Paul Chomat (études conduites sur les entreprises les plus exportatrices) ; amendement n° 121 retiré ; mauvaise rédaction de l'amendement n° 187 du Gouvernement (p. 5814) ; amendement n° 187 adopté après rectification ; amendement n° 153 de M. Parfait Jans soutenu par Mme Adrienne Horvath (amélioration des équipements maritimes et portuaires et développement de la flotte de commerce sous pavillon national) ; lancement de la consultation nationale sur le littoral ; construction et réparation navales ; activité portuaire ; exemple du navire « Pierre-Guillaumat » ; crise mondiale des transports ; rejeté ; amendement n° 98 de M. Charles Fèvre (de précision) (p. 5815) ; caractéristique du système de transports ; développement des transports combinés (rail-route) ; rejeté ; amendement n° 147 de M. Michel Barnier (redressement des échanges extérieurs dans le cadre des politiques communes européennes) ; adopté ; amendement n° 79 de M. Adrien Zeller (suppression de la référence à la neutralité des mesures fiscales en faveur des familles vis-à-vis des budgets d'Etat et des collectivités locales) (p. 5816) ; rejeté ; amendement n° 45 de M. Henri Bayard (réflexion d'ensemble sur une éventuelle modification du système de prestations familiales) ; retiré ; amendement n° 190 du Gouvernement (études menées en concertation des partenaires sociaux et familiaux) ; adopté ; amendement n° 21 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (droit des femmes à exercer une activité professionnelle) ; adopté ; amendement n° 86 de M. Georges Hage retiré ; amendement n° 46 de M. Henri Bayard (participation des élus aux travaux de l'institut de la famille et de l'enfance) ; adopté ; amendement n° 122 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Dominique Frelaut (moyens d'exercices, notamment financiers accordés aux collectivités locales pour faire face à leurs responsabilités dans le domaine économique) ; réforme de la fiscalité locale (p. 5817) ; gel de la progression de la taxe professionnelle ; amendement n° 122 retiré ; amendement n° 32 de la commission (prêts à taux réduit accordés aux collectivités locales) ; succès des Codevi (p. 5818) ; modernisation de l'industrie agro-alimentaire ; rôle économique des collectivités locales ; évolution des excédents des caisses d'épargne (p. 5819) ; prêt Minjoz ; sous-amendement n° 191 de M. Dominique Frelaut (surplus de collecte dont peuvent bénéficier les collectivités locales pour leurs investissements productifs) ; sous-amendement n° 191 retiré (p. 5820) ; amendement n° 32 rejeté ; amendement n° 80 de M. Adrien Zeller (coût des prêts accordés aux

collectivités locales) ; rejeté ; amendement n° 33 de la commission (précisant que les dépenses d'équipement des collectivités locales devront représenter 2 p. 100 du produit intérieur brut pendant la durée du IXe Plan) (p. 5821) ; sous-amendement n° 192 de M. Adrien Zeller (suppression de la seconde partie du dernier alinéa de cet amendement) ; réduction du financement privilégié dont les collectivités locales bénéficiaient ; sous-amendement rejeté ; amendement n° 33 rejeté au scrutin public ; amendement n° 114 de M. Pierre Méhaignerie soutenu par M. Adrien Zeller (effort fiscal des collectivités locales) (p. 5822) ; rejeté ; amendement n° 99 de M. Charles Fèvre (lutte contre la désertification des campagnes) ; adopté ; amendement n° 34 de la commission (détermination des priorités nationales d'aménagement du territoire) ; rejeté ; amendement n° 59 de M. Adrien Zeller (référence du ministère de l'éducation nationale) ; retiré (p. 5823) ; amendement n° 60 de M. Adrien Zeller (déconcentration des services de l'Etat) ; rejeté ; amendement n° 81 de M. Adrien Zeller (transfert de services administratifs de l'Etat vers les collectivités locales) ; adopté ; amendement n° 163 de M. Adrien Zeller (nécessité de tenir compte des nécessités de la déconcentration en matière de création de postes de fonctionnaires) ; adopté ; amendement n° 164 de M. Adrien Zeller (transfert des services extérieurs de l'Etat) devenu sans objet ; amendement n° 165 de M. Adrien Zeller (rapport sur la déconcentration soumis au Parlement) ; rejeté (p. 5824) ; amendement n° 22 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales soutenu par Mme Jacqueline Osselin (réanimation de la vie collective dans les villes) ; importance du programme prioritaire n° 10 « Mieux vivre dans la ville » (p. 5843) ; adopté ; amendement n° 180 de Pierre Micaux soutenu par M. Adrien Zeller (référence aux quart-monde, familles et personnes vivant en situation d'extrême pauvreté) adopté ; amendement n° 172 de Mme Jacqueline Osselin (rédactionnel) ; adopté ; amendement n° 23 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales soutenu par Mme Jacqueline Osselin (difficulté de gestion des organismes d'H.L.M.) ; adopté ; amendement n° 24 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales soutenu par Mme Jacqueline Osselin (rôle des associations au sein des commissions régionales pour le développement social des quartiers) ; réhabilitation des logements anciens ; adopté (p. 5844) ; amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales soutenu par Mme Jacqueline Osselin (amélioration de la qualité urbaine de l'environnement) ; adopté ; amendement n° 149 de M. Michel Barnier (établissement d'un inventaire des charges indûment imposées au régime de sécurité sociale) ; rejeté ; amendement n° 150 de M. Michel Barnier (réforme du financement du système de santé) ; rejeté ; amendement n° 87 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (référence à la médecine scolaire) ; adopté (p. 5845) ; amendement n° 173 de M. Jean-Michel Belorgey soutenu par M. Jean-Paul Planchou, rapporteur suppléant (sécurité dans les villes) ; adopté ; amendement n° 174 de M. Jean-Michel Belorgey soutenu par M. Jean-Paul Planchou, rapporteur suppléant (de précision) ; adopté ; amendement n° 175 de M. Jean-Michel Belorgey soutenu par M. Jean-Paul Planchou, rapporteur suppléant (même objet) ; adopté ; amendement n° 176 de M. Jean-Michel Belorgey soutenu par M. Jean-Paul Planchou, rapporteur suppléant (référence aux programmes de sécurité) ; adopté ; amendement n° 77 de Jean-Michel Belorgey soutenu par M. Jean-Paul Planchou, rapporteur suppléant (cas de cofinancement) ; adopté ; amendement n° 151 de M. Michel Barnier (contenu du P.P.E. n° 13 : « garantir le développement agricole ») (p. 5846) ; actions prévues en faveur des industries agro-alimentaires ; effort fait par le Gouvernement en faveur de l'industrie ; enseignement technique et agricole (p. 5847) ; rejeté ; amendement n° 71 de la commission de la production et des échanges soutenu par M. Michel Cartelet (préférence aux usages économiquement et techniquement performants de l'électricité) ; adopté ; amendement n° 54 du Gouvernement (de précision) ; amendement n° 72 de la commission de la production et des échanges soutenu par Mme Adrienne Horvath (même objet) ; réduction des importations de charbon ; amendement n° 54 adopté ; en conséquence, l'amendement n° 72 devient sans objet ; amendement n° 73 de la commission de la production et des échanges soutenu par Mme Adrienne Horvath (maintien de la subvention d'exploitation des Charbonnages de France) ; amendement n° 55 du Gouvernement (maintien par l'Etat de l'effort financier fait pour les bassins charbonniers) (p. 5848) ; amendement n° 73 rejeté ; amendement n° 55 adopté ; amendement n° 124 de M. Paul Chomat (nécessité de rendre l'industrie plus attrayante à la jeunesse) ; échec scolaire déterminant l'orientation des jeunes vers une activité industrielle ; adopté ; amendement n° 178 de M. Jean-Yves Le Drian (référence à la mer) ; adopté ; amendement n° 100 de M. Charles Fèvre (promotion et renforcement de l'exploitation familiale) (p. 5849) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 101 de M. Charles Fèvre (mise en place des moyens de l'expansion de l'agriculture, des industries agricoles et alimentaires et des activités liées à la forêt) ; absence d'un programme prioritaire d'exécution propre à l'agriculture ; amélioration de la balance extérieure agro-alimentaire (p. 5850) ; rejeté ; amendement n° 102 de M. Charles Fèvre (référence aux investissements productifs publics et privés) ; effort en faveur de l'hydraulique, des travaux forestiers du drainage ; rejeté ; amendement n° 103 de M. Charles Fèvre (recherche d'une amélioration constante de la qualité des produits) ; rejeté ; amendement n° 104 de M. Charles Fèvre (effort entrepris à l'intention des candidats à l'installation) ; problèmes des jeunes agriculteurs ; rejeté ; amendement n° 105 de M. Charles Fèvre (vulgarisation de la comptabilité et des méthodes de gestion comptables auprès des agriculteurs exploitants) (p. 5851) ; rejeté ; amendement n° 106 de M. Charles Fèvre (amélioration des conditions d'installation et de vie des agriculteurs et notamment des jeunes) ; adopté ; amendement n° 179 de M. Jean-Yves Le Drian (réduction du déficit de la balance des produits de la mer) ; adopté ; amendement n° 108 de M. Charles Fèvre (fiscalité agricole) ; rejeté ; amendement n° 109 de M. Charles Fèvre (concurrence saine et stimulante à laquelle doivent se livrer les moyens de transports) (p. 5852) ; rejeté ; amendement n° 61 de M. Adrien Zeller (études préliminaires à la réalisation du T.G.V. est-européen) ; rejeté ; amendement n° 166 de M. Adrien Zeller (même objet) devenu sans objet ; amendement n° 47 de M. Pierre Micaux (mise de la Seine à grand gabarit jusqu'au port de Nogent-sur-Seine-(Aube)) ; rejeté ; amendement n° 48 de M. Pierre Micaux (hydro-électricité) (p. 5853) ; rejeté ; amendement n° 51 de M. Pierre-Bernard Cousté (liaison Saône-Rhin) ; missions de la compagnie nationale du Rhône ; rejeté ; amendement n° 154 de M. Parfait Jans soutenu par M. Vincent Porelli (importance des transports maritimes) (p. 5854) ; nécessité de récupérer les trafics détournés vers des ports étrangers ; retiré ; amendement n° 115 de M. Pierre Méhaignerie (niveau de construction des logements neufs) (p. 5855) ; logement social ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 156 de M. Jean Jarosz (prime épargne-logement) ; diminution du taux d'intérêt des prêts locatifs aidés (p. 5856) ; retiré (p. 5857) ; amendement n° 35 de la commission (contenu des contrats de plan) ; sous-amendement n° 188 du Gouvernement (de précision) ; sous-amendement n° 193 de M. Adrien Zeller (adaptation des contrats de plan à chaque entreprise) ; sous-amendement n° 188 : adopté ; sous-amendement n° 193 : rejeté ; amendement n° 35, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 74 de la commission de la production et des échanges soutenu par M. Jean Jarosz (même objet) (p. 5862) ; consultation des institutions représentatives du personnel sur le plan de l'entreprise ; modalités du contrat d'entreprise ; lois sur les droits nouveaux des travailleurs ; amendements n° 36 et n° 74 : rejetés ; amendement n° 75 de la commission de la production et des échanges soutenu par M. Jean Jarosz (de précision) (p. 5863) ; amendement n° 37 de la commission (même objet) ; amendement n° 116 de M. Pierre Méhaignerie soutenu par M. Adrien Zeller (même objet) ; nécessité de retenir une formulation ne s'écartant pas de celle retenue pour l'article 7 de la loi de démocratisation du secteur public ; amendement n° 75 rejeté ; amendement n° 37 : adopté ; en conséquence, l'amendement n° 116 devient sans objet ; amendement n° 38 de la commission (concertation entre les sociétés nationales et les régions) ; sous-amendement n° 182 du Gouvernement (information des régions par les sociétés nationales) : adopté ; amendement n° 38, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 64 de M. Marcel Esdras soutenu par M. Charles Fèvre (effort de solidarité nationale en faveur des D.O.M.-T.O.M.) (p. 5864) ; rejeté ; amendement n° 88 de M. Paul Chomat soutenu par M. Parfait Jans (régime des retraites) : adopté ; amendement n° 39 de la commission (contrats de plan conclus entre l'Etat et les établissements financiers bancaires et non bancaires) ; sous-amendement n° 189 du Gouvernement (caractère éventuel de la conclusion de ces contrats) ; sous-amendement n° 189 : adopté ; amendement n° 39, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 89 de M. Parfait Jans (baisse des taux débiteurs) (p. 5865) ; désendettement des entreprises ; réduction de l'inflation ; resserrement de l'éventail des taux ; protection de l'épargne populaire ; retiré ; amendement n° 117 de M. Pierre Méhaignerie (nécessité d'éviter toute discrimination entre entreprises en matière de sélectivité de crédit) (p. 5866) ;

rejeté ; amendement n° 90 de M. Parfait Jans (suppression de la référence à la limitation des écarts de salaire constatés entre les institutions de crédit et les autres secteurs d'activité) : rejeté ; amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 41 de la commission (précisant que la conférence financière régionale sera consultée sur l'ensemble des opérations d'investissement financées totalement ou partiellement sur fonds publics) : adopté (p. 5867) ; amendement n° 118 de M. Pierre Méhaignerie (recours à la procédure des annulations de crédit) : adopté ; amendement n° 91 de M. Parfait Jans (adaptation de la fiscalité locale) (p. 5868) : rejeté ; amendement n° 62 de M. Adrien Zeller (révision des bases de la taxe d'habitation et de la taxe foncière) ; réhabilitation de l'habitat ; retiré ; amendement n° 42 de la commission (évolution du volume et de la structure des prélèvements obligatoires) (p. 5869) : rejeté ; amendement n° 119 de M. Pierre Méhaignerie (retour à la liberté des prix industriels) : rejeté au scrutin public (p. 5870) ; amendement n° 43 de la commission (augmentation des dépenses d'équipement des collectivités locales) : rejeté ; amendement n° 92 de M. Parfait Jans (de conséquence) ; réforme de la taxe professionnelle : retiré ; amendement n° 93 de M. Parfait Jans (équilibre des budgets sociaux) ; amendement n° 94 de M. Parfait Jans (même objet) ; sacrifices demandés aux ménages (p. 5871) ; amendements n° 93 et n° 94 : rejetés ; amendement n° 120 de M. Pierre Méhaignerie (contrôle du Parlement sur les contrats de plan) : rejeté ; amendement n° 110 de M. Charles Fèvre (bilan des actions sectorielles entreprises chaque année annexé au projet de loi de finances) : rejeté ; amendement n° 111 de M. Charles Fèvre (bilan des actions entreprises dans le secteur agro-alimentaire et forestier, annexé au projet de loi de finances) : rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 *(répartition des crédits budgétaires prévus pour l'exécution des 12 P.P.E.)* (p. 5872) : agriculture et exploitation familiale ; effort en faveur de l'agro-alimentaire et de la filière bois ; financement des collectivités locales ; adopté.

Article 3 *(intégration à la présente loi de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France et de la loi n° 83-606 du 8 juillet 1983 portant approbation de la programmation militaire)* : augmentation des crédits du budget civil de la recherche et du développement ; non respect des prévisions ; promesses non tenues (p. 5873) ; adopté (p. 5874).

Explications de vote (p. 5874).

Amélioration du texte du présent projet de loi par l'Assemblée nationale : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 5877) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5877).

Attitude de l'opposition : *Chomat (Paul)* (p. 5875) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 5876).

Echec de la politique économique du Gouvernement : *Zeller (Adrien)* (p. 5874) ; *Goulet (Daniel)* (p. 5876).

Fiscalité locale : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 5876) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5877).

Formation des enseignants : *Chomat (Paul)* (p. 5875).

Logement : *Chomat (Paul)* (p. 5875).

Plan (objet du —) : *Zeller (Adrien)* (p. 5874) ; *Chomat (Paul)* (p. 5875) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 5876) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5877).

Modernisation de l'industrie française : *Goulet (Daniel)* (p. 5875) ; *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 5876).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Goulet (Daniel)* (p. 5876).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Zeller (Adrien)* (p. 5874).

Vote positif du groupe communiste : *Chomat (Paul)* (p. 5875).

Vote positif du groupe socialiste : *Le Drian (Jean-Yves)* (p. 5876).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5877).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [22 décembre 1983] (p. 6954).

Charbon et sidérurgie : *Zeller (Adrien)* (p. 6955) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6956).

Echec de la commission mixte paritaire : *Taddéi (Dominique)* (p. 6954).

Emploi : *Zeller (Adrien)* (p. 6954) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6956).

Inflation : *Zeller (Adrien)* (p. 6954) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6955).

Instituteurs (formation des —) : *Chomat (Paul)* (p. 6955).

Plans Etat-Régions : *Le Garrec (Jean)* (p. 6956).

Prix (liberté des —) : *Zeller (Adrien)* (p. 6955) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6956).

Talbot (affaire —) : *Zeller (Adrien)* (p. 6955) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 6956).

Vote du IXe Plan : *Le Garrec (Jean)* (p. 6954).

Discussion des articles [22 décembre 1983] (p. 6957).

Article 1er (p. 6957, 6958) : inflation ; libération des prix ; niveau du chômage ; production charbonnière ; amendement n° 1 du Gouvernement (création de postes au ministère de l'éducation nationale et au ministère de l'agriculture) (p. 6959) ; adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (mise en valeur de procédés nouveaux d'utilisation du charbon) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (changement des objectifs chiffrés à la page 86 dans le 4e alinéa du 2 du rapport annexé) ; PALULOS ; adopté ; amendement n° 4 du Gouvernement (supprimant les dispositions concernant la page 167 du rapport annexé) ; pouvoirs attribués au ministre chargé du budget ; rapport d'exécution du Plan ; adopté (p. 6960) ; amendement n° 5 de M. Adrien Zeller (retour à la liberté des prix industriels) : retiré ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 : adopté.

Article 3 : adopté (p. 6961).

Explications de vote (p. 6961).

Epargne : *Barnier (Michel)*.

Plans Etat-régions : *Barnier (Michel)* (p. 6962).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6962).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [22 décembre 1983] (p. 6972).

Réunion de la Commission des Finances : *Taddéi (Dominique)* (p. 6972).

Dernier texte voté par l'Assemblée Nationale (p. 6972 à 6975).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6975).

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**

— intérimaire.

Voir *Plan* **4.**

PLANS REGIONAUX

Voir *Questions au Gouvernement* **561.**

POISSONS ET PRODUITS D'EAU DOUCE ET DE LA MER

1. — Projet de loi n° 896 modifiant le décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la **pêche maritime.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **1415** (7 avril 1983). — Discussion le 14 avril 1983. — Adoption le 14 avril 1983. — Nouveau titre : « Projet de loi relatif au régime de la saisie et complétant la liste des agents habilités à constater les infractions dans le domaine des pêches maritimes ». — Projet de loi n° **328.**

Sénat (première lecture), n° **243** (1982-1983), dépôt le 15 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Marcel Daunay. — Rapport n° **344** (1982-1983) (25 mai 1983). — Discussion le 15 juin 1983. — Adoption le 15 juin 1983. — Projet de loi n° **138** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1593**, dépôt le 16 juin 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean Peuziat. — Rapport n° **1601** (21 juin 1983). — Discussion le 22 juin 1983. — Adoption définitive le 22 juin 1983. — Projet de loi n° **397.**

Loi n° 83-582 du 5 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1983 (p. 2065).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [14 avril 1983] (p. 272).

Aide à la modernisation des bateaux : *Duroméa (André)* (p. 274).

Anéantissement de certaines espèces : *Peuziat (Jean)* (p. 272) ; *Lengagne (Guy)* (p. 273, 277) ; *Duroméa (André)* (p. 274) ; *Beaufils (Jean)* (p. 276) ; *Provost (Eliane)* (p. 276).

« Europe bleue » : *Peuziat (Jean)* (p. 272) ; *Lengagne (Guy)* (p. 273) ; *Patriat (François)* (p. 276).

Naufrages : *Duroméa (André)* (p. 274) ; *Lengagne (Guy)* (p. 277).

Répression des infractions (décret de 1852) : *Peuziat (Jean)* (p. 272) ; *Lengagne (Guy)* (p. 273, 277) ; *Duroméa (André)* (p. 274) ; *Mauger (Pierre)* (p. 275) ; *Beaufils (Jean)* (p. 276) ; *Provost (Eliane)* (p. 276) ; *Patriat (François)* (p. 277).

Responsabilité solidaire des commettants : *Peuziat (Jean)* (p. 273).

Revenu des pêcheurs : *Duroméa (André)* (p. 274) ; *Lengagne (Guy)* (p. 277).

Saisie (procédure de —) : *Peuziat (Jean)* (p. 273) ; *Lengagne (Guy)* (p. 273, 277) ; *Duroméa (André)* (p. 275) ; *Mauger (Pierre)* (p. 275) ; *Beaufils (Jean)* (p. 275) ; *Provost (Eliane)* (p. 276).

Discussion des articles [14 avril 1983] (p. 277).

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de la commission (élargissant le champ d'application des dispositions du présent projet de loi à l'ensemble des textes réglementant les pêches maritimes) (p. 277) : adopté.

Article 1er (*mesures conservatoires et sanctions applicables en cas d'infraction à la réglementation de l'utilisation des navires et des engins de pêche*) : amendement n° 2 de la commission (régime des saisies) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 1er ; amendements nos 19, 20 et 21 de M. Pierre Mauger : devenus sans objet.

Après l'article 1er : amendement n° 3 de la commission (régime des saisies applicable aux navires) : adopté.

Article 2 (*mesures conservatoires et sanctions applicables en cas d'infraction à la réglementation des produits de la pêche*) (p. 278) ; amendement n° 4 de la commission (vente des produits saisis) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 2 ; amendement n° 25 de M. Pierre Mauger : devenu sans objet.

Après l'article 2 : amendement n° 5 de la commission (recherche des produits des pêches réalisées en infraction) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (liste des agents habilités par la présente loi à procéder à cette recherche) ; sous-amendement n° 17 du Gouvernement à l'amendement n° 6 de la commission (cas des contrôleurs des affaires maritimes) (p. 279) : adopté ; amendement n° 17, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 7 de la commission (rôle de l'administrateur des affaires maritimes) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (possibilité de requérir la force publique) : adopté.

Article 3 (*sanctions applicables*) : amendement n° 9 de la commission (détournement ou destruction de navires ou de produits de pêche saisis) : adopté ; amendement n° 22 de M. Pierre Mauger : devenu sans objet ; amendement n° 10 de la commission (respect de la destination des produits saisis) : adopté ; amendement n° 11 de la commission (amende mise à la charge du commettant) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté (p. 280).

Après l'article 3 : amendement n° 12 de la commission (prévoyant un décret en Conseil d'Etat) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (abrogation de certaines dispositions en vigueur) : adopté.

Article 4 (*agents habilités à rechercher et à constater les infractions et à procéder aux saisies*) : amendement n° 14 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 4 est supprimé.

Après l'article 4 : amendement n° 18 de M. André Duroméa (conséquence de la saisie pour les membres des équipages) : adopté après rectification.

Article 5 (*appréhension des biens susceptibles d'être saisis et réquisition de la force publique*) : amendement n° 15 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, l'article 5 est supprimé ; amendements n° 23 et n° 24 de M. Pierre Mauger : devenus sans objet (p. 281).

Titre : amendement n° 16 de la commission (modifiant le titre du présent projet de loi) : adopté ;

— en conséquence, le titre du projet de loi est modifié (p. 282).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 282).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [22 juin 1983] (p. 2960).

C.E.E. : *Peuziat (Jean)* (p. 2960).

Sanctions (compensation économique et sociale des —) : *Peuziat (Jean)* (p. 2960).

Saisies : *Peuziat (Jean)* (p. 2960) ; *Lengagne (Guy)* (p. 2961).

Stocks halieutiques (protection des —) : *Lengagne (Guy)* (p. 2961).

Discussion des articles [22 juin 1983] (p. 2961).

Articles 1er A, 1er, 1er bis et 2 bis : adoptés (p. 2961).

Articles 2 quater, 2 quinquies, 3, 4 bis : adoptés (p. 2962).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2962).

POLICE

2. — Proposition de loi cadre n° 1712 tendant à l'**utilisation démocratique de la force publique** et instituant un ensemble de règles déontologiques applicables aux fonctionnaires de police. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 7 juillet 1983 par M. Guy Ducoloné. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Guy Ducoloné (6 octobre 1983).

3. — Proposition de résolution n° 1728 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **violences policières** qui ont réprimé sauvagement les manifestations à Paris mais aussi en province, entre le 5 et le 12 mai 1983, pour établir les responsabilités et prévenir à l'avenir de tels débordements. — Dépôt à l'Assemblée nationale le 3 octobre 1983, par M. Georges Mesmin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (20 octobre 1983). — Rapport n° **1777** (3 novembre 1983).

Personnels de la —

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

Personnels féminins de la —

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

Situation dans la —

Voir *Questions au Gouvernement* **603, 606, 609, 610, 613.**

POLICE PRIVEE

1. — Proposition de loi n° 809 tendant à réglementer l'**exercice de la profession de directeur ou de gérant de société de surveillance, de sécurité ou de gardiennage.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Discussion le 13 avril 1983. — Adoption le 13 avril 1983. — Nouveau titre : « Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance et de gardiennage et de transport de fonds ». — Proposition de loi n° **327.**

Sénat (première lecture), n° **237** (1982-1983), dépôt le 14 avril 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marc Becam. — Rapport n° **329** (1982-1983) (19 mai 1983). — Discussion le 26 mai 1983. — Adoption le 26 mai 1983. — Nouveau titre : « Proposition de loi tendant à réglementer les activités de sécurité privée ». — Proposition de loi n° **116** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1533**, dépôt le 26 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot. — Rapport n° **1566** (9 juin 1983). — Discussion le 13 juin 1983. — Adoption avec modifications le 13 juin

1983. — Nouveau titre : « Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds ». — Proposition de loi n° **377**.

Sénat (deuxième lecture), n° **388** (1982-1983), dépôt le 14 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marc Bécam. — Rapport n° **437** (1982-1983) (23 juin 1983). — Discussion le 24 juin 1983. — Adoption avec modifications le 24 juin 1983. — Proposition de loi n° **158** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1641**, dépôt le 24 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire. — Nomination [*J.O.* du 26 juin 1983] (p. 1924). — Bureau [*J.O.* du 29 juin 1983] (p. 1952).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. François Massot. — Rapport n° **1658** (28 juin 1983). — Discussion le 29 juin 1983. — Adoption avec modifications le 29 juin 1983. — Proposition de loi n° **430**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Marc Bécam. — Rapport n° **451** (1982-1983) (28 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption définitive le 30 juin 1983. — Proposition de loi n° **176** (1982-1983).

Loi n° 83-629 du 12 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 13 juillet 1983 (p. 2155).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [13 avril 1983] (p. 262).

Activités anti-syndicales et anti-grève : *Massot (François)* (p. 262) ; *Sarre (Georges)* (p. 263).

Autorisation préalable (régime de l'—) : *Massot (François)* (p. 263) ; *Sarre (Georges)* (p. 264).

Bavures : *Massot (François)* (p. 262) ; *Sarre (Georges)* (p. 264).

Clientèle des entreprises de gardiennage : *Massot (François)* (p. 262) ; *Sarre (Georges)* (p. 263).

Conditions d'accès à la profession : *Massot (François)* (p. 263) ; *Sarre (Georges)* (p. 264) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 265).

Convention collective (absence de —) : *Sarre (Georges)* (p. 264).

Insécurité (développement d'un sentiment d'—) : *Massot (François)* (p. 262) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 265).

Isigny (affaire d'—) : *Sarre (Georges)* (p. 263) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 265).

Milices patronales et privées : *Massot (François)* (p. 262) ; *Sarre (Georges)* (p. 263) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 265).

Transport d'objets précieux : *Massot (François)* (p. 262) ; *Defferre (Gaston)* (p. 265).

Discussion des articles [13 avril 1983] (p. 266).

Article 1er (*définition des activités de surveillance et de gardiennage*) : amendement n° 4 du Gouvernement (cas des entreprises assurant le convoyage et la sécurité du transport de fonds, de bijoux et de métaux précieux) : adopté ; amendement n° 5 du Gouvernement (distinction entre les sociétés de protection de personnes et les sociétés de protection de biens) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (*activités des entreprises visées par le présent projet de loi*) : amendement n° 1 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (dénomination des entreprises régies par la présente loi) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 (*faisant interdiction aux entreprises de surveillance et de gardiennage de s'immiscer dans le déroulement d'un conflit du travail*) ; amendement n° 2 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (interdisant aux sociétés de surveillance et de gardiennage de se livrer à une surveillance relative à des opinions politiques, religieuses et syndicales) (p. 266) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 (*conditions d'accès à la profession*) : adopté.

Article 5 (*relatif aux personnes employées par les entreprises de surveillance et de gardiennage*) : adopté.

Article 6 (*cas des anciens fonctionnaires de police et des anciens militaires*) : adopté.

Article 7 (*délivrance d'une autorisation préalable avant la création d'une entreprise de surveillance et de gardiennage*) : amendement n° 6 du Gouvernement (suppression de l'alinéa relatif aux activités entraînant une présence sur la voie publique) ; refus du Gouvernement de donner des autorisations de détention d'armes *a priori* : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 (*remise d'un récépissé auquel donne lieu l'autorisation préalable*) : amendement n° 7 du Gouvernement (suppression du second alinéa de cet article) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 (*caractère non officiel de l'entreprise ayant obtenu une autorisation préalable*) : adopté (p. 267).

Article 10 (*publicité de l'autorisation administrative préalable*) : adopté.

Article 11 (*conditions des ports d'armes*) : amendement n° 8 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 (*cas des entreprises disposant d'un service interne chargé d'une activité de surveillance ou de gardiennage*) : amendement n° 3 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) : rejeté ;

— article 12, adopté.

Article 13 (*suspension de l'autorisation préalable*) : adopté (p. 268).

Article 14 (*infraction aux dispositions de la présente loi*) : amendement n° 11 de M. Alain Richard soutenu par M. François Massot (employeur ayant eu recours « en connaissance de cause » aux services d'une personne ne remplissant pas les conditions prévues à l'article 5 de la présente loi) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 (*dissimulation d'une activité de surveillance et de gardiennage sous couvert d'une activité commerciale*) : adopté.

Article 16 (*infraction commise par le dirigeant de droit ou de fait*) : adopté.

Article 17 (*fermeture de l'entreprise de surveillance ou de gardiennage*) : adopté.

Article 18 (*mise en conformité des sociétés existantes avec la présente loi*) : amendement n° 12 de M. Alain Richard soutenu par M. François Massot (de correction) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Article 19 (*cessation des fonctions des employés ne remplissant pas les conditions fixées par l'article 5 de la présente loi*) : adopté.

Article 20 (*modalités d'application de la présente loi*) : amendement n° 9 du Gouvernement (problème de la délivrance des autorisations de port d'armes) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté (p. 269).

Article 21 (*élaboration d'une convention collective de travail*) : amendement n° 10 du Gouvernement (de suppression) : adopté ; en conséquence, article 21, supprimé (p. 270).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 270).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [13 juin 1983] (p. 2443).

Portée du présent texte de loi : *Massot (François)* (p. 2443).

Discussion des articles [13 juin 1983] (p. 2443).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (rétablissant le terme de gardiennage) ; cas des gardiens exerçant exclusivement des fonctions de concierge (p. 2443) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (suppression de la référence à la notion de sécurité pri-

vée) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 19 de M. Gilbert Gantier (définissant l'activité des transports de fonds) ; refus d'assujettir à la présente loi toute entreprise de déménagement : rejeté ; amendement n° 3 de la commission (suppression du dernier alinéa de cet article) (p. 2444) ; cas des gardiens exerçant exclusivement des fonctions de concierge : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 1er bis : amendement n° 22 de la commission (précisant que l'exercice par une entreprise d'une activité de protection de personne est exclusive des activités prévues à l'article 1er du présent projet de loi) : adopté après rectification ; en conséquence ce texte devient l'article 1er bis et l'amendement n° 4 de la commission devient sans objet.

Article 2 : amendement n° 20 de M. Gilbert Gantier (distinction entre les entreprises de surveillance et de prévention et les entreprises de transport de fonds) ; sous-amendement n° 5 de la commission (substituant au mot « prévention » le mot « gardiennage ») ; sous-amendement : adopté (p. 2445) ; amendement n° 20 : adopté ; amendement n° 6 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 17 du Gouvernement (protection statique des établissements) ; amendement n° 18 du Gouvernement (même objet) : adoptés ; amendement n° 7 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 : adopté.

Article 4 : amendement n° 8 de la commission (cas des personnes ayant fait l'objet d'une condamnation à une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté (p. 2446).

Article 5 : amendement n° 9 de la commission (dispositions s'appliquant aux employés des sociétés de surveillance) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6, supprimé par le Sénat : cas des anciens policiers ou anciens militaires.

Article 7 : adopté.

Article 8 : supprimé par le Sénat.

Article 9 : amendement n° 10 de la commission (précisant que l'autorisation administrative préalable n'engage en aucune manière la responsabilité des pouvoirs publics) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 11 : amendement n° 11 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 (p. 2447) ; amendement n° 12 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (cas des services de surveillance de gardiennage ou de transport de fonds internes aux entreprises) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 13 : adopté.

Article 14 : adopté.

Article 15 : adopté.

Article 16 : adopté.

Article 17 : amendement n° 13 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 : adopté.

Article 19 : amendement n° 14 de la commission (suppression de la seconde phrase du premier alinéa de cet article) (p. 2448) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 : adopté.

TITRE : amendement n° 15 de la commission (modifiant le titre du présent projet de loi) ; sous-amendement n° 16 du Gouvernement (référence à la protection des personnes) ; refus de faire référence à la sécurité privée ; sous-amendement : rejeté ; amendement n° 15 : adopté ; en conséquence le titre de la proposition de loi est modifié (p. 2449).

Explications de vote.

Vote positif du groupe communiste : *M. Parfait Jans* (p. 2449).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2449).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [29 juin 1983] (p. 3383).

Exercice conjoint des activités de transport de fonds, de surveillance et de gardiennage : *Massot (François)* (p. 3383).

Communication du bulletin n° 2 du casier judiciaire : *Massot (François)* (p. 3383) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3383).

Conditions d'accès à la profession de dirigeant ou d'employé : *Massot (François)* (p. 3383) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 3383).

Moralisation de la profession : *Franceschi (Joseph)* (p. 3383).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3384).

2. — **Proposition de loi n° 890** tendant à réglementer les **activités privées de surveillance et de gardiennage.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Discussion le 13 avril 1983. Voir « Police privée, 1 ».

POLICES PARALLELES

Voir *Questions au Gouvernement* **668.**

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Voir *Communauté économique européenne.*

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

5. — **Projet de loi n° 1401** autorisant le Gouvernement à prendre par **application de l'article 38 de la Constitution** diverses **mesures financières.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 6 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget et M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. — Urgence déclarée le 6 avril 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret (11 avril 1983). — Rapport n° **1416** (7 avril 1983). — Discussion le 11 avril 1983. — Adoption le 11 avril 1983. — Projet de loi n° **317.**

Sénat (première lecture), n° **228** (1982-1983), dépôt le 12 avril 1983. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **241** (1982-1983) (14 avril 1983). — Discussion le 19 avril 1983. — Rejet le 19 avril 1983. — Projet de loi n° **78** (1982-1983)

Commission mixte paritaire. — Nomination [*J.O.* du 21 avril 1983] (p. 1248). — Bureau [*J.O.* du 21 avril 1983] (p. 1248).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1436** (20 avril 1983)

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° 250 (1982-1983) (20 avril 1983). La commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1434**, dépôt le 19 avril 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1439** (20 avril 1983). — Discussion le 20 avril 1983. — Adoption avec modifications le 20 avril 1983. — Projet de loi n° **340.**

Sénat (deuxième lecture), n° **256** (1982-1983), dépôt le 21 avril 1983. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **263** (1982-1983) (21 avril 1983). — Discussion le 21 avril 1983. — Rejet le 21 avril 1983. — Projet de loi n° **80** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1449**, dépôt le 21 avril 1983. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Pierret. — Rapport n° **1450**

(21 avril 1983). — Discussion le 21 avril 1983. — Adoption définitive le 21 avril 1983. — Projet de loi n° **343.**

Loi n° 83-332 du 22 avril 1983, publiée au *J.O.* du 23 avril 1983 (p. 1267).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 avril 1983] (p. 164).

Amendements communistes (retrait des —) : *Lajoinie (André)* (p. 178).

Appareil productif français (insuffisance de l'—) :*Pierret (Christian)* (p. 164) ; *Delors (Jacques)* (p. 168) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 173) ; *Lajoinie (André)* (p. 177).

Charges des entreprises : *Pierret (Christian)* (p. 166) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 174).

Club Méditerranée : *Aubert (François d')* (p. 172).

Commerce extérieur : *Delors (Jacques)* (p. 167, 181) ; *Aubert (François d')* (p. 170) ; *Lajoinie (André)* (p. 177) ; *Germon (Claude)* (p. 180).

Comportements inflationnistes : *Pierret (Christian)* (p. 165).

Cotisation de 1 % sur le revenu imposable et emprunt obligatoire de 10 % : *Delors (Jacques)* (p. 168, 183) ; *Aubert (François d')* (p. 171) ; *Lajoinie (André)* (p. 178) ; *Anciant (Jean)* (p. 179) ; *Germon (Claude)* (p. 180).

Crise économique internationale : *Pierret (Christian)* (p. 164) ; *Delors (Jacques)* (p. 166) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 174) ; *Debré (Michel)* (p. 175).

Déficits publics : *Delors (Jacques)* (p. 168, 182) ; *Aubert (François d')* (p. 170) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 174).

Dévaluations : *Aubert (François d')* (p. 172) ; *Delors (Jacques)* (p. 181).

Dollar (conséquences de l'augmentation du —) : *Pierret (Christian)* (p. 164) ; *Delors (Jacques)* (p. 166) ; *Aubert (François d')* (p. 170).

Economie contractuelle : *Delors (Jacques)* (p. 169).

Emploi (niveau de l'—) : *Pierret (Christian)* (p. 165) ; *Delors (Jacques)* (p. 166, 169) ; *Aubert (François d')* (p. 171) ; *Lajoinie (André)* (p. 177) ; *Anciant (Jean)* (p. 179).

Emprunt Giscard 1973 : *Lajoinie (André)* (p. 177).

Endettement de la France : *Aubert (François d')* (p. 172) ; *Debré (Michel)* (p. 176) ; *Delors (Jacques)* (p. 182).

Entreprises publiques : *Delors (Jacques)* (p. 167, 181) ; *Aubert (François d')* (p. 172) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 174) ; *Debré (Michel)* (p. 176) ; *Lajoinie (André)* (p. 177) ; *Germon (Claude)* (p. 180).

Epargne (réorientation de l'—) : *Delors (Jacques)* (p. 167) ; *Aubert (François d')* (p. 172).

Epargne logement : *Delors (Jacques)* (p. 169).

Fiscale (réforme) : *Anciant (Jean)* (p. 179) ; *Delors (Jacques)* (p. 183).

Hostilité des milieux d'affaires internationaux à la politique économique française : *Pierret (Christian)* (p. 165).

Importations (réduction des —) : *Pierret (Christian)* (p. 165).

Impôt sur les grandes fortunes : *Lajoinie (André)* (p. 167) ; *Anciant (Jean)* (p. 179).

Inflation (lutte contre l'—) : *Pierret (Christian)* (p. 165) ; *Delors (Jacques)* (p. 166) ; *Lajoinie (André)* (p. 177).

Investissement industriel (insuffisance de l'—) : *Pierret (Christian)* (p. 165) ; *Delors (Jacques)* (p. 168, 182) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 173) ; *Debré (Michel)* (p. 176) ; *Anciant (Jean)* (p. 179) ; *Germon (Claude)* (p. 180).

Marché des changes et contrôle des changes : *Delors (Jacques)* (p. 168, 170) ; *Aubert (François d')* (p. 172).

Mondialisation de l'économie : *Delors (Jacques)* (p. 166).

Ordonnances (désaccord du groupe communiste sur la procédure des —) : *Lajoinie (André)* (p. 178).

Pays en voie de développement (difficultés des —) : *Pierret (Christian)* (p. 164) ; *Delors (Jacques)* (p. 169).

Productivité des administrations : *Pierret (Christian)* (p. 166) ; *Delors (Jacques)* (p. 184).

Protectionnisme : *Pierret (Christian)* (p. 165) ; *Debré (Michel)* (p. 176) ; *Germon (Claude)* (p. 180).

Recherche scientifique : *Delors (Jacques)* (p. 164).

Relance par la consommation : *Pierret (Christian)* (p. 165) ; *Delors (Jacques)* (p. 166, 183) ; *Aubert (François d')* (p. 170) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 173).

Revenus (connaissance des —) : *Anciant (Jean)* (p. 178) ; *Delors (Jacques)* (p. 182).

Salaires (fixation des —) : *Debré (Michel)* (p. 176).

Système monétaire européen (maintien de la France dans le —) : *Pierret (Christian)* (p. 165) ; *Delors (Jacques)* (p. 168) ; *Aubert (François d')* (p. 171) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 175) ; *Debré (Michel)* (p. 175-182).

Système monétaire international : *Pierret (Christian)* (p. 164) ; *Planchou (Jean-Paul)* (p. 174) ; *Debré (Michel)* (p. 175).

Taux d'intérêt (Baisse des —) : *Pierret (Christian)* (p. 175) ; *Delors (Jacques)* (p. 168).

Travail à temps partiel : *Delors (Jacques)* (p. 169) ;*Debré (Michel)* (p. 177).

Discussion des articles [11 avril 1983] (p. 188).

Article 1er *(autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances diverses mesures financières)* ; volonté du Gouvernement de réduire la consommation des ménages ; besoins de financement du secteur public ; fiscalisation de la sécurité social ; amendement n° 16 de M. Edmond Alphandéry (objectif de la réduction à moins de 45 milliards de francs du déficit de la balance commerciale en 1983 et suppression de tout déficit en 1984) ; amendement n° 7 de M. François d'Aubert soutenu par M. Edmond Alphandéry (rétablissement de l'équilibre de la balance des comptes courants) (p. 188) ; amendements n° 16 et n° 7 : rejetés ; amendement n° 17 de M. Edmond Alphandéry (rétablissement du commerce extérieur d'ici à 1984) ; modèles économétriques ; rejeté ; amendement n° 18 de M. Edmond Alphandéry (interdisant au Gouvernement d'avoir recours à des mesures protectionnistes) (p. 189) : rejeté ; amendement n° 19 de M. Edmond Alphandéry (suppression progressive de l'endettement extérieur de la France) ; amendement n° 8 de M. François d'Aubert soutenu par M. Edmond Alphandéry (limitation de l'endettement de la France) ; objet et coût de l'emprunt Giscard (p. 190) ; amendements n° 19 et n° 8 : rejetés ; amendement n° 20 de M. Edmond Alphandéry (imposant au Gouvernement le maintien du franc au sein du S.M.E.) (p. 191) : rejeté ; amendement n° 21 de M. Edmond Alphandéry (précisant que le Gouvernement devra progressivement diminuer le déficit du budget de l'Etat) : rejeté ; amendement n° 22 de M. Edmond Alphandéry (nécessité de diminuer le découvert du budget de l'Etat) : rejeté ; amendement n° 9 de M. François d'Aubert (déficit du secteur nationalisé) : non soutenu ; amendement n° 23 de M. Edmond Alphandéry (rééquilibrage des régimes d'assurance maladie, de retraite et du budget de l'U.N.E.D.I.C.) (p. 192) ; rejeté ; amendement n° 38 de M. Edmond Alphandéry (contrôle de l'évolution des prélèvements obligatoires) ; budgétisation des allocations familiales ; rejeté ; amendement n° 25 de M. Edmond Alphandéry (diminution du rythme de hausse des prix sans retour au blocage généralisé) ; amendement n° 10 de M. François d'Aubert soutenu par M. Edmond Alphandéry (diminution de la hausse des prix) (p. 193) ; volonté du Gouvernement de réduire la progression de la masse monétaire ; encadrement du crédit ; amendements n° 25 et n° 10 : rejetés ; amendement n° 11 de M. François d'Aubert (nécessité d'éviter un accroissement du chômage) : non soutenu ; amendement n° 26 de M. Edmond Alphandéry (imposant au Gouvernement de ne pas imputer le pouvoir d'achat moyen des ménages) (p. 194) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 27 de M. Edmond Alphandéry (caractère limitatif des mesures énumérées dans cet article) : rejeté ; amendement n° 28 de M. Edmond Alphandéry (diminution du déficit budgétaire grâce à l'émission d'un emprunt obligatoire) rejeté ; amendement n° 13 de M. François d'Aubert (taux unique de prélèvement) : non soutenu ; amendement n° 29 de M. Edmond Alphandéry (mise en place d'un système de fiscalisation progressive des allocations familiales) (p. 195) : rejeté ; amendement n° 14 de M. François d'Aubert (caractère exceptionnel et temporaire de la contribution sur les revenus des personnes physiques) : non soutenu ; amendement n° 30 de M. Edmond Alphandéry (caractère temporaire de la contribution sur les revenus des personnes physiques) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 31 de M. Edmond Alphandéry (précisant

que la contribution sur les revenus des personnes physiques sera modulée d'après la situation et les charges de famille du contribuable) (p. 196) : rejeté ; amendement n° 15 de M. François d'Aubert (mesures destinées à améliorer la situation financière et l'auto-financement des entreprises) : non soutenu ; amendement n° 33 de M. Edmond Alphandéry (démantèlement progressif et rapide des montants compensatoires monétaires) ; dévaluation du franc vert (p. 197) ; augmentation du revenu agricole ; résultats des élections municipales en zone rurale ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 36 de M. Gilbert Gantier (élaboration d'une réglementation des changes compatibles avec la liberté des citoyens d'aller et venir) (p. 198) ; dispositions prises en faveur de l'industrie du tourisme ; rejeté ; amendement n° 37 de M. Gilbert Mathieu (précisant que les mesures contenues dans cet article ne seront pas applicables aux artisans, commerçants et agriculteurs) : rejeté ;

— article 1er, adopté (p. 199).

Article 2 *(projet de loi portant ratification des ordonnances)* : signification du recours à la procédure des ordonnances par le Gouvernement ; absence de confiance des Français vis-à-vis du Gouvernement ; amendement n° 34 de M. Edmond Alphandéry (dépôt du projet de loi mentionné par cet article avant le 15 juin 1983) ; taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 200) ; déroulement des réunions de la commission des finances (p. 201) ; rejeté ; amendement n° 35 de M. Edmond Alphandéry (précisant que le projet de loi portant ratification des ordonnances comportera un état détaillé de l'évolution du commerce extérieur et de l'endettement de la France) : rejeté ;

— article 2, adopté (p. 202).

Explications de vote.

Echec prévisible des mesures gouvernementales : *Alphandéry (Edmond)* (p. 203).

Fixation des temps de parole : *Pierret (Christian)* (p. 203).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Debré (Michel)* (p. 203).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Alphandéry (Edmond)* (p. 203).

Vote positif du groupe socialiste : *Bassinet (Philippe)* (p. 202).

Adoption du projet de loi au scrutin public (p. 204).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 avril 1983] (p. 432).

Blocage des prix (refus du —) : *Pierret (Christian)* (p. 432) ; *Zeller (Adrien)* (p. 433).

Dollar (hausse du —) : *Gantier (Gilbert)* (p. 432) ; *Zeller (Adrien)* (p. 433) ; *Delors (Jacques)* (p. 434).

Inflation et déséquilibre du commerce extérieur : *Delors (Jacques)* (p. 433).

Investissements (niveau des —) : *Gantier (Gilbert)* (p. 433, 435) ; *Delors (Jacques)* (p. 434).

Notion de durée en politique économique : *Pierret (Christian)* (p. 432).

Discussion des articles [20 avril 1983] (p. 435).

Article 1er : amendement n° 1 de M. Gilbert Gantier (mesures tendant à encourager l'investissement) ; emprunt obligatoire ; rejeté ;

— article 1er adopté.

Article 2 : adopté.

Explications de vote.

Augmentation du chômage : *Vivien (Robert-André)* (p. 436).

Niveau du dollar : *Vivien (Robert-André)* (p. 435).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Vivien (Robert-André)* (p. 436).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 436).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [21 avril 1983] (p. 490).

Diversité de pensée de la majorité : *Planchou (Jean-Paul)* (p. 491).

Nécessité et efficacité des mesures gouvernementales : *Delors (Jacques)* (p. 491).

Rôle des organisations syndicales : *Delors (Jacques)* (p. 491).

Dernier texte adopté par l'Assemblée Nationale (p. 492).

Explications de vote.

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Barnier (Michel)* (p. 492).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 492).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 492).

6. — Projet de loi n° 1724 portant **ratification des ordonnances** prises en application de la loi n° 83-332 du 22 avril 1983 autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, **diverses mesures financières.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 octobre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**
Motions de censure **10.**

Politique de relance.

Voir *Plan* **4.**

Politique économique du Gouvernement.

Voir *Questions au Gouvernement* **633.**

Situation économique.

Voir *Questions au Gouvernement* **604.**

POLITIQUE EXTERIEURE

5. — Projet de loi n° 1717 relatif à l'augmentation de la **quote-part de la France au fonds monétaire international** et à l'augmentation de sa participation aux accords généraux d'emprunt. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 octobre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Christian Goux (6 octobre 1983). — Rapport n° **1756** (14 octobre 1983). — Discussion le 18 octobre 1983. — Adoption le 18 octobre 1983. — Projet de loi n° **454.**

Sénat (première lecture), n° **26** (1983-1984), dépôt le 20 octobre 1983. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° **34** (1983-1984) (26 octobre 1983). — Discussion le 2 novembre 1983. — Adoption le 2 novembre 1983. — Projet de loi n° **15** (1983-1984).

Loi n° 83-967 du 9 novembre 1983, publiée au *J.O.* du 10 novembre 1983 (p. 3290).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 octobre 1983] (p. 4205).

Accords généraux d'emprunt (A.G.E.) : *Goux (Christian)* (p. 4206, 4207) ; *Delors (Jacques)* (p. 4208, 4213).

Afrique (situation des pays d'—) : *Goux (Christian)* (p. 4207) ; *Delors (Jacques)* (p. 4207, 4208, 4209).

Banques (rôle des —) : *Debré (Michel)* (p. 4211) ; *Delors (Jacques)* (p. 4213).

Banque mondiale et fonds monétaire international (rôle conjoint) : *Delors (Jacques)* (p. 4208).

Développement autocentré : *Goux (Christian)* (p. 4207).

Dollar : *Delors (Jacques)* (p. 4208) ; *Jans (Parfait)* (p. 4211) ; *Debré (Michel)* (p. 4211, 4214).

Droits de tirages spéciaux (D.T.S.) : *Goux (Christian)* (p. 4206) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4209) ; *Delors (Jacques)* (p. 4213).

Emprunts de la France auprès de la C.E.E. : *Debré (Michel)* (p. 4213) ; *Delors (Jacques)* (p. 4213).

Endettement des pays du tiers-monde : *Goux (Christian)* (p. 4206) ; *Delors (Jacques)* (p. 4207) ; *Jans (Parfait)* (p. 4210).

Etats-Unis (position au sein du F.M.I.) : *Jans (Parfait)* (p. 4210).

France (rôle sur le plan international) : *Gantier (Gilbert)* (p. 4209) ; *Debré (Michel)* (p. 4212).

Mexique (endettement extérieur) : *Delors (Jacques)* (p. 4213, 4214).

Non remboursement des dettes (causes) : *Debré (Michel)* (p. 4211).

Nouvel ordre économique international : *Jans (Parfait)* (p. 4211).

Politique internationale de rigueur : *Debré (Michel)* (p. 4212) ; *Delors (Jacques)* (p. 4214) ; *Goux (Christian)* (p. 4214).

Quote-part de la France : *Goux (Christian)* (p. 4206).

Quotes-parts (révisions des —) : *Goux (Christian)* (p. 4206) ; *Delors (Jacques)* (p. 4208) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4209).

Régulation des produits de base : *Delors (Jacques)* (p. 4209) ; *Jans (Parfait)* (p. 4211) ; *Debré (Michel)* (p. 4212).

Reprise de l'économie mondiale : *Debré (Michel)* (p. 4212) ; *Delors (Jacques)* (p. 4214) ; *Goux (Christian)* (p. 4214).

Surarmement des grandes puissances : *Debré (Michel)* (p. 4212).

Système monétaire international (réforme) : *Delors (Jacques)* (p. 4208, 4209, 4213) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4210) ; *Jans (Parfait)* (p. 4211) ; *Debré (Michel)* (p. 4212) ; *Goux (Christian)* (p. 4213).

Discussion des articles [18 octobre 1983] (p. 4215).

Article 1er *(autorisation du Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international)* ; solidarité internationale ; endettement des pays en voie de développement ; endettement de la France ; divergences entre le parti communiste et le Gouvernement sur la loi de programmation militaire ; responsabilité des Etats-Unis dans la crise monétaire internationale ; crédibilité de la France dans les instances internationales (p. 4215) ;

— article 1er adopté.

Article 2 *(autorisation du Gouvernement à participer à l'augmentation des concours susceptibles d'être accordés au Fonds monétaire international)* : adopté (p. 4216).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4216).

6. — Rapport d'information déposé par M. Lucien Pignion en application de l'article 29 du Règlement au nom des délégués de l'Assemblée Nationale à l'**Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale**, sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa 28e session ordinaire (1982-1983) (n° 1875) [12 décembre 1983].

7. — Rapport d'information déposé par M. Lucien Pignion en application de l'article 29 du Règlement au nom des délégués de l'Assemblée Nationale à l'**Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe**, sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa 34e session ordinaire (1982-1983) (**n° 1876**) [12 décembre 1983].

8. — Projet de loi n° 1881 relatif à la **levée des séquestres placés sur les biens allemands en France.** — *Sénat* (première lecture), n° **22** (1983-1984), dépôt le 13 octobre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Louis Jung. — Rapport n° **81** (1983-1984) (30 novembre 1983). — Discussion le 12 décembre 1983. — Adoption le 12 décembre 1983. — Projet de loi n° **29** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1881**, dépôt le 13 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Lydie Dupuy (15 décembre 1983). — Rapport n° **1888** (14 décembre 1983). — Discussion le 19 décembre 1983. — Adoption le 19 décembre 1983. — Projet de loi n° **508**.

Loi n° 84-3 du 3 janvier 1984, publiée au *J.O.* du 4 janvier 1984 (p. 147).

Discussion générale [19 décembre 1983] (p. 6778).

Aménagement du Rhin : *Grussenmeyer (François)* (p. 6778).

Convention européenne sur la pollution du Rhin : *Grussenmeyer (François)* (p. 6778).

Eglise protestante de la rue Blanche (restitution de l'—) : *Bertile (Wilfrid)* (p. 6778) ; *Souchon (René)* (p. 6778) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 6779).

Forêt du Mundat : *Bertile (Wilfrid)* (p. 6778) ; *Montdargent (Robert)* (p. 6779).

Indemnisation des « malgré-nous » : *Montdargent (Robert)* (p. 6779).

Travailleurs frontaliers : *Grussenmeyer (François)* (p. 6779).

Vignobles sous séquestre : *Bertile (Wilfrid)* (p. 6778) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 6778) ; *Montdargent (Robert)* (p. 6779).

Discussion des articles [19 décembre 1983] (p. 6779).

Article 1er *(restitution des biens sous séquestre)* : adopté.

Article 2 *(définition des biens visés par le texte)* : adopté.

Article 3 *(biens immobiliers faisant l'objet d'un contrat)* : adopté.

Article 4 *(demandes de restitution)* : adopté.

Article 5 *(constat de la restitution pour un procès-verbal)* : adopté.

Article 6 *(sort de l'église de la rue Blanche)* : adopté (p. 6779).

Après l'article 6 : amendement n° 1 de M. Robert Montdargent (rattachement de la forêt du Mundat à la commune de Wissembourg) ; approvisionnement de cette commune en eau potable ; retiré.

Article 7 *(absence d'indemnisation ou de bénéfice pour les biens restitués)* : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6780).

9. — Proposition de loi n° 1931 tendant à la création d'un fonds spécial d'urgence destiné à réaliser des aides pour la survie des personnes menacées par la faim, la malnutrition et le sous-développement dans les régions du **Tiers-Monde.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1983 par M. Jean-Paul Fuchs. — Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**

Lois de finances 7 (deuxième partie), relations extérieures affaires européennes, coopération et développement.

POLITIQUE MONETAIRE

Voir *Monnaie.*

POLLUTION ET NUISANCES

1. — Proposition de résolution n° 1243 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **pollution du Rhin et de la Moselle** par les chlorures

Assemblée nationale (première lecture). — Rapport n° **1437** (20 avril 1983).

2. — Proposition de loi n° 1357 tendant à créer une **taxe parafiscale sur les rejets de chlorures dans le Rhin et dans ses affluents.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Pierre Weisenhorn (2 avril 1983).

3. — Proposition de résolution n° 1455 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la disparition en France de fûts de **dioxine provenant de l'usine d'Isméa de Seveso.** — Dépôt à l'Assemblée nationale le 22 avril 1983, par M. François d'Aubert. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (5 mai 1983). — Rapport n° **1488** (11 mai 1983).

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Environnement et qualité de la vie.

Mer et littoral **9.**

Pollution sur la zone industrielle de Pertuis.

Voir *Questions orales sans débat* **467.**

POLOGNE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**

Négociation de la dette polonaise.

Voir *Questions au Gouvernement* **757.**

POLYNESIE FRANCAISE

1. — Proposition de loi n° 1500 visant à organiser une **souscription nationale** en faveur de la Polynésie française. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 11 mai 1983 par M. Raymond Forni et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. René Rouquet. — Rapport n° **1540** (1er juin 1983) et rapport supplémentaire n° 1550 (2 juin 1983) commun aux propositions de loi n° **1500** et n° **1543**(Polynésie française 1,2). — Discussion le 2 juin 1983. Voir Polynésie française 2.

2. — **Proposition de loi n° 1543** tendant à organiser une **souscription nationale en faveur de la Polynésie française.** — *Sénat* (première lecture), n° **238** (1982-1983), dépôt le 14 avril 1983 par M. Adolphe Chauvin et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Lionel Chevrier. — Rapport n° **352** (1982-1983) (1er juin 1983). — Discussion le 1er juin 1983. — Adoption le 1er juin 1983. — Proposition de loi n° **124** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1543**, dépôt le 2 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. René Rouquet (3 juin 1983). — Rapport n° **1550** (2 juin 1983), commun aux propositions de loi n° **1500** et **1543** (Polynésie française 1, 2). — Discussion le 2 juin 1983, commune aux propositions de loi n° **1500** et **1543** (Polynésie française 1 et 2). — Adoption le 2 juin 1983. — Proposition de loi n° **370.**

Loi n° 83-474 du 11 juin 1983, publiée au *J.O.* du 12 juin 1983 (p. 1774).

PREMIER LECTURE

Discussion générale [2 juin 1983] (p. 1968).

Aides de l'Etat : *Rouquet (René)* (p. 1969) ; *Juventin (Jean)* (p. 1969) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1970) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1971).

Attitude des gros propriétaires : *Brunhes (Jacques)* (p. 1970).

Dégâts occasionnés par les cyclones : *Rouquet (René)* (p. 1968) ; *Juventin (Jean)* (p. 1969) ; *Brunhes (Jacques)* (p. 1970) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1970) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1972).

Intervention de l'armée : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1971) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1972).

Reconstruction : *Rouquet (René)* (p. 1969).

Solidarité envers la Polynésie : *Rouquet (René)* (p. 1968) ; *Hory (Jean-François)* (p. 1970) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1970) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1971) ; *Forni (Raymond)* (p. 1971) ; *Lemoine (Georges)* (p. 1971).

Discussion des articles [2 juin 1983] (p. 1973).

Article 1er *(ouverture d'une souscription nationale en faveur du territoire de la Polynésie française) :* amendements n° 1, n° 2, n° 3 et n° 4 de la commission : retirés ;

— article 1er, adopté.

Volonté d'apporter un secours plus rapide à la Polynésie ; effort fait par les municipalités R.P.R. en faveur de ce territoire.

Article 2 *(plaçant cette souscription sous la haute autorité du Président du Sénat et du Président de l'Assemblée nationale)* : adopté.

Article 3 *(administration des dons publics ou privés)* : amendement n° 5 de M. Bruno Bourg-Broc (notion de fonds publics ou privés) : retiré ;

— article 3, adopté.

Article 4 *(conditions d'application de la présente loi)* : adopté.

Explication de vote (p. 1973).

Unanimité dans la solidarité : *Lancien (Yves)* (p. 1973).

Vote favorable du groupe R.P.R : *Lancien (Yves)* (p. 1974).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1974).

3. — **Proposition de loi n° 1630** portant création d'un **nouveau code du travail en Polynésie française** et abrogeant la loi n° 52-1322 modifiée du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer, en ce qu'elle est applicable à la Polynésie française. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 23 juin 1983 par M. Jean Juventin. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Marcel Garrouste (17 novembre 1983).

4. — **Projet de loi n° 1871** portant **statut du territoire de la Polynésie française.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 7 décembre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Justice* **10.**

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), départements et territoires d'outre-mer.
Territoires d'outre-mer **7.**

Composition du fonds intercommunal de péréquation.

Voir *Questions orales sans débat* **384.**

PONTECORVO (Bruno)

Voir *Questions au Gouvernement* **784.**

PORC

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Environnement et qualité de la vie.

PORNOGRAPHIE

Voir *Mœurs* **3.**

PORTS

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), mer.

PORTUGAL

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**
Lois de finances 7 (deuxième partie), mer.
Traités et conventions **89.**

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1. — **Proposition de loi n° 1793** visant à instaurer un **service postal minimum.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 novembre 1983 par M. Claude Wolff. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Questions orales sans débat* **509.**

Grève des —

Voir *Questions au Gouvernement* **663, 665, 686.**

POUVOIR D'ACHAT

Voir *Lois de finances* 7, discussion générale.
Questions au Gouvernement **756.**

PRELEVEMENTS OBLIGATOIRES

Voir *Lois de finances* 7 (première partie), article 1er.
Plan **4.**

PRE-RETRAITE

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **9.**
Déclarations du Gouvernement **7.**
Questions orales sans débat **524.**

Préretraités de la sidérurgie.

Voir *Questions au Gouvernement* **701.**

PRESCRIPTION

Voir *contrats* **1.**

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Demande de nouvelle délibération.

Voir *Expositions et salons* **1.**

PRESSE

Voir *Edition, imprimerie et presse.*

PRESTATIONS FAMILIALES

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale.

PRESTATIONS SOCIALES

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**

Eventuelle création d'un budget annexe des —

Voir *Déclarations du Gouvernement* **7.**

PRETS

— aux ménages.

Voir *Questions orales sans débat* **355.**

— bonifiés.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**

— conventionnés.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Urbanisme et logement.

— d'accession à la propriété.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), urbanisme et logement.

PRISONS

Voir *Administration et régimes pénitentiaires.*

PRIX ET CONCURRENCE

3. — Proposition de loi n° 1443 tendant à exclure toute référence aux prix des produits du tabac et des boissons alcoolisées dans les **indices des prix publiés par les pouvoirs publics.** — Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 21 avril 1983 par M. Pierre Micaux. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

4. — Proposition de loi n° 1496 tendant à moraliser la pratique de la **gueite.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 11 mai 1983 par M. André Billardon. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**

Lois de finances **7**, discussion générale.

Blocage des prix.

Voir *Plan* **5.**

Politique économique et sociale **5.**

Défense du principe de concurrence.

Voir *Questions au Gouvernement* **743.**

PROCEDURE PENALE

3. — Projet de loi n° 922 portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981. — *Sénat* (première lecture), n° **493** (1981-1982), dépôt le 23 juillet 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport n° **197** (1982-1983) (2 avril 1983). — Discussion les 6 et 7 avril 1983. — Adoption le 7 avril 1983. — Nouveau titre : « Projet de loi modifiant ou complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale ». — Projet de loi n° **72** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1418**, dépôt le 11 avril 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Raymond Forni. — Rapport n° **1425** (14 avril 1983). — Discussion le 19 avril 1983. — Adoption avec modifications le 19 avril 1983. — Projet de loi n° **331.**

Sénat (deuxième lecture), n° **257** (1982-1983), dépôt le 21 avril 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport n° **278** (1982-1983) (28 avril 1983). — Discussion le 3 mai 1983. — Adoption avec modifications le 3 mai 1983. — Projet de loi n° **83** (1982-1983).

Commission mixte paritaire. — Nomination [*J.O.* du 6 mai 1983] (p. 1422). — Bureau [*J.O.* du 11 mai 1983] (p. 1460).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Raymond Forni. — Rapport n° **1482** (10 mai 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport n° **306** (1982-1983) (10 mai 1983) ; la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1469**, dépôt le 4 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Raymond Forni. — Rapport n° **1503** (17 mai 1983). — Discussion le 17 mai 1983. — Adoption avec modifications le 17 mai 1983. — Nouveau titre : « Projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale ». — Projet de loi n° **362.**

Sénat (troisième lecture), n° **320** (1982-1983), dépôt le 18 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport n° **333** (1982-1983) (19 mai 1983). — Discussion le 26 mai 1983. — Adoption avec modifications le 26 mai 1983. — Nouveau titre : « Projet de loi modifiant ou complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale ». — Projet de loi n° **117** (1982-1983).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **1535**, dépôt le 26 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Raymond Forni. — Rapport n° **1537** (31 mai 1983). — Discussion le 31 mai 1983. — Adoption définitive le 31 mai 1983. — Projet de loi n° **367.**

Loi n° 83-466 du 10 juin 1983, publiée au *J.O.* du 11 juin 1983 (p. 1755).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [19 avril 1983] (p. 345).

Autodéfense : *Forni (Raymond)* (p. 347).

Commission des maires pour la sécurité : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 353).

Comparution immédiate (procédure de —) : *Badinter (Robert)* (p. 348) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 350) ; *Clément (Pascal)* (p. 350) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 352).

Contrôle d'identité : *Badinter (Robert)* (p. 348) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 350) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 352).

Criminalité (évolution de la —) : *Forni (Raymond)* (p. 346) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 352).

Droit pénal nouveau et procédure pénale nouvelle : *Badinter (Robert)* (p. 347) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 351).

Garde à vue : *Badinter (Robert)* (p. 349).

Immobilisation d'un véhicule : *Badinter (Robert)* (p. 348).

Insécurité : *Forni (Raymond)* (p. 346) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 349) ; *Clément (Pascal)* (p. 351) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 351).

« Jour-amende » : *Forni (Raymond)* (p. 346) ; *Badinter (Robert)* (p. 348) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 350).

Métro parisien (sécurité dans le —) : *Forni (Raymond)* (p. 346).

Police des chemins de fer : *Forni (Raymond)* (p. 347) ; *Badinter (Robert)* (p. 348).

Possibilité donnée aux associations de déportés ou résistants de se porter partie civile en matière de crime de guerre ou de crime contre l'humanité : *Ducoloné (Guy)* (p. 350).

Prison (rôle de la —) : *Forni (Raymond)* (p. 346) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 352) ; *Menga (Joseph)* (p. 353).

Récidivistes : *Badinter (Robert)* (p. 349) ; *Clément (Pascal)* (p. 350) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 351).

« Tout carcéral » (politique du —) : *Forni (Raymond)* (p. 345) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 349).

Travail d'intérêt général : *Forni (Raymond)* (p. 346) ; *Badinter (Robert)* (p. 348) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 350) ; *Clément (Pascal)* (p. 351) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 353) ; *Menga (Joseph)* (p. 353).

Discussion des articles [19 avril 1983] (p. 354, 365).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (suppression du doublement de la peine) ; droit de la récidive (p. 354) ; libération con-

ditionnelle ; adopté ; amendement n° 2 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 A (p. 355) : accord de l'opposition sur le principe de la peine de travail d'intérêt général ; rôle du juge de l'application des peines ; amendement n° 3 de la commission (suppression de la possibilité pour le tribunal de prononcer une condamnation à un travail d'intérêt général lorsque le prévenu n'est pas présent) (p. 356) ; obstacles d'ordre financier ; absence de rémunération des condamnés ; adopté ; amendement n° 47 de M. Gilbert Bonnemaison (nature du travail d'intérêt général proposé aux détenus) (p. 357) ; adopté ; amendement n° 48 de M. Gilbert Bonnemaison (durée du travail d'intérêt général) : retiré ; amendement n° 49 de M. Gilbert Bonnemaison (rôle du juge d'application des peines) : retiré ; amendement n° 50 de M. Gilbert Bonnemaison (obligation pour le prévenu de satisfaire aux mesures de contrôle) : adopté ; amendement n° 51 de M. Gilbert Bonnemaison (précisant que l'accomplissement de la peine emporte réhabilitation de plein droit) (p. 358) ; adopté après rectification ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (peine infligée aux mineurs) : adopté ; amendement n° 52 de M. Gilbert Bonnemaison (travail d'intérêt général adapté aux mineurs) (p. 359) : réservé ; amendement n° 6 de la commission (précisant qu'un décret fixera les conditions dans lesquelles sera gafanti l'encadrement des condamnés) ; sous-amendement n° 65 du Gouvernement (contenu de ce décret) : adopté ; amendement n° 6, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 52 de M. Gilbert Bonnemaison précédemment réservé : retiré ; amendement n° 7 de la commission (consultation de « tout organisme public compétent ») ; sous-amendement n° 67 du Gouvernement (consultation de tout organisme public compétent en matière de prévention de la délinquance) : rejeté ; amendement n° 7 adopté ; amendement n° 9 de la commission (rôle des établissements publics) (p. 360) : adopté ;

— article 2 A, ainsi modifié, adopté (p. 361).

Article 2 B : institution du « jour-amende » ; mode de calcul des peines de substitution (p. 365) ; échec de l'amende traditionnelle ; amendement n° 10 de la commission (de simplification) (p. 366) ; adopté ; amendement n° 11 de la commission (nombre de « jours-amendes ») ; amendement n° 12 de la commission (diminution du montant de chaque « jour-amende ») ; contrainte par corps ; amendement n° 11 adopté ; amendement n° 12 adopté ;

— article 2 B, ainsi modifié, adopté (p. 367).

Article 2 : amendement n° 13 de la commission (présence du prévenu) : adopté ; amendement n° 53 de M. Gilbert Bonnemaison (de coordination) : adopté ; amendement n° 54 de M. Gilbert Bonnemaison (durée du délai pendant lequel le travail doit être accompli) : retiré ; amendement n° 55 de M. Gilbert Bonnemaison (de coordination) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) adopté ; amendement n° 16 de la commission (disposition relative aux mineurs de 16 à 18 ans) : adopté ; amendement n° 56 de M. Gilbert Bonnemaison (de coordination) : retiré ; amendement n° 17 de la commission (contenu du décret en conseil d'Etat) (p. 368) ; sous-amendement n° 64 du Gouvernement (contenu du décret) : adopté ; amendement n° 17, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 18 de la commission (consultation de tout organisme public compétent) ; sous-amendement n° 68 du Gouvernement à l'amendement n° 18 de la commission (consultation de tout organisme public compétent en matière de prévention de la délinquance) : rejeté ; amendement n° 18 adopté ; amendement n° 20 de la commission (habilitation des associations et des établissements publics) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 2 bis : adopté.

Article 3 : amendement n° 21 de la commission (rétablissement des dispositions relatives à l'exécution des peines) (p. 369) ; adopté ; amendement n° 22 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 A (supprimé par le Sénat) : amendement n° 25 de la commission (association de malfaiteurs) : adopté ;

— en conséquence, l'article 4 A est ainsi rétabli.

Article 4 : adopté.

Article 4 bis (supprimé par le Sénat) : amendement n° 26 de la commission (abrogation de l'article du code pénal relatif à l'incrimination de séquestration de moins de vingt-quatre heures) (p. 370) ; durée maximale de détention lors des contrôles d'identité (p. 371) ; caractère préventif des sanctions réellement appliquées ; adopté ;

— en conséquence, l'article 4 bis est ainsi rétabli.

Article 6 : amendement n° 27 de la commission (vol ayant entraîné la mort ou une infirmité permanente) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 6 (p. 372).

Article 8 bis A : adopté.

Article 8 bis (supprimé par le Sénat) : amendement n° 28 de la commission (abrogation de dispositions relatives à la police des chemins de fer) : adopté ;

— en conséquence, l'article 8 bis est ainsi rétabli.

Article 9 A : amendement n° 29 de la commission (de suppression) ; notion d'habeas corpus : adopté ;

— en conséquence, l'article 9 A est supprimé.

Article 9 B : amendement n° 30 de la commission (de suppression) ; tutelle des présidents de chambre d'accusation sur les juges d'instruction (p. 373) : adopté ;

— en conséquence, l'article 9 B est supprimé.

Article 9 : amendement n° 61 de M. Emmanuel Aubert (de suppression) ; délai de la garde à vue ; recours au troisième jour de garde à vue (p. 374) ; rejeté ; amendement n° 31 de la commission (abrogation de dispositions relatives aux délais de la garde à vue) : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 9.

Article 10 : amendement n° 57 du Gouvernement (suppression de la dualité de recours introduite en matière de restitution d'objets saisis) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (état dressé trimestriellement par le juge d'instruction sur l'ensemble des affaires en cours) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 13 (p. 375) ; amendement n° 62 de M. Emmanuel Aubert (dispositions relatives aux contrôles d'identité) ; absence de présomption de culpabilité à l'encontre de la personne contrôlée (p. 376) ; rejeté ; amendement n° 33 de la commission (possibilité pour l'officier de police de prévenir la famille) (p. 377) ; adopté ; amendement n° 34 de la commission (ramenant de six heures à quatre heures la durée de rétention possible dans le cadre des contrôles d'identité) : adopté ; amendement n° 35 de la commission (précisant qu'en aucun cas les opérations de vérification d'identité ne peuvent faire l'objet de prise d'empreintes digitales ou de photographies) ; amendement n° 66 de M. Jean-Pierre Michel (possibilité pour les opérations de vérification d'identité de donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies) (p. 378) ; cas des contrôles d'identité judiciaire ; opposition du groupe communiste aux contrôles d'identité et aux prises d'empreintes et de photographies (p. 379) ; modification de l'attitude de la majorité vis-à-vis des contrôles d'identité ; hypocrisie dont fait preuve l'opposition ; amendement n° 35 rejeté ; amendement n° 66 adopté au scrutin public (p. 380) ; amendement n° 36 de la commission (ramenant la durée de conservation du procès-verbal de trois ans à six mois) : adopté ; amendement n° 37 de la commission (nullité en cas de non respect des prescriptions fixées par la loi) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté (p. 381).

Article 14 : amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 15 : adopté.

Article 16 : adopté.

Article 17 : amendement n° 39 de la commission (précisant que le procureur de la République recueille les déclarations d'une personne qui lui est déférée si celle-ci en fait la demande) (p. 382) ; adopté ; amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amen-

dement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 42 de la commission (possibilité pour le procureur de la République de traduire un prévenu sur le champ devant le tribunal en cas de flagrant délit) ; notion de flagrance ; procédure de la comparution immédiate ; adopté (p. 383) ; amendement n° 43 de la commission (suppression de la possibilité pour le tribunal de décider d'un retour à l'instruction) : adopté ; amendement n° 58 du Gouvernement (suppression de l'obligation faite à la juridiction de jugement de donner copie intégrale de sa décision à la personne placée en détention provisoire) : rejeté ; amendement n° 60 du Gouvernement (précisant que la décision de détention provisoire est exécutoire par provision) : adopté ; amendement n° 44 de la commission (dispositions non applicables aux prévenus mis en liberté par le tribunal) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 19 A : adopté.

Article 19 B : adopté.

Article 19 C (p. 384) ; adopté.

Article 19 D : adopté.

Article 19 (supprimé par le Sénat) : amendement n° 45 de la commission (non communication à l'accusé de l'adresse des jurés) : adopté ;

— en conséquence, l'article 19 est ainsi rétabli.

Article 21 bis : adopté.

Article 22 bis : adopté.

Article 22 ter : adopté.

Article 22 quater : amendement n° 59 du Gouvernement (délai imparti au demandeur en cassation ou à son avocat pour déposer un mémoire) (p. 385) ; adopté ;

— en conséquence, l'article 22 quater est ainsi rédigé.

Article 22 quinquies : adopté.

Article 23 bis : adopté.

Article 25 : adopté.

Titre : amendement n° 46 de la commission (modifiant le titre du présent projet de loi) : amendement n° 63 de M. Emmanuel Aubert (même objet) (p. 386) ; amendement n° 46 adopté ;

— en conséquence, le titre du projet de loi est ainsi rédigé ; amendement n° 63 devenu sans objet (p. 387).

Explications de vote.

Contrôle d'identité : *Toubon (Jacques)* (p. 387) ; *Clément (Pascal)* (p. 388).

Procédure permettant de prendre les empreintes digitales et de photographier les personnes soupçonnées : *Ducoloné (Guy)* (p. 388).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Toubon (Jacques)* (p. 387).

Vote hostile du groupe U.D.F. : *Clément (Pascal)* (p. 388).

Vote positif du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 389).

Vote positif du groupe socialiste : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 388).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 389).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [17 mai 1983] (p. 1130).

Commissions mixtes paritaires (rôle des —) : *Forni (Raymond)* (p. 1131) ; *Clément (Pascal)* (p. 1135).

Comparution immédiate : *Forni (Raymond)* (p. 1132) ; *Badinter (Robert)* (p. 1133).

Contrôle administratif sur les juges d'instruction : *Forni (Raymond)* (p. 1132) ; *Badinter (Robert)* (p. 1133).

Contrôles d'identité : *Forni (Raymond)* (p. 1131) ; *Badinter (Robert)* (p. 1133) ; *Clément (Pascal)* (p. 1136) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 1136).

Entrave à la circulation ferroviaire : *Forni (Raymond)* (p. 1132) ; *Badinter (Robert)* (p. 1133).

Garde à vue : *Forni (Raymond)* (p. 1131) ; *Badinter (Robert)* (p. 1132).

Infractions commises par des condamnés bénéficiaires de la liberté conditionnelle, de la semi-liberté ou d'une permission de sortie : *Forni (Raymond)* (p. 1132) ; *Badinter (Robert)* (p. 1132) ; *Clément (Pascal)* (p. 1135).

Insécurité : *Badinter (Robert)* (p. 1135) ; *Clément (Pascal)* (p. 1136).

Prise d'empreintes ou de photographies : *Badinter (Robert)* (p. 1134) ; *Clément (Pascal)* (p. 1136) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 1136).

Rappel au règlement de M. Jean-Pierre Michel : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1130, 1131).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 1131).

Réforme du code pénal : *Badinter (Robert)* (p. 1135).

Travail d'intérêt général et jour amende : *Badinter (Robert)* (p. 1132) ; *Clément (Pascal)* (p. 1135).

Discussion des articles [17 mai 1983] (p. 1136).

Article 1er : amendement n° 2 de la commission (suppression de la référence au doublement des peines en cas de crime ou délit de droit commun commis par un condamné en semi-liberté ou bénéficiant de la libération conditionnelle ou d'une permission de sortir) (p. 1136) ; amendement n° 3 de la commission (même objet) ; absence de laxisme de la part des magistrats ; problème de la récidive (p. 1137) ; faiblesse du nombre des crimes et délits commis par des bénéficiaires de permissions de sortir ; future création du tribunal de l'application des peines ; amendement n° 2 adopté ; amendement n° 3 adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Articles 2 A et 2 B : adoptés (p. 1138).

Article 2 : adopté.

Article 3 : amendements nos 4, 5 et 6 de la commission (relatifs à l'application des peines) ; future réforme de l'application des peines ; pouvoir du juge de l'application des peines et pouvoir de la commission d'application des peines ; amendements adoptés ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 6 (p. 1139) : amendement n° 7 de la commission (vol aggravé par des violences ayant entraîné la mort, une infirmité permanente ou une incapacité de travail d'une durée supérieure à huit jours) ; graduation de l'échelle des peines ; adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 6.

Article 8 bis : supprimé par le Sénat : amendement n° 8 de la commission (suppression du délit d'entrave à la circulation ferroviaire) : adopté ;

— en conséquence, cet article est rétabli.

Article 9 A : durée et déroulement de la garde à vue (p. 1140) ; amendement n° 9 de la commission (de suppression) ; mise en place d'une garde à vue de 24 heures éventuellement renouvelable avec autorisation du parquet : adopté ;

— en conséquence, l'article 9 A est supprimé.

Article 9 B : amendement n° 10 de la commission (de suppression) ; pouvoir de contrôle exercé par le président de la chambre d'accusation sur les juges d'instruction : adopté ;

— en conséquence, l'article 9 B est supprimé.

Article 9 : amendement n° 11 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté (p. 1141).

Article 10 : amendement n° 12 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 13 : problème des contrôles d'identité ; divergence d'opinion au sein du groupe socialiste ; problème des prises d'empreintes et de photographies (p. 1142) ; amendement n° 1 du Gouvernement (procédure des contrôles d'identité) (p. 1143) ; paternité de l'amendement n° 1 du Gouvernement : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 14 : amendement n° 13 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié, adopté.

Article 17 (p. 1144) : amendement n° 14 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (procédure de comparution immédiate en cas de flagrant délit) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (suppression de la possibilité d'un retour à l'instruction de l'affaire) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (cas d'un prévenu mis en liberté par le tribunal et se présentant à l'audience de jugement) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté (p. 1145).

Article 19 : adopté.

Titre : amendement n° 19 de la commission (modifiant le titre du présent projet de loi) ; notion d'abrogation de la loi du 2 février 1981 : adopté ;

— en conséquence, le titre du projet de loi est modifié (p. 1146).

Explications de vote.

Contrôles d'identité : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1146).

Vote positif du groupe socialiste : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 1146).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1146).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [31 mai 1983] (p. 1853).

Attitude de M. Charles Millon : *Ducoloné (Guy)* (p. 1854).

Contrôle d'identité et prise d'empreintes : *Aubert (Emmanuel)* (p. 1855) ; *Millon (Charles)* (p. 1858).

Disparition de la loi du 2 février 1981 du droit français : *Forni (Raymond)* (p. 1853).

Echec de la commission mixte paritaire : *Forni (Raymond)* (p. 1853) ; *Badinter (Robert)* (p. 1853).

Policiers (meurtres de —) : *Perrut (Francisque)* (p. 1854) ; *Badinter (Robert)* (p. 1854).

Temps de parole : *Ducoloné (Guy)* (p. 1857) ; *Millon (Charles)* (p. 1857).

Discussion des articles [31 mai 1983] (p. 1859).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 1859-1860).

Explications de vote

Attitude de M. Robert Badinter, garde des sceaux : *Millon (Charles)* (p. 1861).

Rappel au règlement de M. *Jacques Toubon* (p. 1861).

Vote positif du groupe socialiste : *Massot (François)* (p. 1861).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 1861).

4. — Projet de loi n° 1723 modifiant le code de procédure pénale, le code pénal et le code de l'organisation judiciaire et relatif à la **personnalisation et à l'application des peines** ainsi qu'à la révision des condamnations pénales. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 octobre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Robert Badinter, garde des Sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Marchand (13 octobre 1983).

Libération de deux prévenus résultant d'erreurs de procédure.

Voir *Questions au Gouvernement* **785.**

Pourvoi en cassation dans l'intérêt de la loi.

Voir *Questions au Gouvernement* **758.**

PROCHE ORIENT

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Politique de la France au —

Voir *Questions au Gouvernement* **773, 818.**

Relance de l'initiative de paix franco-égyptienne.

Voir *Questions au Gouvernement* **700.**

PRODUCTIQUE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Industrie et recherche. Energie.

PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

1. — Projet de loi n° 1886 modifiant la loi du 16 avril 1897 modifiée, concernant la **répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine.** — *Sénat* (première lecture), n° **3** (1983-1984), dépôt le 6 octobre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Marcel Daunay. — Rapport n° **49** (1983-1984) (9 novembre 1983). — Discussion le 14 décembre 1983. — Adoption le 14 décembre 1983. — Projet de loi n° **36** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1886**, dépôt le 14 décembre 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES

5. — Proposition de loi n° 1192 relative à l'**exercice de la profession de chiropracteur.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Pierre Bas (19 mai 1983).

6. — Proposition de loi n° 1624 relative à l'exercice de la profession **d'ostéopathe.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 23 juin 1983 par M. Pierre Bas. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Pierre Bas (17 novembre 1983).

7. — Proposition de loi n° 1498 tendant à modifier les articles premier et 2 de la loi n° 82-1098 du 23 décembre 1983 relative aux **études médicales et pharmaceutiques.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 11 mai 1983 par M. Claude Birraux. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Yves Sautier (17 novembre 1983).

Voir *Déclarations du Gouvernement* **7.**

Etudes en odontologie.

Voir *Questions orales sans débat* **374.**

PROGRAMMES PRIORITAIRES D'EXECUTION (P.P.E.)

Voir *Plan* **4, 5.**

PROSTITUTION

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Services du Premier ministre, droits de la femme.

PUBLICITE

— comparative.

Voir *Questions au Gouvernement* **790.**

— dans la presse.

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**

Dépenses de — d'Air France et d'Air Inter.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Transports.

— pour produits étrangers dans la presse.

Voir *Questions au Gouvernement* **641.**

Recettes de — dans l'audiovisuel.

Voir *Questions au Gouvernement* **707.**

Q

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

495. — Situation des médecins hospitaliers, internes et étudiants en médecine : M. Jacques Barrot : problème de la suppression du clinicat ; examen à la fin du deuxième cycle ; place de la médecine dans le cadre d'une loi sur l'enseignement supérieur [13 avril 1983] (p. 241, 242) ; conditions pour réussir la réforme (p. 243) ; M. Pierre Bérégo-

voy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : son accord sur la départementalisation et le statut unique des médecins hospitaliers ; problème de la mise en application ; mise en place d'un « contrat de concertation » avant le vote de la loi sur la réforme hospitalière (p. 242) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : absence de numerus clausus en fin de sixième année ; désaccord au sujet de l'examen de fin de deuxième cycle (p. 242) et du concours interrégional donnant accès aux différentes filières de recherche médicale, de santé publique et de médecine spécialisée ; choix des filières et des spécialités grâce à un coefficient de motivation (p. 243).

496. — **Montants compensatoires monétaires** : M. Francis Geng : conditions de modification de la parité du franc vert ; moyens d'obtenir la diminution des montants compensatoires ; fixation des prix agricoles en fonction des coûts de production [13 avril 1983] (p. 243) ; déclaration du ministre étant un « assemblage de mots » (p. 245) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : différentiels d'inflation entre les partenaires de la C.E.E ; invention des montants compensatoires monétaires par M. Jacques Chirac ; suppression des M.C.M en liaison avec la lutte contre l'inflation ; pénalisation des exportations agro-alimentaires ; accord dit « gentlemen's agreement » (p. 244) ; difficulté pour modifier la parité du franc vert ; préservation du revenu des agriculteurs français (p. 245).

497. — **Déchets de Seveso** : M. André Soury : silence sur les conditions de stockage des déchets industriels [13 avril 1983] (p. 245) ; Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : nécessité d'une meilleure application des réglementations et d'un renforcement des règlements communautaires ; vérifications sur le site de Roumazières-Loubert (p. 246).

498. — **Éventuelle fabrication de la Renault 9 à l'étranger** : M. Georges Hage : problèmes du maintien de cette décision [13 avril 1983] (p. 246) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : augmentation des effectifs de l'usine Renault de Douai ; contribution majeure du groupe Renault à l'équilibre de la balance extérieure (p. 246).

499. — **Mesures pour assurer la prochaine rentrée scolaire** : M. Vincent Porelli : non remplacement de maîtres absents ; lutte contre les échecs scolaires [13 avril 1983] (p. 246, 247) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : publication des mesures techniques ; création de postes ; rénovation du système éducatif (p. 247).

500. — **Cyclone en Polynésie** : M. Tutaha Salmon : appel à la solidarité de la nation [13 avril 1983] (p. 247) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer : plan Orsec ; déblocage des crédits (p. 247) ; envoi d'une compagnie d'instruction de la sécurité civile ; reconstruction de la Polynésie (p. 248).

501. — **Problèmes agricoles — montants compensatoires monétaires** : M. Jean-Louis Goasduff : dégradation de la situation agricole française au sein de la C.E.E [13 avril 1983] (p. 248) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : tableau de l'évolution des montants compensatoires positifs et négatifs ; rapports entre les M.C.M et la balance des paiements (p. 248).

502. — **Grève des internes, chefs de clinique et étudiants en médecine** : M. Jacques Baumel : maintien du clinicat dans sa forme actuelle ; autonomie des U.E.R médicales des C.H.U ; suppression de l'examen de fin de deuxième cycle ; retour de la loi devant le parlement pour la modifier [13 avril 1983] (p. 248, 249) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : réhabilitation du généraliste ; ouverture du clinicat aux internes en fin d'études (p. 249).

503. — **Montants compensatoires monétaires** : M. Didier Chouat : transfert des lieux de production de la France vers d'autres pays à monnaies fortes [13 avril 1983] (p. 249) ; production porcine ; priorité du démantèlement des M.C.M dans les négociations européennes par rapport à la fixation des prix ; intérêt de l'annulation unilatérale pour la France des montants compensatoires négatifs ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : démantèlement des montants compensatoires positifs allemands ; problème du démantèlement de nos propres montants compensatoires négatifs ; système des prix administrés ; maintien du revenu des agriculteurs (p. 250).

504. — **Grèves des étudiants en médecine** : M. Gilbert Sénès : état de la concertation sur ce point [13 avril 1983] (p. 250).

505. — **Avenir de « France-Soir »** : M. François Loncle : légalité de la situation [13 avril 1983] (p. 250, 251) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le parlement : crainte du gouvernement : vigilance afin de faire respecter la loi (p.251).

506. — **Prix des locations de vacances** : M. Jean Natiez : mesures pour limiter les hausses excessives [13 avril 1983] (p. 251) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'État auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme : programme « destination France » ; accord de modération (p. 251).

507. — **Conséquences du plan de rigueur dans le domaine du bâtiment et des travaux publics** : M. Rodolphe Pesce : dispositions pour relancer ce secteur [13 avril 1983] (p. 251) ; M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement : mise en place du fonds spécial de grands travaux (p. 251) ; nécessité de relancer l'épargne ; formule de location-accession (p. 252).

508. — **Déchets de Seveso** : M. Noël Ravassard : choix d'une usine de retraitement dans l'Ain ; usine Tredi ; création d'une commission d'enquête [13 avril 1983] (p. 252) ; Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : société Tredi société Hoffmann-La Roche ; refus d'interdire les transports de matières dangereuses lorsque ceux-ci sont nécessaires pour leur traitement et leur élimination ; amélioration de la réglementation communaire (p. 252).

509. — **Commémoration par la France du génocide arménien** : M. Guy Ducoloné : reconnaissance officielle du génocide au nom de la défense des droits de l'homme [20 avril 1983] (p. 408) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : condamnation par la France du génocide arménien (p. 408, 409).

510. — **Inondations provoquées par la Seine et la Marne** : M. Jacques Brunhes : problème de l'aide aux sinistrés ; loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes ; spéculation sur l'urbanisation des terrains inondables [20 avril 1983] (p. 409) ; M. Gaston Deferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : plan O.R.S.E.C, compétence des collectivités locales en matière d'urbanisation (p. 409).

511. — **Problème du dollar** : M. Parfait Jans : fermeté des pays du S.M.E à l'égard des U.S.A ; mesures pour empêcher la spéculation sur le dollar contre les intérêts de la France [20 avril 1983] (p. 409) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : cynisme de la politique monétaire américaine ; création d'un groupe chargé d'étudier l'utilité des interventions concertées des États sur les marchés des changes (p. 409) ; désintérêt des U.S.A pour ce rapport ; réaction de l'Europe ; resserrement du contrôle des changes en France, financement du déficit budgétaire des U.S.A par l'extérieur (p. 410).

512. — **Intentions du Gouvernement quant au statut des hôpitaux et aux études médicales** : M. Michel Debré : angoisse pour l'avenir de la médecine française ; politique inspirée du désir d'abaisser l'élite médicale ; caractère hatif des mesures gouvernementales ; décision du Gouvernement de supprimer le secteur privé ; désordre dans les hôpitaux ; politisation du C.N.R.S. ; rectification du projet sur l'enseignement supérieur [20 avril 1983] (p. 410) ; altération de la valeur de la médecine (p. 411) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : qualité de la médecine française ; mise en place d'un statut des praticiens ; date de discussion du projet de loi portant réforme de l'organisation hospitalière ; statut hospitalier universitaire ; statut des internes (p. 411).

513. — **Relations sportives entre Français et Sud-Africains** : M. Christian Bergelin : interdiction des relations entre les sportifs amateurs français et les Sud-Africains au nom de la lutte contre l'apartheid ; hypocrisie d'une telle mesure à propos du rugby [20 avril 1983] (p. 411) ; Mme Edwige Avice, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports : application de la décision du Gouvernement à l'ensemble des fédérations habilitées (p. 411) ; conformité de la position française aux décisions prises au plan européen et international ; inapplication de la loi de 1975 aux sportifs professionnels (p. 412).

514. — Attitude de certains membres de l'Assemblée Européenne : M. Pierre Joxe : mise en cause par des représentants français à l'Assemblée européenne des mesures gouvernementales concernant le contrôle des exportations de devises ; gravité de cette attitude [20 avril 1983] (p. 412) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : ingérence de l'Assemblée des communautés européennes dans les affaires intérieures d'un État membre ; proposition faite par un député danois de saisir la cour de justice pour juger des décisions souveraines de la France à l'égard des citoyens français ; vote par une partie du Parlement de trois résolutions proposées par des Français et dirigées contre la France (p. 413).

515. — Fluctuations du dollar : M. Philippe Bassinet : problème des fluctuations du dollar par rapport au franc ; coût global pour l'économie de la hausse du dollar [20 avril 1983] (p. 413) ; M. Henri Emmanuelli , secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : inélasticité des importations en dollars par rapport aux prix ; effets économiques induits de la hausse du dollar ; conséquences internationales de la flambée de la spéculation (p. 413).

516. — Sortie de capitaux : M. Raymond Douyère : pressions sur un inspecteur des douanes ; transferts illégaux de capitaux par une personnalité politique [20 avril 1983] (p. 414) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : enquêtes en cours (p. 414).

517. — Inondations : M. Guy-Michel : demande de nombreuses communes pour être déclarées sinistrées ; application de la loi du 13 juillet 1983 [20 avril 1983] (p. 414) ; M. Gaston Defferre ; ministre de l'intérieur et de la décentralisation : cas de la Sarthe ; importance du vote de la loi du 13 juillet 1982 (p. 414).

518. — Situation de l'industrie textile : M. Jean-Jacques Benetière : reconduction « de la procédure des contrats emploi-investissement » ; modalités du plan textile pour 1983 [20 avril 1983] (p. 414) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : reconduction de la procédure des contrats emploi-investissement ; renforcement de l'industrie textile ; modernisation de ce secteur (p. 414-415).

519. — Industrie du cycle et du motocycle : M. Claude Bartolone : affaiblissement du marché du cyclomoteur et du cycle ; mesures en faveur de Motobécane et de sa filiale Sofrelmo ; problème de la concertation entre le C.I.R.I et Motobécane [20 avril 1983] (p. 415) ; Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : dépôt de bilan de Motobécane et de Sofrelmo ; recherche d'une solution industrielle fiable ; concours des pouvoirs publics à Motobécane (p. 415).

520. — Comité pour le respect des consciences à la télévision : M. Philippe Mestre : création par le professeur Louis Leprince-Ringuet d'un comité pour le respect des consciences à la télévision ; saisine de la Haute Autorité par le Gouvernement pour appuyer l'action de ce comité [20 avril 1983] (p. 415) ; non respect à la télévision du principe de neutralité (p. 416) ; M. Fillioud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication ; conflit entre la liberté du créateur et la liberté de croire (p. 415) ; représentation des familles spirituelles au sein du conseil national de la communication audiovisuelle ; tradition française de la satire (p. 416).

521. — Éventuelle dissolution de la quatrième division stationnée dans les Vosges et à Nancy : M. René Haby : dissolution éventuelle de la quatrième division blindée en Lorraine ; inquiétudes des populations [20 avril 1983] (p. 416) ; M. Charles Hernu, ministre de la défense : réorganisation des moyens de l'armée de terre dans le sens d'une puissance de feu accrue et d'une mobilité plus grande ; maintien du nombre de divisions (p. 416).

522. — Fixation de la dotation globale d'équipement départementale : M. Jean-Pierre Soisson : désengagement de l'État ; cas de l'Yonne ; transfert de compétences sans transfert de ressources correspondantes [20 avril 1983] (p. 416) ; budgets départementaux en déséquilibre (p. 417) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : globalisation des crédits accordés par l'État ; conséquences de la phase de transition ; garantie aux départements les plus pauvres de la reconduction du montant des aides perçues les années précédentes ; amélioration du taux de couvertures ; maintien de concours spécifiques au titre des opérations engagées ; retard dans le paiement de la dotation globale de fonctionnement ; modalités de versement de la dotation globale d'équipement (p. 417-418).

523. — Création d'un centre de machinisme agricole dans l'Ouest : M. Xavier Hunault : opportunité de l'implantation à Issé d'un centre de machinisme agricole [20 avril 1983] (p. 418) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : insuffisance du taux de couverture dans l'industrie du machinisme agricole ; critères du choix de la région retenue ; (p. 418).

524. — Situation de l'agriculture et particulièrement de l'élevage en Bretagne : M. Charles Miossec : menace de disparition de l'ensemble de l'élevage français ; gravité de la concurrence en raison du maintien des montants compensatoires monétaires ; cas de la région Bretagne ; évènements de Landivisiau ; volonté du Gouvernement de supprimer les M.C.M. négatifs et de faire respecter les règles communautaires ; problème du financement de l'agriculture et notamment de l'élevage [27 avril 1983] (p. 647) ; M. René Souchon, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : baisse des cours du porc en raison de l'épizootie de fièvre aphteuse au Danemark et de la faiblesse de la demande ; opération de stockage privé au Danemark ; révision du mode de calcul des montants compensatoires monétaires pour le porc ; dispositif de renforcement de l'organisation du marché et du développement de la production porcine ; conséquence négative de la concurrence du Brésil sur les objectifs d'exportations de poulets ; mise en place d'un contrat type d'intégration ; évolution cyclique du marché de l'œuf ; opération d'abattage anticipé ; aide des pouvoirs publics en vue de constituer une caisse de péréquation à l'exportation dans le cadre du G.I.E.-Sofrexœuf ; efforts du Gouvernement pour aboutir à un démantèlement des montants compensatoires monétaires positifs des pays à monnaie forte (p. 647-648).

525. — Fraude électorale lors des dernières élections municipales : M. Bruno Bourg-Broc : institutionnalisation de la fraude électorale [27 avril 1983] (p. 648) ; cas de la Seine-Saint-Denis (p. 649) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : déroulement des élections sous l'autorité des présidents des bureaux de vote désignés par les municipalités ; recours devant les tribunaux administratifs ; saisine du ministère de l'intérieur en cas d'appel devant le Conseil d'État (p. 649).

526. — Résultats du commerce extérieur en mars : M. André Billardon : progression des importations malgré la réduction du déficit par rapport au début de l'année ; mesures pour adapter le taux de couverture ; objectif de réduction du déficit commercial en deux ans [27 avril 1983] (p. 649) ; Mme Édith Cresson, ministre du commerce extérieur et du tourisme : progression des ventes à destination de la communauté ; hausse des exportations vers les pays de l'O.C.D.E. ; causes structurelles du déficit (p. 649) ; relance de l'appareil productif et commercial ; insuffisance des exportations dans les secteurs des biens de consommation ; recours à des pratiques déloyales ; sensibilisation à l'impératif de rétablissement des comptes extérieurs ; problème des moyennes entreprises (p. 650).

527. — Violences en Bretagne (agriculteurs) : M. Bernard Poignant : déprédations à Quimper et à Châteaulin ; concours de l'État pour indemniser les victimes ; mesures pour répondre aux difficultés des producteurs de porcs et des agriculteurs ; cas du « camion de la honte » [27 avril 1983] (p. 650) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : défense de l'agriculture dans son ensemble ; (p. 650) ; condamnation par le Gouvernement du recours à la violence ; responsabilité civile des communes en matière de dégats et dommages ; projet de loi du 7 janvier 1983 posant le principe de la responsabilité civile de l'État (p. 651).

528. — Relance de la production du charbon : M. Charles Metzinger : rôle du charbon national dans le cadre du plan énergétique d'octobre 1981 ; insuffisance de l'aide de l'État ; plan charbonnier [27 avril 1983] (p. 651) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : définition du charbon comme énergie de l'avenir ; difficultés d'exploitation des gisements nationaux ; subvention à la production ; sélection des gisements à maintenir en exploitation (p. 651) ; mesures à prendre en cas de réduction d'effectifs ; compétence des charbonnages de France en matière de redéploiement industriel ; création de sociétés d'indus-

trialisation pour favoriser des actions de formation et de développement économique ; contrat de plan entre les Charbonnages de France et l'État (p. 652).

529. — Application de la loi sur la sécurité sociale : M. Luc Tinseau : mise en œuvre du paiement du forfait hospitalier [27 avril 1983] (p. 652) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : pratique abusive de la provision ; circulaire relative aux modalités de recouvrement du forfait hospitalier (p. 652).

530. — Montants compensatoires négatifs et vérité des prix : M. Pierre Méhaignerie : position du Gouvernement sur le devenir des montants compensatoires monétaires négatifs ; montants compensatoires positifs [27 avril 1983] (p. 652) ; conséquences de la divergence de la politique de la France par rapport aux pays de la C.E.E. (p. 653) ; M. René Souchon, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : application de la réduction des M.C.M. à la viande porcine, au vin, aux produits laitiers, aux viandes bovines et ovines ; annulation de l'accroissement des montants compensatoires monétaires négatifs ; M.C.M. comme facteurs de distorsions de concurrence ; priorité de l'objectif de réduction des M.C.M. positifs ; lien entre la réduction des M.C.M. et la politique de maîtrise de l'inflation (p. 653) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : discussion à Luxembourg sur le problème des M.C.M. ; avenir des M.C.M. négatifs lié à celui des M.C.M. positifs ; réduction de l'inflation comme condition du redressement national (p. 654).

531. — Coût des grands projets culturels dans Paris : M. Gilbert Gantier : organisation d'un débat à l'Assemblée Nationale sur les projets culturels dans Paris ; implications financières de ces décisions [27 avril 1983] (p. 654) ; Opéra de Bastille (p. 656) ; M. Jack Lang, ministre délégué à la culture : réalisations sous les septennats précédents (p. 654) ; équipement de Paris par rapport à la plupart des grandes capitales du monde occidental ; Exposition Universelle comme source de profits ; cas du musée d'Orsay ; caractère prématuré des évaluations financières ; rééquilibrage du budget culturel vers la province ; infériorité de l'effort culturel de Paris par rapport aux autres villes françaises (p. 655).

532. — Lutte contre la bilharziose : M. Paul Mercieca : fabrication par le centre de recherche Rhône-Poulenc à Vitry-sur-Seine de l'Oltipraz pour soigner la bilharziose ; mesure pour lutter contre l'insuffisance de la production [27 avril 1983] (p. 656) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : avantages de l'Oltipraz ; stade de l'expérimentation clinique avant l'autorisation de mise sur le marché (p. 656).

533. — Problèmes posés pour les chômeurs par le décret du 24 novembre 1982 : M. Emile Jourdan : situation des chômeurs ne pouvant plus prétendre à un minimum d'allocations [27 avril 1983] (p. 656) ; M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi : aide de secours exceptionnel ; allocation de base et allocation de fin de droits ; loi du 4 janvier 1982 instituant une protection sociale gratuite et illimitée pendant la durée de recherche d'un emploi (p. 656).

534. — Application du forfait hospitalier pour les personnes âgées : M. Edmond Garcin : conditions d'exonération du forfait hospitalier pour les personnes âgées [27 avril 1983] (p. 656, 657) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : raisons de l'instauration du forfait journalier ; possibilité de prise en charge du forfait hospitalier par l'aide sociale et l'aide médicale (p. 657).

535. — Sidérurgie Lorraine : M. Jean-Paul Durieux : plan « sidérurgie » de juillet 1982 ; demande d'un débat national sur l'avenir de la sidérurgie et des mines de fer [4 mai 1983] (p. 833) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : maintien du plan sidérurgique ; confirmation de l'absence de licenciements dans la sidérurgie ; préservation par la France de ses parts de marché ; retard dans la création d'emplois de remplacement en Lorraine (p. 833).

536. — Libération du docteur Augoyard : M. Jean-Michel Baylet : violation des droits de l'homme et du principe d'assistance aux personnes en danger ; état actuel des démarches du Gouvernement [4 mai 1983] (p. 833) ; M. André Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : nécessité de discrétion (p. 833) ; collaboration des associations médicales (p. 834).

537. — Machines agricoles : M. Jean-Pierre Worms : menace de disparition du machinisme agricole ; mesure d'aide à ce secteur ; mesures pour faire face à l'arrêt d'activité de Motostandard à Mâcon [4 mai 1983] (p. 834) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : dégradation du secteur de la motoculture de plaisance ; contrôle de l'entreprise Motostandard par le groupe allemand Gutbrod ; examen du dossier par le C.I.R.I. (p. 834).

538. — Formation des jeunes : Mme Jacqueline Osselin : évènements de Vénissieux ; aide aux initiatives d'intégration entreprises par les travailleurs sociaux et les associations [4 mai 1983] (p. 834) ; M. Pierre Mauroy, Premier Ministre : participation des chambres de commerce et de métiers à une table ronde sur la formation des seize-vingt-cinq ans ; fixation d'une négociation interprofessionnelle sur l'emploi des jeunes dans les entreprises et l'acquisition d'une qualification professionnelle ; réduction du nombre des chômeurs grâce aux contrats de solidarité (p. 835).

539. — Montants compensatoires monétaires : M. Guy-Michel Chauveau : informations sur la fixation des prix et le démantèlement des montants compensatoires monétaires ; mesures d'accompagnement pour les marchés du porc et de l'œuf [4 mai 1983] (p. 835) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : suppression des M.C.M. en réduisant le différentiel d'inflation entre la France et ses partenaires (p. 835) ; demande d'un démantèlement immédiat de deux points des M.C.M. négatifs français ; nécessité pour le conseil des ministres de l'agriculture de la communauté économique européenne d'avaliser cette demande unilatérale ; demande de démantèlement complet des montants compensatoires monétaires négatifs sur le porc ; programme du F.O.R.M.A. pour encourager la production de porcs ; marché de l'œuf ; conditions de financement à court terme de certains élevages (p. 836) ; nécessité d'une meilleure organisation de la profession (p. 837).

540. — Loi sur l'enseignement supérieur : M. Alain Madelin : demande de retrait de l'ordre du jour du projet de loi sur l'enseignement supérieur [4 mai 1983] (p. 837) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : maintien à l'ordre du jour du projet de loi sur l'enseignement supérieur (p. 837).

541. — Politique de la forêt : M. Jean Proriol : création d'un secrétariat d'État à la forêt ; maintien des objectifs du rapport Duroure ; menace de fermeture de l'école supérieur du bois [4 mai 1983] (p. 837) ; moyens de cette école (p. 838) ; M. René Souchon, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt ; mise en œuvre d'une politique de filière pour dynamiser les différentes fonctions de la forêt française (p. 837) ; respect par le Gouvernement de ses engagements financiers à l'égard de l'école supérieure du bois ; décision du conseil d'administration de l'institut national du bois de ne pas recruter d'élèves pour la rentrée 1983 (p. 838) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : étude du rapport Duroure ; projets de décrets sur la mise en place des offices par produits ; (p. 838).

542. — Émission de nouvelles pièces de monnaie : M. Charles Millon : signification du changement d'ordre dans le libellé de la devise de la République française sur la pièce de 10 francs [4 mai 1983] (p. 838, 839) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : tradition d'une frappe d'une pièce de prestige en argent (p. 838) ; émission d'une pièce consacrée aux frères Montgolfier et d'une autre à Stendhal (p. 839).

543. — Projet de licenciement chez Boussac : M. Daniel Le Meur : maintien du groupe avec la création de la compagnie B.S.F. et l'adoption d'un plan national en faveur du textile et de l'habillement ; menaces de licenciements en Picardie ; rattachement à Boussac-Saint-Frères des sociétés de distribution et du patrimoine immobilier des Frères Willot [4 mai 1983] (p. 839) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : réduction d'effectifs dans l'ensemble de la société pour

consolider le redressement du groupe ; difficultés sur le marché de l'emballage du jute ; concurrence sur le marché d'emballage plastique en polypropylène ; action du gouvernement pour réduire les incidences économiques et sociales des réductions d'effectifs (p. 839).

544. — Menaces de fermeture de raffineries de pétrole : M. Vincent Porelli : modification du régime des prix pétroliers et fermeture de trois raffineries pour permettre une modernisation et une création d'emplois ; inexécution de leurs engagements par les sociétés pétrolières ; projet de fermeture de la raffinerie de Gargenville-Issou [4 mai 1983] (p. 840) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : diminution de la consommation de pétrole ; reclassement des effectifs à Valenciennes et Hauconcourt ; restructuration à Dunkerque ; participation des sociétés pétrolières à la création d'emplois ; accroissement de leur capacité de conversion grâce à l'installation de craqueurs catalytiques ; surcapacité de distillation nécessitant une restructuration du raffinage ; fermeture de Gargenville liée à la préservation de l'emploi (p. 840).

545. — Menaces sur l'activité de l'entreprise Rateau : Mme Muguette Jacquaint : déménagement d'une machine aléseuse de l'entreprise Rateau de Seine-Saint-Denis [4 mai 1983] (p. 840) ; mesures pour favoriser le développement de cette entreprise (p. 841) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : mise en place par l'Établissement Rateau-La Courneuve de programmes de recherche, de développement et de modernisation (p. 841).

546. — Déclarations sur l'existence d'un complot : M. Claude Labbé : position du Gouvernement sur ce sujet [4 mai 1983] (p. 841) ; rappelle les évènements de Charlety (p. 842) ; M. Pierre Mauroy, premier ministre : motivations de la jeunesse en 1968 et actuellement (p. 841) ; rappelle les déclarations de M. Claude Labbé en avril 1982 sur le retrait du président de la République (p. 842).

547. — Maintien de l'ordre : M. Emmanuel Aubert : tendance à privilégier le maintien de l'ordre au détriment de la sécurité des Français contrairement à la politique annoncée [4 mai 1983] (p. 842) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : limitation de l'exercice du droit de manifester sur la voie publique par le droit d'exercice des autres libertés ; protection de l'Assemblée Nationale par les forces de l'ordre (p. 843).

548. — Endettement extérieur de la France depuis 1981 : M. Gabriel Kaspereit : niveau de l'endettement net extérieur de la France fin mars 1981, 1982, 1983 [4 mai 1983] (p. 843, 844) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : publication des statistiques sur l'endettement extérieur (p. 843) ; caractère acceptable du montant de l'endettement de la France ; politique de désinflation et de résorption des déséquilibres extérieurs (p. 844).

549. — Situation du bâtiment et des travaux publics : M. Jean-Claude Gaudin : rappel des engagements du Gouvernement en matière de bâtiment et travaux publics ; urgence de la situation [11 mai 1983] (p. 1032) ; nécessité d'apports financiers par le canal du fonds des grands travaux ; réanimation du marché collectif (p. 1033) ; M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement ; effort de l'État en matière de logements sociaux ; accroissement des PALULOS ; prime à l'amélioration des logements à usage locatif et d'habitation sociale ; chute dans les domaines de la résidence secondaire et du logement non aidé ; annulation d'une part des crédits de paiement inscrits au budget 1983 (p. 1032) ; mesures de relance de l'épargne-logement (p. 1033) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : spéculation sur les marchés immobiliers en 1979 et 1980 (p. 1033).

550. — Subvention de l'État pour les routes nationales déclassées : M. Charles Fèvre : prise en charge par les départements de 55 000 km de routes nationales secondaires ; intégration des subventions de voiries dans la D.G.E. ; disparition de la subvention pour route nationale déclassée ; « la décentralisation, c'est le vol » [11 mai 1983] (p. 1033) ; obligation pour les départements de réviser en baisse leur budget (p. 1034) M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : calcul de la dotation de l'État en fonction des crédits d'investissement ; mesures pour atténuer les inconvénients de la période de transition pour la mise en place de la D.G.E. ; maintien de l'application du système d'autorisations de programme et de crédits de paiement dans les départements où la D.G.E. joue à 100 p. 100 (p. 1033, 1034).

551. — Politique économique des États-Unis et rôle du dollar : M. Guy Ducoloné : idée de l'organisation d'une conférence monétaire internationale ; dictature du dollar ; effort des pays du S.M.E. pour mettre un terme à celle-ci [11 mai 1983] (p. 1034) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : maintien des taux d'intérêt réels élevés aux États-Unis en raison de leur déficit budgétaire ; nécessité de reconstruire un système stable de relations économiques internationales ; insuffisances de l'économie mondiale (p. 1034) ; réunion d'une conférence internationale dans le cadre du fonds monétaire international à la demande du président de la République (p. 1035).

552. — Problèmes des quotas européens en ce qui concerne la sidérurgie et la chimie : Mme Colette Gœuriot : demande de modification du mécanisme des quotas dans la sidérurgie ; dégradation de la position de la France dans la C.E.E. ; accords de cartel dans la chimie [11 mai 1983] (p. 1035) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : absence de quotas dans la chimie ; plan de restructuration de la chimie française ; nécessité d'une coordination des politiques sidérurgiques dans tous les États membres pour redresser le secteur ; application de l'article 58 du traité de la C.E.C.A. ; poursuite du système des quotas liée à une meilleure répartition pour la sidérurgie française (p. 1035).

553. — Habitat minier dans le Nord-Pas-de-Calais : M. Joseph Legrand : proposition d'une structure spécifique pour la gestion et l'aménagement du patrimoine immobilier des houillières ; solution d'un office public de l'habitat minier [11 mai 1983] (p. 1035) ; dispositions pour assurer la gestion et la rénovation de l'habitat minier (p. 1036) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : rénovation dans le Nord-Pas-de-Calais de plus du tiers du parc à moderniser par les houillères elles-mêmes ; accélération de cette rénovation ; gestion immobilière et ménagement du patrimoine des houillères du Nord et du Pas-de-Calais sous le contrôle des élus ; création d'une structure spécifique de gestion (p. 1036).

554. — Soutien du franc : M. Marc Lauriol : soutien du franc par la Banque de France ; montant de cette intervention [11 mai 1983] (p. 1036, 1037) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : détermination de la tenue d'une monnaie en fonction de plusieurs paramètres (p. 1036) ; dénigrement de l'intérieur ; entrée nette en France de devises depuis le dernier réalignement (p. 1037).

555. — Représentation des communes au sein des syndicats intercommunaux des villes nouvelles : M. Etienne Pinte : violation de l'article 9 de la loi du 10 juillet 1970 lors du renouvellement du syndicat communautaire d'aménagement de Saint-Quentin-en-Yvelines [11 mai 1983] (p. 1037) ; incitation du Gouvernement à ne pas faire appliquer la loi (p. 1038) ; M. Le Garrec, secrétaire d'État auprès du Premier ministre : absence de violation de la légalité ; projet de loi sur les villes nouvelles améliorant les conditions d'application de la « loi Boscher » (p. 1037, 1038).

556. — Suppression éventuelle de l'article 39bis du code général des impôts relatif à la presse : M. Robert André Vivien : censure de son intervention lors d'une émission consacrée à l'Assemblée Nationale ; possibilité pour les entreprises de presse de constituer en franchise partielle d'impôts des provisions pour investir ; danger de cette suppression [11 mai 1983] (p. 1038) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : octroi à la presse d'aides directes et indirectes ; effets pervers de l'article 39bis ; étude en cours (p. 1038).

557. — Campagne raciste et xénophobe : M. Guy Malandin : slogans constituant une atteinte aux droits de l'homme ; campagne d'information pour mobiliser l'opinion publique [11 mai 1983] (p. 1039) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : développement de l'action des associations de lutte contre le racisme ; reconnaissance par la France d'un droit de recours individuel prévu par la convention sur l'élimination des formes de discrimination raciale (p. 1039).

558. — Exportation de la Talbot-Matra Murena : Mme Colette Chaigneau : motifs de refus de vente des coupés sport Murena sur le marché nord-américain [11 mai 1983] (p. 1039) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : production de cette voiture par la société Matra Automobiles ; opposition d'Automobiles Peugeot ; distributeur exclusif des véhicules Matra, à l'importation et à la commercialisation de ces véhicules sur le continent nord-américain ; coût de l'homologation sur le marché nord-américain (p. 1039) ; cessation de la coopération Peugeot-Matra Automobiles ; caractère discutable de la décision prise (p. 1040).

559. — Généralisation du numéro téléphonique 15 : M. Louis Lareng : nécessité de hâter cette généralisation ; politique du Gouvernement relative à la loi sur l'aide médicale urgente [11 mai 1983] (p. 1040) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : M. Lareng, créateur du premier S.A.M.U. ; nécessité de recueillir l'accord des médecins libéraux au sujet de la généralisation du numéro 15 ; institution de ce numéro à Lille ; projet dans le Jura et à Bordeaux ; projet de loi relatif à l'aide médicale urgente en concertation avec les intéressés (p. 1040).

560. — Marché français de la fleur coupée : M. Jean-Hugues Colonna : dégradation de la balance commerciale dans ce domaine ; concurrence extra-communautaire ; inefficacité du système de prix signal [11 mai 1983] (p. 1040) ; M. René Souchon, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : augmentation des exportations en valeur ; aide de l'État au secteur horticole ; examen de la possibilité de substituer un « prix de référence » aux « prix signaux » ; efforts pour protéger ce secteur contre les perturbations extérieures (p. 1040, 1041).

561. — Plans régionaux : M. Noël Josephe : plans de région pour contribuer au plan de la nation ; demande de précisions nécessaires à une préparation des avant-projets de contrats de plan entre les régions et l'État [11 mai 1983] (p. 1041) ; M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du Premier ministre : lancement de la planification régionale ; définition des priorités nationales et de l'ensemble des priorités régionales (p. 1041) ; démarche contractuelle (p. 1042).

562. — Isover-Saint-Gobain : M. Jean Gatel : désignation par la direction d'Isover avec l'accord du ministère de l'industrie, d'un cabinet conseil pour le plan d'adaptation de la société ; suppression d'emplois [11 mai 1983] (p. 1042) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : pénalisation d'Isover par la régression des constructions de logements individuels ; réduction des capacités d'emploi ; engagement d'Isover de maintenir sa position technologique et de renforcer son action commerciale ; nouvelle procédure de désignation d'audit prévue par les lois Auroux (p. 1042).

563. — Financement des centres de formation des apprentis : M. Jean Royer : difficultés financières des C.F.A. ; incertitudes financières en raison de la transmission des pouvoirs de l'État aux régions en matière de formation professionnelle [11 mai 1983] (p. 1042) ; M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat : augmentation de l'enveloppe globale attribuée par l'État aux C.F.A. ; table ronde à ce sujet ; retard dans le versement des acomptes versés par l'État en raison de la loi sur la décentralisation (p. 1043).

564. — Problèmes industriels dans le Valenciennois : M. Alain Bocquet : mesures pour assurer le développement industriel et l'emploi dans cette région ; état de la réindustrialisation grâce à l'implantation d'une acierie électrique sur le site de Trith-Saint-Léger [18 mai 1983] (p. 1153) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : problème de la société Sovep en raison de l'évolution du marché des équipements de forage ; implantation d'une unité de fabrication au Mexique ; plan de redressement en cours pour l'entreprise Robine ; cas de la société L.E.R.C. ; caractère temporaire du transfert à Loos d'une partie de la production de l'usine de Saint-Amand ; mesures de chômage technique conjoncturel chez Vallourec ; élaboration d'un plan d'adaptation ; inscription au plan 1982-1986 d'Usinor du projet d'acierie électrique de Métalles-Escaut (p. 1153).

565. — Déséquilibre commercial entre la France et la République fédérale d'Allemagne : M. Robert Montdargent : application par la R.F.A. d'une politique protectionniste ; position du Gouvernement au sommet de Williamsburg [18 mai 1983] (p. 1153) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : étude sur le caractère protectionniste des normes techniques relatives aux échanges ; absence de courage exportateur des entreprises françaises ; examen du problème des taux d'intérêt à Williamsburg (p. 1154).

566. — Attribution de la carte d'ancien combattant d'Afrique du Nord : M. Edmond Garcin : attente de la publication des décrets d'application [18 mai 1983] (p. 1154) ; M. Jean Laurain, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants : loi du 4 octobre 1982 ; soumission pour avis au Conseil d'État d'un nouveau texte de décret ; possibilité d'attribution de la carte de combattant d'Afrique du Nord sur le plan départemental (p. 1154).

567. — Information gouvernementale : M. Michel Barnier : nouvelle émission à propos de la politique du Gouvernement [18 mai 1983] (p. 1154) ; saisine par l'opposition de la Haute autorité audiovisuelle ; attitude du Gouvernement à ce sujet ; (p. 1155) ; inefficacité de la politique du Gouvernement (p. 1156) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : absence de vote du R.P.R. lors de la création de la Haute autorité de la communication audiovisuelle ; ancienneté de l'émission incriminée ; annonce des temps d'antenne accordés aux partis politiques au premier trimestre 1983 (p. 1155, 1156).

568. — Liberté d'information et manifestations : M. Bruno Bourg-Broc : violence à l'encontre des journalistes lors de manifestations ; mesures pour éviter de tels agissements ; rappel des propos de M. Mitterand en 1968 [18 mai 1983] (p. 1156, 1157) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : matérialisation de la qualité de journaliste lors des manifestations ; mesures pour effacer toute ambiguité (p. 1156).

569. — Conférence de l'U.N.E.S.C.O. sur la Palestine : M. Jacques Baumel : participation officielle d'une délégation de l'O.L.P. ; consultation du Gouvernement sur ce point ; demande le report de cette conférence ou sa tenue dans des locaux mieux appropriés [18 mai 1983] (p. 1157) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : vote par l'Assemblée générale d'une résolution sur la tenue d'une « Conférence internationale sur la question de la Palestine » ; impossibilité juridique de s'opposer à la tenue de la conférence à Paris ; réserves du Gouvernement ; refus d'assister à cette conférence (p. 1157).

570. — Situation au Chili : M. Claude Estier : demande d'informations sur les évènements au Chili [18 mai 1983] (p. 1157) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : situation politique et économique du Chili ; association du Gouvernement à l'hommage de l'Assemblée à la résistance chilienne ; arrêt de toute signature de nouveaux contrats d'armement avec le Chili ; annulation de certains engagements (p. 1157, 1158).

571. — Zone économique française autour de Saint-Pierre-et-Miquelon : M. Albert Pen : négociation depuis 1976 sur les contours de cette zone ; demande de plus de fermeté dans la défense de nos droits sur les bancs de Terre-Neuve ; demande d'une réglementation adéquate pour la pêche à la coquille Saint-Jacques [18 mai 1983] (p. 1158) ; M. Guy Lengagne, secrétaire d'État auprès du ministre des transports, chargé de la mer : financement d'un quatrième chalutier congélateur-usine Saint-Pierrais ; aide de l'État et du département pour mener une campagne de pêche expérimentale à la coquille Saint-Jacques ; règlementation en cours (p. 1158).

572. — Manifestations récentes et interventions de la police : M. Alain Richard : incidents lors des manifestations ; position du Gouvernement [18 mai 1983] (p. 1158, 1159) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : nécessité d'un signe distinctif pour les journalistes professionnels ; enquête administrative en cours (p. 1159).

573. — Enseignement agricole : M. Jean-Marie Alaize : interrogations sur l'avenir de l'enseignement agricole [18 mai 1983) (p. 1159) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : affectation de la totalité des créations d'emplois du ministère de l'agriculture à l'enseignement public agricole (p. 1159) ; existence de réflexions parallèles sur l'enseignement public et l'enseignement privé agricoles ; recherche d'unité

entre la formation, la pédagogie et les filières proposées par l'enseignement général et par l'enseignement agricole ; absence de perspective d'intégration ou de modèle unique (p. 1160).

574. — Boussac Saint-Frères : M. Jacques Fleury : gravité de la situation dans la Somme ; annonce de licenciements chez Boussac Saint-Frères et dans l'entreprise Cuivres et Alliages de Ham, du groupe P.U.K. [18 mai 1983] (p. 1160) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : actions pour assurer le reclassement des emplois supprimés chez Boussac-Saint-Frères en Picardie ; difficultés dans le secteur de l'emballage ; cas de l'usine P.U.K. de Ham ; baisse des prix du cuivre ; nécessité d'une spécialisation des sites ; soutien des pouvoirs publics à l'entreprise Albert Machines-outils (p. 1160) ; plan de modernisation du département de la Somme (p. 1161).

575. — Endettement extérieur de la France : M. Edmond Alphandery : montant de l'endettement vis-à-vis de l'étranger le 10 mai 1981 et en mai 1983 ; montant du volume d'endettement acceptable par le Gouvernement [18 mai 1983] (p. 1161) ; difficultés de recouvrement de la plupart des créances sur l'étranger (p. 1162) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : publication régulière de l'état des créances et des dettes à l'égard de l'étranger (p. 1161) ; problème du remboursement de l'emprunt Giscard ; fuite des capitaux en mai 1981 (p. 1162).

576. — Remise en cause des mesures en faveur des handicapés : M. Adrien Zeller : insuffisance des postes créés dans les établissements sanitaires et sociaux ; blocage du programme de prêts de la caisse nationale d'assurance maladie ; suppression par circulaire d'avantages sociaux [18 mai 1983] (p. 1162) ; problème des moyens de cette politique (p. 1163) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : politique d'intégration scolaire des enfants handicapés ; conventions entre l'État et les entreprises pour développer la formation et l'emploi des handicapés ainsi que la sous-traitance avec les établissements de travail protégé (p. 1163, 1164).

577. — Arrestation de ressortissants irlandais en août 1982 : M. Jean-Louis Masson : irrégularités, lors de l'enquête du G.I.G.N ; problème de coopération entre la police et la gendarmerie ; demande de mise en évidence des responsabilités de chaque protagoniste [25 mai 1983] (p. 1424, 1425) ; M. Charles Hernu, ministre de la défense : compétence exclusive du ministère de la défense sur le G.I.G.N ; rappel du contexte terroriste de l'époque ; enquête de commandement confiée à l'inspecteur général de la gendarmerie nationale (p. 1424, 1425).

578. — Emploi dans les usines Cyclone du groupe Boussac-Saint-Frères : M. Michel Cointat : fermeture de l'usine de Louvigné-du-Désert ; demande de confirmation de son obligation de sous-traitance à l'étranger ; mesures pour sauver cette affaire [25 mai 1983] (p. 1425) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : plan de redressement entraînant des réductions d'emplois dans les différentes usines Cyclone ; propositions de reconversions (p. 1425).

579. — Problèmes agricoles — production des œufs en Bretagne : M. Jean-Louis Goasduff : situation du marché de l'œuf [25 mai 1983] (p. 1425) ; risque de voir la France supporter la résorption de l'excédent de la production communautaire d'œufs ; insuffisance des mesures d'accompagnement du plan de réduction de la production ; mesures pour sauvegarder l'outil de production (p. 1426) ; M. René Souchon, secrétaire d'État, auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : opération d'abattage en février 1983 ; démarches auprès des banques et du Crédit agricole afin de permettre la poursuite du financement des activités des éleveurs (p. 1426).

580. — Agression contre les agents des impôts : M. Jean Anciant : dégradation du climat fiscal dans certains départements ; dispositions du Gouvernement pour protéger les fonctionnaires des impôts [25 mai 1983] (p. 1426) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : instructions pour renforcer la protection des personnels et des services (p. 1426) ; critiques des réactions corporatistes ; cas des groupes armés au sein des manifestations d'étudiants (p. 1427).

581. — Inondations en Bourgogne : M. François Patriat : mesures du Gouvernement pour apaiser les inquiétudes des exploitants agricoles [25 mai 1983] (p. 1427) ; M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : missions d'enquête pour évaluer les pertes subies ; arrêté constatant l'état de catastrophe naturelle ; urgence d'une réforme du mode d'indemnisation des calamités agricoles ; rapport de M. de Bretteville (p. 1427).

582. — Intervention de l'Afrique du Sud au Mozambique : M. André Bellon : situation dans cette zone ; initiatives pour conduire l'Afrique du Sud dans la voie du respect des libertés et des droits de l'homme [25 mai 1983] (p. 1427) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : condamnation par la France du raid de Maputo ; cas du poète Breaton Breytarbach ; nécessité pour la Namibie de trouver son indépendance et d'échapper à l'occupation sud-africaine ; interdiction de toute livraison d'armements ; interdiction pour les équipes sportives de participer à des rencontres en Afrique du Sud (p. 1428).

583. — Saint-Gobain-Emballage : M. Bernard Lefranc : grève dans l'usine de Soissons-Vauxrot ; ostracisme de la direction à l'encontre des revendications du personnel ; position du Gouvernement [25 mai 1983] (p. 1428) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : signature d'un contrat de solidarité par cette société ; insuffisance de la compétitivité de l'industrie française de fabrication de bouteilles (p. 1428, 1429).

584. — Établissements Aluminium-Péchiney : M. Augustin Bonrepaux : définition, par le Gouvernement, de sa politique pour l'industrie française de l'aluminium [25 mai 1983] (p. 1429) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : énoncé des stades de production dans l'industrie de l'aluminium ; effort de l'État en faveur de P.U.K par l'apport de fonds propres ; effort pour faire profiter P.U.K du nucléaire (p. 1429) ; impossibilité de conserver l'ensemble des sites de P.U.K ; mention des orientations industrielles de chacun des secteurs d'activité du groupe dans son contrat de plan avec l'État ; création par P.U.K d'une société financière de reconversion afin d'accompagner les actions engagées (p. 1430).

585. — Déclaration de M. Fiterman à la Havane : M. Loïc Bouvard : position du Gouvernement sur les propos de M. Fiterman : « dollar égale douleur » [25 mai 1983] (p. 1430) ; propos affaiblissant la position de la France à Williamsburg (p. 1431) ; M. Charles Fiterman, ministre des transports : inauguration d'une nouvelle liaison aérienne entre Paris et La Havane ; rappel du texte de ses déclarations (p. 1430) ; conséquences pour la France du niveau actuel du dollar (p. 1431) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : critique de l'attitude de M. Loïc Bouvard (p. 1431).

586. — Affaire des fûts de dioxine : M. François d'Aubert : dépôt des fûts de dioxine de Seveso à Anguilcourt ; critique des réactions du Gouvernement ; demande d'enquête sur les lacunes de diverses administrations ; nature de ces déchets [25 mai 1983] (p. 1431) ; Mme Huguette Bouchardeau : secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : nécessité d'une réglementation sur le plan national et internationl ; attitude des sociétés Hoffmann-Laroche et Mannesmann ; cas de M. Paringaux ; proposition d'une nouvelle réglementation ; réunion des ministres européens sur les questions de pollution transfrontalières (p. 1431, 1432).

587. — Production du charbon en France : M. Joseph Legrand : contradiction entre les propositions du groupe « long terme » sur l'énergie, et les orientations prises par l'Assemblée nationale lors du débat de l'automne 1981 ; mesures pour relancer la production ; responsabilité des charbonnages de France en matière d'approvisionnement ; prise en compte des réalités régionales [25 mai 1983] (p. 1432) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : préférence pour la production charbonnière française (p. 1432) ; subvention de l'État aux Charbonnages de France ; demande à C.D.F-Énergie d'assurer la promotion de l'écoulement du charbon ; possibilité pour les conseils régionaux de s'associer par convention avec l'État, Charbonnages de France et les collectivités locales, pour créer des sociétés d'économie mixte et des sociétés d'industrialisation (p. 1433).

588. — Construction navale : M. Edmond Garcin : insuffisance de notre flotte ; absence de commandes de navires ; politique du Gouvernement à ce sujet [25 mai 1983] (p. 1433) ; M. Guy Lengagne, secrétaire d'État auprès du ministre des transports, chargé de la mer : situation des chantiers navals en France et dans le monde ; rapprochement des cinq grands chantiers navals en deux groupes ; reconduction des aides prévues par le plan de consolidation de la flotte pour les années 1982-1983 ; nécessité de solidarité entre chargeurs, armateurs, constructeurs et réparateurs français (p. 1433).

589. — Avenue Charles de Gaulle à Neuilly et prolongement de la ligne de métro n° 1 : Mme Florence d'Harcourt : calendrier et financement de l'opération de dérivation en sous-sol de l'avenue Charles de Gaulle ; hostilité des populations au passage du métro sur le pont de la Défense ; teneur de la transformation apportée par la R.A.T.P à son projet [25 mai 1983] (p. 1433, 1434) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : abandon du projet de prolongement de l'autoroute A 14 entre la Défense et la porte Maillot ; solution de rocades pour améliorer la situation de la RN 13 à Neuilly ; demande faite à la R.A.T.P d'établir une étude d'impact (p. 1434).

590. — Williamsburg : M. Guy Vadepied : point de vue du Premier ministre sur les conclusions de cette conférence [1er juin 1983] (p. 1900) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : refus par la France d'un directoire décidant en son nom ; nécessité de restaurer la croissance économique ; dénonciation de l'instabilité des taux de change et de la hausse du dollar ; convergence des politiques économiques quant aux résultats ; problèmes du Tiers-monde (p. 1900) ; réponse des chefs d'État à la déclaration de M. Andropov sur les forces nucléaires ; forces nucléaires de moyenne portée ; problème de l'emplacement des SS 20 ; volonté d'assurer la paix par le désarmement (p. 1901).

591. — Allocation de fin de droits pour chômeurs âgés : M. Jean-Pierre Balligand : interprétation restrictive du décret du 24 novembre 1982 [1er juin 1983] (p. 1901) ; M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi : automaticité de l'examen de la situation des chômeurs âgés par la commission paritaire de l'A.S.S.E.D.I.C. (p. 1901).

592. — Tarification hospitalière : M. Bernard Derosier : suppression du système de prix de journée et institution du budget global ; ses conséquences [1er juin 1983] (p. 1901) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : rappel des objectifs du budget global ; présentation du projet de décret d'application de la loi du 19 janvier 1983 ; nécessité de concertation et d'expérimentation (p. 1901, 1902).

593. — Inondations en Saône-et-Loire : M. Pierre Joxe : mesures pour venir en aide aux victimes [1er juin 1983] (p. 1902) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : indemnisation des dommages en vertu de la loi du 13 juillet 1982 et de la loi du 10 juillet 1964 (p. 1902) ; contrôle pour faire respecter l'engagement de modération souscrit par les fabricants d'aliments de bétail ; insuffisance des procédures actuelles d'indemnisation des calamités agricoles (p. 1903).

594. — Attentats terroristes dans les départements d'outre-mer : M. Marcel Esdras : mesures pour enrayer le mouvement tendant à déstabiliser les départements d'outre-mer ; mise en garde du Gouvernement, par l'opposition, contre les mesures législatives visant à changer le statut des départements d'outre-mer ; refus de subventionner la ligne régionale Air-Guadeloupe ; rétablissement de la ligne Paris-Cuba [1er juin 1983] (p. 1903, 1904) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer : action concertée (p. 1903) ; mise en place de moyens pour assurer la sécurité dans les DOM-TOM (p. 1904).

595. — Prochaines échéances fiscales des petites et moyennes entreprises : M. Claude Wolff : rappel des mesures fiscales exceptionnelles pour 1983 ; mesures du Gouvernement pour en atténuer la rigueur [1er juin 1983] (p. 1904) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : possibilité de délais de paiement de la taxe professionnelle ; exclusion des biens professionnels de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 1904).

596. — Fixation de la dotation globale d'équipement départementale : M. Jean-Pierre Soisson : cas du département de l'Yonne ; désengagement financier de l'État ; mesures pour accroître les crédits aux collectivités locales ; conditions d'application de la D.G.E. [1er juin 1983] (p. 1904, 1905) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : vote à l'unanimité de la dotation globale d'équipement par les parlementaires ; demande de crédit au Gouvernement pour combler la différence entre 1982 et 1983 ; raisons de cette situation (p. 1905).

597. — Poursuites contre les criminels de guerre en République fédérale d'Allemagne : M. Jean Combasteil : commémoration des massacres d'Oradour-sur-Glane ; procès en R.F.A. contre un des responsables ; position du Gouvernement à ce sujet [1er juin 1983] (p. 1905, 1906) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : possibilité de saisine des autorités fédérales allemandes, par le Gouvernement français, sur la base de l'accord bilatéral franco-allemand du 2 février 1971 (p. 1906).

598. — Restructuration de l'industrie textile dans la Somme : M. Michel Couillet : rappel des propos du Premier ministre au sujet de certains chefs d'entreprise ; solution du Gouvernement pour éviter les licenciements chez Boussac Saint-Frères [1er juin 1983] (p. 1906) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : rappel des activités de B.S.F. ; mesures de redressement engagées sous la responsabilité de la direction de la compagnie B.S.F. ; contrôle du Gouvernement sur les propositions de conversion ou de reclassement (p. 1906).

599. — Risques de démentèlement de Creusot-Loire : M. Paul-Chomat : caractère artificiel des déficits chez Creusot-Loire [1er juin 1983] (p. 1906) ; demande de précisions sur les rapports entre Creuzot-Loire et Framatome (p. 1907) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : réflexion sur l'évolution de l'actionnariat de Framatome ; mise en jeu des responsabilités de Creuzot-Loire et de l'État (p. 1907).

600. — Sécurité dans Paris : Mme Nicole de Hauteclocque : demande d'un plan pour restaurer la sécurité en France et à Paris, et rendre confiance à la police [1er juin 1983] (p. 1907) ; sous-équipement des policiers ; critique de la justice (p. 1908) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : augmentation des effectifs des C.R.S. ; création de postes de police à Paris ; politique de prévention par l'ilôtage ; création de divisions de police judiciaire (p. 1907).

601. — Budget de publicité affecté par les entreprises nationales de transport à la presse : M. Jacques Godfrain : critique de l'affectation des budgets publicitaires des entreprises nationales à la presse [1er juin 1983] (p. 1908) ; utilisation du budget de publicité de la S.N.C.F. (p. 1909) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : autonomie de gestion des entreprises nationales de transport (p. 1908) ; cas de l'Humanité (p. 1909).

602. — Inondations dans l'Est de la France : M. Christian Bergelin : insuffisance de la loi d'indemnisation de 1982 [1er juin 1983] (p. 1909) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : évaluation des dégats en cours ; saisine des instances administratives pour évaluer les préjudices (p. 1909).

603. — Situation dans la police et autorité de l'État : M. Jean-Claude Gaudin : politisation de la police ; affaire des terroristes de Vincennes ; évènements de Charléty [8 juin 1983] (p. 2280) ; invasion par la C.G.T. du bureau du garde des sceaux ; caractère inégalitaire des sanctions dans la police ; cas du préfet de police de Marseille (p. 2281) ; M. Pierre Mauroy, premier ministre : attitude des fonctionnaires de police due au climat politique (p. 2280) ; propos de M. Giscard d'Estaing sur la légalité républicaine ; proposition par M. Jacques Chirac d'un référendum ; caractère inacceptable de la présence aux côtés des syndicalistes de police du chef d'un parti d'extrême droit (p. 2281).

604. — Situation économique : M. Charles Millon : critique du plan d'austérité par des membres de la majorité [8 juin 1983] (p. 2281) ; attitude du Gouvernement à l'égard des déclarations de MM. Jean-Pierre Chevènement et Michel Jobert ; mépris du premier

ministre pour la représentation nationale (p. 2282) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : état de l'économie française ; rôle de l'opposition en matière économique (p. 2282).

605. — Solidarité gouvernementale : M. Jean-Paul Fuchs : désaccord du parti communiste à l'égard de la politique gouvernementale [8 juin 1983] (p. 2282) ; critique par M. Georges Marchais du communiqué de Williamsburg (p. 2283) ; M. Pierre Mauroy, premier ministre : pluralisme de la majorité présidentielle et de la majorité parlementaire depuis le début de la Ve République ; soutien des membres du Gouvernement à la politique gouvernementale ; soutien du Parlement (p. 2283).

606. — Situation dans la police et manifestations de la droite : M. Maurice Nilès : nécessité de donner davantage de moyens aux forces de sécurité et d'assurer la démocratisation de ce secteur [8 juin 1983] (p. 2283) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : création du conseil national de la prévention de la délinquance ; sanctions à l'encontre des policiers manifestants (p. 2283) ; nomination d'un nouveau directeur général de la police nationale (p. 2284).

607. — Condamnation à mort de trois militants noirs en Afrique du Sud : M. Jacques Brunhes : intervention du Gouvernement pour obtenir la grâce des condamnés [8 juin 1983] (p. 2284) ; M. Claude Cheysson ; ministre des relations extérieures : vote par l'assemblée générale de l'O.N.U. d'un appel à Prétoria ; initiatives de la France auprès du conseil de sécurité et de la Communauté européenne ; appel à la conscience des Sud-Africains (p. 2284).

608. — Restructuration de la pétrochimie à Fos-Lavéra : M. René Rieubon : risque pour le site pétrochimique de Lavéra d'être dirigé par la multinationale américaine Arco ; demande de ne pas laisser se réaliser une telle opération ; nécessité de concertation et de participation des représentants du personnel [8 juin 1983] (p. 2284) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : obligation pour les sociétés pétrochimiques européennes de concentrer leurs productions ; fermeture du vapocraqueur de Lavéra en 1982 ; négociations entre les responsables industriels et la société Arco au sujet des activités de la filière de propylène polyéther de Cloé-Chimie (p. 2285).

609. — Sanctions dans la fonction publique : M. Claude Labbé : absence de sanctions à l'égard des responsables politiques lors des manifestations de policiers [8 juin 1983] (p. 2285-2286) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : rappel des révocations faites par l'ancienne majorité dans la police ; instauration d'un chantage à la peur ; résultats de la politique du Gouvernement (p. 2285) ; sentiment d'insécurité lié à l'urbanisation (p. 2286).

610. — Atteintes aux libertés syndicales : M. Marc Lauriol : discrimination entre les différents syndicats de police ; abrogation des sanctions prononcées dans la police, lors du retour au pouvoir de l'opposition [8 juin 1983] (p. 2286) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : aveux de complicité du R.P.R. avec certains syndicats de police (p. 2286).

611. — Imprudence gouvernementale en matière de sécurité publique : M. Emmanuel Aubert : malaise dans l'opinion publique en ce qui concerne la justice, la liberté et la sécurité [8 juin 1983] (p. 2286) ; mise en cause de la politique pénale ; cas de Roger Knobelspiess (p. 2287) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : rencontre de M. Pierre Mauroy avec un homme grâcié ; gravité de l'attitude des manifestants à l'égard du garde des sceaux (p. 2287).

612. — Présidence de la communauté urbaine de Lille : M. Serge Charles : échec des accords pour aboutir à l'élargissement du nombre de sièges de la communauté urbaine de Lille ; injonction donnée par le maire de Lille aux conseillers communautaires de la ville de démissionner si le président de la communauté urbaine n'était pas le président sortant ; mesures du Gouvernement devant une telle initiative [8 juin 1983] (p. 2287) ; demande au Premier ministre de démentir ses propos (p. 2288) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : existence d'une procédure amiable de conciliation (p. 2287) ; possibilité de saisine du tribunal administratif (p. 2288) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : sa non participation aux discussions du conseil communautaire (p. 2288).

613. — Situation dans la police : M. Raymond Forni : soutien du groupe socialiste à la riposte du Gouvernement aux manifestations de policiers ; réformes pour remettre la police française au service de la République [8 juin 1983] (p. 2288) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : programme de réorganisation de l'ensemble de la police ; mise en place d'un conseil national de prévention de la délinquance ; mise en place de conseils départementaux et communaux ; importance des peines de substitution (p. 2288-2289).

614. — Situation fiscale des nouveaux retraités mensualisés : Mme Véronique Neiertz : mesures pour que ne soit pas appliquée la pénalisation de retard aux anciens chômeurs nouveaux retraités [8 juin 1983] (p. 2289) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : compréhension de l'administration ; nécessité d'une réalisation rapide du prélèvement de 1 p. 100 (p. 2289).

615. — Industrie aéronautique française : M. Robert Cabé : diminution du plan de charge de l'industrie aéronautique ; bilan du 35e Salon du Bourget [8 juin 1983] (p. 2289) ; M. Charles Hernu, ministre de la défense : résultats du Salon du Bourget ; (p. 2289) ; conséquences de l'exécution de la loi de programmation militaire sur le plan de charge de l'industrie aéronautique ; coopération internationale ; solidarité entre les maîtres d'œuvre et leurs sous-traitants (p. 2290).

616. — Industrie ardoisière française : M. Jean Natiez : pénétration du marché français par des produits espagnols ; plan de restructuration entraînant des suppressions d'emplois ; nécessité d'un accord d'autolimitation des exportations d'ardoises espagnoles [8 juin 1983] (p. 2290) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : avantage de prix pour les matériaux d'importation ; action des pouvoirs publics pour maintenir une activité ardoisière nationale (p. 2290).

617. — Annulations d'élections municipales : M. André Lajoinie : caractère contestable de ces décisions ; cas de Limeil-Brévannes et de Villepinte ; campagne politique de la droite ; effet suspensif du recours en Conseil d'État [15 juin 1983] (p. 2568) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : compétence du Gouvernement pour faire appliquer les décisions des tribunaux ; effet suspensif de l'appel en matière d'élections municipales ; cas des communes de Villepinte et de Limeil-Brévannes (p. 2568) ; respect de la loi ; procédures expéditives de 1958 (p. 2569).

617 Bis. — Problème de la rentrée scolaire : M. Jacques Brunhes : demande que le budget de l'éducation nationale ne soit pas affecté par le plan de rigueur [15 juin 1983] (p. 2569) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : lutte contre l'exode rural ; caractère inévitable des fermetures de classes (p. 2570).

618. — Prochaines élections aux caisses de Sécurité Sociale : M. Robert Montdargent : inutilisation des données informatiques [15 juin 1983] (p. 2570) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : campagne d'information relative à ces élections ; dispositions afin que les communes soient remboursées des frais engagés dans le cadre de l'ensemble des opérations électorales (p. 2570).

619. — Non-exécution des décisions d'un tribunal administratif en matière de fraude électorale : M. Roland Nungesser : gravité de ces fraudes ; décision du ministre constituant une atteinte à la logique et à la morale ; demande au Gouvernement de suspendre immédiatement les personnes élues au mépris du suffrage universel ; remise en cause par le Gouvernement du principe de séparation des pouvoirs [15 juin 1983] (p. 2571) ; caractère paradoxal de la situation ; cas des communes de Sarcelles, de Choisy-le-Roi, de Villepinte et de Limeil-Brévannes (p. 2572) ; (p. 2573) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : impossibilité de faire exécuter un jugement non définitif (p. 2572) ; caractère judiciaire de la procédure engagée (p. 2573).

620. — Participation de la France aux négociations sur la limitation des armements : M. Michel Debré : adversaires de la stratégie de dissuasion ; demande de l'Union Soviétique de comptabiliser la force française de dissuasion avec la force nucléaire américaine ; problème de la présence de la France à Genève [15 juin 1983] (p. 2573) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : indépen-

dance de la force de dissuasion ; poursuite des expériences nucléaires dans le Pacifique (p. 2573) ; refus de la France d'aller à Genève (p. 2574).

621. — Transfert des services centraux de l'O.N.I.S.E.P. à Marne-la-Vallée : M. Antoine Gissinger : inopportunité de cette décision [15 juin 1983] (p. 2574) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : politique de décentralisation tertiaire (p. 2574).

622. — Retraites : M. Yvon Tondon : caractère privé des A.S.S.E.D.I.C. ; délais de liquidation des retraites ; problème de la liaison entre l'assurance chômage et la retraite [15 juin 1983] (p. 2574) ; M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi : décret du 24 novembre 1982 ; versement par l'A.S.S.E.D.I.C. « d'une allocation d'attente » (p. 2574).

623. — Politique de coopération avec le tiers-monde : M. Jean-Paul Desgranges : intentions de la France pour faire prendre conscience de la situation du tiers-monde [15 juin 1983] (p. 2574-2575) ; M. Claude Cheysson : aggravation de la situation des pays du tiers-monde ; nécessité d'alléger les conditions financières en faveur des pays les plus endettés ; nécessité d'augmenter le capital de la banque mondiale ; plan d'urgence en faveur des pays d'Afrique ; exposé des actions de la France (p. 2575).

624. — Viticulteurs du midi : M. Jean Lacombe : demande la suppression des montants compensatoires monétaires ; problème de l'élargissement de la C.E.E. à l'Espagne et au Portugal [15 juin 1983] (p. 2575) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : suppression complète des montants compensatoires monétaires négatifs sur le vin en deux étapes (p. 2575) ; caractère inexcusable des violences perpétrées par les agriculteurs ; demande d'accroissement du volume des vins de table ; aide au relogement des vins de table ; recherche d'un accord de prix pour relancer le marché du vin de table ; mise en place de l'office sur les vins ; conditions de l'élargissement de la communauté européenne à l'Espagne et au Portugal (p. 2576).

625. — Entreprise Braud : Mme Colette Chaigneau : cessation de la fabrication par cette entreprise de moissonneuses-batteuses ; restructuration du machinisme agricole [15 juin 1983] (p. 2576) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : dépression du marché français et du marché européen ; décision de l'I.D.I. de restructurer l'entreprise (p. 2576).

626. — Fuites au baccalauréat : M. François Mortelette : cas de l'académie d'Orléans-Tours [15 juin 1983] (p. 2577) ; M. Alain Savary : annulation de l'épreuve de français dans toute l'académie d'Orléans-Tours ; plainte contre X. (p. 2577).

627. — Encadrement du crédit : M. Robert Malgras : répercussion sur les entreprises ; cas du secteur du bâtiment et des travaux publics [15 juin 1983] (p. 2577) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : nécessité d'une certaine brutalité pour redresser le commerce extérieur (p. 2577) ; exposé des modalités de l'encadrement ; instructions en ce qui concerne les entreprises en difficulté (p. 2578).

628. — Fraudes électorales : M. Georges Mesmin : cas de Villepinte et de Limeil-Brévannes ; remise en cause du principe de séparation des pouvoirs ; participation de M. Charles Fiterman aux manifestations de protestations [15 juin 1983] (p. 2578) ; application de l'article 226 du code pénal à MM. Charles Fiterman et Jack Ralite (p. 2579) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, : indique que M. Mauroy et lui-même ont déjà répondu à ce sujet (p. 2579).

629. — Élargissement de la communauté économique européenne : M. Jacques Blanc : regrette le départ des ministres en cours de séance de questions ; situation du Languedoc-Roussillon ; différence de langage du Gouvernement selon les lieux ; position du Gouvernement sur l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. [15 juin 1983] (p. 2579) ; M. André Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : vocation de l'Espagne et du Portugal à demander leur adhésion à la Communauté ; refus d'être lié par une date limite ; précédents de la Grèce et de la Grande-Bretagne ; conditions d'entrée de l'Espagne et du Portugal (p. 2580).

630. — Situation des chômeurs âgés : M. Adrien Zeller : réduction de la durée maximale d'indemnisation du chômage [15 juin 1983] (p. 2581) ; M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi : problème de leur couverture sociale ; décret du 24 novembre 1982 ; aide de secours exceptionnel (p. 2581).

631. — Indemnisation des Français spoliés lors de la Révolution chinoise : M. Jean-Guy Branger : choix entre différentes formules d'indemnisation [15 juin 1983] (p. 2581) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : délégation par les anciens gouvernements d'un seul ministre pour répondre à toutes les questions (p. 2581) ; règlement du contentieux domanial en 1976 ; règlement, en cours du contentieux privé (p. 2582).

632. — Réunion de Stuttgart et agriculture : M. Michel Cointat : problème des montants compensatoires monétaires dans le secteur de l'aviculture ; sa décision de supprimer les montants compensatoires monétaires en 1971 [22 juin 1983] (p. 2978) ; demande de suppression des M.C.M. et de leur remplacement par un autre système plus équitable ; mutisme des chefs d'État et du Gouvernement à Stuttgart vis-à-vis de l'agriculture (p. 2979) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture, : volonté politique commune exprimée à Stuttgart de faire que l'Europe réponde collectivement à la crise mondiale ; contribution de la politique agricole à la relance européenne ; respect des principes fondamentaux de la politique agricole commune ; réforme de cette polltique ; examen de toutes les organisations de marchés (p. 2979) ; absence d'hostilité de la France à l'entrée de nouveaux États dans la C.E.E. (p. 2980).

633. — Politique économique du Gouvernement : révision des hypothèses économiques : M. Michel Noir : révision des hypothèses économiques pour le projet de budget de 1983 ; demande d'explication sur les erreurs de prévisions et de gestion dans les finances publiques [22 juin 1983] (p. 2980) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, : actualisation des prévisions économiques ; (p. 2980) ; croissance zéro en 1983 ; augmentation du poids des charges sur les entreprises depuis dix ans ; politique de reconstitution des marges de manœuvre des entreprises ; situation contrastée des entreprises ; limitation à 3 p. 100 du P.I.B. du déficit budgétaire pour 1984 ; priorité aux dépenses consacrées à l'industrie, à la recherche, à la politique familiale et à la politique culturelle (p. 2981).

634. — Cession des parcs ostréicoles : M. Jean de Lipkowski : critique de l'interdiction de toute cession à des tiers, et des critères d'âge et de superficie ; demande d'abrogation du décret du 25 mars 1983 [22 juin 1983] (p. 2981) ; M. Guy Lengagne, secrétaire d'État auprès du ministre des transports, chargé de la mer : développement des exploitations familiales ; accès des jeunes à la profession et au foncier maritime ; moralisation de la pratique des indemnisations au concessionnaire sortant ; institution d'une indemnité pour les investissements réalisés (p. 2981-2982).

635. — Position de l'Union pour la Démocratie française sur la stratégie de défense de la France : M. Guy-Michel Chauveau : conséquences des déclarations de M. Michel Pinton à la presse, sur la sécurité française et la paix dans le monde [22 juin 1983] (p. 2982) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : propos du secrétaire général de l'U.D.F. en contradiction avec les positions de son propre parti ; nécessité d'une clarification ; problème de la réintégration des forces dans le cadre de l'O.T.A.N. ; volonté de remettre en cause l'accord réalisé dans le pays sur les questions de défense (p. 2982).

636. — Groupe Hersant-Dauphiné Libéré : M. Jean Gatel : poursuite de sa politique par M. Robert Hersant malgré son inculpation pour infraction à l'ordonnance d'août 1944 [22 juin 1983] (p. 2983) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé des techniques de la communication : absence d'informations sur les sources de financement permettant à M. Hersant de réaliser ses opérations ; poursuite de ses activités par ce dernier en dépit de ses différentes inculpations ; nécessité de changer les lois face à l'inefficacité des tribunaux (p. 2983).

637. — Accidents de car : Mme Marie-Thérèse Patrat : mesures prises par le Gouvernement pour éviter ce type d'accident ; réglementation des transports d'enfants [22 juin 1983] (p. 2983) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : programme « Réagir » ; vitesse étant

la principale cause d'accidents (p. 2983) ; réduction de la vitesse maximale autorisée ; accord de la commission des communautés européennes pour limiter la vitesse maximale des véhicules au stade de la construction ; conduite des véhicules lourds ; réduction de la durée de travail dans les transports routiers ; publication d'un décret étendant l'interdiction d'emprunter la voie de gauche à certains véhicules ; possibilité d'immobiliser un véhicule en infraction ; renforcement des normes de freinage ; recherches sur la résistance des matériaux au feu et sur les systèmes d'évacuation ; modernisation, grâce aux prêts du F.D.E.S., du parc des autocars scolaires ; programme de résorption des principaux points noirs ; interdiction des transports de groupes d'enfants par autocars à certaines dates (p. 2984).

638. — Marquage des produits textiles : M. Jean Natiez : problème de l'interprétation du décret du 23 avril 1983 par la circulaire du 3 mai 1983 permettant à des produits textiles fabriqués hors de la C.E.E. d'être vendus en France sans marque d'origine [22 juin 1983] (p. 2984) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : rappel de l'état administratif du problème ; décision de la France d'étendre le système du marquage d'origine à tous les produits (p. 2984) ; reconduction des dispositions visant à assurer un développement du textile européen et français (p. 2985).

639. — Unité d'Aluminium de l'Argentière : M. Robert de Caumont : contrat de plan avec Péchiney-Ugine-Kuhlmann ; accord tarifaire entre P.U.K. et l'E.D.F. ; regroupement à l'Argentière-la-Bessée de la moitié de l'industrie des Hautes Alpes ; plan de restructuration entraînant le maintien d'une seule usine ; demande au Gouvernement de lier les aménagements tarifaires à la localisation des unités d'électrolyse en zone « fragile », et de subordonner la signature du contrat de plan à une concertation [22 juin 1983] (p. 2985) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : rappel de la situation générale du groupe P.U.K. ; réduction progressive des sites du groupe P.U.K. dans les prochaines années ; maintien en France d'une électrolyse puissante et compétitive ; place de l'énergie électrique dans le prix de revient de l'élaboration de l'aluminium (p. 2985) ; nécessité d'opérer des choix industriels dans le domaine de la production de l'aluminium en considérant l'impact sur l'économie locale et en pratiquant le dialogue social (p. 2986).

640. — Équilibre budgétaire 1983-1984 : M. Pierre Mehaignerie : conséquence négative du taux de croissance zéro sur les perspectives budgétaires de 1983 et 1984 ; solutions pour ne pas aggraver le déficit au-delà des 3 p. 100 du P.I.B. ; programme d'investissement civil de l'État en 1984 ; situation du bâtiment et des travaux publics [22 juin 1983] (p. 2986) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : recours aux ajustements nécessaires pour maintenir le déficit dans la limite de 3 p. 100 du P.I.B. ; adoption par le Conseil des ministres de la structure des dépenses pour 1984 ; politique de rigueur pour réduire le différentiel d'inflation avec les autres pays (p. 2986).

641. — Publicité pour produits étrangers dans la presse : M. Emmanuel Hamel : diffusion par la presse communiste de publicités pour la vente en France de marques étrangères, en contradiction avec l'objectif de reconquête du marché intérieur [22 juin 1983] (p. 2986-2987) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : maintien de la liberté d'entreprise et de la liberté du commerce ; passation des contrats de publicité entre personnes de droit privé ; risque de violation du traité de Rome en pratiquant une discrimination systématique entre les produits importés et les produits fabriqués en France (p. 2987-2988).

642. — Exécution de communistes en Iran : M. Vincent Porelli : exécution du secrétaire général du parti communiste iranien ; persécutions de démocrates opposés au régime ; action de la France pour préserver la vie de ces personnes [22 juin 1983] (p. 2988) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : dissolution du parti Toudeh en mai 1983 ; critique des excès de la révolution iranienne (p. 2988).

643. — Politique industrielle de Citroën hors du territoire national : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : cessation de la fabrication de la G.S.A. par l'usine Citroën de Nanterre et transfert de cette production à l'étranger ; action du Gouvernement pour faire respecter par Citroën les orientations gouvernementales [22 juin 1983] (p. 2988) ; M. Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : absence de nouvelles implantations à l'étranger de Citroën ; transfert de l'activité de fonderie d'aluminium sous-pression de l'usine de Nanterre, en Lorraine ; étude sur le regroupement des fabrications du moteur G. (p. 2988).

644. — Caisse de Sécurité Sociale de Nord-Picardie ; M. Alain Bocquet : afflux de dossiers dans les caisses régionales d'assurance-maladie résultant de la décision d'abaisser l'âge de la retraite ; cas de la caisse de Nord-Picardie [22 juin 1983] (p. 2988) ; mesures du Gouvernement pour débloquer la situation (p. 2989) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'État, auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : problème de gestion des caisses régionales d'assurance maladie ; création de postes supplémentaires ; énoncé des différentes recommandations aux assurés ; système d'avances (p. 2989) ;

645. — Décret d'application de l'article 72 de la loi d'orientation agricole ; M. Xavier Hunault : mesures du Gouvernement pour faire de l'aménagement et du développement économique de l'espace rural, une priorité de l'aménagement du territoire [22 juin 1983] (p. 2989) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : réaffirmation de la priorité accordée à l'aménagement et au développement de l'espace rural ; dépôt d'un projet de loi sur l'aménagement de la montagne et des zones défavorisées complété par une loi forestière ; politique des structures agricoles (p. 2989) ; rôle des collectivités locales dans le cadre de la décentralisation (p. 2990).

646. — Échec des négociations concernant l'UNEDIC : M. Michel Sapin : avenir du système d'assurance chômage [29 juin 1983] (p. 3346) ; M. Jack Ralite, ministre de la santé : désaccord des partenaires sociaux quant aux moyens d'équilibrer les déficits de l'UNEDIC ; décision du conseil des ministres d'augmenter de deux points le montant global de la contribution des employeurs et des salariés ; réflexion sur l'assiette des cotisations ; proposition de la valeur ajoutée comme référence ; déplafonnement de la part des employeurs dans les cotisations de sécurité sociale (p. 3346) ;

647. — Indemnisation des calamités agricoles : Mme Lydie Dupuy : orage dans la région de Nogaro dans le Bas-Armagnac ; indemnisation des pertes effectivement subies ; nécessité d'une réforme d'indemnisation des calamités agricoles [29 juin 1983] (p. 3356) ; M. René Souchon, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : indemnisation par le fonds national de garantie des biens non susceptibles d'être couverts par un contrat d'assurance ; octroi par les services fiscaux de délais de paiement pour les impôts dûs ; ensemble de mesures en faveur du secteur de l'armagnac (p. 3346-3347).

648. — Entrée de l'Espagne dans la CEE : M. Bernard Poignant : inquiétude des professionnels de la pêche de voir s'ouvrir les eaux aux bateaux de la flotille espagnole [29 juin 1983] (p. 3347) ; M. Guy Lengagne, secrétaire d'État auprès du ministre des transports, chargé de la mer : mise en place en janvier 1983 d'une organisation permettant à « l'Europe bleue » de fonctionner ; relations entre la communauté européenne et les pays du golfe de Guinée ; discussion relative aux TAC (taux annuels de capture) et aux quotas ; importance de la flotte espagnole (p. 3347) ; position favorable de la France sur le plan politique à l'entrée de l'Espagne (p. 3348).

649. — Situation au Tchad : Mme Denise Cacheux : attachement de la France à l'unité, l'indépendance et l'intégrité territoriale de ce pays ; appréciation du Gouvernement sur la crise tahadienne [29 juin 1983] (p. 3348) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : chute de la ville de Faya-Largeau ; soutien logistique venant de l'extérieur du Tchad aux forces de M. Goukouni ; confirmation de la légitimité de M. Hissène Habré par le Sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine ; activité de déstabilisation menée par la Libye ; soutien de la France au Gouvernement légitime (p. 3348).

650. — S.I.D.A. (syndrome immuno-déficitaire acquis) : M. François Loncle : mise en cause du vaccin produit par l'Institut Pasteur contre l'hépatite virale de type B ; mesures préventives du Gouvernement pour limiter les conséquences du S.I.D.A. [29 juin 1983] (p. 3348) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé :

risque minime de transmission du S.I.D.A par transfusion sanguine en France ; rappel des mesures de prévention arrêtées ; arrêt momentané de la distribution des stocks du lot 10 du vaccin Hevac B (p. 3348-3349).

651. — Article de M. Mauroy dans « Le Monde » : M. Philippe Mestre : présentation par ce dernier des griefs contre l'opposition ; évènements de Charléty [29 juin 1983] (p. 3349) ; difficultés à l'intérieur de la majorité (p. 3350) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : désaveu des propos de M. Pinton relatifs à la défense nationale par les sénateurs UDF et RPR ; niveau souhaitable du débat démocratique (p. 3349-3350).

652. — Suppression de prêts de la caisse d'assurance maladie aux établissements de caractère sanitaire et social : M. Jean Proriol : conséquences de cette décision dans le domaine du bâtiment [29 juin 1983] (p. 3350) ; remise en cause de la politique de modernisation du secteur hospitalier (p. 3351) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : égalité de financement des équipements hospitaliers et des autres équipements collectifs ; rappel du dispositif retenu pour mettre en application cette réduction de crédits (p. 3351).

653. — Création de centres d'aide par le travail : M. Georges Hage : insuffisance du nombre des places dans les CAT admettant les handicapés [29 juin 1983] (p. 3351) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : rappel des mesures pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes handicapées ; rôle du secteur du travail protégé (p. 3351) ; étude sur les dysfonctionnements des centres d'aide par le travail (p. 3352).

654. — Mise en place de la filière bois : M. Louis Maisonnat : suppression d'emplois dans les papeteries de Vizille ; mise au point de la filière bois [29 juin 1983] (p. 3352) ; M. René Souchon, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : licenciements dans les secteurs des panneaux, des pâtes à papier et de l'ameublement ; programme de redressement et de développement de la filière bois ; reconquête du marché intérieur ; regroupement de la propriété forestière pour la gestion ; organisation des marchés ; restauration de la compétitivité des industries de la pâte à papier et du panneau (p. 3352).

655. — Négociations concernant la pêche européenne et quota attribué à la France : M. Jean-Jacques Barthe : désaccord du conseil européen des ministres chargés de la pêche quant à la répartition des quotas de prises autorisées ; insuffisance des quotas attribués à la France ; demande d'harmonisation « vers le haut » des régimes sociaux des marins ; hostilité des pêcheurs français à l'entrée de l'Espagne dans la Communauté économique européenne [29 juin 1983] (p. 3352) ; M. Guy Lengagne, secrétaire d'État auprès du ministre des transports, chargé de la mer : exclusion de la Méditerranée de l'Europe bleue ; moindre performance de la pêche méditerranéenne espagnole ; proposition pour harmoniser le statut social des marins au niveau européen (p. 3352-3353).

656. — Droits de l'opposition : M. Emmanuel Aubert : laisse au Gouvernement le soin de faire son autocritique [29 juin 1983] (p. 3353) ; absence de droit pour le chef du Gouvernement de dicter la conduite de l'opposition (p. 3354) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : rappel des propos de certains membres de l'opposition à la suite de son article dans le journal « Le Monde » ; rappel de l'histoire de la République (p. 3353-3354).

657. — Réduction des crédits de l'aviation civile : M. Robert-André Vivien : absence de réponse de M. Fiterman sur les incidences de ces mesures sur les actions dans son ministère et sur l'avenir de la construction aéronautique civile ; voyage de M. Fiterman en Guadeloupe à bord d'un Tupolev [29 juin 1983] (p. 3354) ; M. Charles Fiterman, ministre des transports : rappel des circonstances de son voyage à Cuba ; absence de décision définitive de lancement de l'appareil A 320 ; sortie en 1985 de l'appareil ATR 42 (p. 3355).

658. — Lissiers de la Manufacture des Gobelins : M. Jacques Toubon : intention de transférer de Paris à Beauvais l'atelier de basse lisse sans consultation du personnel ; inconvénients de cette solution [29 juin 1983] (p. 3355) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : reconstitution progressive à Beauvais de l'ancienne manufacture transférée à Paris pendant la guerre (p. 3355).

659. — Liberté de l'enseignement : M. Jean-Claude Gaudin : sa satisfaction de voir le prix Nobel de la Paix attribué à Lech Walesa ; refus d'ordonnancement des dépenses de fonctionnement des écoles primaires privées sous contrat d'association ; forfait d'externat [5 octobre 1983] (p. 3800) ; maintien de l'aide publique aux écoles privées (p. 3801, 3802) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : hommage à Lech Walesa, prix Nobel de la Paix ; situation en Amérique du Sud (p. 3800) ; liberté de la création d'établissements d'enseignement ; négociations sur le régime juridique des établissements ; lois Debré et Guermeur ; prise en charge des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association ; caractère obligatoire, pour les communes, des dépenses expressément mentionnées dans la loi de décentralisation (p. 3801).

660. — Réaction du Gouvernement français après la destruction du Boeing sud-coréen : M. Emmanuel Hamel : accompagnement de l'ambassadeur d'Union soviétique à l'inauguration d'une exposition littéraire par le ministre des relations extérieures ; maintien de la visite de M. Gromyko à Paris ; tentative du ministère des transports pour briser le boycott des liaisons aériennes avec Moscou ; communiqué de l'agence Tass exprimant sa satisfaction face à l'attitude du Gouvernement français [5 octobre 1983] (p. 3802) ; constate que le ministre des relations extérieures n'a pas répondu à sa question (p. 3803) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : réunion de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale à l'initiative de la France ; rejet par la France de la notion de sanctions unilatérales ; respect de l'accord aérien avec l'Union soviétique ; demande d'un engagement solennel de non-recours à la force contre des aéronefs civils (p. 3802) ; demande de comptabilité des matériels radio civils et militaires ; position des pilotes français sur la décision de boycott (p. 3803).

661. — Comptes détenus en Suisse par des citoyens français : M. Parfait Jans : nécessité de déférer les fraudeurs devant la justice [5 octobre 1983] (p. 3803) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances, et du budget, chargé du budget : missions des douanes (p. 3803) ; exploitation, par ces dernières, des informations sur les comptes détenus en Suisse par des résidents français ; insuccès de la proposition laissant aux détenteurs de comptes en situation irrégulière, la possibilité de rapatrier leurs capitaux (p. 3804).

662. — Situation de l'industrie sucrière et de la canne à sucre en Guadeloupe : M. Ernest Moutoussamy : fermeture de cinq usines sucrières ; cas de l'usine de Beauport [5 octobre 1983] (p. 3804) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer : plan de rénovation de la canne à sucre ; gravité de la situation ; mise en liquidation de la société anonyme de Beauport (p. 3804).

663. — Action des agents des PTT pour la défense du service public : M. Jean Jarosz : demande de suspension du plan Daucet ; rapport Vié [5 octobre 1983] (p. 3804, 3805) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des PTT : réforme globale pour améliorer les conditions de travail ; inégalités entre les différents secteurs et services de la poste ; problème des tarifs (p. 3805).

664. — Liberté de l'enseignement : M. Claude Labbé : définition de l'école républicaine [5 octobre 1983] (p. 3805) ; danger d'une remise en cause de la liberté de l'enseignement ; précise que sa question s'adresse au Premier ministre (p. 3806) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : souci de concertation de la part du Gouvernement ; hypothèses de dispositions législatives ; déclare que M. Claude Labbé semble le considérer comme un sous-produit (p. 3806) ; M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée Nationale : indique à M. Claude Labbé que lorsqu'un membre du Gouvernement répond, il s'adresse à l'ensemble de la représentation nationale (p. 3806) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : précision sur le déroulement des questions d'actualité ; ordre de réponse du Premier ministre, du ministre chargé d'un département ministériel et du ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 3807).

665. — Grèves des centres de tri des PTT : M. Marc Lauriol : perturbations dans la distribution du courrier ; mesures pour revenir à une situation normale [5 octobre 1983] (p. 3807) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des PTT : origine de la grève dans le transfert d'une partie du trafic de nuit vers le trafic de jour ; compensation des dommages pécuniaires pendant une durée d'un an ; mise en place d'une structure permanente de discussion ; différenciation des tarifs ; recours aux nouvelles technologies (p. 3807, 3808).

666. — Situation de l'entreprise Creusot-Loire : M. Pierre Joxe : intervention du secteur public par l'intermédiaire du C.E.A ; garanties pour certains bassins d'emploi [5 octobre 1983] (p. 3808) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : nécessité d'éviter le dépôt de bilan ; reprise par Usinor des activités de forge et de fonderie de Creusot-Loire ; reprise par Sacilor de la société Imphy ; cession au C.E.A de 20 p. 100 de la participation du groupe dans le capital de Framatome ; prêts participatifs de l'État (p. 3808).

667. — Rentrée scolaire : M. René Rouquet : situation dans les écoles maternelles ; mesures pour améliorer l'accueil [5 octobre 1983] (p. 3808, 3809) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : disparités géographiques de scolarisation des jeunes enfants ; création de postes pour les groupes d'aide psychopédagogique (p. 3809).

668. — Milices privées : M. Jean-Pierre Le Coadic : polices parallèles appel à la délation [5 octobre 1983] (p. 3809) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : signature d'une convention dans le département du Val d'Oise entre une municipalité et une société spécialisée ; projet d'étatisation des polices municipales ; loi relative aux sociétés de gardiennage (p. 3809).

669. — Grèves des pharmaciens : M. Raymond Douyère : diminution du taux de marge des spécialités remboursables [5 octobre 1983] (p. 3809) ; gravité de la situation dans les milieux ruraux à la suite de la grève (p. 3810) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : refus de la profession pharmaceutique de reconduire la remise conventionnelle accordée aux caisses de sécurité sociale ; augmentation du bénéfice net moyen des pharmaciens ; alignement en deux ans des conditions de financement des prestations familiales, des employeurs et travailleurs indépendants sur celles des prestations servies aux salariés (p. 3810).

670. — Médicaments génériques : M. Pierre Jagoret : définition de ces médicaments ; boycott par les pharmaciens des médicaments génériques [5 octobre 1983] (p. 3810) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : disparités de prix (p. 3810) ; obstacles au développement des médicaments génériques (p. 3811).

671. — Lutte contre la drogue : Mme Florence d'Harcourt : corrélation entre délinquance et drogue ; consommation de solvants et de colle chez les très jeunes [5 octobre 1983] (p. 3811) ; absence de moyens financiers adéquats (p. 3812) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : énoncé des orientations du Gouvernement pour lutter contre ce fléau ; accroissement de la répression ; augmentation de la consommation de cocaïne ; accès à la drogue de populations de plus en plus jeunes ; renforcement de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (p. 3811) ; augmentation des crédits budgétaires affectés à la lutte contre la toxicomanie (p. 3812).

672. — Extension de l'exonération du forfait hospitalier : M. André Tourné : situation des handicapés adultes et des personnes âgées [12 octobre 1983] (p. 4055, 4056) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : moralisation du séjour à l'hôpital ; rappel des catégories exonérées ; exonération des enfants handicapés séjournant dans les hôpitaux (p. 4056).

673. — Production d'aluminium par le groupe Péchiney-Ugine-Kuhlmann : M. René Rieubon : contrat de Plan avec la direction du PUK ; fermeture de neuf sites ; cas de l'usine de l'Argentière-la-Bessée [12 octobre 1983] (p. 4056) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : état de l'activité d'électrolyse de l'aluminium en France ; concentration des sites ; obligation de reclassement des personnels (p. 4056).

674. — Conditions d'inscription pour les élections à la sécurité sociale : M. Louis Maisonnat : possibilité de recourir au juge d'instance pour se faire inscrire sur les listes [12 octobre 1983] (p. 4056, 4057) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : problème de la confection des listes électorales ; possibilité pour l'électeur de vérifier son inscription sur les listes ; recours devant le juge d'instance (p. 4057).

675. — Manifestations violentes lors de la proclamation des résultats d'élections : M. Jacques Toubon : participation de militants socialistes et communistes à ces manifestations ; mesures pour assurer l'ordre [12 octobre 1983] (p. 4057) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : envoi de compagnies de C.R.S. sur les lieux d'élection (p. 4057, 4058) ; moyens nécessaires accordés aux commissaires de la République pour assurer l'ordre (p. 4058).

676. — Interdiction faite à des ressortissants français de quitter la Libye : M. Jean-Louis Masson : arrestation en France d'un ressortissant libyen ; politique de la France à l'égard de la Libye [12 octobre 1983] (p. 4058) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : possibilité pour les Français résidents de quitter normalement la Libye ; caractère inadmissible de l'intervention armée de la Libye au Tchad (p. 4058).

677. — Annulations d'opérations électorales : M. Jean Foyer : considère que la gauche est synonyme de fraude ; cas de Sarcelles ; attitude des communistes ; caractère d'infraction pénale des agissements frauduleux en matière électorale ; attitude de certains membres du Gouvernement jetant le discrédit sur les décisions rendues par la juridiction administrative ; critique le rejet, par le bureau de l'Assemblée nationale, de la motion de renvoi devant la Haute Cour de justice [12 octobre 1983] (p. 4058, 4059) ; répugnance du Parquet à exercer des poursuites pour faux en écritures ; limitation du pouvoir du bureau de l'Assemblée nationale, à un contrôle de forme, s'agissant des propositions de résolution portant mise en accusation d'un ministre devant la Haute Cour (p. 4060) ; M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale : critique la remise en cause, par M. Jean Foyer, de la décision du bureau de l'Assemblée nationale rejettant une motion de renvoi devant la Haute Cour de justice (p. 4059) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : mise en place d'une délégation spéciale à la suite de l'annulation d'une élection ; régime des actes de la municipalité restée en place (p. 4059) ; procédures d'information en cours (p. 4060).

678. — Non inscription sur les listes électorales pour la sécurité sociale : M. Luc Tinseau : demande que des instructions soient données aux juges d'instance et présidents de tribunaux, pour permettre les inscriptions sur les listes [12 octobre 1983] (p. 4060) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : possibilité accordée antérieurement aux assurés de se faire inscrire sur ces listes ; impossibilité, pour le Gouvernement, d'influer sur la décision des juges d'instance en vertu de la séparation des pouvoirs (p. 4060).

679. — Plan textile : M. Jean-Pierre Gabarrou : condamnation du Gouvernement français à suspendre le plan textile par la Cour de justice européenne [12 octobre 1983] (p. 4060) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : décision de la Cour de justice européenne ne portant pas sur le fond ; défense par la France de ses positions (p. 4060, 4061).

680. — Fermeture d'une usine d'aluminium Pechiney : M. Robert de Caumont : fermeture de l'unité d'électrolyse de l'Argentière-la-Bessée ; nécessité d'ajourner de six mois cette décision [12 octobre 1983] (p. 4061) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : mesures de reclassement en faveur du personnel de l'Argentière-la-Bessée ; poursuite, dans l'immédiat, de l'activité de cette usine (p. 4061).

681. — T.G.V. Atlantique : M. Jean Proveux : risque d'un mouvement de main-d'œuvre vers la région parisienne ; nécessité de décentraliser les activités [12 octobre 1983] (p. 4061) ; M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du Premier ministre : situation de la ville de Tours ; négociation des contrats de plan entre l'État et les régions (p. 4061, 4062).

682. — Avenant de la caisse de prévoyance du personnel des organismes sociaux et similaires : M. Jacques Badet : réduction des avantages acquis et du montant des prestations servies aux retraités à la suite de cet avenant [12 octobre 1983] (p. 4062) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : difficultés financières du régime de retraite complémentaire du personnel de la sécurité sociale ; rencontre des organisations syndicales pour modifier cet accord (p. 4062).

683. — Compétence économique des conseils régionaux : M. Georges Labazée : extension des compétences des conseils régionaux dans le domaine économique ; difficultés en raison du désengagement du réseau bancaire [12 octobre 1983] (p. 4062) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : interventions financières des collectivités locales en faveur des entreprises ; nécessité pour les banques de conserver leur rôle (p. 4062) ; loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (p. 4063).

684. — Élections à la sécurité sociale : M. Francisque Perrut : conditions de déroulement de cette consultation ; limitation des candidatures aux seuls syndiqués ; politisation des organismes de sécurité sociale ; carence dans l'organisation de ces élections [12 octobre 1983] (p. 4063) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : progrès de l'élection par rapport au régime antérieur ; problème des non inscrits (p. 4063) ; soumission de la constitution des listes à la commission « Informatique et Libertés » (p. 4064).

685. — Situation des cadres : M. Claude Wolff : défilé à l'appel de la confédération générale des cadres ; politique du Gouvernement pour redonner confiance aux cadres [12 octobre 1983] (p. 4064) ; fuite des cerveaux (p. 4065) ; M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du Premier ministre : slogan injurieux à l'encontre du garde des sceaux ; vote de la deuxième loi du IXe Plan avant sa première année d'exécution ; baisse du chômage des cadres (p. 4064) ; nécessité, pour les cadres, d'exporter la technologie française (p. 4065).

686. — Grèves des P.T.T. : M. Gilbert Gantier : conséquences de ces grèves pour les entreprises et les régions ; position du Gouvernement pour assumer ses responsabilités [12 octobre 1983] (p. 4065) ; recours, par certaines entreprises, au chômage technique (p. 4066) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : difficultés à Amiens ; nécessité de réorganiser la poste ; modification de la structure du courrier ; plan de développement et de modernisation de la poste (p. 4065) ; réaménagement du temps de travail ; rôle du facteur en milieu rural (p. 4066).

687. — Élections aux organismes de sécurité sociale : M. Roland Nungesser : fraudes électorales ; problème de constitution des listes ; absence de fichier de l'ensemble des assurés sociaux ; demande d'enquête [19 octobre 1983] (p. 4246) ; précise qu'il n'a pas évoqué le scrutin (p. 4247) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : critique le fait d'aborder le problème des élections à la sécurité sociale un jour de scrutin (p. 4246, 4247).

688. — Déclarations du Gouvernement concernant la hausse des prix : M. René André : langage contradictoire du Gouvernement sur la situation économique [19 octobre 1983] (p. 4247) ; taux d'inflation en Allemagne (p. 4248) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : assiduité du Premier ministre aux séances de questions au Gouvernement (p. 4247) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : répercussions de la hausse du dollar (p. 4247) ; insuffisance de la concurrence dans les secteurs des services ; rappel des taux d'inflation en France depuis 1975 ; nécessité d'une concertation pour lutter contre l'inflation ; énoncé des écarts de hausse des prix entre la France et l'Allemagne depuis 1974 (p. 4248).

689. — Choix des candidats à la troisième voie d'accès à l'E.N.A. : M. Serge Charles : politisation du recrutement [19 octobre 1983] (p. 4249) ; mise en cause de l'anonymat lors de l'épreuve de discussion générale (p. 4250) ; M. Anicet Le Pors, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives ; rappel des objectifs de la réforme de l'E.N.A. ; relèvement des limites d'âge ; parité du concours interne avec le concours externe ; augmentation des candidatures (p. 4249, 4250).

690. — Défense et désarmement : M. Guy-Michel Chauveau : consensus au sujet des euromissiles ; initiative de la France pour contribuer à la sauvegarde de la paix dans le monde [19 octobre 1983] (p. 4250) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : rupture de l'équilibre des forces ; régionalisation du problème ; indépendance de la force nucléaire française ; nécessité de rétablir l'équilibre au niveau le plus bas possible en ce qui concerne les forces nucléaires intermédiaires (p. 4250) ; rappel des différentes conditions pour que la France participe aux négociations sur les forces nucléaires stratégiques (p. 4250, 4251).

691. — Radio-Solidarité et radios locales : M. Georges Le Baill : attribution d'une fréquence à Radio-Solidarité ; cas des radios du sud de Paris [19 octobre 1983] (p. 4251) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : compétence de la Haute autorité de la communication audiovisuelle pour attribuer les autorisations d'émettre ; cas des radios de la banlieue sud de Paris ; compétence du Gouvernement pour faire respecter les décisions de la Haute autorité ; possibilité pour la Haute autorité de retirer l'autorisation d'émettre en cas d'inexécution du cahier des charges (p. 4251).

692. — Montants compensatoires monétaires : M. Didier Chouat : marché des fruits et légumes ; problème des montants compensatoires monétaires [19 octobre 1983] (p. 4251, 4252) ; Michel Rocard, ministre de l'agriculture : interruption du paiement des avances sur restitutions, par le F.E.O.G.A. ; crise de trésorerie ; pouvoirs de la commission en la matière ; nouvelle organisation du marché des fruits et légumes ; organisation des producteurs ; création d'un office des fruits et légumes et de l'horticulture ; amélioration de la préférence communautaire (p. 4252) ; démantèlement des montants compensatoires monétaires comme condition de la réforme de la politique agricole commune ; refus de la R.F.A. d'abaisser les revenus de ses agriculteurs ; nécessité de supprimer en totalité les montants compensatoires négatifs sur le vin et sur le porc (p. 4253).

693. — Secours humanitaires pour les populations du nord-est du Brésil : M. Jacques Dominati : sécheresse exceptionnelle dans cette région ; problème d'approvisionnement en eau ; action de la France à ce sujet [19 octobre 1983] (p. 4253) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : problème de sécheresse en Amérique latine (p. 4253) ; absence de demande d'aide de la part du Gouvernement du Brésil ; faiblesse de la protection sociale dans ce pays (p. 4254).

694. — Situation financière de la mutualité sociale agricole : M. Jean-Pierre Soisson : absence de remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques par certaines caisses de mutualité sociale agricole ; rupture de trésorerie [19 octobre 1983] (p. 4254) ; M. René Souchon, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : décalage dans le versement des taxes ; recours de la mutualité sociale agricole à un prêt de la caisse nationale de crédit agricole ; poste « produits financiers » (p. 4254).

695. — Politique de la montagne : M. Jean Briane : commission d'enquête parlementaire sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et les zones défavorisées [19 octobre 1983] (p. 4254) ; objectif de parité pour ces régions ; attente d'un projet de loi sur la montagne, rappel des propositions faites par cette commission (p. 4255) ; M. René Souchon, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : dépôt à la fin de la présente session d'un projet de loi relatif à l'économie des zones de montagne ; nécessité de créer une instance de massif ; mise en place d'une politique plus vaste en faveur des zones de montagne et défavorisées ; promotion de l'autodéveloppement ; nécessité d'une solidarité financière de la part de l'Europe (p. 4255).

696. — Transports dans la région parisienne : M. Paul Mercieca : politique de l'État dans ce domaine [19 octobre 1983] (p. 4255, 4256) ; M. Charles Fiterman, ministre des transports : amélioration du cadre de vie ; rejet de la politique d'accroissement de l'agglomération parisienne ; révision du schéma des voies rapides d'Ile-de-France ; travaux sur l'autoroute A 86 ; résorption des points noirs de la circulation et lutte contre le bruit ; développement des transports collectifs ; projet de tramway dans Paris ; projet Aramis ; lancement du T.G.V. Atlantique en 1984 (p. 4256).

697. — Politique des entreprises nationalisées : M. Georges Hage : succès de la fusée Ariane ; critique du comportement du groupe Pechiney et de Renault-Douai [19 octobre 1983] (p. 4256) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : hommage aux équipes responsables du programme Ariane ; action des entreprises nationales dans le cadre du contrat de plan passé avec l'État ; politique d'investissement de ces entreprises ; suspension de la construction d'une usine de production de fibres de carbone à Pont-de-Claix par les usines Pechiney et Hercules ; nouvelles implantations de la régie Renault à l'étranger comme support d'une politique d'exportation créant des emplois en France (p. 4257).

698. — Hôpital de Chateaubriant : M. Xavier Hunault : refus par le Secrétaire d'État de la création d'une trentaine de postes ; report du financement de la construction du nouvel hôpital ; vacance des postes de chirurgien-chef [19 octobre 1983] (p. 4257) ; M. Edmond Hervé : secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : difficultés pour pourvoir un poste de chef de service (p. 4257).

699. — Situation à la Grenade : Mme Lydie Dupuy : assassinat du Premier ministre ; débarquement des marines américains ; position du Gouvernement [26 octobre 1983] (p. 4585) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; droit des peuples à l'autodétermination (p. 4585) ; critique de l'intervention des États-Unis et des États des Caraïbes à la Grenade (p. 4586).

700. — Relance de l'initiative de paix franco-égyptienne au Proche-Orient : M. Roland Bernard : proposition de résolution en vue d'un retour à la paix dans cette zone [26 octobre 1983] (p. 4588) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : problèmes de Beyrouth ; droit des états à l'existence et à la sécurité ; droits du peuple palestinien ; association de l'O.L.P. aux négociations (p. 4586).

701. — Préretraités et retraités de la sidérurgie : M. René Drouin : retard de l'organisme Ipsitor dans le recouvrement des cotisations ; montant excessif de ces cotisations [26 octobre 1983] (p. 4586) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : augmentation des cotisations d'assurance maladie des préretraités ; exonération des préretraites inférieures au salaire minimum de croissance (p. 4586).

702. — Manifestation en faveur de la liberté de l'enseignement à Nantes : M. Philippe Mestre : portée politique de cette manifestation [26 octobre 1983] (p. 4586, 4587) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : caractère régional de cette manifestation (p. 4587).

703. — Destockage pétrolier et prix des dérivés du pétrole : M. Jacques Barrot : caractère artificiel du réquilibrage de la balance commerciale de la France ; chute des stocks de pétrole ; blocage des prix de certains produits dérivés du pétrole ; problème de la sécurité d'approvisionnement [26 octobre 1983] (p. 4587) ; marché du polyéthylène (p. 4588) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : niveau des stocks pétroliers ; baisse de la consommation pétrolière ; blocage des prix des matières dérivées du pétrole ; conciliation de la sécurité d'approvisionnement et des économies d'énergie ; formule de fixation des prix ; maintien du prix des matières plastiques à un niveau inférieur au prix du marché européen (p. 4587, 4588).

704. — Situation à la Grenade : M. Jacques Brunhes : débarquement de « marines » américains dans l'île ; position du Gouvernement [26 octobre 1983] (p. 4588) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : droit des habitants de l'île à l'autodétermination ; soutien la condamnation de l'intervention de forces étrangères à la Grenade (p. 4588, 4589).

705. — Contrôle du prochain scrutin cantonal à Cayenne : M. Didier Julia : annulation de l'élection précédente pour cause de violence ; demande de nomination de magistrats pour organiser le scrutin ; envahissement des bureaux de vote par les membres du parti socialiste guyanais [26 octobre 1983] (p. 4589) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer : inapplication de l'article du code électoral prévoyant le déroulement de cette élection sous contrôle d'un magistrat ; commission de contrôle des opérations de vote ; annulation de l'élection du candidat R.P.R. (p. 4589).

706. — Stocks des compagnies pétrolières : M. Christian Bergelin : situation des stocks stratégiques ; réduction artificielle, des importations [26 octobre 1983] (p. 4589) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : fixation des coefficients saisonniers de fuel et de gazole en fonction de la sécurité des approvisionnements (p. 4590).

707. — Augmentation des recettes de publicité dans l'audiovisuel : M. Jacques Baumel : introduction de la publicité sur F.R.3 et les stations régionales ; limitation de la part fixée pour la publicité à 25 p. 100 des ressources de la télévision ; part trop importante de la publicité à la télévision [26 octobre 1983] (p. 4590) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : application de la loi votée par la majorité de l'époque (p. 4590) ; rétablissement du plafonnement de la publicité à 25 p. 100 de l'ensemble des ressources du service public (p. 4591).

708. — Réforme de la législation de la presse : M. Alain Madelin : projet de faire de la presse un service public ; poursuites à l'encontre de M. Robert Hersant ; projet d'une législation d'exception [2 novembre 1983] (p. 4710) ; concentration du pouvoir dans le secteur de la communication ; monopole de la C.G.T. du Livre (p. 4711) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : mise aux enchères du journal « Combat » (p. 4710) ; concentration de la presse ; maintien d'un taux de T.V.A. préférentiel sur la presse ; affaire de la Chapelle Darblay ; défense du pluralisme de la presse (p. 4711).

709. — Intervention sur la viande bovine : M. Jean-Marie Daillet : dégradation de la situation des éleveurs de viande bovine ; mesures du Gouvernement pour maintenir les cours [2 novembre 1983] (p. 4712) ; M. René Souchon, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : évolution du marché de la viande bovine depuis le 5 septembre dernier ; décision de la commission des Communautés européennes à ce sujet ; démantèlement des montants compensatoires (p. 4712).

710. — Situation financière des départements : M. Jean-Pierre Soisson : retard dans les versements des sommes aux départements au titre de l'aide sociale ; crise de trésorerie [2 novembre 1983] (p. 4712) ; Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : révision des barèmes d'aide sociale ; passage en 1984 d'un système de paiement échelonné à un versement l'année même de la dépense (p. 4712, 4713).

711. — Régimes particuliers de retraite : M. Paul Chomat : remise en cause de diverses dispositions dans les régimes particuliers de retraite [2 novembre 1983] (p. 4713) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : disparités en matière de retraite ; inégalités dans la situation des veuves ; régime de retraite du personnel de la sécurité sociale (p. 4713) ; situation des préretraités (p. 4714).

712. — Moyens financiers donnés aux Charbonnages en 1984 : M. Joseph Legrand : proposition d'un plan de rigueur par les Charbonnages de France [2 novembre 1983] (p. 4714) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : groupe « long terme énergie » ; problèmes des moyens votés au bénéfice des Charbonnages de France.

713. — Paiement mensuel des pensions de retraite de l'État : M. Jacques Brunhes : attente de la mensualisation ; perte de capital due à l'échéance trimestrielle [2 novembre 1983] (p. 4715) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : pause dans la poursuite de la mensualisation (p. 4715).

714. — Programmes des trois chaines de télévision : M. Pierre-Bernard Cousté : caractère scandaleux de l'émission « Psy-show » [2 novembre 1983] (p. 4715) ; opposition à la censure (p. 4716) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé des techniques de la communication : refus des tabous à la télévision ; liberté des programmes (p. 4715, 4716).

715. — Rapports franco-espagnols : M. Jacques Godfrain : esclandre des délégués socialistes espagnols au congrès du parti socialiste

français [2 novembre 1983] (p. 4716, 4717) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : retour de l'Espagne à la démocratie ; condamnation du terrorisme ; action répréhensible de la part de policiers espagnols en France ; assassinat du capitaine Martin ; problème de l'agriculture méditerranéenne (p. 4717).

716. — **Mensualisation du paiement des pensions dans le Finistère :** M. Jean Louis Goasduff : absence de mensualisation dans ce département [2 novembre 1983] (p. 4717) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : nécessité d'une pause ; son engagement de régler prioritairement le cas du Finistère (p. 4717, 4718).

717. — **Attitude de la France vis-à-vis du nouveau régime argentin :** M. André Bellon : orientation diplomatique de la France [2 novembre 1983] (p. 4718) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale : bilan négatif du pouvoir militaire ; initiative de la France d'une consultation avec ses partenaires de la C.E.E. afin de déterminer l'appui à apporter au nouveau régime argentin (p. 4718).

718. — **Renégociation de la convention de Lomé II :** M. Frédéric Jalton : intérêt des départements d'Outre-mer à cette renégociation ; position du Gouvernement dans le cadre de cette renégociation [2 novembre 1983] (p. 4718) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : cérémonie à la mémoire des soldats français morts au Liban ; reconduction des dispositions relatives à la situation particulière des départements d'outre-mer ; problème du renouvellement du protocole « rhum » ; renforcement de la coopération régionale ; harmonisation des échanges commerciaux (p. 4719).

719. — **Difficultés de la production bovine :** M. Léo Grezard : problème de l'orientation de ce marché ; rôle du nouvel office des viandes [2 novembre 1983] (p. 4719) ; M. René Souchon, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : régularisation du marché de la viande bovine ; limitation des achats à l'intervention ; situation des viandes « maigres » (p. 4719, 4720).

720. — **Mères d'accueil :** Mme Gisèle Halimi : prostitution des ventres ; nécessité de refondre le statut de l'adoption [2 novembre 1983] (p. 4720) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : « location d'utérus » ; droit de la mère et de l'enfant ; création d'un haut comité d'éthique des sciences de la vie et de la santé (p. 4720).

721. — **Bilan de l'année touristique :** M. Jean-Pierre Destrade : bilan de la saison estivale [2 novembre 1983] (p. 4720) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'État auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme : instauration du contrôle des changes (p. 4720) ; augmentation de la balance touristique ; stagnation de la fréquentation en Méditerranée ; accroissement dans les régions de la Manche et de la Mer du Nord ; transferts entre les modes d'hébergement ; situation bénéficiaire des établissements de haut de gamme ; contribution du tourisme à l'amélioration de la balance des transactions courantes (p. 4721).

722. — **Avenir de la société B.I.A.L. :** M. Robert Malgras : dépendance de la région Lorraine de l'activité sidérurgique ; situation critique de la société B.I.A.L. [2 novembre 1983] (p. 4721, 4722) ; M. René Souchon, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture, et de la forêt : étude d'une solution régionale ; charte de modernisation des scieries (p. 4722).

723. — **Perspectives de coopération franco-algérienne :** M. André Lajoinie : voyage officiel du Chef de l'État algérien en France ; évènements de Charonne ; contrat de gaz avec l'Algérie [9 novembre 1983] (p. 5060) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : rappel des accords passés avec les autorités algériennes ; transferts de technologie (p. 5060) ;

724. — **Très graves menaces pesant sur l'existence de l'organisation de libération de la Palestine :** M. Louis Odru : agression de la Syrie contre l'O.L.P ; nécessité d'un cessez-le-feu [9 novembre 1983] (p. 5060, 5061) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : rappel des initiatives de la France face aux agressions contre les Libanais et les Palestiniens (p. 5061).

725. — **Dotation d'action sociale des unions régionales des sociétés de secours minières :** M. Joseph Legrand : fixation par la caisse nationale des allocations familiales de la dotation d'action sociale des unions régionales des sociétés de secours minières ; baisse de cette dotation [9 novembre 1983] (p. 5061) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : harmonisation des prestations offertes aux allocataires des sociétés de secours minières avec les prestations versées aux allocataires des caisses d'allocations familiales ; diminution du nombre d'allocataires du régime minier (p. 5061).

726. — **Capacité de financement des collectivités locales :** M. Michel Barnier : diminution des recettes des communes et des départements ; augmentation des charges en raison de l'application des lois de décentralisation ; succès des Codevi [9 novembre 1983] (p. 5061) ; mesures pour préserver les financements des collectivités locales (p. 5062) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : équivalence du transfert des charges et du transfert des ressources aux collectivités locales ; création du livret d'épargne populaire et du Codevi ; développement du marché obligataire ; montant des ressources d'emprunts pour 1983 ; ouverture du marché obligataire aux projets d'émission des collectivités locales ; surveillance de l'évolution des prêts des caisses d'épargne au titre du contingent Minjoz (p. 5062).

727. — **Pension de reversion des veuves de fonctionnaires :** M. Bruno Bourg-Broc : harmonisation progressive des régimes sociaux ; inégalités dans les conditions d'attribution des pensions de reversion [9 novembre 1983] (p. 5062, 5063) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : caractère avantageux des pensions de reversion attribuées aux veuves de fonctionnaires ; absence de réforme dans l'attribution des pensions de reversion (p. 5063).

728. — **Propos du vice-président du parti travailliste australien concernant la Polynésie :** M. Tutaha Salmon : caractère inadmissible de ces propos portant sur la situation sociale du territoire de la Polynésie et sur la politique du Gouvernement [9 novembre 1983] (p. 5063) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : caractère inadmissible de ces propos visant « l'attitude colonialiste » de la France (p. 5063).

729. — **Situation au Proche-Orient :** M. Jean-Yves Le Drian : mise en cause du devenir de l'O.L.P ; initiative de la France en la matière [9 novembre 1983] (p. 5063) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : son émotion à l'égard du peuple palestinien (p. 5063) ; critique l'arbitrage des puissances étrangères pour régler les conflits internes au Liban (p. 5064).

730. — **Maison de la Culture :** M. Jean Natiez : rupture par le maire de Nantes de la convention le liant avec une troupe de théâtre [9 novembre 1983] (p. 5064) ; M. Jack Lang, ministre délégué à la culture : compagnie « la Chamaille » ; participation d'Eugène Ionesco au Comité de soutien à cette compagnie ; remise en cause par M. François d'Aubert des aides du Gouvernement à certains créateurs français ou étrangers ; autorisation par le Gouvernement de radios libres (p. 5064) ; défense de la liberté de création (p.5065).

731. — **Coopérants enlevés en Birmanie :** M. Alain Billon, : action du Gouvernement de la France à ce sujet [9 novembre 1983] (p. 5065) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : réunion avec le Président de la République algérienne sur les accords de coopération ; caractère satisfaisant des conditions de détention des coopérants enlevés ; prise de contact avec le mouvement Karen, responsable de l'enlèvement (p. 5065).

732. — **Alsthom atlantique :** M. Lucien Couqueberg : décision de la direction d'Alsthom de transférer le secteur de la production M.B.F de moteurs électriques à Nancy ; absence de consultation du comité d'établissement [9 novembre 1983] (p. 5065) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : plan de restructuration de l'activité « machines tournantes moyennes » (p. 5066) ;

733. — **Réduction des visites à domicile des médecins :** M. Bernard Derosier ; décision de la Confédération des syndicats médicaux fran-

çais de limiter les visites à domicile ; augmentation de leurs tarifs [9 novembre 1983] (p. 5066) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : fixation par voie conventionnelle des tarifs médicaux ; échec des dernières négociations (p. 5066).

734. — Prix de l'essence : Mme Marie-France Lecuir : autorisation donnée par le Gouvernement de rabais plus importants sur le prix de l'essence [9 novembre 1983] (p. 5066) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : intérêts du consommateur (p. 5066) ; maintien d'un réseau de distribution satisfaisant pour les consommateurs ; situation des pompistes traditionnels (p. 5067).

735. — Obligation de réserve des fonctionnaires : M. Charles Millon : prise de position défavorable de l'association des anciens élèves de l'E.N.A. sur la troisième voie d'accès à cette école [9 novembre 1983] (p. 5067) ; politisation de la fonction publique ; mainmise du parti communiste sur la fonction publique (p. 5068) ; M. Anicet Le Pors, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives : qualités de la fonction publique française ; existence d'une jurisprudence sur la liberté d'expression et l'obligation de réserve ; développement du droit syndical dans la fonction publique (p. 5067) ; refus de considérer l'étiquette politique des candidats admis à l'E.N.A. (p. 5068) ; M. Emmanuel Hamel : son interjection « un homme de liberté » (p. 5068) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement ; demande à M. Emmanuel Hamel de retirer ses propos relatifs à « un homme de liberté » ; attitude inadmissible de M. Jean-Claude Gaudin traitant un membre du Gouvernement de « voyou » (p. 5068) ; M. Jean-Claude Gaudin : son interjection « voyou » ; obligation de réserve des fonctionnaires ; manquement du préfet de police de Marseille à son devoir de réserve (p. 5068).

736. — Conséquences pour les usines françaises du règlement judiciaire du groupe I.B.H. : M. Henri Bayard : situation de la filiale Maco-Meudon ; demande d'aide formulée par cette entreprise ; soumission du dossier au C.I.R.I. [9 novembre 1983] (p. 5068, 5069) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : politique de rachat d'entreprises en difficulté, réalisée par le groupe I.B.H. ; examen dans un cadre interministériel du sort des filiales françaises de ce groupe (p. 5069).

737. — Situation de l'industrie de l'ameublement : M. Jean Briane crise de cette industrie ; mesures envisagées par le Gouvernement pour permettre aux entreprises de retrouver leur compétitivité ; concurrence de produits venus des pays de l'Est ; proposition d'ouvrir le plan d'épargne et le compte d'épargne logement aux achats de meubles [9 novembre 1983] (p. 5069) ; M. André Labarrère : ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : exemple de l'Aveyron ; manque de compétitivité des entreprises de fabrication (p. 5069) ; réorientation de la politique du comité de développement des industries françaises de l'ameublement (C.O.D.I.F.A.) ; filière bois (p. 5070).

738. — Evènements de Guadeloupe : M. Didier Julia : attentats dans ce département ; envoi sur place de renforts de police et de gendarmerie ; terroristes de l'alliance révolutionnaire caraïbe ; responsabilité de l'État pour maintenir la sécurité du territoire ; échanges entre Cuba et la Guadeloupe [16 novembre 1983] (p. 5336) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer : attentats à Pointe-à-Pitre et à Basse-Terre ; indignation du Gouvernement ; hommage aux forces chargées de faire respecter l'ordre public ; création d'une société d'économie mixte dans les secteurs sucriers (p. 5336).

739. — Lutte contre la fraude fiscale : M. Jacques Toubon : octroi à un contribuable d'un dégrèvement de près de 16 millions de francs [16 octobre 1983] (p. 5336) ; suppression du secret fiscal figurant parmi les propositions du programme du parti socialiste (p. 5337) ; absence de réponse à cette question (p. 5338) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : protection pénale du secret fiscal ; discussion entre l'administration fiscale et les contribuables ; critique les échos de presse sur l'affaire (p. 5337) ; transmission du dossier à la commission des infractions fiscales ; expiration du délai de prescription pour la comparution devant le comité des infractions fiscales (p. 5338).

740. — Déclaration de Maître Vergès sur Jean Moulin : M. Gérard Collomb : affabulations sur la mort de Jean Moulin ; réaction du Gouvernement sur ce point [16 novembre 1983] (p. 5338) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : absence de tutelle du Gouvernement sur l'information télévisée ; défense de la mémoire des combattants de la Résistance (p. 5338) ; respect des droits de la défense ; célébration par le Gouvernement de la mémoire de Jean Moulin (p. 5339) ;

741. — Racisme : M. Hervé Vouillot : marche pour l'égalité de Marseille à Paris ; assassinat d'un Oranais à bord du train Bordeaux-Vintimille [16 novembre 1983] (p. 5339) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : condamnation des actes de racisme ; marche pour l'égalité et contre le racisme ; manifestation de la solidarité gouvernementale avec cette marche ; mise en place d'une stratégie contre le racisme (p. 5339).

742. — Départ d'appelés pour le Liban : M. Georges Bally : indignation face à l'attentat de Beyrouth ; critères de sélection des jeunes appelés pour constituer la force multinationale ; information des jeunes à ce sujet [16 novembre 1983] (p. 5339) ; M. Charles Hernu, ministre de la défense : agression contre un jeune Maghrébin dans le train Bordeaux-Vintimille par de jeunes voyous ; proportion de Maghrébins dans la Légion étrangère (p. 5339) ; aide au Liban pour lui permettre de retrouver sa souveraineté et d'assurer la protection de la population civile ; envoi à Beyrouth de jeunes volontaires ; possibilité d'un service long volontaire ; mouvement de volontariat consécutif à l'attentat de Beyrouth (p. 5340).

743. — Défense du principe de concurrence : Mme Renée Soum : campagne d'information et de sensibilisation contre l'inflation ; moyens mis à la disposition de la commission de la concurrence [16 novembre 1983] (p. 5340) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : adaptation des règles de la concurrence aux mutations de l'économie ; rapports entre fournisseurs et distributeurs ; guide de bonne conduite des relations commerciales ; renforcement des moyens de la commission de la concurrence ; possibilité pour le président de cette commission d'utiliser la procédure simplifiée ; transparence des prix (p. 5340) ; développement de l'information du consommateur (p. 5341).

744. — Vaccination-anti-grippe : M. Claude Labbé : temps de parole du groupe socialiste [16 novembre 1983] (p. 5341) ; M. Louis Mermaz ; président ; M. André Borel : gratuité de ce vaccin pour les personnes âgées ; rupture de stock dans les officines (p. 5341) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : désir d'éviter les hospitalisations chez les personnes âgées ; effort de coopération pour approvisionner les pharmaciens (p. 5341).

745. — Statut de la presse : M. Jean-Claude Gaudin : atteinte à la liberté de l'enseignement ; aggravation des divisions des Français [16 novembre 1983] (p. 5341) ; demande de suppression du monopole d'État de la télévision (p. 5342) ; interdiction pour le Congrès américain de légiférer en matière de presse (p. 5343) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : mise à jour de la législation existante sur la presse ; assouplissement de l'ordonnance de 1944 ; inapplication des décrets d'application ; concentration de la presse française ; proposition d'une commission chargée de veiller à la transparence et au pluralisme de la presse ; loi sur les radios privées locales ; suppression par le Gouvernement du monopole de programmation (p. 5342) ; exclusion de la presse spécialisée du projet de loi sur la presse ; identification de l'opposition à la défense des intérêts des groupes de presse (p. 5343).

746. — Démission de M. Georges Valbon : M. Jean-Paul Fuchs : désaccord de M. Valbon avec le Gouvernement ; évolution de la politique charbonnière [16 novembre 1983] (p. 5343) ; absence de confiance des Français (p. 5344) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : décision personnelle de M. Valbon (p. 5343) ; hommage aux mineurs ; rappel de la politique charbonnière ; maintien de l'effort financier de l'État en faveur des bassins charbonniers (p. 5344).

747. — Récentes déclarations relatives à l'affaire Klaus Barbie : M. Guy Ducoloné : indignation des députés communistes devant les répercussions des révélations d'un avocat ; nécessité de juger rapidement Klaus Barbie ; loi sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité [16 novembre 1983] (p. 5344, 5345) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : droits de la défense ; respect de la mémoire des combattants de la deuxième guerre mondiale ; qualification de crimes de guerre, des crimes commis contre les résistants ; crimes contre l'humanité ; possibilité de saisir un tribunal sur l'affaire Barbie à la suite d'une plainte d'un résistant (p. 5345).

748. — Lutte contre le racisme : M. Georges Hage : assassinat d'un jeune homme d'origine algérienne dans un train ; agression à Strasbourg de quatre maghrébins [16 novembre 1983] (p. 5345) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : exprime sa compassion aux familles des victimes ; violation des droits de l'homme ; rôle de l'éducation (p. 5345) ; combat systématique contre le racisme (p. 5346).

749. — Égalité devant l'impôt : Mme Florence d'Harcourt : inégalité entre la situation fiscale d'une Neuilléenne, mère de famille, divorcée, et celle du milliardaire communiste bénéficiaire d'un dégrèvement d'impôt ; sa proposition de remettre le dossier de cette mère de famille au secrétaire d'État [16 novembre 1983] (p. 5346) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : égalité de traitement entre les contribuables français ; transparence fiscale (p. 5346).

750. — Opération militaire au Liban : M. Robert Aumont : demande de précisions sur l'opération militaire française effectuée au Liban [23 novembre 1983] (p. 5616) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : bombardement d'un camp militaire d'entraînement servant d'appui au mouvement terroriste (p. 5616) ; volonté de la France de sanctionner le terrorisme ; fermeté de la France (p. 5617).

751. — Difficultés des entreprises : Mme Colette Chaigneau : campagne contre les charges pesant sur les entreprises ; politique mise en œuvre pour que les entreprises contribuent à la relance économique [23 novembre 1983] (p. 5617) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : encouragement à la création d'entreprises ; amélioration de leurs fonds propres ; fiscalité relative à l'exploitation des brevets ; allègement des charges des entreprises (p. 5617) ; encouragement de l'épargne longue ; rapport sur les charges des entreprises (p. 5618).

752. — Caisse de sécurité sociale et taux d'invalidité : M. Jean-Pierre Balligand : coût des appels des caisses de sécurité sociale contre les décisions des commissions de première instance sur les taux d'invalidité ; date de la réforme des contentieux de la sécurité sociale [23 novembre 1983] (p. 5618, 5619) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : rapport sur le contentieux de la sécurité sociale ; mise à la disposition des assurés sociaux de procédures de recours simples (p. 5619).

753. — Risque d'un conflit généralisé en Amérique centrale : M. Guy Malandain : proposition d'un règlement négocié par les démocraties parlementaires de cette région ; renforcement de la présence militaire américaine au Salvador ; disparitions au Guatémala [23 novembre 1983] (p. 5619) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : autodétermination des pays de la région ; propositions du groupe de Contadora (p. 5619) ; situation au Salvador (p. 5620).

754. — Grève des psychiatres : M. Claude Bartolone : avenir de cette discipline [23 novembre 1983] (p. 5620) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : maintien du principe de sectorisation ; mauvaise occupation des lits de psychiatrie ; création éventuelle de services de psychiatrie dans les hôpitaux généraux ; maîtrise de la démographie médicale ; postes d'internes ; mise en place d'une commission des maladies mentales (p. 5620).

755. — Crise dans l'industrie de l'ameublement : M. Michel Cartelet : énoncé des mesures prises lors de la réunion des professionnels du bois et de l'ameublement [23 novembre 1983] (p. 5620) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : difficulté pour mettre en œuvre des comptes d'épargne logement pour l'achat de meubles ; développement de l'étiquetage informatif et de la certification de qualité (p. 5621).

756. — Évolution du pouvoir d'achat : M. Charles Fèvre : dérapage du taux d'inflation ; problème du maintien du pouvoir d'achat [23 novembre 1983] (p. 5621) ; traite M. André Labarrère de « docteur Faust » (p. 5622) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : revenu disponible brut des ménages (p. 5621) ; évolution du pouvoir d'achat des salaires ; maintien du pouvoir d'achat du salaire moyen par tête en 1982 et 1983 (p. 5622).

757. — Négociations concernant la dette polonaise : M. Emmanuel Hamel : aggravation de l'oppression politique ; baisse du niveau de vie de la population ; demande de négocier l'échelonnement du remboursement de la dette en contrepartie d'un desserrement de la pression politique [23 novembre 1983] (p. 5622) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : montant de la dette polonaise ; réaménagement de cette dette ; attitude de fermeté ; déplore la situation politique dans ce pays (p. 5623).

758. — Pourvoi en cassation dans l'intérêt de la loi : M. Pascal Clément : affaire Guy Mauvillain ; critique de l'arrêt d'annulation permettant de rouvrir le procès devant une Cour d'assises ; présidence de la chambre criminelle de la Cour de Cassation par le directeur de cabinet du ministre de la justice [23 novembre 1983] (p. 5623) ; critique de cette situation (p. 5624) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : condamnation pour meurtre de Guy Mauvillain ; rappel des irrégularités de procédure ; insulte proférée par M. Pascal Clément à l'encontre du président de la Cour de cassation (p. 5623, 5624).

759. — Prochain sommet d'Athènes : M. André Tourné : visite à Bruxelles de la délégation du conseil régional du Languedoc-Roussillon [23 novembre 1983] (p. 5624) ; inquiétudes relatives à l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal (p. 5625) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : liaison entre le sommet d'Athènes et la négociation sur l'élargissement de la Communauté ; menace pesant sur l'existence de la Communauté ; nécessité pour la Communauté de régler ses problèmes avant de négocier la question de l'élargissement (p. 5625).

760. — Menaces de destabilisation au Nicaragua : M. Jean Combasteil : zones de tension aux Caraïbes et en Amérique centrale ; tentatives de destabilisation du régime nicaraguayen ; agissements inadmissibles des États-Unis [23 novembre 1983] (p. 5625) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : autodétermination des peuples ; critique des manœuvres militaires au large des côtes du Nicaragua (p. 5625, 5626).

761. — Projets du Gouvernement concernant la Nouvelle-Calédonie : M. Bruno Bourg-Broc : manifestations de mécontentement à Nouméa contre la politique du Gouvernement ; réforme électorale en Nouvelle-Calédonie ; problème de l'indépendance de cette région [23 novembre 1983] (p. 5626) ; victoire de l'opposition en Nouvelle-Calédonie (p. 5627) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : visite de M. Lemoine en Nouvelle-Calédonie (p. 5626) ; légitimité du peuple canaque ; hommage à l'action de MM. Nucci et Roynette en Nouvelle-Calédonie (p. 5627).

762. — Primes de fin d'année des personnels des collectivités locales : M. Charles Haby : problème de la légalité de ces primes [23 novembre 1983] (p. 5627) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : versement par certaines municipalités de subventions à des associations accordant des primes de fin d'année aux employés communaux ; maintien des avantages acquis (p. 5627).

763. — Problèmes de sécurité, notamment à Tourcoing : M. Serge Charles : augmentation de la criminalité en 1982 ; agressions contre les policiers ; idéologie d'irresponsables ; nécessité de rétablir la responsabilité de l'école dans la transmission des valeurs morales et civiques [23 novembre 1983] (p. 5627, 5628) ; déqualification de certaines infractions (p. 5629) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et

de la décentralisation : développement de la criminalité à partir de 1960 ; rapport Peyrefitte ; création de camps de vacances pour les enfants des grandes villes ; camp de Saint-Jean-Le-Centenier (p. 5628) ; amélioration de la situation à Tourcoing ; stabilité du nombre des crimes de sang (p. 5629) ; lutte contre la toxicomanie (p. 5630).

764. — **Sommet d'Athènes :** M. Pierre Méhaignerie : augmentation des ressources de la Communauté comme préalable à l'entrée de l'Espagne ; position de la France à ce sommet [30 novembre 1983] (p. 5829) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : réforme d'ensemble de la communauté ; attachement aux principes de base de la politique agricole commune ; demande d'un relèvement du taux de T.V.A. ; rappel de la position française sur l'élargissement (p. 5829).

765. — **Indemnisation du chômage :** M. Jacques Barrot : décret du 24 novembre 1982 ; cas d'exclusion du régime de l'assurance chômage [30 novembre 1983] (p. 5830) ; M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi : rappel des origines du décret du 24 novembre 1982 ; amélioration des dispositions en faveur des chômeurs âgés ; versement en 1982 d'une subvention à l'U.N.E.D.I.C. (p. 5830) ; contribution exceptionnelle de solidarité de 1 p. 100 à la charge des agents du secteur public ; allocation mensuelle pour les chômeurs âgés de plus de 55 ans et en chômage de longue durée ; statistiques du chômage ; stages de formation pour les jeunes (p. 5831) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : critique l'attitude de l'opposition à l'égard du chômage (p. 5831).

766. — **Interview de M. Marchais dans « Le Monde » :** M. Bernard Stasi : critique les propos de M. Georges Marchais sur le danger d'installer en Europe de nouveaux missiles américains et sur la prise en compte de la force de dissuasion française dans les négociations de Genève [30 novembre 1983] (p. 5831, 5832) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : soutien de M. Marchais à la politique du Gouvernement ; maintien par la France de sa capacité actuelle de dissuasion ; engagement du Gouvernement sur les seuls propos tenus officiellement par ses membres (p. 5832).

767. — **Chantiers de constructions navales de la Seyne :** M. Guy Hermier : rupture de plan de charge de ces chantiers ; rétention du paquebot Fraisky ; car-ferry pour la Corse ; plate-forme de la Comex [30 novembre 1983] (p. 5833) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement : attitude de l'opposition à l'appel de son nom ; effort du Gouvernement pour maintenir l'activité de cette société ; position des armateurs et des partenaires financiers dans les négociations ; absence de commande définitivement conclue (p. 5833).

768. — **Fermeture des mines de fer :** Mme Colette Goeuriot : annonce par Usinor de la fermeture de la mine de Jarny ; menaces sur la mine de Droitemont ; coût du transport par la S.N.C.F. ; demande d'un examen contradictoire des différents plans proposés [30 novembre 1983] (p. 5833) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : programme de recherche ; problème de l'exhaure ; situation des retraites complémentaires et des indemnités de logement et de chauffage (p. 5833, 5834).

769. — **Retraite à soixante ans pour les ouvriers agricoles exploitant vingt-cinq ares de terre :** M. Paul Balmigère : limitation des cumuls entre un emploi et une retraite ; critère du seuil de 25 ares pour faire appliquer le bénéfice de la retraite à 60 ans [30 novembre 1983] (p. 5834) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : incompatibilité entre la retraite à 60 ans et la poursuite d'une activité professionnelle ; production de piquette par certains vignobles du Languedoc-Roussillon ; politique des structures en agriculture (p. 5834).

770. — **Déclaration sur la presse du secrétaire d'État chargé des techniques de la communication :** M. Robert-André Vivien : projet de loi d'exception sur la presse [30 novembre 1983] (p. 5834) ; critique les conditions de déroulement du débat ; attitude méprisante de M. Max Gallo à l'égard des lecteurs ; politique de désinformation (p. 5835) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : limitation de la concentration des entreprises de presse ; transparence de ces entreprises ; fixation à 25 p. 100 de l'ensemble des recettes du service public du volume des recettes de la publicité à la radio-télévision (p. 5835, 5836).

771. — **Statut des médecins hospitaliers :** M. Claude-Gérard Marcus : hostilité des médecins hospitaliers à la réforme hospitalière ; critique des propos du Premier ministre au sujet de la grève des médecins [30 novembre 1983] (p. 5636) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : démement les propos que lui prête M. Marcus (p. 5836) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : contrat de concertation avec les organisations syndicales et professionnelles ; avant projet de statut ; rapport des médiateurs ; énoncé des principes contenus dans le projet de statut (p. 5836) ; protection sociale des médecins hospitaliers (p. 5837).

772. — **Circonstances atténuantes invoquées pour un repris de justice ayant bénéficié d'une libération conditionnelle :** propos d'un magistrat secrétaire général du syndicat de la magistrature pour innocenter l'assassin d'un brigadier de police [30 novembre 1983] (p. 5837) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : hommage à la mémoire du brigadier mort pendant son service ; libération conditionnelle de Lionel Cardon ; faiblesse du taux d'échecs depuis 1981 des libérations conditionnelles ; rappel du dossier Cardon (p. 5837) ; rappelle que les propos incriminés n'ont pas été prononcés dans le cadre de l'activité judiciaire du magistrat en question (p. 5838).

773. — **Politique de la France au Proche-Orient :** M. Michel Bérégovoy : échange de prisonniers israéliens et palestiniens avec le concours de la France [30 novembre 1983] (p. 5838) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : contribution de la France pour faciliter l'échange de prisonniers israéliens et palestiniens ; considération des données humanitaires ; fragilité de la situation au Proche-Orient (p. 5838).

774. — **Réforme de la politique agricole commune :** M. Gérard Gouze : position de la France à Athènes [30 novembre 1983] (p. 5838) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : choix d'une agriculture intensive à responsabilité individuelle ; entorses au principe de la préférence communautaire ; cas de la viande bovine ; solidarité financière ; problème des « excédents » ; vocation exportatrice de l'Europe agricole ; aménagement de la P.A.C. dans le cadre d'un retour aux principes initiaux ; demande d'une révision complète des modes de calcul et du champ d'application des montants compensatoires ; problème du blé (p. 5839).

775. — **Blocage des loyers :** M. Jacques Guyard : inquiétude face à un éventuel blocage des loyers ; limitation des loyers des organismes H.L.M. [30 novembre 1983] (p. 5839, 5840) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement : rappel du dispositif législatif en matière de hausses des loyers ; présentation par le Gouvernement des décrets soumis à l'avis de la commission nationale des rapports locatifs ; problème des loyers sous-évalués du secteur IV (p. 5840).

776. — **Prix des matières premières plastiques :** M. Jean Valroff : blocage des prix des matières premières plastiques ; tendances des producteurs français à préférer le marché mondial [30 novembre 1983] (p. 5840) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : évolution du prix des matières plastiques (p. 5840) ; autorisation des augmentations de prix ; adaptation de la politique contractuelle des prix en fonction des données du marché et des besoins de l'économie française (p. 5841).

777. — **Entreprise Chiers-Chatillon-Gorcy :** M. Gilbert Bonnemaison : passation par cette entreprise d'un marché avec une société étrangère de chariots élévateurs ; cas de la société française Fenwick-Manutention [30 novembre 1983] (p. 5841) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : obligation pour les entreprises nationales de satisfaire les grands objectifs nationaux ; problème de l'amélioration de la balance commerciale (p. 5841).

778. — **Nouvelle convention d'assurance-chômage :** M. Michel Berson : état de la négociation sur la nouvelle convention de l'U.N.E.D.I.C. [30 novembre 1983] (p. 5841) ; M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi : rappel de l'historique de l'U.N.E.D.I.C. ; proposition du C.N.P.F. de scinder le système d'indemnisation ; énoncé de la position du Gouvernement (p. 5841, 5842).

779. — Fonctionnement de l'hôpital d'Hazebrouck : M. Maurice Sergheraert : progression insuffisante des budgets hospitaliers ; augmentation de l'activité de l'hôpital d'Hazebrouck ; crise de trésorerie [30 novembre 1983] (p. 5842) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : existence d'une procédure dérogatoire autorisant l'inscription de dépenses supplémentaires ; limitation du prix de journée (p. 5842).

780. — Conséquences du sommet d'Athènes pour l'économie française : M. Jean Combasteil : fermeté de la France ; responsabilité de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne fédérale dans l'échec de ce sommet [7 décembre 1983] (p. 6124) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : problème de l'avenir de la P.A.C. ; échec du sommet d'Athènes ; « 12e provisoires » ; situation en Allemagne fédérale ; attitude de fermeté de la France (p. 6124).

781. — Politique des charbonnages : M. Alain Bocquet : suppression de 8 000 emplois dans les Charbonnages [7 décembre 1983] (p. 6124) ; demande de réévaluation de la subvention aux Charbonnages de France ; poursuite de l'extraction charbonnière (p. 6125) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : faiblesse des réserves ; maintien de l'effort financier de l'État en faveur des bassins charbonniers ; demande aux différents bassins de préparer leur plan d'exploitation (p. 6125).

782. — Lutte contre le racisme : Mme Muguette Jacquaint : marche contre le racisme et pour l'égalité ; politique d'insertion des communautés étrangères en France [7 décembre 1983] (p. 6125) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la population, de la famille et des travailleurs immigrés : marche contre le racisme et pour l'égalité ; intolérance à l'égard de certaines communautés étrangères ; projet de loi tendant à aggraver les sanctions encourues par les auteurs de violences racistes ; immigrés de la seconde génération (p. 6125).

783. — Soutien à l'économie alsacienne : M. Antoine Gissinger : augmentation du taux de chômage en Alsace ; agressivité des économies voisines ; nécessité d'une nouvelle politique industrielle [7 décembre 1983] (p. 6126) ; M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, situation particulière de l'Alsace ; programme en faveur du bassin potassique ; création d'un pôle de productique (p. 6126).

784. — Remise d'une distinction honorifique à un scientifique étranger : M. Pierre Bachelet : critique l'attribution du titre de docteur honoris causa au scientifique Bruno Pontecorvo, transfuge en U.R.S.S. [7 décembre 1983] (p. 6126, 6127) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : attribution du diplôme honoris causa par le conseil scientifique et le conseil d'administration des universités ; son refus d'accorder ce titre à M. Pontecorvo (p. 6127).

785. — Libération de deux prévenus résultant d'erreurs de procédure : M. René La Combe : caractère choquant de ces libérations [7 décembre 1983] (p. 6127) ; M. Robert Badinter : critique de cette situation ; méconnaissance de la loi ; hommage à la conscience professionnelle de la magistrature ; circulaire modifiant les délais de procédure ; situation à Aix-en-Provence (p. 6127, 6128).

786. — Sommet d'Athènes : M. Henri Delisle : volonté politique de globaliser les problèmes [7 décembre 1983] (p. 6128) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : rappel des problèmes qui se posent à la P.A.C. ; proposition d'un espace social européen et d'un espace commun de l'industrie et de la recherche (p. 6128).

787. — Politique d'accueil en France des demandeurs d'asile : M. Jean-Michel Belorgey : campagne contre le laxisme de la politique d'accueil en France [7 décembre 1983] (p. 6128) ; M. Claude Cheysson, ministre de relations extérieures : obligation pour l'administration d'appliquer la politique du Gouvernement ; différence entre le droit d'asile et l'immigration clandestine (p. 6128, 6129).

788. — Abaissement de l'âge de la retraite : M. François Mortelette : impossibilité pour les chômeurs âgés de 60 ans relevant de la caisse des artisans et des commerçants de faire liquider leur retraite [7 décembre 1983] (p. 6129) ; M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : problème de l'application de la retraite à taux plein à 60 ans pour les commerçants et artisans ; allocation différentielle (p. 6129).

789. — Namibie : Mme Véronique Neiertz : plan de l'O.N.U relatif à l'indépendance de ce pays [7 décembre 1983] (p. 6129) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : volonté de la France de faire appliquer au plus vite la résolution 435 du conseil de sécurité sur l'indépendance de la Namibie ; droit de chaque peuple à l'autodétermination (p. 6129) ; appartenance de la France au « groupe de contact » (p. 6130).

790. — Publicité comparative : M. Jean-Pierre Sueur : inquiétude au sujet de la légalisation de la publicité comparative [7 décembre 1983] (p. 6130) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : comparaison des prix pratiqués par plusieurs distributeurs pour les mêmes produits ; pénalisation de la publicité mensongère (p. 6130).

791. — Sommet d'Athènes : M. Jacques Blanc : échec de cette réunion ; incapacité de la France à agir [7 décembre 1983] (p. 6130) ; impréparation de ce sommet (p. 6131) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; incohérence des propos tenus par M. Jacques Blanc ; problème de la politique commerciale extérieure agricole de la communauté ; montants compensatoires (p. 6131) ; blocage des négociations sur la demande de compensation budgétaire présentée par les Britanniques ; maintien de la production française de lait ; fixation du calendrier relatif à la disparition des montants compensatoires existants (p. 6132).

792. — Limitation de prêts aux collectivités locales : M. Adrien Zeller : difficulté d'accès au crédit pour les collectivités locales ; blocage de l'augmentation du prix de l'eau [7 décembre 1983] (p. 6133) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : application de la politique de rigueur aux échelons décentralisés ; transferts en faveur de l'industrie ; montant des prêts accordés aux collectivités locales en 1983 ; Codevi ; contingents Minjoz (p. 6133).

793. — Situation en Nouvelle-Calédonie : M. Francis Geng : manifestations à Nouméa ; avenir de la Nouvelle-Calédonie [7 décembre 1983] (p. 6133, 6134) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer : manifestation à la mairie de Nouméa (p. 6134) ; dépôt devant l'assemblée territoriale d'un avant-projet de statut (p. 6135).

794. — Aides à l'investissement : M. Daniel Goulet : demande par le Gouvernement du concours des chefs d'entreprise en matière d'investissement ; cas d'une entreprise de 80 employés [14 décembre 1983] (p. 6478) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : octroi en 1983 de 53 milliards de francs de crédits aux entreprises ; refuse de généraliser un cas particulier (p. 6478).

795. — Centre de formation à la conduite automobile de Montlhéry : M. Marc Lauriol : officialisation de ce centre par un comité interministériel de la sécurité routière ; décision du ministre des transports de retirer 29 permis délivrés par ce centre [14 décembre 1983] (p. 6478) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : création d'une unité expérimentale de formation pour la conduite automobile ; inapplication de la procédure prévue pour l'octroi du permis de conduire ; poursuite du travail de recherche et d'expérimentation accompli dans le cadre de l'unité de Montlhéry (p. 6479).

796. — Gestion des chaînes de l'audiovisuel : M. Jacques Baumel : rapport du Sénat sur les problèmes de gestion de l'audiovisuel ; erreurs de gestion et gabegie [14 décembre 1983] (p. 6479) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : critique du rapport Cluzel (p. 6479) ; nécessité d'améliorer la gestion des organismes des services publics de l'audiovisuel ; présentation de budgets fonctionnels ; renforcement du contrôle des dépenses engagées ; émission « coco boy » (p. 6480).

797. — Aides financières à l'automobile : M. Guy Bêche : prêts participatifs [14 décembre 1983] (p. 6480) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : mise en place du fonds industriel de modernisation ; secteurs prioritaires (p. 6480).

798. — Affectation des fonds des C.O.D.E.V.I : M. Kléber Haye : succès des livrets C.O.D.E.V.I ; utilisation de ces fonds [14 décembre 1983] (p. 6480) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des

finances et du budget : effort financier en faveur de l'industrie et des secteurs exposés ; origine et utilisation de ces fonds ; réorientation des financements afin que les collectivités locales puissent bénéficier du montant de ces prêts (p. 6481).

799. — Emplois réservés aux handicapés : M. Joseph Pinard : mauvaise application des textes relatifs aux quotas d'emplois réservés ; organisation de manifestations par un groupement ayant des liens avec l'extrême droite [14 décembre 1983] (p. 6481) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale chargé de la santé : rappel de la législation ; progression du nombre des travailleurs handicapés dans les entreprises ; rappel des différentes mesures favorisant le reclassement de ces personnes ; nécessité de simplifier la procédure (p. 6481) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T. : augmentation dans les P.T.T du recrutement des handicapés (p. 6481).

800. — Cotisations à l'ordre des médecins : Mme Denise Cacheux : contestation du principe de l'adhésion et de la cotisation obligatoires à l'ordre des médecins [14 décembre 1983] (p. 6481) ; contradiction des articles L. 536 et L. 410 du code de la santé publique avec la Déclaration des droits de l'homme (p. 6482) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : projet de démocratisation du fonctionnement de l'ordre des médecins ; nécessité de créer au plan local des structures professionnelles chargées de remplir certaines tâches liées à l'exercice de la profession (p. 6482).

801. — Chili : M. Jean-François Hory : condamnation à l'exil de M. Anselmo Sule, président du parti radical chilien [14 décembre 1983] (p. 6482) ; M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : cas de M. Anselmo Sule, président du parti radical chilien ; absence de demande d'aide à la France ; aide au retour dans le pays ; caractère exceptionnel de la déchéance de nationalité (p. 6482).

802. — Activité du bâtiment : M. Georges Labazée : amélioration dans les domaines du bâtiment ancien et de la rénovation de l'habitat [14 décembre 1983] (p. 6492) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement : rappel des mesures prises par le Gouvernement en ce qui concerne le logement ; doublement du nombre de logements sociaux réhabilités ; augmentation des crédits pour les primes à l'amélioration de l'habitat (p. 6482) ; possibilité de financer des travaux d'amélioration par l'intermédiaire de prêts conventionnés (p. 6483).

803. — Protection sociale des médecins libéraux : M. Adrien Durand : dépôt par le Gouvernement d'amendements de dernière heure relatifs à la convention de 1980, régissant les rapports entre les médecins et les caisses d'assurances ; prorogation de cette convention par le Parlement après son annulation en Conseil d'État ; médecins du secteur II [14 décembre 1983] (p. 6483) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : prise en charge par les praticiens du secteur II de toute leur protection sociale ; respect par le Gouvernement de l'équilibre conventionnel ; affiliation des médecins à la C.A.R.M.F en matière d'assurance vieillesse ; application aux médecins de la retraite à 60 ans (p. 6483).

804. — Primes aux agents des collectivités locales : M. Charles Deprez : versement par les collectivités locales de rémunérations supplémentaires par l'intermédiaire de subventions à des associations ; demande de précision sur les conditions de versement d'indemnités par les collectivités territoriales aux agents des services extérieurs de l'État [14 décembre 1983] (p. 6483-6484) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre mer : transparence des rémunérations des agents publics ; parité entre la fonction publique d'État et la fonction publique territoriale ; primes de fin d'année ; maintien des avantages acquis ; possibilité pour les collectivités territoriales de verser des indemnités au titre de prestations fournies personnellement par les agents des collectivités territoriales en dehors de l'exercice de leurs fonctions ; obligation pour le département de maintenir les subventions versées avant l'entrée en vigueur de la loi (p. 6484).

805. — Évolution des prix : M. Edmond Alphandéry : maintien en 1983 du rythme d'inflation enregistré en 1982 [14 décembre 1983] (p. 6484) ; différentiel d'inflation avec nos partenaires ; inefficacité de la politique de contrôle des prix ; dégradation du pouvoir d'achat (p. 6485) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : rappel du taux d'inflation en France depuis 1973 ; hausse des tarifs publics et des prix industriels ; hausse des matières premières (p. 6485) ; hausse du dollar ; prévision d'une augmentation des prix en glissement de 6,2 p. 100 (p. 6486).

806. — Foyers patronaux de jeunes travailleurs : M. Pierre Zarka : vétusté des logements ; proposition de conventions entre les services publics utilisateurs de ces foyers et les offices municipaux d'H.L.M. [14 décembre 1983] (p. 6486) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement : caractère limité de l'hébergement en foyer ; projet de loi précisant le régime juridique des relations entre les gestionnaires de foyers et leurs occupants ; projet d'institution d'un conseil d'établissement paritaire (p. 6486).

807. — Décrets relatifs aux conseils d'administration de la sécurité sociale : M. Paul Chomat : attente de la mise en place de ces nouveaux conseils d'administration ; non établissement par le C.N.P.F. des listes des personnalités désignées par lui [14 décembre 1983] (p. 6486) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : prise du décret d'application de la loi (p. 6486) ; modalités de composition des conseils (p. 6487) ;

808. — Hausses de loyers injustifiées : M. Paul Mercieca : annonce par le Gouvernement d'un décret permettant au bailleur du secteur privé de fixer librement le niveau des loyers lors d'un changement de locataire ; crise du logement dans les centres urbains ; conséquences de la hausse des loyers sur la hausse de l'indice des prix ; loi de 1948 [14 décembre 1983] (p. 6487) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement : rappel du dispositif légal et réglementaire en matière de logement ; désir de ne pas pénaliser les propriétaires ayant consenti des loyers nettement inférieurs à ceux de logements comparables ; avis de la commission nationale des rapports locatifs (p. 6487).

809. — Assistance aux victimes de l'attentat d'Orly : M. Jean-Guy Branger : cas d'une jeune fille hospitalisée à Percy [14 décembre 1983] (p. 6487-6488) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : intervention du Gouvernement pour indemniser les victimes d'attentat ; couverture du risque d'attentat par les assurances ; s'engage à transmettre le cas particulier évoqué par M. Jean-Guy Branger au ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 6488).

810. — Elf-Erap : M. Michel Sapin : notification d'un redressement fiscal à cette société ; affaire des « avions renifleurs » [21 décembre 1983] (p. 6900) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : transfert à l'étranger par Elf-Erap d'un demi-milliard de francs (p. 6900) ; destruction du rapport de la Cour des comptes ; forfaiture ; absence de précisions sur la destination finale des sommes transférées (p. 6901).

811. — Talbot-Poissy : Mme Martine Frachon : contribution du gouvernement aux investissements de modernisation [21 décembre 1983] (p. 6901) ; M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi : contenu de l'accord passé entre le Gouvernement et la société Peugeot-Talbot (p. 6901).

812. — Enseignement privé, enseignement public : M. Alain Chenard : calendrier des négociations avec les différents partenaires de l'enseignement public et privé [21 décembre 1983] (p. 6901) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : impossibilité d'ouvrir des négociations globales ; rappel des propositions du Gouvenement (p. 6902).

813. — Chômage partiel : M. Bruno Vennin : procédure de « chômage partiel total » [21 décembre 1983] (p. 6902) ; M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi : détournement de la procédure de « chômage partiel total » (p. 6902).

814. — Mozambique : M. Jean-Marie Bockel : famine dans ce pays ; action du Gouvernement à ce sujet [21 décembre 1983] (p. 6902) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développe-

ment : intervention de la France dans le cadre de la communauté européenne ; assistance en céréales (p. 6902) ; envoi d'équipes médicales ; aide alimentaire ; intervention de la Caisse centrale de coopération économique au Mozambique (p. 6903).

815. — Situation de l'industrie Lorraine : M. René Haby : crise de l'emploi à Lunéville ; situation chez Talbot [21 décembre 1983] (p. 6903) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : non réalisation des investissements nécessaires en Lorraine ; cas de Talbot ; préservation de l'activité des cokeries des houillères de Lorraine (p. 6903).

816. — Évolution du chômage : M. Adrien Zeller : augmentation du nombre officiel des chômeurs [21 décembre 1983] (p. 6903) ; dégradation de la situation de l'emploi ; gestion anti-sociale de l'emploi (p. 6904) ; M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi : mauvais état de l'industrie en 1981 ; réduction d'effectifs dans l'industrie, le bâtiment et les travaux publics ; accroissement des crédits accordés au ministère chargé de l'emploi (p. 6904).

817. — Situation à La Grenade : M. Loïc Bouvard : accueil favorable des américains par la population locale ; aide des soldats cubains pour construire une piste à vocation militaire ; demande au Gouvernement de changer d'attitude face aux évènements de La Grenade [21 décembre 1983] (p. 6905) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : mission de la commission de l'Organisation des Nations-Unies ; retrait des forces américaines ; fonds de coopération (p. 6905) ; condamnation de toute intervention étrangère (p. 6906).

818. — Problèmes de la paix au Moyen-Orient : M. André Lajoinie : départ de Tripoli des troupes de l'O.L.P. et de Yasser Arafat ; intransigeance du gouvernement d'Israël [21 décembre 1983] (p. 6906) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : rappel de l'ensemble des actions du Gouvernement français pour aboutir à une solution politique de paix ; principes de sécurité ; nécessité pour l'O.L.P. de prendre part aux négociations (p. 6906, 6907).

819. — Mesures prises par les nouvelles municipalités de droite contre les personnels : M. Louis Maisonnat : atteinte aux libertés individuelles [21 décembre 1983] (p. 6907) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : suppression de toute tutelle du pouvoir central sur les communes ; possibilité pour les commissaires de la République de saisir le tribunal administratif pour faire respecter la liberté d'opinion (p. 6907).

820. — Problème de la faim dans le monde : M. Paul Balmigère : malnutrition des enfants ; lien entre le désarmement et le financement du développement [21 décembre 1983] (p. 6907) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : rôle de l'aide alimentaire ; énoncé des actions du Gouvernement (p. 6907) ; aide de la France au niveau bilatéral ; aide de la France dans le cadre de la Communauté européenne ; contributions en nature (p. 6908).

821. — Répartition des compétences à l'intérieur du Gouvernement dans le domaine des affaires européennes : M. Maurice Couve de Murville : conséquences du remaniement ministériel ; répartition des compétences ; rôle du ministre des relations extérieures [21 décembre 1983] (p. 6908) ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : maintien des attributions existantes ; rappel du décret de nomination pris à ce sujet (p. 6908) ; présidence prochaine par la France du Conseil européen (p. 6909).

822. — Enseignement artistique : M. Bruno Bourg-Broc : suppression de l'éducation artistique dans l'ensemble des académies ; comité national pour l'éducation artistique ; cas du secrétaire général de ce comité [21 décembre 1983] (p. 6909) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : ouverture de classes pour l'étude du patrimoine culturel et artistique ; création de postes aux concours de recrutement en arts plastiques et en éducation musicale ; ouverture en janvier 1984 d'options A3 en arts plastiques et en éducation musicale ; section « arts autonomes » (p. 6909).

823. — Titularisation des maîtres de l'enseignement privé : M. Hyacinthe Santoni : ouverture d'une ligne budgétaire à cet effet [21 décembre 1983] (p. 6909) ; tentative d'intégration de l'enseignement privé ; volonté de faire disparaître la personnalité et la finalité de cet enseignement (p. 6910) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : dépôt d'un projet de loi de finances rectificative (p. 6910).

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

4. — Défense nationale (politique de la défense). — Posée le 2 avril 1983 par M. Michel Debré à M. le Premier ministre (p. 9)

5. — Enseignement (programmes). — Posée le 11 octobre 1983 par M. Michel Debré à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 4043)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

237. — Défense nationale (politique de la défense). — Posée le 9 juillet 1982 par M. Michel Debré à M. le Premier ministre (p. 4406) — Appelée le 8 avril 1983 : **Programme des expérimentations nucléaires.** — M. Michel Debré : dissuasion nucléaire ; sa modernisation ; retard dans l'élaboration des programmes et des expérimentations (p. 152) ; altération du programme de dissuasion ; risque d'atteinte à la crédibilité de la force de dissuasion (p. 153) ; conditions pour maintenir la crédibilité de la force de dissuasion ; rôle de la marine dans les îles du Pacifique (p. 153) ; M. François Massot, vice-président : détermination du ministre compétent pour répondre aux questions orales sans débat ; décision du Conseil Constitutionnel du 21 janvier 1964 (p. 152) ; M. François Autain, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense : indépendance nationale ; objectifs du programme d'expérimentations nucléaires : progression des connaissances scientifiques de base et évaluation des formules nouvelles plus économiques et plus performantes ; retard ; conséquences du passage du cyclone Nano sur la campagne de tirs (p. 153) ; budget de la défense (p. 154).

324. — Voirie (routes). — Posée le 2 avril 1983 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset à M. le ministre des transports (p. 9).

325. — Communautés européennes (système monétaire européen). — Posée le 2 avril 1983 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 9). — Appelée le 8 avril 1983 : **Dévaluation du franc.** — M. Pierre-Bernard Cousté : accroissement des charges des entreprises ; appartenance au système monétaire européen ; différentiel de taux d'inflation entre pays européens ; volonté de la communauté économique européenne de maintenir la stabilité des taux de change vis-à-vis du reste du monde ; recours à l'emprunt ; position de la France vis-à-vis du Fonds européen de coopération monétaire (F.E.C.O.M) ; sa question de savoir où en est la politique d'emprunts et leur remboursement (p. 148-149) ; M. André Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : système monétaire européen ; atténuation des effets des mouvements erratiques des changes ; possibilité de réduire le nombre des adaptations par une meilleure coordination des politiques économiques ; souci de faciliter cette convergence (p. 148) ; endettement de la France à l'égard du F.E.C.O.M. (p. 149).

326. — Politique économique et sociale (généralités). — Posée le 2 avril 1983 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 9).

327. — Logement (habitations à loyer modéré). — Posée le 2 avril 1983 par M. Michel Debré à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 9).

328. — Impôts locaux (redevances des mines). — Posée le 2 avril 1983 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 9).

329. — Automobiles et cycles (politique de l'automobile). — Posée le 2 avril 1983 par M. Vincent Ansquer à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 9). — Appelée le 15 avril 1983 : **construction automobile.** — M. Vincent Ansquer : signes négatifs dans ce secteur ; perturbation du contexte social et économique suscitée par des intérêts extérieurs à la France (p. 336) ; accords conclus entre les États-Unis et le Japon ; politique du gouvernement en la matière ; promotion d'accords entre les firmes françaises et avec d'autres firmes européennes (p. 337) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : sensibilité des marchés à la conjoncture ; augmentation du taux de pénétration des mar-

ques étrangères ; effort de renouvellement et de modernisation, notamment en matière de robotisation ; accords pour consolider les positions à l'étranger ; accords passés entre les japonais et les américains ; conjugaison du progrès technologique avec une qualité de relations sociales renouvelée (p. 337).

330. — Établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers). — Posée le 5 avril 1983 par M. Jacques Barrot à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 41). — Appelée le 8 avril 1983 : **Situation dans les hôpitaux.** — M. Jacques Barrot : réforme sans concertation ; situation des chefs de clinique et des internes ; changement éventuel de leur statut ; problème du renoncement au clinicat ; problème de l'abandon du concours de titularisation à la fin du troisième cycle ; concours d'internat (p. 149) ; recensement des postes attribuables aux chefs de clinique et aux internes ; valeur du système hospitalier français (p. 150-151) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : volonté du Gouvernement de renouer le dialogue ; accord portant création d'un troisième cycle pour les futurs généralistes (p. 149) ; institution d'une synthèse clinique et thérapeutique en fin de deuxième cycle ; établissement de cartes de stages équilibrées ; indépendance de l'organisation par les U.E.R. de l'examen de fin de deuxième cycle ; accès aux multiples filières spécialisées ; régulation des flux de formation ; proposition d'introduire pour les candidats reçus un classement affecté d'un coefficient de motivation pour favoriser les choix de carrière par vocation ; création d'un corps hospitalo-universitaire de rang B ; instauration d'une procédure régionale de concertation pour recenser les postes encore vacants de médecins hospitaliers ; statut des internes ; amélioration de leurs avantages sociaux (p. 150) ; qualité du service de santé et du service hospitalier ; chefs de clinique (p. 151).

331. — Commerce extérieur (réglementation des échanges). — Posée le 5 avril 1983 par M. Jean-Pierre Soisson à M. le ministre du commerce extérieur et du tourisme (p. 41). — Appelée le 8 avril 1983 : **Contrôle des changes.** — M. Jean-Pierre Soisson : contrôle des changes pour les voyages d'affaires et voyages d'agrément ; évaluation du montant d'économies attendu ; nombre des suppressions d'emplois occasionnées dans l'industrie du voyage ; évaluation des effets économiques induits (p. 157) ; situation des accords gouvernementaux de coopération touristique ; portée de la mesure décidée par le Gouvernement (p. 158) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'État auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme : priorité au rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements ; réduction du flux de devises vers l'étranger et détente sur le marché des changes ; mesures d'accompagnement destinées à assurer l'hébergement de tous les vacanciers (p. 158) ; effort limité sur une durée limitée (p. 159).

332. — Bois et forêts (incendies). — Posée le 5 avril 1983 par M. André Tourné à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 41). — Appelée le 8 avril 1983 : **Incendies de forêt.** — M. André Tourné : mesures préventives mises en œuvre ; moyens de surveillance et de contrôle (p. 154) ; utilisation rationnelle des services de la météo ; utilisation de l'hélicoptère ; protection des abords (p. 155) ; mobilisation des jeunes pour le nettoyage de la forêt (p. 156) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'État auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme chargé du tourisme : campagne préventive « feux de forêts 1983 » ; coopération entre les élus, le ministère de l'intérieur, le ministère de l'agriculture et les services de la météorologie nationale ; action éducative en milieu scolaire ; information du public ; commission communale pour la protection de la forêt ; accroissement de la flotte des moyens aériens ; aide aux collectivités locales (p. 154) ; plan d'alerte ; réseau de mesures des paramètres météorologiques ; répertoire des renforts de sapeurs-pompiers (p. 155) ; fréquentation de la forêt domaniale par les touristes (p. 156).

333. — Agriculture (revenu agricole). — Posée le 5 avril 1983 par M. Michel Couillet à M. le ministre de l'agriculture (p. 41). — Appelée le 8 avril 1983 : **Revenus agricoles.** — M. Michel Couillet : inégalités entre les grandes exploitations et les petites et moyennes exploitations ; mesures visant à les atténuer ; négociations communautaires ; fixation des prix ; différentiel d'inflation avec nos principaux partenaires ; montants compensatoires monétaires ; contradiction entre l'aggravation des montants et la réduction du déficit du commerce extérieur ; suppression des M.C.M. (p. 159) ; politique différenciée de formation des revenus en pesant sur les coûts de production ; modulation des cotisations (p. 160) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : liens entre la politique économique de lutte contre l'inflation et le problème des montants compensatoires monétaires ; nécessité de faire disparaître les différentiels d'inflation ; propositions de la commission (p. 160) ; niveau des prix agricoles ; sauvegarde du revenu des agriculteurs ; réduction des disparités ; suppression des distorsions de concurrence ; rétablissement de l'unité des marchés ; maintien de la politique agricole commune ; installation des jeunes agriculteurs ; doublement de la dotation d'installation ; nécessité de faciliter l'accès au foncier ; politique des structures ; nécessité d'éviter le démantèlement des exploitations (p. 161).

334. — Calamités et catastrophes (pluies et inondations : Ariège). — Posée le 5 avril 1983 par M. Augustin Bonrepaux à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 41). — Appelée le 8 avril 1983 : **Intempéries dans l'Ariège.** — M. Augustin Bonrepaux : catastrophes naturelles ; loi du 13 juillet 1982 ; insuffisance de l'indemnisation ; problème des biens non assurés (p. 156) ; problème des collectivités locales (p. 157) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'État auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme : plan Orsec ; dommages aux biens privés non assurés ; aide exceptionnelle de la communauté européenne en faveur de l'Ariège (p. 156, 157).

335. — Commerce et artisanat (commerce de détail). — Posée le 5 avril 1983 par M. Raymond Douyère à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 41). — Appelée le 8 avril 1983 : **Gérants de magasins.** — M. Raymond Douyère : nombre de gérants de magasins de commerce soumis à un contrat de gérance ; lacunes de la loi du 3 juillet 1944 ; absence de garantie de rémunération ; situation de la conjointe du gérant ; obligation d'un chiffre d'affaires très élevé (p. 151) ; impossibilité pour la femme d'accéder au statut de co-gérant (p. 152) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : diversité des situations des gérants ; possibilité pour les conjoints de gérants de bénéficier à titre personnel des garanties sociales des salariés ; garantie du maintien d'une rémunération minimale (p. 151) ; concertation avec les milieux professionnels ; création d'un groupe de travail interministériel (p. 152).

336. — Administration et régimes pénitentiaires (détention provisoire). — Posée le 8 avril 1983 par M. René La Combe à M. le ministre de la justice (p. 162). — Appelée le 15 avril 1983 : **conditions de prolongation des détentions provisoires.** — M. René Lacombe : attitude de la presse dans la relation de certains crimes ; réaction des français (p. 328) ; M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : refus de faire pression sur la presse ; rareté des errements de procédure ; définition de méthodes nouvelles de gestion (p. 328) ; situation des victimes (p. 329).

337. — Régime (comités économiques et sociaux : Pays de Loire). — Posée le 8 avril 1983 par M. Pierre Mauger à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 162). — Appelée le 15 avril 1983 : **représentation des associations dans les comités économiques et sociaux.** — M. Pierre Mauger : désignation au comité économique et social d'un représentant des associations de parents d'élèves de l'enseignement privé ; structures régionales des A.P.E.L. ; cas de l'A.P.E.E.C. ; interprétation de l'article 3, 3e, du décret n° 82-866 (p. 330) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : volonté d'ouvrir les comités économiques et sociaux à l'ensemble des organisations représentatives ; règle de l'accord unanime pour l'attribution d'un siège au titre de la vie collective (p. 330).

338. — Sports (football). — Posée le 12 avril 1983 par M. Jean Royer à Mme le ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports (p. 236). — Appelée le 15 avril 1982 : **charges du football professionnel.** — M. Jean Royer : situation financière des clubs de première division : aide de l'État pour soutenir les clubs ; fiscalité excessive (p. 333) ; exemple du club de Saint-Étienne (p. 334) ; Mme Edwige Avice, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports : efforts réalisés par la fédération du football et l'État (p. 333) ; rigueur en matière de gestion et transparence financière ; inadaptation de la loi de 1901 ; projet de loi prévoyant deux formes possibles : la société d'économie mixte sportive locale ou la société à objet sportif (p. 334).

339. — Communes (conseils municipaux). — Posée le 12 avril 1983 par M. Léo Grézard à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 236). — Appelée le 15 avril 1983 : **fonctionnement des conseils municipaux.** — M. Léo Grezard : application de la nouvelle loi électorale ; place donnée aux minorités ; problème de la communication des documents (p. 329) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : obligation pour les conseils municipaux d'avoir un règlement intérieur, contrôle de légalité (p. 329).

340. — Métaux (entreprises). — Posée le 12 avril 1983 par Mme Martine Frachon à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 236). — Appelée le 15 avril 1983 : **groupe Le Profil.** — Mme Martine Frachon : situation des sous-traitants en matière automobile ; cessation de paiement du groupe Le Profil ; nécessité d'une solution industrielle (p. 338) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : mesures pour assurer la pérennité de ce groupe avec l'aide du C.I.R.I. (p. 338).

341. — Développement touristique dans les départements et territoires d'outre-mer. — Posée le 12 avril 1983 par M. Jean-François Hory à Mme le ministre du commerce extérieur et du tourisme (p. 237). — Appelée le 15 avril 1983 : **développement touristique dans les départements et territoires d'outre-mer.** — M. Jean-François Hory : effort de promotion touristique de l'outre-mer ; existence d'handicaps (p. 334) ; nécessité d'envisager un plan complet de développement touristique de l'outre-mer ; problème des tarifs aériens (p. 335) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : « opération destination France » ; opération spécifique en faveur des D.O.M.-T.O.M. ; mesures administratives et commerciales pour permettre au transport aérien de faire face au surplus de clientèle (p. 335).

342. — Assurance maladie maternité (prestations en nature : Calvados). — Posée le 12 avril 1983 par Mme Eliane Provost à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 237). — Appelée le 15 avril 1983 : **hémodialyses à domicile.** — Mme Eliane Provost : nombre insuffisant de places dans les centres d'hémodialyse, coût du traitement à domicile entraînant le versement d'une allocation ; décision de la supprimer (p. 332, 333) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : droit de la caisse primaire d'assurance maladie du Calvados de suspendre le versement de cette allocation ; encouragement de la dialyse à domicile (p. 332) ; programme de développement de la dialyse à domicile (p. 333).

343. — Assurance maladie maternité (prestations en nature). — Posée le 12 avril 1983 par M. Bernard Villette à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 237). — Appelée le 15 avril 1983 : **exonération du forfait hospitalier pour les handicapés.** — M. Bernard Villette : forfait hospitalier applicable aux handicapés (p. 331) ; remède à cette anomalie (p. 332) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : exonération du forfait hospitalier pour les enfants handicapés placés dans des établissements d'éducation spéciale ou professionnelle (p. 332).

344. — Matériels électriques et électroniques (marchés publics). — Posée le 12 avril 1983 par M. Philippe Bassinet à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 237). — Appelée le 15 avril 1983 : **commande d'un factureur par E.D.F..** — M. Philippe Bassinet : interrogation sur le choix d'une société britannique ; risque d'engrenage (p. 340) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : caractère expérimental de la décision prise par E.D.F.-G.D.F. ; recherche de solutions industrielles nationales compétitives (p. 340).

345. — Produits chimiques et parachimiques (entreprises). — Posée le 12 avril 1983 par Mme Muguette Jacquaint à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 237). — Appelée le 15 avril 1983 : **groupe Pechiney-Ugine-Kuhlman.** — Mme Muguette Jacquaint : objectif de rétablissement du solde commercial de l'aluminium ; autonomie de gestion des entreprises publiques ; position du Gouvernement dans la préparation du contrat de plan avec Pechiney-Ugine-Kuhlman (p. 338, 339) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : insuffisances de la concertation souhaitée par le Gouvernement ; endettement limite du groupe ; apport de fonds propres par l'État (p. 339).

346. — Calamités et catastrophes (vent : Côte d'Or). — Posée le 12 avril 1983 par M. Gilbert Mathieu à M. Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 237). — Appelée le 15 avril 1983 : **sinistres de la Côte d'Or.** — M. Gilbert Mathieu : situation de l'arrondissement de Monbard ; inventaire des dégats ; faiblesse du montant de l'aide (p. 330, 331) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : régime d'indemnisation mis en place par la loi du 13 juillet 1982 ; demande d'intervention du fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités (p. 331).

347. — Métaux (emploi et activité). — Posée le 12 avril 1983 par M. Adrien Zeller à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 237). — Appelée le 15 avril 1983 : **industrie du tréfilage.** — M. Adrien Zeller : rapports entre l'industrie nationalisée et l'industrie privée ; politique de l'État dans ce secteur ; infraction aux règles de juste concurrence définies par le traité de Rome (p. 336) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : concurrence de l'importation ; détérioration des prix et des marges ; nécessaire reconquête du marché et maintien d'une concurrence ordonnée entre les entreprises (p. 336).

348. — Justice, fonctionnement : Aube. — Posée le 15 avril 1983 par M. Robert Galley à M. le ministre de la justice (p. 341). — Appelée le 22 avril 1983 : **tribunaux de commerce.** — M. Robert Galley : nécessité d'établir la compétence d'un tribunal de commerce par département ou par tribunal de grande instance en matière de règlement judiciaire des entreprises en difficulté ; nécessité de faire présider un tribunal de commerce par un magistrat de carrière (p. 527, 528) M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : possibilité de désigner différents tribunaux dans le ressort d'une même cour d'appel pour des raisons économiques et judiciaires ; élaboration d'un avant-projet de loi relatif aux juridictions commerciales ; nécessité d'une rénovation ; improbabilité de confier la présidence d'un tribunal de commerce à un magistrat professionnel (p. 528).

349. — Métaux (emploi et activité : Lorraine). — Posée le 19 avril 1983 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 393).

350. — Élections et référendums (cumul des mandats). — Posée le 19 avril 1983 par M. Jacques Baumel à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 394). — Appelée le 22 avril 1983 : **élections régionales et cumuls de mandats.** — M. Jacques Baumel : date des prochaines élections régionales ; état du projet relatif au non cumul des mandats électifs (p. 523) ; M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement : compétence du conseil des ministres de l'Europe pour fixer la période des élections européennes ; indépendance des dates des élections des conseils régionaux ; problème du non-cumul des mandats en attente (p. 523).

351. — Bâtiment et travaux publics (emploi et activité : Alsace). — Posée le 19 avril 1983 par M. Germain Gengenwin à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 394). — Appelée le 22 avril 1983 : **entreprises alsaciennes du bâtiment.** — M. Germain Gengenwin : inquiétudes des professionnels du bâtiment et des travaux publics en Alsace ; dépôt de bilan de la Société d'applications et de constructions industrialisées (S.A.C.I.) (p. 521, 522) ; M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement : réunion des parlementaires et des représentants locaux du bâtiment ; dégradation de la situation de l'emploi dans le secteur du bâtiment alsacien ; abaissement des taux d'intérêt des prêts d'accession à la propriété ; reprise des prêts conventionnés (p. 521).

352. — Urbanisme (agences d'urbanisme). — Posée le 19 avril 1983 par M. Emile Koehl à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 394). — Appelée le 22 avril 1983 : **financement des agences d'urbanisme.** — M. Emile Koehl : désengagement de l'État dans le financement des agences d'urbanisme ; rapport sur l'évolution de la politique de l'État (p. 520) ; intérêt de l'État à maintenir sa participation au fonctionnement et au financement des agences d'urbanisme (p. 521) ; M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement : question de la place de ces organismes dans le nouveau contexte institutionnel résultant de la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les collectivités locales et l'État (p. 521).

353. — Verre (entreprises). — Posée le 19 avril 1983 par M. Georges Hage à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 394). — Appelée le 22 avril 1983 : **politique du groupe Saint-Gobain.** — M. Georges Hage : incohérence de la stratégie du groupe Saint-Gobain avec la politique industrielle de l'État (p. 523) ; refus du groupe d'engager des recherches pour développer de nouveaux matériaux ; discussion du contrat de plan pour engager le groupe dans le secteur « bois » ; effets sur la balance des paiements des implantations de Saint-Gobain à l'étranger ; nécessité d'investir à l'usine de Saint-Gobain-Aniche pour reconquérir le marché du pare-brise ; politique de réduction des emplois chez Isover et Everitube ; nécessité d'élaborer un contrat de plan dans le cadre d'une plus large concertation ; (p. 524, 525) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T. : engagement du groupe à maintenir l'emploi en France ; plan de redressement chez Isover ; renforcement du groupe dans ses métiers traditionnels (p. 524) ; recherche d'une diversification ; programme d'investissement industriel pour l'isolation et le bois-papier (p. 525).

354. — Métaux (emploi et activité). — Posée le 19 avril 1983 par Mme Colette Goeuriot à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 394). — Appelée le 22 avril 1983 : **bassins ferrifères et sidérurgie.** — Mme Colette Goeuriot : aggravation de la situation dans les bassins miniers et sidérurgiques de la Lorraine et de l'Ouest ; poursuite de la restructuration malgré les engagements présidentiels et gouvernementaux ; remise en cause « du plan fonte » ; politique d'investissements sur quelques sites privilégiés ; délaissement des produits longs et des aciers spéciaux (p. 525) ; problème du maintien des objectifs quantitatifs ; priorité à une politique de valorisation des minerais lorrains et normands ; mise en place d'une filière acier dans le Nord et en Lorraine (p. 526) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T. : baisse de la demande d'acier au niveau mondial et poursuite de la montée des sidérurgies des pays neufs ; programme de modernisation ; reconstruction de l'industrie sidérurgique dans le cadre des orientations de Bruxelles ; sauvegarde de l'activité sidérurgique en Normandie (p. 526).

355. — Banques et établissements financiers (crédit). — Posée le 19 avril 1983 par M. François Patriat à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 394). — Appelée le 22 avril 1983 : **prêts familiaux.** — M. François Patriat : limitation des prêts familiaux effectués par les caisses d'épargne ; mesures pour éviter la pénalisation des faibles revenus (p. 520) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : nécessité d'interrompre la croissance des prêts personnels ; priorité au financement des entreprises ; limitation de la consommation au profit de l'épargne (p. 520).

356. — Équipement ménager (entreprises : Finistère). — Posée le 19 avril 1983 par M. Bernard Poignant à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 395). — Appelée le 22 avril 1983 : **situation de la faïence de table et d'ornementation.** — M. Bernard Poignant : diminution des effectifs et de la production ; nécessité d'un dispositif d'allègement des charges (p. 526, 527) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T. : concurrence des importations de Taiwan et de Corée du Sud ; difficultés des faïenceries de Quimper ; cas des faïenceries Hennot ; développement de leur politique commerciale (p. 527).

357. — Syndicats professionnels (droits syndicaux). — Posée le 19 avril 1983 par M. Pierre Joxe à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 395). — Appelée le 29 avril 1983 : **sanctions contre des représentants syndicaux.** — M. Pierre Joxe : pratiques anti-syndicales dans une des sociétés du secteur électrique des Hauts-de-Seine ; cas de Mme Parent ; mesures pour les faire cesser (p. 754) ; mutation d'une militante syndicale pour l'empêcher d'exercer ses responsabilités (p. 755) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : loi du 28 octobre 1982 relative aux délégués syndicaux ; rôle des inspecteurs du travail ; procédure spécifique de licenciement pour l'ensemble des représentants du personnel (p. 754) ; pourparlers en cours au sujet du cas de Mme Parent (p. 755).

358. — Service national (objecteurs de conscience). — Posée le 19 avril 1983 par M. Lucien Couqueberg à M. le ministre de la justice (p. 395). — Appelée le 22 avril 1983 : **Objecteurs de conscience.** — M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice : maintien de la situation des objecteurs de conscience en cas d'insoumission ; élargissement de l'éventail des propositions d'affectation faites aux objecteurs de conscience (p. 529).

359. — Jeunes (formation professionnelle et promotion sociale). — Posée le 19 avril 1983 par M. Gilbert Mitterrand à M. le ministre de la formation professionnelle (p. 395). — Appelée le 22 avril 1983 : **stages de formation « seize-dix-huit ans ».** — M. Gilbert Mitterrand : rémunération des stagiaires ; remboursement des frais de déplacement ; absence de reconnaissance du travail accompli ; non mixité des centres de formation d'apprentis (p. 518) ; amélioration des moyens d'information (p. 519) ; M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi : rémunération et remboursement des frais annexes des stagiaires ; dispositif de validation des qualifications (p. 518).

360. — Tabacs et allumettes (société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes : Seine-Saint-Denis). — Posée le 19 avril 1983 par M. Claude Bartoloné à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 395). — Appelée le 22 avril 1983 : **reconversion de la manufacture des tabacs de Pantin.** — M. Claude Bartoloné : possibilité de réaliser sur les terrains un ensemble destiné à la formation professionnelle et technique ; état de la concertation (p. 519) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : étude en cours sur la réutilisation de ces locaux pour des activités d'enseignement ou de formation (p. 519).

361. — Bâtiment et travaux publics (emplois et activités : Poitou-Charentes). — Posée le 20 avril 1983 par M. Jean de Lipkowski à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 458).

362. — Démographie (natalité). — Posée le 21 avril 1983 par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 515). — Appelée le 29 avril 1983 : **chute de la natalité.** — M. Michel Debré : aggravation de la chute de la natalité ; conséquences en matière de charges sociales ; critique de la politique d'information du Gouvernement (p. 755) ; nécessité d'un débat sur ce problème ; non renouvellement des générations depuis 1974 et 1975 ; versement à la mère d'un troisième enfant d'un revenu équivalent au S.M.I.C. ; priorité d'emploi et privilège d'accès aux concours pour les parents de plus de trois enfants ; politique du logement en relation avec le nombre d'enfants ; développement des structures de garde et allègement des charges des départements et des communes (p. 756) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : priorité de la politique familiale ; difficulté pour dégager des facteurs positifs sur la natalité ; problème de la garde des enfants et du logement (p. 755) ; absence de preuve d'une corrélation entre la baisse de la natalité et la campagne sur la contraception ; hausse des allocations familiales en 1980-1982 (p. 756) ; prêts aux jeunes ménages ; « contrats famille » ; aide au retour des jeunes familles dans les centres villes ; préférence pour les aménagements d'horaires par rapport au travail à temps partiel (p. 757).

363. — Produits chimiques et para-chimiques (pollution et nuisances). — Posée le 25 avril 1983 par M. Charles Miossec à M. le Premier ministre (environnement et qualité de la vie) (p. 561).

364. — Commerce extérieur (balance des paiements). — Posée le 25 avril 1983 par M. Michel Barnier à Mme le ministre du commerce extérieur et du tourisme (p. 562). — Appelée le 3 juin 1983 : **Rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs en 1984.** — M. Michel Barnier : effets des mesures pour rétablir l'équilibre extérieur ; problème de leur reconduction ; poids de la dette extérieure en 1983 et 1984 (p. 1988) ; nécessité pour le Gouvernement de prendre de nouvelles mesures d'austérité en 1984 pour équilibrer le commerce extérieur ; insuffisance de la politique conjoncturelle et structurelle (p. 1989) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : plan d'accompagnement de l'ajustement monétaire pour réduire de moitié le déficit commercial dans un délai d'un an (p. 1988).

365. — État civil (noms et prénoms). — Posée le 25 avril 1983 par M. Jean-Louis Masson à Mme le ministre délégué chargé des droits de la femme (p. 562). — Appelée le 29 avril 1983 : **transmission des**

noms patronymiques. — M. Jean-Louis Masson : avantages de la faculté de transmission du nom de la mère ; obligation de transmission du nom du père en raison de la jurisprudence de la Cour de cassation (p. 766, 767) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : principe quasi-absolu de transmission du nom du père aux enfants ; non conformité du principe à celui de l'égalité des sexes ; nécessité d'entreprendre une étude (p. 767).

366. — Communes (statut). — Posée le 26 avril 1983 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 621). — Appelée le 29 avril 1983 : **comités d'initiative et de consultation d'arrondissement.** — M. Pierre-Bernard Cousté : création par la loi relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon de comités d'initiative et de consultation d'arrondissement ; problème de leur organisation et de leur fonctionnement ; question de leur nature juridique (p. 760) ; rôle du maire d'arrondissement ; problème de son pouvoir d'appréciation (p. 761) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : droit des associations de participer à la vie municipale ; développement de leur action dans le cadre du comité d'initiative et de consultation d'arrondissement ; absence de personnalité morale ; mise en place du comité à la demande des associations ; possibilité pour les associations d'exposer des questions relevant de leur domaine (p. 760) ; mesures d'application (p. 761).

367. — Calamités et catastrophes (pluies et inondations : Loire-Atlantique). — Posée le 26 avril 1983 par M. Joseph-Henri Maujouan-du-Gasset à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 621). — Appelée le 29 avril 1983 : **crue de la Sèvre Nantaise.** — M. Joseph-Henri Maujouan-du-Gasset : cas de la Clisson ; question de l'indemnisation des communes (p. 759) ; nécessité de l'installation d'un dispositif d'alerte ; demande de coordination des services et des différents ouvrages afférents à la Sèvre et à ses affluents (p. 760) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : estimation des dommages ; mise en chômage technique dans une usine textile à Clisson ; sélection de 26 communes de Loire-Atlantique en vue de bénéficier de l'indemnisation résultant de la loi du 13 juillet 1982 (p. 759).

368. — Produits chimiques et parachimiques (entreprises : Haut-Rhin). — Posée le 26 avril 1983 par M. Jean-Paul Fuchs à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 621). — Appelée le 29 avril 1983 : **établissement Rhône-Poulenc textile de Colmar.** — M. Jean-Paul Fuchs : inquiétude des salariés de Rhône-Poulenc textile de Colmar ; problème du maintien d'une industrie de la fibre acrylique et de ses dérivés ; politique du Gouvernement dans le domaine de l'industrie textile acrylique et de l'industrie synthétique française (p. 761, 762) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale : rénovation de l'outil de production, possibilité de maintenir le potentiel de Colmar ; poursuite de l'activité à Colmar (p. 762).

369. — Produits chimiques et parachimiques (pollutions et nuisances). — Posée le 26 avril 1983 par M. André Soury à M. le Premier ministre (environnement et qualité de la vie) (p. 621). — Appelée le 29 avril 1983 : **traitement des déchets toxiques.** — M. André Soury : insuffisance de la législation en matière de déchets industriels ; cas de Roumazières-Loubert ; problème de la libre circulation de produits dangereux sur le territoire français ; mutisme de la société Hoffmann-La Roche ; demande de création d'un organisme à l'image de l'institut technique de protection nucléaire ; compétence du secteur nationalisé pour mettre en œuvre une politique de prévention et retraitement des déchets (p. 765) ; projet de création d'une taxe parafiscale frappant les grosses sociétés polluantes afin de financer les actions d'assainissement (p. 766) ; Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : difficulté de l'élimination des déchets industriels toxiques ; lois du 15 juillet 1975 et du 19 juillet 1976 ; mise en place d'un réseau d'installation collective de traitement des déchets toxiques ; aides financières de l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (A.N.R.E.D.) (p. 765) ; lacunes dans la réglementation des contrôles de l'importation et des conditions d'élimination des déchets importés ; infractions à Roumazières ; principe de la responsabilité du producteur ; obligation de déclarer les conditions de transport et d'élimination des déchets ; achèvement du programme de résorption des anciens dépôts de déchets industriels en 1984 ; amélioration du contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets ; principe d'une notification préalable aux autorités françaises de toute importation de déchets toxiques et dangereux ; rôle de l'A.N.R.E.D. (p. 766).

370. — Équipements industriels et machines-outils (emploi et activité). — Posée le 26 avril 1983 par M. André Lajoinie à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 621). — Appelée le 29 avril 1983 : **industrie de la machine outil.** — M. André Lajoinie : programme de développement de la machine-outil de haute technologie ; mesures d'incitation à l'investissement ; début de restructuration autour d'une société holding, les machines françaises lourdes (p. 762) ; délaissement du secteur des machines à bois ; cas de l'entreprise Valette et Garreau ; politique de diffusion des machines importées chez Manurhin (p. 763) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale : quasi-délabrement du secteur de la machine-outil en 1981 ; plan de restructuration ; croissance des commandes publiques ; contrats de développement ; négociation entre la communauté européenne et le Japon d'un accord sur un certain nombre de produits ; freinage des importations japonaises ; action pour développer l'industrie française de machines à haute technologie et pour moderniser les industries manufacturières (p. 763).

371. — Assurance vieillesse : généralités (calcul des pensions). — Posée le 26 avril 1983 par Mme Paulette Nevoux à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 622). — Appelée le 29 avril 1983 : **base de liquidation des pensions.** — Mme Paulette Nevoux : détermination du salaire annuel moyen comme base de liquidation des pensions ; époque de référence pour la prise en compte des dix meilleures années (p. 757) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : cas de considération de la période antérieure à 1947 pour obtenir dix années d'assurance (p. 757) ; étude en vue de modifier les règles actuelles ; garantie d'une pension minimum depuis le 1er avril 1983 pour 37 ans et demi d'assurance dans le régime général et le régime aligné (p. 758).

372. — Conditionnement (entreprises : Vaucluse). — Posée le 26 avril 1983 par M. André Borel à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 622). — Appelé le 29 avril 1983 : **établissements Carnaud.** — M. André Borel : inquiétude au sujet des plans de restructuration successifs des établissements Carnaud Emballages à Béziers ; existence d'aides publiques ou de demandes d'aides publiques ; projet de transfert de la presse de fabrication à Carpentras ; mutisme de la direction locale sur le projet d'implantation d'une unité moderne à Carpentras ; mise à la disposition de la société Carnaud d'un terrain par la mairie de Carpentras (p. 764) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale : importance du groupe Carnaud, pour l'emballage métallique ; absence d'aides publiques au profit de Carnaud-Cofert ; transfert de l'usine de Béziers en Bretagne ; absence d'information sur le projet d'implantation nouvelle à Carpentras (p. 764).

373. — Entreprises (financement). — Posée le 26 avril 1983 par M. Michel Berson à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 622). — Appelée le 29 avril 1983 : **délais de paiement entre entreprises.** — M. Michel Berson : conséquences négatives du crédit inter-entreprises ; politique de l'État pour moraliser le crédit inter-entreprises et le remplacer progressivement (p. 758) ; demande d'une meilleure information sur les coûts du crédit par une généralisation de la réserve de propriété (p. 759) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés ; rejet d'une intervention *a priori* des pouvoirs publics dans ce domaine ; préférence pour la concertation entre le commerce et la production au sein d'organismes professionnels ; accord au sein du C.N.P.F. entre producteurs et distributeurs sur l'amélioration de la connaissance et de l'affichage des délais de paiements ; mise en place d'une chambre arbitrale pour régler les litiges (p. 758) ; sensibilisation des administrations ; effort en faveur des P.M.E. (p. 759).

374. — Enseignement supérieur et post-baccalauréat (professions et activités médicales). — Posée le 26 avril 1983 par M. Louis Lareng à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 622). — Appelée le 29 avril

1983 : **études en odontologie.** — M. Louis Lareng : participation au projet de réforme des études en odontologie de représentants d'étudiants mandatés ; garantie d'une information directe entre le ministre et les différentes parties constituant les facultés de chirurgie dentaire (p. 761) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale : grève nationale des étudiants en chirurgie dentaire ; absence de commission chargée d'étudier une réforme ; abandon d'une sélection de deux temps à la fin de la deuxième année d'études : soumission de tout avant-projet de réforme à une concertation avec les U.E.R. d'odontologie et l'ensemble des organisations représentatives (p. 761).

375. — Départements et territoires d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie). — Posée le 26 avril 1983 par M. Alain Vivien à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 622).

376. — Voirie (routes). — Posée le 27 avril 1983 par M. Joseph-Henri Maujouan-du-Gasset à M. le ministre des transports (p. 688). — Appelée le 27 mai 1983 : **route Nantes-Rennes.** — M. Joseph-Henri Maujouan-du-Gasset : urgence de l'aménagement de cet axe ; question de la prise en compte de cette route dans le IXe Plan ; qualification de la R.N. 137 de « route du cimetière » (p. 1539) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : effort budgétaire en 1980 en faveur de la nationale 137 ; contrats de plan entre l'État et les 2 régions de Bretagne et des Pays de Loire pour poursuivre cet effort (p. 1539).

377. — Postes : ministère (immeubles : Paris). — Posée le 29 avril 1983 par M. Edouard Frédéric-Dupont à M. le ministre chargé des P.T.T. (p. 768). — Appelée le 6 mai 1983 : **terrain inoccupé à Paris.** — M. Edouard Frédéric-Dupont : nécessité d'un accord entre la ville de Paris et le ministère des P.T.T. pour utiliser un terrain rue d'Estrées ; attribution de la maîtrise d'ouvrage à la ville de Paris ; nomination d'un architecte (p. 931) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T. : édification d'une crèche municipale et de logements pour des agents de l'administration des P.T.T. ; dossier en cours ; lancement d'un appel d'offres pour la passation des marchés et les études d'ingénierie et d'architecture (p. 931).

378. — Assurance maladie maternité (prestations en nature). — Posée le 3 mai 1983 par M. Claude-Gérard Marcus à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 829). — Appelée le 6 mai 1983 : **remboursement des frais de transport sanitaire.** — M. Claude-Gérard Marcus : injustice du texte relatif au remboursement des frais de transport sanitaire ; retour à une application stricte de la réglementation entraînant la suppression de la prise en charge de 30 à 40 p. 100 des prestations ambulancières (p. 940, 941) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés. : inadaptation de l'arrêté du 2 septembre 1955 ; absence de mise en demeure aux caisses pour faire appliquer *stricto sensu* les termes de l'arrêté ; nécessité d'élaborer un nouveau décret contenu dans le rapport Jean (p. 941).

379. — Politique extérieure (Royaume-Uni). — Posée le 3 mai 1983 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre des relations extérieures (p. 829). — appelée le 6 mai 1983 : **centres culturels français à l'étranger.** — M. Bruno Bourg-Broc : responsabilités de l'État dans l'action culturelle de la France à l'étranger ; cas de l'Institut français du Royaume-Uni à Londres ; rôles des instituts, des centres culturels et des alliances françaises ; désengagement de l'État au profit des réseaux privés de l'Alliance Française ; cas de l'Institut français de Mexico (p. 928) ; instituts et centres culturels français, canaux de l'action culturelle à l'étranger (p. 929) ; M. André Chandernagor ; ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : projet pour répartir les cours de français entre l'Institut français du Royaume-Uni à Londres et l'Alliance française ; accentuation des complémentarités entre les deux types d'établissement ; harmonisation de l'action des associations et de celle de l'État (p. 929).

380. — Audiovisuel (politique de l'audiovisuel). — Posée le 3 mai 1983 par M. Alain Madelin à M. le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication (p. 829). — appelée le 6 mai 1983 : **rapports entre le cinéma et la télévision.** — M. Alain Madelin : faiblesse du cinéma face à une télévision d'État ; confirmation de la nécessité d'un rééquilibrage dans les rapports Moinot et Bredin ; régression du montant des droits d'achat des films (p. 938) ; immobilisme du Gouvernement (p. 939) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : concours des sociétés nationales de télévision en faveur du cinéma ; doublement en 1982 de leur contribution au fonds de soutien du cinéma ; limites budgétaires ; redevance annuelle sur les appareils de reproduction (p. 938) ; inscription dans les nouveaux cahiers des charges des conditions de rémunération du passage à la télévision des films coproduits (p. 939).

381. — Produits chimiques et parachimiques (entreprises). — Posée le 3 mai 1983 par M. Georges Hage à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 829). — Appelée le 6 mai 1983 : **groupe Rhône-Poulenc.** — M. Georges Hage : évolution de la politique du groupe Rhône-Poulenc ; reconquête du marché intérieur ; réouverture de Péage-de-Roussillon ; sauvegarde de la fabrication de l'Oltipraz ; incertitudes au sujet de l'avenir de l'industrie de la fibre acrylique, du regroupement Rhône-Poulenc-Mérieux-Roger Bellon, de l'avenir de Rhône-Poulenc Film de Mantes (p. 932, 933) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T. : restructuration du groupe Rhône-Poulenc dans le secteur du film, de la chimie minérale, de l'informatique et de la bureautique ; désengagement du groupe dans le secteur des engrais ; recherche dans le domaine de la biologie avancée, les biotechnologies et la chimie physique du solide ; soutiens financiers de la part de l'État actionnaire (p. 933).

382. — Produits chimiques et parachimiques (emploi et activité). — Posée le 3 mai 1983 par M. Gustave Ansart à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 829). — Appelée le 6 mai 1983 : **industrie chimique française.** — M. Gustave Ansart : dégradation de la situation ; projet de regroupement de l'industrie des engrais autour de C.D.F. chimie et de la Cofaz ; annonce de suppression d'emplois dans ce secteur notamment chez P.C.U.K. (p. 934) ; demande d'une politique de concertation avec les élus politiques et syndicaux (p. 935) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T. : fléchissement du solde commercial de l'industrie chimique française ; politique de développement des activités chimiques à plus forte valeur ajoutée (p. 934) ; restauration de la compétitivité de la chimie lourde ; organisation de la chimie publique ; transfert des productions d'engrais du groupe Rhône-Poulenc au groupe C.D.F.-Chimie ; répartition des activités chimiques du groupe P.U.K. ; obligation pour le groupe E.L.F. de mettre en œuvre une stratégie internationale (p. 935).

383. — Politique extérieure (Nicaragua). — Posée le 3 mai 1983 par M. Loïc Bouvard à M. le ministre des relations extérieures (p. 830). — Appelée le 6 mai 1983 : **situation au Nicaragua.** — M. Loïc Bouvard : action de la France pour faire respecter au Nicaragua les droits de l'homme et les libertés ; demande de confirmation de la décision de ne plus fournir d'armes au Nicaragua (p. 929) ; demande de condamnation de toute ingérence politique dans la région (p. 930) ; M. André Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : aggravation due à l'insuffisance des possibilités d'autodétermination accordées au populations de la région ; attachement de la France au maintien des principes initiaux du mouvement sandiniste ; fournitures d'armements défensifs au Nicaragua en 1981 pour l'aider à diversifier ses sources d'approvisionnement en matière militaire ; arrêt des livraisons (p. 930, 931).

384. — Départements et territoires d'outre-mer (Polynésie : communes). — Posée le 3 mai 1983 par M. Jean Juventin à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer (p. 830). — Appelée le 6 mai 1983 : **composition du fonds intercommunal de péréquation en Polynésie fraoçaise.** — M. Jean Juventin : inadaptation des dispositions concernant le fonds intercommunal de péréquation ; nécessité d'adaptation à la situation démographique (p. 939, 940) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : sous-représentation des villes de Papeete et Faaa ; composition du comité de gestion du F.I.P. constituant une garantie de continuité et d'impartialité ; examen du problème lors du prochain recensement (p. 939).

385. — Politique économique et sociale (politique en faveur des personnes déshéritées). — Posée le 3 mai 1983 par M. Robert Chapuis à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale

(p. 830). — Appelée le 6 mai 1983 : **allocations aux personnes démunies.** — M. Robert Chapuis : demande d'allocations en espèces par les « nouveaux pauvres » ; inadaptation de l'allocation mensuelle aux assistés médicaux totaux ; opportunité de créer une allocation de précarité (p. 941) ; souci de décentralisation (p. 942) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : situation de certains jeunes constitutive d'une « nouvelle pauvreté » ; commission Dubedout pour le développement social des quartiers dégradés ; développement par les D.A.S.S. des régies d'avance ; réforme des Cotorep ; absence d'allocation de précarité en raison de la diversité des situations individuelles ; recours à la solidarité communale (p. 942).

386. — Syndicats professionnels (droits syndicaux). — Posée le 3 mai 1983 par M. Alain Billon à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 830). — Appelée le 6 mai 1983 : **sanctions contre les représentants syndicaux.** — M. Alain Billon : pressions s'exerçant sur les responsables syndicaux ; mesures pour faire respecter la liberté syndicale (p. 942, 943) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : rôle de l'inspection du travail en matière de liberté syndicale ; cas de la déléguée d'une entreprise de Boulogne-Billancourt (p. 943).

387. — Agriculture (exploitants agricoles). — Posée le 3 mai 1983 par Mme Lydie Dupuy à M. le ministre de l'agriculture (p. 830). — Appelée le 6 mai 1983 : **Droits des conjoints d'agriculteurs.** — Mme Lydie Dupuy : absence de prise en compte du travail des femmes d'agriculteurs sur l'exploitation (p. 936, 937) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : création d'un statut du conjoint soit en reconnaissant des droits individualisés aux époux qui participent à l'exploitation, soit en améliorant progressivement les droits sociaux des conjoints ; incidences financières de ces mesures ; publication d'un guide des droits de l'agriculture dans le département des Yvelines (p. 937).

388. — Matériaux de construction (gypse). — Posée le 3 mai 1983 par Jean-Pierre Le Coadic à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 830). — Appelée le 6 mai 1983 : **travailleurs des carrières de Gypse.** — M. Jean-Pierre Le Coadic : dureté des conditions de travail dans les carrières de gypse ; démarches tendant à accorder aux glaisiers le bénéfice du régime de retraite des mineurs (p. 943, 944) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : application en matière de sécurité du travail des dispositions du code minier (p. 943) ; non assimilation des salariés des carrières de gypse au régime minier ; accords au sein de l'entreprise pour instaurer des pauses au cours du travail (p. 944).

389. — Ameublement (emploi et activité). — Posée le 3 mai 1983 par M. Michel Cartelet à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 830). — Appelée le 6 mai 1983 : **fabricants français de meubles.** — M. Michel Cartelet : difficultés dans l'industrie du meuble ; dépôt de bilan des établissements Collomb ; mesures pour aider l'industrie française du meuble (p. 932) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T. : pénétration dans ce secteur des matériels et des processus d'automatisation ; étude de nouvelles stratégies ; restructurations en amont de l'industrie de l'ameublement (p. 932).

390. — Pharmacie (entreprises). — Posée le 3 mai 1983 par M. Jean Proveux à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 830). — Appelée le 6 mai 1983 : **groupe Rhône-Mérieux.** — M. Jean Proveux : intégration des laboratoires Roger Bellon d'Avon-les-Roches dans le nouveau groupe Rhône-Mérieux ; inquiétude du personnel d'Avon-les-Roches pour l'avenir de son usine (p. 935) : M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T. ; restructuration de l'industrie chimique sur la base de conventions entre Rhône-Poulenc, P.U.K., S.N.E.A., C.D.F.-Chimie et l'E.M.C. ; raisons du regroupement Rhône-Mérieux ; maintien de l'activité des établissements Roger Bellon en Touraine ; transfert concerté de production entre les différentes unités sans mutation de personnel (p. 936).

391. — Patrimoine esthétique, archéologique et historique (Musées : Paris). — Posée le 4 mai 1983 par M. Édouard Frédéric-Dupont à M. le ministre délégué à la culture (p. 890). — Appelée le 24 juin 1983 : **Circulation dans la zone du musée du XIXe siècle.** — M. Édouard Frédéric-Dupont : rappel des hypothèses envisagées en matière de stationnement aux abords du musée d'Orsay ; mise en valeur du secteur ; proposition d'organisation d'expositions de statues en plein air (p. 3085) ; approbation de l'idée d'un parc souterrain des Tuileries pour les visiteurs du Louvre (p. 3086) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : prévision d'une zone de stationnement ; abandon du projet de parc de stationnement ; relance par la mission « Grand Louvre » des études pour la création d'un parc de stationnement sous le jardin des Tuileries ; association à ces études du maire du 7e arrondissement (p. 3086).

392. — Ordre public (attentats : Paris). — Posée le 4 mai 1983 par M. Édouard Frédéric-Dupont à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 890). — Appelée le 3 juin 1983 : **Indemnisation des victimes d'attentats.** — M. Édouard Frédéric-Dupont : retard dans l'indemnisation des victimes de l'attentat de l'avenue de la Bourdonnais (p. 1995) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : indemnisation exceptionnelle par l'État des victimes d'un certain nombre d'attentats commis à Paris ; rappel de l'état du dossier (p. 1996).

393. — Matériaux de construction (ardoise : Pays de la Loire). — Posée le 10 mai 1983 par M. Jean Narquin à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 1007). — Appelée le 20 mai 1983 : **ardoisières de l'Anjou.** — M. Jean Narquin : modalités d'un plan de redressement du secteur (p. 1307) ; recours à l'ardoise espagnole pour différentes réalisations (p. 1308) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : dispositions pour alléger les charges ; examen par le C.I.R.I. des moyens pour maintenir l'activité ardoisière (p. 1308).

394. — Radiodiffusion et télévision — Réception des émissions Provence-Alpes-Côte d'Azur. — Posée le 16 mai 1983 par M. Pierre Bachelet à M. le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication (p. 1125). — Appelée le 20 mai 1983 : **réception des émissions de télévision sur la côte d'Azur.** — M. Pierre Bachelet : brouillages dus à une saturation des ondes hertziennes ; violation par l'Italie des accords internationaux ; moyens pour remédier à cette situation (p. 1303) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : identification de stations responsables des perturbations ; saisine des P.T.T. italiens ; absence en Italie d'une véritable législation sur les émissions radio-électriques (p. 1303) ; loi du 29 juillet 1982 en matière de communication hertzienne ; nécessité d'une intervention des pouvoirs publics dans l'organisation de l'utilisation des fréquences radio-électriques (p. 1304).

395. — Licenciement (réglementation). — Posée le 16 mai 1983 par M. Daniel Goulet à M. le ministre délégué chargé de l'emploi (p. 1125). — Appelée le 27 mai 1983 : **Licenciement d'un membre du comité d'entreprise.** — M. Daniel Goulet : contradiction avec les textes de l'appréciation de la faute flagrante et grave par l'inspecteur du travail (p. 1546) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : enquête en cours, préalablement à la décision hiérarchique du ministre ; étendue des pouvoirs du ministre (p. 1546).

396. — Douanes (fonctionnement : Bas-Rhin). — Posée le 17 mai 1983 par M. François Grussenmeyer à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 1149). — Appelée le 17 juin 1983 : **plate-forme douanière de Lauterbourg-Scheibenhardt.** — M. François Grussenmeyer : concours de la société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg pour construire les capacités d'accueil ; octroi du permis de construire ; contre-projet de l'administration des douanes ne présentant pas les caractéristiques de fonctionnalité ; mesures du Gouvernement pour faire accepter le projet de la S.E.R.S. ; compétence de l'État pour construire la plate-forme douanière ; rappel d'une déclaration faite aux « Dernières Nouvelles d'Alsace » (p. 2693) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du bud-

get : impossibilité d'envisager une aide exceptionnelle ; négociation avec la direction générale des douanes (p. 2693) ; étude des solutions possibles (p. 2694).

397. — Établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Maine-et-Loire). — Posée le 17 mai 1983 par M. René La Combe à M. le secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé (p. 1149). — Appelée le 20 mai 1983 : **implantation d'un hopital de secteur à Segré.** — M. René Lacombe : nécessité de créer l'hopital de Sainte-Gemmes-d'Andigné et d'y installer un service de chirurgie ; urgence de la création d'un poste en gynécologie (p. 1302) ; M. Raymond Courrière, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés : accord de l'État pour le rachat de la clinique chirurgicale Notre-Dame de Segré par l'hôpital de Sainte-Gemmes ; accord pour augmenter l'effectif de l'hôpital de Sainte-Gemmes du nombre des postes nécessaires à la reprise du personnel de la clinique (p. 1302).

398. — Ameublement (entreprises : Indre-et-Loire). — Posée le 17 mai 1983 par M. Jean Royer à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 1149). — Appelée le 20 mai 1983 : **industries du bois et de l'ameublement.** — M. Jean Royer : difficultés de la filière bois ; cas de l'usine Doubinski à Saint-Pierre-des-Corps ; demande d'aide du Gouvernement et des banques nationales (p. 1304) ; nécessité d'obtenir la caution du ministère pour le plan de restructuration (p. 1305) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : difficultés dans le secteur de la pâte à papier ; mise en place d'une société coopérative ouvrière de production, la Sigma-Co dans l'Eure ; recherche en cours pour les usines de Saint-Pierre-des-Corps (p. 1304) ; études confiées à un organisme spécialisé en vue d'une restructuration complète de la filière bois (p. 1305).

399. — Calamités et catastrophes (pluies et inondations : Rhône). — Posée le 17 mai 1983 par M. Emmanuel Hamel à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 1149). — Appelée le 20 mai 1983 : **sinistres de l'ouest Lyonnais.** — M. Emmanuel Hamel : bilan des indemnisations dans la région (p. 1309) ; problème financier pour les collectivités locales ; question de l'indemnisation de l'armée par les communes ; devoir pour l'État de favoriser les actions de prévention (p. 1310, p. 1311) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : procédure d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles pour l'intégralité du département du Rhône ; insuffisances des éléments pour dresser le bilan chiffré des indemnisations ; travaux réalisés sur le Gier, le Garon et le Mornantet (p. 1310).

400. — Étrangers (Congolais : Paris). — Posée le 17 mai 1983 par M. Jacques Dominati à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 1150) ;. — Appelée le 20 mai 1983 : **immeuble de la rue Béranger à Paris.** — M. Jacques Dominati : occupation illégale de cet immeuble en violation des règles d'hygiène et de salubrité publiques ; mesures pour la faire cesser (p. 1308) ; efficacité du secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur (p. 1309) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : injonction donnée à l'Ambassade du Congo pour faire exécuter les mesures de sécurité ; recherche de l'identité des occupants ; perquisition du service de police judiciaire (p. 1308, 1309).

401. — Anciens combattants : secrétariat d'État (rapports avec les administrés). — Posée le 17 mai 1983 par M. Joseph Pinard à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants (p. 1150). — Appelée le 20 mai 1983 : **commissions de l'information historique pour la paix.** — M. Joseph Pinard remplacé par M. Noël Ravassard : commissions de l'information historique pour la paix ; bilan de l'action des commissions de l'information historique pour la paix (p. 1313) ; collaboration de la société des professeurs d'histoire et de géographie ; affaire des carnets intimes de Hitler ; critique de la création de cette commission par la presse (p. 1314) ; M. François Autain, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense : valorisation de la mémoire collective de la France combattante ; vigilance vis-à-vis de la résurgence de facteurs de guerre ; caractéristiques de cette commission ; participation de la jeunesse ; départementalisation de la commission (p. 1313).

402. — Enseignement agricole (fonctionnement). — Posée le 17 mai 1983 par M. Noël Ravassard à M. le ministre de l'agriculture (p. 1150). — Appelée le 20 mai 1983 : **financement de l'enseignement agricole public.** — M. Noël Ravassard : cas du lycée agricole de Cibeins dans l'Ain ; demande d'augmentation des crédits de fonctionnement et d'investissement des établissements d'enseignement agricole publics (p. 1312) ; insuffisance des équipements du lycée de Cibeins (p. 1313) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : financement de l'enseignement agricole privé afin de permettre la poursuite des activités de formation ; effort réalisé en 1983 en faveur de l'enseignement agricole public, bénéficiaire des créations nouvelles d'emplois ; report des opérations nouvelles en matière de constructions scolaires ; dépôt d'un projet de loi sur l'enseignement agricole, à la session d'automne (p. 1312).

403. — Produits chimiques et parachimiques (emploi et activité). — Posée le 17 mai 1983 par M. Jean Lacombe à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 1150). — Appelée le 20 mai 1983 : **restructuration de l'industrie chimique.** — M. Jean Lacombe : contrôle de l'État sur les plus importantes sociétés d'engrais ; cas de l'usine Cofaz-Eaux Blanches à Sète ; état du plan de restructuration ; demande de consultation et de concertation au sujet du site de Sète (p. 1305) ; refus de l'usine Cofaz-Eaux Blanches d'appliquer les instructions de l'inspection du travail (p. 1306) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : réorganisation de l'industrie des engrais autour de 2 pôles A.P.C.G.E.S.A. et de Cofaz-Sopag ; plan de modernisation des meilleures usines (p. 1305) ; absence de compétitivité de l'usine Cofaz-Eaux Blanches à Sète ; application de la concertation (p. 1306).

404. — Mutualité sociale agricole (cotisations). — Posée le 17 mai 1983 par M. Guy-Michel Chauveau à M. le ministre de l'agriculture (p. 1150). — Appelée le 20 mai 1983 : **cotisations sociales agricoles.** — M. Guy-Michel Chauveau : inadaptation du revenu cadastral comme élément de calcul de l'assiette des cotisations ; cas de la Sarthe (p. 1311, 1312) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : objectif d'une meilleure connaissance des facultés contributives des assurés ; solidarité entre les agriculteurs ; prise en compte, en plus du revenu cadastral, du revenu brut d'exploitation et du revenu net d'exploitation ; correction à la baisse du coefficient d'adaptation pour un certain nombre de départements ; réduction de l'assiette de 4,2 p. 100 pour le département de la Sarthe ; atténuation de la dégressivité du barème de la cotisation d'assurance maladie (p. 1311) ; plafonnement de l'assiette de la cotisation cadastrale d'assurance vieillesse (p. 1312).

405. — Ordres professionnels (professions et activités médicales). — Posée le 17 mai 1983 par M. Claude Bartoloné à M. le secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé (p. 1150).

406. — Syndicats professionnels (droits syndicaux). — Posée le 17 mai 1983 par M. Philippe Bassinet à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 1150).

407. — Banques et établissements financiers (banques nationalisées). — Posée le 17 mai 1983 par M. Louis Odru à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 1150). — Appelée le 20 mai 1983 : **Rôle des banques nationalisées.** — M. Louis Odru : développement des activités internationales des banques françaises, ces dernières années ; absence d'infléchissement de cette stratégie depuis la nationalisation ; danger de cette politique ; contribution des banques à l'affaissement de l'économie (p. 1314) ; demande d'un débat de fond à l'Assemblée Nationale sur ce sujet (p. 1315) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : stratégie internationale des banques comme facteur positif pour l'économie française ; financement des crédits à l'exportation en francs et en devises ; implantation des banques à l'étranger constituant un appui pour les entreprises françaises ; surveillance de l'application de la réglementation pour la mise en place des crédits à l'exportation (p. 1315).

408. — Instruments de précision et d'optique (entreprises : Val-de-Marne). — Posée le 17 mai 1983 par M. Paul Mercieca à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 1150). — Appelée le 20 mai

1983 : **usine du groupe S.K.F. à Ivry-sur-Seine.** — M. Paul Mercieca : fermeture de l'usine d'Ivry-sur-Seine par le groupe S.K.F. ; menace pour le marché français de roulement ; stratégie de redéploiement industriel du groupe S.K.F. ; demande d'aide du Gouvernement pour exploiter les potentialités du groupe d'Ivry ; problème de la constitution d'une industrie française du roulement (p. 1306) ; attitude des travailleurs et des élus locaux (p. 1307) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : difficultés dans l'industrie du roulement ; proposition d'un plan social au comité d'entreprise ; lutte du Gouvernement contre toute concurrence déloyale ; maintien par S.K.F. de sa part d'activité en France (p. 1307).

409. — Professions et activités médicales (dentistes). — Posée le 24 mai 1983 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 1400). — Appelée le 27 mai 1983 : **subvention de cabinets dentaires mutualistes par la Caisse Nationale d'Assurance maladie.** — M. Bruno Bourg-Broc : absence de création de cabinets de caisse contenue dans la Convention signée entre la Confédération Nationale des syndicats dentaires et les caisses d'assurance maladie ; inopportunité de cette décision ; raison de l'aval du ministère des affaires sociales dans cette affaire (p. 1545, 1546) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : décision prise à l'unanimité de créer 27 cabinets mutualistes ; attachement du Gouvernement à l'exercice libéral de cette profession (p. 1545).

410. — Protection civile (sapeurs-pompiers). — Posée le 24 mai 1983 par M. Pierre Mauger à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 1400). — Appelée le 27 mai 1983 : **lieutenants de sapeurs-pompiers.** — M. Pierre Mauger : inadaptation du concours pour accéder au grade de capitaine, pour les lieutenants de sapeurs-pompiers recrutés avant 1977 ; mauvais fonctionnement de la promotion sociale (p. 1542) ; nominations pour intégration de lieutenants chefs de section principaux au grade de capitaine ; importance du bénévolat (p. 1543) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : amélioration de la rémunération des officiers depuis la modification du recrutement ; instructions données pour pourvoir plus facilement les postes offerts ; organisation de concours exceptionnels pour combler les lacunes de la promotion sociale (p. 1543).

411. — Transports fluviaux (voies navigables). — Posée le 24 mai 1983 par M. Émile Koehl à M. le ministre des transports (p. 1400). — Appelée le 27 mai 1983 : **canal Rhin-Rhône.** — M. Émile Koehl : rapport de la commission Grégoire (p. 1539) : question de la rentabilité du projet Rhin-Rhône ; urgence de la liaison fluviale Saône-Rhin (p. 1540) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : priorité à l'aménagement des vallées ; refus de la commission de classer les projets par rang de priorité ; soumission aux Conseils régionaux, avant son approbation définitive, du schéma directeur des voies navigables (p. 1540).

412. — Agriculture (aides et prêts). — Posée le 24 mai 1983 par M. Paul Balmigère à M. le ministre de l'agriculture (p. 1 400). — Appelée le 27 mai 1983 : **problèmes fonciers dans l'agriculture.** — M. Paul Balmigère : augmentation des montants compensatoires sur le vin ; demande d'intervention pour exiger leur démantèlement ; urgence des problèmes fonciers ; désertification des régions ; énoncé des axes d'un projet de réforme foncière ; demande d'aide au développement des capacités de production et d'emplois ; priorité à l'exploitation plus qu'à l'exploitant (p. 1548) ; politique contraignant les agriculteurs à l'arrachage des vignobles (p. 1550) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : hausse des prix d'orientation pour les vins rouges ; modification du montant compensatoire monétaire négatif appliqué aux vins de table ; modalités techniques de fixation des montants compensatoires monétaires ; démantèlement général des M.C.M. de deux points applicable au vin en fin d'année 1983 ; importance de la question foncière ; politique d'installation des jeunes agriculteurs ; mise en place de formes d'organisations foncières mutualistes ou sociétaires ; politique des structures ; insuffisance de la loi de 1980 (p. 1549) ; projet de modification de cette loi ; contrôle des démembrements des exploitations ; suppression de certaines autorisations de droit ; mauvaise utilisation des textes en matière de financement (p. 1550).

413. — Bâtiment et travaux publics (emploi et activité). — Posée le 24 mai 1983 par M. Parfait Jans à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 1400). — Appelée le 27 mai 1983 : **secteur du bâtiment et des travaux publics.** — M. Parfait Jans : chute de la construction dans le secteur libre ; promesse de dégager des disponibilités financières en faveur du secteur du B.T.P. ; attitude « parasitaire » des organisations intervenant en matière de construction (p. 1541) ; rappel des propositions de M. Jacques Delors sur l'utilisation de l'emprunt obligatoire (p. 1542) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : rappel des actions du Gouvernement en faveur du secteur B.T.P. (p. 1541) ; situation du logement en 1982 ; atténuation de l'impact du plan de rigueur en matière de B.T.P. (p. 1542).

414. — Énergie (énergies nouvelles). — Posée le 24 mai 1983 par M. Daniel Chevallier à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 1400, 1401). — Appelée le 27 mai 1983 : **indépendance énergétique de la France.** — M. Daniel Chevallier : poids de la facture énergétique dans le déficit du commerce extérieur ; coûts des projets d'électrification ; opportunité de lancer un plan « photopile » (p. 1551) ; rôle de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie (p. 1552) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : incitations et aides financières pour faciliter la pénétration de l'énergie solaire (p. 1551) ; programme pour favoriser l'utilisation d'eau chaude sanitaire solaire ; nécessité de maîtriser la filière silicium cristallin ; exploration de la filière silicium amorphe ; rentabilité de l'électrification par générateur photovoltaïque (p. 1552).

415. — Éducation surveillée (établissements). — Posée le 24 mai 1983 par M. Joseph Menga à M. le ministre de la justice (p. 1401). — Appelée le 27 mai 1983 : **éducation surveillée.** — M. Joseph Menga : mesures pour accroître les moyens du service de l'éducation surveillée ; quasi-absence de ce service dans une trentaine de départements ; problème des véhicules de service (p. 1538) ; M. Robert Badinter ; garde des sceaux, ministre de la justice : accent mis sur la prévention et la réinsertion sociale en matière de délinquance juvénile ; actions culturelles et animation de quartier ; protection judiciaire de la jeunesse par l'éducation surveillée (p. 1538).

416. — Logement (amélioration de l'habitat). — Posée le 24 mai 1983 par M. Jean-Jack Queyranne à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 1401). — Appelée le 27 mai 1983 : **prêts pour l'amélioration de l'habitat ancien.** — M. Jean-Jack Queyranne : nécessité de poursuivre l'expérience des prêts conventionnés (p. 1540) ; prêts conventionnés comme facteur de développement d'une politique d'amélioration de l'habitat (p. 1541) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : effets positifs des prêts conventionnés sur l'activité de l'entreprise du bâtiment ; prolongation de ces prêts en liaison avec le souci de gérer l'accroissement de la masse monétaire (p. 1540).

417. — Métaux (entreprises : Gard). — Posée le 24 mai 1983 par M. Georges Benedetti à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 1401). — Appelée le 27 mai 1983 : **usine Ugine-Aciers de l'Ardoise.** — M. Georges Benedetti : décision d'arrêter la chaîne d'un réacteur de l'usine Ugine-Aciers entraînant la suppression d'emplois ; décision d'importer la totalité de la charge chrome ; fragilité de la région du Gard en matière d'emplois (p. 1547, 1548) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : procédé de production propre à la société Ugine-Aciers, basé sur l'utilisation du minerai de chrome ; perte de compétitivité de l'entreprise due à l'apparition du procédé A.O.D. ; nécessité de concertation avant d'effectuer des choix définitifs (p. 1547).

418. — Matières plastiques (entreprises : Allier). — Posée le 24 mai 1983 par M. Raymond Douyère à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 1401). — Appelée le 27 mai 1983 : **société S.E.P. à Montluçon.** — M. Raymond Douyère : fabrication exclusive en France des films P.V.C. par la société S.E.P. ; refus du groupe E.L.F. de lui accorder un investissement ; rôle du secteur nationalisé ; mesures pour maintenir en France la production de films P.V.C. (p. 1550) ; problème de l'équilibre de la balance commerciale française (p. 1551) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : surcapacité de

production de films P.V.C. ; ralentissement des débouchés ; absence de solution propre à un redressement de la S.E.P. ; engagement de Rhône-Poulenc de n'opérer aucun licenciement sans reclassement (p. 1551).

419. — Commerce extérieur (réglementation des échanges). — Posée le 24 mai 1983 par M. Pierre Jagoret à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 1401). — Appelée le 27 mai 1983 : **contrôle sanitaire des produits alimentaires.** — M. Pierre Jagoret : inégalité de traitement entre les produits français et les produits importés ; cas des algues alimentaires ; mesures pour remédier à cette situation ; « protectionnisme à l'envers » (p. 1544, 1545) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : identité des réglementations en matière sanitaire pour les produits français et importés ; augmentation des points de contrôles sanitaires à l'importation ; adoption par l'Assemblée Nationale du projet de loi sur la sécurité des consommateurs (p. 1544).

420. — Énergie (politique énergétique : Bretagne). — Posée le 27 mai 1983 par M. Charles Miossec à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie (p. 1605).

421. — Handicapés (allocations et ressources). — Posée le 27 mai 1983 par M. Lucien Richard à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 1605). — Appelée le 3 juin 1983 : **Allocation compensatrice aux handicapés mentaux.** — M. Lucien Richard : disparité d'un département à l'autre pour le versement de l'allocation compensatrice ; cas de la Loire-Atlantique (p. 1997, 1998) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : nature de cette allocation compensatrice (p. 1997) ; harmonisation des décisions des Cotorep ; financement, à titre expérimental, de services de soutien et d'accompagnement pour les personnes handicapées mentales (p. 1998).

422. — Drogue (lutte et prévention). — Posée le 31 mai 1983 par Mme Florence d'Harcourt à M. le Premier ministre (p. 1875). — Appelée le 3 juin 1983 : **Lutte contre la toxicomanie.** — Mme Florence d'Harcourt : énoncé des données du problème (p. 1993) ; exposé des principes d'actions pour mener une politique de lutte contre la toxicomanie ; mise en place par le Gouvernement d'une commission permanente de lutte contre la toxicomanie ; nécessité de revoir les dispositions à l'encontre des trafiquants ; problème de la diffusion du livre « Suicide, mode d'emploi » (p. 1994) ; priorité à la répression du trafic organisé (p. 1995) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : lutte contre la drogue comme priorité de l'action gouvernementale ; sa conviction personnelle d'interdire certains films ; mise en place d'une section spéciale pour rechercher les gros trafiquant (p. 1994) ; augmentation des crédits du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale ; élargissement des pouvoirs de la mission de lutte contre la toxicomanie (p. 1995).

423. — Mutuelles : sociétés (fonctionnement). — Posée le 31 mai 1983 par M. Joseph Legrand à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 1876). — Appelée le 3 juin 1983 : **Rôle de la mutualité.** — M. Joseph Legrand : nécessité d'organiser le fait mutualiste dans l'entreprise, et de développer les capacités de coopération avec le comité d'entreprise ; problème de l'exclusivité de la complémentarité aux prestations maladie de la sécurité sociale (p. 1992) ; rappel des enjeux de la réforme de la mutualité (p. 1993) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : étude en cours sur la refonte du code de la mutualité ; possibilité pour les sociétés ou groupements mutualistes de participer à la mise en œuvre d'actions expérimentales ; développement par la mutualité française d'actions de prévention de portée nationale ; association de la mutualité à la gestion du système de protection sociale (p. 1993).

424. — Impôts locaux (taxe d'habitation). — Posée le 31 mai 1983 par M. Parfait Jans à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget (p. 1876). — Appelée le 3 juin 1983 : **Taxe d'habitation.** — M. Parfait Jans : non conformité de la taxe d'habitation, à l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme ; absence de prise en compte des facultés contributives pour la calculer ; réforme prévue par le IXe Plan ; risque de glissement de la charge fiscale de la taxe professionnelle vers la taxe d'habitation (p. 1999) ; taux de la taxe professionnelle en liaison avec le taux de la taxe d'habitation (p. 2000) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : caractère injuste de cette taxe ; exonération de certaines catégories de personnes ; rapport devant le Parlement avant la fin de l'année (p. 1999) ; absence d'incidence des mesures prises en faveur des redevables de la taxe professionnelle sur les redevables de la taxe d'habitation (p. 2000).

425. — Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : boissons et alcools). — Posée le 31 mai 1983 par M. Marcel Esdras à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 1876). — Appelée le 3 juin 1983 : **Distillerie Montebello à Petit-Bourg (Guadeloupe).** — M. Marcel Esdras : insuffisance du contingent de rhum affecté à la distillerie de Montebello ; refus du directeur des services fiscaux d'autoriser le transfert des contingents d'un centre de production à un autre (p. 2000) ; demande d'assouplissement dans l'interprétation des textes (p. 2001) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : inadaptation de la réglementation ; projet de réforme du régime du rhum (p. 2001).

426. — Affaires sociales : ministère (personnel). — Posée le 31 mai 1983 par M. Roger Rouquette à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 1876). — Appelée le 3 juin 1983 : **Protection des inspecteurs du travail.** — M. Roger Rouquette : menaces à l'encontre des inspecteurs du travail ; attitude du S.N.P.M.I. ; mesures du Gouvernement pour les protéger (p. 1991) ; performances des entreprises sur le plan social en liaison avec leurs résultats économiques (p. 1992) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : caractère marginal des violences à leur encontre ; appui de la hiérarchie donné aux agents lors de leurs actions devant les tribunaux (p. 1991) ; rôle de l'inspection du travail ; nature et contenu des pouvoirs des inspecteurs du travail (p. 1992).

427. — Politique extérieure (Israël). — Posée le 31 mai 1983 par M. Georges Sarre à M. le ministre des relations extérieures (p. 1876). — Appelée le 3 juin 1983 : **Relations franco-israéliennes.** — M. Georges Sarre : s'étonne que ce soit le secrétaire d'État chargé de la sécurité publique qui réponde à sa question orale sans débat (p. 1991) ; visite officielle de M. François Mitterrand en Israël ; mesures pour assurer l'aboutissement des projets de coopération entre la France et Israël (p. 1996, 1997) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : signature prochaine d'une convention sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements ; envoi en Israël d'une mission dans le cadre de la recherche et de la coopération technologique et industrielle (p. 1996).

428. — Équipements industriels et machines-outils (entreprises). — Posée le 31 mai 1983 par M. Gilbert Bonnemaison à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 1876). — Appelée le 3 juin 1983 : **Entreprise Fenwick-Manutention.** — M. Roger Rouquette : recherche d'un partenaire industriel par Fenwick-Manutention pour engager la restructuration de l'entreprise ; problème de l'avenir du chariot élévateur en France (p. 1989) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : caractère inéluctable des regroupements et de la spécialisation du secteur des chariots élévateurs ; faiblesse du réseau à l'exportation de Fenwick-Manutention (p. 1989) ; attitude de l'ensemble du personnel et des organisations syndicales (p. 1990).

429. — Élevage (bovins). — Posée le 31 mai 1983 par M. Michel Lambert à M. le ministre de l'agriculture (p. 1876). — Appelée le 3 juin 1983 : **Élevage des vaches de race normande.** — M. Michel Lambert : mesures pour assurer la défense et le développement des vaches de race normande ; régression des effectifs de cette race (p. 1990) ; nécessité de ne pas laisser le troupeau bovin français s'orienter vers une mono-race spécialisée (p. 1991) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : indication des mesures envisagées en faveur de la race normande (p. 1990).

430. — Enseignement pré-scolaire et élémentaire (fonctionnement, Val d'Oise). — Posée le 31 mai 1983 par Mme Marie-France Lecuir à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 1876-1877).

431. — Enseignement supérieur et post-baccalauréat (professions et activités sociales : Pyrénées Atlantiques). — Posée le 31 mai 1983 par M. Georges Labazée à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 1877). — Appelée le 3 juin 1983 : **École d'assistants sociaux de Pau.** — M. Georges Labazée : problème du financement et du fonctionnement de ces écoles ; intentions du ministère et du Gouvernement à ce sujet (p. 1998) ; importance des besoins en travailleurs sociaux dans la région de Pau (p. 1999) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : progression des dotations financières accordées à l'école de service social de Pau ; avantages d'une diversification des ressources (p. 1998).

432. — Sécurité sociale (équilibre financier). — Posée le 31 mai 1983 par M. Gilbert Gantier à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 1877). — Appelée le 3 juin 1983 : **Application de l'impôt exceptionnel de 1 p. 100.** — M. Gilbert Gantier : pénalisation des contribuables versant exactement 1 p. 100 supplémentaire du revenu imposable de 1982 ; cas des retraités ; rappel des propos de M. André Bergeron (p. 2001, 2002) ; pénalisation de ceux qui ont appliqué les 5 p. 100 d'augmentation pour le tiers provisionnel ; cas des personnes dont le revenu imposable de 1982 a dépassé 90 000 francs (p. 2003) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : rappel des rôles respectifs des acomptes provisionnels et de la contribution supplémentaire de 1 p. 100 ; exonération de la contribution de 1 p. 100 pour les contribuables se trouvant dans une situation financière difficile (p. 2002).

433. — Anciens combattants et victimes de guerre (politique en faveur des anciens combattants et victimes de guerre). — Posée le 3 juin 1983 par M. René André à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants (p. 2054). — Appelée le 10 juin 1983 : **mesures concernant les anciens combattants.** — M. René André : intentions du Gouvernement pour respecter sa promesse de combler le retard du rapport constant ; retard des décrets d'application de la loi du 4 octobre 1982 (p. 2382, 2383) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : nécessité d'une meilleure adaptation des règles d'attribution de la carte du combattant ; rattrapage du rapport constant au terme de la présente législature ; respect des règles budgétaires sur les crédits évaluatifs (p. 2382, 2383).

434. — Communautés européennes (propriété industrielle). — Posée le 7 juin 1983 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre des relations extérieures (p. 2252). — Appelée le 10 juin 1983 : **création d'une marque communautaire.** — M. Pierre-Bernard Cousté : risque d'avantager les grands groupes industriels en créant une marque communautaire (p. 2392) ; demande de soutien de la candidature de Strasbourg comme siège de l'office communautaire des marques (p. 2393) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : candidature de différentes villes, notamment de Strasbourg, pour être le siège de l'office communautaire des marques (p. 2393).

435. — Administration (déconcentration). — Posée le 7 juin 1983 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 2252). — Appelée le 10 juin 1983 : **équilibre entre décentralisation et déconcentration.** — M. Bruno Bourg-Broc : inapplication du principe de l'équilibre entre décentralisation et déconcentration ; régression de la dotation globale d'équipement ; bilan du comité de déconcentration (p. 2385) ; manque de souffle de la politique de décentralisation à la différence du projet présenté par le Général de Gaulle ; paupérisation de l'administration locale (p. 2386) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : autorité des préfets sur l'ensemble des services ministériels du département depuis 1982 ; création du comité interministériel de l'administration territoriale (C.I.A.T.E.R.) (p. 2385) ; rôle des commissaires de la République et du C.I.A.T.E.R. ; rappel du système de la D.G.E. ; possibilité de l'améliorer lors de l'examen de la future loi sur les transferts de compétence ; caractère plus timide des textes élaborés par le Général de Gaulle (p. 2386) ; caractère réglementaire des textes sur la déconcentration ; cas des services extérieurs (p. 2387).

436. — Défense nationale (politique de la défense). — Posée le 7 juin 1983 par M. Emmanuel Hamel à M. le ministre de la défense nationale (p. 2252). — Appelée le 10 juin 1983 : **propagande pour un désarmement unilatéral.** — M. Emmanuel Hamel : propagande du parti communiste pour « la fête de la paix du 19 juin » (p. 2389) ; rappel des propos du Président de la République en matière de défense ; mesures du Gouvernement pour faire comprendre la situation ; moyens pour combattre la propagande pacifiste (p. 2390) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : caractère excessif des efforts d'armement de l'Union soviétique ; consensus en faveur d'une stratégie nationale de dissuasion ; sensibilisation de l'opinion publique sur la nécessité d'une politique de défense (p. 2390).

437. — Matériels électriques et électroniques (entreprises). — Posée le 7 juin 1983 par M. Georges Hage à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2252). — Appelée le 10 juin 1983 : **groupe C.G.E.** — M. Georges Hage : difficulté pour « faire passer » la nationalisation dans l'ensemble du groupe ; exemples illustrant cette affirmation (p. 2380) ; mesures pour faire prévaloir les orientations votées lors des nationalisations (p. 2381, 2382) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : décentralisation de la structure du groupe C.G.E. ; prise en compte par les filiales des orientations des pouvoirs publics dans le respect de leur autonomie de gestion ; adhésion des filiales du groupe aux objectifs du contrat de Plan passé entre l'État et la C.G.E. ; renforcement du contrôle interne de gestion du groupe ; conséquences de la loi de démocratisation du secteur public (p. 2381).

438. — Affaires culturelles (politique culturelle). — posée le 7 juin 1983 par M. Paul Chomat à M. le ministre délégué à la culture (p. 2253). — Appelée le 10 juin 1983 : **politique culturelle de certaines municipalités.** — M. Paul Chomat : tentative de mise au pas de la vie associative et culturelle dans certaines villes ; cas des Rencontres cinématographiques (p. 2379) ; licenciement du directeur de la maison de la culture de Saint-Étienne (p. 2380) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : réduction des aides financières des municipalités aux institutions culturelles ; soutien du Gouvernement aux projets culturels élaborés par les collectivités locales, et présentant un intérêt national (p. 2380).

439. — Calamités et catastrophes (lutte et prévention : Seine-Maritime). — Posée le 7 juin 1983 par M. Joseph Menga à Mme le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie (p. 2253). — Appelée le 10 juin 1983 : **glissement de terrain de Sainte-Adresse.** — M. Joseph Menga : détermination des responsabilités (p. 2387) ; avis favorable du maire au permis de construire pour un équipement collectif (p. 2388) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation : compétence de droit commun du maire ; étude pour déterminer la nature des risques et prononcer les mesures d'urgence (p. 2388).

440. — Politique extérieure (Tchad). — Posée le 7 juin 1983 par M. Alain Vivien à M. le ministre des relations extérieures ; (p. 2253). — Appelée le 10 juin 1983 : **situation au Tchad.** — M. Alain Vivien : position du Gouvernement en matière d'aide au Tchad (p. 2391) ; spécificité du Tchad ; problème de stockage et de distribution de vivres (p. 2392) ; M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : attachement de la France à l'unité, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de ce pays ; problème de la bande d'Aozou ; énoncé des orientations de l'aide ; modalités de l'organisation de l'aide (p. 2391) ; intervention de la France par le canal de la caisse centrale de coopération économique ; appel à la solidarité en faveur du Tchad et de l'ensemble de la région du Sahel (p. 2392).

441. — Boissons et alcools (vins et viticulture). — Posée le 7 juin 1983 par M. Raoul Bayou à M. le ministre de l'agriculture (p. 2253). — Appelée le 10 juin 1983 : **viticulture méridionale.** — M. Raoul Bayou : mauvaise gestion du marché du vin par les instances de Bruxelles ; absence d'accords interprofessionnels sur les prix ; office des vins ; ineffectivité des dispositions prises par la C.E.E. en ce qui concerne le marché du vin (p. 2378) ; énoncé des *desiderata* des viticulteurs ; existence en France de deux agricultures ; demande de réduction des montants compensatoires négatifs sur le vin (p. 2379) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : demande du Gouvernement

aux instances communautaires d'accroître les volumes de vins de table pouvant être distillés ; fonctionnement prochain de l'office des vins (p. 2378).

442. — Circulation routière (sécurité). — Posée le 7 juin 1983 par M. Georges Sarre à M. le ministre des transports (p. 2253). — Appelée le 10 juin 1983 : **sécurité routière.** — M. Georges Sarre : mauvaise position de la France sur le plan de la sécurité ; nécessité d'une politique de prévention et de l'apprentissage « d'un civisme routier » (p. 2388, 2389) ; M. Charles Fiterman, ministre des transports : objectif de réduire d'un tiers en 5 ans l'insécurité routière ; appel à la responsabilité des usagers ; programmes « Réagir » et « Objectif moins 10 p. 100 » (p. 2388) ; drame de Beaune ; responsabilité de l'État en matière de contrôle, de prévention et de répression des comportements dangereux ; poursuite de l'effort routier ; contrôle technique des véhicules (p. 2389).

443. — Experts-comptables (profession). — Posée le 7 juin 1983 par M. Raymond Douyère à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget (p. 2253). — Appelée le 10 juin 1983 : **réglementation professionnelle de l'expertise comptable.** — M. Raymond Douyère : extinction de la catégorie des comptables agréés à la suite de la loi du 31 octobre 1968 ; difficulté pour les comptables agréés et les experts comptables de faire face à leurs nouvelles missions ; transfert de certaines de leurs compétences aux centres mis en place par les chambres consulaires (p. 2383) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : réforme du diplôme d'expertise comptable en 1981 ; maintien du corps des comptables agréés ; arrêt de leur recrutement ; élargissement des compétences des centres de gestion agréés (p. 2383).

444. — Radiodiffusion et télévision (réception des émissions). — Posée le 7 juin 1983 par M. André Bellon à M. le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication (p. 2253). — Appelée le 10 juin 1983 : **résorption des zones d'ombre dans la réception télévisée.** — M. André Bellon : mauvaise réception des 2e et 3e chaînes dans les zones de montagne ; cas des Alpes de Haute-Provence ; financement des équipements nécessaires à la charge des communes (p. 2384) ; priorité à l'aménagement des zones de montagne (p. 2385) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : inconvénients des dispositions prévoyant la répartition des charges entre T.D.F. et les collectivités locales pour réduire les zones d'ombre ; poursuite par T.D.F. de la couverture du territoire, en privilégiant la réception de F.R.3 et en utilisant les réseaux communautaires dans le cadre du plan « câble » ; participation des collectivités locales au financement du plan de résorption des zones d'ombre (p. 2384).

445. — Affaires culturelles (établissement d'animation culturelle). — Posée le 9 juin 1983 par M. Paul Chomat à M. le ministre délégué à la culture (p. 2375).

446. — Enseignement secondaire (établissements). — Posée le 10 juin 1983 par M. Yves Lancien à M. le ministre de l'éducation nationale ; rectificatif [15 juin 1983] (p. 2604). — Appelée le 17 juin 1983 : **lycée technique Louis-Lumière.** — M. Yves Lancien : éclatement géographique de l'établissement ; inconvénient d'un transfert à Marne-la-Vallée (p. 2694) ; nécessité d'un regroupement (p. 2695) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale : rappel de la situation du lycée Louis-Lumière (p. 2694) ; travaux de consolidation exécutés rue Rollin ; hypothèse de l'implantation à Marne-la-Vallée (p. 2695).

447. — Peines (peine de mort). — Posée le 13 juin 1983 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de la justice (p. 2476).

448. — Communautés européennes (assemblée parlementaire). — Posée le 13 juin 1983 par M. Michel Debré à M. le ministre des relations extérieures (p. 2476).

449. — Automobiles et cycles (entreprises). — Posée le 14 juin 1983 par Mme Colette Goeuriot à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2541). — Appelée le 17 juin 1983 : **investissements du groupe Renault.** — Mme Colette Goeuriot, remplacée par M. Georges Hage : chute de la part de la régie Renault dans le marché intérieur ; recul relatif de R.V.I. ; projet d'investissement chez Mack (p. 2695) ; développement du chômage technique chez R.V.I. ; difficultés de l'industrie du poids lourd ; nécessité d'une reconquête du marché intérieur ; investissement de Renault en Espagne et au Mexique (p. 2696) ; contrôle de la politique des entreprises nationalisées (p. 2697) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : nécessité pour R.V.I. d'améliorer sa gamme de produits et de moderniser son outil de production ; accord de R.V.I. avec Dodge ; exportations au Moyen-Orient et en Algérie ; nécessité d'une implantation aux États-Unis par le réseau Mack ; nécessité pour Renault d'accompagner son développement international, d'investissements en France (p. 2696, 2697).

450. — Jeunes (formation professionnelle et promotion sociale). — Posée le 14 juin 1983 par M. Pierre Zarka à M. le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi (p. 2541). — Appelée le 17 juin 1983 : **insertion professionnelle et sociale des jeunes.** — M. Pierre Zarka : diminution des offres d'emplois (p. 2688) ; plan en faveur des 16-18 ans ; dispositions du Gouvernement relatives à la qualification et à l'emploi (p. 2689) ; nécessité d'un accroissement de la production pour développer la politique de l'emploi et de la formation (p. 2690) ; M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi : maintien du chômage au niveau de 1981 ; nécessité de nouvelles mesures ; plan visant à assurer aux jeunes une formation professionnelle aboutissant à une embauche ; contrats emplois-formation ; contrats emploi-adaptation et contrat emplois-orientation ; application du droit commun du contrat de travail ; intérêt de ces procédures pour les entreprises ; rythme de progression des contrats dans certaines régions (p. 2689) ; aspirations de la jeunesse (p. 2690).

451. — Départements et territoires d'outre-mer (départements d'outre-mer : professions et activités sociales). — Posée le 14 juin 1983 par M. Marcel Esdras à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 2541, 2542). — Appelée le 17 juin 1983 : **rémunération des travailleuses familiales des départements d'outre-mer.** — M. Marcel Esdras : plafonnement des ressources du fonds d'action sanitaire obligatoire ; remise en cause des actions sociales financées par ce fonds ; rattachement des travailleuses familiales aux caisses d'allocations familiales ; insuffisance des moyens de financement (p. 2687) ; nécessité d'analyser les besoins exacts (p. 2688) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : harmonisation de la politique sociale des départements d'outre-mer et de celle de la métropole ; existence d'un besoin de financement du service des travailleuses familiales ; concours de la D.D.A.S.S. et de la Caisse générale de sécurité sociale (p. 2688).

452. — Professions et activités sociales (aides ménagères). — Posée le 14 juin 1983 par M. Germain Gengenwin à M. le secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées (p. 2542). — Appelée le 17 juin 1983 : **convention collective des aides ménagères.** — M. Germain Gengenwin : absence de consultation des financeurs lors de la réforme du statut des aides ménagères ; renchérissement des coûts ; demande au Gouvernement de surseoir à l'application de la convention collective (p. 2690) ; maintien des personnes âgées à domicile (p. 2691) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : statut des aides ménagères (p. 2690) ; absence d'intervention des financeurs dans la signature des conventions collectives (p. 2691).

453. — Assurance vieillesse : généralités (calcul des pensions). — Posée le 14 juin 1983 par Mme Denise Cacheux à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 2542). — Appelée le 17 juin 1983 : **versement des pensions de retraite.** — Mme Denise Cacheux : allongement de la durée d'instruction des dossiers ; possibilité d'envisager le versement d'un acompte mensuel (p. 2686) ; M. Edmond Hervé, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé : recrutement exceptionnel de postes de liquidateurs dans les caisses régionales ; dispositions pour régler la situation des chômeurs âgés en fin de droit (p. 2686) ; procédure de règlement des retraites complémentaires ; objectif de mensualisation des pensions (p. 2687).

454. — Pétrole et produits raffinés (entreprises : Gironde). — Posée le 14 juin 1983 par M. Pierre Garmendia à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2542). — Appelée le 17 juin 1983 : **raffineries de la presqu'île d'Ambès.** — M. Pierre Garmendia : arrêt définitif de l'activité de raffinage à Ambès par Esso-France ; mesures pour permettre la poursuite de l'alimentation en brut de la raffinerie Esso-Ambès et le maintien des deux raffineries à Ambès (p. 2692) ; M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T. : surcapacité de distillation ; maintien de la plateforme Elf à Ambès ; nécessité de certains préalables pour obtenir l'autorisation des pouvoirs publics (p. 2692).

455. — Associations et mouvements (politique en faveur des associations et mouvements). — Posée le 14 juin 1983 par M. Hervé Vouillot à Mme le ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports (p. 2542). — Appelée le 17 juin 1983 : **Mesures en faveur de la vie associative.** — M. Hervé Vouillot, remplacé par M. François Loncle : installation du Conseil national de la vie associative ; nécessité pour le ministère d'améliorer sa politique d'information (p. 2691, 2692) ; Mme Edwige Avice, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports : action des associations en faveur de la jeunesse ; énoncé des mesures en faveur des associations ; annonce des mesures prévues pour 1984 (p. 2691) ; projet pour transformer les centres d'information jeunesse en centres d'informations pour la jeunesse et la vie associative (p. 2692).

456. — Pétrole et produits raffinés (entreprises : Yvelines). — Posée le 14 juin 1983 par M. Bernard Schreiner à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie (p. 2542). — Appelée le 17 juin 1983 : **avenir de la raffinerie Elf France de Gargenville.** — M. Bernard Schreiner : arrêt de la distillation à Gargenville ; atouts de ce site ; décision unilatérale de la direction d'Elf France ; demande d'une solution industrielle pour sauvegarder l'emploi (p. 2697) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : surcapacité de distillation ; nécessité d'une restructuration (p. 2697) ; énoncé des différentes conditions préalables à l'autorisation des pouvoirs publics (p. 2698).

457. — Sécurité sociale (équilibre financier). — Posée le 14 juin 1983 par M. Jean Proveux à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 2542).

458. — Bois et forêts (politique du bois). — Posée le 14 juin 1983 par M. Jean-Pierre Sueur à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt (p. 2542). — Appelée le 17 juin 1983 : **utilisation du bois de taillis pour le chauffage.** — M. Jean-Pierre Sueur : recours à ce type d'énergie pour chauffer les bâtiments administratifs ; mesures pour développer cette forme de ressource énergétique (p. 2698) ; rôle de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (p. 2699) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : utilisation secondaire du bois comme combustible ; développement de la filière bois par l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie ; utilisation par les H.L.M. du bois de taillis et d'élagage (p. 2698) ; concours pour la construction de chaudières utilisant des plaquettes brutes ; recherche de l'Association pour la rationalisation et la mécanisation de l'exploitation forestière (p. 2699).

459. — Fleurs, graines et arbres (commerce extérieur). — Posée le 15 juin 1983 par M. Pierre Bachelet à M. le ministre de l'agriculture (p. 2604). — Appelée le 24 juin 1983 : **Marché des fleurs coupées.** — M. Pierre Bachelet : dégradation des résultats de la balance « fleurs coupées » ; nécessité de contrôler à court terme les importations et de limiter les coûts de production (p. 3084) ; caractère demandeur du marché intérieur en fleurs coupées (p. 3085) ; M. Michel Rocard : ministre de l'agriculture : développement de la consommation de fleurs coupées ; amélioration de la situation grâce aux interventions de l'État (p. 3084) ; possibilité de substituer aux prix signaux, un prix de référence unique pour l'ensemble des pays de la C.E.E. ; réalisation d'une simulation permettant de juger de l'efficacité du système ; rejet d'un calendrier d'importations (p. 3085).

460. — Charbon (houillères). — Posée le 21 juin 1983 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2940).

461. — Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : enseignement secondaire). — Posée le 21 juin 1983 par M. Marcel Esdras à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 2940). — Appelée le 24 juin 1983 : **Enseignement du second degré dans les départements d'outre-mer.** — M. Marcel Esdras : mouvement de la population vers les zones urbaines de Pointe-à-Pitre ; insuffisance du parc scolaire du second degré (p. 3092) ; cas du collège des Iles des Saintes ; réduction de crédits en application du plan de rigueur (p. 3093) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : problème de construction et de reconstruction d'établissements ; persistance des difficultés économiques et financières justifiant des mesures de restriction ; (p. 3093).

462. — Transports fluviaux (voies navigables). — Posée le 21 juin 1983 par M. Emmanuel Hamel à M. le ministre des transports (p. 2940). — Appelée le 24 juin 1983 : **Liaison Rhin-Rhône.** — M. Emmanuel Hamel : omission dans la première loi de Plan de la liaison Rhin-Rhône ; avenir du transport fluvial en France étant fonction de la réalisation d'un réseau à grand gabarit ; attente des crédits du Gouvernement ; montant de ces crédits affectés à la réalisation de la section Niffer-Mulhouse (p. 3089) ; poursuite par le Gouvernement allemand de la liaison Rhin-Main-Danube (p. 3090) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : mention de la réalisation de la liaison Saône-Rhin dans le schéma directeur des voies navigables ; inscription des opérations prioritaires pour les prochaines années dans la seconde loi de Plan ; réalisation au cours du Plan de la liaison Niffer-Mulhouse et Chalon-sur-Saône-Tavaux (p. 3089, 3090).

463. — Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : produits agricoles et alimentaires). — Posée le 21 juin 1983 par M. Ernest Moutoussamy à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer (p. 2940). — Appelée le 24 juin 1983 : **Sauvetage de l'usine de Beauport, en Guadeloupe.** — M. Ernest Moutoussamy : volonté de liquider l'industrie sucrière jusqu'en 1981 ; entrée du sucre dans le marché commun (p. 3091) ; plan de rénovation de la canne à sucre ; importance de l'usine de Beauport (p. 3092) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : rappel des causes des difficultés de l'économie sucrière ; décision d'une revalorisation du prix de la canne à sucre pour maintenir le potentiel cannier ; compétence des élus locaux pour décider de l'affectation des crédits publics à l'économie sucrière ; agrément de la S.E.F.A.G. (p. 3082).

464. — Impôts et taxes (fraude et évasion fiscale). — Posée le 21 juin 1983 par M. Lucien Dutard à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 2941). — Appelée le 24 juin 1983 : **Lutte contre les infractions financières.** — M. Lucien Dutard : coût monétaire de ces infractions ; inscription de la lutte contre ce fléau dans le IXe Plan ; demande d'une imposition plus lourde et plus équitable des grandes fortunes ; demande de suppression de l'avoir fiscal ; renforcement du personnel de la direction des impôts et des douanes ; problème de coordination entre l'administration des douanes, la Banque de France et le Trésor ; dispositions pour recouvrer ces sommes détournées (p. 3081) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : rappel des mesures de lutte contre la fraude fiscale depuis 2 ans ; levée de l'anonymat sur les transactions sur l'or ; améliorations des liaisons internes aux administrations financières ; réorientation des contrôles dans les entreprises de taille importante (p. 3082).

465. — Logement (amélioration de l'habitat). — Posée le 21 juin 1983 par M. François Massot à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 2941). — Appelée le 24 juin 1983 : **versement des primes à l'amélioration de l'habitat.** — M. François Massot : discordance entre le montant des primes autorisées et le montant des primes réellement versées ; cas des Alpes-de-Haute-Provence (p. 3080) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : priorité de l'attribution des primes à l'amélioration de l'habitat ; institution d'une déduction fiscale pour les travaux d'économie d'énergie ; extension et prolongation des prêts conventionnés aux travaux d'amélioration (p. 3081).

466. — Baux (baux commerciaux). — Posée le 21 juin 1983 par M. Alain Richard à M. le ministre du commerce et de l'artisanat (p. 2941). — Appelée le 24 juin 1983 : **Location dans les grands cen-**

tres commerciaux. — M. Alain Richard : unité de mesure de surface servant de base à la location des centres commerciaux (p. 3082) ; utilisation d'une unité de mesure différente de l'unité de mesure officielle ; pratique commerciale déloyale (p. 3083) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : difficultés de légiférer en cette matière ; recours à l'accord des parties pour définir le niveau du loyer d'entrée dans un local commercial (p. 3083).

467. — Produits fissiles et composés (entreprises). — Posée le 21 juin 1983 par M. André Borel à Mme le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie (p. 2941). — Appelée le 24 juin 1983 : **Pollution sur la zone industrielle de Pertuis.** — M. André Borel : projet d'installation de la société Technicatome dans cette zone industrielle à condition de supprimer la pollution provenant d'une distillerie avoisinante (p. 3086) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : problème de comptabilité entre l'implantation sur des sites voisins d'activités industrielles distinctes ; mise en demeure de la distillerie coopérative de Pertuis, de respecter les prescriptions imposées pour assurer la protection de l'environnement ; poursuite de l'implantation de la société Technicatome sans compromettre l'activité de la distillerie (p. 3087).

468. — Transports fluviaux (voies navigables). — Posée le 21 juin 1983 par M. Pierre Lagorce à M. le ministre des transports (p. 2941). — Appelée le 24 juin 1983 : **Modernisation du canal du Midi et du canal latéral à la Garonne.** — M. Pierre Lagorce : remise en cause des conclusions du rapport Grégoire ; élargissement de la notion de liaison pour inter-bassins ; critique du financement par saupoudrage (p. 3087) ; remise en cause des classifications du rapport ; nécessité de se préoccuper du réseau de voies navigables du Sud et Sud-Ouest de la France ; possibilité d'améliorer la désserte des 3 régions du grand Sud-Ouest (p. 3088) ; M. André Labarrère ; ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : approbation par le Gouvernement du projet de schéma directeur des voies navigables et de développement du transport fluvial ; énoncé des ordres de priorité de ce schéma ; poursuite du programme triennal d'aménagement du canal du Midi (p. 3088).

469. — impôts et taxes (politique fiscale). — Posée le 21 juin 1983 par M. Jean-Pierre Le Coadic à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 2941). — Appelée le 24 juin 1983 : **Réforme de la fiscalité locale.** — M. Jean-Pierre Le Coadic : caractère injuste des bases de la fiscalité ; méconnaissance des revenus réels ; transfert de la pression fiscale de la taxe professionnelle vers la taxe d'habitation ; réforme de la taxe d'habitation prévue en 1983 (p. 3083) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : insuffisance de la connaissance des revenus non salariaux (p. 3083) ; exonération d'un tiers des foyers fiscaux de la contribution de 1 p. 100 ; remise au Parlement d'un rapport sur la taxe professionnelle ; dépôt d'un rapport exposant les conditions d'une amélioration de l'assiette de la taxe d'habitation (p. 3084).

470. — Équipements industriels et machines-outils (entreprises : Haut-Rhin). — Posée le 21 juin 1983 par M. Jean-Marie Bockel à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 2941). — Appelée le 24 juin 1983 : **Situation de la société Manurhin et avenir de l'industrie de la machine-outil.** — M. Jean-Marie Bockel : abandon par Manurhin de la production des machines-outils ; position des pouvoirs publics face à cette décision ; gravité de la situation économique en Alsace (p. 3090) ; cas de l'entreprise Glück ; reconversion industrielle à Mulhouse (p. 3091) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : plan de réorganisation de la société Manurhin à Mulhouse et à Cusset ; présentation des éléments du plan de restructuration ; maintien du secteur de la machine-outil (p. 3090) ; recours à la sous-traitance ; rappel des aides attribuées à la région Alsace (p. 3091).

471. — Armée (fonctionnement). — Posée le 24 juin 1983 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de la défense (p. 3138).

472. — Justice (tribunaux administratifs : Moselle). — Posée le 28 juin 1983 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 3337).

473. — S.N.C.F. (lignes). — Posée le 28 juin 1983 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre des transports (p. 3337).

474. — Régimes (élections régionales). — Posée le 28 juin 1983 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 3338).

475. — Transports urbains (R.A.T.P. : métro). — Posée le 3 octobre 1983 par M. Jacques Toubon à M. le ministre des transports (p. 3688). — Appelée le 14 octobre 1983 : **desserte du XIIIe arrondissement par la R.A.T.P..** — M. Jacques Toubon : projet d'un métro dans la partie sud-est de l'arrondissement ; augmentation de la population dans ce secteur (p. 4170) ; décision du président de la R.A.T.P. de fermer ce dossier ; sa satisfaction de voir le Gouvernement s'intéresser au problème (p. 4171) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : politique d'investissement dans le domaine du transport constituant un élément essentiel du contrat de plan entre l'État et la région Ile de France ; poursuite de l'interconnexion et du maillage des réseaux ; rééquilibrage du réseau régional ; groupe de travail étudiant l'ensemble de la desserte de la « petite ceinture » sud de Paris (p. 4171).

476. — Entreprises (politique en faveur des entreprises). — Posée le 3 octobre 1983 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre de l'économie et des finances (p. 3688). — Appelée le 7 octobre 1983 **Situation financière des entreprises françaises.** — M. Pierre-Bernard Cousté : poids excessif des charges pesant sur les entreprises ; coût de la réduction de la durée du travail (p. 3868) ; défauts de la taxe professionnelle ; reconstitution de la capacité d'autofinancement des entreprises ; nécessité d'un climat de confiance ; suspension par le Gouvernement, de sa politique relative à l'industrie textile (p. 3871) ; M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget : difficulté d'évaluation de la conjoncture ; croissance de la production intérieure brute au premier semestre 1983 (p. 3868) ; résistance à la baisse de la production industrielle ; politique de désinflation ; différentiel d'inflation ; état de la compétitivité de l'industrie française ; redressement conjoncturel des échanges extérieurs ; stabilisation du nombre de demandes d'emploi ; redressement de la situation des entreprises (p. 3869) ; effort d'investissement des petites et moyennes entreprises ; politique d'allègement des charges des entreprises ; amélioration de leur autofinancement ; énoncé des mesures financières et sociales en faveur des entreprises ; constitution de la SOFARIS ; suppression de toute imposition au titre de l'impôt sur les grandes fortunes sur l'outil de travail ; réforme de la taxe professionnelle (p. 3870).

477. — Impôts et taxes (édition, imprimerie et presse). — Posée le 3 octobre 1983 par M. Robert-André Vivien à M. le Premier ministre (p. 3689). — Appelée le 14 octobre 1983 : **régime fiscal de la presse périodique.** — M. Robert-André Vivien : taux de T.V.A. préférentiel pour les hebdomadaires participant au débat politique ; (p. 4171) ; exclusion de ce bénéfice de tous les hebdomadaires agricoles ; demande du syndicat de la presse hebdomadaire parisienne de modifier ce texte ; acceptation par le Gouvernement d'une actualisation de la loi ; problème de la surface rédactionnelle (p. 4172) ; cas des journaux spécialisés ; définition de l'information générale (p. 4173) ; prise en compte par la loi de 1977 de la seule information politique nationale et internationale (p. 4174) ; M. Georges Fillioud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication : taux privilégié de T.V.A. pour les quotidiens ; prolongations des avantages concernant les périodiques ; cas des hebdomadaires ; demande du syndicat de la presse hebdomadaire parisienne d'étendre le bénéfice de ces dispositions (p. 4172) ; problème de la surface rédactionnelle (p. 4173).

478. — Calamités et catastrophes (pluies et inondations : Moselle). — Posée le 3 octobre 1983 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'agriculture (p. 3689). — Appelée le 7 octobre 1983 : **calamités agricoles en Moselle.** — M. Jean-Louis Masson : plafonnement des prêts pour sinistre agricole ; situation des agriculteurs dans cette région ; demande de report des échéances des emprunts contractés auprès du Crédit agricole (p 3873) ; mauvaise information des élus municipaux (p. 3875) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : difficultés rencontrées par les éleveurs ; taxation du prix de la paille et du foin ; avances de trésorerie sans intérêt ; réductions tarifaires consenties par la S.N.C.F. ; indemnisation du manque à gagner ; non reconnaissance, dans un premier temps, des dommages causés par la pluviosité excessive ; distinction entre les prêts calamités pour perte de récolte et les prêts de report d'échéance (p. 3873, 3874) ; polyvalence du dispositif d'indemnisation ; politique de décentralisation (p. 3875).

479. — Aide sociale (fonctionnement). — Posée le 3 octobre 1983 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 3689). — Appelée le 7 octobre 1983 : **financement de l'aide sociale.** — M. Bruno Bourg-Broc : transfert aux départements de la charge de l'aide sociale, des transports scolaires et de la construction des collèges ; modalités et dates de ces transferts ; cas du département de la Marne (p. 3877) ; problème de l'adéquation dans le temps entre l'évolution des dépenses transférées et la dotation de compensation (p. 3878) ; compensation intégrale des charges ; destabilisation des assemblées locales ; critique de la politique fiscale du Gouvernement (p. 3879) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : loi du 22 juillet 1983 sur la répartition des compétences en matière d'action sociale et de santé ; ressources nouvelles pour les départements provenant des transferts de fiscalité et des transferts de crédits budgétaires ; énoncé du financement de ces transferts et des modalités de compensation ; réforme de l'exonération du foncier bâti ; enquête dans chaque département pour déterminer la répartition de l'ensemble des dépenses (p. 3878) ; politique de décentralisation (p. 3879).

480. — Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (paiement des pensions). — Posée le 3 octobre 1983 par M. Yves Lancien à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 3689). — Appelée le 14 octobre 1983 : **mensualisation des pensions de retraite civiles et militaires.** — M. Yves Lancien : inapplication du principe de mensualisation à Paris et en région parisienne ; paiement des pensions à la paierie générale de Rennes ; incidence fiscale de certains versements (p. 4158) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : absence de terme fixé à l'application progressive du principe de mensualisation ; pause pour l'année 1984 (p. 4158).

481. — Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : produits agricoles et alimentaires). — Posée le 5 octobre 1983 par M. Marcel Esdras à M. le Premier ministre (p. 3817). — Appelée le 7 octobre 1983 : **usine de Beauport en Guadeloupe.** — M. Marcel Esdras : conséquence de la sécheresse sur les rendements de la canne à sucre ; plan de relance de la plantation cannière ; prise en charge, par l'État, d'une partie du déficit sucrier de la Guadeloupe (p. 3880, 3881) ; nécessité de préserver l'emploi (p. 3882) ; M. Georges Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer : insuffisance de la production de canne ; politique de replantage de la canne à sucre ; plan de redressement de l'usine de Grosse-Montagne ; gestion temporaire de l'usine de Beauport par la SOSUMAG (p. 3881) ; absence de participation du conseil général pour couvrir le déficit de cette usine ; création d'une société d'économie mixte à la demande des collectivités locales (p. 3882).

482. — Associations et mouvements (politique en faveur des associations et mouvements). — Posée le 5 octobre 1983 par M. Jean-Paul Fuchs à Mme le ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports (p. 3817). — Appelée le 7 octobre 1983 : **Vie associative.** — M. Jean-Paul Fuchs : risque pour le mouvement associatif, de la formule du contrat d'utilité sociale ; crainte d'une nationalisation d'un certain nombre d'associations (p. 3882) ; intérêt des associations ; absence de projet de loi en la matière (p. 3883) ; Mme Edwige Avice, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports : dépôt, par M. André Henry, d'un avant projet de loi sur la vie associative (p. 3882) ; propositions du conseil national de la vie associative ; maintien de la loi de 1901 ; longueur de la procédure de concertation (p. 3883).

483. — Communautés européennes (politique agricole commune). — Posée le 5 octbre 1983 par M. Georges Hage à M. le ministre de l'agriculture (p. 3817). — Appelée le 7 octobre 1983 : **réforme de la politique agricole commune.** — M. Georges Hage : danger de cette réforme ; système des montants compensatoires monétaires ; situation des producteurs de lait français ; réalisation d'économies sur le budget du fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) (p. 3871) ; énoncé des priorités souhaitées pour réformer la politique agricole commune (p. 3872) ; nécessité de maintenir les orientations du Plan (p. 3873) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : réexamen des politiques communes dans le cadre de la commission des communautés ; instauration de quotas laitiers ; démantèlement des montants compensatoires monétaires ; attitude de fermeté de la part de la France ; autosuffisance de l'Europe ; prise en compte de la politique des États-Unis ; problème des exédents (p. 3872) ; nécessité d'un effort de modernisation et de développement des entreprises de transformation de produits agricoles (p. 3873).

484. — Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (travailleurs de la mine : politique en faveur des retraités). — Posée le 5 octobre 1983 par M. Joseph Legrand à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 3818). — Appelée le 7 octobre 1983 : **retraites du régime des mines.** — M. Joseph Legrand : statut privilégié des mineurs au lendemain de la guerre ; infériorité à l'heure actuelle de ce régime ; création d'une commission d'études ; énoncé des réformes envisagées (p. 3875) ; inapplication de la loi d'amnistie du 4 août 1981 aux mineurs sanctionnés pour activités syndicales ; protocole d'accord sur les mesures de redressement ; problème des retraites ; nécessité de fixer une taxe sur le charbon et sur les autres sources d'énergie importées (p. 3876) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : situation des mineurs des houillères de bassin faisant l'objet d'une mesure de reconversion ; cas des mineurs révoqués pour faits de grève (p. 3876).

485. — Transports aériens (lignes). — Posée le 5 octobre 1983 par M. Pierre Jagoret à M. le ministre des transports (p. 3818). — Appelée le 7 octobre 1983 : **liaison aérienne Lannion-Paris.** — M. Pierre Jagoret : prix excessif de ce trajet ; différences de traitement et de tarifs entre les diverses lignes intérieures (p. 3879) ; conséquence néfaste des tarifs pratiqués par la compagnie T.A.T. (p. 3880) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : exploitation depuis 1975 de cette ligne par la compagnie T.A.T. ; raisons des différences de tarification entre Air Inter et T.A.T. ; politique de modernisation de la flotte ; importance des dessertes aériennes pour le développement économique de certaines régions (p. 3880).

486. — Handicapés (établissements : Paris). — Posée le 5 octobre 1983 par M. Roger Rouquette à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 3818). — Appelée le 7 octobre 1983 : **centre médico-psychopédagogique Louis-Grenaudier à Paris.** — M. Roger Rouquette : menace de fermeture de ce centre ; manque de C.M.P.P. dans le 14e arrondissement (p. 3876, 3877) ; Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés : compétence des caisses primaires d'assurance maladie concernant les centres gérés par elles ; faiblesse de la fréquentation de l'établissement Louis-Grenaudier ; non respect de la procédure légale pour obtenir sa fermeture (p. 3877).

487. — Communautés européennes (politique agricole commune). — Posée le 11 octobre 1983 par M. Michel Debré à M. le ministre des relations extérieures (p. 4043).

488. — Communautés européennes (assemblée parlementaire). — Posée le 11 octobre 1983 par M. Michel Debré à M. le ministre des relations extérieures (p. 4043).

489. — Bâtiment et travaux publics (réglementation). — Posée le 11 octobre 1983 par M. Gilbert Gantier à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 4043). — Appelée le 14 octobre 1983 : **profession de serrurier.** — M. Gilbert Gantier : recrudescence des cambriolages sans effraction apparente ; apparition sur le marché d'outils de crochetage à usage professionnel ; manque de rigueur de la part de la profession ; nécessité de la moraliser ; caractère bénin des sanctions infligées à la petite criminalité (p. 4168) ; absence de contrôle des personnes engagées dans les entreprises de serrurerie ; hommage aux services de police (p. 4169) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : inopportunité de l'institution d'un contrôle des outils d'assistance aux serruriers ; inopportunité de soumettre l'exercice de cette profession à autorisation (p. 4168).

490. — Électricité et gaz (E.D.F.). — Posée le 11 octobre 1983 par M. Emmanuel Hamel à M. le secrétaire d'État auprès de M. le ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie (p. 4043). —

Appelée le 14 octobre 1983 : **campagne publicitaire de Gaz de France.** — M. Emmanuel Hamel : faiblesse de la production nationale ; critique de la campagne de publicité sur cette source de dépendance énergétique ; problème de diversification ; capacité de stockage ; contradiction entre la politique d'E.D.F. et de G.D.F. ; danger d'une dépendance à l'égard de l'U.R.S.S. (p. 4164, 4165) ; Mme Huguette Bourchardeau, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : décision d'accroître la part du gaz dans le bilan énergétique ; politique de diversification énergétique ; campagne en faveur des chaudières à condensation ; dépendance à 90 p. 100 de l'extérieur pour la consommation nationale de gaz à l'horizon 1990 ; constitution d'une industrie gazière compétitive (p. 4165).

491. — Calamités et catastrophes (pluies et inondations). — Posée le 11 octobre 1983 par M. Jean Royer à Mme le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie (p. 4043). — Appelée le 14 octobre 1983 : **aménagement du bassin de la Loire.** — M. Jean Royer : lancement tardif de cette opération ; barrages de Naussac et Villerest ; problème de la mise en place et des moyens accordés à l'établissement public d'aménagement de la Loire ; date de lancement du barrage de Serre ; crédits d'étude de sites (p. 4166) ; Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : coût total des barrages de Naussac et de Villerest ; constitution, fin novembre, de l'établissement public d'aménagement de la Loire ; inscription de crédits à l'étude de sites dans le cadre de la préparation du IXe Plan (p. 4166).

492. — Matériaux de construction (ardoise : Pays de Loire). — Posée le 11 octobre 1983 par M. Michel Couillet à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 4043, 4044). — Appelée le 14 octobre 1983 : **mines d'ardoise de l'Anjou.** — M. Michel Couillet : réduction d'emplois (p. 4162) ; concurrence de l'ardoise espagnole ; nécessité de protéger l'appellation « ardoises d'Anger » (p. 4163) ; sa satisfaction de savoir qu'une réunion tripartite est prévue à l'échelon départemental (p. 4164) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : concurrence des importations espagnoles ; caractère inéluctable des réductions d'effectifs ; plan de modernisation des outils de production ; dispositif de norme et de qualification des produits ; accès en pré-retraite (p. 4163, 4164).

493. — Dette publique (emprunt d'État). — Posée le 11 octobre 1983 par M. Parfait Jans à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 4044). — Appelée le 14 octobre 1983 : **emprunt d'État 7 p. 100 1973.** — M. Parfait Jans : conséquences néfastes de « l'emprunt Giscard » ; octroi d'avantages fiscaux exorbitants ; inégalités entre les épargnants (p. 4159) ; problème de la constitutionnalité d'une remise en cause de cet emprunt (p. 4160) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : niveau des charges d'intérêt de cet emprunt (p. 4159) ; engagement du Gouvernement au nom de la parole de l'État ; absence de clause de remboursement anticipé (p. 4160).

494. — Emploi et activité (politique de l'emploi : Somme). — Posée le 11 octobre 1983 par M. Jacques Fleury à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 4044). — Appelée le 14 octobre 1983 : **emploi dans la Somme.** — M. Jacques Fleury : dépôt de bilan de la société Dunlop (p. 4160) ; plan machine-outil ; inquiétude pour la reconversion des personnels de Boussac-Saint-Frères ; rôle de la D.A.T.A.R. (p. 4161) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : situation difficile de ce département ; recherche de solutions par les pouvoirs publics (p. 4161).

495. — Lait et produits laitiers (lait). — Posée le 11 octobre 1983 par M. Joseph Pinard à M. le ministre de l'agriculture (p. 4044). — Appelée le 14 octobre 1983 : **taxe de coresponsabilité laitière.** — M. Joseph Pinard : critiques de cette taxe ; cas de la Franche-Comté ; nécessité de faire supporter l'effort aux grands producteurs d'excédents ; maintien de cette taxe sur les victimes des calamités agricoles (p. 4156) ; promotion des débouchés (p. 4158) ; M. René Souchon, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : insuffisance des crédits du F.E.O.G.A. pour l'année 1983 ; rappel de la position de la France sur le problème du F.E.O.G.A. ; montant et affectation de la taxe de coresponsabilité laitière ; problème en liaison avec l'ensemble de la politique agricole (p. 4157) ; mesures exceptionnelles en faveur des agriculteurs sinistrés (p. 4158).

496. — Recherche scientifique et technique (personnel). — Posée le 11 octobre 1983 par M. Yves Tavernier à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 4044). — Appelée le 14 octobre 1983 : **statut des personnels des établissements publics à caractère scientifique et technologique.** — M. Yves Tavernier : loi d'orientation du 15 juillet 1982 ; contribution des chercheurs à une mission d'intérêt national (p. 4161) ; titularisation ; déroulement de la carrière et niveau de qualification ; problème du rachat des dettes de retraite (p. 4162) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : élargissement des conditions d'accès aux corps de chercheurs ; relèvement de certains indices terminaux ; étude interministérielle en cours sur les déroulements de carrière (p. 4162).

497. — Habillement, cuirs et textiles (entreprises : Haute-Saône). — Posée le 11 octobre 1983 par M. Jean-Pierre Michel à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 4044). — Appelée le 14 octobre 1983 : **usines Texunion à Héricourt.** — M. Jean-Pierre Michel : licenciements ; garanties exigées par le Gouvernement en contrepartie des aides accordées au groupe D.M.C. ; plan présenté par les responsables de l'entreprise Texunion (p. 4164) ; M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique : nouvelle stratégie du groupe pour les années 1983 à 1987 ; redéploiement du portefeuille d'activités ; contrat textile « emploi-investissement » (p. 4164).

498. — Enseignement secondaire (programmes). — Posée le 11 octobre 1983 par M. Roger Rouquette à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 4044). — Appelée le 14 octobre 1983 : **enseignement d'une seconde langue dans les lycées techniques.** — M. Roger Rouquette : critique de la suppression d'une deuxième langue ; contradiction avec le souci de valorisation de l'enseignement technique ; notion de « demande suffisante » (p. 4167) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale : distinction entre la série E et la série F ; mise en place de l'enseignement d'une seconde langue dans les classes de première et terminale préparant au baccalauréat de technicien ; priorité aux enseignements technologiques ; création d'emplois dans l'éducation nationale (p. 4167).

499. — Constructions aéronautiques (entreprises : Hauts-de-Seine). — Posée le 11 octobre 1983 par M. Philippe Bassinet à M. le ministre de la défense (p. 4044). — Appelée le 14 octobre 1983 : **société Messier Hispano Bugatti à Montrouge.** — M. Philippe Bassinet : caractère bénéficiaire de cette filiale de la S.N.E.C.M.A. jusqu'en 1982 ; chômage technique jusqu'en juin 1983 ; perspectives de la société M.H.B. à court et moyen terme ; cas de l'établissement de Montrouge (p. 4169) ; absence de dialogue entre les représentants syndicaux et la direction (p. 4170) ; M. Jean Gatel, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense : société en expansion depuis 1979 (p. 4169) ; tassement de l'activité depuis 1982 ; marasme du marché aéronautique ; prévisions de livraison pour les Mirage 2 000 ; maintien de l'activité de l'établissement de Montrouge ; nécessité d'un dialogue social (p. 4170).

500. — Formation professionnelle et promotion sociale (politique de la formation professionnelle et de la promotion sociale). — Posée le 13 octobre 1983 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre de la formation professionnelle (p. 4151).

501. — Politique économique et sociale (généralités : politique des taux d'intérêt). — Posée le 13 octobre 1983 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 4151, 4152).

502. — Politique économique et sociale (généralités : risque à l'investissement). — Posée le 13 octobre 1983 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 4152).

503. — Espace (politique spatiale). — Posée le 20 octobre 1983 par M. Michel Debré à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 4362). — Appelée le 2 décembre 1983 : **politique spatiale.** —

M. Michel Debré : succès d'Ariane ; silence du plan militaire à propos des satellites ; demande un débat sur la politique française, civile et militaire de l'espace ; Ariane V ; nécessité d'un satellite d'observation et de communication (p. 5950) ; reconnaît qu'en ce domaine, la situation n'était pas bonne en 1981 (p. 5951) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : rappel des grands axes de la politique spatiale ; énoncé des programmes arrêtés ; participation de la France au programme Spacelab ; percée sur les marchés à l'exportation ; dimension européenne de la politique spatiale (p. 5951).

504. — Transports routiers (emploi et activité : Finistère). — Posée le 21 octobre 1983 par M. Charles Miossec à M. le ministre des transports (p. 4437). — Appelée le 9 décembre 1983 : **transports routiers du Finistère.** — M. Charles Miossec : difficultés dans ce secteur ; caractère déloyal de la concurrence internationale ; camionneurs bulgares ; handicap des transporteurs bretons ; découpage des autorisations de transport en « zones courtes » et « zones longues » ; demande d'une pause dans l'application du décret Fiterman (p. 6236) ; abandon d'une politique spécifique d'aide à la Bretagne en ce qui concerne l'aménagement du territoire (p. 6237) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'État auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme : volume des exportations par route de la région de Bretagne ; quotas officiels de contingent de transport routier entre la France et les pays étrangers (p. 6236) ; demande d'une réunion de la commission mixte franco-bulgare ; autorisation de « transports intérieurs d'encadrement » (p. 6237).

505. — Départements et territoires d'outre-mer (Antilles : fruits et légumes). — Posée le 16 novembre 1983 par M. Camille Petit à M. le Premier ministre (p. 5384). — Appelée le 25 novembre 1983 : **prochaine campagne bananière.** — M. Camille Petit : fixation par arbitrage du prix moyen de la banane ; demande de négociation de ce prix ; situation des petits exploitants agricoles (p. 5687, 5688) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : garantie d'accès en métropole de la banane provenant des Antilles et d'Afrique ; fixation du prix de la banane en fonction des variations des cours internationaux (p. 5688).

506. — Handicapés (personnel). — Posée le 18 novembre 1983 par M. René André à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 5542). — Appelée le 25 novembre 1983 : **personnel relevant de la convention collective de l'enfance et des adultes inadaptés.** — M. René André : problème de la valeur du point dans le cadre de cette convention collective (p. 5696) ; critique de l'établissement d'un budget à partir d'un indice salarial dépassé (p. 5697) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : caractère départemental du taux directeur retenu pour 1984 (p. 5696, 5697).

507. — Logement (aide personnalisée au logement). — Posée le 18 novembre 1983 par M. Christian Bergelin à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 5542). — Appelée le 25 novembre 1983 : **attribution de certaines allocations.** — M. Christian Bergelin : régime fiscal de certaines charges déductibles du revenu global (p. 5694) ; risque de suppression de ces allocations ; conséquence pour les jeunes ménages de la suppression de l'A.P.L. (p. 5695) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : caractère plus juste des réductions d'impôt ; transformation de certaines déductions en réduction d'impôt ; versement de l'essentiel des prestations de sécurité sociale sans référence au revenu net imposable ; aide personnalisée au logement (p. 5695).

508. — Électricité et gaz (centrales d'E.D.F. : Loire-Atlantique). — Posée le 22 novembre 1983 par M. Lucien Richard à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie (p. 5600). — Appelée le 2 décembre 1983 : **production d'électricité nucléaire dans l'Ouest.** — M. Lucien Richard : implantation prochaine à Civaux d'une centrale nucléaire ; site du Carnet (p. 5948) ; fourniture par la région de Basse-Loire d'électricité à la Bretagne (p. 5949) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : centrales de Cheviré et de Cordemais ; étude en cours au sujet du site du Carnet ; interconnexion des centrales françaises (p. 5949).

509. — Postes et télécommunications (fonctionnement). — Posée le 22 novembre 1983 par M. Jean Briane à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des P.T.T. (p. 5600). — Appelée le 25 novembre 1983 : **postes et télécommunications.** — M. Jean Briane : problème des relations entre l'administration et les usagers ; développement d'une politique contractuelle ; droit de grève (p. 5692) ; retard dans le courrier (p. 5693) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : réorganisation des services d'acheminement du courrier (p. 5692) ; ampleur de la grève dans les P.T.T. ; acheminement spécifique pour la presse ; effort pour améliorer le service du téléphone ; suite donnée aux réclamations (p. 5693).

510. — Calamités et catastrophes (pluies et inondations). — Posée le 22 novembre 1983 par M. Jean Desanlis à M. le ministre de l'agriculture (p. 5600, 5601). — Appelée le 25 novembre 1983 : **prise en charge des travaux d'aménagement des rivières.** — M. Jean Desanlis : insuffisance de l'assurance contre les catastrophes naturelles ; régression des crédits d'encouragement au remembrement et aux travaux d'hydraulique agricole ; demande d'un nouveau classement des terres (p. 5698) ; problème des villes (p. 5699) ; Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : programme prioritaire d'exécution n° 12 du IXe Plan « améliorer la sécurité » (p. 5698) ; sensibilisation des maîtres d'ouvrages aux travaux d'hydraulique agricole ; subvention de l'État aux travaux de protection contre les inondations entrepris par les collectivités locales ; participation du secrétariat d'État à l'environnement à la réalisation des grands ouvrages « écrêteurs » de crues (p. 5699).

511. — Énergie (énergies nouvelles). — Posée le 22 novembre 1983 par M. Jean Foyer à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie (p. 5601). — Appelée le 25 novembre 1983 : **Éthanol.** — M. Jean Royer : autorisation du mélange de l'éthanol à l'essence ; exposé des avantages de l'utilisation de l'alcool comme carburant ; politique du Gouvernement à ce sujet ; prise de conscience des pouvoirs publics de l'importance de l'emploi de l'alcool comme carburant (p. 5691) ; mise au point à Tours d'un projet de distillation d'alcool fondé sur l'utilisation de la vapeur fournie par les centrales nucléaires (p. 5692) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie des finances et du budget, chargé de la consommation : éthanol comme substitut possible aux hydrocarbures traditionnels ; énoncé des différentes filières de production ; problème du coût de l'éthanol ; mise au point de moteurs fonctionnant à l'alcool (p. 5691).

512. — Métaux (cuivre). — Posée le 22 novembre 1983 par M. Lucien Dutard à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 5601). — Appelée le 25 novembre 1983 : **industrie du cuivre (p. 5688).** — M. Lucien Dutard remplacé par M. Jacques Brunhes : plan de restructuration de Tréfimétaux du groupe P.U.K. ; surcapacité de production ; nécessité de fixer à l'industrie du cuivre des objectifs de production ; responsabilité du groupe P.U.K. ; projet de fermeture du site de Dives-sur-Mer (p. 5689) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : rappel des caractéristiques de notre industrie de consommation du cuivre (p. 5689) ; difficultés des industries de base ; volonté de maintenir notre industrie de transformation du cuivre ; plan de redressement de l'entreprise Tréfimétaux ; expertise du site de Dives-sur-Mer (p. 5690).

513. — Automobiles et cycles (entreprises : Hauts-de-Seine). — Posée le 22 novembre 1983 par M. Jacques Brunhes à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 5601). — Appelée le 25 novembre 1983 : **délégués C.G.T. des usines Chausson.** — M. Jacques Brunhes : rappel de cette affaire ; crise de l'automobile ; respect du droit syndical (p. 5694) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : refus par l'inspecteur du travail d'autoriser les licenciements ; confirmation de cette décision par le ministre du travail (p. 5694).

514. — Constructions aéronautiques (entreprises). — Posée le 22 novembre 1983 par M. Michel Sainte-Marie à M. le ministre des transports (p. 5601). — Appelée le 25 novembre 1983 : **programme Falcon 900.** — M. Michel Sainte-Marie : coup d'arrêt porté à l'indus-

trialisation du Mystère-Falcon 900 ; affaiblissement du plan de charge de l'établissement de Mérignac au début de 1984 ; création d'un comité interministériel d'étude du programme Falcon 900 (p. 5697) ; caractère primordial de ce programme pour la société Marcel-Dassault (p. 5698) ; Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : succès commercial de l'A.T.R. 42 ; renforcement des positions de notre industrie aéronautique nationale (p. 5697, 5698).

515. — Habillement, cuirs et textiles (entreprises : Indre). — Posée le 22 novembre 1983 par M. Michel Sapin à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 5601). — Appelée le 25 novembre 1983 : **politique en faveur de l'industrie française de la moquette.** — M. Michel Sapin : difficultés de l'entreprise Balsan (p. 5688) ; plan d'ensemble de la fabrication et de la vente de moquette en France (p. 5689) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : restructuration du groupe Biderman ; plan de restructuration de la société Balsan (p. 5688, 5689).

516. — Handicapés (allocations et ressources). — Posée le 22 novembre 1983 par M. Raymond Douyère à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 5601). — Appelée le 25 novembre 1983 : **allocation compensatrice pour tierce personne.** — M. Raymond Douyère : suppression dans certains cas de cette allocation compensatrice aux adultes handicapés (p. 5695) ; cas d'un tétraplégique (p. 5696) ; M. Daniel Benoist, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées : versement de cette allocation à la personne handicapée incapable d'effectuer les actes essentiels de l'existence ; signalement des urgences aux D.A.S.S. (p. 5696).

517. — Départements et territoires d'outre-mer (Guyane : électricité et gaz). — Posée le 22 novembre 1983 par M. Elie Castor à M. le Premier ministre (p. 5601). — Appelée le 25 novembre 1983 : **construction du barrage de Petit Saut.** — M. Elie Castor : dépendance de la Guyane pour tous ses besoins en énergie ; fragilité des approvisionnements ; procédure de « grand chantier » (p. 5687) ; M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale : coût du projet d'aménagement hydroélectrique de Petit Saut ; mise en valeur des richesses forestières de la Guyane (p. 5687).

518. — Constructions aéronautiques (entreprises : Pyrénées-Atlantiques). — Posée le 22 novembre 1983 par M. Henri Prat à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 5602). — Appelée le 25 novembre 1983 : **Fonderie Messier à Arudy.** — M. Henri Prat : problèmes financiers de l'entreprise Messier à Arudy ; rachat d'une partie de l'activité de cette entreprise par la société américaine P.C.C. (p. 5690) ; importance du titane ; intérêt d'une solution française (p. 5691) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : projet de reprise par la société américaine P.C.C. de la société Messier-Fonderie d'Arudy ; exposé du plan proposé par P.C.C. (p. 5690).

519. — Impôts et taxes (taxe d'apprentissage). — Posée le 22 novembre 1983 par Mme Paulette Nevoux à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 5602). — Appelée le 25 novembre 1983 : **répartition de la taxe d'apprentissage.** — Mme Paulette Nevoux : mauvaise répartition de cette taxe ; demande d'un financement équilibré des différents types d'établissements d'enseignement ; demande d'un versement systématique de la taxe d'apprentissage aux établissements publics (p. 5686) ; caractère excédentaire des ressources versées au titre de cette taxe aux L.E.P. du privé (p. 5687) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : rappel des principes régissant la taxe d'apprentissage ; ventilation du produit de cette taxe en 1982 (p. 5686) ; répartition plus efficace de cette taxe en fonction des objectifs prioritaires de formation initiale des jeunes et du soutien de l'enseignement public (p. 5687).

520. — Assurance-vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (pensions de réversion). — Posée le 23 novembre 1983 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 5652). — Appelée le 2 décembre 1983 : **pensions de réversion des veuves de fonctionnaires.** — M. Bruno Bourg-Broc : harmonisation progressive des régimes sociaux prévue dans le livre Blanc sur la protection sociale ; absence d'étude en cours sur la réforme des pensions de réversion ; compte-rendu d'une audience avec un membre du cabinet du ministère des affaires sociales laissant supposer l'existence d'études à ce sujet (p. 5953) ; prend acte des déclarations du secrétaire d'État selon lesquelles aucune étude n'est en cours (p. 5954) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : compétence du secrétaire d'État au budget ; absence de modification des conditions d'attribution des pensions de réversion des fonctionnaires civils et militaires ; rapport Même ; inopposabilité au gouvernement des rapports en cours d'élaboration (p. 5954).

521. — S.N.C.F. (Lignes : Ile-de-France). — Posée le 25 novembre 1983 par M. Marc Lauriol à M. le ministre des transports (p. 5700). — Appelée le 9 décembre 1983 : **ligne ferroviaire de grande ceinture de Paris.** — M. Marc Lauriol : interruption du trafic sur la ligne de grande ceinture de Paris ; mouvement de la population vers la banlieue (p. 6234) ; inscription du rétablissement expérimental du service de voyageurs sur le tronçon Versailles-Noisy-le-Roi au programme du conseil régional d'Ile de France ; carence des transports dans la plaine de Versailles (p. 6235, 6236) ; M. Roland Carraz, secrétaire d'État auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme : non-inscription par le conseil régional d'Ile de France des sommes nécessaires à la réouverture du tronçon Noisy-le-Roi-Versailles ; priorité à l'amélioration des liaisons de banlieue à banlieue (p. 6235).

522. — Taxe sur la valeur ajoutée (déductions). — Posée le 29 novembre 1983 par M. Parfait Jans à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 5797). — Appelée le 2 décembre 1983 : **chauffeurs de taxi.** — M. Parfait Jans : progression des charges ; détaxe sur les carburants ; achat des véhicules de taxi en franchise de taxe ; fixation des tarifs par l'administration ; sa suggestion de rembourser rapidement la T.V.A. aux chauffeurs de taxi imposés au forfait (p. 5952, 5953) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : inconvénient de la solution d'achat en franchise, des véhicules pour les chauffeurs de taxi (p. 5952) ; choix du paiement fractionné de la T.V.A. (p. 5953).

523. — Enseignement (programmes). — Posée le 29 novembre 1983 par M. Georges Hage à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 5797). — Appelée le 2 décembre 1983 : **enseignement de l'histoire et de la géographie.** — M. Georges Hage : manque de cohérence entre les différents enseignements dispensés en histoire et en géographie ; caractère scientifique de cette discipline ; nécessité de garantir la liberté pédagogique des enseignants (p. 5947) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale : rapport Girault sur les résultats de cet enseignement au cours des dix dernières années ; effort pédagogique en cours (p. 5947).

524. — Chômage : indemnisation (préretraite). — Posée le 29 novembre 1983 par M. Loïc Bouvard à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 5797). — Appelée le 2 décembre 1983 : **situation des préretraités.** — M. Loïc Bouvard : système des garanties de ressources (p. 5954) ; obligation, pour les chômeurs, de prendre leur retraite à 60 ans ; dégradation de l'emploi salarié ; difficultés financières de l'U.N.E.D.I.C ; inégalité entre les salariés volontairement démissionnaires à l'âge de 55 ans et les salariés licenciés pour cause économique ; interdiction pour les retraités de reprendre une activité professionnelle (p. 5955) ; M. Anicet Le Pors, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives : revalorisation des préretraites deux fois par an ; respect par le Gouvernement de ses engagements (p. 5955).

525. — Défense nationale (défense civile). — Posée le 29 novembre 1983 par M. Emmanuel Hamel à M. le Premier ministre (p. 5797). — Appelée le 2 décembre 1983 : **développement de la protection civile.** — M. Emmanuel Hamel : insuffisance de la défense passive ; rappel des textes relatifs à la protection des populations ; problème de la diffusion de l'alarme ; détecteurs de radioactivité (p. 5956) ; nécessité d'accroître la crédibilité de notre volonté de défense (p. 5957) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : présentation de l'ensemble du dispositif prévu pour protéger les populations (p. 5956) ; présentation des différentes mesures de sécurité ; caractère progressif de la politique de protection des populations (p. 5957).

526. — Enseignement (manuels et fournitures). — Posée le 29 novembre 1983 par M. Roger Rouquette à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 5797). — Appelée le 2 décembre 1983 : **manuels scolaires.** — M. Roger Rouquette : cas du manuel d'histoire et de géographie de 3e édité chez Nathan ; indépendance des éditeurs ; caractère « aseptisé » des manuels (p. 5948) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale : indépendance des éditeurs et des auteurs par rapport à l'État ; liberté de chaque établissement scolaire pour choisir les manuels ; souci de présenter la pluralité des approches (p. 5948).

527. — Impôts et taxes (taxe sur les produits des exploitations forestières). — Posée le 29 novembre 1983 par M. Noël Ravassard à M. le secrétaire d'État auprès de M. le ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt (p. 5797). — Appelée le 2 décembre 1983 : **taxes grevant les exploitations forestières.** — M. Noël Ravassard : possibilité de restitution de taxes sur les produits forestiers ; interprétations divergentes à ce sujet (p. 5957, 5958) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : problème de l'égalité de traitement des entreprises de tranchage et de déroulage au regard des taxes sur les produits des exploitations forestières (p. 5957) ; enquête à ce sujet (p. 5958).

528. — Établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel). — Posée le 29 novembre 1983 par M. Yves Tavernier à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 5798). — Appelée le 2 décembre 1983 : **personnel des centres hospitaliers universitaires.** — M. Yves Tavernier ; modifications des statuts du personnel enseignant et hospitalier des C.H.U. ; problème de l'intégration des chefs de travaux ; cas des attachés assistants des facultés de médecine (p. 5946) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale : proposition de création d'un corps B de maîtres de conférences pour les disciplines biologiques mixtes ; énoncé des mesures concernant les attachés assistants (p. 5946).

529. — Politique extérieure (U.R.S.S.). — Posée le 29 novembre 1983 par M. Gérard Bapt à M. le ministre des relations extérieures (p. 5798). — Appelée le 2 décembre 1983 : **intervention en faveur de M. Yossif Begun.** — M. Gérard Bapt : situation du physicien soviétique ; son placement en situation d'isolement (p. 5958) ; Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation : condamnation de M. Yossif Begun en raison de son engagement en faveur de la culture juive ; attachement du Gouvernement au respect des droits de l'homme dans le monde ; intervention de Mme Edith Cresson, lors de sa dernière visite en Union Soviétique (p. 5958).

530. — Énergie (énergies nouvelles). — Posée le 29 novembre 1983 par M. Bernard Bardin à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie (p. 5798). — Appelée le 2 décembre 1983 : **unités de gazéification de Clamecy.** — M. Bernard Bardin : politique de carburants de substitution ; réalisation des gazo 20 et 30 (p. 5949) ; production industrielle de méthanol (p. 5950) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : plan d'indépendance énergétique ; unités de gazéification du bois (p. 5950).

531. — S.N.C.F. (lignes). — Posée le 29 novembre 1983 par M. Henri Prat à M. le ministre des transports (p. 5798).

532. — Bâtiment et travaux publics (emploi et activité). — Posée le 6 décembre 1983 par M. Pierre-Bernard Cousté à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 6103). — Appelée le 9 décembre 1983 : **construction.** — M. Pierre-Bernard Cousté : dégradation de la situation de l'emploi dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ; cas du département du Rhône (p. 6232) ; insuffisance des carnets de commande ; absence d'action prioritaire en faveur du logement dans le IXe Plan (p. 6233) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement : rappel des mesures de redressement dans ce secteur ; réhabilitation du patrimoine social ; abaissement du taux des P.A.P. (p. 6232) ; prêts conventionnés ; régime de l'épargne logement ; crise du logement ; développement du logement social (p. 6233).

533. — Impôts locaux (redevance des mines). — Posée le 6 décembre 1983 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 6103). — Appelée le 9 décembre 1983 : **répartition des redevances minières.** — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset : critique des modalités de répartition de ces redevances favorisant les communes accueillant les employés et ouvriers au détriment des communes subissant les contraintes des travaux miniers ; importance de l'environnement dans les régions minières (p. 6240) ; M. Jean Gatel, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense : proportionnalité du montant de la redevance au tonnage des minerais extraits ; solidarité entre les collectivités où se déroule l'exploitation et les collectivités accueillant le personnel minier ; étude sur le mécanisme de répartition de cette redevance (p. 6240).

534. — Édition, imprimerie et presse (imprimerie nationale). — Posée le 6 décembre 1983 par M. Georges Hage à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 6103). — Appelée le 9 décembre 1983 : **Imprimerie nationale.** — M. Georges Hage : crise du livre ; impression à l'étranger des livres scolaires de l'enseignement obligatoire couverts par la gratuité ; programmation des commandes à l'Imprimerie nationale ; annuaire électronique ; absence de concertation des personnels de l'Imprimerie nationale ; refus de la direction de mettre en place des stages de formation pour les jeunes (p. 6241) ; M. Jean Gatel, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense : stabilité des commandes administratives ; pertes d'emploi dans cette profession ; établissement de Douai ; accroissement du recours à la sous-traitance ; livres scolaires (p. 6241) ; application des lois sociales (p. 6242).

535. — Logement (politique du logement : Île de France). — Posée le 6 décembre 1983 par M. Paul Mercieca à M. le ministre de l'urbanisme et du logement (p. 6103-6104). — Appelée le 9 décembre 1983 : **cités de transit.** — M. Paul Mercieca : gestion par la S.E.M.I.D.E.P. des cités appartenant à la ville de Paris ; cas de Vitry-sur-Seine ; statut des habitants de ces cités ; attitude de la municipalité de Paris (p. 6233) ; demande à la ville de Paris de rétrocéder à la ville de Vitry ces cités de transit ; destruction des cités de transit à construction métallique (p. 6234) ; M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement : réglementation des cités de transit par une circulaire du 19 avril 1972 ; ghettos ; résorption des cités de transit présentant un danger pour la sécurité publique ; rétrocession des immeubles aux communes (p. 6234).

536. — Établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers). — Posée le 6 décembre 1983 par M. François Massot à M. le secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 6104). — Appelée le 9 décembre 1983 : **garde des détenus hospitalisés.** — M. François Massot : mauvaise organisation de ce service ; cas de l'hôpital de Digne (p. 6237) ; Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : obligation pour les hôpitaux publics d'accueillir tous les malades indépendamment de leur statut social (p. 6237) ; nécessité de revoir la situation à Digne (p. 6238).

537. — Associations et mouvements (politique en faveur des associations et mouvements). — Posée le 6 décembre 1983 par M. Jean-Pierre Michel à M. le ministre délégué à la culture (p. 6104). — Appelée le 9 décembre 1983 : **squatts associatifs.** — M. Jean-Pierre Michel : expulsion « d'occupants-rénovateurs » ; subventions des pouvoirs publics à ces associations (p. 6239) ; Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : évacuation des immeubles de la rue Léon Giraud et de la rue des Pyrénées ; octroi d'une aide du Ministère de la culture à l'association « En sortant de l'école » ; absence de relation entre l'expulsion et les subventions accordées par le Ministère de la culture (p. 6239).

538. — Charbon (Charbonnages de France). — Posée le 6 décembre 1983 par Mme Jacqueline Osselin à M. le Premier ministre (p. 6104). — Appelée le 9 décembre 1983 : **Charbonnages de France.** — Mme Jacqueline Osselin : fonds d'industrialisation ; suppression de 8 000 emplois aux Charbonnages de France (p. 6242) ; M. Jean Gatel, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense : aide de l'État en faveur des Charbonnages de France ; Plan de production (p. 6242).

539. — Mines et carrières (pollution et nuisances : Gironde). — Posée le 6 décembre 1983 par M. Bernard Madrelle à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 6104). — Appelée le

9 décembre 1983 : **dépôt de munitions de Gauriac.** — M. Bernard Madrelle : dépôt de munitions allemandes dans les carrières de Roque-de-Thau à Gauriac ; mesures conservatoires interdisant l'accès à ces carrières ; demande de neutralisation de ces carrières ; caractère dangereux de ce dépôt (p. 6238) ; Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : faible danger présenté par ce dépôt (p. 6238).

540. — Métaux (entreprises : Moselle). — Posée le 6 décembre 1983 par M. Robert Malgras à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 6104). — Appelée le 9 décembre 1983 : **installations Usinor de Thionville.** — M. Robert Malgras : importance de l'activité sidérurgique pour la région de Thionville Fensch ; nécessité de maintenir l'activité sidérurgique en Lorraine ; décision d'investir à Sacilor Sollac ; construction d'une aciérie à Valenciennes chez Métal-Escaut ; préservation de l'unité de Thionville (p. 6239) ; Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie : modernisation de notre sidérurgie ; volonté d'Usinor d'assurer des débouchés à l'aciérie de Thionville (p. 6239).

541. — Taxe sur la valeur ajoutée (taux). — Posée le 6 décembre 1983 par M. Guy Chauveau à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget (p. 6104).

542. — Politique extérieure (Tchad). — Posée le 7 décembre 1983 par M. Michel Debré à M. le ministre des relations extérieures (p. 6167).

543. — Élections et référendums (législation). — Posée le 7 décembre 1983 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 6167). — Appelée le 16 décembre 1983 : **modes de scrutin pour les élections régionales et les élections législatives.** — M. Jean-Louis Masson : définition du mode de scrutin pour les élections régionales ; avantages du scrutin majoritaire ; sa demande de faire figurer dans la Constitution le mode de scrutin (p. 6564) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : non fixation de la date des élections régionales ; usage selon lequel la modification de la loi électorale est présentée au Parlement entre un an et six mois avant les élections ; absence de dispositions électorales dans la Constitution (p. 6564).

544. — Matières plastiques (entreprises). — Posée le 9 décembre 1983 par M. Paul Mercieca à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 6293).

545. — Agriculture (politique agricole : Bretagne). — Posée le 12 décembre 1983 par M. Charles Miossec à M. le ministre de l'agriculture (p. 6402). — Appelée le 16 décembre 1983 : **agriculture bretonne.** — M. Charles Miossec : production laitière ; politique des quotas de production ; situation de l'aviculture ; diminution du revenu brut d'exploitation pour l'agriculture finistérienne (p. 6576) ; problème pour ce département posé par l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le marché commun (p. 6578) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : baisse du revenu agricole ; problème du lait (p. 6576) ; fixation d'un objectif chiffré de collecte laitière ; coût d'un producteur d'excédent laitier ; marché du porc ; situation de la production avicole (p. 6577) ; distinction entre revenu agricole brut et revenu agricole net ; importance de l'économie agricole et agro-alimentaire en Bretagne ; montants compensatoires monétaires (p. 6578).

546. — Élevage (chevaux). — Posée le 12 décembre 1983 par M. Daniel Goulet à M. le ministre de l'agriculture (p. 6402). — Appelée le 16 décembre 1983 : **commercialisation des chevaux de boucherie.** — M. Daniel Goulet : chute des cours ; concurrence de commercialisation et d'approvisionnement d'animaux d'importation (p. 6574) ; importations en provenance de Pologne (p. 6575) ; M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture : situation de l'élevage du cheval lourd ; ateliers d'engraissement de poulains à l'auge ; diminution de la consommation de la viande de cheval ; plan de relance de l'élevage des chevaux lourds ; refus du protectionnisme (p. 6575).

547. — Tabacs et allumettes (société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes). — Posée le 13 décembre 1983 par M. Maurice Dousset à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget (p. 6475). — Appelée le 16 décembre 1983 : **S.E.I.T.A..** — M. Maurice Dousset : projet de loi relatif au statut de la S.E.I.T.A. ; autorisation de cette société à développer des activités de diversification ; aides de l'État à la S.E.I.T.A. ; condamnation de la France par la Cour européenne pour avoir refusé une augmentation de prix compatible avec l'inflation (p. 6565) ; incohérence de la politique du Gouvernement à l'égard de la S.E.I.T.A. ; culture du tabac blond (p. 6566) ; situation financière de la S.E.I.T.A. (p. 6567) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de l'énergie : souci du Gouvernement de redresser la situation financière de la S.E.I.T.A..; collaboration entre les planteurs de tabac et la S.E.I.T.A. ; unité de transformation dans le Sud-Ouest ; hausse des prix industriels du tabac ; marché du tabac blond en France (p. 6566) ; commercialisation d'une nouvelle cigarette blonde ; pression des multinationales ; financement du projet de diversification (p. 6567).

548. — Métaux (commerce extérieur). — Posée le 13 décembre 1983 par M. Paul Mercieca à Mme le ministre du commerce extérieur et du tourisme (p. 6475). — Appelée le 16 décembre 1983 : **marché français du roulement.** — M. Paul Mercieca : dégradation dans ce secteur ; suspension de la taxation des importations japonaises ; décision du groupe S.K.F. de fermer son usine d'Ivry-sur-Seine (p. 6571, 6572) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale : déficit dans le secteur des roulements à billes ; concurrence déloyale ; ouverture à la demande de la France d'une procédure anti-dumping relative aux roulements à billes miniatures en provenance du Japon et de Singapour (p. 6572).

549. — Métaux (emploi et activité). — Posée le 13 décembre 1983 par M. Jean Jarosz à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 6475). — Appelée le 16 décembre 1983 : **production d'acier.** — M. Jean Jarosz : situation du groupe Vallourec ; encouragement par ce groupe des placements financiers dans le cadre de l'exportation des capitaux au détriment de l'investissement en France ; abandon de secteurs de production (p. 6567) ; attitude du groupe Vallourec bradant l'industrie du tube ; approvisionnement d'Air Liquide sur les marchés italien et anglais ; nécessité pour Vallourec de s'engager dans une coopération avec les pays en voie de développement (p. 6568) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : production de tubes ; régression de la demande internationale ; haute technicité de l'entreprise Vallourec ; manque d'eau dans les pays du Sahel (p. 6568).

550. — Bâtiment et travaux publics (entreprises : Seine-Maritime). — Posée le 13 décembre 1983 par M. Joseph Menga à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 6475). — Appelée le 16 décembre 1983 : **autorisation de licenciement aux entreprises Gagneraud.** — M. Joseph Menga : présentation par l'employeur d'un plan social ; recours formé par la C.F.D.T. contre la décision de la direction départementale du travail et de l'emploi autorisant les licenciements ; saisine de la société Syndex chargée d'expertiser les comptes (p. 6571) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale : examen du recours formé par la C.F.D.T. contre la décision du directeur du travail et de l'emploi autorisant les licenciements (p. 6571).

551. — Pétrole et produits raffinés (entreprises : Gironde). — Posée le 13 décembre 1983 par M. Pierre Gamendia à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 6475). — Appelée le 16 décembre 1983 : **industries pétrolières dans l'estuaire de la Gironde.** — M. Pierre Garmendia : fermeture du dépôt de la Société auxiliaire des entrepôts pétroliers du Verdon (p. 6569) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : fermeture de la raffinerie d'Ambès par la société Esso-S.A.F. ; surcapacité de distillation (p. 6569) ; réalisation en Arabie Saoudite d'une grande raffinerie ; plan social ; raffinerie Shell à Pauillac ; plate-forme Elf d'Ambès (p. 6570).

552. — Produits manufacturés (entreprises : Yvelines). — Posée le 13 décembre 1983 par Mme Martine Frachon à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget (p. 6475, 6476). — Appelée le 16 décembre 1983 : **situation de l'entreprise Le Profil.** — Mme Martine Frachon : unité des Mureaux ; absence de décision du groupe industriel se proposant de reprendre cette entreprise ; nécessité d'une décision immédiate négociée avec les travailleurs et le C.I.R.I.

(p. 6570) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : étude de ce dossier par le C.I.R.I. (p. 6570).

553. — Enseignement (fonctionnement : Seine-et-Marne). — Posée le 13 décembre 1983 par M. Jean-Pierre Fourré à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 6476). — Appelée le 16 décembre 1983 : **situation scolaire en Seine-et-Marne.** — M. Jean-Pierre Fourré : cas de Marne-la-Vallée ; problème des remplacements ; demande d'une dotation spécifique en faveur des villes nouvelles (p. 6573) ; effort de rigueur au niveau du budget national ; évolution démographique en Seine-et-Marne (p. 6574) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale : situation scolaire en Seine-et-Marne : situation dans l'enseignement du premier degré ; pouvoir des recteurs dans l'enseignement du second degré ; mise en service de deux lycées dans la ville de Marne-la-Vallée (p. 6573) ; affectation des créations d'emploi aux académies les plus déficitaires proportionnellement aux insuffisances constatées ; rentrée de 1984 (p. 6574).

554. — Électricité et gaz (centrales d'E.D.F. : Hautes-Alpes). — Posée le 13 décembre 1983 par M. Daniel Chevallier à M. le ministre de l'industrie et de la recherche (p. 6476). — Appelée le 16 décembre 1983 : **réalisation de la retenue hydro-électrique sur le Buëch.** — M. Daniel Chevallier : octroi à E.D.F. de l'autorisation de dériver les apports du Buëch en aval de la commune de Serres (p. 6568) ; programme hydraulique ; attribution de quotas d'énergie réservée ; intérêt de cette réalisation pour les Alpes du Sud (p. 6569) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : objectif pour la France d'un taux d'indépendance énergétique de l'ordre de 50 p. 100 en 1990 ; application par E.D.F. des obligations de son cahier des charges de concession ; détermination de l'assiette des impôts auxquels sera assujetti l'aménagement du Buëch par la valeur locative de la chute et de ses aménagements (p. 6569).

555. — Police (fonctionnement : Île-de-France). — Posée le 13 décembre 1983 par M. Alain Richard à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 6476). — Appelée le 16 décembre 1983 : **forces de sécurité dans les villes nouvelles.** — M. Alain Richard : demande d'établissement d'un programme concernant le redéploiement progressif des forces de sécurité pour les villes nouvelles ; actions de prévention et d'ilotage (p. 6564, 6565) ; M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : absence de relations entre le taux de criminalité et l'importance de la population ; affectation de fonctionnaires en fonction des besoins nés de l'augmentation de la population ; rappel des efforts effectués en ce qui concerne les villes nouvelles (p. 6565).

556. — Politique extérieure (Océan Indien). — Posée le 16 décembre 1983 par M. Michel Debré à M. le ministre des relations extérieures (p. 6621).

QUESTIONS PRÉALABLES

Voir *chômage : indemnisation* **4.**
Défense nationale **3.**
Enseignement supérieur et post baccalauréat **5.**
Entreprises publiques **3.**
Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure **2.**
Plan **4.**

QUOTIENT FAMILIAL

Voir *Lois de finances* **7,** discussion générale.

RACISME

Campagnes racistes.

Voir *Questions au Gouvernement* **557.**

Lutte contre le —

Voir *Questions au Gouvernement* **748.**

Marche pour l'égalité et contre le —

Voir *Questions au Gouvernement* **741, 782.**

RADIODIFFUSION ET TELEVISION

10. — Proposition de loi n° 1859 tendant à reconnaître aux grandes **associations à vocation humanitaire et reconnues d'utilité publique** un **droit à l'antenne** pour la diffusion de messages ou témoignages par les sociétés nationales de radiodiffusion et télévision. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 1er décembre 1983 par M. Loui Besson, et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Emission « Psy-show ».

Voir *Questions au Gouvernement* **714.**

Gestion des chaînes.

Voir *Questions au Gouvernement* **796.**

4e chaîne (« Canal Plus »).

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), communication.

Rapports télévision-cinéma.

Voir *Questions orales sans débat* **380.**

Réception des émissions de télévision sur la Côte d'Azur.

Voir *Questions orales sans débat* **394.**

Recettes de publicité dans l'audiovisuel.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), communication.
Questions au Gouvernement **707.**

Régionalisation de la —

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), communication.

Résorption de zones d'ombres.

Voir *Questions orales sans débat* **444.**

T.V. 5.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), communication.

RADIO SOLIDARITE

Voir *Questions au Gouvernement* **691.**

RADIOS LIBRES

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**
Lois de finances **7** (deuxième partie), communication.
Motions de censure **11.**
Questions au Gouvernement **691.**

RALITE (Jack)

Voir *Haute Cour de justice* **1.**

RAPATRIES

6. — Proposition de loi n° 1754 complétant la loi n° 82-4 du 6 janvier 1982 portant dispositions relatives à la **réinstallation des rapatriés.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 13 octobre 1983 par M. Gérard Bapt et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Gérard Bapt (1er décembre 1983). — Rapport n° **1844** (30 novembre 1983). — Discussion le 1er décembre 1983. — Adoption le 1er décembre 1983. — Proposition de loi n° **482.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [1er décembre 1983] (p. 5886).

Aide financière accordée aux rapatriés dont l'exploitation agricole, commerciale ou artisanale connaît des difficultés économiques et financières et demeurant débiteurs de frais de réinstallation ou de prêts complémentaires : *Bapt (Gérard)* (p. 5886).

Fonctionnement des commissions de remise et d'aménagement des prêts : *Bapt (Gérard)* (p. 5887) ; *Jans (Parfait)* (p. 5887).

Discussion de l'article unique (p. 5887).

Article unique *(conditions de fonctionnement des commissions de remise et d'aménagement des prêts) :* amendement n° 5 de M. Parfait Jans (cas dans lequel le quorum n'est pas atteint) ; amendement n° 1 du Gouvernement (même objet) (p. 5887) ; amendement n° 5 :

retiré ; sous-amendement n° 6 de M. Parfait Jans à l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression de la dernière phrase du paragraphe 1 de cet amendement) ; représentation des rapatriés dans les commissions ; rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert (p. 5888) ; sous-amendement n° 6 : retiré ; amendement n° 1 : adopté ;

— article unique, ainsi modifié, adopté.

Après l'article unique : amendement n° 2 du Gouvernement (conditions de l'appel des décisions des commissions de remise et d'aménagement de prêts) ; amendement n° 3 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 4 du Gouvernement (modalités d'application des dispositions de cet article) (p. 5889) ; mauvaises conditions dans lesquelles l'Assemblée nationale légifère ; amendements n° 2, n° 3, et n° 4 : adoptés (p. 5890).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5890).

Indemnisation des —

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), affaires sociales et solidarité nationale.

RAPPELS AU RÈGLEMENT

505. — M. Pierre Joxe : refus des députés du groupe socialiste d'écouter l'intervention de M. Robert-André Vivien [6 avril 1983] (p. 82).

506. — M. Claude Labbé : inexpérience du Président de séance ; dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale relatives aux suspensions de séance ; distinction entre l'article 58 et l'article 52 du Règlement ; M. Michel Suchod, vice-président [6 avril 1983] (p. 82).

507. — M. Jean-Claude Gaudin : attitude du président de séance lors de la demande de suspension faite par M. Pierre Joxe [6 avril 1983] (p. 82).

508. — M. Guy Ducoloné : dispositions du règlement de l'Assemblée nationale relatives aux suspensions de séance ; attitude de M. Robert-André Vivien [6 avril 1983] (p. 82-83).

509. — M. Claude Labbé : procédure des questions au Gouvernement ; disparition de la procédure des déclarations gouvernementales [20 avril 1983] (p. 418) ; M. Louis Mermaz, président ; M. Pierre Mauroy, Premier ministre : procédure des déclarations gouvernementales ; procédure des questions au gouvernement (p. 418-419).

510. — M. François d'Aubert : droit d'amendement du Gouvernement [26 avril 1983] (p. 611) ; M. Louis Mermaz, président (p. 611).

511. — M. Alain Madelin : manifestations se déroulant actuellement près du Palais-Bourbon ; attitude des forces de l'ordre vis-à-vis des étudiants et des agriculteurs [27 avril 1983] (p. 657).

512. — M. Jean Natiez : précise que le président du groupe U.D.F. a harangué les manifestants depuis l'enceinte de l'Assemblée nationale [27 avril 1983] (p. 657).

513. — M. Jean Natiez : vote positif du groupe socialiste sur un amendement de la commission reprenant un amendement de M. Alain Madelin sur lequel ce groupe avait émis un vote hostile [27 avril 1983] (p. 660).

514. — M. Alain Madelin : arbitrage entre le Gouvernement et le groupe socialiste [28 avril 1983] (p. 691).

515. — M. Michel Noir : impossibilité d'inscrire deux fois la même disposition dans un texte de loi [28 avril 1983] (p. 708-709).

516. — M. Alain Madelin : relations entre le Gouvernement et sa majorité ; déroulement de la séance [28 avril 1983] (p. 739) ; M. Pierre Joxe : retire les propos qu'il a tenus à l'égard de M. Alain Madelin (p. 739).

517. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset : problèmes des « oubliés de la fête du travail », personnes travaillant le 1er mai [4 mai 1983] (p. 845) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (p. 845).

518. — M. Jean Foyer : mise aux voix des amendements [5 mai 1983] (p. 914-915).

519. — M. Martin Malvy : non-intervention du Gouvernement dans la réalisation des émissions télévisées consacrées à l'Assemblée nationale ; éventuelle modification du règlement intérieur [11 mai 1983] (p. 1043).

520. — M. Jean-Pierre Michel : ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale [17 mai 1983] (p. 1130-1131).

521. — M. Guy Ducoloné : titre de la loi « sécurité et liberté » [17 mai 1983] (p. 1131).

522. — M. Gilbert Gantier : retard dans la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981 [24 mai 1983] (p. 1376).

523. — M. Jean-Claude Gaudin : regrette que le président de séance ne laisse pas les députés terminer leurs interventions [24 mai 1983] (p. 1384) ; M. Alain Chenard, vice-président : répartition des temps de parole (p. 1384).

524. — M. Pierre Joxe : violences subies par le ministre de la culture ; chantier ouvert « miraculeusement » à proximité de l'Assemblée nationale [25 mai 1983] (p. 1404).

525. — M. Georges Hage : associe le groupe communiste au rappel au règlement de M. Pierre Joxe [25 mai 1983] (p. 1404).

526. — M. Claude Evin : attitude de l'opposition [25 mai 1983] (p. 1422).

527. — M. Alain Madelin : attitude de la majorité vis-à-vis des amendements déposés par l'opposition [25 mai 1983] (p. 1437) ; M. Claude Evin : président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : importance du nombre des amendements déposés par l'opposition sur le projet de loi sur l'enseignement supérieur (p. 1437).

528. — M. Gilbert Gantier : droit d'amendement des parlementaires [25 mai 1983] (p. 1437-1438) ; M. Claude Evin, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 1438).

529. — M. Alain Madelin : M. Michel Suchod, vice-président : procédure des rappels au règlement ; M. Alain Madelin : attaques personnelles proférées à l'encontre de M. Jean-Louis Masson [25 mai 1983] (p. 1457).

530. — M. Pierre Joxe : attitude de l'opposition ; obstruction [26 mai 1983] (p. 1479-1480).

531. — M. Georges Hage : détournement de la procédure parlementaire par la droite [26 mai 1983] (p. 1480).

532. — M. Charles Millon : non respect de l'opposition par la majorité [26 mai 1983] (p. 1481).

533. — M. Jean Foyer : rôle l'opposition : absence d'obstruction [26 mai 1983] (p. 1481-1482) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : déroulement du débat (p. 1482).

534. — M. Gilbert Gantier : déroulement du débat ; attitude de M. Jean-Claude Cassaing, rapporteur du projet de loi sur l'enseignement supérieur [26 mai 1983] (p. 1512) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 1512).

535. — M. Charles Millon : déroulement du débat sur l'enseignement supérieur ; droit d'amendement [26 mai 1983] (p. 1528) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : dépôt des amendements (p. 1528-1529).

536. — M. Alain Madelin : éventuelles séances le dimanche 29 mai [28 mai 1983] (p. 1634) ; M. Claude Evin, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : attitude de l'opposition (p. 1634-1635). M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 1635).

537. — M. Bruno Bourg-Broc : éventuelles séances le dimanche 29 mai [28 mai 1983] (p. 1635).

538. — M. Gilbert Gantier : déroulement du débat sur l'enseignement supérieur [28 mai 1983] (p. 1662).

539. — M. Philippe Bassinet : nécessité de siéger le dimanche 29 mai [28 mai 1983] (p. 1662-1663) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale : déroulement du débat (p. 1663).

540. — M. Jean Foyer : hostilité des étudiants au projet de loi sur l'enseignement supérieur [28 mai 1983] (p. 1663) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : déroulement du débat ; respect du personnel de l'Assemblée nationale (p. 1663).

541. — M. Jacques Toubon : droit d'amendement de l'opposition [29 mai 1983] (p. 1692).

542. — M. Jacques Santrot : détournement du droit d'amendement par l'opposition [29 mai 1983] (p. 1692).

543. — M. Jean-Claude Cassaing : attitude de l'opposition [29 mai 1983] (p. 1692).

544. — M. Jean-Pierre Sueur : demande au Président de séance de donner la parole à M. Jacques Santrot [29 mai 1983] (p. 1699).

545. — M. Jean Foyer : procédure des suspensions de séance [29 mai 1983] (p. 1710).

546. — M. Guy Ducoloné : procédure des suspensions de séance [29 mai 1983] (p. 1710).

547. — M. Claude Labbé : interpellations de député à député ; rôle de l'opposition [29 mai 1983] (p. 1713) ; M. Alain Chénard, vice-président : déroulement du débat (p. 1713).

548. — M. Louis Odru : attitude de l'opposition [29 mai 1983] (p. 1713).

549. — M. Alain Madelin : absence d'obstruction de la part de l'opposition [29 mai 1983] (p. 1713).

550. — M. Claude Labbé : unanimité contre le projet de loi sur l'enseignement supérieur [29 mai 1983] (p. 1713-1714).

551. — M. Jacques Toubon : éventuel maintien du président communiste du conseil général de la Corrèze grâce à un « coup de force » [29 mai 1983] (p. 1732).

552. — M. Gilbert Gantier : conséquences du sommet de Williamsburg [30 mai 1983] (p. 1752).

553. — M. Gilbert Gantier : longueur du débat sur l'enseignement supérieur [30 mai 1983] (p. 1770).

554. — M. Guy Ducoloné : tentatives d'obstruction de la part de l'opposition [30 mai 1983] (p. 1770-1771).

555. — M. Pierre Joxe : déroulement du débat [30 mai 1983] (p. 1771).

556. — M. Charles Millon : dépôt des amendements par l'opposition [30 mai 1983] (p. 1787).

557. — M. Charles Millon : refus de la majorité de discuter les amendements de l'opposition [30 mai 1983] (p. 1788).

558. — M. Bruno Bourg-Broc : attitude de la majorité [30 mai 1983] (p. 1788).

559. — M. Bruno Bourg-Broc : volonté de préciser ses propos [30 mai 1983] (p. 1815).

560. — M. Jean Natiez : réunions des groupes politiques [31 mai 1983] (p. 1826).

561. — M. Alain Madelin : suspensions de séance [31 mai 1983] (p. 1827).

562. — M. Jean Claude Cassaing : attitude de l'opposition [31 mai 1983] (p. 1827).

563. — M. Jean-Pierre Sueur : détournement de la procédure des suspensions de séance par l'opposition [31 mai 1983] (p. 1827).

564. — M. Georges Hage : attitude de l'opposition [31 mai 1983] (p. 1827).

565. — M. Pierre Joxe : suspensions de séance ; attitude de l'opposition [31 mai 1983] (p. 1827).

566. — M. Charles Millon : réunions des groupes politiques ; droit d'amendement de l'opposition [31 mai 1983] (p. 1827-1828).

567. — M. Jacques Toubon : procédure de suspension de séance ; attitude de M. Pierre Joxe [31 mai 1983] (p. 1828).

568. — M. Charles Millon : discussion des amendements ; attitude constructive de l'opposition [31 mai 1983] (p. 1837).

569. — M. Jean-Louis Masson : regrette la mise en cause dont il a été victime de la part de M. Jean-Claude Cassaing rapporteur du projet de loi sur l'enseignement supérieur [31 mai 1983] (p. 1838).

570. — M. Gilbert Gantier : refus du président de séance de lui donner la parole [31 mai 1983] (p. 1840).

571. — M. François d'Aubert : interpellations de député à député [31 mai 1983] (p. 1843).

572. — M. Jacques Brunhes : déroulement de la discussion [31 mai 1983] (p. 1849).

573. — M. Jacques Toubon : droit d'expression des parlementaires [31 mai 1983] (p. 1861) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 1861).

574. — M. Georges Hage : attaques personnelles proférées par l'opposition [31 mai 1983] (p. 1862).

575. — M. Charles Millon : attitude du garde des sceaux [31 mai 1983] (p. 1862) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 1862).

576. — M. Charles Millon : déroulement du débat ; attitude de M. Jean-Claude Cassaing, rapporteur du projet de loi sur l'enseignement supérieur [1er juin 1983] (p. 1919) ; M. Claude Evin, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : déroulement du débat (p. 1919).

577. — M. Gilbert Gantier : refus du Gouvernement d'adresser au Parlement un rapport sur l'évolution de l'économie nationale ; violation des textes ayant valeur constitutionnelle [2 juin 1983] (p. 1941).

578. — M. Alain Madelin : rôle de l'opposition [2 juin 1983] (p. 1941).

579. — M. Jean Foyer : droits de l'opposition [2 juin 1983] (p. 1942).

580. — M. Jacques Santrot : attitude de l'opposition [2 juin 1983] (p. 1942).

581. — M. Georges Hage : attitude de l'opposition [2 juin 1983] (p. 1942).

582. — M. Jean Foyer : caractère injurieux des propos tenus par le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement [2 juin 1983] (p. 1942).

583. — M. Emmanuel Aubert : regroupement des sous-amendements [2 juin 1983] (p. 1982).

584. — M. Gilbert Gantier : projet de loi portant règlement définitif du budget [3 juin 1983] (p. 2007) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 2007).

585. — M. Alain Madelin : absence d'obstruction de la part de l'opposition attitude du ministre délégué chargé des relations avec le Parlement [3 juin 1983] (p. 2007) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 2007).

586. — M. Philippe Bassinet : volonté de l'opposition de retarder les débats en multipliant les rappels au règlement [3 juin 1983] (p. 2007).

587. — M. Jacques Toubon : discussion des amendements [3 juin 1983] (p. 2036) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 2036) ; M. Jean-Pierre Sueur, rapporteur suppléant du projet de loi sur l'enseignement supérieur (p. 2036).

588. — M. Jacques Toubon : examen des amendements en commission [3 juin 1983] (p. 2050-2051).

589. — M. Jacques Toubon : notion de travaux préparatoires [3 juin 1983] (p. 2053).

590. — M. Gilbert Gantier : double langage du Gouvernement [3 juin 1983] (p. 2053).

591. — M. Alain Madelin : objet des amendements déposés par l'opposition [4 juin 1983] (p. 2069).

592. — M. Marc Lauriol : possibilité pour l'auteur d'un amendement de répondre au Gouvernement [4 juin 1983] (p. 2075).

593. — M. Georges Hage : attitude de l'opposition [4 juin 1983] (p. 2076).

594. — M. Alain Madelin : vote des amendements [6 juin 1983] (p. 2141).

595. — M. Bruno Bourg-Broc : vote des amendements [6 juin 1983] (p. 2142).

596. — M. Bruno Bourg-Broc : réponse du Gouvernement sur un amendement [6 juin 1983] (p. 2184) ; M. Jean-Claude Cassaing, rapporteur du projet de loi sur l'enseignement supérieur (p. 2184).

597. — M. Alain Madelin : discussion des amendements [6 juin 1983] (p. 2184).

598. — M. Guy Ducoloné : déroulement de la discussion des amendements [6 juin 1983] (p. 2184).

599. — M. Charles Millon : caractère constructif des amendements de l'opposition [7 juin 1983] (p. 2202).

600. — M. Jean-Claude Cassaing, rapporteur du projet de loi sur l'enseignement supérieur : rappelle qu'un orateur ne peut s'écarter de la question discutée [7 juin 1983] (p. 2209).

601. — M. Bruno Bourg-Broc : nécessité pour le Gouvernement de répondre aux questions posées par l'opposition [7 juin 1983] (p. 2209).

602. — M. Alain Madelin : répartition des temps de parole [7 juin 1983] (p. 2209).

603. — M. Gilbert Gantier : mauvaise distribution des documents aux parlementaires [7 juin 1983] (p. 2212).

604. — M. Alain Madelin : détournement de la procédure des suspensions de séance [7 juin 1983] (p. 2212).

605. — M. Bruno Bourg-Broc : procédure des suspensions de séance [7 juin 1983] (p. 2212) ; M. Jean-Claude Cassaing, rapporteur du projet de loi sur l'enseignement supérieur : attitude de l'opposition (p. 2212).

606. — M. Pierre Joxe : prolongement de la réunion du groupe socialiste [7 juin 1983] (p. 2212).

607. — M. François d'Aubert : réunions des groupes politiques [7 juin 1983] (p. 2212).

608. — M. Jacques Toubon : lecture par un député de la majorité du rapport sur le projet de loi actuellement discuté, pendant la séance publique [7 juin 1983] (p. 2224).

609. — M. Jacques Toubon : attitude du Gouvernement [7 juin 1983] (p. 2233) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement : retire l'expression « chiure de mouche » (p. 2233).

610. — M. Emmanuel Hamel : organisation d'un débat de politique étrangère [8 juin 1983] (p. 2308) ; M. Jean Brocard, vice-président (p. 2308).

611. — M. Alain Madelin : conditions de remplacement des orateurs [8 juin 1983] (p. 2313).

612. — M. Gilbert Gantier : interprétation fallacieuse de l'adresse de l'Académie des sciences par M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale [10 juin 1983] (p. 2397).

613. — M. Bruno Bourg-Broc : interprétation fallacieuse de l'adresse de l'Académie des sciences par le ministre de l'éducation nationale [10 juin 1983] (p. 2397).

614. — M. Georges Hage : volonté de l'opposition de transmettre à l'Assemblée nationale l'opinion de certains groupes de pression [10 juin 1983] (p. 2397-2398).

615. — M. Jean-Claude Cassaing : rapporteur du projet de loi sur l'enseignement supérieur : attitude de l'opposition [10 juin 1983] (p. 2398).

616. — M. Robert-André Vivien : attitude constructive de l'opposition ; [10 juin 1983] (p. 2422).

617. — M. Michel Barnier : regrette que les parlementaires aient appris par la télévision la volonté du Gouvernement d'utiliser le vote bloqué lors du débat sur le Plan [15 juin 1983] (p. 2584-2585).

618. — M. Emmanuel Hamel : recours au vote bloqué [15 juin 1983] (p. 2585).

619. — M. Jean-Paul Planchou : procédure du vote bloqué [15 juin 1983] (p. 2586) ; M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du Premier ministre (p. 2586).

620. — M. Parfait Jans : absence des membres de l'opposition [15 juin 1983] (p. 2587).

621. — M. Parfait Jans : attitude du parti communiste [15 juin 1983] (p. 2592).

622. — M. Emmanuel Hamel : procédure des suspensions de séance [16 juin 1983] (p. 2679-2680).

623. — M. Jean-Pierre Soisson : report d'un débat [24 juin 1983] (p. 3096).

624. — M. Guy Ducoloné : procédure des suspensions de séance [24 juin 1983] (p. 3096).

625. — M. Emmanuel Hamel : répartition des temps de parole [24 juin 1983] (p. 3096).

626. — M. Alain Richard : report d'un sous-amendement (projet de loi relatif à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État) [25 juin 1983] (p. 3183).

627. — M. Jacques Toubon : discussion de son sous-amendement (projet de loi relatif à la répartition des compétences entre les communes, les régions et l'État) [25 juin 1983] (p. 3183).

628. — M. Claude Labbé : pouvoirs du Bureau de l'Assemblée nationale en matière de mise en accusation devant la Haute Cour [30 juin 1983] (p. 3406).

629. — M. Raymond Forni : manque de sérieux du groupe R.P.R. [30 juin 1983] (p. 3406-3407).

630. — M. Jacques Toubon : droit d'expression des députés [30 juin 1983] (p. 3407) ; M. François Massot, vice président (p. 3407).

631. — M. Emmanuel Aubert : conditions dans lesquelles M. Raymond Forni a pris la parole pour un rappel au règlement [30 juin 1983] (p. 3407) ; M. Gaston Defferre, ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : tribunaux administratifs (p. 3407).

632. — M. Michel Sapin : procédure des propositions de résolution [30 juin 1983] (p. 3408).

633. — M. Jacques Toubon : pouvoirs du Bureau de l'Assemblée nationale ; responsabilité des ministres [30 juin 1983] (p. 3408).

634. — M. Guy Ducoloné : manifestations contre la décision d'un tribunal administratif ; problème de la signature de M. René La Combe [30 juin 1983] (p. 3408-3409).

635. — M. Jean Foyer : procédure des motions de renvoi en Haute Cour, signature de M. René La Combe [30 juin 1983] (p. 3409-3410).

636. — M. Georges Hage : honnêteté des ministres de la République ; exemple de M. Charles Fiterman [30 juin 1983] (p. 3410).

637. — M. Jacques Toubon : nécessité pour chacun de définir sa position avant la discussion en séance publique [30 juin 1983] (p. 3417) ; M. Gaston Defferre, ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : amélioration des textes pendant la discussion des articles (projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État) (p. 3417).

638. — M. René La Combe : reconnaît avoir signé deux fois, par erreur, le document appuyant la demande de mise en accusation devant la Haute Cour de justice de deux ministres du Gouvernement [6 juillet 1983] (p. 3578).

639. — M. Jacques Toubon : regrette que M. Alain Richard s'adresse, dans l'hémicycle, aux députés du groupe socialiste en tournant le dos à la présidence, aux autres groupes politiques et au Gouvernement [7 juillet 1983] (p. 3629).

640. — M. Gilbert Gantier : décision du Conseil Constitutionnel concernant la loi de règlement du budget de 1981 ; promulgation hâtive du texte alors que l'opposition s'apprêtait à déposer un nouveau recours devant le Conseil Constitutionnel ; détournement des textes constitutionnels [3 octobre 1983] (p. 3648) ; M. Raymond Forni : caractère déplacé de ce rappel au règlement (p. 3648).

641. — M. Robert-André Vivien : travaux des commissions [3 octobre 1983] (p. 3648) ; absence de réponse du ministre de l'économie et des finances aux questions posées par les parlementaires (p. 3649).

642. — M. Alain Vivien : réponses obtenues par les parlementaires aux questionnaires budgétaires [3 octobre 1983] (p. 3649).

643. — M. Robert-André Vivien : sort réservé aux questions selon qu'elles émanent des rapporteurs de la majorité ou de l'opposition [3 octobre 1983] (p. 3649).

644. — M. Jean Foyer : interprétation de l'article 40 de la Constitution relatif aux amendements irrecevables ; caractère abusif de certaines interprétations de cet article ; réduction de l'initiative parlementaire [10 octobre 1983] (p. 3950, 3951) ; M. Alain Chenard, vice-président (p. 3951).

645. — M. Emmanuel Hamel : communiqués à la presse publiés à l'issue des travaux des commissions ; compte-rendu tronqué et « caviardé » des travaux de la commission des finances relatif au budget du secrétariat général de la défense nationale [11 octobre 1983] (p. 3992) ; M. Louis Mermaz, président (p. 3992).

646. — M. Michel d'Ornano : absence d'objectivité avec laquelle une journaliste de T.F.1 a rendu compte de l'attitude de l'opposition lors du débat sur la politique industrielle [11 octobre 1983] (p. 4007) ; M. Alain Chenard, vice-président (p. 4007).

647. — M. Jacques Marette : obsession « chiraquienne » dont fait preve M. Christian Pierret ; déroulement du débat [20 octobre 1983] (p. 4331, 4332).

648. — M. Gilbert Gantier : erreur d'appréciation dont a fait preuve M. Christian Pierret ; déroulement du débat [20 octobre 1983] (p. 4331, 4332).

649. — M. Parfait Jans : ordre de discussion des amendements [21 octobre 1983] (p. 4402), M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 4402).

650. — M. Parfait Jans : discussion des amendements [21 octobre 1983] (p. 4402).

651. — M. Adrien Zeller : discussion des amendements [21 octobre 1983] (p. 4402).

652. — M. Georges Tranchant : demande la rectification d'une erreur survenue lors d'un scrutin public [22 octobre 1983] (p. 4444) ; M. Guy Ducoloné, vice-président (p. 4444).

653. — M. Christian Pierret : attitude de M. Jacques Toubon [22 octobre 1983] (p. 4459) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget (p. 4459).

654. — M. Jean Anciant : s'élève contre les accusations « honteuses » formulées par M. Jacques Toubon [22 octobre 1983] (p. 4459).

655. — M. Jacques Toubon : attitude de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget (p. 4459) : M. Henri Emmanuelli (p. 4459).

656. — M. Robert-André Vivien : rappelle que la commission des finances a rejeté l'article 33 de la loi de finances [22 octobre 1983] (p. 4466).

657. — M. Robert-André Vivien : procédure des amendements de suppression [22 octobre 1983] (p. 4469) ; M. Michel Suchod, vice-président (p. 4469).

658. — M. Robert-André Vivien : situation du secteur de la construction ; retrait d'un amendement du groupe socialiste [22 octobre 1983] (p. 4491) ; M. Michel Suchod, vice-président (p. 4492).

659. — M. Paul Chomat : information des parlementaires [26 octobre 1983] (p. 4558).

660. — M. Jean Briane : réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales pendant la séance publique ; manque de coordination [26 octobre 1983] (p. 4558).

661. — M. Emmanuel Aubert : attitude de la majorité [27 octobre 1983] (p. 4655).

662. — M. André Delehedde : sérénité avec laquelle doit se dérouler le débat [27 octobre 1983] (p. 4657).

663. — M. Pierre Mauger : justifie le fond et la forme de son intervention lors de la discussion du budget du secrétariat d'État aux anciens combattants [27 octobre 1983] (p. 4657).

664. — M. Jean-Pierre Soisson : absence de plusieurs ministres lors de la séance de questions au Gouvernement en raison de la tenue d'un conseil des ministres [2 novembre 1983] (p. 4722) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement : tenue d'un conseil des ministres dans l'après-midi en raison de l'actualité (p. 4722).

665. — M. François d'Aubert : attitude du président de séance ; faiblesse du nombre des députés présents dans l'hémicycle le lundi [7 novembre 1983] (p. 4946) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : respect des temps de parole par les orateurs (p. 4946, 4947).

666. — M. Michel Sapin : regrette que le président de séance ait retiré la parole à un rapporteur [8 novembre 1983] (p. 5041) ; M. Jean Brocard, vice-président (p. 5041).

667. — M. Guy Ducoloné : injure proférée par M. Jean-Claude Gaudin à l'encontre du secrétaire d'État, chargé de la fonction publique ; jurisprudence Barel [9 novembre 1983] (p. 5070).

668. — M. Pierre Joxe : injure proférée à l'encontre des députés de la majorité [9 novembre 1983] (p. 5070) ; caractère libéralisateur des réformes législatives depuis 1981 (p. 5071).

669. — M. Jean-Claude Gaudin : méconnaissance par un haut fonctionnaire de police à Marseille de son obligation de réserve ; précise qu'il n'a pas injurié un membre du Gouvernement [9 novembre 1983] (p. 5071).

670. — M. Emmanuel Hamel : absence de propos injurieux tenus à l'encontre de ses collègues ; son vote de certaines lois présentées par la majorité ; son souhait de voir le parti socialiste se séparer du parti communiste [9 novembre 1983] (p. 5071).

671. — M. Gilbert Gantier : décision de la conférence des Présidents de ne pas permettre l'inscription d'un député sur un article rattaché à un budget ; création par l'article 102 d'un impôt sur le revenu [10 novembre 1983] (p. 5126) ; absence de distinction sur le plan juridique entre les articles rattachés et les articles de la première partie de la loi de finances (p. 5127) ; M. Jean Brocard, vice-président : établissement du calendrier des discussions de la seconde partie de la loi de finances par la conférence des Présidents avec l'accord de tous les groupes (p. 5127).

672. — M. Jacques Toubon : précise que l'opposition est actuellement majoritaire dans l'hémicycle ; risque de voir la procédure des scrutins publics détournée pour que la majorité fasse repousser les amendements de l'opposition [14 novembre 1983] (p. 5226) ; M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale (p. 5226).

673. — M. Jean-Pierre Soisson : procédure de la création de postes budgétaires transférés du législatif à l'exécutif ; nécessité de voir les créations de postes budgétaires votées par le Parlement ; exemple de la titularisation de 15 000 maîtres de l'enseignement privé [14 novembre 1983] (p. 5230).

674. — M. Michel Noir : propos inacceptables tenus par un membre du Gouvernement à l'encontre d'un député le traitant de « minable » [15 novembre 1983] (p. 5289) ; M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche : situation des entreprises nationalisées ; accord C.G.E.-Olivetti ; Chapellé-Darblay (p. 5289) ; structure du ministère de l'industrie (p. 5290).

675. — M. François d'Aubert : absence de réponse du ministre de l'industrie et de la recherche aux questions posées par les députés [16 novembre 1983] (p. 5324).

676. — M. Pierre Weisenhorn : critique l'absence de M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, remplacé par M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie [16 novembre 1983] (p. 5324) ; M. Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie : impossibilité de terminer la discussion du budget de l'industrie en une journée ; tenue du conseil des ministres (p. 5324) ; réponses écrites du ministre aux questions ponctuelles des parlementaires (p. 5325) ; M. Jean Brocard, vice-président : fixation de calendrier de la discussion budgétaire (p. 5325).

677. — M. François d'Aubert : promesse du Gouvernement de déposer un amendement transférant les dotations en capital du budget des charges communes au budget de l'industrie [16 novembre 1983] (p. 5328).

678. — M. Alain Richard : propos tenus par M. Marcel Bigeard à l'encontre du Garde des Sceaux [16 novembre 1983] (p. 5361).

679. — M. Gilbert Gantier : organisation de la séance ; refus du service de la séance de l'inscrire dans la discussion des articles rattachés ; problème posé par le rattachement au budget du ministère des affaires sociales de l'article 102 du projet de loi de finances pour 1984 [17 novembre 1983] (p. 5408) ; M. Michel Suchod, vice-président (p. 5408).

680. — M. Guy Malandain : conditions dans lesquelles s'est déroulée la discussion du budget de l'urbanisme et du logement [17 novembre 1983] (p. 5431).

681. — M. Gilbert Gantier : reconduction d'un impôt sans examen par le Parlement de ses conditions de recouvrement [17 novembre 1983] (p. 5450) ; augmentation des impôts ne transitant pas par le budget général (p. 5451) ; M. Michel Suchod, vice-président : obligation du seul dépôt des projets de loi de ratification en vertu de l'article 38 de la Constitution (p. 5451) ; M. Guy Bêche, rapporteur spécial du budget des affaires sociales (p. 5451).

682. — M. Gilbert Gantier : procédure de la discussion des amendements en commission ; volonté de la majorité de s'attribuer le bénéfice des dispositions intéressantes proposées par l'opposition ; précise que M. Guy Bêche, rapporteur spécial du budget des affaires sociales a travesti la position de la commission ; attitude de M. Michel Suchod, président de séance [18 novembre 1983] (p. 5497).

683. — M. Parfait Jans : travaux des commissions et ordre du jour [30 novembre 1983] (p. 5804).

684. — M. Jean-Pierre Soisson : critique le dépôt par le Gouvernement d'amendements au projet de loi modifiant les dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement, après approbation de ce projet par le conseil des ministres et après consultation du conseil d'État ; dénaturation du texte [30 novembre 1983] (p. 5843) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : connaissance des résultats de la répartition de la dotation globale de fonctionnement ; droit d'amendement du Gouvernement (p. 5843).

685. — M. Emmanuel Aubert : modification, par un amendement du Gouvernement, d'une proposition de loi comportant un article unique [1er décembre 1983] (p. 5888) ; M. Gérard Bapt, rapporteur : endettement des rapatriés (p. 5888) ; amendements déposés par le Gouvernement (p. 5889).

686. — M. Emmanuel Hamel : précipitation dans laquelle doit être discuté le projet de loi sur la dotation globale de fonctionnement [1er décembre 1983] (p. 5898) ; M. Raymond Forni, président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : bonnes conditions dans lesquelles a été étudié le présent projet de loi (p. 5898) ; M. Dominique Frelaut, rapporteur pour avis : absence des membres de l'opposition lors de l'examen du présent projet de loi par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (p. 5898).

687. — M. Adrien Zeller : présence des membres de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan appartenant à l'opposition lors du débat sur le IXe Plan et absence consécutive de ceux-ci à la réunion de la commission des finances [1er décembre 1983] (p. 5899) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : importance du présent projet de loi (p. 5899).

688. — M. Jacques Toubon : répartition des temps de parole [1er décembre 1983] (p. 5920) ; M. Raymond Forni, président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : réforme du règlement de l'Assemblée Nationale (p. 5921) ; M. François Massot, vice-président : répartition des temps de parole ; précise que le groupe R.P.R. se désintéresse du débat sur la dotation globale de fonctionnement (p. 5921).

689. — M. Jacques Toubon : appréciation portée par le président de séance sur l'attitude du groupe R.P.R. [1er décembre 1983] (p. 5821).

690. — M. Gilbert Gantier : rôle d'information des commissions permanentes ; contrôle budgétaire ; retard dans la publication des documents sur le projet de loi de finances rectificative ; mauvaise information de la commission des finances et du Parlement [6 décembre 1983] (p. 6045) ; retard dans la publication du rapport écrit ; conditions de travail de l'Assemblée Nationale (p. 6046) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : respect du Parlement par le Gouvernement (p. 6046) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget : information de la commission des finances (p. 6046) ; M. Gilbert Gantier : conditions de travail de la commission des finances (p. 6046) ; M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget : conditions de travail de la commission des finances ; caractère satisfaisant de l'information des membres de cette commission (p. 6046).

691. — M. Gilbert Gantier : refus de la commission des finances de l'Assemblée Nationale d'auditionner le ministre de l'économie et le gouverneur de la Banque de France ; maimise du ministère des finances sur le système bancaire [7 décembre 1983] (p. 6142).

692. — M. Gilbert Gantier : mauvaise organisation des travaux de l'Assemblée nationale [9 décembre 1983] (p. 6247) ; mise à l'ordre du jour de la deuxième lecture du projet de loi sur l'enseignement supérieur (p. 6248) ; M. Alain Chénard, vice-président : fixation de l'ordre du jour par la conférence des présidents (p. 6248) ; M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale : raison de l'absence du ministre de l'éducation nationale (p. 6248).

693. — M. Guy Ducoloné : organisation du travail de l'Assemblée nationale par la conférence des présidents ; impératifs de la fin de session [9 décembre 1983] (p. 6248).

694. — M. Robert-André Vivien : conditions « scandaleuses » dans lesquelles la commission des affaires culturelles, familiales et sociales examine le projet de loi sur la presse ; précise que les membres de l'opposition se voient refuser par le président la parole en commission [10 décembre 1983] (p. 6339).

695. — M. Claude Evin, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : volonté de M. Robert-André Vivien de provoquer un incident de séance ; déroulement normal des travaux de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [10 décembre 1983] (p. 6340) ; attitude de l'opposition (p. 6341) ; M. Alain Chénard, vice-président : maîtrise des commissions sur leurs travaux (p. 6341).

696. — M. Gilbert Gantier : se déclare choqué par le fait que M. Claude Evin, président de la commission des affaires culturelles,

familiales et sociales ait regretté le trop grand nombre d'amendements déposés par l'opposition sur le projet de loi sur la presse [10 décembre 1983] (p. 6341).

697. — **M. Jean-Claude Cassaing** : dépôt d'amendements par l'opposition sur le projet de loi sur la presse ; tactiques d'obstruction [10 décembre 1983] (p. 6341).

698. — **M. Alain Madelin** : maîtrise des commissions sur leurs travaux ; multiplication des séances de nuit [10 décembre 1983] (p. 6341) ; insuffisance du temps prévu pour l'examen du projet de loi sur la presse en commission (p. 6342).

699. — **M. Jean Foyer** : rappelle son expérience de président de la commission des lois [10 décembre 1983] (p. 6342).

700. — **M. Gilbert Gantier** : précise que M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale a commis une erreur en affirmant que l'Assemblée nationale avait battu un record historique en discutant en première lecture pendant dix-sept jours le projet de loi sur l'enseignement supérieur ; exemple de débats plus longs que celui-ci [10 décembre 1983] (p. 6358).

701. — **M. Claude Labbé** : fixation de l'ordre du jour ; suspension des travaux de la commission examinant le projet de loi sur la presse [15 décembre 1983] (p. 6518) ; regrette que l'Assemblée siège le samedi et le dimanche (p. 6519) ; M. François Massot, vice-président : fixation de l'ordre du jour selon l'article 48 de la Constitution (p. 6519).

702. — **M. Pierre Joxe** : attitude de l'opposition ; précise que siéger le samedi et le dimanche ne nuit pas à l'image du parlement ; inscription des textes à l'ordre du jour ; conditions difficiles dans lesquelles va être discuté le projet de loi sur la presse [15 décembre 1983] (p. 6519).

703. — **M. Christian Goux** : président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : précise que la commission des finances a rendu son avis sur le projet de loi sur la presse [15 décembre 1983] (p. 6519).

704. — **M. Emmanuel Hamel** : précise que le rapport de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi sur la presse est un rapport verbal [15 décembre 1983] (p. 6519) ; menace pour les libertés fondamentales constituée par le projet de loi sur la presse ; précipitation avec laquelle va être discuté ce texte (p. 6520).

705. — **M. Edmond Alphandéry** : caractère verbal du rapport pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi sur la presse [15 décembre 1983] (p. 6520) ; M. Christian Goux, président de la commission des finances : caractère normal de la procédure suivie par la commission des finances pour donner avis sur le projet de loi sur les entreprises de presse (p. 6520).

706. — **M. Pierre Joxe** : organisation de la session extraordinaire ; multitude d'amendements déposés par l'opposition ; institution du repos hebdomadaire voté au début du siècle par les députés de gauche [15 décembre 1983] (p. 6520).

707. — **M. Claude Labbé** : précise que les députés se doivent d'être dans leur circonscription le samedi et le dimanche ; conditions d'examen du projet de loi sur la presse ; dépôt d'amendements par l'opposition [15 décembre 1983] (p. 6520, 6521).

708. — **M. Georges Tranchant** : retard dans la distribution des amendements déposés par le Gouvernement et la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1984 ; difficulté de rédiger des sous-amendements dans ces conditions [15 décembre 1983] (p. 6521).

709. — **M. Gilbert Gantier** : contenu du rapport de M. Christian Pierret sur la deuxième lecture du projet de loi de finances pour 1984 [15 décembre 1983] (p. 6523) ; M. Christian Pierret, rapporteur général : précise que son rapport oral a fait référence à son rapport écrit donnant toutes les précisions essentielles (p. 6523).

710. — **M. Alain Madelin** : critique la distribution d'un rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales par M. Jean-Jack Queyranne alors que cette dernière ne l'a pas voté ; impossibilité dans ces conditions de mettre le texte en discussion en vertu de l'article 90 du Règlement [15 décembre 1983] (p. 6535) ; M. Louis Mermaz, président : renvoi à la réponse du président de la précédente séance au sujet de l'article 90 du Règlement (p. 6535).

711. — **M. Jacques Toubon** : inconstitutionnalité de la démarche du Gouvernement mettant en discussion un projet de loi non examiné par la commission saisie au fond ; demande du groupe R.P.R. de réunir le Bureau de l'Assemblée nationale [15 décembre 1983] (p. 6536).

712. — **M. Pierre Joxe** : interprétation en 1960 de l'article 90 du Règlement par M. Chamant, vice-président, selon laquelle en l'absence de rapporteur, le président de la commission compétente informe l'Assemblée de l'état des travaux de la commission ; cette relation valant rapport au regard de l'article 90 du Règlement [15 décembre 1983] (p. 6536).

713. — **M. François d'Aubert** : obligation d'annexer au rapport les amendements soumis à la commission en vertu de l'article 86, alinéa 2 du Règlement ; inexistence de cette annexe dans le rapport de M. Jean-Jack Queyranne sur le projet de loi relatif à la presse [15 décembre 1983] (p. 6537).

714. — **M. Emmanuel Aubert** : impossibilité pour la commission des lois saisie pour avis de donner son avis sur le projet de loi sur la presse [15 décembre 1983] (p. 6537).

715. — **M. Charles Millon** : caractère « scandaleux » de la démarche consistant à demander son avis à la commission des lois saisie pour avis alors que la commission des affaires culturelles, saisie au fond, ne s'est pas prononcée [15 décembre 1983] (p. 6538).

716. — **M. Pascal Clément** : impossibilité pour la commission des lois saisie pour avis d'étudier le projet de loi sur la presse ; rapport oral ; désaccord entre le garde des Sceaux et le rapporteur [15 décembre 1983] (p. 6538).

717. — **M. Jean-Marie Caro** : obligation en vertu de l'article 86, alinéa 1 du Règlement de distribuer les rapports dans un délai suffisant pour permettre la discussion du texte conformément à la Constitution [15 décembre 1983] (p. 6539).

718. — **M. Jacques Toubon** : obligation en vertu de l'article 86, alinéa 2 du Règlement d'insérer en annexe des rapports les amendements soumis à la commission ; conclusion des rapports par un texte d'ensemble ; demande de disqualification du rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales par M. Jean-Jack Queyranne sur le projet de loi sur la presse [15 décembre 1983] (p. 6539).

719. — **M. Marc Lauriol** : estime qu'une commission spéciale aurait dû être désignée [15 décembre 1983] (p. 6539) ; impossibilité pour la commission des lois saisie pour avis de rapporter en l'absence de décision de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, saisie au fond (p. 6540) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : supériorité juridique de la Constitution sur le Règlement de l'Assemblée nationale ; article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour (p. 6541, 6542) ; M. Louis Mermaz, président : nécessité d'inscrire la mention « tome I » sur le rapport de M. Jean-Jack Queyranne au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi sur la presse ; droit pour le Gouvernement d'établir un ordre du jour prioritaire en vertu de la Constitution (p. 6541).

720. — **M. Claude Evin** : désignation par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales d'un rapporteur ; volonté d'obstruction manifestée par l'opposition ; impossibilité pour la commission de présenter des conclusions avant l'ouverture du débat ; information sur l'état des travaux de celle-ci [15 décembre 1983] (p. 6541).

721. — **M. Alain Madelin** : obligation pour le Gouvernement de respecter le règlement de l'Assemblée nationale ; réserve de l'article 2 du projet de loi sur la presse relatif au champ d'application de la loi [15 décembre 1983] (p. 6542).

722. — **M. Gilbert Gantier** : critique la façon de procéder du Gouvernement en ce qui concerne la modification de l'ordre du jour en dépit des textes l'y autorisant ; application de délais constitutionnels au projet de loi de finances [15 décembre 1983] (p. 6544).

723. — M. Michel Péricard : demande que l'on efface le nom des commissaires membres du groupe R.P.R. figurant sur la couverture du rapport établi par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi sur la presse [15 décembre 1983] (p. 6544).

724. — M. François d'Aubert : demande de retrait des noms des commissaires du groupe U.D.F. figurant sur la première page du rapport établi au nom de la commission des affaires culturelles [15 décembre 1983] (p. 6545) ; M. Louis Mermaz, président : compétence exclusive du Gouvernement pour juger de l'usage de l'article 89, alinéa 3 du règlement relatif à la modification de l'ordre du jour ; caractère descriptif de la liste des noms figurant sur la première page d'un rapport (p. 6545).

725. — M. Georges Tranchant : son étonnement face au changement de l'ordre du jour prioritaire ; caractère précipité du débat sur la presse [15 décembre 1983] (p. 6545).

726. — M. Jacques Toubon : priorité des rappels au règlement sur l'ordre du jour [15 décembre 1983] (p. 6545) ; irrégularité du rapport présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi sur la presse (p. 6546).

727. — M. Pierre Joxe : priorité des rappels au règlement ; renonce à son rappel au règlement [15 décembre 1983] (p. 6546) ; M. Louis Mermaz, président : possibilité pour les membres du Gouvernement de prendre la parole lorsqu'ils la demandent (p. 6546).

728. — M. Alain Madelin : caractère précipité du présent débat ; délai constitutionnel applicable à l'examen des lois de finances [15 décembre 1983] (p. 6546).

729. — M. Jacques Toubon : violation de l'article 86, alinéa 2 du Règlement de l'Assemblée nationale en vertu duquel les rapports concluent à l'adoption, au rejet ou à l'amendement d'un texte ; précise que le rapport de M. Jean-Jack Queyranne sur le projet de loi sur la presse est un travail de caractère universitaire [15 décembre 1983] (p. 6558).

730. — M. Jacques Baumel : existence d'une seule ordonnance sur la presse en 1944 ; absence de décret d'application ; législation anti-trust à l'étranger [15 décembre 1983] (p. 6559).

731. — M. Pascal Clément : article 94 du Règlement permettant au président de l'Assemblée nationale de demander à celle-ci de se prononcer lorsque la commission saisie au fond d'une proposition de loi ne présente pas de conclusions [15 décembre 1983] (p. 6559).

732. — M. Marc Lauriol : analyse contraire aux usages faite par M. Jean-Pierre Michel de l'audition du garde des Sceaux par la commission des lois ; utilisation par M. Jean-Pierre Michel de sa qualité de rapporteur pour présenter un développement personnel [16 décembre 1983] (p. 6587) ; M. Guy Ducoloné, vice-président : utilité pour l'Assemblée nationale d'être informée de l'opinion du garde des Sceaux (p. 6587).

733. — M. Claude Labbé : violation par le projet de loi sur la presse de la Constitution et de la déclaration des droits de l'homme ; faible niveau du débat [16 décembre 1983] (p. 6616).

734. — M. Jacques Toubon : sa demande de faire porter les interventions sur le texte [17 décembre 1983] (p. 6641).

735. — M. Bernard Schreiner : défense des libertés depuis 1981 [17 décembre 1983] (p. 6641).

736. — M. François d'Aubert : nécessité de traiter l'ensemble des problèmes relatifs à la communication lors de l'examen du projet de loi sur la presse [17 décembre 1983] (p. 6641) ; M. Guy Ducoloné, vice-président ; absence de relations entre le contenu de l'intervention de M. François d'Aubert et le règlement de l'Assemblée nationale (p. 6641).

737. — M. Jacques Toubon : sa demande de précision sur la suite de la discussion du projet de loi sur les entreprises de presse en raison de la modification de l'ordre du jour [17 décembre 1983] (p. 6647).

738. — M. Alain Madelin : impréparation du débat ; loi d'exception [17 décembre 1983] (p. 6647) ; M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : rappelle sa rencontre avec M. Jacques Toubon à Pau lorsque ce dernier était directeur du cabinet du préfet ; reprise de la discussion du projet de loi sur la presse lors d'une éventuelle session extraordinaire en janvier (p. 6648).

739. — M. Gilbert Gantier : deuxième modification de l'ordre du jour prioritaire, celle-ci ne pouvant avoir lieu qu'à titre exceptionnel ; examen en seconde lecture du projet de loi de finances pour 1984 ; hausse ininterrompue du dollar modifiant les hypothèses de travail retenues par le Gouvernement [17 décembre 1983] (p. 6652, 6653).

740. — M. Parfait Jans : lenteur de la discussion en seconde lecture du projet de loi de finances pour 1984 ; mauvaise humeur de l'Assemblée nationale ; nécessité de voir tous les députés présents ainsi que le rapporteur général et le président de la commission des finances faire des efforts de concision [17 décembre 1983] (p. 6655).

741. — M. Michel Debré : retard dans la distribution du rapport établi par M. Jean-François Hory au nom de la commission des lois sur le projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion [19 décembre 1983] (p. 6714).

742. — M. Jean Fontaine : modification de l'ordre du jour ; nécessité de reprendre l'examen du projet de loi sur les compétences des régions d'outre-mer [19 décembre 1983] (p. 6745).

743. — M. Michel Debré : précise que les parlementaires ne sont pas informés sur l'heure de reprise du débat sur le projet de loi relatif aux compétences des régions d'outre-mer [19 décembre 1983] (p. 6745) ; M. Jean Brocard, vice-président : problème des fins de session ; existence de textes en navette avec le Sénat (p. 6745, 6746).

744. — M. Jean Fontaine : Mise en cause en séance publique d'un député à propos d'une de ses interventions en commission [19 décembre 1983] (p. 6786).

745. — M. Raymond Forni, président de la commission des lois constitionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : déroulement des travaux des commission ; possibilité pour un commissaire s'estimant diffamé de demander la parole pour un fait personnel [19 décembre 1983] (p. 6786) ; M. Jean Brocard, vice-président : impossibilité de supprimer les interventions en séance publique (p. 6786).

746. — M. Gilbert Gantier : ordre du jour de la fin de la session ordinaire et de la session extraordinaire ; ordonnance prise par le Gouvernement conformément à l'article 38 de la Constitution ; projet de loi de ratification ; nécessité pour le Parlement de ratifier les ordonnances ; précise qu'il s'apprête à déposer une proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 38 de la Constitution [20 décembre 1983) (p. 6841).

747. — M. Jacques Toubon : remise en cause du fonctionnement des commissions mixtes paritaires par les membres de la majorité parlementaire [21 décembre 1983] (p. 6883, 6884).

RAPPORT CONSTANT

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), anciens combattants.

RAPPORTS D'INFORMATION

Voir *Audiovisuel* **3.**
Commerce extérieur **2.**
Communautés européennes **5.**
Défense nationale **2.**
Papiers et cartons **1.**
Parlement **12.**
Politique extérieure **7.**

RATEAU (ENTREPRISE)

Voir *Questions au Gouvernement* **545.**

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6, 9.**
Plan **4.**

— fondamentale.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), industrie et recherche, énergie.

Personnels de la —

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Industrie et recherche. Energie.

Questions orales sans débat **496.**

— universitaire.

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* **5.**

« RECONQUETE DU MARCHE INTERIEUR »

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**

Formation professionnelle et promotion sociale **2.**

Plan **4.**

REGIONS

Voir *Elections et référendum* **23.**

Réseaux d'accès aux —

Alsace.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), transports.

Ardèche.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), transports.

Bretagne.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), transports.

Corrèze.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), transports.

Corse.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), transports.

Franche-Comté.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), transports.

Limousin.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), transports.

REGLEMENT JUDICIAIRE

Voir *Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens.*

REINSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), justice.

RELATIONS EXTERIEURES

Voir *Politique extérieure.*

RENAULT

Fabrication de la Renault 9.

Voir *Questions au Gouvernement* **498.**

— véhicules industriels.

Voir *Questions orales sans débat* **449.**

RENTE COMPENSATOIRE

Voir *Divorce* **6.**

RENTE VIAGERES

Voir *Lois de finances* 7 (première partie), article 38.

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Licenciement d'un membre du comité d'entreprise.

Voir *Questions orales sans débat* **395.**

Sanctions contre des représentants syndicaux.

Voir *Questions orales sans débat* **357, 386.**

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

Voir *Politique extérieure* **8.**

Traités et conventions **91.**

RESONANCE MAGNETIQUE NUCLEAIRE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), affaires sociales et solidarité nationale.

RESPONSABILITE CIVILE

5. — Proposition de loi n° 1360 portant création de commissions d'indemnisation compétentes en matière de **responsabilité médicale.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jean Foyer (21 avril 1983).

6. — Proposition de loi n° 1794 tendant à prévoir la **réparation des dommages corporels et matériels** résultant de l'assistance portée à une personne en péril. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 10 novembre 1983 par M. Jacques Médecin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Philippe Séguin (14 décembre 1983).

RETRAITE

Voir *Assurance vieillesse : généralités.*

Déclarations du Gouvernement **7.**

Fonctionnaires et agents publics **15.**

Questions au Gouvernement **622.**

— à 60 ans.

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **9.**

Chômage : indemnisation **4.**

Déclarations du Gouvernement **6.**

Questions au Gouvernement **788.**

— complémentaire des personnels de la sécurité sociale.

Voir *Questions au Gouvernement* **682.**

— des agriculteurs.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), agriculture, B.A.P.S.A.

Questions au Gouvernement **769.**

Retraités de la sidérurgie.

Voir *Questions au Gouvernement* **701.**

REUNION

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), départements et territoires d'outre mer.

RHIN ET MOSELLE

Voir *environnement* **4.**

Lois de finances 7 (deuxième partie), environnement et qualité de la vie.

Parlement **9.**

RHIN-RHONE (liaison)

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), transports.

Question orales sans débat **411, 462.**

RHONE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), environnement et qualité de la vie.

RHONE-MERIEUX (groupe)

Voir *Questions orales sans débat* **390.**

RHONE-POULENC (groupe)

Voir *Questions orales sans débat* **381.**

RHONE-POULENC (société)

Situation de l'établissement textile de Colmar.

Voir *Questions orales sans débat* **368.**

RHUM

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), départements et territoires d'outre mer.

Distillerie Montebello en Guadeloupe.

Voir *Questions orales sans débat* **425.**

RIVIERES

Voir *Cours d'eau.*

ROULEMENT (industrie du —)

Voir *Questions orales sans débat* **548.**

ROUTES

Route Nantes-Rennes.

Voir *Questions orales sans débat* **376.**

Subvention de l'Etat pour les routes nationales déclassées.

Voir *Questions au Gouvernement* **550.**

S

SACILOR

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**
Entreprises publique **4.**

Usine Ugine-Aciers de l'Ardoise.

Voir *Questions orales sans débat* **417.**

SAHARA OCCIDENTAL

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**

SAINT-GOBAIN (compagnie de —)

Voir *Questions orales sans débat* **353.**

Saint-Gobain Emballage.

Voir *Questions au Gouvernement* **583.**

SAINT PIERRE ET MIQUELON

Voir *Elections et référendums* **23.**

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), départements et territoires d'outre mer.

Zone économique française autour de —

Voir *Questions au Gouvernement* **571.**

SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **15.**

SANTE PUBLIQUE

Voir *Plan* **5.**

SAPEURS POMPIERS

Carrière des lieutenants de —

Voir *Questions orales sans débat* **410.**

SATELLITES

Voir *Défense nationale* **3.**

SCRUTINS (modes de —)

Voir *Elections et référendums* **23.**

— pour les élections régionales et législatives.

Voir *Questions orales sans débat* **543.**

SECURITE

Voir *Défense nationale* **3.**

— dans la ville de Tourcoing.

Voir *Questions au Gouvernement* **763.**

— dans les villes nouvelles.

Voir *Questions orales sans débat* **555.**

— routière.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Transports.
Questions au Gouvernement **637.**
Questions orales sans débat **442.**

— dans Paris.

Voir *Questions au Gouvernement* **599.**

SECURITE SOCIALE

10. — Proposition de loi n° 807 visant à étendre la protection sociale accordée aux **épouses des ostréiculteurs et des mytiliculteurs inscrits maritimes** relevant de la caisse de retraite des marins. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Charles Miossec (28 avril 1983).

13. — Proposition de loi n° 1447 tendant à préciser les conditions d'**affiliation à la sécurité sociale des travailleurs occasionnels.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1983 par M. Christian Bergelin et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Etienne Pinte (17 novembre 1983).

14. — Proposition de loi n° 1626 tendant à la création d'un **Fonds de garantie des cotisations** auprès des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 23 juin 1983 par M. Robert Montdargent et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Joseph Legrand (17 novembre 1983).

15. — Projet de loi n° 1783 relatif à l'assiette de certaines **cotisations de sécurité sociale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 9 novembre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. — Urgence déclarée le 14 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Eliane Provost (17 novembre 1983). — Rapport n° **1842** (30 novembre 1983). — Discussion le 6 décembre 1983. — Adoption le 6 décembre 1983. — Projet de loi n° **488.**

Sénat (première lecture), n° **98** (1983-1984), dépôt le 6 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean Béranger. — Rapport n° **111** (1983-1984) (8 décembre 1983). — Discussion le 20 décembre 1983. — Adoption le 20 décembre 1983. — Projet de loi n° **61** (1983-1984).

Loi n° 83-1245 du 30 décembre 1983, publiée au *J.O.* du 4 janvier 1984 (p. 147).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [6 décembre 1983] (p. 6034).

Accidents du travail et maladies professionnelles : *Chanfrault (Guy)* (p. 6038).

Charges des entreprises : *Provost (Eliane)* (p. 6034) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6035) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 6037) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6039).

Cotisation d'assurance maladie des salariés du régime local d'Alsace-Moselle : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6039).

Déplafonnement de la part de cotisation d'assurance maladie à la charge des employeurs et diminution du taux de cette cotisation : *Provost (Eliane)* (p. 6034) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6035) ; *Legrand (Joseph)* (p. 6035) ; *Pinte (Etienne)* (p. 6036) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 6037) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6038).

Distorsions entre entreprises au regard de l'application du présent projet de loi : *Provost (Eliane)* (p. 6034) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6035) ; *Legrand (Joseph)* (p. 6035) ; *Pinte (Etienne)* (p. 6037) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6038).

Efforts demandés aux salariés : *Legrand (Joseph)* (p. 6036).

Livre blanc sur le financement de la sécurité sociale : *Pinte (Etienne)* (p. 6036) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6038).

Politique familiale : *Pinte (Etienne)* (p. 6036) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 6040).

Rapport Peskine : *Legrand (Joseph)* (p. 6035) ; *Pinte (Etienne)* (p. 6037).

Réforme de l'assiette des cotisations : *Legrand (Joseph)* (p. 6036) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 6037).

Discussion des articles [6 décembre 1983] (p. 6040).

Article 1er : *(suppression du plafond de la cotisation d'assurance maladie dans le régime général)* : amendement n° 2 de M. Joseph Legrand (plafonnant les cotisations accident du travail et maladie professionnelle) ; réduction du nombre des accidents du travail ; refonte générale du code de la sécurité sociale dans le but de le rendre plus accessible ; (p. 6040) ; neutralité financière des dispositions du présent article ; rejeté.

Article 1er : adopté après rectification.

Article 2 : *(suppression du plafond de la cotisation d'assurance maladie dans le régime des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés)* ; adopté.

Article 3 : *(suppression du plafond de la cotisation d'assurance maladie dans le régime des salariés agricoles)* ; adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 1 de la commission (de coordination) ; adopté.

Article 4 : *(date d'application de la présente loi)* : amendement n° 3 de M. Jean-Paul Fuchs (application de la présente loi progressivement dans les 3 années à venir en fonction des différentes branches professionnelles) ; rejeté.

Article 4 : adopté (p. 6041).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6042).

16. — Projet de loi n° 1825 portant **diverses mesures d'ordre social.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 23 novembre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. — Urgence déclarée le 23 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Guy Chanfrault (1er décembre 1983). — Rapport n° **1867** (6 décembre 1983). — Discussion le 12 décembre 1983. — Adoption le 12 décembre 1983. — Projet de loi n° **494.**

Sénat (première lecture), n° **126** (1983-1984), dépôt le 13 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Boyer. — Rapport n° **143** (1983-1984) (15 décembre 1983). — Discussion le 20 décembre 1983. — Adoption le 20 décembre 1983. — Projet de loi n° **62** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1926**, dépôt le 20 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire. — Nomination [*J.O.* du 22 décembre 1983] (p. 3694). — Bureau [*J.O.* du 22 décembre 1983] (p. 3694).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Guy Chanfrault. — Rapport n° **1947** (21 décembre 1983). — Discussion le 21 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 21 décembre 1983. — Projet de loi n° **527.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade. — Rapport n° **171** (1983-1984) (21 décembre 1983). — Discussion le 22 décembre 1983. — Adoption définitive le 22 décembre 1983. — Projet de loi n° **74** (1983-1984).

Loi n° 84-2 du 2 janvier 1984, publiée au *J.O.* du 3 janvier 1984 (p. 137).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1983] (p. 6374).

Adoption (bilatéralisation des droits) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6376) ; *Provost (Eliane)* (p. 6379) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 6381).

Assurance veuvage : *Couqueberg (Lucien)* (p. 6380).

Conjoint à charge : *Chanfrault (Guy)* (p. 6375) ; *Legrand (Joseph)* (p. 6377) ; *Provost (Eliane)* (p. 6379) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 6381).

Cotisations (assiette des —) : *Legrand (Joseph)* (p. 6377).

Harmonisation des régimes sociaux : *Chanfrault (Guy)* (p. 6374, 6375) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 6380).

Hopitaux (statut des médecins) : *Lareng (Louis)* (p. 6378) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 6381).

Invalides non salariés : *Chanfrault (Guy)* (p. 6375) ; *Bélorgey (Jean-Michel)* (6376, 6377).

Médecins (convention de 1980) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6376) ; *Lareng (Louis)* (p. 6378) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 6380) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 6381).

Mines (régime des —) : *Chanfrault (Guy)* (p. 6375, 6376) ; *Legrand (Joseph)* (p. 6377, 6378) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 6381).

Pension de réversion : *Chanfrault (Guy)* (p. 6375) ; *Legrand (Joseph)* (p. 6377) ; *Provost (Eliane)* (p. 6379) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 6379, 6380).

Régime des artisans, industriels et commerçants : *Chanfrault (Guy)* (p. 6375).

Retraite (proratisation) : *Legrand (Joseph)* (p. 6377).

Tutelle administrative et financière : *Chanfrault (Guy)* (p. 6375, 6375) ; *Legrand (Joseph)* (p. 6377) ; *Bérégovoy (Michel)* (p. 6380, 6381).

Discussion des articles [12 décembre 1983] (p. 6382).

Article 1er *(assurance vieillesse des artisans, industriels et commerçants)* : adopté.

Article 2 *(majoration pour conjoint à charge et allocation de reversion du régime des professions libérales)* : amendement n° 10 du Gouvernement (non cumul d'un avantage de conjoint lorsque l'intéressé est bénéficiaire d'un avantage au titre d'une législation de sécurité sociale) ; régime des cumuls ; adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 *(validation de la décision ministérielle du 28 mars 1977)* : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 11 du Gouvernement (possibilité pour certains médecins de pratiquer des tarifs différents de ceux fixés par la convention à condition de prendre en charge leur protection sociale) : adopté ; amendement n° 12 du Gouvernement (validation de la convention conclue entre les médecins et les caisses de sécurité sociale en mai 1980) (p. 6382) ; adopté ; amendement n° 13 du Gouvernement (prolongation jusqu'au 31 mars 1984 de la date d'option pour l'abandon du secteur privé) : adopté ; amendement n° 14 du Gouvernement (protection sociale des praticiens ayant renoncé à exercer une activité de clientèle privée au sein de l'hôpital) : adopté ; amendement n° 15 du Gouvernement (application de la retraite à soixante ans pour les médecins) : adopté.

Article 4 *(tutelle administrative sur les régimes spéciaux)* : amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 5 *(tutelle sur les organismes gérant l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés)* : *adopté.*

Après l'article 5 : amendement n° 16 du Gouvernement (caractère exécutoire des délibérations du conseil d'administration de la caisse régionale d'assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles) ; autonomie aux échelons régionaux (p. 6383) ; renforcement de la tutelle du ministère sur les décisions des conseils d'administration ; régime de l'approbation préalable ; adopté.

Article 6 *(validation de périodes de chômage des mineurs licenciés pour leur participation à la grève d'octobre-novembre 1948)* ; champ d'application de cette disposition ; indemnité de chauffage et de logement ; cas des victimes des évènements de Charonne ; acceptation de la prise en compte pour le calcul des pensions de vieillesse des périodes de chômage consécutives aux licenciements intervenus pour participation à la grève de 1948 ; adopté.

Article 7 *(extension au père du bénéfice de l'indemnité journalière de repos pour adoption)* : amendement n° 3 de la commission (égalité des parents pour bénéficier de l'indemnité journalière de repos) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 *(application aux autres salariés des dispositions de l'article L290-3 du code de sécurité sociale) :* amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 6384) ; amélioration de la situation des familles nombreuses : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 9 *(extension au père du droit au congé d'adoption) :* amendement n° 5 de la commission (bilatéralisation des droits des conjoints) ; extension au père salarié des dispositions protectrices définies à l'article L 122-25-1 du code du travail : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 10 *(extension au père fonctionnaire ou agent du service public du droit au congé d'adoption) :* amendement n° 6 de la commission (conditions de renonciation à ce droit) ; suppression de la priorité accordée à la mère fonctionnaire pour l'attribution du congé d'adoption ; adopté ; amendement n° 7 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 22 de M. Guy Chanfrault (amélioration de la couverture sociale des salariés agricoles des départements d'outre-mer) : adopté ; amendement n° 23 de M. Guy Chanfrault (conditions de répartition de la pension de reversion entre les anciens conjoints divorcés) (p. 6385) ; adopté ; amendement n° 26 du Gouvernement (prise en compte des périodes durant lesquelles les intéressés ont bénéficié de l'indemnité de soins aux tuberculeux, pour calculer les pensions) : adopté ; amendement n° 27 du Gouvernement (caractère alternatif de l'indemnité journalière de repos et du congé en cas d'adoption) ; harmonisation des droits des conjoints pour le congé d'adoption de trois jours ; principe de non compensation des charges ; adopté ; absence de l'opposition lors de ce débat (p. 6386).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6386).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [21 décembre 1983] (p. 6947).

Conclusions de la commission mixte paritaire : *Chanfrault (Guy)* (p. 6947).

Situation des déportés et résistants : *Chomat (Paul)* (p. 6947).

Situation des mineurs : *Chomat (Paul)* (p. 6947).

Succès de la commission mixte paritaire : *Labarrière (André)* (p. 6947).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 6947, 6948).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6948).

Voir *Déclarations du Gouvernement* **7.**

Elections aux caisses de —

Voir *Questions au Gouvernement* **618.**

Financement.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **7.**

Voir *Questions au Gouvernement* **687.**

Forfait hospitalier.

Voir *Questions au Gouvernement* **529, 534.**

Harmonisation des régimes.

Voir *Sécurité Sociale* **16.**

Régime minier.

Voir *Sécurité sociale* **16.**

Ticket modérateur.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **7.**

SENAT

Sénateurs.

Voir *Elections et référendum* **29.**
Français **6.**

S.E.P. (société)

— à Montluçon.

Voir *Questions orales sans débat* **418.**

SERRURIERS

Voir *Questions orales sans débat* **489.**

SERVICE D'AIDE MEDICALE URGENTE (S.A.M.U.)

Voir *Questions au Gouvernement* **559.**

SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Anciens combattants.

SERVICE FAIT

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **14, 15.**

SERVICE NATIONAL

2. — Proposition de loi n° 72 tendant à une **réforme du service national.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **1483 11 mai 1983**, commun aux propositions de loi n° 72, 179, 260, 326, 515, 794, 808, 1057, 1356 et au projet de loi n° 1417 (service nationale 2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16). — Discussion Voir « Service nationale 16 »

3. — Proposition de loi n° 179 tendant à modifier la loi n° 70-596 du 9 juillet 1970 relative au **service national.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **1483** (11 mai 1983), commun aux propositions de la loi n° 72, 179, 260, 326, 515, 794, 808, 1057, 1356 et au projet de loi n° 1417 (service national 2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16). — Discussion Voir « Service national 16 ».

4. — Proposition de loi n° 260 tendant à instituer une nouvelle catégorie de **dispense d'obligation du service national actif,** dispense fondée sur la défense de l'emploi. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **1483** (11 mai 1983), commun aux propositions de loi n° 72, 179, 260, 326, 515, 794, 808, 1057, 1356 et au projet de loi n° 1417 (Service national 2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16). — Discussion Voir « Service national 16 ».

5. — Proposition de loi n° 326 tendant à instituer un **service national féminin** volontaire de la coopération. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **1483** (11 mai 1983), commun aux propositions de loi n° 72, 179, 260, 326, 515, 794, 808, 1057, 1356 et au projet de loi n° 1417 (service national 2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16). — Discussion Voir « Service national 16 ».

7. — Proposition de loi n° 515 tendant à modifier les conditions **d'affectation des appelés du service national.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **1483** (11 mai 1983), commun aux propositions de loi n° 72, 179, 260, 326, 515, 794, 808, 1057, 1356 et du projet de loi n° 1417 (service national 2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16). — Discussion Voir « Service national 16 ».

10. — Proposition de loi n° 794 portant modification du **code du service national** pour ce qui concerne le **service militaire.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **1483** (11 mai 1983), commun aux propositions de loi n°2 72, 179, 260, 326, 515, 794, 808, 1057, 1356 et aux projet de loi n° 1417 (service national 2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16). — Discussion Voir « Service national 16 ».

11. — Proposition de loi n° 808 tendant à **l'accomplissement du service national dans les services actifs de la police nationale.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **1483** (11 mai 1983), commun aux propositions de loi n° 72, 179, 260, 326, 515, 794, 808, 1057, 1356 et au projet de loi n° 1417 (service national 2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16). — Discussion « Voir service national 16 ».

14. — Proposition de loi n° 1057 tendant à compléter l'article 31 du **Code du service national** relatif aux dispenses des obligations du service national actif. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport n° **1483** (11 mai 1983), commun aux propositions de loi n° 72, 179, 260, 326, 515, 794, 808, 1057, 1356 et au projet de loi n° 1417 (service national 2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16). — Discussion Voir « Service national 16 ».

15. — Proposition de loi n° 1356 tendant à dispenser du **service national actif** les jeunes gens responsables d'une exploitation ou d'une

entreprise familiale. — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : Mme Marie-Thérèse Patrat (14 avril 1983). — Rapport n° **1483** (11 mai 1983), commun aux propositions de loi n° 72, 179, 260, 326, 515, 794, 808, 1057, 1356 et au projet de loi n° 1417 (service national 2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16). — Discussion Voir « Service national 16 ».

16. — Projet de loi n° 1417 modifiant le **code du service national.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 8 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Charles Hernu, ministre de la défense. — Urgence déclarée le 11 avril 1983. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : Mme Marie-Thérèse Patrat (14 avril 1983). — Rapport n° **1483** (11 mai 1983), commun aux propostions de loi n° 72, 179, 260, 326, 515, 794, 808, 1057, 1356 et au projet de loi n° 1417 (service national 2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16).. — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (19 avril 1983). — Rapporteur pour avis : M. Yves Dollo (21 avril 1983). — Discussion le 16 mai 1983. — Adoption le 16 mai 1983. — Projet de loi n° **361.**

Sénat (première lecture), n° **319** (1982-1983), dépôt le 17 mai 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Chaumont. — Rapport n° **350** (1982-1983) (27 mai 1983). — Discussion le 7 juin 1983. — Adoption le 7 juin 1983. — Projet de loi n° **126** (1982-1983).

Commission mixte paritaire. — Nomination [*J.O.* du 11 juin 1983] (p. 1771). — Bureau [*J.O.* du 22 juin 1983] (p. 1885).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : Mme Marie-Thérèse Patrat. — Rapport n° **1604** (21 juin 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques Chaumont. — Rapport n° **414** (1982-1983) (22 juin 1983) la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1556**, dépôt le 7 juin 1983. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : Mme Marie-Thérèse Patrat. — Rapport n° **1612** (22 juin 1983). — Discussion le 22 juin 1983. — Adoption avec modifications le 22 juin 1983. — Projet de loi n° **404.**

Sénat (deuxième lecture), n° **425** (1982-1983), dépôt le 23 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Chaumont. — Discussion le 23 juin 1983. — Adoption avec modifications le 23 juin 1983. — Projet de loi n° **153** (1982-1983).

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1634**, dépôt le 23 juin 1983. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Rapporteur : M. Marie-Thérèse Patrat. — Rapport n° **1636** (23 juin 1983). — Discussion le 27 juin 1983. — Adoption définitive le 27 juin 1983. — Projet de loi n° **414.**

Loi n° 83-605 du 8 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 9 juillet 1983 (p. 2111).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [16 mai 1983] (p. 1074-1100).

Affectations préférentielles : *Bigeard (Marcel)* (p. 1084) ; *Lancien (Yves)* (p. 1087).

Amélioration de la participation et des prises de responsabilité des appelés : *Darinot (Louis)* (p. 1082).

Amélioration de la situation matérielle des appelés : *Hernu (Charles)* (p. 1075) ; *Dollo (Yves)* (p. 1080) ; *Darinot (Louis)* (p. 1082) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1083) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1084) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1092) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1096) ; *Duprat (Jean)* (p. 1096).

Appel des jeunes de dix-huit ans : *Hernu (Charles)* (p. 1075) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 1079) ; *Dollo (Yves)* (p. 1080) ; *Darinot (Louis)* (p. 1082) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1084) ; *Lancien (Yves)* (p. 1086) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 1090) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 1094).

Appelés médecins, pharmaciens et dentistes : *Hernu (Charles)* (p. 1075) ; *Darinot (Louis)* (p. 1082) ; *Robin (Louis)* (p. 1095).

Appelés servant en R.F.A. : *Hernu (Charles)* (p. 1075) ; *Darinot (Louis)* (p. 1082).

Appelés volontaires servant au Liban : *Hernu (Charles)* (p. 1075-1076).

Arrêts de rigueur (suppression des —) : *Hernu (Charles)* (p. 1075) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 1095) ; *Duprat (Jean)* (p. 1096).

Bennetot (loi de —) : *Lancien (Yves)* (p. 1088).

Comités de soldats : *Bigeard (Marcel)* (p. 1084).

Commissions régimentaires : *Hernu (Charles)* (p. 1075) ; *Darinot (Louis)* (p. 1082) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1084) ; *Nilès (Maurice)* (p. 1092) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 1095).

Comportements anti-militaristes : *Combasteil (Jean)* (p. 1083).

Conscription (principe de la —) : *Hernu (Charles)* (p. 1074-1101) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 1078) ; *Dollo (Yves)* (p. 1080) ; *Darinot (Louis)* (p. 1082) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1083) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1084) ; *Lancien (Yves)* (p. 1086) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 1090) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1092) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1095) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille et Vilaine) (p. 1098).

Conscription obligatoire pour les femmes : *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 1079) ; *Hernu (Charles)* (p. 1101).

Course aux armements : *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 1079).

Couverture sociale des appelés : *Dollo (Yves)* (p. 1081).

Défense non violente (mise en œuvre d'une —) : *Darinot (Louis)* (p. 1083) ; *Hernu (Charles)* (p. 1102).

Démocratisation du statut du soldat : *Combasteil (Jean)* (p. 1083).

Dispense pour les jeunes créateurs d'entreprises : *Hernu (Charles)* (p. 1075) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 1078) ; *Dollo (Yves)* (p. 1081) ; *Lancien (Yves)* (p. 1086) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1092).

Enseignants (affectation des —) : *Dessein (Jean-Claude)* (p. 1090).

Exemption et dispenses : *Hernu (Charles)* (p. 1075-1087) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 1078) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1084) ; *Lancien (Yves)* (p. 1087) ; *Nilès (Maurice)* (p. 1091).

Gendarmerie (appelés servant dans la —) : *Hernu (Charles)* (p. 1076-1101) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 1078-1079) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1084) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1084) ; *Lancien (Yves)* (p. 1088) ; *Nilès (Maurice)* (p. 1091) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1092).

Indexation du prêt aux appelés sur le S.M.I.C. : *Combasteil (Jean)* (p. 1083).

Insoumis : *Dollo (Yves)* (p. 1081).

Libérations anticipées exceptionnelles : *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 1080) ; *Nilès (Maurice)* (p. 1091) ; *Hernu (Charles)* (p. 1102).

Loi de programmation militaire : *Hernu (Charles)* (p. 1074) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1083) ; *Lancien (Yves)* (p. 1086) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 1080) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 1094) ; *Gatel (Jean)* (p. 1097).

Loyauté des officiers et des sous-officiers : *Combasteil (Jean)* (p. 1083).

Objecteurs de conscience (nouveau statut des —) : *Hernu (Charles)* (p. 1077-1102) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 1079) ; *Dollo (Yves)* (p. 1081) ; *Darinot (Louis)* (p. 1082) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1084) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1084) ; *Lancien (Yves)* (p. 1087) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 1090) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1092) ; *Le Coadic (Jean-Pierre)* (p. 1092) ; Couqueberg (Lucien) (p. 1093) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 1094) ; *Robin (Louis)* (p. 1095) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1096) ; *Duprat (Jean)* (p. 1097) ; *Boucheron (Jean-Michel)* (Ille et Vilaine) (p. 1098).

Officiers (formation des —) : *Hernu (Charles)* (p. 1075).

Pays étrangers (exemple des —) : *Bigeard (Marcel)* (p. 1095).

Polynésie (instauration d'un service national adapté en —) : *Juventin (Jean)* (p. 1088) ; *Robin (Louis)* (p. 1095) ; *Hernu (Charles)* (p. 1102).

Préparation militaire : *Nilès (Maurice)* (p. 1091).

Protection des appelés victimes de dommages subis en service où à l'occasion du service national : *Hernu (Charles)* (p. 1077) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 1080) ; *Dollo (Yves)* (p. 1080) ; *Nilès (Maurice)* (p. 1092) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1092).

Rapprochement du lieu d'affectation et du domicile : *Hernu (Charles)* (p. 1075) ; *Darinot (Louis)* (p. 1082) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1083) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1084-1085) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1092) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 1095).

Réduction éventuelle de la durée du service national : *Hernu (Charles)* (p. 1074-1101) ; *Dollo (Yves)* (p. 1080) ; *Darinot (Louis)* (p. 1082) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1084-1085) ; *Lancien (Yves)*

(p. 1087-1088) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1092) ; *Robin (Louis)* (p. 1095) ; *Lacombe (Jean)* (p. 1096) ; *Duprat (Jean)* (p. 1096) ; *Gatel (Jean)* (p. 1097).

Reports d'incorporation : *Hernu (Charles)* (p. 1075) ; *Darinot (Louis)* (p. 1082) ; *Nilès (Maurice)* (p. 1091).

Réserves (organisation des —) : *Darinot (Louis)* (p. 1083) ; *Lancien (Yves)* (p. 1087) ; *Nilès (Maurice)* (p. 1091) ; *Hernu (Charles)* (p. 1102).

Scientifiques du contingent : *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 1080).

Service de l'aide technique et de la coopération : *Hernu (Charles)* (p. 1078) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 1078) ; *Lancien (Yves)* (p. 1087) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 1094).

Service national au service des statistiques du chômage : *Lancien (Yves)* (p. 1090).

Soldes (revalorisation des —) : *Combasteil (Jean)* (p. 1083) ; *Hernu (Charles)* (p. 1101).

Statut des femmes militaires : *Nevoux (Paulette)* (p. 1089).

Transport des permissionnaires : *Hernu (Charles)* (p. 1075) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1083).

Tribunaux permanents des forces armées (suppression des —) : *Duprat (Jean)* (p. 1096).

Volontaires féminins : *Hernu (Charles)* (p. 1075-1076-1101) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 1078) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1084) ; *Lancien (Yves)* (p. 1087-1088) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 1089) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 1092) ; *Robin (Louis)* (p. 1095).

Volontariat pour un service allongé : *Hernu (Charles)* (p. 1075-1076-1101) ; *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 1078-1079) ; *Dollo (Yves)* (p. 1080) ; *Darinot (Louis)* (p. 1082) ; *Combasteil (Jean)* (p. 1084) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 1084) ; *Lancien (Yves)* (p. 1086-1088) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 1090) ; *Nilès (Maurice)* (p. 1091) ; *Couqueberg (Lucien)* (p. 1094) ; *Gatel (Jean)* (p. 1097).

Discussion des articles [16 mai 1983] (p. 1103).

Article 1er (formes du service national universel ; âge d'appel ; report d'incorporation ; service des objecteurs de conscience) (p. 1103-1104) ; évolution future du service national (p. 1105) ; durée du service national ; appelés servant dans les gendarmeries départementales ; affectation des gendarmes auxiliaires ; service des coopérants (p. 1106) ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 74 de M. Yves Lancien (suppression de l'affirmation selon laquelle le service national est universel) ; exemple de la R.F.A. ; dispense pour soutien de famille ; exemption pour inaptitude physique ; rejeté ; amendement n° 75 de M. Yves Lancien (référence aux besoins de la protection des populations civiles) : retiré ; amendements identiques n° 11 de M. Jean Combasteil et n° 76 et M. Yves Lancien (suppression de la référence au service des objecteurs de conscience) (p. 1107) ; différentes formes prises par le service national ; institution nécessaire d'un service de défense civile ; refus de banaliser l'objection de conscience ; droits de la patrie et droits de l'homme (p. 1108) ; refus du désarmement unilatéral par le Gouvernement ; rejetés ; amendement n° 3 de la commission (de correction) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 77 de M. Yves Lancien (suppression de la référence aux limites dans lesquelles les volontaires féminines auront accès aux différentes formes du service national) ; nécessité d'offrir aux jeunes femmes le plus grand nombre possible d'emplois militaires ; retiré (p. 1109) ; amendement n° 67 de M. Jean Brocard soutenu par M. Jean-Marie Daillet (suppression de la disposition permettant aux jeunes gens d'effectuer leur service national actif à partir de 18 ans) : rejeté ; amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 78 de M. Yves Lancien (remplaçant l'appel à 18 ans par un appel à 19 ans) ; volonté du Gouvernement de « bonifier » les statistiques des demandeurs d'emploi ; rejeté ; amendement n° 4 de la commission (appel à 18 ans à la demande des intéressés) : adopté ; amendement n° 79 de M. Yves Lancien (de conséquence) (p. 1110) : retiré ; amendement n° 87 de M. Francisque Perrut soutenu par M. Emmanuel Hamel (affectation proche des lieux de résidence) : retiré ; amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) ; différence entre l'expression « ministre de la défense » et l'expression « ministre chargé de la défense nationale » ; retiré ; amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 68 de M. Jean Brocard soutenu par M. Jean-Marie Daillet (suppression du paragraphe relatif à l'âge du recensement) : retiré (p. 1111) ; amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 65 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (conditions de dispense des jeunes chefs d'entreprise) : adopté ; amendements n° 31, n° 32, n° 33, n° 34 de la commission (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 35 de la commission (supprimant la référence au code du service national) (p. 1112) : adopté ; amendements n° 36, 37, 38 et 39 de la commission (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 12 de M. Jean Combasteil (suppression de la possibilité d'un renouvellement du volontariat) ; amendement n° 88 du Gouvernement (renouvellement du volontariat sans que la durée totale des services puisse excéder 24 mois) ; nécessité de donner au volontariat le maximum de souplesse ; amendement n° 12 : retiré ; amendement n° 88 : adopté ; amendement n° 5 de la commission (formulation de la demande de volontariat) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 1113) ; amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 69 de M. Jean Brocard soutenu par M. Jean-Marie Daillet (affectation des gendarmes auxiliaires) ; amendement n° 8 de M. Yves Lancien (affectation des gendarmes auxiliaires dans la gendarmerie départementale) ; amendement n° 69 : retiré ; amendement n° 81 : rejeté ; amendement n° 82 de M. Yves Lancien (pourcentage des effectifs des appelés servant dans la gendarmerie) (p. 1114) : rejeté ; amendement n° 10 de M. Jean Desanlis (appelés servant dans les corps des sapeurs-pompiers communaux) ; refus de permettre à des militaires d'échapper à la tutelle des armées ; rejeté ; amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 83 de M. Yves Lancien (objet du service de défense) : adopté ; amendements n° 43 et n° 44 de la commission (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) ; adopté (p. 1115) ; amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : retiré ; amendements n° 48 et 49 de la commission (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 13 de M. Jean Combasteil (motivation religieuse ou philosophique des objecteurs de conscience) ; amendement n° 70 de M. Jean Brocard soutenu par M. Jean-Marie Dailler (convictions d'ordre religieux, éthique, moral, humanitaire, philosophique ou autre de même nature des objecteurs de conscience) ; amendement n° 13 : retiré ; amendement n° 70 : retiré ; amendement n° 6 de la commission (octroi du statut d'objecteur de conscience dans les limites prévues par les dispositions de la loi) : adopté ; amendement n° 14 de M. Jean Combasteil (déroulement du service des objecteurs de conscience) : retiré ; amendements identiques n° 9 de M. Michel Péricard soutenu par M. Yves Lancien et n° 71 de M. Jean Brocard soutenu par M. Jean-Marie Daillet (déroulement du service des objecteurs de conscience dans un établissement scientifique ou humanitaire) (p. 1116) ; volonté du Gouvernement de donner une interprétation non restrictive de la liste des établissements dans lesquels pourront servir les objecteurs de conscience ; amendement n° 9 : retiré ; amendement n° 71 : retiré ; amendement n° 66 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (admission au statut d'objecteur de conscience) : adopté ; amendement n° 64 de la commission (délai dans lequel peut être demandé le statut d'objecteur de conscience) : adopté ; amendement n° 72 de M. Jean Brocard soutenu par M. Jean-Marie Daillet (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 73 de M. Jean Brocard soutenu par M. Jean-Marie Daillet (refus d'agrément du statut d'objecteur de conscience) : devenu sans objet ; amendement n° 7 de la commission (retrait d'admission au statut d'objecteur de conscience en cas de condamnation pour insoumission ou désertion) (p. 1117) : adopté ; amendement n° 84 de M. Yves Lancien (affectation des objecteurs de conscience en cas de guerre) : adopté ; amendement n° 15 de M. Jean Combasteil (fixant à 12 mois la durée du service national pour les objecteurs de conscience) ; amendement n° 85 de M. Yves Lancien (fixant au double de la durée légale la durée du service national pour les objecteurs de conscience) ; amendement n° 15 : retiré ; amendement n° 85 : retiré ; amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 16 de M. Jean Combasteil (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 86 de M. Yves Lancien (suppression de la référence à l'activité politique ou

syndicale pouvant être exercée par les objecteurs de conscience) (p. 1118) ; tutelle du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale sur les objecteurs de conscience (p. 1119) ; rejeté au scrutin public ; amendements n° 52, 53 et 54 de la commission (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 8 de la commission (appelés repris par les gendarmes à l'issue d'une tentative de désertion) : adopté ; amendement n° 55, 56, 57, 58 de la commission (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : retiré ; amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1120) ; amendement n° 61 et 62 de la commission (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 63 de la commission (rédactionnel) : retiré ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 17 de M. Jean Combasteil (précisant que les militaires servant au titre du service national peuvent adhérer aux associations politiques, syndicales, religieuses ou philosophiques reconnues par la loi et exercer les fonctions qui leur sont confiées en dehors du service) ; activité syndicale et politique des objecteurs de conscience ; rejeté ; amendement n° 18 de M. Jean Combasteil soutenu par M. Lucien Dutard (protection des appelés lors de leur retour à la vie civile) (p. 1121) ; retiré.

Article 2 *(dispositions transitoires en faveur des objecteurs de conscience) :* amendement n° 1 du Gouvernement (cas de la demande non formulée et cas de la demande déclarée irrecevable) : adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement (cas des jeunes gens incorporés après avoir formulé tardivement une demande de statut) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté (p. 1122).

Explications de vote (p. 1122).

Abstention du groupe U.D.F. : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1123).

Défense civile : *Lancien (Yves)* (p. 1122).

Promesses non tenues : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 1123).

Vote hostile du groupe R.P.R. : *Lancien (Yves)* (p. 1122).

Vote positif du groupe communiste : *Combasteil (Jean)* (p. 1124).

Vote positif du groupe socialiste : *Aumont (Robert)* (p. 1124).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1124).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [22 juin 1983] (p. 3009).

Durée du service : *Hernu (Charles)* (p. 3009) ; *Lancien (Yves)* (p. 3010).

Dispenses : *Hernu (Charles)* (p. 3009) ; *Dollo (Yves)* (p. 3011).

Gendarmes auxiliaires (pourcentage de — dans la gendarmerie) : *Hernu (Charles)* (p. 3009) ; *Lancien (Yves)* (p. 3010).

Information sur l'objection : *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 3009).

Jeunes gens emprisonnés : *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 3009) ; *Hernu (Charles)* (p. 3009).

Objecteurs de conscience (statut et service des —) : *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 3009) ; *Hernu (Charles)* (p. 3009) ; *Lancien (Yves)* (p. 3010) ; *Dollo (Yves)* (p. 3010).

Service féminin : *Lancien (Yves)* (p. 3010).

Discussion des articles [22 juin 1983] (p. 3011).

Article 1er : amendement n° 1 de la commission (service des objecteurs de conscience) : adopté ; amendement n° 2 de la commission (référence aux exceptions prévues à l'article L. 12 et au chapitre IV du titre III) (p. 3011) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (suppression de la référence à l'avis d'une commission présidée par un conseiller d'Etat) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (suppression des deux premiers alinéas du paragraphe XII de cet article) : adopté ; amendement n° 5 de la commission (substituant au taux de 12 p. 100 le taux de 15 p. 100 à propos de la proportion de jeunes pouvant effectuer leur service dans la gendarmerie) ; amendement n° 7 de M. Yves Lancien (substituant au taux de 12 p. 100 le taux de 10 p. 100 à propos de cette même proportion) ; gendarmes auxiliaires ; âge requis pour cette fonction ; problème de l'affectation aux frontières (p. 3012) ; amendement n° 7 : retiré ; amendement n° 5 : adopté ; amendement n° 6 de la commission (suppression des deux derniers alinéas du paragraphe XVIII de cet article) ; amendement n° 8 de M. Yves Lancien (substituant aux mots « propagande sous quelque forme que ce soit tendant à inciter autrui à bénéficier » les mots « incitation à solliciter le bénéfice ») ; suppression de l'article L. 50 du code du service national ; information sur l'objection de conscience ; nombre d'objecteurs ; amendement n° 6 : adopté ; amendement n° 8 : devient sans objet ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Explications de vote

Conscription : *Verdon (Marc)* (p. 3013).

Vote positif du groupe socialiste : *Verdon (Marc)* (p. 3013).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3013).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [27 juin 1983] (p. 3283).

Durée du service militaire : *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 3284) ; *Hernu (Charles)* (p. 3284).

Echec de la commission mixte paritaire : *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 3284).

Statut des objecteurs de conscience : *Patrat (Marie-Thérèse)* (p. 3284) ; *Hernu (Charles)* (p. 3284).

Dernier texte adopté par l'AssembléeNationale (p. 3284).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3284).

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), défense et budget annexe des essences.

— adapté.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), départements et territoires d'outre mer.

Affectations préférentielles.

Voir *Service national* **2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16.**

Appel (âge de l'—)

Voir *Service national* **2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16.**

Appelés.

Voir *Service national* **2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16.**

Comités de soldats.

Voir *Service national* **2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16.**

— dans la gendarmerie nationale.

Voir *Service national* **2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16.**

Durée du —

Voir *Service national* **2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16.**

Médecins appelés.

Voir *Service national* **2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16.**

Objecteurs de conscience.

Voir *Questions orales sans débat* **358.**
Service national **2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16.**

Prêt au soldat

Voir *Service national* **2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16.**

Reports d'incorporation.

Voir *Service national* **2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16.**

Réservistes.

Voir *Service national* **2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16.**

SEVESO

Voir *Pollution et nuisances* **3.**
Questions au Gouvernement **497, 508, 586.**
Questions orales sans débat **369.**

SEXISME

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **14, 15.**

SIDERURGIE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**
Entreprises publiques **4.**

— dans la région de Thionville.

Voir *Questions orales sans débat* **540.**

— en Lorraine.

Voir *Questions au Gouvernement* **535.**

Industrie du tréfilage.

Voir *Questions orales sans débat* **347.**

Préretraités et retraités de la —

Voir *Questions au Gouvernement* **701.**

Quotas européens.

Voir *Questions au Gouvernement* **552.**

Situation dans les bassins de Lorraine et de l'Ouest.

Voir *Questions orales sans débat* **354.**

SILICON VALLEY

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* **5.**

S.K.F. (groupe)

Voir *Questions orales sans débat* **548.**

Usine d'Ivry-sur-Seine.

Voir *Questions orales sans débat* **408.**

SOCIETE D'EPARGNE FONCIERE AGRICOLE (S.E.F.A.)

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

SOCIETE FRANCAISE DE L'ASSURANCE DU CAPITAL A RISQUE (S.O.F.A.R.I.S.)

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Economie, finances et budget. Consommation.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS (S.N.C.F.)

Nouveau statut.

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Transports.

SOCIETE NATIONALE D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DES TABACS ET ALLUMETTES (S.E.I.T.A.)

Voir *Questions orales sans débat* **547.**

SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES

8. — Projet de loi n° 1429 relatif aux **sociétés d'économie mixte locales.** — *Sénat* (première lecture), n° **518** (1981-1982), dépôt le 28 septembre 1982, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport n° **205** (1982-1983) (5 avril 1983). — Discussion le 14 avril 1983. — Adoption le 14 avril 1983. — Projet de loi n° **76** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1429**, dépôt le 19 avril 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Bourguignon (21 avril 1983). — Rapport n° **1489** (11 mai 1983). — Discussion le 21 juin 1983. — Adoption le 21 juin 1983. — Projet de loi n° **395.**

Sénat (deuxième lecture), n° **417** (1982-1983), dépôt le 22 juin 1983.. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport n° **432** (1982-1983) (23 juin 1983). — Discussion le 24 juin 1983. — Adoption avec modifications le 24 juin 1983. — Projet de loi n° **159** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1642**, dépôt le 24 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.. — Rapporteur : M. Pierre Bourguignon. — Rapport n° **1648** (28 juin 1983). — Discussion le 28 juin 1983. — Adoption définitive le 28 juin 1983. — Projet de loi n° **419.**

Loi n° 83-597 du 7 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 8 juillet 1983 (p. 2099).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 juin 1983] (p. 2919).

Capital minimum des sociétés d'économie mixte locales : *Lemoine (Georges)* (p. 2920) ; *Ligot (Maurice)* (p. 2924) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 2925).

Economie mixte (développement de l'—) : *Bourguignon (Pierre)* (p. 2919) ; *Adevah-Poeuf (Maurice)* (p. 2922) ; *Ligot (Maurice)* (p. 2923) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 2925).

Emission de titres participatifs : *Bourguignon (Pierre)* (p. 2920) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2921).

Maîtrise des sociétés d'économie mixte locales par les collectivités locales : *Bourguignon (Pierre)* (p. 2919) ; *Lemoine (Georges)* (p. 2920) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 2921) ; *Adevah-Poeuf (Maurice)* (p. 2922) ; *Montdargent (Robert)* (p. 2924).

Organisation du débat : *Lemoine (Georges)* (p. 2924) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2925).

Personnels des sociétés d'économie mixte locales : *Lemoine (Georges)* (p. 2921).

Sociétés d'autoroutes : *Lemoine (Georges)* (p. 2921).

Discussion des articles [21 juin 1983] (p. 2925).

Article 1er *(création de sociétés d'économie mixte locales par les collectivités locales)* : adopté.

Article 2 *(participation des actionnaires au capital social)* : adopté (p. 2925).

Après l'article 2 : amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (règles de fonctionnement des sociétés d'économie mixte) : rejeté ; amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (délit d'ingérence) : rejeté.

Article 2 bis *(montant minimum du capital social)* ; amendement n° 36 de M. Claude Wolff soutenu par M. Jean-Paul Charié (substituant à la somme de 1 500 000 francs la somme de 500 000 francs) : rejeté ; amendement n° 37 de M. Claude Wolff (de conséquence) : devenu sans objet ;

— article 2 bis adopté.

Article 3 *(possibilité pour les sociétés d'économie mixte d'intervenir pour des personnes ne participant pas à leur capital)*(p. 2926) ; amendement n° 3 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 *(rapport entre la collectivité territoriale et la société d'économie mixte locale)* ; amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 42 du Gouvernement (de clarification) : adopté ; amendement n° 4 ; ainsi modifié, adopté ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 6 de la commission (précisant que l'inobservation des prescriptions de cet article entraîne la nullité de la convention) (p. 2927) ; adopté ; amendement n° 7 de la commission (exécution des contrats en cours) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (conditions de la sanction de nullité) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 4 bis *(émission de titres participatifs)* ; amendement n° 9 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 5 *(délibération du conseil d'administration ou du conseil de surveillance)* ; amendement n° 10 de la commission (référence aux groupements de collectivités territoriales) : adopté ; amendement

n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 2929) ; adopté ; amendement n° 12 de la commission (référence aux décisions des assemblées générales) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 supprimé par le Sénat : amendement n° 13 de la commission (rétablissant cet article) ; problème des difficultés financières de la commune ; adopté ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli.

Article 7 *(représentation de la collectivité territoriale au conseil d'administration ou de surveillance des sociétés d'économie mixte locale)* ; amendement n° 43 du Gouvernement (répartition des sièges entre collectivités actionnaires) (p. 2929) ; adopté après rectification ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 39 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Robert Montdargent (représentation des personnels des sociétés d'économie mixte) : rejeté.

Article 8 *(représentation des collectivités territoriales ayant accordé une garantie aux emprunts contractés par une société d'économie mixte locale)* ; amendement n° 15 de la commission (de précision) (p. 2930) ; adopté ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (possibilité pour le délégué de procéder à la vérification des livres et documents comptables) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (de rectification) : adopté après rectification ; amendement n° 19 de la commission (cas des groupements de collectivités locales) : adopté ; amendement n° 20 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 33 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Robert Montdargent (présence des locataires dans les conseils d'administration des sociétés chargées de la gestion de logements) (p. 2931) ; retiré.

Article 9 supprimé par le Sénat : amendement n° 41 de M. Marc Lauriol soutenu par M. Jean-Paul Charié et amendement n° 38 de M. Claude Wolff soutenu par M. Jean-Paul Charié (rétablissant cet article : contrôle des comptes des sociétés d'économie mixte locale) ; amendement n° 34 de M. Louis Maisonnat soutenu par M. Robert Montdargent (même objet) ; choix des commissaires aux comptes (p. 2932) ; amendements n° 38, 34 et 41 retirés ;

— cet article demeure supprimé.

Article 10 : réservé.

Article 11 *(dispositions applicables à la participation majoritaire des collectivités territoriales au capital)* ; problème spécifique des sociétés d'économie mixte de remontées mécaniques ; amendement n° 25 de la commission (référence aux groupements de collectivités territoriales) : adopté (p. 2933) ; amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 45 du Gouvernement (cas des sociétés d'économie mixte créées antérieurement à la date du 26 septembre 1982) ; sous-amendement n° 46 de la commission (référence à la date de publication de la présente loi) : adopté ; amendement n° 45, ainsi modifié, adopté.

Article 10 précédemment réservé *(mise en harmonie des statuts des sociétés créées avant la date de publication de la présente loi)* ; amendement n° 44 du Gouvernement (de précision) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (délai de deux ans prévu pour la mise en conformité des statuts) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (sanctions en cas de non respect des dispositions du présent article) (p. 2934) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié, adopté.

Article 12 *(sociétés d'économie mixte existant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle)* : adopté.

Article 13 *(sociétés auxquelles les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables)* : adopté.

Article 14 *(modification du code des communes)* : adopté.

Article 14 bis *(utilisation de la redevance acquittée par les sociétés d'économie mixte)* (p. 2935) ; adopté.

Article 15 *(codification)* : adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2936).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [28 juin 1983] (p. 3302).

Désignation d'un délégué spécial : *Crépeau (Michel)* (p. 3302).

Emission de titres participatis : *Bourguignon (Pierre)* (p. 3302).

Subventions exceptionnelles d'équilibre : *Bourguignon (Pierre)* (p. 3302) ; *Crépeau (Michel)* (p. 3302).

Discussion des articles [28 juin 1983] (p. 3303).

Article 8 : adopté (p. 3303).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3303).

SOCIETES COOPERATIVES

— ouvrières de production (S.C.O.O.P.).

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Services du Premier ministre.

SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE

— locales.

Voir *Sociétés civiles et commerciales* **8.**

SOFRELMO

Voir *Questions au Gouvernement* **519.**

SOMMET FRANCO-AFRICAIN

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**

SONDAGES ET ENQUETES

1. — Proposition de loi n° 1493 tendant à adopter la législation afférente aux **sondages d'opinion.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 11 mai 1983 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (9 juin 1983).

SOUSCRIPTION NATIONALE

Voir *Polynésie française* **1, 2.**

SOUS-MARINS NUCLEAIRES LANCEURS D'ENGINS (S.N.L.E)

Voir *Défense nationale* **3.**

Lois de finances 7 (deuxième partie), défense et budget annexe des essences.

SOUS-TRAITANCE

Voir *Entreprises* **16, 18.**

Lois de finances 7 (deuxième partie), Commerce et artisanat.

SPECULATION

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), urbanisme et logement.

SPORTS

2. — Projet de loi n° 1501 relatif à l'organisation et à la promotion des **activités physiques et sportives.** — *Sénat* (première lecture), n° **226** (1982-1983), dépôt le 12 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Roland Ruet. — Rapport n° **290** (1982-1983) (4 mai 1983). — Discussion le 10 mai 1983. — Adoption le 10 mai 1983. — Projet de loi n° **91** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1501**, dépôt le 16 mai 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Georges Hage (16 juin 1983).

— de haut niveau.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports.

— de masse.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Temps libre, jeunesse et sports.

Football.

Voir *Questions orales sans débat* 338.

Rugby.

Voir *Questions au Gouvernement* 513.

Sections sports-études.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), temps libre, jeunesse et sports.

SQUATTER

Squatters associatifs.

Voir *Questions orales sans débat* 537.

SS 20

Voir *Déclarations du Gouvernement* 8.
Euromissiles.
Lois de finances 7 (deuxième partie), défense et budget annexe des essences, relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

STATUT GENERAL DES MILITAIRES

Voir *Armée* 1.

STERILITE

Mère d'accueil.

Voir *Questions au Gouvernement* 720.

SUCCESSIONS ET LIBERALITES

Voir *Droits de succession.*

SUCRE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), départements et territoires d'outre mer.
Questions orales sans débat 481.

Industrie sucrière en Guadeloupe.

Voir *Questions au Gouvernement* 662.

Scandale du —

Voir *Baux de commerce* 1.

SUISSE

Détention de comptes en —

Voir *Questions au Gouvernement* 661.

SULE (Anselmo)

Voir *Questions au Gouvernement* 801.

SURTAXE PROGRESSIVE

Voir *Lois de finances* 7 (première partie), article 1er.

SYNDICAT D'INTERETS COMMUNAUTAIRES

Voir *Villes nouvelles* 2.

SYNDICATS PROFESSIONNELS

Voir *Déclarations du Gouvernement* 9.
Edition, imprimerie et presse 5.
Entreprises publiques 3.
Fonctionnaires et agents publics 16.

Atteintes aux libertés syndicales dans la police.

Voir *Questions au Gouvernement* 610.

Fonction publique.

Voir *Fonctionnaires et agents publics* 14.

— hospitalière.

Voir *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure* 2.

Sanctions contre des représentants syndicaux.

Voir *Questions orales sans débat* 386.

SYNDROME IMMUNO-DEFICITAIRE ACQUIS (S.I.D.A.)

Voir *Questions au Gouvernement* 650.

SYRIE

Voir *Déclarations du Gouvernement* 8.
Lois de finances 7 (deuxième partie, relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN (S.M.E.)

Voir *Communauté économique européenne* (C.E.E.).

SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL

Voir *Plan* 4.
Questions au Gouvernement 551.

T

TABACS ET ALLUMETTES

1. — **Projet de loi n° 1831** créant une **société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.).** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 24 novembre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Lois de finances* 7, discussion générale.

Reconversion de la manufacture des tabacs de Pantin.

Voir *Questions orales sans débat* 360.

TALBOT

Usine de Poissy.

Voir *Questions au Gouvernement* 811.

TALBOT-MATRA MURENA

Voir *Questions au Gouvernement* 558.

TARIFS PUBLICS

Voir *Déclarations du Gouvernement* 6.
Lois de finances 7, discussion générale.

TAXE A LA VALEUR AJOUTEE (T.V.A.)

Chauffeurs de taxi.

Voir *Questions orales sans débat* 522.

— de la presse périodique.

Voir *Questions orales sans débat* 477.

— sur la presse.

Voir *Edition, imprimerie et presse* 8.

TAXE D'APPRENTISSAGE

Voir *Plan* 4.

Répartition de la —

Voir *Questions orales sans débat* 519.

TAXE DE CORESPONSABILITE LAITIERE

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Agriculture, B.A.P.S.A.

TAXE DIFFERENTIELLE SUR LES VEHICULES A MOTEUR

Voir *Lois de finances* 7 (première partie), article 22. (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

TAXE FONCIERE

Voir *Lois de finances* 7 (première partie), article 13.

TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Voir *Lois de finances* 7 (première partie), articles 27, 31.

TAXE PROFESSIONNELLE

Voir *Lois de finances* 7 discussion générale, (première partie), après l'article 7, (deuxième partie), économie, finances et budget. Consommation.
Villes nouvelles **2.**

TAXE SUR LES CERTIFICATS D'IMMATRICULATION DES VEHICULES

Voir *Collectivités locales* **10.**
Lois de finances 7 (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

TAXES PARAFISCALES

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), budgets annexes de l'imprimerie nationale et des monnaies et médailles, comptes spéciaux du trésor, taxes parafiscales.

TAXIS

Chauffeurs de —.

Voir *Lois de finances* 7 discussion générale.

Régime de la T.V.A. applicable aux chauffeurs de —

Voir *Questions orales sans débat* **522.**

TCHAD

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**
Lois de finances 7 (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

Situation au —.

Voir *Questions au Gouvernement* **649.**
Questions orales sans débat **440.**

TELECOMMUNICATIONS

1. — Proposition de loi n° 1255 tendant à autoriser l'**utilisation de postes émetteurs-récepteurs dans la fréquence de 27 mégahertz.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Pierre Weisenhorn (2 avril 1983).

Généralisation du numéro téléphonique 15.

Voir *Questions au Gouvernement* **559.**

TELEVISION

Voir *Radiodiffusion et télévision.*

TERRAIN

Glissement de terrain de Sainte-Adresse.

Voir *Questions orales sans débat* **439.**

TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANCAISES

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), départements et territoires d'outre-mer.

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

7. — Proposition de loi n° 1623 relative à la composition et à la formation de l'**Assemblée territoriale de la Polynésie française.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 23 juin 1983 par M. Jean Juventin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Suchod (7 juillet 1983).

Voir *Audiovisuel* **2.**
Défense nationale **3.**
Justice **17.**
Lois de finances 7 (deuxième partie), départements et territoires d'outre-mer.

Cyclone en Polynésie.

Voir *Questions au Gouvernement* **500.**

Développement du tourisme dans les —

Voir *Questions orales sans débat* **341.**

Propos du vice-président du parti travailliste australien sur la Polynésie française.

Voir *Questions au Gouvernement* **728.**

TERRORISME

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

Arrestation de ressortissants irlandais en août 1982.

Voir *Questions au Gouvernement* **577.**

Attentats terroristes dans les D.O.M.

Voir *Questions au Gouvernement* **594.**

TEXTILE

Voir *Habillements, cuirs et textiles.*

TEXTILE (industrie —)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **6.**

TEXUNION (usines)

Voir *Questions orales sans débat* **497.**

THOREZ (Maurice)

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **14, 15.**

TIERS-MONDE

Voir *Pays en voie de développement.*

TOURISME ET LOISIRS

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Commerce extérieur et tourisme. Départements et territoires d'outre-mer.

Balance touristique.

Voir *Questions au Gouvernement* **721.**

Développement du tourisme dans ls DOM-TOM.

Voir *Questions orales sans débat* **341.**

Tourisme social.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Commerce extérieur et tourisme.

TOXICOMANIE

Lutte contre la —

Voir *Questions orales sans débat* **422.**

TRAIN A GRANDE VITESSE (T.G.V.)

— Atlantique.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Transports.
Questions au Gouvernement **681.**

— Est.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Transports.

— **Nord.**

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Transports.

TRAIN DES PIGNES

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Transports.

TRAITES ET CONVENTIONS

54. — **Projet de loi n° 977** autorisant l'approbation d'un accord général de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la **République populaire du Mozambique.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Discussion le 13 avril 1983. — Adoption le 13 avril 1983. — Projet de loi **n° 325.**

Loi n° 83-317 du 20 avril 1983 publiée au *J.O.* du 21 avril 1983 (p. 1239).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [13 avril 1983] (p. 255).

Aspect culturel de la coopération : *Vadepied (Guy)* (p. 255).

Chemin de fer Nacala-Entrelagos : *Vadepied (Guy)* (p. 255) ; *Chandernagor (André)* (p. 256).

Coopérants français : *Vadepied (Guy)* (p. 256) ; *Chandernagor (André) (p. 256).*

Prêt de la caisse centrale de coopération : *Vadepied (Guy)* (p. 255) ; *Chandernagor (André)* (p. 256).

Sanctions à l'égard de l'Afrique du Sud : *Vadepied (Guy)* (p. 256).

Discussion de l'article unique (p. 257).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'accord général de coopération entre le gouvernement français et le gouvernement mozambicain, signé à Maputo le 19 décembre 1981) :* adopté (p. 257).

56. — **Projet de loi n° 1134** autorisant la ratification de trois accords relatifs à l'**organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol ».** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Discussion le 13 avril 1983. — Adoption le 13 avril 1983. — Projet de loi **n° 324.**

Loi n° 83-320 du 20 avril 1983 publiée au *J.O.* du 21 avril 1983 (p. 1239).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [13 avril 1983] (p. 253).

Avenir du personnel : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 254) ; *Chandernagor (André)* (p. 255).

Impôt interne : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 253) ; *Chandernagor (André)* (p. 254).

Redevances de routes : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 253) ; *Chandernagor (André)* (p. 254).

Discussion des articles [13 avril 1983] (p. 255).

Article 1er *(ratification du protocole amendant la convention internationale « eurocontrol ») :* adopté.

Article 2 *(ratification du protocole portant modification du protocole additionnel à la convention « eurocontrol ») :* adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 255).

62. — **Projet de loi n° 1210** autorisant la ratification d'une convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'**importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Guy Vadepied (7 avril 1983). — Rapport **n° 1403** (6 avril 1983). — Demande de vote sans débat le 6 avril 1983. — Vote sans débat le 20 avril 1983. — Adoption le 20 avril 1983. — Projet de loi **n° 333.**

Loi n° 83-347 du 28 avril 1983 publiée au *J.O.* du 29 avril 1983 (p. 1315).

63. — **Projet de loi n° 1211** autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relative à l'**entraide judiciaire** en matière de **droit de garde des enfants, de droit de visite et d'obligations alimentaires.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Vote sans débat le 13 avril 1983. — Adoption le 13 avril 1983. — Projet de loi **n° 320.**

Loi n° 83-319 du 20 avril 1983 publiée au *J.O.* du 21 avril 1983 (p. 1239).

64. — **Projet de loi n° 1212** autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relative aux **obligations de service national en cas de double nationalité.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Vote sans débat le 13 avril 1983. — Adoption le 13 avril 1983. — Projet de loi **n° 321.**

Loi n° 83-318 du 20 avril 1983 publiée au *J.O.* du 21 avril 1983 (p. 1239).

65. — **Projet de loi n° 1213** autorisant l'adhésion de la France à l'acte constitutif de la **Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport **n° 1404** (6 avril 1983). — Demande de vote sans débat le 6 avril 1983. — Vote sans débat le 20 avril 1983. — Adoption le 20 avril 1983. — Projet de loi **n° 334.**

Loi n° 83-348 du 28 avril 1983 publiée au *J.O.* du 29 avril 1983 (p. 1315).

66. — **Projet de loi n° 1216** autorisant la ratification d'une convention relative aux **décisions de rectification d'actes de l'état civil** (ensemble deux annexes). — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport **n° 1405** (6 avril 1983). — Demande de vote sans débat le 6 avril 1983. — Vote sans débat le 20 avril 1983. — Adoption le 20 avril 1983. — Projet de loi **n° 335.**

Sénat (première lecture), **n° 258** (1982-1983), dépôt le 21 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Delong. — Rapport **n° 288** (1982-1983) (4 mai 1983). — Discussion le 17 mai 1983. — Adoption le 17 mai 1983. — Projet de loi **n° 100** (1982-1983).

Loi n° 83-406 du 25 mai 1983, publiée au *J.O.* du 26 mai 1983 (p. 1571).

67. — **Projet de loi n° 1217** autorisant l'approbation d'une convention entre la République française et la République arabe d'**Égypte** sur la **coopération judiciaire en matière civile,** y compris le statut personnel et en matière **sociale, commerciale et administrative** (ensemble deux annexes et un protocole annexe). — *Assemblée nationale* (première lecture). — Vote sans débat le 13 avril 1983. — Adoption le 13 avril 1983. — Projet de loi **n° 322.**

Sénat (première lecture), **n° 239** (1982-1983), dépôt le 14 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Charles Bosson. — Rapport **n° 295** (1982-1983) (5 mai 1983). — Discussion le 17 mai 1983. — Adoption le 17 mai 1983. — Projet de loi **n° 102** (1982-1983).

Loi n° 83-407 du 25 mai 1983 publiée au *J.O.* du 26 mai 1983 (p. 1572).

68. — **Projet de loi n° 1218** autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'**Égypte** de **coopération judiciaire en matière pénale.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Adoption le 13 avril 1983. — Projet de loi **n° 323.**

Sénat (première lecture), **n° 240** (1982-1983), dépôt le 14 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Matraja. — Rapport **n° 285** (1982-1983) (3 mai 1983). — Discussion le 17 mai 1983. — Adoption le 17 mai 1983. — Projet de loi **n° 103** (1982-1983).

Loi n° 83-405 du 25 mai 1983 publiée au *J.O.* du 26 mai 1983 (p. 1571).

69. — **Projet de loi n° 1261** autorisant la ratification d'une **convention consulaire entre la République française et la République socialiste du Vietnam.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport **n° 1406** (6 avril 1983). — Demande de vote sans débat le 6 avril 1983. — Vote sans débat le 20 avril 1983. — Adoption le 20 avril 1983. — Projet de loi **n° 336.**

Sénat (première lecture), **n° 259** (1982-1983), dépôt le 21 avril 1983.

— Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Serge Boucheny. — Rapport **n° 296** (1982-1983) (5 mai 1983). — Discussion le 17 mai 1983. — Adoption le 17 mai 1983. — Projet de loi **n° 98** (1982-1983).

Loi n° 83-404 du 25 mai 1983 publiée au *J.O.* du 26 mai 1983 (p. 1571).

70. — Projet de loi n° 1262 autorisant la ratification d'un accord complémentaire à la convention générale entre la République française et la **République d'Autriche** sur la **sécurité sociale.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport **n° 1407** (6 avril 1983). — Demande de vote sans débat le 6 avril 1983. — Vote sans débat le 20 avril 1983. — Adoption le 20 avril 1983. — Projet de loi **n° 337.**

Sénat (première lecture), **n° 260** (1982-1983), dépôt le 21 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Matraja. — Rapport **n° 297** (1982-1983) (5 mai 1983). — Discussion le 17 mai 1983. — Adoption le 17 mai 1983. — Projet de loi **n° 101** (1982-1983).

Loi n° 83-409 du 25 mai 1983 publiée au *J.O.* du 26 mai 1983 (p. 1572).

71. — Projet de loi n° 1263 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de **Guinée équatoriale** sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : Mme Lydie Dupuy (7 avril 1983). — Rapport **n° 1408** (6 avril 1983). — Demande de vote sans débat le 6 avril 1983. — Vote sans débat le 20 avril 1983. — Adoption le 20 avril 1983. — Projet de loi **n° 338.**

Sénat (première lecture), **n° 261** (1982-1983), dépôt le 21 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Gérard Gaud. — Rapport **n° 298** (1982-1983) (5 mai 1983). — Discussion le 17 mai 1983. — Adoption le 17 mai 1983. — Projet de loi **n° 99** (1982-1983).

Loi n° 83-408 du 25 mai 1983 publiée au *J.O.* du 26 mai 1983 (p. 1572).

73. — Projet de loi n° 1265 autorisant l'approbation d'un **accord international sur l'étain** (ensemble sept annexes). — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapport **n° 1409** (6 avril 1983). — Demande de vote sans débat le 6 avril 1983. — Vote sans débat le 20 avril 1983. — Adoption le 20 avril 1983. — Projet de loi **n° 339.**

Sénat (première lecture), **n° 262** (1982-1983), dépôt le 21 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Louis Longequeue. — Rapport **n° 299** (1982-1983) (5 mai 1983). — Discussion le 17 mai 1983. — Adoption le 17 mai 1983. — Projet de loi **n° 97** (1982-1983).

Loi n° 83-410 du 25 mai 1983 publiée au *J.O.* du 26 mai 1983 (p. 1572).

74. — Projet de loi n° 1510 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République algérienne** démocratique et populaire en vue d'éviter les **doubles compositions** et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre. — *Sénat* (première lecture), **n° 193** (1982-1983), dépôt le 16 mars 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° 311 (1982-1983) (11 mai 1983). — Discussion le 17 mai 1983. — Adoption le 17 mai 1983. — Projet de loi **n° 93** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 1510**, dépôt le 18 mai 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Roland Bernard (19 mai 1983). — Rapport **n° 1528** (26 mai 1983). — Demande de vote sans débat le 26 mai 1983. — Vote sans débat le 9 juin 1983. — Adoption le 9 juin 1983. — Projet de loi **n° 373.**

Loi n° 83-491 du 16 juin 1983 publiée au *J.O.* du 17 juin 1983 (p. 1823).

75. — Projet de loi n° 1511 autorisant l'approbation d'une **Convention pour la formation militaire** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République islamique de Mauritanie** (ensemble un échange de lettres).

Sénat (première lecture), **n° 184** (1982-1983), dépot le 8 février 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Gilbert Belin. — Rapport **n° 265** (1982-1983) (21 avril 1983). — Discussion le 17 mai 1983. — Adoption le 17 mai 1983. — Projet de loi **n° 94** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture) **n° 1511**, dépôt le 18 mai 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Pierre Raynal (19 mai 1983). — Rapport **n° 1517** (19 mai 1983). — Demande de vote sans débat le 19 mai 1983. — Vote sans débat le 9 juin 1983. — Adoption le 9 juin 1983. — Projet de loi **n° 371.**

Loi n° 83-492 du 16 juin 1983 publiée au *J.O.* du 17 juin 1983 (p. 1823).

76. — Projet de loi n° 1512 autorisant l'approbation d'une **convention européenne** relative au **statut juridique du travailleur migrant.**

Sénat (première lecture), **n° 194** (1982-1983), dépôt le 16 mars 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Gilbert Belin. — Rapport **n° 231** (1982-1983) (13 avril 1983). — Discussion le 17 mai 1983. — Adoption le 17 mai 1983. — Projet de loi **n° 95** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 1512**, dépôt le 18 mai 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Véronique Neiertz (19 mai 1983). — Rapport n° 1527 (26 mai 1983). — Demande de vote sans débat le 26 mai 1983. Opposition à cette demande (1er juin 1983). — Discussion le 27 juin 1983. — Adoption le 27 juin 1983. — Projet de loi **n° 411.**

Loi n° 83-560 du 1er juillet 1983 publiée au *J.O.* du 2 juillet 1983 (p. 2011).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [27 juin 1983] (p. 3261).

Avance du droit français par rapport au contenu de la convention : *Neiertz (Véronique)* (p. 3261) ; *Chandernagor (André)* (p. 3262) ; *Rieubon (René)* (p. 3263).

Champ d'application de cette convention : *Neiertz (Véronique)* (p. 3261).

Contenu de cette convention : *Neiertz (Véronique)* (p. 3261).

Défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales : *Neiertz (Véronique)* (p. 3261) ; *Chandernagor (André)* (p. 3261) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 3262).

Égalité de traitement entre travailleurs nationaux et travailleurs migrants : *Neiertz (Véronique)* (p. 3261) ; *Chandernagor (André)* (p. 3262).

Place des immigrés en France : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 3262-3263).

Politique de la France en matière d'immigration : *Neiertz (Véronique)* (p. 3261) ; *Chandernagor (André)* (p. 3262) ; *Rieubon (René)* (p. 3263).

Refus d'adhésion de la France à cette convention jusqu'en 1981 : *Neiertz (Véronique)* (p. 3261) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 3262).

Réserve de la France relative aux prestations non contributives : *Neiertz (Véronique)* (p. 3261).

Rôle du Conseil de l'Europe : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 3262).

Discussion de l'article unique [27 juin 1983] (p. 3263).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant)* : adopté (p. 3263).

Adoption de l'ensemble de la convention (p. 3263).

77. — Projet de loi n° 1513 autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la **République fédérale d'Allemagne** relatif à la **construction d'un pont routier sur le Rhin** entre Marckolsheim et Sasbach (ensemble une annexe). — *Sénat* (première lecture), **n° 224** (1982-1983), dépôt le 12 avril 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Delong. —

Rapport **n° 294** (1982-1983) (5 mai 1983). — Discussion le 17 mai 1983. — Adoption le 17 mai 1983. — Projet de loi **n° 96** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 1513**, dépôt le 18 mai 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Georges Bustin (19 mai 1983). — Rapport **n° 1518** (19 mai 1983). — Demande de vote sans débat le 19 mai 1983. — Vote sans débat le 9 juin 1983. — Adoption le 9 juin 1983. — Projet de loi **n° 372.**

Loi n° 83-493 du 16 juin 1983 publiée au *J.O.* du 17 juin 1983 (p. 1823).

78. — Projet de loi n° 1514 autorisant la ratification d'une convention sur l'élimination de toutes les formes de **discrimination à l'égard des femmes.** — *Sénat* (première lecture),**n° 225** (1982-1983), dépôt le 12 avril 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Gérard Gaud. — Rapport **n° 254** (1982-1983) (20 avril 1983). — Discussion le 17 mai 1983. — Adoption le 17 mai 1983. — Projet de loi **n° 104** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture),**n° 1514**,dépôt le 18 mai 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Paulette Nevoux (19 mai 1983). — Rapport **n° 1565** (9 juin 1983). — Discussion le 27 juin 1983. — Adoption le 27 juin 1983. — Projet de loi **n° 410.**

Loi n° 83-561 du 1er juillet 1983 publiée au *J.O.* du 2 juillet 1983 (p. 2011).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [27 juin 1983] (p. 3256).

Absence d'obligation directe pour les États membres : *Nevoux (Paulette)* (p. 3256).

Adéquation des objectifs de cette convention avec l'évolution du droit français : *Nevoux (Paulette)* (p. 3256) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3258) ; *Vadepied (Guy)* (p. 3258).

Atteintes à l'intégrité physique : *Neiertz (Véronique)* (p. 3620) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3260).

Centres de planification et de pédiatrie : *Dupuy (Lydie)* (p. 3259).

Comités pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes : *Nevoux (Paulette)* (p. 3256).

Condition des femmes en milieu rural : *Dupuy (Lydie)* (p. 3259).

Contenu de cette convention : *Roudy (Yvette)* (p. 3257).

Décennie des Nations-Unies pour les femmes : *Vadepied (Guy)* (p. 3258).

Désarmement nucléaire : *Nevoux (Paulette)* (p. 3256) ; *Jans (Parfait)* (p. 3258).

Discriminations positives à l'égard des femmes : *Nevoux (Paulette)* (p. 3256) ; *Jans (Parfait)* (p. 3258) ; *Dupuy (Lydie)* (p. 3259) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 3260).

Égalité professionnelle entre hommes et femmes : *Nevoux (Paulette)* (p. 3256) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3258) ; *Dupuy (Lydie)* (p. 3259).

Inégalités entre hommes et femmes sur le plan civil en droit français : *Nevoux (Paulette)* (p. 3256) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3258) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 3260).

Journée internationale de la femme : *Jans (Parfait)* (p. 3258).

Lutte contre le sexisme à l'école : *Dupuy (Lydie)* (p. 3259).

Portée universelle de la convention : *Dupuy (Lydie)* (p. 3259) ; Neiertz (Véronique) (p. 3260).

Ratification de cette convention : *Nevoux (Paulette)* (p. 3256) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3257) ; *Vadepied (Guy)* (p. 3258) ; *Jans (Parfait)* (p. 3258).

Réserves émises par la France à cette ratification : *Nevoux (Paulette)* (p. 3256-3257).

Dicussion de l'article unique [27 juin 1983] (p. 3260).

Article unique *(autorisant la ratification de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes) :* adopté (p. 3260).

Adoption de l'ensemble de la convention (p. 3260).

79. — Projet de loi n° 1554 autorisant l'approbation d'une convention relative à la **protection du Rhin — contre la pollution par les chlorures.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 7 juin 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. André Bellon (9 juin 1983). — Rapport **n° 1729** (3 octobre 1983). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (24 juin 1983). — Rapporteur pour avis : M. Roger Duroure (1er juillet 1983). — Avis **n° 1730** (3 octobre 1983). — Discussion le 7 octobre 1983. — Adoption le 7 octobre 1983. — Projet de loi **n° 451.**

Sénat (première lecture), **n° 8** (1983-1984), dépôt le 11 octobre 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Gérard Gaud. — Rapport **n° 45** (1983-1984) (3 novembre 1983). — Discussion le 9 novembre 1983. — Adoption le 9 novembre 1983. — Projet de loi **n° 18** (1983-1984).

Loi n° 83-983 du 16 novembre 1983 publiée au *J.O.* du 17 novembre 1983 (p. 3350).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [7 octobre 1983] (p. 3885).

Motion de renvoi en commission : *Masson (Jean-Louis)* (p. 3906-3907-3908-3909-3910-3911) ; *Bellon (André)* (p. 3911-3912) ; rejetée (p. 3912).

Question préalable : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 3891-3892-3893-3894-3895-3896) ; *Billon (Alain)* (p. 3896) ; rejetée (p. 3897).

Attitude des partis de gauche : *Haby (Charles)* (p. 3897) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3900) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3905) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 3911).

Bretagne (pollution) : *Jagoret (Pierre)* (p. 3898-3899).

Compagnie des salins du Midi et des salines de l'Est (C.S.M.S.E.) : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 3894-3895).

Environnement (défense européenne de l' —) : *Jagoret (Pierre)* (p. 3898-3899).

Grande Oolithe : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 3892).

Injections dans le sous-sol : *Bellon (André)* (p. 3886) ; *Duroure (Roger)* (p. 3887-3888-3889) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 3891-3892) ; *Haby (Charles)* (p. 3897) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3900) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3905) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 3906).

Jugement du tribunal de Strasbourg : *Bellon (André)* (p. 3887) ; *Odru (Louis)* (p. 3802).

Mines de potasse d'Alsace (M.D.P.A.) (avenir des —) : *Bellon (André)* (p. 3887) ; *Duroure (Roger)* (p. 3888) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 3893-3894) ; *Billon (Alain)* (p. 3896) ; *Odru (Louis)* (p. 3902-3903) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3903-3904) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3905).

Mines de potasse d'Alsace (M.D.P.A.) (responsabilité des —) : *Bellon (André)* (p. 3887) ; *Haby (Charles)* (p. 3897) ; *Jagoret (Pierre)* (p. 3898) ; *Odru (Louis)* (p. 3901).

Moselle (pollution de la —) : *Masson (Jean-Louis)* (p. 3906-3907-3908).

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : *Weinsenhorn (Pierre)* (p. 3896).

Pollution du Rhin (niveau de la —) : *Bellon (André)* (p. 3886) ; *Cheysson (Claude)* (p. 3891) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 3891-3895) ; *Haby (Charles)* (p. 3897) ; *Jagoret (Pierre)* (p. 3898) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3899) ; *Odru (Louis)* (p. 3901) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 3907).

Ratification de la convention : *Bellon (André)* (p. 3886) ; *Cheysson (Claude)* (p. 3890-3891) ; *Haby (Charles)* (p. 3898) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3899) ; *Odru (Louis)* (p. 3902) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 3903) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3904).

Saline (création d'une —) : *Bellon (André)* (p. 3886) ; *Duroure (Roger)* (p. 3888) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 3893-3894) ; *Haby (Charles)* (p. 3897-3898) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3900) ; *Odru (Louis)* (p. 3901-3902) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3904) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 3905) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 3910-3911).

Saumoduc : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 3893) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 3907-3909-3911).

Sel (cartel du —) : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 3895) ; *Odru (Louis)* (p. 3901) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 3909, 3910).

Sel de déneigement : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 3894-3895) ; *Odru (Louis)* (p. 3904) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3904).

Tessenderloo (filiale de —) : *Odru (Louis)* (p. 3902) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3904).

Discussion de l'article unique (p. 3912).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures)* (p. 3912) ; absence de concertation avec la région Alsace (p. 3912) ; renforcement de la position de la France par la ratification de cette convention ; réalisation d'injections au vu d'un rapport favorable ; demande d'enquête publique (p. 3913) ; garantie de l'avenir du bassin potassique ; embauche chaque année par les M.D.P.A. ; diversification des activités industrielles dans le bassin ; cartel du sel (p. 3914).

Article unique, adopté.

Explications de vote.

Absence de consultation de la région Alsace : *Zeller (Adrien)* (p. 3915).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3915).

80. — Projet de loi n° 1714 autorisant la ratification d'une convention portant création de l'**organisation européenne de télécommunications par satellite « EUTELSAT »** (ensemble deux annexes) et de l'accord d'exploitation relatif à l'organisation européenne de télécommunications par satellite « EUTELSAT » (ensemble deux annexes). — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 octobre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourré (3 octobre 1983). — Rapport **n° 1810** (17 novembre 1983). — Discussion le 28 novembre 1983. — Adoption le 28 novembre 1983. — Projet de loi **n° 471.**

Sénat (première lecture), **n° 78** (1983-1984), dépôt le 29 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Michel Alloncle. — Rapport **n° 104** (1983-1984) (7 décembre 1983). — Discussion le 16 décembre 1983. — Adoption le 16 décembre 1983. — Projet de loi **n° 45** (1983-1984).

Loi n° 83-1128 du 23 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 27 décembre 1983 (p. 3731).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [28 novembre 1983] (p. 5704).

Agence spatiale européenne (A.S.E.) : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5704).

Anti-communisme dans le service public de l'audiovisuel : *Odru (Louis)* (p. 5705).

Ariane (programme) : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5704).

États-Unis (contrôle de l'information) : *Odru (Louis)* (p. 5705).

Fibre optique (câble) : *Odru (Louis)* (p. 5706).

Moyens de communication (propriété des —) : *Odru (Louis)* (p. 5706).

Organisation « Eutelsat » (fonctionnement et mission) : *Nucci (Christian)* (p. 5707).

Politique spatiale française : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5704, 5705).

Satellite (pour l'audiovisuel) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 5705) ; *Odru (Louis)* (p. 5706).

Satellites E.C.S. : *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5704).

Discussion de l'article unique (p. 5707).

Article unique *(autorisation de la ratification de la convention portant création de l'organisation européenne de télécommunications par satellite « Eutelsat » et de l'accord d'exploitation relatif à cette organisation)* ; adopté (p. 5707).

81. — Projet de loi n° 1715 autorisant l'approbation d'une convention-cadre européenne sur la **coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 octobre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jacques Mahéas (3 octobre 1983). — Rapport **n° 1828** (24 novembre 1983). — Demande de vote sans débat le 24 novembre 1983, devenue sans objet. — Discussion le 28 novembre 1983. — Adoption le 28 novembre 1983. — Projet de loi **n° 473.**

Sénat (première lecture), **n° 79** (1983-1984), dépôt le 29 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Louis Jung. — Rapport **n° 115** (1983-1984) (8 décembre 1983). — Discussion le 16 décembre 1983. — Adoption le 16 décembre 1983. — Projet de loi **n° 44** (1983-1984).

Loi n° 83-1131 du 23 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 27 décembre 1983 (p. 3732).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [28 novembre 1983] (p. 5709).

Accords avec les régions frontalières : *Mahéas (Jacques)* (p. 5709).

Collectivités locales (relations extérieures des —) : *Mahéas (Jacques)* (p. 5709) ; *Nucci (Christian)* (p. 5710).

Contenu de la convention : *Nucci (Christian)* (p. 5710).

Discussion de l'article unique (p. 5710).

Article unique : *(autorisation de l'approbation de la convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales)* ; adopté (p. 5710).

82. — Projet de loi n° 1719 autorisant la ratification d'une convention relative à l'adhésion de la **République Hellénique** à la **convention concernant la compétence et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 octobre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Raymond Julien (13 octobre 1983). — Rapport : **n° 1811** (17 novembre 1983). — Demande de vote sans débat le 17 novembre 1983. — Vote sans débat le 1er décembre 1983. — Adoption le 1er décembre 1983. — Projet de loi **n° 478.**

Sénat (première lecture), **n° 90** (1983-1984), dépôt le 1er décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Michel Crucis. — Rapport **n° 106** (1983-1984) (7 décembre 1983). — Discussion le 16 décembre 1983. — Adoption le 16 décembre 1983. — Projet de loi **n° 49** (1983-1984).

Loi n° 83-1132 du 23 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 27 décembre 1983 (p. 3732).

83. — Projet de loi n° 1720 autorisant la ratification d'une convention relative à l'adhésion du **Royaume du Danemark,** de l'**Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** à la convention concernant la **compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 octobre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Pierre Jagoret (13 octobre 1983). — Rapport **n° 1812** (17 novembre 1983). — Demande de vote sans débat le 17 novembre 1983. — Vote sans débat le 1er décembre 1983. — Adoption le 1er décembre 1983. — Projet de loi **n° 479.**

Sénat (première lecture), **n° 89** (1983-1984), dépôt le 1er décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Michel Crucis. — Rapport **n° 105** (1983-1984) (7 décembre 1983). — Discussion le 16 décembre 1983. — Adoption le 16 décembre 1983. — Projet de loi **n° 48** (1983-1984).

Loi n° 83-1133 du 23 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 27 décembre 1983 (p. 3732)

84. — Projet de loi n° 1721 autorisant l'adhésion de la République française au protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la **protection des victimes des conflits armés non internationaux** (protocole II), adopté à Genève le 8 juin 1977. —

Assemblée nationale (première lecture), dépôt le 3 octobre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. André Delechedde (13 octobre 1983). — Rapport **n° 1829** (24 novembre 1983). — Discussion le 28 novembre 1983. — Adoption le 28 novembre 1983. — Projet de loi n° 474.

Sénat (première lecture), **n° 80** (1983-1984), dépôt le 29 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Louis Longequeue. — Rapport **n° 119** (1983-1984) (8 décembre 1983). — Discussion le 16 décembre 1983. — Adoption le 16 décembre 1983. — Projet de loi **n° 50** (1983-1984).

Loi n° 83-1130 du 23 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 27 décembre 1983 (p. 3731).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [28 novembre 1983] (p. 5710).

Article 3 des conventions de Genève : *Delehedde (André)* (p. 5710) ; *Nucci (Christian)* (p. 5711).

Conflit armé : *Delehedde (André)* (p. 5711) ; *Nucci (Christian)* (p. 5711).

Populations civiles (protection des —) : *Delehedde (André)* (p. 5711) ; *Nucci (Christian)* (p. 5711).

Discussion de l'article unique (p. 5711).

Article unique : *(autorisation de l'adhésion de la République française au protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux) ;* adopté (p. 5711).

85. — Projet de loi n° 1725 autorisant l'adhésion au protocole facultatif se rapportant au **Pacte international relatif aux droits civils et politiques**, ouvert à la signature à New-York le 19 décembre 1966.

— *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 octobre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Pierre Raynal (13 octobre 1983). — Rapport **n° 1813** (17 novembre 1983). — Discussion le 28 novembre 1983. — Adoption le 28 novembre 1983. — Projet de loi **n° 470.**

Sénat (première lecture), **n° 77** (1983-1984), dépôt le 29 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Matraja. — Rapport **n° 103** (1983-1984) (7 décembre 1983). — Discussion le 16 décembre 1983. — Adoption le 16 décembre 1983. — Projet de loi **n° 46** (1983-1984).

Loi n° 83-1127 du 23 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 27 décembre 1983 (p. 3731).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [28 novembre 1983] (p. 5702)

Communication (procédure de —) : *Raynal (Pierre)* (p. 5702) ; *Nucci (Christian)* (p. 5703).

Droits de l'homme (respect des —) : *Raynal (Pierre)* (p. 5702) ; *Foyer (Jean)* (p. 5703).

Efficacité du pacte : *Foyer (Jean)* (p. 5703).

Recours individuel : *Raynal (Pierre)* (p. 5702) ; *Nucci (Christian)* (p. 5703).

Discussion de l'article unique (p. 5703)

Article unique *(autorisation de l'adhésion de la France au protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques)* (p. 5703).

Explications de vote (p. 5704)

Recours individuel : *Odru (Louis)* (p. 5704).

Adoption de l'article unique (p. 5704).

86. — Projet de loi n° 1762 autorisant la ratification d'un accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la **Commission et la Cour européennes des droits de l'homme.** — *Sénat* (première lecture), **n° 321 (1982-1983),** dépôt le 18 mai 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Roger Poudonson. — Rapport **n° 11** (1983-1984) (13 octobre 1983). — Discussion le 20 octobre 1983. — Adoption le 20 octobre 1983. — Projet de loi **n° 3** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 1762,** dépôt le 21 octobre 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Pierre Jagoret (3 novembre 1983). — Rapport **n° 1814** (17 novembre 1983). — Demande de vote sans débat le 28 novembre 1983. — Discussion le 28 novembre 1983. — Adoption le 28 novembre 1983. — Projet de loi **n° 472.**

Loi n° 83-1024 du 2 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 3 décembre 1983 (p. 3491).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [28 novembre 1983] (p. 5707)

Imunités accordées aux requérants : *Mahéas (Jacques)* (p. 5707) ; *Nucci (Christian)* (p. 5708) ;

Recours individuels : *Mahéas (Jacques)* (p. 5707) ; *Nucci (Christian)* (p. 5708) ;

Réserves à cet accord : *Mahéas (Jacques)* (p. 5708) ;

Discussion de l'article unique (p. 5708)

Article unique : *(autorisation de la ratification de l'accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la commission et la cour européenne des droits de l'homme* (p. 5708) ;

Explications de vote (p. 5708)

Ratification par la France de la convention européenne des droits de l'homme : *Odru (Louis)* (p. 5708, 5709).

Turquie (répression en —) : *Odru (Louis)* (p. 5709) ;

Adoption de l'article unique : (p. 5709).

87. — Projet de loi n° 1763 autorisant l'approbation d'un protocole portant amendement de l'accord sur le financement collectif de certains **services de navigation aérienne du Groenland et des Iles Féroé,** fait à Genève le 25 septembre 1956. — *Sénat* (première lecture), **n° 366** (1982-1983), dépôt le 6 juin 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre.. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Matraja. — Rapport **n° 14** (1983-1984) (13 octobre 1983). — Discussion le 20 octobre 1983. — Adoption le 20 octobre 1983. — Projet de loi **n° 5** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) **n° 1763,** dépôt le 21 octobre 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Xavier Deniau (3 novembre 1983). — Rapport **n° 1848** (1er décembre 1983). — Demande de vote sans débat le 1er décembre 1983. — Vote sans débat le 13 décembre 1983. — Adoption le 13 décembre 1983. — Projet de loi **n° 496.**

Loi n° 83-1107 du 21 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 22 décembre 1983 (p. 3683).

88. — Projet de loi n° 1764 autorisant l'approbation d'un protocole portant amendement de l'accord sur le financement collectif de certains **services de navigation aérienne d'Islande,** fait à Genève le 25 septembre 1956. — *Sénat* (première lecture)**n° 364** (1982-1983) dépôt le 6 juin 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Matraja. — Rapport **n° 13** (1983-1984) (13 octobre 1983). — Discussion le 20 octobre 1983. — Adoption le 20 octobre 1983. — Projet de loi **n° 4** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) **n° 1764,** dépôt le 21 octobre 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Théo Vial-Massat (3 novembre 1983). — Rapport n° 1849 (1er décembre 1983). — Demande de vote sans débat le 1er décembre 1983. — Vote sans débat le 13 décembre 1983. — Adoption le 13 décembre 1983. — Projet de loi **n° 497.**

Loi n° 83-1106 du 21 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 22 décembre 1983 (p. 3683).

89. — Projet de loi n° 1765 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la **République française,** le **Gouverne-**

ment de l'Espagne et le **Gouvernement de la République portugaise** relative à l'extension du bénéfice de certaines dispositions des **conventions de sécurité sociale** passées entre deux de ces états aux ressortissants du troisième état. — *Sénat* (première lecture), **n° 365** (1982-1983), dépôt le 6 juin 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Michel Alloncle. — Rapport **n° 15** (1983-1984) (13 octobre 1983). — Discussion le 20 octobre 1983. — Adoption le 20 octobre 1983. — Projet de loi **n° 8** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 1765**, dépôt le 21 octobre 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jacques Mahéas (3 novembre 1983). — Rapport **n° 1850** (1er décembre 1983). — Demande de vote sans débat le 1er décembre 1983. — Vote sans débat le 13 décembre 1983. — Adoption le 13 décembre 1983. — Projet de loi **n° 498.**

Loi n° 83-1105 du 21 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 22 décembre 1983 (p. 3683).

90. — Projet de loi n° 1766 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Panama** sur le traitement et la **protection des investissements** (ensemble deux échanges de lettres). — *Sénat* (première lecture), **n° 367** (1982-1983), dépôt le 6 juin 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Paul d'Ornano. — Rapport **n° 16** (1983-1984) (13 octobre 1983). — Discussion le 20 octobre 1983. — Adoption le 20 octobre 1983. — Projet de loi **n° 6** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture) **n° 1766**, dépôt le 21 octobre 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. François d'Harcourt (3 novembre 1983), remplacé par M. Jacques Blanc (17 novembre 1983). — Rapport **n° 1830** (24 novembre 1983). — Demande de vote sans débat le 24 novembre 1983. — Vote sans débat le 8 décembre 1983. — Adoption le 8 décembre 1983. — Projet de loi **n° 490.**

Loi n° 83-1072 du 14 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 15 décembre 1983 (p. 3604).

91. — Projet de loi n° 1767 autorisant l'approbation d'une convention modifiant et complétant la convention additionnelle du 16 juillet 1975 à la convention du 4 juillet 1969, entre la République française et la République fédérale d'Allemagne au sujet de l'**aménagement du Rhin entre Strasbourg — Kehl et Lauterbourg-Neuburgweir** (ensemble un protocole additionnel). — *Sénat* (première lecture), **n° 491** (1982-1983), dépôt le 13 juillet 1983 (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1983) par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Louis Jung. — Rapport **n° 17** (1983-1984) (13 octobre 1983). — Discussion le 20 octobre 1983. — Adoption le 20 octobre 1983. — Projet de loi **n° 7** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 1767**, dépôt le 21 octobre 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Georges Bustin (3 novembre 1983). — Rapport **n° 1851** (1er décembre 1983). — Demande de vote sans débat le 1er décembre 1983. — Vote sans débat le 13 décembre 1983. — Adoption le 13 décembre 1983. — Projet de loi **n° 499.**

Loi n° 83-1108 du 21 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 22 décembre 1983 (p. 3684).

92. — Projet de loi n° 1768 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'**organisation internationale de police criminelle** relatif au siège d'**Interpol** et à ses privilèges et immunités sur le territoire français. — *Sénat (première lecture)*, **n° 354** (1982-1983), dépôt le 1er juin 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Émile Didier. — Rapport **n° 12** (1983-1984) (13 octobre 1983). — Discussion le 20 octobre 1983. — Adoption le 20 octobre 1983. — Projet de loi **n° 9** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), **n° 1768**, dépôt le 21 octobre 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jacques Mahéas (3 novembre 1983). — Rapport **n° 1827** (24 novembre 1983). — Discussion le 28 novembre 1983. — Adoption le 28 novembre 1983. — Projet de loi **n° 475.**

Loi n° 83-1023 du 2 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 3 décembre 1983 (p. 3491).

PREMIÈRE LECTURE

Discussion générale [28 novembre 1983] (p. 5711).

Commission de contrôle des données à caractère personnel d'Interpol (composition et missions) : *Mahéas (Jacques)* (p. 5712, 5713) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5714) ; *Nucci (Christian)* (p. 5715).

Contenu de l'accord de siège : *Ducoloné (Guy)* (p. 5714) ; *Nucci (Christian)* (p. 5714, 5715).

Droit du travail français (application au siège de l'organisation) : *Mahéas (Jacques)* (p. 5713).

Immunités et privilèges (bénéficiaires des —) : *Mahéas (Jacques)* (p. 5712).

Interpol (critique des activités d' —) : *Ducoloné (Guy)* p. 5713, 5714).

Interpol (organisation et fonctionnement) : *Mahéas (Jacques* (p. 5711, 5712) ; *Nucci (Christian)* (p. 5714).

Interpol (personnel du siège) : *Nucci (Christian)* (p. 5715).

Interpol (statut juridique) : *Ducoloné (Guy)* (p. 5714).

Loi « informatique et liberté » (application à Interpol) : *Mahéas (Jacques)* (p. 5712) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 5714) ; *Nucci (Christian)* (p. 5715, 5716).

Discussion de l'article unique (p. 5716).

Article unique : *(autorisation de l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'organisation internationale de police criminelle relatif au siège d'Interpol et à ses privilèges et immunités sur le territoire français)* (p. 5716).

Explications de vote

Loi « informatique et liberté » (application à Interpol) : *Lauriol (Marc)* (p. 5716).

Adoption de l'article unique (p. 5716).

93. — Projet de loi n° 1772 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la république française et le Gouvernement des **États-Unis d'Amérique** sur le **transfèrement des condamnés détenus.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 26 octobre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Pierre Lagorce (3 novembre 1983). — Rapport **n° 1815** (17 novembre 1983). — Demande de vote sans débat le 17 novembre 1983. — Vote sans débat le 1er décembre 1983. — Adoption le 1er décembre 1983. — Projet de loi **n° 480.**

Sénat (première lecture), **n° 91** (1983-1984), dépôt le 1er décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Michel Crucis. — Rapport **n° 107** (1983-1984) (7 décembre 1983). — Discussion le 16 décembre 1983. — Adoption le 16 décembre 1983. — Projet de loi **n° 47** (1983-1984).

Loi n° 83-1129 du 23 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 27 décembre 1983 (p. 3731).

94. — Projet de loi n° 1773 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la république française et le **Gouvernement fédéral d'Autriche** relative au **régime fiscal des véhicules routiers** utilisés pour le transport international. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 26 octobre 1983 par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Lydie Dupuy (17 novembre 1983). — Rapport **n° 1852** (1er décembre 1983). — Demande de vote sans débat le 1er décembre 1983. — Vote sans débat le 13 décembre 1983. — Adoption le 13 décembre 1983. — Projet de loi **n° 500.**

Sénat (première lecture), **n° 133** (1983-1984), dépôt le 14 décembre 1983. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport **n° 134** (1983-1984) (14 décembre 1983). — Dis-

cussion le 16 décembre 1983. — Adoption le 16 décembre 1983. — Projet de loi **n° 51** (1983-1984).

Loi n° 83-1134 du 23 décembre 1983 publiée au *J.O.* du 27 décembre 1983 (p. 3733).

TRANSPORTS

Versement.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Transports.

TRANSPORTS AERIENS

3. — Projet de loi n° 1785 abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels à la Navigation Aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'Aviation Civile, et réglementant l'**exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 9 novembre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Charles Fiterman, ministre des transports. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Houteer (24 novembre 1983).

Liaison Lannion-Paris.

Voir *Questions orales sans débat* **485.**

TRANSPORTS MARITIMES

1. — Projet de loi n° 1795 relatif aux mesures pouvant être prises en cas d'atteinte aux **intérêts maritimes et commerciaux de la France.** — *Sénat* (première lecture), n° **248** (1982-1983), dépôt le 19 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Josselin de Rohan. — Rapport n° **36** (1983-1984) (26 octobre 1983). — Discussion le 9 novembre 1983. — Adoption le 9 novembre 1983. — Projet de loi n° **19** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), n° **1795**, dépôt le 10 novembre 1983. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean Lacombe (17 novembre 1983). — Rapport n° **1809** (17 novembre 1983). — Discussion le 24 novembre 1983. — Adoption le 24 novembre 1983. — Projet de loi n° **468.**

Sénat (deuxième lecture), n° **75** (1983-1984), dépôt le 25 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Josselin de Rohan. — Rapport n° **100** (1983-1984) (7 décembre 1983). — Discussion le 14 décembre 1983. — Adoption définitive le 14 décembre 1983. — Projet de loi n° **35** (1983-1984).

Loi n° 83-1119 du 23 décembre 1983, publiée au *J.O.* du 24 décembre 1983 (p. 3711).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 novembre 1983] (p. 5660)

Article 20 du code des douanes : *Lacombe (Jean)* (p. 5660, 5661) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5662) ; *Tourné (André)* (p. 5663).

Concertation européenne : *Lacombe (Jean)* (p. 5661) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5662).

C.N.U.C.E.D. (Code de conduite des conférences maritimes) : *Tourné (André)* (p. 5664).

Contre-mesures (notamment, prélèvement financier) : *Lacombe (Jean)* (p. 5661) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5662).

Flotte française et internationale (difficultés de la —) : *Lacombe (Jean)* (p. 5661) ; *Lengagne (Guy)* (p. 5662) ; *Tourné (André)* (p. 5662, 5663).

Pavillons de complaisance : *Tourné (André)* (p. 5663, 5664).

Discussion des articles [24 novembre 1983] (p. 5664).

Article 1er *(principes généraux de la loi)* : adopté.

Article 2 *(définition des mesures ou pratiques portant atteinte aux intérêts de la France)* : amendement n° 1 de la commission rédactionnel) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 *(contre-mesures de nature commerciale pouvant être prises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France)* : amendement n° 2 de la commission (substituant au mot « exploités » le mot « utilisés ») ; définition de l'armateur ; adopté ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Article 4 *(prélèvements financiers pouvant être opérés sur les navires et les marchandises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France)* (p. 5664) : amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (substituant au mot « exploités » le mot « utilisés ») : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 5 de la commission (possibilité d'interdire à toute personne physique ou à tout dirigeant d'une personne morale de se prêter ou d'apporter son concours à la mise en œuvre des mesures mentionnées à l'article 2) : adopté.

Article 5 *(sanctions pénales) :* amendement n° 6 de la commission (peines applicables aux personnes se prêtant ou apportant leur concours à la mise en œuvre des mesures ou pratiques énumérées à l'article 2 de la présente loi) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Article 6 *(compétence des tribunaux)* : adopté.

Article 7 *(agents habilités à rechercher et à constater les infractions)* : adopté.

Article 8 *(modalités de calcul et de recouvrement des prélèvements financiers)* : adopté.

Article 9 *(application de la loi sous réserve des accords internationaux en vigueur)* : adopté.

Article 10 *(abrogation de l'article 20 du code des douanes)* : adopté.

Article 11 *(modalités d'application de la loi)* : amendement n° 7 de la commission (procédure de consultation des professionnels concernés) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté (p. 5665).

Explications de vote (p. 5666).

Difficultés de la flotte française : *Lauriol (Marc)* (p. 5666) ; *Tourné (André)* (p. 5666).

Vote favorable du groupe communiste : *Tourné (André)* (p. 5666).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5666).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5666).

TRANSPORTS ROUTIERS

— du Finistère.

Voir *Questions orales sans débat* **504.**

TRANSPORTS SANITAIRES

Remboursement des frais de —

Voir *Questions orales sans débat* **378.**

TRANSPORTS SCOLAIRES

Voir *Collectivités locales* **10.**

TRANSPORTS URBAINS

— collectifs.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Transports.

Desserte du XIIIe par la R.A.T.P.

Voir *Questions orales sans débat* **475.**

Ligne ferroviaire de grande ceinture de Paris.

Voir *Questions orales sans débat* **521.**

— parisiens.

Voir *Lois de finances* 7 (deuxième partie), Transports.
Questions au Gouvernement **696.**

TRAVAIL

8. — Promulgation.

Rectificatif [*J.O.* du 6 mars 1983] (p. 706).

10. — Proposition de loi n° 974 tendant à compléter la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 relative au **statut général des militaires.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Jean Falala (28 avril 1983).

11. — Proposition de loi n° 1189 tendant à interdire aux **femmes enceintes** de travailler plus de **8 heures.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Bernard Derosier (19 mai 1983).

12. — Projet de loi n° 1202 portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'**égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.** — *Sénat* (première lecture), n° **127** (1982-1983), dépôt le 8 décembre 1982. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Pierre Louvot. — Rapport n° **218** (1982-1983) (7 avril 1983). — Discussion le 11 mai 1983. — Adoption le 11 mai 1983. — Projet de loi n° **92** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1502**, dépôt le 16 mai 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Marie-France Lecuir. — Rapport n° **1562** (9 juin 1983). — Discussion le 13 juin 1983. — Adoption avec modifications le 13 juin 1983. — Projet de loi n° **380.**

Sénat (deuxième lecture), n° **390** (1982-1983), dépôt le 14 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Pierre Louvot. — Rapport n° **398** (1982-1983) (15 juin 1983). — Discussion le 21 juin 1983. — Adoption avec modifications le 21 juin 1983. — Projet de loi n° **147** (1982-1983).

Commission mixte paritaire. — Nomination [*J.O.* du 23 juin 1983] (p. 1895). — Bureau [*J.O.* du 24 juin 1983] (p. 1906).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : Mme Marie-France Lecuir. — Rapport n° **1617** (23 juin 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Pierre Louvot. — Rapport n° **423** (1982-1983) (23 juin 1983) ; la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1605**, dépôt le 21 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Marie-France Lecuir. — Rapport n° **1644** (27 juin 1983). — Discussion le 27 juin 1983. — Adoption avec modifications le 27 juin 1983. — Projet de loi n° **409.**

Sénat (troisième lecture), n° **444** (1982-1983), dépôt le 27 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Pierre Louvot. — Rapport n° **455** (1982-1983) (28 juin 1983). — Discussion le 28 juin 1983. — Adoption avec modifications le 28 juin 1983. — Projet de loi n° **166** (1982-1983).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **1668**, dépôt le 29 juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Marie-France Lecuir. — Rapport n° **1679** (30 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption définitive le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **432.**

Loi n° 83-635 du 13 juillet 1983, publiée au *J.O.* du 14 juillet 1983 (p. 2176).

DEUXIEME LECTURE :

Discussion générale [13 juin 1983] (p. 2460).

Attitude du patronat : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2462).

Formation professionnelle des femmes : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2462).

Litiges portant sur les rémunérations : *Roudy (Yvette)* (p. 2461).

« motif légitime » en matière de discrimination : *Roudy (Yvette)* (p. 2461).

Principe de non-discrimination : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2460) ; *Roudy (Yvette)* (p. 2461).

Rapport sur l'égalité professionnelle : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2460) ; *Roudy (Yvette)* (p. 2461).

Subventions de l'Etat : *Lecuir (Marie-France)* (p. 2460).

Discussion des articles : [13 juin 1983] (p. 2462).

Article 1er A : amendement n° 2 de la commission (de suppression) ; contenu de la notion d'égalité professionnelle (p. 2462) ; caractère explicatif de cet article ; adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 1er (p. 2463) : amendement n° 3 de la commission (substitution aux mots « l'employeur ou son représentant ne peut » les mots « nul ne peut » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L 123-1 du code du travail) : adopté ; amendement n° 16 du Gouvernement (mesures de rattrapage en faveur des femmes) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (référence au rapport annuel au comité d'entreprise : adopté ; amendement n° 5 de la commission (modalités de saisine du directeur départemental du travail) ; sous-amendement n° 15 du Gouvernement (suppression des mots « dans des conditions fixées par décret ») sous-amendement : adopté ; amendement : ainsi modifié : adopté ; amendement n° 6 de la commission (dispositions permettant aux syndicats d'engager une action en faveur d'un salarié) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté (p. 2464).

Article 1er bis A : adopté.

Article 1er ter : adopté.

Article 2 : amendement n° 7 de la commission (disparités de rémunération entre les établissements d'une même entreprise) : adopté après rectification ; amendement n° 8 de la commission (de clarification) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 6 : problème des jeunes filles de 16 à 18 ans servant dans des débits de boissons ;

— article 6 : adopté ; (p. 2465).

Article 7 : amendement n° 14 de Mme Marie-France Lecuir à titre personnel (de coordination) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Article 8 : amendement n° 9 de la commission (rapport annuel au comité d'entreprise) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (transmission de ce rapport à l'inspecteur du travail) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 11 : amendement n° 11 de la commission (mesures discriminatoires prises en faveur des femmes) ; amendement n° 17 du Gouvernement (substituant au mot « promouvoir » le mot « établir » dans la première du second alinéa du texte proposé pour l'article L 900-4 du code du travail) (p. 2466) ; amendement n° 11 adopté ; en conséquence l'amendement n° 17 devient sans objet ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 15, supprimé par le Sénat : amendement n° 12 de la commission (rétablissant cet article) ; sous-amendement n° 19 du Gouvernement (suppression de la référence à un décret en conseil d'Etat) ; sous-amendement : adopté ; amendement ainsi modifié : adopté ;

— en conséquence l'article 15 est ainsi rétabli.

Article 16 : adopté.

Article 18 : amendement n° 13 de la commission (de conséquence) adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 18 : amendement n° 18 de M. Jean-Louis Masson (référence au sexe des parents en matière de décision concernant la garde des enfants) : non-soutenu (p. 2467).

Explications de vote.

Attente de ce texte par les travailleuses : *Toutain (Ghislaine)* (p. 2467).

Vote positif du groupe socialiste : *Toutain (Ghislaine) (p. 2467).*

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2468).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [27 juin 1983] (p. 3252).

Divergences Assemblée nationale/Sénat : *Lecuir (Marie-France)* (p. 3252) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3253).

Droit nouveau à l'égalité : *Roudy (Yvette)* (p. 3253).

Echec de la commission mixte paritaire : *Lecuir (Marie-France)* (p. 3252) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3253).

Etat des mesures réalisant l'égalité professionnelle : *Lecuir (Marie-France)* (p. 3252).

Plans d'égalité professionnelle : *Lecuir (Marie-France)* (p. 3252) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3253).

Portée pratique du projet : *Roudy (Yvette)* (p. 3253).

Rapport sur les mesures réalisant l'égalité professionnelle : *Lecuir (Marie-France)* (p. 3252).

Rôle du Conseil d'Etat : *Roudy (Yvette)* (p. 3253).

Discussion des articles [27 juin 1983] (p. 3252).

Article 1er A : amendement n° 1 de la commission (de suppression) : adopté ; en conséquence, l'article 1er A est supprimé.

Article 1er : amendement n° 2 de la commission (impossibilité pour quiconque d'établir des discriminations en matière d'emploi entre les hommes et les femmes) (p. 3253) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (substituant à l'obligation d'établir un état l'obligation d'établir un rapport sur l'égalité professionnelle) ; amendement n° 4 de la commission (nécessité d'un écrit motivé pour s'opposer au Plan d'égalité) ; adopté ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) ; possibilité pour les syndicats d'exercer en justice les droits du salarié sans son accord explicite dans tous les cas : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 : amendement n° 6 de la commission (impossibilité de justifier des différences de rémunération, pour un travail de valeur égale fondé sur l'appartenance à l'un ou l'autre sexe) ; adopté : amendement n° 7 de la commission (bénéfice du doute pour le salarié) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté (p. 3254).

Article 8 : amendement n° 8 de la commission (contenu du rapport sur la situation d'emploi des femmes et des hommes dans l'entreprise) ; adopté ; amendement n° 9 de la commission (transmission du rapport à l'inspecteur du travail) : adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Article 11 : adopté.

Article 15 : amendement n° 10 de la commission (aide financière de l'Etat aux entreprises mettant en œuvre des plans d'égalité) : adopté ;

— article 15, ainsi modifié, adopté.

Article 18 : amendement n° 11 de la commission (substituant à l'obligation de présenter un état l'obligation de présenter un rapport) : adopté ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3255).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1983] (p. 3390).

Conseil supérieur de l'égalité : *Roudy (Yvette)* (p. 3390).

Position de la commission : *Lecuir (Marie-France)* (p. 3390).

Position du Sénat : *Lecuir (Marie-France)* (p. 3390) ; *Roudy (Yvette)* (p. 3390).

Travail des femmes : *Roudy (Yvette* (p. 3390, 3391).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3392).

13. — Projet de loi n° 1373 portant mise en œuvre de la directive du Conseil des Communautés européennes du 14 février 1977 concernant le **rapprochement des législations des États membres relatives au maintien des droits des travailleurs** en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'établissement. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 3 avril 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Jean Auroux, ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Louis Moulinet (2 avril 1983). — Rapport n° **1396** (6 avril 1983). — Discussion le 20 avril 1983. — Adoption le 20 avril 1983. — Projet de loi n° **332.**

Sénat (première lecture), n° **252** (1982-1983), dépôt le 20 avril 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean Madelain. — Rapport n° **325** (1982-1983) (18 mai 1983). — Discussion le 31 mai 1983. — Adoption le 31 mai 1983. — Projet de loi n° **119** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1542**, dépôt le 1er juin 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Louis Moulinet. — Rapport n° **1581** (15 juin 1983). — Discussion le 20 juin 1983. — Adoption définitive le 20 juin 1983. — Projet de loi n° **390.**

Loi n° 83-528 du 28 juin 1983, publiée au *J.O.* du 29 juin 1983 (p. 1943).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 avril 1983] (p. 400).

Article L. 122-12 du code du travail et jurisprudence Goupy : *Moulinet (Louis)* (p. 400) ; *Courrière (Raymond)* (p. 401) ; *Oehler (Jean)* (p. 403) ; *Le Baill (Georges)* (p. 404).

Artisans d'Alsace et de Moselle et travailleurs des régions frontalières : *Courrière (Raymond)* (p. 401) ; *Oehler (Jean)* (p. 403) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 403).

Assurance sur la garantie des salaires : *Moulinet (Louis)* (p. 400) ; *Courrière (Raymond)* (p. 401) ; *Oehler (Jean)* (p. 403) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 403).

Congés payés : *Oehler (Jean)* (p. 403) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 403) ; *Courrière (Raymond)* (p. 404).

Contrat de travail : *Moulinet (Louis)* (p. 400) ; *Courrière (Raymond)* (p. 402) ; *Le Baill (Georges)* (p. 404).

Délai de deux ans pour la ratification : *Moulinet (Louis)* (p. 400) ; *Courrière (Raymond)* (p. 401) ; *Le Baill (Georges)* (p. 404).

Information et consultation des travailleurs sur le transfert de l'entreprise : *Moulinet (Louis)* (p. 400) ; *Le Bail (Georges)* (p. 404).

Réforme du droit du licenciement : *Moulinet (Louis)* (p. 401).

Représentation des travailleurs : *Moulinet (Louis)* (p. 400) ; *Courrière (Raymond)* (p. 402).

Transfert aux cessionnaires des droits et obligations existant : *Moulinet (Louis)* (p. 400) ; *Oehler (Jean)* (p. 403) ; *Courrière (Raymond)* (p. 402) ; *Gissinger (Antoine)* (p. 403).

Discussion de l'article unique [20 avril 1983] (p. 405).

Article unique *(insérant dans le code du travail un article L. 122-12-1, faisant obligation au nouvel employeur de respecter les obligations incombant à l'ancien employeur en matière de contrat de travail)* : adopté (p. 405).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [20 juin 1983] (p. 2832).

Transfert des obligations en cas de modification de la situation juridique de l'employeur : *Coffineau (Michel)* (p. 2833).

Discussion des articles [20 juin 1983] (p. 2833).

Avant l'article unique : amendement n° 1 de M. Jacques Toubon (inapplication de l'article L. 122-12 en cas de succession d'employeurs titulaires de marchés publics ou privés de fournitures ou de travaux intervenus sans qu'il y ait eu convention entre ces employeurs) (p. 2833) ; retiré.

Article unique : adopté (p. 2834).

14. — Proposition de loi n° 1444 prévoyant la nomination d'inspecteurs des métiers chargés de la **lutte contre le travail clandestin.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 avril 1983 par M. Xavier Deniau. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Bruno Bourg Broc (17 février 1983).

15. — Projet de loi n° 1784 portant modification du code du travail et relatif au **congé parental d'éducation** et au **travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 9 novembre 1983, par M. Pierre Mauroy, Premier ministre et M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. — Urgence déclarée le 17 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : Mme Muguette Jacquaint (10 novembre 1983). — Rapport n° **1822** (22 novembre 1983). — Discussion le 24 novembre 1983. — Adoption le 24 novembre 1983. — Projet de loi n° **469.**

Sénat (première lecture), n° **76** (1983-1984), dépôt le 25 novembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : Mme Cécile Goldet. — Rapport n° **116** (1983-1984) (8 décembre 1983). — Discussion le 12 décembre 1983. — Adoption le 12 décembre 1983. — Projet de loi n° **31** (1983-1984).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1877**, dépôt le 12 décembre 1983. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 16 décembre 1983] (p. 3627)

Bureau [*J.O.* du 17 décembre 1983] (p. 3639).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : Mme Huguette Jacquaint. — Rapport n° *1899* (16 décembre 1983). — Discussion le 19 décembre 1983. — Adoption avec modifications le 19 décembre 1983. — Projet de loi n° **504**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : Mme Cécile Goldet. — Rapport n° **147** (1983-1984) (16 décembre 1983). — Discussion le 20 décembre 1983. — Adoption définitive le 20 décembre 1983. — Projet de loi n° **63** (1983-1984).

Loi n° 84-9 du 4 janvier 1984, publiée au *J.O.* du 5 janvier 1984 (p. 174).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 novembre 1983] (p. 5666).

Accueil des jeunes enfants : *Dufoix (Georgina)* (p. 5672).

Allocation « jeunes enfant » : *Dufoix (Georgina)* (p. 5671).

Champ d'application de la loi : *Dufoix (Georgina)* (p. 5667) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5668) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5671).

Chômage et réduction du temps de travail : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5671).

Egalité parentale : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5666) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5667) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5668) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 5670).

Famille et IXe Plan : *Dufoix (Georgina)* (p. 5667).

Insuffisances du projet de loi : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5667) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5668) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5669) ; *Le Foll (Robert)* (p. 5669).

Loi du 12 juillet 1977 : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5666) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5667, 5668) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5668) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5670).

Protection sociale des bénéficiaires du congé : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5667) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5668) ; *Le Foll (Robert)* (p. 5669) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5670) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5671).

Rémunération des parents au foyer : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5668) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5669) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5670).

« Temps choisi » : *Dufoix (Georgina)* (p. 5667) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5671).

Travail à mi-temps : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5666) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5668) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5668).

Discussion des articles [24 novembre 1983] (p. 5672).

Article 1er *(remplaçant l'article L. 122-28-1 du code du travail par les dispositions suivantes : article L. 122-28-1 : droit pour le salarié de bénéficier d'un congé parental d'éducation ou de réduire sa durée de travail à la moitié de celle qui est applicable à l'établissement, pendant la période de deux ans suivant l'expiration du congé de maternité ou d'adoption)* : amendement n° 23 de M. Etienne Pinte (supprimant la référence au travail à mi-temps) ; possibilité de négocier conventionnellement des horaires différents ; rejeté ; amendement n° 24 de M. Etienne Pinte (substituant au mot « mi-temps » les mots « temps partiel ») ; situation des petites entreprises ; nécessité de simplifier au maximum les modalités d'application de ce texte (p. 5672) ; rejeté ; amendement n° 25 de M. Etienne Pinte (information de l'employeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception) : adopté ; amendement n° 1 de la commission (information de l'employeur par le salarié de sa demande de congé parental) ; sous-amendement n° 21 du Gouvernement à l'amendement n° 1 de la commission (supprimant les mots « de la mère ») ; sous-amendement n° 21 : adopté ; amendement n° 1, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 2 de la commission (information de l'employeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (réduction à deux mois du délai d'information de l'employeur) : adopté ; amendement n° 4 de la commission (précisant par lettre la répartition des horaires de travail pendant la période d'activité à mi-temps) ; principe de la fixation par l'employeur des horaires de travail ; rejeté ; amendement n° 5 de la commission (fixation à 5 heures maximum par jour de la durée quotidienne du travail à mi-temps) (p. 5673) ; nécessité pour l'employeur et le salarié de s'entendre sur l'organisation du travail ; risque d'effet pervers dans l'application de cette loi en l'absence de plafond fixé à la durée de travail quotidien ; adopté ; amendement n° 26 de M. Etienne Pinte (substituant au mot « mi-temps » les mots « temps partiel ») : devenu sans objet ; amendement n° 27 de M. Etienne Pinte (information de l'employeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en cas de prolongation du congé parental) : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié, adopté.

Article 2 *(remplacement des articles L. 122-28-2 et L. 122-28-4 du code du travail par les articles L. 122-26 et L. 122-27 ; abrogation de l'article L. 122-28-3)* : amendement n° 14 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (application au salarié en congé parental du bénéfice de tous les avantages liés à l'ancienneté) ; prise en compte de la moitié de l'ancienneté pour le bénéficiaire du congé parental ; rejeté ; amendement n° 15 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (réadaptation professionnelle au poste de travail dans toutes les hypothèses) ; sous-amendement n° 39 du Gouvernement à l'amendement n° 15 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (réadaptation professionnelle au poste de travail en cas de besoin) (p. 5674) ; nécessité de réadaptation pour le travail posté ; sous-amendement n° 39 : adopté ; amendement n° 15, ainsi modifié : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 3 *(insertion dans le code du travail après l'article L. 122-28-1 des articles L. 122-28-5)* : article L. 122-28-2 : possibilité pour le bénéficiaire du congé parental de reprendre son activité en cas de décès de l'enfant ou de diminution importante de revenu du ménage ; article L. 122-28-3 : retour du salarié dans son précédent emploi ou dans un emploi similaire ; article L. 122-28-4 : possibilité pour l'employeur d'une entreprise de moins de 100 salariés de refuser les dispositions de l'article L. 122-28-1 ; article L. 122-28-5 : interdiction d'exercer une activité professionnelle autre que les activités d'assistance maternelle pour le salarié en congé parental ; amendement n° 16 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (possibilité en toute hypothèse pour le bénéficiaire du congé parental d'y renoncer) ; en cas de l'entreprise embauchant un nouveau salarié pour une durée déterminée ; inconvénient de la multiplication des possibilités de suspension du congé parental ; rejeté ; amendement n° 28 de M. Etienne Pinte (possibilité pour le bénéficiaire du congé parental de reprendre son activité en raison du chômage de son conjoint) (p. 5675) ; notion de revenu du ménage ; rejeté ; amendement n° 29 de M. Etienne Pinte (substituant au mot « mi-temps » les mots « temps partiel ») : devenu sans objet ; amendement n° 30 de M. Etienne Pinte (droit pour le salarié de retrouver son activité professionnelle à plein temps) : rejeté ; amendement n° 17 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (absence de motivation de la demande de suspension du congé parental) : rejeté ; amendement n° 31 de M. Etienne Pinte (demande de suspension du congé parental par envoi à l'employeur d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception) : adopté ; amendement n° 32 de M. Etienne Pinte (substituant au mot « mi-temps » les mots « temps partiel ») : devenu sans objet ; amendement n° 18 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (absence de motivation de la demande de reprise d'activité professionnelle) : rejeté ; amendement n° 33 de M. Etienne Pinte (retour du salarié bénéficiaire du congé dans une activité professionnelle à plein temps) : devenu sans objet ; amendement n° 6 de la commission (réinsertion du salarié bénéficiaire dans son précédent emploi dans la mesure de possible) ; pouvoir d'organisation de l'employeur (p. 5676) ; rejeté ; amendement n° 37 du Gouvernement (possibilité pour l'employeur de refuser au salarié le bénéfice des dispositions de l'article L. 122-28-1 dans les entreprises de moins de 100 salariés) ; harmonisation de la loi sur le congé parental avec la loi relative au congé sabbatique ; adopté ; amendement n° 19 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; amendement n° 7 de la commission et amendement n° 34 de M. Etienne Pinte : devenus sans objet ; amendement n° 8 de Mme Muguette Jacquaint (accord tacite de l'employeur sur l'application de l'article L. 122-28-1 dans une entreprise de moins de 100 salariés en cas de non réponse dans les 15 jours à la lettre recommandée) : adopté ; amendement n° 38 du Gouvernement (possibilité de saisir le conseil des prudh'hommes en cas de refus de l'employeur d'accorder le bénéfice du congé parental

dans une entreprise de moins de 100 salariés) : adopté ; amendement n° 9 de la commission : devenu sans objet ; amendement n° 20 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : devenu sans objet ; amendement n° 35 de M. Etienne Pinte : devenu sans objet ;

— article 3, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 36 de M. Etienne Pinte (possibilité pour le salarié ayant un enfant handicapé de bénéficier des dispositions du projet de loi) ; conciliation pour les parents d'enfants en bas âge de leur vie familiale et de leur vie professionnelle ; rejeté.

Article 4 *(remplacement aux articles L. 122-30 et L. 122-31 du code du travail des mots « L. 122-25 à L. 122-28-4 » par les mots « L. 122-25 à L. 122-28-7 »)* : adopté.

Article 5 (abrogation de l'article 7 de la loi n° 77-666 du 12 juillet 1977) : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 10 de la commission (nouvelle rédaction du 2e alinéa de l'article L. 771-2 du code du travail : « livre premier, titre II, chapitre II, article L. 122-28-1 à L. 122-31 et chapitre VI : cautionnement ») (p. 5677) ; difficultés pour définir juridiquement le travail à mi-temps ; rejeté ; amendement n° 11 de la commission (insertion après le premier alinéa de l'article L. 773-2 du code du travail de l'alinéa suivant : « livre premier, titre II, chapitre II : article L. 122-28-1 à L. 122-31) ; extension du bénéfice de la loi aux assistantes maternelles ; agrément de ces assistantes par la D.D.A.S.S. ; adopté ; amendement n° 12 de la commission (application des dispositions de la loi au personnel navigant) ; adopté ; amendement n° 22 du Gouvernement (maintien pour les bénéficiaires du congé parental de leur droit en prestations en nature de l'assurance maternité et de l'assurance maladie) ; « loi famille » (p. 5678) ; adopté ; amendement n° 13 de la commission (dépôt d'un rapport au Parlement au plus tard le 31 décembre 1985 sur le bilan de cette loi) : adopté après rectification.

Explications de vote (p. 5679).

Délai d'information de l'employeur : *Le Foll (Robert)* (p. 5679).

Protection sociale des bénéficiaires du congé : *Le Foll (Robert)* (p. 5679).

Réintégration du salarié : *Pinte (Etienne)* (p. 5679).

Suspension du congé parental : *Pinte (Etienne)* (p. 5679).

Vote favorable du parti communiste : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 5679).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5679).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [19 décembre 1983] (p. 6751).

Conseil des prud'hommes : *Pinte (Etienne)* (p. 6752) ; *Ralite (Jack)* (p. 6752).

Durée du travail : *Jacquaint (Muguette)* (p. 6751) ; *Ralite (Jack)* (p. 6752).

Petites entreprises : *Jacquaint (Muguette)* (p. 6751).

Remplacement du salarié bénéficiaire du congé : *Pinte (Etienne)* (p. 6752).

Retour du salarié dans l'entreprise : *Jacquaint (Muguette)*.

Travail à mi-temps : *Jacquaint* (p. 6752).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 6752, 6753).

Adoption de l'ensemble du texte : (p. 6753).

Absentéisme.

Voir *Entreprises publiques* **3.**

Crédits d'heures.

Voir *Entreprises publiques* **3.**

TRAVAIL (durée du —)

Voir *Plan* **4, 5.**

Travail à temps partiel.

Voir *Collectivités locales* **8.**
Déclarations du Gouvernement **6.**
Fonctionnaires et agents publics **14, 15.**

TRAVAIL CLANDESTIN

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Affaires sociales et solidarité nationale, Commerce et artisanat.
Travail **14.**

TRAVAIL D'INTERET GENERAL

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), Justice.
Procédure pénale **3.**

TRAVAILLEUSES FAMILIALES

Rémunération des — des D.O.M.

Voir *Questions orales sans débat* **451.**

TRIBUNAUX

— administratifs.

Voir *Environnement* **4.**
Fonctionnaires et agents publics **15.**
Lois de finances **7** (deuxième partie), Intérieur et décentralisation.

— de commerce.

Voir *Entreprises*
Questions orales sans débat **348.**

U

UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE (U.E.O.)

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (U.N.E.D.I.C.)

Voir *Chômage : indemnisation* **5.**

Echec des négociations sur l'—

Voir *Questions au Gouvernement* **646.**

Financement de l'—

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), affaires sociales et solidarité nationale.

UNITES DE FORMATION ET DE RECHERCHE

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* **5.**

UNIVERSITAIRES

Assistants d'université.

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* **5.**

Professeurs.

Voir *Enseignement supérieur et post baccalauréat* **5.**

URBANISME

6. — Proposition de loi n° 1546 tendant à la **conservation des plaques commémoratives.** — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 2 juin 1983 par M. Théo Vial-Massat et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean Jarosz (16 juin 1983).

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), urbanisme et logement.

U.R.S.S.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**

USINOR Défense nationale **3.**

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**
Entreprises publiques **4.**

V

VACANCES

Voir *Congés et vacances.*

VACCIN CONTRE LA GRIPPE

Voir *Mutualité sociale agricole* **3.**

VALEURS MOBILIERES

2. — Proposition de loi n° 1354 tendant à autoriser les caisses de retraite complémentaire, les compagnies d'assurances et les sociétés d'investissement à capital variable à acquérir des **actions ou parts de sociétés non cotées en bourse.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Serge Charles (21 avril 1983).

VALIDATIONS

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **18, 19.**

VALLOUREC (groupe)

Voir *Questions orales sans débat* **549.**

VANUATU

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement.

VEDEL (RAPPORT)

Voir *Edition, imprimerie et presse* **8.**
Motion de censure **11.**

VICTIMES

Protection des —.

Voir *Justice* **15, 17.**
Lois de finances **7** (deuxième partie), justice.

VIETNAM

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), relations extérieures affaires européennes, coopération et développement.

VILLES

Voir *Plan* **4.**

VILLES NOUVELLES

2. — Projet de loi n° 1086 portant modification du **statut des agglomérations nouvelles.** — *Sénat* (première lecture), n° **23** (1982-1983), dépôt le 7 octobre 1982. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Salvi. — Rapport n° **206** (1982-1983) (5 avril 1983). — Discussion le 20 avril 1983. — Adoption le 20 avril 1983. — Projet de loi n° **79** (1982-1983).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **144**, dépôt le 21 avril 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard. — Rapport n° **1475** (5 mai 1983). — Discussion le 11 mai 1983. — Adoption avec modifications le 11 mai 1983. — Projet de loi n° **360.**

Sénat (deuxième lecture), n° **317** (1982-1983), dépôt le 17 mai 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Salvi. — Rapport n° **379** (1982-1983) (8 juin 1983). — Discussion le 16 juin 1983. — Adoption avec modifications le 16 juin 1983. — Projet de loi n° **141** (1982-1983).

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 18 juin 1983] (p. 1846)

Bureau [*J.O.* du 23 juin 1983] (p. 1895).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Alain Richard. — Rapport n° **1602** (21 juin 1983).

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Pierre Salvi. — Rapport n° **408** (1982-1983) (21 juin 1983) la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte commun.

Assemblée nationale (troisième lecture), n° **1594**, dépôt le 16 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation et d'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard. — Rapport n° 1618 (23 juin 1983). — Discussion le 27 juin 1983. — Adoption avec modifications le 27 juin 1983. — Projet de loi n° **413.**

Sénat (troisième lecture), n° **452** (1982-1983), dépôt le 28 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Salvi. — Rapport n° **468** (1982-1983) (29 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption avec modifications le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **174** (1982-1983).

Assemblée nationale (quatrième lecture), n° **1697**, dépôt le 30 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard. — Rapport n° **1701** (30 juin 1983). — Discussion le 30 juin 1983. — Adoption définitive le 30 juin 1983. — Projet de loi n° **442.**

Loi n° 83-636 du 13 juillet 1983, publié au *J.O.* du 14 juillet 1983 (p. 2179). Rectificatif (*J.O.* du 11 octobre 1983 (p. 3067).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [11 mai 1983] (p. 1045).

Aide financière de l'Etat : *Richard (Alain)* (p. 1047).

Communautés d'agglomérations nouvelle : *Richard (Alain)* (p. 1047) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 1047) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 1049).

Compétences en matière d'urbanisme : *Richard (Alain)* (p. 1047) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 1047).

Place des villes nouvelles dans le IXe Plan : *Le Garrec (Jean)* (p. 1048) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 1049).

Redéfinition des périmètres urbains : *Richard (Alain)* (p. 1047).

Région Ile-de-France : *Aubert (Emmanuel)* (p. 1049).

Syndicat d'intérêts communautaires : *Richard (Alain)* (p. 1047) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 1047).

Taxe professionnelle : *Richard (Alain)* (p. 1047) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 1048).

Unité de gestion des communes : *Richard (Alain)* (p. 1046).

Discussion des articles [11 mai 1983] (p. 1049).

Article 1er ter : amendement n° 100 de M. Etienne Pinte (de coordination et d'harmonisation) : adopté ;

— article 1er ter, ainsi modifié, adopté.

Article 2 (p. 1049) : amendement n° 78 de M. René Rieubon soutenu par M. Vincent Porelli (cas d'une nouvelle commune pouvant demeurer membre de l'agglomération nouvelle sans modification du périmètre d'urbanisation) ; phase de révision du périmètre et phase d'option entre les nouvelles formules d'organisation de l'agglomération nouvelle ; retiré ; amendement n° 11 de la commission (concertation avec les maires) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (de rectification) : adopté ; amendement n° 80 du Gouvernement (unification des périmètres d'urbanisation d'agglomérations nouvelles limitrophes) (p. 1050) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (conditions de sortie des communes) : adopté ; amendement n° 94 de la commission (proposition de retrait formulée par le représentant de l'Etat dans le département) : adopté ; amendement n° 14 de la commission (rapport justificatif indiquant les conséquences financières et patrimoniales des modifications) : adopté ; amendement n° 81 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 82 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 15 de la commission (de forme) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 101 de M. Etienne Pinte (majorité qualifiée pour les communes situées au cœur de l'agglomération nouvelle) (p. 1051) ; problème de Saint-Ouen-l'Aumone ; rejeté ; amendement n° 84 du Gouvernement (notion d'opération d'intérêt national) : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 79 de M. René Rieubon soutenu par M. Vincent Porelli (cas de la ville nouvelle de Fos-sur-Mer) ; problème politique soulevé par cet amendement (p. 1052) ; retiré.

Article 4 : amendement n° 16 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 85 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 86 du Gouvernement (conditions dans lesquelles la population se prononce sur le projet de fusion) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (formule de la communauté d'agglomération nouvelle) : adopté ; amendement n° 95 de la commission (adhésion à une décision institutive réglant le fonctionnement du syndicat de communes en cas d'option en faveur de celui-ci) (p. 1053) : adopté ; amendement n° 99 de la commission (calcul des majorités) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (transformation des syndicats d'agglomération nouvelle en communautés d'agglomération nouvelle) ; amendement n° 105 de M. Jacques Guyard (choix de la forme de coopération après chaque renouvellement général des conseils municipaux) ; amendement n° 19 : rejeté ; amendement n° 105 : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 87 du Gouvernement (organisation d'élections municipales après la fusion) (p. 1054) : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 89 du Gouvernement (calcul de la population fictive) : adopté.

Article 7 : amendements n° 20, n° 21 et n° 22 de la commission (conséquences de la suppression du syndicat d'intérêts communautaires) : adoptés ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 8 : amendement n° 23 de la commission (modifiant l'intitulé de la section II) : adopté.

Article 8 supprimé par le Sénat : amendement n° 24 de la commission (rétablissant cet article) (p. 1055) : adopté ; en conséquence, cet article est rétabli.

Avant l'article 9 : amendement n° 25 de la commission (rétablissant l'intitulé de la section III) : adopté.

Article 9 : amendement n° 26 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté ;

Article 11 : amendement n° 102 de M. Etienne Pinte (administration du syndicat) ; amendement n° 27 de la commission (liberté pour les communes de choisir les candidats aux comités du syndicat) (p. 1056) ; amendement n° 102 : rejeté ; amendement n° 27 : adopté ; amendement n° 28 de la commission (représentation des petites communes) : adopté ; amendement n° 29 de la commission (répartition des sièges entre les communes) : adopté ; amendement n° 30 de la commission (modification du nombre des délégués en fonction de la croissance de la population) : adopté ; amendement n° 31 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 : amendement n° 32 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1057) ; amendement n° 103 de M. Etienne Pinte (avis des conseils généraux et du conseil régional) : adopté après rectification ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 12 bis : amendement n° 33 de la commission (de suppression) : adopté ; en conséquence, cet article est supprimé.

Article 12 ter : amendement n° 34 de la commission (de suppression) : adopté ; en conséquence cet article est supprimé.

Article 12 quater : amendement n° 35 de la commission (de suppression) adopté ; en conséquence, cet article est supprimé (p. 1058).

Avant l'article 12 quinquies : amendement n° 36 de la commission (supprimant la section III) : adopté ; en conséquence, cette section est supprimée.

Article 12 quinquies : amendement n° 37 de la commission (de suppression) : adopté ; en conséquence, cet article est supprimé.

Avant l'article 13 : amendement n° 38 de la commission (modifiant l'intitulé de la section IV) : adopté.

Article 13 : amendement n° 39 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 40 de la commission (compétences du syndicat) : adopté (p. 1059) ; amendement n° 41 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 42 de la commission (référence aux lotissements de plus de 20 logements) : adopté ; amendement n° 77 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 43 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 44 de la commission (compétences données à la commune ou au syndicat en matière de schéma directeur et de plan d'occupation des sols) ; sous-amendement n° 106 du Gouvernement (schéma directeur approuvé et rendu exécutoire) ; sous-amendement n° 106 : adopté ; amendement n° 44, ainsi modifié, adopté ; amendement n° 45 de la commission (compétences du syndicat ou de la communauté en matière d'urbanisme opérationnel) ; sous-amendement n° 104 de M. Etienne Pinte (avis conforme des conseils municipaux des communes concernés) (p. 1060) ; constitution des Z.A.C. ; sous-amendement n° 104 : rejeté ; amendement n° 45 : adopté ; amendement n° 46 de la commission (dispositions relatives à la gestion des équipements communs) : adopté ; amendement n° 47 de la commission (gestion de service ou exécution de travaux pour une commune en application d'une convention) : adopté ; amendement n° 90 du Gouvernement (retrait des communes membres d'une agglomération nouvelle de syndicats extérieurs) (p. 1061) : adopté.

Article 14 supprimé par le Sénat : amendement n° 48 de la commission (rétablissant cet article : biens du domaine public de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle) : adopté ; en conséquence, cet article est rétabli.

Article 15 supprimé par le Sénat : amendement n° 49 de la commission (rétablissant cet article : droits et obligations de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle) : adopté ; en conséquence, cet article est rétabli.

Avant l'article 16 : amendement n° 50 de la commission (modifiant l'intitulé de cette section) : adopté.

Article 16 (p. 1062) : amendements n° 51 et n° 52 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 : amendement n° 53 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 : amendement n° 54 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (suppression du 2e alinéa de cet article) ; versement du produits de la taxe foncière au syndicat d'intérêts communautaires ou au syndicat d'agglomération nouvelle ; adopté ; amendement n° 55 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 56 de la commission (de conséquence) (p. 1063) : adopté ; amendements n° 57 et n° 58 de la commission (de conséquence) : adoptés ;

— article 18, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 18 : amendement n° 5 du Gouvernement (reversement par la communauté ou le syndicat d'une part de taxe professionnelle aux communes) ; sous-amendement n° 96 de la commission (communication du montant aux communes dans un délai de deux mois) ; charge de la dette ; unification des taux de la taxe professionnelle (p. 1064) ; sous-amendement n° 96, adopté ; amendement n° 5, ainsi modifié, adopté.

Article 19 : amendement n° 6 du Gouvernement (suppression des dérogations prévues en matière de taxe professionnelle) : adopté ; en conséquence, ce texte devient l'article 19.

Article 20 : amendement n° 59 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 21 (p. 1065) : amendement n° 60 et n° 61 de la commission (de conséquence) : adoptés ; amendement n° 97 de la commission (délai de onze ans) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 22 : amendement n° 10 du Gouvernement (de suppression) et de conséquence) : adopté ; en conséquence, cet article est supprimé.

Article 23 (p. 1066) : amendement n° 62 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 88 du Gouvernement (de consé-

quence) : adopté ; amendement n° 63, n° 64, n° 65 et n° 66 de la commission (de conséquence et rédactionnels) : adoptés ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 91 du Gouvernement (attribution de la dotation globale d'équipement) : adopté.

Article 24 : amendement n° 92 du Gouvernement (précisant les organismes bénéficiant des dispositions de cet article) : adopté ; amendement n° 93 du Gouvernement (référence à la durée du IXe Plan) (p. 1067) ; sous-amendement n° 108 de M. Jacques Guyard (maintien de la dotation globale d'équipement de droit commun) ; sous-amendement n° 108 : retiré ; amendement n° 93 : adopté ; amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 25 : amendement n° 68 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 27 : amendement n° 69 et n° 70 de la commission (de conséquence) : adoptés ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 28 : amendement n° 71 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Article 29 (p. 1068) : amendement n° 72 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Article 30 : amendement n° 73 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Article 30 bis : amendement n° 98 de la commission (recrutement par les collectivités locales d'agents des établissements publics d'aménagement) : adopté ; amendement n° 74 de la commission (statut, grade et rémunération des agents) ; amendement oral de la commission (conditions du recrutement) (p. 1069) ; amendement oral : adopté ; amendement n° 74 : adopté ;

— article 30 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 31 : amendement n° 75 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Article 37 bis : adopté (p. 1070).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1070).

TROISIEME LECTURE

Discussion générale [27 juin 1983] (p. 3265).

Echec de la commission mixte paritaire : *Richard (Alain)* (p. 3265).

Evolution des villes nouvelles : *Le Garrec (Jean)* (p. 3266).

Rejet de la formule du Sénat du syndicat d'intérêts communautaires : *Richard (Alain)* (p. 3265) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3266).

Discussion des articles [27 juin 1983] (p. 3266).

Article 1er ter : amendement n° 84 de M. René Rieubon (possibilité pour une commune d'être intégrée dans le nouveau périmètre de l'agglomération nouvelle lorsqu'elle se situe au voisinage d'une zone industrielle ou commerciale) cas de la zone industrielle et portuaire de Fos ; négociation de la révision du périmètre d'urbanisation (p. 3266-3267) ; amendement n° 84 : retiré ;

— article 1er ter, adopté.

Article 2 : amendement n° 78 du Gouvernement (possibilité pour le représentant de l'Etat de proposer le retrait d'une ou plusieurs communes de l'agglomération nouvelle) (p. 3267) ; cas où ce retrait est rendu nécessaire ; adopté ; amendement n° 79 du Gouvernement (modification des limites cantonales territoriales des communes) ; procédure exceptionnelle de révision des limites de l'agglomération nouvelle ; adopté ;

— article 2, ainsi modifié, adopté.

Article 2 bis supprimé par le Sénat : amendement n° 1 de la commission (considération du périmètre d'urbanisation comme périmètre d'opération d'intérêt national) ; exercice par l'Etat des compétences données aux villes nouvelles en matière d'urbanisme en cas d'opération d'intérêt national ; adopté ;

— article 2 bis est rétabli.

Article 4 (p. 3268) : amendement n° 2 de la commission (réintroduction de la possibilité de constituer une communauté d'agglomération nouvelle) : adopté ; amendement n° 80 du Gouvernement (constatation par arrêté des nouvelles limites cantonales) : adopté ; amendement n° 3 de la commission (remplacement du syndicat d'intérêts communautaires par une communauté d'agglomération nouvelle) ; adopté ; amendement n° 4 de la commission (substituant au syndicat d'intérêts communautaires une communauté d'agglomération nouvelle) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Article 7 : amendement n° 5 de la commission (compétences de la communauté ou du syndicat de l'agglomération nouvelle) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 8 : amendement n° 6 de la commission (nouvel intitulé de la section II : « dispositions propres à la communauté d'agglomération nouvelle ») ; adopté.

Article 8 : amendement n° 7 de la commission (définition et contrôle de l'agglomération nouvelle) (p. 3269) ; sous-amendement n° 81 du Gouvernement (fixation par le représentant de l'Etat dans le département de la date de la première élection du conseil d'agglomération) ; sous-amendement n° 81 : adopté ; amendement n° 7, ainsi modifié, adopté ;

— article 8, ainsi modifié, adopté.

Avant l'article 9 : suppression par le Sénat de la section III et de son intitulé ; amendement n° 8 de la commission (rétablissant la section III : « dispositions propres au syndicat d'agglomération nouvelle ») : adopté.

Article 9 : amendement n° 9 de la commission (supprimant la référence au syndicat d'intérêts communautaires) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié, adopté.

Article 11 : amendement n° 10 de la commission (possibilité d'envoyer comme délégué au conseil du syndicat d'agglomération des personnes qui ne sont pas conseillers municipaux) (p. 3270) ; adopté ; amendement n° 11 de la commission (réintroduction de la référence à la communauté d'agglomération nouvelle) : adopté ; amendement n° 12 de la commission (supprimant le 3e alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 13 de la commission (supprimant la référence au syndicat d'intérêts communautaires) : adopté ;

— article 11, ainsi modifié, adopté.

Article 12 : amendements identiques n° 14 de la commission et n° 82 du Gouvernement (supprimant la référence au syndicat d'intérêts communautaires) : adoptés ; amendement n° 83 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié, adopté.

Article 12 ter : amendement n° 15 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 12 quater : amendement n° 16 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Avant l'article 12 quinquies : amendement n° 17 de la commission (supprimant l'intitulé de la section III bis « dispositions propres au syndicat d'intérêt communautaire ») : adopté.

Article 12 quinquies : amendement n° 18 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Avant l'article 13 : amendement n° 19 de la commission (de conséquence) : adopté.

Article 13 : amendement n° 20 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 22 de la commission (de consé-

quence) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (élargissement des compétences du syndicat d'agglomération nouvelle et de la communauté d'agglomération nouvelle) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (seuil de compétence entre les communes membres et les syndicats en matière d'urbanisme) (p. 3272) : adopté ; amendement n° 24 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié, adopté.

Article 13 bis : amendements n° 25 et n° 26 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 13 bis, ainsi modifié, adopté.

Article 13 ter : amendements n° 27, 28, 29 et 30 de la commission (de conséquence) : adoptés ;

— article 13 ter, ainsi modifié, adopté (p. 3273).

Article 13 quater : amendements n° 31, 32, 33 et 34 de la commission (de conséquence) : adoptés ; amendement n° 35 de la commission (procédure d'inscription à l'inventaire des équipements communs relevant des conseils municipaux et du comité du syndicat) : adopté ; amendement n° 36 de la commission (compétence du commissaire de la République pour inscrire d'office un équipement à la charge de la communauté ou du syndicat) : adopté ;

— article 13 quater, ainsi modifié, adopté.

Article 13 quinquies : amendements n° 37, 38 et 39 de la commission (de conséquence) : adoptés ;

— article 13 quinquies, ainsi modifié, adopté (p. 3274).

Article 13 sexies : amendements n° 40, 41 et 42 de la commission (de conséquence) : adoptés ;

— article 13 sexies, ainsi modifié, adopté.

Article 14, supprimé par le Sénat : amendement n° 43 de la commission (patrimoine de la communauté ou du syndicat d'agglomération) : adopté ;

— l'article 14 est ainsi rétabli.

Article 15 supprimé par le Sénat : amendement n° 44 de la commission (substitution de plein droit de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle au syndicat communautaire d'aménagement) : adopté ;

— l'article 15 est ainsi rétabli.

Avant l'article 16 : amendement n° 45 de la commission (nouvelle rédaction de la section V « dispositions financières et fiscales commune à la communauté d'agglomération nouvelle » et au syndicat d'agglomération nouvelle) : adopté ; (p. 3275).

Article 16 : amendement n° 46 et 47 de la commission (de conséquence) : adoptés ;

— article 16, ainsi modifié, adopté.

Article 17 : amendement n° 48 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Article 18 : amendements n° 49 à 54 de la commission (de conséquence) : adoptés ;

— article 18, ainsi modifié, adopté (p. 3276-3277).

Article 18 bis : amendement n° 55 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 56 de la commission (composition de la commission indépendante chargée d'évaluer les charges administratives transférées aux différentes communes) ; lourdeur de cette procédure (p. 3277) ; adopté ; amendement n° 57 de la commission (même objet) : adopté ;

— article 18 bis, ainsi modifié, adopté ;

Article 19 : amendement n° 58 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié, adopté.

Article 20 : amendement n° 59 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié, adopté.

Article 21 : amendements n° 60 et 61 de la commission (de conséquence) : adoptés (p. 3278) ; amendement n° 86 du Gouvernement (supprimant les mots « indépendamment de l'article 1638 du code général des impôts » dans la première phrase de cet article) : adopté ;

— article 21, ainsi modifié, adopté.

Article 23 : amendements n° 62, 63, n° 64 et 65 de la commission (de conséquence) : adoptés ;

— article 23, ainsi modifié, adopté.

Article 23 bis : amendement n° 66 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 23 bis, ainsi modifié, adopté (p. 3279).

Article 24 : amendement n° 67 de la commission (de conséquence) adopté ; amendement n° 68 de la commission (limitation des aides financières de l'Etat aux villes nouvelles à une durée de cinq ans) : adopté ; amendement n° 69 de la commission (possibilité de réduire cette durée) : adopté ; amendement n° 70 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié, adopté.

Article 25 : amendement n° 71 de la commission (de conséquence) : adopté ; (p. 3280) : adopté ;

— article 25, ainsi modifié, adopté.

Article 27 : amendement n° 72 et 73 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 27, ainsi modifié, adopté.

Article 28 : amendement n° 74 de la commission (de conséquence) adopté ;

— article 28, ainsi modifié, adopté.

Article 29 : amendement n° 75 de la commission (de conséquence) adopté ;

— article 29, ainsi modifié, adopté.

Article 30 : amendement n° 76 de la commission (de conséquence) adopté (p. 3281) : adopté ;

— article 30, ainsi modifié, adopté.

Article 31 : amendement n° 77 de la commission (de conséquence) : adopté ;

— article 31, ainsi modifié, adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3282).

QUATRIEME LECTURE

Discussion générale [30 juin 1983] (p. 3446).

Echec de la commission mixte paritaire : *Floch (Jacques)* (p. 3446).

Position de la commission : *Floch (Jacques)* (p. 3446) ; *Labarrère (André)* (p. 3447).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3451).

Force de sécurité dans les —

Voir *Questions orales sans débat* **555.**

Représentation des communes au sein des syndicats intercommunaux.

Voir *Questions au Gouvernement* **555.**

Situation scolaire dans les —

Voir *Questions orales sans débat* **553.**

VINS ET VITICULTURE

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), agriculture, B.A.P.S.A.

Montants compensatoires monétaires sur le vin.

Voir *Questions orales sans débat* **412.**

Viticulture méridionale.

Voir *Questions au Gouvernement* **624.**
Questions orales sans débat **441.**

VIOLENCES ET VOIES DE FAIT

Voir *Corse* **5.**

Agression contre les agents des impôts.

Voir *Questions au Gouvernement* **580.**

VOIES D'EXECUTION

1. — **Proposition de loi n° 1938** tendant à supprimer la **contrainte par corps** pour les condamnés justifiant de leur insolvabilité. — *Assemblée nationale* (première lecture), dépôt le 21 décembre 1983 par M. Pierre Bas. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

VOIES NAVIGABLES

Modernisation du canal du Midi et du canal latéral à la Garonne.

Voir *Questions orales sans débat* **468.**

Schéma directeur des —

Voir *Lois de finances* **7** (deuxième partie), transports.

VOTES

— par procuration.

Voir *Elections et référendum* **30.**

— sans débat.

Voir *Traités et conventions* **62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 73, 74, 75, 77.**

Opposition à une demande de — sans débat.

Voir *Traités et conventions* **76.**

VOYAGEURS, REPRESENTANTS, PLACIERS

1. — **Proposition de loi n° 1190** tendant à mensualiser le **paiement des commissions dues aux voyageurs, représentants et placiers.** — *Assemblée nationale* (première lecture). — Rapporteur : M. Freddy Deschaux-Beaume (19 mai 1983).

W

WALESA (Lech)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **8.**
Questions au Gouvernement **659.**

WALLIS ET FUTUNA

Voir *Justice* **10.**
Lois de finances **7** (deuxième partie), départements et territoires d'outre mer.

WILLIAMSBURG

Voir *Questions au Gouvernement* **590.**

WILLOT (frères)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **9.**

WISSEMBOURG (commune de —)

Voir *Politique extérieure* **8.**

ANNEXE

TABLEAU DE CONCORDANCE
entre les numéros des documents déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale et les rubriques de la table des matières (avec l'indication de la place qu'ils occupent à l'intérieur de ces rubriques).

NUMEROS DES DOCUMENTS	RUBRIQUES DE LA TABLE
1372	Assurances 3
1373	Travail 13
1374	Corse 5
1375	Entreprises publiques 3
1376	Arts et spectacles 2
1377	Consommation 2
1378	Emploi et activité 4
1379	Nouvelle-Calédonie 2
1380	Pharmacie 4
1381	Environnement 4
1382	Logement 9
1383	Femmes 12
1384	Assurance-vieillesse : généralités 9
1385	Collectivités locales 8
1386	Fonctionnaires et agents publics 14
1387	Fonctionnaires et agents publics 15
1388	Fonctionnaires et agents publics 16
1389	Justice 10
1390	Entreprises 11
1391	Économie sociale 1
1392	Automobiles et cycles 3
1393	Contributions indirectes 1
1394	Assurances 3
1395	Anciens combattants et victimes de guerre 11
1396	Travail 13
1397	Collectivités locales 8
1398	Entreprises 15
1399	Justice 15
1400	Enseignement supérieur et post-baccalauréat 5
1401	Politique économique et sociale 5
1402	Déclarations du Gouvernement 6
1403	Traités et conventions 62
1404	Traités et conventions 65
1405	Traités et conventions 66
1406	Traités et conventions 69
1407	Traités et conventions 70
1408	Traités et conventions 71
1409	Traités et conventions 73
1410	Mer et littoral 9
1411	Audiovisuel 2
1412	Justice 16
1413	Droits de l'homme 1
1414	Assurance vieilles : généralités 9
1415	Poissons, produits d'eau douce et de la mer 1
1416	Politique économique et sociale 5
1417	Service national 16
1418	Procédure pénale 3
1419	Consommation 2
1420	Collectivités locales 9
1421	Audiovisuel 3
1422	Fonctionnaires et agents publics 9
1423	Justice 16
1424	Droits de l'homme 1
1425	Procédure pénale 3
1426	Banques et établissements financiers 5
1427	Entreprises 11
1428	Chômage : indemnisation 4
1429	Sociétés civiles et commerciales 8
1430	Logement 10
1431	Formation professionnelle et promotion sociale 2
1432	Environnement 4
1433	Banques et établissements financiers 5
1434	Politique économique et sociale 5
1435	Entreprises 11
1436	Politique économique et sociale 5
1437	Pollution et nuisances 1
1438	Bourses de commerce 1
1439	Politique économique et sociale 5
1440	Défense nationale 2
1441	Villes nouvelles 2
1442	Fonctionnaires et agents publics 17
1443	Prix et concurrence 3
1444	Travail 14
1445	Associations et mouvements 6
1446	Commerce et artisanat 7
1447	Sécurité sociale 13
1448	Apprentissage 2
1449	Politique économique et sociale 5
1450	Politique économique et sociale 5
1451	Entreprises publiques 3
1452	Défense nationale 3
1453	Fonctionnaires et agents publics 14
1454	Jeux et paris 4
1455	Pollution et nuisances 3
1456	Logement social 2
1457	Fleurs, graines et arbres 2
1458	Expositions et salons 1
1459	Fonctionnaires et agents publics 9
1460	Français : nationalité 5
1461	Justice 15
1462	Collectivités locales 9
1463	Mer et littoral 5
1464	Audiovisuel 2
1465	Anciens combattants et victimes de guerre 11
1466	Assurance-vieillesse : généralités 9
1467	Logement 10
1568	Fonctionnaires et agents publics 18
1469	Procédure pénale 3
1470	Anciens combattants et victimes de guerre 11
1471	Français : nationalité 5
1472	Assurance-vieillesse : généralités 9
1473	Fleurs, graines et arbres 2

NUMEROS DES DOCUMENTS	RUBRIQUES DE LA TABLE
1474	Fonctionnaires et agents publics **15**
1475	Villes nouvelles **2**
1476	Emploi et activité **4**
1477	Corse **5**
1478	Entreprise **14**
1479	Jeux et paris **4**
1480	Collectivités locales **10**
1481	Parlement **9**
1482	Procédure pénale **3**
1483	Service national **2, 3, 4, 5, 7, 10, 11, 14, 15, 16**
1484	Fonctionnaires et agents publics **18**
1485	Défence nationale **3**
1486	Chômage : indemnisation **4**
1487	Mer et littoral **5**
1488	Pollution et nuisances **3**
1489	Sociétés civiles et commerciales **8**
1490	Automobiles et cycles **3**
1491	Communes **11**
1492	Communes **12**
1493	Sondages et enquêtes **1**
1494	Élections et référendums **21**
1495	Libertés publiques **5**
1496	Prix et concurrence **4**
1497	Décorations **7**
1498	Professions et activités médicales **7**
1499	Entreprises **16**
1500	Polynésie française **1**
1501	Sports **2**
1502	Travail **12**
1503	Procédure pénale **3**
1504	Expositions et salons **1**
1505	Français : nationalité **6**
1506	Environnement **4**
1507	Mutualité sociale agricole **2**
1508	Entreprises publiques **4**
1509	Enseignement supérieur et post-baccalauréat **5**
1510	Traités et conventions **74**
1511	Traités et conventions **75**
1512	Traités et conventions **76**
1513	Traités et conventions **77**
1514	Traités et conventions **78**
1515	Français : nationalité **6**
1516	Bourses de commerce **1**
1517	Traités et conventions **75**
1518	Traités et conventions **77**
1519	Fonctionnaires et agents publics **16**
1520	Économie sociale **1**
1521	Fonctionnaires et agents publics **9**
1522	Fonctionnaires et agents publics **9**
1523	Plan **4**
1524	Banques et établissements financiers **5**
1525	Justice **10**
1526	Entreprises **15**
1527	Traités et conventions **76**
1528	Traités et conventions **74**
1529	Lois de règlement **3**
1530	Logement social **2**
1531	Justice **15**
1532	Collectivités locales **10**
1533	Police privée **1**
1534	Entreprises **17**
1535	Procédure pénale **3**
1536	Pêche **5**
1537	Procédure pénale **3**
1538	Environnement **4**
1539	Corps diplomatique et consulaire **1**
1540	Polynésie française **1**
1541	Justice **10**
1542	Travail **13**

NUMEROS DES DOCUMENTS	RUBRIQUES DE LA TABLE
1543	Polynésie française **2**
1544	Mer et littoral **9**
1545	Défense nationale **4**
1546	Urbanisme **6**
1547	Enseignement supérieur et post-baccalauréat **6**
1548	Associations et mouvements **7**
1549	Élections et référendums **22**
1550	Polynésie française **1, 2**
1551	Collectivités locales **9**
1552	Fonctionnaires et agents publics **14**
1553	Consommation **2**
1554	Traités et conventions **79**
1555	Banques et établissements financiers **5**
1556	Service national **16**
1557	Économie sociale **1**
1558	Entreprises **17**
1559	Plan **4**
1560	Plan **4**
1561	Bourses de commerce **1**
1562	Travail **12**
1563	Collectivités locales **9**
1564	Entreprises publiques **3**
1565	Traités et conventions **78**
1566	Police privée **1**
1567	Justice **15**
1568	Mutualité sociale agricole **2**
1569	Plan **4**
1570	Ordre public **5**
1571	Français : nationalité **7**
1572	Nouvelle-Calédonie **3**
1573	Examens, concours et diplômes **4**
1574	Examens, concours et diplômes **5**
1575	Examens, concours et diplômes **6**
1576	Élections et référendums **23**
1577	Papiers et cartons **1**
1578	Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens **5**
1579	Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens **6**
1580	Défense nationale **3**
1581	Travail **13**
1582	Consommation **2**
1583	Plan **4**
1584	Élections et référendums **23**
1585	Entreprises publiques **3**
1586	Élections et référendums **24**
1587	Corps diplomatique et consulaire **1**
1588	Fonctionnaires et agents publics **14**
1589	Examens, concours et diplômes **5**
1590	Examens, concours et diplômes **6**
1591	Jeux et paris **4**
1592	Audiovisuel **2**
1593	Poissons et produits d'eau douce et de la mer **1**
1594	Villes nouvelles **2**
1595	Parlement **9**
1596	Examens, concours et diplômes **4**
1597	Nouvelle-Calédonie **4**
1598	Expositions et salons **1**
1599	Parlement **9**
1600	Salons et expositions **1**
1601	Poissons et produits d'eau douce et de la mer **1**
1602	Villes nouvelles **2**
1603	Défense nationale **3**
1604	Service national **16**
1605	Travail **12**
1606	Élections et référendums **25**
1607	Jeux et paris **4**
1608	Assurance-vieillesse : régimes autonomes et spéciaux **5**
1609	Nouvelle-Calédonie **3**
1610	Audiovisuel **2**

NUMEROS DES DOCUMENTS	RUBRIQUES DE LA TABLE
1611	Défense nationale 3
1612	Service national 16
1613	Bourses de commerce 1
1614	Communautés européennes 5
1615	Environnement 4
1616	Environnement 4
1617	Travail 12
1618	Villes nouvelles 2
1619	Logement 9
1620	Entreprises publiques 4
1621	Déclarations du Gouvernement 7
1622	Entreprises 18
1623	T.O.M. 7
1624	Professions et activités paramédicales 6
1625	État civil 4
1626	Sécurité sociale 14
1627	Français : nationalité 8
1628	Agriculture 11
1629	Élections et référendums 26
1630	Polynésie française 3
1631	Boissons et alcools 9
1632	Collectivités locales 11
1633	Défense nationale 3
1634	Service national 16
1635	Défense nationale 3
1636	Service national 16
1637	Environnement 4
1638	Lois de règlement 3
1639	Entreprises 17
1640	Justice 15
1641	Police privée 1
1642	Sociétés civiles et commerciales 8
1643	Entreprises publiques 3
1644	Travail 12
1645	Jeux et paris 4
1646	Fonctionnaires et agents publics 14
1647	Corps diplomatique et consulaire 1
1648	Sociétés civiles et commerciales 5
1649	Fonctionnaires et agents publics 14
1650	Lois de règlement 3
1651	Entreprises 17
1652	Expositions et salons 1
1653	Corps diplomatique et consulaire 1
1654	Expositions et salons 1
1655	Nouvelle-Calédonie 4
1656	Lois de règlement 3
1657	Expositions et salons 1
1658	Police privée 1
1659	Entreprises publiques 3
1660	Audiovisuel 2
1661	Audiovisuel 2
1662	Collectivités locales 10
1663	Fonctionnaires et agents publics 14
1664	Justice 15
1665	Audiovisuel 2
1666	Corps diplomatique et consulaire 1
1667	Entreprises publiques 3
1668	Travail 12
1669	Jeux et paris 4
1670	Corps diplomatique et consulaire 1
1671	Corps diplomatique et consulaire 1
1672	Plan 4
1673	Collectivités locales 10
1674	Environnement 4
1675	Environnement 4
1676	Expositions et salons 1
1677	Expositions et salons 1
1678	Lois de règlement 3
1679	Travail 12
1680	Audiovisuel 2
1681	Audiovisuel 2
1682	Plan 4
1683	Lois de règlement 3
1684	Plan 4
1685	Collectivités locales 10
1686	Entreprises publiques 3
1687	Logement 11
1688	Charbon 1
1689	Associations et mouvements 8
1690	Cultes 1
1691	Animaux 5
1692	Commerce 4
1693	Divorce 6
1694	Jeux et paris 4
1695	Plan 4
1696	Plan 4
1697	Villes nouvelles 2
1698	Fonctionnaires et agents publics 14
1699	Corps diplomatique et consulaire 1
1700	Corps diplomatique et consulaire 1
1701	Villes nouvelles 2
1702	Fonctionnaires et agents publics 14
1703	Entreprises publiques 3
1704	Jeux et paris 4
1705	Jeux et paris 5
1706	Économie sociale 1
1707	Consommation 2
1708	Économie sociale 1
1709	Consommation 2
1710	Collectivités locales 10
1711	Collectivités locales 10
1712	Police 2
1713	Expositions et salons 1
1714	Traités et conventions 80
1715	Traités et conventions 81
1716	Impôts et taxes 3
1717	Politique extérieure 5
1718	Congés et vacances 3
1719	Traités et conventions 82
1720	Traités et conventions 83
1721	Traités et conventions 84
1722	Établissements d'hospitalisation, de soins et de cure 2
1723	Procédure pénale 4
1724	Politique économique et sociale 6
1725	Traités et conventions 85
1726	Lois de finances 7
1727	Édition, imprimerie et presse 5
1728	Police 3
1729	Traités et conventions 79
1730	Traités et conventions 79
1731	Entreprises publiques 5
1732	Établissements d'hospitalisation, de soins et de cure 2
1733	Ordre public 6
1734	Formation professionnelle et promotion sociale 2
1735	Lois de finances 7
1736	Lois de finances 7
1737	Lois de finances 7
1738	Lois de finances 7
1739	Lois de finances 7
1740	Lois de finances 7
1741	Déclarations du gouvernement 8
1742	Déclarations du gouvernement 9
1743	Parlement 12
1744	Élections et référendums 27
1745	Édition, imprimerie et presse 6
1746	Cultes 2
1747	Étrangers 6
1748	Édition, imprimerie et presse 7

NUMEROS DES DOCUMENTS	RUBRIQUES DE LA TABLE
1749	Déportés, internés et résistants **8**
1750	Contrats **1**
1751	Marchés publics **2**
1752	Boissons et alcools **10**
1753	Entreprises **19**
1754	Rapatriés **6**
1755	Impôts et taxes **3**
1756	Politique extérieure **5**
1757	Entreprises publiques **5**
1758	Dette publique **1**
1759	Mutualité sociale agricole **3**
1760	Enseignement **9**
1761	Nouvelle-Calédonie **5**
1762	Traités et conventions **86**
1763	Traités et conventions **87**
1764	Traités et conventions **88**
1765	Traités et conventions **89**
1766	Traités et conventions **90**
1767	Traités et conventions **91**
1768	Traités et conventions **92**
1769	Plan **5**
1770	Déclarations du gouvernement **10**
1771	Fonctionnaires et agents publics **15**
1772	Traités et conventions **93**
1773	Traités et conventions **94**
1774	Parlement **13**
1775	Déportés, internés et résistants **9**
1776	Édition, imprimerie et presse **5**
1777	Police **3**
1778	Français : nationalité **9**
1779	Français : nationalité **10**
1780	Justice **17**
1781	Banques et établissements financiers **6**
1782	Eau et assainissement **2**
1783	Sécurité sociale **15**
1784	Travail **15**
1785	Transports aériens **3**
1786	Nouvelle-Calédonie **5**
1787	Mœurs **3**
1788	Assurances **4**
1789	Pharmacie **6**
1790	Décorations **8**
1791	Armée **1**
1792	Circulation routière **6**
1793	Postes et télécommunications **1**
1794	Responsabilité civile **6**
1795	Transports maritimes **1**
1796	Départements d'outre-mer **6**
1797	Fonctionnaires et agents publics **19**
1798	D.O.M. **7**
1799	Circulation routière **7**
1800	Enseignement supérieur **5**
1801	Congés et vacances **3**
1802	Ordre public **6**
1803	Enseignement **9**
1804	Fonctionnaires et agents publics **15**
1805	Français : nationalité **9**
1806	Français : nationalité **10**
1807	Collectivités locales **12**
1808	Auxiliaires de justice **5**
1809	Transports maritimes **1**
1810	Traités et conventions **80**
1811	Traités et conventions **82**
1812	Traités et conventions **83**
1813	Traités et conventions **85**
1814	Traités et conventions **86**
1815	Traités et conventions **93**
1816	Mutualité sociale agricole **3**
1817	Déportés, internés et résistants **9**
1818	Fonctionnaires et agents publics **19**
1819	Entreprises publiques **5**
1820	Entreprises **15**
1821	Établissements d'hospitalisation, de soins et de cure **2**
1822	Travail **15**
1823	Justice **17**
1824	Plan **5**
1825	Sécurité sociale **16**
1826	Circulation routière **7**
1827	Traités et conventions **92**
1828	Traités et conventions **81**
1829	Traités et conventions **84**
1830	Traités et conventions **90**
1831	Tabacs et allumettes **1**
1832	Édition, imprimerie et presse **8**
1833	Plan **5**
1834	Plan **5**
1835	Élections et référendums **28**
1836	Lois de finances rectificatives **7**
1837	Établissements d'hospitalisation, de soins et de cure **2**
1838	Entreprises publiques **5**
1839	D.O.M. **6**
1840	Baux **13**
1841	Eau et assainissement **2**
1842	Sécurité sociale **15**
1843	Collectivités locales **12**
1844	Rapatriés **6**
1845	Chômage : indemnisation **5**
1846	Banques et établissements financiers **6**
1847	Enseignement supérieur et post-baccalauréat **5**
1848	Traités et conventions **87**
1849	Traités et conventions **88**
1850	Traités et conventions **89**
1851	Traités et conventions **91**
1852	Traités et conventions **94**
1853	Lois de finances rectificatives **7**
1854	Entreprises **15**
1855	Assurances vieillesse : généralités **10**
1856	Élections et référendums **29**
1857	Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre **7**
1858	Commerce extérieur **1**
1859	Radiodiffusion et télévision **10**
1860	Élections et référendums **30**
1861	Déportés, internés et résistants **10**
1862	Fonctionnaires et agents publics **20**
1863	Famille **4**
1864	Élections et référendums **31**
1865	Lois de finances rectificatives **7**
1866	Enseignement supérieur et post-baccalauréat **5**
1867	Sécurité sociale **16**
1868	Pêche **5**
1869	Baux **13**
1870	Chômage : indemnisation **5**
1871	Polynésie française **4**
1872	Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens **5, 2** Entreprises **12**
1873	Lois de finances **7**
1874	Impôts et taxes **4**
1875	Politique extérieure **6**
1876	Politique extérieure **7**
1877	Travail **15**
1878	Banques et établissements financiers **6**
1879	Lois de finances **7**
1880	Fonctionnaires et agents publics **15**
1881	Politique extérieure **8**
1882	Mutualité sociale agricole **3**
1883	Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires **11**

NUMEROS DES DOCUMENTS	RUBRIQUES DE LA TABLE	NUMEROS DES DOCUMENTS	RUBRIQUES DE LA TABLE
1884	Congés et vacances **3**	1922	Parlement **14**
1885	Édition, imprimerie et presse **8**	1923	Collectivités locales **12**
1886	Produits agricoles et alimentaires **1**	1924	Baux **13**
1887	Lois de finances **7**	1925	Fonctionnaires et agents publics **16**
1888	Politique extérieure **8**	1926	Sécurité sociale **16**
1889	Commerce extérieur **2**	1927	Examens, concours et diplômes **7**
1890	Fonctionnaires et agents publics **16**	1928	Fonctionnaires et agents publics **15**
1891	Assurance-vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires **11**	1929	Entreprises publiques **5**
		1930	Congés et vacances **3**
1892	Mutualité sociale agricole **3**	1931	Politique extérieure **9**
1893	DOM **7**	1932	Crimes, délits et contraventions **2**
1894	Baux **13**	1933	Commerce et artisanat **8**
1895	Entreprises publiques **5**	1934	Enfants **8**
1896	Enseignement supérieur et post-baccalauréat **5**	1935	Agriculture **12**
1897	Eau et assainissement **2**	1936	Entreprises **20**
1898	Congés et vacances **3**	1937	Funérailles nationales **2**
1899	Travail **15**	1938	Voies d'exécution **1**
1900	Établissements d'hospitalisation, de soins et de cure **2**	1939	Établissements d'hospitalisation, de soins et de cure **2**
1901	Conseil économique et social **7**	1940	Établissements d' hospitalisation, de soins et de cure **2**
1902	Congés et vacances **3**	1941	Mutualité sociale agricole **3**
1903	Lois de finances rectificatives **7**	1942	Mutualité sociale agricole **3**
1904	Lois de finances **7**	1943	Congés et vacances **3**
1905	Lois de finances **7**	1944	Eau et assainissement **2**
1906	Entreprises publiques **5**	1945	Eau et assainissement **2**
1907	Établissements d'hospitalisation, de soins et de cure **2**	1946	Pétrole et produits raffinés **4**
1908	Mutualité sociale agricole **3**	1947	Sécurité sociale **16**
1909	Assurances-vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires **11**	1948	Plan **15**
		1949	Ordonnances **3**
1910	Lois de finances rectificatives **7**	1950	Baux **13**
1911	Collectivités locales **12**	1951	Baux **13**
1912	Eau et assainissement **2**	1952	Lois de règlement **4**
1913	Baux **13**	1953	Plan **5**
1914	Communautés européennes **6**	1954	Plan **5**
1915	Enseignement supérieur et post-baccalauréat **5**	1955	Fonctionnaires et agents publics **15**
1916	Établissements d'hospitalisation, de soins et de cure **2**	1956	Fonctionnaires et agents publics **15**
1917	Mutualité sociale agricole **3**	1957	Fonctionnaires et agents publics **16**
1918	Mutualité sociale agricole **3**	1958	Fonctionnaires et agents publics **16**
1919	Fonctionnaires et agents publics **15**	1959	Plan **5**
1920	Fonctionnaires et agents publics **16**	1960	Plan **5**
1921	Eau et assainissement **2**		